

**Université Paris 8**  
**ECOLE DOCTORALE PRATIQUES ET THÉORIES DU SENS**  
**ED 31 – Programme doctoral d’histoire**

**Doctorat en Histoire contemporaine**

**Résister au fascisme**  
**sans perdre son âme, 1921-1937**

*La propagande antifasciste dans les milieux du socialisme libéral : presse,  
réseaux et modalités d’action de « Giustizia e Libertà »*

Volume I

Thibault Guichard

*Thèse dirigée par Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université  
Paris 8 Vincennes – Saint-Denis*  
Soutenue le 22 novembre 2021

Jury :

M. Marco Bresciani, Maître de Conférences des Universités à l’Université de Florence

Mme Laura Fournier-Finocchiaro, Professeure des Universités à l’Université de Grenoble  
(rapporteur)

M. Jean-Claude Lescure, Professeur des Universités à l’Université de Cergy-Pontoise

Mme Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université Paris 8  
Vincennes – Saint-Denis

Mme Caroline Ollivier-Yaniv, Professeure des Universités à l’Université Paris-Créteil

M. Éric Vial, Professeur des Universités à l’Université Cergy-Pontoise (rapporteur)



**Université Paris 8**  
**ECOLE DOCTORALE PRATIQUES ET THÉORIES DU SENS**  
**ED 31 – Programme doctoral d’histoire**

**Doctorat en Histoire contemporaine**

**Résister au fascisme**  
**sans perdre son âme, 1921-1937**

*La propagande antifasciste dans les milieux du socialisme libéral : presse,  
réseaux et modalités d’action de « Giustizia e Libertà »*

Volume I

Thibault Guichard

*Thèse dirigée par Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université  
Paris 8 Vincennes – Saint-Denis*  
Soutenue le 22 novembre 2021

Jury :

M. Marco Bresciani, Maître de Conférences des Universités à l’Université de Florence

Mme Laura Fournier-Finocchiaro, Professeure des Universités à l’Université de Grenoble  
(rapporteur)

M. Jean-Claude Lescure, Professeur des Universités à l’Université de Cergy-Pontoise

Mme Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université Paris 8  
Vincennes – Saint-Denis

Mme Caroline Ollivier-Yaniv, Professeure des Universités à l’Université Paris-Créteil

M. Éric Vial, Professeur des Universités à l’Université de Cergy-Pontoise (rapporteur)







## Remerciements

Le parcours suivi jusqu'au terme de cette recherche fut jalonné de plusieurs étapes, dont chacune a représenté une aventure intellectuelle et humaine d'une grande richesse. Je tiens ici à exprimer ma gratitude à l'égard de toutes celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Elle s'adresse en premier lieu à ma directrice de thèse, Mme la Professeure Marie-Anne Matard-Bonucci, pour sa disponibilité, sa prévenance et l'intérêt qu'elle a prêté à mon travail. C'est elle qui m'a permis de me lancer dans ce projet et, malgré les difficultés, j'ai toujours pu compter sur sa présence et son soutien. Je remercie également M. le Professeur Massimo Baioni, qui m'a accordé une écoute attentive ainsi que des conseils éclairés.

Ce travail n'aurait pu se réaliser sans l'appui logistique, financier mais aussi humain de mon école doctorale (Pratiques et théories du sens) et de mon laboratoire, l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent). J'adresse des remerciements particuliers à son actuel directeur, M. Christian Delage, pour son accueil et sa confiance tout au long de ces années, ainsi qu'à l'ensemble du personnel.

Je salue également l'appui que m'a apporté l'École française de Rome, notamment pour l'accès à plusieurs centres d'archives italiens. Ce séjour dans la capitale italienne fut un moment important de la recherche, et je remercie M. Fabrice Jesné pour ses remarques et ses suggestions. Ma reconnaissance s'adresse, à ce titre aussi, à l'ensemble de l'équipe de La Contemporaine (Nanterre), au personnel de l'Institut culturel italien (Paris), aux animateurs de la fondation du *Circolo Rosselli* (Florence), aux archivistes de l'*Archivio Centrale dello Stato* (Rome) dont Mme Simonetta Carolini ; et de même pour chacun des centres de conservation visités, où j'ai trouvé des interlocuteurs disponibles, bienveillants et efficaces.

*Non dimentico di ringraziare tutti coloro che mi hanno comunicato la passione per l'Italia, la sua cultura e la sua storia, ad iniziare dalle mie professoressa di lingua italiana alle medie e al liceo. Mille grazie anche ai professori e agli amici dell'università degli Studi di Milano, all'origine di questo percorso di studio. Un pensiero particolare per Giovanni, Maria Agnese e Paolo.*

C'est le moment, en effet, de remercier les amis et les proches, puisque la thèse a aussi été une aventure amicale/familiale. Je suis donc heureux de cette occasion de remercier mes parents ; Florence, ma mère, et Sarah, mon père à jamais, dont le soutien ne m'a jamais fait défaut, et à qui je dois tant.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>4</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
FAIRE L'HISTOIRE D'UNE RÉSISTANCE ITALIENNE AU FASCISME : LE GIELLISME ET LA QUESTION DE L'ACTION ANTIFASCISTE .....	9
LES SOURCES ET LA TRACE : « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> », AU CROISEMENT DES ARCHIVES .....	30
MÉTHODOLOGIE ET CHOIX THÉMATIQUES .....	48
<b>PROLOGUE.....</b>	<b>56</b>
<b>L'INTERVENTIONNISME EN PARTAGE : LA GUERRE COMME EXPÉRIENCE FONDAMENTALE (1915-1921).....</b>	<b>56</b>
<b>CHAPITRE PREMIER L'INTERVENTIONNISME, UNE IDÉOLOGIE COMBATTANTE PLURIELLE</b>	<b>57</b>
UN PARTI DES INTELLECTUELS : L'INTERVENTIONNISME DE LA CULTURE .....	59
GUERRE IDÉOLOGIQUE, GUERRE SPIRITUELLE : LA GRANDE GUERRE DANS LES CONSCIENCES .....	65
LE SACRIFICE DE SOI : LA GUERRE D'ERNESTO ROSSI.....	70
<b>CHAPITRE II DE LA GUERRE AU FASCISME : LES ANCIENS COMBATTANTS À LA CROISÉE DES CHEMINS .....</b>	<b>75</b>
LA GUERRE APRÈS LA GUERRE : L'ENGAGEMENT POLITIQUE COMME NOUVEAU COMBAT .....	77
ACTION ET PENSÉE POLITIQUE APRÈS LA GUERRE : LA NAISSANCE DES FAISCEAUX DE COMBAT .....	88
<b>PREMIERE PARTIE .....</b>	<b>106</b>
<b>UN ANTIFASCISME EN INVENTION : LE GIELLISME AVANT « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » (1921- 1927).....</b>	<b>106</b>
<b>CHAPITRE III SALVEMINI, GOBETTI, ROSSELLI : ITINÉRAIRE D'UNE PENSÉE LIBÉRALE CONTRE LES DOGMATISMES MODERNES.....</b>	<b>107</b>
UN INTELLECTUEL LIBÉRAL QUI FAIT ÉCOLE : GAETANO SALVEMINI ET LES JEUNES VOLONTAIRES .....	108
RÉÉVALUATION D'UN MAGISTÈRE : UN NOUVEAU LIBÉRALISME ITALIEN .....	132
<b>CHAPITRE IV PASSER À L'ACTION : DE L'ARCADIE POLITIQUE À L'ENGAGEMENT MILITANT .....</b>	<b>166</b>
COMMENCER À AGIR : LE COMBAT POUR LA LIBERTÉ AU TOURNANT .....	167
LES PREMIERS PAS DANS L'ACTION ANTIFASCISTE, ENTRE SECRET ET PUBLICITÉ .....	187
<b>CHAPITRE V PENSER L'ACTION : UNE CERTAINE IDÉE DE L'ANTIFASCISME .....</b>	<b>226</b>
« ACTION ET PENSÉE » : QUE FAIRE ? QUE CROIRE ? .....	227
UNE PENSÉE DANS L'ACTION : « ON NE PEUT QU'ÊTRE DES VOLONTARISTES ».....	249
<b>DEUXIEME PARTIE .....</b>	<b>284</b>

« <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » : PRIX ET LIMITES DE L'ACTION DIRECTE (1927-1932) .....	284
CHAPITRE VI INVENTER UNE « PROPAGANDE DE LIBERTÉ » .....	285
INTERPRÉTER, INFORMER, DÉNONCER : UNE « VÉRITÉ » IMPUISSANTE CONTRE LE FASCISME ? .....	285
L'ACTION, LEVIER DE MÉDIATISATION .....	304
LES LIEUX ET LES FORMES DE L'ACTION DE « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » EN ITALIE EN 1930 .....	341
CHAPITRE VII LES PROCÈS COMME TRIBUNE.....	362
LES PROCÈS DE L'ANTIFASCISME À L'ÉTRANGER.....	363
LES PROCÈS ITALIENS AU TRIBUNAL SPÉCIAL : LA CONSTRUCTION D'UN ANTIFASCISME « TERRORISTE » .....	382
CHAPITRE VIII LA « NÉBULEUSE » : UN MOUVEMENT HORIZONTAL ET POLYCENTRIQUE .	428
« <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » AU LENDEMAIN DU PROCÈS DE ROME : UNE ACTION ET UNE PENSÉE ANTIFASCISTE SANS CADRES .....	430
« UN MOUVEMENT PLUS JEUNE, PLUS RÉVOLUTIONNAIRE, PLUS INTRANSIGEANT » : ANCRAGES ET RECONVERSION DU GIELLISME .....	457
LES <i>QUADERNI DI GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> OU LA FORMULATION D'UN ÉLITISME RÉVOLUTIONNAIRE .....	490
TROISIEME PARTIE.....	513
L'INTELLECTUEL, LA PRESSE ET LA RÉVOLUTION : LES MOYENS D'INFLUENCE CULTURELLE ET MÉDIATIQUE DE « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » .....	513
CHAPITRE IX QUE FAIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ? POUR UN ANTIFASCISME INTERVENTIONNISTE.....	514
FACE À LA FASCISATION DE L'EUROPE : PENSER UNE NOUVELLE STRATÉGIE .....	515
DIFFUSION ET CIRCULATION DES <i>QUADERNI</i> : UNE AUDIENCE LIMITÉE.....	532
CHAPITRE X DE LA REVUE D'IDÉES AU JOURNAL DE MASSE : L'INFORMATION, OUTIL DE MOBILISATION.....	544
LA PRESSE, UN MODE D'INTERVENTION FINALEMENT PRIVILÉGIÉ.....	545
<i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> : JOURNAL D'INFORMATION, DE « CULTURE ET DE BATAILLE » .....	570
« MORDRE SUR LA RÉALITÉ ITALIENNE » : LE JOURNAL COMME MODE DE SAISIE DE LA RÉALITÉ FASCISTE .....	595
QUATRIEME PARTIE.....	624
GUERRE « TOTALE » ET GUERRE CIVILE : LES TEMPS ÉQUIVOQUES DE L'ANTIFASCISME ET DE L'ANTITOTALITARISME (1935-1937) .....	624
CHAPITRE XI « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » ET LA CRISE ITALO-ÉTHIOPIENNE : L'ANTIFASCISME CONFRONTÉ À UNE GUERRE « TOTALE » .....	625
ANTIFASCISME ET ANTICOLONIALISME : LA REDÉCOUVERTE D'UN PROBLÈME À LA FAVEUR DE LA CRISE ITALO-ÉTHIOPIENNE .....	626
LES MOTIVATIONS IDÉOLOGIQUES DE L'INTERVENTION ITALIENNE : OPPOSER LES ARGUMENTS DE LA RAISON CONTRE UNE GUERRE ABSURDE .....	648
UNE « GUERRE TOTALE » : LES ÉVÉNEMENTS ÉTHIOPIENS ET L'ACTUALITÉ DU PHÉNOMÈNE TOTALITAIRE	671

CHAPITRE XII LE GIELLISME, ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ESPAGNE : DIVISIONS ET CONTRADICTIONS AUTOUR DE LA PROPAGANDE .....	<b>694</b>
AUX LIMITES D'UNE STRATÉGIE ACTIVISTE ET INTERVENTIONNISTE : REPENSER LES MOYENS ET LA PORTÉE DE L'ANTIFASCISME .....	696
L'ENJEU « TOTALITAIRE » : L'ÉVOLUTION D'UN MOUVEMENT ANTICONFORMISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE DES ANNÉES TRENTE .....	709
CHAPITRE XIII D'UNE GUERRE L'AUTRE : LA MOBILISATION GIELLISTE DANS LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE .....	<b>753</b>
LA PARTICIPATION GIELLISTE À L'UNE DES PREMIÈRES FORMES ORGANISÉES DU VOLONTARIAT COMBATTANT ANTIFASCISTE EN ESPAGNE .....	754
UNE GUERRE CIVILE ITALIENNE EN TERRES ESPAGNOLES .....	784
AUTOUR DES MORTS DE GUERRE : LE MARTYROLOGE, UN MARQUEUR DES TENSIONS CONTRAIRES À L'UNIFICATION DE L'ANTIFASCISME .....	794
CONCLUSION LA MISE À DISTANCE D'UNE PRATIQUE POLITIQUE .....	<b>822</b>
PROPAGANDES : USAGES PLURIELS D'UNE TECHNIQUE POLITIQUE .....	823
LA SITUATION ORIGINALE DE « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » DANS L'ANTIFASCISME ITALIEN AU PRISME DE SA PROPAGANDE .....	824
LA PROPAGANDE : D'UNE QUESTION PRATIQUE AU QUESTIONNEMENT ÉTHIQUE .....	830
L'OMBRE PORTÉE DU GIELLISME : PROPAGANDE, HISTOIRE ET MÉMOIRE .....	831
INDEX DES NOMS ET DES AUTEURS .....	<b>I</b>
INDEX DES LIEUX ET DES ORGANISATIONS .....	<b>XX</b>
TABLE DES SIGLES .....	<b>XXVI</b>
TABLE DES ILLUSTRATIONS .....	<b>XXVIII</b>
TABLE CHRONOLOGIQUE (1922-1937) .....	<b>XXXII</b>
INDEX BIOGRAPHIQUE .....	<b>XLV</b>
SOURCES .....	<b>LXI</b>
BIBLIOGRAPHIE .....	<b>LXIX</b>
ANNEXES .....	<b>LXXXV</b>
TABLE DES MATIÈRES .....	<b>CLV</b>

## INTRODUCTION

### **Faire l'histoire d'une résistance italienne au fascisme : le giellisme et la question de l'action antifasciste**

Le terrain du politique au XX<sup>ème</sup> siècle est un terrain accidenté. Celui de son histoire l'est également. Vivre et survivre à des expériences, aussi fondamentales pour l'époque que les guerres, les révolutions et les phénomènes de résistance, fut pour beaucoup une mise à l'épreuve. Comprendre et rendre compte de ces mêmes événements en est une autre. En dépit du recul et de la distance confortable qui le sépare des faits, l'historien mesure mal le poids du risque et apprécie difficilement ces « chevauchées sur le lac de Constance »<sup>1</sup>. Les incertitudes, ou plutôt l'inconscience du cavalier qui parcourt une étendue d'eau glacée est aussi la sienne lorsqu'il tâtonne pour retrouver les principes, les origines d'une expérience et de l'agir. Car dès lors que l'action s'exerce dans le champ de la violence, comme l'a bien montré Hannah Arendt, témoin majeur du siècle passé, elle peut d'elle-même se déployer jusqu'à « l'absurde », engloutir, « ensevelir », les principes qui l'avaient mise en mouvement : « Même si la fin est la liberté, le sens contenu dans l'action elle-même est la contrainte violente »<sup>2</sup> écrit la philosophe, cherchant à discerner le pouvoir et la contrainte qui relient les hommes entre eux des fins pour lesquelles cette puissance est déployée. De ce conflit hautement réel, l'histoire retient les « tournures » et les injonctions paradoxales.

C'est, dans notre cas, la définition originale d'un « socialisme libéral » qui a inspiré ce travail consacré aux pratiques de propagande du mouvement antifasciste italien « *Giustizia e Libertà* », depuis la fondation de ce réseau clandestin dans le cours des années vingt jusqu'à sa transformation progressive en organe politique et militaire de la Résistance italienne, à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Les raisons de ces choix thématiques, géographiques et chronologiques s'expliquent par la volonté de décrire, de l'intérieur des pratiques sociales, intellectuelles et politiques, les relations entre une exigence éthique de liberté et de justice d'une

<sup>1</sup> Arendt (Hannah), *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Points, 2011, p. 98.

<sup>2</sup> Arendt (Hannah), *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 105 *sqq.*

part et la lutte contre un pouvoir « totalitaire » d'autre part. C'est en Italie, autour de cette phase de crises et de troubles institutionnelles et idéologiques que représentent l'après-guerre et la prise du pouvoir par les chemises noires, que s'accomplit une tentative de réforme du politique, dans un sens authentiquement démocratique et révolutionnaire. C'est aussi en Italie que s'invente, avec le fascisme, un nouveau type de domination autoritaire, où la propagande et les techniques de communication de masse envahissent l'espace public, tout en s'imposant, plus profondément et plus fortement que jamais, à la conscience des individus.

Et ce sont les symboliques du pouvoir, la « fabrique » du consentement<sup>3</sup> qui, au tournant des années trente, constituent un des terrains principaux de l'affirmation et de la réalisation du projet fasciste de transformation des Italiens et de fondation d'un ordre nouveau<sup>4</sup>. La contre-propagande représente bien à cet égard un objet privilégié pour observer, de l'intérieur, la manière dont cette domination a été perçue, vécue, mais aussi les stratégies que l'antifascisme dut déployer pour y résister et annuler ses effets sur le reste de la société. Dans *L'antifascismo nella società italiana*<sup>5</sup>, Giovanni De Luna, étudiant les rapports entre militantisme antifasciste des organisations clandestines et contestation politique au sein de milieux sociaux insérés dans la réalité italienne de l'entre-deux-guerres, a montré comment le mouvement « *Giustizia e Libertà* », à l'inverse du parti communiste, avait incarné une forme hybride qui tenait à un sens partagé du devoir et des plus hautes valeurs de liberté et de justice, contraire selon lui à une forme « totalisante » du politique. L'objet de ce travail est de comprendre comment, et pourquoi, la trajectoire de ce groupe a épousé un schéma aussi singulier, et dans quelles conditions « *Giustizia e Libertà* », de mouvement créé *ex nihilo*, sans attaches partisans, est devenu une organisation majeure de l'antifascisme, contestant la suprématie du parti communiste.

C'est cette histoire de la construction de l'antifascisme gielliste comme modèle identitaire et expérience politique originale face au pouvoir fasciste, et de ses prolongements sur la vie sociale italienne, dont il s'agit ici de rendre compte. Cette recherche est donc une manière de traversée de l'expérience de l'antifascisme, une tentative d'analyser son rôle, son fonctionnement et sa portée, mais aussi un effort pour enrichir notre connaissance du phénomène, dans sa dimension empirique, et sans s'émanciper du contexte dans lequel il s'est

<sup>3</sup> De Felice (Renzo), *Mussolini il duce*, vol. 1, *Gli anni del consenso 1929-1936*, Turin, Einaudi, 1974.

<sup>4</sup> Gentile (Emilio), *La Voie italienne au totalitarisme. Le Parti et l'État sous le régime fasciste*, Monaco, Rocher, 2004.

<sup>5</sup> De Luna (Giovanni), *Donne in oggetto : l'antifascismo nella società italiana 1922-1939*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995.



affirmé. Pourtant, il serait pour notre part audacieux de prétendre tout décrire, sans reconduire des interprétations parfois convenues sur l'attitude des Italiens sous le fascisme, avec un regard entièrement renouvelé sur cette période. Pour ce qui concerne l'antifascisme et le groupe « *Giustizia e Libertà* », les champs historiques sont depuis plusieurs années amplement défrichés. L'antifascisme gielliste, s'il fut parfois interprété comme un courant dérivé de familles politiques bien définies, démocratique et libérale, socialiste et républicaine, ou comme une idéologie de la « troisième voie » située entre le fascisme et le communisme stalinien, fut aussi l'un des terrains privilégiés d'un débat historique passionné sur le sens d'un projet utopique et inclassable.

### ***Un antifascisme antitotalitaire : histoire d'un projet utopique et hérétique***

À l'image du phénomène contre lequel il lutte, l'antifascisme, avant d'être un ensemble de techniques et de pratiques de diffusion idéologique, de savoirs et de stratégies de pouvoir associées à un système politique organisé, est une idéologie dont l'extraordinaire capacité mobilisatrice et longévité historique tient, pour les uns, à son extrême labilité et indétermination<sup>6</sup>, et pour les autres, à son aura exemplaire, inséparable de l'idéal démocratique moderne<sup>7</sup>. Dans le contexte italien, cette idéologie a ainsi valeur de « paradigme » démocratique approprié au contexte historique des totalitarismes et des dictatures de masse, comme l'ont d'abord suggéré Giovanni De Luna et Marco Revelli<sup>8</sup> entres autres. Cette valeur a ensuite été étudiée comme telle dans les travaux d'Alberto De Bernardi<sup>9</sup>. Avec lui, nous pensons que pour comprendre l'antifascisme, il faut l'envisager dans sa portée d'expérience historique essentielle pour la définition de son époque. Comme lui, nous pensons aussi qu'en tant que « mouvement réel et catégorie d'analyse de la société de masse, l'antifascisme a acquis le statut de phénomène international ayant traversé le continent et conditionné profondément la politique »<sup>10</sup>. L'antifascisme ne correspond donc pas uniquement au besoin qu'a tout camp politique de se mobiliser autour d'une « idéologie négative »<sup>11</sup> permettant d'identifier l'adversaire à combattre

<sup>6</sup> Kriegel (Annie), « Sur l'antifascisme », *Commentaire*, 1990/2, n° 50, p. 299-302.

<sup>7</sup> Traverso (Enzo), « Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historicisation critique. », *Lignes*, 1998/2, n° 34, p. 119-137.

<sup>8</sup> De Luna (Giovanni), Revelli (Marco), *Fascismo, antifascismo : le idee, le identità*, Florence, La Nuova Italia, 1995.

<sup>9</sup> De Bernardi (Alberto), *Fascismo e antifascismo : storia, memoria e culture politiche*, Rome, Donzelli, 2018 ; De Bernardi (Alberto), Rapini (Andrea), *Discorso sull'antifascismo*, Milan, Mondadori, 2007 ; De Bernardi (Alberto), Ferrari (Paolo), *Antifascismo e identità europea*, Rome, Carocci, 2004.

<sup>10</sup> De Bernardi (Alberto), Rapini (Andrea), *Discorso sull'antifascismo*, *op. cit.*, p. 16.

<sup>11</sup> Rémond (René), *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 7.

et par rapport auquel se définir, mais le champ typique d'expérience et de réflexion autour du renouveau de la démocratie et d'une redéfinition des rapports entre les valeurs de liberté et de justice.

Le fascisme est en effet, pour reprendre la définition d'Emilio Gentile, une idéologie selon laquelle « le mythe et l'organisation ne sont pas seulement des instruments de technique politique, mais les éléments essentiels de son action et les principes constitutifs de sa vision de l'homme et des masses »<sup>12</sup>, ce qui le situe historiquement aux origines de la modernité totalitaire en Europe<sup>13</sup>. C'est à ce lien entre la politique dite de masse et la dynamique totalitaire que nous nous intéresserons ici, comme Emilio Gentile le fit dans le cas du fascisme, mais en interrogeant ses effets sur les différentes dimensions de l'action de l'antifascisme.

Si nous choisissons d'évoquer le concept de totalitarisme pour aborder cette question des pratiques politiques de l'opposition au fascisme, c'est parce qu'avant même de devenir une catégorie d'analyse pour l'historien ou un qualificatif polémique pour les intellectuels dissidents est-européens dans leur lutte contre le communisme post-stalinien, le mot apparaît d'abord sous sa forme adjectivale dans les écrits des antifascistes pour désigner une version moderne de l'absolutisme à l'époque des masses. Comme le souligne Enzo Traverso, la littérature antifasciste constitue le point d'ancrage des concepts de totalitarisme et d'antitotalitarisme dans la culture politique européenne<sup>14</sup>. L'étude de la « lutte antitotalitaire »<sup>15</sup> des antifascistes peut nous permettre de comprendre comment un groupe d'individus, attachés aux idées et aux principes de la démocratie libérale et du socialisme, a pu se saisir de la réalité « totalitaire » qu'incarnait le fascisme et la combattre, mais ne permet pas de juger de la question de la nature totalitaire du fascisme lui-même<sup>16</sup>.

Or, si comme le rappelle Emilio Gentile, la désagrégation du système soviétique après 1989 a permis de libérer la notion de totalitarisme de « l'ostracisme qui l'avait frappée pendant

<sup>12</sup> Gentile (Emilio), *Storia del partito fascista*, Rome ; Bari, Laterza, 1989.

<sup>13</sup> Braun (Emily), Gentile (Emilio) et al., *Modernità totalitaria : il fascismo italiano*, Rome ; Bari : Laterza, 2019.

<sup>14</sup> Traverso (Enzo), *Le Totalitarisme : le XXe siècle en débat*, Paris, Seuil, 2001 ; Id., « Le totalitarisme. Histoire et apories d'un concept », *L'Homme et la société*, année 1998, 129, p. 97-111.

<sup>15</sup> Prezioso (Stéphanie), « L'antifascisme : une lutte antitotalitaire », dans Prezioso (Stéphanie, dir.), Fayet (Jean-François, dir.), Haver (Gianni, dir.), *Le Totalitarisme en question*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 41-67.

<sup>16</sup> Notre intention en effet n'est pas de proposer une sociologie de la déviance, de la dissidence ou encore des formes de résistance au fascisme, comme le propose Jean-Yves Dormagen en conclusion de son travail sur l'État totalitaire fasciste. Cet auteur retient en effet ces questions comme les plus importantes afin d'établir « l'effectivité d'une éventuelle domination totalitaire ». Dormagen (Jean-Yves), *Logiques du fascisme. L'État totalitaire en Italie*, Paris, Fayard, 2008, p. 388.

plusieurs décennies et qui l'avait quasiment bannie de l'historiographie contemporaine »<sup>17</sup>, cet événement a aussi constitué un tournant dans la mémoire et l'historiographie de l'antifascisme. L'ouvrage de François Furet publié au milieu des années 1990 est assez célèbre pour qu'il soit superflu ici d'en rappeler la thèse<sup>18</sup>. On peut bien expliquer cette campagne de dénigrement<sup>19</sup> par une intention révisionniste et l'oubli conscient d'un engagement transformé en idéologie d'État dans certains pays. C'est en quelque façon une logique de cette sorte qui la dicte. On s'en aperçoit en étudiant le contexte italien : ici, comme ailleurs, en Europe, la contribution du communisme à l'antifascisme a été décisive si bien que le discrédit et les crises affectant celle-là participaient indirectement à la « liquidation »<sup>20</sup> de celle-ci.

Pourtant, un retour sur la question du totalitarisme dans l'antifascisme italien montrerait sans peine l'actualité de ces questions dans les années trente et l'ambition affichée de certains antifascistes de se poser en alternative au communisme et au fascisme. Autrement dit, à inventer un antifascisme qui se refusait de soumettre ses militants à l'autorité d'une idéologie, d'un chef et d'un Parti, tout en cherchant à échapper à l'immobilisme des grands partis de l'opposition traditionnelle, absents du combat en Italie. C'est ainsi que, lorsque l'organisation « *Giustizia e Libertà* » fut fondée après l'installation dans la capitale française d'anciens prisonniers condamnés à la relégation par les tribunaux italiens, elle différa fondamentalement de ces formations politiques tant dans son organisation, ses idées que ses formes d'action. Parmi ses militants, un grand nombre étaient des jeunes intellectuels qui, dans les derniers temps du fascisme légal, s'étaient regroupés en dehors des partis politiques pour réfléchir aux causes de la défaite démocrate et socialiste. Leur idéal politique s'était ainsi progressivement défini hors de la culture politique marxiste, très influente à l'époque, du réformisme socialiste à la nouvelle idéologie communiste. À la fin des années trente, ce mouvement autoproclamé « révolutionnaire » comptait très peu de militants et sympathisants, en comparaison du Parti communiste d'Italie, et ses principaux réseaux clandestins avaient été démantelés par la police du régime. Néanmoins, du fait de son activisme, par lequel ce groupe cherchait à s'adresser directement au sens de justice chez ceux qui s'opposaient au fascisme, et de son ouverture intellectuelle, la contribution de « *Giustizia e Libertà* » à la lutte antifasciste et, plus largement, à l'histoire italienne est un fait historiographique acquis.

<sup>17</sup> Gentile (Emilio), *La Voie italienne au totalitarisme*, op. cit., p. 9.

<sup>18</sup> Furet (François), *Le Passé d'une illusion*, Paris, Laffont ; Calmann-Lévy, 1995.

<sup>19</sup> Traverso (Enzo), « Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historicisation critique », op. cit.

<sup>20</sup> Luzzatto (Sergio), *La crisi dell'antifascismo*, Turin, Einaudi, 2004, p. 7.

Depuis une trentaine d'années en effet, les interventions des historiens se sont multipliées, tant dans le champ de la recherche que celui de l'édition à grand tirage, afin d'étoffer les connaissances sur le sujet : le bilan historiographique consacré à « *Giustizia e Libertà* » s'est ainsi enrichi de nombreuses études analytiques des archives des polices italiennes et étrangères, l'édition de la correspondance de plusieurs personnalités membres du mouvement, celle des ouvrages écrits pendant les années d'exil de ces grandes figures politiques et intellectuelles, enfin la publication de monographies complètes et précises sur chaque dimension de leur engagement, qu'il fût clandestin ou assumé depuis l'étranger<sup>21</sup>. Pour mesurer l'importance de ces travaux et leur apport décisif pour nous, on peut rappeler la comparaison faite à la fin des années 1980 par Paolo Vittorelli pour évoquer une organisation dont on percevait alors assez mal les contours, le rôle et l'originalité de la pensée comme de l'action : « parler de *Giustizia e Libertà* et des giellistes, c'est comme parler des Étrusques de l'antiquité italienne, c'est-à-dire d'un peuple dont on est contraint d'admettre l'existence historique et peut-être même l'importance, puisqu'il a laissé des traces de toutes parts ; mais parce qu'on en ignore la langue, on feint de ne pas savoir d'où il vient, ce qu'il a produit, et ce qu'il est devenu »<sup>22</sup>. Cette ignorance et le long silence des historiens<sup>23</sup> sur ces problèmes peuvent aisément s'expliquer dans le contexte italien de l'après-guerre. Contrairement aux communistes qui s'appuient, dès les années cinquante, sur un vaste réseau d'intellectuels sympathisants<sup>24</sup> et sur une organisation unifiée, structurée, porteuse d'une identité forte indissociable dans les mentalités de celle du partisan antifasciste, l'héritage idéal de « *Giustizia e Libertà* », après l'implosion prématurée du Parti d'Action<sup>25</sup>, se partage entre différentes forces politiques dont les divergences d'opinions sont anciennes et profondes. Dans un pays où les activités politiques et

<sup>21</sup> Sur le mouvement « *Giustizia e Libertà* », citons par exemple : Istituto storico della Resistenza in Toscana et al., *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia : atti dei fratelli Rosselli a quaranti anni dal loro sacrificio : atti del Convegno internazionale organizzato a Firenze il 10-12 giugno 1977*, Florence, La Nuova Italia, 1978 ; Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, Turin, Bollati Boringhieri, 2005 ; Bresciani (Marco), *Quale antifascismo ? Storia di Giustizia e Libertà*, Rome, Carocci, 2017.

<sup>22</sup> Vittorelli (Paolo), *Nell'età della tempesta*, Milan, Rizzoli, 1987, p. 7.

<sup>23</sup> L'histoire de « *Giustizia e Libertà* » s'est longtemps cantonnée aux ouvrages publiés par ses protagonistes eux-mêmes, et par quelques travaux biographiques. La métaphore de la « nébuleuse », également formulée par Vittorelli et que nous évoquons un peu plus loin, illustre parfaitement cette inclination de l'historiographie du giellisme à vouloir contenir son objet dans le cadre explicatif de la biographie.

<sup>24</sup> Attal (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens au XXe siècle : prophètes, philosophes et experts*, Paris, Les Belles lettres, 2013.

<sup>25</sup> De Luna (Giovanni), *Storia del Partito d'azione*, Turin, UTET Libreria, 2006.

historiographiques sont étroitement reliées l'une à l'autre<sup>26</sup>, ces lacunes résultent notamment de l'absence de liens culturels et organisationnels suffisamment solides entre les familles socialistes et républicaines pour soutenir une volonté commune de préciser les phases, les objectifs et le sens de la lutte déployée par les giellistes.

Plus récemment, d'autres travaux ont essayé de renouveler l'histoire de l'antifascisme et de « *Giustizia e Libertà* ». Ils ont tenté de reconsidérer le phénomène dans son horizon d'incertitudes, le resituant dans son époque et sa temporalité, en insistant sur son caractère multiforme et indéterminé. C'est dans ce courant historiographique que voudrait s'inscrire notre propre recherche ; elle s'appuie sur les résultats des premières études consacrées aux organisations de l'antifascisme, à ses acteurs et aux formes d'actions, et dont les conclusions ont été exposées, pour ce qui concerne notre sujet, à l'occasion de la publication des actes du colloque de juin 1977 à Florence<sup>27</sup>. Elle suit également les réflexions ouvertes par l'importante monographie de Marco Bresciani qui, en cherchant à recomposer l'événement pour y déceler un sens nouveau, a su justement redonner de l'ampleur au rôle de la contingence dans les processus historiques, et particulièrement dans les moments où le caractère d'imprévisibilité prévaut sur la continuité des solutions et des comportements<sup>28</sup>, et « où le sens même de la politique faisait l'objet de recherches et de réflexions »<sup>29</sup>. À travers l'analyse du rapport entre une génération italienne et les révolutions politiques de son temps, c'est dans un premier temps ce parcours que nous souhaiterions reconstituer ici, de l'Italie des années de l'entre-deux-guerres.

### ***Les « enfants terribles » de l'opposition : l'antifascisme qui s'invente***

Car « *Giustizia e Libertà* », comparable en cela au livre polémique qui, aujourd'hui encore, construit et entretient la notoriété de Carlo Rosselli au-delà de la sphère académique et du champ de l'histoire italienne, est né dans un contexte « passionnel » et sous la pression d'un

<sup>26</sup> Gouesbier (Yvan), *La Maison de sable : histoire et politique en Italie de Benedetto Croce à Renzo de Felice*, Rome, Ecole Française de Rome, 2007. Pour une démonstration de cette thèse, on pourra lire l'étude proposée par Fabrice d'Almeida sur le processus d'engendrement des discours historiques et politiques et son application au socialisme italien : D'Almeida (Fabrice), *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple du socialisme 1945-1983*, Rome, Ecole Française de Rome, 1998.

<sup>27</sup> Istituto storico della Resistenza in Toscana et al., *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, op. cit.

<sup>28</sup> Horn (Gerd Rainer), *European Socialists Respond to Fascism. Ideology, Activism and Contingency in the 1930s*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

<sup>29</sup> Bresciani (Marco), *Quale antifascismo ? Storia di Giustizia e Libertà*, op. cit., p. 12.

ensemble d'événements politiques<sup>30</sup>. Sans hésitation possible, le hasard et le caractère exceptionnel de ces années d'après-guerre en Italie occupent une part importante dans le rassemblement concret, au sein du même mouvement de lutte antifasciste, des premiers giellistes, au cours de l'été 1929. Ceux-là, à quelques exceptions près, ne se connaissaient pas avant la « marche sur Rome » d'octobre 1922 et même encore quelques années plus tard. Pour entrer dans cette histoire, au moment où les trajectoires individuelles finissent par se croiser, nous avons choisi de le faire au travers des portraits de cinq de ces hommes, tous présents à Paris lors de la création de « *Giustizia e Libertà* »<sup>31</sup>.

Trois d'entre eux avaient choisi, environ trois ans après l'installation de Mussolini à la tête du gouvernement italien, de rejoindre la France. Alberto Tarchiani et Alberto Cianca, nés respectivement en 1885 et en 1884 étaient tous deux des journalistes, chacun au sein d'une rédaction prestigieuse. Gaetano Salvemini, plus âgé d'une dizaine d'années, était quant à lui un historien respecté, professant à l'université de Florence, également connu du public italien pour ses convictions et ses engagements politiques. Aussi leur situation professionnelle et la question de l'exercice quotidien de leur métier étaient devenues sensibles dans le contexte de la moitié des années vingt. Proches du démocrate et premier opposant au fascisme, Giovanni Amendola, Tarchiani et Cianca quittèrent l'Italie pour la France ; le premier dès 1925, deux ans avant que le second ne l'imité. Entre les deux dates, Salvemini, lui, décide progressivement de s'installer entre Paris, Londres et la côte Est des États-Unis, avec la résolution d'« agir contre le fascisme ». Les deux autres que nous souhaitons évoquer, dans l'ordre, Carlo Rosselli et Emilio Lussu, avaient quant à eux déjà connu à la fin de cette décennie, le combat antifasciste dans la clandestinité, la prison puis enfin la relégation forcée au *confino*. Ils appartenaient à une autre génération, la même, celle qui atteignait à peine l'âge adulte en 1915. D'ailleurs, tous deux s'étaient engagés comme volontaire lors de l'intervention italienne dans le conflit mondial. De retour du front, leur parcours politique prit des voies profondément différentes : l'un rejoignit le parti socialiste tandis que l'autre, d'abord en tant que représentant du mouvement des anciens combattants à Cagliari, se révéla rapidement une figure politique majeure de l'autonomisme sarde. Relier ainsi le destin de ces personnalités par l'artifice du montage de photographies, nous permet de faire saisir toute la gamme de différences qui existent entre eux – d'origines, de

<sup>30</sup> Garosci (Aldo), « Sintesi liberal-socialista », dans Rangoni Machiavelli (Beatrice, éd.), *Incontro internazionale di studio Socialismo liberale, liberalismo sociale : esperienze e prospettive in Europa*, Milan, 10-11 décembre 1979, Palazzo delle Stelline, Sala Bolognese, A. Forni, 1981.

<sup>31</sup> Tarchiani (Alberto), « Giustizia e Libertà a Parigi », dans *Quaderni di « Giustizia e Libertà »*, Turin, Bottega d'Erasmus, 1959.

parcours et d'affinités intellectuelles comme politiques. Deux choses pourtant les réunissent. D'abord, le traumatisme de « l'Aventin » : l'affirmation hésitante d'une volonté politique commune face au fascisme, en 1924 avec la sécession des députés libéraux, démocrates et socialistes, suivi des premiers revers et du durcissement du pouvoir contre l'opposition, ont assez vite convaincu ces individus de la nécessité de « faire quelque chose » contre le régime, d'agir sans fixer de limites à ce volontarisme qui s'exprime diversement, selon les moyens, les solidarités et les connaissances sur lesquels il est alors possible de compter. C'est donc que la naissance officielle de « *Giustizia e Libertà* » est en fait l'aboutissement d'une période initiale longue de cinq années : il faut la relier à cette prime enfance de l'antifascisme clandestin faite d'une accumulation d'expériences et d'autant d'échecs, de groupes à l'existence aussi fulgurante que riche d'enseignements pour la suite. Rosselli y fera ensuite allusion, dans un article tardif, évoquant brillamment cette inventivité, la dimension « expérimentale » de cet antifascisme<sup>32</sup>.

La seconde conviction que partagent ces hommes en 1929 est que cette action doit être entreprise en Italie : leur antifascisme doit non seulement s'exercer *contre* le régime, mais également *sur* la société italienne et l'opinion. Ici, la visibilité accompagne, détermine et en quelque sorte aussi, légitime l'entreprise de résistance clandestine au fascisme. Au début des années trente, du reste, les exilés antifascistes en France peuvent toujours compter sur l'existence de relais dans la Péninsule. À côté des réseaux clandestins réorganisés sous l'égide du Parti communiste d'Italie, des groupes de républicains et de socialistes, de démocrates, s'organisent, résistent à la pression du système policier mis en place par le régime, tandis que d'autres se forment. La propagande que fait imprimer à l'étranger le mouvement « *Giustizia e Libertà* » leur est indispensable comme moyen d'action, tant pour communiquer, que pour s'organiser. À ce propos, si on a souvent pu lire que la presse et les tracts giellistes concurrençaient la propagande communiste – comme en atteste leur diffusion – en raison de leur contenu plus libéral, ceci est vrai seulement dans une certaine mesure. Il faut souligner en effet que le succès de ces publications est d'abord fondé sur l'appel à l'unité, l'effort pour le rassemblement de l'opposition. Un discours cohérent dans le contexte de la clandestinité où le repli sur un parti, un programme, une idéologie, enfin une bannière, fait encore écho à l'échec de l'opposition en 1924 et 1925. Enfin, l'attrait qu'exerce le mouvement tient aussi à la promesse de renouveau à laquelle il souhaite s'identifier : courage, héroïsme, noblesse – autant

<sup>32</sup> Rosselli (Carlo), « Per l'unificazione politica del proletariato italiano : V. Giustizia e Libertà », *Giustizia e Libertà*, 14 mai 1937.

de valeurs éthiques qui composent progressivement une image, un mythe, avant même que ne soient définis un programme et une ligne politique lisibles. C'est que l'expérience prolongée de la clandestinité est non seulement fondatrice de pratiques et de rapprochements qui n'auraient pas nécessairement eu lieu en des temps plus « ordinaires », qu'elle oblige aussi à tout repenser, sans crainte de contradictions éventuelles – de façon « *spregiudicata* » pour reprendre le terme de Rosselli. Raisonner sur les événements à partir de réalités datées, dans un contexte entièrement neuf, conduit en effet à une impasse pour ces hommes. Toute l'action de « *Giustizia e Libertà* », au début des années trente, dépend ainsi d'une adaptation progressive à la réalité politique du fascisme, qui contraint à l'emploi de méthodes nouvelles, afin, disent-ils, de « ressusciter une énergie » collective, subversive, en essayant, pour cela, d'atteindre et de « toucher l'imaginaire populaire ».

Ce n'est pas encore suffisant, cependant, et l'effort consenti pour se rapprocher des cadres politiques et syndicaux afin de s'organiser, de mieux structurer son action et mobiliser plus efficacement les individus qui rejoignent l'antifascisme, n'ouvre pas les perspectives insurrectionnelles dans lesquels « *Giustizia e Libertà* » place ses espoirs dans la première moitié des années trente. Très vite, en effet, le mouvement se heurte à son tour à la force répressive du fascisme qui retient tout processus d'organisation collective, décourage les plus entreprenants et inspire la crainte chez les moins convaincus. Dans le même temps, le fascisme mord de plus en plus sur la société et l'opinion ; ailleurs, en Europe, les mouvements socialistes sont mis en échec et les institutions démocratiques sont menacées lorsqu'elles ne sont pas renversées. À bien des égards, ce constat suffit ou apporte par lui-même d'incontestables enseignements. Dans l'article déjà cité, Rosselli écrit par exemple : « Une nouvelle génération est en train de naître [...]. Parmi elle, même les antifascistes ont une mentalité et des préoccupations différentes [...]. Le fascisme, à leurs yeux, n'est plus une simple parenthèse irrationnelle ; il est la norme, le cadre de leur existence.<sup>33</sup> » Or, inscrire leur action dans ce « cadre » n'est pas chose aisée pour les principaux membres de « *Giustizia e Libertà* », *a fortiori* depuis leur exil. Des quatre hommes que nous avons introduits plus haut, seuls Carlo Rosselli et Alberto Cianca, en fait, sont encore là. L'inscription de la lutte antifasciste dans la durée impose une clarification politique, ce qui ne peut se faire que par l'emploi de journaux et de revues. La hausse des tirages, l'apparition de nouveaux formats permet de maintenir le contact avec la Péninsule et ainsi de recruter de nouveaux collaborateurs. Contraints eux aussi à s'exiler pour échapper à la

<sup>33</sup> Rosselli (Carlo), « Per l'unificazione politica del proletariato italiano : V. *Giustizia e Libertà* », *op. cit.*



répression policière, ces militants finissent par se rapprocher du « directoire » gielliste : à la faveur de ce renouvellement, de nouveaux noms émergent. Carlo Levi, Aldo Garosci, Franco Venturi, Nicola Chiaromonte, Umberto Calosso, Mario Levi... Ils sont familiers à notre oreille ; beaucoup en effet appartiennent tout à la fois à l'histoire politique, intellectuelle et culturelle de l'Italie et de l'Europe. Avec eux, les principes autour desquels se structurent l'action de l'antifascisme, de même que les moyens de communication et de réflexion utilisés pour la propagande du mouvement tendent à évoluer : contre les pratiques militantes traditionnelles, leur volonté est plus largement d'initier une œuvre politique et intellectuelle, repoussant tout à la fois la dictature du prêt-à-penser et l'« activisme générique et sentimental » – comme le reprocha Giorgio Amendola aux giellistes en 1931. Dans cette période de maturité de l'antifascisme, comme déjà, dans ses débuts, l'action, dans sa mise en contact le plus étroit avec les événements, est indispensable pour survivre à l'oubli et à l'habitude, mais un volontarisme trop accentué, qui prive la réflexion d'un regard distancié sur la crise, risque de conduire à de l'agitation inutile. Il va sans dire que cette proposition vaut aussi dans l'autre sens, c'est-à-dire que l'opposition doit aussi se garder de l'utopisme. La tension entre ces deux pôles, entre l'action d'un côté, la pensée de l'autre, est donc constitutive de l'engagement antifasciste. Dans leur refus de se fermer à la réalité, ces jeunes intellectuels tentent par exemple de se rapprocher des « masses », du monde ouvrier et de ses prolétaires : concrètement, cela implique une nouvelle tentative d'organiser le mouvement, cette fois parmi l'émigration. Dans un contexte marqué par le retour de la guerre, entre 1934 et 1937, un basculement s'opère en effet avec une présence accrue du mouvement à l'étranger, alors qu'elle avait jusque-là été insignifiante, essentiellement concentrée sur la côte Est des États-Unis. Le nombre de sympathisants, parmi lesquels on compte de jeunes ouvriers, plus ou moins vierges encore de toute expérience partisane, ne dépassera jamais la centaine, mais parmi eux on trouve les premiers contingents de volontaires antifascistes italiens qui vont combattre en Espagne, dès le mois d'août 1936, aux côtés des républicains. L'expérience est tout autant politique que militaire : Rosselli, dans ses lettres à sa femme comme dans ses articles publiés dans l'hebdomadaire du mouvement, fait le portrait d'un « monde nouveau » qu'il faut préserver de la « réaction conservatrice » au moyen des armes, d'une discipline, d'une technique et des cadres de cette future armée révolutionnaire qu'il appelle de ses vœux, mais qui ne s'organisera jamais vraiment. Dès les premiers jours du conflit, le *leader* gielliste saisit les nouvelles contradictions du moment grâce à cette formule par laquelle il suggère la difficulté de mêler la révolution à une guerre civile :

« ce n'est pas une armée, constate-t-il en admirant les volontaires républicains, c'est un peuple qui manifeste ! »<sup>34</sup>.

À nouveau, le moment de la guerre civile espagnole nous permet de prendre la mesure de toute la complexité d'une expérience collective antifasciste au final très courte, et qui n'a finalement concerné qu'un nombre modeste d'individus. « *Giustizia e Libertà* » n'exista formellement en effet que de 1929 à 1939, mais dès juin 1937, l'assassinat, par le régime fasciste de Carlo Rosselli, figure tutélaire du giellisme, autorise plusieurs historiens à penser que le mouvement ne sera plus tout à fait l'expérience qu'il avait alors incarnée dans l'antifascisme à ses débuts. Depuis les premiers travaux d'Aldo Garosci, premier historien du giellisme après en avoir été l'un de ses principaux acteurs, l'historiographie a permis de combler certains vides sur ces dernières années d'activité de « *Giustizia e Libertà* », tout en confirmant cette idée d'une dissolution lente, mais certaine d'une expérience minoritaire de l'antifascisme italien<sup>35</sup>.

### ***L'expérience politique et le fait éthique : histoire d'un engagement***

Or, peu à peu, au cours de ces années de recherche, c'est la conduite éthique d'une communauté intellectuelle et politique en lutte pour défendre ses idées et sa liberté qui a pris également place au centre de ce travail qui, d'une histoire des pratiques politiques de l'antifascisme, s'est étendue pour une part à des interrogations qui se rapportent au domaine de la morale. En nous interrogeant d'abord sur le passé d'un groupe, sa généalogie et ses formes historiques d'agrégation, ensuite sur les ambitions, la volonté et les espoirs qui les ont entraînés à pratiquer une résistance obstinée, maintenir des efforts constants, formuler un langage autant riche de « foi » que d'« idées », entreprendre des actes qu'ils n'avaient pas nécessairement prévus, mais qui visaient souvent au-delà des objectifs immédiatement tactiques et politiques, nous avons mesuré la complexité des rapports entre l'éthique et le politique.

C'est particulièrement vrai, bien sûr, de ces années d'entre-deux-guerres, perçues classiquement par l'historiographie de l'immédiat après-guerre comme les plus sombres et les

<sup>34</sup> Rosselli (Carlo), « Giornale d'un miliziano », dans *Oggi in Spagna, domani in Italia*, Paris, Edizioni di Giustizia e Libertà, 1938, p. 18.

<sup>35</sup> Sur ces questions, nous renvoyons le lecteur aux travaux de synthèse disponibles, comme ceux de Marina Tesoro et d'Elisa Signori : Signori (Elisa), « Républicains et giellistes en France entre guerre d'Espagne et résistance », dans Milza (Pierre, dir.), Peschanski (Denis, dir.), *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 543-567 ; Signori (Elisa), Tesoro (Marina), *Il Verde e il Rosso. Fernando Schiavetti e gli antifascisti nell'esilio fra repubblicanesimo e socialismo*, Florence, Felice Le Monnier, 1987, p. 235-341.

plus dures qu'aient eu à affronter la nation italienne. L'antifascisme, puis la Résistance, se conçoivent indéniablement comme des problèmes moraux autant que des questions relevant du champ de l'histoire : interrogations citoyennes, elles se rapportent au domaine de l'éthique et dépassent à ce titre le strict cadre de l'événement qui les renferme. Néanmoins, si l'on replace ce travail dans le domaine qui est le sien, force est de constater qu'il nous faut tenir compte du renouvellement profond et déjà ancien de l'historiographie sur l'antifascisme<sup>36</sup>. Dans un article intitulé « Antifascisme et histoire de l'Italie », Leonardo Rapone formule une direction de recherche à laquelle nous avons été sensible : engageant la discussion sur les termes mêmes dans lesquels ont été circonscrits les débats historiographiques sur le sujet, il constate que ces derniers ont longtemps opposé des thèses contradictoires qui avaient pourtant en commun de ne pas se représenter l'antifascisme comme « un mouvement réel, un phénomène historique concret, un choix de vie, une action politique, un comportement quotidien de femmes et d'hommes assumé au cours du *ventennio*.<sup>37</sup> »

C'est ce que nous avons tenté de faire avec les antifascistes membres du groupe « *Giustizia e Libertà* », non seulement pour ces années d'après-guerre, suspendues entre crises et révolution, mais également pour les années de dictature fasciste : la mobilisation des Italiens en Espagne, à partir de l'été 1936, a, malgré son indéniable fragilité et sa relative brièveté, montré de façon saisissante la complexité des évolutions plurielles et simultanées de l'antifascisme et de la société italienne à l'ombre des faisceaux. Aussi avons-nous essayé de restituer et d'interroger les multiples manières par lesquelles une partie de l'opposition a voulu agir sur l'opinion des Italiens.

Ce qu'il s'agit ici d'évaluer, ce sont les conséquences de l'isolement relatif de cette résistance au fascisme, prise dans un processus complexe de mutation des conditions historiques et de réélaboration des cultures politiques, démocratiques, libérales et socialistes,

<sup>36</sup> Ce renouvellement s'est réalisé en plusieurs étapes qu'il convient de rappeler brièvement ici. À partir des années 1970, de même que l'*Historikerstreit* divisait la mémoire allemande de l'entre-deux-guerres, l'Italie connaît elle aussi, avec la publication d'ouvrages remarquables comme la biographie « monumentale » de Mussolini par Renzo de Felice ou encore les études sur la Résistance de Guido Quazza, sa « querelle de l'antifascisme », une expression forgée par Leonardo Rapone. Près de trente ans plus tard, entre les années 1990 et 2000, cet auteur contribua à son tour, avec d'autres historiens, à l'élaboration d'une nouvelle lecture historiographique sur l'antifascisme. Après la remise en question d'une construction narrative associant dans un même mouvement l'antifascisme, la Résistance et l'avènement d'une république démocratique, les historiens tendent aujourd'hui à réinscrire l'antifascisme au cœur de la dynamique sociale, politique et culturelle de la société italienne sous le fascisme.

<sup>37</sup> Rapone (Leonardo), « Antifascismo e storia d'Italia », *Italia contemporanea*, septembre 1998, n° 212, p. 565-575.

au contact de ces transformations<sup>38</sup>. Or, l'étude d'un groupe minoritaire de l'antifascisme nous a d'abord convaincu de la nécessité d'inscrire cette histoire des acteurs de « *Giustizia e Libertà* » dans une perspective qui nous engage à penser la constitution du sujet historique face à ce qui est défini comme une altérité. Être antifasciste se signifiait, en premier lieu, par une attitude, une certaine manière de vivre et de ressentir les événements, donc une prise de conscience qui construit le sujet et le structure dans un antagonisme vécu, moins au travers de l'expérience proprement dite que dans un rapport critique à soi-même. La question des modalités d'une action antifasciste, si souvent posée, met donc d'abord en jeu une interrogation sur les modalités de l'expérience : la volonté de tenir ensemble morale et politique nous éloigne de la tentation de confronter aux manipulations du régime fasciste, une parole réhabilitant la réalité défigurée par le mensonge, car l'action politique ne prend justement de sens, ici, que dans ce qui la dépasse, dans ce qui est hors d'elle<sup>39</sup>.

La résistance au fascisme – entendons ici un régime de pratiques qui dépassent le domaine du politique<sup>40</sup> – lui étant coextensive, doit par conséquent s'analyser dans sa contemporanéité et non dans son antériorité. Et c'est bien parce que cette expérience est contemporaine de rapports de pouvoir contre lequel elle affirme l'exigence d'un engagement, que s'ouvre un nouvel espace du politique – dans la clandestinité, ou à l'étranger, dans l'exil. Cet espace n'est jamais figé, il est en perpétuelle évolution, dans la recherche permanente d'une efficacité, à plus ou moins long terme. C'est dans ce cadre que surgit le problème de la lutte armée et, plus généralement, de la violence. « Dans une lutte politique, il ne suffit pas d'avoir raison en théorie. Il faut avoir raison en pratique. Il faut donner des armes à la raison, la rendre militante ; sinon, la raison reste impuissante et devient absurde contre un phénomène politique aussi lié à l'irrationnel, aux passions et au fanatisme féroce », affirmait Rosselli<sup>41</sup>. Le recours à la violence, illégitime, peut néanmoins se justifier. Précisément pour dépasser l'absurdité et l'impuissance par la lucidité, comme dans les années trente contre un régime qui recourt à tous les moyens pour « détruire » ses adversaires. Sous différents aspects, et notamment celui-ci, la comparaison de l'antifascisme, dans sa forme clandestine, aux mouvements de Résistance pendant la

<sup>38</sup> Rapone (Leonardo), *Antifascismo e società italiana 1926-1940*, Milan, Unicopli, 1999.

<sup>39</sup> Voir l'introduction de Christophe Carraud aux divers écrits de Piero Calamandrei consacrés à l'école, institution considérée par le juriste italien comme un « organe constitutionnel » de la démocratie : Calamandrei (Piero), *Eduquer Résister*, Carraud (Christophe, trad.), Paris, Conférence, 2011.

<sup>40</sup> Foucault (Michel), « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001, p. 1041-1062.

<sup>41</sup> Rosselli (Carlo), « Noi non siamo dei vinti : siamo dei combattenti » [1937], dans *Oggi in Spagna, domani in Italia*, op. cit., p. 124.

Seconde Guerre mondiale, est pertinente. Elle l'est davantage encore pour étudier les structures et les mouvements sans passé, à l'image de « *Giustizia e Libertà* ». L'entrée dans l'antifascisme tiendrait-elle, comme « l'entrée en résistance »<sup>42</sup>, à des choix individuels qui se prolongeraient ensuite par la formation de micro-sociétés autonomes, dotées entre autres d'une culture spécifique, propre à soutenir l'aspiration révolutionnaire à enfanter une société nouvelle ? Ce qui, en tout cas, apparaît d'abord comme source d'intérêt et de curiosité chez un mouvement tel que « *Giustizia e Libertà* », c'est d'abord son efficacité en tant que « facteur de redéfinition de la politique ». Les giellistes s'opposaient radicalement aux fascistes tout en essayant « d'apprendre de leur ennemi »<sup>43</sup> : ils partaient de la réalité complexe du fascisme pour s'orienter vers un ordre politique, social, économique et culturel inscrit, non seulement contre, mais au-delà même de cette réalité<sup>44</sup>. C'est une nouvelle disposition qui se dévoile ainsi dans la prise de conscience du « devoir politique »<sup>45</sup> de documentation, de compréhension et de définition des événements contemporains, qu'assument tant une partie des opposants de l'intérieur comme ceux en exil : ces témoignages résultaient d'une position ambiguë, à la fois de retrait et de distance par rapport à l'histoire immédiate dans laquelle ils s'inscrivaient pourtant.

L'antifascisme a assumé une position mobile, inséparable de celle de son adversaire, dont il n'a pu nier ce faisant la force d'attraction sur les contemporains. Compris ainsi, plutôt qu'en fonction de normes et de valeurs qui justifient le passé, l'antifascisme se conçoit comme une notion relative, définie autant par sa solidarité, son interdépendance que son antagonisme avec le fascisme, à l'image d'un corps au sein duquel s'activent des forces contraires d'attraction et de répulsion. Encore indéterminé au moment de son émergence, mais incité à exprimer une modernité alternative au modèle fasciste, le mouvement « *Giustizia e Libertà* » fut progressivement amené à construire une culture de résistance et des pratiques de lutte en se rapportant à ses propres représentations d'une société gagnée par le fascisme, car ce fut dans la continuité de l'élucidation des rapports de pouvoir entre un régime et un peuple que pouvait se définir une perspective d'action et une stratégie d'opposition au fascisme. Notre première direction de recherche devait en conséquence être complétée par l'étude des rapports entre l'antifascisme et la société italienne tout entière.

<sup>42</sup> Douzou (Laurent), « L'entrée en résistance », *Le Mouvement social*, 1997/3, n° 180, p. 9-20.

<sup>43</sup> Bresciani (Marco), *Quale antifascismo ?*, op. cit., p. 50.

<sup>44</sup> Rapone (Leonardo), « L'antifascismo tra Italia ed Europa », dans De Bernardi (Alberto), Ferrari (Paolo), *Antifascismo e identità europea*, Roma, Carocci, 2004, p. 11.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 30.

Mais c'est un autre parcours qui est le cœur de notre projet : en retenant la propagande comme domaine par excellence où s'éprouve et se mesure le projet antifasciste et antitotalitaire de « *Giustizia e Libertà* », nous adoptons le postulat suivant lequel cette technique de pouvoir renferme une logique propre qui la détermine comme un moyen d'action psychologique efficace, mais essentiellement antidémocratique<sup>46</sup>. C'est donc autour d'une configuration *a priori* aporétique que nous avons souhaité étudier les relations entre le pouvoir fasciste et son opposition.

### ***Les paradoxes d'une résistance : histoire d'une contre-propagande***

Ce qu'avance Joëlle Zask à propos de l'opinion publique vaut sans conteste pour la propagande : quiconque s'arrête sur cette notion est saisi par le contraste entre « la fonction politique essentielle » que celle-ci occupe et son « caractère évanescent »<sup>47</sup>. Didier Georgakakis, en conclusion d'un colloque sur « Les Républiques en propagande » constatait avec malice que le seul invariant qu'il était possible de mettre en valeur pour désigner la propagande était celui d'être « invariable dans sa dépendance aux conjonctures ou configurations sociopolitiques »<sup>48</sup>. Ce rapprochement entre deux notions aussi fuyantes l'une que l'autre n'est d'ailleurs pas fortuit : ainsi la propagande n'est-elle pas définie, le plus souvent, par les effets qu'elle exercerait supposément sur l'opinion, comme technique d'influence ou d'encadrement ? Tout au plus est-il possible d'écrire, pour reprendre l'expression de Georgakakis, que sa fonction réside dans « la fabrication et la gestion des relations politiques par l'intermédiaire des mots et des images »<sup>49</sup>. La propagande est donc un processus social, « un processus permanent de communication »<sup>50</sup>, appliqué par une institution en vue d'agir sur l'opinion, dont le pouvoir, dans un système politique donné, s'exerce en un « lieu intermédiaire entre la société » et ladite institution<sup>51</sup>.

<sup>46</sup> Citons, entres autres : Baudrillard (Jean), « Langages de masse », *Encyclopédie Universalis* [en ligne], URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/langages-de-masse/> ; Horkheimer (Max), Adorno (Theodor W.), *La Dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 1983 ; Postoutenko (Kirill), *Totalitarian Communication. Hierarchies, Codes and Messages*, Berlin, De Bruyter, 2010. Les travaux de Jacques Ellul ont également contribué à construire cette analyse dominante au sein des sciences politiques et de l'histoire.

<sup>47</sup> Zask (Joëlle), « Les pouvoirs de l'opinion », dans Georgakakis (Didier, dir.), Utard (Jean-Michel, dir.), *Science des médias. Jalons pour une histoire politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 19-34.

<sup>48</sup> Rolland (Denis, dir.), Georgakakis (Didier, dir.), Déloye (Yves, dir.), *Les Républiques en propagande. Pluralisme politique et propagande : entre déni et institutionnalisation XIXe-XXIe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 465.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Moscovici (Serge), *Le scandale de la pensée sociale : textes inédits sur les représentations*, Kalampalikis (Nikos, éd.), Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2015, p. 273.

<sup>51</sup> Zask (Joëlle), « Les pouvoirs de l'opinion », *op. cit.*, p. 19.

L'intérêt historiographique de cette notion tient en ceci qu'elle permet de mieux appréhender certaines conjonctures historiques et processus politiques pour lesquels la tentation d'encadrer l'opinion ou certains groupes sociaux existe à plusieurs niveaux. Ainsi les contextes de crise et les guerres ont régulièrement été présentés comme des moments typiques de reconnaissance et d'institution de la propagande, qui en retour offre une clé d'entrée pour l'interprétation des phénomènes afin d'en saisir certaines dimensions parmi les plus saillantes. De même, notre recherche repose le postulat suivant lequel la propagande représente un concept important comme outil de compréhension et d'étude des pratiques politiques pendant les années d'entre-deux-guerres.

De cette façon, si l'on peut parler légitimement de « propagande fasciste » en Italie à partir de la première moitié des années vingt, c'est parce que le contrôle des institutions couplé à leur ambition hégémonique confère aux fascistes la possibilité d'exercer un monopole sur la circulation des opinions, renonçant donc aux principes du pluralisme et à la liberté d'expression de l'opposition politique. Qu'en est-il cependant d'une « propagande antifasciste » ? En réalité, une observation attentive des sources nous montre que l'une et l'autre apparaissent de façon simultanée : neutre, le mot s'emploie couramment pour désigner toute forme d'action accomplie en vue de répandre une opinion, une doctrine et ainsi la propagande n'apparaît pas fatalement comme véhiculant une intention manipulatrice. Le changement, ou plutôt la rupture dans les institutions s'observe davantage dans l'identification par le pouvoir d'un « antifascisme », par conséquent d'un adversaire que l'on cherche à réduire à une impuissance totale. Le fait de recourir à la propagande ne constitue pas, en soi, un problème autre que matériel et organisationnel pour cette opposition<sup>52</sup>.

<sup>52</sup> Au début du XXème siècle, l'origine religieuse d'un mot passé progressivement au domaine de la politique ne fait quasiment plus sens et son emploi est d'usage courant bien que des distinctions soient formulées et que les interprétations varient d'une culture politique à l'autre. En Italie, comme dans d'autres pays européens, le recours à cette technique jugée moderne et efficace dans la gestion et l'éducation des masses devient incontournable à partir de la Première Guerre mondiale, particulièrement suite à la terrible défaite de Caporetto en 1917. D'Almeida (Fabrice), « Propagande, histoire d'un mot disgracié », *Mots. Les langages du politique* [Disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/mots/10673>], 69, 2002. Pour le contexte italien, on peut lire : Ridolfi (Maurizio), Gundle (Stephen), *Propaganda e comunicazione di massa. Storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, Milan, Mondadori, 2004 ; Ragusa (Andrea), *I linguaggi della politica contemporanea : la sfida della società di massa (1850-1950)*, Manduria, Lacaita, 2006 ; Ragusa (Andrea), *Profilo della storia della comunicazione politica in Italia*, Manduria, Lacaita, 2008.

On sait que c'est rétrospectivement que l'usage de la propagande fut attribué exclusivement aux régimes dits « totalitaires »<sup>53</sup>. Avec des usages divers, mais un même résultat : en raison de l'attention systématique portée à la propagande « totalitaire » dans les essais et les ouvrages d'histoire consacrés à ce thème, la pratique a souvent servi pour désigner par synecdoque les succès techniques indéniables réalisés par ces régimes et les « vertus passives »<sup>54</sup> de leurs fidèles. Mais la connotation péjorative de cette expression, et le flou conceptuel qui l'entoure, a finalement eu raison du mot. Du reste, afin de saisir l'expérience vécue de l'intérieur par les femmes et les hommes ayant participé au fascisme<sup>55</sup>, la description des dispositifs et des objets utilisés par la propagande ne suffit pas : le recours à l'image, au mythe et à l'organisation totalitaire dans le fascisme tient ainsi, d'après Emilio Gentile, à une idéologie et une culture originale fondée tout à la fois sur une conception singulière de la politique, une vision originale de l'homme et de l'histoire, et enfin une appréciation réaliste de l'importance des masses dans la politique de la société moderne. Aussi la problématique ici posée autour d'une « propagande antifasciste » n'en devient réellement une qu'à condition de saisir, sinon l'idéologie sous-jacente au travail propagandiste de l'organisation antifasciste, la façon dont s'intègrent les valeurs propres à la culture individualiste et bourgeoise de ce mouvement aux usages de la politique de masse<sup>56</sup>.

Cette recherche nous a donc conduit à étudier le sens attaché par le mouvement « *Giustizia e Libertà* » à la mobilisation et à la participation des masses dans l'antifascisme. En se focalisant tout à la fois sur la forme constitutionnelle de la démocratie libérale et sa composante populaire, les antifascistes se confrontèrent eux aussi à la problématique qui est commune à l'ensemble des intellectuels et des forces politiques de l'entre-deux-guerres. C'est là en effet, dans le constat partagé que le XX<sup>ème</sup> siècle assiste à la naissance d'une société nouvelle, que se

<sup>53</sup> Taïeb (Emmanuel), « La propagande revisitée », *Quaderni*, 72, Printemps 2010, p. 5-18. Dans l'ouvrage très cité du sociologue allemand d'origine russe Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique* (1938), ce dernier préconise le recours à une propagande capable de générer des contre-réflexes de résistance à l'agression psychologique de la propagande nazie. Serge Tchakhotine avait été le responsable de la propagande du « Front d'airain » des sociaux-démocrates allemands. Réfugié en France où il était connu sous le titre de Docteur Flamme, il avait collaboré à la modernisation des méthodes de propagande des Jeunesses socialistes dont les membres étaient conscients de la nécessité d'actualiser l'action éducative du parti pour en faire à nouveau un centre d'attraction et de rayonnement. Pour ces questions, voir : Burrin (Philippe), *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2017.

<sup>54</sup> Aron (Raymond), « Les religions séculières », dans Id., *Une histoire du XX<sup>ème</sup> siècle. Anthologie*, Paris, Plon, 1996.

<sup>55</sup> Gentile (Emilio), « Fascisme, totalitarisme et religion politique : définitions et réflexions critiques sur les critiques d'une interprétation », *Raisons politiques*, 2006, vol. 22(2), p. 119-173.

<sup>56</sup> Millefiorini (Andrea), *La partecipazione politica in Italia : impegno politico e azione collettiva negli anni ottanta a novanta*, Rome, Carocci, 2002 ; Millefiorini (Andrea), *Individualismo e società di massa : dal XIX secolo agli inizi del XXI*, Rome, Carocci, 2005.



conçoivent et s'élaborent les façons de repenser les rapports de pouvoir entre les élites et les masses.

Cette interrogation n'est pas neuve, en particulier pour ce qui concerne le groupe « *Giustizia e Libertà* », longtemps perçu comme un champ d'observation privilégié pour l'étude de l'engagement politique des élites culturelles et intellectuelles nationales. Aux « leçons » d'une histoire orale et vivante dispensée aux élèves et aux enfants de l'Italie de l'après-guerre avec l'intention de suppléer les professeurs dans leur mission de formation d'une morale civique nationale, a cependant succédé le constat ambigu d'un *Sonderweg* italien. Dès 1991, dans un ouvrage remarqué, Domenico Settembrini faisait l'hypothèse que le modèle politique de l'Italie se serait construit contre une histoire européenne de la démocratie libérale<sup>57</sup> : la culture politique péninsulaire, du XIX<sup>e</sup> siècle au fascisme et à l'antifascisme, se fonderait sur un idéal commun de la révolution. L'auteur allait même jusqu'à présenter le giellisme comme « le courant de l'antifascisme qui tend à se présenter comme l'insigne inspirateur d'un corporatisme authentique, en comparaison des mystifications du régime [fasciste] »<sup>58</sup>. Dans un article postérieur, justifiant la pertinence de son approche consistant à revisiter cette culture politique pour comprendre « les raisons historiques de l'anormalité italienne »<sup>59</sup>, il remarquait :

[Le giellisme] permet de mettre en lumière la façon dont le pays, à partir de la culture des revues du premier vingtième siècle, a eu une classe intellectuelle – exception faite de quelques cas – marquée par une orientation révolutionnaire, palingénésique, profondément élitiste et aristocratique, profondément méfiante, voire méprisante – même lorsqu'elle croyait s'exprimer et se battre au nom de la démocratie la plus progressiste – envers la masse des hommes ordinaires, des hommes de la rue, considérée comme une matière amorphe, dont l'âme et la conscience devaient être inspirées par l'élite nationale. Les divisions, les véritables fractures, comme celle, mortelle, entre les fascistes et les [giellistes] – pris ici comme le symbole de l'antifascisme – concernaient seulement le type de mentalité qu'il fallait insuffler à ces masses.

<sup>57</sup> Settembrini (Domenico), *Storia dell'idea antiborghese in Italia 1860-1989. Società del benessere, liberalismo e totalitarismo*, Rome ; Bari, Laterza, 1991.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 366.

<sup>59</sup> « perchè la rivisitazione dell'azionismo costituisce [...] un'angolazione particolarmente proficua per comprendere le ragioni storiche della 'anormalità' italiana? Perché essa consente di mettere in luce come, a partire dalla cultura delle riviste del primo Novecento, l'Italia ha avuto una classe intellettuale che, salvo pochissime eccezioni, è stata caratterizzata da un orientamento rivoluzionario palingenetico, profondamente elitario e aristocratico, profondamente diffidente, per non dire sprezzante, anche quando credeva di parlare e di battersi in nome della più avanzata democrazia, verso la massa degli uomini comuni, degli uomini della strada, ritenuta materia amorfa, cui andava dall'alto insufflata un'anima. Le divisioni, le vere e proprie fratture, come quella mortale tra fascisti e azionisti, che possiamo prendere, per quest'aspetto, a simbolo di tutto l'antifascismo, intervenivano soltanto sul tipo di anima da insufflare », dans Settembrini (Domenico), « Fascisti e azionisti, carissimi nemici. La "terza via" fra corporativismo e liberalsocialismo », *Nuova Storia contemporanea*, juillet-août 1998, anno II, n° 4, p. 5370.

Le thème du fratricide et la métaphore des « frères ennemis » sur lequel repose l'hypothèse d'une singularité de l'itinéraire historique italien, a inspiré d'autres essais<sup>60</sup> qui s'attachent à démontrer comment le giellisme aurait pris racine dans un contexte de bouleversements identitaire, culturel, moral et politique du début du XXème siècle italien, qui donnèrent également naissance au « radicalisme national ». Tous ces mouvements partagent, d'après les auteurs de ces thèses, une lecture critique de l'histoire italienne par la remise en cause des institutions de l'État unitaire et la manière de « faire nation » : cette critique fragilise par conséquent la légitimité d'un pouvoir politique en s'attaquant aux dimensions « culturelles », « anthropologiques » et « identitaires » de l'« être Italien ». Ainsi, Claudio Novelli propose-t-il de relire l'ouvrage maître de Carlo Rosselli en fonction de cette ambition pour y découvrir, non plus simplement le révisionnisme antimarxiste, tant de fois rappelé<sup>61</sup>, une étude des caractères moraux et psychologiques du fascisme. L'action de l'antifascisme consisterait donc à imposer une rééducation morale, politique et civique aux Italiens et ainsi à construire un autre référent identitaire capable de soutenir la diffusion d'une véritable conscience nationale démocratique.

En Italie, le débat sur cette question est marqué à la fois par un clivage scientifique et politique<sup>62</sup> et par la faiblesse des études empiriques. Il faut cependant mentionner ici le travail de Franco Cambi sur la « pédagogie de l'antifascisme ». Dans cette étude dont la publication remonte aux années 1980, l'auteur met à jour les différentes modalités du rapport entre les élites antifascistes et les masses italiennes. Les premières, en résistant au fascisme, ont dû élaborer leurs propres critères, normes et modèles afin de penser et concevoir une nouvelle société « post-fasciste », mais cette attitude, informée par un système de valeurs, n'a pu trouver de véritables solutions politiques que lorsque ces principes furent transmis aux masses : « même si cela prit une tonalité et des formes diverses, [l'antifascisme] fut une pédagogie dans la mesure où son action était guidée par une intention persuasive et par la volonté de provoquer à l'engagement, au nom de valeurs à proclamer et à défendre »<sup>63</sup>. Ce faisant, Franco Cambi choisit d'inscrire son travail dans la ligne d'une historiographie italienne inspirée par la théorie des élites, concurrente du schéma marxiste dans l'analyse des processus révolutionnaires. Son travail met ainsi en avant l'importance que recèle la formation d'une nouvelle élite, jusque dans

<sup>60</sup> Ragusa (Andrea), *L'Antitaliano. Dell'azionismo o dell'élite di un'altra Italia*, Manduria, Lacaita, 2000 ; Novelli (Claudio), *Il Partito d'Azione e gli italiani : moralità, politica e cittadinanza nella storia repubblicana*, Florence, La Nuova Italia, 2000.

<sup>61</sup> Novelli (Claudio), *Il Partito d'azione e gli italiani*, op. cit., p. 26.

<sup>62</sup> Bresciani (Marco), *Quale antifascismo ?*, op. cit., p. 18 sqq.

<sup>63</sup> Cambi (Franco), *Antifascismo e pedagogia (1930-1945) : momenti e figure*, Florence : Vallecchi, 1980.

les conceptions et représentations des dirigeants du parti communiste italien. Par exemple, en relisant les écrits et les témoignages d'Ignazio Silone, d'Antonio Gramsci et de Mauro Scoccimarro, l'auteur met en exergue une dimension oubliée de la stratégie révolutionnaire de l'antifascisme : la révolution n'est plus seulement pensée dans les termes d'un rapport de classes, mais à un autre niveau, au sein d'un cadre à la fois éthique et politique, dans lequel la formation du sujet moral s'affirme parallèlement à la constitution de collectifs politiques animés par des idéaux et des principes partagés en commun.

Dans cette perspective, l'engagement de « *Giustizia e Libertà* » occupe une place importante au sein des recherches entreprises par Franco Cambi : les principales figures de ce mouvement ont, à leur façon, également manifesté l'ambition de fonder une organisation « prolétarienne et culturelle », par conséquent de relier l'action révolutionnaire à l'œuvre de pédagogie identifiée par l'auteur. La modernité et l'originalité portées par cette expérience, rappelle-t-il néanmoins, ne sauraient être surestimées : en raison même de son incapacité à surmonter l'élitisme principiel qui le caractérisait, le mouvement gielliste ne put construire une véritable alternative, tant au fascisme qu'aux formations politiques nées avant lui. L'échec du mouvement tiendrait, selon l'hypothèse suggérée ici, aux difficultés rencontrées dans la définition et l'élaboration d'une culture de masse, malgré les efforts entrepris dans cette direction. Au regard des méthodes employées et des moyens alloués à cette fin par l'organisation « *Giustizia e Libertà* », la propagande gielliste a pourtant bien représenté un pan essentiel de sa stratégie de lutte antifasciste. A-t-elle cependant été conçue comme un outil de la politique de masse ? Face à l'essor et l'affirmation d'une propagande autoritaire à laquelle le mouvement ne pouvait se résoudre en regard de ses principes d'action et de la configuration de son organisation, le giellisme a-t-il de quelque façon que ce soit incarné un autre art de faire propagandiste ?

Notre étude se veut être une contribution à l'exploration de ces questions, en nous appuyant pour cela sur une double démarche. La première est un essai de reconstitution, à partir des sources du pouvoir, des différents contextes de propagande : en Italie, dans la clandestinité, et dans l'exil. À cette première approche, chronologique et globale, s'en ajoute une seconde, qui se veut être tout à la fois longitudinale et transversale. Par cette autre démarche, notre intention est de reconstruire le cheminement de parcours individuels au sein d'un collectif dont la formation s'est en partie réalisée en fonction de choix et de pratiques propagandistes. L'attention aux trajectoires individuelles doit nous permettre de nuancer notre regard, en le complétant par une appréhension des clivages et des luttes internes autour de la définition de la vocation portée par l'entité collective, et donc du sens même de l'expérience antifasciste, lequel se manifeste à travers l'action et le discours qui sont déployés à l'échelle collective.

## Les sources et la trace : « *Giustizia e Libertà* », au croisement des archives

Dans un discours prononcé en 1957, pour la première assemblée de l'Institut d'histoire de la Résistance en Toscane, Carlo Francovich évoquait l'unicité d'un événement comme la lutte antifasciste : « il constitue un phénomène à part, tant pour son caractère déterminant – étant donné la volonté qui distingue l'action des antifascistes – que pour [son] importance dans l'histoire nationale »<sup>64</sup>. Une affirmation que nuancait, dans un article, Angelo Tasca, soulignant au contraire le contraste entre la masse documentaire disponible pour enquêter sur l'histoire des antifascistes et l'influence modique de ces hommes et de leur action dans le destin de l'Italie et des Italiens :

Il faudrait pouvoir déterminer dans les détails, pour chaque texte de propagande, le nombre d'exemplaires distribués et lus, les réactions et les jugements qu'il a suscités. Or les résultats d'une telle recherche [...] entraîneraient une profonde désillusion pour ceux qui croient au pouvoir absolu de la presse [...].<sup>65</sup>

D'un strict point de vue archivistique, et sans nous permettre cependant de nous déterminer sur la valeur et la portée historique du phénomène, la singularité de l'antifascisme se constate doublement : elle tient d'une part à l'accessibilité de ces sources, puisque ces fonds documentaires sont aujourd'hui disponibles dans leur intégralité, sauf quelques rares exceptions qui dépendent le plus souvent d'un défaut d'inventaire détaillé et diffusé dans le public. D'autre part, leur singularité résulte de leur abondance. C'est un truisme de dire que le pouvoir et la domination fasciste s'exerçaient en fonction d'une administration de contrôle et de répression prolifique et omnipotente. Il faut cependant en rappeler brièvement les causes. Dans un premier temps, les stratégies institutionnelles du régime, étudiées par Sabino Cassese, se sont rapidement concentrées sur un nombre restreint de domaines d'action, tous relatifs à l'exercice des libertés politiques et civiles, ainsi que sur la réforme de l'appareil d'État<sup>66</sup>. Ensuite, du fait de l'extrême concentration du pouvoir fasciste, celui-ci tendait cependant à se « pluraliser » à travers le développement d'une administration parallèle, l'absorption en son sein des divisions

<sup>64</sup> Le texte de l'allocution fut publié dans un opuscule ayant pour titre « Les fonctions et les buts de l'Institut d'histoire de la Résistance ». Francovich (Carlo), « Funzioni e scopi dell'Istituto storico della Resistenza », *Atti e studi*, Florence, Istituto storico della resistenza in Toscana, 1, novembre 1958.

<sup>65</sup> « Bisognerebbe poter seguir il curriculum di ogni testo di propaganda, determinare il numero delle copie distribuite e lette e le reazioni e i giudizi a cui ha potuto dar luogo. I risultati di una tale ricerca [...] infliggerebbero una grave disillusione al culto della carta stampata [...] », dans Tasca (Angelo), « Per una storia del fuoruscitismo », *Itinerari*, octobre 1954, p. 230-250.

<sup>66</sup> Cassese (Sabino), *Lo Stato fascista*, Bologne, Il Mulino, 2016.

du monde social et économique, et enfin le dédoublement de certains organismes autour d'une même mission, comme ce fut le cas en matière de police et de justice.

Les particularités du système de pouvoir fasciste sont donc à l'origine de la singularité propre à la production archivistique de ce type de régime. L'abondance de cette production de l'État fasciste dans son rapport à l'antifascisme et aux groupes « subversifs » a largement été explorée par les chercheurs, quoique plus tardivement pour ce qui concerne « *Giustizia e Libertà* », en raison de la configuration particulière de ce mouvement. Comme eux, nous avons été attentifs à exercer une vigilance particulière dans la critique de ces documents produits en masse par les différents appareils de contrôle et de répression. Notamment en variant les niveaux d'interprétation puis en décidant de mettre en regard d'autres sources, locales et nationales, à notre disposition dans les centres d'archives en France.

La constitution de notre corpus documentaire repose cependant, dans son originalité, sur notre choix de focaliser cette recherche sur un nombre réduit de thématiques, nécessitant certes l'analyse des réseaux de l'antifascisme gielliste, mais aussi ses stratégies d'information ainsi que la projection de son action dans le domaine de la rhétorique. Il nous a donc fallu collecter un ensemble de matériaux documentaires nous permettant de reconstituer l'effort, collectif et organisé, investi par le mouvement gielliste en vue de produire ses propres instruments de diffusion de ses idées et de ses discours. Une large partie de notre corpus est donc issue des archives et des sources produites par l'antifascisme lui-même car à la double situation singulière de la clandestinité et de l'exil correspond une production documentaire régie par une logique propre : en matière de propagande, la configuration initiale et inédite suivie de l'isolement du mouvement ont représenté des obstacles évidents dans l'acquisition et la gestion des ressources indispensables à ce type d'entreprise. Nous avons donc, là aussi, décidé d'élargir notre recherche aux relations et liens établis avec les autres partis et associations antifascistes ou solidaires de cette idéologie, notamment à l'étranger. Cette nouvelle orientation s'est finalement révélée insuffisante et le travail documentaire effectué mériterait d'être approfondi, notamment par une étude beaucoup plus systématique de la structure et de la situation de « *Giustizia e Libertà* » dans d'autres pays d'exil que la France, comme aux États-Unis d'Amérique par exemple.

### ***En quête d'archives : les sources d'un mouvement protéiforme***

Lorsque le rapport de forces bascule définitivement à l'avantage des fascistes, c'est le pouvoir de censure, et donc le pouvoir des archives elles-mêmes qui s'exerce désormais contre

l'opposition politique et intellectuelle au régime. Le contrôle sur la presse n'est qu'un des aspects de ce pouvoir sur la société, et par extension sur toutes les formes associatives et organisationnelles de la vie démocratique en Italie. Ce renversement des institutions s'accompagne automatiquement, chez les opposants, d'une certaine autocensure : avec l'entrée progressive des antifascistes en clandestinité, c'est la nature même de leur activité politique qui est modifiée. Une transformation lisible sur chacun des documents que produit l'opposition, et en premier lieu les textes écrits et diffusés tant bien que mal à des fins de communication, et aussi d'organisation. En raison de la disparité documentaire et du déséquilibre archivistique entre le pouvoir et l'opposition qui résulte de ce contexte répressif, c'est à un croisement systématiquement auquel nous devons procéder, entre les sources étatiques d'une part et celles de l'antifascisme d'autre part.

À ce premier déséquilibre, on peut en ajouter un second, qui résulte quant à lui de l'inexistence d'une organisation gielliste jusqu'au début des années trente ; l'engagement contre le fascisme se joue donc, dans ce cas plus qu'ailleurs, au niveau de l'échelle individuelle et dépasse rarement le premier cercle des relations amicales, intellectuelles voire professionnelles, et plus rarement politiques.

### **Les archives de « *Giustizia e Libertà* » et de l'antifascisme**

En dépit de ces limites, l'existence à Florence depuis les années 1970 d'un institut historique chargé de rassembler et de documenter l'histoire du mouvement « *Giustizia e Libertà* » à travers l'engagement de quelques-uns de ses principales figures en-deçà même des années suivant la création de l'organisation, s'est bien entendu révélé une importante source de documentation<sup>67</sup>.

Ce sont d'abord les lettres, modes d'échange et de communication que l'on retrouve à tous les niveaux de l'action – du billet clandestin écrit à l'encre sympathique sur la page déchirée d'un vieux roman à la lettre officielle envoyée à l'attention du directeur d'un journal étranger – qui ont le plus facilement permis de décrire l'évolution d'un engagement sur l'ensemble de la période, du début des années vingt à la moitié des années trente. Documents le plus souvent

<sup>67</sup> L'histoire des Instituts historiques de la Résistance – parfois nommé « pour le mouvement de Libération nationale » – remonte à 1947 et la création, à Turin et à Gênes, des premières associations historiques consacrées à la documentation de cette période. Par la suite, d'autres organisations de ce type naissent à Milan, Padoue et Modène. Il en existe aujourd'hui plus de soixante et leur expertise s'étend des années vingt jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. À l'époque cette entreprise inédite témoignait de la méfiance des acteurs de la Résistance vis-à-vis des autorités administratives et leur refus de leur céder ces documents sur l'activité des groupes antifascistes. Leurs travaux ont par la suite toujours associé des hommes politiques et d'anciens témoins à des historiens professionnels. Ainsi, les archives de « *Giustizia e Libertà* », conservées à l'institut historique de Florence pour l'essentiel, ont été constituées à l'initiative du couple Ernesto et Ada Rossi.

à usage privé, voire confidentiel, une grande partie de ces lettres nous renseignent d'abord sur le vécu individuel, les impressions immédiates forgées par chacun des protagonistes sur l'histoire en train de se faire, mais aussi leur implication ou au contraire la volonté de retrait par rapport aux nombreux événements politiques que couvre l'entre-deux-guerres.

Point d'entrée dans la réalité individuelle de l'engagement antifasciste, ces lettres sont complétées par un autre type d'échanges épistolaires. Les correspondances produites et conservées par les organisations politiques nous introduisent quant à elles à la vie du mouvement gielliste et de l'antifascisme en tant que tels. À partir des années trente, la correspondance avec la clandestinité antifasciste puis celle entre le comité directeur gielliste et les directions des partis communiste et socialiste nous donnent à voir les débats qu'engendre le vaste problème d'une action contre le régime fasciste et de son efficacité. Pour cette période, nous nous sommes appuyés sur la publication par Domenico Zucaro de centaines de circulaires, de rapports et de lettres tirés des archives de ces différentes organisations politiques<sup>68</sup>. Enfin, sur un autre plan, les échanges qui s'échelonnent au cours de la décennie entre les principales figures décisionnaires de « *Giustizia e Libertà* » et les sympathisants de l'organisation constituent un corpus particulièrement intéressant pour l'étude de la réception du discours antifasciste à travers la presse et la propagande, et une illustration éloquente de ce que représente l'expérience de cet engagement au sein du mouvement gielliste.

### **La matière documentaire et éditoriale**

La faible influence de la presse sur l'opinion italienne pendant les années du *ventennio* ne peut cependant nous empêcher de relever l'intérêt exceptionnel que présente cette source documentaire pour l'historien. La place qu'occupent les journaux, non seulement dans la documentation quantitative, mais aussi dans la documentation qualitative, autorisait, il y a quelques années, Massimo Legnani à considérer que cet intérêt ne ferait que croître à mesure que la disparition des acteurs de la lutte antifasciste « rendrait impossible à combler les lacunes d'une mémoire pourtant abondante<sup>69</sup> ».

<sup>68</sup> Zucaro (Domenico, éd.), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, Milan, Feltrinelli, 1988.

<sup>69</sup> Legnani (Massimo), « La stampa antifascista », dans Castronovo (Valerio) *et al.*, *Storia della stampa italiana*. t. 4, *La stampa italiana nell'età fascista*, Rome, Laterza, 1980. Rien qu'en France, les réfugiés politiques publièrent un nombre total de 179 journaux. Voir : Maltone (Carmela), « Scrivere contro. I giornali italiani in Francia dal 1922 al 1943 », *Line@editoriale* [En ligne], n° 0005—2013, Varia, mis à jour le : 24/03/2017, URL : <http://revues.univ-tlse2.fr/pum/lineaeditoriale/index.php?id=675>.

Depuis, la richesse et la diversité qu'offre cette source ont bien été comprise et exploitée par les chercheurs qui ne se contentent plus d'un usage restrictif de ces journaux, limité à une fonction de transmission idéologique depuis le centre du parti jusqu'à la périphérie des sympathisants et de l'opinion publique. Ces documents ont ouvert de nouveaux terrains à la recherche historiographique sur l'opposition au fascisme, que nous souhaiterions explorer.

D'abord, en tant que manifestation et expression publique de l'antifascisme sur un territoire donné, la presse peut se prêter à de multiples interprétations : sur ce qu'elle nous dit bien sûr des représentations discursives et iconographiques qu'elle véhicule et de leurs usages suivant les contextes et les lieux, et par conséquent sur ce qu'elle peut nous apprendre sur la complexité des significations de l'affrontement entre le fascisme et l'antifascisme.

Surtout, comme fait social et au même titre que d'autres phénomènes majeurs qui sont autant d'indices d'une socialisation des individus et de leur intégration au sein d'une communauté imaginaire, le journal – de sa fabrication à sa lecture – rend compte des conditions générales de l'existence et de la présence de l'antifascisme. En nous donnant à découvrir la nature des appartenances de ses différents lecteurs, il donne une certaine mesure du vécu quotidien de ces petites communautés antifascistes que la presse réussit à rassembler et à organiser. Enfin, il nous renseigne sur les liens que celles-ci instaurent et conservent avec le pays d'origine et la nouvelle réalité nationale.

Du point de vue des usages et du regard qu'une partie des acteurs portent eux-mêmes sur leurs pratiques, et notamment sur leur activité de publiciste pour lutter contre le fascisme<sup>70</sup>, ce type de source donne matière à réfléchir sur le recours controversé à la propagande. Cette hésitation peut tenir à des calculs stratégiques, en vue de déjouer par exemple la pression exercée par les services de renseignement et la propagande du fascisme vis-à-vis des opinions étrangères – tels ces témoignages que Rosselli fournit sur lui-même et sur ses activités politiques, et qu'il adresse au chef de cabinet du président du Conseil et au ministre de l'Intérieur français, en assumant d'abord le terme connoté de « propagande » puis en lui

<sup>70</sup> On peut utilement rappeler ici le témoignage de Pietro Secchia disponible dans : Secchia (Pietro), *L'azione svolta dal Partito comunista in Italia durante il fascismo (1926-1932). Ricordi, documenti inediti e testimonianze*, « Annli Feltrinelli », Milan, Feltrinelli, 1973, p. 28.



substituant, deux ans plus tard, des expressions moins polémiques par lesquelles il insiste sur la nature « journalistique » et « intellectuelle » de son « travail »<sup>71</sup>.

Ce renoncement ou ce refus à qualifier son action comme de la propagande tient aussi, mais plus rarement, non seulement à un souci d'adaptation à son public et à la culture propre au milieu social et culturel auquel les antifascistes choisissent de s'adresser, mais encore à l'identité même des acteurs de l'antifascisme, notamment ceux qui sont proches du mouvement « *Giustizia e Libertà* ». L'exemple nous est ici fourni par la personnalité de l'historien Gaetano Salvemini, exemple parmi d'autres d'un « intellectuel engagé », qui a toujours étroitement mêlé ses engagements politiques avec son activité scientifique et universitaire<sup>72</sup>.

### Une mémoire du giellisme à travers ses protagonistes

C'est ce rôle déterminant joué par les élites intellectuelles qui nous a conduit à consulter des fonds que nous n'aurions pas envisagés sinon, comme les archives de l'éditeur Gaston Gallimard qui a publié au début des années trente une partie de l'œuvre de l'historien italien consacrée à la crise de l'après-guerre et à la montée du fascisme. Ils sont plusieurs dans ce cas<sup>73</sup> et cet exemple, comme d'autres, témoigne du rayonnement de certaines personnalités auquel s'est identifié, pour une période plus ou moins longue, le mouvement « *Giustizia e Libertà* ».

Ce détail caractéristique de l'engagement gielliste implique, au point de vue de la recherche archivistique, de retrouver et de fouiller, dès que cela nous a été possible, les fonds documentaires consacrés à ces personnes et qui sont aujourd'hui conservés au sein de

<sup>71</sup> En 1932, menacé d'expulsion, il s'exprime en ces termes au ministre de l'Intérieur français : « Je peux vous affirmer, en toute conscience, que mon activité politique n'a jamais dépassé le champ de la propagande par la presse et de la distribution de pamphlets en Italie. J'espère, Mr. le Ministre, que fidèle aux glorieuses traditions de la démocratie française vous ne voudrez pas refuser de rendre justice à un émigré qui a toujours respecté l'hospitalité de la France ». Dans une autre lettre, écrite deux ans plus tard, on trouve en revanche : « Qu'est-ce qu'il fait à Paris ? Conspire-t-il ? Organise-t-il en cachette des choses terribles ? Non. Il dirige depuis plusieurs années une revue théorique et depuis le mois de mai 1934 un hebdomadaire qui paraissent légalement. À l'aide de ces deux publications, il n'est pas difficile de se faire une idée de la nature et des buts du travail auquel s'est dédié le soussigné. Travail journalistique, travail intellectuel, en sympathie avec le mouvement démocratique italien (d'Italie) *Giustizia e Libertà*. [...] », dans ISRT, *Archivi di Giustizia e Libertà*, « Carlo Rosselli », 5-8 et 5-16.

<sup>72</sup> Recruté comme enseignant à l'université d'Harvard en 1933 grâce notamment au soutien de son ami et actrice américaine, fiancée à Lauro De Bosis, Ruth Draper, Salvemini écrit : « Bien sûr, l'idée est pour moi très claire, je n'exploiterai jamais ma position au sein de l'institution universitaire pour faire de la propagande politique. Je ne l'ai jamais fait au cours de ma vie. Mais les fascistes veulent me priver de tout salaire, de manière à ce que je ne puisse poursuivre mes engagements politiques *hors de l'école*. » (Traduction personnelle). Lettre à Ruth Draper du 21 janvier 1934, dans Salvemini (Gaetano), *Lettere americane 1927-1949*, Camurri (Renato, éd.), Rome, Donzelli, 2015, p. 104.

<sup>73</sup> Outre Gaetano Salvemini, qui a donc été publié chez Gallimard et Grasset, Silvio Trentin a dès la fin des années vingt écrit chez plusieurs éditeurs dont les Presses universitaires de France et les éditions Marcel Rivière.

différentes institutions, comme c'est le cas pour Ernesto Rossi<sup>74</sup>. Mais la découverte la plus riche pour notre recherche fut les notes et écrits d'Andrea Caffi, source pour l'essentiel inédite qui, bien qu'étendue sur une période chronologique beaucoup plus vaste que notre enquête, montre avec quelle acuité la question de la propagande s'est posée pour ces hommes<sup>75</sup>.

### ***Être antifasciste dans la clandestinité et l'exil : contextes et conditions de l'engagement contre le fascisme***

Le déséquilibre archivistique évoqué plus haut peut encore s'observer à un troisième niveau, qui est d'ordre chronologique. L'explication se trouve ici dans les transformations subies par les institutions du renseignement, de la surveillance et de la répression au cours du *ventennio*. En effet, à mesure que cet appareil du pouvoir fasciste s'organise et s'étend, s'accroît aussi logiquement la production documentaire sur l'antifascisme. Cette source inépuisable d'archives recommande de notre part quelques remarques, notamment de façon à introduire le lecteur et nous-mêmes à la technicité que sollicite l'exploitation de ces documents.

### **Les archives de la Direction générale de la Sécurité publique : surveiller, réprimer l'antifascisme**

Sans retracer dans les détails l'histoire de l'administration italienne et son évolution de la naissance de l'État libéral, au début des années 1860, jusqu'à la crise des années vingt, il nous faut revenir aux origines du renseignement intérieur et extérieur en Italie, depuis la constitution d'une administration chargée de la surveillance et de la répression des mouvements dits « subversifs » (fig. 1). Placée sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur, la Direction générale de la Sécurité publique (*Direzione generale della Sicurezza pubblica*) est instituée dès 1861, mais c'est seulement en 1917, soit dans le contexte de la Première Guerre mondiale, qu'est créé pour la première fois un Bureau central d'Investigation (*Ufficio centrale di Investigazione*), en charge notamment de la prévention et la répression du brigandage en Sicile. Une première grande réforme entra en vigueur deux ans plus tard, à la fin de la guerre, qui inspira ensuite largement les hiérarques du régime fasciste lors de la constitution de leur propre organisation policière du renseignement et de la répression de l'opposition politique<sup>76</sup>.

<sup>74</sup> Le fonds Rossi a été déposé à la fin des années 1990 auprès des Archives historiques de l'Union européenne rattachées à l'European University Institute dont le siège est à San Domenico de Fiesole (Toscane).

<sup>75</sup> La fonds Andrea Caffi est conservé à Rome au siège de l'Associazione nazionale per gli interessi del Mezzogiorno (ANIMI).

<sup>76</sup> Canali (Mauro), *Le spie del regime*, Bologne, Il Mulino, 2004, p. 26.

En effet, si l'institution d'une « police politique » en Italie trouve ses origines dans une période antérieure à l'apparition des faisceaux de combat et, *a fortiori*, la domination du parti fasciste sur les organes du pouvoir<sup>77</sup>, la nomination au poste de président du Conseil de Mussolini, alors à la tête d'un « parti-milice »<sup>78</sup>, représente une rupture indéniable dans l'histoire de l'État et du pouvoir italien. De cela témoigne d'abord la nomination, à la fin de 1922, d'Emilio De Bono à la direction de la sécurité publique. Nommé « intendant général de la police » (puis « chef de la police), ce cacique du premier fascisme continue parallèlement d'occuper le poste de commandant général de la Milice<sup>79</sup>. Il incarne donc à la fois la réorganisation de l'administration policière et celle de la branche militaire du parti. C'est ainsi l'encadrement des anciens *squadristes* qui sert de point d'appui pour la formation d'une première « police politique » fasciste. Les liens incestueux noués entre l'appareil gouvernemental et le parti, trait caractéristique du nouveau régime, apparaissent au grand jour deux ans plus tard, à l'occasion de l'assassinat du député socialiste Matteotti : l'expression « *Ceka del Viminale* » circule alors publiquement pour désigner l'existence d'une officine chargée de combattre les adversaires du fascisme, sur le modèle de la police secrète créée par les Soviétiques en 1917. Mais c'est à la moitié des années vingt, à partir de 1925, que tout s'accélère réellement, sous la direction de Crispo-Moncada<sup>80</sup>, puis celle surtout d'Arturo Bocchini<sup>81</sup>. A la fin de l'année 1927, l'appareil policier fasciste est totalement reconstitué, tout à la fois « renforcé et modernisé » tant dans ses « fonctions » qu'au point de vue de son « efficacité »<sup>82</sup>. Dès le début de l'année, la minutie et le « zèle » du « *viceduce* » font déjà leur œuvre : l'ancien préfet de Bologne veille ainsi à écarter, par décret, tous les fonctionnaires qui n'apportaient pas une preuve satisfaisante de leur fidélité au nouveau régime. C'est ensuite progressivement jusqu'à l'été que s'organise une véritable « rupture » structurelle : redéfinie

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 26 et suivantes.

<sup>78</sup> Gentile (Emilio), *Storia del partito fascista*, *op. cit.*

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 626.

<sup>80</sup> Sous sa direction, la division des affaires générales et réservées est dotée d'un service qui se consacre à l'espionnage des mouvements dits « subversifs » et dirigé par Guido Leto. Franzinelli (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA : agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Turin, Bollati Boringhieri, 2000.

<sup>81</sup> Par le décret-royal du 6 novembre 1926, Bocchini renforça considérablement les structures du contrôle et du maintien de l'ordre public : auprès des préfectures de police, fut ainsi institué un office provincial de police politique (Uffici provinciali di investigazione), placé sous l'autorité du préfet et dirigé par un fonctionnaire de la « Sécurité publique ». Collaborait également avec ce service le réseau des offices spéciaux du renseignement politique constitué auprès du commandement de la Milice. Surtout, une nouvelle division de la police politique est créée, placée sous la dépendance directe du chef de la police.

<sup>82</sup> De Felice (Renzo), *Mussolini il fascista*, vol. 2, *L'organizzazione dello Stato fascista 1925-1929*, Turin, Einaudi, 1968, p. 464-465.

en tant que secrétariat personnel du chef de la police, la direction générale de la sécurité publique fut subdivisée en sept départements.

Sous l'autorité de Bocchini, le fonctionnement du renseignement et de l'appareil de surveillance repose en effet sur une structure double, voire triple, laquelle a déterminé la nomenclature des dossiers que manipule aujourd'hui le chercheur en feuilletant les inventaires de l'*Archivio centrale dello Stato*. À l'unique office de surveillance intégré à l'appareil d'État au sein du département dit des « Affaires générales et réservées » (*Divisione degli Affari riservati e generali*) – et qui fonctionne en lien étroit, à compter de 1926, avec les Bureaux d'enquête (*Uffici provinciali d'Investigazione*) de la Milice fasciste – s'ajoute donc, en 1927, un département de la Police politique (*Divisione della Polizia politica*).

Les « Inspectorats spéciaux » maillèrent petit à petit tout le territoire, depuis le niveau local<sup>83</sup>. C'est ainsi au 7 de la *Via Sant'Osola* de Milan, au siège d'une société anonyme vinicole méridionale que fut constitué, sous l'autorité de l'inspecteur Francesco Nudi, le corpus des premiers renseignements sur « *Giustizia e Libertà* ». Sur l'un de ces documents officiels, daté du 3 décembre 1930, apparaît aussi pour la première fois le sigle « OVRA » dont la signification précise est restée depuis source d'énigmes<sup>84</sup>.

Essentiellement actif à l'échelle locale, le service des inspecteurs dits « spéciaux » travaillait d'intelligence avec les préfets de police de chaque province (*questure*) tout en étant directement et uniquement rattaché à la direction générale de la sécurité publique. Aussi et bien que les documents retraçant leur activité n'aient pour l'essentiel pas pu être conservés, celle-ci apparaît dans les archives d'autres sections du renseignement.

L'esquisse de ce panorama du milieu du renseignement policier permet d'expliquer pourquoi le terme de « police politique » a pu recouvrir, pendant la période du fascisme, une réalité complexe, faite de plusieurs organes et d'institutions dont la dénomination, le statut et le fonctionnement ont varié. La pluralité de l'archive traduit cette discontinuité. Au-delà de l'organisation hiérarchisée, directement intégrée au sein d'une structure placée sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur, c'est le redoublement, à plusieurs niveaux, des missions de surveillance et du renseignement qui saute à l'œil du chercheur. Celui-ci doit en conséquence exercer une prudence particulière lors de l'exploitation de ces sources, et encore plus lors de leur interprétation : en raison premièrement du contexte et de la manière dont ces documents

<sup>83</sup> Franzinelli (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA*, *op. cit.*

<sup>84</sup> On trouve l'usage concurrent de ces deux significations : *Opera Volontaria di Ripressione dell'Antifascismo*, et *Organizzazione di Vigilanza e di Ripressione dell'Antifascismo*.

ont été produits ; puis, surtout, car il ne doit pas perdre de vue que la pluralité des sources de renseignement constituait la pierre angulaire de toute cette activité, et son efficacité. Or, les documents qui nous sont aujourd'hui accessibles ne forment qu'une fraction de ce qu'ont pu produire les services du renseignement italien.

Notre recherche s'est concentrée sur cinq grandes familles de dossiers, susceptibles de recoupements entre eux ainsi qu'avec d'autres types de sources comme, par exemple en France, les archives du Ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de police. Nous y reviendrons par la suite. Dans l'immédiat, il nous faut présenter le cheminement privilégié au cours de nos recherches à l'*Archivio centrale dello Stato*. La première série de dossiers sont les archives de la **division des affaires générales et réservées**, divisées en un peu plus de quatre-vingt catégories différentes parmi lesquelles nous avons logiquement sélectionnés celles renseignant l'activité du mouvement « *Giustizia e Libertà* », c'est-à-dire principalement les catégories « G1 » (associations italiennes et étrangères) et « H2 » (complots et attentats). Ces deux catégories sont dites *permanentes*, c'est-à-dire qu'elles sont ordonnées par dossiers ouverts pour chaque affaire traitée par les agents de l'ancien *Ufficio riservato*. Les documents conservés couvrent essentiellement la période des années trente. Ainsi, sous le fascicule n°756<sup>85</sup>, ont été rassemblés les renseignements concernant la présence et l'activité de groupes affiliés au mouvement gielliste, à l'étranger comme en Italie.

Placés sous l'autorité de la première des trois sections que comptait les « Affaires générales et réservées »<sup>86</sup>, les archives du **bureau du *Confino politico***<sup>87</sup> et celui du ***Casellario politico centrale***<sup>88</sup> n'ont malheureusement pu faire l'objet d'une enquête systématique ; nous avons par conséquent limité nos recherches à quelques dizaines de dossiers à chaque fois, sur les 6 000

<sup>85</sup> Sous la catégorie des fascicules dits « permanents », les dossiers sont numérotés de 1 à 1 035, sur lesquels figure à chaque fois le nom des associations subversives opérant clandestinement en Italie et/ou à l'étranger. « *Giustizia e Libertà* » était originellement classée 293<sup>e</sup> associations. Le fascicule comprend 52 sous-dossiers.

<sup>86</sup> Pour plus de clarté nous nous permettons de renvoyer le lecteur au schéma de la page 60.

<sup>87</sup> Suite aux mesures adoptées en 1926, les compétences de la police pour prévenir et réprimer toute action jugée contraire aux « intérêts de la nation », furent considérablement étendues. En plus de l'Istituto dell'ammonizione, dont les pouvoirs furent renforcés, est fondé un Istituto dell'assegnazione al confino di polizia qui venait absorber en son sein et modifier les anciennes dispositions sur la réclusion contrainte (*domicilio coatto*), en vigueur depuis 1863 suite au vote de la première législation sur le brigandage. L'assignation au *confino di polizia* et/ou l'admonition pour motifs politique ou de droit commun étaient décidés par des commissions provinciales présidées par le préfet.

<sup>88</sup> Institué par circulaire du cabinet de la « Sécurité publique » le 1<sup>er</sup> janvier 1896, cet organe est, après 1926, renforcé dans ses prérogatives. Il est alors réorganisé au sein de la première section des « Affaires générales et réservées », et spécialement affecté au service de la répression des mouvements subversifs.

que compte le premier et les 40 000 dossiers personnels ouverts par le second sur toute la période fasciste.

L'autre grande famille de dossiers, l'une des sources les plus importantes pour notre travail, concerne les archives de la **division de la police politique**. Celles-ci sont réparties en deux sections différentes. D'une part, les « *fascicoli per materia* » renferment notamment des renseignements sur les réfugiés politiques. Nous y avons par exemple répertorié des informations utiles pour documenter l'activité gielliste au travers de son réseau de sympathisants pendant l'intervention italienne en Éthiopie, puis la guerre civile espagnole. D'autre part, les « *fascicoli personali intestati alle persone controllate* » sont une source complémentaire aux archives du « CPC » puisqu'ils concentrent les notes collectées auprès des indicateurs de la police secrète concernant les sujets placés sous surveillance par les autorités.

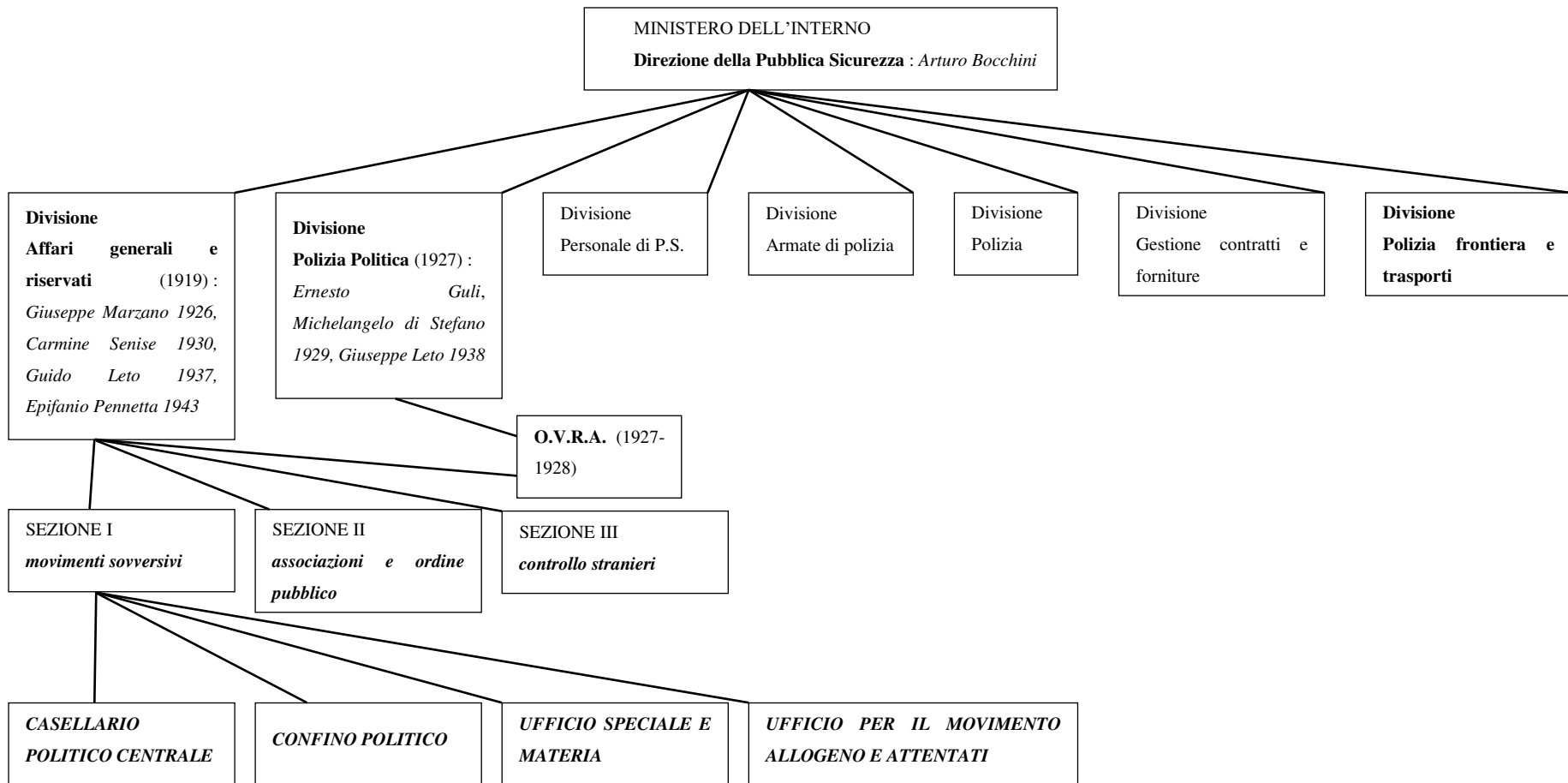


Figure 1 – L'organisation des services du renseignement et de la répression en Italie sous le fascisme.

## **Les archives du Tribunal spécial pour la défense de l'État : une violence « exceptionnelle » normalisée**

Ce dont témoignent Simonetta Carolini et Adriano Dal Pont<sup>89</sup> à propos de l'institution du *confino di polizia* en matière de répression vaut, au niveau judiciaire, pour le Tribunal spécial pour « la défense de l'État » (*Trbunale speciale per la Difesa dello Stato*) ; institution mise sur pied à la fin des années vingt<sup>90</sup> en même temps que fut réintroduit en Italie la peine de mort ainsi que le délit d'opinion et d'association : la législation sécuritaire et policière adoptée au mi-temps des années vingt, permit d'encadrer et de légaliser le recours à une forme « normalisée » de violence politique contre l'opposition au fascisme.

De son entrée en fonction en 1926 jusqu'à la moitié des années trente, le rayon d'action du tribunal concerna une minorité de la population. Ce qui ressort des enquêtes d'instruction que nous avons pu consulter en effet, c'est d'abord la recherche d'une activité organisée, l'existence également au sein de ces groupes d'une certaine discipline politique, sa transmission entre les membres ainsi qu'au reste la société, enfin l'organisation de projets « subversifs » à des fins de renversement du régime ou d'attentats contre ses représentants, de sorte que leur engagement reste le plus souvent assimilé à du « terrorisme ».

À cette « terreur antifasciste », le gouvernement répondait en exerçant un autre type de terreur, judiciaire celle-là, afin notamment d'isoler l'opposition du reste de la population. Le 26 novembre 1926, c'est ainsi que le sous-secrétaire Suardo détaille aux préfets le profil-type des personnalités à interner de toute urgence : « ceux qui, par leur activité, stimul[aient] ou entreten[aient] l'effort collectif d'action et de propagande [...] contre la politique et l'autorité étatique [...] », ajoutant que le degré de « responsabilité » et de « dangerosité » individuelles devait être déterminé à chaque fois avec la plus grande attention, sans quoi la répression policière finirait par compromettre l'esprit et le but des lois dites « fascistissimes »<sup>91</sup>. Ainsi la violence exercée contre l'opposition politique par les escadrons membres des premiers

<sup>89</sup> Carolini (Simonetta), Dal Pont (Adriano), *L'Italia al confino : le ordinanze di assegnazione al confino emesse dalle Commissioni provinciali dal novembre 1926 al luglio 1943*, Milan, La Pietra, 1983.

<sup>90</sup> À partir des années trente, une série de trois lois permirent de proroger l'existence du tribunal spécial jusqu'en 1943, date de sa suppression et de sa reconstitution immédiate dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale.

<sup>91</sup> « [ le persone da confinare erano solo] quelle che con la loro attività [creassero] o [mantenessero] in vigore uno sforzo collettivo di azione e di propaganda sia pure clandestino diretto a contrastare od ostacolare opera poteri Stato [...] ] è necessario che questa discriminazione di attività, di responsabilità e di pericolosità effettiva sia fatta con intelligente accorgimento astenendosi da un'azione in massa che mentre appare troppo facile non risponderebbe scopi legge anzi finirebbe col comprometterli » Télégramme du sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur Giacomo Suardo aux préfets du 26 novembre 1926, dans ACS, MI, Ufficio Cifra-Partenze, b. 29756. Voir : Carolini (Simonetta), Dal Pont (Adriano), *L'Italia al confino*, op. cit., p. LIV.



faisceaux de combat s'institutionnalisait-elle progressivement, de sorte que même une institution « d'exception » comme le TSDS finit par s'insérer au cœur de la législation ordinaire de police et de justice du régime, en tant qu'expression de l'arbitraire d'État et comme instrument essentiel pour le contrôle répressif de l'opposition.

À la différence du système soviétique et surtout du régime nazi à la même époque, note encore Adriano Dal Pont, les déportations au *confino* et l'élimination physique par le recours à la peine de mort furent relativement modestes dans l'Italie de Mussolini. Un constat partagé par Michael Ebner qui remarque encore, au sujet des arbitrages effectués par le *duce* entre la répression de l'opposition et le consensus recherché auprès de l'opinion :

Mussolini veilla régulièrement à ce que la police et les fascistes se soumettent à sa stratégie de « violence chirurgicale », et sélective, tuant ou emprisonnant seulement les adversaires particulièrement dangereux, parallèlement à l'emploi d'autres méthodes de répression de faible intensité afin d'obtenir un conformisme comportemental dans la population générale. Autrement dit, Mussolini, s'il n'a pas dénié l'emploi de méthodes illégales, a aussi créé de l'ambiguïté autour de sa pratique de la terreur, en punissant sévèrement toute forme de violence qui échappait à son contrôle. [...]. Mussolini continuait de présider et de superviser tout l'appareil répressif du fascisme avec un degré étonnant d'attention. Les forces de police en province rassemblaient ainsi des dossiers volumineux sur des détenus politiques absolument insignifiants, dont le contenu était régulièrement lu et commenté par le dictateur lui-même, accompagné du chef de la police. [...]. De telles pratiques étaient inconnues dans l'Allemagne nazie ou en Union soviétique. [...]. Le déploiement soigneusement mesuré, calibré, de la violence d'État était en conséquence un des traits caractéristiques majeurs du type de répression pratiquée par le fascisme, le distinguant de ses équivalents nazi et soviétique<sup>92</sup>.

La justesse de ces observations générales peut très bien se vérifier à la lecture de certains documents disponibles dans les dossiers d'archives retraçant les affaires examinées par la juridiction d'exception du régime fasciste. Ceux-ci renferment l'ensemble des dossiers de l'instruction, à savoir le rapport d'infraction avec la liste des accusés et les faits retenus par le Ministère public, les dossiers personnels intégrant, le cas échéant, l'acte de dénonciation et le procès-verbal des interrogatoires conduits entre les enquêteurs et les prévenus. Le suicide, en

<sup>92</sup> « Mussolini regularly insisted that police and Fascists submit to his strategy of selective, « surgical violence », killing or imprisoning truly dangerous enemies, while employing other diffuse strategies of low-level repression in order to produce conformity among the general population. Mussolini did not eschew illegality, but he manufactured a great deal of ambiguity surrounding Fascist terror by harshly punishing Fascist violence that he did not control. [...] Even at the very top, Mussolini presided over the Fascist repressive apparatus with an astonishing degree of personal attention. Provincial police collected voluminous dossiers on absolutely insignificant political detainees, the contents of which were regularly perused and commented on by the dictator and this police chief. [...] Similar practices in Nazi Germany or the Soviet Union were unknown. [...] The personalized, carefully calibrated deployment of state violence was thus a central feature of Fascist repression, setting the regime apart from its Nazi and Soviet counterparts. », dans Ebner (Michael R.), *Ordinary Violence in Mussolini's Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 13.

1930, dans sa cellule de la prison romaine *Regina Cœli*, est un fait bien connu dans l'histoire du mouvement et vient souvent illustrer le caractère anticonstitutionnel de la justice fasciste, à commencer par les méthodes d'intimidation dont pouvaient user les inspecteurs de police chargés d'instruire l'enquête<sup>93</sup>. Certains dossiers offrent ainsi un aperçu convaincant des méthodes de manipulation employées lors de ces face-à-face afin d'obtenir de la part des accusés des informations sensibles sur leurs complices : laisser par exemple entrevoir la possibilité d'une amnistie à la faveur d'une intervention – par-delà les institutions, tel un *deus ex machina* – du *duce* était tout à fait ordinaire, témoignant dans ce cas précis du rôle central de Mussolini, au centre des institutions du fascisme, comme du rayonnement de son pouvoir discrétionnaire.

Un autre aspect, certainement plus caractéristique encore de la réalité du processus judiciaire sous le fascisme, sont les méthodes auxquelles ont recours les magistrats et les inspecteurs qui composent ce tribunal politique lors de l'établissement des éléments probatoires retenus contre les accusés : le fonctionnement du Tribunal spécial était en cela, comme l'observe Claudio Longhitano<sup>94</sup>, étroitement relié à celui de la police politique et d'une officine du renseignement comme l'était l'OVRA à cette époque. Cela implique pour nous, en premier lieu, que les dossiers d'instruction peuvent quelques fois représenter des fonds précieux pour recueillir la matière même de notre propre enquête, à savoir l'essentiel du matériel délictueux à l'origine du procès, autrement dit dans la quasi-totalité des cas, les moyens utilisés pour la diffusion de la propagande antifasciste. C'est ainsi dans les archives du procès de 1932 de Mario Andreis et de sept autres accusés, qu'a été conservé un document de première importance pour notre étude, les trois éditions ronéotypées du journal clandestin qu'un groupe d'étudiants turinois affiliés à « *Giustizia e Libertà* » fit circuler dans le milieu ouvrier<sup>95</sup>.

On a aussi souvent décrit la précaution des enquêteurs pour ne pas compromettre l'anonymat des confidents de la police politique, en fait les indicateurs et les agents infiltrés au sein même des organisations antifascistes, de sorte que les méthodes de l'OVRA, ou de la police politique, ne soit officiellement reconnues et révélées aux accusés et à la presse<sup>96</sup> lors de l'audience. Il n'est pas inutile de rappeler ici le recours à une pratique des moins conventionnelles, celle dite

<sup>93</sup> Longhitano (Claudio), *Il Tribunale di Mussolini : storia del Tribunale Speciale 1926-1943*, Rome, ANPPIA, 2000, p. 110.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>95</sup> ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 372 « Processo Torino (Andreis-Scala) ».

<sup>96</sup> Sur la présence de correspondants de presse étrangers à l'occasion de certaines audiences, on relèvera celle, exceptionnelle, d'un journaliste de nationalité belge cité par Claudio Longhitano : Longhitano (Claudio), *Il Tribunale di Mussolini*, *op. cit.*, p. 85.

des « fascicules réservés », soit le fait de soustraire à la défense et aux juges eux-mêmes certains éléments de l'enquête qui n'étaient consultables que par le président. Une des premières analyses sur cet usage est proposée dans l'ouvrage écrit par Ernesto Rossi en 1956, *La pupilla del duce*<sup>97</sup>.

Après la guerre, les antifascistes qui avaient été les témoins et les victimes de cette justice d'exception pendant le *ventennio*, furent en effet les premiers à documenter son action et ainsi éclairer le public sur les rouages du pouvoir policier et judiciaire fascistes. Certains, c'est bien évident, publièrent des ouvrages à visée théoriques<sup>98</sup> et/ou à des fins de contre-propagande<sup>99</sup> dès les années d'entre-deux-guerres : l'espionnage, de même que la nature anticonstitutionnelle des instances juridiques fascistes étaient des faits bien connus par l'opposition qui tentaient ainsi de recontextualiser les sentences rendues par les juges contre les antifascistes arrêtés et accusés d'activités à caractère « antinational ». Dans ces pratiques du pouvoir, c'étaient, plus que le régime en lui-même, sa morale et la nature du rapport noué entre la population et les autorités italiennes que les opposants voulaient saisir : les espions recrutés pour accomplir les basses œuvres du pouvoir sont ainsi le plus souvent décrits sans aucune compassion, représentés sous les traits les plus ignobles que peut produire une société : la trahison, la cupidité, l'immoralité. À travers eux, c'est tout un système que l'on visait, que l'on voulait personnifier<sup>100</sup>.

### Les antifascistes sous l'œil des polices étrangères

Retracer l'activité des antifascistes au moyen des sources qu'a produit l'administration italienne pendant l'entre-deux-guerres, c'est donc systématiquement croiser le parcours de ces espions et de ces indicateurs engagés par les différentes polices secrètes du régime. Il nous reste cependant encore à questionner la présence et l'influence de l'espionnage dans l'exil puisqu'il est établi que, dès le début du *Novecento*, les services de la sécurité publique italienne œuvraient également en territoires étrangers<sup>101</sup>. Ajoutons que le contrôle de l'antifascisme hors des

<sup>97</sup> Rossi (Ernesto), *La pupilla del Duce : l'O.V.R.A.*, Parme, Guanda, 1956.

<sup>98</sup> Trentin (Silvio), *Les Transformations récentes du droit public italien : de la Charte de Charles-Albert à la création de l'État fasciste*, Paris, Marcel Giard, 1929.

<sup>99</sup> [Salvemini (Gaetano)], *Il Tribunale speciale. I processi di Roma*, Paris, « Giustizia e Libertà », 1932.

<sup>100</sup> Rossi (Ernesto), *Una spia del regime. Documenti e note*, Milan, Feltrinelli, 1968. On notera également la préface d'Emilio Lussu à l'ouvrage que consacre Domenico Zucaro à l'écrivain-espion Pitigrilli. Zucaro (Domenico, éd.), *Lettere all'O.V.R.A. di Pitigrilli*, Florence, Parenti, 1961.

<sup>101</sup> Dès 1900, suite à l'assassinat du roi Humbert, la direction générale de la sûreté publique saisit l'importance d'organiser son réseau d'informations près les ambassades et les consulats. Canali (Mauro), *Le spie del regime*, *op. cit.*, p. 26 sqq.

frontières nationales relevait un caractère hautement stratégique pour la police politique dans l'entre-deux-guerres ; sans le soutien de ces groupes exilés, on pouvait légitimement imaginer que la dissidence intérieure finirait par se consumer d'elle-même. Aussi la répression exercée contre l'activité clandestine s'étendait naturellement à l'identification et au contrôle des émissaires qui servaient d'agent de liaison à l'opposition.

C'est ainsi que dès 1925, à la réorganisation des services du renseignement intérieur s'ajoute celui des réseaux d'espions à l'étranger : non, comme le souhaitait alors Emilio De Bono, par le recrutement et la formation d'un personnel *ad hoc*, indépendant des services diplomatiques et consulaires étrangers, mais au contraire, suivant les recommandations de Crispo-Moncada, en constituant ses propres réseaux dans l'orbite des représentations diplomatiques italiennes à l'étranger<sup>102</sup>. Pour des raisons de discrétion et de confiance : tout un pan de la politique du renseignement à l'étranger dépendait de la capacité des agents italiens à entretenir des relations cordiales et sereines avec les polices locales. À cet effet, la « Sécurité publique » essaya de compromettre les opposants les plus en vus pour obtenir leur rapatriement. Dans le même temps, comme il s'avérait le plus souvent délicat pour les autorités locales d'expulser les meneurs de l'antifascisme, c'est-à-dire les personnalités qui bénéficiaient du soutien de certaines figures importantes de la vie politique et intellectuelle, son action visait également le gros des militants afin de les inciter à abandonner la lutte, à force de persécutions et de menaces d'expulsion.

Sources de tensions, singulièrement dans le contexte européen des années 1926-1927, puis entre 1937 et 1939, le contrôle de la frontière ou dans sa proximité immédiate et la gestion d'une importante communauté de réfugiés, n'étaient évidemment pas laissés au hasard par les autorités étrangères. En France, par exemple, les archives de l'Intérieur, celles de la Préfecture de police et les documents du Service des étrangers, apportent un contrepoint souvent utile aux archives italiennes, quoique trop de fois sommaire, pour documenter l'activité des antifascistes en France. Mais surtout, que peuvent nous dire ces sources quant à l'existence d'une « solidarité » entre les polices étrangères ? Si, en la matière, aucun discours ne peut prétendre à la généralisation, il serait précipité de repousser totalement cette hypothèse : certains historiens comme Mimmo Franzinelli ont ainsi démontré l'existence de liens relativement précoces entre la police italienne et le personnel de *Scotland Yard*. Ces relations dépassaient le

<sup>102</sup> Un exemple, pour la France, dans les consulats de Nancy, de Nice, de Lyon, de Toulouse, de Marseille, et à l'Ambassade de Paris. Outre la « sœur latine », l'attention de Crispo-Moncada et de Bocchini se porta en priorité sur trois autres capitales européennes (Berlin, Vienne, Bruxelles) et une, sud-américaine (Buenos Aires).

cadre strictement bilatéral entre l'Italie et l'Angleterre puisqu'elles impliquaient également les autorités françaises<sup>103</sup>.

Par contre, l'échange d'informations et la communication entre les différents services du renseignement italien,<sup>104</sup> gagna en efficacité au cours du *ventennio*<sup>105</sup>, et réussit à impliquer d'autres branches du Ministère de l'Intérieur telle que la Division de la Police des frontières et des transports<sup>106</sup>. La mutualisation du renseignement semblait en effet d'autant plus logique qu'elle agrégeait les compétences de plusieurs ministères entre lesquels des passerelles existaient, comme en témoigne d'abord la mobilité du personnel administratif. Le parcours de Renzo Mambrini est à cet égard exemplaire pour nous et mérite que l'on s'y arrête. Protégé du sous-secrétaire à l'Intérieur, Mambrini intégra dans les années vingt les effectifs de la Police des frontières, en fonction d'abord à Trieste puis au poste stratégique de Modane. Déplacé à Turin en janvier 1931, il y dirigea la section locale de l'OVRA pendant onze mois avant d'être à nouveau détaché, cette fois à l'étranger, auprès l'Ambassade italienne à Paris où il fut placé à la tête du réseau d'indicateurs de la Sécurité publique. Rappelé à Rome, dès 1932 pour intégrer la direction de la Police politique, il fut ainsi en mesure d'informer à la fois les réseaux de l'OVRA et ceux de la *questura* sur l'organisation des groupes clandestins giellistes et de la

<sup>103</sup> Cet exemple nous est donné par Mimmo Franzinelli. Franzinelli (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA*, *op. cit.*, p. 201. À noter que, d'après Mauro Canali, les cas d'infiltrations d'agents fascistes au sein de la police française, ou les cas de corruption de fonctionnaires de police n'ont qu'concerné que certains commissariats de province.

<sup>104</sup> Parfaitement distinct de celui de la police politique, le réseau d'indicateurs de l'OVRA entra en fonction progressivement entre la moitié des années 1920 et la moitié des années 1930. En France, ce déploiement fut essentiellement l'œuvre de deux hommes, Lorenzo Lorenzi et Livio Bini. À Paris, Aldo Borella, l'associé du commissaire Vincenzo Bellavia, fut une autre figure importante des milieux de l'espionnage fasciste. Cette activité pouvait là encore s'appuyer sur la surveillance exercée par les consuls eux-mêmes, comme à Marseille avec Ettore Pettinati. Canali (Mauro), *Le spie del regime*, *op. cit.*, p. 323 *sqq.* ; Franzinelli (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA*, *op. cit.*, p. 141.

<sup>105</sup> Dans les années vingt, et jusqu'au début des années trente, un seul point de contact existait entre le réseau des indicateurs à l'étranger et la sécurité publique : l'office dit « EGOCC », réorganisé par la suite au sein de la Direzione italiana dell'Estero. L'indépendance de la police politique, qui possédait, rapidement après sa création, son propre réseau d'espions, fut par ailleurs un motif de confrontation avec les autres branches du renseignement et certaines affaires qu'a pu examiner Mauro Canali témoigne d'un manque de coordination entre les « Affaires générales » et la « Police politique ». Canali (Mauro), *Le spie del regime*, *op. cit.*, p. 97.

<sup>106</sup> Dans la mesure où une grande partie du matériel de propagande était introduite en Italie par le biais de la marine marchande, grâce à la collaboration du personnel de bord – il en était de même pour le passage des hommes vers l'exil ou pour faciliter leur retour en Italie – la « Sécurité publique » insista pour que des indicateurs intègrent également cette administration. Du fait de l'opposition du Ministère des Communications et de la direction générale de la Marine marchande, il fallut attendre 1937 pour qu'un accord soit conclu entre les deux directions. Cependant, dans les faits, il ne fut jamais respecté, ni par la police politique ni par l'OVRA. Canali (Mauro), *Le spie del regime*, *op. cit.*, p. 106-110.

nature de ses liens avec les réfugiés politiques<sup>107</sup>. Suite à l'arrestation de l'un de ces groupes, à Turin, Mambrini, fort des nombreux renseignements dont il disposait, se chargea d'instruire lui-même l'enquête et d'interroger plusieurs détenus emprisonnés dans les geôles de *Regina Cæli*, dont le jeune étudiant Massimo Mila. Aussi par cet exemple pouvons-nous rendre compte d'une autre spécificité du renseignement italien ; que les fonctionnaires détachés auprès des représentations diplomatiques étaient chacun responsables de leur propre réseau d'indicateurs avec lequel ils conservaient des liens même après avoir quitté leur fonction pour (ré)intégrer les bureaux de la Police politique, à Rome.

Dans un second temps, l'exploitation des archives françaises, singulièrement les documents de la Préfecture de police de Paris conservés au Pré-Saint-Gervais, et certains centres d'archives départementales, comme celui des Alpes Maritimes, nous a permis d'approcher certains contextes locaux et de vérifier ce qu'il en fut de la présence du mouvement gielliste hors de l'Italie. En croisant ces données avec d'autres sources, comme les listes de souscriptions publiées dans l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà* à compter de 1934, nous avons ainsi tenté de saisir et de mesurer les capacités concrètes d'organisation et d'encadrement de nouveaux militants, notamment à travers le réseau des groupes de sympathisants à l'étranger, les « S.I.G.L.A. ».

## **Méthodologie et choix thématiques**

Avant d'en venir au récit en tant que tel, nous avons identifié ici quelques-uns des choix thématiques auxquels nous avons opéré pour écrire une histoire de la propagande antifasciste. En effet, ayant été conduit à utiliser certains concepts et méthodes dans l'approche et la critique de nos sources, il nous est apparu utile de les expliciter, en préambule de notre étude.

### ***Jeux d'échelles et pluralité des contextes***

Nous avons tenté de construire une histoire qui corresponde le mieux à la définition donnée ci-dessus à notre objet historique : parce que nous étudions un phénomène qui n'a de

<sup>107</sup> Il pouvait en effet disposer d'informations diverses, qui lui étaient communiquées par cinq sources différentes, toutes infiltrées au sein du mouvement « *Giustizia e Libertà* » : outre l'auteur Pitigrilli, déjà évoqué, on peut citer Alfredo Cimadori, Mario Fille, René Odin et Giacomo Antonini. Sur ce dernier personnage, connu pour avoir joué un rôle décisif dans l'assassinat des frères Rosselli, on peut lire : Festorazzi (Roberto), *Il segreto del conformista : vita di Giacomo Antonini l'uomo che spiò Carlo Rosselli ispirando Moravia*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2009.

signification qu'en relation avec un contexte et une conjoncture déterminée, il fallait nous montrer attentifs à écrire une histoire à plusieurs niveaux, un récit qui se décline entre plusieurs observatoires tenant compte de la multiplicité et de la variété des contextes d'interaction.

Ce choix méthodologique et ces précautions rencontrent en partie les réflexions conduites depuis les années 1970 et 1980 par les chercheurs se revendiquant de la micro-histoire. Parmi les déplacements et redéfinitions majeurs sur lesquels s'appuie cette approche, l'un concerne la notion de contexte. Bien sûr, nous ferons souvent, ici aussi, un usage simplement interprétatif de ce concept, afin de rendre compte de situations particulières à l'aune de raisons générales tirées du cadre d'ensemble. Cependant les tentatives initiées par les micro-analystes pour reconstruire les articulations du texte à leur contexte nous ont également inspirées : ce qui est proposé à travers cette démarche consiste à composer « la pluralité des contextes qui sont nécessaires à la compréhension des comportements observés »<sup>108</sup>.

Dans notre cas, il était impossible de ne pas faire de détours par différents observatoires choisis en fonction de leur intérêt et de leur pertinence épistémologique. Cela signifiait d'abord ne pas s'en tenir aux commentaires et propos généraux sur la technique de la propagande au XXème siècle en replaçant ce travail dans les contextes différenciés de l'Italie et des autres pays où les exilés antifascistes choisirent de s'établir vers le milieu des années 1920 : quel type de propagande pouvons-nous constater dans ces différents pays ? En quoi un pays à pratique politique pluraliste diffère-t-il en ce sens d'un autre dont la population est encadrée par un parti de masse ? Comment se caractérise l'activité des institutions et du gouvernement dans ce domaine ? Quels instruments sont utilisés ? Cela voulait dire aussi examiner concrètement les mécanismes d'association à travers la circulation des personnes, des informations et des décisions, en insistant par conséquent sur les modalités relationnelles qui rendent possibles ces agrégations d'individus. D'un côté, on observera les médiations, leur sens ainsi que leur forme, qui permettent aux différentes stratégies individuelles de s'harmoniser autour d'une même identité collective. De l'autre, on interrogera le rôle et la centralité du siège parisien du mouvement à partir des années 1930 dans la définition de l'action de lutte antifasciste : existe-t-il réellement un mouvement gielliste, animée par la même idéologie et traversé par la même logique d'engagement, ou bien un vaste rassemblement hétéroclite, une *nébuleuse* éclatée entre différents pôles ?

<sup>108</sup> Revel (Jacques), « Micro-analyse et construction du social », dans Id. (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Éditions EHESS, 1996, p. 26.

### ***Logiques d'action et approche socio-historique des organisations politiques***

Ce concept métaphorique de la « nébuleuse » formulé la première fois par Paolo Vittorelli a exercé une influence remarquable sur la manière de penser et de décrire le mouvement « *Giustizia e Libertà* ». De fait, la méthode suivie dans l'approche du groupe a longtemps respecté les lignes directrices induites par l'image ici suggérée : pour Mario Giovana, qui a retracé l'histoire du réseau clandestin de l'organisation gielliste, ce travail de reconstitution a impliqué « le rapprochement de portraits concis, mais complets de personnalités [...] entrées en contact par des voies diverses, et à travers l'entrelacement de relations interpersonnelles » formant progressivement, au fur et à mesure de leur engagement commun, « une chaîne de "complicité" et de contiguïté »<sup>109</sup>. D'autres historiens avant lui s'étaient confrontés à l'« anomalie » structurelle du groupe : Giovanni De Luna, le premier, a mis en avant dans ses recherches l'originalité constitutive du giellisme, à la fois dans son identité, ses mœurs, sa culture et sa sociologie<sup>110</sup>. Il décèle chez ce groupe un type de sociabilité qu'il ne retrouve pas au sein d'autres expériences politiques telles que le donne à voir les réalités socialistes et communistes auxquelles le mouvement est souvent comparé. Dans l'analyse des historiens, le parti communiste incarne ainsi une sorte d'idéal-type du parti de masse moderne, conjuguant un fort degré d'institutionnalisation et son insertion dans une organisation plus vaste, la Troisième Internationale. À rebours de cet exemple, « *Giustizia e Libertà* » se distingue par une modalité d'appartenance et d'engagement politique tout à fait originale et propre, suivant ces analyses, au milieu social et culturel dont est issue la majorité de ses éléments : « les mêmes canaux de prosélytisme se sont développés au sein de petits univers, toujours connus et fréquentés (les universités, les maisons d'édition, les revues, parfois mêmes les institutions culturelles fascistes et, surtout, par le biais des relations familiales et amicales), l'adhésion s'y faisait sans violence, mais dans le respect des codes de conduite en vigueur dans chacun d'eux »<sup>111</sup>. S'y noue de la sorte une relation structurelle entre les valeurs et les formes de sociabilité partagée au sein du groupe : « ces « "conspirateurs" » partageaient une même vision du monde liée à leur destin commun au quotidien, et renforcée par des liens affectifs ainsi que par l'homogénéité de leur position sociale ; mais cette vision du monde ne dépendait d'aucune

<sup>109</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 54.

<sup>110</sup> Réflexions que l'on retrouve dans l'ouvrage : De Luna (Giovanni), *Donne in oggetto : l'antifascismo nella società italiana*, op. cit.

<sup>111</sup> De Luna (Giovanni), Camilla (Piero), Cappelli (Danilo), Vitali (Stefano), *Le formazioni GL nella Resistenza : documenti settembre 1943-aprile 1945*, Milan, FrancoAngeli, 1985, p. 18.



forme idéologique déterminée »<sup>112</sup>. De même, s'appuyant sur ces réflexions pionnières de De Luna, Diego Giacchetti refuse de qualifier le groupe de simple « parti politique » ; au contraire, le mouvement gielliste aurait réuni les conditions de constitution d'un espace de débat public, démocratique, qui relève certes de l'ordre du politique, sans épouser toutefois les formes classiques du politique : « Au principe de leur appartenance existait un lien "plus solide" que celui ouvertement politique ; un lien directement lié aux mœurs, et à la trajectoire biographique de chaque personnalité. Ils n'avaient donc aucunement besoin d'une ligne politique fixe pour se reconnaître », leur groupe assumant ainsi les caractéristiques d'un « "mouvement", non d'un parti ; absolument différent du modèle d'organisation politique au XXème siècle qu'ils considéraient avec méfiance, rejetant "la dimension obsessionnelle et totalisante de la politique" qui, dans ses formes idéologiques, écrasait et fermait par des contraires politiques immédiates les espaces affectifs et intimes, les relations interpersonnelles construites au fil du temps, de même que les espaces de la confrontation et de la libre discussion.<sup>113</sup> »

En cherchant à décrypter et qualifier la propagande gielliste, nous avons dû aussi explorer cette autre dimension structurelle à travers laquelle les historiens avant nous se sont tant efforcés de saisir la singularité du mouvement. En effet, la propagande se définissant, de façon générique, comme une activité collective et organisée, les types de propagande et les formes d'engagement et d'appartenance politique sont étroitement imbriqués. Il s'agit donc ici de comprendre le rôle et les conséquences de cette singularité organisationnelle, si souvent relevée et étudiée, dans l'accomplissement du travail d'encadrement et de persuasion accomplie par le mouvement pour approcher les masses, singulièrement à l'étranger. Notre travail s'inscrit donc également dans le cadre plus large d'un développement des recherches consacrées aux multiples formes d'expériences de politisation et de participation à la vie publique des migrants italiens, entre fascisme et antifascisme<sup>114</sup>.

Or, comme l'a montré Elisa Signori dans le cas de l'antifascisme en exil, l'utilisation des catégories classiques de la politologie recommande une certaine rigueur méthodologique, au risque de devoir s'en tenir à une simple « historiographie qui se sert des archives sans savoir

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>113</sup> Giacchetti (Diego), *Per la giustizia e la libertà. La stampa Gielle nel secondo dopoguerra*, Milan, FrancoAngeli, 2011, p. 25-26.

<sup>114</sup> Cresciani (Gianfranco), *Fascismo, antifascismo e gli italiani in Australia (1922-1945)*, Rome, Bonacci, 1979. ; Morelli (Anne), *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio (1922-1940)*, Rome, Bonacci, 1987 ; Pinna (Pietro), *Migranti italiani tra fascismo e antifascismo. La scoperta della politica in due regioni francesi*, Bologne, Clueb, 2012.

utiliser les concepts », pour reprendre une expression d'Angelo Panebianco<sup>115</sup>. Comment donc employer ces notions et où limiter nos investigations, alors que le « parti [...] n'était pas le domaine exclusif ni décisif de la présence politico-sociale »<sup>116</sup> de « *Giustizia e Libertà* » ? Dans l'approche qui est ici proposée du phénomène, nous avons souhaité rendre compte de la dialectique constante et des hésitations dans lesquelles le mouvement semble se débattre, en particulier à partir de la deuxième moitié des années trente. Pris entre sa volonté de combattre sur le terrain de l'action, d'inspirer un effort de recherche et de réflexion sur la politique et les manières de la réinventer, ou encore son inclination à s'inscrire dans la voie ouverte par les organisations de masse, « *Giustizia e Libertà* » est sans cesse à la recherche d'une nouvelle dynamique pour susciter une alliance solide et les bases d'un rassemblement politique et militaire de l'antifascisme italien.

On étudiera donc la propagande selon les logiques d'action que le mouvement a pu incarner tout au long de ces années d'après ses traits les plus typiques de son organisation et de structuration. L'analyse comparée diachronique de ces modalités d'appartenance et d'engagement nous permettra de faire apparaître les conditions sociales et culturelles de ces différentes logiques, et aussi de mesurer les moyens par lesquels l'organisation et la propagande, en tant qu'instruments de mobilisation, sont également des ressources par lesquelles s'exerce le contrôle du groupe sur l'individu. Cependant, des contradictions existent et opposent entre elles différentes logiques qu'il est impossible de faire coexister : nos questionnements rejoignent ici ceux formulés par le philosophe Leo Strauss, dans un recueil de textes écrits entre 1941 et 1948<sup>117</sup>. Les situations évoquées par Strauss sont, certes, différentes

<sup>115</sup> Panebianco (Angelo), « Per una storia del partito politico. Il contributo della politologia », dans Quagliariello (Gaetano, dir.), *Il partito politico nella Belle Epoque. Il dibattito sulla forma-partito in Italia tra '800 e '900*, Milan, Giuffrè, 1990, p. 777.

<sup>116</sup> Signori (Elisa), « Républicains et giellistes en France entre guerre d'Espagne et résistance », dans Milza (Pierre, dir.), Peschanski (Denis, dir.), *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, op. cit., p. 550.

<sup>117</sup> Strauss (Leo), *La Persécution et l'art d'écrire*, Paris, Gallimard, 2003. Dans cet ouvrage, le philosophe interroge le processus de la réflexion, en relation avec « l'ensemble des conditions, notamment politiques, dans lesquelles se développe la pensée ». Il soulève par conséquent le problème d'une « pensée véritablement indépendante », son existence et son expression, dans le contexte d'une absence de pluralisme et sous la menace de persécutions en développant le postulat suivant lequel ces dernières ne peuvent « empêcher la pensée indépendante » : « Elle ne peut même pas en empêcher l'expression. En effet, il est aussi vrai aujourd'hui qu'il y a plus de deux mille ans que l'on peut en toute sécurité dire la vérité que l'on connaît à des relations bienveillantes et dignes de foi, ou plus précisément, à des amis raisonnables. La persécution ne peut même pas empêcher l'expression publique de la vérité hétérodoxe, car un homme dont la pensée est indépendante peut exprimer publiquement ses opinions sans dommage, pourvu qu'il agisse avec prudence. » Toutefois, et c'est ce que montre aussi Leo Strauss, il n'existe pas une harmonie évidente entre la philosophie, ou la connaissance, d'une part, et la

de celles que nous voulons étudier dans le contexte de l'affrontement entre le fascisme et son opposition, elles mettent en scène la tension qui nous intéresse ici : en interrogeant les conditions d'existence et d'expression d'une pensée libre malgré l'absence de pluralisme, le philosophe décrivait finalement en creux l'originalité que pose le XX<sup>ème</sup> siècle avec la diffusion du modèle de « l'intellectuel ». Plusieurs personnalités membres de « *Giustizia e Libertà* » étaient étrangères à la politique mais insérés au sein de différents cercles intellectuels ou académiques. Pour ces hommes, le fascisme s'est d'abord imposé à leur conscience avant de se traduire concrètement dans le statut stigmatisant de minoritaires et donc, de persécutés. Engagés dans une lutte de nature politique mais au nom de principes éthiques, ils s'improviseront, tout le long de leur engagement antifasciste, « révolutionnaires ». Notre intention, en questionnant cette mobilisation multiforme qui est propre au groupe gielliste est donc d'observer la tension et les écarts possibles entre les fins et les moyens de l'antifascisme « socialiste-libéral ».

### ***Phénomène générationnel et représentations collectives***

C'est du côté des imaginaires sociaux que nous avons cherché, enfin, à explorer cette question des choix d'engagement, de leur logique, et des conditions de possibilité d'une action à la fois éthique et politique. D'Aldo Garosci, ancien membre du mouvement gielliste et compagnon d'armes de Carlo Rosselli dans la Péninsule ibérique, à Angelo Tasca, autre historien et acteur du temps présent, beaucoup a déjà été écrit sur les dispositions éthiques à l'origine de l'antifascisme, conçu alors plus comme une « attitude d'esprit »<sup>118</sup> qu'une idéologie politique. Avec la même empathie mêlée de franche distanciation que celles avec lesquelles les œuvres de Garosci et de Tasca furent écrites vers le milieu des années quarante, nous voudrions tenter de recomposer ici la personnalité de ces hommes, leur « sens profond de la vie conçue comme un engagement » ainsi que leur « fidélité profonde » à un idéal qui les menèrent, pour

politique d'autre part, ou pour le dire autrement entre la science et la société, entre le « peuple » et les « lumières ». Or, et c'est là qu'émerge de façon saillante nos propres questionnements, si « les anciens ne croyaient pas à cette harmonie » et qu'en conséquence ils cachaient leurs opinions les plus sérieuses au vulgaire pour ne les dispenser qu'à une élite, « l'intellectuel » moderne, lui, croit en l'évidente « bonté de la diffusion de la connaissance », comme le dénote d'ailleurs l'usage de ce néologisme forgé au XX<sup>ème</sup> siècle et souvent associé avec le concept d'« engagement ». Sur ces questions de l'engagement en politique des catégories intellectuelles, nous renvoyons le lecteur aux travaux suivants, du reste bien connus : notamment, pour la France, Charle (Christophe), *Naissance des intellectuels (1880-1900)*, Paris, Minuit, 1990, et pour l'Italie, une recherche approfondie sur les usages et les sens associés à ce vocable depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux années d'après-guerre est proposée dans Attal (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens aux XX<sup>ème</sup> siècle*, op. cit.

<sup>118</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, Florence, Vallecchi, 1973 [1945], 2 vol.

certain, de « [leur] appartement [parisien], plein de soleil et de rires d'enfants, aux tranchées d'Espagne »<sup>119</sup>. Toutefois, même en essayant de suivre « les moindres détails » et les « méandres d'une complexité qui est celle de la vie »<sup>120</sup>, les hommes et leurs actions ont laissé derrière eux une part d'inexplicable, de flottant, d'incertain qui a échappé à l'attention pourtant patiente de leurs premiers historiens.

Si l'un comme l'autre ont affirmé leur ambition de se situer entre les faits et le droit pour rendre compte d'une période dans toute sa complexité, un moment de l'histoire singulièrement bouleversant et renversant du point de vue des catégories traditionnelles du jugement, ils n'ont pu prendre suffisamment de recul pour mettre au jour les consonances entre des imaginaires, une pensée, les formes qui cherchèrent à la représenter et l'exprimer, et l'époque enfin qui « environnait cette pensée et ces formes »<sup>121</sup>. En interrogeant la proximité des pratiques politiques propres à un moment de l'histoire, par-delà les antagonismes profonds qui les opposent, nous supposons donc également que le rapport d'intelligibilité entre ces deux phénomènes, le fascisme et l'antifascisme, se situerait dans les relations entre les hommes et leur époque. Les seuls critères chronologiques sont bien sûr insuffisants pour appréhender celle-ci<sup>122</sup> ; il faut également y ajouter les attentes ancrées dans les imaginaires sociaux qui lui sont propres : « Et, en même temps qu'elles [les époques] déterminent l'individu, il semble aussi qu'elles soient totalement dépendantes de son jugement »<sup>123</sup>. C'est effectivement dans l'interaction entre les individus et la série des événements que s'élaborent les « phénomènes nouveaux », ceux qui déterminent le rythme du mouvement historique et expriment l'idée qu'une époque se fait d'elle-même dans sa différence, sa nouveauté par rapport au passé<sup>124</sup>. Or,

<sup>119</sup> Tasca (Angelo), *Naissance du fascisme : l'Italie de l'armistice à la marche sur Rome*, Paris, Gallimard, 2004 [1938].

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> Duby (Georges), *Saint Bernard. L'art cistercien*, Paris, Flammarion, 1989.

<sup>122</sup> Furet (François), *L'Atelier de l'histoire*, Paris, Flammarion, 2007.

<sup>123</sup> Nolte (Ernst), « Le fascisme dans son époque », dans Id., *Fascisme et totalitarisme*, Paris, Laffont, 2008. Pour comprendre ce qui a permis d'élaborer le « concept d'un phénomène politique d'espèce nouvelle », il est non seulement attentif au contexte mais aussi à une dimension beaucoup plus « qualitative » du temps », qu'il résume comme suit : le « problème du moment où, après la césure cataclysmique du début de la Première Guerre mondiale, les nouvelles constellations sont parvenues à leur maturité et où l'on a pris conscience pour la première fois de leur réalité. ».

<sup>124</sup> « La modernité, écrit Hans Robert Jauss, exprime l'idée que notre temps se fait de lui-même dans sa différence, sa « nouveauté » par rapport au passé », dans Jauss (Hans Robert), *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, 1990, p. 158. On peut également exprimer cette idée avec Paul Ricœur, et sa définition de l'événement comme le point de rupture ou les « écarts de temporalités » qui « surgissent au point d'articulation entre situations objectives, représentations mentales et conduites individuelles et collectives. » Ricœur (Paul), *Temps et récit*, t. 1, *L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983, p. 305.

le rapprochement entre le fascisme et l'antifascisme, que nous tentons de tracer, peut justement s'élaborer à partir de cette hypothèse d'une modernité politique<sup>125</sup>.

Le rapport entre le fascisme et l'histoire se joue donc à un double niveau : en tant qu'événement, mouvement inachevé qui bouleverse les structures en place, il ne peut entièrement être déduit de son propre passé mais invite au contraire à saisir cette irrévocable nouveauté, qu'il accompagne en même temps qu'il la révèle<sup>126</sup>. De même, il est possible de lire, dans les écrits giellistes, une recherche et une attente fascinées du nouveau : « contre le fascisme, phénomène nouveau, il faut des forces tout aussi neuves, un renouvellement générationnel et politique » commente Frédéric Attal à propos d'un échange épistolaire entre Gaetano Salvemini et Filippo Turati, à l'orée des années trente<sup>127</sup>. Aussi le fascisme n'est-il pas uniquement considéré comme « l'autobiographie d'une nation » ; son éclosion, sa constitution et son ascension renvoient ses opposants à leurs propres impuissances et contradictions face à la modernité, au temps présent et au changement d'époque.

Du point de vue des opposants au fascisme, cette appréhension du moment de l'engagement dans son historicité relève d'une quête personnelle et politique, où s'entrelacent imaginaire collectif et destins individuels. Par exemple, pour la génération du premier conflit mondial, l'appréciation des événements n'a rien d'évident : la cohérence est parfois même difficile à rétablir lorsque le cours de l'histoire semble contrarier une volonté d'agir. Comment, en effet, dénoncer la guerre et ses prolongements, sans pour autant jamais renoncer aux raisons d'un engagement interventionniste premier ? L'engagement antifasciste, réinvesti dans une perspective diachronique, implique souvent un positionnement difficile, tant sur le plan moral que politique, puisqu'il contient l'existence du sujet dans une histoire collective qui peut difficilement s'abstraire de la montée du fascisme, et que l'on fait ici débiter au moment de l'engagement de l'Italie dans la Première Guerre mondiale.

<sup>125</sup> Braun (Emily), Gentile (Emilio), *Modernità totalitaria : il fascismo italiano*, op. cit.

<sup>126</sup> Revault d'Allonnes (Myriam), « Hannah Arendt penseur de la crise », *Etudes*, 2011/9 (Tome 415), p. 197-206.

<sup>127</sup> Attal (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens au XXe siècle*, op. cit., p. 226. La lettre de Salvemini à Turati date exactement du 29 août 1931. On la trouve dans ACS, MI, DGPS, DAGR, CPC, b. 4559, Gaetano Salvemini.

## PROLOGUE

L'interventionnisme en partage :  
la guerre comme expérience fondamentale (1915-1921)

## L'interventionnisme, une idéologie combattante plurielle

La période qui, dans l'histoire de la société italienne, commence avec l'embrassement du continent européen et s'étend jusqu'aux années de l'immédiat après-guerre a vu les paradoxes successifs et également troublants d'imprévisibles affrontements entre mouvements autoproclamés « révolutionnaires » succédant à l'ébranlement des idéologies et d'une anachronique morale de l'intervention unissant des valeurs antagonistes.

Ces bouleversements sociopolitiques et idéologiques ont affecté de façon essentielle les problèmes qui, entre la percée de nouveaux courants intellectuels au début du siècle et le triomphe des formations « radicales »<sup>1</sup> dans les années vingt, ont mobilisé les consciences et les esprits de plusieurs générations. Ainsi l'on voit se développer continûment, au cours de toute cette période, une entreprise d'« esthétisation »<sup>2</sup> du politique, avec l'expression de « mythes »<sup>3</sup> contraires, mais fortement mobilisateurs, dont le pouvoir est incapable d'enrayer la diffusion, à moins qu'il ne la favorise lui-même par son action, davantage encore au moment de la guerre, après la crise de Caporetto<sup>4</sup>. Les déceptions à l'égard du régime libéral italien ont ébranlé dans les cercles intellectuels la foi progressiste et positiviste de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; ces désillusions, constatées par les plus grands observateurs et commentateurs de cette

<sup>1</sup> Lupo (Salvatore), *Le Fascisme italien. La politique dans un régime totalitaire*, Paris, Flammarion, 2003.

<sup>2</sup> Nous reprenons ici l'expression de Walter Benjamin, qui a des auteurs comme Peter Reichel et George L. Mosse. Pour l'Italie, Emilio Gentile qui, à la suite notamment de Walter Adamson et surtout de Renzo de Felice, a questionné les rapports entre le fascisme et les mouvements de l'avant-garde moderne, part lui aussi de l'interprétation proposée par le philosophe allemand. En France, de même, des historiens tels que Pierre Milza et Marie-Anne Matard-Bonucci ont été attentifs aux particularités « des » régimes « fascistes » qui résident notamment, selon eux, dans « la tentative de lier, à travers une nouvelle conception de la politique, idées et mythes, pratiques sociales et esthétiques ». Benjamin (Walter), *L'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique* [1939], Paris, Gallimard, 2012 ; Reichel (Peter), *La Fascination du nazisme*, op. cit., p. 25 ; Mosse (George L.), *The Nazionalization of the Masses. Political Symbolism and Mass Movements in Germany from the Napoleonic Wars Through the Third Reich*, Cornell, Cornell University Press, 1975 ; De Felice (Renzo, éd.), *Futurismo, cultura e politica*, Turin, Fondazione Giovanni Agnelli, 1988 ; Adamson (Walter L.), *Avant-Garde Florence. From Modernism to Fascism*, Cambridge ; Londres, Harvard University Press, 1993 ; Gentile (Emilio), *Fascismo. Storia e interpretazione*, Bari ; Rome, Laterza, 2005 ; Milza (Pierre, éd.), Matard-Bonucci (Marie-Anne, éd.), *L'Homme nouveau dans l'Europe fasciste*, Paris, Fayard, 2004, p. 13.

<sup>3</sup> Bedeschi (Giuseppe), *La fabbrica delle ideologie. Il pensiero politico nell'Italia del Novecento*, Bari, Laterza, 2002.

<sup>4</sup> Vivarelli (Roberto), *Storia delle origini del fascismo : L'Italia dalla Grande guerra alla marcia su Roma*, Bologne, Il Mulino, 1991, vol. 1, p. 60.

période, et dont l'engagement politique des hommes de lettres et philosophes est le symptôme le plus éloquent<sup>5</sup>, s'accompagnait d'un mouvement de retour vers les idées et les façons de sentir révolutionnaires qui s'est accentué au tournant du siècle, avec la diffusion d'une philosophie idéaliste qui place l'homme et son action au centre de la réflexion et de l'agir politique. Le désaveu de l'Italie libérale mais non des principes qui l'avaient inspirée ont marqué la pensée dominante de l'époque et privé l'État de la doctrine indispensable à la légitimation de son existence et, surtout, de son autorité. Cet état d'esprit fournit cependant au camp de « l'interventionnisme », soit des partisans de l'entrée en guerre de l'Italie, les justifications morales et historiques nécessaires à leur engagement. L'idéologie interventionniste est en effet chose originale : c'est la métamorphose, à des fins de combat et contre la neutralité du Parlement et de la monarchie, de la mémoire du *Risorgimento*. Dès l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette période incontournable de l'histoire nationale, véritable « tradition vivante et jalousement défendue »<sup>6</sup>, revient au fondement de dispositifs idéologiques certes opposés, mais qui se diffusent conjointement contre les gouvernements du Royaume d'Italie, en inspirant le sentiment d'un *Risorgimento* inachevé, trahi et corrompu par la médiocrité de la classe dirigeante.

Deux cohortes générationnelles ont d'abord contribué puis pris indirectement part à cette œuvre. La plus ancienne était celle des hommes déjà mûrs en 1914, lorsque s'ouvre en Italie le débat opposant « interventionnistes » et « neutralistes ». À cette génération appartiennent Gaetano Salvemini ; Augusto Monti ; l'écrivain Giuseppe Antonio Borgese ; Francesco Fancello qui était le fils d'un conseiller à la Cour de cassation et le frère cadet d'un syndicaliste révolutionnaire, promoteur du mouvement de luttes paysannes dans les Pouilles ; Piero Jahier ; Tommaso Fiore ; Silvio Trentin, grand théoricien du droit public, éduqué sous l'influence des idées de la Révolution française et du *Risorgimento* ; enfin, également juriste, Piero Calamandrei : tous nés entre 1873 et 1889, et qui des paroles passèrent aux armes en 1915. Ces « subversifs patriotes »<sup>7</sup> avaient alors à l'esprit la geste héroïque des révolutionnaires du dernier siècle, dont la mission avait été brutalement mise en suspens et ne s'achèverait qu'en cas de victoire sur les Alliés ; une étape indispensable pour eux dans l'accomplissement du programme

<sup>5</sup> Asor Rosa (Alberto), « La cultura », dans Romano (Ruggiero), Vivanti (Corrado), *Storia d'Italia*, t. 4, vol. 2, *Dall'Unità a oggi*, Einaudi, Turin, 1975, p. 1314 ; Mangoni (Luisa), *Civiltà della crisi. Cultura e politica in Italia tra Otto e Novecento*, Rome, Viella, 2013.

<sup>6</sup> Ginzburg (Leone), « La tradizione del Risorgimento », dans Id., *Scritti*, Turin, Einaudi, 1964, p. 115.

<sup>7</sup> Prezioso (Stéphanie), « Italie 1914 : guerre et utopie », *Education et sociétés*, 2016/1, n° 37, p. 81-95.



irrédentiste<sup>8</sup> et la démocratisation du continent comme de la Péninsule. Après eux vient la génération de ceux qui, ayant juste atteint l'âge d'homme au moment de leur enrôlement dans l'armée italienne sous le statut de « volontaire », ont vécu la secousse de la Grande Guerre à leur entrée dans la vie ; quels qu'aient été leurs sentiments et leurs idées au début de la crise, leur formation s'est accomplie dans le cours même de ces trois années d'affrontements meurtriers. Nés autour de 1890, ils remplissent les bancs des classes militaires pour devenir officiers de réserve : tels sont, entre autres Ferruccio Parri, Emilio Lussu, Riccardo Bauer, Ernesto Rossi, Carlo Rosselli. Cette génération est celle d'Antonio Gramsci et de Curzio Malaparte ; Benito Mussolini la précède d'une dizaine d'années ; Piero Gobetti la suit de près, Giorgio Amendola de plus loin déjà. Comme leurs aînés, ces hommes ont traversé les épreuves de la guerre dans l'espoir d'une transformation radicale de la société italienne, du renouvellement de ses élites au changement complet du « caractère » des Italiens. Cependant leur imaginaire politique, imprégné de l'influente quoique lointaine ascendance *risorgimentale*, s'affirme en même temps qu'il se confronte à leur expérience intime des tranchées, expérience décisive pour eux, qui se traduit par l'affirmation de leur identité d'ancien combattant dans l'immédiat après-guerre.

En ces années cruciales dans l'histoire italienne a pris corps le fond de pensée sur lequel le fascisme et une part de l'antifascisme ont vécu ensuite pendant l'entre-deux-guerres. 1915 et les années de guerre ont formé pour une fraction essentielle des personnalités politiques et intellectuelles de ces deux périodes une époque mémorable. Tous ont senti l'importance de ce moment, non seulement inoubliable, mais plus encore ferment de contradictions et de questionnements qui renvoient concrètement aux critères et aux valeurs à l'origine de leur action et de leur engagement.

## **Un parti des intellectuels : l'interventionnisme de la culture**

### ***L'intervention décisive des artistes et des hommes de lettres en faveur de la guerre : le précédent de mai 1915***

L'interventionnisme se manifesta pour la première fois en tant que mouvement avec l'oraison de Gabriele D'Annunzio, prononcée à Quarto le 5 mai 1915, en mémoire de

<sup>8</sup> Pitassio (Armando), « Irrédentisme et nationalisme en Italie. Un même projet ? », *Les cahiers Irice*, 2015/1, n° 13, p. 37-48.

l'expédition des Mille de Garibaldi. À cette date seuls le roi et le gouvernement s'étaient engagés pour la guerre : le président du Conseil Salandra et son ministre des Affaires étrangères, Sidney Sonnino, avaient conclu, quelques semaines plus tôt, les négociations du pacte signé à Londres le 26 avril, liant le sort de l'Italie à celui des puissances de l'Entente. Dans les jours qui suivirent son apparition à Gênes, le poète retourna à Rome, où il haranguait tous les soirs la foule dans les lieux symboliques de la capitale pour entraîner dans la guerre un pays encore hésitant sinon résolument hostile au conflit. On apprend, en lisant les mémoires de Salandra, que la principale préoccupation du gouvernement à ce moment était le maintien de l'ordre et le retour à la normale pour assurer la réouverture du Parlement<sup>9</sup>. En fait, le président du Conseil manœuvrait habilement pour faire basculer l'opinion en faveur de l'intervention, sans engager la responsabilité de son cabinet contre la majorité neutraliste des deux Chambres.

Le choix de commémorer Giuseppe Garibaldi rappelle à cet égard la prégnance de certains mythes et le retour en force, dans ces années, de l'esprit du *Risorgimento* ; cependant, pour se remémorer véritablement, il faut se reconnaître et c'est à quoi tente de parvenir Gabriele D'Annunzio, s'exclamant : « Si jamais les pierres crièrent dans les songes des prophètes, voici, en vérité, que dans notre veillée ce bronze commande ». La cause de l'interventionnisme reprend à son compte le souvenir des héros de l'Unité et veut en faire hériter toute la nation.

La commémoration du geste déterminant accompagne naturellement la glorification de l'homme de lettres, dans son rôle de médiateur au contact de la foule. L'un et l'autre axiome ont marqué les générations de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début du XX<sup>ème</sup> siècle. On peut dire, avec Sergio Romano, que la mémoire nationale se compose d'une geste révolutionnaire extrêmement influente dans les représentations, laissant croire que l'histoire peut se changer « par un seul geste créateur » et « par une seule manifestation de volonté »<sup>10</sup>. Au-delà du rôle majeur reconnu aux élites et aux minorités agissantes, on insistait surtout sur la mission des intellectuels, de « l'intellectuel prophétique », en sa qualité précisément de puissance créatrice, qui a ainsi souvent été requise par les nécessités de l'affirmation nationale.

La mémoire publique se souvient d'ailleurs plus généreusement des discours et de l'engagement du poète-*vate*, entretenant ainsi le culte du génie créateur qui montre la voie à

<sup>9</sup> Serra (Maurizio), « Gabriele d'Annunzio entre en guerre (1914-1915) », *Commentaire*, 2018/2, n° 162, p. 395-404.

<sup>10</sup> Romano (Sergio), *Histoire de l'Italie. Du Risorgimento à nos jours*, Paris, Seuil, 1977, p. 21-22. Ce que Manlio Graziano formule autrement en expliquant qu'à l'inverse des pays où la conscience nationale était « une conséquence de la force réelle », en Italie, le « facteur volontariste » a toujours dominé la conception de la nation. Graziano (Manlio), *L'Italie. Un État sans nation ? Géopolitique d'une identité nationale incertaine*, Paris, Eres, 2007, p. 226.

tout un peuple, y compris à ses représentants politiques, trop indécis et divisés pour agir et permettre à la nation d'accomplir son destin en s'élevant à la hauteur de sa vocation missionnaire. Sans encourir le risque d'ignorer complètement les raisons politiques, diplomatiques et économiques de l'intervention italienne, il faut cependant remarquer ici l'action décisive qu'ont exercée les intellectuels dans l'espace public, au cours des mois précédant le « mai radieux ». L'entrée en guerre constitue pour le « parti des intellectuels » une première victoire ; ils démontrent ce faisant qu'eux aussi, dignes héritiers de la génération du *Risorgimento*, ont été capables de faire l'histoire. Une observation attentive de l'épisode insistera cependant sur la fragilité des structures politiques et institutionnelles du tout jeune État, révélant notamment l'absence d'un espace public unitaire<sup>11</sup> et en conséquence les difficultés nées du gouvernement des orientations et des choix en vue de la prise de décision. L'influence démesurée acquise par des cénacles de penseurs, philosophes, historiens, hommes de lettres, publicistes, réunis autour d'un nombre restreint de revues témoigne autant de ces failles de la gouvernance et des mécanismes décisionnels, que du problème des relations de l'institution parlementaire et de la nation qu'on identifie l'une à l'autre à condition seulement de pouvoir les authentifier l'une par l'autre. Au temps de D'Annunzio et dans les années qui suivent, les deux termes et les deux notions ne coïncidaient pas encore. En outre, les intellectuels, majoritairement interventionnistes, n'admettaient pas la position neutraliste du Parlement : d'où le choix d'une forme d'action située hors de l'unique enceinte démocratique et nationale, soutenu par la référence à un idéal civique et patriotique qui prend ses sources dans le souvenir mythique du *Risorgimento*, dont le caractère religieux<sup>12</sup> était au moins aussi important sinon plus que la dimension politique. Le travail des historiens a fourni un éclairage précieux sur le rôle de ces élites<sup>13</sup>, pour comprendre la façon dont elles avaient été imprégnées par des passions collectives et des idéologies mobilisatrices, remplaçant ainsi l'histoire de la guerre et de l'intervention italienne dans le temps long des mentalités et des courants politiques et culturels. Ce parti pris historiographique permet de saisir et de restituer la manière dont les Italiens sont entrés en guerre, mais également comment ils en sont sortis, en s'interrogeant sur le phénomène de la déprise, ou au contraire de la persistance, de la violence et des « cultures de guerre » au lendemain de l'armistice. Dès 1938, Angelo Tasca écrivait à ce sujet :

<sup>11</sup> Isnenghi (Mario), Rochat (Giorgio), *La Grande guerra. 1914-1918*, Florence, La Nuova Italia, 2000, p. 123.

<sup>12</sup> Gentile (Emilio), *La Religion fasciste : la sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, Paris, Perrin, 2002, p. 19-35.

<sup>13</sup> Cali (Vincenzo), *et al.*, *Gli intellettuali e la Grande guerra*, Bologne, Il Mulino, 2000.

Imposée et conduite comme une guerre civile, la guerre laisse un héritage de passions véhémentes et de haines inexpiables. On a serré les dents le jour de la mobilisation et celui de la victoire ne les a pas desserrées<sup>14</sup>.

Comme dans aucun autre des pays sortis vainqueurs de la guerre, la démobilisation fut singulièrement complexe en Italie, en raison d'abord du traumatisme subi par la population et secondement parce que dans la Péninsule, aucun « grand idéal national » n'avait pu soutenir ni « transfigurer ces sacrifices »<sup>15</sup>. Ce « grand idéal », en effet, n'existait pas ; seuls la guerre et les efforts consentis dans le combat révéleraient à elle-même, pensait-on, une nation héroïque, ayant ainsi démontré et confirmé sa grandeur. La violence serait donc créatrice, purificatrice et régénératrice<sup>16</sup>. On trouve une première expression de cette idée chez les penseurs du nationalisme italien, par exemple chez Enrico Corradini et dans les journaux du mouvement tel *Il Tricolore*. Enjeu récurrent depuis l'unification du pays, accomplie dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, la question de l'édification d'un peuple et d'une civilisation au moyen notamment d'une religion laïque et politique lie l'épreuve de la guerre aux origines encore récentes de l'État unifié. Du *Risorgimento* comme mythe à la guerre comme sacrifice, une ligne continue rattache les deux événements. Ce lien existe également chez l'autre courant qui compose en 1914, avec les nationalistes et la gauche révolutionnaire, le camp dit de « l'interventionnisme ». Républicains et démocrates, bien que fidèles quant à eux à la dimension humanitaire et libérale de la tradition *risorgimentale*, partagent ce sentiment de continuité historique reliant directement 1861 et 1915. En revanche, leur engagement s'oppose diamétralement à celui des nationalistes : il faut, disent-ils en substance, donner à l'interventionnisme un caractère profondément démocratique et rénovateur. Aussi la guerre et la violence ne sont plus perçues comme une « hygiène des peuples » mais comme une action volontaire qui fait correspondre un choix de vie et un choix de société, un « monde moral »<sup>17</sup> projetant la vision d'une société plus juste et plus libre.

### ***L'invention de « l'intellectuel » en Italie***

Il ne faut évidemment pas négliger l'arrière-plan social et culturel du problème : l'unité nationale et la nécessité de « faire les Italiens » étaient déjà et toujours en cause dans cette

<sup>14</sup> Tasca (Angelo), *Naissance du fascisme : l'Italie de l'armistice à la marche sur Rome*, op. cit., p. 37.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> Ce mythe de la violence régénératrice et particulièrement bien étudié par Emilio Gentile : Gentile (Emilio), *La Religion fasciste : la sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, op. cit., p. 38-40.

<sup>17</sup> Vivarelli (Roberto), *Storia delle origini del fascismo*, op. cit., p. 73-74.

discussion, même s'il semble avoir passé beaucoup de temps depuis l'époque où cette question se posait pour la première fois à la classe dirigeante italienne. Cette dernière connaît d'importantes mutations puisque c'est en effet dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle que les pionniers du *Risorgimento* s'effacent de l'avant-scène politique pour céder la place, comme il est alors commun de se l'imaginer, à une cohorte de « bureaucrates »<sup>18</sup>. Parallèlement, se compose la figure de « l'intellectuel », un homme disposant d'une qualification sociale et professionnelle en relation avec la culture et dont la vocation politique s'exerce désormais aux marges des institutions. Les nouvelles générations de producteurs culturels et de médiateurs qu'est censé représenter ce vocable équivoque prennent ainsi fortement conscience d'elles-mêmes<sup>19</sup>. Un texte célèbre, datant de 1897, nous décrit cet « esprit nouveau », celui de jeunes gens tous nés autour de 1870<sup>20</sup>, lucides à propos des maux qui affligent leur pays et qui ont la volonté d'agir pour réparer les erreurs du passé. En ce sens, on peut dire que Gaetano Salvemini (fig. 2), dans les vingt premières années de sa vie, était solidaire par certains côtés de cette sorte d'emportement intellectuel qui secouait les hommes âgés d'une vingtaine d'années en 1890<sup>21</sup>, bien que ne pouvant se reconnaître dans l'identité du *letterato* telle que la forge Morasso<sup>22</sup>. Il est remarquable en effet que l'idée de « l'intellectuel », dans la forme qu'elle commence à prendre à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ait été tributaire à la fois de courants de

<sup>18</sup> L'insatisfaction d'une partie des élites culturelles contre la classe dirigeante italienne rejoint à cette époque leur insatisfaction et leur prise de position contre et hors du système de formation de cette élite, c'est-à-dire l'Université italienne. Attal (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens au XX<sup>e</sup> siècle : prophètes, philosophes et experts*, op. cit., p. 17 sqq.

<sup>19</sup> Nous renvoyons le lecteur aux analyses de Gabriele Turi qui revient dans son livre sur l'évolution du concept entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et l'après-guerre. Turi (Gabriele), *Lo Stato educatore*, Rome, Laterza, 2002, p. 8 sqq.

<sup>20</sup> Morasso (Mario), « Ai nati dopo il 70. La terza reazione letteraria », *Il Marzocco*, 7 février 1897.

<sup>21</sup> « J'ai reçu votre livre de la part de [Giovanni] Vailati ; et je l'ai lu à la façon dont je lis tout ce que vous écrivez et publiez, c'est-à-dire avec un sentiment mêlé de plaisir, d'envie et de regret, comme il m'arrive d'éprouver lorsque je repense à celui que j'étais dix ans auparavant, lorsque j'étais jeune et que je brisais sans pitié nos maîtres et nos idoles, et avant que je ne renonce à cette audace qui m'animait » écrit Gaetano Salvemini le 27 décembre 1905 à Giovanni Papini, auteur sous le pseudonyme de Gian Falco du livre *Il crepuscolo dei filosofi*. Voir : Papini (Giovanni), *Il crepuscolo dei filosofi*, Milano, Libreria Editrice Lombarda, 1906.

<sup>22</sup> L'enquête conduite par la revue *Il Marzocco* entre les mois de mai et de juillet 1897, publiée à la suite de l'article de Mario Morasso, montrait entre autres que la classe intellectuelle ne coïncidait plus que très imparfaitement avec la classe dirigeante, phénomène assez inédit au regard des deux premières décennies postérieures à l'unification de la Péninsule. En revanche, le parcours de Salvemini ressemblait à beaucoup d'égards à celui des enseignants qui l'avaient formé au sein de l'Université italienne, Pasquale Villari et Francesco De Sanctis. Issu d'une famille modeste, propriétaire de quelques terres dans les Pouilles, Salvemini connut en effet un ascension sociale rare puisqu'il intégra le milieu très restreint des élites intellectuelles et politiques de l'Italie libérale, comme professeur des universités d'abord, publiciste puis député. Nommé titulaire d'une chaire sur l'histoire moderne à Messine, en 1901, c'est à Florence qu'il devint un maître à la renommée croissante. Florence, ville de la Péninsule dont le dynamisme culturel et intellectuel en font le centre moteur du renouvellement des idées, et où Salvemini reçut l'enseignement de l'historien Villari, représentant illustre de l'école positiviste italienne.

pensée et d'idéologies politiques en fait contraires. Le nationalisme, le socialisme, par exemple, y sont venus, chacun à sa façon et pour ses raisons propres<sup>23</sup>, mais les logiques particulières et diverses ont contribué ici à la logique générale d'une époque. Les débats et les affrontements proprement intellectuels et culturels qui ont marqué ces années s'éclairent à cette lumière plus large : la conscience qu'il existe une action politique des intellectuels, empruntant des moyens proches de ceux employés dans le cadre des affrontements électoraux, mais nourrie d'ambitions nouvelles, plus profondément morales, devient l'objet d'un consensus de la société post-unitaire. Il faut, pour en juger, rappeler le rôle de plusieurs revues, pôle de formation et d'éducation politique pour les générations nées entre les années 1880 et 1890. Sans prétendre ajouter quoi que ce soit de nouveau à la vaste littérature historiographique sur le sujet<sup>24</sup>, indiquons cependant que s'y trouve l'expression d'un activisme et d'un idéal interventionniste qui faisait conjindre au temps de la pensée celui de l'action et dont le pouvoir sur les esprits tendait au renversement des rapports entre la raison spéculative et la raison pratique. Si elle oppose entre eux les intellectuels et ouvre un temps de ruptures, l'intervention italienne en Libye qui précède de quatre ans l'entrée du pays en guerre, cette fois, sur son propre territoire, est déjà vécue comme une épreuve morale<sup>25</sup>. Toutes les guerres ne se valent pas cependant. Or justifier sur le plan éthique le consentement individuel et collectif à l'affrontement armé contre ses voisins européens impliquait pour les intellectuels la lourde tâche de conférer une « signification » au conflit qui soit conforme à leurs valeurs et suffisamment forte pour éviter de sombrer dans une sorte de nihilisme moral. Même à plusieurs années de distance, cette foi est ce qui distingue, dans l'esprit de quelques figures de l'interventionnisme démocratique, l'engagement dans le premier conflit mondial de leur enrôlement dans le second, vingt ans plus tard. Dans le journal de Piero Calamandrei, à la date du 24 mai 1940, on trouve par exemple ceci :

Il y a vingt-cinq ans, l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche : nous restions jusqu'à très tard dans la nuit à chanter des hymnes à la gloire de Trieste et Trente. Mazzini, Garibaldi, Carducci... et Battisti en chair et en os, étaient avec nous : et encore tout le

<sup>23</sup> Codignola (Ernesto), *Intellettuali italiani del XX° secolo*, Rome, Riuniti, 1996. Sur le socialisme, nous pouvons citer entre autres : Garin (Eugenio), *Tra due secoli : Socialismo e filosofia in Italia dopo l'Unità*, Bari, De Donato, 1983 ; Turi (Gabriele), « Intellettuali e propaganda nel movimento socialista », dans Soldani (Simonetta) *et al.*, *Fare gli italiani : scuola e cultura nell'Italia contemporanea*, Bologne, Il Mulino, 1995.

<sup>24</sup> Pellegrini (Ernesta), « "La Voce" e i vociani », dans Luti (Giorgio) *et al.*, *Il Novecento*, Padoue, Piccin Nuova Libreria, 1989 ; Romano (Sergio, éd.), *La cultura italiana del '900 attraverso le riviste*, t. 3, « La Voce » (1908-1914), Turin, Einaudi, 1960 ; Luperini (Romano), *Gli esordi del Novecento e l'esperienza della « Voce »*, Rome ; Bari, Laterza, 1976.

<sup>25</sup> Mangoni (Luisa), *L'interventismo della cultura. Intellettuali e riviste del fascismo*, Rome ; Bari, Laterza, 1974. Nous renvoyons en particulier au premier chapitre de cet ouvrage, « Dalla guerra di Libia al fascismo ».

*Risorgimento*, toute notre civilisation. Nous nous rangions du côté de la France contre les agresseurs de la Belgique. Mais maintenant ?<sup>26</sup>.



**Figure 2 – Gaetano Salvemini qui s'adresse aux soldats de la Brigade Murge, à Valdagno, le 9 juin 1918<sup>27</sup>.**

## **Guerre idéologique, guerre spirituelle : la Grande Guerre dans les consciences**

### ***L'idéologisation du conflit mondial : justifier la Grande Guerre***

Loin d'être isolée et limitée dans le temps, la guerre a été vécue comme une succession continue de changements, la brusque rupture d'un équilibre qui fait soudain basculer les existences dans une période décisive et périlleuse. Tous ceux qui ont vécu ou survécu au long des quatre années de conflit ont eu le sentiment de vivre une étape cruciale et singulièrement intense de leur vie. Mais l'expérience existentielle et individuelle ne résume pas l'événement dont la portée est également historique et collective. Si souvent comparée à la Révolution

<sup>26</sup> Calamandrei (Piero), *Diario 1939-1945*, t. 1, 1939-1941, Agosti (Giorgio, éd.), Florence, La Nuova Italia, 1982, p. 173 : « Venticinque anni fa l'Italia dichiarava la guerra all'Austria : la notte fummo fino a tarda ora a cantare Trento e Trieste per le vie del centro. C'erano con noi Mazzini, Garibaldi, Carducci... e Battisti vivo : e tutto il Risorgimento e tutta la nostra civiltà. Si andava colla Francia, contro gli assassini del Belgio. E ora ? »

<sup>27</sup> Photographie extraite de : Bracci Testasecca (Lucangelo), *Dai dragoni del Genova ai bersaglieri aristocratico*, Bracci Testasecca (Margherita, éd.), Ficini (Silvio, éd.), Udine, Gaspari, 2006.

française, par les contemporains eux-mêmes, la Grande Guerre a dessiné les contours de l'époque à venir, comme le synthétise ici Guglielmo Ferrero :

La guerre européenne est aussi un conflit armé entre États, et le plus sanglant des conflits ; mais elle est en outre quelque chose de plus grand, de plus profond et de plus complexe : une de ces grandes crises de l'histoire, qui de temps en temps bouleversent une partie du monde et modifient profondément la marche des civilisations<sup>28</sup>.

Les mots habituellement choisis pour décrire ce genre d'événement sont incapables d'évoquer ces quatre années étirées au plus haut degré : le caractère militaire de la guerre européenne est même anecdotique au regard des nombreuses étapes – armés, techniques et politique, mais pas uniquement – qui la composent et qui atteignent des dimensions mentales, idéologiques et spirituelles. La guerre, explique encore Ferrero, a modifié « l'état d'âme » de l'Europe :

Combien les temps avant la guerre nous semblent éloignés ! Il n'y a pas une personne, médiocrement habituée à la réflexion, qui n'ait aujourd'hui le sentiment d'avoir vécu la première partie de son existence dans l'illusion et dans l'erreur, et d'avoir été réveillée brusquement à la vérité par une violente secousse<sup>29</sup>.

Ce n'est pas seulement un point de rupture, insistons-y, mais plus profondément un processus, un déroulement ordonné, fatal : la Grande Guerre se déroule selon une temporalité révolutionnaire, c'est-à-dire qu'elle synthétise deux époques, un avant et un après, qui sont infinies l'une et l'autre.

La vérité de ces impressions, pour tous ceux qui ont traversé ces années au plus près de l'histoire, qui ont vécu, ou mieux, ont pu avoir le sentiment de prendre part aux événements, se confronte et interagit toutefois avec des contextes différents, selon les pays. Nous examinerons plus loin comment l'expérience du conflit mondial s'est traduite dans le champ politique de l'après-guerre, et ainsi dans quelle mesure la mobilisation politique des anciens combattants a contribué à renouveler les formes de l'engagement, consacrant de nouvelles modalités d'action. Mais, pour retrouver l'origine des aspirations au renouveau qui constituent, en 1919, une préoccupation commune chez ceux qui reviennent du front, cherchons d'abord à savoir comment, en Italie, la Première Guerre mondiale a-t-elle remodelé les horizons idéologiques des soldats.

<sup>28</sup> Ferrero (Guglielmo), *La Guerre européenne*, Paris, Payot, 1916, p. XII.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. VII.



Le caractère moral et idéologique de la guerre se lit, en premier lieu, à travers les justifications qui lui sont conférées. Dans le contexte de la mobilisation du corps national, la croyance, en tant qu'elle engage la vie morale des sujets, n'est plus une affaire proprement individuelle et intime, mais devient un élément essentiel, indispensable à l'organisation et au fonctionnement de l'ordre collectif. Les représentations et les discours sur la guerre servent à traduire dans les imaginaires les logiques d'une action collective<sup>30</sup>, face à laquelle chaque individu est appelé à se sentir responsable.

### ***Le Service P ou l'institutionnalisation de la propagande***

Aussi chercherons-nous maintenant à savoir quelle fut cette première transposition de l'engagement armé, sur le plan idéologique et moral ? Aussi paradoxal que cela puisse sembler pour un régime qui incarnera ensuite le principe contraire de tous les espoirs révolutionnaires, ce fut d'abord l'œuvre de propagande et d'assistance auprès des troupes. La création du service de propagande au début de l'année 1918, six mois après le désastre militaire subi sur le front de l'Isonzo, constitua le point culminant de l'engagement idéologique des institutions militaires italiennes dans la guerre. Cette initiative dérivait de la faillite du haut commandement en tant qu'ossature du corps militaire, et de l'érosion du consentement chez les combattants<sup>31</sup>. Plus qu'une bataille perdue, la « débâcle de Caporetto »<sup>32</sup> fut vécue à la fois comme une épreuve manquée et donc comme la révélation de l'indifférence générale des Italiens à l'égard de la patrie et de leur communauté nationale d'appartenance. Les hiérarques militaires avaient au fond compris que le sort du pays dépendait aussi de l'implication de ces quelques « Grillons Parlants » armés des « baïonnettes de l'intelligence » auxquels Cadorna avait imposé le silence ; ce qui du reste, pouvait aussi être considéré comme un retour aux origines de la mobilisation interventionniste. Après l'épisode du « mai radieux », les intellectuels allaient donc reprendre du service. La commission centrale interalliée de propagande fut en effet placée, en avril 1918, sous la direction de l'homme de lettres Ugo Ojetti et, pour cette mission, étaient en priorité recherchés des officiers dotés de capacités culturelles et humaines, davantage que techniques et militaires. Les instructions suivantes, émises au sein de la VIII<sup>ème</sup> armée, précisaient le sens de cette militarisation des lettrés, jugée indispensable pour atteindre « l'âme

<sup>30</sup> Busino (Giovanni), « La propagande », dans Id., *La sociologie sens dessus dessous*, Paris, Librairie Droz, p.199-218.

<sup>31</sup> 300 000 soldats furent capturés et environ 400 000 abandonnèrent le front.

<sup>32</sup> Sur le « mythe » Caporetto : Isnenghi (Mario), Rochat (Giorgio), *La Grande guerra, op. cit.*, p. 385-401 ; Isnenghi (Mario), *La tragedia necessaria. Da Caporetto all'Otto settembre*, Bologne, Il Mulino, 1999.

des soldats » : « La propagande exige la spécialisation d'hommes préparés à ce genre de tâche, bien que celle-ci soit essentielle à maîtriser de la part de tous les officiers (quoi de plus militaire que d'éduquer le soldat ?). La présence d'un propagandiste parmi les soldats ne diminue en rien le devoir des autres, il les assiste »<sup>33</sup>.

Le service de propagande ne se substitua pas à la dimension pédagogique de la préparation militaire, phase essentielle, et donc antérieure à l'institutionnalisation du service « P », dans la formation du rapport à la guerre, et aussi bien à l'armée qu'à la nation. Chaque aspirant officier était au préalable formé à son futur rôle dans le régiment. Ces garçons offraient leur service et leur vie très jeunes, encore liés pour certains à leur environnement familial. Il fallait les éduquer, les préparer à devenir ce chaînon capital entre le commandement et les quatre millions de citoyens appelés sous les armes, des paysans ou des ouvriers non qualifiés pour la très grande majorité des conscrits. Pour cette raison l'armée continua d'être une école. Une « école de la nation » expliquait, du haut de sa chaire de pédagogie militaire, à l'école de Caserta, Luigi Russo. Il revint à des intellectuels, hommes de culture ou enseignants dans la vie civile, de transmettre à ces jeunes les rudiments de la « morale militaire ». Ancien élève à la Normale de Pise, Russo avait lui-même combattu en première ligne avant d'être appelé, en 1916, à Caserta ; son enseignement combinait la pensée idéaliste de son maître Giovanni Gentile aux souvenirs de sa propre expérience du front.

Dans les faits cependant, comme l'indique la circulaire citée plus haut, la distinction entre les missions de propagande et celles liées à l'éducation morale du soldat n'était pas toujours établie. En 1917, Enrico Marino, l'éditeur des œuvres militaires de Caserta, publia en trois fascicules les enseignements de Russo, sous le titre *Vita e morale militare*. On recommanda alors la lecture de ces textes majeurs<sup>34</sup>, à tous les officiers recrutés pour le service de propagande. Avec les moyens mis en œuvre pour mettre sur pied cette nouvelle institution,

<sup>33</sup> Gatti (Gian Luigi), *Dopo Caporetto. Gli ufficiali P nella Grande guerra*, Gorizia, LEG, 2000, p. 111. La circulaire date du mois d'août 1918. Sur l'expérience de la propagande de guerre au sein de l'armée italienne, nous renvoyons notamment au témoignage de Luigi Capello, général et commandant de la II<sup>ème</sup> armée, qui a joué un rôle important dans le développement et le déploiement d'un service spécialement affecté à ces questions : Capello (Luigi), *Caporetto, perché ? La 2<sup>a</sup> armata e gli avvenimenti dell'ottobre 1917*, Turin, Einaudi, 1967, p. 257-258, 263. Nous devons cependant insister, en dehors de cette résolution du corps militaire à tenir compte de l'aspect « moral » du conflit, sur l'existence d'initiatives qui échappaient au contrôle de l'armée et dévoilent la complexité de l'expérience du front, au-delà de l'unité et du conformisme que l'expression de « propagande » suggère d'abord. L'exemple des journaux de tranchée, bien étudié par Mario Isnenghi, est à cet égard éloquent : Isnenghi (Mario), *Giornali di trincea*, Turin, Einaudi, 1977 ; Jahier (Piero), *1918. L'Astico giornale delle trincee. 1919. Il Nuovo Contadino*, Isnenghi (Mario, éd.), Padoue, Edizioni del Rinnoceronte, 1964.

<sup>34</sup> Ils furent réédités à de nombreuses reprises. Dès 1917, l'éditeur milanais Treves contribua à leur large diffusion. L'ouvrage parut ensuite sous un nouveau titre, *Vita e disciplina militare*, d'abord en 1934, chez Le Monnier, puis en 1946 aux presses de Laterza. La dernière édition date de 1992 (Il Saggiatore).

l'effort de pédagogie fut porté à des dimensions bien plus importantes qu'elles n'étaient jusqu'alors<sup>35</sup>. Dans les écoles militaires, dans les corps d'armée, place est plus largement faite que jamais à l'éducation des soldats, et donc au rappel de principes moraux élémentaires qui construisent chez l'individu une conscience nationale et des devoirs. Communauté plus que collection d'individus, le régiment et, par extension, le corps militaire tout entier sont perçus comme une société nationale en miniature. Chacune des personnes qui en fait partie doit se vouloir, par une sorte de piété civique, totalement soumise à la discipline collective. C'est ici que le corps militaire, dans son conservatisme, affirme sa modernité, qu'éclatent sur le plan de la direction des hommes, et de leur âme, les corrélations entre toutes les formes organisées et complexes, de l'armée à la nation, comme dans cette exhortation de Russo à convertir dans une totalité supra-individuelle toutes les parties agissantes et volontaires :

Si réellement il pouvait exister une masse capable de se donner une fin et d'agir dans ce but, sans aucune discipline, nous ne pourrions pas la qualifier de masse et nous ne pourrions même pas l'accuser de son manque d'ordre interne parce que les accusations devraient être portées contre chacun des individus qui, précisément parce qu'il se refuse à la discipline, continuent à exister comme des individus, des parties qui ne forment pas de totalité. Il est absurde de penser que sans discipline une collectivité puisse agir en tant que telle : l'absence de discipline dissout le collectif dans le singulier, le corps se résorbe et seules subsistent les molécules<sup>36</sup>.

Il est très peu probable que Luigi Russo ait assisté, en novembre 1914 à la conférence prononcée à Strasbourg par Georg Simmel. On pourra cependant rapprocher ce qu'il cherche ici à définir comme une organisation nouvelle de la vie collective et ce que décrit le sociologue allemand lorsque ce dernier évoque l'alliage inédit exigé par l'histoire, sur lequel se règlent de nouveaux rapports entre l'individu et la nation entière<sup>37</sup>.

<sup>35</sup> Giovanni Sabbatucci rappelle qu'avant l'épisode de Caporetto, la propagande parmi les troupes dépendait exclusivement d'initiatives personnelles, et par conséquent isolées les unes des autres. En 1918, le modèle mis en œuvre par Ugo Ojetti et Giuseppe Lombardo-Radice gagne à la fois en rigidité, en unité et en amplitude : le matériel est conçu par des officiers spécialisés puis envoyé au sein des différents régiments. Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra*, Rome ; Bari, Laterza, 1974, p. 9 *sqq.*

<sup>36</sup> « Se si dice che l'esercito è disciplina, non significa che non ci sia disciplina delle attività di altre masse che non siano gli eserciti e che la disciplina militare sia la disciplina per eccellenza. Il primo sospetto è ingiustificato perchè se davvero potesse esistere una massa operante per un fine, senza disciplina, noi la chiameremmo neanche massa e non la potremmo accusare del suo disordine perchè ogni accusa dovrebbe essere rivolta ai singoli individui che, appunto perchè non fusi nella disciplina, continuano a sopravvivere come individui, come parti e non sono una totalità. E' assurdo pensare senza disciplina una collettività che agisca come tale : l'assenza della disciplina risolve la collettività nei singoli, scioglie il corpo nelle sue molecole. », dans Russo (Luigi), *Vita e morale militare*, Milan, Treves, 1917.

<sup>37</sup> Simmel (Georg), *Face à la guerre. Ecrits 1914-1916*, Evrard (Jean-Luc, éd.), Paris, éditions Rue d'Ulm, 2015, p. 52.

## Le sacrifice de soi : la guerre d'Ernesto Rossi

### *Le rôle des officiers, courroie essentielle entre le haut-commandement et l'infanterie*

Concrètement, pourtant, les officiers inférieurs devaient trouver le moyen de lier les hommes placés sous leur commandement à l'État italien. Quel avenir laissait ainsi présager le sacrifice des masses ? L'institutionnalisation du service « P » et les investissements consentis dans le recrutement d'employés à la propagande influèrent sans nul doute sur les mentalités et les imaginaires des soldats, quels que fussent leur rang et leur statut. Peut-on cependant réduire la propagande de guerre à une œuvre de manipulation conduite à grande échelle ? On sait aujourd'hui beaucoup de choses sur les combattants italiens de la Première Guerre mondiale, mais ces connaissances générales masquent en réalité de profondes lacunes, notamment en ce qui concerne le « consentement » des soldats. Les différences socioculturelles qui séparaient les officiers du reste de l'infanterie<sup>38</sup>, le manque de documentation relatant l'expérience du front vécue et perçue par celle-ci<sup>39</sup>, le contexte particulier de l'entrée en guerre de l'Italie et l'impossibilité de traduire dans un langage concret et suffisamment crédible pour le plus grand nombre les principes de l'intervention<sup>40</sup>, tout cela contribue à expliquer cette carence. On peut en tout état de cause affirmer que la socialisation primaire des soldats et les valeurs disciplinaires de l'époque, l'attachement au territoire autant que l'identification avec l'institution militaire et les camarades du bataillon avaient pu conduire près de cinq millions d'hommes à la conviction que la guerre, et avec elle la perspective possible de la mort, faisaient désormais partie de leur horizon. Autour de ces réalités générales relatives au contexte de la mobilisation en Italie, se concentre toutefois le mystère de cette guerre, c'est-à-dire le sacrifice

<sup>38</sup> Un point sur lequel revient Giovanni Sabbatucci pour exposer les différences, culturelles et sociales, qui séparaient le corps des officiers de celui de l'infanterie. Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra*, op. cit., p. 4-7.

<sup>39</sup> Isnenghi (Mario), *I vinti di Caporetto nella letteratura di guerra*, Padoue, Marsilio, 1967.

<sup>40</sup> Isnenghi (Mario), *Giornali di trincea*, op. cit., p. 80. Certains journaux de tranchées témoignent expressément de ces difficultés, comme ce numéro de *Fatti e commenti* de mai 1918 : « On insiste souvent sur les buts civilisationnels et les questions de justice de la présente guerre. Mais il ne faudrait pas en oublier pour autant de matérialiser ces nobles principes par des idées concrètes. [...] », dans Isnenghi (Mario), Rochat (Giorgio), *La Grande guerra*, op. cit., p. 415. Voir aussi, à ce sujet, les développements de Giovanni Sabbatucci sur les journaux *La Volontà* et *L'Astico* : Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra*, op. cit., p. 14 sqq.

de millions de vies, vécu comme une « expérience de solidarité morale »<sup>41</sup>, le sentiment d'une incorporation au sein d'une communauté qui lie les destins individuels les uns aux autres.

Il convient d'abord de souligner à quel point les officiers étaient séparés, autant sur le plan social que sur le plan moral, des individus placés sous leurs ordres et combien cette distance a largement contribué, pour une partie d'entre eux, à l'affirmation de leur conscience politique et aux engagements qui allaient s'ensuivre dans l'après-guerre. Le courage modeste des soldats, la noblesse même de leur sentiment devant la souffrance<sup>42</sup> semblent s'être imprimés avec une intensité remarquable et un saisissement persistant dans le souvenir de certains volontaires, interventionnistes ou non.

### ***Ernesto Rossi, officier militaire : une position équivoque***

Dans les mois qui précédèrent sa décision d'intégrer, à l'âge de 18 ans, l'école militaire de Modène, Ernesto Rossi s'étonnait encore, le ton badin, du consentement des masses, impossible selon lui à comprendre sinon par l'instinct d'obéissance et l'ignorance d'un peuple prêt à « aller se faire massacrer ». L'expérience des combats va cependant l'amener à changer d'idées et d'opinions, sur la guerre et l'Italie. Sa période d'instruction achevée, Rossi est envoyé sur le front en juin 1916, en tant qu'officier de réserve, pour intégrer le 69<sup>ème</sup> régiment d'infanterie, décimé lors des cinq premières batailles sur la ligne du fleuve Isonzo<sup>43</sup>. C'est alors la bêtise, la médiocrité et le caractère mesquin des hommes de son rang qui suscitent dans ses lettres des commentaires méprisants et moqueurs plutôt que l'humilité et le dénuement dans lesquels vivent les soldats de son régiment :

À l'exception de deux ou trois, écrit-il à sa mère au début de 1917, avec lesquels sans me sentir lié d'amitié je peux rester avec plaisir, tous les autres officiers me sont tellement antipathiques que moins je les vois et mieux je me porte [...]. La majorité n'a

<sup>41</sup> Gauchet (Marcel), *L'Avènement de la démocratie*, t. 3, *À l'épreuve des totalitarismes 1914-1974*, Paris, Gallimard, 2010, p. 18 *sqq.* Sur cet aspect de la Grande Guerre, les historiens spécialistes du sujet sont par ailleurs revenus dans leurs travaux sur les mécanismes collectifs à l'œuvre au sein des sociétés belligérantes. Le concept de « culture de guerre », auquel nous faisons nous-mêmes référence ici, est ainsi issu des problématiques introduits par les historiens de l'Historial de Péronne autour de Jean-Jacques Becker notamment. Citons par exemple Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, John Horne, Gerd Krumeich, Christophe Prochasson : Becker (Jean-Jacques), *1917 en Europe. L'année impossible*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997 ; Audoin-Rouzeau (Stéphane), Becker (Annette), « Violence et consentement : la « culture de guerre » du Premier conflit mondial », dans Rioux (Jean-Pierre), Sirinelli (Jean-François), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997 ; Audoin-Rouzeau (Stéphane), Becker (Annette), *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

<sup>42</sup> Rappelons, en nous appuyant sur les données relevées par Giovanni Sabbatucci, que l'infanterie fut le corps de combattant le plus exposé puisqu'il représenta à lui seul environ 95% des 500 000 soldats tombés au front. Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel dopoguerra*, *op. cit.*, p. 4.

<sup>43</sup> Aujourd'hui en grande partie slovène, ce fleuve se nomme Soča.

de l'officier que le ton autoritaire envers ceux qui doivent lui obéir, sans être nullement inspiré par des principes supérieurs, humanistes ni mêmes patriotes, qui serait encore l'unique chose qui puisse nous faire supporter le militarisme, le rendre différent de l'hypocrite office du prêtre. Si tu leur parles d'autre chose que de leur appétit médiocre, ils ne comprennent pas et te disent que ce ne sont que des bêtises puériles inspirées par le manque d'expérience. Comme si eux avaient jamais vécu ! ...<sup>44</sup>.

Insensible à la rhétorique nationaliste et au cérémonial militaire, Rossi est en revanche littéralement transformé par l'expérience des tranchées. Or l'attitude de ses supérieurs et des jeunes gens qu'il côtoie au sein du régiment ne lui semble malheureusement pas à la hauteur de l'épreuve, ni surtout de la révélation qu'elle suscite en lui. Dans ses lettres, il exprime ainsi son amertume, déçu de ne pas trouver, au front, une attitude conforme à son idéalisme, « Don Quichotte dans la foi et le désintéret »<sup>45</sup>. Il s'isole souvent du reste de la troupe pour rechercher, dans les textes de Mazzini par exemple, les ressources nécessaires à l'expression de son état d'esprit.

Dernièrement je me suis plongé dans deux œuvres, contradictoires dans leurs idées, mais magistrales l'une et l'autre. La première est *Le portrait de Dorian Gray* d'Oscar Wilde [...], l'autre *I doveri dell'uomo* de Mazzini. Tandis que j'ai apprécié l'un pour la finesse du style avec lequel il a été écrit, le second m'a fortement impressionné et je l'ai assimilé comme une nourriture saine que notre corps réclame, me trouvant dans les dispositions morales les plus favorables pour bien le comprendre. Dans le livre de Wilde le scepticisme moderne ronge la vie ; celui de Mazzini, empli de foi, l'élève par contre et lui donne un vrai sens, digne des hommes. [...] peu à peu, je sens que la crise spirituelle que je traversais vient à son terme ; et cette fin, je l'accueille avec joie parce que je sais qu'elle ne sera pas vécue dans l'inertie, mais dans l'action<sup>46</sup>.

<sup>44</sup> « Ad eccezione di due o tre, coi quali senza avere amicizia posso però stare insieme con piacere, tutti gli altri ufficiali mi son così antipatici che meno li vedo meglio sto, ed anche appena finita la mensa guardo sempre di svignarmela. La maggioranza non ha dell'ufficiale che il tono autoritario verso i dipendenti senza alcuna idealità non solo di umanità, ma neppure di patria, che sarebbe l'unica cosa che potrebbe far sopportare il militarismo e renderlo un po' superiore all'ipocrita mestiere del prete. Se parli di qualcosa di superiore alla loro pancia non comprendono e ritengono che sian tutte panzane giovanili dare dalla mancanza di esperienza nella vita. Come se avessero mai vissuto !... », dans Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra. Lettere 1915-1930*, Armani (Giuseppe, éd.), Florence, La Nuova Italia, 1978, p. 69.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 47-48 : « Ultimamente appunto ho potuto gustare due libri che si potrebbe dire l'uno l'opposto dell'altro, ma tutti e due opere di vero genio. Uno è "Il ritratto di Dorian Gray", di Oscar Wilde (nell'edizione della biblioteca universale), l'altro è "I doveri dell'uomo" di Mazzini. Mentre però il primo l'ho gustato per l'arte finissima con cui è scritto, il secondo mi ha fortemente impressionato e l'ho assimilato come un cibo sano di cui si ha bisogno, trovandomi nelle condizioni morali più favorevoli per ben comprenderlo. Nel libro di Wilde lo scetticismo più moderno rovina la vita ; il libro del Mazzini invece pieno di fede la innalza dandole un vero scopo degno di uomini. [...] a poco a poco sento che la crisi del mio pensiero volge alla fine ; e questa fine vedo con gioia che non sarà nell'inerzia, ma nell'azione. »

La guerre, et l'acte accompli au front, confèrent une expression tragique et profonde à la vie, plus que n'importe quelle autre idée. C'est là un sentiment semblable à celui que note Ernst Jünger dans son livre *La Guerre comme expérience intérieure* :

Le soldat, dans son rapport à la mort, dans le sacrifice de sa propre personne pour une idée, ignore à peu près tout des philosophes et de leurs valeurs. Mais en lui, en ses actes, la vie trouve une expression plus poignante et plus profonde qu'elle ne peut l'avoir dans aucun livre. Et toujours, de tout le non-sens d'un processus extérieur parfaitement insensé ressort une vérité rayonnante : la mort pour une conviction est l'achèvement suprême. Elle est proclamation, acte, accomplissement, foi, amour, espérance et but ; elle est, en ce monde imparfait, quelque chose de parfait, la perfection sans ambages<sup>47</sup>.

On ne trouve pas, dans la correspondance de Rossi, une transfiguration idéale du sacrifice des soldats, ni même l'expression d'un sentiment de proximité à leur égard, mais sans doute sa remarque ironique sur les « *interventisti non intervenuti* », alors que lui avait été un « *non interventista intervenuto* », témoignait de son hostilité contre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie italienne, humaniste, éduquée, patriote, aussi bien motivée par des idéaux nationalistes que démocratiques lors de son adhésion aux principes de l'intervention. Lui-même s'aperçoit combien était factice sa relation à la communauté nationale et aux responsabilités de ses membres, jusqu'à son enrôlement :

Cette guerre m'a fait beaucoup de bien, écrit Rossi dans une autre lettre du 12 janvier 1917, et cette pensée se confirme chaque jour davantage dans la sérénité que mon esprit a atteinte, une égalité d'âme que je ne goûterais certainement pas aujourd'hui si j'étais resté à la maison. Quand j'étais bourgeois, je comprenais la nécessité de cette guerre pour l'Italie, si elle voulait devenir une grande nation, mais je ne me sentais pas moi-même prendre part à cette communauté ; en revanche maintenant je comprends non seulement cette exigence, que l'Italie existe, et je ne peux m'y soustraire, me montrer indifférent à ce devoir<sup>48</sup>.

La Grande Guerre a ainsi pu être élevée, dans sa fonction de révélation, au rang d'expérience « spirituelle », liant, au moyen d'éléments politiques et techniques encore inconnus, l'individu à la communauté nationale. Ce phénomène révèle le caractère complexe et composite du « consentement » des soldats. L'enchaînement intérieur de la personne humaine à sa communauté d'appartenance relève de circonstances qui ne peuvent être toutes réduites à la

<sup>47</sup> Jünger (Ernst), *La Guerre comme expérience intérieure*, Paris, Bourgeois, 1997 [1922], p. 160.

<sup>48</sup> « Questa guerra mi ha fatto molto bene e tutti i giorni di più me ne accorgo nella quiete che è subentrata nel mio spirito, quiete che certamente non avrei se fossi rimasto a casa. Quando ero borghese capivo la necessità della guerra per l'Italia, se voleva esistere come grande nazione, ma non mi sentivo parte di essa e me ne fregavo, ora invece capisco la necessità che l'Italia esista e non mi posso più mostrare indifferente. », dans Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra, op. cit.*, p. 50.

mobilisation des esprits par une manipulation extérieure<sup>49</sup>. Le *sacrifice de soi* a en effet pu être décrit comme étant la figure par laquelle la liberté individuelle se résout et s'affirme au travers de l'assomption de l'holisme : le principe de la « mort pour une conviction » qui implique de renoncer à la vie au profit d'une réalité librement élue comme supérieure à soi, réconcilie et synthétise deux valeurs opposées, mais centrales pour les mentalités de l'époque<sup>50</sup>.

Ce sentiment de communion nationale allait être exploité dans la période de l'après-guerre, nous le verrons, par le mouvement fasciste pour accélérer la recomposition du champ politique, et plus généralement, mais dans un sens différent, chez une partie des anciens combattants pour stimuler le désir de renouvellement en même temps que l'identité nationale de leur combat politique. La fraternisation entre soldats et officiers d'un même régiment, certes rare et équivoque, manifestait indubitablement chez ces derniers une nouvelle expérience de la nation. Dans certains journaux de tranchée, parus dès la dernière année de guerre, après Caporetto, on ne faisait pas bloc autour des institutions, de la classe dirigeante et de l'armée royale, mais autour des Italiens, autour d'une société qui se révélait à elle-même dans l'épreuve traumatique et pourtant cruciale de la guerre.

L'idéal du don de sa personne, par conséquent, se prolonge dans l'ambition de recomposer la Cité ; une société politique que l'on envisage plus inclusive et plus juste, en tenant compte des exigences morales autant que des besoins matériels des masses. Ainsi la guerre met-elle à l'épreuve la communauté nationale : la distance qui sépare entre elles les classes sociales, celle qui oppose l'État et la société, éclatent aux yeux des contemporains qui recherchent, sinon une confusion totale, du moins une correspondance harmonieuse entre la constitution civile et la constitution politique. Aussi l'engagement et l'expérience de la Première Guerre mondiale conduisent-ils à reconsidérer les fondements du lien politique en Italie, et partant les rapports entre la nation et la forme d'organisation du pouvoir.

<sup>49</sup> Sur ces questions, en particulier : Audoin-Rouzeau (Stéphane), Becker (Annette), *14-18. Retrouver la guerre*, *op. cit.*

<sup>50</sup> Sur la notion de « sacrifice de soi » dans le contexte du premier conflit mondial, voir : Gauchet (Marcel), *L'Avènement de la démocratie*, t. 3, *op. cit.*, p. 24 *sqq.*



## De la guerre au fascisme : les anciens combattants à la croisée des chemins

Finalement, la participation à la guerre des Italiens se déroula dans un tel état d'impréparation que la victoire eut le goût amer de l'inachèvement. L'Italie, en 1919, était une société autant voire plus fragilisée qu'à la veille de l'intervention<sup>1</sup>. Ce qu'il avait été impossible de construire et de consolider par un engagement politique, ne le fut pas davantage à l'issue d'un conflit mondial, singulièrement long, éprouvant et même humiliant<sup>2</sup>. En dépit de la soudaineté de son déclenchement, la guerre, cependant, n'avait pas seulement été vécue comme une rupture temporelle. Elle avait plutôt accéléré et révélé un ensemble de mutations et de contradictions dont souffrait l'État italien<sup>3</sup> : aussi renforça-t-elle dans l'esprit des combattants, singulièrement chez ceux qui avaient rejoint les rangs de l'armée par un acte de volontarisme, l'exigence impérative d'un « ordre nouveau »<sup>4</sup>. Cette conscience, ce sentiment, fut si absolu, et pressant, exprimé avec tellement de force dans l'immédiat après-guerre, qu'il toucha

<sup>1</sup> À la fin de la guerre, les armées italiennes comptent 671 000 morts, soit 6,2% de la population active masculine, dont 100 000 prisonniers – sur un total de 600 000. En raison de la pandémie de 1919 qui, de l'Espagne, gagne le reste du Vieux continent, et du déficit des naissances, les pertes humaines sont estimées à plus d'un 1,5 million d'habitants auxquels il faut encore ajouter les 950 000 blessés et mutilés. Mais la crise est aussi et surtout économique et sociale : tributaire de l'extérieur à la fois pour ses emprunts et l'insertion de sa main d'œuvre, l'Italie doit faire face à l'épineux problème de la démobilisation de ses soldats. Les effets déstabilisateurs du conflit sont en effet considérables : le tissu industriel a été fortement fragilisé, les campagnes sont confrontées à la chute des prix agricoles, la hausse des déficits accroît un endettement très lourd et alimente le processus d'inflation monétaire. Dans un tel contexte, les inégalités s'accroissent et alimentent le ressentiment des classes les plus pauvres ou en voie de prolétarianisation à la fois contre ceux que le conflit a enrichi ou à l'encontre des officiers de réserve, dont le difficile retour à la vie civile est encore aggravé par le manque de reconnaissance, ou pire la haine que suscite leur militarisme du temps de guerre. Sur ce dernier point, voir : Milza (Pierre), *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, p. 231.

<sup>2</sup> En plus de l'humiliation que subissent d'anciens officiers de réserve et qu'évoque, entre autres, Pierre Milza, nous faisons ici référence aux suites diplomatiques du conflit mondial et à leurs conséquences politiques. N'obtenant satisfaction sur ses revendications, le gouvernement italien décide de retirer les membres délégués à la conférence de Paris. Cette ligne dure et intransigeante, après avoir affaibli et divisé l'équipe gouvernementale, se retourne contre ses principaux représentants, à savoir le président du Conseil Vittorio Emanuele Orlando et son ministre des Finances, Sidney Sonnino. Leur chute précède de quelques mois l'occupation de Fiume, deux épisodes de l'immédiat après-guerre italien, qui symbolise le mythe de la « victoire mutilée ».

<sup>3</sup> Melograni (Piero), *Storia politica della Grande guerra 1915-1918*, Rome ; Bari, Laterza, p. 559.

<sup>4</sup> Vivarelli (Roberto), « La generazione di Mario Bracci », dans Id., *Fascismo e storia d'Italia*, Bologne, Il Mulino, 2008, p. 157-178.

directement ceux que le changement attendu devait logiquement écarter de la scène publique et politique<sup>5</sup>. Au cours des semaines qui suivirent la signature de l'armistice, les premiers effets « révolutionnaires » de quatre ans de conflit, de la victoire d'un camp sur un autre, renforçaient les aspirations au changement en même temps qu'ils témoignaient de l'efficacité du mythe de la guerre révolutionnaire : des systèmes monarchiques étaient renversés, des empires séculaires implosaient, de nouveaux États étaient créés et des mouvements révolutionnaires florissaient à travers le continent européen. En Italie, si le « retour pacifique au passé » est impensable, il reste impossible, pour le moment, d'envisager clairement l'avenir, de savoir quel parti ou quel mouvement sera capable d'incarner cet horizon neuf que semble pourtant promettre un présent chaotique. Ce qu'on a appelé fascisme au lendemain de la Grande Guerre n'était pas seulement une façon de désigner un mouvement de type nouveau qui rejetait les formes classiques de la politisation et de l'engagement. C'était, plus largement, l'adhésion aux valeurs de l'action et l'expression d'un sentiment activiste et radical, l'opposition agressive au régime parlementaire et aux méthodes politiques d'une classe dirigeante décadente, qu'incarne l'homme politique libéral Giovanni Giolitti. Pratiquement, ces motivations et cette sensibilité politique sont déjà présentes, dès la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, dans des mouvements de droite et de gauche qui, bien qu'idéologiquement très éloignés les uns des autres, voire opposés, sont animés d'un même radicalisme politique et culturel. On ne comprendrait pas autrement le ralliement d'hommes aux trajectoires contraires autour de la personnalité de Benito Mussolini, en 1919. Ainsi le large crédit du fascisme tient au fait qu'il rassemblait, autour d'une même volonté d'action révolutionnaire, tous les éléments de la cause antilibérale et antiréformiste, qui se retrouvent dans un premier temps, en 1915, au sein de l'interventionnisme. C'est la guerre, en effet, qui concrétise ces aspirations révolutionnaires : le style « nouveau » introduit en Italie avec la fondation des « faisceaux de combat » est en réalité, comme nous le verrons, l'héritier

<sup>5</sup> « Cependant, tous se tournent vers l'avenir, le cœur gonflé d'espoir. La guerre a tellement bouleversé le terrain de la vie, produit tant d'effondrements et d'émersions, qu'on s'attend à voir à la fin de cette époque géologique le soleil se lever sur un monde nouveau. [...] Le gouvernement même attribue à la guerre le sens mystique d'une révolution commence. "Cette guerre, proclame le 20 novembre 1918 le président du Conseil Orlando, est aussi la plus grande révolution politico-sociale que l'histoire ait enregistrée, elle dépasse même la Révolution française." "Oui, renchérit le même jour Salandra, la guerre est une révolution, une grande, très grande révolution. C'est l'heure des jeunes. Que personne ne pense que soit possible, après cette tempête, un retour pacifique au passé". », dans Tasca (Angelo), *Naissance du fascisme*, *op. cit.*, p. 37-38. Sur la comparaison entre les conséquences de la Grande Guerre et celles de la Révolution française, dans les considérations des historiens et dans celles des contemporains, nous renvoyons le lecteur à Gentile (Emilio), *Le origini dell'ideologia fascista 1918-1925*, Bologne, Il Mulino, 1996, p. 111-153.

d'une forme d'action politique née dans les années précédant la guerre<sup>6</sup> ; mais seul un tel événement pouvait consacrer ce type de radicalisme<sup>7</sup>. La situation confuse que rencontre le pays dans les semaines et les mois qui suivent l'armistice, lui prête un caractère croyable, en face des secousses qu'à engendré le conflit sur tout le continent, et surtout de l'époque, absolument inédite, qu'il inaugure<sup>8</sup>.

Beaucoup d'anciens combattants étaient parvenus à la conscience adulte lorsque le continent européen entrainait en conflagration. Ces hommes étaient alors convaincus de vivre et de participer à l'un de ces moments décisifs de l'histoire humaine. Les secousses révolutionnaires d'un après-guerre chaotique les confirmèrent dans le sentiment d'une irréversibilité des transformations accomplies au cours de quatre ans de conflit. Ernesto Rossi, à cet égard, ne différa pas des autres soldats revenus du front : il vacilla entre le passé et le futur, essayant de prendre ses distances avec l'un et l'autre tout en cherchant, à sa manière, une façon de les réconcilier dans le présent de l'engagement politique. Le problème s'est vite posé, alors, pour ces anciens combattants qui détiennent l'intuition de l'avenir, de savoir si la lutte livrée par le mouvement fasciste pour la régénération du corps national, y conduisait.

## **La guerre après la guerre : l'engagement politique comme nouveau combat**

### ***Le rassemblement des anciens combattants : une organisation à vocation politique***

Porté à ses débuts par un élan de contestations anti-institutionnelles, ou au moins par une volonté profonde de suppléer à l'incapacité de la classe politique de saisir les nécessités du changement, l'engagement des anciens combattants va rapidement évoluer de façon originale, suivant une ligne qui conduit ses dirigeants à inscrire l'action du mouvement au sein du cadre normatif et légal en place<sup>9</sup>. C'est qu'en effet, si l'ordre moral né dans les tranchées espère inspirer, et même imprégner la société tout entière, il ne se préoccupe pas, le plus souvent, de

<sup>6</sup> Nous pensons au syndicalisme révolutionnaire et à la naissance, sous la plume de certains de ses épigones, tels que Alceste De Ambris, Filippo Corridoni ou Angelo Oliviero Olivetti, de l'idée de « guerre révolutionnaire » au sein de l'Unione Italiana del Lavoro. Gianinazzi (Willy), « Le syndicalisme révolutionnaire en Italie (1904-1925). Les hommes et les luttes », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2006/1, n° 24, p. 95-121. Voir aussi : Sternhell (Zeev), *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard, 1994.

<sup>7</sup> Sur le radicalisme politique en Italie et en Europe, dans le premier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle : Lupo (Salvatore), *Le Fascisme italien, op. cit.*

<sup>8</sup> Gentile (Emilio), *L'Apocalisse della modernità. La Grande guerra per l'uomo nuovo*, Milan, Mondadori, 2014.

<sup>9</sup> Lors du premier congrès de l'Association nationale des combattants, à Rome, en 1919.

changer les structures sociales ni même les structures institutionnelles nationales. L'idéologie combattante, pour l'essentiel, néglige ce genre de remaniements ; si elle touche au domaine du politique, c'est à chaque fois par un double élargissement de son champ d'action, à la fois dans une tentative de la dépasser au nom d'une signification morale supérieure, et dans un effort de retournement vers l'homme intérieur.

Aujourd'hui, il y a un seul mot d'ordre pour nous : organiser, organiser, organiser avec discipline et foi, avec constance et amour, former les futures élites : en silence, religieusement.

Voici ce qu'on lit en octobre 1918 dans le « Bulletin » de l'Association nationale des mutilés de guerre<sup>10</sup>, créée un an plus tôt. Caractéristique du moralisme commun à la plupart des textes produits au sein de ce microcosme social, un autre article proclame :

En votre nom, ô frères combattants, nous adressons cette mise en garde à la Nation. Comme vous, dans l'ardeur de la foi et dans l'austérité de la vie, nous voulons aller parmi les gens et leur enseigner, non par la prédication, mais par l'apostolat silencieux de l'exemple, comment on travaille, comment on devient rigoureux, comment on surmonte les épreuves. Cela ne suffit pas cependant. Nous devons faire savoir à la Nation qu'elle ne pourra s'acquitter de sa dette envers vous en vous proclamant des héros, vous décorant de fleurs et de couronnes, célébrant votre exploit et votre gloire par de la musique et des chants. Il faudra bien plus. La Nation doit savoir préparer, à ceux qui reviendront, un avenir plus serein, plus sûr et plus honnête. L'Italie de demain ne doit pas être l'Italie d'hier<sup>11</sup>.

Pour donner un sens à l'absurdité du conflit et au phénomène inédit de la mort de masse, les sociétés en guerre ont toutes essayé de transfigurer la disparition brutale de milliers d'hommes en sacrifice rédempteur des soldats pour l'ensemble du peuple<sup>12</sup>. En Italie, cette signification profondément morale et spirituelle de l'engagement s'est en outre enrichie, presque

<sup>10</sup> Né pendant le printemps de l'année 1917, l'Association nationale des mutilés de guerre (*Associazione Nazionale Mutilati ed Invalidi di Guerra*, ANMIG) avait donc été créée avant même la fin du conflit, avec l'idée, déjà, de réunir, une fois celui-ci terminé, la grande masse des soldats. Ses dirigeants, Priamo Brunazzi et Giovanni Mira, exploitaient ce faisant la légitimité des mutilés à s'exprimer au nom de tous ceux engagés sur le front et qui avaient connu l'expérience des tranchées. Les mutilés devaient ainsi devenir « l'avant-garde de l'armée des anciens combattants ». L'extrait cité est un article paru le 15 octobre 1918, dans lequel Priamo Brunazzi ne fait pas mystère des ambitions de son mouvement, avec lequel ce sympathisant républicain originaire de Parme, veut influencer directement sur la vie politique italienne pour la réformer. Brunazzi (Priamo), « Esame e programma », *Il Bollettino*, 15 octobre 1918 : « Oggi v'è una parola d'ordine per noi : Organizzare, organizzare, organizzare, con disciplina e con fede, con costanza e con amore, preparare i quadri ; in silenzio, con religione. »

<sup>11</sup> « In nome vostro, o fratelli combattenti, noi rivolghiamo questo monito al Paese. Emuli vostri nell'ardore della fede e nell'austerità della vita, noi vogliamo andare tra la gente e insegnarle col tacito apostolato dell'esempio come si lavora, come si soffre, come si dura, come si vince. », dans Mira (Giovanni), « Caduti, Combattenti, Mutilati », *Il Bollettino*, 1<sup>er</sup> septembre 1918.

<sup>12</sup> Mosse (George L.), *De la Grande Guerre au totalitarisme*, op. cit.

immédiatement, d'une volonté politique très claire<sup>13</sup>, qui s'est d'abord exprimée par le biais de l'organe fédérateur des mutilés de guerre, une organisation à l'origine, dans l'immédiat après-guerre, de l'Association nationale des combattants (ANC). Structures de bienfaisance et de défense des intérêts matériels et moraux des soldats, ces deux organisations ont aussi incarné une expérience politique à nulle autre pareille. Ses adhérents étaient des paysans, enrôlés dans les différents corps de l'infanterie, et des membres des classes intermédiaires, qui furent quant à eux majoritairement formés pour les fonctions supérieures de l'encadrement militaire. Certains, la plupart en réalité, n'avaient jamais adhéré à aucun parti ni aucun syndicat et vivaient ainsi leur première expérience politique :

Toutes les masses paysannes originaires du *Mezzogiorno* avaient rejoint [l'Association nationale des combattants]. [...] L'association qui recueillait leurs réclamations pour recevoir l'aide vestimentaire ou se voir attribuer la croix de guerre, pouvait cependant leur servir de formation pour mener d'autres combats

commente à ce sujet Camillo Bellieni, principale figure de l'association en Sardaigne<sup>14</sup>. Ici, certainement plus qu'ailleurs encore, la croissance et l'implantation du mouvement reposent sur un arrière-plan culturel et idéologique qu'a exprimé et forgé toute une partie de la littérature du front. À des degrés divers de profondeur et d'assimilation, ces thèmes évoquent, plus que la camaraderie des tranchées, le sentiment de fraternité et de complicité qui y ont vécu « l'officier-intellectuel » et le « fantassin-paysan »<sup>15</sup> ; une solidarité qui, sans cesser d'être à la fois verticale et paternaliste, fonde leur rejet mutuel de tous ceux qui n'y participent pas. Les cibles principales de leur commune animadversion sont logiquement les « embusqués », les autorités militaires et les hommes politiques. Les conditions particulières du temps de guerre, que nous avons brièvement présentées précédemment, portaient donc en germe des facteurs de conditionnement du retour à la vie civile de ces soldats. Dans l'île sarde, dont la population – majoritairement constituée de paysans et de bergers – a tout particulièrement été meurtrie par

<sup>13</sup> À l'inverse des exemples français, allemand ou américain, la singularité du cas italien se signale par deux aspects que relève Giovanni Sabbatucci : d'abord, l'ambition proprement politique du mouvement et sa tentative de s'engager dans la mêlée électoraliste en concurrence avec les autres partis ; ensuite, et comme une conséquence de son échec lors des élections de 1919, sa faible durée de vie. Enfin, et ce qui compte peut-être le plus ici pour nous, cette expérience, pour les deux raisons que nous avons citées, a impliqué une variété de figures politiques et intellectuelles de l'histoire italienne de la première moitié du *Novecento*. Sabbatucci (Giovanni), *La stampa del combattentismo (1918-1925)*, Bologne, Cappelli, 1980.

<sup>14</sup> Bellieni (Camillo), « L'Associazione dei Combattenti (Appunti per una storia politica dell'ultimo quinquennio) », *La Critica politica*, 25 juillet 1924.

<sup>15</sup> Sabbatucci (Giovanni), *La stampa combattentista*, *op. cit.*, p. 10.

le conflit<sup>16</sup>, si le mouvement des anciens combattants tarde à « prendre pied »<sup>17</sup>, ses futurs succès sur la scène politique nationale<sup>18</sup> lui confère rapidement l'autorité et la légitimité populaire d'un vrai mouvement de masse, ce « premier parti laïque des paysans de l'Italie centrale et méridionale » auquel se référait Antonio Gramsci dans l'une de ses lettres<sup>19</sup>. L'association s'organise d'abord dans la région de Sassari, où la question sur les modalités de la démobilisation des anciens brigadiers<sup>20</sup>, entre autres, offre une première occasion de rassembler les hommes autour de revendications concrètes. C'est ensuite dans la province de Cagliari que le mouvement gagne de nouveaux adhérents, avec notamment le retour d'Emilio Lussu dont la figure mythique et la popularité auprès des masses sont déjà renforcées par une littérature hagiographique du premier après-guerre. Camillo Bellieni résume par exemple l'histoire de la brigade « Sassari » comme la rencontre d'un homme et de son destin :

[...] l'armée, instrument d'un système *rationnel*, ne vit qu'au sein d'un contexte non démocratique, en relation avec un ordre hiérarchique rigide. Aussi ceux qui y entrent doivent immédiatement occuper leur place. Emilio Lussu était un vrai commandant, c'était un homme aux poings de fer, juste, parfait connaisseur du cœur des hommes, toujours prêt à récompenser ceux qui se portaient généreusement volontaires, prêt aussi à punir par le revolver le lâche qui tentait de se soustraire à son devoir. Les soldats l'aimaient, ils avaient une foi aveugle en lui<sup>21</sup>.

Bien que le contexte singulier de la Sardaigne ne peut être généralisé, dans cet immédiat après-guerre, et à la faveur d'une adhésion non négligeable de couches de la société qui se découvrent ainsi un rôle politique, l'idéologie « combattante » tend à bouleverser de l'intérieur la société italienne, sans pour autant laisser présager une transformation de l'ordre social ni de

<sup>16</sup> D'après Manlio Brigaglia, la Sardaigne compte une moyenne de 138,6 morts pour mille habitants appelés sous les armes, ce qui en fait la région la plus touchée par la guerre (la moyenne nationale s'élève à 104,9 morts). Au total, les pertes humaines sur ce petit territoire se haussent à 13 602 morts auxquels il faut ajouter 9 000 blessés et 2 088 « disparus » dont le corps n'a jamais pu être retrouvé. Brigaglia (Manlio), « La Sardegna dall'età giolittiana al fascismo », dans Mattone (Antonello), Berlinguer (Luigi), *Storia d'Italia : Le regioni dall'Unità a oggi. La Sardegna*, Turin, Einaudi, 1998, p. 577.

<sup>17</sup> Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra*, op. cit., p. 66 ; p. 169.

<sup>18</sup> Aux élections législatives de l'automne 1919, l'ANC y obtient des taux d'adhésion plus importants que sur le reste du territoire nationale. D'après Giovanni Sabbatucci, les chiffres pour l'année 1919 sont les suivants : tandis qu'en mai, à l'occasion du premier congrès régional organisé à Nuoro, l'ANC compte 40 sections pour un peu moins de 5 000 adhérents, quatre mois plus tard seulement on comptabilise un total de 114 sections – dont 80 dans la seule province de Cagliari – pour près de 15 000 inscrits ; des chiffres qui doublent encore douze mois après.

<sup>19</sup> L'expression est tirée d'une lettre écrite à Mauro Scoccimarro et datée du 5 janvier 1924. Elle est reportée notamment dans Togliatti (Palmiro), *La formazione del gruppo dirigente del PCI*, Roma, Riuniti, 1962, p. 153.

<sup>20</sup> L'histoire de la brigade « Sassari » est bien documentée. Emilio Lussu y joua un rôle déterminant en qualité d'officier de réserve. Son récit de mémoire *Un anno sull'altipiano* raconte cette expérience. Voir aussi : Fois (Giuseppina), *Storia della brigata Sassari*, Sassari : Gallizzi, 1981.

<sup>21</sup> Bellieni (Camillo), *Emilio Lussu*, Cagliari, 1925, p. 47, dans Brigaglia (Manlio), *Emilio Lussu e « Giustizia e Libertà »*, *Documenti e memorie dell'antifascismo in Sardegna*, Cagliari, Edizioni Della Torre, 1976, p. 7.

l'ordre institutionnel en vigueur. De tels projets, du moins, ne sont jamais inscrits ni précisés dans aucun programme d'action par lequel l'association révélerait ses intentions et ses ambitions gouvernementales.

### ***Le mouvement ancien combattant : une idée morale de l'engagement***

Si la guerre puis l'après-guerre ont été en Italie l'un de ces rares moments où la politique se présente comme un engagement à vocation totalisante, c'est d'une façon distincte de celle qu'on se représente alors pour désigner cette sphère d'activité séparée des autres domaines de la vie individuelle. La guerre a, comme l'écrivait déjà José Ortega y Gasset, accompli une « politisation intégrale » des masses ; par son ampleur et sa portée idéologique voire mythique, elle a placé la politique au centre des inquiétudes humaines, individuelles. Il n'est pas possible, autrement, de comprendre la progression rapide du *combattentismo*, et quoique ce développement se réalise de façon désordonnée, sur la base de formules politiques et idéologiques assez vagues, hétéroclites, parfois même contradictoires.

L'élément qui a révélé et imposé l'exigence d'un renouveau, la guerre, a été vécu par nous dans toute son intensité et sa portée. Certainement, à nos yeux, l'expression *temps nouveaux* n'est pas l'effet d'une rhétorique déterminée par les contingences, car ce qui présage de l'ensemble des changements advenus depuis la guerre, n'est pas le contenu objectif des choses, mais la profonde, intime transformation de notre subjectivité, c'est-à-dire les hommes eux-mêmes.

Cette déclaration édictée par le groupe de la ville de Sassari<sup>22</sup> aurait pu être reprise par un large cercle d'anciens combattants. « Que les dirigeants soient dignes des Italiens » exigeait avec fermeté le 5 septembre 1918 *Volontà*, le journal fondé par un groupe de jeunes officiers<sup>23</sup>,

<sup>22</sup> « L'elemento che ha affacciato ed imposto la necessità di rinnovamento, il fatto stesso della guerra, è stato da noi sperimentato in tutta la sua intensità e la sua portata. Per noi certamente l'affermazione tempi nuovi non è un derivato di contingenti opportunità programmatiche, perché il primo ed il più forte avvertimento delle modificazioni avvenute ci viene non dal contenuto sostanziale ed oggettivo dell'insieme delle cose, ma dalla profonda, intima trasformazione dell'elemento soggettivo, cioè degli uomini. », dans « Il partito dei combattenti. Elementi differenziativi », *La Voce dei combattenti*, 25 mai 1919.

<sup>23</sup> « che i dirigenti siano degni degli italiani. », dans « Volontà », *Volontà*, 5 septembre 1918. Le premier numéro de ce périodique, qui naît originellement dans les tranchées, date de septembre 1918. Le journal est l'œuvre de quelques jeunes officiers de réserve – Vincenzo Torraca, Giovanni Marchi et Lucangelo Bracci – et présente la singularité de s'adresser en priorité à cette catégorie de soldats plutôt qu'à l'infanterie. La guerre finie, la publication attire à elle de nouveaux collaborateurs comme Francesco Fancellò. D'autres auteurs contribuent de façon plus ou moins régulière ; c'est le cas de Luigi Russo, Camillo Bellieni, mais aussi de Ferruccio Parri, Renato Murri, Giuseppe Prezzolini, etc. Parmi la bibliographie sur le sujet, nous renvoyons plus particulièrement le lecteur à Leo Valiani : Valiani (Leo), « Un incubolo del Partito d'azione nell'altro dopoguerra », dans *Id., Dall'antifascismo alla Resistenza*, Milano, Feltrinelli, 1959.

anticipant les revendications formulées dans l'après-guerre. « L'Italie aux Italiens »<sup>24</sup> est une autre formule qui synthétise l'idéologie combattante et se répète comme un écho dans les diverses feuilles des centaines de sections locales de l'association. Elle revient dans les mots du directeur de *La Nuova Giornata*, hebdomadaire milanais, sous une forme injonctive et plus pragmatique, mais dont l'obstination apparente et la résolution ne suffisent pas à masquer ni à soulever les positions contraires à sa réalisation et qui divisent le milieu même des anciens combattants :

Nous avons l'intention de former une union d'hommes libres et forts qui ont la volonté de compléter le travail commencé avec les armes, suscitant l'essor d'une conscience civile et la reconnaissance, diffuse et précise, d'une responsabilité sociale, comme moyens de parvenir avec honnêteté et compétence à une direction efficiente de l'État et un usage fécond du pouvoir<sup>25</sup>.

Les considérations sur la technique et l'exercice du pouvoir étaient en effet parfaitement concomitantes de la signification morale assumée par l'action politique, mais son investissement dans le concret immédiat n'était pas sans poser des questions inévitables, qui furent la cause de profondes divergences, irréconciliables, au sein du mouvement. Pour comprendre en quoi et comment ces désaccords confrontèrent les anciens combattants à des contradictions finalement insolubles, il faut revenir sur les origines et les motifs de leur rassemblement. Pris au sens large, les anciens combattants qui reviennent à la vie civile, en 1918, passent tous par une phase de simplification qui les conduit à reléguer au second plan tout ce qui ne concerne pas leur identité morale de soldat. On pourrait s'arrêter ici sur ce que nous considérerions comme des malentendus, et tenter de démasquer les confusions qui rapprochent même ceux qui procéderont plus tard à des choix opposés. On peut également étudier le mouvement et l'idéologie « combattante » comme un « point de passage »<sup>26</sup>, un carrefour où se rencontrent momentanément des trajectoires ensuite divergentes. Moins une équivoque voire une erreur qu'une fondation et une refondation d'antagonismes durables.

<sup>24</sup> « I soldati si battono per quel po' di buono che era in tutti i partiti di ieri, si battono per la guerra che ha vuotato tutti i vasi per riempirne uno solo, e se voltete una etichetta da metterci sopra, perché proprio non ne potete fare a meno, scrivetele su : L'Italia agli Italiani : gli Italiani fratelli in patria e cittadini nel mondo ; o se ne volete un'altra sfoderate ancora la vecchia : Libertà, Uguaglianza, Fratellanza. », dans Brunazzi (Priamo), « Esame e programma », art. cité.

<sup>25</sup> « Un nuovo partito, dunque ? Non questo è il nostro scopo, intendiamo solo costituire una unione di uomini liberi e di forti che intendono completare l'opera iniziata colle armi, provocando il sorgere di una coscienza civile e di una riconosciuta responsabilità sociale diffusa e precisa come mezzo di arrivare con onestà e competenza all'effettivo governo dello Stato e all'utile e fecondo impiego di questo potere, cosicché la guerra non si appalesi, per neghittosità dei molti e per malvagità di altri, l'atroce disinganno, la crudelissima disillusione. », dans Rèbora (Mario), « Il nostro programma », *La Nuova Giornata*, 14 juin 1919.

<sup>26</sup> Sabbatucci (Giovanni), *La stampa combattentista*, op. cit., p. 7.



***Le « combattentismo », un mouvement indéterminé qui bouscule les repères politiques italiens***

Dans l'esprit des anciens combattants, une frontière morale infranchissable les sépare du reste de la nation ; c'est-à-dire de tous ceux qui ne partagent ni leur vécu ni l'expérience sociale et intime de la guerre dans les tranchées. Aussi le malaise des anciens combattants provient-il de leur impossibilité à contenir leur angoisse et leurs désirs de renouveau dans le cadre étroit d'une scène politique où le conflit est toujours perçu selon une perspective qui leur apparaît dépassée, car antécédente au choix de l'intervention<sup>27</sup>. Dans la situation consécutive à la signature de l'armistice, en effet, les accusations mutuelles de trahison se croisaient et contaminaient tout le champ politique, donnant ainsi une extension nouvelle à ce type de récrimination qui, selon le droit positif en vigueur à cette époque, constituait exclusivement un délit militaire. La difficulté qu'éprouvait la société italienne à sortir de la guerre se lit ainsi dans les débats et les affrontements politiques qui, non sans avoir de résonances et d'impacts émotionnels forts sur les masses, pouvaient également sembler anachroniques compte tenu des problèmes nouveaux qui se présentaient et qui s'étaient révélés à la conscience de milliers de soldats au bout de ces trois ans de guerre. La confrontation avec le réel avait ouvert des issues plutôt contradictoires, du moins si l'on en restait à considérer les motifs de l'antagonisme politique selon une opposition entre neutralistes d'un côté et partisans de l'intervention de l'autre. Chez une très forte majorité de soldats qui rejoignaient les associations d'anciens combattants, leur passage par les tranchées du front de l'Isonzo les conduisait à honnir la rhétorique militariste. La guerre, pour eux, avait moins été voulue ou provoquée qu'acceptée et endurée avec résignation et abnégation.

Dès sa création, le mouvement des invalides et des mutilés de guerre marque ses distances avec l'interventionnisme d'avant-guerre et n'exclut pas d'agir de concorde avec les socialistes dont l'internationalisme revendiqué est à double tranchant : pour les uns, il est la marque abjecte d'un antipatriotisme qu'il faut condamner, particulièrement dans le contexte postérieur aux événements de 1917 ; tandis que pour d'autres, et ce sera le cas de certains anciens combattants, il témoigne au contraire de l'intransigeance du parti à l'encontre des fauteurs de guerre et,

<sup>27</sup> Brunazzi (Priamo), « Esame e programma », arté. cité : « Passons à autre chose. Nous ne nous soucions plus des étiquettes. Neutralistes ? Interventionnistes ? Aujourd'hui, si nous examinons la chose, nous constatons que tout cela est dépassé ; en effet, si nous rencontrons une personne mutilée qui fut neutraliste, nous l'aimons d'autant plus que nous voulons que son malheur lui pèse moins. Notre sérénité nous montre que les neutralistes qui criaient le plus fort étaient ceux qui ne sont pas allés au front et que les interventionnistes les plus bruyants sont, de même, ceux restés chez eux. » (C'est nous qui traduisons).

partant de l'ensemble de la classe dirigeante<sup>28</sup>. Porté à son point extrême par les maximalistes qui rêvent d'entraîner l'Italie sur la voie révolutionnaire tracée en Russie par les bolchéviques, l'internationalisme du parti socialiste conduit toutefois ses représentants à opposer un discours exclusif et radical contre tout ce qui est lié à la guerre, soldats et officiers compris. Chez les uns comme chez les autres, cela suffit à nourrir un ressentiment vivace, voire même à réveiller une rancœur qui s'était déjà manifestée quelques mois plus tôt, lors de scènes de « jacquerie » au cours desquelles les « traîtres à la patrie », c'est-à-dire les ouvriers « embusqués »<sup>29</sup>, se voyaient aussi accusés d'être les responsables de la perpétuation de la guerre et donc de la souffrance des soldats<sup>30</sup>.

Forts de leur vécu collectif qui les amenait à partager la conviction que la politique, comme la guerre, était un devoir à accomplir avec autant de sérieux et de dévouement, la décision de se réunir s'impose. Sans dessiner de perspectives réelles sur le terrain des luttes concrètes, le journal *L'Adunata* de Bari en appelait ainsi à « l'organisation » et à la « discipline » des hommes, tout en restant évasif sur les modalités de l'engagement présent, une fois la guerre finie :

La guerre, de façon incommensurablement plus grande et plus évidente qu'une centaine de bibliothèques ou des décennies de propagande d'idées nouvelles, a révélé le secret des victoires : *organisation et discipline* au service d'une *grande cause à faire valoir*<sup>31</sup>.

L'impatience de l'avenir et le besoin de remplir le présent sont, chez les soldats, la cause de leur profond tourment. Combien étaient-ils en effet, en 1919, ces jeunes gens qui, comme Ernesto Rossi, étaient désormais des adultes et qui jugeaient leur passé à la hauteur et avec la distance de ces trois années pendant lesquelles les hommes avaient révélé leur véritable valeur, au prix, bien souvent, d'une décision, unique et irrévocable, ou d'un « geste » ? Les souvenirs s'accumulaient et s'emmêlaient, révélant par contraste l'inquiétude née d'un présent insignifiant :

<sup>28</sup> Sur les tentatives de rapprochement entre l'association des invalides et mutilés de guerre et le parti socialiste, plus particulièrement la Confédération générale du travail, voir Sabbatucci (Giovanni), *La stampa combattentista*, p. 82 *sqq.* Sur la complexité de la position socialiste, entre patriotisme et internationalisme, pendant et après la guerre, se référer à Melograni (Piero), « Documenti sul "morale delle truppe" dopo Caporetto e considerazioni sulla propaganda socialista », *Rivista storica del socialismo*, fasc. 32, anno X, p. 217-263.

<sup>29</sup> La majorité des ouvriers qui travaillaient à l'usine n'ayant pas été réquisitionné pour servir sur le front.

<sup>30</sup> Melograni (Piero), « Documenti sul "morale delle truppe" dopo Caporetto e considerazioni sulla propaganda socialista », *op. cit.* L'auteur cite ici des rapports de commissaires sur l'état moral de la population. Les commentaires qui sont ici cités concernent ainsi la situation dans la province de Mantoue.

<sup>31</sup> « Serriamo le fila », *Adunata !*, 8 février 1919. Dans les Pouilles, où existait une longue tradition de luttes agraires, renforcées encore par l'influence de Salvemini dans le paysage politique local, le mouvement des anciens combattants de développa de manière exceptionnellement rapide par rapport au reste des régions méridionales.

Il me semble que je me suis éloigné de moi-même ; je revois le garçon à la fourrure et au chapeau de bohème, plutôt comique dans son indécision, lors de son arrivée à la caserne de Bénévent... Et les marches épuisantes dans la poussière, au rythme des chants traînés par nos gorges asséchées à cause de la chaleur... La soupe, la tente battue par la pluie, la compagnie des paysans, simples, grands et sauvages... La tranchée, la disparition de ses amis les plus chers, la vie vécue dans une ivresse dionysiaque, entre une mort évitée et une mort probable, la gratitude éprouvée à l'endroit de ceux dont la valeur fut révélée par la guerre et qui compensait le dégoût inverse pour la nullité des masses... L'hôpital, l'émotion que provoque le premier vol, là-haut... et les hommes, les hommes, tant d'hommes qui avec un mot, un geste ont aussi exprimé leur caractère, me donnant ainsi le meilleur moyen de les connaître...<sup>32</sup>.

S'il est un point commun aux témoignages à notre disposition<sup>33</sup>, c'est d'abord l'origine sociale et le statut de leur auteur. Ces écrits, qu'il s'agisse du courrier des soldats, de leurs journaux et carnets ou de mémoires, furent pour l'essentiel rédigés par de jeunes officiers de réserve<sup>34</sup>, issus d'un milieu bourgeois et aisé au sein duquel ils reçurent l'éducation et la culture nécessaires pour transcrire leurs impressions, une fois sur le front. Comme ont pu l'établir les historiens ayant sondé cette masse documentaire, ce public était également imprégné par les idées diffusées massivement parmi les cercles interventionnistes, convaincus de la nécessité de leur enrôlement et sensibles aux justifications, nationalistes ou démocratiques, en faveur de la guerre. Ainsi, y compris dans les productions écrites dites du « for intérieur », il reste très souvent difficile de faire la part entre ce qui relève du privé et de l'intime ou ce qui tient, au contraire, du discours public et en dévoile alors l'influence sur les mentalités et les consciences individuelles. Or, l'analyse présente complète ce qui a déjà été mentionné, concernant le sentiment de fusion entre l'individu et sa communauté d'appartenance : si le constat selon lequel la guerre aurait transformé le climat moral et politique national revient si souvent dans

<sup>32</sup> « Come già mi appare lontano quel ragazzo con pelliccione e cappello alla bohemienne, abbastanza buffo nella sua indecisione all'arrivo nella caserma di Benevento... E le marce affaticate nella polvere fra i canti strascicati dalle gole secche per l'arsura... Il rancio, la tenda sbattuta dall'acqua, fra i compagni contadini, semplici, grandi e bestiali... La trincea, la scomparsa degli amici più cari, la vita goduta in una ebbrezza dionisiaca fra una morte scampata ed una morte probabile, la riconoscenza verso le altri personalità rivelate dalla guerra che col loro valore facevano superare il disgusto per la nullità delle masse... L'ospedale, l'ebbrezza del volo su in alto... e uomini, uomini, tanti e tanti uomini, che con una parola, un gesto mi rivelavano il loro carattere, dandomi sempre meglio il modo di conoscere l'uomo... », dans Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra, op. cit.*, p. 147-148.

<sup>33</sup> Pour traiter ces questions, nous nous sommes en grande partie appuyé sur le travail de Giovanni Sabbatucci et de ses quelques travaux, déjà cités dans le sujet. Le matériel de presse qu'il a pu rassembler au sein de son livre consacré à *La stampa del combattentismo (1918-1925)* nous a par exemple été très utile. Il nous a par ailleurs été possible de consulter les collections de la revue *Volontà*, disponibles à La Contemporaine (Nanterre).

<sup>34</sup> Soit une proportion infime si l'on considère le nombre total des combattants. Sur les 200 000 officiers, ce sont en effet principalement les jeunes recrutés et formés pour compléter l'infanterie qui partagent avec leur famille, leurs amis ou pour eux-mêmes leur expérience du front.

les témoignages et, après eux, dans les commentaires des historiens<sup>35</sup>, c'est qu'en effet cette expérience a suscité un rapprochement, ou plutôt a unifié et homogénéisé la zone frontière entre le privé et le public. La guerre perdait son caractère spécifique pour devenir autre chose, un mythe<sup>36</sup>, peut-être, en tout cas un événement qu'on se devait d'approcher au travers de descriptions vives et dramatiques. Plus exceptionnels, et publiés le plus souvent sous forme de récit, à quelques années de distance, pendant l'entre-deux-guerres, d'autres témoignages recherchaient, au contraire, une forme d'authenticité du vécu de la guerre par la reconstitution de la parole des soldats, et ainsi de leur « vérité » du conflit, supposément contraires à l'histoire officielle et capable d'entraver et d'affaiblir les justifications et les idéaux inculqués par la propagande<sup>37</sup>.

Une fois considérés ces faits d'ensemble, on ne saurait affirmer que tous les jeunes volontaires et aspirant officier aient été totalement insensibles à ce qu'ils vivaient pour ne retenir de leur expérience uniquement ce que les discours publics affirmaient ; s'il en avait été ainsi, nous serions tenus de commenter avec circonspection les impressions d'Ernesto Rossi, tandis que nous pouvons au contraire y voir un cas exemplaire, permettant d'apprécier le processus de politisations des anciens combattants. Le détail de ces impressions de guerre échappe pourtant aux deux genres mentionnés. Attentif à chacun des micro-événements qu'il a personnellement traversés pendant ses années au front, il se réapproprie, au moyen d'une recollection de ses souvenirs, une conscience personnelle que seule l'expérience lui a permis d'atteindre. Ce sentiment qu'il intériorise, l'impulsion de courage civique qui l'a conduit à renoncer à son intérêt propre, il sait d'ailleurs qu'il fut rare ; très peu d'hommes, en réalité, par la parole donnée puis dans l'action accomplie ont compris ce que la guerre exigeait d'eux : une cohésion immédiate entre les mots, les idées et les valeurs d'une part, et les faits d'autre part. On est là, pour Rossi comme pour d'autres combattants, aux antipodes du discours de propagande, de la rhétorique parfaitement inverse à ce qu'ils avaient le sentiment de vivre, comme témoignage du divorce irrémédiable entre les mots et les faits :

<sup>35</sup> Isnenghi (Mario), Rochat (Giorgio), *La Grande guerra, op. cit.*, p. 269-273. Pour un aperçu plus complet, élargi aux ressentis des soldats eux-mêmes, qui ne se limitent pas aux stéréotypes traditionnels : Fabi (Lucio), *Gente di trincea : la Grande guerra sul Carso e sull'Isonzo*, Milan, Mursia, 1994 ; Gibelli (Antonio), *La Grande guerra degli italiani*, Milan, Sansoni, 1998 ; Rousseau (Frédéric), *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de '14-18*, Paris, Seuil, 1999.

<sup>36</sup> Isnenghi (Mario), *Il mito della Grande guerra da Marinetti a Malaparte*, Bari, Laterza, 1970.

<sup>37</sup> Citons notamment : Malaparte (Curzio), *Viva Caporetto ! : La rivolta dei santi maledetti*, Biondi (Marino, éd.), Florence, Vallecchi, 1995 ; Salsa (Carlo), *Trincee : confidenze di un fante*, Santucci (Luigi, éd.), Milan, Mursia, 1995. Les deux ouvrages ont récemment été édités aux Belles Lettres (respectivement en 2012 et en 2014), grâce au travail de traduction de Stéphanie Laporte.

Le murmure de vos clichés exaspérants continue de résonner à nos oreilles. Mais on se moque de vos paroles, on préfère vous voir à l'œuvre. [...] Nous travaillons, et nous travaillons aussi pour vous ; nous avons en effet commencé à examiner votre propre travail et ce que vous nous avez donné, à nous qui sommes Italiens comme vous, et qui l'étions avant la guerre, à vos enfants, à vos frères. [...] nous avons pu constater que vous ne nous avez rien transmis et que tout reste à faire, à nouveau, en Italie. Même le patriotisme, vous ne nous l'avez pas donné ; il n'est pour vous qu'une immense estrade sur laquelle certains s'élèvent pour parler, debout, au troupeau qui est en bas et écoute<sup>38</sup>.

Figurant en assez bonne place parmi les « clichés exaspérants » de la propagande, le recours au passé et le souvenir du *Risorgimento* étaient en réalité très équivoque. Le conflit de 1915-1918 constitue moins, pour les combattants, le point d'achèvement du processus entamé près d'un demi-siècle plutôt qu'un nouveau commencement.

Mais, au-delà des divergences exposées, il est fort probable que ces allusions patriotiques trouvaient un écho parce qu'elles renvoyaient à un passé et une culture commune, à des événements assez éloignés dans le temps pour que le travail mémoriel eût agi en modifiant leur perception et la sensibilité des hommes à leur évocation<sup>39</sup>. Entre les deux discours, il existe une communauté de thèmes et de valeurs qu'on ne peut passer sous silence. En fait, le comportement des anciens combattants donnerait plutôt le sentiment qu'ils revendiquent, en même temps qu'une prise de parole, un droit politique voire beaucoup plus, des responsabilités auxquelles ils jugent légitime de pouvoir prétendre après avoir fait la démonstration de leur courage et de leur valeur, par le sacrifice consenti pendant la guerre. Tout en se dissociant formellement des discours à la gloire des soldats, les anciens combattants font preuve à cet égard, par leurs témoignages variés, d'une attitude plus hésitante qu'elle n'y paraît. L'image du soldat s'affirmant comme le sujet d'une conscience et d'une action contribuait de manière évidente à l'héroïsation des combattants, et offrait un mythe collectif dans lequel la nation pouvait redonner un sens à son destin partagé ; bien qu'en réalité la guerre, par son intensité et son ampleur, échappait à toute capacité de contrôle, y compris de la part de ceux qui l'avaient faite<sup>40</sup>. Leur discours est ainsi subtilement traversé par cette dichotomie : d'un côté la volonté

<sup>38</sup> « Noi abbiamo le orecchie che ci zuffolano esasperate di luoghi comuni. Ebbene, noi che ne infischiamo delle vostre parole e vogliamo vedervi all'opera. [...] Noi lavoriamo, e lavoriamo anche per voi, sopra tutto perché abbiamo cominciato un esame : l'esame retrospettivo della vostra opera : di quel che avete saputo dare a noi che siamo italiani come voi, e che eravamo anche prima della guerra, proprio i vostri figli e i vostri fratelli [...] perché abbiamo visto che non ci avete dato nulla e che tutto in Italia è da rifare. Non ci avete dato nemmeno il patriottismo, che è per voi una impalcatura enorme dalla quale alcuni parlano stando in alto a molti allocchi che sono di sotto ad ascoltare. », dans Brunazzi (Priamo), « Esame e programma », art. cité.

<sup>39</sup> Emilio Gentile traite ainsi des origines et de l'influence du mythe révolutionnaire de la politique comme régénération morale sur l'ensemble de la culture politique italienne, de la Révolution française au début du XXème siècle, en passant par le Risorgimento. Gentile (Emilio), *Il culto del littorio*, op. cit., p. 8-40.

<sup>40</sup> Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra*, op. cit., p. 85 sqq.

de s'affirmer telle une élite d'avant-garde, du fait de la valeur morale éminente des soldats, ces « hommes nouveaux » purifiés par la souffrance, la discipline et le devoir ; de l'autre le risque qui peut en dériver d'une exaltation irraisonnée de l'héroïsme guerrier jusqu'au déchaînement des instincts les plus violents contre tout ce qui incarne « l'Italie d'hier ».

## **Action et pensée politique après la guerre : la naissance des faisceaux de combat**

### *La révolution des faisceaux ou la confusion des idéologies*

On connaît les conditions dans lesquelles, le 23 mars 1919, sont fondés, à Milan, les « faisceaux de combat ». Nous nous limiterons à rappeler ici les circonstances de cet événement, en le rapportant au sentiment de confusion qui caractérise l'opinion italienne après la guerre. Dès 1939, à l'occasion d'un entretien avec Yvon de Begnac, Benito Mussolini lui-même évoqua l'état psychologique dans lequel il se trouvait lorsque, à la charnière des années 1918 et 1919, fut créé le mouvement des faisceaux<sup>41</sup> : « Nous étions désorientés et cherchions notre voie » résumait-t-il. Au milieu de cette « désorientation générale », le futur *duce* veut cependant très vite assumer le rôle d'un meneur et d'un guide, certain de pouvoir compter sur son verbe et l'influence de son propre journal, *Il Popolo d'Italia*, afin de susciter un mouvement d'attraction réciproque entre lui et « son public ». Un public composé d'hommes, pour la plupart d'anciens combattants issus des classes sociales intermédiaires : officiers et sous-officiers de première ligne qui avaient tenu le front pendant plusieurs années et qui, une fois de retour à la vie civile, s'estimaient trahis et mal récompensés de leur sacrifice. Mussolini leur offrait en quelque sorte une « aventure nouvelle et un drapeau »<sup>42</sup>, un ennemi également, qui concentre contre lui toutes les frustrations, les angoisses, les illusions et les espoirs nés de la guerre. Le vocabulaire martial<sup>43</sup> avec lequel Mussolini s'adresse à ses lecteurs, séduit les franges des milieux nationalistes, par exemple les futuristes, auxquels s'ajoutent des membres de la mouvance activiste des anciens combattants, les *arditi*, et enfin différents courants de

<sup>41</sup> De Begnac (Yvon), *Palazzo Venezia : storia di un regime*, Rome, La Rocca, 1950, p. 157 *sqq.*, dans De Felice (Renzo), *Mussolini il rivoluzionario 1883-1920*, Einaudi, Turin, 1965, p. 459.

<sup>42</sup> Milza (Pierre), *Mussolini, op. cit.*, p. 236.

<sup>43</sup> Le 24 mars 1919, dans un éditorial paru dans *Il Popolo d'Italia*, Mussolini écrit : « Nous déclarons la guerre au socialisme, non parce que socialiste, mais parce qu'il a été contraire à la nation. Sur ce qu'est le socialisme, son programme et sa tactique, chacun peut discuter mais le parti socialiste officiel italien a été nettement réactionnaire, absolument conservateur, et si ses thèses avaient triomphé il n'y aurait pas pour nous aujourd'hui de possibilité de vie dans le monde. », dans Milza (Pierre), *Mussolini, op. cit.*, p. 239.

l'interventionnisme de gauche, des socialistes en rupture de ban aux syndicalistes révolutionnaires.

Qu'est-ce qui, dans le discours de Mussolini, permet de réunir tous ces individus ? Pour les historiens du fascisme, le premier problème, peut-être même le problème fondamental, consiste à repérer le domaine propre de l'idéologie du mouvement, en tant qu'ensemble cohérent, positif, non réductible à la somme de ses parties, c'est-à-dire à chacune des cultures politiques qui le composent. Quelle thèse privilégier cependant ? Doit-on insister sur le caractère contingent des orientations idéologiques effectuées par Mussolini ; mettre l'accent sur son « opportunisme politique »<sup>44</sup> ? Faut-il au contraire tenter une généalogie de l'« idéologie fasciste » et relire la création du mouvement, en 1919, comme le point d'aboutissement d'une évolution historique ; une formulation synthétique et logique située à l'intersection exacte de deux courants de pensée du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>45</sup> ? L'une des formulations que nous jugeons ici parmi les plus convaincantes et certainement la plus heuristique et stimulante au regard de la problématique envisagée, est celle d'Angelo Tasca. La méthode critique et les choix documentaires ont sans doute influencé son interprétation. Tasca, en effet, disposait, pour écrire l'une des premières études historiques sur le sujet, essentiellement de deux types de sources : des ouvrages sur l'Italie du début des années vingt, mais surtout des collections de périodiques. Il proposa en conséquence une relecture informée du discours fasciste, particulièrement attentive à ses ambiguïtés, et à ses déplacements répétés du domaine des idées et de la pensée vers celui des faits et de l'action. Aussi la nature *ambivalente* du fascisme lui apparut-elle comme l'une des « caractéristiques essentielles » de [son] idéologie et de [sa] propagande »<sup>46</sup> :

Tout se simplifie, car les pensées n'ont pas eu le temps de se former, de se rejoindre, de se heurter, qu'elles se déchargent déjà dans l'action, dans le geste qui entraîne et qui exalte. La vie intérieure se réduit aux plus simples réflexes, se déplace des centres nerveux vers la périphérie. On n'a ni doutes ni inquiétudes. Le jeune fasciste, au milieu d'un monde plein de contradictions, constate avec joie : *je n'ai pas besoin de penser, donc je suis*<sup>47</sup>.

Cette intuition a pour ainsi dire également nourri d'autres travaux qui, plutôt que d'écarter absolument l'hypothèse idéologique, ont au contraire souligné la nature composite de la

<sup>44</sup> Valeri (Nino), « Origini del fascismo. Squadristo e lotta di classe », dans Chiaromonte (Nicola, éd.), *Lezioni sull'antifascismo*, Rome, Ed. e/o, 1999, p. 8 ; Salvemini (Gaetano), *Mussolini diplomatico (1922-1932)*, Bari, Laterza, 1952 [1932].

<sup>45</sup> Sternhell (Zeev), *Naissance de l'idéologie fasciste, op. cit.*

<sup>46</sup> Tasca (Angelo), *Naissance du fascisme, op. cit.*, p. 60.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 63.

« mentalité » fasciste tout en cherchant à identifier le sentiment qu'elle pouvait susciter. Ces réflexions empruntent souvent au vocabulaire du religieux. Le fascisme serait ainsi une « mystique de l'action », selon Adrian Lyttelton : une croyance en la primauté de l'agir, fondée sur un sentiment exalté comparable à la foi. La religiosité en question est néanmoins « extradoctrinale »<sup>48</sup> ; essentiellement transmise par un ensemble d'évocations mythiques, un imaginaire commun qui procède d'un environnement culturel. Or, la guerre, l'interventionnisme voire même des expériences antérieures à 1915, comme celles, pour Mussolini, du syndicalisme et du socialisme révolutionnaire, ont toutes incarné un idéalisme activiste, élaboré et diffusé par une culture et une propagande politique. Dans le premier tome de sa biographie du *duce*, Renzo de Felice s'est intéressé à la sensibilité et à l'éthos politiques de son sujet. Pour chacun des différents lieux de la formation et de l'itinéraire politique de Mussolini, l'historien a ainsi décrit les qualités psychologiques propres aux individus membres de ces milieux, en les considérant comme les « propriétés structurales » de leur activité politique<sup>49</sup>. Les oppositions, d'un mouvement à l'autre, sont parfois violentes, mais n'empêchent pas les convergences. La base de cette entente, dans ce cas, se trouve être un « état d'esprit » ressemblant, comme lorsque Mussolini, principale figure du socialisme romagnol, se rapproche des anarcho-syndicalistes, sans néanmoins rejoindre leur groupe. En 1914, il fonde même, avec des membres de l'ultra-gauche et du syndicalisme d'inspiration sorélienne, une revue dont le titre annonce les intentions de la bande : dans *Utopia*, ces jeunes intellectuels veulent dissocier le socialisme italien de ses contenus théoriques, du matérialisme scientifique et de la doctrine marxiste, pour l'élever à la hauteur d'une foi : idéaliste, absolutiste et intransigeante. En janvier 1914, Mussolini écrit par exemple :

La Révolution sociale ne se réduit pas à une œuvre de l'esprit, un calcul rationnel ; elle est, avant tout, un acte de foi<sup>50</sup>.

Dans un registre similaire, Sergio Panunzio offre une autre version de ce volontarisme, identifiant la position révolutionnaire à une éthique et une pratique, un « devoir être ». La culture révolutionnaire, en effet, doit viser « la réduction à l'état d'unité absolue de la pensée

<sup>48</sup> Dupront (Alphonse), *Du sacré : croisades et pèlerinages, images et langages*, Paris, Gallimard, 1987.

<sup>49</sup> Garrigou (Alain), « Les mœurs politiques : maîtriser les passions », dans Lagroye (Jacques, dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 9-29.

<sup>50</sup> « La Rivoluzione sociale non è uno schema mentale o un calcolo, ma, prima di tutto, un atto di fede. Io, caro Prezzolini, credo nella Rivoluzione Sociale. » Mussolini (Benito), « L'impresa disperata – a Prezzolini », *Utopia*, 15 janvier 1914, dans Favilli (Paolo), *Storia del maxismo italiano dalle origini alla Grande guerra*, Milan, FrancoAngeli, 1996, p. 476. Giuseppe Prezzolini jugeait « désespérée » l'entreprise théorique consistant à redonner au socialisme une conscience idéologique et révolutionnaire nouvelle.



et de l'action »<sup>51</sup>. Devenir et être révolutionnaire implique, par conséquent, une transformation en profondeur de ses habitudes intellectuelles, ses croyances et ses comportements, en un mot de sa « mentalité »<sup>52</sup>. Il s'agit de renoncer à la relation de la science avec l'accomplissement d'un idéal politique et social sans séparer la révolution, dans sa dimension pourtant profondément utopique, du réel et du présent. Au lendemain de la guerre, ce mysticisme révolutionnaire s'incarnera dans des formes d'action en réinvention, pour rendre plus plausible encore la liaison de l'histoire avec la promesse de régénération. Ce sera à nouveau l'œuvre et la volonté de Mussolini de proposer une autre version, vulgarisée et agissante, de la révolution, avec le fascisme naissant.

L'orientation du mouvement a tenu, en grande partie, à la nature de la société où il se développait. Cette société, exposée à une succession de changements internes, favorisait le développement de ces nouvelles manières de concevoir la lutte politique afin d'entrer en contact avec une réalité insaisissable, qui semblait évoluer en permanence<sup>53</sup>. La guerre, souligne Piero Melograni, avait transformé la réalité italienne, beaucoup plus « rapidement et plus profondément » que ne parvint à le faire pour elle-même la classe politique. Il aurait fallu, pour cela, que l'élite dirigeante soit capable d'interpréter les lignes directrices selon lesquelles cette réalité se transformait. Les mutations en question concernaient bien sûr le pouvoir, son fondement, sa légitimité ; elles interrogeaient par conséquent le rapport entre les élites et les masses. Ces problèmes contemporains apparaissaient avec netteté et avec évidence, dès avant le début du conflit. Mais la guerre, et la crise qui en résultait, avaient modifié les habitudes ; elle avait exposé les hommes à de nouvelles manières de concevoir et de vivre les luttes politiques<sup>54</sup>. Aussi l'emploi mêlé des expressions comme « masse », « révolution » et « peuple », illustre-t-il l'état d'incertitude et de confusion qui traverse tout le champ politique

<sup>51</sup> « la riduzione ad assoluta unità del pensiero e dell'azione [sul terreno del] dover essere. » Panunzio (Sergio), « Il lato teorico e il lato pratico del socialismo », *Utopia*, 15-31 mai 1914, dans Favilli (Paolo), *op. cit.*, p. 477.

<sup>52</sup> Lors de son passage à la tête du groupe socialiste de Forlì, Mussolini mis un soin particulier à refonder la ligne éditoriale du journal *La Lotta di classe*, afin d'œuvrer en ce sens, par le moyen d'une propagande capable de transformer « chaque militant en activiste ». De Felice (Renzo), *Mussolini il rivoluzionario*, *op. cit.*, p. 79-112.

<sup>53</sup> L'idée est développée par Emilio Gentile : Gentile (Emilio), *Storia del partito fascista. 1919-1922*, *op. cit.* Nous renvoyons aussi aux propositions de Maurizio Ridolfi : Ridolfi (Maurizio), *Interessi e passioni. Storia dei partiti italiani tra l'Europa e il Mediterraneo*, Milan, Mondadori, 1999, p. 284-317.

<sup>54</sup> Gentile (Emilio), *Le origini dell'ideologia fascista*, *op. cit.* Nous appuyons en outre ces réflexions en nous fondant sur les travaux de Gaetano Quagliariello, notamment les deux ouvrages qu'il a co-dirigé sur l'histoire des partis politiques et la crise de la représentation en Italie, du système libéral au fascisme : Quagliariello (Gaetano), *Il partito politico nella Belle Epoque : il dibattito sulla forma-partito in Italia tra '800 e '900*, Milan, Giuffrè, 1990 ; Quagliariello (Gaetano), Grassi Orsini (Fabio) et al., *Il partito politico dalla Grande guerra al Fascismo : crisi della rappresentanza e riforma dello stato nell'età dei sistemi politici di massa 1918-1925*, Bologne, Il Mulino, 1996.

dans l'après-guerre. Du point de vue des anciens combattants qui se promettaient de « refaire l'Italie », on avait de fortes raisons, après la guerre, de penser que si une nouvelle classe dirigeante devait émerger et s'imposer contre les restes de l'ancienne société, son œuvre de reconstruction impliquerait les « masses », le petit peuple anonyme, privé de visibilité sociale et politique. D'ailleurs ce peuple, grandi dans les victoires de la Grande Guerre, répugnait désormais à « attendre la révolution » en s'ordonnant selon les formes classiques de la mobilisation : c'est un monde disposé à l'action qui réduit tout l'ordre moral à l'empire de quelques notions tenues et reconnues comme sacrées : la révolution, la nation, le peuple. Ces notions, toutefois, ne s'identifient plus aux institutions organisées ainsi qu'aux principes d'autorité et de légitimité de l'ordre social et politique. À travers la seule évocation du rôle politique des « masses », par exemple, sont en réalité formulées diverses façons d'envisager une action conjointe des élites et des différents groupes sociaux afin de remettre en cause les structures classiques et traditionnelles du pouvoir. On trouve un exemple de célébration équivoque des masses et du prolétariat armé chez l'écrivain Curzio Malaparte dont l'ouvrage sulfureux, *Viva Caporetto !*, imprimé à compte d'auteur en février 1921, fut immédiatement saisi<sup>55</sup>. Par un renversement audacieux et sans précédent, ce récit-témoignage d'un officier volontaire qui s'était mélangé au peuple, transformait le traumatisme national de la défaite militaire d'octobre 1917, à Caporetto, en symbole de la révolte sociale à venir. L'ambiguïté du propos qui est tenu dans cet ouvrage annonce celle d'un itinéraire intellectuel et politique, partagé entre deux révolutions<sup>56</sup>, comme l'est aussi la société italienne lors de la parution du livre, à la charnière entre les « années rouges » et les « années noires » qui marquent la naissance et l'avènement des « faisceaux de combat ». Aussi est-ce en s'opposant aux organisations traditionnelles, à leur logique de fonctionnement et à leur modèle de discipline, que le fascisme a trouvé à se diffuser dans la réalité sociale et historique de 1919 ; une ère nouvelle annoncée comme étant celle de l'« hypertrophie démocratique » et de la « politique de masse »<sup>57</sup>.

<sup>55</sup> Voir l'introduction à la traduction française de Stéphanie Laporte : Malaparte (Curzio), *Viva Caporetto !*, Laporte (Stéphanie, trad.), Paris, Les Belles Lettres, 2012. Aussi : Laporte (Stéphanie), « 1914-1918 ou l'expérience irréversible de Curzio Malaparte », *Cahiers d'études italiennes* [En ligne], 24/2017, mis en ligne le 28 février 2017, consulté le 13 avril 2017. URL : <http://cei.revues.org/3278> ; Martinelli (Luigi), « Curzio Malaparte : La rivolta dei santi maledetti », *Cuadernos de Filología Italiana*, 2015, vol. 22, p. 155-180.

<sup>56</sup> Caprioglio (Sergio), « La conquista dello stato per Gramsci e Malaparte », *Belfagor*, v. 41 n° 3, p. 245-261 ; Serra (Maurizio), *Malaparte. Vies et légendes*, Paris, Grasset, 2011.

<sup>57</sup> Mussolini (Benito), « 23 marzo », *Il Popolo d'Italia*, le 18 mars 1919.

Au triomphe de cette idée ont contribué les partis de gauche, mais aussi des hommes situés au confluent de plusieurs cultures politiques et doués d'une perception intuitive de la mentalité contemporaine. Ainsi, par exemple, Mussolini, ancien socialiste, professant après-guerre un programme révolutionnaire en réalité profondément moderne et inspiré par les motifs du nationalisme. Son orientation était tracée depuis les dernières années du conflit mondial lors de la crise de Caporetto, face à laquelle ses anciens camarades du PSI réagirent, comme il le pensait, de la pire des façons, indifférents sinon hostiles à « l'idéal national »<sup>58</sup>. Au temps de l'interventionnisme, les hommes venus comme lui des milieux de la gauche et de l'ultra-gauche avaient au contraire communié dans l'exaltation de ce sentiment et de la grandeur de l'Italie. Déjà à l'été 1917, peu de mois après le mouvement de février dans l'empire tsariste, sa conception de la révolution se teinte de motifs nouveaux : la révolution, écrit-il, « est une discipline qui se substitue à une autre discipline, elle est une hiérarchie qui vient prendre la place d'une autre hiérarchie »<sup>59</sup>. L'originalité de sa conception réside donc dans la coïncidence d'un antimarxisme avec un sens passionné mais lucide et réaliste de l'action du peuple qui nourrit également son nationalisme. Il ne faut certainement pas attacher une importance exagérée à l'originalité de la trajectoire de Mussolini, à ses variations entre les deux camps. Dès la fin de la guerre, il affirme l'existence de besoins nouveaux dans le domaine politique<sup>60</sup> en plaidant à la fois contre les partis et contre la mentalité « dogmatique » de leurs dirigeants : il cherche avant tout des moyens d'agir en un temps où l'incertitude domine, ruine les professions de foi et les systèmes idéologiques. Il mêle donc librement des thèmes et des revendications de milieux politiques logiquement opposés, mais cette séparation n'importe pas puisqu'il cherche

<sup>58</sup> Pour Mussolini, l'attitude des socialistes qui poussaient encore en 1917 pour la conclusion d'une « paix blanche » et la démobilisation du peuple en arme, expliquait en grande partie la défaite de Caporetto. Surtout cette position menaçait la réalisation de l'« idéal national » de Mussolini. Sur ces questions : Milza (Pierre), *Mussolini, op. cit.*, p. 184-210.

<sup>59</sup> « I termini guerra e Rivoluzioni sono inscindibili. [...] La Rivoluzione non è il caos, non è il disordine, non è lo sfasciamento di ogni attività, di ogni vincolo della vita sociale, come opinano gli estremisti idioti di certi paesi ; la Rivoluzione ha un senso e una portata storica soltanto quando rappresenta un ordine superiore, un sistema politico, economico, morale di una sfera più elevata ; altrimenti è la reazione, è la Vandea. La Rivoluzione è una disciplina che si sostituisce a un'altra disciplina, è una gerarchia che prende il posto di un'altra gerarchia... E' altamente significativo che la Russia ultra-democratica vada alla dittatura. » Mussolini (Benito), « Viva Kerensky ! », *Il Popolo d'Italia*, le 26 juillet 1917, dans Id., *Opera omnia*, vol. 9, *Dalla crisi del ministero Boselli al Piave (18 giugno 1917 – 29 ottobre 1917)*, Susmel (Edoardo, éd.), Susmel (Duilio, éd.), Florence, La Fenice, 1958, p. 78.

<sup>60</sup> Gentile (Emilio), *Storia del partito fascista, op. cit.*, p. 19 *sqq.* : À la fin de la guerre, Mussolini propose de former une « Constituante de l'interventionnisme » en prenant pour modèle son idée de « l'antiparti », qu'il concevait concrètement comme une organisation fasciste, c'est-à-dire une organisation dépourvue de « dogmes », de la « mentalité » et surtout des « préjugés » des vieux Partis », afin de permettre une « coexistence » et une « communauté d'action entre tous ceux qui – quels que soient leurs idées politiques, religieuses, ou leurs principes économiques – acceptent une solution donnée à un problème donné. » (Traduction personnelle).

à retenir et à nouer ensemble tout ce qui lui paraît aller dans le sens du changement qu'il annonce. L'activisme de Mussolini veut être une réponse à ce qui était, par-delà l'opposition des partis, des camps et des idées, le problème fondamental pour les interventionnistes de 1915 et les anciens combattants, c'est-à-dire leur prise de responsabilités dans un monde devenu incertain.

Décrire la victoire fasciste depuis la fondation du mouvement cinq mois après l'armistice, c'est avant tout retracer comment le mouvement, au cours de quelques années décisives, entre 1919 et 1921, a métamorphosé, dans un sens résolument volontariste, activiste, l'idée de révolution et, plus largement, la politique elle-même. Ce processus s'est accompli de façon progressive. La première étape s'est marquée par la mobilisation du mouvement combattant et la venue d'anciens officiers de réserve. Avec eux, l'exaltation héroïque de la guerre qui avait caractérisé le moment décisif de l'interventionnisme se prolonge dans une nouvelle forme, comme agitation politique, parfois très violente, impliquant cette fois des vétérans de la Grande Guerre.

Ce moment fut pour Ernesto Rossi, bien qu'il n'assiste qu'en spectateur à la constitution du mouvement des faisceaux, un tournant dans sa résolution à participer activement aux luttes politiques de son époque<sup>61</sup>. Les événements du printemps 1919 lui donnent ainsi « confiance » dans l'idée qu'un « renouveau » est possible pour la nation italienne :

J'avais commencé à travailler et écrire avec tant de bonheur que, me croyant dans un état de grâce [...] je m'étais juré de ne pas m'intéresser pendant un moment à tout ce qui se passait en dehors du petit, très petit cercle nécessaire à l'exploration de ma personnalité. [...] Comme je n'ai pu m'y tenir, dès que j'ai entendu parler des événements de Milan, je n'ai pu m'empêcher de prendre le train pour aller à Florence pour mieux savoir ce qui s'y passait, prêt à agir si besoin. Ça ne l'était pas cependant, mais je suis tout de même resté en ville pour me faire une idée du moment politique actuel. J'ai écouté les discours prononcés lors de diverses réunions et congrès, pendant une dizaine d'heures certains jours. Je pense que tout ça a suffi à embrouiller même ceux qui avaient des idées plus claires que les miennes... De tout cela, cependant, j'ai gardé une grande confiance dans la possibilité d'un renouveau de l'Italie, notamment en

<sup>61</sup> Admis, début mars 1918, dans l'aviation militaire en tant qu'aspirant-pilote, il intègre pour quelques mois le camp de San Giusto, près de Pise. Sa démobilisation intervient peu de temps après, en mars 1919. Il traverse alors une période de doutes que traduisent quelques-unes de ses lettres, comme celle déjà citée qu'il adresse à Giuseppina Molea : « Personnellement, je dois reconnaître que ces trois années n'ont pas été en pure perte ; même qu'elles m'ont tant apporté... Mais maintenant, que vais-je faire ? Eh bien... pourtant si Tobia, dans sa grande sagesse, s'est refusé à tuer la mouche [qui l'importunait], car le monde était bien assez grand [pour que deux êtres vivent sans s'importuner l'un l'autre], il me semble impensable que même le pauvre Teodoro Nasica, philosophe, ou plutôt *sofo*, ne trouve d'endroit qui donne à la mouche le droit d'y vivre ! » (traduction personnelle). Il est ici fait référence à deux œuvres littéraires contemporaines ; la première est une comédie en trois actes de Cesare Vico Lodocivi (*Tobia e la mosca*, 1921) et la seconde une suite d'anecdotes mises en récit par Luigi Lucatelli (*Così parlarono due imbecilli*, 1910).

assistant au rassemblement des Combattants sous une direction politique conforme à mes idées<sup>62</sup>.

Même si, dans cette lettre, Rossi fait seulement référence à « l'Association des Combattants »<sup>63</sup>, c'est bien dans le journal dirigé par Mussolini qu'est publié son premier article sur une réforme du modèle électoral italien et l'adoption de la représentation proportionnelle, quelques semaines avant que ne paraissent ses contributions dans les colonnes du *Giornale dei combattenti* de Florence.

Les faisceaux de combat, en effet, cherchent également à recueillir fidèlement les valeurs du *combattentisme*, dont Ernesto Rossi se fait l'interprète dans ses articles : à la fois témoin d'un inachèvement et de la conviction profonde en ses propres qualités, morales et intellectuelles dans un temps de gravité et de renouvellement<sup>64</sup>. Lui qui a donc connu le fascisme à partir de cette première phase, le définit encore dans le second après-guerre essentiellement par-là : le sentiment que le mouvement est le seul à répondre au caractère original du moment, qui consiste dans la communion du sacrifice des soldats et de l'esprit national. La volonté des anciens combattants se donne donc pour l'âme de l'Italie, elle partage avec la nation sa nouvelle élévation :

La guerre a été une grande épreuve dans laquelle se sont révélées les individus : donnez aux hommes nouveaux le moyen d'arriver au pouvoir et alors nous entendrons une parole forte et sincère, dictée par la foi et pas uniquement la ruse politicienne recouverte d'une rhétorique sonore ; que l'on brise les défenses érigées autour d'une caste et, grâce à un puissant courant vital, régénérons la politique italienne décrépite. Le premier instrument qui se présente à nous pour ce renouvellement est le scrutin de liste à représentation proportionnelle, et nous devons l'imposer par tous les moyens, en mémoire des oubliés de mai '15. Seulement par l'adoption de ce système, *non violent*, il est envisageable d'entamer la restauration de notre vie publique.

<sup>62</sup> « Avevo cominciato a lavorare e scrivevo contento perché mi pare di essere in stato di grazia [...] che avevo giurato a me stesso di non interessarmi per un po' di tempo di tutto quello che succedeva al di fuori della piccola, piccolissima cerchia necessaria all'esplicazione della mia individualità. Bisognava forse per questo che non leggessi i giornali, né aprissi la posta che mi arrivava... Siccome questo non mi riusciva, così, appena saputi gli avvenimenti di Milano non potei fare a meno di prendere il trenino ed andare a Firenze per meglio conoscere quel che era successo e nel caso essere pronto ad agire. Di questo non c'è stato bisogno ma mi sono trattenuto lo stesso in città per farmi un'idea del momento politico attuale. Ho ascoltato discorsi nelle varie riunioni e congressi, in una media di dieci ore al giorno. Credo abbastanza per annebbiare le idee anche a chi le avesse avute più chiare di quello che io le avevo... Da tutto questo però ho riportato una fiducia grande nella possibilità di un rinnovamento dell'Italia, datami dal vedere le forze dei Combattenti orami riunite su di un indirizzo politico rispondente alle mie idee. », dans Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra*, *op. cit.*, p. 149-150.

<sup>63</sup> Début mars 1919, l'Association nationale des anciens combattants (ANC) émerge sur la scène nationale pour la première fois, à l'occasion de la réunion, à Milan, des représentants de plus de trente sections dans le but de poser les bases d'un grand congrès national, qui se tiendra deux mois plus tard, à Rome. Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra*, *op. cit.*, p. 66.

<sup>64</sup> Tasca (Angelo), *Naissance du fascisme*, *op. cit.* : « L'Europe présente chaque jour un décor tragique et grandiose. », p. 39.

À condition, bien sûr, que celle-ci accueille favorablement les prétentions de cette nouvelle « élite ». La réforme du scrutin proportionnel, réponse institutionnelle à la crise de légitimité des représentations sociales et politiques dominantes, consacre finalement les deux grands partis certainement les plus éloignés et les plus hostiles à l'interventionnisme. On a tenu cet échec pour révélateur de la pauvre influence sur les masses de la propagande belliciste et interventionniste de 1914-1915, et analysé comme une sorte de désaveu populaire de la guerre l'écrasant succès des socialistes et des catholiques. De telles lectures sont insuffisantes ; elles signifient seulement que les masses se soustraient au pouvoir d'une classe dirigeante qui porte selon elle les responsabilités de la guerre, ce qui est évident ; on en conclut qu'elles restent ainsi parfaitement étrangères à l'esprit « ancien combattant », simplement parce que les mouvements et les partis qui incarnent le mieux cette idéologie, au demeurant assez confuse, sont alors indistinctement assimilés aux chantres de l'interventionnisme et à l'oligarchie dominante : bon moyen de persuasion auxquels recourent avec bonheur les socialistes<sup>65</sup>, mais très éloigné de la vérité. Il faut pourtant prendre garde à la complexité des opinions d'une époque marquée par l'antagonisme entre radicaux et réformistes. En cela, les élections de 1919 confirment d'abord la défaite des institutions libérales et des valeurs propres à la démocratie bourgeoise en Italie. Certainement, l'impact de la propagande, celle qui est diffusée pendant la guerre et singulièrement après Caporetto, doit être reconsidéré dans ce processus, comme le suggérait déjà l'un des premiers historiens du fascisme<sup>66</sup>. Il n'est pas possible en effet d'ignorer totalement ce qui rapproche cette radicalité politique des idées diffusées sur le front. On y retrouvait, tout à la fois, la conception de la guerre comme révolution, le principe d'un « ordre nouveau » dans lequel les intérêts matériels et les intérêts moraux des peuples pourraient s'accorder, enfin la réinterprétation du conflit comme l'occasion et l'instrument d'un renouvellement de la classe dirigeante : « le présupposé mis à ce renouvellement tant espéré était précisément la révélation, dans la guerre, d'une Italie civile, honnête, patiente, travailleuse,

<sup>65</sup> Ernesto Rossi, lui-même, s'est heurté, lors de sa démobilisation, à l'hostilité des socialistes et des communistes. Cette expérience est racontée dans un entretien de 1966 avec Luisa Calogero La Malfa, par la suite publié dans les *Quaderni dell'Istituto romano per la storia dal fascismo alla resistenza* en 1969. Il y évoque encore, malgré les années, de la « bestialité » de ceux qui présentaient aux foules « tous les officiers, y compris les officiers de réserve, anciens combattants, comme des délinquants, des ennemis du prolétariat, des mercenaires au service de la bourgeoisie. » Voir : La Malfa (Luisa), « Intervista con Ernesto Rossi », *Quaderni dell'Istituto romano per la storia dal fascismo alla resistenza*, n° 1, Rome, 1969, p. 97-117.

<sup>66</sup> Tasca (Angelo), *Naissance du fascisme*, *op. cit.* On retrouve ce type d'analyse dans d'autres travaux plus récents, notamment chez Roberto Vivarelli : Vivarelli (Roberto), *Storia delle origini del fascismo*, *op. cit.*

supérieure et différente, chez le peuple comme chez la bourgeoisie, de l'idée que l'on se faisait habituellement sur les Italiens.<sup>67</sup> »

Que le fascisme puisse être interprété comme une « révolution » ou le résultat, « improvisé »<sup>68</sup>, de la participation de l'Italie au premier conflit mondial, reste une thèse historique discutée<sup>69</sup>, mais ce qui nous importe de remarquer ici, c'est que la fondation des faisceaux, le 23 mars 1919 fut véritablement perçue et vécue comme une authentique expérience insurrectionnelle, l'acte de fondation d'une nouvelle société<sup>70</sup>. Des hommes dont les idées, le parcours et la forme de leur engagement dans le fascisme étaient aussi équivoques que ceux du philosophe Giovanni Gentile et de l'écrivain Curzio Suckert ont partagé ce même idéal eschatologique<sup>71</sup>. Outre leur adhésion future au PNF, l'un et l'autre partageaient également en commun leur enrégimentement dans le camp interventionniste, autant par conviction que par devoir, à l'arrière et au front. Or, l'épreuve de la guerre, ou plutôt sa médiatisation, fut à l'origine de cette « culture de combat » qui liait l'acte de régénération, tant individuel que collectif et national, à l'expérience limite que pût représenter la Grande Guerre, tant du point de vue de la mort de masse que de la violence inouïe des affrontements<sup>72</sup>. Les premiers documents biographiques sur Mussolini illustrent bien ce type de continuité entre une épreuve unique, bouleversante, vécue au plus profond de soi, mais aussi, pour la première fois, à l'échelle de la nation, et le besoin de la transcender en projetant des désirs de renouvellement dans l'action d'un homme exceptionnel, qui partage cependant l'histoire et le destin de tout un peuple<sup>73</sup>. Aussi, dans quelle mesure la construction et la refondation de la figure du chef

<sup>67</sup> « Presupposto di questa auspicata opera di rinnovamento era appunto la scoperta, nella guerra, di un'Italia civile, onesta, paziente, laboriosa, tanto superiore e diversa, popolo e borghesia, da quel ritratto ufficiale in cui si compendia il giudizio corrente sugli italiani. », dans Vivarelli (Roberto), *Storia delle origini del fascismo*, op. cit., p. 74.

<sup>68</sup> Romano (Ruggiero), Vivanti (Corrado), *Storia d'Italia*, op. cit., p. 2107.

<sup>69</sup> Sur cette question, par ailleurs très vaste, nous nous limiterons à citer quelques références seulement, en signalant d'abord les travaux essentiels, encore une fois, d'Emilio Gentile que l'on peut mettre en parallèle avec l'expression à laquelle recourt Angelo Tasca dans son essai historique paru dès les années trente : « la contre-révolution posthume et préventive ». Voir aussi : De Felice (Renzo), *Mussolini il fascista*, vol. 1, *La conquista del potere 1921-1925*, Turin, Einaudi, 1974, p. 306-307.

<sup>70</sup> Lupo (Salvatore), *Le Fascisme italien*, op. cit., p. 11-41 ; p. 151. La thèse en partie développée par l'auteur est que le fascisme serait né puis aurait vécu « dans le sein d'une culture radicale diffuse, à droite, à gauche et, d'une certaine façon, au centre également ».

<sup>71</sup> Du premier, citons l'ouvrage de 1920, publié avant l'apparition du fascisme lui-même, *La riforma dell'educazione : discorsi ai maestri di Trieste* (Bari, Laterza, 1920), texte dans lequel il évoque l'idée de « rivoluzione spirituale ». Voir aussi : Gentile (Emilio), *La Grande Italia : il mito della nazione nel XX secolo*, Rome, Laterza, 2011, p. 180. Pour Malaparte, nous renvoyons aux commentaires faits précédemment.

<sup>72</sup> Ostenc (Michel), « La guerre et le mythe de la "résurrection" chez les intellectuels italiens. Réforme morale et nationale (1902-1915) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2007/3, n° 227, p. 23-41.

<sup>73</sup> Passerini (Luisa), *Mussolini immaginario. Storia di una biografia 1915-1939*, Rome ; Bari, Laterza, 1991.

« charismatique »<sup>74</sup>, en la personne de Benito Mussolini, témoignerait-elle de l'existence d'une attente trouble de renouveau dans l'opinion ? Limitons-nous à remarquer que le mouvement des faisceaux s'était déterminé dans une période où se mêlaient de façon confuse les espoirs et les angoisses qu'avaient suscité la guerre dans les esprits<sup>75</sup>. À l'origine d'un type d'organisation militaro-politique moderne qui lui a permis d'étendre rapidement sa domination, le fascisme avait réussi à traduire, par son action, cette concordance, sinon d'intentions, du moins d'aspirations mal définies, voire contradictoires, motivées par une crise profonde des identités, sociales et politiques. C'est cette dimension du phénomène qui a ici fait l'objet de notre attention.

### ***Les anciens combattants, la révolution et le problème de la violence***

Dans l'immédiat après-guerre, la violence est en quelque sorte constitutive d'un imaginaire politique, qu'elle s'exprime ou se manifeste dans les discours, les symboles et les actes, de façon chronique depuis le conflit mondial, voire bien avant 1915<sup>76</sup>. À compter de 1920, la rupture inaugurée par le *squadrisme* consistait à imposer un mode d'action inédit de lutte politique, marqué par la symbiose entre l'organisation politique et l'organisation militaire, ainsi que le recours à la violence contre les adversaires politiques<sup>77</sup>. Pour soutenir et justifier ces actes de domination d'un style encore inconnu, mais loin d'être simplement contingent, limités à une opération de restauration politique ou de défense des intérêts des propriétaires terriens, un univers symbolique extrêmement riche composé de gestes rituels et de comportements liturgiques, se déployait et assumait un rôle de mobilisation et d'incitation à l'action<sup>78</sup>. Ces

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>76</sup> Il serait en effet possible d'observer, comme le fait Alberto Asor Rosa, un premier tournant vers les années 1911 à 1913, soit les années de l'intervention militaire en Libye, qui marque l'influence des nationalistes sur la vie politique italienne. Dans le même temps, les socialistes, avec une nouvelle direction conduite par Benito Mussolini, s'écartent de manière définitive de la voie du réformisme. Asor Rosa (Alberto), « La cultura », in Romano (Ruggiero), Vivanti (Corrado), *Storia, d'Italia, op. cit.*, p. 1301 *sqq.* Daniele Pasquinucci fait quant à lui remarquer que le bellicisme, à travers les mots et les symboles de la guerre, investit le langage des principales formations politiques lors de toutes les campagnes électorales, de 1913 à 1924. Pasquinucci (Daniele), « Linguaggi propagandistici e simbolismi politici nella mobilitazione del voto (1913-1924) », dans Gundle (Stephen), Ridolfi (Maurizio), *Propaganda e comunicazione politica : storia e trasformazioni nell'età contemporanea*, Milan, Mondadori, 2004, p. 165-182.

<sup>77</sup> Palla (Marco), « Le Parti national fasciste et les organisations de masse », dans Matard-Bonucci (Marie-Anne), Milza (Pierre), *L'Homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004, p. 173-188. Du même auteur : Palla (Marco), « La presenza del fascismo. Geografia e storia quantitativa », *Italia contemporanea*, 1991, n° 184, p. 397-405.

<sup>78</sup> Gentile (Emilio), *La Religion fasciste, op. cit.* ; Id., *Soudain le fascisme. La marche sur Rome, l'autre révolution d'octobre*, Paris, Gallimard, 2015, p. 67.



explosions de violence s'accompagnaient d'un enthousiasme héroïque, d'une atmosphère d'exaltation qui n'était pas sans rappeler les années de guerre et, bien sûr, l'entreprise de D'Annunzio à Fiume.

Le jeune Rossi ne fut pas insensible à toute cette démonstration de force, en bref à ces manières nouvelles d'agir politiquement :

Malgré toutes les sages critiques que j'entends autour de moi, de la part de ces pantouflards venus de tous les partis, j'ai été enthousiasmé par l'entreprise risquée de D'Annunzio. Cette fois encore, je crois que j'aurai la démonstration de la valeur de l'intuition sentimentale en comparaison avec les froids calculs mesquins, lorsque les intérêts de la nation sont en jeu. [...] Le sens de la défaite est plus funeste à la grandeur d'une nation que la défaite même<sup>79</sup>.

C'est par conséquent un véritable système de croyances et de valeurs qu'en viennent à exprimer ce déploiement activiste des *squadre* qui soulignait, par contraste, l'impuissance et l'inertie de l'État libéral, de ses élites. Héritée en partie<sup>80</sup> de la Première Guerre mondiale, cette « culture de combat »<sup>81</sup> ancrerait un imaginaire politique révolutionnaire, radical, intransigeant, commun à plusieurs pratiques politiques<sup>82</sup>, tout en instaurant avec celles-ci un rapport de force

<sup>79</sup> « Malgrado tutti i saggi ragionamenti che intorno a me sento dai pantofoloni di tutti i partiti sono entusiasta per la arrischiata impresa di D'Annunzio. Anche questa volta credo che avrò la dimostrazione del maggior valore della intuizione sentimentale sul freddo calcolo di piccole cifre, quando veramente sono in gioco i grandi interessi della nazione. [...] Io, a dire la verità, non ho mai capito nel suo valore la questione isolata dell'annessione di Fiume all'Italia ; ma, date le manifestazioni popolari e la propaganda giornalistica avvenute in gran parte per volontà del governo durante il ministero Orlando, non era possibile giungere ad una conclusione che desse al paese il senso dell'abbattimento e della sconfitta. [...] Quello che è più pernicioso per la grandezza di una nazione è il senso della sconfitta, non la sconfitta. », dans Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra, op. cit.*, p. 151.

<sup>80</sup> Nous renvoyons, de façon générale, aux nombreux travaux historiographiques auxquels nous avons déjà fait référence sur le processus de nationalisation des masses entre le XIX<sup>ème</sup> et le XX<sup>ème</sup> siècle, ainsi que sur le concept de « nouvelle politique ». Développée en particulier par George L. Mosse et ensuite repris par d'autres historiens, cette expression montre que le fascisme, comme « chaque révolution », a créé les formes d'une « nouvelle politiques », ses propres mythes en se réappropriant d'anciennes traditions pour les adapter à ses buts nouveaux. Mosse évoque ainsi un « style » fasciste pour désigner un dispositif politique capable de se substituer au régime parlementaire. Cela implique une « esthétique » et des « présuppositions artistiques ». L'esthétisation, nous dit encore l'auteur, est essentielle à la vision du monde que cherche à exprimer et diffuser la « nouvelle politique ». Celle-ci a toutefois des origines anciennes puisqu'elle est fondée sur le concept de « souveraineté populaire », né entre le XVIII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle. Mosse (George L.), *The Nationalization of the Masses, op. cit.*

<sup>81</sup> Gentile (Emilio), *Soudain le fascisme, op. cit.*, p. 63 : « Conformément à sa culture de combat, le fascisme méprisait les idéologies, ainsi que toute conception rationnelle de la vie et de la politique, leur préférant l'exaltation de l'action comme seul critère de validation de leurs convictions. Le fascisme adopta l'irrationalité et l'activisme comme comportements essentiels face à la vie et à la politique. [...] En accord avec les présupposés irrationnels de la culture de combat du fascisme, l'adhésion au mouvement était considérée comme un acte de foi et le militantisme comme une forme d'abnégation totale qui se nourrissait davantage de mythes que de réalités. [...] En plus d'être une arme de terreur, la violence jouait un rôle de propagande fondamentale, attirant et séduisant les jeunes et les très jeunes, qui n'avaient pas vécu l'expérience de la Grande Guerre, mais étaient fascinés par son aura de légende. »

<sup>82</sup> Silone (Ignazio), *La scuola dei dittatori*, Milan, Mondadori, 1978 [1938].

moral qui n'était pas sans effet du point de vue de la prétention du mouvement à se présenter comme la nouvelle direction politique d'une nation transformée par l'expérience des tranchées.

Le fascisme offrait aux anciens combattants une formule de révolution qui pouvait correspondre à certaines de leurs attentes. Dégagée du socialisme et du bolchévisme, elle était en revanche perméable – à l'inverse du nationalisme – aux valeurs démocratiques, sinon à la rhétorique populiste, propre à une part non négligeable de la moyenne bourgeoisie intellectuelle<sup>83</sup>. Par ailleurs, dans cette période très agitée, où la prise de position est aussi urgente que malaisée, anciens combattants et fascistes se sont, presque par la force des choses, rencontrés, quelques fois retrouvés même, pour lutter contre les organisations socialistes, autant abhorrées dans certains milieux combattants<sup>84</sup> que l'ordre giolittien. Cette communauté de passions négatives scelle les bases d'une solidarité morale. C'est le cas avec Francesco Fancello, personnalité intellectuelle de premier plan parmi les rédacteurs de l'hebdomadaire *Volontà*. Un article nous montre d'abord le trouble et l'incertitude dans laquelle les événements de l'hiver 1920-1921 laissent son auteur. Une réserve prudente dont rend bien compte le choix du titre : « Fascisme ». Fancello a certainement hésité à employer le pluriel pour traiter un phénomène aussi disparate qu'ambigu. Reste, comme mérite appréciable de cette « révolte », le soulèvement de l'individu contre la domination intimidante des corporations syndicales dans les campagnes<sup>85</sup> :

Là où la tyrannie démagogique comprimait de manière insupportable les libertés individuelles, le terrorisme fasciste se ramenait à une question de vie ou de mort. Ceux qui connaissent ne serait que vaguement, les méthodes d'un véritable brigandage politique mises en place par les dirigeants des ligues socialistes de l'Emilie, fondées sur la violence et le boycott, avec la tolérance la plus lâche des *Autorités*, soit les

<sup>83</sup> Un fait d'opinion qui s'est notamment exprimé dans de nombreux journaux de tranchées, comme nous l'avons évoqué précédemment. Sur ces questions, voir notamment : Milza (Pierre), *Mussolini, op. cit.*, p. 259.

<sup>84</sup> Sur les rapports entre les anciens combattants et le mouvement ouvrier dans son ensemble, nous renvoyons le lecteur à Sabbatucci : Sabbatucci (Giovanni), *La stampa del combattentismo (1918-1925), op. cit.*, p. 82-208

<sup>85</sup> L'auteur fait ici référence aux ligues socialistes. Dès la fin du XIX<sup>ème</sup>, les périodes de récession et de crise économiques forment le terreau propice pour la diffusion du socialisme dans les campagnes italiennes et la naissance du mouvement paysan. Au début du siècle est ainsi fondée la Federterra à Bologne. Après la guerre, la croissance de l'encadrement syndical des travailleurs de la terre est liée à la participation massive des ruraux aux mouvements de grève pendant les années dites du « *biennio rosso* » (le pourcentage des grévistes dans le secteur agricole est même très légèrement supérieur à celui de l'industrie). Voir : Martini (Manuela), « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », *Ruralia* [En ligne], 16/17, 2005, mis en ligne le 1<sup>er</sup> juillet 2009. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1072>; Gaspari (Paolo), *Grande guerra e ribellione contadina. Chiesa e Stato, possidenti e contadini in Veneto e Friuli (1866-1921)*, Udine, Istituto editoriale Veneto Friulano, 1995; Id., *Le lotte agrarie in Veneto, Friuli e Pianura Padana dopo la Grande guerra*, Udine, Istituto editoriale Veneto Friulano, 1996.

représentants des dites – peut-être de manière ironique – « classes dominantes », n'auront aucune difficulté à s'expliquer le déploiement des faisceaux de combat<sup>86</sup>.

À la lumière de ces commentaires, et d'autres<sup>87</sup>, on peut juger plus ou moins grande l'emprise du fascisme sur ces groupes d'anciens combattants ; mais il faut voir que de toute façon le souci profond de ses membres n'était pas politique, ou pas uniquement politique ; le problème à relever selon eux est d'abord moral. Ils ne sont pas les seuls, après-guerre, à envisager ainsi les interrogations collectives face à la crise multiforme que traverse l'Italie<sup>88</sup>, sans parvenir cependant à traduire leur volonté et leur état d'âme en action politique. Du même coup, la puissance que les souvenirs de la guerre exercent encore sur eux influence leur analyse de la confrontation politique : « la rédemption énergique qu'incarne le fascisme, écrit encore Fancello, grâce à une tactique d'intervention irrésistibles, a écrasé la lâcheté bavarde des politiciens du type de Bucco, obligeant les organisations prolétariennes à recourir à leur tour à un mode d'action plus viril et une conception plus austère de leur mission. La lutte courageuse et ouverte est un excellent moyen de sélection, car les canailles sont incapables de se battre et de se sacrifier pour un idéal. » Aussi s'explique qu'entre anciens combattants et fascistes, les passerelles existent et elles sont nombreuses. Les faisceaux par certains aspects se distinguent mal de l'aile la plus intransigeante du mouvement combattant. Une confusion qui prospère à la faveur de gestes qui portent à la fois le sens d'un sacrifice de soi et d'une « élévation spirituelle » :

Il est incontestable [...] l'organisation des *fasci*, conçue à ses débuts comme une initiative révolutionnaire, présente quoique sous une forme vague, un sens manifeste de révolte contre les vieux partis et surtout contre le conservatisme italien [...]. Le phénomène est, dans sa tristesse, d'autant plus marquant lorsque l'on pense qu'il se répète dans le camp socialiste. L'instrumentalisation des plus braves, et surtout des vétérans de la dernière guerre ne se limite pas aux classes dites bourgeoises. Dans la lutte contre le fascisme, nous avons ainsi vu se mobiliser les anciens combattants des ligues prolétariennes. Les autres, les embusqués, les spéculateurs, les rusés, restent

<sup>86</sup> « Bisogna anzitutto riconoscere che non dappertutto i fasci hanno lo stesso significato. Vi sono regioni ove la loro attività si risolve nella ben nota retorica patriottarda, gridaiola e festaiola, nient'altro che gesto incompasto. Vi son paesi invece in cui il fascismo è dura milizia e risponde a profonde esigenze politico-sociali. Dove la tirannia demagogica aveva assunto forme di insopportabile compressione di ogni libertà individuale, il terrorismo fascista era questione di vita o di morte. Chi conosca appena da vicino i metodi di autentico brigantaggio politico che erano stati instaurati dai dirigenti delle leghe socialiste nell'Emiliano, a base di violenza e di boicottaggio, con la più vile tolleranza delle Autorità, presuntive rappresentanto delle classi, forse per ironia, cosiddette dominanti, non avrà difficoltà a spiegarsi la disperata attività dei fasci di combattimento. [...]. La lotta coraggiosa ed aperta costituisce un ottimo mezzo di selezione, perché le canaglie sono incapaci di battersi e di sacrificarsi per un ideale. », dans Cino D'Oristano [Francesco Fancello], « Fascismo », *Volontà*, 1-31 janvier 1921.

<sup>87</sup> Sabbatucci (Giovanni), *La stampa del combattentismo (1918-1925)*, op. cit., p. 213-228.

<sup>88</sup> Amendola (Giovanni), « L'Italia sulla soglia del dopoguerra », dans Id., *La nuova democrazia. Discorsi politici (1919-1925)*, Visco (Sabato, éd.), Milan ; Naples, Riccardo Ricciardi editore, 1976.

comme toujours à l'arrière : ils se battent avec une éloquence frénétique, gonflée d'adjectifs et d'hyperboles, mais en général, ils prennent soin de ne pas s'exposer. Et pour qui, pour quoi alors, se battent les illusionnés du communisme ? Inconscients qu'ils sont : non pas pour l'idéal qui réanime leur foi et leur sincérité, mais pour la plus vile spéculation des petits tyrans façon *dix-huitième*. [...] Il est nécessaire que certains luttent pour l'internationale communiste et d'autres pour un nationalisme organique. Après tout, tout en répondant à des appels contradictoires, ils affirment un besoin supérieur de notre grand peuple. [...] mais il est indispensable pour un camp comme pour l'autre, dans sa volonté étatique, de d'apprécier un certain sens de la limite – qui n'est pas une forme de lâcheté mais une l'expression d'une profonde conscience juridique<sup>89</sup>.

Cependant si la contiguïté de circonstance entre deux aspirations semblablement identiques est source d'un malentendu profond, elle n'occulte pas complètement une lecture critique de ce qu'il faut bien assimiler à de la violence. De ce qui précède, il ressort qu'il y avait convergence, dans l'esprit de Fancello et d'autres anciens combattants, entre leur « mission » de régénération morale et leur engagement en politique. C'est donc à cette lumière qu'il faut juger et relire les textes écrits sur le fascisme où ils semblent opposer l'une à l'autre, c'est-à-dire le sacrifice d'individus ingénus, courageux et volontaires, face à la manipulation ou plus franchement, la corruption de leur idéalisme dans sa captation par l'oligarchie au pouvoir. Ces témoignages, finalement peu nombreux, invitent à la prudence, mais tout ce qui touche à l'aspect « matériel », concret, immédiat de l'engagement y paraît plutôt maltraité en contraste avec une autre forme de violence, « qualifiée », « autonome, nécessaire et disciplinée ». La violence, comme expression d'une aspiration essentielle, comme forme politique capable de se transcender au nom d'une conception juridique et d'une signification morale serait-elle implicitement justifiée ? Que penser, par exemple, de ceci :

La valeur d'une action dépend de son contenu moral. Seule l'ignorance messianique d'un Bombacci [*dirigeant socialiste qui participe, en 1921, à la fondation du Parti communiste d'Italie*] peut croire, par exemple, que partout où la violence contre l'État actuel se produit et dans quelque but que ce soit, elle doit être accueillie avec un

<sup>89</sup> « E indiscutabile che la organizzazione dei fasci, ideata nei suoi primordi come un'iniziativa rivoluzionaria, di carattere assai vago ma con manifesto significato di rivolta contro i vecchi partiti e sopra tutto contro il conservatorismo italiano [...] Il fenomeno è, nella sua tristezza, anche più suggestivo, quando si pensi che in fondo esso si ripete nel campo socialista. Lo sfruttamento dei migliori e specialmente dei reduci della guerra, non è limitato alle così dette classi borghesi. Nella lotta contro il fascismo noi abbiamo visto mobilitate sopra tutto ex combattenti delle leghe proletarie. Gli altri, gli ex imboscato, gli speculatori, i furbi, stanno nelle retrovie : si battono con la eloquenza frenetica, gonfia di aggettivi e di iperboli, ma in generale si guardano bene dall'esporsi al caldo. E per chi, per che cosa si battono dunque gli illusi del comunismo ? Inconsci : non per l'ideale che riscalda la loro sincerità, ma per la più turpe speculazione dei tirannelli in diciottesimo [...] E' ben necessario che vi sia chi combatta per l'internazionale comunista e chi per un organico individualismo nazionale. In fondo, pur rispondendo ad esigenze in contrasto, essi affermeranno una superiore e comune esigenza di elevamento spirituale del nostro grande popolo. E non c'è bisogno di farsi accapponar la pelle se nella lotta non si usino solo cioccolatini : ma è necessario che, per realizzare il proprio Stato, nell'un campo e nell'altro non manchi il senso del limite – non viltà ma profonda coscienza giuridica. », dans Fancello (Francesco), « Fascismo », art. cité.

enthousiasme par un véritable révolutionnaire. Mais que signifie ce mot terrifiant ? La révolution, à moins qu'elle n'indique une réaction purement matérielle (auquel cas le premier fou qui sort d'un asile et n'importe quel étrangleur de femmes seraient d'authentiques révolutionnaires parce qu'ils luttent contre l'État de droit existant) ne peut être comprise que par rapport aux objectifs qu'elle se propose et à la conception morale et politique dont elle est l'expression. La révolution peut être une violence matérielle, mais une violence *qualifiée*, c'est-à-dire une violence autonome nécessaire et disciplinée. Supprimer l'État actuel, oui, mais à l'unique condition que l'acte de destruction soit accompli dans l'intention d'en créer un autre, meilleur que le précédent. Or, quelle idée de justice le fascisme italien veut-il accomplir ?<sup>90</sup>.

À Brescia, autre place forte du mouvement combattant<sup>91</sup>, porteur ici d'une ligne progressiste et démocratique qu'exprime le journal de Guido Zadei, *Il Combattente*, Augusto Monti cherche également à distinguer le bon grain des « fascistes de bonne foi » de l'ivraie violente et spéculatrice. Son argumentation obéit toutefois à une autre logique que l'on serait tenté d'éclairer à la lumière de son parcours et de sa formation culturelle et politique. Engagé volontaire en mai 1917, il est d'abord envoyé sur le Carso où il est fait prisonnier par les Autrichiens<sup>92</sup>. À son retour en Italie, il réintègre le corps des enseignants dans la petite ville lombarde et renoue avec ses engagements politiques et culturels de l'avant-guerre qui le lient notamment à Salvemini, Giuseppe Lombardo-Radice ainsi qu'à ses condisciples méridionaux des revues *La Voce* et *L'Unità*. Collaborateur au *Combattente*, il réagit à l'essor des faisceaux dans les provinces du nord de l'Italie, mouvement hétéroclite réunissant, écrit-il, de jeunes « étudiants indisciplinés », opportunistes, amateurs de la poésie dannunzienne dont ils ne saisissent pourtant rien, à des « gauchistes » qui choisissent de rejoindre les luttes par goût du désordre et de la subversion plutôt que par fidélité à des idéaux. Aussi le dégoût que provoque ce fascisme, chez cette figure de la salveminienne Fédération des enseignants, rappelle l'aversion que lui inspire le « bolchévisme » : « l'un et l'autre, écrit-il, constituent les deux faces de la même pièce ». Mais si le revers de cette pièce est seulement « violence aveugle,

<sup>90</sup> *Ibid.* : « Il valore di un atteggiamento è dato dal suo contenuto morale. Soltanto l'ignoranza messianica di un Bombacci può credere, ad esempio, che da qualunque parte sorga e con qualsiasi scopo la violenza contro lo Stato attuale, essa debba essere accolta con tenero entusiasmo da un vero rivoluzionario. Ma che cosa significa questa terrificante parola ? La rivoluzione, a meno che non indichi una reazione puramente materiale (nel qual caso ogni forsennato del manicomio ed ogni strangolatore di donne sarebbero autentici rivoluzionari perché in lotta con lo Stato giuridico esistente) non può intendersi che in rapporto ai fini che essa si propone ed alla concezione morale e politica di cui è esplicita espressione. Rivoluzione può essere violenza materiale, ma violenza qualificata, cioè autonoma necessaria e disciplinata. Sopprimere il presente Stato, sì, ma nell'atto in cui se ne va costituendo uno migliore. Or qual è mai la concezione giuridica che il fascismo italiano vuol realizzare ? »

<sup>91</sup> Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra*, op. cit., p. 163.

<sup>92</sup> Il est interné dans le camp de Mathausen. Sur cette expérience : Tesio (Giovanni), « Interventismo e prigionia (1917-1918) nelle lettere di Augusto Monti alla famiglia », *Studi Piemontesi*, vol. 5, fasc. 2, novembre 1976, p. 202-210.

haine et mépris de l'autorité » - dont a témoigné pour lui le « défaitisme » des communistes lors de la dernière guerre -, l'avère témoigne encore de « bonnes intentions » :

Pour nous qui apprécions distinguer, il existe deux sortes de fascisme. L'un qui, en somme, vise à maintenir vif le sens de la Victoire et de la Patrie en s'opposant courageusement et avec toute leur âme au défaitisme et à l'antipatriotisme des pires éléments issus du bolchévisme [...] de ce fascisme, tout en reconnaissant ses erreurs et en nous gardant de nous confondre avec lui, nous devons admettre la bonté des intentions ; nous devons d'autant plus le faire à l'égard de nos frères qui appartiennent à ce fascisme et qui, après avoir réalisé un immense sacrifice pendant la guerre, n'ont pas hésité à payer de leur personne des erreurs qui sont de la responsabilité des autres plus que de la leur<sup>93</sup>.

Position qui n'est pas exclusive aux anciens combattants de Brescia, encore moins au futur enseignant du D'Azeglio, à Turin, puisqu'on la retrouve sensiblement, à Bari, chez Vincenzo Bravaro. Celui-ci, le 19 août 1922 dans *L'Elmetto*, écrit en effet :

[Notre] *idée* est restée inchangée et immuable malgré l'évolution rapide et bouleversante des événements ; comme nous nous sommes hier opposés à la violence sanguinaire et corruptrice des Rouges, nous sommes aujourd'hui opposés à ceux qui, au nom de la Patrie, tuent, brûlent, détruisent, dans l'illusion de pouvoir reconstruire, restaurer le prestige et l'autorité. Nous leur disons, à ceux-là, parmi lesquels se trouvent de nombreux anciens combattants : [...] Animés d'une conception éminemment volontariste, vous avez l'intention de réveiller et de provoquer ce courant dynamique de pensée et d'action, capable de s'opposer à celui, matérialiste et statique du Parti socialiste. De cette conception, nous nous sentons solidaires, ou plutôt, mieux – et indépendamment des méthodes que le fascisme veut imposer pour la réaliser – nous sommes les premiers représentants<sup>94</sup>.

<sup>93</sup> « Per noi che amiamo distinguere frequentemente, di Fascismi ve ne sono due. Uno, che si propone di tener vivo il senso della Vittoria e della Patria opponendosi animosamente al disfattismo ed all'antipatriottismo dei peggiori elementi del bosevismo e del teppismo nostrano. Questo Fascismo, secondo noi, ha errato e compromesso irreparabilmente la sua causa da quando, dopo l'armistizio, dimenticando le promesse di pace e di amore fatte ai soldati ed al popolo dopo Caporetto, si buttò al nazionalismo [...]. Ma di questo Fascismo, pur riconoscendone gli errori e pur tenendo a non confonderci con esso, noi dobbiamo riconoscere la bontà delle intenzioni : e tanto più dobbiamo far questo in quanto vediamo appartenere a questo fascismo dei fratelli che, dopo aver fatto largo sacrificio di sé in guerra, non hanno esitato a pagar di persona ed a scontare col sangue errori più altrui che loro. », dans [Monti (Angelo)], « I due fascismi », *Il Combattente*, 6 février 1921.

<sup>94</sup> « Quell'*idea* rimasta immutata ed immutabile pur tra così turbinoso incalzare e mutar d'eventi ; che opponemmo ieri alla violenza sanguinaria e dissolvitrice dei rossi, che opponiamo oggi a chi, in nome della Patria, uccide, incendia, disrugge, illudendosi sia pure di ricostruirne le fortune di rafforzarne il prestigio e l'autorità. E diciamo a quest'ultimi specialmente, fra i quali sono tanti autentici ex combattenti : Voi – in nome della Patria – intendete di rappresentare una forza decisa a realizzare, ad ogni costo e senza esclusione di mezzi, la ricostruzione economica della Nazione e la purificazione della compagine statale. Mossi da una concezione squisitamente volontaristica, intendete eccitare e suscitare quella corrente dinamica di pensiero e di azione – recisa e precisa – che valga a fronteggiare quella materialistica e statica su cui si basa il Partito Socialista. In questa concezione, vi diciamo senz'altro, siamo concordi anche noi, anzi, diciamo meglio, da questa concezione – a prescindere dai metodi che il fascismo si è voluto imporre per attuarla – movemmo noi, prima di ogni altro », dans Bravaro (Vincenzo), « Ai fascisti », *L'Elmetto*, 19 août 1922.

Le postulat, souvent repris ici, du sacrifice généreux comme témoin de la probité d'âme et fondement de la vie morale ainsi que de l'engagement politique, permet de s'opposer à la fois au radicalisme révolutionnaire des bolchéviques et à la brutalité aveugle de la réaction *squadriste*. La contradiction, toujours la même, oppose donc à un impératif moral d'engagement un activisme débridé, quoique salutaire en lui-même, qui porte les germes du désordre et de la dissolution de la vie publique. L'argumentation est commune à de nombreux témoignages, et on la retrouve encore quelques années plus tard dans les courriers échangés entre Gaetano Salvemini et Umberto Zanotti-Bianco : c'est un des éléments essentiels de leur pensée. Ainsi l'interventionnisme ne saurait être fasciste ; entre les deux, qui se réclament chacun de l'idée et du mythe national, une différence fine, mais essentielle pour ceux qui l'ont à l'esprit. Zanotti-Bianco y revient longuement dans une de ses lettres :

D'un côté une conception démocratique et parlementaire de la vie nationale ; de l'autre un esprit de secte et de parti essentiellement *antinational, antiparlementaire*. Chez l'un, une exaltation continue des valeurs morales, la référence constante aux problèmes de l'éducation ; chez l'autre l'appel continu à la *force* avec pour conséquence l'asservissement moral du peuple. Enfin, d'une part l'exemple diffus d'une vie simple, digne et austère, un caractère anti-démagogique, y compris chez Garibaldi, l'un des représentants les plus populaires de l'Unité ; dans l'autre camp en revanche, la politique travestie en chorégraphie de rue, une surestimation du geste, une soumission totale et aveugle de l'individu à l'idée, la flatterie des bas-instincts et de la médiocrité du public<sup>95</sup>.

Il existe des raisons historiques à cette unité de principe entre l'intérêt pour la cause nationale et le sentiment de probité intellectuelle et morale sur lesquelles il n'est pas nécessaire de revenir ici<sup>96</sup>. C'est en effet son application actuelle et concrète face au fascisme qu'ils nous faut désormais interroger.

<sup>95</sup> Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926*, Tagliacozzo (Enzo, éd.), Rome ; Bari, Laterza, 1985, p. 282 : « Da un lato una concezione democratico-parlamentare della vita nazioanle, dall'altro uno spirito di setta, di partito essenzialmente antinazionale, antiparlamentare. Da una parte una esaltazione continua dei valori morali, un richiamo continuo al problema educativo, dall'altro il continuo richiamo alla forza con conseguente asservimento del carattere nazioanle. Da una parte una diffusa semplicità, dignità e austerità di vita, un antidemagogismo anche nel più popolare dei grandi rappresentanti dell'Unità, Garibaldi ; dall'altra una coreografia da piazza, una supervalutazione del gesto, un sovrapporsi dell'individuo all'idea, un blandire gli istinti della piazza. Tralascio il resto dello scritto che devo ancora sviluppare. Desidererei la tua opinione e il tuo consiglio per ciò che riguarda questo parallelo tra il nostro Risorgimento... e questo preteso nuovo Risorgimento. », dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926*, Tagliacozzo (Enzo, éd.), Rome ; Bari, Laterza, 1985, p. 282.

<sup>96</sup> On en trouve un témoignage dans l'œuvre classique de Guido de Ruggiero, notamment dans l'analyse que fait cet auteur du libéralisme italien et de ses liens consubstantiels avec le mouvement d'affirmation nationale dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle : De Ruggiero (Guido), *Storia del liberalismo europeo*, Rome ; Bari, Laterza, 1946 [1925], p. 317 *sqq.*

PREMIERE PARTIE

Un antifascisme en invention :  
le giellisme avant « *Giustizia e Libertà* » (1921-1927)



## Salvemini, Gobetti, Rosselli : itinéraire d'une pensée libérale contre les dogmatismes modernes

Il s'agit ici d'étudier un important moment de ruptures, dont Gaetano Salvemini et Piero Gobetti nous offrent, aux confins de la tradition libérale et du courant illuministe, les deux principales variantes. Nous nous intéresserons d'abord à la façon dont le premier, face au dilemme que pose l'arrivée au pouvoir du fascisme, tente de dérober sa parole à la responsabilité commune du langage politique. Dans son parti pris de distance voire de retrait, Salvemini semble, pendant plusieurs mois, renoncer à toute forme d'engagement politique. Dans ces conditions, bien qu'il soustraie son idéal à l'action et son existence à la réalité politique, Salvemini n'affranchit pas son œuvre, sa pensée ni ses valeurs qui s'expriment en partie dans son comportement, de la condition de toute expression publique : dans la revendication de son existence et de son statut, social et moral, d'intellectuel il y a, qu'il le veuille ou non, la manifestation d'un choix existentiel et culturel qui implique une volonté politique. Plus précisément un mode de représentation qui conditionne les formes du politique, en reconnaissant, ou mieux, en assignant un rôle spécifique aux hommes qui font profession de servir l'intelligence et la raison<sup>1</sup>.

Pour comprendre ce choix, et partant les logiques de la contradiction que nous voulons exposer, on fera un retour sur le tournant des années 1919-1920. L'enseignement de Salvemini, après sa rupture avec les socialistes, était destiné à s'infléchir dans le sens d'un humanitarisme progressiste à tendance populiste. Ses disciples et ceux qui rejoignirent le groupe de *L'Unità* dans les années qui suivirent appartenaient pour une majeure partie d'entre eux à la société bourgeoise de l'Italie méridionale. Ces intellectuels assumaient un rôle de premier plan en

<sup>1</sup> Trebitsch (Michel), « Avant-propos », dans Racine (Nicole, dir.), Trebitsch (Michel, dir.), *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux*, Paris, Institut d'histoire du temps présent, 1992, p. 11-22 ; Quagliariello (Gaetano), *Gaetano Salvemini, op. cit.*, p. 20-26 : chez Salvemini, remarquons en effet que, lorsque, très tôt, il abandonne le marxisme et délaisse la conception du temps qui lui est associé, ce changement intérieur l'incline à redéfinir l'idéal politique pour lequel il s'est engagé et à remettre en cause le mode de fonctionnement du parti socialiste. Ainsi la vocation d'historien revendique une part d'autonomie tout en étant sans cesse rapportée au contexte présent et pratique de l'engagement, et donc à ses conditions de possibilité et d'efficacité.

portant le projet de régénération sociale impliquée par la doctrine de leur maître. Ils ont pris, auprès des masses paysannes, une position originale et ainsi acquis la conscience de leur mission qu'ils entendaient exercer selon leur intuition propre et leur sensibilité, contre les tendances dominantes de leur époque<sup>2</sup>. Ceux qui appartenaient aux générations nées vers le début du siècle, et qui vinrent sur le devant de la scène au déclin du régime libéral assistèrent quant à eux pleinement à l'expérience de ces années, à l'aune desquelles le magistère salvémien se colora en eux de façon nouvelle. D'une part, le mouvement d'agitations des « deux années rouges » leur fit entrevoir les développements révolutionnaires possibles de l'éthique libérale et leur montra un nouveau potentiel de politisation et d'acculturation impliquant le prolétariat qu'il leur est impossible d'ignorer. D'autre part, le triomphe de la révolution idéaliste dans le champ philosophique et intellectuel, qui influença fortement les jeunes gens de leur génération, transformait littéralement le type et le rôle des hommes de culture. Ces deux faits nouveaux ont retenti fortement sur l'héritage intellectuel de Salvemini.

### **Un intellectuel libéral qui fait école : Gaetano Salvemini et les jeunes volontaires**

Ce qui, mieux que tout autre chose peut-être, définit Gaetano Salvemini entre 1919 et 1922, c'est une certaine attitude face à la Grande Guerre : il en a subi le choc, à l'image de la société italienne, mais il n'en a pas été bouleversé dans ses opinions et ses engagements politiques ; l'esprit de réforme et de modernité démocratique s'est maintenu intact en lui malgré les difficultés et les épreuves qu'avait traversée la nation au cours du conflit. Spirituellement, la Première Guerre mondiale n'a pas été pour lui un traumatisme. La méthode d'action qui se dessine, dès ses premiers engagements politiques, et qui veut concilier la promotion des valeurs libérales et démocratiques avec un moralisme sans concession qui l'éloigne pourtant violemment des institutions parlementaires – comme à l'occasion du débat sur l'entrée en guerre – demeurera toujours la sienne. Cette méthode implique à la fois la participation à l'invention d'un futur démocratique et la confiance absolue pour cela dans l'application des principes du libéralisme. Son attitude devait le rendre infréquentable tant auprès des nationalistes, alliés de circonstances en 1915, que des maximalistes, qu'il fréquenta au parti socialiste. Interventionniste selon l'esprit du *Risorgimento*, et fidèle à cette ligne progressiste pendant et après la guerre, il maintient, contre le mythe de la « victoire mutilée », un

<sup>2</sup> Colonna (Nicola), *Tommaso Fiore. Un meridionale in Europa*, Bari, Palomar, 2003.

volontarisme optimiste qui fait tenir ensemble l'éthique classique du *mazzinisme* avec les idéaux nouveaux du wilsonisme. À la fin de l'ultime année de conflit, Salvemini s'emploie à promouvoir en Italie la future Société des Nations face aux intellectuels nationalistes qui, à l'image de Balbino Giuliano, revendiquent la patrie pour seule « valeur suprême ». Une espérance soutient cette position :

La guerre de Trente Ans n'a pas éteint le sentiment religieux chez les hommes, mais en démontrant la folie stérile d'une guerre sainte, elle y a mis un terme. La Ligue ne prétend pas instaurer une égalité juridique et de fait entre toutes les nations. Le fort reste le fort et ainsi du faible. La Ligue contraint seulement tant les forts que les faibles à ne pas recourir à la guerre. Et cela à l'avantage des plus faibles. Or l'Italie, que cela plaise ou non à nos nationalistes, n'est pas la nation la plus forte en Europe : elle est la plus petite des grandes puissances et la plus grande parmi les petites<sup>3</sup>.

Cette espérance procède évidemment d'une conviction dans la capacité des intellectuels, à changer les mœurs politiques nationales :

Notre peuple est analphabète, mais est loin d'être inculte. Nos classes dirigeantes savent lire et écrire, compter ; mais elles manquent d'éducation et de culture. Nos amis américains [de l'Union chrétienne des jeunes gens (YMCA)] doivent nous aider à combattre l'inculture épouvantable, criminelle de tous les Sonnino et de tous les Bergamini de ce pays, qui représente aujourd'hui un danger immédiat pour le maintien de la paix dans le monde.<sup>4</sup>

Et une telle conviction, morale et intellectuelle dans son objet, s'entend par référence à un ordre politique, c'est-à-dire sur le plan de l'action concrète : comme, déjà, il l'écrivait en 1913, deux ans après le lancement de *L'Unità*, le « petit groupe d'individus » réunis pour conduire une œuvre critique et de reconstruction, n'avait pas pour ambition de « créer en Italie une *nouvelle orientation spirituelle* antidémocratique et antisocialiste », mais bien plutôt :

de contraindre les hommes politiques qui se revendiquent de la démocratie et du socialisme d'agir comme ils parlent et de parler comme ils agissent. Nous revendiquons contre l'œuvre corruptrice de tous les *meneurs* populistes les véritables raisons d'une démocratie et d'un socialisme non falsifiés.

<sup>3</sup> « La guerra dei Trent'anni non estinse le religioni, ma mostrando la folle sterilità delle guerre di religione, vi pose termine. La Lega non pretende di rendere tutte le nazioni eguali giuridicamente e di fatto. Il forte rimane forte ed il debole rimane debole. La Lega costringe sia i forti che i deboli a non fare la guerra. E ciò va a tutto vantaggio dei deboli. E l'Italia, piaccia o meno ai nostri nazionalisti, non è la nazione più forte : essa è la più piccola delle grandi potenze e la maggiore fra le piccole potenze. », dans Tagliacozzo (Enzo), *Gaetano Salvemini nel cinquantennio liberale*, Florence, La Nuova Italia, 1959, p. 211.

<sup>4</sup> « Il nostro popolo è analfabeta, ma è tutt'altro che incolto. Le nostre classi dirigenti sanno leggere e scrivere, e far di conto ; ma sono incolte. Gli amici nostri americani debbono aiutare noi a combattere l'incultura spaventosa, criminosa di tutti i Sonnini e di tutti i Bergamini di questo paese, che è diventato un pericolo continuo per la pace del mondo. » Lettre de Salvemini à Umberto Zanotti-Bianco, 11 décembre 1918, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1914-1920*, Tagliacozzo (Enzo, éd.), Rome ; Bari, Laterza, 1984, p. 440-441.

Huit ans après la publication du premier numéro, la conviction de Salvemini dépasse le premier cercle des rédacteurs de *L'Unità*. Après la guerre, le réformisme politique et social est en effet « dans l'air du temps »<sup>5</sup> ; déjà, dans les mois précédant l'armistice, *L'Unità* disposait, auprès des officiers de réserve, d'un cercle de lecteurs fidèles et attentifs<sup>6</sup>. Salvemini accueille avec bienveillance et intérêt les lettres et remarques que suscite la lecture du journal parmi les jeunes volontaires : une correspondance s'instaure, qui continue après la guerre. C'est là l'occasion d'éclairer et de guider cette jeunesse qui revient du front avec des ambitions nouvelles. On ne peut mieux décrire ce fait qu'en reprenant les expressions de Salvemini lui-même :

Notre projet est de contribuer en Italie à l'éducation d'une nouvelle génération, meilleure. Travailler, si possible, à ce devoir pendant dix années encore. Aider des milliers de jeunes qui ont aujourd'hui vingt ans à devenir d'ici dix ans des hommes meilleurs que nous<sup>7</sup>.

*L'Unità*, pour beaucoup, devient ainsi, plus qu'une revue, un espace où se former à l'action, apprendre à construire ses idées, prendre conscience des réalités sociales et politiques ; le journal devient aussi un modèle que l'on cherche à reproduire. Aux quatre coins du pays, émergent dans ces années des « petites revues ». Elles sont éphémères et conjoncturelles, mais forgent entre leurs collaborateurs et rédacteurs des liens solides qui se prolongent dans le temps, et dont les ramifications produisent des réseaux plus ou moins serrés mais, essentiels, à la fois pour l'engagement et l'acculturation politique des individus qui y participent. Ces relations articulent parfois également différentes échelles d'espace, en mêlant le local et l'international : c'est par exemple le cas avec Jean Luchaire<sup>8</sup>, dont la revue *Les Jeunes Auteurs* naît dans un contexte favorable aux échanges culturels et politiques entre l'Italie et ses voisins, au premier rang la France<sup>9</sup>. Au printemps 1919, la « jeune revue », organe officiel de la Ligue latine de la

<sup>5</sup> Attal (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens au XX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 115.

<sup>6</sup> Tagliacozzo (Enzo), *Gaetano Salvemini nel cinquantennio liberale*, op. cit., p. 213 : « [ils] cherchaient en lisant *L'Unità* une orientation politique et morale ».

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 214 : « La nostra ambizione è di contribuire in Italia all'educazione di una giovane generazione migliore. Lavorare, se è possibile, altri dieci anni a questo compito. Aiutare un migliaio di giovani che hanno oggi vent'anni a diventare di qui a dieci anni uomini migliori di noi. »

<sup>8</sup> Meletta (Cédric), *Jean Luchaire 1901-1946 : l'enfant perdu des années sombres*, Paris, Perrin, 2013 ; Maillot (Jean-René), *Jean Luchaire et la revue Notre Temps (1927-1940)*, Berne ; Berlin ; Bruxelles, Francfort ; New York, NY Oxford Wien Lang, 2013.

<sup>9</sup> Ceci est particulièrement bien remarqué par Cédric Meletta dans sa biographie de Jean Luchaire : « Entre 1900 et 1915, année où l'Italie entre en guerre, on assiste à l'émergence d'une stratégie culturelle dans le domaine des relations internationales, stratégie élaborée dans les entourages du père [Julien Luchaire], du fils [Julien Luchaire], du père [Salvemini], homme d'impact parmi les expatriés : conforter la participation italienne au conflit en influençant l'opinion publique, en ménageant sa corde sensible, sa francophilie ». Meletta (Cédric), *Jean Luchaire : L'enfant perdu des années sombres*, op. cit., p. 1190.

jeunesse, une organisation pacifiste rassemblant quelque six mille membres à travers une soixantaine de sections en Europe, devient *Vita Latina*<sup>10</sup>. Les rédacteurs, tous aussi jeunes que Luchaire, sont aussi des camarades, dont certains originaires de la Toscane : on citera parmi eux Leo Ferrero, le fils de l'historien de l'art, et les frères Carlo et Sabatino dit « Nello » Rosselli. Nés autour de 1900, ils n'avaient pu, à l'âge de la maturité, connaître de l'expérience libérale que les dernières années, et ils les avaient vécues dans l'agitation d'une campagne pour l'entrée en guerre de l'Italie et un sentiment nouveau de responsabilité. Engagés très jeunes dans la position de combattre pour leur pays et leurs idées, ils assument de sacrifier leurs années d'innocence pour devenir les témoins d'une vérité profonde à leurs yeux : « une conception véritable du Bien et du Mal », un « Idéal, grand et noble, pur et généreux » vers lequel tendre leurs efforts<sup>11</sup>.

Il est remarquable que, insérés en « Une » d'un petit mensuel vendu 15 centimes dans les environs de la rue Giambologna à Florence, ces mots aient été imprimés à l'initiative d'un groupe de lycéens. La revue, publiée pour la première fois en novembre 1916 et placée sous la double direction de Nello Rosselli et Gualtiero Cividalli, est, comme l'on s'en doute, une affaire commerciale très modeste. Ce qui n'empêche pas ses collaborateurs de trouver des lecteurs hors de leur propre cercle puisque les abonnements suffirent à rembourser les frais d'impression<sup>12</sup>.

Manifester sa participation à l'effort de guerre, en témoignant d'un style de vie conforme aux épreuves qu'enduraient leurs compatriotes sur le front, en sollicitant de même leurs camarades à suivre leur exemple : telle est une des raisons qui incitent Cividalli, les frères Rosselli, Angelo Benaim, Leo Ferrero à fonder *Noi Giovani*<sup>13</sup> (fig. 3). Les articles écrits par Carlo, et parus sous le pseudonyme de « Civis », exprimaient largement la foi interventionniste du groupe, très proche déjà des positions salvéminiennes et si éloigné des motivations du camp

<sup>10</sup> À la fin de la guerre, ces alliances se consolident à la faveur de projets européens politiques et culturels pour construire « l'Europe des esprits ». Voir Racine (Nicole), Trebitsch (Michel), « L'Europe avant la pluie. Les intellectuels et l'idée européenne dans l'entre-deux-guerres », dans Béhard (Henri), *L'Europe surréaliste : contributions au colloque de Strasbourg (septembre 1992)*, Paris, L'Age d'homme, 1994, p. 23-50.

<sup>11</sup> « Il nostro programma », *Noi giovani*, janvier 1917.

<sup>12</sup> Seule une édition de la revue, sur les sept parues au total entre novembre 1916 et mai 1917, fut dupliquée en plusieurs exemplaires au moyen d'une reprographie. Les six autres numéros furent imprimés sur les presses de la société Attilio Vallecchi. Papafava (Francesco), « Così nacque Noi Giovani di Nello Rosselli e Gualtiero Cividalli », *Nuova antologia*, n° 2221, janvier-mars 2002, Florence, Le Monnier.

<sup>13</sup> Titre donné à la revue en référence à un livre écrit par un auteur allemand, Hans Wegener qui se faisait le promoteur de la chasteté prémaritale, également auprès des jeunes hommes. Gualtiero avait aussi tiré du même ouvrage le slogan « Pureté. Force. Amour », qui apparaissait à côté de la formule « Non volge chi a stella è fiso », choisie par Nello Rosselli.

nationaliste<sup>14</sup>. Chez les Rosselli, le départ et la mort d'un aîné sur le front<sup>15</sup> avait révélé un sentiment de respect, d'admiration voire d'envie à l'égard des soldats, souligné le caractère idéologique d'une guerre opposant dans leur esprit les principes démocratiques de la tradition *risorgimentale* à l'autoritarisme des Empires centraux.

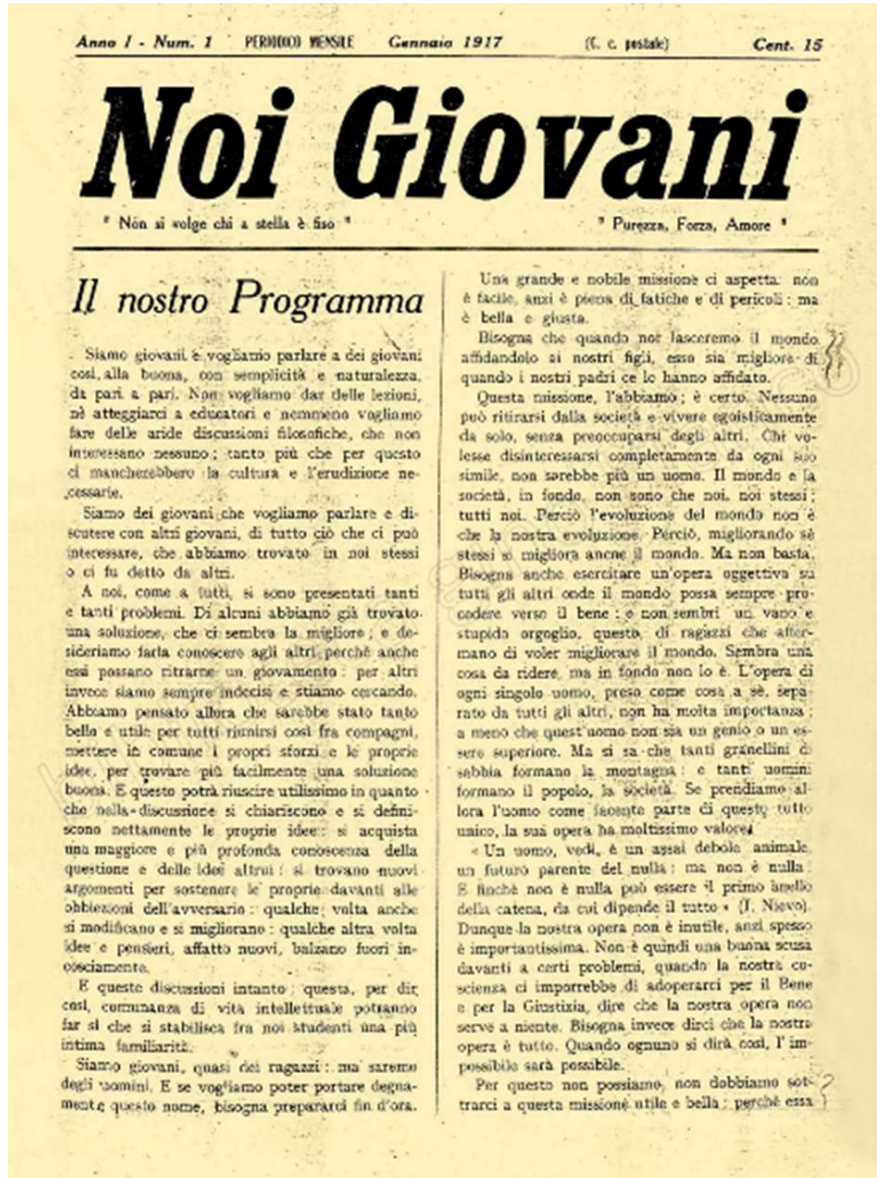


Figure 3 – « Une » du premier numéro de la revue *Noi Giovani* (1917)<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> Amelia Rosselli, la mère de Carlo et de Nello, fréquentait pourtant ces milieux intellectuels, bien insérés et très influents à Florence. Au début du siècle, elle partage ainsi une partie de son temps libre avec des hommes comme Scipio Sighele ou Enrico Corradini. Voir : Rosselli (Amelia), *Memorie*, Calloni (Marina, éd.), Bologne, Il Mulino, 2002, p. 121.

<sup>15</sup> Aldo Rosselli, frère aîné de Carlo et Nello Rosselli périt au cours d'un affrontement sur le Pal Piccolo, dans les Alpes autrichiennes, le 27 mars 1916. Corleone (Franco), « Politica e affetti. La memoria alla prova del tempo », *Quaderni del Circolo Rosselli*, Pise, Pacini, anno XXXVI, n° 125, p. 39-53.

<sup>16</sup> Biblioteca Gino Bianco.

Appelé, en même temps que sa classe, en juillet 1917, Carlo Rosselli est finalement envoyé sur le front dans la Valteline, comme sous-lieutenant dans le 7<sup>ème</sup> régiment de chasseurs alpins. Brève, son expérience du conflit compte peu sur le plan strictement militaire<sup>17</sup>. Humainement, cependant, elle incarne une étape décisive de sa maturation intellectuelle et politique : « Finalement, qu'il ait ou non été confronté à des scènes horribles et traumatiques, Carlo avait lié une relation inédite », profondément marquante pour lui, « avec ses pairs soldats, originaires d'un autre univers social.<sup>18</sup> »

Dans la temporalité beaucoup plus courte où leur âge les plaçait par rapport à leurs aînés, la guerre fut pour ces jeunes une expérience plus significative, synonyme d'une rupture et d'un besoin de renouveau encore plus évident chez eux.

Aujourd'hui, être jeune est une force, une énergie, un motif de fierté ; on ressent le besoin chez ces jeunes de vingt ans de renverse le vieux monde. Lumière, lumière, air nouveau, jeunesse, jeunesse, jeunesse. Pour ce changement soudain et imprévisible, nous devons remercier la guerre ; la guerre destructrice et créatrice, [...] <sup>19</sup>.

À en juger par cet article du printemps 1919, paru dans la revue de Luchaire *Vita Latina*, Carlo Rosselli, âgé de vingt ans à peine, était encore influencé par la situation exceptionnelle qu'il venait de vivre, et désorienté face à l'imminence de son terme<sup>20</sup>. Il exhortait cependant la jeunesse bourgeoise qui, à son image, s'était engagée avec fierté patriotique, à « aller à la rencontre du peuple », un peuple de « faible culture » mais « maître en douleurs » comme l'écrivait Michelet : « Les étudiants faits soldats sont allés vers le peuple un peu comme on va vers l'inconnu et ils y trouvèrent tant de force, tant de beauté, mille héros silencieux qui agissent et meurent dans l'ombre »<sup>21</sup>. Ce peuple souffrant et héroïque, ce peuple martyr, Rosselli appelle

<sup>17</sup> Bianchi (Mirco), « Scatti di vita militare. Carlo Rosselli negli Archivi "Giustizia e Libertà" (1915-1918) », *Quaderni del Circolo Rosselli*, Pise, Pacini, anno XXXVI, n° 125, p. 53-67.

<sup>18</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 1, p. 27 : « Finalmente, orrori o no, egli aveva trovato un contatto umano con coetanei suoi non usciti dalle file della borghesia. »

<sup>19</sup> « Oggi l'esser giovani è una forza, una spinta, è ragione d'orgoglio ; si sente il bisogno dei vent'anni scapigliati che rivoltino questo mondo vecchio tumefatto. Luce, luce, aria nuova, gioventù, gioventù. Di questa improvvisa trasformazione bisogna ringraziare la guerra ; la guerra distruttrice e creatrice dissolvente ed evolvente, freno e spinta a ogni passione, odio e amore assieme. » Rosselli (Carlo), « Compito Nuovo », *Vita latina*, mai 1919, dans Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia sociale moderna*, Milan, Baldini Castoldi Dalai, 2010, p. 36.

<sup>20</sup> Lorsqu'il évoque à nouveau cette période avec sa mère, par lettres interposées, quelques années après, Rosselli juge en effet : « Il est certain que j'éprouve quelque difficulté et un sentiment étrange à penser à ce qu'était ma vie d'avant, que l'on peut à juste titre considérée comme "normale". [Je ressens] un peu le même état d'esprit que dans l'immédiat après-guerre, ou plutôt des derniers moments de la guerre, vous souvenez-vous ? Mais aujourd'hui, contrairement à cette époque-là, je me sens moins contrarié ni découragé à l'idée de voir se finir une situation exceptionnelle et nécessairement transitoire. » (traduction personnelle). Lettre des îles Lipari (confini), du 15 mars 1928, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli. Epistolario familiare di Carlo, Nello, Amelia Rosselli 1914-1937*, Milan, Mondadori, 1997, p. 404.

<sup>21</sup> Michelet (Jules), *Le Peuple*, Paris, Flammarion, 1846, p. 78-79.

à « le connaître et à s'en faire connaître ». Le libéralisme propre à son milieu familial et social a eu très rapidement chez lui une tonalité humanitaire qui s'est traduite par un profond malaise au retour du front. Retraçant les étapes de son évolution politique, Amelia Rosselli démontre avoir été très attentive à la crise « intellectuelle et morale » que traversait son fils ; Carlo éprouve une impossibilité de renouer avec son quotidien d'avant la guerre, avec l'environnement social et culturel d'une famille aisée, bourgeoise, qu'il avait alors laissée derrière lui au moment de s'engager. Le 27 novembre 1919, elle expose les inquiétudes et les interrogations qui animaient certainement le jeune Carlo à la même époque :

L'autre soir, Luchaire, Meucci, et un jeune français, très intelligent, un certain Monnot<sup>22</sup>, sont venus. Il nous a beaucoup parlé de cette ligue « Clarté » dont il est beaucoup question ces jours-ci. Elle a été fondée par Barbusse... C'est une ligue entre les intellectuels de tous les pays, pour former une union internationale afin d'éviter la possibilité d'autres guerres, en mettant en jeu leur autorité le moment venu, également avec un autre objectif, celui de rapprocher les masses des lettres, des arts, etc. et exercer ainsi une influence directe, toujours avec le même but. J'ai alors fait remarquer qu'après l'immense déception, ou plutôt l'échec, d'une compréhension et d'une entente entre intellectuels des différentes nations (rappelle-toi cette fameuse lettre des quatre-vingts intellectuels allemands qui en arrivèrent à nier la vérité pour défendre leur pays), il me semble qu'il faille une bonne dose de naïveté pour croire que lesdits intellectuels ne prennent pas parti au moment décisif ; j'ajoutai que sur la question des masses, celles-ci ont toujours été *contre* la guerre : au fond, donc, il ne s'agit pas d'empêcher la naissance de toute idée nouvelle allant en ce sens, mais de faire du socialisme intellectuel. Alors il répondit que c'était ce qu'il fallait faire, qu'il faut devenir socialiste dans tous les sens du terme, car ici est l'unique possibilité de salut. Cette idée commence d'ailleurs à faire son chemin [...]. C'est une théorie audacieuse : mais ne te semble-t-elle pas guidée par la peur ? [...] Ne courent-ils pas le risque, une fois au sein du parti socialiste, qu'ils soient tous submergés par les extrémistes ? Il me semble que c'est un jeu assez dangereux ! [...] Et c'est curieux que maintenant ils commencent à dire du bien du bolchevisme ! Il me semble que, de peur de se faire brûler à mort, tous se jettent dans le feu avant l'heure<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> René Monnot, traducteur en français de l'ouvrage d'Ernesto Buonaiuti, *Le Modernisme catholique* (1927).

<sup>23</sup> « L'altra sera vennero da noi Luchaire, Meucci, e un giovane francese, soldato certo Monnot; molto intelligente. Ci parlò molto di questa lega "Clarté" di cui si parla in questi giorni. E' stata fondata da Barbusse [...] E' una lega fra gl'intellettuali di tutti i paesi, per un'unione internazionale allo scopo di evitare la possibilità di altre guerre, facendo pesare la propria autorità nel momento dato, e anche con lo scopo di avvicinare di più alle masse le lettere, le arti, ecc. ed esercitare così un'influenza diretta sempre al medesimo scopo. Io dissi che dopo la recente tremenda delusione, anzi fallimento dell'intesa fra intellettuali dei diversi paese (sai della famosa epistola degli ottanta intellettuali tedeschi che arrivò a negare la verità per difendere la Germania), mi pare che occorra una buona dose d'ingenuità per sperare che gl'intellettuali non si schiererebbero per i rispettivi paesi al momento dato; e che quanto a influire sulle masse, esse sono già, e sono sempre state nella direttiva della non guerra: che dunque in fondo non si tratterebbe di bandire un'idea nuova, ma di fare del socialismo intellettuale. Allora disse che infatti è così; che bisogna diventare socialisti in tutti i sensi, perché qui è l'unica salvezza. Questa idea di entrare a far



Ce qui a été rappelé plus haut sur le « maximalisme » des socialistes prend à Florence et en Toscane une dimension exceptionnelle : l'hégémonie de l'aile la plus dure transforme la cité en « capitale de l'intransigeance »<sup>24</sup> ; l'atmosphère de guerre civile y est vive et saisissante, la passion politique y prend le langage de la démesure et de la fatalité, et ce témoignage d'Amelia Rosselli rend compte, avec assez de justesse, de la crise sociale et politique dans laquelle s'enfonça l'Italie à la fin de l'année 1919. La voix portée par les responsables clartéistes, dans la première période de la revue, c'est-à-dire la combinaison d'un idéal à la fois humaniste, pacifiste et fidèle au wilsonisme, est à peu près inaudible en Italie, ce que confirme l'échec du mouvement salvémien lors des élections de l'automne<sup>25</sup>. Lecteurs de Barbusse, sensibles à la figure morale et au magistère intellectuel exercé par Romain Rolland, Carlo Rosselli et son frère ne renoncèrent pourtant pas à leur ambition d'agir, ce qui s'exprimait alors, comme le racontera plus tard Claudio Treves à propos de cette *génération réaliste*<sup>26</sup>, par une « volonté de faire, d'éduquer, de se rassembler autour d'un programme internationaliste, en vue d'une action pacifiste ».

*L'Effort*<sup>27</sup> est à la fois l'œuvre et la trace de cet état d'esprit. L'expérience est certainement aussi essentielle que brève pour les Rosselli, et beaucoup y ont vu le signe d'un bouleversement mental et idéologique face à la guerre – Gaetano Salvemini le premier<sup>28</sup>. Elle leur permet quoiqu'il en soit de percevoir de cet événement autre chose que le mythe<sup>29</sup>. Il n'est pas utile de revenir ici, dans des termes précis, sur la proximité et l'importance de la rencontre entre Carlo et Nello d'une part et Salvemini de l'autre, ni de la confiance dont témoigne à l'égard du

parte del partito socialista, del resto, comincia a farsi strada [...] Sono molti quelli che dicono ora che un partito di mezzo non ha ragione di esistere e che bisogna buttarsi al socialismo per rafforzarlo nella sua parte moderata [...] ma non ti pare al tempo stesso dettata dalla paura ? [...] Secondo loro dunque, la campagna di Scarfoglio è falsa. [...] E curioso poi che adesso cominciano anche a dir bene del bolscevismo! Mi pare che, per paura di morire bruciati, si buttino nel fuoco prima del tempo. » Lettre du 27 novembre 1919, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 93.

<sup>24</sup> Soldani (Simonetta), « La Grande guerra lontano dal fronte », dans Mori (Giorgio, éd.), *Storia d'Italia : Le regioni dall'Unità a oggi, La Toscana*, Turin, Einaudi, 1987, p. 429, 439.

<sup>25</sup> La Ligue démocratique ou Lega Democratica per il rinnovamento della politica nazionale. Voir : Grassi Orsini (Fabio), « La "Lega democratica per il rinnovamento della politica nazionale" : dalla rivista di cultura al "superpartito della democrazia" », dans Quagliariello (Gaetano, dir.), *Il partito politico dalla Grande guerra al fascismo, op. cit.*, p. 617-697 ; Quagliariello (Gaetano), *Gaetano Salvemini*, Bologne, Il Mulino, 2007.

<sup>26</sup> Treves (Claudio), *Libertà*, 22 septembre 1929.

<sup>27</sup> Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia sociale moderna, op. cit.*, p. 46-47.

<sup>28</sup> Salvemini (Gaetano), *Carlo e Nello Rosselli : un ricordo*, Paris, Edizioni di « Giustizia e Libertà », 1938, p. 21-22 : « La guerre mondiale était perçue d'un point de vue qui n'était plus celui des hommes qui y avaient pris part et qui y avaient laissé leur vie. Cette perception devenait rapidement une révision, un discrédit et finalement une condamnation. » (Traduction personnelle). Aussi, sur Nello Rosselli : Belardelli (Giovanni), *Nello Rosselli : uno storico antifascista*, Florence, Passigli, 1982, p. 21.

<sup>29</sup> Soldani (Simonetta), « La Grande guerra lontano dal fronte », *op. cit.*

premier, son cousin Alessandro Levi<sup>30</sup>. On ne peut en revanche manquer d'insister sur l'aspect décisif de ces rapprochements, selon le contexte où ils ont lieu, c'est-à-dire le milieu de l'année 1920, à un moment de bascule pour la démocratie italienne : en juin, le gouvernement Nitti est remplacé par une coalition d'union nationale emmenée par Giolitti, à l'exclusion des socialistes, pourtant larges vainqueurs des élections générales en 1919 ; au même moment, un mois après que Mussolini ait officialisé le virage conservateur de son mouvement lors de la Conférence nationale des faisceaux, à Milan, débute l'offensive des escouades en Vénétie-Julienne, puis dans la basse vallée du Pô, en Emilie et enfin en Toscane.

La coïncidence de ce parcours avec celui d'Ernesto Rossi est également bien connu<sup>31</sup>. Une attitude initiale comparable au sortir de la guerre, avant même leur rencontre vers 1921, a facilité leur rapprochement. Quant à leurs premiers engagements politiques, ils différaient sensiblement l'un de l'autre ; chez Rossi, on l'a vu, l'humiliation subie au retour du front provoque une forte hostilité contre les partis antimilitariste et l'incline vers les faisceaux, le mouvement qui incarne le mieux à ses yeux l'esprit ancien combattant ; chez Rosselli, la volonté d'agir aux côtés des humbles l'incite à trouver une voie de médiation possible avec le peuple. Quoi qu'il en soit, Rossi avait, comme son comparse et plus que lui, rencontré chez Salvemini une autorité morale, un *maître à penser*. Lui aussi entretient avec l'historien des relations intellectuelles et personnelles plus que politiques<sup>32</sup> ; lui aussi formule le besoin de développer, à son contact, ses moyens d'appréhender, de connaître et de comprendre le réel<sup>33</sup> ; lui aussi relève sans les opposer la mise en présence chez Salvemini de deux éthiques, l'une

<sup>30</sup> Levi (Alessandro), *Ricordi dei fratelli Rosselli*, Florence, La Nuova Italia, 1947.

<sup>31</sup> Scirocco (Giovanni), « Carlo Rosselli ed Ernesto Rossi uniti nelle idee e nelle azioni », *Storia e politica*, n° 1, 2009, p. 87-112.

<sup>32</sup> Vivarelli (Roberto), « Carlo Rosselli e Gaetano Salvemini », dans *Istituto storico della Resistenza in Toscana et al., Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia, op. cit.*, p. 69-99 ; Armani (Giuseppe), *La forza di non mollare : Ernesto Rossi dalla Grande guerra a Giustizia e Libertà*, Milan, FrancoAngeli, 2004, p. 52 : « Précisons que ce rapprochement à Salvemini est d'abord d'ordre personnel plus que politique : l'influence exercée par Salvemini sur son jeune interlocuteur, puis son ami et son disciple, favorise chez ce dernier une évolution, autonome, de son jugement plutôt qu'elle ne conditionne, de façon radicale, un choix politique nouveau. » (Traduction personnelle).

<sup>33</sup> En ce qui concerne Ernesto Rossi, par exemple, il témoigne par deux fois de l'effet produit sur lui par les meetings de Salvemini, dans l'hiver 1919 : « Ce fut comme si, dans un wagon conduit pendant de longues heures sous la pluie par une locomotive à vapeur bouffante, quelqu'un essuyait le verre teinté de suie avec un mouchoir propre. Il parlait et ainsi la vitre du compartiment laissait apparaître, limpide et clair, le paysage jusqu'à l'horizon lointain », p. 44 (traduction personnelle). Aussi, cette lettre de 1933, envoyée de sa cellule : « Je me souviens des sentiments empathiques avec lesquels je lu, enfant, la passion d'un jeune homme, protagoniste d'un roman de Dumas, ... pour J.-J. Rousseau. J'avais aussi besoin de quelqu'un pour m'aider à voir clairement en moi et pour m'apprendre à maîtriser les outils de la logique, qui souvent m'échappaient lors de mes tentatives fébriles pour expliquer à moi-même ce qui m'entourait. », voir : Lettre du 25 juillet 1933, dans HAEU, ER-13.

scientifique l'autre politique, si la politique est entendue comme affaire de passions et de convictions<sup>34</sup> :

Quant au contraste que tu observes entre mon caractère sentimental et mon esprit critique, lui écrit un jour Salvemini, que veux-tu que je te dise ? Moi-même j'en suis conscient. Parfois, cela me perturbe, parfois cela m'irrite, d'autres fois cela me fait simplement sourire. Evidemment, je ne suis pas parfaitement homogène ni parfaitement équilibré. [...] En règle générale, la théorie cognitive coïncide chez les êtres avec la logique de leur pratique. Chacun d'entre nous croit que le monde suit la voie que tout un chacun se donne à lui-même comme chemin à suivre. Cette coïncidence est nécessaire, ou plutôt la foi en cette coïncidence l'est, pour que la volonté d'agir demeure en nous. Lorsque cette croyance fait défaut, alors le désespoir de Leopardi nous guette : le contraste entre ce que l'on se sentirait devoir faire et en même temps le sentiment de l'inutilité de toute action devant une réalité qui s'engage sur un chemin différent du nôtre. Il est très probable qu'en chacun de nous l'élan pratique ne soit pas déterminé par une réflexion théorique ; mais qu'au contraire c'est lui qui agit sur notre connaissance, et nous fait voir le monde aller sur le chemin par lequel nous nous engageons<sup>35</sup>.

Dans une telle conception de l'engagement, ce qui est surtout à définir, c'est la façon dont esprit critique et conviction se combinent et dans quelle proportion. Il s'agirait même, de l'aveu de Gaetano Salvemini, de vocation religieuse proprement dite<sup>36</sup>, quoique non soumise à des dogmes particuliers qui scellent l'appartenance à une communauté<sup>37</sup>. Cette attitude peut sembler ambiguë et difficile à tenir, parce qu'elle met ceux qui l'adoptent en contradiction avec

<sup>34</sup> Pour Carlo Rosselli, on se tournera à nouveau vers les commentaires d'Alessandro Levi : Levi (Alessandro), *Ricordi dei fratelli Rosselli, op. cit.*, p. 67-68.

<sup>35</sup> « Quanto al contrasto, che tu osservi fra la mia azione di sentimentale e la mia mentalità di critico, che cosa vuoi che ti dica ? Lo noto anch'io. Qualche volta mi turba ; talvolta mi irrita ; qualche volta mi fa anche sorridere. Evidentemente, non sono perfettamente omogeneo e perfettamente equilibrato. Bisogna che io mi prenda come sono, e che tu mi prenda come sono. [...] Di regola la teoria conoscitiva coincide con la teoria attiva. Ognuno di noi crede che il mondo va per la via, per cui ciascuno di noi crede di dovere andare. Ed è necessaria questa coincidenza, o meglio la fede in questa coincidenza, perché rimanga la volontà di agire. Quando questa fede manca, si ha la disperazione di Leopardi : cioè il contrasto fra quel che si sentirebbe di dover fare, e il sentimento della inutilità di qualunque azione di fronte alla realtà che va per un'altra strada. » Lettre du 3 avril 1922, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926, op. cit.*, p. 51.

<sup>36</sup> Salvemini y revient dans un courrier de 1913 où il explique que c'est un certain sens du devoir qui le pousse à la politique, ce qui revient chez lui à agir, par tous les moyens possibles, pour faire connaître la vérité. Une vérité, dit-il encore, qui est ressentie par tout un peuple, celui dans lequel il puise et renoue avec ses origines et la tradition méridionales. Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1912-1914*, Tagliacozzo (Enzo, éd.), Bucchi (Sergio, éd.), Rome, Laterza, 1984, p. 420. Voir aussi : Garin (Eugenio), « Gaetano Salvemini nella società italiana del suo tempo », dans Id., *La cultura italiana tra '800 e '900 : studi e ricerche*, Bari, Laterza, p. 150.

<sup>37</sup> Sur le « concrétisme » ou « problémisme » salvéminien, on pourra utilement se reporter à un témoignage, laissé par son auteur lui-même dans sa vaste correspondance. Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1910*, Bucchi (Sergio, éd.), Manduria, Lacaita, 2003, p. 140 : « En ce moment, tout mon travail doit consister à l'élaboration et à la communication du programme du nouveau parti. Sans un programme de réformes concrètes et immédiates, que nous devons brandir tel un drapeau le moment venu, nous n'arriverons à rien. Notre démocratie doit se construire autour d'un tel programme d'action, et non autour de déclarations générales. » (Traduction personnelle). Voir aussi : Tagliacozzo (Enzo), « Introduzione », dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1912-1914, op. cit.*, p. XXVI. Et de façon à la fois plus approfondie et générale, les ouvrages d'Enzo Tagliacozzo et de Gaetano Quagliariello, déjà cités.

ce à quoi ils adhèrent, des deux côtés : « pour votre part, écrira l'historien à son homologue Elie Halévy, lors de son exil français, vous êtes un Historien pur ; quant à moi, j'ai le malheur d'être à moitié historien et à moitié un homme politique »<sup>38</sup>. C'est un empirisme qui cherche sans cesse à dépasser le réel, c'est un volontarisme qui tente d'habiter en même temps le champ de l'action et celui de la raison. Salvemini a bien défini les contrastes qui façonnent sa position mitoyenne entre raison critique et passion ardente pour une idée :

Moi, pour mon malheur, je suis historien. C'est pourquoi je ne me sens pas capable d'être aussi affirmatif, comme tant d'autres le sont. Dans le passage que tu mentionnes, j'ai introduit un *probablement*. Ainsi mon honneur d'historien est-il sauf. S'il te plaît, tiens compte de ce *probablement* ; aie pitié de mes faiblesses ; et accorde-moi ton amitié en dépit de tout<sup>39</sup>.

Une telle attitude suppose une rupture, au moins relative, avec le système d'organisation du consensus propre à la démocratie des partis de masse : « contre les démocrates, pour la démocratie ; contre les nationalistes, pour la nation ». On retient pour cela une image foncièrement négative de l'activité des partis, on la résume à la dimension « abstraite » de leurs idéaux, on insiste sur les dissonances entre leur idéologie et les intérêts partiels auxquels répondent uniquement leur action<sup>40</sup> pour revendiquer, pour soi uniquement, une foi dans les idéaux et les méthodes de la démocratie<sup>41</sup>. Chez les auteurs de *L'Unità* tout ce qui atteste la grandeur de la patrie et du fait national est donné pour spirituel et comme sentiment du devoir et s'obtient par un « effort continu de discipline, de sacrifice, d'étude » et de travail<sup>42</sup>, de sens de la réalité et de « culture ». Même en faisant la part de la polémique, il reste qu'ici, ce terme s'impose souvent au principe de leur action politique, mais à quoi précisément l'emploi de ce mot répond-il dans leur pensée ?

Une doctrine de source idéologique comme le socialisme semble à première vue avoir attribué à la culture, dans les destinées politiques et sociales, une place plus importante que n'ont pu le faire aucun autre mouvement politique, sinon le *Risorgimento* lui-même. On voit ainsi se développer en Italie vers 1890 une doctrine socialiste de la culture, de la philosophie et

<sup>38</sup> Lettre du 11 mars 1932, dans Quagliariello (Gaetano), *Gaetano Salvemini, op. cit.*

<sup>39</sup> « Io, per mi disgrazia, faccio il mestiere di storico. Motivo per cui non mi sento la capacità di essere affermativo come tanti altri. Nel passo, che tu hai citato, ci ho messo un probabilmente. Così ho salvato il mio onore di storico. Tu tieni conto del mio probabilmente ; abbi pietà delle debolezze ; e vogliami bene lo stesso. », dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926, op. cit.*, p. 52.

<sup>40</sup> Salvemini (Gaetano), « Che cosa vogliamo ? », *L'Unità*, 16 mars 1922 ; Salvemini (Gaetano), « Alla ricerca di una formula. Che cosa vuole l'Unità. Risposta a Rodolfo Savelli », *L'Unità*, 21 mars 1913.

<sup>41</sup> Zagari (Guglielmo), « Polemiche sul metodo » et Salvemini (Gaetano), « Postilla », *L'Unità*, 25 avril 1913.

<sup>42</sup> Salvemini (Gaetano), « Che cosa vogliamo ? », *L'Unità*, art. cité.

des sciences ; et le marxisme comme le positivisme, dans leurs vues sur l'avenir de l'humanité, tendent à confondre les idéaux socialistes et les lois de la physique sociale<sup>43</sup>. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, le socialisme italien se définissait à la fois contre les souvenirs des violences révolutionnaires et anarchistes et contre les velléités réactionnaires d'un rétablissement de l'ordre ancien. Dans ce contexte où le système libéral était perçu comme un « instrument utile » pour l'actualisation des conquêtes sociales<sup>44</sup>, l'ancienne utopie scientiste pouvait désormais se passer de toute justification idéologique aux yeux des réformistes. En 1902, Turati déclarait ainsi :

Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un point où le socialisme, né dans l'esprit de ses précurseurs [...] s'incarne dans la réalité immanente de la vie, et n'a donc plus besoin de justifications doctrinales ni d'illustrations théoriques : il vit dans les choses<sup>45</sup>.

Ce qui est une évolution logique pour les uns, apparaît au contraire pour les autres comme le signe d'une décadence ou d'un renoncement, d'une trahison ; c'est sur un versant critique, parallèle, mais contradictoire, à celui des marxistes révolutionnaires, que Gaetano Salvemini déploie sa critique contre les dirigeants du PSI. À la différence de ceux-ci, il postule deux plans de valeurs : celui, empirique, des faits et celui qui, au-dessus de toute connaissance, est l'objet d'un idéal moral. Ce dualisme, fondé sur la distinction entre le devoir et l'utile, s'exprime avec clarté lorsqu'en 1907 l'historien prononce l'acte de décès du socialisme, idée dissoute dans les intérêts et calculs de son groupe parlementaire et des associations corporatistes qui s'y sont greffées<sup>46</sup>. Et tout tient, en fin de compte, à la vie intellectuelle et à la vitalité des principaux groupes de réflexion critique du socialisme italien :

L'espèce d'aridité intellectuelle qui semble affecter le Parti socialiste, les difficultés que rencontre la *Critica sociale* pour rester aussi riche d'idées qu'auparavant, dépendent toutes deux de ce que le groupe d'écrivains réunis autour de Turati de 1892 à 1901, qui a fait de cette revue un centre culturel si vivant, a aujourd'hui disparu. Tout le monde désormais ignore la théorie ; ils travaillent, n'ont plus le temps de chercher si l'évolution exclut la révolution, ou bien si Karl Marx était marxiste, ou bien encore si la compagnie d'opérette Darwin-Marx-Spencer-Ferri donne toujours des représentations : la *Critica sociale* n'est plus une revue d'idées, elle ne peut plus l'être puisqu'elle a dû devenir une revue de faits et dans la mesure où ces derniers actualisent les idées, et les éléments

<sup>43</sup> Favilli (Paolo), *Storia del marxismo italiano dalle origini alla Grande guerra*, op. cit., p. 81.

<sup>44</sup> Gentile (Emilio), *L'Italia giolittiana 1899-1914*, Bologne, Il Mulino, 1977, p. 79-103.

<sup>45</sup> Turati (Filippo), « Dodicesimo », *La Critica sociale*, 16 décembre 1902.

<sup>46</sup> Salvemini (Gaetano), « Organizzazione economica e necessità politiche », *La Critica sociale*, 1<sup>er</sup> mars 1907, dans Salvemini (Gaetano), *Tendenze vecchie e necessità nuove del movimento operaio italiano : saggi critici*, Bologne, Cappelli, 1922, p. 48-49.

composant de nouvelles idées ne peuvent uniquement être donnés par de nouveaux faits<sup>47</sup>.

La supériorité d'un idéal politique n'est donc pas dans l'accomplissement d'intérêts privés et catégoriels, à quelques classes sociales qu'ils soient identifiés, mais dans un dépassement et la recherche, à un degré chaque fois supérieur, de l'intérêt général : d'où la réhabilitation de l'honnêteté intellectuelle et morale des personnalités agissant hors des appareils de parti. Sur le rôle des associations d'étude et de propagande comme principe dynamique de l'action collective organisée, Salvemini s'emploie, dès 1907, à dessiner l'ambition d'influencer, au moyen d'un réseau d'échanges intellectuel indépendant, l'activité des organisations partisans. Plus de dix ans plus tard, dans l'année qui suit la fin de la guerre, son projet consiste en outre à former une force politique nouvelle<sup>48</sup> ; son échec électoral et les événements politiques qui conduisent, en octobre 1922, à la prise du pouvoir par les faisceaux de combat mettent toutefois un terme à ses desseins politiques.

### ***Salvemini face à l'abîme : un engagement en crise***

À compter de l'automne 1922, contraint de prendre acte de l'état réel des choses, Salvemini ne se résout cependant pas à privilégier, contre le fascisme, d'autres options qui lui semblent également contredire ses intentions politiques<sup>49</sup>. Il manifeste ainsi, dans ses sentiments et agissements, qu'il consigne quotidiennement pendant près d'un an, entre novembre 1922 et septembre 1923, un certain scepticisme dans sa capacité à conjoindre un engagement politique et militant avec sa vocation intellectuelle. Pour Salvemini, qui observe et constate la montée de forces politiques radicales, la participation au débat public, soit la forme classique de l'action

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Levi (Alessandro), « Perché non aderisco alla Lega », suivi de Salvemini (Gaetano), « Postilla », *L'Unità*, 21 mai 1919.

<sup>49</sup> À un jeune milanais, sympathisant du mouvement populaire catholique, Salvemini témoigne du manque de crédit qu'il accorde aux forces de l'opposition. Salvemini (Gaetano), *Memorie e soliloqui* dans Id., *Scritti sul fascismo*, vol. 2, Valeri (Nino, éd.), Merola (Alberto, éd.), Milan, Feltrinelli, 1966, p. 195 : « Hier, un jeune milanais, un populaire de gauche [...] est venu me demander mon avis sur la meilleure façon d'agir. Aussi lui ai-je dit de ne faire aucune concession aux fascistes, mais de ne s'engager de même dans aucune sorte de pacte, sous prétexte de liberté, avec les blocs antifascistes, dans lesquels on trouve mélangés tous les vaincus du fascisme afin de reconquérir le gouvernement et retourner aux temps de la vieille camaraderie politicienne. Mussolini vaut mieux que Bonomi, Facta, Orlando, Salandra, Turati, Baldesi, D'Aragona, F. S. Nitti. Tant qu'aucune succession n'est prête, c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'hommes qui admettent ce peu de bien qu'accomplissent les fascistes, défaisant quelques vieilles mafias de notre démocratie, puis qui poursuivront à leur tour cette œuvre pour détruire les mafias bourgeoises, de ploutocrates et de bureaucrates maintenant ou créées par les fascistes eux-mêmes, il faut empêcher toute succession, et laisser Mussolini (mal) gouverner. Mussolini oblige les gens à réfléchir et prendre position [...]. » (Traduction personnelle).

politique pour un homme de foi et de culture démocratique<sup>50</sup>, apparaît désormais vaine, impuissante, et au coût toujours plus élevé. À l'occasion d'un court séjour en France, à Paris, il s'interroge sur les risques qu'il encourt à retourner en Italie, à Florence, où il enseigne toujours :

S'opposer à la folie ne servirait à rien. Aucun journal ne me laissera exprimer librement ma pensée. Ils brûleraient ma maison. Ils m'enverraient dans l'autre monde. Ils m'infligeraient le supplice d'ingurgiter leur huile de ricin, comme ils ont fait à Malagodi<sup>51</sup>. Ils m'accuseraient, enfin, d'être le responsable de tous leurs échecs. Si je retournais en Italie, pour me taire et enseigner, non seulement il me serait difficile de m'astreindre à cette réserve mais, le jour où, face aux difficultés causées par la folie générale, la mégalomanie mussolinienne et d'annunzienne s'incarnera en un délire de persécution et en foule homicide, je serai alors l'un de leurs boucs émissaires. Venir en Italie, se renfermer dans le silence et attendre qu'ils m'assassinent ou me fassent avaler de l'huile de ricin – ce qui serait le pire – non, par pitié !<sup>52</sup>.

Si la situation semble désespérée, elle offre encore la possibilité du départ, qui évite à Salvemini la pénible alternative entre le militantisme antifasciste, du moins l'opposition déclarée au fascisme – mais aucun parti n'est assez puissant ni conforme à ses principes pour cela –, et l'accommodement – aussi désagréable que pitoyable et dangereux – aux nouvelles autorités. Le contexte dans lequel prend forme son retrait et son isolement ne peut donc, à proprement parler, se comparer à une situation de résistance. Il y manque, plus que l'effet direct d'une contrainte extérieure, une intention politique. Salvemini conserve de fait l'initiative du vouloir ; seulement, il hiérarchise ses devoirs selon les nécessités de l'instant, et sans affecter sa décision personnelle d'une responsabilité politique<sup>53</sup>. Les courriers échangés pendant les mois qui suivent sa demande de mise en disponibilité révèlent le caractère ambigu, confus, de la position qu'il choisit d'occuper : pour la résumer, nous pourrions brièvement affirmer que

<sup>50</sup> Salvemini (Gaetano), *Memorie e soliloqui*, op. cit., p. 101.

<sup>51</sup> Olindo Malagodi (1870-1934), membre historique du parti socialiste, promoteur de son organisation en tant qu'acteur de la vie parlementaire dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Interventionniste dès 1914, il passe, après la guerre et face à la violence des escouades fascistes, d'une attitude attentiste à une position de plus en plus critique. Le 31 octobre 1922, peu après la marche sur Rome, il est victime d'une agression par un groupe d'hommes emmenés par Tullio Tamburini. Diplômé en Lettres, il est également l'auteur de plusieurs récits et d'une œuvre poétique.

<sup>52</sup> « Opporsi alla follia, non servirebbe a nulla : non troverei neanche un giornale che mi lascerebbe dire la mia opinione : mi brucerebbero la casa ; mi spedirebbero all'altro mondo ; mi darebbero l'olio di ricino come a Malagodi ; mi dichiarerebbero responsabile per la mia opposizione di tutti i loro insuccessi. E se tornassi in Italia a stare zitto e a far lezione, non solo soffrirei troppo, ma sarei uno dei capri espiatori nel giorno in cui di fronte alle difficoltà suscitate dalla pazzia generale, la megalomania mussoliniana e dannunziana diventasse delirio di persecuzione e follia omicida. Venire in Italia, stare zitto e ad aspettare che mi ammazzino o mi diano l'olio di ricino, - che sarebbe peggio – no, perdio. » Lettre à Ernesto Rossi, du 3 novembre 1922, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926*, op. cit., p. 106.

<sup>53</sup> Lettre du 4 novembre, dans *Ibid.*, p. 109 : « J'ai absolument l'intention de rester en dehors de la vie politique [...] ».

face au fascisme et aux nouvelles autorités, Salvemini sait, mais il n'est pas sûr de savoir ; il veut, mais il compte sur les événements pour le pousser. Un an plus tard, en septembre 1923 :

Je ne demande qu'à ce qu'on me laisse tranquille. Et s'ils savaient le dégoût qu'ils m'inspirent, eux autant que leurs adversaires ; s'ils savaient aussi combien aujourd'hui je suis devenu étranger à la vie politique, je ne crois pas qu'ils s'intéresseraient tant à mon cas. Mais c'est qu'ils ne se contentent pas du silence : ils veulent plus, ils attendent que tout le monde s'agenouille à leurs pieds : Avec moi, cependant, cela ne marche pas. Et si mon intention n'était de ne pas quitter l'Italie à moins d'y être contraint, et tant que je ne pourrais me dire – quoiqu'il advienne – que j'y suis contraint, je t'assure qu'à cette heure, je me trouverais déjà dans les rues de Londres à cirer des chaussures ou jouer de la clarinette. [...] Il faut donc espérer que Gentile, s'opposant à mon choix d'obtenir une mise en disponibilité, m'ouvre la voie d'une liberté sans responsabilité<sup>54</sup>.

L'ambiguïté du choix assumé dans la position occupée presque malgré soi est le propre de ces semaines, de ces mois, qui suivent le 28 octobre 1922. Un temps éphémère et paradoxal, une période relativement brève qui met face à face des individus dominés par l'incertitude et des autorités soucieuses, plus que d'agir légalement, d'apparaître légitime, en Italie comme à l'étranger. Cette ambiguïté est aussi le propre d'un caractère hésitant, d'une personnalité où se confondent la noblesse d'une éthique et l'expression des sentiments les plus communs : la lassitude, la fatigue, le déclin du vieil homme<sup>55</sup>. Cette figure, que l'on décrit pourtant comme exemplaire aux yeux des ouvriers, des paysans du *Mezzogiorno*, déclare « renoncer à l'illusion de faire accepter » son idéal existentiel<sup>56</sup>. La politique, comme il l'écrit à Giuseppe Prezzolini, est laissée aux « hommes sans scrupules »<sup>57</sup>. Dans les faits, pendant plus d'un an, de 1922 à 1924, Salvemini se tient à sa réserve : il publie très peu, bien que sollicités par une presse d'opposition, dont l'existence est encore admise plutôt que reconnue comme de droit, se limite à exprimer ses opinions le plus souvent dans ses courriers et reste muet sur les questions qui concernent son pays lors de ses séjours en France et en Angleterre, où il se consacre à l'enseignement et à ses ouvrages d'histoire diplomatique. Absolument rien de « politique » dans toutes ces activités ; encore moins de propos suspicieux, séditieux, même prononcés *mezza*

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 244-245 : « Io non domando che d'essere lasciato tranquillo. E se sapessero quale schifo mi fanno loro e i loro avversari, e quanto alieno dalla politica sono diventato, credo non si occuperebbero di me. Ma sono troppo stupidi per capire questi stati d'animo. Eppoi non si contentano del silenzio : vogliono che la gente s'inginocchi ai loro piedi, e lustrino loro le scarpe ! Ma con me non ce la fanno. E se non fosse il mio proposito di non lasciare l'Italia finché non ci sarà costretto, e finché non potrò dire a me stesso – qualunque cosa accada – che ci fui costretto, ti assicuro che a quest'ora starei già a fare il lustrascarpe o a suonare il clarinetto per le vie di Londra. [...] Speriamo, dunque, che Gentile, negandomi il permesso, e poi negandomi l'aspettativa, mi apra la via della libertà senza responsabilità. »

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 239.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 128.



voce, contre le fascisme. Ce qu'il accepte de faire publier, c'est sous le sceau de l'anonymat, en signant d'un pseudonyme assez évocateur pour symboliser la position qu'il entend occuper, celle d'un spectateur parfaitement indépendant et libre de tout engagement : « je donne mes idées à qui veut les publier, tout en restant simplement moi-même, tel un sauvage qui n'appartient à aucun parti »<sup>58</sup>. « Dégoûté de la vie publique », Salvemini condamne tout aussi bien l'immoralisme incurable du « peuple italien » et choisit de se retrancher du reste de la société, par l'énonciation d'un « nous » éthique, d'une communauté morale, indépendante et apolitique. Parfaitement « libre d'[elle]-même », cette minorité se perpétue dans l'expérience d'une solidarité spontanément organisée, qui définit un milieu situé à l'intersection du privé et du public.

Les doutes exprimés par Salvemini se révèlent en effet, de même, dans les lettres de ses principaux amis et correspondants, plus indécis cependant et qui, parfois, se résignent à accepter la « loi de l'histoire », en dépit de la folie profonde qui l'anime.

Au début des années vingt, le thème de l'ambiguïté dominait la plupart des essais d'interprétation sur le fascisme, théoriques et spontanés. Pour illustrer cette équivoque que ses contemporains perçoivent de plus en plus comme un trait caractéristique du fascisme, la métaphore des « deux faces » ou encore des « deux âmes » semblait s'imposer, à tel point qu'on la croise dans plusieurs analyses<sup>59</sup>, excepté celle des communistes et des maximalistes<sup>60</sup>. Parmi toutes ces lectures sur le polymorphisme apparent du nouveau régime, l'une en particulier fait date, avec pour motif central, la duplicité comme clé de lecture du fascisme. Dans cette étude parue en 1923, Luigi Salvatorelli voyait le dualisme comme l'élément saillant des faisceaux de combat, le révélateur de l'unité du phénomène dans son caractère le plus manifeste, à savoir le fait d'être l'expression de la mobilisation de la petite bourgeoisie italienne, strate intermédiaire de l'échelle sociale, encadrée entre – et donc en lutte contre – le capitalisme et le prolétariat<sup>61</sup>. Renzo De Felice a bien montré l'importance, pour l'époque et au-delà, de cette interprétation qui n'a pas, depuis, perdu de sa pertinence. Un an seulement après les événements d'octobre 1922 et la constitution du premier gouvernement dirigé par Mussolini, l'analyse de Salvatorelli

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 182-183. Il recommande à Giuseppe Donati de faire publier ses articles uniquement sous le pseudonyme de « Il pensionato » [le retraité].

<sup>59</sup> De Felice (Renzo), *Les Interprétations du fascisme*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000.

<sup>60</sup> Gramsci est le seul parmi les auteurs membres du parti communiste à reprendre la thématique de la duplicité. Chez lui, cette division s'opère à l'intérieur même du bloc de la bourgeoisie, entre un courant parlementaire incarné par Mussolini et l'autre intransigeant dans sa volonté d'abattre le prolétariat.

<sup>61</sup> Salvatorelli (Luigi), *Nazionalfascismo*, Turin, Gobetti, 1923.

participait à la formulation d'une conception originale, qui prenait forme progressivement, et reconnaissait au fascisme une indépendance sinon une identité<sup>62</sup>, par rapport au seul mouvement de réaction antisocialiste, déployé au service de la classe dominante<sup>63</sup>.

Si le fascisme prenait du relief et de l'épaisseur dans l'esprit de ses exégètes, ce n'était pas seulement parce qu'une partie des intellectuels de l'époque parvenait enfin à ancrer le mouvement dans une réalité sociale et combler ce faisant un vide politique, entre les libéraux-modérés et les socialistes. En choisissant le terme de « petite bourgeoisie », Salvatorelli agissait à dessein, afin d'approfondir la perspective de ce qui pourrait n'être qu'une seule enquête sociologique par des dimensions à la fois culturelles, politiques et donc, historiques. Le titre choisi pour l'ouvrage est en soi une indication d'un tel élargissement. Dans ces années, l'expression « petite bourgeoisie » avait une valeur particulière dans le contexte italien<sup>64</sup>, où son évocation renvoyait moins à une condition ou un processus social – par exemple la prolétarianisation – qu'elle permettait d'envisager une fonction sociale et politique, un statut. Elle s'employait alors de pair avec un autre thème central de la littérature politique de l'époque : le renouvellement des élites dirigeantes. Ainsi, chez Salvatorelli, le choix de l'adjectif « petit » doit se comprendre dans la valeur dépréciative du mot ; il précise un état avorté plus que réalisé ou en voie de réalisation, l'inaccomplissement d'un destin. Il est l'image d'une psychologie et d'un stade idéologique retardataire, asynchrone avec les progrès de l'économie capitaliste. En

<sup>62</sup> La même année, en 1923, Piero Gobetti écrit encore, dans son *Dal bolscevismo al fascismo. Note di cultura politica* : « il n'est pas encore possible de parler du fascisme au niveau de la culture et de l'objectivité historique, celui-ci ayant résolu le problème du gouvernement avant le problème de sa propre identité. », dans De Felice (Renzo), *Les Interprétations du fascisme, op. cit.*, p. 185.

<sup>63</sup> Au début des années 1920, c'est en effet ce type de lecture qui domine. Les contemporains, en focalisant leur attention sur ce qu'était devenu le fascisme, à la suite de son implantation et de sa rapide diffusion dans les milieux agraires, avaient volontairement éclipsé ses liens avec l'interventionnisme et le mouvement des anciens combattants. C'est le thème de la « contre-révolution préventive » qui s'impose alors, titre éponyme de l'ouvrage de Luigi Fabbri (Cappelli, 1924). Salvatorelli (Luigi), *Nazionalfascismo, op. cit.*, 1977, p. 6-7 : « Si nous en restons là, nous en venons à refuser au fascisme toute consistance propre, toute autonomie ; il ne serait qu'un instrument brandi par la main capitaliste. [...] Aujourd'hui le fascisme gouverne l'Italie comme une dictature de parti ; or, là où il y a la dictature d'un parti, il faut dire que le parti aussi existe ; et s'il existe un parti fasciste, le fascisme a donc sa vie propre et sa propre physionomie ». Concernant la diffusion de cette interprétation, toujours en suivant l'étude de Renzo De Felice, mentionnons la formulation originale de Zibordi, au sein du socialisme, celles également de Giovanni Ansaldo, Vilfredo Pareto, Mario Missiroli. Mais l'analyse que Renzo De Felice tente de préciser, contre celle de Salvatorelli, suivant laquelle l'adhésion au fascisme serait le fait d'une couche moyenne émergente du Nord plutôt que du Sud, « moderne plus que traditionnelle ». En fait, comme le précise à ce sujet Salvatore Lupo, l'explication de Salvatorelli, plus que « banalement » sociale, est en fait contextuelle et culturelle, et donc générationnelle. Voir : De Felice (Renzo), *Les Interprétations du fascisme, op. cit.*, p. 194 ; Id., *Intervista sul fascismo*, Rome, Laterza, 1982, p. 30 ; Lupo (Salvatore), *Le Fascisme italien, op. cit.*, p. 159-160.

<sup>64</sup> Salvati (Mariuccia), *Il regime e gli impiegati. La nazionalizzazione piccolo-borghese nel ventennio fascista*, Rome ; Bari, Laterza, 1992 ; Id., *Da Berlino a New York. Crisi della classe media e futuro della democrazia nelle scienze sociali degli anni Trenta*, Cappelli, Bologna, 1989 ; Id., « Da piccola borghesia a ceti medi. Fascismo e ceti medi nelle interpretazioni dei contemporanei e degli storici », *Italia contemporanea*, mars 1994, n° 194, p. 65-84.

faire usage, c'est donc réinscrire l'expansion du fascisme dans le cadre de l'histoire nationale, le royaume d'Italie depuis l'Unité, en lien avec la critique des institutions et des élites libérales qui ont échoué à créer des alliances sociales et à créer les bases saines, indispensables au renouveau d'une classe dirigeante, moderne, préparée aux enjeux du développement national<sup>65</sup>.

Pour une partie de l'élite politique et intellectuelle, la naissance du fascisme et son avènement révéleraient des dysfonctionnements structurels<sup>66</sup>. L'illusion entretenue à l'époque au sujet du fascisme, notamment concernant ses intentions réelles, est certes liée à la dualité d'un mouvement illisible pour beaucoup, dans son action et à travers ses discours. Cette illusion est aussi volontairement nourrie par un désenchantement à l'égard des institutions, un ressenti profond contre la classe politique et qui vise, à travers son échec, celui d'un rapport manqué entre une société et un système politique. Antonio Gramsci, dès 1921, proposait une argumentation typique où transparait ce mépris pour la vie politique nationale, le fascisme étant ici la dernière « incarnation » de la petite bourgeoisie italienne<sup>67</sup>.

Mais l'ambiguïté du fascisme, mêlée à son apparence de fermeté, et l'insatisfaction née des contradictions de l'Italie libérale, peuvent aussi susciter dans l'esprit de ces hommes une illusion favorable au mouvement des faisceaux. Augusto Monti, proche de Salvemini comme nous l'avons vu précédemment, considère la situation avec intérêt et un opportunisme ironique : le caractère prétendument anti-intellectuel du fascisme, analyse l'enseignant du D'Azeglio de Turin, s'inscrit dans la continuité de pratiques anciennes. C'est donc là une garantie, pour lui comme ses pairs intellectuels, de remplir au mieux leur « office ». On pouvait agir comme par le passé, assumer sa mission civique sans repenser la manière d'articuler la participation à la bataille des idées avec un engagement, plus concret, dans les luttes politiques. Les « intellectuels » sauraient faire valoir les idées, les valeurs sur lesquelles se fondaient leur

<sup>65</sup> Pour une autre analyse, contemporaine à celle de Salvatorelli, du fascisme comme expression de la crise de la classe moyenne : Cappa (Alberto), *Due rivoluzioni mancate*, Foligno, 1923.

<sup>66</sup> L'exemple de Gaetano Salvemini est ici symptomatique. On en retrouve l'expression à plusieurs endroits dans ses Mémoires, par exemple : Salvemini (Gaetano), *Memorie e soliloqui*, *op. cit.*, p. 20.

<sup>67</sup> « Le peuple-singe remplit la chronique, il ne crée pas l'histoire ; il laisse des traces uniquement dans les journaux mais n'offre pas de matériau pour écrire des livres. », dans Gramsci (Antonio), « Il popolo delle scimmie », *L'Ordine Nuovo*, 2 janvier 1921. Dans cet article, Gramsci identifie ainsi le fascisme, la petite bourgeoisie et, par contre-coup, le régime parlementaire italien. La métaphore est empruntée à Rudyard Kipling, auteur du Livre de la Jungle (1894). Nous revoyons sur ce dernier point à Zunino (Pier Giorgio), « Il popolo delle scimmie e la lettura gramsciana del fascismo negli anni venti », *Italia contemporanea*, juin 1998, n° 171, p. 67-85. Dans un autre écrit, Antonio Gramsci associe la figure du petit-bourgeois à celle, « purement italienne », du subversif. Le maintien de cette tradition est le signe, pour le philosophe marxiste, d'un atavisme « semi-féodal » qui se manifeste le plus clairement dans le manque de compréhension de ce qu'est l'État et dans l'absence d'une véritable conscience de classe. À la catégorie de « subversif populaire » répond une attitude identique au sommet du pouvoir et qui prend ici la forme de l'arbitraire, par conséquent de la méconnaissance de la primauté du droit. Gramsci (Antonio), *Passato e presente*, Turin, Einaudi, 1952, p. 14-16.

engagement, contre un mouvement dépourvu de la moindre « culture politique » et trop faible pour pénétrer et contrôler le pouvoir et les institutions.

Depuis mon retour du front, je suis convaincu et j'ai déjà eu l'occasion de le développer par écrit, que sans un *coup révolutionnaire*, la solution que nous proposons aux problèmes que nous considérons impératifs était impossible ; maintenant que le *coup* est porté, pourquoi le moment ne serait-il pas le bon ? Pourquoi exclure *a priori* que Mussolini soit capable de résoudre « à la manière de Salvemini » le problème adriatique avec l'aide des anti-salveminiens, et de résoudre, dans un sens fédéraliste, le problème de la centralisation avec l'aide [*des anti-autonomistes*], de résoudre « à la Einaudi » le problème douanier avec le bras des Rocco ? Pourquoi, en somme, exclure que Mussolini – qui a utilisé le « fascisme » pour avoir le pouvoir, utilise le « pouvoir » pour détruire le « fascisme » et sauver ainsi véritablement l'Italie ? Il faut y réfléchir, parce que, si par hypothèse maudite, il en était ainsi, si, par hypothèse maudite, ces personnes résolvaient, dans *notre sens nos* problèmes, et les résolvaient avec *notre opposition*, nous jouerions ainsi le rôle de... l'intellectuel<sup>68</sup>.

Avant la guerre, Monti avait contribué à plusieurs entreprises éditoriales aux ambitions culturelles *et* politiques, telles que *La Voce* et *L'Unità*. À travers ces deux expériences, dans la continuité de son enseignement au lycée d'Azeglio de Turin et de son action syndicale au sein de la Fédération nationale des enseignants<sup>69</sup>, il avait pu mesurer le rôle civique assumé par les intellectuels, tant dans leur relation aux pouvoirs constitués que dans leurs rapports avec la société, le « peuple italien »<sup>70</sup>. Autre personnalité, également proche de Gaetano Salvemini comme d'Augusto Monti, Piero Calamandrei, juriste et professeur de droit, faisait aussi preuve, dans ces premiers mois du gouvernement Mussolini, du même attentisme, de la même incertitude devant les événements politiques<sup>71</sup>. Il se présentait enfin les mêmes

<sup>68</sup> « Da quando son tornato da soldato ho pensato e scritto – lo scrissi anche sull' "Unità", Tutto e subito, ricordi ? – che senza un colpo rivoluzionario la nostra soluzione dei problemi da noi posti come improrogabili era impossibile ; ora il colpo è avvenuto ; perché non può essere questa la volta buona ? perché escludere che Mussolini sia capace di risolvere salveminiamente il problema dell'Adriatico con l'aiuto degli antisalvemini, e di risolvere federalisticamente il problema dell'accenramento con l'aiuto dei più feroci antiautonomisti, e di risolvere gentilemente il problema della scuola con l'appoggio dei... Tricarico, e di risolvere all'Einaudi il problema doganale col braccio dei Rocco ? perché insomma escludere che Mussolini, servitosi del "fascismo" per avere il potere, si valga del "potere" per distruggere il "fascismo" e salvar così davvero l'Italia ? Bisogna pensarci ; perché se, per dannata ipotesi, così fosse, se, per dannata ipotesi, questa gente risolvesse nel nostro senso i nostri problemi, e li risolvesse con la nostra opposizione, noi ci faremmo la figura dell'... intellettuale. » Lettre écrite de Brescia, le 26 novembre 1922, citée in Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926, op. cit.*, p. 154.

<sup>69</sup> Monti (Augusto), *Il mestiere di insegnare : scuola classica e vita moderna : i miei conti con la scuola ; articoli e saggi*, Fornaca (Remo, éd.), Coni, Araba Fenice, 1994.

<sup>70</sup> La figure du « pédagogue », dans laquelle se reconnaît Monti, incarne une vision partagée parmi les catégories considérées et qui se considèrent eux-mêmes comme membres de la classe des « intellectuels ». La plupart entretiennent, même derrière un regard critique, une fidélité à l'égard de l'État, comme en témoigne leur propension à se mettre au service de la nation, par une double mission d'éducation et de renouvellement de « l'esprit national ».

<sup>71</sup> Calamandrei (Piero), *Lettere : 1915-1956*, Agosti (Giorgio), Galante Garrone (Alessandro, éd.), Florence, La Nuova Italia, 1968, 2 vol.

questionnements, sur les choix à prendre afin d'exercer une influence dans le devenir de son pays.

Bien que dans sa violence et sa spontanéité irrationnelle, le fascisme puisse décourager l'effort de rationalisation de l'histoire auquel prétend l'homme de culture<sup>72</sup>, c'est justement le caractère anti-intellectuel supposé du phénomène qui laisse entrevoir – mais nous ne sommes alors qu'en 1922 – l'hypothèse d'une continuité avec le passé<sup>73</sup>.

### ***La liberté répudiée, repenser le politique : le « Cercle de culture » de Florence***

Il était difficile en effet que le volontarisme de 1915, bien que nourri des thèmes de l'interventionnisme démocratique, reniât tout à fait les conclusions de la guerre – fascisme compris. Sans renoncer au libéralisme, il s'agissait cependant de le rendre actuel dans un contexte inconnu jusqu'alors, bouleversé par des tensions sociales et politiques extrêmes. Le monde de la génération interventionniste était en effet un monde qui, socialement et intellectuellement, s'était considérablement élargi depuis la guerre, notamment chez les plus jeunes d'entre eux. Au cours de ces années où d'anciens combattants, désorientés, ne savent plus comment agir et faire appliquer les idéaux pour lesquels ils avaient combattu dans la société qui les entoure, leur instinct est d'abord de comprendre cette société, d'en saisir la vérité. Les expériences qui occupèrent cette période, que Rossi appellera avec lyrisme « l'Arcadie politique », n'adoptèrent pas en vain une forme plus académique que militante pour travailler et interroger l'actualité sociale et politique ; elles ne préparaient pas seulement la réunification symbolique du champ intellectuel libéral, hors des partis politiques traditionnels ; elles initiaient, au moins en esprit, la transformation du libéralisme et des cultures politiques italiennes, le rapprochement jusque-là irréalisé des valeurs libérales et de la démocratie moderne de masse.

On connaît aujourd'hui, grâce à divers témoignages<sup>74</sup>, notamment celui laissé par Piero Calamandrei<sup>75</sup> ainsi qu'aux documents que ses archives personnelles ont pu nous livrer sur ces

<sup>72</sup> Lettre de Mario Missiroli, du 2 mars 1923, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926*, op. cit., p. 175-178.

<sup>73</sup> Salvemini (Gaetano), *Memorie e soliloqui*, op. cit., p. 53.

<sup>74</sup> Spini (Valdo, éd.), « Nel nome dei Rosselli », *Quaderni del Circolo Rosselli*, Milan, FrancoAngeli, anno XI, n° 1, 1991.

<sup>75</sup> Calamandrei (Piero), « Il manganello, la cultura e la giustizia », dans Franzinelli (Mimmo, éd.), « *Non Mollare* » (1925) *Con saggi di Gaetano Salvemini, Ernesto Rossi e Piero Calamandrei*, op. cit., p. 65-105.

années<sup>76</sup>, ce qu'a représenté, à Florence, l'expérience du « Cercle de culture »<sup>77</sup>. Quelques personnalités déjà citées plus haut ont appartenu à ce groupe, qui n'était ni un mouvement politique ni une association de propagande, mais qui se proposait uniquement l'étude, sans préjugés ni partis pris, de questions d'intérêt public. Son nom exprime assez le profit que ses fondateurs, en décembre 1920, espèrent tirer de la faveur avec laquelle étaient accueillies les entreprises de ce type parmi la jeunesse, confrontée à l'impasse que représentait pour elle un engagement proprement militant, au sein d'un parti politique. Toutes les perspectives nouvellement ouvertes depuis la guerre convergeaient vers la nécessité de réexaminer l'ensemble des problèmes d'ordre collectif, et donc de privilégier la connaissance, l'analyse et la proposition à l'ambition de rejoindre les appareils du gouvernement représentatif, pour lesquels la politique se résumait, vu de dehors, à l'affrontement électoral et à la conquête du pouvoir<sup>78</sup>. Le « Cercle de culture » est, jusqu'en 1924, une « coopérative intellectuelle »<sup>79</sup>, un centre d'étude et de discussion d'une impressionnante richesse<sup>80</sup>, ouvert à toutes les sensibilités, mais gravement attentif à faire régner un « esprit de tolérance » et garantir l'examen objectif des arguments soumis à la réflexion des membres. Il accueille des professeurs de l'université, des intellectuels, des écrivains et des hommes de presse italiens, français, anglais, allemands, russes<sup>81</sup> ; il engage ainsi un débat continu sur des questions internationales, parfois sans lien

<sup>76</sup> ISRT, « Piero Calamandrei », I, 1-2. Ce sont les rares documents à la disposition du chercheur, l'essentiel ayant été détruit par les escouades fascistes en 1924.

<sup>77</sup> Francovich (Carlo), « Il Circolo di Cultura, ultima espressione di vita democratica a Firenze », *Quaderni del Circolo Rosselli*, Milan, FrancoAngeli, anno XI, n° 1, 1991.

<sup>78</sup> Nicolino (Alberto), « Le memorie di N. Niccoli, A. Bertolino, E. Sestan, G. Piccardi, T. Ramorino, U. Procacci, J. Busoni », *Quaderni del Circolo Rosselli*, art. cité, p. 40-46.

<sup>79</sup> ISRT, « Piero Calamandrei », I, 1-2.1, « Volantino relativo al costituendo Circolo di cultura, a firma del Comitato promotore composto da P. Calamandrei, Gino Frontali, Piero Jahier, Ludovico Limentani, Mario Marsili Libelli, Aldrefo Niccoli, Carlo Rosselli, Ernesto Rossi, Arrigo Serpieri, Aldo Sorani », Florence, février 1923. Remarquons la présence d'Arrigo Serpieri, le seul à s'inscrire au Parti national fasciste, en 1923. Voir : Palla (Marco), *Firenze nel regime fascista (1929-1934)*, Florence, Leo S. Olschki, 1978, p. 105-231 sur le développement du mouvement fasciste en Toscane.

<sup>80</sup> Entre 1921 et 1922, le groupe a ainsi discuté de thématiques aussi variées que nombreuses, intéressant principalement l'économie et la politique italienne, mais pas uniquement, tels que : la question méridionale, la réforme universitaire, le fascisme, le fédéralisme, la doctrine anarchiste, la révolution russe, le syndicalisme réformiste et révolutionnaire, la répartition des terres agricoles... La plupart des thèmes concernent donc la réforme des institutions, en écho avec les aspirations nouvelles nées dans le temps de la guerre. On retrouve également une attention portée à l'œuvre de certains intellectuels, parmi les plus influents au début du siècle, comme Pareto et son *Traité de sociologie générale*. ISRT, « Piero Calamandrei », I, 1-2.3, « Voltantino relativo al circolo a firma del Comitato direttivo », Florence, s. d.

<sup>81</sup> Carlo Francovich cite ainsi le nom d'un certain Nicola Ottokar, médiéviste, invité pour évoquer et débattre de l'actualité en Russie. Dans le programme pour l'année 1923, figure aussi Richard Henry Tawney, historien et économiste anglo-saxon et on peut encore citer, en nous appuyant sur le témoignage de Calamandrei, le nom de Jean Luchaire. Francovich (Carlo), « Il Circolo di Cultura, ultima espressione di vita democratica a Firenze », *Quaderni del Circolo Rosselli*, art. cité, p. 27-39 ; Calamandrei (Piero), « Il manganello, la cultura e la giustizia », *op. cit.*, p. 69.

direct avec le contexte italien, et toujours hors de l'autorité d'un parti ou d'une idée, d'une école de pensée sinon de celle qui, s'inscrivant dans une longue tradition européenne, fait de l'autonomie de la pensée et de l'esprit humain la condition de l'émancipation, de la liberté individuelle et du progrès social. Pour beaucoup des membres fondateurs du *Circolo*, cette école s'incarne encore idéalement dans une méthode et un professeur : Salvemini<sup>82</sup>. En fait, le « Cercle de culture » est un des lieux où la culture politique italienne a pu se renouveler, pendant un temps, au contact de l'étranger<sup>83</sup> et des connaissances acquises, ailleurs en Europe, en économie et en sociologie. Ce n'est pas là qu'une question de coopération intellectuelle transnationale contre le nationalisme culturel. Mais le développement des savoirs modernes et leur diffusion parmi l'élite dirigeante sont significatifs de l'évolution des modèles politiques et de leur adaptation aux phénomènes contemporains, inconnus et complexes. C'est ce qui apparaît distinctement dans le document déjà cité, et composé à l'occasion de la réouverture du cercle, après son déménagement au 27, Borgo Santi Apostoli :

On se plaint régulièrement de l'absence dans notre ville d'un centre d'études qui, sans négliger les autres branches de l'activité intellectuelle, se destine plus particulièrement à la sociologie, dans le sens large du terme. L'inculture économique et sociale de notre classe soi-disant éduquée est en outre publiquement admise : trop souvent, elle estime à tort pouvoir se faire une idée précise des événements contemporains, singulièrement compliqués, en se basant seulement sur une information journalistique intéressée et partiel<sup>84</sup>.

C'est précisément dans cette intention que, trois ans plus tôt, les vingt membres fondateurs du cercle commencèrent à se rassembler toutes les semaines au dernier étage d'un palais

<sup>82</sup> Nicolino (Aldo), *Le memorie di N. Niccoli, A. Bertolino, E. Sestan, G. Piccardi, T. Ramorino, U. Procacci, J. Busoni*, *op. cit.*, p. 40 : « Déprovincialiser la culture. Et la déprovincialiser en se confrontant à des problèmes concrets, des thèmes empiriques, et pour cela, notre maître éminent était Salvemini. Salvemini nous avait montré la voie de cet empirisme, à cette manière de poser les problèmes, et à les traiter un à un, à en dessiner les contours et les solutions possibles. » (Traduction personnelle).

<sup>83</sup> En plus d'une bibliothèque, le cercle mettait à la disposition de ses membres et de ses visiteurs une riche collection de journaux et de revues, italienne mais aussi étrangère. La présence majoritaire, et même écrasante, de titres français et anglo-saxons, témoignant de l'attrait qu'exercent les deux nations aux côtés desquelles a choisi de s'engager l'interventionnisme démocratique en 1915. Comme l'exprime Alberto Bertolino, « l'exigence de déprovincialiser la culture italienne » et « d'élargir les connaissances » de la jeunesse, figuraient comme les principales ambitions du cercle, ainsi conçu et établi comme un « instrument culturel » et de renouvellement des savoirs. Dans cette perspective, le contexte local et la situation du cercle à Florence n'a rien d'anodin puisque la cité toscane représentait un centre d'échanges et de communications interculturels majeur au début du XX<sup>e</sup> siècle, comptant sur la présence d'importantes communautés étrangères dont les membres étaient principalement issus de l'élite intellectuelle et culturelle. Voir : Adamson (Walter L.), *Avant-Garde Florence*, *op. cit.*, p. 27-52.

<sup>84</sup> « Viene da molti lamentata la mancanza nella nostra città di un centro di studi che, pur non tralasciando volutamente alcuno dei rami della attività intellettuale, sia orientato in special modo a quelli sociologici nel più largo senso della parola. E' d'altronde universalmente ammessa l'incultura economica e sociale della cosiddetta classe colta italiana che troppo spesso sulla base di interessate e frammentarie informazioni giornalistiche ritiene di potersi fare un concetto dei complessi fenomeni contemporanei. », dans ISRT, « Piero Calamandrei », I, 1-2.1.

florentin, *Via degli Alfani*, dans le cabinet d'études du maître Alfredo Niccoli. Les Niccoli, Alfredo et son frère Nello, nés de mère anglaise, étaient liés d'amitié avec les Rosselli et Ernesto Rossi. Ont-ils alors présent à l'esprit, lorsqu'ils se réunissent pour la première fois, le modèle d'action, empirique et antidogmatique, développé en Angleterre par quelques cercles progressistes, animés par des personnalités issues de la moyenne bourgeoisie intellectuelle, et porteur d'un « nouveau libéralisme », citons la *Fabian Society* ou le *Rainbow Circle* ? L'hypothèse revient souvent dans les témoignages ou les relectures historiennes consacrés à la question<sup>85</sup>. Il est clair que tout « apolitique » qu'il fût, le « Cercle de culture » voulait offrir à ses membres les moyens de comprendre les rouages des événements et de la crise contemporaine, tenter de saisir les raisons du dysfonctionnement du passé historique commun et de l'action commune des hommes :

Afin de combler progressivement le déficit de connaissances, aggravé par la crise actuelle qui menace de faire de la culture un objet de luxe, un CERCLE DE CULTURE apolitique est fondé, ouvert à tous les courants de la pensée moderne. Cette institution se distingue en effet des cercles récréatifs ; elle se veut être un établissement *coopératif*, sans grandes ambitions, mais sérieuse et appliquée, qui permette même aux plus modestes de suivre, d'étudier le mouvement des idées contemporaines dans leurs divers aspects (économiques, financiers, historiques, philosophiques, politique, artistiques) [...] <sup>86</sup>.

L'idée de Gaetano Salvemini selon laquelle « le fascisme » en tant que « mouvement antiparlementaire » aurait trouvé prise facilement « sur le dégoût largement partagé » qu'a inspiré « l'incapacité des députés face aux problèmes immenses de l'après-guerre<sup>87</sup> » relève, on a pu s'en apercevoir, d'un cliché qui fait consensus mettant en cause le système de formation des élites et la misère de la culture politique en Italie. De fait, l'irruption des intellectuels sur la scène politique nationale, à la faveur de la Grande Guerre, est l'exemple le plus criant des tensions qui se jouent, depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, entre la classe politique et les élites

<sup>85</sup> Rosselli (Carlo), *Socialisme libéral*, Audier (Serge, éd.), Lormont, Le Bord de l'eau, 2009, p. 213. Hypothèse du reste confirmée par l'influence de la culture anglo-saxonne sur Gaetano Salvemini. À partir de 1923, l'historien introduit ainsi Carlo Rosselli dans les milieux réformiste de la *Fabian Society*. Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli*, *op. cit.*, p. 155-170.

<sup>86</sup> « Allo scopo di eliminare progressivamente questa originaria lacuna aggravata dalla crisi attuale che minaccia di fare della cultura un articolo di lusso, si sta costituendo un CIRCOLO DI CULTURA apolitico, aperto a tutte le libere correnti del pensiero moderno. Esso dovrebbe, anzi deve allontanarsi dalle ibride forme di circoli ricreativi per rappresentare invece una modesta ma seria istituzione a carattere cooperativo che permetta anche alle borse meno fornite di seguire e studiare il movimento delle idee contemporanee nei suoi molteplici aspetti (economico, finanziario, storico, filosofo, politico, artistico) attraverso le sue fonti immediate : giornali, riviste, libri, italiani e stranieri. », dans ISRT, « Piero Calamandrei », I, 1-2.1.

<sup>87</sup> Salvemini (Gaetano), *Memorie e soliloqui*, *op. cit.*, p. 17-18



culturelles. Du même coup, l'idée d'une « mission »<sup>88</sup> et d'un rôle politique, encore à définir, mais qui serait propre aux « intellectuels » exerce un tropisme sur les générations qui ont vu dans la guerre l'occasion d'une réforme profonde de leur pays. Ce souci s'exprime à Florence mais on retrouve, ailleurs, se développer des initiatives ressemblantes<sup>89</sup>.

À Turin, et singulièrement là encore sous la pression du fascisme, les revues éditées par Piero Gobetti sont des modèles du genre. Du reste, il n'est pas rare de retrouver, d'une expérience à l'autre, les mêmes participants débattre des mêmes interrogations.

Assez rapidement, se pose donc, dans les pages de la *Rivoluzione Liberale*, revue fondée en 1922, la question du sens et des termes constitutifs d'une « responsabilité » intellectuelle face aux événements. Avant même que les milices fascistes ne « marchent sur Rome », en effet, Augusto Monti confrontait ainsi sa propre conception du rôle que « maîtres » et « pédagogues » devaient tenir dans la cité, à celles de Giuseppe Prezzolini et de Piero Gobetti. Il est utile de s'arrêter un instant sur les positions des uns et des autres car ce débat permet aux plus jeunes des trois contradictoires d'introduire une vision originale, mais très importante pour nous. De vingt ans leur cadet, Gobetti insistait sur les limites de la tradition intellectuelle, telle qu'elle s'était affirmée au début du siècle pour finalement imprimer sa marque sur l'ensemble de la culture nationale. L'originalité de sa critique tient alors à sa capacité de percevoir dans le fascisme les liens qui le rattachent aux mouvements culturels italiens apparus dès l'avant-guerre :

Dans [la revue] « La Voce », à côté du réalisme dont elle tirait ses origines, avec des personnalités comme [Giovanni] Amendola, il y avait encore trop de *Lemmonio Boreo* ; or il est inutile de rappeler que *Lemmonio Boreo* est devenu avec une parfaite cohérence *L'Iliade* du fascisme<sup>90</sup>.

Ni « prophète » ni « apostat », Piero Gobetti trace sa propre voie :

Alors que nous assistons aux dévotions les plus lâches de la part des intellectuels à l'égard des *fasci*, nous ne nous sommes jamais sentis aussi féroce-ment ennemis de cette *intelligentsia* délinquante [...]. Nous saurons montrer comment nous nous distinguons

<sup>88</sup> Gervasoni (Marco), *L'intellettuale come eroe. Piero Gobetti e le culture del Novecento*, Florence, La Nuova Italia, Florence, La Nuova Italia, 2000 ; Grassi Orsini (Fabio), « Classi dirigenti ed élite politiche nella storia d'Italia », *Ventesimo Secolo*, vol. 8, n° 19, juin 2009, p. 11-30.

<sup>89</sup> Francovich (Carlo), « Il Circolo di Cultura, ultima espressione di vita democratica a Firenze », *Quaderni del Circolo Rosselli*, art. cité, p. 31.

<sup>90</sup> « Ora nella Voce accanto al realismo da cui è nato, poniamo [Giovanni] Amendola, c'era ancor troppo Lemmonio Borea ed è inutile ricordavi che "Lemmonia Borea" è diventato con perfetta coerenza l'Iliade del fascismo. » Gobetti (Piero), « Difendere la Rivoluzione. Per una società degli Apoti II », *La Rivoluzione Liberale*, 25 octobre 1922. *Lemmonio Boreo* est un roman d'Ardengo Soffici, publié aux éditions de *La Voce* en 1912. Ardengo Soffici dirigeait alors la revue *Lacerba*, autre revue culturelle de premier plan dans l'Italie d'avant-guerre.

de ces parasites, même au prix d'un recours à la tactique anarchiste de l'insurrection armée, car il semble que le fascisme ne disparaîtra pas de lui-même, avec bonheur, dans une palingénésie optimiste de démocratie et de réformisme. Face à un fascisme qui, avec l'abolition du droit de vote et de la liberté de la presse, a voulu étouffer les germes de notre action, nous formerons bien, non la Congrégation des Apôtres, mais la compagnie de la mort<sup>91</sup>.

Le parcours atypique du jeune piémontais, qui témoignait comme nous le verrons d'une grande autonomie et d'une maturité intellectuelle avancées pour son âge, peut expliquer la singularité de sa position face au fascisme, instruite à la fois par une compréhension originale de la philosophie libérale et sa proximité avec les milieux ouvriers et prolétaires du nord de l'Italie. Son originalité, voire son hétérodoxie, saute aux yeux : les dehors parfois baroques de ses écrits, formulations oxymoriques, style direct et incisif, le situent dans une époque de transition, incertaine. Son œuvre, en effet, véhicule quelque chose à la fois de profond et d'intimement lié au mouvement des esprits en ce temps-là. Elle devait en effet contribuer à fournir à ses contemporains, aux hommes de sa génération comme à ses aînés, le principe d'une culture et d'une éthique politique nouvelle pour les intellectuels, conjointement aux problèmes autour d'une nouvelle méthode libérale et aux interrogations sur la démocratie.

### **Réévaluation d'un magistère : un nouveau libéralisme italien**

Dans une période de grande confusion comme l'ont été les années d'après-guerre et d'avènement du fascisme en Italie, l'enseignement Gaetano Salvemini, né pendant le dernier siècle et qui avait cependant partagé les enthousiasmes des partisans de l'intervention au nom des principes démocratiques, avait ainsi été déterminant pour de nombreux anciens combattants et les jeunes interventionnistes de 1915 comme Ernesto Rossi, Carlo Rosselli, etc. Mais cet enseignement était également remis en question, par tous les disciples chez qui le souci du réalisme était désormais inséparable d'un souci de vérité morale, de la recherche et de la définition de nouvelles valeurs.

<sup>91</sup> *Ibid.* : « L'ordine chiuso per noi sarebbe una punizione di difesa : la potremo assumere, ma in un caso specifico, in una necessità concreta. Per esempio di fronte al fascismo. Mentre assistiamo alle più vigliacche dedizioni degli intellettuali ai fasci noi non ci siamo mai sentiti tanto ferocemente nemici di questa intellettualità delinquente, di questa classe bastarda, bollata così definitivamente da Marx e da Sorel e in Russia dai bolscevichi. Sapremo mostrare come ci distinguiamo da questi parassiti anche a costo di ricorrere alla tattica anarchica di insurrezionario armato, se pare il fascismo non si risolverà allegramente in una palingenesi ottimistica di democrazia e di riformismo. Di fronte a un fascismo che con l'abolizione della libertà di voto e di stampa volesse soffocare i germi della nostra azione formeremo bene, non la Congregazione degli Apoti, ma la compagnia della morte. »

Deux personnalités intellectuelles et politiques peuvent exemplifier cet écart, cette prise de distance voire cet éloignement. Lorsqu'ils se rencontrèrent pour la première fois, à Turin, pendant l'hiver 1919, Antonio Gramsci et Piero Gobetti partageaient, bien plus que des convictions politiques, des idées en commun, s'il est vrai que les idées sont aussi affaire de sentiments et d'affects. Malgré leur différence d'âge, ils appartenaient à une même « génération politique et culturelle »<sup>92</sup> et cultivaient une même aspiration pour la régénération de leur pays<sup>93</sup>. Par-delà les positions antagonistes qu'ils eurent à assumer pendant les années de guerre, les deux hommes nourrissaient leur imaginaire politique et leur langage de concepts semblables<sup>94</sup> qui reflétaient une disposition analogue de sentiments dans leur manière de vivre les temps de l'après-guerre. Dès 1916, le premier annonçait : « L'homme est essentiellement esprit – au sens de création historique – plutôt que substance naturelle.<sup>95</sup> » ; quatre ans avant que le second ne déclare, dans un même style prophétique : « pour que l'action se concrétise, elle doit être à la fois réelle et spirituelle, elle doit avoir en son centre une idée qui dépasse le passé, et le porte en elle<sup>96</sup> ». La guerre, puis les événements en Russie, avaient fait éclore dans ces esprits l'idée d'un bouleversement radical dans toutes les structures de la société. Mais ces transformations avaient été anticipées par d'autres mouvements avant-gardistes à l'œuvre dans l'art, la création. Aux futuristes, Gramsci reconnaissait le mérite d'avoir été les premiers à tenter de formuler dans une « conception claire et nette que notre époque, l'époque de la grande industrie, de la grande cité ouvrière, de la vie intense et tumultueuse, devait avoir de nouvelles formes d'art, de philosophie, de mœurs, de langage »<sup>97</sup>, engageant, finalement, des façons « révolutionnaires » de penser, de sentir, d'agir. La conjonction d'événements comme la guerre et le soulèvement

<sup>92</sup> Prezioso (Stéphanie), « Antonio Gramsci, Piero Gobetti et les conseils d'usine de Turin. Une rencontre improbable ? », *Dissidences* [En ligne], 6, 2013, mis en ligne le 30 décembre 2013. URL : <http://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=341>.

<sup>93</sup> Spriano (Paolo), « Gramsci e Gobetti », *Studi storici*, anno 17, n° 2, avril-juin 1976, p. 69-93 ; Id., *Gramsci e Gobetti : introduzione alla vita e alle opere*, Turin, Einaudi, 1977.

<sup>94</sup> Gervasoni (Marco), *L'intellettuale come eroe, op. cit.*, p. 217 ; p. 259.

<sup>95</sup> « L'uomo è soprattutto spirito, cioè creazione storica, e non natura. », dans Alfa Gamma [Antonio Gramsci], « Socialismo e cultura », *Il Grido del Popolo*, 29 janvier 1916.

<sup>96</sup> Gobetti (Piero), « La rivoluzione italiana. Discorso ai collaboratori di « Energie Nove » », *L'Educazione nazionale*, 30 novembre 1920, dans Gobetti (Piero), *Scritti politici*, Spriano (Paolo, éd.), Turin, Einaudi, 1960, p. 187-194 : « Perché l'azione si concreti deve essere reale e spirituale, deve avere il suo centro in un'idea che superi tutto il passato, ma lo abbia pure in sé. »

<sup>97</sup> Gramsci (Antonio), « Marinetti rivoluzionario ? », *L'Ordine Nuovo*, 5 janvier 1921 : « I futuristi [...] hanno avuto fiducia in se stessi, nella foga delle energie giovani, hanno avuto la concezione netta e chiara che l'epoca nostra, l'epoca della grande industria, della grande città operaia, della vita intensa e tumultuosa, doveva avere nuove forme di arte, di filosofia, di costume, di linguaggio. » Et il ajoutait : « Les futuristes, dans leur champ d'expression culturelle, sont révolutionnaires ; dans ce champ, en termes de création, il est très probable que la classe ouvrière ne parviendra d'ici longtemps de faire plus que ce qu'ont déjà accompli les futuristes. » (Traduction personnelle).

bolchévique sont à l'origine, chez le penseur sarde, d'un nouvel « historicisme », d'une nouvelle manière de penser l'histoire<sup>98</sup>. Et furent, par conséquent, l'occasion pour lui de rompre avec la méthode historique et l'engagement de l'un de ses maîtres, à savoir Salvemini<sup>99</sup>. Nous sommes alors en 1919, au seuil d'une période d'agitations sociales particulièrement intense et dont la singularité principale, si l'on compare l'Italie au reste de l'Europe, est de revêtir des motifs politiques radicaux et révolutionnaires<sup>100</sup>. À l'exemple des luttes ouvrières qui touchèrent les milieux industriels du Nord de la Péninsule, les revendications catégorielles se reliaient plus globalement à des objectifs classistes pour la transformation profonde de l'ordre politique et social. Le mouvement des conseils d'usine de Turin, sur le modèle des premiers soviets nés en Russie deux ans plus tôt, incarnait l'avant-garde de cette insurrection ouvrière.

Lorsque Salvemini le pria d'étudier ces conseils ouvriers mis en place dans certaines usines<sup>101</sup>, Piero Gobetti était en relation avec les principaux animateurs du mouvement depuis plus d'un an<sup>102</sup> : sa curiosité, sa sympathie presque innée pour toute entreprise de refondation culturelle l'attirait vers ces jeunes socialistes, auteurs depuis mai 1919, de *L'Ordine Nuovo*. L'intérêt de Gobetti pour ce courant novateur interne au Parti socialiste trahit un souci plus profond. Il écrivait dans une note à une intervention d'Angelo Tasca<sup>103</sup> :

Je perçois dans votre article de la foi et de la chaleur qui me semblent moins de Marx que de Mazzini. Je n'y trouve pas le socialisme. Et j'en suis satisfait. Parce que toutes

<sup>98</sup> Silvestrini (Flavio), « Tra fabbrica e trincea alle origini dello "storicismo rivoluzionario" gramsciano », *Rivista Quadrimestrale*, septembre-décembre 2010, n° 1-2, p. 19-52. En particulier, l'article très cité de Gramsci : « La rivoluzione contro il Capitale », qu'il publie dans *L'Avanti !* du 24 novembre 1917.

<sup>99</sup> La proximité intellectuelle et l'éloignement entre les deux hommes peuvent être très brièvement illustrés ici par deux publications ; la première date de février 1917, il s'agit du numéro unique de la revue *La Città futura* dans lequel Gramsci, soucieux alors de réviser l'appareillage culturel des socialistes italiens, d'« éduquer et de former les jeunes militants socialistes », fait paraître un essai de Salvemini, à côté de textes de Benedetto Croce et d'Armando Carlini. La seconde, de juillet 1919, est un article paru dans *L'Ordine Nuovo*, intitulé « Salveminiana » : Gramsci y expose tout ce qui le sépare à cette époque de son ancien maître. Voir : Lovecchio (Antonio), « Gaetano Salvemini. I limiti dell'antigiolittismo », dans D'Orsi (Angelo), *Il nostro Gramsci. Antonio Gramsci a colloquio con i protagonisti della storia d'Italia*, Rome, Viella, 2011.

<sup>100</sup> Vivarelli (Roberto), *Storia delle origini del fascismo : L'Italia dalla Grande guerra alla marcia su Roma*, Bologne, Il Mulino, 1991, vol. 2.

<sup>101</sup> Lettre à Giuseppe Prezzolini du 25 juin 1920, dans Gobetti (Piero), *Carteggio 1918-1922*, Alessandrone Perona (Ersilia, éd.), Turin, Einaudi, 2003, p. 119.

<sup>102</sup> Gobetti approcha le milieu des jeunes socialistes par l'intermédiaire de l'un d'entre eux, Andrea Viglono, dès 1918. Ce dernier contribuait au journal *Il Grido del Popolo* ainsi qu'au « Club di vita morale ». Le jeune piémontais fut enthousiasmé par l'activité culturelle d'Antonio Gramsci, son travail éditorial pour doter le mouvement socialiste d'une véritable revue de culture politique. Sur cette dimension de l'œuvre de Gramsci, on se reportera à : Fiori (Giuseppe), *Vita di Antonio Gramsci*, Bari, Laterza, 1973, p. 120 ; p. 133.

<sup>103</sup> Gobetti (Piero), « Note in margine ad una polemica », *Energie Nove*, 15-31 mars 1919 : « Trovo nel suo articolo della fede e del calore, che mi paiono meno di Marx, che di Mazzini. Non trovo il socialismo. E ne sono lieto. Perché tutte le sue affermazioni ideali praticamente finiscono per distinguerci forse, non per separarci. »

vos déclarations idéales finissent pratiquement par nous distinguer peut-être, mais non par nous séparer.

La fermeté idéale et l'esprit nouveau du socialisme découvraient, comme Gobetti l'affirmait lui-même, un « sens véritable de la réalité politique », compatible avec les idéaux démocratiques du renouvellement défendus par *L'Unità* et, dans son sillage, certaines revues du mouvement des anciens combattants et de la nouvelle génération<sup>104</sup>. Ce sens de la réalité politique, qu'il évoque de nouveau en juillet 1919, lui permet alors de « démolir et démasquer l'illusion collective », que celle-ci se nomme révolution, bolchévisme ou socialisme. Et précisément l'originalité de son interprétation tenait à un examen approfondi des événements russes par le détour des expériences concrètes et réelles<sup>105</sup>. Il ne faudrait pas se méprendre cependant ; la dénonciation des « illusions collectives » et du socialisme témoigne ici de la bataille de Gobetti contre les formules politiques héritées du passé et tient, en conséquence, à la haute fonction qu'il attribue aux principes, aux idées et à l'éthique<sup>106</sup>.

À l'image de son devancier, Antonio Gramsci, Piero Gobetti était né à la politique sous les auspices de deux figures majeures mais diamétralement opposées du monde intellectuel et politique italien du début du XX<sup>e</sup> siècle : Gaetano Salvemini et Benedetto Croce<sup>107</sup>. Tous

<sup>104</sup> Dans une lettre à Caramella, de mars 1919, Gobetti se demandait ouvertement « comment éviter la révolution », c'est-à-dire pour lui le « vandalisme » insurrectionnelle qu'il voit se déchaîner à Turin dans le mouvement ouvrier. Les rédacteurs de *L'Ordine Nuovo* et au premier titre Gramsci critiquèrent en retour sa vision caricaturale du monde ouvrier et de l'univers du socialisme, l'influence sur sa pensée politique de maîtres de l'école libérale, comme Luigi Einaudi, Salvemini ou Lombardo-Radice. Pour Gobetti, en effet si le renouvellement politique et sociale est nécessaire, il ne peut alors advenir qu'en cohérence avec la « méthode légale » de la démocratie libérale. Son analyse des grèves est ainsi influencée par les économistes libéristes et les réformistes du Parti socialiste : il en percevait essentiellement les conséquences « désastreuses » pour l'économie nationale. Gobetti (Piero), *Carteggio 1918-1922, op. cit.*, p. 38.

<sup>105</sup> À partir du constat, commun aux socialistes réformistes, selon lequel le bolchévisme contredisait la théorie marxiste sur au moins deux points (la dépendance du politique à l'économique et l'existence de forces productives), Gobetti décryptait les conditions psychologiques et politiques à l'origine de l'expérience révolutionnaire – notamment en reprenant des analyses d'Andrea Caffi – en s'arrêtant au rôle de l'agir politique des chefs révolutionnaires, en particulier de Léon Trotski. Ainsi l'avènement du nouvel ordre social contenu en promesse dans l'idéal révolutionnaire dépendait en réalité de l'extension du domaine du politique à l'échelle d'une société tout entière. En d'autres termes, la révolution bolchévique instaurait en Russie l'État libéral.

<sup>106</sup> Gobetti (Piero), « Verso una realtà politica concreta », *Energie Nove*, 20 mai 1919.

<sup>107</sup> L'influence de Giovanni Gentile sur la pensée de Piero Gobetti, comme sur Antonio Gramsci et leurs contemporains, est incontestable, comme le révèle notamment sa correspondance avec Ada Gobetti et son article de 1923 (« I miei conti con l'idealismo attuale », *La Rivoluzione Liberale*, 18 janvier 1923). Elle est toutefois plus tardive : Gobetti précise ainsi qu'il s'est intéressé aux théories gentiliennes après une « longue méditation critique » de l'œuvre de Croce. Il faut ajouter, avec Giancarlo Bergami, que le jeune piémontais avait une « vision claire de l'évolution des positions crocienne et gentilienne, de la diversité de leur tempérament et de leur manière de concevoir l'engagement social du philosophe, sans négliger la complémentarité » de leur pensée. Bergami (Giancarlo), « Ritratti critici di contemporanei », *Belfagor*, vol. 29, n° 6, 30 novembre 1974, p. 659-686 ; Gobetti (Piero), Gobetti (Ada), *Nella tua breve esistenza. Lettere 1918-1926*, Alessandrone Perona (Ersilia), Turin, Einaudi, 1991, p. 96.

deux avaient été à l'initiative d'une entreprise éditoriale dont l'influence et la renommée illustrèrent chacune à leur façon le rôle civique assumé en ce temps-là par la culture. L'éclectisme de la synthèse tentée par Gobetti entre la philosophie crocienne et le *concretismo* salvéminien se situait expressément à la croisée de ces deux modèles de l'« interventionnisme culturel » transalpin<sup>108</sup> qui partageaient au moins trois points en commun : une lecture historiciste du temps<sup>109</sup>, par suite un rôle prédominant reconnu à la discipline historique au sein de la culture politique d'une élite, et enfin la définition de l'histoire comme « concrète »<sup>110</sup>. Mais c'est à peu près tout et, finalement, bien peu pour penser de manière cohérente un lien entre la théorie et la pratique, de même qu'entre la culture et la politique. Gobetti était un grand lecteur du philosophe napolitain. Il s'est éduqué et formé à la réflexion spéculative au contact des concepts forgés par Croce ; notamment son travail sur l'histoire et les études historiques en Italie, entamée au début des années 1910<sup>111</sup>. Sensible, comme ses contemporains, à la dimension éthique et morale de cette œuvre, on décèle sans trop de mal, dans les écrits de Gobetti, l'influence du grand philosophe italien, notamment dans son approche de la science historique : une connaissance *vraie* de l'histoire associe chez lui le sentiment à l'intellect<sup>112</sup>. On conçoit aussi aisément ce qu'il pouvait penser sur le magistère salvéminien, ses insuffisances,

<sup>108</sup> Mangoni (Luisa), *L'interventismo della cultura*, *op. cit.* Concernant la divergence des positionnements dans l'espace social et des manières d'agir en politique que recouvre chacun des deux modèles retenus, nous renvoyons le lecteur à la synthèse de Frédéric Attal : Attal (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens au XXème siècle*, *op. cit.*

<sup>109</sup> Di Giovanni (Antonino), « Gaetano Salvemini e Benedetto Croce. La storia e i due paradigmi eterogenei », dans Pozzoni (Ivan, dir.), *Benedetto Croce. Teoria e orizzonti*, Villasanta, Limina Mentis, 2010, p. 463-492 ; Gouesbier (Yvan), *La Maison de sable : histoire et politique en Italie de 1943 à nos jours*, Rome, Publications de l'Ecole française de Rome, 2012, p. 61-81.

<sup>110</sup> C'est toutefois sur leur définition antagoniste du « concret » que s'agence la violente polémique entre Salvemini et Croce. Tandis que le philosophe, dont la réflexion était éloignée de toute forme d'abstraction scientifique, retenait l'expression artistique comme la plus concrète qui puisse exister, Salvemini, tout critique du positivisme qu'il soit, aspirait à démontrer la scientificité de la discipline historique, par un examen problématisé des faits et l'application de méthodes logiques d'administration des preuves. Di Giovanni (Antonino), « Salvemini e le tensioni positivistiche di fine Ottocento », dans Pozzoni (Ivan, dir.), *Voci dall'Ottocento*, Villasanta, Limina Mentis, 2010, p. 445-471.

<sup>111</sup> Gobetti (Piero), Gobetti (Ada), *Nella tua breve esistenza*, *op. cit.*, p. 92 ; p. 174. Au début du XXème siècle, Croce revient à l'histoire et au lien entre l'histoire et la philosophie, près de vingt ans après son mémoire présenté à l'Académie pontanienne de Naples en 1893 (*La storia ridotta sotto il concetto generale dell'arte*). Cet « aspect jusque-là négligé par [sa revue] "La Critica" », comme il l'écrit à Giustino Fortunato en 1912. Croce distingue désormais des liens étroits entre le « progrès de la pensée politique » et le « progrès de l'historiographie ». Cette réflexion donne lieu, d'abord en Allemagne puis en Italie, à la publication du célèbre *essai Teoria e storia della storiografia*. Voir : Gouesbier (Yvan), *La Maison de sable*, *op. cit.*, p. 98.

<sup>112</sup> « Notre foi n'est pas une invention artificielle et abstraite, ou une exaltation causée par des théories incertaines ou mal comprises ; mais c'est l'assimilation de toute une tradition, devenue un état d'esprit, une conformation mentale et morale. », dans Croce (Benedetto), *La philosophie comme histoire de la liberté. Contre le positivisme*, Paris, Seuil, 1983, p. 254. On doit relever l'influence de De Sanctis dans la définition d'une théorie de l'histoire chez Croce ; cette rencontre le conduit à ainsi à opposer un contre-modèle à l'historiographie de Pasquale Villari : le rejet du positivisme chez le philosophe napolitain s'accompagnait ainsi d'un mépris exprimé à l'encontre des démocrates, de l'esprit illuministe et du libéralisme qui l'accompagnait.

compte tenu de cette antinomie fondatrice chez Croce entre l'érudition et le sens de l'histoire : « Salvemini est un autre exemple d'homme qui, dans un certain sens, ne fait pas de la politique – toutefois, il n'est certainement pas un réformateur<sup>113</sup> – mais pourtant il peut œuvrer en politique, en y apportant sa vision critique propre à l'historien. », écrit-il par exemple à Santino Caramella, pendant l'été 1920<sup>114</sup>. Son jugement touche à la concordance possible du savoir et de l'expertise avec l'action politique ; il met ainsi en jeu le statut d'un engagement jusque-là perçu dans sa cohérence. Désormais, la politique se réfléchit dans une mission de reconnaissance spirituelle : l'examen « anxieux et précis »<sup>115</sup> du présent permet non seulement d'envisager les formes nouvelles de l'existence, mais c'est dans la recherche de principes nouveaux que se dessinent les causes éthiques et morales de l'époque.

Au fond, cette mission, Gobetti n'a eu de cesse de la revendiquer<sup>116</sup>, comme lorsqu'à quelques mois des premières élections proportionnelles de l'automne 1919, il envisage de fonder une grande entreprise éditoriale fédérant plusieurs journaux afin de compléter l'examen critique de *L'Unità* par une œuvre « culturelle »<sup>117</sup>. Et pourtant la façon de rapporter la politique aux idées, à la « culture » est encore hésitante et mal définie, incomplète, car comment faire converger ces deux chemins critiques – l'idéalisme crocien, le « concrétisme » salvéminien – tracés à l'inverse l'un de l'autre, à partir d'une commune remise en cause du modèle « vocien » ? En fait, Gobetti comme nul autre, ne se soumet volontiers à cette situation sans issue ; il aspire à la dénouer, du moins s'y efforce. Son retrait progressif des milieux

<sup>113</sup> Gobetti reconnaît implicitement une dimension « idéaliste », éthique chez Salvemini. Il lui reproche cependant de ne pas la mettre davantage au service de son engagement et de son action politique.

<sup>114</sup> « Salvemini è un altro esempio di uomo che in certo senso non è politico – certo non è decisamente realizzatore – e pure può chiarire ed operare in politica portandovi una visione critica di storico. » Lettre du 8 août 1920, dans Gobetti (Piero), *Carteggio 1918-1922*, *op. cit.*, p. 140.

<sup>115</sup> « Le remède [aux problèmes politiques de l'Italie] viendra d'un saine réexamen des idées, d'un travail anxieux et précis de clarification des principes, d'une parfaite conscience des relations qui existent entre les besoins de la vie et les principaux idéaux qui la transcendent. » (Traduction personnelle). Gobetti (Piero), « La nostra fede », *Energie Nove*, 5 mai 1919, dans Quagliariello (Gaetano), *Gaetano Salvemini*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>116</sup> Il serait même inscrit dans la démarche originelle de la revue *Energie Nove*. On peut se reporter, pour s'en convaincre, à la recension critique de Corrado Barbagallo publiée en 1919 dans la *Nuova Rivista Storica* qui avait mis en évidence le dualisme de la revue gobettienne, décelant dans ces hésitations entre deux modèles « l'imperfection de sa formation spirituelle ». Barbagallo (Corrado), « Riviste Nuove », *Nuova Rivista Storica*, n° 3, 1919, p. 684-685, dans Bagnoli (Piero), « “Energie Nove” di Piero Gobetti e le riviste del primo novecento », *Studi Piemontesi*, n° 3, 1974, p. 32-40.

<sup>117</sup> « Unitaires en politique, idéalistes dans le champ culturel » détaille-t-il dans sa lettre à Santino Caramella du 13 août 1919, dans Gobetti (Piero), *Carteggio 1918-1922*, *op. cit.*, p. 70.

« léguistes »<sup>118</sup> coïncide avec une redéfinition de son action, et partant du rôle et de la figure de l'intellectuel dont il renouvelle les contours.

Il faut rappeler ici les enjeux et les termes du débat, au moins très brièvement. L'« intellectuel », ou, pour reprendre le ton moqueur de Benedetto Croce, le « polygraphe », légitime à s'exprimer sur tous les sujets en raison de sa responsabilité morale, et par suite, sa capacité à « penser » et faire agir des intérêts généraux, connaît une ascension remarquable au début du siècle, à l'image de ce qui se passe en France dans le contexte de l'affaire Dreyfus<sup>119</sup>. En réaction à ce modèle, et du haut de sa notoriété, acquise notamment au moyen de sa propre revue *La Critica*, le philosophe napolitain revendique un « esprit de sérieux » et propose de redéfinir les rapports entre la politique et la culture. La mission civique des intellectuels devient l'élaboration, la « formation d'une conscience nationale moderne »<sup>120</sup>. Cette voie ouverte par Croce allait donc dans une orientation résolument contraire à celle de *L'Unità* et de son créateur, Salvemini, dont la rupture avec *La Voce* date de la même période. Les problèmes posés par cette scission se fondent sur une stricte distinction entre des enjeux proprement « politiques » et les questions morales, esthétiques et culturelles habituellement traitées par Giuseppe Prezzolini et l'équipe de rédacteurs de la revue toscane.

Un an seulement après la signature de l'armistice, l'urgence pour Gobetti est de répondre aux effets de la guerre, accélérateur de l'histoire qui fait ici fonction de révélateur<sup>121</sup>, parachevant un ensemble de mutations amorcées au début du siècle. La naissance d'une conscience sociale chez toute une partie de la population ayant souffert le sacrifice des tranchées impose selon lui la projection d'un idéal commun, d'une « idée neuve de l'Italie » en capacité de forger un consensus national. Gobetti se trouve donc enfermé dans la logique du modèle crocien. Où trouverait-il sinon ce qu'il cherche, et qu'il ne peut alors se dispenser de chercher ? Son appel à une « révolution italienne » tend, finalement, vers la quête d'une harmonie retrouvée entre la réalité matérielle et physique de la Péninsule et ses véritables intérêts moraux, qui se résument dans le concept vague de « culture », à entendre ici comme « conscience

<sup>118</sup> Rappelons qu'alors, Gobetti est un militant de la Ligue démocratique pour le renouvellement politique national et s'implique ce faisant dans la recherche de nouvelles formes d'organisation politique pour répondre à la crise démocratique et au problème de la participation « effective et concrète du peuple ». L'échec du mouvement aux élections de 1919 auquel fait suite la crise de Fiume, font éclater les tensions entre ses membres et révèlent les contradictions internes d'une entreprise politique sans avenir.

<sup>119</sup> Les racines de cet engagement de l'élite culturelle et intellectuelle italienne remontent dans ce contexte à la période du *Risorgimento*.

<sup>120</sup> Croce (Benedetto), *Contributo alla critica di me stesso*, Galasso (Giuseppe, éd.), Milan, Adelphi, 1989 [1912], p. 117.

<sup>121</sup> Lettre à Ada, du 3 août 1922, dans Gobetti (Piero), Gobetti (Ada), *Nella tua breve esistenza, op. cit.*, p. 533-536.



historique »<sup>122</sup>. Un historicisme qui se refuse à toute fuite hors du monde, à toute forme de transfiguration idéologique et en appelle à l'acte, à l'effort créateur, l'interprétation du passé et de la tradition se rattachant directement à la possibilité de l'action. Que doit-il, cet historicisme, au contexte idéaliste<sup>123</sup> dominant le champ de la pensée et en quoi s'en distingue-t-il ? Pour le comprendre, il faut maintenant considérer l'effet de ce second mouvement brusque de l'histoire en marche, la deuxième épreuve critique à laquelle se confrontèrent les libéraux et les démocrates italiens, soit les deux ans dudit *biennio rosso*.

La grande crise que la société italienne traverse à cette époque s'incarne pour Gobetti dans la vision d'une ville, Turin. La capitale du Piémont est, depuis la période du conflit mondial, la « ville par excellence de l'industrie »<sup>124</sup>, radicalement transformée dans ses structures sociales, où l'affrontement entre l'aristocratie industrielle et le prolétariat semble devenir la « règle essentielle du développement civique » d'une cité moderne<sup>125</sup>. Gobetti sublime l'événement qui devient pour lui un « fait gigantesque » : « le peuple demande le pouvoir. [...] Aucun préjugé tiré de notre passé ne peut occulter la vision de ce miracle »<sup>126</sup>. Cette crise sociale et politique rend de fait caducs les idées politiques d'autrefois, le catholicisme, le socialisme et le libéralisme. Et la responsabilité, la gravité et le « sérieux » de l'homme qui veut ainsi traduire l'état d'esprit d'une partie de la jeunesse n'est pas seulement la conséquence psychologique des événements ; cette attitude tient au rôle que les événements assignent à sa génération :

La crise sociale semble réellement l'aboutissement d'un travail fructueux : la guerre civile est l'expression de nouveaux besoins, d'une nouvelle grandeur. [...] si le mouvement reste aussi fragmenté et seulement superficiel, les possibilités peuvent toutes se perdre.<sup>127</sup>

Lorsqu'il fait publier cet article dans la revue dirigée par Lombardo-Radice, Gobetti se passionnait, à l'image d'autres jeunes de son âge et de quelques-uns de ses aînés, pour la

<sup>122</sup> Gobetti (Piero), « Per il 1920 », *Energie Nove*, 20 décembre 1919.

<sup>123</sup> Ou, pour reprendre le concept d'Eugenio Colorni, du « positivisme critique ». Colorni (Eugenio), *L'estetica di Benedetto Croce. Studio critico*, Milan, 1934.

<sup>124</sup> Comme Gobetti l'écrira lui-même dans un article très cité depuis de mars 1922 : Gobetti (Piero), « Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale », *La Rivoluzione Liberale*, 26 mars 1922.

<sup>125</sup> Castronovo (Valerio, dir.), *Storia d'Italia : Le regioni dall'Unità a oggi, Il Piemonte*, Turin, Einaudi, 1977, p. 323.

<sup>126</sup> « Il fatto gigantesco è che il popolo (quello che era il fantasma di Mazzini) chiere il potere. Il popolo diventa lo Stato. Nessun pregiudizio del nostro passato ci può impedire la visione del miracolo. » Piero Gobetti, « La rivoluzione italiana. Discorso ai collaboratori di "Energie Nove" », dans Id., *Scritti politici, op. cit.*, p. 190.

<sup>127</sup> *Ibid.* : « La crisi sociale pare veramente il culminare di una operosità feconda : la guerra civile è l'espressione massima di nuovi bisogni, di nuova grandezza [...] se il movimento resta così frammentario ed esteriore, le possibilità tutte possono andare perdute. »

philosophie volontariste de Giovanni Gentile<sup>128</sup>. L'actualisme inspirait autant Gobetti que le milieu communisant formé autour de *L'Ordine Nuovo* et que côtoyait à cette époque le jeune piémontais ; à preuve, ses efforts pour assimiler un passé, une tradition, une histoire et l'interpréter dans une vision idéale, un état d'esprit.

D'après tout ce qui précède, on pourrait s'attendre à une rupture radicale entre le Gobetti du *biennio rosso* et Gaetano Salvemini, sur le modèle d'Antonio Gramsci. Et en effet dans un article plus tardif, de 1923, il envisageait le *concretismo* salvéminien dans ses limites, celles d'une méthode historique incapable de déterminer une action politique et de projeter les « énergies culturelles et sociales » dans l'Histoire<sup>129</sup> :

Le rythme de l'action doit suivre, dans la poursuite d'objectifs concrets, une *illusion* transcendante, ou l'idéal d'une autonomie infinie ; la libération obtenue par les institutions juridiques et les réformes politiques elles-mêmes n'est qu'un ressort à cette action qui ne signifie rien sans la force des initiatives. À l'inverse, le rationalisme de Salvemini l'amenait sans cesse à considérer comme atteintes et achevées les initiatives, dès lors que les réformes étaient mises en œuvre, restant ainsi sourd à l'enseignement le plus réaliste du mouvement ouvrier : un enseignement libéral qui cultive l'intransigeance<sup>130</sup>.

Sa correspondance et d'autres écrits publiés au cours de cette période de trois ans recommandent toutefois plus de prudence et de précaution dans la reconstruction des affinités intellectuelles de Gobetti au début des années vingt. L'œuvre historiographique entreprise alors pour réviser le problème de l'unité italienne, le met sur la trace du professeur et publiciste Carlo Cattaneo, contempteur du *Risorgimento* italien, pourfendeur des « prophètes de l'espérance » auquel il opposait un esprit critique et réaliste : « [...] Cattaneo ne se dressait pas contre l'unité, mais contre l'illusion de résoudre grâce au mythe de l'unité tous les problèmes qui ne pouvaient

<sup>128</sup> Ou, pour reprendre les mots d'Angelo Tasca : « alors, nous étions tous gentiliens, en rien crociens », dans Del Noce (Augusto), *Il suicidio della rivoluzione*, Milan, Rusconi, 1978, p. 96. Pour Piero Gobetti, le lecteur peut se reporter, sur ces questions, à la correspondance avec Ada, en particulier les lettres de l'été 1919 que s'échangent les jeunes amants.

<sup>129</sup> Petitot (Jean), « Libéralisme et illuminisme. La Révolution libérale de Piero Gobetti », dans Nemo (Philippe, dir.), Petitot (Jean, dir.), *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 2006, p. 740.

<sup>130</sup> C'est nous qui soulignons. « Il ritmo dell'azione deve inseguire attraverso gli scopi concreti un'illusione trascendente, o l'ideale di un'autonomia infinita, la liberazione che viene dagli istituti giuridici e dalle stesse riforme politiche è solo una molla ad agire e non significa nulla senza la forza delle iniziative. Il chiaro razionalismo di Salvemini era tratto invece a veder esaurite e attuate le iniziative nel momento in cui si conquistavano le riforme ossia si lasciava sfuggire l'insegnamento più realistico del movimento operaio : un insegnamento liberale di intransigenza. », dans Gobetti (Piero), « La nostra cultura politica », *La Rivoluzione Liberale*, 8 et 15 mars 1923.

être compris que dans leur réalité spécifique, autonome, régionale, singulière »<sup>131</sup>. Dans la première ébauche de ce texte, une lettre adressée à sa fiancée<sup>132</sup>, cette figure de l'intellectuel soumis aux « injustices » et aux « incompréhensions » s'incarnait dans au moins deux personnalités contemporaines, Mario Missiroli et Gaetano Salvemini. Cette remarque nous incline à suivre la comparaison dans le reste du portrait et repérer d'autres passages où Gobetti témoigne ainsi de sa dette en même temps que ses frustrations à l'égard de l'œuvre scientifique et civique de son professeur, notamment lorsqu'il écrit : « Si l'histoire est imprévisible, elle ne peut être déduite métaphysiquement d'une vérité *a priori* : en elle seule doit se trouver le critère de certitude, voire la certitude elle-même », avant de conclure :

Le mérite de Cattaneo n'est pas d'avoir résolu le problème [de l'unité], mais de ne pas en avoir compromis la résolution, par la poursuite du vieux sommeil dogmatique<sup>133</sup>.

Dès 1922, Gobetti opérait donc un retour critique sur son parcours intellectuel<sup>134</sup>, réévaluant l'influence exercée par ses maîtres et les milieux culturels de son époque, sur sa propre pensée politique. Mais cette introspection doit-elle être tenue pour une sorte de « retour aux sources », une reprise de ses collaborations initiales au long desquelles il s'était formé une conscience politique ? Piero Gobetti lui-même, dans la revue lancée au cours des premiers mois de l'année 1922, le conteste, déclarant que *La Rivoluzione Liberale* ne « prétend pas recueillir l'héritage de *L'Unità* », dont la publication avait cessé depuis déjà deux ans<sup>135</sup>. S'agit-il alors plus simplement d'envisager une complémentarité entre un enseignement, une formation scientifique et culturelle d'une part, et une œuvre d'« éducation politique » de l'autre ? Là encore, Gobetti le laisse entendre, par exemple lorsqu'il appelle de ses vœux une « renaissance » du groupe salvéminien, insistant sur des « différences indéniables de culture et de formation ». Et si on remonte, quelques mois en arrière – soit la période de sa collaboration à *L'Ordine Nuovo* - à travers sa correspondance et particulièrement ses échanges avec

<sup>131</sup> « [...] il Cattaneo avversò non l'unità ma l'illusione di risolvere con il mito dell'unità tutti i problemi che invece si potevano intendere soltanto nella loro specifica realtà autonoma, regionale, caratteristica. » Gobetti (Piero), « Cattaneo », *L'Ordine Nuovo*, 27 août 1922, republié dans *La Rivoluzione Liberale*, 1<sup>er</sup> novembre 1925.

<sup>132</sup> Gobetti (Piero), Gobetti (Ada), *Nella tua breve esistenza*, op. cit. p. 547-551.

<sup>133</sup> « Se la storia è imprevedibile non la si può metafisicamente dedurre dal vero primo : in essa sola deve trovarsi il criterio della certezza, anzi la certezza stessa. [...] Il merito di Cattaneo non consiste nell'aver risolto il problema, ma nel non averne compromessa la soluzione con la ripresa del vecchio sonno dogmatico. » Gobetti (Piero), « Cattaneo », art. cité. On peut remarquer l'association de cette dernière expression à Giovanni Gentile, dans sa lettre à Ada du 7 août 1922.

<sup>134</sup> Gobetti (Piero), Gobetti (Ada), *Nella tua breve esistenza*, op. cit., p. 578-579.

<sup>135</sup> Gobetti (Piero), « Agli amici dell' "Unità" », *La Rivoluzione Liberale*, 12 février 1922.

Giannotto Perelli<sup>136</sup>, on constate que, déjà, Gobetti déclarait ne jamais avoir abjuré sa « foi unitaire », se situant « aux antipodes » des idées gramsciennes<sup>137</sup>. Sinon d'une rupture à laquelle ferait suite une réconciliation intellectuelle, aurait-on plutôt affaire à un conflit de perspective impliquant la notion d'engagement, et, partant, une pensée de l'action qui distinguerait en propre la personnalité de Gobetti ? Il existe plusieurs raisons d'envisager cette thèse.

Au point de départ du choix de s'engager, il y a chez Gobetti une interrogation sur soi qui est inséparable d'un questionnement sur son époque et sur l'histoire. Mieux que le sentiment d'appartenance à une « génération de transition »<sup>138</sup>, ce qui le définit est d'être à la fois un précurseur, un guide, mais toujours dans un rapport de dissidence, du moins de différence par rapport aux mouvements qu'il accompagne voire qu'il initie. La proximité avec ses maîtres, le syncrétisme de sa pensée se mêlent chez lui à effort invariable vers une réflexion autonome, qui lui est propre. Et en cela, depuis son adolescence, sa philosophie politique et les formes de son engagement avaient moins fluctué qu'il ne semble<sup>139</sup> : la nécessité d'un renouvellement associé au principe d'un « ordre nouveau », l'ascétisme intellectuel, la fidélité à l'éthique libérale comme forme de métapolitique qui imprègne tous les champs de l'action, le primat de la morale de l'autonomie, enfin sa capacité à créer des groupes et susciter la naissance de milieux de sociabilité intellectuelle ont été, de ses dix-sept à ses vingt-cinq ans, les traits de sa personnalité, façonnant l'existence et l'œuvre. On retrouve par conséquent cette unité d'intention, qui est pour certains « le ressort du génie »<sup>140</sup> - qualificatif souvent choisi dans les témoignages de ses contemporains - ou disons plutôt une disposition innée à redoubler une réflexion sur soi par un effort de connaissance, de compréhension et de création de l'histoire<sup>141</sup>. Ce sentiment est renforcé lorsque le jugement s'appuie sur l'image reconstituée *a posteriori* d'une figure

<sup>136</sup> Lecteur assidu de *La Voce* et de *L'Unità*, revue à laquelle il collaborait, Giannotto Perelli se rapprocha du socialisme réformiste et interventionniste. Intime de Gobetti dès la période de la revue *Energie Nove*, il ne partagea toutefois pas son enthousiasme devant le mouvement des conseils d'usine.

<sup>137</sup> Lettres du 12 décembre 1920 et du 31 janvier 1921, dans Gobetti (Piero), *Carteggio 1918-1922*, *op. cit.*, p. 182 ; p. 199.

<sup>138</sup> Gramsci (Antonio), « Le ghiande e la quercia », dans Id., *Passato e presente*, *op. cit.*

<sup>139</sup> L'historiographie a souvent découpé le parcours de Gobetti, sur le plan intime, politique et intellectuel, en plusieurs phases, dissociant les années de militantisme au sein de la Ligue démocratique qui coïncident avec la publication de la revue *Energie Nove*, puis la période de réflexion et d'études qui marque son retrait de la vie publique, sa collaboration enfin à *L'Ordine Nuovo* jusqu'à l'édition de la revue *La Rivoluzione Liberale*.

<sup>140</sup> Judrin (Robert), *Montaigne*, Paris, Seghers, 1971, p. 32.

<sup>141</sup> « Si j'ai voulu l'histoire j'ai dû me la créer ; si j'ai voulu comprendre, j'ai dû vivre. » écrit Gobetti dans son journal de 1919. Voir : Gobetti (Piero), *L'editore ideale. Frammenti autobiografici con iconografia*, Milan, All'Insegna del Pesce d'Oro, 1966, p. 42 : « Ho l'anima e l'inquietudine di un barbaro, con la sensibilità di un cinico ; la storia non mi ha dato eredità di sorta ; l'ambiente in cui son vissuto non mi ha offerto comunicazioni ; non ha alimentato i miei problemi ; non devo nulla a nessuno. Se ho voluto la storia me la sono dovuta creare io ; se ho voluto capire ho dovuto vivere ; il mio gusto si è formato per un duro proposito. »

énigmatique et bouleversante, laissant de façon presque inévitable la place au déterminisme intellectuel. Une volonté de comprendre, d'accéder à une conscience de soi qui est en même temps conscience de son époque et immersion du sujet connaissant dans l'histoire<sup>142</sup> s'est sans nul doute affirmé dès l'adolescence ; dans quelle mesure, doit-on cependant se demander, les circonstances et les formes correspondantes de son engagement ont-elles marqué une étape de croissance dans l'évolution de sa pensée ? En premier lieu, l'influence<sup>143</sup> sinon des idées gramsciennes<sup>144</sup>, du moins de ses contacts avec le mouvement des conseils, cette « insertion dans le concret »<sup>145</sup> qu'il retient lui-même comme étant la période décisive du « renouvellement de [son] expérience salvémienne »<sup>146</sup>. Si par le journal, le nouveau lectorat ouvrier a pu élargir et amplifier les facultés médiatrices de Gobetti, comment et jusqu'à quel point son action en a-t-elle été infléchie ?

De tous ceux de sa génération qui en ont appelé, après-guerre, à un « ordre nouveau », Gobetti est celui qui a pu joindre intimement le mythe de la révolution sans le flétrir, en le ranimant plutôt, à la confiance dans les valeurs laïcs et démocratiques<sup>147</sup>. C'est ainsi par l'action du peuple, des *masses* que l'Italie renoue avec l'esprit du libéralisme, que la société progresse et que la nation entre dans la modernité<sup>148</sup>. Celle-ci peut se résumer sous la forme d'un optimisme tragique, soit la vision dialectique de l'histoire où la modernité ne se résout ni dans un progressisme millénariste pas plus que dans le thème de la décadence. Cet idéal révolutionnaire se distingue aisément dans la critique suivante du libéralisme italien :

<sup>142</sup> À l'été 1922 : « Je me suis libéré des faits, je m'en suis d'ailleurs trop libéré dans le sens où ils ne m'intéressent plus, ne m'apparaissent plus comme des problèmes, des éléments, des phénomènes auxquels pourtant je suis en réalité encore psychologiquement lié – dans mon esprit rationaliste, il y a un héritage historique non résolu. Je ne ressens pas ma dépendance à l'histoire parce qu'en me l'expliquant, je la détruis. » (Traduction personnelle), dans Gobetti (Piero), Gobetti (Ada), *Nella tua breve esistenza*, op. cit., p. 533.

<sup>143</sup> Sur ce point nous nous permettons de renvoyer à l'analyse proposée par Marco Gervasoni sur l'évolution du vocabulaire et des concepts clés de la rhétorique de Gobetti. Gervasoni (Marco), *L'intellettuale come eroe*, op. cit., p. 213-253.

<sup>144</sup> L'historiographie discute encore cette question. En effet, si les observations de Paolo Spriano ne sont plus d'actualité, les derniers travaux, comme ceux de Marco Gervasoni, permettent d'affirmer que Piero Gobetti s'était construit un idéal, une figure imagée du prolétariat italien essentiellement inspirée par la rhétorique de *L'Ordine Nuovo*.

<sup>145</sup> Lemaire (Monique), « Le concept de révolution libérale dans les écrits de Piero Gobetti. Ses implications dans la lutte antifasciste », dans Bouissy (André) Favre-Communal (Monique) et al., *Idéologies et politique. Contribution à l'histoire des intellectuels italiens du Risorgimento au fascisme : Manzoni, Labriola, Michestaedter, Borgese, Alvaro, Gobetti, Bottai*, Centre de recherche de l'Université Paris VIII-Vincennes, Cultures, idéologies et sociétés des XIXe-XXe siècles, Abbeville, F. Paillard, 1979, p. 215-276.

<sup>146</sup> Gobetti (Piero), « I miei conti con l'idealismo attuale », *La Rivoluzione Liberale*, 18 janvier 1923.

<sup>147</sup> Lettre à Giannotto Perelli du 22 novembre 1920, dans Gobetti (Piero), *Carteggio 1918-1922*, op. cit., p. 175 : « Je reste fermement convaincu que l'unique solution pour un renouvellement de notre vie politique se situe dans les travailleurs, non pas en tant qu'individus ou classe, mais en tant que mouvement laïque et démocratique. ».

<sup>148</sup> Sur le mythe de la modernité chez Gobetti : Gervasoni (Marco), *L'intellettuale come eroe*, p. 232-243.

Si, d'autre part, l'observation historique nous porte du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle et de l'Europe à l'Italie, on peut dire que la démocratie est venue à nous sous une forme diminuée du libéralisme, elle fut le refuge recherché par les Italiens contre un malentendu jamais résolu ; et ainsi la substitution du mythe libertaire par le mythe égalitaire serait le signe d'un flétrissement de l'esprit d'initiative, de l'esprit de lutte face aux songes désormais prééminents de palingénèse, aux utopies reposantes<sup>149</sup>.

Aussi distincte du libéralisme traditionnel que de l'idéologie socialiste, la théorie politique formulée par Gobetti se signale d'abord par sa « radicalité originale »<sup>150</sup> : elle est révolutionnaire en ce qu'elle élabore une rupture avec la tradition « au nom du retour aux sources des phénomènes ». Une formulation idéologique qui correspond, d'une certaine façon, à un état du champ politique italien de l'après-guerre et du début des années vingt. Nous avons vu, en l'espèce, qu'elle a mûri assez longuement avant de se déclarer seulement après l'expérience des conseils ouvriers, comme pour l'édification des générations futures. Dans ce sens, le rôle de l'intellectuel n'est pas de prendre parti ; sa faculté critique doit en revanche s'exercer sur le terrain idéologique :

Nous sommes plus des élaborateurs d'idées que des conducteurs d'hommes, plus des pourvoyeurs de la lutte politique que des réalisateurs ; et toutefois, déjà, notre culture, en tant que telle, est action et élément de vie politique<sup>151</sup>.

À partir de 1921, Gobetti se présente sous les traits de l'homme d'action ; du chef de patrouille qui rassemble et guide la nouvelle élite plus que du chef d'armée cependant :

Notre tâche aujourd'hui n'est pas d'élaborer un programme gouvernemental, mais un programme d'action au sein de l'État, elle est de créer l'unité et non de la présupposer. Ceci est un principe *révolutionnaire* [...].<sup>152</sup>

Dans ses écrits, l'action n'est absolument pas contraire à l'effort d'acculturation et d'éducation, aux initiatives intellectuelles et spirituelles :

<sup>149</sup> « Se invece l'osservazione storica si trasporta dal settecento all'ottocento e dall'Europa all'Italia potremo dire che la democrazia ci venne come una forma attenuata di liberalismo, fu il riparo cercato dagli italiani all'equivoco affrontato invano ; e la sostituzione del mito egualitario al mito libertario segnerebbe appunto l'inaridirsi dello spirito di iniziativa e di lotta di fronte al prevalere dei sogni di palingenesi e di tranquilla utopia. » Gobetti (Piero), « Postilla », dans Monti (Augusto), « Il liberalismo e le masse », *La Rivoluzione Liberale*, 10 avril 1923.

<sup>150</sup> Lemaire (Monique), « Le concept de révolution libérale dans les écrits de Piero Gobetti. Ses implications dans la lutte antifasciste », *op. cit.*, p. 219.

<sup>151</sup> Gobetti (Piero), « Postilla », dans Prezzolini (Giuseppe), « Per una società degli Apoti », *La Rivoluzione Liberale*, 28 septembre 1922.

<sup>152</sup> « Il nostro compito non è oggi di elaborare un programma di governo (nel qual caso, bisognerebbe, come storici, esser stati giolittiani 6 mesi or sono, bonomiano oggi, nittiano, poniamo, tra 4 mesi – perché ha ragione chi fa), ma di elaborare un programma d'azione nell'interno dello Stato, di creare un'unità, non di presupporla. Questo è principio rivoluzionario che io ho voluto fosse nel titolo della rivista [...]. » Lettre à Natalino Sapegno du 6 septembre 1921, dans Gobetti (Piero), *Carteggio 1918-1922*, *op. cit.*, p. 222.

Nous choisissons d'agir aujourd'hui car pour répondre à l'incertitude présente, qui est désagrégatrice, nous avons besoin de former de nouveaux noyaux ; non plus faire de la divulgation, mais de la haute culture, une véritable formation de la classe dirigeante<sup>153</sup>.

Lecteur de la sociologie italienne<sup>154</sup>, Gobetti fondait pareillement sa théorie du politique sur le concept de « classe politique » mais aspirait, en revanche, à inculquer au « peuple », plus exactement à la future élite qui en serait issue, cette conscience de classe *dominante*. C'est par conséquent en contradiction avec les organisations de masse qu'il envisage de redéfinir les modalités de la lutte politique : il agit pour l'élévation d'une classe gouvernante nouvelle et non pour l'extension de la base du pouvoir à l'ensemble de la société :

C'est pourquoi, nous ne devons plus parler des *seuls politiquement capables aujourd'hui* parce que nous sommes *tous* politiquement capables : notre revue sera précisément l'un de ces noyaux autour duquel sera concentrée, s'animerà cette activité qui s'organisera hors des cadres officiels<sup>155</sup>.

La fortune de la revue comme forme de médiation à la fois culturelle, idéologique et politique, lieu également de sociabilité où se construisent, s'affrontent, se rencontrent des réseaux intellectuels, a déjà été rappelé. Elle contribue à façonner les rapports d'influence et d'échanges entretenus entre l'élite intellectuelle et la classe dirigeante et administrative<sup>156</sup>, laissant à d'autres types de publication le soin « d'éduquer » les classes populaires. Avec *L'Ordine Nuovo*, Gobetti participe à une entreprise éditoriale proprement exaltante, sans précédent. Nous avons déjà évoqué le récit qu'il propose de cette expérience, dans un article de 1922, son estime pour l'œuvre de Gramsci, qui a su, écrit-il, transformer un humble journal de propagande en une véritable revue de culture politique<sup>157</sup>.

<sup>153</sup> *Ibid.* : « Scegliamo di agire oggi perché nell'incertezza disgregativa presente abbiamo bisogno di nuclei di concentrazione non più di divulgazione, ma di alta cultura, di vera e propria formazione di classe dirigente. »

<sup>154</sup> Il étudie par exemple l'œuvre sociologique de Vilfredo Pareto après avoir été vivement intéressé par son essai sur le bolchevisme. Ses lettres, en particulier avec Ada, de même que ses articles traduisent toutefois une opposition constante aux idées politiques, aux prises de position et même, aux analyses du sociologue. Lui veut en « finir avec le vieux jeu des élites » et organiser l'alliance des ouvriers avec les « meilleurs » parmi l'ancienne classe dirigeante et intellectuelle, dans une sorte de « fusion » avec la masse (« La rivoluzione italiana », art. cité). Les modèles conceptuels dominants de la sociologie italienne se conforment, dans l'esprit de Gobetti, à ses objectifs politiques : dans ses écrits, l'élite n'est plus une caste mais une classe insérée et soumise à la l'ensemble de la dynamique sociale.

<sup>155</sup> Lettre à Natalino Sapegno du 6 septembre 1921, dans Gobetti (Piero), *Carteggio : 1918-1922, op. cit.*, p. 222.

<sup>156</sup> Cassese (Sabino), « Giolittismo e burocrazia nella "cultura delle riviste" », dans Vivanti (Corrado, dir.), *Storia d'Italia. Annali*, vol. 4, *Intellettuai e potere*, Turin, Einaudi, 1981, p. 475-549.

<sup>157</sup> Gobetti (Piero), « Storia dei comunisti torinesi raccontata da un liberale », art. cité : « [...] conscient de l'importance des problèmes nationaux, préoccupé par l'urgence de fonder une nouvelle conscience politique et d'être à l'écoute des exigences culturelles imposées par le monde moderne ».

Singulière, l'édition turinoise de *L'Ordine Nuovo* l'est certes, surtout prise dans sa dimension d'intermédiaire, et du rapport construit au peuple travailleur. Ici, c'est un commentaire de Gramsci, témoignant de la valeur de cette expérience dans la trajectoire du jeune journaliste piémontais, qui peut illustrer les données du problème : « Par le travail quotidien du journal, écrira-t-il nous avons mis Gobetti en contact avec un monde vivant dont il n'avait qu'une connaissance purement livresque »<sup>158</sup>. Associant « l'intelligence » à la « force » et à « l'enthousiasme »<sup>159</sup>, *L'Ordine Nuovo*, diffusé à quelques milliers d'exemplaires<sup>160</sup>, est conçu comme un instrument de pédagogie collective dont l'originalité première pour nous, est de reprendre la critique formulée contre une classe intellectuelle exclusivement bourgeoise dans ses mœurs, sa pensée, son art, en raison d'un défaut de participation au monde, aux misères et aux sensibilités populaires<sup>161</sup>, en l'insérant de façon plus générale dans le cadre des rapports entre culture et politique. Aussi l'utopie éducative héritée du siècle des Lumières et adossée à la double image d'un savoir encyclopédique et d'une pensée universaliste, semble désormais insuffisante pour créer une liaison entre l'intellectuel éclairé et le travailleur.

Collaborateur régulier à la rubrique littéraire et théâtrale du journal, Gobetti, bien qu'à distance, à première vue, d'un engagement plus politisé, disons partisan, peut ainsi mettre en application ses remarques antérieures sur les fins de la critique littéraire et de l'esthétique, sa vision propre de l'édition<sup>162</sup>. Car tout l'essentiel est là, en effet : la prise de conscience de la globalité des enjeux culturels ; premier mouvement vers l'affirmation d'une volonté d'action résolument révolutionnaire, et par suite une politisation progressive de sa réflexion intellectuelle, en particulier celle liée au passé national et ses liens contigus avec le présent politique.

<sup>158</sup> Gramsci (Antonio), *2 000 pagine*. vol. 1, *Nel tempo della lotta, 1914-1926*, Ferrata (Giansiro, éd.), Gallo (Niccolò, éd.), Milan, Il Saggiatore, 1964, p. 817.

<sup>159</sup> En-tête du journal : « Instruisez-vous, parce que nous aurons besoin de toute notre intelligence. Agissez, parce que nous aurons besoin de tout notre enthousiasme. Organisez-vous, parce que nous aurons besoin de toute notre force. ».

<sup>160</sup> D'Orsi (Angelo), *La cultura a Torino tra le due guerre*, Turin, Einaudi, p. 37.

<sup>161</sup> Sur cette critique, en particulier, Giuseppe Prezzolini, dans deux écrits : Prezzolini (Giuseppe), « Rassegna di letteratura », *Rivista d'Italia*, anno XXIII, fasc. 3, 15 mars 1920, p. 350 ; Id., *La cultura italiana*, Firenze, Società anonima editoria La Voce, 1923, p. 10. Voir : Laroche (Pierre), « Giuseppe Antonio Borgese, la situation et la signification de Rubé dans la crise du premier après-guerre », dans Bouissy (André) Favre-Communal (Monique) et al., *Idéologies et politique : contributions à l'histoire des intellectuels italiens du Risorgimento au fascisme*, op. cit., p. 165-192.

<sup>162</sup> Une polémique sur ces sujets oppose en effet, dès 1919, les jeunes rédacteurs de la revue *Energie Nove* aux collaborateurs de la revue de critique littéraire *La Ronda*. Voir : Gobetti (Piero), « La critica letteraria dei nostri giorni », *Energie Nove*, 1-15 novembre 1918 ; Id., « La cultura e gli editori », *Energie Nove*, 5 mai 1919.



Avant d'envisager le problème de l'unité italienne depuis le *Risorgimento*, Gobetti élabore sa réinterprétation du phénomène révolutionnaire par une étude, quoique parcellaire et ponctuelle, du moins attentive aux évolutions en cours dans la Russie des soviets, notamment les questions d'éducation et de culture populaire. La « révolution culturelle » alors à l'œuvre à l'est du continent, inspire et légitime de nouvelles lectures du marxisme qui ne parviennent cependant à pénétrer les milieux socialistes italiens, encore moins à l'influencer<sup>163</sup>. C'est, en fait, sa relecture de l'histoire nationale depuis l'Unité qui soulève une série de commentaires critiques contre sa prétention à mêler enquêtes historiographiques et action politique : sa démonstration, présentée dans le premier numéro de sa revue *La Rivoluzione Liberale*<sup>164</sup>, le mène ainsi à retracer les conditions d'une séparation entre les élites, intellectuelles et dirigeantes, et le peuple au fil des siècles, en particulier le XVIIIème, période au cours de laquelle l'absence d'unité *réelle* se révèle dans l'absence d'intégration des masses et le défaut d'une unité d'ordre moral et spirituel. La tradition du problémisme, qui inspire encore un respect sincère et une adhésion non moins loyale chez les pairs et les aînés du jeune homme, en est de fait profondément renouvelée<sup>165</sup>.

Car on a peu de mal à comprendre, en effet, dans ces conditions, la résistance d'anciens collaborateurs de *L'Unità* s'obstinant, à l'image de Giovanni Ansaldo, dans une condamnation de cette interprétation de l'histoire nationale, astreinte aux buts et à la volonté d'une action politique. En cherchant à rétablir les implications présentes du passé, Piero Gobetti témoigne-t-il uniquement, pour autant, par sa réflexion, de l'influence à ce moment de la philosophie gentilienne, à l'égard de laquelle il se montrera par la suite plus critique ? L'intérêt pour Marx et la théorie historique révolutionnaire du marxisme naît de leur redécouverte opportune, par l'intermédiaire des textes critiques de Giovanni Gentile : le cadre posé par une « philosophie de la *praxis* » le met sur la voie d'une résolution de la « contradiction tragique » qui sépare une critique révolutionnaire de sa réalisation pratique et divise les hommes d'action, entre leurs réflexions et leurs choix politiques<sup>166</sup>. Il n'y a pas d'exemple plus éloquent, pour illustrer ce

<sup>163</sup> Gobetti (Piero), « La Russia dei soviet », *Rivista di Milano*, 20 février 1921, dans Id., *Scritti politici, op. cit.*, p. 197 ; Giuseppe Baretti [Piero Gobetti], « La scuola in Russia », *L'Ordine Nuovo*, 9 novembre 1921, dans Id., *Scritti politici, op. cit.*, p. 222. Dans ce dernier article, Gobetti expose clairement deux conceptions antagonistes de l'idée de « culture populaire », l'une assise sur un concept « abstrait » et « illuministe », l'autre sur un principe moral qui associe la pensée à un milieu social, soit un contexte singulier, propre au travailleur, dans ses conditions actuelles et concrètes de développement humain.

<sup>164</sup> Gobetti (Piero), « Manifesto », *La Rivoluzione Liberale*, 12 février 1922.

<sup>165</sup> Il écrira, un peu plus tard : « Notre problémisme doit trouver sa place dans une vision intégrale de l'histoire qui se fait ».

<sup>166</sup> Gobetti (Piero), « Politica e storia (Polemica sul "Manifesto") », *La Rivoluzione Liberale*, 25 février 1922.

rapport nouveau au marxisme, que ses remarques sur le bolchévisme. Les effets de cette modification peuvent sembler plus importants en apparence qu'en réalité. Ce qui est changé, c'est une attitude générale et une intention de leur auteur ; mais son jugement historique sur l'événement ne varie pas. Ainsi le bolchévisme demeure un phénomène incompris des socialistes italiens, positivistes et matérialistes ; en 1922, cependant, c'est davantage leur incapacité à comprendre le philosophe de Trèves que leur légitimité à proposer une lecture autorisée de ses thèses qui est commentée. Gobetti appuie sa critique jusqu'à dénoncer « l'immaturation de la culture et de la pensée politique » de Filippo Turati et des principaux dirigeants du socialisme italien<sup>167</sup>, de leur *vraie* conscience fautive dont il accuse les misères, avec suffisance et hauteur. Attentif à saisir la réalité dialectique de l'histoire, Gobetti découvre Georges Sorel, lit Antonio Labriola<sup>168</sup>. On retrouve ainsi dans ses écrits de cette période la volonté de réhabiliter le mythe d'action et une critique contre la diffusion d'une idéologie positiviste auprès des masses, dont le concept d'une culture « populaire » traduit la volonté d'harmonie, par l'asservissement des plus faibles et au nom d'intérêts prétendument universels.

Faut-il en conclure, de ce débat autour de la vérité historique et de l'engagement révolutionnaire, qu'il est désormais acquis, dans l'esprit de Gobetti, que la *réalité* d'une interprétation consiste précisément et seulement dans son *efficacité* ? La redécouverte plus tardive de la figure de Cattaneo, nous incline à penser le contraire. Gobetti n'ira jamais jusqu'à écrire que « l'historiographie crée son propre objet » ; il n'ira jamais non plus jusqu'à considérer sur un même plan l'ordre des faits historiques et la raison philosophique<sup>169</sup>. Sa critique repose essentiellement sur la distinction entre le contenu de l'histoire et la *manière* de comprendre l'histoire : savoir et culture, souvent traduits sous l'expression de « conscience historique » dans ses articles, ont des implications politiques<sup>170</sup> qui sont ignorées de la classe intellectuelle, y compris des socialistes. Le rapport au peuple, la définition du « populaire », relève-t-il ainsi, est toujours l'enjeu d'une politique ; elle est une façon de mettre en condition et tient à une relation historique<sup>171</sup>. Les textes qu'il a laissés exposent donc très clairement son

<sup>167</sup> Gobetti (Piero), « Letture sui partiti politici », *La Rivoluzione Liberale*, 8 avril 1922.

<sup>168</sup> Gobetti (Piero), *Scritti politici, op. cit.*, p. 267 : à propos de l'ouvrage de Gregorio Nofri et Fernando Pozzani, préfacé par Filippo Turati. Voir : Nofri (Gregorio), Pozzani (Fernando), *La Russia com'è*, Florence, Bemporad, 1921.

<sup>169</sup> Gobetti (Piero), « Il liberalismo di L. Einaudi », *La Rivoluzione Liberale*, 23 avril 1922, dans Id., *Scritti politici, op. cit.*, p. 335.

<sup>170</sup> Gobetti (Piero), *La Rivoluzione Liberale. Saggio sulla lotta politica in Italia*, Alessandrone Perona (Ersilia, éd.), Turin, Einaudi, 1995, p. 5 : « la volonté de transformer les préoccupations culturelles en préoccupations civiques ».

<sup>171</sup> Gobetti (Piero), « Le letture del popolo », *La Rivoluzione Liberale*, 12 février 1922.

analyse de la politisation du peuple, contrairement à ce que l'on a pu écrire par ailleurs<sup>172</sup> : elle repose entièrement sur les principes marxistes de la lutte des classes<sup>173</sup> et l'élaboration critique d'un savoir, d'une culture qui est inséparable d'une sensibilité et d'une *praxis* sociale.

Cette adhésion tardive au marxisme et sa conception agonistique du champ politique l'éloignent un peu plus de Gaetano Salvemini. En n'ayant cessé de croire à une possible réforme du libéralisme italien, celui-ci ne pouvait se représenter d'autre forme d'engagement qu'un « messianisme culturel », incapable de relever une démocratie déjà trop malade et corrompue. L'héritage intellectuel de Salvemini est donc scindé en deux portraits contradictoires :

Comment ne pas préférer la première phase de sa lutte contre le socialisme étatique – quand Salvemini se préoccupait uniquement d'éviter qu'une aristocratie ne devienne une oligarchie, en se laissant absorbée par les règles du ministérialisme et, qu'en conséquence, les moyens de lutte du parti et l'unité de la classe ouvrière n'en viennent à se désagréger – ; tandis qu'ensuite, il rabaissa ses récriminations à une question justice ? Aucun doute que cette voie-là fût la seule menant à une action politique qui ne soit ni illusoire ni factice ; car elle satisfaisait aux exigences tactiques d'une harmonisation nécessaire entre les cadences de l'avant-garde et du gros des troupes, et instaurait des garde-fous salutaires contre la formation de médiocrités qui prendraient la place des véritables élites ouvrières. En y renonçant, Salvemini troquait Marx et Cattaneo contre la démocratie. [...] En fait, son tort avait été de ne pas adopter de position révolutionnaire décisive contre le révolutionnarisme, objet de sa lutte et de sa critique ; là se trouve être l'impasse de son régionalisme et de son libéralisme. L'octroi du suffrage universel et de la proportionnelle a été ses défaites irrémédiables. [...] Conçue à la Chambre des députés, sa campagne aux accents moralisateurs et éducateurs avait un goût d'ironie, et perdait de son charme et de sa puissance<sup>174</sup>.

<sup>172</sup> Frétygné (Jean-Yves), « Les intellectuels italiens et la politisation de leur peuple (de l'Unité aux années 1930) », *Raisons politiques*, 2003/4, n° 12, p. 155.

<sup>173</sup> Gobetti (Piero), « Democrazia », *La Rivoluzione Liberale*, 13 mai 1924.

<sup>174</sup> « Come non preferire la prima fase della lotta contro il socialismo di stato quando in questa Salvemini è interamente preoccupato dal pensiero di evitare che le aristocrazie diventando oligarchie siano assorbite dal ministerialismo e ne vengano così disgregati gli strumenti di lotta del partito operaio e la stessa unità della classe : mentre in seguito riduce tutte le sue lagnanze a una questione di giustizia ? Nessun dubbio che fosse quella veramente la via maestra per un'azione politica non fittizia; in quanto soddisfaceva le necessità tattiche di coordinare la marcia delle avanguardie con quella del grosso dell'esercito e poneva le precauzioni più evidenti per impedire la formazione di mediocrazie al posto delle vere élites operaie. Rinunciandovi, Salvemini passava da Marx e da Cattaneo alla democrazia. Il motivo più valido del suo apostolato rimase la sua posizione concretamente unitaria di fronte al problema meridionale; una posizione di franco liberismo nonostante certi spunti platonici di propaganda educativa. In realtà il Salvemini ebbe il torto di non elaborare la sua critica al rivoluzionarismo in una decisa posizione rivoluzionaria; questo è il punto morto del suo regionalismo e del suo liberismo. La concessione del suffragio universale e della proporzionale furono la sua sconfitta irreparabile. Il suo moralismo istintivo poteva rimanere rigoroso sinché gli toccò la parte di vittima. Fatta alla Camera dei Deputati, la sua campagna epuratrice ed educativa ha un sapore di ironia e manca del suo fascino centrale. », dans Gobetti (Piero), « La nostra cultura politica », art. cité.

Ainsi l'avènement du fascisme, pour autant qu'il soit le signe, chez Gaetano Salvemini comme chez Piero Gobetti, des insuffisances politiques et culturelles d'une nation, du manque d'éducation de sa classe dirigeante et de ses citoyens, engage diversement<sup>175</sup>, l'existence de ces deux personnalités, et donc une certaine conception de l'action et un sens singulier de leur responsabilité.

### *Carlo Rosselli et l'idée d'un « libéralisme socialiste »*

Quand Gobetti répudie presque son ancien maître, Carlo Rosselli est encore en recherche du sien, de Florence à Turin en passant par Milan<sup>176</sup>. Entre cheminements intellectuels et rencontres humaines, cette période de la biographie de Rosselli correspond enfin à la réouverture du « Cercle de culture ». Indécis quant à la voie sur laquelle s'engager<sup>177</sup>, l'étudiant se dit également « agité »<sup>178</sup> par les événements politiques, soucieux toujours d'élargir son regard au reste de l'Europe, et notamment à l'Angleterre. De fait, nous l'avons rappelé, la fondation du « Cercle de culture » correspond au moment où l'Italie et le reste des pays industriels affrontent une crise sociale de nature à fragiliser et menacer l'existence et le fonctionnement de leurs institutions. On a détaillé plus haut les formes prises par cette contestation dans la Péninsule, mais des nations aussi puissantes économiquement et politiquement que l'Angleterre ont été aussi en proie à des difficultés qui, sans être inédites dans leur fondement, le furent par leur dimension et leur intensité. La crise du système libéral et l'appel à un « nouveau libéralisme » étaient, dans ce pays, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un des thèmes les plus constants de la réflexion intellectuelle, loin d'être limité à la seule critique socialiste.<sup>179</sup>

<sup>175</sup> Quagliariello (Gaetano), *Gaetano Salvemini, op. cit.*, p. 103-147.

<sup>176</sup> Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia sociale moderna, op. cit.*, p. 99.

<sup>177</sup> Lettre de Carlo Rosselli à sa mère, du 23 février 1923, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 147.

<sup>178</sup> Lettre du 28 février 1923, dans *Ibid.*, p. 149.

<sup>179</sup> Si les progrès accomplis dans les consciences par l'idéologie socialiste sont supposés contredire la suprématie du libéralisme, ce ne peut être par simple substitution d'un idéal par un autre, mais parce que le libéralisme, en se transformant, s'accomplit dans des valeurs nouvelles, sortant sans cesse des limites étroites de son système. Mais il ne saurait passer de sa forme classique à un nouveau paradigme sans un changement de plan, qu'aucun philosophe ne sut mieux théoriser ni concevoir que John Stuart Mill, au point que l'auteur du livre *On Liberty*, né en 1806, exerça une influence cruciale dans le développement de ce « nouveau » libéralisme au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Voir : Audard (Catherine), « Le « nouveau » libéralisme », *L'Economie politique*, 2009/4, n° 44, p. 6-27 : « De force politique, le libéralisme se transforme en une force intellectuelle et morale sans commune mesure avec sa représentation politique. [...] Ce renouveau est animé par des théoriciens, essayistes ou universitaires, qui vont être parfois également des hommes politiques, mais qui, dans l'ensemble, demeurent dans l'opposition, fidèles à la fonction critique du libéralisme. »

Nous avons jusque-là considéré surtout les interrogations et les pensées qui traversent Rosselli au début des années vingt ; autrement dit, d'un homme qui, revenu du front, a pris peu à peu conscience de l'événement et tenta de définir sa personne et son engagement politique au sein des institutions et des problèmes nouveaux. De cette période, celle entre 1918 et 1922, on ne peut dire à première vue qu'elle ait été marquée dans son parcours par de profonds changements d'orientation politique ; elle le fut surtout par un surcroît important de connaissances. À l'Institut Cesare Alfieri, d'abord, il étudia l'histoire et les tendances contemporaines du syndicalisme ; sous la direction du professeur Riccardo Dalla Volta<sup>180</sup>, Rosselli découvre le travaillisme britannique et la société fabienne, deux traditions sociales-démocrates non marxistes<sup>181</sup>. C'est ensuite à Sienne, de 1921 à 1923, dans l'une des plus importantes facultés d'économie de la Péninsule, qu'il poursuit ses recherches sur l'organisation du travail et entame des réflexions sur les rapports entre libéralisme et syndicalisme. Or, Carlo Rosselli n'ignore évidemment pas la centralité de ces problématiques à l'époque<sup>182</sup>. Ce parcours a largement été documenté. Ayant débuté la rédaction d'une seconde thèse sur le syndicalisme<sup>183</sup>, il se déplace à Turin en 1922, puis à Gênes l'année suivante<sup>184</sup> ; il resta pendant cette période sur des positions hésitantes, qui étaient celles d'un étudiant de vingt-deux ans à la recherche d'une voie médiane entre plusieurs tendances contradictoires : consacré pleinement à ses devoirs académiques, et cependant de plus en plus affirmé dans ses convictions

<sup>180</sup> Président de la faculté d'économie et de commerce de Florence, professeur d'économie politique, Riccardo Dalla Volta était un économiste influencé par l'école classique mais toutefois sensible, dans ses recherches, aux questions en relation aux problèmes du travail. Il est l'auteur de plusieurs essais : *Le forme del salario* (1893), *I problemi dell'organizzazione de lavoro* (1903). Ciuffoletti (Zefiro), « Carlo Rosselli economista "eretico", oltre il marxismo e il liberismo », dans Rosselli (Carlo), *Pagine scelte di economia*, De Ruggiero (Antonio, éd.), Visciola (Simone, éd.), Florence, Fondazione Spadolini–Nuova Antologia : Le Monnier, 2010.

<sup>181</sup> De manière générale, Rosselli, en s'intéressant aux derniers développements de la pensée économique moderne, à savoir aux écoles marginalistes et néoclassiques, se montre plus sensible aux mouvements socialistes et syndicalistes qui prennent pour point de départ de leur action la révision et la critique du marxisme, comme par exemple les théoriciens syndicalistes révolutionnaires, Enrico Leone et Arturo Labriola. Une copie de la thèse de Rosselli, datée de juillet 1921, est conservée à l'Institut historique de la Résistance en Toscane, à Florence.

<sup>182</sup> Cette période se signale en effet par une forte croissance du mouvement syndical, l'émergence d'idées nouvelles et de théories modernes qui convergent en partie dans le mouvement des faisceaux, devenu le parti national fasciste en 1921. Parallèlement à ces reconversions et réajustements politiques, le socialisme tend à se diviser, avec le départ du parti de ses personnalités dites « réformistes », Bonomi et Bissolati dès 1912, puis Turati en 1921.

<sup>183</sup> Sa seconde thèse, intitulée *Prime linee di una teoria economica del sindacalismo*, soutenue en 1923, comprend dans sa bibliographie de nombreuses références à la littérature anglo-saxonne sur le sujet.

<sup>184</sup> À Turin, Gaetano Salvemini le recommande auprès des économistes Luigi Einaudi, Pasquale Jannaccone et Achille Loria. À Gênes, il rencontre Attilio Cabiati, également en relation avec Luigi Einaudi. Sympathisant socialiste, non marxiste, Cabiati enseignait à l'Institut supérieur de Commerce et à l'université Bocconi de Milan. Il s'intéressait, comme Rosselli, au syndicalisme ouvrier et connaissait alors les débats suscités, en Angleterre, par les propositions et les théories de l'école keynésienne.

socialistes et certainement aussi antifascistes<sup>185</sup> ; répudiant la violence et cherchant à réconcilier le socialisme avec la « méthode réformiste » sans ignorer la légitimité de l'action révolutionnaire :

Nous croyons fermement à la victoire du socialisme réformiste, et par conséquent du syndicalisme réformiste ; sans pour autant dénier la valeur de la méthode révolutionnaire. Elle peut s'avérer juste et nécessaire dans certains contextes, comme moyen de parvenir à une fin ; ainsi de la Russie, où la transition violente s'imposait<sup>186</sup>.

Devant les événements italiens, ses convictions sont cependant moins fermes : le mouvement ouvrier d'occupation des lieux de travail de 1920 lui parut allait contre la nécessité d'une action coordonnée du mouvement syndical, mais ses réflexions mettent en balance la confiance dans l'action directe des masses et le refus de l'anarchie<sup>187</sup>. Aux ordinovistes, dont il ne connaît au demeurant que fort peu de choses<sup>188</sup>, il préférait les auteurs du *Guild socialism*<sup>189</sup>, dont les thèses lui apparaissent davantage cohérentes avec le système démocratique et la méthode réformiste.

Cependant Rosselli s'éloignait de plus en plus des idées classiques du libéralisme d'une part, et des dogmes socialistes de l'autre. Le coup d'État fasciste ayant mis fin, par la voie anticonstitutionnelle, à la paralysie du Parlement, Rosselli crut pourtant qu'une solution libérale à la crise était encore possible et que celle-ci tenait à la conclusion d'une alliance rassemblant les libéraux, les socialistes et les populaires<sup>190</sup>, mais il constata bientôt combien un tel projet était, en l'état des opinions, irréalisable. En 1923, dans deux articles aux titres aussi ambitieux

<sup>185</sup> Son premier biographe, Aldo Garosci, rapporte une anecdote qui concerne Rosselli spectateur, au sein de l'Institut Alfieri de Florence, des menaces que proféra Italo Balbo contre son professeur de droit international qui avait recalé le futur *quadrumvir* de la « marche sur Rome » à son examen. Rosselli raconta lui-même l'affaire dans un éditorial de 1935. Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 1, p. 33 ; Rosselli (Carlo), « L'esame di Ginevra », *Giustizia e Libertà*, 9 août 1935.

<sup>186</sup> « Noi crediamo fermamente nella vittoria del socialismo a metodo riformista, e di conseguenza del sindacalismo riformista. Con ciò peraltro non neghiamo senz'altro qualunque valore del metodo rivoluzionario : esso può presentarsi necessario in determinati periodi storici come mezzo per raggiungere un fine ; ad esempio non crediamo che la Russia avrebbe potuto fare a meno di compiere la rivoluzione, il trapasso violento. ». Voir : Bagnoli (Paolo), « Liberalismo, socialismo e marxismo nel pensiero politico di Carlo Rosselli », dans Bechelloni (Antonio, dir.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, Milan, FrancoAngeli, 2001, p. 29-37.

<sup>187</sup> Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia moderna, op. cit.*, p. 55.

<sup>188</sup> On peut à ce titre remarquer l'absence d'exemplaires du journal fondé par Gramsci parmi les collections du « *Circolo di cultura* ».

<sup>189</sup> Pour une étude de la pensée économique de Carlo Rosselli, et en particulier de l'influence de la culture britannique : Mastellone (Carlo), *Carlo Rosselli e « La rivoluzione liberale del socialismo » : con scritti e documenti inediti*, Florence, L.S. Olschki, 1999.

<sup>190</sup> Lettre de Rosselli à Novello Papafava, dans ACS, MI, DGPS, AGR (1903-1940), b. 501. Voir : Rossini (Giuseppe, dir.), *Il delitto Matteotti : tra il Viminale e l'Aventino, dagli atti del processo De Bono davanti all'Alta Corte di giustizia*, Bologne, Il Mulino, 1966, p. 129-130.

que polémiques<sup>191</sup>, il dénonça les incohérences de ceux qui déclaraient que le libéralisme se confondait avec la doctrine des économistes dits « libéristes »<sup>192</sup>, pour qui les règles de la concurrence, de l'entreprise et du marché libres étaient la condition absolue du bien public. Luigi Einaudi réagit immédiatement à ces critiques et la discussion qui s'ensuit montre le dissensus profond qui sépare Rosselli de la droite libérale. Avec les socialistes, la rupture, sans être consommée, s'annonçait déjà : l'utilité de l'action syndicale, le thème de la « lutte des classes » le rapproche pourtant objectivement du mouvement ouvrier, mais ses thèses s'inscrivent dans une théorie du progrès social qui s'accommode du capitalisme plutôt que d'envisager, comme horizon à son action, l'avènement d'une société inspirée par des principes marxistes. À partir de là, il suffit à Rosselli de démontrer que le socialisme n'était pas la conclusion logique ni nécessaire de l'individualisme libéral, mais plutôt qu'il devait en être l'héritier<sup>193</sup>.

Les étapes par lesquelles Rosselli, entre 1923 et 1924, en vint à professer un « libéralisme socialiste » sont connues. Ce furent : en juillet 1923, un premier article paru dans *La Critica sociale*, où il défend l'idée d'un parti socialiste, libéral et démocratique, pour renforcer l'opposition politique face au fascisme ; peu après, une sévère critique du marxisme orthodoxe et de la « paralysie intellectuelle » dans laquelle les socialistes italiens s'étaient enfoncés depuis quinze ans. Enfin, l'année suivante, à quelques semaines d'élections remportées très largement par la liste fasciste, un développement plus détaillé de ses propos publiés en 1923, mais cette fois dans la revue de Piero Gobetti, *La Rivoluzione Liberale*. On comprend que le raisonnement entamé par Rosselli procède d'une évaluation conjoncturelle de la vie politique italienne, entièrement conditionnée à cette époque par la crise du parti national fasciste et le débat entre révolutionnaires et « révisionnistes »<sup>194</sup>. L'affrontement de ces deux tendances contradictoires est motivé par la nature des relations entre le fascisme d'une part et les institutions de l'autre, à savoir la couronne et le parlement. Placé à la direction du gouvernement et de l'État, le parti de

<sup>191</sup> Rosselli (Carlo), « Per la storia della logica. Economia liberale e movimento operaio », *La Rivoluzione Liberale*, 15 mars 1923 ; Id., « Contraddizioni liberiste », *La Rivoluzione Liberale*, 24 avril 1923, dans Rosselli (Carlo), *Pagine scelte di economia*, op. cit., p. 45-54.

<sup>192</sup> Outre les auteurs anglo-saxons, grands théoriciens progressistes du New Liberalism (G. D. H. Cole, les époux Webb, J. Ramsay MacDonald, B. Russell, etc.), Rosselli est influencé par Rodolfo Mondolfo, ainsi que par d'autres intellectuels socialistes aussi séduits que lui par le travaillisme britannique, tels que Nino Levi, Alessandro Schiavi, Enrico Sereni, Piero Sraffa. Mastellone (Salvo), *Carlo Rosselli e « La rivoluzione liberale del socialismo »*, op. cit., p. 21-36.

<sup>193</sup> Bien que ce soit, à nouveau, avec un représentant du parti libéral qu'il engage le débat sur ces considérations, comme le montre sa correspondance avec Eugenio Artom, très bien étudiée par Nicola Tranfaglia. Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia moderna*, op. cit., p. 85-97.

<sup>194</sup> De Felice (Renzo), *Mussolini il fascista*, vol. 1, 1921-1925 : *La conquista del potere*, op. cit., p. 460.

Mussolini, qui ne fait pourtant pas mystère de son antilibéralisme, est perçu par certains intellectuels comme une réaction nécessaire face à la menace de désordre et contre l'installation de l'anarchie<sup>195</sup>. Ceux-ci, comme par exemple Croce, invoquent alors, pour le fascisme, le droit de la force et le privilège de l'histoire.

Les libéraux rejetaient avant tout l'idée d'un gouvernement absolu du fascisme. Attachés au statut albertin, leur doctrine de la liberté politique se trouvait tout entière dans le maintien des institutions constitutionnelles ; aussi ils en déduisaient que le fascisme ne faisait pas obstacle à la liberté dès lors que son chef, Mussolini, acceptait de négocier avec la classe dirigeante. L'idée de liberté, après le coup de force de 1922, avait donc été compromise. Une théorie politique du libéralisme identifiée à quelques principes économiques et au respect de l'ordre social, servait à légitimer et « normaliser » une dictature. Il était par conséquent urgent de démontrer que le libéralisme pût être autre chose que le nom d'un constitutionnalisme étroit.

Carlo Rosselli tenta de faire cette démonstration. La philosophie du libéralisme s'étant surtout formulée en Italie entre 1850 et le début du XX<sup>e</sup> siècle, soit essentiellement pendant le *Risorgimento*, une période où remontaient aussi les sources de son socialisme<sup>196</sup>, il voulait réconcilier ces deux traditions de pensée politique :

Pour beaucoup, les deux affirmations suivantes selon lesquelles le socialisme s'inscrirait dans le développement logique du libéralisme, et que les socialistes seraient les héritiers légitimes de la doctrine libérale, résonnent comme des vérités anciennes et désormais dépassées<sup>197</sup>.

Il pensa d'abord pouvoir expliquer l'inclination dogmatique, sectaire et donc « illibérale » du socialisme par une erreur de jugement qu'il essaya de rectifier. Il constata que l'analyse dite marxiste de l'histoire avait été pour les membres du Parti socialiste la raison de leur incapacité à comprendre les événements récents et surtout à agir dans le contexte de crise politique et

<sup>195</sup> Un sentiment que résumait très bien, d'un côté, un intellectuel comme Benedetto Croce, dans *Il Giornale d'Italia* comme un éditorialiste populaire, tel que Roberto Sabatino Lopez, sur *L'Illustrazione italiana* ; le premier estimant que personne, en novembre 1923, ne pouvait souhaiter de changement politique pour l'Italie, et le second, grandiloquent lorsqu'il évoque Mussolini : « Le peuple l'acclame, le glorifie, l'exalte comme son bienfaiteur [...]. Jamais personne en Italie n'a joui comme lui d'autant de faveur populaire. », dans Pini (Giorgio), Susmel (Duilio), *Mussolini l'uomo e l'opera. Dal fascismo alla dittatura (1919-1925)*, Florence, La Fenice, 1954, p. 334. Sur Benedetto Croce, voir : Colarizi (Simona), *I Democratici all'opposizione : Giovanni Amendola e l'Unione nazionale (1922-1926)*, Bologne, Il Mulino, 1973, p. 74 ; Colapietra (Raffaele), *Benedetto Croce e la politica italiana*, Bari, Ed. del Centro Librario, 1969.

<sup>196</sup> Toujours en se référant à Mazzini, qui compte beaucoup plus dans la formation intellectuelle et politique de Carlo Rosselli que d'autres figures contemporaines, comme Marx, pourtant mieux identifiées et associées à l'histoire du mouvement ouvrier.

<sup>197</sup> « Per molti sa ormai di vecchio e di stantio l'affermazione essere il socialismo il logico sviluppo del liberalismo, i socialisti gli eredi legittimi e necessari di quella funzione liberale che spettò nel secolo passato ai patrioti del Risorgimento. », dans Rosselli (Carlo), « Liberalismo socialista », *Critica sociale*, 1-15 juillet 1923.



sociale de l'après-guerre, et crut que leur défaite face au volontarisme mussolinien puis à l'offensive fasciste était née de leur soumission totale aux dogmes marxistes. Contre cette tradition de culture politique, il affirma le besoin d'ouvrir le nouveau parti unitaire<sup>198</sup> à la méthode et à « l'état d'esprit » libéral ; il en appela à un libéralisme intellectuel et moral, car tout tenait selon lui à la capacité intentionnelle de mettre en route quelque chose de nouveau :

Un effort supplémentaire, qui implique un changement de cap décisif dans un sens franchement libéral, et nous pourrons enfin nous montrer confiants devant les possibilités que nous offre un avenir pas trop lointain [...] Je crois aujourd'hui que les capacités qu'a le socialisme de se renouveler se trouvent très étroitement liées à l'atmosphère de liberté intellectuelle que l'on fera régner au sein du parti. On parle donc ici d'un problème de *liberté*, c'est-à-dire de *triomphe* de la *méthode libérale*, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti socialiste<sup>199</sup>.

Ce qui ramène à la question que Rosselli et d'autres intellectuels libéraux estiment décisive<sup>200</sup> : en quoi l'idée de liberté, associée à la pensée libérale, constitue-t-elle un patrimoine idéologique essentiel à l'action des partis politiques au début du XXème siècle et comment interpréter et recueillir cet héritage, à la fois intellectuel et éthique ? Avec le sérieux et la résolution qui font le prix de ses articles, Rosselli remarque :

Il n'est plus possible d'avoir un programme précis et préétabli. Il faut désormais savoir adapter son action aux circonstances et surtout à un monde qui, depuis le XIXe siècle, ne cesse de se transformer. Il est donc nécessaire de jeter les vieux bagages dogmatiques qui pèsent inutilement sur [s]es épaules et encombrant le chemin [du parti socialiste]<sup>201</sup>.

Le libéralisme, moins qu'un ensemble de principes et de normes qui sont représentatives d'un certain ordre social et politique, est d'abord une posture intellectuelle, assise sur une éthique double, de conviction et d'autonomie d'une part, et de tolérance d'autre part :

<sup>198</sup> Le Parti socialiste unitaire, parti social-démocrate fondé en novembre 1922 par Filippo Turati, Claudio Treves, Giuseppe Modigliani et Giacomo Matteotti.

<sup>199</sup> « Ancora uno sforzo, un deciso mutamento di rotta in senso schiettamente liberale, e si potrà confidare nelle possibilità di un domani non lontano. [...] Ora io ritengo che le possibilità revisionistiche siano in relazione strettissima coll'atmosfera di libertà intellettuale in seno al partito. Si tratta pur sempre di un problema di libertà, del trionfo cioè del metodo liberale, sì all'interno che all'esterno del partito. », dans Rosselli (Carlo), « La crisi intellettuale del Partito socialista », *Critica sociale*, 1-15 novembre 1923.

<sup>200</sup> Les écrits de Carlo Rosselli de cette époque s'insèrent ainsi dans un débat qui, dans les pages de la revue gobettienne *La Rivoluzione Liberale*, implique d'autres part Novello Papafava, Augusto Monti, Riccardo Bauer et Piero Gobetti lui-même.

<sup>201</sup> « Non è più possibile avere un programma preciso, preordinato. Solo per grandi linee si può delineare la meta, anzi una meta, una tappa. Occorre adattarsi alle circostanze e soprattutto a un mondo che dal XIX secolo in qua è in continua vertiginosa trasformazioni. Occorre gettar via il vecchio bagaglio dogmatico che pesa inutilmente sulle spalle e impaccia il cammino, e adeguarsi all'esperienza. », dans Rosselli (Carlo), « Liberalismo socialista », *La Rivoluzione Liberale*, 15 juillet 1924.

Il me semble qu'en pratique comme en théorie, un idéal d'autonomie et de liberté pourrait et devrait guider l'action des socialistes<sup>202</sup>.

On s'est beaucoup interrogé sur les mobiles profonds de Rosselli et ce qui le distinguait d'autres approches similaires<sup>203</sup>. Il y eut en effet des discussions animées à cette époque autour du révisionnisme marxiste ; aussi le constat sur la crise intellectuelle de l'idéologie socialiste ne surprenait personne. Mais ce qu'il manqua à Rosselli lors de ces polémiques pour réorienter l'action des réformistes, ce n'est pas une connaissance plus aboutie du marxisme<sup>204</sup> ; c'est ce à quoi il avait attaché depuis quatre ans sa pensée : la découverte d'une éthique de l'action selon l'idéal socialiste, et conforme au cadre posé par la philosophie libérale. En se gardant de toute sorte de réduction, considérant l'un et l'autre comme un système de valeurs capable de former un héritage permanent pour l'avenir, il reste encore incapable d'inventer une pratique politique nouvelle qui tienne compte de son évolution intellectuelle :

Aujourd'hui [...] que la dictature est instaurée, la situation ne semble cependant pas si différente de ce qu'elle était [à la fin du siècle dernier] : après une décennie d'égarement, le moment est venu pour le Parti Socialiste Unitaire de redevenir le défenseur des exigences fondamentales et irrépressibles d'un peuple qui aime à se dire civil, et de se montrer le digne héritier de la pensée libérale, qui doit maintenant être placée au sommet de nos aspirations<sup>205</sup>.

### ***De la quête de l'idéal à l'engagement antifasciste : réflexion sur les buts et les fondements éthiques du politique***

Pour Rosselli, les dilemmes du libéralisme résultaient de sa position critique entre deux absolutismes modernes. À un pôle du champ politique des radicalités, l'autorité revendiquée par le fascisme et l'ambition de soumettre l'individu au contrôle absolu d'un ordre arbitraire ; à l'autre, les exégètes de la philosophie matérialiste et de Marx, et la justification du recours à la violence impliquée dans leur doctrine pour atteindre un idéal égalitaire et démocratique. Dans

<sup>202</sup> *Ibid.* : « In breve mi sembra che, sia in pratica come in teoria, dovebe e potrebbe essere di guida ai socialisti un ideale di autonomia e di libertà. Si deve procedere non dall'alto al basso, non dal centro alla periferia, ma all'inverso. Il socialismo in tutti i suoi aspetti non ha da essere frutto di imposizione, ma di conquista, anzi di autoconquista ; deve essere una creazione autonoma delle classi operaie. »

<sup>203</sup> Colarizi (Simona), *I Democratici all'opposizione : Giovanni Amendola e l'Unione nazioanle (1922-1926)*, *op. cit.*, p. 180 sqq.

<sup>204</sup> Sur ce point : Tranfaglia (Nicola), « Rosselli e l'Aventino : l'eredità di Matteotti », *Il Movimento di Liberazione in Italia*, Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia, XX, n° 92, juillet-septembre 1968, p. 3-5.

<sup>205</sup> « Oggi, mutati ed amplificati i termini, a dittatura instaurata, la situazione non appare grandemente diversa : dopo un periodo di smarrimento decennale è suonata l'ora per il Partito Socialista Unitario di farsi vindice ancora una volta delle fondamentali ed insopprimibili esigenze di un popolo che ami dirsi civile, di mostrarsi cioè degno depositario della concreta funzione liberale, che deve stare oggi al sommo delle nostre aspirazioni. » dans Rosselli (Carlo), « Liberalismo socialista », art. cité.

de telles conditions, la pensée libérale devait chercher sa voie hors de ces deux tendances contraires. Mais pour s'affirmer contre des influences aussi dogmatiques et absolues, le libéralisme ne pouvait plus se concevoir comme la « théorie du *juste milieu* » et du système politique assimilé à cette idée. Sous les ambiguïtés d'une position encore mal définie, se développe finalement une tentative de synthèse non aboutie, où les aspirations égalitaires et autonomistes tendent à se rejoindre.

La découverte du travaillisme lui sert de fondement pour élaborer sa théorie politique des méthodes de la liberté et du progrès social qu'il croit pouvoir réunir dans le gouvernement représentatif. Dans l'esprit de Rosselli, la tradition parlementaire permet en effet d'atteindre les ambitions posées par la tradition démocratique, sans s'y opposer<sup>206</sup> ; en cherchant à atteindre le concours le plus large de la société dans une recherche commune des moyens pratiques lui permettant d'approcher des idéaux qu'aucun pouvoir ne saurait incarner définitivement. En sorte que les principes d'action sur lesquels reposent la tradition parlementaire – l'affrontement des idées et la libre discussion – restent pour lui inséparables de la dimension inclusive, épistémique et éthique d'une communauté politique<sup>207</sup>. Il y a ici une parenté évidente avec les convictions de John Stuart Mill, sans compter l'influence de Giuseppe Mazzini<sup>208</sup>. Chez l'un comme chez l'autre, Rosselli retrouve l'idée que la démocratie permet d'affirmer le caractère moral des masses, et *in fine* leur émancipation. On ajoutera que c'est aussi l'attribut libéral des institutions qui est ainsi préservé voire augmenté puisque Rosselli conçoit essentiellement la liberté comme la capacité d'un individu à être autonome, à donner une finalité éthique à son action et définir une volonté qui ne lui est imposée par aucune autre autorité que ce soit<sup>209</sup>.

La pensée politique de Rosselli n'est cependant pas, dans le fond, une doctrine de la liberté ; si, en s'inspirant des idées de 1789, elle implique le respect des droits individuels contre l'absolutisme étatique et clérical, c'est essentiellement comme moyen d'atteindre d'autres valeurs. Cela le met à distance d'une conception plus traditionnelle et peut-être aussi plus conservatrice où la liberté, étant le principe et la fin du système politique, ne peut être subordonnée à aucun autre idéal. Rosselli, lui-même, répugne certes à l'idée d'instaurer un

<sup>206</sup> *Ibid.*

<sup>207</sup> Bagnoli (Paolo), « Liberalismo, socialismo e marxismo nel pensiero politico di Carlo Rosselli », dans Bechelloni (Antonio, dir.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, op. cit., p. 32.

<sup>208</sup> Sur l'influence de John Stuart Mill : Mastellone (Salvo), *Carlo Rosselli e « La rivoluzione liberale del socialismo » : con scritti e documenti inediti*, op. cit. ; pour Mazzini : La Puma (Leonardo), s. v., « Mazzinianesimo », dans *Dizionario del liberalismo italiano*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2011 ; Id., Giuseppe Mazzini *democratico e riformista europeo*, Florence, L.S. Olschki, 2008.

<sup>209</sup> Voir : Sbarberi (Franco), « L'utopia della libertà eguale nel pensiero di Carlo Rosselli », dans Bechelloni (Antonio, dir.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, op. cit., p. 37-57.

dogme social. Pourtant, on l'a vu, sa pensée est aussi fortement tentée par l'idée d'un ordre moral fondant le progrès tel qu'il l'entend. Il y a en effet chez lui la conviction que la politique tient davantage de la foi que d'une science, physique ou sociale ; mais peut-il réellement concilier sa vision de l'action politique avec un engagement socialiste et de quelle façon ; comment le progrès que l'on cherche à atteindre puisse dépendre de l'expérience et du vœu des hommes tout en résultant d'une vision morale du politique qui oblige d'une certaine façon à croire et à faire en vue de réaliser un certain ordre des choses ? Autrement dit, dans une telle conception de l'engagement, ce qui reste à définir c'est la façon dont se combinent, et dans quelle proportion, le libre examen intellectuel et la foi puisqu'il s'agit bien de « foi », bien que non soumise à un dogme particulier, religieux ou scientifique. Cette attitude peut apparaître ambiguë, confuse et paradoxale, parce qu'elle met là encore dans l'aporie celui qui y tient : en renonçant à sa foi pour satisfaire ce qu'elle exige dans son application, ou en la niant en cherchant à tout prix à la concrétiser.

La vision de Rosselli sur le « libéralisme socialiste » résultait seulement d'un écrit de jeunesse inabouti lorsque Riccardo Bauer<sup>210</sup> interrogea les incohérences idéologiques sur lesquelles Rosselli fondait son argumentation<sup>211</sup>. En particulier, la distinction entre la *méthode* et le *système* libéral :

Il est très clair qu'il est impossible de parler de méthode libérale, en la distinguant arbitrairement d'un système ou, mieux, d'une conception historiciste des formes sociales nées de la pensée libérale [...]. En reconnaissant toute sorte de mythes et en affirmant le droit d'initiative à toute forme d'expérience, le libéralisme se place en dehors de chacun d'eux et nie toutes les visions harmoniques qui en sont l'âme et la force ; il est la source des hérésies et donc toujours en opposition avec tout ce qui est ou espère devenir définitif. Voici ce qui le sépare du socialisme qui nous apparaît désormais, bien que s'inscrivant dans les limites de l'action démocratique, et soutenu par des démonstrations irréfutables résultant de la critique du présent [...], seulement comme l'expression d'aspirations sentimentales, comme un effort conscient porté vers un but sublime et comme tel, jugé et reconnu comme une réalité historique indépassable.<sup>212</sup>

<sup>210</sup> Nous renvoyons le lecteur à la notice bibliographique disponible dans la rubrique « Appendices ».

<sup>211</sup> En fait, Riccardo Bauer s'adressait à la fois à Rosselli et aux socialistes unitaires, comme il s'opposait aussi aux thèses que faisait publier Novello Papafava dans la revue de Gobetti sur la distinction entre la « méthode » et le « système » de la liberté, dont s'inspirait quant à lui Rosselli. Voir : Papafava (Novello), « Revisione liberale », *La Rivoluzione Liberale*, 22 mai, 29 mai, 12 juin, 19 juin 1923 ; Id., « Democrazia e liberalismo », *La Rivoluzione Liberale*, 28 juin 1925.

<sup>212</sup> « E' chiaro ad ogni modo che non è possibile parlare di un metodo liberale arbitrariamente distinguendolo dal sistema o meglio da quella concezione storicistica delle forme sociali che nasce dal pensiero liberale, che è

On voit comment, en repensant l'éthique libérale à l'intention des socialistes, Rosselli progresse, qu'il le veuille ou non, hors des limites reçues, dans des aspects de l'action politique volontairement ignorés du libéralisme traditionnel. Bauer songe davantage à la dimension métapolitique du libéralisme, qui en fait par certains côtés une doctrine négative et critique, n'en admettant par conséquent aucune autre. Il est plus averti ou perçoit mieux que Rosselli ne le fait le caractère abstrait et formel des règles qui doivent d'après lui régir les communications et les échanges entre les individus. Tel qu'il les entend en revanche, les principes du progrès et de justice sociale incarnent pour Rosselli, quoique sous une forme non programmatique ni déterministe, une certaine idée de l'organisation politique et sociale, et donc du consensus social à atteindre en vue de ces réformes<sup>213</sup>. Or, Bauer pense qu'il est impossible d'atteindre ce consensus sans exercer de contraintes sur les individus ; il accorde donc au marché, à la façon des libéraux classiques, un rôle fonctionnel de première importance dans l'échange et le maintien du lien social :

Pendant la phase de transition vers des réformes plus radicales [les classes capitalistes] seraient nécessairement, et cela en cohérence avec les prémisses de l'action socialiste, opprimées par une série de dispositions coercitives et contraignantes prévues en faveur des syndicats, et établies selon des plans d'application arbitraires, comme toutes celles qui découlent d'une volonté de nier le principe de libre concurrence, principe qui, nous le répétons, n'a jamais été entièrement appliqué dans l'histoire du libéralisme ; il est donc vain d'anticiper sur son échec pour le déclarer comme désormais caduc<sup>214</sup>.

Après tout, la préférence des socialistes pour les solutions politiques négociées, tolérantes et non violentes, n'en faisaient pas pour le moins des libéraux.

anzi tutto il pensiero liberale. Sostanzialmente il socialismo resta un movimento a base rivoluzionaria per necessità di cose dogmatico, intransigente e illiberale [...]. Il liberalismo riconoscendo ogni mito ed affermandone il diritto a tentare una propria esperienza, si pone fuori di ciascuno di essi e rinnega tutte le armonie che ne sono fondamento, anima e forza ; esso è suscitatore di eresie e perciò solo, in antitesi con tutto ciò che è o spera di divenire definitivo. Perciò appunto ad ogni passo si svelano i motivi della sua differenziazione dal socialismo anche se questo, ristretto nei limiti dell'azione democratica, appaia ora, sia pure sorretto dalle conclusioni in parte irrefutabili della critica del presente e nella pratica riformista aliena da ogni miracolismo, soltanto come espressione di aspirazioni sentimentali, come attesa, come sforzo cosciente verso una meta sublime e, come tale, venga valutato e riconosciuto quale insuperabile realtà storica. », dans Bauer (Riccardo), « Domande ai socialisti », *La Rivoluzione Liberale*, 24 juin 1924.

<sup>213</sup> Son idée d'un libéralisme socialiste repose en effet sur le respect, par les socialistes, des règles démocratiques dans l'intention de « persuader le plus grand nombre » à la nécessité des réformes, politiques et sociales.

<sup>214</sup> : « In un periodo di transizione verso più radicali riforme queste verrebbero necessariamente, in piena coerenza colle premesse dell'azione socialista, oppresse da una serie di disposizioni coattive e limitatrici fissate a favore dei sindacati secondo piani di realizzazione arbitrari come sono tutti quelli che nascono da una volontà negatrice del principio della libertà concorrenza, principio che, ripetiamo, non ha trovato nella storia integrale applicazione, per cui è vano dichiararne fondatamente il fallimento. », dans Bauer (Riccardo), « Domande ai socialisti », art. cité.

Si Rosselli est pourtant convaincu du contraire c'est en raison, non seulement de son expérience anglo-saxonne, mais aussi et surtout de l'influence sur les jeunes de cette époque d'attitudes populistes et radicales étrangères à sa propre culture politique. Dans une « Enquête sur la jeunesse » publiée dans le bimensuel de la Fédération des jeunes socialistes, *Libertà*, il décrit son désarroi face aux esprits exacerbés de l'après-guerre, encore nourris par un imaginaire fantasmé du conflit armé. Il éprouve à leur égard une altérité si profonde, si radicale – « nos principes, notre éducation, nos aspirations sont parfaitement antithétiques avec les leurs [...] c'est aussi notre vision de la vie qui est radicalement différente » – que son sentiment est celui « d'être un peu comme un étranger sur cette terre, presque membre d'un peuple différent, d'une race autre, d'une civilisation allogène.<sup>215</sup> » C'est lucide et amer qu'il observe le déclin des idéaux de sa génération parmi la jeunesse :

quand nous les voyons passer [...] dans le tumulte de leurs manifestations ou bien défilant à la façon des processions militaires ; quand nous les entendons crier et agiter les messages témoins de leurs... convictions, regroupés sur les camions lancés sur la route avec frénésie ; lorsque nous lisons leurs journaux, ou quand, lors de rares moments de calme serein, nous avons l'occasion d'échanger avec eux, nous comprenons alors que nous nous différencions d'eux à propos d'éléments qui sont pour nous fondamentaux<sup>216</sup>.

Est-ce le sentiment de classe qui se manifeste et jaillit en réaction violente contre l'hypothèse d'une révolution socialiste ? Les opinions extrêmes et l'allure provocante de ces jeunes s'expliqueraient en fait beaucoup plus par l'effet d'une mémoire falsifiée et déformée de la Grande Guerre, entretenant l'illusion maintenue pendant plus de quatre ans sur la grandeur politique et morale de la « violence, de la force, de la puissance ».

Salvemini avait énoncé, un peu avant Carlo Rosselli, une idée similaire. Dans un essai polémique<sup>217</sup>, il liait la supériorité des bandes armées fascistes à l'étiollement de la « conscience socialiste » parmi les bastions de la gauche italienne. La démonstration de l'historien se présentait cependant autrement que celle de Rosselli ; au lieu de se concentrer sur l'efficacité politique du style viril et violent des milices fascistes, elle évoquait surtout l'œuvre démoralisatrice des dirigeants socialistes eux-mêmes, et la distance qui séparait inévitablement

<sup>215</sup> « essere un po' stranieri su questa terra, quasi facenti parte di un popolo, di una razza, di una civiltà diversa. », dans Rosselli (Carlo), « Inchiesta sui giovani (Guerra e fascismo) », *Libertà*, 15 mai 1924.

<sup>216</sup> *Ibid.* : « quando li vediamo passare [...] nelle dimostrazioni tumultuose o negli ordinati militareschi cortei, quando li scorgiamo urtanti e agitanti gli strumenti della... convinzione sui camions lanciati a frenetica corsa, quando leggiamo i loro giornali, quando, nelle rare pause serene, ci è dato parlare con essi, sentiamo che ci differenziamo in qualche elemento fondamentale. »

<sup>217</sup> Salvemini (Gaetano), « Postscritto », dans Id., *Tendenze vecchie e necessità nuove del movimento operaio italiano : saggi critici, op. cit.*, p. XLV-XLVIII.

les motivations utilitaristes et les attentes des militants de l'idéal moral sur lequel le parti fondait dans le même temps son action. Aussi Salvemini était-il amené à insister, plus encore que Rosselli, sur le principe moral transcendant de tout engagement ; il le place dans le devoir de réforme et d'éducation politique des catégories modestes, et justifie la tolérance et la liberté, en tant que droits et garanties, par les insuffisances nécessaires de toute doctrine politique qui incline à la démagogie, comparée à la réflexion et à la discussion intellectuelle. Ce raisonnement, tout différent qu'il soit de celui de Rosselli, ne fait pourtant que développer un autre aspect de la même philosophie d'action. Leur socialisme se fonde aussi bien sur le sentiment du devoir et de la justice que sur la relativité des « vérités » politiques. En 1924, il affirme encore :

Je ne crois ni à la preuve scientifique du socialisme, ni à l'ambition de posséder la vérité absolue ; je n'ai aucunement l'intention de m'incliner devant ces dogmes, et n'entretiens pas l'illusion de détenir la clé de l'avenir. Si je suis socialiste, c'est pour un ensemble de principes et d'expériences, ma conviction tient de l'étude de l'évolution de mon environnement ; je suis socialiste par culture, par réaction à un certain ordre des choses, et aussi, je le dis avec force pour que m'entendent tous ces déterministes et marxistes rabougris, par foi et par sentiment<sup>218</sup>.

Dans cette conviction, la place laissée au doute et à la possibilité d'un échec est un stimulant à l'action en même temps qu'au respect des principes de tolérance :

Le doute, voilà le doute qui surgit, le relativisme et la critique qui s'affirment. Dans ce doute qui pousse avec force à l'action, dans ce relativisme qui conduit au respect de l'adversaire [...] se situe précisément le sentiment libéral du socialiste<sup>219</sup>.

Mais cette conviction, comme la foi dont elle est une forme accomplie, se raffermirait au contact d'autres théories et suite à l'examen constant du réel ; elle incarne dans le relatif et la critique l'absolu et l'intransigeance d'une certitude subjective d'autant plus solide et enracinée qu'elle cède les moyens par lesquels seront identifiées, critiquées et corrigées les erreurs de jugement.

<sup>218</sup> « Io non credo alla dimostrazione scientifica del socialismo ; non credo di possedere la verità assoluta ; non intendo inchinare la fronte a dogmi, non mi illudo di avere in tasca la chiave dell'avvenire. Sono socialista per un insieme di principî, di esperienze, per la convinzione tratta dallo studio dell'evoluzione dell'ambiente in cui vivo ; sono socialista per cultura, per reazione, ma anche, lo dico forte perché mi sentano certi assoluti deterministi o incartapecoriti marxisti, per fede e per sentimento. Non credo che il socialismo sarà e cge la classe lavoratrice si affermerà nella storia per la fatale evoluzione delle cose, volontà umana a parte. A chi mi parla codesto linguaggio replico con Sorel, e qui sta tutto il mio volontarismo : "il socialismo sarà ma potrebbe anche non essere". », dans Rosselli (Carlo), « Liberalismo socialista », art. cité.

<sup>219</sup> *Ibid.* : « Il dubbio, ecco il dubbio che sorge, ecco il relativismo che compare ; ecco la critica che si afferma. In questo dubbio che spinge prepotentemente all'azione, in questo relativismo che induce al rispetto degli avversari [...] sta appunto a mio parere lo stato d'animo liberale di un socialista. »

Cette analyse du sentiment libéral, avec son aboutissement socialiste, reste très identique à ce qu'on a déjà pu lire de Rosselli jusque-là ; mais, en fait, le caractère éthique de ses convictions socialistes acquiert son degré d'évidence si, au lieu de les comparer au mythe de la révolution bolchévique, on entend les mesurer aux principes de liberté et de démocratie. L'erreur des libéraux s'explique donc ; elle est à l'origine de leur compromission avec le fascisme, et même elle atteste la grandeur du combat engagé par les socialistes, car même si « le mythe propagé par les fascistes selon lequel ils auraient fait barrage au danger révolutionnaire, a pu mettre un terme à la première grande expérience du prolétariat italien », ces cinq années qui ont suivi la guerre

ont aussi appris une chose à la classe ouvrière, [que] la lutte contre la dictature fasciste conduira au respect et à l'attachement porté aux principes libéraux et démocratiques<sup>220</sup>.

La nouvelle de la disparition du député Giacomo Matteotti, dans les premiers jours du mois de juin, accrédite cette lecture des événements :

Je pense que c'est n'est pas un hasard si, cette fois, l'un des plus purs martyrs de l'idée libérale vient des rangs socialistes<sup>221</sup>.

L'éthique du courage incarnée dans un homme condamné, en politique, la rhétorique impuissante et aliénatrice mise en cause dans la radicalité impuissante du maximalisme. En 1924, soit deux ans après la marche sur Rome, elle condamne en outre les attitudes de compromis d'une partie de la classe politique avec les chemises noires. La doctrine politique de cette éthique se résume à l'idée de liberté tandis que son contraire renvoie à la faiblesse morale et intellectuelle des esprits aliénés et soumis à la manipulation d'un pouvoir arbitraire et sans contrôle.

Ce raisonnement fait écho à la pensée politique d'Alessandro Levi<sup>222</sup> mais aussi, à celle de Piero Gobetti ; depuis leur rencontre en 1923, les deux jeunes hommes s'apprécient et s'estiment mutuellement, partageant certaines convictions en commun, même si les éloignent aussi bien leur personnalité que leur éducation culturelle<sup>223</sup>. Pour l'un comme pour l'autre, c'est

<sup>220</sup> *Ibid.* : « [...] i cinque anni del dopoguerra debbono pure avere insegnato qualche cosa alla classe lavoratrice. E se il mito accreditato dal fascismo, di un fascismo cioè che avrebbe impedito la rivoluzione, può avere distrutto la prima grande esperienza del proletariato italiano, la lotta contro la dittatura fascista avrà indotto al rispetto e all'amore dei principî di libertà e di democrazia. »

<sup>221</sup> *Ibid.* : « Penso che non sia meno caso che proprio dalle file socialiste provenga questa volta uno dei martiri più puri della libertà : Giacomo Matteotti. »

<sup>222</sup> Levi (Alessandro), « Liberalismo come stato d'animo », *La Rivoluzione Liberale*, 5 juin 1923.

<sup>223</sup> Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia moderna*, *op. cit.*, p. 70-74 : la comparaison entre les parcours de formation politique et culturelle de Rosselli d'un côté, à ceux de Gobetti et de Gramsci de l'autre, font voir plus de divergences qu'une réelle proximité.



un enjeu de morale civique et d'état d'esprit, « d'instinct et de raison », qui motive l'engagement face au fascisme. La seule voie possible dans le contexte d'affirmation du pouvoir fasciste consiste pour eux dans un effort de réforme capable de concilier dans la liberté et la justice les droits politiques nouveaux reconnus aux catégories sociales longtemps tenues à l'écart des institutions et ce qui peut subsister du régime politique et économique né avec la tradition libérale. Cette intention refondatrice apparaît bien dans leur décision de rendre concret et tangible leur engagement, qui en rejoignant un parti nouveau synthétisant ces ambitions, et qui en constituant une organisation politique totalement indépendante du système parlementaire. Le réseau des « groupes de la *Rivoluzione Liberale* » se constitue ainsi à partir de l'été 1924, avec pour finalité de « créer une nouvelle classe dirigeante » et de promouvoir, auprès des différents partis, l'exigence d'un « renouveau démocratique ». Basés sur leur commun « rejet du fascisme et du mussolinisme », ces « groupes d'amis » se forment pratiquement de façon quasi-spontanée et informelle, essentiellement par le biais de la revue :

Ces organisations, lit-on dans un article de juillet 1924, doivent se constituer de façon la plus rapide possible : d'ici la fin de la semaine, nous souhaiterions que tous les amis qui sont capables de former un groupe dans leur ville nous écrivent pour que nous puissions les mettre en relation entre eux<sup>224</sup>.

Les premiers groupes à répondre à cet appel se trouvent à Turin, Milan, Ivree, Rome, puis à Bologne, Palerme, Naples, Faenza, Gênes. À Florence, on s'organise dès juillet, à l'initiative de Nello, au domicile même des Rosselli, *via Giusti*. Le 15 juillet 1924, une annonce est ainsi publiée dans la revue, signalant la convocation « des amis de Florence pour la réunion constitutive » de leur groupe « au siège du Circolo di cultura, Borgo SS, Apostoli 27 ».

Mais il persiste entre Carlo Rosselli et Piero Gobetti une contradiction, un doute, qui sont exprimés dans une série de lettres par Rosselli lui-même<sup>225</sup>. Ces hésitations et ces revirements trahissent chez lui, comme chez d'autres, une difficulté : tout se passe comme s'il ne pouvait se décider à choisir entre une réduction du politique à l'éthique, liant sa responsabilité individuelle

<sup>224</sup> « Queste organizzazioni devono formarsi nel modo più rapido possibile : in settimana noi vorremmo che tutti gli amici che sono in grado di costituire un gruppo nella loro città ci scrivessero perché ci sia possibile metterli in comunicazione con gli altri amici nostri del luogo. », dans « Gruppi di Rivoluzione Liberale », *La Rivoluzione Liberale*, 8 juillet 1924 et 15 juillet 1924.

<sup>225</sup> D'abord, entre la fin de 1923 et les premiers mois de 1924, il affirme qu'aucune solution légale n'est désormais plus envisageable ; avant de se raviser, dans les semaines qui suivent le délit Matteotti, où il redonne ses chances à une sortie de crise par la voie constitutionnelle et pacifique. Son optimisme est partagé à l'époque par Salvemini, avec qui il reste en étroite relation. Voir : Tranfaglia (Nicola), « Rosselli e l'Aventino : l'eredità di Matteotti », art. cité.

à un impératif moral catégorique<sup>226</sup>, et l'effort concret de réunir et d'organiser l'opposition qui le confirme dans un rôle de stratège aux dépens de sa morale disqualifiée<sup>227</sup>. Gobetti, bien avant Rosselli, en a été plus ou moins clairement conscient. Il pensa résoudre la difficulté en érigeant le cas de conscience comme une question de « style politique »<sup>228</sup>, qu'incarnait en quelque sorte la figure de Giacomo Matteotti, à travers laquelle s'effaçait toute distance entre l'éthique du sérieux, de la sincérité intellectuelle d'une part, et les mœurs de l'homme politique de l'autre :

En somme, le genre dans lequel le socialisme [italien] s'est le plus montré est celui du tribun plus que du politique, et il en a résulté une classe dirigeante composée d'avocats pénalistes plus que docteurs en droit, d'orateurs hypocrites, finissant toujours par se concilier par vanité et haine du politique. Ils formaient une classe qui se faisait fort d'assister le peuple, s'excusant ainsi de ne pas avoir le temps de lire et d'acquérir une véritable culture politique. Ils devaient sans cesse répondre aux lettres de leurs électeurs et se rendre dans les cafés pour échanger leurs sentiments et inventer des formules en cohérence avec les opinions de la majorité. Même après son élection, Matteotti répugna toujours à ces devoirs démagogiques ; il rejetait les considérations et tous les cas personnels qui ne soulevaient pas de problème d'injustice de portée générale<sup>229</sup>.

<sup>226</sup> Lettre à Amelia Rosselli du 15 septembre 1924 de Londres, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 216 : « Tu peux imaginer le sentiment que m'inspirent les dernières nouvelles d'Italie. Cela ne peut plus durer. Chaque mois qui passe sans qu'une solution définitive soit trouvée est un nouveau coup dur porté contre les espoirs d'une issue pacifique et constitutionnelle à cette crise [...]. Et pourtant, nous devons tenir bon même au prix de notre épuisement. Pour moi, c'est du moins un impératif moral. » (Traduction personnelle).

<sup>227</sup> Soit, Rosselli l'explique, ils continuent d'employer des moyens pacifiques, c'est-à-dire de la propagande écrite et orale mais demeurent impuissants ; soit il faut envisager de résoudre la question des moyens d'une lutte efficace contre le fascisme et, alors, Rosselli se rend bien compte lui-même du peu de chances des méthodes légales et donc non violentes. Et ce, dès début octobre où il prend la défense de Gobetti contre Giovanni Amendola et son frère, lors de l'affaire Carlo Delcroix. Le directeur de *La Rivoluzione Liberale* avait choqué l'opinion en citant l'ancien combattant au détour d'une phrase fustigeant « l'illusion » de ceux qui songeaient à « liquider le fascisme au moyen des petites combines parlementaires, avec l'État-major » ou « en comptant sur une révolte de types comme Delcroix » et autres « *aborti morali* ». Ancien combattant, Carlo Delcroix s'était vu une première fois retirer le titre d'invalidé de guerre, par le comité directeur de l'ANMIG de Florence, en 1921. Favorable à Mussolini, il se rapprocha dès 1919 de son nouveau mouvement, mais ses relations avec les fascistes, notamment en tant que représentant de la puissante Association des anciens combattants, restèrent longtemps ambiguës, sources de nombreuses polémiques. Voir : Tranfaglia (Nicola), « Rosselli e l'Aventino : l'eredità di Matteotti », art. cité, p. 8-9 ; sur Carlo Delcroix : Sabbatucci (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra, op. cit.*, p. 97 ; p. 368 ; p. 379.

<sup>228</sup> « Insistere su un distacco di coscienza e su una questione di dignità è nel nostro stile di politici. ». Voir : Gobetti (Piero), « Postilla », dans Burzio (Filippo), « Antifascismo etico », *La Rivoluzione Liberale*, 19 février 1924.

<sup>229</sup> « In realtà il tipo in cui si mostrò il nostro socialismo è più il tribuno che il politico, e ne venne una classe dirigente di avvocati penalisti, oratori facondi invece che dottori di diritto, accomodanti per vanità e per odio della politica. Formarono una specie di classe che esercitava professione di assistere il popolo e di "discutere la situazione" e perciò si scusava di non aver tempo di leggere libri e di farsi una cultura politica realistica. Dovevano rispondere alle lettere degli elettori e trovarsi a caffè per scambiarsi le impressioni e inventare nuove tendenze. Anche dopo che fu deputato, Matteotti repugnò sempre a questi compiti demagogici ; rifiutava le raccomandazioni e tutti i casi personali che non implicassero questioni generali di ingiustizia [...]. ». Voir : Gobetti (Piero), « Matteotti », dans Id., *Scritti politici, op. cit.*, p. 735.

Contre la facticité de la rhétorique, Matteotti, dans le portrait qu'en esquisse ici Gobetti, restitue à l'éloquence le langage de la vérité et des convictions. C'est d'ailleurs sous sa dimension éthique que l'antifascisme se revêt, dans l'esprit de Gobetti, d'une importante signification politique :

Et [on] reconnaît d'ores et déjà notre œuvre créatrice lorsqu'il est admis que notre antifascisme éthique sert à raffermir chez nos adversaires ce qui n'était qu'un sentiment inhumain, simplement bestial et barbare ; c'est ainsi que notre travail est surtout politique<sup>230</sup>.

<sup>230</sup> Gobetti (Piero), « Postilla », dans Burzio (Filippo), « Antifascismo etico », art. cité : « E già [...] ci riconosce compito demiurgico quando [si] ammette che il nostro antifascismo etico serve ad infrenare quel che negli avversari è di belluino ; ecco che anche la nostra è opera politica, o contraddittore disarmato. »

## Passer à l'action : de l'Arcadie politique à l'engagement militant

Entre le premier acte d'opposition spontané au fascisme et les débuts d'une mobilisation clandestine – non communiste ni dissidente du fascisme – il existe une sensible différence de signification et de portée. Si les principes moraux communs à ces deux formes de contestation sont inspirés par les valeurs démocratiques et les règles propres au régime des libertés civiles et politiques, il n'y a rien à attendre, pour ceux qui font le choix, progressivement, de la clandestinité, du pouvoir en place et de ses représentants. Depuis la disparition du député socialiste Matteotti, il apparaît manifeste que l'opposition légale se heurte, d'une part, à l'indifférence de la couronne, et de l'autre, aux méthodes répressives des chemises noires. Pour un certain nombre d'opposants au fascisme, il devient donc indispensable de dépasser les seules raisons de droit qui justifiaient par ailleurs leur combat, pour s'interroger sur les raisons de fait, celles qu'ils situaient aux sources de la défaite du camp démocrate.

Autour du mois de janvier 1925 et du tournant répressif assumé par le régime, ces incompatibilités logiques entre le niveau de fait et le niveau de droit s'éclaircirent en effet. Toute opposition étant déclarée incompatible avec la souveraineté totale du fascisme, « antifascisme », de même qu'« antinational », ne désignait plus, en politique qu'un vaste ensemble d'idées et de forces dont la propagande du nouveau régime vidait de toute consistance. Ainsi, l'étiquette de « libéral », le mot même de « démocratie » également, perdirent beaucoup de leur caractère légitime et fondamental, sinon de leur sens même ; ils ne signifiaient en effet rien de plus que ce que chacun souhaitait y mettre, avec, chez les fascistes, le projet de convaincre l'opinion du bien-fondé de son pouvoir, par le réemploi de principes abstraits dans une forme politique et historique moderne qu'ils se promettaient de devenir. Un des objets de la politique du régime, à cette date, fut de tirer parti, pour accroître son crédit dans la bourgeoisie libérale, l'opinion intellectuelle et dans les masses, des inquiétudes que les manifestations et les émeutes de l'après-guerre avaient inspirées, pour répondre aux revendications mêlées de restaurer la liberté et la démocratie dans l'ordre et le respect de l'autorité. Des opposants, à l'image de Carlo Rosselli, bien qu'ils aient souvent mal perçu cette

sympathie inédite autour du « régime », ont manifestement saisi l'immense contraste qui distingue, de leur point de vue, la veille et les lendemains de l'année 1925 :

Peut-être que nous, les premiers, ceux qui abandonneront tout pour un combat très difficile – parce que le peu qu'il nous est possible de réaliser, nous avons à le créer en surmontant l'apathie générale ; nous finirons par être dispersés, submergés. Mais c'est le destin tragique de ma génération. Face à la consolidation du fascisme, notre opposition prend le risque de se situer hors de l'histoire ; peut-être sera-t-elle inefficace ; mais je crois malgré tout que nous avons un grand rôle à tenir, en donnant un exemple de caractère et de force morale.

Affaibli, dans ses tentatives de mobiliser le pays autour de sa cause, par l'inertie de l'opinion et la faveur nouvelle du fascisme comme puissance de restauration, c'est en termes plus combattifs que l'antifascisme va se définir et tenter de se diffuser : dans l'organisation de groupes clandestins, dans l'action de quelques individus qui veulent servir d'exemples auprès des générations à venir, dans l'idée que les sentiments moraux et spirituels sont essentiels à leur lutte, à condition de les accompagner d'actes, autant concrets que symboliques. Nous nous bornons à considérer ici quelles formes cet antifascisme d'action a revêtues et à quelles sources spirituelles et intellectuelles il a puisé dans le temps de son originalité première.

### **Commencer à agir : le combat pour la liberté au tournant**

A partir de quand dater l'apparition d'un « antifascisme » ? La question, à la fois inévitable et nécessairement complexe, l'est davantage encore en ce qui concerne « *Giustizia e Libertà* » dont l'acte de naissance officielle date de 1929 seulement, soit après l'apparition du fascisme lui-même<sup>1</sup> mais encore bien après octobre 1922. Nous avons quant à nous essayé de repérer les origines et les évolutions du « giellisme » en commençant par nous intéresser au moment où des hommes de conviction libérale et démocratique modifient l'expression traditionnelle de cette conviction pour la justifier contre un régime qui se veut lui-même « révolutionnaire » et aux yeux d'un public resté majoritairement dans l'inaction lorsque ses droits politiques furent progressivement abolis. Les changements qui, au cœur de cette position, accompagnent la réaffirmation des idéaux, se signalent d'abord par l'expression d'une attitude et d'une sensibilité nouvelles en sus de celles qui s'exprimaient traditionnellement dans le contexte de la démocratie libérale ; cette sensibilité est simultanément, et de toute nécessité, une conduite

<sup>1</sup> Ce que fait très justement remarquer Sergio Romano : « Le groupe est né après 1922 et peut, non sans raison, se considérer comme innocent des fautes et des erreurs qui ont permis l'avènement du fascisme. », dans Romano (Sergio), *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, op. cit., p. 229.

morale – à savoir, une règle d'intransigeance qui s'impose de façon impérative –, et donc aussi, en cohérence avec une hiérarchie des valeurs que présuppose ce type d'engagement, une esthétique en même temps qu'une action politique.

L'engagement partisan est, le plus souvent, jugé décevant et insuffisant chez ces hommes. Du reste, des organisations extra-parlementaires – certaines parrainées par un parti politique – se forment, mais celles-ci tentent déjà de se réfugier dans le secret, et si une partie de leur activité nous est accessible, une autre n'a jamais été documentée, seulement rappelée par le souvenir de ses protagonistes. Aussi sommes-nous assez peu renseignés sur ce moment « originel » qui distingue cette autre opposition au fascisme, parfois magnifié au fil d'une évocation trop brève sur certains aspects, insuffisante pour rendre compte de l'accumulation d'expériences dans lesquelles réside une large part de hasard. On doit ainsi s'en remettre ici, pour l'essentiel, à la mémoire des acteurs, en dehors de quelques traces écrites.

### ***Dans la tour de Babel antifasciste : une « insurrection de la raison »***

Que signifie s'opposer au fascisme vers 1925 ? Sans chercher à être exhaustif, il nous faut essayer de répondre à cette question, ne serait-ce que pour comprendre ce qui fait l'originalité de notre groupe. Ainsi, pour saisir les termes dans lesquels se pose le problème de l'engagement politique au moment de l'affaire Matteotti, nous commencerons par avancer ce qui a été écrit de nombreuses fois déjà : que l'antifascisme s'est imposé en Italie comme un phénomène de la vie éthique autant que politique. Comme un impératif *moral et catégorique*. Être antifasciste, ou prendre conscience de l'être, c'est se dire qu'il faut agir, au nom de certaines valeurs, si possible en s'entourant d'autres personnes qui en partagent le sens et donc, pensent comme soi. Mais, aussi, ce qui est peut-être plus important encore, en s'approchant de ceux qui se montrent les plus actifs et, pour certains, les plus intransigeants dans leur fidélité aux idées que l'on défend. Aux *raisons d'agir* qui sont les siennes. Piero Calamandrei se souvient de cette époque lointaine, primitive, de l'antifascisme :

L'apparition du fascisme a réveillé chez de nombreux Italiens restés jusque-là étranger à l'univers des partis, le sens d'un devoir politique. [...] pour un certain nombre d'individus, sans affiliation partisane, le problème politique s'est alors imposé avec l'urgence d'un problème moral, qui exigeait que chacun assume sa part de responsabilité face à une résurgence de la violence criminelle, qui menaçait de détruire les fondements de notre civilisation. Cela s'est donc passé en dehors des vieux schémas proposés par les partis, presque par la rencontre spontanée de tous ceux qui ne voulaient pas être complices de cette infamie : on ne dira jamais assez que la première opposition au fascisme, celle qui a continué dans la clandestinité, souterraine et invincible pendant vingt ans, et qui a fini par s'épanouir dans la Résistance, était motivée par une impulsion

davantage morale que politique ; c'était une insurrection de la raison humaine contre le retour à la barbarie<sup>2</sup>.

Ce problème d'une « responsabilité des intellectuels », qu'évoque explicitement Calamandrei et que nous avons envisagé au chapitre précédent, est cependant plus complexe, nous l'avons vu. Moins « spontanée » et en réalité très réfléchie, variables et hétérogènes dans ses traductions pratiques, enfin moins consensuelle que ne le laisse entendre ce témoignage que nous avons cité. Il faut donc y revenir.



Figure 4 – « La torre di Babele antifascista », caricature publiée dans *Il Popolo d'Italia*, le 20 février 1925.

Caricaturale, la métaphore de « la tour de Babel » (fig. 4) que les fascistes vont emprunter pour flétrir la démocratie des partis<sup>3</sup>, illustre bien aussi le désarroi de certains antifascistes devant les divisions inconciliables de l'opposition et qui causent sa dispersion. De fait, ces contradictions, dès la constitution du rassemblement dit « de l'Aventin »<sup>4</sup>, s'approfondissent au

<sup>2</sup> « L'apparizione del fascismo risvegliò in molti italiani fino a quel tempo rimasti estranei ai partiti, il senso del dovere politico. [...] per una quantità di gente senza partito il problema politico si impose coll'urgenza di un problema morale, che riproponeva ad ogni galantuomo il dovere civico di assumersi la sua parte di responsabilità di fronte ad un rigurgito di violenza criminale che minacciava di distruggere le basi della civiltà. Questo avvenne fuori dagli schemi delle vecchie organizzazioni di partito, quasi per coagulazione di tutti coloro che non volevano esser complici in quella vergogna : non sarà mai detto abbastanza che la prima opposizione al fascismo, quella che continuò sotterranea ed invincibile per vent'anni e che sboccò alla fine nella Resistenza, mosse da un impulso prima morale che politico : fu un'insurrezione della ragione umana contro il ritorno della bestialità. ». Voir : Calamandrei (Piero), « Il manganello, la cultura e la giustizia », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 65.

<sup>3</sup> « La torre di Babele antifascista », *Il Popolo d'Italia*, 20 février 1925.

<sup>4</sup> Landuyt (Ariane), *Le sinistre e l'Aventino*, Milan, FrancoAngeli, 1973.

fil des mois parmi les rangs des formations démocrates et sociales-démocrates, tandis que le gouvernement parvient sans peine à neutraliser les dissensions exprimées du côté des libéraux et des catholiques<sup>5</sup>. Ce morcellement politique peut être analysé comme un héritage du succès, à gauche, de l'exemple bolchévique, qui se traduit par l'affirmation du maximalisme et la croissance de la dissidence communiste. Il est aussi le résultat des bouleversements que vient de subir le pays.

Nous y avons fait allusion, cependant : l'appartenance antifasciste, encore moins le sentiment antifasciste, n'est pas seulement politique et partisane. Et de fait, c'est la nature même du fascisme qui commande celle de son antagonique. Or, comme on l'a souvent supposé, c'est au moment de la crise de l'été 1924 que le gouvernement de Mussolini, se situant alors à un tournant décisif de son histoire, commençait à mesurer l'importance de nouer un lien solide avec les catégories intellectuelles, en commençant par les journalistes<sup>6</sup>, de façon à pouvoir inscrire son mouvement et son régime dans la durée. L'opinion a été ainsi plusieurs fois émise que la continuité des relations entre les mondes de la culture et l'univers du fascisme était à l'origine du « consensus » qui allait encadrer les relations entre l'État et la société dans l'Italie du *ventennio*. Mais la nature du « consensus » est problématique ici et il est impossible de distinguer, dans l'histoire du fascisme, deux périodes, dominée l'une par le recours à la violence et à la coercition, et l'autre par la recherche du consensus<sup>7</sup>. Le 21 avril 1925, acte symbolique de cette dite « mobilisation des intellectuels »<sup>8</sup> fait ainsi écho à l'évocation, très tôt, du fascisme comme « révolte spirituelle »<sup>9</sup>, ou nouvelle religion. Suivant cette idée, le manifeste définit le fascisme comme un mouvement de l'esprit, moral autant que politique ; le fait est donc que les déclarations de Mussolini ou celles du philosophe du régime, Giovanni Gentile, ne visent pas à neutraliser la conscience par la politique, ou à subordonner la morale à la politique, mais bien à les associer.

Lorsque ce document fut rendu public, un peu moins d'un an après « l'affaire Matteotti », de telles intentions, aussi explicitement énoncées, devaient faire difficultés, au moins pour des

<sup>5</sup> De Felice (Renzo), *Mussolini il fascista*, vol. 1, 1921-1925 : *La conquista del potere*, op. cit., p. 678-680 ; Grasso (Giovanni), *I cattolici e l'Aventino*, Rome, Studium, 1994.

<sup>6</sup> Mussolini (Benito), « "La stampa ha una funzione utilissima" (1 gennaio 1924) », dans Id. *Opera omnia*, vol. 20, *Dal viaggio negli Abruzzi al delitto Matteotti (23 agosto 1923-13 giugno 1924)*, Susmel (Edoardo, éd.), Susmel (Duilio, éd.), Florence, La Fenice, 1956, p. 147 ; Olivetti (Angelo Oliviero), « La libertà di stampa », *Il Popolo d'Italia*, 18 février 1925.

<sup>7</sup> Turi (Gabriele), *Lo Stato educatore*, op. cit.

<sup>8</sup> Papa (Emilio), *Storia di due manifesti : il fascismo e la cultura italiana*, Milan, Feltrinelli, 1958.

<sup>9</sup> Mussolini (Benito), « Il fascismo è una « rivolta spirituale » (primi giorni di gennaio del 1924) », dans Id. *Opera omnia*, vol. 20, op. cit., p. 148.



esprits libéraux de stricte observance, fortement en garde contre la menace autoritaire inhérente à une « conception gouvernementale de la morale »<sup>10</sup>. Les premières tentatives doctrinales des dits « intellectuels fascistes » ont soulevé leur virulente hostilité : le *Manifeste des intellectuels antifascistes*, appelé encore l'*Anti-manifeste*, est publié le 1<sup>er</sup> mai 1925, simultanément dans les colonnes des quotidiens *Il Popolo* et *Il Mondo*, le journal d'opinion libérale dirigé par Giovanni Amendola<sup>11</sup>. Pour son auteur, Benedetto Croce, l'enjeu consiste dans la défense des valeurs de l'esprit ; le combat entrepris par le philosophe et les autres signataires pour défendre la vérité est apolitique : leur engagement repose sur la séparation établie entre le « règne de la critique »<sup>12</sup> d'un côté et la souveraineté de l'État de l'autre, et se fonde sur cette distinction pour revendiquer contre le pouvoir politique une liberté de réflexion et de penser.

Cette « offensive » des intellectuels posséderait également sa version politique, bien qu'elle s'organise le plus souvent hors des cadres partisans classiques, comme le sous-entend Piero Calamandrei, cité plus haut. Dans ce contexte, comme on l'a aperçu précédemment, l'antifascisme prend la forme d'une réaction éthique et s'élève à une hauteur morale contre ce qu'il réproche en bloc dans l'extrémisme et la « barbarie » fasciste, tout en s'employant à faire œuvre utile, et transposer cette intransigeance morale dans un cadre militant. Or prétendre que la défense des droits fondamentaux à la critique, à la pensée et à la dignité soit assurée par la position radicale de l'homme engagé politiquement, c'est aussi souscrire à la nécessité de relier ensemble la vie morale intérieure et l'action extérieure<sup>13</sup>.

À Florence, entre les membres du « *Circolo di cultura* » ; à Turin, au sein de la rédaction de *La Rivoluzione Liberale* puis de ses « groupes d'amis » qui se forment dans plusieurs villes de la Péninsule ; à Milan, enfin, où d'anciens combattants tels Riccardo Bauer, Ferruccio Parri et Giovanni Mira font publier, à partir de juillet 1924, le journal antifasciste *Il Caffè*<sup>14</sup>, la question de l'engagement – par l'irruption de mots d'ordre, d'idées et de modes d'action propres à

<sup>10</sup> Croce (Benedetto), *Politica in nuce*, dans Papa (Emilio), *Storia di due manifesti*, op. cit., p. 77.

<sup>11</sup> Giovanni Amendola qui écrivait, dès 1923 : « En vérité, la caractéristique la plus marquante du mouvement fasciste restera, pour ceux qui l'étudieront dans le futur, son esprit "totalitaire" ; [...]. Cette singulière "guerre de religion" qui fait rage depuis plus d'un an en Italie ne promet rien [...], mais cependant elle vous refuse le droit de conscience. » (Traduction personnelle). Amendola (Giovanni), « Un anno dopo », *Il Mondo*, 2 novembre 1923, dans Id., *La democrazia italiana contro il fascismo : 1922-1924*, Milan ; Naples, Riccardo Ricciardi, 1960, p. 193.

<sup>12</sup> Koselleck (Reinhart), *Le Règne de la critique*, Paris, Les Éditions de minuit, 1979.

<sup>13</sup> Gobetti (Piero), « Croce oppositore », *La Rivoluzione Liberale*, 6 septembre 1925.

<sup>14</sup> La revue, en choisissant un tel titre, se situait sous le patronage symbolique d'un autre organe, celui fondé en 1764 par de jeunes aristocrates lombards gagnés à l'esprit et aux idées des Lumières, tels que Cesare Beccario et les frères Alessandro et Pietro Verri qui poursuivaient ainsi l'ambition de créer un journal d'opinion et de critique s'adressant à un public plus large que celui auquel s'adressait la presse savante. Bianca (Ceva, éd.), *Antologia del Caffè : giornale dell'antifascismo 1924-1925*, Milan, Lerici, 1958.

l'univers politique – a fait irruption dans le domaine de la critique intellectuelle et de la culture, aux dépens de certaines traditions. Il en est résulté une veine de renouveau, de restauration et en même temps de recherche autour du sens même de la lutte et de l'engagement politique propre à leur indépendance eu égard aux formations politiques classiques. C'est dans cet esprit qu'Aldo Garosci a pu écrire, par exemple : « Ce qui ne s'était plus produit depuis 1892 – à l'exception des années de guerre avec l'interventionnisme – se réalisait : des forces extérieures aux partis se rassemblaient sur des bases différentes de celles des organisations classiques, et esquissaient de nouveaux mouvements. Ils s'affirmaient en rupture avec les usages traditionnels de s'associer à des mouvements culturels ou esthétiques, pour qui la politique n'était qu'un sujet de réflexion, et ils plaçaient au centre de leur discussion et de leur action les questionnements éthiques et politiques.<sup>15</sup> »

Souvent animés par des étudiants, suivis en cela plus que devancés par leurs enseignants et leurs maîtres éducateurs, ces « jeunes revues » s'inscrivent au sein d'un écosystème antifasciste qui déborde très largement la réalité partisane, comme, encore, à Florence. Fondée dans le sein de l'université, l'association de l'« *Unione goliardica per la libertà* » proclame, dès l'automne 1924, dans un tract :

L'activité de notre Union se réalise dans un esprit supérieur à celui de tous les partis et n'a donc pas la physionomie classique d'une organisation politique. Ce qui est commun aux jeunes de toutes confessions et de toutes idéalités politiques, qui se réunissent dans une même association dédiée à la liberté, ne peut-être aujourd'hui que l'aspiration à reconquérir les valeurs fondamentales de la vie civile<sup>16</sup>.

Ces jeunes ne se sont cependant pas bornés, là encore, à tracer les limites respectives du politique et de la critique intellectuelle ; il faut en outre remarquer qu'entre les deux univers, considérés sous leur dimension concrète et organisationnelle, des liens existent, que ce soit par l'adhésion, individuelle ou collective, à parti<sup>17</sup> ou, de façon encore plus originale, le ralliement de tout un groupe à une organisation politique indépendante et autonome, bien

<sup>15</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 1, p. 37.

<sup>16</sup> « L'attività della nostra Unione si svolge in un'atmosfera superiore a tutti i partiti e non ha quindi una fisionomia politica nel senso volgare della parola. Base comune ai giovani di ogni fede e di ogni idealità politica, che si riuniscono in un'unica associazione intitolata alla libertà, non può essere oggi che l'aspirazione alla riconquista dei valori fondamentali del viver civile, dal riconoscimento dei quali soltanto ogni partito politico deriva il diritto di partecipare alla vita della nazione. », dans ISRT, « Piero Calamandrei », I, 1-2, « Agli studenti della Toscana, opuscolo a cura dell'Unione goliardica italiana per la libertà, Florence, 24 juin 1924 ».

<sup>17</sup> Dans le courant de juillet 1924, Carlo Rosselli, Piero Jahier, Gaetano Salvemini, Vincenzo Torraca s'inscrivent au PSU. Nello Rosselli, quant à lui, après sa brève expérience comme animateur du groupe toscan des « amis de *La Rivoluzione Liberale* », choisit de rejoindre l'Union nationale des forces libérales et démocratiques.

qu'officiellement soutenue par le comité directorial d'une formation partisane : c'est le cas avec l'expérience inédite de « *L'Italia Libera* ».

La différence du fascisme et de ceux qui décident d'« agir contre » est certes considérable du point de vue de l'action politique et des buts concrets – « dans ce conflit qui est l'aspect le plus vital de la lutte entre antifascisme et fascisme, rappelle Piero Gobetti, la victoire n'est pas une question de milices ou d'escouades, mais de confiance en sa propre intransigeance et sa capacité à ne pas céder »<sup>18</sup> ; sur un plan strictement théorique, elle apparaît plus complexe à saisir, parce que les deux mouvements, bien que séparés par une opposition radicale de principes et de valeurs, mêlent l'action au domaine de la morale, vecteur de significations qui lui donne une allure intransigeante et une portée éthique qui semble absolue.

### « *L'Italia Libera* » : contre le fascisme, « se battre à nouveau »

Le noyau toscan du « Cercle de culture », attentif aux messages radicaux de la frange la plus dure du PNF<sup>19</sup>, entreprit, dès 1924, de formuler et de mettre en pratique, face à la terreur suscitée par la violence fasciste, une morale active. Dans les mois critiques qui suivirent la mort de Matteotti, le groupe qui demeure le plus proche de cet esprit activiste fut, du moins à ce qu'il leur sembla, *L'Italia Libera*, qui naquit à Rome en juin 1923 et s'étendit du nord au sud de la Péninsule dans l'intervalle d'une année<sup>20</sup> : cette association de vétérans de guerre – c'est le projet originel de ses fondateurs – était dirigée par Randolfo Pacciardi, soutenu par Giovanni Conti, le représentant de la ligne « intransigeante »<sup>21</sup> contre le fascisme au sein du Parti Républicain italien (PRI) ; y prirent part, avec Raffaele Rossetti et Ricciotti Garibaldi, des anciens interventionnistes, des républicains, parmi lesquels, à Florence, Nello Traquandi,

<sup>18</sup> Gobetti (Piero), « Croce oppositore », art. cité : « Non è lecito essere apolitici quando si difendono i diritti fondamentali della critica, del pensiero e della dignità. In questa battaglia che è l'aspetto più vitale della lotta tra antifascismo e fascismo, la vittoria non è questione di milizie e di squadristi ma di sicurezza nella propria intransigenza e nella capacità di non cedere. »

<sup>19</sup> Une tendance bien implantée en Toscane, région où le développement et l'essor du fascisme, bien qu'assez lent, demeure profondément lié au recours à la violence comme principal mode d'action et de propagande. En raison de l'éclectisme social des membres qui adhèrent en nombre aux faisceaux et, par voie de conséquence, de leur brouillage idéologique, une « prédisposition unilatérale » à l'action violente – « l'écrasement de la pensée par l'action, du civil par le militaire » – servait en quelque sorte à combler l'absence de principes et d'idéaux, de programmes à défendre, comme le remarque Marco Palla. Cette substitution du débat démocratique par l'affrontement physique s'affichait jusqu'en « Une » des journaux fascistes : *Sassaiola fiorentina*, *La Bombarda*, *Il Manganello*, *Sentinella fascista*, *Battaglie fasciste*, etc. Palla (Marco), « I fascisti toscani », dans Mori (Giorgio), *Storia d'Italia dall'Unità a oggi. Le regioni : La Toscana*, op. cit., p. 465.

<sup>20</sup> Zani (Luciano), *Italia Libera : il primo movimento antifascista clandestino (1923-1925)*, Rome, Laterza, 1975.

<sup>21</sup> Fedele (Santi), *I repubblicani di fronte al fascismo (1919-1926)*, Florence, Le Monnier, 1983 ; De Felice (Renzo), *Mussolini il fascista*, vol. 1, 1921-1925 : *La conquista del potere*, op.cit, p. 514.

d'anciens *arditi*, des légionnaires fiumains et, à partir de l'été 1924, des socialistes ; l'association était, par une tendance naturelle, orientée vers la tradition *risorgimentale*, mêlée tout à la fois des valeurs libérales, patriotiques et d'une culture de l'insurrection<sup>22</sup> fortement liée pour eux à ce qu'ils avaient pu vivre sur les fronts de la Grande Guerre. En 1923, cherchant à mettre en mots l'expérience de cet événement, créant ainsi une unité morale et idéale entre tous les membres de *L'Italia Libera*, le journal de l'association déclarait

[vouloir] rappeler les combattants, les jeunes, la génération de soldats qui sont descendus dans la rue en 1915 à leurs engagements solennels pris alors devant Dieu, devant le peuple et devant la multitude héroïque de tous ceux morts au combat – et les tenir<sup>23</sup>.

En Italie, cette guerre, détaillait l'article, n'avait pas été vécue comme une « guerre de conquêtes » ; d'où l'importance de mobiliser les soldats antifascistes dans le souvenir des valeurs pour lesquelles ils avaient accepté de sacrifier leur vie :

On parlait de Liberté. La lutte des démocraties occidentales contre les rêves les plus fous de domination et de suprématie de la nation teutonique. Cette lutte devait conduire à la défaite de l'impérialisme, à la libération des opprimés, au triomphe du principe de nationalité, enfin à une ère nouvelle consacrant les relations pacifiques entre les peuples [...]. On parlait de Justice. La grande masse du Peuple qui a fait la guerre devait ouvrir la voie à un avenir plus juste : on rêvait vivement à une profonde rupture et à une grande mutation historique dans la lutte des classes – celles-ci étant réunies et également libérées par le martyr commun de la tranchée – qui serait garantie par l'édification d'un nouvel ordre politique et social. [...] Mais jusqu'à présent, aucune de toutes les associations de combattants nées après le sublime effort de Vittorio Veneto – à l'exclusion des quelques héros de *d'Annunziani* qui défendirent tout à la fois, sur les rives du Carnaro, une ville martyre et un Principe – ont, et pas toujours de la meilleure façon, lutté seulement pour affirmer des droits et des intérêts sans jamais se revendiquer de l'idéal issu de la guerre, affirmé pendant la guerre, scandé comme la raison la plus noble et la justification la plus solennelle à la guerre.

Cette justification ainsi exposée, mêlant non sans quelques contradictions le « principe de nationalité » à la geste dannunzienne, avait du moins l'avantage de déprécier complètement le fascisme qui ne se revendiquait pas plus du premier qu'il ne s'était associé à la seconde. Les « coups de menton »<sup>24</sup> accomplis sur la scène internationale par les dirigeants fascistes étaient

<sup>22</sup>Gavroche, « Del Risorgimento », *L'Italia Libera*, 16 août 1924, dans Zani (Luciano), *L'Italia Libera*, op. cit., p. 14.

<sup>23</sup> « Vogliamo richiamare i combattenti, i giovani, la generazione gagliarda che scese sulle piazze nel 1915, a meditare sugli impegni solenni e formidabili che si è presa dinanzi a Dio, dinanzi alle genti, dinanzi alla moltitudine eroica degli scomparsi, - a ricordare tutte le promesse sottoscritte col sangue – a mantenerle. », dans Zani (Luciano), *L'Italia Libera*, op. cit., p. 6.

<sup>24</sup> Golinelli (G.), « Il Combattentismo », *Italia Libera*, 4 août 1924, dans Zani (Luciano), *L'Italia Libera*, op. cit., p. 12.

autant perçus comme une offense contre la raison et l'éthique interventionniste que son recours indiscriminé et abusif à la force sur la scène intérieure. La violence fasciste consistait alors en un simple instrument de domination, privé de principes directeurs et d'idéaux. C'est ce que souligne un autre article, dans lequel un certain Golinelli accablait l'emploi immodéré des moyens de répression par les fascistes au pouvoir ; justifiée lorsqu'il était question de mettre un terme « au raffut provoqué par les bolchéviques », la manifestation permanente de la violence politique étant devenue tout à la fois selon lui :

l'expression d'un phénomène absurde, incivil et tyrannique le jour où le fascisme, prenant le pouvoir [...] disposait des moyens constitutionnels<sup>25</sup>.

Cependant le mouvement combattant avait accoutumé de faire sa part à l'audace et au caractère intrépide propres à certaines sections de soldats du temps de guerre, quitte donc à faire le reproche, contre les fascistes, de trahir l'idéal de leur engagement au front ; de n'être au fond qu'une déviation plutôt qu'une erreur historique. Ce que résumait Pacciardi en écrivant que la lutte contre le fascisme revenait à militer contre « une dégénérescence de l'esprit *ardito* et rénovateur de la guerre »<sup>26</sup>. Hors des aspirations fondamentales qui ont conduit les citoyens à prendre les armes, on ne percevait que dangers et décadence.

D'autre part, la fusion du vieil interventionnisme et du nouvel antifascisme militant impliquait que seuls les anciens soldats eussent possédé la lucidité morale nécessaire pour exercer, quoique temporairement, leur responsabilité politique comme substitut des autres partis. Ces derniers leur semblaient parfaitement incapables de disputer au fascisme la légitimité historique de l'interventionnisme ni d'agir efficacement pour contrer les menées *squadristes*. À Rome, Gênes, Ancône, Alexandrie, Lecce, Milan, Turin, Naples et Palerme, chaque chef de

<sup>25</sup> *Ibid.* : « Si parlò di Libertà. La lotta delle democrazie occidentali contro il folle sogno teutonico di dominio sul mondo doveva condurre alla sconfitta dell'imperialismo, alla liberazione degli oppressi, al trionfo del principio delle Nazionalità, a una era di nuove pacifiche relazioni tra i Popoli, conchiusa in una vera Società delle Nazioni con progressiva tendenza verso il disarmo internazionale. Si parlò di Giustizia. La grande massa del Popolo che faceva la guerra doveva schiudersi la via di un avvenire più giusto : quello avidamente sognato di una grande transazione storica nella lotta delle classi – affratellate dal comune martirio di trincea – garantita permanentemente da nuovi ordinamenti politici e sociali. [...] Finora le associazioni di combattenti sorte dopo il sublime sforzo di Vittorio Veneto – escluso il manipolo eroico dei D'Annunziani che sulla sponda del Carnaro difese una Città martire e un Principio – hanno, e non sempre bene, lottato esclusivamente per affermare interessi e diritti di chi aveva sofferto sui campi di battaglia, ma non hanno rivendicato a se stesse l'attuazione degli ideali sorti dalla guerra, affermati nella guerra, gridati come la più nobile e la più solenne giustificazione della guerra. »

<sup>26</sup> « la lotta [...] ad una degenerazione dello spirito *ardito* e rinnovatore della guerra. ». Voir : Pacciardi (Randolfo), « Linee d'azione dell'Italia Libera », *Italia Libera*, 20 septembre 1924, dans Zani (Luciano), *Italia Libera*, *op. cit.*, p. 13. Luciano Zani remarque ainsi une proximité idéologique entre les idées de l'association et le programme de 1919 des *fasci di combattimento*, dont témoigne de surcroît l'adhésion de fascistes « de la première heure », dans *Ibid.*, p. 17.

groupe<sup>27</sup> impose aux futurs « combattants » des conditions strictes à leur recrutement en exigeant de leur part un dévouement total et inconditionnel pour la restauration d'un régime de liberté et de justice, et en veillant à ce que leur engagement ne puisse donner libre cours aux arguments sécuritaires du fascisme contre les « subversifs » antipatriotiques (fig. 5). Ces précautions sont bien mises en évidence dans la charte d'adhésion de l'association :

*L'Italia Libera* est composée exclusivement de soldats, car seuls ceux qui ont combattu par le passé peuvent, en cette heure critique de la vie publique italienne, se battre à nouveau efficacement contre une dérive de ce qu'a pu être le mouvement combattant, et ainsi démolir la mystification avec laquelle l'actuel gouvernement prétend représenter l'Italie de Vittorio Veneto.

*L'Italia Libera* n'est pas un parti politique et ne sera jamais non plus un comité électoral. C'est la réunion temporaire de tous les combattants antifascistes afin de réaliser le programme indiqué ci-dessus. Une fois cet objectif atteint, *L'Italia Libera* sera dissoute et chacun de ses membres, s'ils veulent encore mener une action politique, devra le faire en rejoignant le parti qui correspond le mieux à ses sentiments et ses intérêts<sup>28</sup>.

Le rejet du caractère antilibéral et contraire à la démocratie du régime fasciste, sursaut éthique de quelques consciences individuelles ne peut donner vie à une opposition antifasciste que si des regroupements existent. Ceux-ci s'organisent aussi hors des partis, autour d'idéologies assez variées entre elles, de profils aussi dissemblables que seuls rapprochent le moment – ponctuel, mais nécessaire – de la lutte. On perçoit là, sans mal, toutes les analogies avec le temps de l'interventionnisme, héritage mémoriel qui apporte au surplus les valeurs, les sentiments et les expériences d'une identité en partage.

### ***Héritage interventionniste et antifascisme militant***

Sans doute, en 1924, Mussolini n'avait encore aucune conception précise de la société ni même de l'ordre étatique et institutionnel à fonder, mais la légitimité acquise à la tête du gouvernement tenait en partie à sa capacité de synthétiser l'idéal national tel qu'il fut redessiné et tel qu'on pouvait alors l'imaginer après la Grande Guerre. Tous les anciens combattants ne pouvaient cependant l'admettre : aux yeux de ceux qui rejoignirent le mouvement de « *L'Italia Libera* » entre 1923 et 1924, tout se passait donc comme si les chemises noires avaient entendu

<sup>27</sup> Le mouvement s'était déployé sur l'essentiel du territoire suivant un modèle unique selon lequel un « chef de groupe » (capo-nucleo), élu par les quelques dizaines de membres qui composaient la section locale de l'association, était placé en relation permanente avec un coordinateur régional, qui lui-même était en lien avec le « comité central » (comitato ordinatore centrale). Les membres étaient ensuite distingués selon leur statut et leur grade du temps de guerre : on séparait ainsi les « volontaires », des « vétérans » ou encore des « médaillés »

<sup>28</sup> Pour le texte original : voir l'annexe n°2, p. XC (Volume 2).

usurper l'héritage mémoriel dont ils se revendiquaient contre la classe politique en place depuis un quart de siècle.

En vérité pourtant, la question du caractère apolitique et exclusivement moral et patriotique de leur combat contre le fascisme est loin de se résoudre concrètement aussi aisément que ne le suggère le document cité plus haut. Ce qui conduit à se demander quelle part de l'implantation de *L'Italia Libera*, au cœur des différentes régions du pays, revient à la mobilisation dans l'antifascisme proprement dit, et quelle autre part revient à sa capacité de recueillir par diverses voies l'héritage interventionniste, qu'il soit démocratique ou révolutionnaire, encore que ces deux notions apparaissent désormais comme indissociables l'une de l'autre dans le discours d'un certain militantisme républicain<sup>29</sup>. Que ce soit lors de la campagne électorale de 1924 ou après la sécession de l'opposition, l'antifascisme parlementaire qui tenait sa légitimité d'une élection populaire et démocratique et l'antifascisme radical et interventionniste auront des difficultés à se rencontrer : ce phénomène est conforté par les appels aux armes lancés par certaines sections de *L'Italia Libera* en direction de groupuscules préparés pour une action de type insurrectionnelle<sup>30</sup>. L'historien Luigi Salvatorelli a ainsi pu écrire :

Il était certain – et même si aucun programme ou document officiel ne l'explicitait comme tel – que l'association de *L'Italia Libera*, entrée progressivement dans la clandestinité mais parfaitement respectueuse de la légalité, que ce soit au point de vue des objectifs poursuivis que des moyens employés, et bien que ses dirigeants se soient davantage souciés de légalité "substantielle" plutôt que formelle, [...] pouvait apporter à l'opposition, et au cartel de "l'Aventin", un renfort indispensable et conséquent pour neutraliser le *squadrisme* fasciste. Mais de renfort, dans les faits, il n'y en eut pas, faute d'une réelle capacité à se coordonner avec ce genre d'action offensive. En fait, il n'y eut même pas de telles actions<sup>31</sup>.

Cette difficulté se signale à travers l'incertitude des relations entre le mouvement et l'ensemble des organisations politiques. Suivant le postulat que la foi se situait au-dessus des affirmations de principe ou des « argumentations théoriques »<sup>32</sup>, convictions et faits devaient se fondre et s'affirmer l'un et l'autre dans l'action. D'autre part, il est vrai que la mise en

<sup>29</sup> Prezioso (Stéphanie), « Guerre et "subversion patriotique" : les républicains italiens face au premier conflit mondial et à ses usages politiques », *Laboratoire italien* [En ligne], n° 19, 2017, mis en ligne le 14 mars 2017. URL : <http://journals.openedition.org/laboratoireitalien/1289>.

<sup>30</sup> Luciano Zani, dans son enquête monographique relève ainsi les contacts étroits entre « *L'Italia Libera* » et l'Union spirituelle dannunzienne. Randolfo Pacciardi tenta en effet de se rapprocher plusieurs fois de D'Annunzio en personne. Zani (Luciano), *Italia Libera, op. cit.*, p. 15, 34.

<sup>31</sup> Salvatorelli (Luigi), « L'opposizione democratica durante il fascismo », dans Garosci (Aldo) *et al.*, *Il secondo Risorgimento. Nel decennale della resistenza e del ritorno alla democrazia 1945-1955*, Rome, Istituto poligrafico dello Stato, 1955, p. 135.

<sup>32</sup> Gavroche [Randolfo Pacciardi], « La maschera ed il volto », *Italia Libera*, octobre 1924, dans Zani (Luciano), *Italia Libera, op. cit.*, p. 80.

suspens des discussions programmatiques prêtait aussi à une interprétation subversive de la cause antifasciste pouvant aboutir à la criminalisation de l'idée et de tout mouvement s'en revendiquant ; et c'est bien où Mussolini en est venu, peu de mois seulement après la création de l'association. Même s'il serait excessif et absurde de juger une idéologie et ses méthodes d'action par ses lendemains immédiats et ses échecs à court terme, c'est bien là que se situaient aussi les sources de la division et de la méfiance réciproque avec les autres partis du rassemblement de « l'Aventin ». Ceux-là pouvaient en effet trouver contestables, ou hasardeux, les moyens ici suggérés pour renverser le fascisme ou résister, dans un premier temps, à la violence concrète et psychologique que ce dernier exerçait contre ses opposants<sup>33</sup>. Et, suivant ce raisonnement, il nous serait également possible d'apercevoir chez *L'Italia Libera* une proximité originelle – parce qu'il y a dans l'un comme dans l'autre une relative homogénéité sociologique et générationnelle conjuguée à une hétérogénéité politique et idéologique – au fascisme qui s'est finalement résolue en un antagonisme absolu et intolérant.

D'ailleurs, la configuration du mouvement au fil de son développement oriente l'analyse dans le même sens. L'intransigeance de *L'Italia Libera* prend dans ce contexte la forme d'une société secrète où l'accent est progressivement mis sur la lutte contre le fascisme<sup>34</sup> – une lutte activiste rappelons-le. Pacciardi, en 1925, écrivait à ce sujet :

c'est un organisme de combat, et non la mauvaise réplique d'un parti politique, une expérience formatrice pour nous car elle a prouvé que nous avons la capacité de fédérer la jeunesse italienne, lui inculquer un état d'esprit résilient, l'attacher à des convictions vigoureuses [...] la solution à notre crise nationale se réalisera hors des partis [...]<sup>35</sup>.

Les partis démocratiques dépossédés de leur autorité et de leur fonction, on pouvait se demander quelle force leur succéderait et comment se définiraient, dans la nouvelle économie des luttes, les rapports du politique et de l'action armée, du militant et du militaire.

<sup>33</sup> Landuyt (Ariane), *Le sinistre e l'Aventino*, op. cit., p. 369.

<sup>34</sup> Il faut ici rappeler que l'association ne se présente, au départ que comme une dissidence de l'ANC : son rassemblement n'est au début motivé que par la volonté d'affirmer le caractère apolitique du mouvement combattant, et manifester ainsi son opposition au rapprochement entre les dirigeants de l'ANC et le régime. La lutte antifasciste n'entre donc aucunement dans de ces considérations programmatiques originelles.

<sup>35</sup> « [...] è un organismo di battaglia e non un brutto doppione e non un brutto doppione di partito politico ... un esperimento ammaestrativo, massime per il partito repubblicano, in quanto ha dimostrato che si può affratellare la libera gioventù italiana, infonderle spirito risolutivo, chiamarla ai forti cimenti e alle decise rivendicazioni [...] la soluzione della crisi nazionale si avrà, fuori dei partiti, da una forza che, valendosi dell'esperienza dei nostri errori continuerà l'Italia Libera sotto altre forme. Perché l'Italia Libera è minacciata dal governo e dalle questure ma il suo spirito non si scioglie né si disperde. », dans Pacciardi (Randolfo), « Italia Libera », *Almanacco repubblicano*, Rome, Libreria politica romana, 1925, p. 121.



La question était complexe pour les membres de *L'Italia Libera*, à la fois résolus dans leur critique du fascisme et beaucoup moins naïfs que l'opposition légale, mais tout à fait étrangers pour une grande part à l'idée de transformer le mouvement en de multiples noyaux armés prêts à agir pour soutenir des actions insurrectionnelles conçus et préparés hors d'Italie<sup>36</sup>. Pacciardi, par exemple, se réfugia longtemps dans une position ambiguë, poursuivant comme on l'a vu l'ambition de nouer avec les dannunziens et de rester loyal à la sécession de l'Aventin. Mais les événements, c'est-à-dire la croissance du mouvement, l'aggravation de la répression et de ses rapports avec les autorités, poussaient *L'Italia Libera* au-delà dans la clandestinité. C'est à travers cette expérience angoissante et exigeante de la mise au secret de leurs activités, qu'ils furent conduits à des positions, pour eux, nouvelles. Pendant toute la période au cours de laquelle l'association chercha, sans contredire son caractère apolitique, à contester légalement le gouvernement par la voie électorale, *L'Italia Libera* essaya d'abord de fonder en doctrine et en acte une supériorité morale sur le fascisme qui le laissât libre de remettre en cause la légitimité du gouvernement sans préciser lui-même ses intentions politiques<sup>37</sup>. Voulant contester la soumission des combattants et du « Peuple » au mythe fasciste de la « Patrie réunifiée »<sup>38</sup>, le mouvement invoquait la mémoire du *Risorgimento* et l'essence morale, pacifique et libérale, de l'interventionnisme de 1914. Dès le temps de sa fondation à Rome, les hommes de *L'Italia Libera* avaient formé l'idée de combattre à travers le fascisme une « corruption des règles morales et civiles de [leur] pays »<sup>39</sup>. Après l'entrée en vigueur du décret-loi sur la presse<sup>40</sup> et le regain de violences suite à l'assassinat du député fasciste Casalini<sup>41</sup>, l'idée d'étendre l'antifascisme à des dimensions morales, « civilisationnelles », se

<sup>36</sup> Zani (Luciano), *Italia Libera*, *op. cit.*, p. 94-96.

<sup>37</sup> Il restait difficile voire impossible de définir précisément un programme politique sans susciter de polémiques certainement funestes pour un mouvement formé de courants et de tendances aussi nombreuses que dissemblables.

<sup>38</sup> Le récit mémoriel et historique sur l'association a longtemps retenu, à la fois comme moment de fondation et comme acte exemplaire de l'action de l'Italia Libera, cet événement du 24 juin 1923 : Raffaele Rossetti, médaillé de guerre, s'écriant « Viva l'Italia Libera, viva la libertà ! », à l'occasion du discours de Mussolini aux anciens combattants, piazza Venezia à Rome.

<sup>39</sup> Zani (Luciano), *Italia Libera*, *op. cit.*, p. 7.

<sup>40</sup> Le décret-royal du 12 juillet 1923, premier texte du gouvernement fasciste sur la presse – bien qu'il n'entre en vigueur qu'un an après sa rédaction, soit dans le contexte de l'affaire Matteotti – prévoit notamment, par son article 2, le contrôle administratif de la presse par la voie préfectorale. Le texte ne suscite qu'une timide réaction, de *La Stampa*, du *Corriere della Sera* et de l'Association de la presse romaine ; d'autant plus brève qu'elle est immédiatement suivie, au mois d'août, par les événements de Corfù, qui sont l'occasion d'un rapprochement entre le régime et la presse libérale. Celle-ci adopte de fait une rhétorique consistant à distinguer le fascisme du *squadrisme* et appelant à la rapide « légalisation » du premier. Voir : Castronovo (Valerio) *et al.*, *Storia della stampa italiana*. vol. 4, *La stampa italiana nell'età fascista*, *op. cit.* ; Vigezzi (Brunello, dir.), *Dopoguerra e fascismo, 1919-1925 : Politica e stampa in Italia*, Bari, Laterza, 1965. Sur l'incident de Corfù : Di Nolfo (Ennio), *Mussolini e la politica estera italiana (1919-1933)*, Padoue, CEDAM, 1960, p. 40.

<sup>41</sup> De Felice (Renzo), *Mussolini il fascista*, vol. 1, *1921-1925 : La conquista del potere*, *op. cit.*, p. 600.

retrouve sous de nouvelles formes. Vers la fin de l'été 1924, alors que les instances de l'opposition aventine réunies en comité central remettent en cause la régularité d'un combat recourant à d'autres moyens que ceux autorisés par la loi<sup>42</sup>, *L'Italia Libera*, par la voix de ses figures les plus emblématiques, continue, elle, de plaider pour une stricte opposition au gouvernement. Raffaele Rossetti reconnaît aux partis un rôle utile pour inspirer un effort positif d'actions et de réflexions constructives pour l'avenir ; mais

la défiance exprimée par une partie de la nation contre les prétendus reconstruteurs actuellement au pouvoir doit à présent être animée et polarisée autour d'un ordre d'idées absolument neuves<sup>43</sup>.

Lui-même finit par lancer le mot d'ordre « L'Italie sans Victor Emmanuel ».

### ***Opposition en droit et résistance en fait***

Ce n'est pas avec la monarchie cependant que les relations de *L'Italia Libera* se détériorent d'abord ; c'est avec l'Aventin, et en principe pour la défense du même socle de valeurs fondamentales contre des pratiques jugées dilatoires. L'automne 1924 est le moment, autant qu'on puisse en arrêter un, à partir duquel le débat sur la stratégie, en milieu antifasciste, devient obsédant. Après la réouverture du Parlement, en novembre, le crédit de la sécession au sein de toute l'opposition s'est détérioré, moins par la confiance donnée en retour aux fascistes, qui ne grandit guère<sup>44</sup>, que par la prise de conscience des députés libéraux et modérés eux-mêmes : ils sont convaincus qu'un retour au Parlement devient inéluctable, et font valoir cette opinion auprès de l'Aventin. Même un giolittien comme Marcello Soleri, favorable au fascisme lorsque celui-ci prit le pouvoir, constatait trop de contradictions dans le fait de mêler à l'éloge d'un ordre moral et politique, le refus catégorique d'agir hors du cadre légal pourtant jugé « corrompu » par le fascisme : c'est vouloir, trop de son point de vue, deux choses entre

<sup>42</sup> Le lendemain de cette réunion du 5 septembre 1924, *L'Avanti !*, organe du parti socialiste publie : « face aux propos menaçants et provocateurs du chef du gouvernement, [nous] réaffirmons le droit de l'opposition à se battre avec les moyens autorisés par la loi », dans Landuyt (Ariane), *Le sinistre e l'Aventino*, p. 217.

<sup>43</sup> À l'occasion d'un discours à Gênes, Rossetti appelle l'opposition à « un atteggiamento che, mentre esprima irriducibile ripugnanza per il presente disordine morale e politico del governo fascista, apra uno spiraglio almeno sui propositi delle opposizioni per l'avvenire, così che verso questo spiraglio convergano [...] quegli animi di italiani che l'assassinio del nostro Matteotti ha scossi e sollevati ed indotti finalmente ad un giusto atteggiamento di crescente diffidenza verso gli odierni ricostruttori. Questa diffidenza occorre polarizzare [...] intorno ad un rinnovato ordine di idee politiche. », dans *Ibid.*, p. 181.

<sup>44</sup> Lors de cette réouverture du Parlement, le gouvernement se confronte d'abord à la fronde d'une partie des députés de sa majorité sur le bilan de sa politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, suivie rapidement d'autres contestations qui, elles, proviennent du Sénat, et qui sont motivées par la volonté explicite du régime de « fasciser » la Chambre haute, par l'accréditation de ses fidèles.

lesquelles les circonstances présentes imposent un choix. Ou réintégrer la Chambre, ou mobiliser la société dans une intention subversive et restauratrice<sup>45</sup>. Mais justement toute décision politique désoriente les acteurs de la sécession. Ce n'est donc pas un hasard si aucun parti composant le front dit « de l'Aventin » ne réagit à l'appel lancé par Raffaele Rossetti. Cette insoumission à la monarchie et à la personne du roi risquait de fausser le vieux partage des valeurs, selon lequel l'ordre monarchique et le Parlement sont indissociables l'un de l'autre, compromettant ainsi toute initiative « insurrectionnelle »<sup>46</sup>. Aussi a-t-on essayé jusqu'au bout, du côté de l'Aventin, de définir un antifascisme, sans conséquences subversives, une méthode d'action, d'agitation et de mobilisation qui répondit sans risque aux nécessités du temps, celles de concrétiser et de manifester l'hostilité de l'opinion au fascisme. La veille de la réouverture du Parlement, la déclaration que Giovanni Amendola prononce à l'attention de l'opposition – « une solution radicale et définitive existe, elle se trouve dans l'appel au pays, lancé dans les conditions de la légalité, accomplie avec toutes les garanties politiques et morales que le gouvernement actuel, par son origine, sa constitution et les intérêts qu'il représente, ne peut fournir » – dénote bien, par son ambiguïté et son absence totale de pragmatisme, une position qui cherche à se fixer ses propres limites. L'Aventin voudrait bien assumer un rôle plus actif, en s'associant à d'autres mouvements de l'antifascisme ; mais il a paru très vite que cette stratégie l'entraînerait plus loin, ou plutôt que le gouvernement saurait en la circonstance, dramatiser la situation et l'exploiter aux dépens de ses adversaires politiques. L'habile président du Conseil et ancien journaliste Mussolini l'a très rapidement compris ; dès le lendemain du rassemblement de l'opposition à Milan<sup>47</sup>, son directeur de frère accuse, dans *Il Popolo d'Italia*, l'opposition d'être « à la remorque de l'antifascisme extrémiste »<sup>48</sup>, en mêlant pour cela tous les registres, à la fois grave et moqueur. À Rome, le « Duce » adresse ce message à tous les militants fascistes, les invitant à moins de démonstrations de rue et à plus de discrétion et de discipline, limitant notamment à trois le nombre de commémorations nationales du Parti fasciste : « Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire dans mon discours de la salle Borromini,

<sup>45</sup> Soleri (Marcello), *Memorie*, Turin, Einaudi, p. 181-182 : « [L'Aventin], s'il estimait que les conditions dans lesquelles se déroulaient la vie parlementaire ne permettaient pas d'exercer sa fonction, aurait dû appeler à descendre dans la rue, promouvoir et diriger l'insurrection, au lieu de simplement cesser de participer aux sessions parlementaires. », dans Borgognone (Giovanni), *Come nasce una dittatura. L'Italia del delitto Matteotti*, Bari, Laterza, 2012, p. 185.

<sup>46</sup> Missiroli (Mario), « Viva la costituzione », dans Alatri (Paolo), *L'antifascismo italiano*, Rome, Riuniti, 1965, vol. 1, p. 135.

<sup>47</sup> Borgognone (Giovanni), *Come nasce una dittatura, op. cit.*, p. 189-190.

<sup>48</sup> Mussolini (Arnaldo), « La situazione », *Il Popolo d'Italia*, p. 3 décembre 1924 ; de même la « Une » de l'édition du 2 décembre 1924 titre : « Confrontations décisives. Le Fascisme accepte l'absolue discipline voulue par le Duce tandis que l'opposition choisit de se mettre à la remorque du subversisme. ».

nous devons cesser tous ces rassemblements j'appelle les "manifestations extérieures de l'activité partisane". Cette pause nous sera favorable ; les répétitions, à la longue, usent. Les *gagliardetti*<sup>49</sup> et les chemises noires ne doivent désormais sortir pour défiler que lors de rares occasions solennelles. L'utilité propagandiste et *probelliciste* de ces manifestations a été grandissime. Mais maintenant, il nous faut nous astreindre à l'abstinence, la réserve et l'austérité<sup>50</sup> ».

On comprend, dans ces conditions, le refus de certains démocrates, s'obstinant dans une attitude de fidélité au roi ; y compris chez les sécessionnistes de la première heure, parmi lesquels on compte de nombreux socialistes unitaires, rangent de même l'action de rue parmi les méthodes à proscrire, en appliquant au contexte critique de la fin 1924 la ligne de conduite prescrite depuis son origine par leur famille politique : l'insurrection, qui brise l'ordre civil et éloigne le socialisme des valeurs universelles de la démocratie libérale, relève de l'esprit autoritaire et dictatorial propre au communisme. L'attentisme, alertait toutefois de son vivant leur ancien secrétaire général Matteotti, n'est en retour qu'une forme déguisée de collaboration, fondée sur une interprétation erronée du fascisme et l'espoir irréaliste d'une normalisation par le haut de la crise débutée en 1920<sup>51</sup>.

Mais au fond, donc, sur l'Aventin, ses successeurs à la direction du PSU restent relativement confiants dans la future « reconquête consciente », par le « peuple » lui-même, de ses droits démocratiques<sup>52</sup>. Et puis, dans l'immédiat, davantage bien sûr que de l'étiollement inéluctable du fascisme, ils espèrent encore voir le roi retirer sa confiance à Mussolini. Il n'est pas jusqu'à la conjonction de deux faits aussi défavorables pour l'opposition que l'unanimité obtenue par le président du Conseil devant ses ministres et une nouvelle vague de violences en Toscane, qui ne puisse contraindre Turati à abandonner ses certitudes : le premier événement n'est que l'effet « d'un trompe-l'œil », l'autre « une manœuvre commanditée par le chef de bande à l'attention des plus radicaux de son mouvement ou une façon d'habiller de dignité une mort certaine » lit-

<sup>49</sup> Drapeau de forme triangulaire, tels que ceux qu'on élève à la tête du mat sur les galères, le *gagliardetto* fut adopté comme insigne des arditi pendant la Première Guerre mondiale, récupéré ensuite par les *squadre* ou escouades fascistes, devenant enfin l'emblème choisit pour les formations de jeunesse du Parti fasciste.

<sup>50</sup> « Come già ebbi occasione di dire nel discorso della sala Borromini, bisogna sostare con tutte quelle che chiamo "le manifestazioni esteriori dell'attività di partito". Una luna pausa gioverà; le ripetizioni stancano. Gagliardetti e camicie nere gloriose devono uscire in rare date solenni. L'utilità propagandistica e probellistica di quelle manifestazioni c'è stata, e grandissima. Ora, un atteggiamento di astinenza, di riservo, di austerità, ci sarà di grande giovamento. », dans « Il messaggio del Duce », *Il Popolo d'Italia*, 2 décembre 1924.

<sup>51</sup> Sur le jugement de Giacomo Matteotti sur le fascisme, nous nous reportons au travail de Mauro Canali : Canali (Mauro), *Il delitto Matteotti, Bologne, Il Mulino, 2004*, p. 17-21, 25 et 28.

<sup>52</sup> Extrait du discours prononcé par Turati et Giovanni Amendola à Milan, reproduit dans *L'Avanti* du 2 décembre, dans Landuyt (Ariane), *Le sinistre e l'Aventino, op. cit.*, p. 261-262.

on dans une de ses lettres à Anna Kuliscioff<sup>53</sup>. On voit comment, en tout cela, une difficulté à prendre la mesure du contexte idéologique et politique qui se met en place avec le régime fasciste se mêle à des préjugés propres à leur idéologie et à la période de l'avant-guerre, qui ont cependant perdu toute pertinence dans le contexte du fascisme. On constate donc là aussi une sorte d'aveuglement qu'avait lui aussi perçu Carlo Rosselli dès 1924 et qu'il retranscrira huit ans plus tard, en évoquant la mémoire du député socialiste sous les traits d'un « grand prophète », cependant ignoré :

Le fascisme signifiait pour Turati l'effondrement de toute son œuvre, la conclusion tragique d'une période historique que rien ni personne ne peut désormais faire revivre. [...] Il ne sera plus, après cela, le chef d'un parti, il sera le chef moral de l'Italie. Il le sera après l'assassinat de Matteotti, il le sera surtout dans l'exil, dans les six longues années passées à Paris [...]. [Turati] nous semble se situer précisément entre la génération de 1848 et la génération de l'antifascisme révolutionnaire, entre le *Risorgimento* politique et le nouveau *Risorgimento* social et moral<sup>54</sup>.

Ce qui rend par conséquent, en 1924, la position du *leader* socialiste anachronique, ce n'est pas uniquement la nécessité pour l'opposition de se doter d'une doctrine ou du moins d'une éthique agissante dans une société en voie de s'abandonner à un nouvel autoritarisme. Les changements avaient leurs racines dans la sensibilité même de l'antifascisme, tel que l'avaient configurée la mémoire du mouvement combattant, l'exposition à la violence *squadriste*, l'intransigeance de la jeune génération. Giulio Butticci<sup>55</sup>, se remémorant cette période d'interrogations et d'agitations, admettait avec bon sens et bonne foi que les antifascistes, qui

<sup>53</sup> Turati évoque ainsi, pour le premier sujet, une « mascheratura » et analyse le second comme suit : « une manœuvre commandée par le chef du parti pour satisfaire les tendances extrémistes en son sein, une façon en somme d'habiller dignement une mort certaine. » (Traduction personnelle). Voir : Lettre à Anna Kuliscioff du 2 janvier 1925, dans Turati (Filippo), Kuliscioff (Anna), *Carteggio*, vol. 6, *Il delitto Matteotti e l'Aventino 1923-1925*, Schiavi (Alessandro, éd.), Pedone (Franco, éd.), Turin, Einaudi, 1977, p. 331. Le 31 décembre 1924, à Florence, les escouades fascistes avaient pris d'assaut, pendant la nuit, le siège du titre libéral-démocratique *Il Nuovo Giornale*. De même, des faits de violence furent constatés dans plusieurs quartiers de la ville. Les faits se répétèrent encore, dans les jours suivants, à Pise et à Sienne.

<sup>54</sup> « [...] il fascismo segnava per Turati il crollo di tutta la sua opera, la conclusione tragica di un periodo storico che nulla e nessuno potrà ormai far rivivere. [...] Egli non sarà più il capo di un partito, sarà il capo morale dell'Italia. Lo sarà dopo l'assassinio Matteotti, lo sarà soprattutto in esilio, nei sei lunghi anni trascorsi a Parigi [...] Egli ci appare tra la generazione del 1848 e la generazione dell'antifascismo rivoluzionario, tra il Risorgimento politico e il nuovo Risorgimento sociale e morale. », dans Rosselli (Carlo), « Filippo Turati e il socialismo italiano », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 3, juin 1932, p. 1-42

<sup>55</sup> Butticci (Giulio), *Dal Risorgimento al Partito d'Azione : ricorci e cronache di un quarantennio*, Lanciano, Rocco Carabba, 1980, p. 72 : « J'étais bouleversé par tout ce qui se passait autour de moi, par la facilité avec laquelle Mussolini avait gagné son parti et par le nombre incroyable de gens qui changeaient d'avis à son propos du soir au matin, se découvrant soudainement une âme d'ardents patriotes ; mais surtout j'étais scandalisé par le comportement du roi Victor Emmanuel qui avait, au dernier moment, désavoué le gouvernement légal, refusant de signer l'état de siège [...] Et ma sympathie allait instinctivement aux communistes, à ceux qui résistaient aux attaques fascistes par les armes. » (Traduction personnelle).

rejetaient avec force et résolution la révolution fasciste, ne suscitaient eux-mêmes pas moins l'enthousiasme que lorsqu' « ils résistaient par les armes aux offensives de leurs adversaires ». Il y a loin sans doute des crimes commis par les hommes en noir à ceux qui leur résistaient « par légitime défense », comme le remarquait Armando Gavagnin<sup>56</sup>, mais ces deux anciens résistants ont l'un comme l'autre saisi quelque chose de réel : l'antifascisme ne se fait valoir, notamment auprès de l'opinion et parmi elle de la jeunesse, par la force et l'enthousiasme suscitée qu'autant qu'il se voit lui-même investi de ces grâces et de cette aura. Était-ce finalement un signe de faiblesse ? Les antifascistes qui choisissaient d'agir par d'autres méthodes que celles prévues par la voie légale, se rendaient-ils tributaires d'aspirations confuses, ambiguës ? Si la prudence et la réflexion rationnelle sont insuffisantes dans ces moments qui échappent à toute forme de « normalité », la volonté d'agir ne peut à elle seule suffire.

Car tous ces témoignages ont le défaut, comme d'autres, d'écraser la perspective temporelle ; ils ne rendent pas compte des tâtonnements et des déboires, des difficultés qui ont émaillé ces débuts hasardeux de l'antifascisme, ce qui a finalement pesé dans la façon même d'écrire l'histoire de cette action d'opposition et de résistance au fascisme dans les années vingt. L'oubli entre évidemment en bonne part dans ce processus, de même que les libertés que s'autorise la mémoire dans l'évocation du passé vis-à-vis de la chronologie. On pense tout particulièrement ici au commentaire de Riccardo Levi, dans ses *Souvenirs politiques*, qui évoque ce qu'a représenté à ses yeux cette « troisième voie » antifasciste, ni solidaire de l'Aventin sans être communiste pour autant, et qu'il a ensuite décidé personnellement de rejoindre :

Les jeunes ne peuvent être nostalgiques d'une époque qu'ils n'ont pas connue : à tort ou à raison, peut-être plus à tort qu'à raison, ils refusent de reconstruire ce à quoi ils n'ont pas collaboré. À côté de l'antifascisme de l'Aventin [...] il y avait enfin un petit groupe, qui partait des prémisses analogues à celles posées par les communistes, mais qui ne se satisfaisaient pas de cette idéologie ; c'était un petit groupe d'intellectuels, même parfois trop raffinés dans leur esprit critique. Leur antifascisme était également intransigeant, autant que celui des jeunes communistes.<sup>57</sup>

<sup>56</sup> Gavagnin (Armando), *Vent'anni di resistenza al fascismo : ricordi e testimonianze*, Turin, Einaudi, 1957, p. 135 : « Il ne fait aucun doute que l'antifascisme n'a pas uniquement tué au cours de ces années terribles qui ont suivi la guerre en Italie. Mais au-delà de la question du nombre de morts, qui reste largement inférieur [à celles provoquées par les fascistes], le crime de l'antifascisme est le résultat indubitable d'une exaltation individuelle – ou de la foule autour – quand il n'a pas plutôt été commis – comme ce fut effectivement le cas le plus souvent – par légitime défense. » (Traduction personnelle).

<sup>57</sup> « I giovani non possono mai essere nostalgici : a torto o a ragione, forse più a torto che a ragione, rifiutano di ricostruire qualcosa alla quale non hanno collaborato. Fu quello l'antifascismo dell'Aventino [...] Vi fu infine

On comprend que Riccardo Levi, de même qu'Armando Gavagnin et, dans une certaine mesure aussi, Giulio Butticci, ont trouvé dans cet antifascisme – comme il en fut aussi pour une partie du milieu interventionniste et des générations nées avec le nouveau siècle – l'assurance qu'il incarnait, non le retour d'un passé pour eux désuet, mais un commencement, le début d'un mouvement accompagnant celui de leur époque. Ce qu'on ne parvient pas tout à fait à saisir, en revanche, ce sont les formes concrètes qu'ont pu prendre ces premières initiatives, ces expérimentations qui n'ont pu toutes s'inscrire dans la durée, mais qui ont aussi beaucoup compté dans ce qui est advenu ensuite. Si les hommes qui ont entrepris de lutter de façon plus active que les députés de l'Aventin, ont « montré l'exemple » ; ont – pour reprendre les mots de Pacciardi – « inculqué à la jeunesse un esprit de résilience » – il nous reste encore à restituer ce qu'ils ont fait, comment ils l'ont fait, mais aussi le sens qui a été donné, sur le moment ou *a posteriori*, à tous ces gestes et ces premiers rassemblements militants.

un piccolo gruppo, che partiva dalle medesime premesse [que les communistes], ma neppure vedeva le proprie aspirazioni soddisfatte dal comunismo, piccolo gruppo d'intellettuali, anche troppo raffinati nel proprio spirito critico. Il loro antifascismo fu intransigente, non meno di quello dei giovani comunisti. », dans Levi (Riccardo), *Ricordi politici di un ingegnere*, Milan, Vangelista, 1981, p. 17.

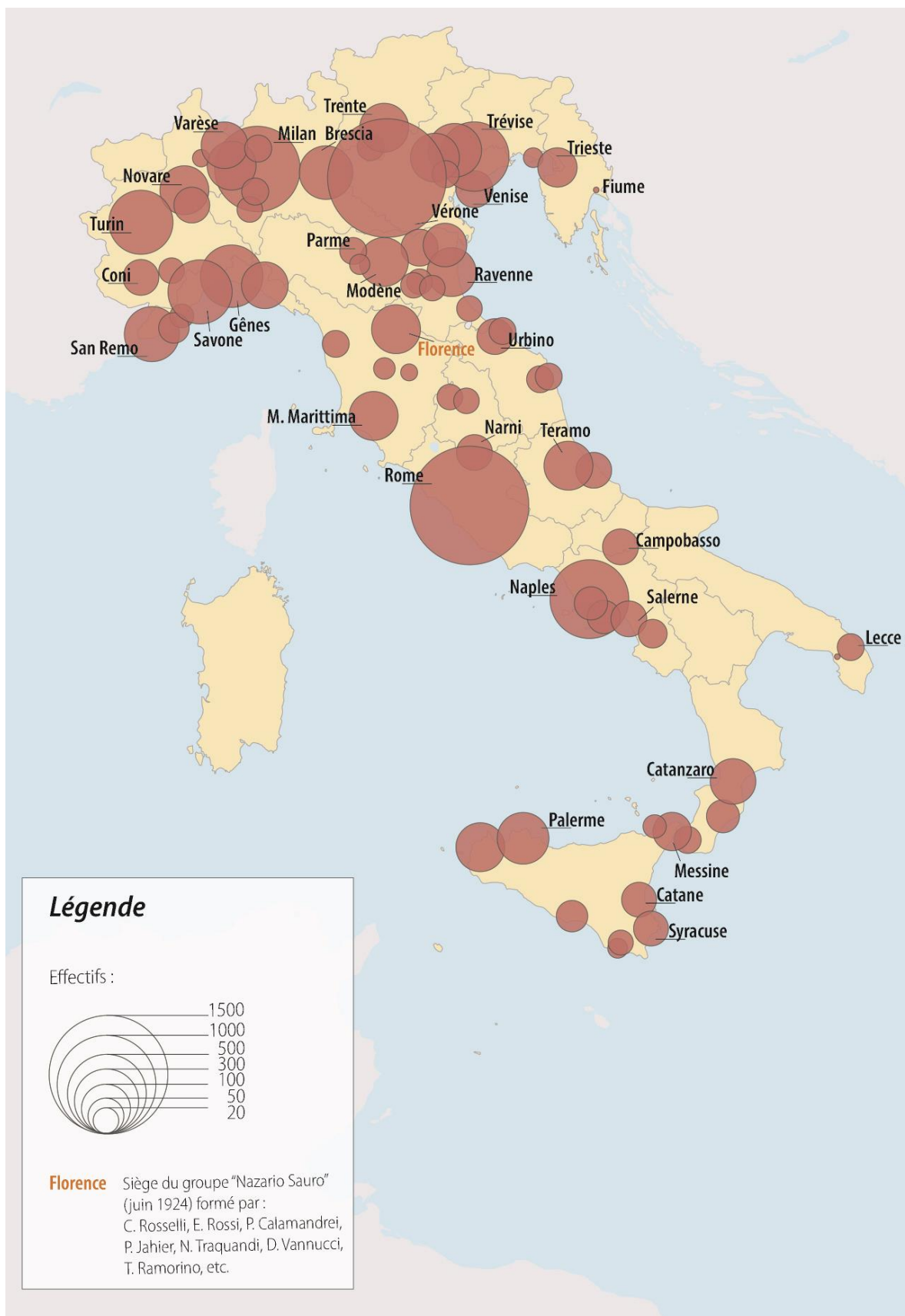


Figure 5 – Les groupes de l'« Italia Libera » en Italie (1923-1925)



## Les premiers pas dans l'action antifasciste, entre secret et publicité

Combien sont-ils et qui sont-ils, qu'ont-ils fait et comment l'ont-ils fait, ceux qui ont en quelque sorte fait le « premier pas » et, ainsi, montré le chemin ? Les personnalités dont nous avons déjà considéré le cas dans les chapitres précédents ont été tout à la fois des initiateurs et des modèles. Leur volonté d'agir primait et conditionnait, pour un premier temps au moins, tout le reste. L'impatience et l'exaspération que l'un après l'autre ils exprimèrent plusieurs mois après la disparition de Giacomo Matteotti, réprouvant l'inertie de l'opposition parlementaire, le montrent assez. Ceux qui avaient vu dans cet événement le symbole d'un sacrifice, un acte de courage et de noblesse exemplaire, condamnèrent par leur volonté de « faire » et « d'agir », l'impuissance indignée de députés, repliés sur « l'Aventin ».

Le cas florentin est assez éloquent à cet égard, à l'exemple du dynamisme de la section locale de « *L'Italia Libera* » puis du groupe qui fait imprimer clandestinement un journal dont le titre constitue en soi un élément assez signifiant dans le contexte de 1925 : *Non Mollare*.

Leur engagement porte en germe, depuis le début, un désaveu des partis et de leur stratégie de compromis, souvent conduite en désaccord avec les idées que l'élite dirigeante de ces organisations défendaient devant leurs militants : on l'aperçoit chez Carlo Rosselli<sup>58</sup>, dans la correspondance aussi de Salvemini, dans tout le mouvement de *La Rivoluzione Liberale* qui représenta pour les plus jeunes d'entre eux, un pôle d'attraction intellectuelle ; Rossi, qui n'avait pas la culture ni les préjugés socialistes, y insistait davantage encore. Entre l'été 1924 et janvier 1925, ces trois prirent donc progressivement une attitude d'opposition radicale et active au régime, sans s'être jamais trouvés en pareille situation. Ils recherchèrent d'abord la compagnie de tous ceux qui, comme eux, pensaient que face au fascisme, il ne fallait pas « lâcher prise », leurs semblables qui partageaient leurs émotions et voulaient opposer une force pour contenir celle qui se présentait contre eux. Aussi marquèrent-ils, par leur décision, le début d'une transition sans retour avec la fin de la période légale et le passage à un nouveau mode

<sup>58</sup> En particulier dans les lettres qu'il écrit à sa mère, pendant la deuxième moitié de l'année 1924. Ainsi, bien qu'il lui apprenne son adhésion au Parti socialiste unitaire, il s'impatiente d'assister, depuis Londres, à la partie de dupes qui se tient entre Mussolini et l'opposition qui tarde trop selon lui à réagir. Dès octobre, son analyse contredit sans ambiguïté la position de l'Aventin face à Mussolini : « Le discours de Mussolini était d'une gravité exceptionnelle. Démentie ou non ensuite, la ligne franchie signifie qu'on entend désormais engager le combat sur un terrain insurrectionnel. Comment l'opposition peut-elle continuer à se battre dans le respect de la légalité, alors que le Président du Conseil déclare qu'il ne reconnaît pas la validité juridique de ses méthodes ? Cela devient puéril et c'est faire le jeu de l'adversaire que de ne pas prendre acte du changement en cours. » (Traduction personnelle), dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 222, 225.

d'action<sup>59</sup>, qu'il nous fait désormais interroger dans sa singularité par rapport à des conceptions et des modalités classiquement politiques de la mobilisation.

***Des associations aux sociétés secrètes : « briser le cercle de la peur »***



**Figure 6 – Portrait de groupe de quelques-uns des fondateurs du *Non Mollare* à Florence (de gauche à droite : Nello Traquandi, Tommaso Ramorino, Carlo Rosselli, Ernesto Rossi, Luigi Emery, Nello Rosselli)<sup>60</sup>**

Capturé à Florence dans les jours du printemps 1925, il existe un portrait de groupe célèbre montrant une partie des membres de la section locale de « *L'Italia Libera* », fondateurs ensuite du journal *Non Mollare*, dans une attitude parfaitement sereine et même assurée, qu'on associerait difficilement à une idée de la clandestinité (fig. 6). Pourtant dans l'Italie fasciste du milieu des années vingt, ces individus, avec d'autres comme Gaetano Salvemini notamment, ont déjà effectué leurs premiers pas dans l'action antifasciste. Dans la formation de ce groupe, l'un des premiers hors de l'horizon communiste, le poids des rencontres et des liens noués entre l'immédiat après-guerre et le coup d'État d'octobre 1922, au sein du « *Circolo di cultura* » par

<sup>59</sup> Amendola (Giorgio), *Comunismo antifascismo Resistenza, Rome, Riuniti, 1967*, p. 405 : « Le *Non Mollare* voulait signifier la nécessité d'une action qui, pour reconquérir la liberté, devait aller au-delà des limites fixées par la loi fasciste et monarchiste, et rechercher dans l'action illégale les moyens de poursuivre la lutte antifasciste... Pour la liberté contre la légalité, cela nous apparaît avec le recul, en relisant ces numéros, comme la déclaration qui politiquement était la plus audacieuse qu'aient écrite les rédacteurs de ce journal clandestin, et la plus féconde pour le futur du mouvement antifasciste italien. » (Traduction personnelle).

<sup>60</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Sezione 11-Nuove acquisizioni, Documenti personali, IV, 4.5.

exemple, est important : confirmés par l'amitié et une sympathie intellectuelle, renforcés par l'expérience commune de la violence *squadriste* et de l'arbitraire fasciste face auxquels ils opposent un refus unanime de se soumettre, cette sociabilité s'installe de façon progressive, essentiellement hors des formations partisans du temps de l'avant-guerre.

Ce n'est pas que la politique compte peu dans cet antifascisme ; elle est là, bien sûr, omniprésente, dans les débats et les discussions qui les réunissent, dans les motivations qui les poussent à agir. Cependant, comme l'a illustré le cas de « *L'Italia Libera* », celles-ci ne sont pas univoques, loin s'en faut. Ce groupe agrège des profils relativement variés d'un point de vue sociologique<sup>61</sup> dont l'engagement actif contre le fascisme, s'il résulte quelques fois de trajectoires semblables entre elles, tient d'abord à un choix personnel, de l'individu face à lui-même. On peut relativiser cette assertion, comme on va le voir bientôt, mais il nous apparaît aussi que c'est là, la raison principale du caractère moral de cette décision, qui apparaît très nettement, notamment à la lecture des divers témoignages.

Mais ce que montre bien également l'exemple de « *L'Italia Libera* » ou du « *Circolo di cultura* », étudiés précédemment, c'est que l'existence d'un lieu où s'opère la transition de l'individuel au collectif, est indispensable dans le passage à l'action. Or, la proximité d'une expérience aussi importante que la Grande Guerre nous a permis d'identifier facilement le noyau d'origine de ces groupes. Cette épreuve et sa mémoire permettent d'agréger des personnalités certes très diverses mais qui se fondent rapidement, et malgré ces différences, au sein d'une activité et d'une société au regard desquelles la guerre sert à la fois de creuset et de référent commun.

Certains portraits nous renseignent sans doute plus que d'autres sur les liens profonds qui unissent cet antifascisme et l'interventionnisme. Surtout lorsqu'ils sont esquissés par un ami et un camarade de cette période : le témoignage insiste alors sur l'unité du sentiment volontariste

<sup>61</sup> Ce dont on peut en partie se rendre compte lorsque l'on égrène le nom et la profession des membres de l'association : on y retrouve surtout individus appartenant à la petite et moyenne bourgeoisie, comme des étudiants (Bruno Pincherle, les frères Rosselli, Paolo Rossi, Tommaso Ramorino, des enseignants (Piero Calamandrei, Ernesto Rossi), des employés (Ugo Bertieri, Gino Bistondi, Corrado Tei), des médecins (Luigi Alfonso Barbieri, Giovanni Montanelli, Piero Pieraccini, Luigi Rochat, Dino Vannucci), des avocats (Mariano Bulizza, Piero Burrelli, Carlo Celasco), des employés des chemins de fer (Raffaele Cristofani, Achille De Liguori, Camillo Attuoni, Cesare Drigani, Foscolo Ferrari, Bruno Pucci, Carlo Vanzetto), ou des postes (Ugo Cecconi, Fernando Cuccuini, Luigi Lillini, Cassiano Penni, Girolamo Perasso, Alessio Raspini), des imprimeurs (Luigi De Angelis), des commerçants (Mario Pedani, Mario Campolmi, Silvio Giorgi, Tommaso Giorgi, Dino Toccafondi, Fernando Traquandi), des experts-comptables (Piero Carrer), ou encore des écrivains (Piero Jahier), et de rares ouvriers (Vasco Baldi). Rossi (Ernesto), « *L'Italia Libera* », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 49.

et de l'esprit d'initiative, propres dans les deux expériences à anticiper ou contredire l'action des organisations politiques elles-mêmes. On voit alors à l'œuvre une sorte de continuité, sinon de forme, au moins de sens comme le prouve le lien moral qui réunit par exemple Ernesto Rossi et Dino Vannucci depuis la fondation de « *L'Italia Libera* » à Florence, et un peu auparavant, au sein de l'Association des mutilés de guerre :

Désinvolte comme le savent être seulement les Florentins, quand ils sont de la bonne race, Dino était parfaitement insensible aux mises en scène macabres et à la rhétorique *d'Annunzienne* de l'«aveugle visionnaire». Pour cette raison, j'éprouvai une sympathie instinctive à son égard. Grand, le port un peu voûté, l'allure claudicante, Dino avait un long visage de cheval, que son sourire illuminait. Toujours prêt à la dérision, il ne semblait rien prendre au sérieux. Mais il fut le premier à payer de sa personne, quand il le fallait, pour quelque chose qui en valait la peine. Et les choses qui comptaient à ses yeux étaient celles que les hommes, en général, considèrent comme absurdes : la vérité, la liberté, la justice. Interventionniste contre le militarisme allemand, il avait refusé de se réfugier à l'infirmerie dès qu'il le put. Il était parti au front comme simple soldat, dans les brigades alpines, d'où il était revenu avec une blessure au genou qui le rendit boiteux pour le reste de sa vie, et avec un doigt en moins à la main droite. Enseignant libre en anatomie et en histologie pathologique, il consacrait une bonne partie de son immense fortune, dont il avait hérité, à la recherche, et la journée lui semblait toujours trop courte dans sa salle d'anatomie ou devant son microscope. Aussi lui restait-il peu de temps à consacrer à sa femme et ses deux filles, qu'il aimait tendrement pourtant. Le soir, lorsque nous nous disputions lors entre membres du comité directeur de l'« *Italia Libera* », il ne regardait jamais sa montre [...]. Il voulait être de toutes nos manifestations, parce qu'il refusait de demander à d'autres de prendre des risques, s'il ne les prenait pas lui-même<sup>62</sup>.

On approche ici un élément important, au-delà de l'hommage rendu par Rossi à son ancien camarade, et du ton nécessairement affecté et emphatique de son propos. Comme les autres personnalités auprès de qui il se rapproche à la moitié des années vingt, Rossi tient

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 47-48 : « Scanzonato come lo sanno essere soltanto i fiorentini, quando sono di razza buona, Dino era del tutto insensibile alle macabre messe in scena ed alla retorica dannunziana del «cieco veggente». Mi riuscì, per questo, simpatico fin dal primo momento. Alto, dinoccolato, claudicante, Dino aveva un lungo viso da cavallo, che si illuminava tutto nel sorriso. Pronto allo scherzo ed alla barzelletta, sembrava non prendesse niente sul serio. Ma era il primo a gettarsi allo sbaraglio, quando c'era da pagar di persona, per qualcosa che ne valesse la pena. E le cose importanti per lui erano le cose che gli uomini che «san vivere», in generale, considerando sciocchezze : la verità, la libertà, la giustizia. Interventista contro il militarismo tedesco, non aveva voluto imboscarsi in sanità. Era andato al fronte come soldato semplice, negli alpini, e ne era tornato zoppo per tutta la vita, per una ferita al ginocchio, e senza un dito della mano destra. Libero docente in anatomia e istologia patologica, gettava buona parte della ingente fortuna, ereditata dal padre, nelle ricerche scientifiche, e la giornata gli sembrava sempre troppo corta in sala anatomica o davanti al microscopio. Ben poco tempo gli restava per la moglie e le due bambine, che pure amava teneramente. La notte, quando discutevamo nel direttivo dell'Italia Libera, mai guardava l'orologio. [...] Dino voleva essere presente in tutte le nostre manifestazioni, perché pensava di non avere il diritto di chiedere agli altri di correre rischi, se non rischiava lui stesso. »

l'impuissance des démocrates à « payer de leur personne » pour leur échec même<sup>63</sup>. De cette critique de l'attentisme, il tire un volontarisme amplifié par les souvenirs communs de leur engagement interventionniste. Mais c'est moins l'idéologie et les discours de 1915 qui les impressionnent et qu'ils retiennent, que la vertu de l'*acte* et de la décision d'aller se battre, d'assumer pratiquement ses responsabilités, qui est partie intégrante de leur caractère et que l'on retrouve à tous les instants de leur vie quotidienne.

Un autre témoignage, indépendant du contexte toscan, nous pousse à des conclusions identiques : il s'agit ici de Riccardo Bauer, dont le domicile à Milan, *piazzale* Cadorna, est devenu depuis 1925 un autre lieu de ralliement de l'antifascisme démocratique et libéral, notamment après le vote des premières mesures d'amnistie par le régime<sup>64</sup>. Si elles encouragent l'accommodement aux nouvelles autorités, ces dispositions législatives suscitent aussi d'autres dynamiques de résistance au fascisme, qui trouvent dans le compromis le miroir contraire de l'idée que ces antifascistes cherchent à incarner. Continuer à agir, à écrire, à publier ne sert plus simplement à essayer de « persuader », à « protester » et encore moins à « polémiquer », mais à réaffirmer le devoir d'un « homme libre »<sup>65</sup>. On ne faisait pas profession de « moraliste », de « style » et d'« honnêteté », mais d'une volonté – aussi désespérée soit-elle – d'agir et de faire, envisageant toutes les voies possibles :

Nous pensions qu'il ne fallait négliger aucune des voies qui nous avaient été imposées par la dictature, [...] qui ne pouvait être renversée par la seule action politique verbale. Face au fascisme, une attitude moralisatrice ne suffisait pas ; ce n'était pas une question de style et d'honnêteté mais de force, pour s'opposer à une autre force [...] ; une question

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 45 : « Plus, peut-être encore qu'aux fascistes, ceux que nous dérangions le plus étaient ces antifascistes bien intentionnés. En plus de se refuser à toute forme de contribution, de peur de se compromettre, ils théorisaient aussi leur lâcheté en se réfugiant derrière des principes politiques et moraux des plus sublimes, accusant les quelques personnes qui, après la "marche sur Rome", ont refusé de se résigner au fait accompli. » (Traduction personnelle).

<sup>64</sup> Ces mesures sont votées à la fin de juillet 1925. Elles concernent l'ensemble des « délits communs et militaires » et visent, entre autres, à l'abandon des poursuites judiciaires engagées dans le cadre de l'affaire Matteotti. Poursuivi pour avoir diffusé plusieurs copies de l'opuscule rédigé par Carlo Sforza et intitulé *La politica estera di Mussolini*, Riccardo Bauer en bénéficie lui-même. En disponibilité de l'enseignement depuis octobre 1924, il est cependant intimé de reprendre son service, sous peine de perdre son poste, ce qu'il refuse. Dans la lettre du 5 novembre à son directeur d'école, il écrit en effet : « les engagements qui m'ont amené à prendre cette décision sont tellement importants, tellement urgents pour moi que je ne pouvais m'y soustraire, même si je devais subir pour cela de graves dommages corporels. Et désormais, ils sont si prenants qu'ils me placent dans l'impossibilité matérielle de retourner enseigner à l'école. » Riccardo Bauer avait intégré, en octobre 1922, l'Ecole technique P. Fusi, à Milan.

<sup>65</sup> Bauer (Riccardo), *Quello che ho fatto. Trent'anni di lotte e di ricordi*, Malvezzi (Piero, éd.), Melino (Mario, éd.), Milan, Cariplo, Rome, Laterza, 1987, p. 33.

donc qu'il ne fallait pas laisser mûrir lentement mais plutôt affronter en s'employant à d'actes désespérés qui témoignaient cependant d'une volonté de faire<sup>66</sup>.

Ici, Riccardo Bauer insiste en fait sur les deux dimensions de son activité : son caractère politique en premier lieu, pour défendre la nécessité de son action, mieux souligner en retour la nuisibilité à long terme de l'immobilisme et du refus d'agir contre la loi fasciste. C'est que les motifs ne manquent pas, dès le mi-temps des années vingt : il y a la peur bien sûr, et la prudence qui retiennent toute démarche d'ouverture vers l'extérieur et rendent plus difficile l'identification de ses semblables<sup>67</sup> ; il y a aussi la subtilité rhétorique et la ruse auxquelles d'autres préféreront recourir pour déjouer les rets de la censure, mais qui a le défaut d'être moins direct et de ne s'adresser, de fait, qu'à un public d'initiés, encore plus restreint donc<sup>68</sup>. D'autre part, et cette fois pour mieux distinguer son engagement de celui des fascistes, Bauer répète que tout les sépare : leurs mœurs, leur mentalité et leurs méthodes. Il se revendique, par contraste, d'un « sens de la responsabilité », d'une « honnêteté intellectuelle » et d'une « force d'âme » qu'il situe dans ses mémoires au principe de sa décision.

Pour Ernesto Rossi, de même, l'utilité de l'action entreprise dès juin 1924 est indiscutable :

À Florence, « *L'Italia Libera* » fut utile pour rompre l'isolement dans lequel se trouvait chaque antifasciste face à la bestialité triomphante ; pour donner aux antifascistes quelque chose à faire en tant qu'antifascistes, puis pour les mettre en contact les uns avec les autres et ainsi de leur redonner du courage ; pour identifier les fanfarons, qui se satisfaisant de « tenir la flamme de l'idéal sous le boisseau », de ceux qui au contraire, même dans les épreuves les plus petites, montraient qu'ils étaient vraiment prêts à faire des sacrifices pour reconquérir les libertés perdues<sup>69</sup>.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 36 : « Pensavamo di non dover trascurare alcuna strada impostaci dalla dittatura, che mostrava di non aver scrupoli e di non poter essere rovesciata da una soltanto verbale azione politica. Di fronte al fascismo imperante non era sufficiente un atteggiamento moralistico, era necessario un fare politico ; non era questione di stile e di onestà o correttezza ma di forza, da opporre ad una forza conculcatrice di ogni libertà ; questione quindi non da lasciare ad una lenta storica maturazione ma da affrontare anche con disperati atti di volontà operativa. »

<sup>67</sup> Ginzburg (Natalia), *Les Mots de la tribu*, Paris, Grasset, 2008, p. 75. La narratrice, fille de l'illustre scientifique Giuseppe Levi, raconte ainsi comment son père s'enthousiasmait à chaque fois qu'il apprenait, par hasard, l'existence d'un antifasciste parmi ses relations : « Les antifascistes, avec le temps, se faisaient toujours plus rares : et à peine mon père apprenait-il l'existence de l'un d'eux, il se réjouissait sincèrement. - Ah il est antifasciste ? Ah vraiment disait-il avec intérêt. N'empêche que ses tableaux [Casorati] sont des lavasseries ! ». Voir aussi : Rossi (Ernesto), « *L'Italia Libera* », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 44 : Dès la période de « *L'Italia Libera* », avait été instauré une procédure d'admission visant à s'assurer de la qualité et de la sincérité des futurs membres.

<sup>68</sup> Bauer (Riccardo), *Quello che ho fatto. Trent'anni di lotte e di ricordi*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>69</sup> « La funzione dell'Italia Libera in Firenze fu quella di rompere l'isolamento, in cui si trovava ogni antifascista innanzi alla bestialità trionfante ; dare agli antifascisti qualcosa da fare come antifascisti, e quindi metterli a contatto fra loro e rincuorarli ; distinguere i bagoloni, che si contentavano di "tenere accesa sotto il moggio la fiaccola dell'ideale", da coloro che, anche nelle piccole prove, dimostravano di essere veramente disposti a fare dei sacrifici per riconquistare le perdute libertà. ». Voir : Rossi (Ernesto), « *L'Italia Libera* », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 63.

Habiles à justifier de la légitimité de leur engagement, Ernesto Rossi et Riccardo Bauer montrent bien que l'action résistante, à ses débuts, bien qu'elle ait représenté sur le moment un saut dans l'inconnu, remplissait un ensemble de fonctions bien précises, celle en premier lieu de sortir les antifascistes de leur solitude, dans laquelle il était parfois tentant de se réfugier soi-même, comme on l'a vu en 1923 avec Salvemini. Leur engagement précoce dans la clandestinité, avec « *L'Italia Libera* » dès le printemps 1924, représente par ailleurs une expérience formatrice de sorte qu'il est possible de relever une continuité entre les luttes, qu'on identifie traditionnellement, dans les mémoires puis les monographies historiques, par synecdoque au titre du tract, de la feuille clandestine ou du journal par lequel ces « sociétés secrètes » ont aussi choisi de s'adresser à l'opinion.

Cette continuité se signale tout particulièrement dans le cas florentin : dès la fin de l'année 1924, en décembre, Carlo Rosselli évoque, dans une lettre, la création d'une revue de « critique du fascisme et du pré-fascisme »<sup>70</sup>. L'idée est finalement abandonnée, et c'est en fait un autre projet qui est conduit à son terme, au début de 1925 : la publication, clandestine, d'un journal antifasciste, envisagée et mûrie au sein du groupe de « *L'Italia Libera* » depuis l'automne 1924, d'après le témoignage de Rossi<sup>71</sup>. C'est donc progressivement, plutôt que, brutalement, dès le lendemain du discours du 3 janvier 1925, que se pense et s'organise l'action clandestine et extra-légale. Ces pratiques remontent même, dans le cas présent, à une date très antérieure puisque, dès la création en Toscane de la section de « *L'Italia Libera* », sont instaurées des méthodes visant à préserver l'anonymat des membres et soustraire à la surveillance des autorités, des renseignements sensibles<sup>72</sup>.

Les six mois d'activité de « *L'Italia Libera* » à Florence, nous apprennent autre chose encore sur ce qu'ont en tête ces opposants lorsqu'ils décident de « passer à l'acte ». Car dans le même

<sup>70</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Amelia Rosselli du 26 décembre 1924, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli*, *op. cit.*, p. 231. D'après Zeffiro Ciuffoletti, la revue aurait notamment dû impliquer, outre Rosselli, Gaetano Salvemini et Max Ascoli.

<sup>71</sup> Rossi (Ernesto), « Il "Non Mollare" », *Il Ponte*, n° 6, 1945.

<sup>72</sup> Dès sa création, en 1923, l'organisation attira l'attention de la police fasciste et de Mussolini en personne qui décida de l'infiltrer. En effet, la volonté de se séparer de l'ANC était un signal politique fort, dans la mesure où depuis le 13 janvier 1923, le Grand Conseil fasciste avait tout mis en œuvre pour attirer, dans l'orbite du régime, les associations d'anciens combattants. Voir : Zani (Luciano), *Italia Libera*, *op. cit.*, p. 20. Toutefois, à Florence, d'après Rossi, les membres de « *L'Italia Libera* » ne tenaient ni registre ni aucune sorte de listes nominatives. C'est en fait à l'aide d'une méthode assez inventive qu'étaient identifiés et enregistrés tous les adhérents : « Le registre était conservé de façon très ingénieuse, sur des faux billets de loto. Le numéro de la loterie indiquait la date de fin de la cotisation ; le premier et le deuxième numéro du tirage, qui étaient rapportés à un guide de la ville, mentionnait le numéro de la rue ; le troisième donnait celui de la résidence ; le quatrième, le montant à payer. Nous n'avions pas de vraies listes. Grâce à ces faux billets, nous nous souvenions de chaque nom par cœur. » (Traduction personnelle), dans Rossi (Ernesto), « *L'Italia Libera* », *op. cit.*, p. 50.

temps, les hommes de parti continuent de protester, poursuivent jusqu'en décembre leur mission de propagande, que ce soit par la voie écrite ou orale. Mais les publications qui paraissent légalement refusent la sédition, proscrivant ou plutôt n'envisageant pas autrement leur rôle qu'au sein du cadre légal et institutionnel ; les autres, celles qui s'organisent dans un cadre extra-légal se suffisent de prôner la désobéissance comme vertu morale. Seraient-ce donc *in fine* deux types de contre-propagande de forme bien différentes, mais en définitive d'une intention et d'une efficacité proches ?

Nous avons déjà évoqué comment les acteurs avaient eux-mêmes justifié de l'utilité de leur entreprise. Rossi, plus que d'autres sans doute, y est revenu de nombreuses fois ; lorsqu'il évoque ces années, c'est toujours pour rappeler l'utilité de ces premières initiatives antifascistes, dont l'impact moral et l'efficacité instrumentale sont en fait indissociables :

La presse clandestine était l'instrument le plus approprié pour continuer la lutte ; on pouvait ainsi rester en contact avec les antifascistes d'autres localités, leur donner quelque chose à faire pour les préparer à prendre des risques et à savoir résoudre par eux-mêmes des problèmes d'organisation et de coordination, sans pour cela attendre d'ordres venant d'en-haut<sup>73</sup>.

N'est-ce pas, également, ainsi qu'elles sont perçues par les fascistes ? On peut certes écrire, comme l'assène le journal *L'Impero* au mois de juillet 1925, que « L'opposition n'incarne pas la majorité, [qu'] elle n'est pas non plus une institution, ni une force insurrectionnelle, [qu'] elle n'existe pas » et rapporter ainsi son action à des actes dérisoires, la réduire en quelque sorte à « une manifestation typographique » : « [La] pseudo-existence [de l'antifascisme] n'est faite que de papier, de plomb et de linotypes<sup>74</sup> ». En privé, les autorités jugent autrement les manifestations de dissidence face au pouvoir, singulièrement à Florence où quelques recherches dans les archives de la préfecture ont permis, avant nous, de mesurer le zèle avec lequel les préfets de la ville, Vincenzo Garzaroli d'abord puis Enrico Palmieri, appliquent les consignes

<sup>73</sup> « La stampa clandestina [...] lo strumento più idoneo per continuare la lotta [...] mantenerci in continui rapporti con gli antifascisti delle diverse località, di da loro qualcosa da fare per allenarli a correre rischi ed a risolvere problema organizzativi, senza attendere ordini da nessun superiore [...] La stampa clandestina faceva nascere spontaneamente l'organizzazione rivoluzionaria, che meglio corrispondeva alle difficili condizioni nelle quali dovevamo agire senza una sede, senza gradi gerarchici, senza tessere, senza scartoffie. », dans Dal Pont (Adriano), Leonetti (Alfonso), Massara (Massimo), *Giornali fuori legge : la stampa clandestina antifascista, 1922-1943*, Rome, Associazione Nazionale Perseguitati Politici Italiani Antifascisti, 1964, p. 86-7.

<sup>74</sup> *L'Impero*, 18 juillet 1925, dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. XII : « Bisogna finirla con le provocazioni al fascismo : è il momento di chiudere le cloache pestilenziali. Le opposizioni non sono una maggioranza, non sono un istituto, non sono una forza insurrezionale, non esistono. La loro pseudo-esistenza è fatta di rotoli di carta, di piombo e di linotypes. Ripetiamo, ancora una volta, che l'opposizione non è che un'espressione tipografica. »



transmises dès l'automne 1922 par le chef de la police, Emilio De Bono<sup>75</sup>. Non que toutes les manières de manifester son désaccord soient perçues avec le même degré d'inquiétude par l'administration fasciste. Une classification scrupuleuse fait distinguer aux autorités préfectorales « la propagande antinationale » et « la perturbation à l'ordre public » de la « subversion ». Dernier vocable réservé à l'évocation d'associations constituées dans le secret, comme si les moyens pratiques et la discipline « militaire » qu'elles recèlent ne pouvaient être que destinés à une insurrection violente contre l'État. Avec une exagération manifeste par rapport à l'influence réelle du groupe au moment de sa dissolution, Federzoni détaille ainsi l'activité de « *L'Italia Libera* » :

Il ne s'agit plus d'un mouvement qui agit dans le champ idéologique, par la propagande et l'association, mais bien plutôt d'un mouvement qui [...], se prépare concrètement au renversement du pouvoir en place par des moyens violents [...] <sup>76</sup>.

Pas moins inquiétante à ses yeux, l'action par la propagande réveille selon lui l'ardeur et suscite ainsi l'indiscipline et le désordre parmi les groupes fascistes locaux. Or, les motivations du ministre sont limpides et parfaitement lisibles concernant l'agitation *squadriste* : la récurrence de tels événements est en effet interprétée, encore une fois, comme une atteinte au « prestige de l'État, et du fascisme lui-même, en Italie comme à l'étranger ». Aussi faut-il redouter la moindre activité antifasciste, autant parce qu'on en exagère l'ampleur que parce qu'on souhaite maintenir l'ordre et la réserve, y compris dans son propre camp. D'où l'affairement du ministre de l'Intérieur Luigi Federzoni et des préfets placés sous sa tutelle à réprimer toute manifestation des « éléments antinationaux », à fermer les lieux de réunion pour empêcher de potentiels épisodes de violence et de « désordres » publics, en particulier dans un territoire aussi sensible que la Toscane.

C'est que la violence qu'on exerce sur son adversaire n'est pas uniquement physique ; elle s'exerce également de façon psychologique et morale, et peut donc être « terroriste ». Le maintien d'une opposition antifasciste symbolise en conséquence la possibilité d'une réaction à cette terreur, la manifestation d'une *résistance* qui agit en retour sur l'opinion, comme on le

<sup>75</sup> Ronconi (Renzo), « Antifascismo borghese, 1922-1930 », *Italia contemporanea*, n° 140, septembre 1980, p. 19.

<sup>76</sup> Rapport du chef de la police du 4 janvier 1925. Voir : Pugliese (Stanislao), *Socialista eretico ed esule antifascista*, Turin, Einaudi, 2001, p. 41 : « Non trattasi più ormai di un movimento che svolge nel campo ideale della propaganda e della libertà di associazione ; bensì di un movimento che, grazie ad una larghezza di mezzi di oscura provenienza, va apprestando mezzi pratici per sovvertire violentemente i poteri costituiti, inquadrandosi militarmente, armandosi, sobillando, ed agendo in modo da provocare tumulti, disordini, sedizioni, da rendere lo Stato malsicuro all'interno ed all'esterno, e da danneggiare il prestigio ed il pubblico credito. »

voit, par exemple, peu après la disparition du corps de Matteotti<sup>77</sup>. Inversement, plus cette manifestation se fait rare, plus le « cercle de la peur »<sup>78</sup> s'élargit. D'autant que les groupes clandestins disposaient de capacités plutôt rudimentaires en regard des actions de propagande déployées par le régime<sup>79</sup> et qu'ils leur étaient devenu trop dangereux d'organiser des rassemblements publics, en raison du recul rapide de l'opposition, entre novembre et décembre 1924<sup>80</sup>.

Ce que tout ceci illustre, c'est donc la difficulté pour l'opposition antifasciste à agir et se montrer par subtil dosage d'apparition et de dissimulation. Aussi, à force d'improvisation et de perfectionnements progressifs, l'action clandestine permet aux antifascistes de manifester leur présence secrète. Elle commence classiquement par des inscriptions sur les murs de la ville ou la publication de papillons que l'on vient discrètement coller, la nuit tombée<sup>81</sup>. L'opposition tente également d'informer autour d'elle sur les faits de violence commis par le régime : ces événements sont comptabilisés, documentés puis envoyés aux journaux de l'opposition afin de leur donner l'ampleur nécessaire pour contrer la propagande fasciste ; parfois, ils sont même affichés de façon ostentatoire de façon à être vus et sus par tous les citoyens<sup>82</sup>. Autant de modes opératoires qui seront par la suite conservés ; grâce auxquels peut s'organiser une contre-propagande antifasciste s'employant à réveiller les consciences endormies, secouer les esprits craintifs, et mêlant pour cela l'action directe et la contre-information. Surtout, ces pratiques ont

<sup>77</sup> Le 16 juillet 1924, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Cesare Battisti, la section florentine de « *L'Italia Libera* » organise sa première et unique manifestation publique, en défilant dans les rues de la ville : « C'était la première fois en deux ans que les antifascistes manifestaient dans les rues, mettant fin un instant l'atmosphère de terreur que les "sauveurs de la patrie en danger" faisaient peser sur la ville, avec la connivence du préfet, du préfet de police et des magistrats. » (Traduction personnelle). Voir : Rossi (Ernesto), « *L'Italia Libera* », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 51.

<sup>78</sup> *Ibid.* : « Pour briser le cercle de la peur, des manifestations de ce genre, en plein air, étaient essentielles, mais trop dangereuses. Si nous voulions sérieusement développer l'organisation clandestine, on ne pouvait plus se permettre ce genre d'action. »

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 60-61 : Rossi raconte ainsi que le 31 décembre, lors du saccage du « *Circolo di cultura* » et des journaux de l'opposition, *Il Nuovo Giornale* et *Fanteria*, la ville fut survolée par un avion d'où furent lâchés des paquets de tracts qui « annonçaient aux opposants que leur dernière heure était arrivée » et que, bientôt, tout le monde, en Italie, « serait fasciste ».

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 53 *sqq.* Encore, début novembre, Rossi se souvient que l'opposition était à l'abri d'une répression systématique de la part des fascistes : tant que le monarque pouvait démettre Mussolini de ses fonctions et qu'une presse libre se maintenait active – malgré la menace des bandes *squadristes* et les difficultés posées par le préfet – les antifascistes pouvaient encore faire quelque chose. Du moins, le rappel à l'ordre des autorités et le risque d'une arrestation ne devaient pas freiner l'entrain du groupe.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 44 : « Nous recrutons des membres, collections de l'argent, publions et distribuons des feuilles clandestines, inscrivons nos mots d'ordre sur les murs, collions de nuit des affiches, envoyons aux journaux de l'opposition toutes les informations que nous pouvions rassembler sur les actes criminels commis par les fascistes. » (Traduction personnelle).

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 52.

rendu possibles, à Florence et autour de la cité toscane, le maintien et le prolongement remarquable des expériences de lutte antifasciste.

**« Ne pas transiger, ne pas ralentir, ne pas faire preuve d'indulgence : ni envers les autres, ni, surtout, envers soi-même<sup>83</sup> » : le *Non Mollare* à Florence**

Les temps deviennent de plus en plus durs. Ne vous perdez pas dans des guerres internes, et n'essayez pas de les provoquer inutilement. Continuez à agir de façon indépendante... Si des mesures sont prises contre les associations, je n'ai pas besoin de vous rappeler que votre devoir est de résister : aussitôt séparés les uns des autres, réunissez-vous le lendemain [...] Ainsi nous saurons quoi faire : nous transformerons les associations en sociétés secrètes.

Le conseil de Giuseppe Mazzini à l'artiste toscan, de foi démocrate et patriote, Andrea Giannelli, date de juin 1862. On le voit toutefois réapparaître au tout début de l'année 1925, au verso d'un « bulletin d'informations » portant le titre *Non Mollare*. Témoins comme historiens<sup>84</sup> ont souvent mentionné l'existence de ce journal clandestin pour en souligner l'impact exceptionnel dans la recomposition de l'opposition. Le *Non Mollare* naît au tout début de 1925, de l'initiative des frères Rosselli et de deux autres membres du groupe toscan de « *L'Italia Libera* », Dino Vannucci et Nello Traquandi. Cette publication, dont le titre ordonnait clairement aux antifascistes de passer à l'action, paru entre janvier et l'automne 1925, sous la forme d'une note d'informations de deux ou de quatre pages de format d'une feuille de papier A4<sup>85</sup> (fig. 7).

D'après Ernesto Rossi qui a raconté cette anecdote au tout début du second après-guerre, le titre fut d'abord suggéré par Nello Rosselli puis adopté à l'unanimité par l'ensemble du groupe :

C'était exactement ce que nous voulions exprimer. C'était tout à la fois un reproche, une réprimande, et une incitation, un ordre lancé à tous les indécis qui, à l'aide de mille

<sup>83</sup> Calamandrei (Piero), *Uomini e città della Resistenza. Discorsi, scritti ed epigrafi*, Luzzatto (Sergio, éd.), Bari, Laterza, 2011, p. 62.

<sup>84</sup> On a déjà cité le témoignage de Giorgio Amendola. Nous nous limitons à renvoyer par ailleurs aux commentaires de Renzo De Felice dans sa biographie de Mussolini : « D'un point de vue historique général, il ne fait aucun doute que le 3 janvier, l'opposition a perdu sa bataille. En ce sens, ceux qui l'ont le mieux vu sont d'abord [les membres qui composent] la nouvelle opposition extra-légale, clandestine, intransigeante dans son antifascisme et son antimonarchisme, qui, précisément, à partir de janvier 1925, à commencer à prendre forme sur les ruines de "L'Italia Libera" dissoute et qui, au tout début, à son centre moteur à Florence, dans le groupe du *Non Mollare*. ». De Felice (Renzo), *Mussolini il fascista*, vol. 2, *L'organizzazione dello Stato fascista 1925-1929*, op. cit., p. 13.

<sup>85</sup> Dès 1954, Piero Calamandrei, alors directeur de la revue mensuel *Il Ponte*, entreprit la republication des exemplaires du journal florentin, afin de documenter l'une des premières expériences d'antifascisme clandestin, et rendre hommage à ses protagonistes, tués à cette occasion ou plus tard, pendant les années d'exil et d'engagement militant. La première édition, parue en 1955, fut accompagnée de témoignages de Gaetano Salvemini, Ernesto Rossi et Calamandrei lui-même, sur l'antifascisme à Florence, depuis le « *Circolo di cultura* » au *Non Mollare*.

excuses, justifiaient l'inutilité d'une action contre le fascisme, à toutes les âmes craintives qui acceptaient déjà de se soumettre, d'admettre le fascisme comme un fait, adoptant une attitude servile par peur du pire<sup>86</sup>.

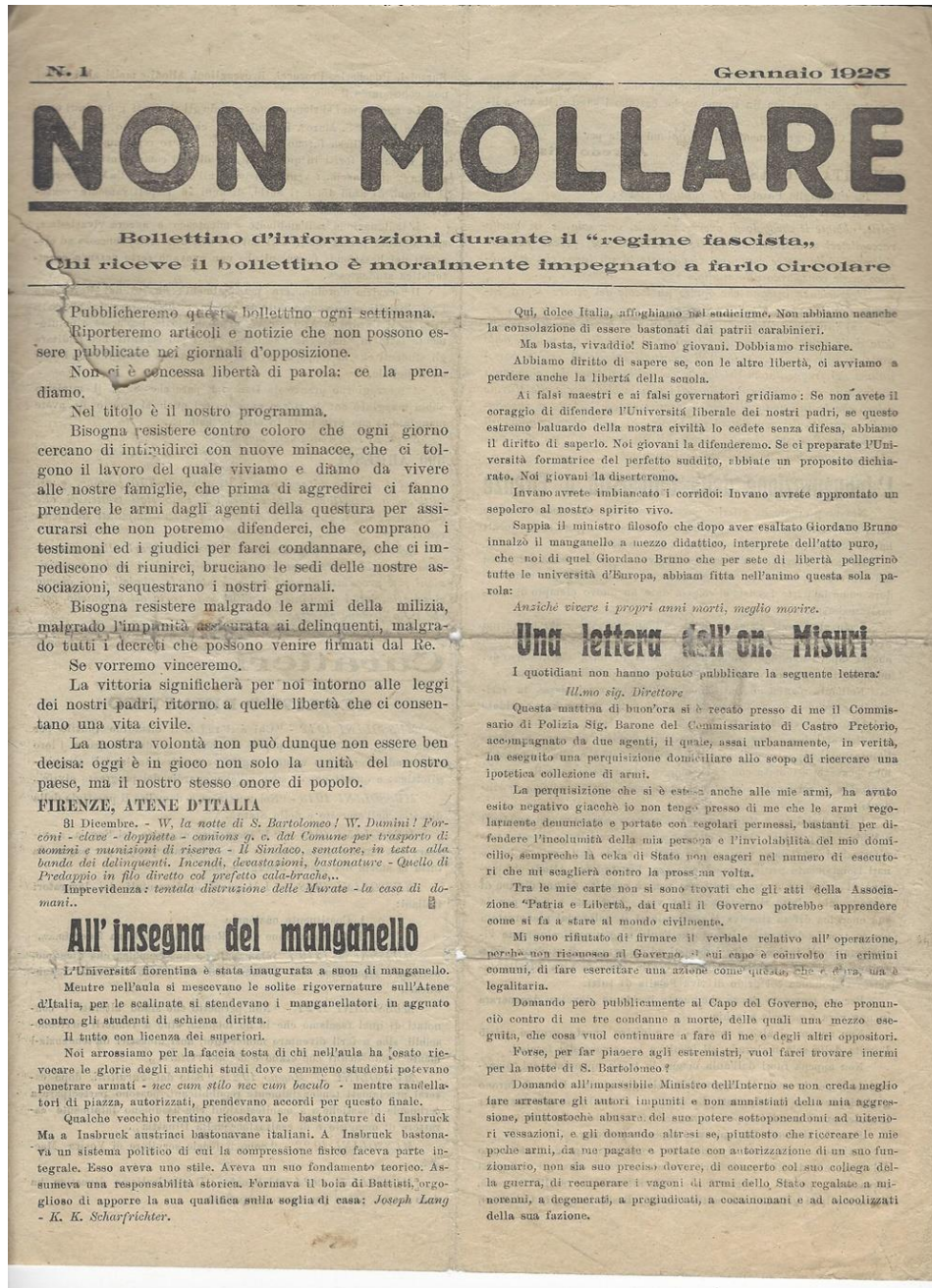


Figure 7 – « Une » du premier numéro du bulletin antifasciste publié clandestinement *Non Mollare*.

<sup>86</sup> « Era proprio quello che volevamo dire. Era un rimprovero, un incitamento, un comando a tutti i "cacastecchi" che, con mille ragioni, dimostravano che ormai non c'era più nulla da fare, a tutte le anime pavide che già accettavano il fascismo come un fatto compiuto, adattandosi alla servitù per timore del peggio. », dans Rossi (Ernesto), « Il "Non Mollare" », *Il Ponte*, art. cité.

Suite à la dissolution de « *L'Italia Libera* »<sup>87</sup>, cet appareil rudimentaire de contre-propagande s'affirma rapidement comme le pôle de structuration du mouvement antifasciste à Florence, lui permettant de pallier l'absence d'organisation stable et de tisser des connexions entre les divers points d'un réseau national. Bien que sommaire, dépourvu de ligne programmatique et idéologique, le journal est, du fait même de sa simplicité, un mode d'intervention satisfaisant tout à la fois les motivations éthiques et les capacités matérielles de ses fondateurs, donnant ainsi suite à un besoin d'agir tout en devenant le moyen à la fois d'un élargissement du groupe, de sa structuration et du renforcement de sa cohésion. Ce que résume parfaitement un article paru au printemps 1925 :

*Non Mollare* nous est indispensable pour nous rassembler et rester au plus près les uns des autres. Chaque groupe de lecteurs forme spontanément un noyau de résistance pour l'heure de l'insurrection, et d'action politique pour ce qui viendra après<sup>88</sup>.

Si cette initiative se situe d'emblée au niveau d'un acte politique de résistance et de liberté qui repose sur une alternative simple et se prolonge, immédiatement et clairement, dans des actions spontanées, la question de la légitimité et de l'efficacité des moyens choisis par rapport à une fin incertaine et hypothétique n'est jamais loin cependant :

Naturellement, quand notre journal fut publié, des « personnes sensées » venaient nous adresser les critiques habituelles du style « le jeu n'en vaut pas la chandelle ; ces journaux tomberont de toute façon dans les mains de ceux déjà acquis à la cause antifasciste ; les nouvelles révélées au public sont d'un intérêt mineur pour justifier le risque encouru en les publiant ». Ernesto disait qu'il aurait même été jusqu'à distribuer un morceau de papier vierge sur lequel on aurait simplement inscrit « Bulletin antifasciste » ; l'important n'était pas de faire du journalisme, mais de faire et de faire aux autres ce que le gouvernement fasciste interdisait : c'est-à-dire leur donner un exemple de désobéissance et la susciter autour de nous.<sup>89</sup>

Aussi, lit-on sous le titre écrit en gros caractère, cette adresse directe et on ne peut plus explicite :

<sup>87</sup> La décision est prise le 3 janvier 1925, sur ordre de Mussolini. Elle fut suivie d'une répression massive de tous les adhérents, dont le domicile fut systématiquement perquisitionné. Aquarone (Alberto), *L'organizzazione dello Stato totalitario*, Turin, Einaudi, 1978, p. 48 *sqq.*

<sup>88</sup> « À che serve ? », *Non Mollare*, 23 mai 1925.

<sup>89</sup> « Ernesto rispondeva che avrebbe distribuito anche un foglietto sul quale fosse stato scritto soltanto "Bolletino antifascista" ; l'importante non era di rubare il mestiere ai quotidiani, ma di fare e di ottenere che altri facesse quel che il governo fascista proibiva ; cioè dare esempio di disobbedienza ed eccitare alla disobbedienza, esercitando contro la volontà dei fascisti un diritto che ci apparteneva come a tutti i cittadini nei paesi civili. ». Voir : Salvemini (Gaetano), « Il "Non Mollare" », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 4.

Bulletin d'informations sous le "régime fasciste".  
 Qui reçoit ce bulletin est moralement engagé à le faire circuler<sup>90</sup>.

Le lecteur est donc un opérateur ou un acteur, et le journal un médium de socialisation politique qui recourt à un langage, plus qu'informatif, opérationnel, dont la visée est d'infléchir le comportement du récepteur. D'ailleurs, les auteurs du *Non Mollare* n'ont pu s'empêcher de préciser explicitement la conduite qu'ils attendent de la part des antifascistes ; en effet presque la totalité des publications s'ouvre par ces consignes :

Qui reçoit cette feuille, la lit, et est antifasciste, a les devoirs suivants :

1. à ceux qui lui auront donné le journal, ne demande pas de qui l'ont-ils eux-mêmes reçu et en le transmettant à d'autres, ne leur dites pas son origine [...].
2. fais-le lire au plus grand nombre de personnes que tu peux, fais-en des copies, à la main ou si possible en le tapant à la machine [...]. Si tous les lecteurs respectent cette consigne, nous disposerons sous peu de temps d'un organe de propagande et de lutte redoutable.
3. contribue financièrement à la préparation de l'action antifasciste [...] l'argent, remontant la filière de distribution de main en main, permettra de soutenir l'organisation et la propagande.

De bout en bout, en effet, la publication d'un journal clandestin est une entreprise collective aléatoire dont l'issue repose sur l'engagement et le savoir-faire d'un noyau extrêmement actif : ceux prêts à mobiliser leur propre réseau pour recueillir les informations interdites de publication ; ceux qui, du fait de leur insertion sociale et professionnelle connaissent des personnes de confiance pour assumer les missions délicates d'impression et de diffusion du titre ; ceux enfin qui acceptent d'engager leur propre patrimoine afin d'apporter les ressources manquantes et que les sommes collectées auprès des lecteurs ne peuvent suffire à combler. Aussi derrière un « bulletin de nouvelles » aux apparences des plus modestes, chaque témoignage offre un aperçu sur une organisation aux mécanismes bien huilés où les fonctions et les attributions de chacun apparaissent assez nettement délimitées. La réalité est cependant plus complexe et, à force de croiser entre eux les récits et les souvenirs, l'on s'aperçoit de l'importance que tiennent, plus que la discipline individuelle au sein d'une organisation pyramidale, l'insertion sociale de chacun des acteurs et leurs capacités de réaction devant les difficultés.

La rédaction des vingt numéros dépend en tout et pour tout des trois à quatre personnes qui constituent le noyau proche de Salvemini. Ce sont ces mêmes individus – Rosselli, Rossi,

<sup>90</sup> « Bollettino d'informazioni durante il "regime fascista" – Chi riceve il bollettino è moralmente impegnato a farlo circolare. »

Traquandi – qui composent aussi la « cellule » du *Non Mollare* mais, d'après les acteurs eux-mêmes, l'historien rédige quasiment à lui seul le journal<sup>91</sup>. Pour cela, il consulte Nello Traquandi, employé de l'administration des Postes, qui lui apporte des renseignements, l'informe de quelques faits divers et des nouvelles qui intéressent l'opinion. Sa discrétion<sup>92</sup> et le cercle élargi de ses connaissances<sup>93</sup> le qualifient encore pour d'autres tâches : avec Rossi, Traquandi est en outre chargé de repérer les imprimeurs capables d'accepter et d'assumer la responsabilité de participer à une entreprise clandestine. Afin de limiter au maximum les risques, on changea autant de fois que nécessaire – c'est-à-dire, peu à peu, à chaque parution d'un nouveau numéro : à Florence, Rossi et Salvemini citent ainsi l'imprimerie de la rue Santa Elisabetta, à quelques encablures du *Duomo* ; une autre située, sur l'autre rive de l'Arno, dans le quartier populaire de *San Frediano* ; aussi, dans l'établissement « fascistissime » de l'éditeur Vallecchi<sup>94</sup>. Il reste que les autorités, suite à la publication des premiers numéros, multiplient les perquisitions, trouvent quelques indices, surtout que l'impression des exemplaires clandestins la nuit n'est pas gage d'une plus grande discrétion lorsque des rondes sont organisées par la police. C'est alors le hasard d'une rencontre opportune, au petit matin à l'heure où l'on va au travail ; la complicité interpersonnelle qui lie un agent de la police, de retour de mission, et un employé typographe ancien membre de « *L'Italia Libera* » qui permettent d'anticiper et d'éviter le pire<sup>95</sup>. Le groupe du *Non Mollare* se déplace aussi, hors de Toscane, dans d'autres villes de la Péninsule : Carlo Rosselli, par exemple, dont on a pu se rendre compte déjà des nombreux déplacements qu'il effectue, pour ses activités d'enseignement et de

<sup>91</sup> Traquandi cite ainsi l'historien en disant de lui qu'il « a écrit, presque à lui tout seule, les différentes éditions du *Non Mollare* », mentionnant « d'autres collaborateurs » dont la contribution reste toutefois mineure et sans plus de précision sur leur identité. Ce que confirme aussi Ernesto Rossi, qui va même plus loin puisqu'il considère l'historien comme le moteur de la résistance antifasciste à Florence, et le véritable « maître » ordonnateur de tout cette petite équipe : « Ce fut Salvemini qui rédigea les principaux articles du *Non Mollare*, qui procura les documents les plus compromettants pour attester le caractère criminel de l'activité des hiérarques fascistes, qui trouva l'essentiel des fonds nécessaire pour l'impression et la diffusion. » (Traduction personnelle), dans « L'antifascismo a Firenze. Colloquio con Nello Traquandi », *L'Astrolabio*, 5 mars 1967 ; Rossi (Ernesto), « Il "Non Mollare" », *Il Ponte*, art. cité.

<sup>92</sup> Rossi (Ernesto), « *L'Italia Libera* », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 50 ; ISRT, « Nello Traquandi », b. 12, fasc. 2, « Conversazione di Enzo Enriques Agnoletti », le 2 avril 1960 au « Circolo Rosselli », transcription dactylographique : « Traquandi, nous le retrouvons et le retrouverons, avec une exaspérante monotonie, partout. On dirait presque une charnière autour de laquelle s'articule l'antifascisme florentin pendant plus de vingt ans. »

<sup>93</sup> Salvemini (Gaetano), « Il "Non Mollare" », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 5. : « [Nello Traquandi] savait tout ce qui se passait, partout et, grâce à ses informations il orientait le travail de la rédaction vers les sujets qui devaient être traités et selon quelle manière cela devait-il être fait. »

<sup>94</sup> Rossi (Ernesto), « "Il Non Mollare" », *Il Ponte*, art. cité.

<sup>95</sup> L'anecdote qui concerne l'imprimerie de la rue Santa Elisabetta à Florence est racontée par Salvemini, dans Salvemini (Gaetano), « Il "Non Mollare" », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 4-5.



recherche entre la Lombardie, le Piémont et la Ligurie<sup>96</sup>, trouve ainsi d'autres imprimeurs, notamment à Milan<sup>97</sup>.

En dépit des risques encourus et de la logistique que mobilise cette étape de la production du journal, le choix de faire imprimer une feuille clandestine auprès d'un entrepreneur qualifié – ce qu'il est encore possible d'envisager en 1925 – plutôt qu'au moyen d'un duplicateur ou d'une machine à ronéotyper, permet d'élever le tirage de chaque numéro à deux ou trois milles exemplaires environ, parfois même à plus de dix milles. C'est le cas – unique – lorsque, en février, Salvemini met la main sur les mémoires de Filippo Filippelli, directeur du *Corriere italiano*, impliqué dans l'enlèvement de Matteotti<sup>98</sup>. En retour, les contributions des lecteurs, en fait principalement des membres les plus investis dans la création, la réalisation et la promotion du *Non Mollare* permettent à l'entreprise clandestine de rester à l'équilibre : Rosselli, déjà, met son patrimoine au service de la cause antifasciste ; Salvemini consulte et mobilise son cercle de connaissances.

Les milliers d'exemplaires imprimés doivent circuler le plus rapidement possible, auprès d'un nombre de lecteurs également le plus important possible : cela est bien sûr nécessaires afin d'augmenter l'ampleur de leur diffusion. Mais il était aussi indispensable pour chacun des lecteurs qui se trouvait à un moment en possession du journal, de se « débarrasser » de « l'objet du délit », comme l'explique si bien Salvemini. Plutôt que de détruire ces « pièces à conviction » pour la police, qui étaient en même temps les seules « armes » de la résistance contre le fascisme, l'ordre comme on l'a vu était donnée de les diffuser parmi son entourage.

Pour la diffusion, les imprimés étaient répartis entre plusieurs groupes et cercles de distribution à la tête desquels nous retrouvons d'anciens membres de l'organisation clandestine « *L'Italia Libera* ». C'est que, comme le rappelle encore Salvemini, le *Non Mollare* fut « l'émanation » de l'association d'anciens combattants à Florence, auquel se sont agrégés ensuite d'autres membres. Parmi les principaux distributeurs, l'historien Mimmo Franzinelli a ainsi recensé les personnalité suivantes : Giovanni Becciolini, ancien chef de zone de « *L'Italia Libera* » qui décéda le soir du 3 octobre 1925, agressé par des *squadristes* ; Piero Calamandrei ;

<sup>96</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Amelia, du 13 février 1925, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 240-241.

<sup>97</sup> Salvemini évoque également deux autres imprimeries, situées en Vénétie, l'une à Padoue et l'autre à Trévise. Salvemini (Gaetano), « Il "Non Mollare" », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 5.

<sup>98</sup> Filippo Filippelli, directeur du *Corriere Italiano* – quotidien fondé à Rome en 1923 pour faire concurrence au *Corriere della sera* au moment de l'installation du fascisme au pouvoir –, livra, suite à son arrestation le 16 juin, son témoignage à des membres de l'opposition aventine. En possession du socialiste Giuseppe Emanuele Modigliani, le mémoire parvint à Salvemini par le biais de Carlo Emanuele a'Prato, ami du diplomate Carlo Sforza, que connaissait également l'historien.



Gustavo Console qui, avec Dino Lattes et Giuseppe Viggiani, était responsable d'un cabinet d'avocat renommé de Florence, tous trois arrêtés en avril 1925 ; Giovanni Poggi ; Tommaso Ramorino, chef de zone de « *L'Italia Libera* » ; Ottone Rosai, ancien membre fondateur du *fascio di combattimento* de Florence en 1919, cet ami d'enfance d'Ernesto Rossi, dissident du fascisme, apporte un soutien ponctuel à « *L'Italia Libera* », qu'il renouvelle pour distribuer le *Non Mollare* ; enfin, Dino Vannucci. Viennent ensuite s'agréger à ce premier réseau : Alessandro Levi, cousin des frères Rosselli, celui de Marion Cave, enseignante d'origine anglaise qui travaillait à l'Institut britannique de Florence, le député socialiste Gaetano Pilati, mutilé de guerre et fondateur de l'association prolétarienne des anciens combattants, et encore le collègue de Salvemini à l'université de Florence, Guido Ferrando. Au total, le nombre d'inscrits à « *L'Italia Libera* » est estimé à près de cinquante personnes, selon Rossi.

Des éléments de continuité subsistent donc d'une expérience à l'autre, comme l'ont montré les cas individuels de Nello Traquandi et d'Ernesto Rossi. Du temps de « *L'Italia Libera* », les dirigeants de l'association, sur le modèle de ce qui se pratiquait ailleurs, avaient divisé la ville en quatre secteurs dans lesquels avait été organisés trois groupes. Cette structure gigogne mettait ainsi en relation directe et univoque chaque chef de secteur avec plusieurs chefs de groupe – trois au total – et chacun des douze chefs de groupe auprès de dizaine de membres. Cependant, on doute que le mode de fonctionnement soit aussi administratif et hiérarchique que ne le laisse penser ce découpage schématique : ce qui est certain, c'est que le recrutement au sein d'une association ou la diffusion d'un feuillet clandestin procède par capillarité, en partant du point le plus proche de soi ; c'est-à-dire un frère, un parent, un ami, une connaissance, un collègue<sup>99</sup>. À un second niveau, l'engagement antérieur au sein d'une association ou d'un parti politique, offre d'autres débouchés possibles : la participation de Gaetano Pilati pour distribuer clandestinement le *Non Mollare* a plusieurs fois été remarquée. Socialiste, membre de l'association prolétarienne des vétérans de guerre, cet ancien conseiller communal, élu à la Chambre en octobre 1919, assure ainsi la diffusion du titre hors de Florence, dans la province toscane, les campagnes et certains milieux proches des centres urbains, où réside une population majoritairement ouvrière.

D'ailleurs, bien qu'à dominante locale – le contenu du journal intéresse essentiellement Florence et sa région – la diffusion du titre dépasse quelques fois la ligne des Apennins : c'est le cas lorsque Carlo Rosselli vient à Rome, et surtout à Milan, où sont connus les engagements

<sup>99</sup> Ce que confirment les liens de parenté entre certains membres de l'organisation « *Italia Libera* ».

antifascistes de Riccardo Bauer, Ferruccio Parri et Vittorio Albasini Scrosati. L'aura d'une personnalité comme Salvemini se lit aussi dans ces liens qui se (re)forment avec d'anciens étudiants, passés par l'université de Florence : il y a, en Ombrie, Camillo Berneri, désormais enseignant au sein d'une école normale ; à Trieste, Bruno Pincherle. Les relations d'amitié de l'historien permettent de pousser encore plus loin, à Rome autour de Tullio Ascarelli, Umberto Morra di Lavriano, Lucangelo Bracci, Umberto Zanotti-Bianco et Max Ascoli<sup>100</sup>. Enfin, et de façon plus systématique et organisée, cette extension de la distribution à d'autres cités est assurée par les employés des postes et les travailleurs du rail que l'on compte par dizaines au sein du cercle étendu du *Non Mollare*. Un atout important sur lequel insiste Ernesto Rossi :

Nous parvînmes à avoir des contacts sûrs dans presque toutes les corporations les plus contrôlés de l'administration : c'est là un objectif essentiel pour une organisation révolutionnaire. (Lorsque, deux ans plus tard, j'ai commencé à travailler comme antifasciste à Milan, je demandai à des amis, des dirigeants du parti socialiste, s'ils pouvaient m'indiquer quelques hommes de confiance qui travaillaient aux Postes, étaient cheminots, agents de sécurité, etc. Malgré toute leur bonne volonté, ils ne purent me donner aucun nom. Et ils faisaient de la propagande révolutionnaire depuis tant d'années, rassemblant, après la guerre, ces cortèges interminables sous le drapeau rouge...) <sup>101</sup>.

Nello Traquandi a lui aussi rappelé l'influence du groupe au sein de l'administration italienne :

[...] nous avons eu la chance d'avoir des entrées partout : dans les chemins de fer, la poste, le téléphone, parmi les commerçants aussi qui nous autorisaient de laisser des colis puis de les retirer, etc. Les relations avec le service des Postes, par l'intermédiaire de Mario Longhi, étaient très importantes ; le courrier était envoyé depuis d'autres villes : un peu de Milan, un peu de Turin, de Venise, de Rome ; parfois nous arrivions aussi à en envoyer depuis la Sardaigne, parce que nous avons aussi parmi nous des

<sup>100</sup> Citons aussi : à Trente, Gigino Battisti, le fils de Cesare Battisti et Gianantonio Manci ; à Padoue, le socialiste réformiste Egidio Meneghetti ; à Venise, Armando Gavagnin et Gino Luzzatto ; à Trieste, le médecin Giuseppe Germani.

<sup>101</sup> « Riuscimmo ad avere amici sicuri in quasi tutti i gangli più delicati della amministrazione : cosa, questa, indispensabile per una organizzazione a scopi rivoluzionari. (Quando, due anni dopo, intrapresi il lavoro antifascista a Milano, chiesi a miei amici, dirigenti del Partito socialista, se potevano farmi conoscere qualche uomo sicuro fra i postelegrafonici, i ferrovieri, i guardiafilii, i pulitori di fogne, ecc. Nonostante tutta la loro buona volontà, non riuscirono a darmi neppure un nome. Ed avevano fatto per tanti anni propaganda rivoluzionaria, incolonnando, dopo la guerra, dei cortei interminabili, dietro le bandiere rosse...). ». Voir : Rossi (Ernesto), « L'Italia Libera », dans Franzinelli (Mimmo), « *Non Mollare* » (1925), *op. cit.*, p. 49.

opérateurs ambulants [...] ; plus tard, encore, nous eûmes même avec nous les douanes<sup>102</sup>.

Il reste que l'impression ici donnée, d'une pénétration aisée de la propagande antifasciste, doit être relativisée. À l'image de la société italienne, l'organisation clandestine est en fait toujours dans un équilibre instable : le basculement tient à la fidélité d'un membre. Et davantage encore que l'adhésion politique à un camp ou une idée, c'est une nouvelle fois la morale individuelle qui est en jeu dans l'arrestation, le 29 avril, d'Alfredo Rapezzi, Gustavo Console et Giuseppe Viggiani pour infraction à la législation sur la presse, délit de lèse-majesté contre la personne du roi et diffamation contre le gouvernement monarchique constitutionnel<sup>103</sup>. L'indicateur qui mit la police fasciste sur la piste du cabinet d'avocat de Gustavo Console, ne fut autre que l'imprimeur du quartier de San Frediano, Renzo Pinzi, dont l'établissement était suspecté et qui avait dû fuir à l'étranger un mois plus tôt<sup>104</sup>. Au lendemain de l'arrestation du 29 avril, frustré de ne pas obtenir de soutien financier auprès de ses anciens compagnons, il se rapprocha des services du renseignement fasciste afin de négocier son retour en Italie. En échange de sa déposition à charge – lors de l'audience du 6 juin, il fut entendu comme témoin et accusa notamment Rossi et Salvemini – il obtint l'abandon de toutes poursuites contre lui ainsi qu'une compensation financière.

L'intégrité des magistrats de la IIe Section du Tribunal judiciaire de Florence, de même les réactions de la presse libérale lors de l'arrestation, l'après-midi du 8 juin, de Gaetano Salvemini<sup>105</sup> révèlent, plus encore que le maintien, en 1925, de secteurs indépendants et

<sup>102</sup> « [...] abbiamo avuto la fortuna di entrare in tutti i posti : le ferrovie, le poste, il telefono, fra gli esercenti che ci facevano molto comodo per lasciare pacchi e ritirarli, ecc. Importanti erano soprattutto i rapporti con le poste, che tenevamo attraverso Mario Longhi ; le impostazione si facevano da altre città : un po' da Milano, un po' da Torino, un po' da Venezia, un po' da Roma ; qualche volta siamo riusciti anche a far impostare dalla Sardegna, perché avevamo gli ambulanti postali e attraverso il sindacato rosso si ebbe modo di mettersi a contatto con gli elementi più qualificati. [...] E poi, dopo, si ebbe anche la dogana. », dans « L'antifascismo a Firenze. Colloquio con Nello Traquandi », *L'Astrolabio*, 5 mars 1967.

<sup>103</sup> L'importance des accusations portant sur les offenses faites au roi s'explique par l'absence, en 1925, d'une législation particulière protégeant la personnalité du duc. « Le vicende giudiziarie del "Non Mollare". Gli avv. Console, Lattes e Viggiani alla sbarra », *Il Nuovo Giornale*, 2 juin 1925.

<sup>104</sup> Il partit fin mars, avec l'aide d'Ernesto Rossi qui lui conseilla d'aller en France, et de Gaetano Salvemini qui le recommanda auprès de ses connaissances dans le pays niçois.

<sup>105</sup> À cette occasion, le *Corriere della sera* écrit : « Cette arrestation est, de notre avis, illégale et en tant que telle, très regrettable, quelle que soit la qualité du citoyen concerné dans cette affaire. Mais puisque la qualité en question est aussi importante, elle mérite que l'on s'y arrête. Il s'agit ici d'un illustre professeur d'université, avec qui on peut être en désaccord politiquement, mais qui, par ses travaux, son enseignement, fait grand honneur à la culture italienne, qui est connu et estimé parmi l'aristocratie intellectuelle européenne. » (Traduction personnelle). Voir : « Gli arresti di Firenze », *Corriere della sera*, 13 juin 1925.

insoumis, les marges résiduelles du libéralisme, de sa morale et de ses institutions dans l'Italie de la période dite de « semi-légalité »<sup>106</sup>.

L'action clandestine, dont la durée de vie et l'impact sont conditionnés par le partage en commun d'une même analyse des événements et une égale volonté à enrayer leur déroulement, en exerçant contre la répression fasciste et malgré les menaces de représailles, un droit d'expression injustement aboli, revêt donc un double aspect : celui d'informer l'opinion en développant une contre-propagande destinée à éroder les discours dominants et le monopole fasciste sur l'information, et celui d'organiser une mobilisation des Italiens en les engageant dans un mouvement de lutte civile contre le « régime » fasciste.

***Les contre-feux de la contre-propagande, entre information et exhortation à la désobéissance : « dessiller les yeux, redresser les volontés »***

On voit ici comment le rassemblement et l'action antifasciste générés par une contre-propagande clandestine s'articulent avec les représentations mises en circulation par l'appareil de contre-information, soit le premier des deux appuis de la résistance à la domination du Parti fasciste sur la société. Or la crainte qui domine chez ceux à l'origine de ce type d'action est précisément d'assister, dans l'impuissance, à une stabilisation rapide du « régime » et un affermissement croissant de son autorité :

Malheureusement, la tournure des événements sur le plan politique me rend très triste et sceptique. Si, dans les deux ou trois prochains mois, aucun mouvement décisif ne se met en branle, alors je crains que l'homme et plus que l'homme, le *régime* ne se consolide. Dans ce cas, nous aurons à le subir pour plusieurs années, sauf phénomène imprévisible, et nous ne pourrions en sortir à moins d'un violent bouleversement, non plus politique cette fois mais social<sup>107</sup>.

L'usage de l'expression dans le sous-titre du journal – « bulletin d'information sous le “régime fasciste” » – mérite ainsi qu'on s'y arrête. Avant la marche sur Rome, l'emploi du mot « régime » pour désigner le gouvernement d'un État parlementaire était relativement rare ; le terme définissait plutôt « un ensemble de normes et de règles applicables à une conduite de vie, aux modalités de fonctionnement d'un mécanisme ou à l'évolution plus ou moins naturelle d'un

<sup>106</sup> Poursuivi et constamment soumis à la menace des escouades fascistes, Salvemini quitta l'Italie pour la France au mois d'août. Ernesto Rossi s'était réfugié en France dès le mois de juin, avant son arrestation.

<sup>107</sup> « Purtroppo sono molto triste per come si mettono le cose politiche. Se entro i prossimi due o tre mesi non avviene un movimento risolutivo temo che l'uomo e più che l'uomo, il regime si consolidi. E allora ne avremo per anni, salvo il solito imprevedibile, e non ne usciremo più se non con un violento rivolgimento non più politico, ma sociale. ». Lettre de Carlo Rosselli à Amelia, du 13 février 1925, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 240.

phénomène »<sup>108</sup>. Aussi lorsque la formule fut adoptée par les fascistes eux-mêmes, elle renvoyait à leur conviction de considérer leur parti comme l'expression d'un mouvement révolutionnaire vecteur d'un État nouveau, incompatible avec le libéralisme conservateur et bourgeois. C'est encore le cas après les événements de 1924 et la première véritable crise qu'ait eu à traverser le gouvernement de Mussolini depuis son entrée en fonction<sup>109</sup> : celui-ci, pour neutraliser ses opposants et faire taire la polémique, décide de convertir une violence qu'il juge de plus en plus nuisible et stérile par une formalité règlementaire. Publié dans les colonnes du « Journal officiel » le 10 juillet 1924, le décret royal signé un an plus tôt instaure un contrôle administratif sur la presse, désormais soumise à l'autorité du préfet, à la satisfaction de Mussolini :

L'opposition se contente d'alimenter la chronique contre nous. C'est d'ailleurs tout ce qu'elle peut faire. Mais pour éviter que même une simple polémique ne vienne perturber les esprits de nos concitoyens, avec des répercussions sur l'ordre public, il est inutile d'agir contre par le moyen d'une violence disproportionnée. Pour cela, les décrets sur la presse nous suffisent<sup>110</sup>.

En même temps que son opposition directe fait l'expérience d'une répression légalisée voire normalisée, les trente-neuf millions d'Italiens et les « masses de la bourgeoisie apolitiques »<sup>111</sup> font donc l'objet des sollicitudes du nouveau pouvoir :

Si la grande presse<sup>112</sup> est inutile pour la conquête du pouvoir, elle le devient dès lors qu'il s'agit de le conserver. Un seul quotidien – celui-ci – nous a suffi pour préparer la marche sur Rome, les révolutions étant l'œuvre des minorités organisées ; mais une fois que le parti révolutionnaire est au pouvoir, il doit traiter avec le grand public -, avec les fameux 39 millions d'Italiens, qui ne font pas de politique, mais analysent et jugent la politique à travers le compte rendu de la grande presse<sup>113</sup>.

<sup>108</sup> Gentile (Emilio), *Soudain le fascisme*, op. cit., p. 321-323.

<sup>109</sup> Maraviglia (Maurizio), « Il Fascismo è un Regime », *Il Popolo d'Italia*, 1<sup>er</sup> août 1925.

<sup>110</sup> « In fondo che cosa fanno le opposizioni ? Fanno degli scioperi generali o parziali ? Delle manifestazioni in piazza ? O tentativi di rivolta armata ? Niente di tutto ciò. Le opposizioni svolgono una attività puramente di polemica giornalistica. Non possono far altro. Per evitare che anche la semplice polemica possa turbare gli animi con ripercussioni sull'ordine pubblico, non c'è bisogno di ondate sproporzionate allo scopo. Bastano i decreti sulla stampa. Non si mobilita un esercito per sfondare pochi fogli di carta. [...] Fra poco, il pubblico italiano o sarà saturato dei giornali oppositori e per variare ricercherà i nostri, o sarà mitridatizzato. ». Voir : Mussolini (Benito), « 42a riunione del Gran consiglio del fascismo (22 juillet 1924) », dans Id., *Opera omnia di Benito Mussolini*, vol. 21, *Dal delitto Matteotti all'attentato Zaniboni (14 giugno 1924 – 4 novembre 1925)*, Susmel (Eduardo, éd.), Susmel (Dulio, éd.), Florence, La Fenice, 1956, p. 25-26.

<sup>111</sup> « Della stampa periodica », *Il Popolo d'Italia*, 14 septembre 1924.

<sup>112</sup> Autrement dit, la presse d'information généraliste à grand tirage.

<sup>113</sup> « Ora se la grande stampa non è necessaria per la conquista del potere, è però necessaria a conservarlo. Un solo giornale quotidiano – questo – ci è bastato per preparare la marcia su Roma. Poiché le rivoluzioni sono opera

Aucun régime ne peut se passer d'une formidable organisation de la presse. Et aucun journal – aussi animé soit-il de la foi la plus passionnée et la plus irrésistible – ne peut résister *sans moyens*<sup>114</sup>

renchérit à ce propos le journal imprimé à Rome par Mario Carli et Emilio Settimelli. Et au sentiment d'impuissance et d'insécurité qui envahit les rangs de l'opposition doit correspondre dans le peuple un sentiment moral d'adhésion active à la vie de la nation et du Parti<sup>115</sup>.

Dans leur combat clandestin contre ce pouvoir « *bifrons* », les rédacteurs du *Non Mollare* cherchent donc à exploiter les zones d'ombre et les ambiguïtés d'un passé violent et celles qui accompagnent nécessairement une « normalisation » autoritaire et arbitraire. Dès son premier numéro, diffusé dans le courant du mois de janvier, le groupe du *Non Mollare* écrit :

La victoire signifie pour nous le retour aux lois de nos pères, la restauration des libertés qui sont les garanties d'une nation civilisée. [...] aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'unité de notre pays qui est en jeu, c'est aussi notre honneur à tous, en tant que peuple<sup>116</sup>.

À cette date en effet, l'Italie est loin d'être « pacifiée » : d'un côté, les « ennemis de l'intérieur », appartenant au camp dit de « l'antination », ne se sont pas encore tous résignés à « changer d'air » ainsi que les y invitait Italo Balbo, dans une lettre au secrétaire du PNF à Ferrare<sup>117</sup> ; de l'autre, les composantes du régime peinent encore à définir un projet de lien étatique afin de contenir le pouvoir provincial. L'Emilie-Romagne mais peut-être davantage encore le cas de la Toscane d'après-guerre est symptomatique des rivalités entre factions, ces « querelles chevaleresques »<sup>118</sup> qui minent le projet mussolinien de faire du parti un instrument tout à la fois discipliné et de discipline.

En février 1925, un mois après la publication d'une lettre censurée du fasciste dissident Alfredo Misuri, le quatrième numéro du journal rendait compte du procès ouvert au tribunal de la ville de Florence impliquant une figure du *squadrisme* local, Umberto Banchelli, et le

di minoranza organizzata, ma una volta che il partito rivoluzionario è giunto al governo, deve fare i conti col gran pubblico -, con i famosi 39 milioni d'Italians, che non fanno la politica, ma che giudicano la politica altrui a traverso le informazioni e i commenti della grande stampa Questa è nelle mani dei liberali perchè fino a ieri il partito liberale governava per mezzo di essa l'Italia. Ma oggi l'Italia la governiamo noi. ». Voir : « Della stampa periodica », *Il Popolo d'Italia*, art. cité.

<sup>114</sup> « Nessun regime può reggersi senza un'organizzazione formidabile di stampa. E nessun giornale – per quanto animato dalla più accesa e travolgente fede – può resistere senza mezzi. ». Voir : *L'Impero*, 27 novembre 1924.

<sup>115</sup> Mussolini (Benito), « Intransigenza assoluta (Roma, all'Augusteo, 22 juin 1925) », dans Id., *Opera omnia di Benito Mussolini*, vol. 21, *Dal delitto Matteotti all'attentato Zaniboni (14 giugno 1924 – 4 novembre 1925)*, op. cit., p. 357-364.

<sup>116</sup> « La vittoria significherà per noi intorno alle leggi dei nostri padri, ritorno a quelle libertà che ci consentano una vita civile. », dans *Non Mollare*, n° 1, janvier 1925.

<sup>117</sup> La lettre fut publiée dans le journal *La Voce repubblicana* du 27 novembre 1924. Voir : Corner (Paul), *Il fascismo a Ferrara 1915-1925*, Bari, Laterza, 1974, p. 284.

<sup>118</sup> Lupo (Salvatore), *Le Fascisme italien*, op. cit., p. 182.

sulfureux consul de la Milice Tullio Tamburini<sup>119</sup> ; un événement qui fut alors très peu commenté par la presse d'opposition. La reconstitution des faits à l'aide des témoignages cités dans les journaux locaux *La Nazione* et *Il Nuovo giornale* permet pourtant aux rédacteurs du *Non Mollare* de composer un « portrait vivant et documenté du consul Tamburini » et de « recréer le cadre du milieu fasciste florentin » : le député communiste Fabrizio Maffi évoqua l'affaire quelques jours plus tard lors d'une séance à la Chambre, qualifiant la politique intérieure du régime tout à la fois de « système d'intimidations contre les gens honnêtes » et de « protection, d'impunité et de légalisation des abus »<sup>120</sup>.

Si les intrigues impliquant les caciques du *squadrisme* florentin font l'objet d'une attention soutenue, mettant à jour les heurts politiques internes au fascisme et la difficile transition de mouvement à régime que son chef tente d'accomplir, Mussolini est le sujet d'autres articles : face à la centralisation progressive du pouvoir autour du *duce*, la stratégie de contre-information des antifascistes vise logiquement, et d'une façon volontairement irrévérencieuse et provocatrice, « celui de Predappio ». L'exposition outrancière de la figure du *leader* dans la presse du régime trouve là son revers avec la révélation d'informations qui concernent la vie privée du chef du gouvernement : que l'on évoque, de façon allusive, sa relation adultère avec Ida Dalser<sup>121</sup>, par exemple, ou ses problèmes de santé ; un thème considéré ici avec gravité pour mieux souligner les conséquences morales d'une mort prématurée du *duce* au point de vue de l'antifascisme.

Nous souhaiterons ardemment que le Duce guérisse<sup>122</sup>. Le peuple italien doit conquérir, par ses propres efforts, sa liberté et sa dignité de peuple civilisé. Car si cette monstrueuse expérience devait se finir par un coup du sort [...], elle serait inutile. Le Duce doit vivre. Il doit voir s'effondrer, par la volonté du peuple, le catafalque de toutes les victimes du haut duquel il s'est élevé. Il doit vivre en traînant une chaîne à son pied, jusqu'à la fin

<sup>119</sup> Lupo (Salvatore), *Le Fascisme italien, op. cit.*, p. 183 ; Cantagalli (Roberto), *Storia del fascismo fiorentino*, Florence, Vallecchi, 1972 ; Palla (Marco), *Firenze nel regime fascista (1929-1934), op. cit.*, p. 117 sqq. ; Lyttelton (Adrian), *The Seizure of Power : Fascism in Italy 1919-1929*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, p. 440 sqq.

<sup>120</sup> « La beneficiata di Tamburini », *Non Mollare*, n° 4, février 1925.

<sup>121</sup> « Mussolini e l'oro straniero », *Non Mollare*, n° 11, avril 1925. Avec cette histoire amoureuse, c'est en fait tout un pan politique de la biographie de Mussolini qui resurgit, notamment son engagement en faveur de l'intervention italienne. Ida Dalser partageait la vie de Mussolini au moment où celui-ci fonda son journal *Il Popolo d'Italia*. Le document cité dans cet article est une attestation déposée devant notaire en août 1916 par l'ancienne épouse du *duce*, dont il avait eu un enfant. Evoquant les finances critiques d'un père qui ne respectait plus à cette époque ses obligations alimentaires, Dalser y dévoile aussi les liens d'argent entre Mussolini, la France et d'autres puissances étrangères. Voir : Franzinelli (Mimmo), *Il duce e le donne. Avventure e passioni extraconiugali di Mussolini*, Milan, Mondadori, 2015.

<sup>122</sup> Simplement annoncée sans commentaire une première fois en mars, la nouvelle est ensuite développée plus longuement, donnant lieu au commentaire cité ci-dessus. Nicola Tranfaglia y voit le signe d'une divergence entre les différents rédacteurs. Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia moderna, op. cit.*, p. 170.

de ses jours. Si une maladie devait le préserver de la punition et de la vengeance, ce serait un grand malheur pour le peuple italien<sup>123</sup>.

Autrement dit, la chute de Mussolini ne doit pas être un fait du destin, mais la conclusion d'un « effort » collectif, engageant l'ensemble du « peuple italien » ; les conditions de sa rémission morale, et au-delà de la démocratie en Italie, en dépendent. Ce qu'évoque indirectement, aussi, cet article, c'est un thème dominant de la conscience antifasciste, celui de la preuve de la criminalité du fascisme et de la culpabilité de Mussolini. Ces deux phénomènes, incarnent, longtemps encore après le meurtre de Giacomo Matteotti et le discours du 3 janvier, les fondements essentiels d'une mémoire collective réunissant l'opposition au fascisme.

Le souvenir du défunt, érigé en symbole du martyr vécu par le « peuple italien », est ainsi évoqué à de nombreuses reprises<sup>124</sup>, sollicitant, plus que la mémoire, le refus de consentir de la part des lecteurs du journal :

*Non Mollare* [...] refuse de faire de la rhétorique inutilement. *Non Mollare* demande seulement à ceux qui n'ont pas encore perdu le sens la piété humaine, à ceux qui n'ont pas encore perdu toute foi dans les valeurs morales suprêmes, à ceux qui persistent à croire que l'Italie ne voudra plus à terme tolérer ce régime d'oppression et d'*austriacantismo* sophistiqué, de méditer sur ces faits. ET D'AGIR EN CONSEQUENCE<sup>125</sup>.

<sup>123</sup> « Noi auguriamo ardentamente che il Duce guarisca. Il popolo italiano deve guadagnarsi con le sue forze la sua libertà e la sua dignità di popolo civile. Se questa mostruosa esperienza finisse senza nessuno sforzo del nostro popolo, per un semplice caso fortuito come una malattia di fegato, la esperienza non servirebbe a nulla. Il Duce deve vivere. Deve vedere abbattuto, per volontà di popolo, il catafalco di delitti su cui egli si è inalzato. Deve trascinare nell'ergastolo la catena al piede. Se una malattia lo sottraesse alla punizione e alla vendetta sarebbe questa una grande sventura per il popolo italiano. », dans « La salute del Duce », *Non Mollare*, n° 10, mars 1925.

<sup>124</sup> Notamment : « Numero speciale per Matteotti », *Non Mollare*, n° 14, Juin 1925. Exilé en France à partir du mois d'août, Salvemini, avec Rossi, obtiennent, auprès des premiers réfugiés politiques à Paris, d'autres documents sur l'affaire et les procès ouverts contre les responsables de la police fasciste, qu'ils envoient ensuite à Carlo Rosselli pour être publiés dans le journal. Dans l'ordre, une lettre de Cesare Rossi, ancien directeur du Bureau de presse également arrêté le 16 juin avec Filippelli et Aldo Finzi, sous-secrétaire à l'Intérieur ; le réquisitoire du procureur général suite aux mémoires laissées par ce dernier, ainsi que celui réalisé dans l'enquête initiée contre le chef de la police De Bono ; une lettre d'Amerigo Dumini, le chef de bande qui avait enlevé et assassiné Matteotti, à Aldo Finzi ; enfin, le fragment d'un mémoire d'Emilio De Bono, dans lequel il affirmait que Cesare Rossi et Marinelli, le secrétaire à l'époque du parti fasciste, avait en sa présence, avaient menacé de dénoncer Mussolini.

<sup>125</sup> « Milioni di italiani commemorano oggi nel chiuso del loro cuore la memoria di Colui che in sè riassume gli infiniti patimenti, le persecuzioni, il martirologio del popolo italiano. Un anno è passato dal giorno dell'assassinio e ancora giustizia non è stata fatta, e ancora il massimo responsabile domina il paese, e ancora le piazze risuonano di canti e di grida oscene ad esaltazione degli assassini. [...] « Non Mollare » non vuol fare fella inutile rettorica. « Non Mollare » chiede solo a chi non ha ancora smarrito il senso della pietà umana, a chi non ha ancora perduto la fede nei supremi valori morali, a chi si ostina a ritenere che l'Italia non vorrà più a lungo tollerare questo regime di oppressione e di austriacantismo raffinato, di meditare su questi fatti. **E di agire in conseguenza.** », dans *Supplemento straordinario di Non Mollare*, n° 16, 10 juin 1925.



On voit ici surgir un autre motif de la mémoire et de la culture antifasciste, celui d'un nouveau *Risorgimento*<sup>126</sup>, un peu plus de cinquante ans après l'essor du mouvement d'indépendance italien. La métaphore entre l'oppression fasciste et la domination autrichienne nous renvoie clairement à toute une mythologie historique dont la contre-propagande antifasciste se nourrit afin d'appuyer son discours. Le journal clandestin révèle la vérité censurée et la volonté du peuple italien, en exaltant les valeurs suprêmes qui donnent son sens à cette représentation ; il montre que la dignité se préserve en commençant par faire « acte de résistance dans les petites choses »<sup>127</sup> et en ne cédant jamais « aux intimidations » du pouvoir. Le *Non Mollare*, dans cette perspective, délaisse la mission d'informer pour exciter le courage des antifascistes, militer ou prophétiser : comme on s'en est déjà aperçu, le romantisme mazzinien, de loin en loin, y dépose son héritage.

Un des enseignements majeurs de cet idéal est qu'un peuple est une communauté de valeurs morales et spirituelles sur lesquelles doit se fonder tout projet de réforme. L'intellectuel et l'homme de lettres s'étaient fait le révélateur d'un ordre politique et social nouveau, par l'exaltation des nobles sentiments et de l'enthousiasme populaire, dans le contexte de la résistance à l'occupant autrichien.

Mais la limite, comme on va le voir, peut être incertaine et problématique entre une conduite et une autre. Très rapidement, en fait dès les premiers numéros, l'essentiel des articles tourne autour des jeux de pouvoir et des rapports de force qui s'exercent entre l'opposition dite légaliste, la monarchie, le gouvernement fasciste et ses forces supplétives situées dans les différentes régions d'Italie et sur lesquelles Mussolini exerce un contrôle tout relatif. Officiellement, le régime fasciste, au lendemain du 3 janvier 1925, n'avait pas aboli toutes les libertés ; et même la faculté de s'exprimer librement, par la presse ou dans l'enceinte

<sup>126</sup> L'idée du Second *Risorgimento*, au sens « moral et social » n'est pas claire encore à l'esprit des rédacteurs du *Non Mollare*. Si nous prenons l'exemple de Rosselli, celui-ci écrit ainsi à sa mère deux lettres qui montrent clairement, sinon une hostilité, un embarras à évoquer l'hypothèse d'une « révolution sociale » contre le fascisme. Nous avons déjà cité la lettre que Rosselli écrit à sa mère, le 13 février 1925. Le 4 mai 1925, sa position est toujours ambiguë : « Les choses vont très mal. Nous courrons au désastre. Dans trois mois, nous devons organiser un soulèvement social, sinon nous resterons à jamais des esclaves ». L'emploi du mot « révolution » ou de l'adjectif « révolutionnaire » apparaît seulement dans certains témoignages, ceux de Rossi surtout. L'idée n'est pas à entendre ici non plus comme « révolution sociale » ; c'est davantage le modèle de l'insurrection, de la conspiration qui correspond aux intentions d'Ernesto Rossi, pas davantage mûris que celles de ces compagnons à cette époque. Nous traitons de façon plus détaillée ces questions au chapitre 4.

<sup>127</sup> « Chi non sa compiere questi atti di dignità e di resistenza nelle cose piccole non si dica nostro amico. Non ci mandì i suoi buoni consigli. Non ci dissuada dal comprometterci per niente, non ci spieghi la gravità del momento. Non legga il *Non Mollare*. Non ne è degno. Legga il *Giornale d'Italia* e non ci rompa le scatole. », dans « Antifascisti vigliacconi », *Non Mollare*, n° 10, mars 1925.

parlementaire, ne fut pas subitement supprimée<sup>128</sup>. Mais puisque le chef du gouvernement, même en assumant la responsabilité morale d'un assassinat politique, n'avait pas été démis de ses fonctions, il n'était pas difficile d'abandonner toute illusion sur un rétablissement hypothétique des lois constitutionnelles, de même sur le sens véritable de la « normalisation » du fascisme.

La version des faits délivrée par le *Non Mollare* tend ainsi à faire accroire que les événements ont désormais atteint un point de non-retour ; que l'ensemble des initiatives et des tractations conduites dans l'espoir d'une issue légaliste et constitutionnelle à la crise politique qui dure depuis plusieurs mois ne peuvent désormais être d'aucune efficacité face au fascisme. Le long article simplement intitulé « Le Roi », paru en février 1925, était, croit-on, un ultimatum ; mais il est sans ambiguïté sur l'avenir de l'institution monarchique dans une Italie en prise avec le fascisme ou délivrée de Mussolini et de ses hommes. Dans cet écrit, tous les Italiens, « à l'exception des minorités fascistes et communistes », accusent le roi qui n'est plus considéré comme l'otage ou la victime de Mussolini, mais plutôt son « complice » ; tout le peuple l'accuse, et l'antifascisme le condamne pour le lamentable parjure du 3 janvier :

Le Roi constitutionnel a juré fidélité à la Constitution. Or il n'est pas fidèle à la Constitution celui qui consent à l'abolition arbitraire de toutes les libertés garanties par la Statut [...]. Les Républiques ne sont jamais le fait des républicains : elles sont toujours l'œuvre des rois<sup>129</sup>.

Un autre exemple laisse très clairement apercevoir le rôle que les rédacteurs du *Non Mollare* assignent aux lecteurs dans le déploiement d'un sentiment et d'un état d'esprit antifasciste. Cet article paru en février sous le titre « Memento », résonne comme un rappel à l'ordre, dont la conclusion : « Les Italiens, en 1849 et 1859, boycottèrent les Autrichiens. Les fascistes sont les Autrichiens d'aujourd'hui : Boycottez-les », nous laisse douter si ce sont les fascistes qui sont censés être assimilés à une force d'occupation, privée du soutien de la population, ou si ce sont les antifascistes qui, en mettant sur un même plan leur époque et celle des Italiens du *Risorgimento*, s'identifient à leur combat, à leur méthode d'action et à leurs idées. Littéralement, c'est la première interprétation qui est correcte, en plus d'être proche de la vérité : au début de 1925 cette contre-propagande manifeste la confiance que l'antifascisme

<sup>128</sup> Aquarone (Alberto), *L'organizzazione dello Stato totalitario*, op. cit., p. 50.

<sup>129</sup> « Il Re costituzionale ha giurato fedeltà alla Costituzione. Non è fedele alla Costituzione il Re che consente ai ministri di abolire arbitrariamente tutte le libertà garantite dallo Stato e di costituirsi nella Camera a manganellate una maggioranza fedele fino al delitto. [...] Il Re è ancora in tempo a riconquistare il terreno perduto Ma ha poco tempo da perdere. L'ultimo treno sta per partire. Le Repubbliche non sono mai state fatte dai repubblicani : sono state fatte sempre dai Re. », dans « Il Re », *Non Mollare*, n° 4, février 1925.

entretient dans sa capacité à mobiliser les Italiens. Mais le thème repris ici dans ces articles est la suppression des libertés et des garanties inscrites dans le Statut de 1848 et l'urgence d'une intervention populaire qui soit inspirée par la tradition mazzinienne et *risorgimentale* : de sorte qu'il faut bien lire ce passage comme une réutilisation du passé en même temps qu'une identification de l'antifascisme aux valeurs et idéaux du *Risorgimento*. L'antifascisme, à la recherche d'une mythologie propre<sup>130</sup>, s'est inspiré de la matière légendaire du mouvement national italien<sup>131</sup>. Les ressorts de la propagande mazzinienne, la morale, l'évocation des valeurs suprêmes, le rappel au droit et à la justice, et en contrepartie aux devoirs et aux responsabilités des hommes dans l'accomplissement de leur liberté, tout cet ensemble d'idées d'une période par ailleurs décisive et significative du point de vue de la mémoire collective se prêtait bien à la décision de résister à l'oppression des chemises noires.

La mise en œuvre d'une morale et d'un mythe moderne destinés à édifier la résistance au fascisme s'est accomplie, chez le groupe du *Non Mollare*, plus encore à l'occasion de certains événements. Les épisodes du 31 décembre 1924, orchestré à Florence comme dans les provinces siennoises et pisanes par les courants extrémistes du fascisme local, avaient exercé une forte impression sur l'opinion publique et, le croyait-on aussi, sur le roi<sup>132</sup>. La meilleure réponse à cette démonstration de force était double : d'une part, diminuer la valeur du succès

<sup>130</sup> « L'estetica dell'opposizione », *Il Popolo d'Italia*, 24 janvier 1925.

<sup>131</sup> On la retrouve ainsi dans les titres mêmes des journaux de l'opposition : *Il Caffè* à Milan, *Il Baretto* à Turin. Y compris pour le *Non Mollare*, à Florence, les fondateurs avaient d'abord pensé s'inspirer de cette période, comme le remarque Ernesto Rossi : « Nous avons passé en revue les noms des périodiques italiens et étrangers que nous connaissions, en remontant jusqu'au *Risorgimento*. Aucun ne se semblait convenir pour le titre du journal que nous avions en tête. Faute de mieux, nous nous sommes arrêtés sur un nom : *Le Crépuscule*. Mais cela ne convenait pas plus, en raison du malentendu que le mot même suggérait : le crépuscule est à la fois la première lueur de l'aube, mais c'est aussi la dernière lumière du jour. Et puis de ce nom, on aurait pu nous appeler les « crépusculaires », adjectif dont nous ne voulions pas être affublés. » (Traduction personnelle), dans Rossi (Ernesto), « Il "Non Mollare" », *Il Ponte*, art. cité.

<sup>132</sup> Ainsi le groupe du *Non Mollare* fait la chronique des principaux événements politiques survenus en Italie suite à cette seconde vague de violence *squadriste*, entre le 2 et le 4 janvier 1925 : le 2, tout d'abord, plusieurs ministres soumettent leur démission, ce contre quoi Mussolini réagit immédiatement en menaçant de « descendre dans la rue à la tête de son parti ». Le 3, c'est le discours que ce dernier prononce à la Chambre, dans lequel tout en niant d'avoir donné l'ordre explicite à Dumini d'assassiner le député Matteotti comme l'accusent alors Filippelli et Cesare Rossi, il déclare assumer pleinement « la responsabilité morale, politique et historique » de toute cette affaire, et défie ses opposants de l'accuser du délit dont il se déclare responsable. L'opposition, divisée – « ils sont 110 [à vouloir porter l'accusation] mais avant qu'ils se mettent d'accord, le temps passe tandis qu'il en faut peu à l'autre pour s'accorder avec son propre intérêt personnel afin d'échapper à la perpétuité » – ; enfin, le 4 janvier : « Mussolini présente au roi la démission des trois ministres. Le Roi, apeuré par le souvenir des faits de Florence et de Pise, lors desquels les commandants militaires de la Toscane, non l'armée, ont refusé d'intervenir, ont démontré qu'ils appartenaient eux-mêmes à la *ceka* fasciste. Le Roi est apeuré en outre par le déploiement des forces fascistes, décidé par Mussolini le 2 janvier à Rome, et par le soutien dont il bénéficie auprès de Thaon di Revel et Di Giorgio [Ministres des armées, l'un à la « Guerre », l'autre à la « Marine militaire »]. Le Roi accepte les démissions des trois ministres [Casati, Oviglio, Sarrocchi] et confirme sa confiance à Mussolini. » (Traduction personnelle).

fasciste, et ironiser sur la lâcheté de leurs adversaires aux méthodes de luttes et aux moyens souvent disproportionnés pour neutraliser une opposition non préparée à ce type d'affrontement<sup>133</sup> ; d'autre part, et non sans une certaine contradiction avec ce qui précède, démontrer l'apparence trompeuse de ce genre de manifestation et insister sur sa dimension artificielle. Le slogan suivant est à plusieurs reprises imprimé dans les colonnes du journal pour formuler cette idée et lui donner l'impact escompté sur l'opinion :

Le fascisme n'est qu'une façade derrière laquelle il n'y a que de la peur et de la boue.  
Le *manganello* n'apprivoisera pas l'Italie.

C'est ici que la limite séparant le discours de vérité du discours partisan est la plus indécise : dans leur volonté de provoquer les événements, les rédacteurs du *Non Mollare* vont aussi employer leur journal à la mobilisation active des citoyens, les appelant à manifester symboliquement leur désaccord contre le fascisme et les institutions qui le soutiennent, à l'image de la monarchie. À la fin du mois d'avril, le journal appelle ainsi les Florentins à ne pas participer aux cérémonies organisées à l'occasion de la visite officielle de Victor Emmanuel III dans leur ville. Prévues pour le 3 mai, la venue du roi se déroule en présence de la noblesse, de la grande bourgeoisie locale et des cadres de la milice, une occasion pour l'antifascisme d'abaisser l'institution artificielle de la Royauté et du fascisme devant le souverain Peuple : l'attitude de la plèbe doit réfuter la légitimité de ses dirigeants.

Dans le numéro suivant, daté du 6 mai, le récit de cette journée déploie les scènes saisissantes d'un « enthousiasme » fabriqué par le régime. La visite officielle du roi, explique le *Non Mollare*, s'est produite dans un « vide glacial et désespérant » : le tout prit en effet l'allure d'une parade militaire, sans la liesse populaire qui accueille normalement ce genre de cérémonies. La solennité du moment fut comme affaiblie par l'absence de la foule, restée en arrière-plan de la manifestation. Le décalage des réactions du peuple que rapporte le journal confèrent plutôt un caractère burlesque à la chose :

En conclusion, le Roi, pendant sa visite à Florence, le 3 mai, n'a vu qu'une grande foule de soldats autour de lui dans les rues ; infanterie, cavalerie, artillerie : même l'artillerie de campagne, accompagnée de mules ; pauvres innocents ! Ne manquaient plus que les

<sup>133</sup> Les rédacteurs du *Non Mollare* adoptent souvent un ton empreint d'ironie. Dans le numéro 6, sous le titre « Geste héroïque », on trouve le compte-rendu précis de plusieurs faits de violence commis par les escouades fascistes : par exemple, « à Aquila, le 5 février, tandis que quelques dames et demoiselles se trouvaient dans la salle d'attente de la gare, pour patienter jusqu'à l'arrivée du train, un milicien fasciste en service, assis en face d'elles, se mit à faire des gestes que nous ne pouvons décrire. Les carabinieri ont arrêté le héros. » Ou, encore, ceci, « à Santa Maria Capua Vetere, le 12 février, Giovanni Romano, milicien fasciste, ha tiré trois coups de revolver, sans raison, blessant deux passants, dont une dame. », dans « Gesta eroiche », *Non Mollare*, n° 6, s. d.

avons et du gaz asphyxiant. Et derrière les rangées de soldats, il y avait un vide glacial et désespérant : à l'exception de quelques étrangers ici et là, et aux débouchés des rues adjacentes, des gens qui grognaient parce que la circulation était paralysée<sup>134</sup>.

La combativité sans bornes du petit groupe d'insoumis les incitait à lire ces événements avec la conviction immense, hyperbolique qui caractérise toute cette contre-propagande :

Avec des moyens ridicules, nous avons créé à Florence un minuscule sous-marin qui a réduit au silence l'énorme cuirassé fasciste. Florence, qui après les événements du 31 décembre 1924 semblait être devenue la Mecque du fascisme, a démontré le 3 mai 1925 que ce fascisme n'était qu'une façade, derrière laquelle il n'y a rien, proprement rien. L'exemple donné par le *Non Mollare* à Florence a depuis été immédiatement imité dans plusieurs autres villes d'Italie. Des périodiques clandestins apparaissent partout. Bientôt il n'y aura plus une seule ville qui ne possède son *Non Mollare*. Et, après ça, vous croyez encore que [ce que nous faisons] ne sert à rien ?<sup>135</sup>

En quelques mois, le lancement d'une publication clandestine semblait avoir atteint son but : en explorant différents niveaux de lutte politique, dont certains leur étaient inédits, les antifascistes du *Non Mollare* étaient de cette façon parvenus à formuler, à l'attention des Italiens, les termes d'un engagement résistant ; malgré d'évidentes limites. Il était ainsi exagéré d'affirmer avec autant d'assurance que l'exemple donné à Florence avait depuis été « immédiatement imité dans plusieurs autres villes d'Italie », ou que des périodiques clandestins apparaissaient « partout » dans la Péninsule. Dans son témoignage datant de 1955, Gaetano Salvemini écrit certes : « Rapidement, ici et là, commencèrent à pulluler des petits journaux intitulés, comme celui de Florence, *Non Mollare* » mais ne cite d'autres villes que celle de Reggio Emilia. La diffusion du titre, on l'a vu, dépassait les limites de la Toscane, en plus d'être rapide, de circuler entre des dizaines de milliers de mains pour chaque exemplaire. Il est difficile cependant d'estimer l'impact effectif du *Non Mollare*, son effet sur l'opinion italienne en 1925, en raison de contraintes matérielles évidentes. Toujours est-il que le passage à la clandestinité s'imposa très vite pour l'ensemble de l'opposition, singulièrement pour les partis ayant d'abord fait le choix de se retirer de la Chambre des députés en signe de protestation contre l'assassinat de Giacomo Matteotti.

Seul le Parti communiste d'Italie (PCd'I), comme l'a montré Paolo Spriano, opéra ce remaniement de façon anticipée sur les autres organisations. Non seulement parce que ses

<sup>134</sup> « In conclusione, il Re, per tutta la giornata del 3 maggio, a Firenze, non vide intorno a sè per le strade che una grande folla di soldati ; fanteria, cavalleria, artiglieria : anche l'artiglieria da campagna, con annessi muli, poveri innocenti ! Non ci mancavano che gli aeroplani e i gas asfissianti. E dietro alle file dei soldati, vuoto pneumatico, glaciale, disperante : salvo un po' di forestieri quà e là, e agli sbocchi delle strade laterali la gente che brontolava perché la circolazione era paralizzata », dans « Il re a Firenze », *Non Mollare*, 6 mai 1925.

<sup>135</sup> « À che serve ? », art. cité.

militants sont très tôt la cible de la répression – dès 1923 – mais aussi en raison de l’affrontement en interne entre Antonio Gramsci et Amadeo Bordiga, chacun essayant d’affirmer leur mainmise sur la composition et l’organisation d’un parti qui connaît ainsi un processus de « bolchevisation » accéléré. Sous l’influence grandissante de la III<sup>ème</sup> Internationale, les communistes italiens sont ainsi les seuls, à la moitié des années vingt, à disposer des ressources et des structures qui leur permettent d’agir clandestinement en Italie<sup>136</sup>.

C’est seulement à partir du printemps 1925 que le renforcement de la répression inclina l’opposition « aventine » à mettre sur pied un comité secret, afin de « rallier des jeunes disposés et capables d’agir ». Parallèlement, lesdits comités « pour la défense de la liberté civile », en fonction depuis février, poursuivirent leur mission de recenser l’ensemble des journaux séquestrés et des rédactions dévastées. On constate aussi la parution d’une dizaine de feuilles clandestines non communistes, parmi lesquelles *La Riscossa antifascista* et aussi : *Il Bolletino del comitato delle opposizioni per l’Alta Italia*, *L’Aventino*, *Il Dovere*, *Il Risorgimento*, *Il Bolletino d’informazione del PSU*, etc<sup>137</sup>.

Il est impossible d’établir pour chacune un lien direct avec l’expérience florentine. Néanmoins, nous disposons d’un exemple – unique – de reproduction du modèle initié à Florence, ailleurs en Italie. C’est un feuillet, à peine plus grand qu’un tract, intitulé *La Riscossa Antifascista*, sans date, avec une seule indication contextuelle - « IMPRIMERIE DE LA LIBERTÉ – Rome » - et dont le contenu s’inspirait entièrement du journal imprimé par Salvemini, Rosselli, Rossi et Traquandi. Au verso, figure ainsi – extrait « du confrère, organe de l’opposition toscane » – un article publié dans l’édition du mois d’avril, tandis qu’on trouve, au recto, la lettre de Cesare Rossi, que le *Non Mollare* publia seulement fin septembre.

### ***Un contre-pouvoir insurrectionnel ? La question des ralliements***

Le journal que l’on fait prudemment circuler de main à main, même si, dans son contenu, échoue à proposer de véritables procédures de ralliement, réussit indéniablement à relier des individus, en constituant le seul lien tangible qui les unit et en leur conférant, de ce seul fait, une identité commune d’antifasciste. On touche là au point le plus essentiel certainement de ce type de contre-propagande : car en plusieurs points du territoire, ce que le journal révèle, dans les proportions modestes que ses moyens exigent, c’est l’existence de relations maintenues et

<sup>136</sup> Spriano (Paolo), *Storia del partito comunista italiano*. vol. 1, *Da Bordiga a Gramsci*, Turin, Einaudi, 1967, p. 433-435, 429 et 465.

<sup>137</sup> Landuyt (Ariane), *Le sinistre e l’Aventino*, op. cit., p. 364-367.

continué entre le noyau resserré de ses rédacteurs et les petits groupes de propagateurs également plongés dans la clandestinité.

Dans le même temps, il est impossible d'évoquer de quelconque « mouvement de rébellion » contre le fascisme, que ce soit en Toscane ou ailleurs en Italie. Ce qu'on doit remarquer plutôt, c'est que le *Non Mollare* ose très rarement accueillir dans ses colonnes des consignes d'action concrètes ; qu'il est un témoignage moral autant qu'un acte de résistance, et que son contenu, par conséquent, s'articule le plus souvent autour de deux axes, à savoir la dénonciation du fascisme et la sensibilisation de l'opinion. Il s'agit pour le moment d'une lutte conduite à l'échelle individuelle, une forme de protestation morale, qui repose sur le civisme des individus ; parenthèses dans une existence que le fascisme oppresse par ailleurs à l'extrême. Autrement dit, l'antifascisme apparaît d'abord comme une question d'ordre moral et individuel, comme un appel au sentiment du devoir. On le voit bien à travers les modes de contestation que le journal propose, et qui montrent la difficulté de ses responsables à envisager les conditions et les moyens d'une action capable de rallier et de mobiliser.

C'est qu'en effet, l'action antifasciste, à travers les instruments et les moyens qu'elles se donnent, balance entre les intentions politiques, l'examen de conscience public et l'instrument de liaison et d'organisation de la résistance, entre l'expression d'un agir politique et celle d'un devoir d'action.

On a du mal à comprendre comment les antifascistes d'esprit libéral pourraient mobiliser la nation autour de leur combat – aussi « bon » soit-il – si dans le même temps les idées et les valeurs défendues par l'opposition continuaient à rencontrer l'inertie et l'indifférence des citoyens. Or ces opposants sont très préoccupés par l'impassibilité du peuple italien, qu'ils observent depuis les événements de l'automne 1922, avec un sentiment mêlant l'indignation à la résignation. C'est Mario Missiroli, par exemple, qui, le 2 mars 1923, accusait l'absence d'éducation politique des masses :

Le peuple n'aime pas la liberté : surtout, le peuple ne veut pas être dérangé dans son propre confort. La violence et la coercition sont, pour les masses, des “alibi” très pratiques pour justifier leur paresse et leur désintérêt pour les affaires publiques<sup>138</sup>.

Salvemini, à qui ce constat d'impuissance était adressé, abondait dans le même sens en écrivant à Ernesto Rossi, la même année : « au fond le peuple italien ne ressent pas les raisons

<sup>138</sup> « La gente non ama la libertà : la gente non vuole, soprattutto, essere disturbata nelle proprie comodità. La violenza e la compressione sono, per le masse, dei comodissimi “alibi” per giustificare la pigrizia e il disinteresse alla cosa pubblica. ». Lettre à Salvemini du 2 mars 1923, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926, op. cit.*, p. 176.

morales qui font que nous sommes incapables de nous accommoder de l'état actuel des choses »<sup>139</sup>.

Constater que l'opinion s'est transformée en agent involontaire de la dictature c'est vouloir déceler, en elle, le poids inertiel des causes qui entretiennent cette indifférence. Parmi ces causes, les vestiges d'une démocratisation incomplète du régime politique et social italien, et par conséquent un manque d'éducation politique et civique des masses, majoritairement ignorantes de leurs droits comme de leurs devoirs publics. Ces thèmes d'explication renvoient les antifascistes malgré eux à des phénomènes de longue durée, les font reculer aux origines de la constitution du Royaume d'Italie, vers la reconnaissance d'une extraordinaire persistance des insuffisances institutionnelles et des failles morales d'une nation politique inachevée, contradictoire de leur engagement, et dont ils cherchent donc, pour ceux qui ont résolu d'agir en 1925, de tourner les conclusions.

On peut d'abord relever un premier de ces faux-fuyants qui est de considérer l'apathie du peuple comme la raison essentielle de l'issue positive du coup d'État fasciste initié en 1922 : Si une organisation de ce genre, lançait le *Non Mollare* aux hommes de l'opposition politique au printemps 1925, avait existé lorsque Mussolini fit assassiner Matteotti, le fascisme serait aujourd'hui un vieux souvenir en Italie<sup>140</sup>.

L'avantage d'une telle présomption c'est de pouvoir envisager un futur relativement proche où cette inertie se transformera en mouvement de résistance. Et une hypothèse de ce type s'accompagne du reste dans la plupart des cas de formules excessives et sans concession :

Nous n'avons pas l'intention de nous retrouver côté à côté avec les fascistes, dans aucune commémoration ou par aucune occasion solennelle. Pas même pour honorer la mémoire de notre mère. Nous sommes maintenant deux armées ennemies, eux et nous. Eux de ce côté-là de la tranchée, et nous de ce côté-ci. Ils ont voulu diviser l'Italie entre ceux qui dominent et ceux qui sont dominés, comme à l'époque des Autrichiens. Qu'ils en subissent donc les conséquences. Ils ont déclaré la guerre à quiconque n'est pas fasciste. Alors, que la guerre soit<sup>141</sup>.

<sup>139</sup> « I 39 milioni e 900 mila italiani, che non s'interessano di politica, han continuato a lavorare, a mangiare, a figliare come prima. E i 100 mila, che s'interessano di politica, sono quasi tutti contenti, cominciando da coloro che sono stati bastonati per tre anni. In fondo il popolo italiano non sente le ragioni morali che rendono noi incapaci di inserirci nella realtà. ». Lettre de Salvemini à Ernesto Rossi, du 28 août 1923, dans *Ibid.*, p. 238-239.

<sup>140</sup> « A che serve ? », *Non Mollare*, n. 13, 23 mai 1925.

<sup>141</sup> « Non intendiamo trovarci gomito a gomito coi fascisti in nessuna solennità, in nessuna commemorazione, in nessuna festa. Neanche per fare onore alla memoria di nostra madre. Siamo, ormai, due eserciti nemici, loro e noi. Loro di là, noi di quà dalla trincea. Hanno voluto dividere l'Italia in dominatori e in dominati, come al tempo



À plusieurs reprises, leur jusqu'au-boutisme, en plus de les conduire à ce genre de conclusion extrême, leur fait considérer le fanatisme et la violence des fascistes avec légèreté et ironie, recherchant de cette façon à en souligner l'ignominie et l'absence de courage, d'héroïsme :

L'histoire est toujours la même. Dès qu'ils rencontrent de la résistance, les fascistes se révèlent lâches et bons à rien. S'ils ne sont pas au minimum vingt fois supérieurs à leurs adversaires, et armés, ils se dépêchent de fuir. Ensuite, c'est aux carabinieri et aux soldats de couvrir les arrières des fugitifs<sup>142</sup>.

Un second détour est de juger qu'il y a deux peuples en un : un peuple éclairé, qui vit dans la conscience de ses droits bafoués, capable de discerner le vrai courage du faux, et la supériorité morale des antifascistes par rapport aux fascistes, et un peuple conformiste qui fit à chaque preuve, dans l'histoire récente italienne, de son manque de vigueur morale et de loyauté :

Les drapeaux que les neutralistes refusèrent d'arborer pour saluer et encourager nos soldats qui partaient au front ; ces drapeaux que les défaitistes refusèrent eux aussi d'arborer pour affirmer leur foi dans la victoire pendant les heures difficiles de la guerre ; ces drapeaux que tous ceux affolés par le bolchévisme n'ont pas arborés pour remercier les soldats de retour du front ; ces drapeaux, aujourd'hui, on les trouve aux fenêtres, ils s'étalent sur les façades des magasins à l'occasion de chaque cérémonie en l'honneur du fascisme. Le fascisme est le cloaque vers lequel convergent toutes les formes de la lâcheté italienne<sup>143</sup>.

Cette opposition très fréquente, qui recouvre quelques fois l'opposition de l'aristocratie, associée à la classe dirigeante, et du petit peuple dans son ensemble, celui des campagnes, comme celui des villes et des usines<sup>144</sup>, est cependant difficile à tenir en l'état, si on garde en mémoire les préalables sociologiques et culturels de ces antifascistes. On la trouve ainsi en concurrence avec d'autres formes de division, y compris celle consistant à préjuger de l'existence de « fascistes de bonne foi » :

degli austriaci, subiscano le conseguenze di quel che hanno voluto. Hanno dichiarato guerra a chiunque non è fascista. Guerra sia. », dans « Pel 24 maggio », *Non Mollare*, n. 13, 6 mai 1925. Les erreurs de numérotation, comme celle-ci entre les éditions datées du 6 et du 23 mai étaient récurrentes si l'on en croit les remarques à ce sujet de Salvemini dans son commentaire.

<sup>142</sup> « La storia è sempre la stessa. Non appena incontrano una resistenza, i fascisti si dimostrano vigliacchi, buoni a nulla. Se non sono almeno venti armati contro uno disarmato si affrettano a scappare. Allora tocca ai carabinieri ed ai soldati esporsi per guardare loro le spalle fuggiasche. », dans « L'offensiva antifascista del popolo italiano », *Non Mollare*, n. 10, mars 1925.

<sup>143</sup> « Le bandiere che, neutralisti non esposero per salutare e incoraggiare i nostri soldati, che partivano pel fronte ; le bandiere, che i disfattisti non esposero per affermare la fede nella vittoria attraverso le ore tristi della guerra ; le bandiere che i pauristi del bolscevismo non esposero per ringraziare i soldati che ritornavano dal fronte ; quelle bandiere vengono fuori oggi alle finestre, alle botteghe, per ogni sagra fascista. Neutralisti alla vigilia della guerra, disfattisti durante la guerra, pauristi del dopo guerra, tutti fascisti, oggi. Il fascismo è la cloaca, a cui confluiscano tutti i colaticci della vigliaccheria italiana. », dans « Bandiere al vento », *Non Mollare*, n. 12, avril 1925.

<sup>144</sup> « Nobiltà italica », *Non Mollare*, n. 6, s. d.

Nous devons nous battre pour forcer les fascistes à se déshonorer dans la violence et la fraude. Devant ce genre de manifestations, les fascistes de bonne foi se sentiront humiliés et démoralisés ; les criminels eux aussi se sentiront de plus en plus isolés dans un pays hostile. [...] Ne cédez pas un seul millimètre de terre sans résister, pour forcer l'ennemi à s'exposer et à se déshonorer de plus en plus<sup>145</sup>.

Enfin, une dernière parade consiste à estimer que plutôt que deux peuples, il y aurait en fait deux élites, au sein du même courant antifasciste. C'est la conclusion la plus politique puisqu'elle engage, de façon encore timide cependant, à se révolter non seulement contre le fascisme, mais aussi contre un passé auquel on associe les mœurs décadentes et les idées rétrogrades de l'opposition sécessionniste :

Il ne semble pas que les chefs de l'Aventin se soient rendu compte de la situation [...] Turati, espère, veut même, l'organisation de nouvelles élections [...]. Toutes ces stratégies et ces espérances, nourries pour la plupart de parfaite bonne foi, révèlent la profondeur de leur incompréhension. On peut se demander s'il n'y a aucune possibilité d'accord entre nous et les vieux chefs de parti ; s'il y a une incompatibilité irrémédiable entre le vieil état-major qui gouverne l'Italie et les éléments qui sont à l'avant-garde de la bataille antifasciste<sup>146</sup>.

Dans ces réflexions polémiques, le plus intéressant est l'idée que c'est la culture politique du parlementarisme qui empêche de révolutionner les pratiques et les attitudes de l'opposition ; c'est l'appartenance et l'identification des hommes au passé récent qui empêche la conscience du temps présent et jette dans l'illusion de méthodes inadaptées :

Qui, pendant trente, quarante ans, s'est battu politiquement dans un contexte légal, avec les armes de la légalité, dans une atmosphère civile, autour de gens bien et comme il faut ; qui a façonné sa personnalité dans un environnement autrement dit contraire avec l'actuel, ne peut, tout à coup, à soixante ou soixante-dix ans, devenir l'animateur d'une lutte qui, fatalement, par la volonté des fascistes, tend à se jouer sur un terrain illégal. Nous ne pouvons demander à Turati, Modigliani, De Gasperi, Bonomi, Di Cesaro, Giolitti, de devenir les chefs d'une *élite* révolutionnaire [...]. L'Aventin est le

<sup>145</sup> « Non si troveranno in molti collegi 400 elettori disposti a farsi bastonare [...] Non importa. Bisogna dar battaglia. Bisogna costringere i fascisti a disonorarsi sempre più. Con la violenza e col broglio. Dinanzi a questa nuova esperienza del regime, i fascisti in buona fede si sentiranno maggiormente umiliati e demoralizzati dalla parte che fanno ; i criminali si sentiranno sempre più isolati in un paese ostile. Dar battaglia sempre. Non cedere un solo millimetro di terreno senza resistere, per costringere il nemico ad esporsi e disonorarsi sempre più. », dans « Le elezioni a Sarno », *Non Mollare*, n. 6, s. d.

<sup>146</sup> « Salvo isolate eccezioni, non sembra che i capi dell'Aventino si siano ancora resi conto della situazione. [...] Turati, vuole, spera nelle elezioni. Guai, quindi, dimetterli. [...] In tutte queste proposte e speranze, fatte e nutrite per lo più in piena buona fede, si rivela tale un abisso di incomprendione da far paura. Vien fatto di chiedersi se tra noi e molti dei vecchi capi partito, sia finita davvero ogni possibilità di intesa, se tra il vecchio stato maggiore che governò l'Italia e gli elementi che sono in prima linea nella battaglia antifascista, sussista una incompatibilità definitiva. Rispondiamo, sì. Esiste questa incomprendione, sussista la incompatibilità. », dans « Ancora l'aventino », *Non Mollare*, n. 20, juillet 1925.

prolongement de l'ancien régime parlementaire, irréfragable en période légale, malgré tous ses défauts, mais qui représente pour le moment une absurdité<sup>147</sup>.

Les publications périodiques de tendance antifasciste, imprimées dans le cours de l'année 1925 malgré le nouveau régime de presse, s'évertuent donc à réfuter la tactique légalitaire, entendue au sens d'une mobilisation de l'opinion publique pour faire pression sur les institutions, une solution qui n'était plus professée vraiment par aucun parti à cette époque. Du côté du *Non Mollare*, on oppose cependant une éthique de responsabilité à une éthique de conviction – si l'on peut exprimer ici l'action dans les termes wébériens – en s'appuyant sur un jugement de faits plutôt qu'un strict jugement de valeurs. On écrit :

La bataille légalitaire est maintenant terminée ; il était inévitable et juste que l'on tente de venir à bout du fascisme par des moyens légaux, et avec notre conviction morale [...]. Mais depuis le 3 janvier, la situation a changé. Tout espoir d'une solution juridique [au fascisme] est avorté. [...] Dans ces conditions, le devoir de l'Aventin n'est plus qu'un : clamer haut et fort devant la nation quelle est la situation.<sup>148</sup>

L'éthique antifasciste de résistance active – « Agissons avec certitude, par tous les moyens, en tous lieux, et à tout moment » lit-on dès mars – n'en est pas moins fondée elle aussi sur une autre conviction, celle suivant laquelle, à la force, il faut opposer une réaction et une volonté insoumise<sup>149</sup> ; c'était la mission d'une nouvelle élite d'engager par un acte de désobéissance une telle réforme dans les esprits. Ces pionniers se veulent l'antithèse des « vieux chefs » de l'Aventin. On reprend, à plusieurs reprises, l'image positive de la jeunesse, seule capable de

<sup>147</sup> *Ibid.* : « Chi per trenta, quaranta anni ha lottato sul terreno legale, con armi legli, in una atmosfera civile, tra persone relativamente per bene, chi ha foggiato la sua personalità in un ambiente antitetico all'attuale, non può, di punto in bianco, a sessanta o a settant'anni, diventare l'animatore in una lotta che fatalmente, per volere dei fascisti, sempre più tende a svolgersi su un terreno illegale. Non possiamo chiedere a Turati, Modigliani, De Gasperi, Bonomi, Di Cesarò, Giolitti, di diventare capi di una élite rivoluzionaria. Finchè- questi uomini dirigeranno la battaglia, è psicologicamente ineluttabile che scelgano quelle forme di lotta per le quali sono adatti, scartando quelle altre che sole oggi possono avviarci ad una soluzione. In questa insufficienza dei vecchi capi sta in realtà la causa principale della crisi che attraversa oggi l'opposizione. L'Aventino è un prolungamento del vecchio regime parlamentare, necessario e sacrosanto in periodi legali, malgrado tutti i suoi difetti, ma assurdo attualmente. »

<sup>148</sup> « La battaglia legalitaria è ormai al suo termine. Fu inevitabile, giusto, doveroso, che si tentasse di abbattere il fascismo colle armi legali, col convincimento morale, colla sola formidabile pressione della pubblica opinione. Ma dal 3 gennaio la situazione è mutata. Ogni speranza di soluzione legale è caduta. La monarchia è legato a filo doppio con Mussolini [...] In queste condizioni, il compito dell'Aventino è ormai uno solo : dire alto e forte al paese quale è la situazione. Dire al popolo che la legalità è morta [...]. », dans « Ancora l'Aventino », *Non Mollare*, n° 20, 27 juillet 1925.

<sup>149</sup> « A noi delle elezioni non ce ne importa un corno. Se verranno, ci batteremo anche su quel terreno. Ma intanto vogliamo batterci su qualunque altro terreno che si presenta giorno per giorno. [...] Agiamo senz'altro, con tutti i mezzi, in tutti i luoghi, a tutte le ore. », dans « Tattica nuova », *Non Mollare*, n° 11, avril 1925.

renouveler, dans ses idées, ses formes et ses moyens, l'antifascisme<sup>150</sup> : on annonce, par le simple exemple de son courage, une lutte obstinée mobilisant des « millions d'hommes », des « paysans, des ouvriers, des étudiants », contre le pouvoir. On n'oublie pas, à cette fin, d'opposer l'incapacité et l'irresponsabilité des dirigeants politiques aux vertus d'un peuple à qui l'on doit encore faire confiance malgré les erreurs de ses élites<sup>151</sup>, sans qu'on s'avise qu'une telle projection dépasse les potentialités réelles du mouvement et peut contredire le serment de vérité, qui tend à établir un rapport de légitimité entre ces résistants et la société. Quand ils reprochent aux chefs de l'opposition de n'être pas assez engagés, les hommes du *Non Mollare* ne se rendent pas toujours compte des limites de leur stratégie civile, et de leurs propres difficultés à proposer aux Italiens un engagement dégagé d'une simple protestation morale.

Il ne peut y avoir de répit dans la lutte entre fascistes et antifascistes. [...] C'est seulement sur cette base que l'Aventin peut continuer à exister et à agir ; peut-être sans l'espoir d'une victoire immédiate, mais en préservant nos principes les plus chers, pour lesquels nous nous battons, dans l'espoir d'une réhabilitation qui n'advient qu'à condition d'avoir les nerfs solides et en gardant une posture digne<sup>152</sup>.

Pour ou contre le fascisme, voilà l'équation simple que les auteurs du *Non Mollare* s'attachent à concrétiser dans les esprits pendant les années de clandestinité et d'activisme antifasciste qui suivent ce primo-engagement. Ils indiquent d'avance leurs buts aux antifascistes : « Soyons convaincus, une fois pour toutes, que notre libération ne doit venir que de nous-mêmes.<sup>153</sup> » ; conviction vaut ici unique consigne :

Nous remercions les fascistes toscans pour la précieuse collaboration qu'ils apportent à notre bataille. Par leurs persécutions renouvelées, ils façonnent notre caractère moral, ils nous donnent une vigueur et une impulsion nouvelles pour l'action. À force de battre,

<sup>150</sup> « Aujourd'hui, les vieux chefs apportent plus de confusion qu'autre chose dans notre combat. C'est douloureux à dire, mais il le faut. Ils doivent se rendre à la raison et passer le gouvernail à d'autres. Qu'ils laissent aux jeunes, d'âge ou d'esprit, la mission de libérer l'Italie de la barbarie renaissante. C'est aujourd'hui le plus grand service qu'ils peuvent rendre à la cause de la liberté. » (Traduction personnelle).

<sup>151</sup> « Tous les pisse-froid de l'opposition, qui n'ont pas confiance en eux-mêmes, ne peuvent faire confiance au peuple italien ; ils nous disent que le peuple italien est lâche, qu'il ne se rebellera jamais contre l'oppression fasciste, que dans l'histoire, il n'a jamais été capable de faire une révolution [...] Pourquoi diable, après trente ans de propagande débiliteuse, après cinq ans de sermons et d'injonctions pacifistes, le peuple italien devrait-il soudainement passer à l'action ? », dans « Il popolo italiano non è vile », *Non Mollare*, n° 20, 27 juillet 1925.

<sup>152</sup> « Tra fascisti e antifascisti non vi può essere tregua. In questo siamo d'accordo con Farinacci. "Il fascismo o lo si accetta o lo si respinge in pieno". Solo su queste basi l'Aventino può continuare ad esistere e ad agire ; forse senza speranza di una subito vittoria, ma salvando i motivi più gelosi per la ripresa che non può mancare sol che si abbiano nervi saldi e schiena diritta. », dans « Governo e opposizione », *Non Mollare*, supplément au n° 21, 4 septembre 1925.

<sup>153</sup> « Convinciamoci una volta per sempre che la nostra liberazione deve venire solo da noi stessi. », dans « Tattica nuova », art. cité.

de poursuivre, de détruire, ils construisent l'élite qui devra les enterrer. Ils creusent leur tombe et forment leurs fossoyeurs...<sup>154</sup>

c'est-à-dire la certitude que l'exemple et « l'agressivité » de quelques antifascistes doit guider la marche du reste de la nation :

Nous sommes nombreux. Vous ne pouvez pas nous arrêter, parce que nous sommes jeunes et inconnus. Même si vous atteignez certains d'entre nous, les autres sont toujours prêts à se battre [...] Chaque agression que vous commettez accroît le nombre de vos ennemis, de vos fossoyeurs. [...] En effet, les jours passent et vos adversaires augmentent, vous devez alors vous livrer à de nouveaux meurtres. Plus vous en faites, et mieux c'est. Voilà le résultat de votre politique du pire. Et quand le verre sera plein, il débordera<sup>155</sup>.

Il n'est pas question, cependant, d'en appeler à l'action immédiate ; on lit ainsi dans un numéro antérieur du même journal :

Nous ne disons pas que les antifascistes devraient s'exposer et aller chercher des ennuis. Nous disons qu'ils ne doivent pas fuir ou se laisser impressionner par les démonstrations de force des fascistes ; nous disons qu'ils doivent toujours faire valoir leur liberté et leur dignité. Au passage des fanions fascistes, nous leur disons de ne pas retirer leur couvre-chef. Ni de changer leurs habitudes pour éviter les incidents. De suivre le chemin qu'ils ont l'habitude de prendre, même s'ils craignent d'y croiser un cortège fasciste [...]<sup>156</sup>.

Dans ces secteurs les plus actifs de l'antifascisme, on agit d'abord contre la « normalisation » du régime – « l'insertion progressive de la révolution dans l'État »<sup>157</sup> –, contre la stabilisation d'un pouvoir instable, encore à la recherche d'une position d'équilibre ; quitte pour cela à entretenir un climat de tension et courir le risque de s'exposer aux menaces et aux représailles

<sup>154</sup> « Ringraziamo i fascisti toscani per la collaborazione preziosa che portano alla nostra battaglia. Colle loro rinnovate persecuzioni foggiano il nostro carattere morale, ci danno nuovo vigore e impulso per l'azione. A forza di bastonare, di perseguitare, di distruggere, costruiranno l'élite che dovrà seppellirli. Si scavano la fossa e preparano i becchini... », dans « Bilancio di una settimana », *Non Mollare*, n° 20, 27 juillet 1925.

<sup>155</sup> « Siamo in molti. Non ci potete afferare, perchè siamo giovani ignoti. Se anche afferrate qualcuno di noi, restano sempre disposti alla battaglia contro di voi tutti gli altri. Ogni violenza che commettete, aumenta il numero dei vostri nemici, dei vostri seppellitori. In quattro anni di assassinii, non l'avete spuntata. Anzi, passa un giorno passa l'altro, e i vostri nemici crescono, e voi dovete commettere assassinii nuovi. Più ne farete, meglio sarà. Tanto peggio, tanto meglio. Quando il bicchiere sarà colmo, allora traboccherà. », dans « Gioco scoperto », *Non Mollare*, n° 12, avril 1925.

<sup>156</sup> « Noi non diciamo che gli antifascisti debbano andare a bella posta a cercare gli incidenti. Diciamo che non debbono scappare o accasciarsi innanzi agl'incenidenti provocati dai fascisti : diciamo che debbono sempre rivendicare la loro libertà e la loro dignità. Se passano gagliardetti fascisti, non levarsi il cappello. Non cambiare le proprie abitudini per evitare gli incidenti. Seguire la propria strada consueta anche se si prevede di incontrare un corte fascista. E se si è bastonati, gridare, gridare pim che è possibile, affinché l'incidente sia notata dal maggior numero di persone possibile. E se si vede che qualcuno è bastonato, non voltare la testa dall'altra parte, ma correre in difesa del bastonato e gridare insieme. », dans « Antifascisti vigliacconi », *Non Mollare*, n° 10, mars 1925.

<sup>157</sup> « Io penso che nei prossimi mesi i fascisti faranno un tentativo in grande di normalizzazione, di inserimento – per servirsi del nuovo vocabolario – della rivoluzione nello Stato. ». Lettre Rosselli à Salvemini, le 21 octobre 1925, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe : carteggio fra Rosselli e Salvemini*, Signori (Elisa, éd.), Milan, FrancoAngeli, 2009, p. 100.

des courants extrémistes du *squadrisme* toscan. Le pronostic que fait Rosselli à ce propos, le 21 octobre 1925, ne laisse pas de doute :

Aujourd'hui, un acte providentiel comme un attentat conduirait les fascistes à la déraison. Nous aurions six mois de terreur, mais probablement qu'après nous reviendrions à un régime politique possible [pour nous]. Dans quelques mois, un an, après la normalisation du fascisme, même la suppression violente d'un, ou de dix hiérarques ne ferait probablement pas trembler le régime ; peut-être le renforcerait-il plutôt<sup>158</sup>.

Cependant, les limites de leur « rébellion » finissent par se manifester avec évidence. Au mois d'octobre 1925, suite à la publication d'une série d'articles parus dans la presse fasciste locale et appelant à « Tirer sur les responsables [de la propagande antifasciste] », la ville de Florence, fut prise d'assaut par les escouades des chemises noires : il s'ensuivit plusieurs jours de violence, de saccages urbains et des événements bien plus tragiques encore comme la mort de personnalités politiques et des notabilités locales, parmi lesquelles certaines avaient participé à la diffusion du journal clandestin *Non Mollare*<sup>159</sup>. Le 5 octobre, au lendemain des faits, Carlo Rosselli et Nello Traquandi décidèrent pourtant de braver, une fois encore – en fait la dernière –, les interdits préfectoraux pour publier de nouveaux éléments à charge contre le régime et les services de police secrets fascistes<sup>160</sup>. Un billet de ce même numéro, intitulé « Mussolini va à Locarno !! », énonçait :

Beaucoup reprochent aux Italiens de ne pas se révolter contre une telle oppression. Mais la révolte est, pour le moment, techniquement impossible. Pouvait-on reprocher au peuple belge de ne pas s'être soulevé contre leurs envahisseurs allemands ? Or le cas est identique. Le fascisme dispose de 200 mille chemises noires, de toutes les forces militaires de l'État, de 100 mille carabiniers, en plus de l'impunité accordée aux criminels prêts à agir contre les antifascistes. C'est même un obstacle beaucoup plus sérieux pour nous qu'une occupation militaire !<sup>161</sup>

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 100-101 : « Oggi un attentato fortunato porterebbe alla follia i fascisti. Avremmo sei mesi di terrore, ma probabilmente dopo si tornerebbe ad un regime possibile. Fra qualche mese, un anno, a fascismo normalizzatore, anche la soppressione violenta di uno, di dieci capi con ogni probabilità non scuoterebbe il regime, e forse lo rafforzerebbe. »

<sup>159</sup> Gaetano Pilati fut agressé et tué à son domicile dans la nuit du 3 au 4 octobre 1925, que l'on désigne souvent par l'expression « notte di San Bartolomeo ». La femme du député socialiste, témoin de la scène, rédigea un mémoire publié le 24 juillet 1927, à Paris, dans l'hebdomadaire socialiste *Giustizia*.

<sup>160</sup> Carlo Rosselli publia le testament de Finzi et le réquisitoire du procureur général l'accompagnant, envoyé de Paris par Salvemini.

<sup>161</sup> « Molta gente rimprovera gli italiani perchè non si rivoltano contro una tale oppressione. Ma la rivolta è, per il momento, tecnicamente impossibile. Si poteva forse rimproverare al popolo belga di non essersi rivoltato contro gli invasori tedeschi ? Il caso è assolutamente lo stesso. Il fascismo dispone di 200 mila camice nere, di tutte le forze militari dello Stato, di 100 mila carabinieri, oltre all'impunità concessa a tutti i delinquenti che sono disposti ad agire contro gli antifascisti. Ecco un ostacolo più grave di quello che rappresenterebbe finanche un'occupazione militare regolare ! », dans « Mussolini va a Locarno !! », *Non Mollare*, 5 octobre 1925.

Dans cet article, qui compare à nouveau le fascisme à une armée d'occupation – un régime étranger à l'histoire et à la nation italienne – nous ramène à une représentation largement diffusée par les antifascistes du *Non Mollare*. La haine éprouvée par le peuple pour le « dictateur sanguinaire », qu'ils se persuadent de ressentir, il est donc logique qu'elle les conduisent à refuser d'admettre l'inanité d'une résistance impuissante. En réalité, ils excluaient d'en débattre, soutenant que la moindre petite action contre le fascisme était *morale*ment juste. Ils ne souhaitaient nullement considérer que les Italiens puissent abdiquer, car l'objection critique à cet espoir entraîne un repli à l'inaction. Traiter l'engagement antifasciste non comme une activité politique normale mais comme une exigence morale qui recommande de la force et du courage est donc leur recours commun. On retrouve bien ici, une fois de plus, le lien indiqué plus haut entre l'information qui est diffusée et sa fonction morale. Comme il n'est pas possible à des hommes qui font œuvre de résistance active de postuler un avenir immédiat pacifié, fait de pardon et d'oubli<sup>162</sup>, il leur est impossible aussi de se retourner vers une solution négociée qui serait grosse de cette menace d'accommodement et de normalisation qu'ils réfutent et redoutent. Mieux vaut donc considérer, dans l'immédiat, l'absence de révolte concrète non comme un problème d'opinion mais comme une question de force et de technique, en même temps que de volonté, et adresser aux antifascistes des témoignages où se lisent non pas le jugement politique de la population face au fascisme, mais son attitude psychologique et morale<sup>163</sup>.

<sup>162</sup> « Governo e opposizione », art. cité.

<sup>163</sup> « Il y a d'abord eu la manifestation d'une résistance énergique à la violence fasciste. En matière de violence matérielle, les fascistes n'ont rien pu conclure ou presque [grâce notamment à la réaction favorable des carabinieri]. Et c'est déjà beaucoup. Il est certain que les employés de la municipalité qui, au lendemain des élections, ont rejoint massivement les corporations [fascistes], ont témoigné de façon éloquente de la faible capacité de résistance morale d'une grande partie du peuple italien ; beaucoup reste à faire en termes de lutte et beaucoup encore il nous restera à faire pour que les choses changent. » (Traduction personnelle), dans « Come il governo ha vinto a palermo », *Non Mollare*, supplément au n° 21, 4 septembre 1925. La victoire des fascistes aux élections est ici analysée comme une opération de corruption politique impliquant le ministère, la mafia et le préfet. Comme on le voit, le journal réagit également à l'inscription en masse des employés de la commune, le lendemain de la défaite, au sein des organisations fascistes.

## Penser l'action : une certaine idée de l'antifascisme

Résultat d'une décision complexe plutôt qu'un acte « spontané », comme on l'a souvent laissé entendre, l'antifascisme dont il a été question jusqu'ici est aussi une impulsion civique : un penchant éthique plutôt qu'une adhésion à une idée politique.

Cet engagement citoyen est cependant menacé par le temps qui passe, l'obligation de vivre sous un régime qui, d'une part, a isolé et dispersé les derniers opposants en diffamant leur conduite, leurs idées, en condamnant « l'antifascisme » comme un crime et, d'autre part, exige de la part de la population une allégeance à l'État qui se manifeste par l'intériorisation de comportements, de normes sociales et collectives. Ce choix est encore mis à l'épreuve par le brouillage des étiquettes politiques, la crise morale, idéologique et stratégique sans précédent qui est commune à toute l'opposition. Et pourtant, on ne peut en effet assez répéter que l'idée d'une refondation des termes de l'engagement et de l'action antifasciste, dans ses moyens et ses fins, anime la recherche de ces rassemblements nés hors des structures politiques classiques et des traditions partisans. S'engager contre le fascisme, c'est pour eux interroger et redéfinir – parfois explicitement, souvent implicitement – le sens de leur action.

Ainsi, il n'est pas simple d'évaluer l'antifascisme du groupe de rédacteurs du *Non Mollare*. Cela vaut en particulier pour Salvemini, dont nous avons noté le rôle prépondérant dans la conception du journal clandestin, et l'influence sur l'ensemble du groupe, Rossi et Rosselli plus particulièrement. Une difficulté qui tient en quelques déclarations contrastées, d'autant plus équivoques qu'elles ne sont pas très éloignées dans le temps. La première, datée de 1923, soit un an avant l'assassinat de Matteotti, est tirée de ses échanges avec Gino Luzzatto et Rossi. Même après le drame de l'été 1924, qui le pousse à l'antifascisme, il reste convaincu, et le restera encore longtemps que le fascisme a ses jours comptés. On pourrait certes attribuer une telle discordance à l'instabilité du contexte, mais le manque de clairvoyance de l'historien face aux événements tient, pour une part majeure, à sa crainte qu'à Mussolini et qu'aux fascistes suive un équivalent « de gauche », autrement dit la dictature d'un gouvernement « communistoïde ».

C'est que le destin paradoxal du fascisme est aussi celui de l'antifascisme, lui-même d'abord précocement interrompu par la dissolution de l'Aventin qui incarne les limites d'une culture



politique et, surtout, d'une méthode de lutte. Cette incertitude et cette inconstance aident à comprendre le parcours confus de Salvemini, comme de Rosselli, Rossi et bien d'autres : il est impossible en effet d'aborder la question de leur « antifascisme » sans mentionner la naissance difficile de l'idée antifasciste et sans rappeler ses dilemmes. Épouser la cause de la lutte contre le fascisme fait en effet apparaître plusieurs ordres de difficultés. Des difficultés propres au contexte politique en premier lieu, car la nécessité de vivre sous un régime de dictature et de répression, avec l'exigence absolue pour certains de continuer la lutte obligent à une nécessaire adaptation de sa pratique et la recherche d'alliances, hier encore non envisagées. Ce sont donc ensuite des difficultés relatives à une mémoire et des traditions, puisqu'on a vu, déjà, l'hostilité grandissante de ces hommes pour les représentants de l'opposition démocratique au fascisme. Puis aussi, des questions de prospective historique : car enfin, quel futur démocratique souhaiter pour l'Italie, entre le conservatisme libéral, la peur du bolchévisme et, son pendant, la « contre-insurrection préventive » des faisceaux de combat ?

Ceux-là mêmes qui jugeaient compatibles l'antifascisme avec leur idées libérales et celles du mouvement démocratique telles que l'incarnait le socialisme devaient auparavant éloigner chez ce dernier les « dégénérescences bureaucratiques » et conjurer l'influence de la tradition marxiste ; autrement dit, il leur fallait dissocier l'antifascisme du réformisme sans tomber dans les excès de la vulgate maximaliste. Ainsi, pour agir et penser en tant qu'antifasciste, il faut non seulement *oublier*, mais plus, *réinventer*.

### « Action et pensée » : que faire ? Que croire ?

Lorsque Salvemini décide de rompre avec sa patrie et de devenir officiellement un *fuoruscito*, entre 1925 et 1926, il s'inscrit dans un mouvement en réalité déjà amorcé et en expansion. Le choix de quitter l'Italie pour échapper aux menaces et aux brimades des chemises noires concerne en effet un nombre croissant des élites intellectuelles et politiques déclarées antifascistes<sup>1</sup>. À terme, ce phénomène rend possible non seulement la reformation des organisations proscrites dans la Péninsule mais un effort de rassemblement, au prix de compromis interpartisans afin de poursuivre le combat antifasciste dans le cadre légal qu'offre le contexte étranger.

<sup>1</sup> Garosci (Aldo), *Storia dei fuorusciti*, Bari, Laterza, 1953.

L'exil est toutefois une démarche aussi massive que difficile, tout d'abord en raison d'une restriction importante des libertés individuelles. Mais, en 1925, si le fait de quitter la Péninsule est une voie complexe à emprunter, c'est aussi et surtout pour des motifs et des considérations stratégiques : en partant, les opposants au régime renoncent à poursuivre leur activité politique en Italie, prenant ainsi le risque de rompre définitivement avec leur pays. Aussi, cette décision divise car elle risque d'affaiblir prématurément la cause de l'antifascisme, tant dans sa capacité à mobiliser, sur le plan émotionnel, les opinions étrangères, que dans sa faculté à susciter un mouvement d'opposition politique, indispensable dans la reconquête de la nation.

Salvemini lui-même en a conscience<sup>2</sup>. Dans une lettre écrite en septembre, on voit cependant Rosselli insister auprès de son maître :

Vous devez absolument revenir à Florence [...] Cela provoquera sans doute des réactions hostile [...]. Avec pour résultat de déshonorer [les fascistes] et de grandes répercussions à l'étranger. Si, par contre, vous y restez, et refusez de reprendre votre activité habituelle, pour mener en France une activité clairement antifasciste, vous ferez le jeu de vos adversaires [...]. Mais c'est surtout pour une question de principe que vous devez revenir : pour obliger les fascistes à prendre des mesures odieuses à votre rencontre, ce qui provoquerait des manifestations de solidarité, provoquant une crise aussi retentissante que « l'affaire Unanimo »<sup>3</sup> et vous conférerez ainsi un prestige beaucoup plus important aux yeux de l'opinion étrangère. Et puis il y a actuellement trop de gens qui n'attendent que d'avoir le moindre soupçon de persécution contre eux pour fuir [...]. Nous devons tous leur montrer qu'il est impossible de se soustraire à la lutte menée sur le sol de notre patrie. [...] Le travail à l'étranger est utile, précieux [mais] l'action fondamentale, tant matérielle que spirituelle, doit se faire en Italie. Tant qu'en Italie, il n'existe pas d'*élite* formée et fermement organisée, capable de tenir dans ses mains les

<sup>2</sup> Le 24 août 1925, Salvemini, invité à Pontigny par Paul Desjardins pour participer aux rencontres des « décades », écrit à Ernesto Rossi, alors à Paris : « Deux semaines après mon départ d'Italie, je sens que nous sommes inutiles : nous sommes comme déracinés : nous pouvons accepter cette situation par nécessité ; nous ne devons pas la rechercher cependant. Tant qu'il est possible de rester en Italie, pour résister, nous devons y rester. Une conférence prononcée à Paris, serait, aujourd'hui, un acte de défi lancé aux fascistes. [...] Si je dois finalement être contraint de vivre à l'étranger, alors ce serait une autre affaire : alors, je ferais autre chose que des conférences ! Mais cela doit intervenir indépendamment de moi, et des actes que je pourrais commettre ces prochains jours [...]. Du reste, tout n'est qu'une question de semaine [...]. » (Traduction personnelle). Fin novembre, après avoir consulté plusieurs collègues de l'université, dont Calamandrei, Salvemini informe, de Londres, le rectorat de Florence qu'il démissionne. Les instances universitaires lui communiquent en retour le récriminaire qu'elles ont fait publier dans *Il Popolo d'Italia* contre les calomnies et « les injures prononcées [...] contre le Gouvernement national. » En effet, Salvemini savait qu'en diffusant publiquement sa lettre au recteur, via la presse britannique, il « [se rendait] impossible » tout retour dans son pays. Démis de ses fonctions par le ministre Pietro Fedele, Salvemini devient de la sorte la première victime de la nouvelle législation encadrant les règles de citoyenneté, ou « loi sur les *fuorusciti* », adoptée à la majorité le 28 novembre et qui prévoit notamment de priver de sa citoyenneté toute personne exilée et rendue coupable de commettre des actes contraires à l'ordre public ou diminuant l'autorité et « le prestige de l'Italie ». Voir : Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926, op. cit.*, p. 391 *sqq.*

<sup>3</sup> Référence à l'opposition de l'écrivain et poète espagnol Miguel de Unanimo contre la dictature de Primo de Rivera. Il finit cependant par s'exiler, à Fuerteventura dans les îles Canaries, avant de rejoindre la France. Il ne rentrera en Espagne qu'à la fin de la dictature, en 1930.

rênes du mouvement d'opposition et de former la classe dirigeante de demain, toute activité à l'étranger se construira sur du sable<sup>4</sup>.

Le vide laissé en Italie par l'opposition antifasciste, après la dissolution « peu glorieuse » de l'Aventin avait provoqué une désorganisation synonyme de désorientation et de confusion chez les opposants, notamment chez les jeunes. Or, comment susciter, dans ces conditions et avec le départ de personnalités influentes, un mouvement d'opposition capable de résister à la politique répressive du fascisme ? Y a-t-il après 1925 un avenir pour l'antifascisme en Italie ? Y en a-t-il un seulement à l'étranger, dans l'exil ?

### ***Salvemini, une trajectoire brisée : comment poursuivre la lutte dans l'exil ?***

Au moment de sa constitution, à partir de la fin de l'année 1926<sup>5</sup>, la Concentration antifasciste prend en fait le relai des premiers comités d'action organisés autour d'une poignée d'interventionnistes démocratiques. À ce propos, dans l'une des premières lettres écrites depuis la France, à la fin de l'été 1925, Salvemini décrit à Rossi des individus dont le fanatisme et le sectarisme inquiète, quand ce n'est pas l'absence de foi et d'honneur qui, au contraire, lui fait douter de leur sincérité et de leur dévouement à la cause qu'ils prétendent incarner :

De Ambris n'est qu'un voyou : ultrafasciste au fond, qui se comporte tel un agent mercenaire au service de qui le paie ; extrêmement dangereux [...]<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> « Secondo me lei deve assolutamente tornare a Firenze per l'inizio delle lezioni [...]. Succederanno certo dei guai, o ci saranno delle dichiarazioni tali da parte del fascio, da consigliare l'autorità politica, prima, e la scolastica poi [...]. Con scorno tutto loro e con grandi ripercussioni all'estero. Se lei invece resta all'estero, e si rifiuta di riprendere la consueta attività, per svolgere invece una nettamente in Francia, finirebbe per dare buon gioco agli avversari, che non solo la priverebbero della pensione, il che sarebbe il minor male, ma la accuserebbero di essere emigrato prima che le fosse stata usata in qualsiasi modo violenza morale e materiale. Soprattutto per una questione di principio lei deve tornare : per obbligare i fascisti a prendere l'odioso provvedimento che provocherebbe manifestazioni di solidarietà creando il caso Unanimo italiano, e dandole all'estero un prestigio ancor maggiore dell'attuale. V'è poi oggi troppa gente in Italia che non aspetta che il primo accenno di persecuzione per tirarsi in disparte o per sottrarsi al tiro nemico ; bisogna che tutti coloro che pur avendo, come lei, acquistato il pieno diritto di fare e di lavorare per la causa, dove, come e quando vogliono, li ammoniscano che alla battaglia in patria, non ci si può sottrarre altro che di fronte ad una manifesta, assoluta impossibilità. [...] Il lavoro all'estero è utile, prezioso, certamente, ma non va sopravvalutato : il lavoro fondamentale, sia materiale che spirituale, deve farsi in Italia. Finchè in Italia non si sarà formata e saldamente organizzata una élite capace di tenere nelle mani il movimento d'opposizione e di costituire la classe dirigente di domani, ogni attività estera poggerà sulla sabbia. ». Lettre du 29 septembre 1925, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 97-98.

<sup>5</sup> Pour plus de détails nous renvoyons le lecteur à la table chronologique p. XXXII (volume 2). Aussi : Fedele (Santi), *Storia della Concentrazione antifascista 1927-1934*, Milan, Feltrinelli, 1976 ; Vial (Éric), « La ligue italienne des droits de l'homme (LIDU), de sa fondation à 1934 », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, Ecole Française de Rome, 1986, p. 407-430.

<sup>6</sup> « De Ambris è un poco di buono, ultrafascista nell'anima, agente segreto di chiunque lo paghi, essere pericolosissimo. [...] Non si arriva oramai, né alla Ligue des Droits de l'Homme, né altrove, senza passare par quel canale. Io non intendo passare per quel canale, ecco tutto. », dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926, op. cit.*, p. 391.

Le malheur, pour lui, comme il l'écrit encore, c'est que tous ces hommes se sont imposés en France pour figurer l'unique « représentation de l'Italie antifasciste » :

Il est impossible d'avoir accès à la Ligue des Droits de l'Homme, ou à n'importe quel autre endroit, sans passer par eux. Mais moi, je n'ai aucunement l'intention de le faire. Voilà tout.

Contre l'idée de l'exil antifasciste qui se forge dans les milieux de l'émigration italienne jusqu'en 1927, Salvemini va donc proposer un autre modèle, une autre façon d'interpréter son rôle d'adversaire du fascisme depuis l'étranger.

Car ce que nous montre en effet cette première phase du *fuoruscitismo*, c'est que les opposants au régime réfugiés à l'étranger se sont spontanément – à l'inverse de personnalités comme Salvemini – identifiés à la figure de l'exilé, à la portée tant symbolique que politique que véhicule cet imaginaire. Pour commencer, tous conservent en mémoire la valeur morale du geste de l'exil capable de se transformer en appel politique à l'élan communicatif. Il y a une raison évidente à cette interprétation mythique qui relève d'une histoire longue et révèle en arrière de cette décision tout un univers d'idées et d'images et toute une société d'illustres précurseurs et de modèles : diffusion parmi les esprits de la légende romantique de l'histoire nationale, imprégnation des jeunes mentalités par l'enseignement des « apôtres de la démocratie italienne<sup>7</sup> », bruissant des exemples de Mazzini et du mouvement de la « Jeune Europe ». Tout cela aide à comprendre que l'expérience de l'exil ne se produit pas dans un néant conceptuel, mais qu'il soit au contraire riche de signifiants mythiques et rhétoriques. Gaetano Salvemini n'ignore rien de tout cela. Mais, il sait aussi, qu'aucun des grands noms du *Risorgimento* – même pas Mazzini – n'avait pu réellement promouvoir de l'étranger un mouvement révolutionnaire victorieux. Que si leur sacrifice prête à leurs idées un retentissement inouï et inattendu, il s'agit d'un geste rhétorique assez excessif pour éveiller l'enthousiasme populaire, mais en réalité inapte à modifier le cours réel des événements. Que le mythe de l'exilé lui-même est une illusion dont les réfugiés doivent se défier<sup>8</sup>, et paraît sans pertinence pratique, tant il éloigne les antifascistes d'une analyse sereine et réaliste de leur situation et de leur capacité d'action.

Il faut bien comprendre ici que, pour Salvemini, le malheur absolu de l'Italie ne se trouve ni dans le comportement de ses élites seules ni même dans celui de ses illustres gloires historiques,

<sup>7</sup> Nitti (Francesco Fausto), *Nos prisons et notre évasion*, Paris, Librairie Valois, 1930, p. 36 : « Je posais devant moi les yeux sur le mur où s'alignaient mes livres et je les caressais du regard. Dans la première rangée se détachaient les œuvres préférées des apôtres de la démocratie italienne : Mazzini, Cattaneo, etc. »

<sup>8</sup> Salvemini (Gaetano), *Dai ricordi di un fuoruscito : 1922-1933*, *op. cit.*, p. 70.

mais dans leur rapport aux masses, et partant dans l'éducation du citoyen ordinaire : Salvemini n'exècre rien tant que la rhétorique, l'hyperbole et le drame. Après son arrestation, en juin 1925, et sa mise en détention provisoire, son frère le compare à un martyr du *Risorgimento*. Evocation sensible, héroïque, qu'il décline, car « ridicule » et grotesque :

Si les Italiens étaient moins rhétoriques, ils seraient également moins lâches. S'ils n'exagéraient pas l'importance des petits sacrifices accomplis par les gens autour d'eux, ils seraient moins craintifs à l'idée que ces efforts soient aussi les leurs<sup>9</sup>.

Cette autorité lucide et assurée nous en dit beaucoup sur le personnage et c'est précisément ce que Salvemini pense pouvoir offrir à la cause antifasciste : sa correspondance montre qu'il a une haute idée de lui-même, de son rôle et de ce qu'il peut apporter. Elle révèle aussi ce trait essentiel qu'est chez cet éducateur l'attachement persévérant à des principes qui règlent sa conduite et la façon dont il entend faire profession d'antifascisme. Salvemini, pendant toute cette période, développe en effet deux idées maîtresses : que l'opposition, plutôt que de chercher à provoquer une insurrection, doit se préparer à investir tout l'espace politique lorsque le fascisme s'effondrera de lui-même sous le poids de ses propres erreurs et de ses propres contradictions ; que l'antifascisme, pour mener sa révolution et empêcher une restauration politique et sociale ou, plus grave, l'installation au pouvoir des communistes, doit s'imposer sur le terrain des idées.

Ainsi, que croit-il pouvoir accomplir depuis son exil parisien puis londonien ? Comment compte-t-il agir ? Que faut-il à Salvemini pour qu'une résistance s'organise ? Quels sont les attitudes à adopter et les moyens nécessaires à l'accomplissement de cette action ? Une question d'autant plus impérieuse qu'elle est dans son œuvre toujours parente de celle-ci : que faut-il à l'antifascisme pour *être* antifasciste ? D'abord la publication à l'étranger à destination des opinions américaines et britanniques, thème si souvent traité par Salvemini dans sa correspondance, pour qui la France n'est pas une priorité. Puis la mise en scène éclatante de la vérité historique en recueillant tous les témoignages et les documents authentifiés qui pouvaient démontrer le caractère fantaisiste des « légendes » en cours construction sur le fascisme<sup>10</sup>. Enfin – trait remarquable entre tous, si donc on garde en mémoire le fond sur lequel se détache l'exil

<sup>9</sup> « Se molti italiani fossero meno retorici, sarebbero anche meno vili. Se non esagerassero la grandezza dei piccoli sacrifici altrui, sarebbero meno paurosi dei piccolissimi sacrifici propri. Dunque rimaniamo intesi : niente martirio, niente bufera, niente miseria, niente Mazzini. Un piccolo tegolo sul capo, da non prendersi troppo sul serio [...]. ». Lettre de Salvemini à son frère, le 18 juin 1925, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926*, *op. cit.*, p. 339.

<sup>10</sup> Salvemini (Gaetano), « Dalle memorie di un fuoruscito », *Itinerari*, octobre-décembre 1954, p. 182

pour les contemporains : celui, à la fois historique et fabuleux des acteurs du *Risorgimento* – se garder des excès emphatiques et de la surenchère.

Salvemini conservait d'excellentes relations auprès des milieux intellectuels et politiques anglais. Un attachement, plus qu'un lien, qui remonte à différentes époques, certaines très lointaines. C'est le cas, par exemple, de sa rencontre avec Bernard Berenson, historien de l'art d'origine américaine, très bon connaisseur du *Mezzogiorno*, qu'il rencontre une première fois en 1895, par le biais de l'écrivain et critique littéraire Carlo Placci. Leur bonne entente et leur amitié se confirmera ensuite, comme tant d'autres, pendant la période de la guerre et de l'après-guerre : l'engagement de *l'Unità* pour défendre et diffuser les motifs de la propagande franco-britannique, rapproche ainsi Salvemini de grands noms du journalisme anglo-saxon, de politiques et d'académiciens. Citons : Henry Wickham Steed<sup>11</sup>, qu'il rencontre lors du Congrès de Rome de 1918<sup>12</sup> ; le couple formé par George M. et Janet Trevelyan<sup>13</sup> ; Aubrey Waterfield qui participa à la fondation, en 1917, de l'Institut britannique de Florence<sup>14</sup> ; enfin, toujours par l'intermédiaire du couple Berenson, eux-mêmes en relation étroite avec des personnalités influentes parmi les milieux libéraux, *labouristes*<sup>15</sup>, mais également auprès d'intellectuels<sup>16</sup>. Autant de relations qui facilitèrent son intégration lors de ses deux premiers séjours en Angleterre, à Brighton puis à Londres, en 1922 et 1923, lors desquels – à force de leçons<sup>17</sup> et de conférences – il améliore sa maîtrise de la langue anglaise – un attribut assez rare chez les émigrés italiens pour être souligné<sup>18</sup>.

Son intégration fut d'autant mieux favorisée que Salvemini montre une aisance à évoluer dans le contexte anglo-saxon. Au contact d'une culture, d'un état d'esprit qui, écrit-il plusieurs

<sup>11</sup> Correspondant au *Times* de Londres depuis plusieurs capitales européennes, dont Rome ; puis directeur du journal entre 1919 et 1922. Également l'auteur de l'ouvrage *The Hapsburgh Monarchy*, publié en 1913. Une œuvre bien connue par Salvemini qui la conseilla à Pietro Silva pour ses propres recherches sur l'histoire diplomatique italienne.

<sup>12</sup> Lettre à sa femme du 6 avril 1918, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1914-1920*, *op. cit.*, p. 372-373.

<sup>13</sup> Le mari était un historien anglais dont certains articles pour des revues américaines furent traduits pour être publiés dans *L'Unità*, comme celui du 29 janvier 1915 intitulé « L'Europa dopo la guerra ». Janet, l'épouse, organisa plusieurs des conférences auxquelles participait ensuite Salvemini lors de ses séjours en Angleterre.

<sup>14</sup> Le premier des instituts culturels britanniques à avoir été fondé hors du Royaume. Aubrey Waterfield fut également correspondante pour *The Observer* entre décembre 1921 et février 1935.

<sup>15</sup> Par le biais de Ray Strachey, la fille des Berenson, très active au sein du parti du Labour, également secrétaire de la « Women's Employment Federation », présidente du « Women's Service Bureau » et rédactrice au sein du *Women's Leader*.

<sup>16</sup> Alys Russell, première femme de l'intellectuel Bertrand Russell, était la sœur de Ray Strachey.

<sup>17</sup> Lettre à Ugo Ojetti du 28 juillet 1923, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926*, *op. cit.*, p. 230.

<sup>18</sup> « Tu imagines que je maîtrise l'Anglais. Mais j'en ai oublié les trois quarts, comme l'Allemand d'ailleurs. [...] Ici, nous ne lisons pas les journaux anglais. [...] Même [les rédacteurs] de *La Libertà* ne sont pas familiers avec la langue anglaise. ». Lettre de F. Turati à Salvemini du 25 avril 1928, dans Turati (Filippo), *Filippo Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio, 1927-1928*, Fedele (Santi, éd.), Bari, Rome, Manduria, 1998, p. 187.

fois, par exemple à sa femme, conviennent à son éducation scientifique et démocratique. Après une conférence donnée à la « British Italian League », en octobre 1922 :

Je fis un discours qui, à ce que j'ai compris, plaît aux Anglais, et qui convient aussi à mon tempérament : beaucoup de raisonnements concrets, une bonne dose d'humour et de sentimentalisme, et un peu de moralisme *quaker*<sup>19</sup>.

Et encore, en 1923, lors de sa deuxième venue, avec Rosselli :

[...] ici, les gens sont bons, idéalement conformes à ce que j'imagine<sup>20</sup>.

Avec Salvemini, c'est donc par-delà la Manche que l'horizon s'élargit et que de nouvelles potentialités d'agir s'offrent à lui : lorsque, en 1925, il se retrouve provisoirement détenu puis jugé pour sa participation à une association secrète, ses connaissances en Angleterre sont parmi les premières à manifester leur soutien, et l'opinion anglo-saxonne très vite mise au fait grâce à l'intervention de plusieurs rédactions, britanniques et américaines. Lina Waterfield se félicite par exemple de ce que la présence d'un journaliste américain à son procès ait provoqué un incident diplomatique entre les deux pays<sup>21</sup>, et constate « l'influence positive » des articles écrits pour *The Times* de Londres sur l'opinion<sup>22</sup>. Ces journaux offrent en effet à Salvemini, et ainsi à l'antifascisme, une tribune inespérée pour s'adresser directement au reste de la « civilisation européenne »<sup>23</sup>, en appeler au « tribunal du *bon sens* », commun à toutes les opinions démocratiques, et se revendiquer des principes de Vérité, de Justice et de Liberté<sup>24</sup>.

« J'attends de votre part votre propre version authentique des *Fatti di Firenze*, qui sont assez horribles en soi, sans qu'il faille en rajouter à leur propos » fit d'ailleurs remarquer Janet Trevelyan le 3 novembre 1925. Celle-ci insiste auprès de Salvemini pour qu'il délivre une version contradictoire des événements, suite un article « plein d'erreurs » à ce sujet, publié dans le *New Statesman*.

<sup>19</sup> « Io feci un discorso quale ho capito che piace agl'inglesi, e quale del resto rientra nel mio temperamento : molto ragionamento concreto, una buona dose di spunti umoristici e sentimentali, e un po' di moralismo quacquero. ». Lettre du 14 octobre 1922, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926, op. cit.*, p. 91. Dans une autre lettre écrite à Mary Berenson, le 6 septembre de la même année, il affirme également se passionner pour les mœurs et les comportements du peuple britannique.

<sup>20</sup> Lettre à E. Rossi du 28 août 1923, dans *Ibid.*, p. 240 : « [...] qui la gente è buona e come io vorrei che fosse ».

<sup>21</sup> Le journaliste du *Chicago Tribune* suivit pour sa rédaction le procès de Salvemini, de même qu'il transmit des informations au sujet de l'agression du député Giovanni Amendola. Il fut contraint de quitter Rome, ce qui entraîna une réaction défavorable de la part de l'Ambassadeur américain.

<sup>22</sup> Article écrit par Salvemini, également reproduit en première page du numéro de juillet du *Non Mollare* sous le titre « Lettera al "Times" ». La lettre de Lina Waterfield à Salvemini est datée du 15 août 1925, on la trouve dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926, op. cit.*, p. 377-378.

<sup>23</sup> « Lettera al "Times" », *Non Mollare*, n° 18, 4 juillet 1925.

<sup>24</sup> *Ibid.*

Racontez [...] l'horrible histoire du meurtre de Console, sans omettre aussi de préciser que les faits racontés par Murphy, les dix-huit meurtres qui furent commis, l'assassinat de Bandinelli, et que des sujets britanniques furent déplorés parmi les victimes sont toutes des exagérations. Vous-mêmes vous m'expliquiez par exemple que ce furent des Américains qui ont payé un lourd tribut, et non des Britanniques qui furent seulement bousculés, et si, comme je le suppose, on peut faire confiance au rapport officiel du Consul, il a établi de manière claire que cette histoire ne comportait aucune trace de vérité. On voit ici combien *the wish was father to the thought* chez les journalistes qui ont fait circuler cette information, car favoriser une bonne entente entre Mussolini et l'Angleterre serait un grand triomphe pour eux. [...] J'ai donc pensé que si vous acceptiez d'écrire au *New Statesman*, cela vous donnerait une immense position de force ici [...] : cela montrerait en effet que vous êtes un *historien* soucieux de la vérité, et non un simple journaliste [...].<sup>25</sup>

Dans ses *Mémoires*, Salvemini a lui-même raconté à quoi ressemblait son quotidien d'exilé antifasciste, ses longues journées passées à consulter les collections du *Corriere della Sera*, disponibles au « British Museum » ; l'aide qu'il sollicitait de la part de ses amis qui, depuis l'Italie, lui envoyaient des livres, des copies de journaux, des documents et des statistiques officiels ; de même qu'à Paris où l'assistait volontiers l'ancien correspondant du *Corriere*, Alberto Tarchiani<sup>26</sup>. Ses témoignages évoquent souvent aussi le soin particulier qu'il mit à contredire méthodiquement l'œuvre des « propagandistes » au service du régime fasciste, singulièrement l'historien et diplomate Luigi Villari, auteur en 1924 d'un ouvrage à la gloire du mouvement des faisceaux, *The Awakening of Italy*. À partir de l'automne 1925, Salvemini s'emploie également à la rédaction d'un ouvrage réfutant, point par point, les thèses de Villari, de même qu'il le faisait dans ses articles, « en démentant ses arguments, m'appuyant pour cela sur des témoignages et des documents, ou encore des démonstrations, qu'il lui était impossible de démolir et de contester.<sup>27</sup> »

<sup>25</sup>« Tell [...] the horrible story of the murder of Console, but then say that Murphy's story of 18 murders of Bandinelli being murdered, and of British subjects being among the victims, are all gross exaggerations. You yourself told me that it was Americans who had paid high prices for their seals, not English people who were hustled, and if, as I suppose, the British Consul's official report is to be believed, he definitely stated that there was no truth whatever in that story. One can see how much "the wish was father to the thought" with the journalists who have circulated it, for to embroil Mussolini with England would be a great triumph for them. [...] So I thought that if you would consent to write to the "New Statesman" in this sense, it would give you an immense strong position here [...] : it would in fact show that you are a *historian* who cares for truth, and not a mere journalist like the Murphys and Steeds. ». Lettre du 1<sup>er</sup> novembre, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1925, op. cit.*, p. 463-465. L'article de Salvemini fut publié sous forme d'une lettre adressée « Au directeur du New Statesman », le 7 novembre 1925. Voir : Salvemini (Gaetano), *Scritti sul fascismo*, Merola (Alberto), Valeri (Nino, éd.), Milan, Feltrinelli, 1966, vol. 2, p. 234-236.

<sup>26</sup> Salvemini (Gaetano), *Memorie di un fuoruscito, op. cit.*, p. 106. Après son départ du *Corriere della sera*, dans la foulée de la démission du directeur du quotidien milanais, Luigi Albertelli, Alberto Tarchiani s'exile en France en novembre 1925.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 105 : « smentendolo con testimonianze o documenti o argomenti, che egli non potesse demolire. »



Il est certain, toutefois, que l'historien était plus à l'aise à l'écrit qu'à l'oral, d'autant plus que ses ami(e)s se proposaient régulièrement pour traduire ses articles. Mais le succès obtenu à l'occasion d'une conférence, d'un débat public surtout, était indispensable, à côté de la notoriété escomptée avec la publication d'un essai historique. Lors de ses séjours américains, à partir de 1926, l'historien dut donc se plier à un tout autre modèle d'art rhétorique, qui n'était pas celui qu'il affectionnait le plus. Par exemple, les *question period*, ces réunions où les invités s'exprimaient, chacun leur tour, face à un public qui disposait ensuite d'un moment pour poser des questions : un « genre oratoire immoral », auquel Salvemini participe à contrecœur :

Une réponse sur le fond de l'affaire consisterait à déconstruire les mensonges de la propagande adverse. Mais un argument spécieux produit toujours un effet supérieur à ce genre d'argument ; [on] prodiguait souvent ce conseil aux débutants : « Entre le bon et le mauvais argument, préférez toujours le second, car l'autre a moins de prise [sur le public] »<sup>28</sup>.

Tout cela pose deux problèmes. Le premier, celui de la réception de ces multiples interventions, et donc plus globalement de l'état général des opinions britannique et américaine sur la question italienne. En dépit du sérieux reconnu de l'historien, ses correspondants anglo-saxons s'interrogeaient aussi ouvertement sur ses chances concrètes de retourner le public, et *in fine* les pouvoirs publics, en faveur de la cause antifasciste. Non que ces sociétés soient totalement acquises au fascisme en 1925, mais la thèse suivant laquelle Mussolini avait sauvé l'Italie du bolchévisme et de l'anarchie, reste très populaire. Mary Berenson recommande par exemple à Salvemini de retourner en Italie, afin de s'éviter inutilement une « vie d'exil ».

Aux États-Unis comme en Angleterre, en effet, plusieurs relais médiatiques et politiques existaient déjà à la moitié des années vingt<sup>29</sup> pour la propagande fasciste. Ainsi outre-Manche, après une période de relatif désintérêt de la presse, celle-ci tient dans sa grande majorité un discours plutôt modéré et distancé<sup>30</sup>, à l'image du *Times*<sup>31</sup> n'hésitant pas même à développer une interprétation positive du fascisme et à nourrir le mythe du *Duce*, héros politique des temps

<sup>28</sup> « La risposta diretta e vera sarebbe stata sugli inganni della propaganda. Ma un argomento specioso produce sempre un effetto che l'argomento buono non otterrebbe ; [...] diceva agli oratori novellini : "Se per sostenere una tesi avete un argomento buono e uno cattivo, adoperate quello cattivo, perché l'altro non prende". », dans Salvemini (Gaetano), *Dai ricordi di un fuoruscito 1922-1933*, op. cit., p. 52.

<sup>29</sup> Pour le cas américain, voir Diggins (John P.), *Mussolini and fascism : view from America*, Princeton, Princeton University Press, 1972, p. 42 sqq.

<sup>30</sup> Foresta (Alessandro), *Stampa inglese e fascismo : traduzione letterale di oltre 70 articoli pubblicati su quotidiani e riviste specializzate inglesi*, Poggio, Edizioni del Poggio, 2008.

<sup>31</sup> À la mort de Lord Northcliff, qui avait acquis le grand journal « indépendant » en 1908, le fils du premier vicomte Astor racheta le titre, et réinstalla George Dawson en tant que propriétaire. Sous sa direction, fidèle à son vœu de faire du *Times* la « voix de la nation », Dawson imposa une ligne éditoriale moins critique à l'égard du régime fasciste, notamment pour ne pas s'aliéner la confiance et l'amitié de l'Italie.

modernes. Certes, la nouveauté présumée du phénomène, caractéristique du traitement journalistique dominant à l'étranger, permet indirectement d'élargir l'audience des antifascistes, et donc de multiplier, pour eux également, les opportunités éditoriales et les interventions devant un public.

On aborde là le second problème ouvert par l'anecdote de la participation de l'historien à un genre de débat public inédit pour lui, les *question period*. Celui-ci regarde la façon dont l'historien envisage son œuvre de « propagande » à l'étranger. Dans une lettre à Tommaso Fiore, il affirme y trouver une façon utile de lutter contre le fascisme, mais aussi une manne financière sans laquelle il aurait certainement été contraint, comme d'autres, de « sacrifier » sa liberté de pensée et d'opinion « aux nécessités de la vie »<sup>32</sup>. Dès novembre 1925, lorsqu'il sollicite Cesare Foligno, enseignant d'études italiennes à Oxford, pour lui obtenir une charge de conférencier, l'historien s'aperçoit cependant que l'engagement antifasciste n'est compatible avec ses obligations professionnelles que sous certaines conditions en réalité, et l'admission à un poste académique recommande une discrétion politique de sa part. Salvemini, nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement au chapitre suivant, doit ainsi toujours veiller à tenir ses convictions dans le cadre étroit de la « vérité historique ».

### *Agir sur l'opinion, à l'intérieur*

Actif à l'étranger et conforté dans l'efficacité de sa mission auprès de l'opinion anglo-saxonne<sup>33</sup>, Salvemini comprend également l'utilité d'une opposition intérieure. En plus d'être pourvoyeuse d'informations, celle-ci peut également participer à la diffusion des idées antifascistes, en particulier auprès des jeunes. Là encore, il s'enquiert de ce que l'opposition ne considère l'insurrection comme unique « manuel d'instruction »<sup>34</sup>. Dès septembre 1925<sup>35</sup>, il envisage au contraire l'antifascisme comme une œuvre de rééducation, tout à la fois civique et politique.

Meilleur analyste pour décrire les rapports de forces au sein de son camp, plutôt que pour anticiper l'avenir italien à court terme, Salvemini dessine, à travers ses ouvrages et dans ses lettres, deux nouvelles lignes de clivage : entre l'ancienne et la nouvelle génération ; entre les

<sup>32</sup> Lettre à Tommaso Fiore, du 22 novembre 1925, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1925, op. cit.*, p. 491.

<sup>33</sup> Lettre de Raffaele Rossetti du 30 novembre 1925, dans *Ibid.*, p. 499.

<sup>34</sup> Lettre de Marion Cave du 26 novembre 1925, dans *Ibid.*, p. 495.

<sup>35</sup> Lettres à Umberto Zanotti-Bianco du 5 septembre et du 25 novembre, dans in *Ibid.*, p. 402, 493. L'idée est en fait évoquée une première fois dès le 24 septembre 1922, dans une lettre à Ernesto Rossi, p. 83.

communistes et le reste. Il sépare ainsi l'opposition au fascisme en trois grands ensembles, entendant par là qu'il faut d'abord agir sur la partie qui se retrouve orpheline de ses idéologies et de ses élites, sans pour autant embrasser la cause communiste :

les jeunes, surtout, du parti libéral, démocratique, populaire, ou socialiste réformiste, qui ne croient plus à la tactique parlementaire et légale [...] [qui] n'ont pas d'idées ni sur la façon de mener la lutte ni sur ce qu'il faudra faire *le jour d'après*<sup>36</sup>.

Cette bataille des idées au sein même de l'opposition antifasciste implique un investissement intellectuel important, articulé sur une stratégie de conquête des noyaux de lutte et de contestation, qui subsistent en Italie. Sa hantise de l'extrême gauche et du parti communiste est au moins aussi grande, sinon plus, que celle exprimée contre l'actuelle « dictature ». Or, l'hypothèse d'un bolchévisme à l'italienne, sans cesse considérée, on l'a vu, comme un pur fantasme de la propagande fasciste de l'après-guerre, est, depuis la marche sur Rome, au centre de ses conjectures<sup>37</sup>. Il faut dire que l'actualité politique vit de cet affrontement entre mouvements radicaux et extrémistes. Salvemini en fournit un bon exemple, lorsqu'il met en regard la brutalité des fascistes et celle des communistes<sup>38</sup>. Ce qui soutient cet amalgame, c'est le dégoût inspiré par le fanatisme, et qui se manifeste d'entrée de jeu, lorsqu'il décide de sortir de sa réserve et adhérer au Parti socialiste unitaire à l'été 1924 :

Considérant que le PSU, pose-t-il ainsi comme postulat à son engagement, tout en affirmant la nécessité et l'utilité de la lutte des classes, en rejette les formes les plus simplistes et les plus violentes, et soutient les principes de liberté et de démocratie contre les communistes et les fascistes<sup>39</sup>.

Rien ne modifie ce sentiment ensuite, lorsque Salvemini, exilé d'Italie en 1925, n'entrevoit plus la situation de son pays qu'à travers le prisme d'une opposition sociale et idéologique entre ces deux partis.

Ce pas de deux à l'égard de l'opposition socialiste est loin d'être particulier à Salvemini : au sortir d'une décennie marquée par une guerre et un coup d'État contre les institutions

<sup>36</sup> « [...] gli elementi, specialmente giovani, dei partiti liberale, democratico, popolare, socialista riformista, che non credono più alla tattica parlamentare e legale, che sono diventati repubblicani, e che credono che da questa situazione non si esca con le parole, ma lottando coi fascisti sul terreno rivoluzionario. ». Lettre à Zanotti-Bianco du 14 septembre 1926, dans *Ibid.*, p. 547.

<sup>37</sup> « L'assoluzione di Regazzi », *Non Mollare*, n° 7, mars 1925.

<sup>38</sup> « Il fatto di Ponte a Mensola », *Non Mollare*, n° 12, avril 1925.

<sup>39</sup> « Considerando che ogni sforzo di azione costruttiva compiuto all'infuori degli ideali politici tradizionali si è rilevato sterile quando non abbia favorito, come nel caso del fascismo e dell'Associazione Nazionale dei Combattenti, le speculazioni meno scrupolose ; considerando che il PSU, mentre afferma la necessità e l'utilità della lotta di classe, ne rifiuta le forme semplicistiche e violente, e si fa assertore dei principi di libertà e di democrazia tanto contro i comunisti quanto contro i fascisti. ». Lettre à Gino Luzzatto du 5 juillet 1924, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926, op. cit.*, p. 300.

démocratiques et libérales, le socialisme évoque pour une partie des Italiens – Salvemini nous en donne un exemple, tout comme Carlo Rosselli et, quoique de façon plus opportuniste, Ernesto Rossi, qui l'imitent tous les deux au moment de son adhésion au PSU en 1924 – tout autre chose que l'idéologie et la pratique de la lutte des classes. Le socialisme en Italie n'est pas seulement un parti de masse configuré dans la plus pure tradition marxiste, mais un ensemble de souvenirs liés à une expérience démocratique réelle ; si bien qu'on invoque, contre le fascisme et le communisme, la « tradition du socialisme de 1900 », faisant valoir la mémoire des principes fondateurs contre les « spéculations les moins scrupuleuses », qu'ont été le fascisme et même, concède-t-on, l'idéologie *combattentista* : « tout effort pour agir de manière constructive hors des idéaux politiques traditionnels s'est avéré stérile » est-il ainsi rappelé<sup>40</sup> par les nouveaux membres du parti unitaire.

Très tôt, chez Salvemini, Rossi et Rosselli, l'engagement antifasciste s'exprime donc par des hésitations idéologiques et des indéterminations que l'on espère dissimuler sous la droiture d'une attitude courageuse et honnête, comme l'admet le premier des trois à Piera Albertini Giacosa, en 1925 :

Face à tant d'incertitudes, je ne conçois clairement qu'une seule idée. Ne jamais se compromettre, ni avec les communistes, ni avec les fascistes, et payer de sa personne pour gagner la confiance de l'opinion, en faisant la démonstration que nous n'agissons pas en dilettante, mais que nous pensons et croyons sincèrement à ce que nous affirmons.

Et de préciser :

Je ne vois le salut de notre pays que dans cette seule opportunité : qu'au cours des prochaines années, un millier d'hommes, de caractère, se révèlent en Italie et se montrent inflexibles contre le fascisme, gagnant ainsi la confiance des ouvriers, des paysans, de la bourgeoisie, qui veulent la justice pour tous, mais n'ont plus confiance en personne<sup>41</sup>.

Ou presque. À dire vrai, dans le tumulte et la confusion des mois suivant le passage en force de janvier 1925, et pour quelque temps, Salvemini sent bien que cette défiance généralisée profite au moins à un parti. À cette époque, il annonce :

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> « In tanta incertezza io non vedo chiaramente che una sola idea : non transigere mai né con comunisti né con comunistoidi né con fascisti, e pagare di persona per acquistare la fiducia della gente onesta mostrando che non siamo dilettanti, ma pensiamo e crediamo a quel che diciamo. Io non vedo la salvezza del nostro paese che in questa sola eventualità : che nei prossimi anni si riveli in Italia un migliaio di uomini di carattere che tengono duro sistematicamente contro i fascisti pagando di persona, acquistando così la fiducia degli operai, dei contadini, della media e piccola borghesia, che vogliono giustizia per tutti, ma hanno perduto fiducia in tutti. ». Lettre à Piera Albertini Giacosa du 30 juillet 1925, dans *Ibid.*, p. 359.

Je suis très pessimiste pour l'avenir. [...] La haine des ouvriers et des paysans contre les fascistes ne fait que croître et ce sont les communistes qui en profitent. En 1919-1920, la protestation contre la guerre s'appelait "bolchévisme". Aujourd'hui, la haine du fascisme porte le nom de "communisme"<sup>42</sup>.

Avec une nette exagération, qui du reste, est loin de lui être exclusive<sup>43</sup>, Salvemini estime que « les 9/10<sup>ème</sup> des paysans et des ouvriers sont des antifascistes acharnés, quoique passifs. La bourgeoisie est divisée. Les classes supérieures sont quant à elles pour les 9/10<sup>ème</sup> fascistes ».

Précisément. Existe-t-il un futur politique pour les libertés dans l'Italie antifasciste, que Salvemini analyse au miroir de l'insurrection bolchévique de 1917, où selon lui les paysans et les ouvriers auraient tôt fait d'entraîner une prise du pouvoir par les communistes ? L'antifascisme, qui exige une tension éthique de l'être, ne peut pas convaincre les Italiens d'agir selon leurs instincts et leur inclinaison première, et ne voit donc d'autres solutions dans l'immédiat que de les rééduquer :

Les gens se laissent impressionner par le spectacle, ils « admirent « les choses relativement faciles, et n'apprécient pas les choses difficiles [...]. Il faut renverser cette échelle de valeurs si nous voulons rééduquer la jeunesse italienne pour qu'ils méritent la liberté et gagnent ainsi le respect d'eux-mêmes

écrit encore Salvemini. On voit comment cette conscience antifasciste, dans l'aboutissement politique qu'elle tente de se donner comme dans son principe éthique même, implique un effort constant d'équilibre entre la revendication de valeurs et d'une culture libérale, qui la pousse à agir, et la foi démocratique qui l'inspire et la force à rechercher l'unité sociale autour de sa cause. Le calcul anticommuniste, comme nous venons de le voir ici, n'entre pas également pour peu au sein de ce curieux syncrétisme.

On essaie évidemment de concilier la dimension minoritaire et élitaire de cette lutte et son contraire ; autrement dit de s'assurer une influence sur les « grandes masses » de la population, en dépit des signes évidents de détachement dans l'opinion. Cette conciliation devient en effet, pour les antifascistes, un problème essentiel, à mesure non seulement que les communistes s'organisent mais surtout, après 1926, que le régime se stabilise et dispose des moyens conformes à ses prétentions monopolistes et hégémoniques. Nous retrouvons donc là encore l'ambiguïté dont nous étions partis. L'antifascisme s'affirme ici comme une tentative de

<sup>42</sup> « Io vedo nero nell'avvenire. [...] L'odio degli operai e dei contadini contro i fascisti diventa ogni giorno più feroce e ne approfittano i comunisti. Nel 1919-1920 la protesta contro la guerra si chiamava bolscevismo. Oggi l'odio contro i fascisti si chiama comunismo. ». Lettre à Gaetano Mosca du 3 mars 1925, dans *Ibid.*, p. 326

<sup>43</sup> Spriano (Paolo), *Storia del partito comunista italiano*, vol. 2, *Gli anni della clandestinità*, Turin, Einaudi, 1969, p. 39.

conciliation, et comme toute initiative de ce type on la trouve contradictoire dans les principes. Il répudie tout ce qu'il considère comme un accommodement au pouvoir et à ses normes sociales pour pouvoir imposer, au nom des idéaux qu'il défend et des valeurs opprimées, une action et une doctrine volontariste ; et d'autre part il rejette – ou est contraint de le faire, pour respecter ses principes et l'éthique du devoir et de responsabilité civique qu'il invoque – l'idée d'une organisation sociale des masses qui annihilerait son ambition de responsabiliser le peuple, mais aussi qui contredirait la tradition libérale et individualiste qu'il veut protéger et sauvegarder. Cette combinaison, contradictoire lorsqu'elle est énoncée, répond à l'expression d'un besoin concret que la réalité des faits empêche d'être simple. L'antifascisme pouvait se défier d'une forme d'élitisme sectaire, qui risquerait de verser dans l'utopisme et le terrorisme, en plus d'être porteur d'une vision antidémocratique, et de l'idée de « masse » en tant qu'elle impliquait de renoncer à une éthique individualiste qui élève l'engagement politique à une certaine dimension de noblesse et de dignité.

Ni tout à fait socialistes donc, ni vraiment libéraux – grandement indifférents du reste à ce parti et très éloignés de ce milieu politique – et par ailleurs démocrates hésitants et insatisfaits. En fait, tout cela en même temps : un hybride politique impossible à traduire de façon schématique, en deux ou trois mots d'ordre, et dont la voie d'expression naturelle est la revue. De fait, pour Salvemini, l'important pour le moment n'est pas de mobiliser le plus grand nombre de personnes, mais d'abord, d'infuser des idées « concrètes » parmi quelques milliers de personnes. « Consacre toute ton activité à construire cette chaîne de cinq milles personnes » adjure-t-il à Ernesto Rossi, prévoyant pour cela au moins « trois années de travail acharné »<sup>44</sup>. Le conseil date certes de la fin de l'été 1926 ; mais, l'idée remonte en fait à l'été 1925. Entre les deux dates, les exilés antifascistes échafaudent ainsi différents projets pour agir sur l'opinion italienne. Les atermoiements que donnent à lire leurs échanges est un bon indicateur des difficultés rencontrées à ce moment. Au cours de cet automne indécis pour les antifascistes, on les voit essayer plusieurs solutions. Fin août, quelques semaines après l'arrivée en France de Rossi, Salvemini lui suggère d'imprimer de l'étranger les publications antifascistes pour les réintroduire ensuite en Italie. Début septembre, en revanche, ce dernier écrit à Zanotti-Bianco et évoque son souhait d'éditer une revue qui se substituerait à terme aux feuilles, bulletins et journaux que l'on fait circuler « sous le manteau », dans la Péninsule. Le 24 octobre, vingt jours après les faits de Florence et la cessation du *Non Mollare*, Giovanni Mira tente de relancer le

<sup>44</sup> Lettre à E. Rossi du 14 septembre 1926, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926, op. cit.*, p. 539.

projet d'une presse clandestine, imprimée en France, mais diffusée clandestinement en Italie. Une solution que n'envisage visiblement même plus Salvemini à ce moment, puisqu'un mois plus tard, le 22 novembre, il présente de façon détaillée, à Tommaso Fiore, différents projets de publications, des tournées de conférence, bref toutes les actions qu'il prépare au cours des deux prochaines années, sans même faire référence à l'Italie, et à l'élaboration d'une presse pour l'intérieur. Cet abandon est confirmé trois jours plus tard, dans un nouveau courrier à Zanotti-Bianco :

Nous avons renoncé à l'idée des brochures clandestines : il est trop difficile de les faire pénétrer [en Italie]. Mais nous avons une autre idée : réaliser une revue pour les Italiens à l'étranger, en insistant auprès des lecteurs sur leur obligation morale à découper les articles et les envoyer en Italie, par la poste. [...] Si nous y parvenons, dans quelques années, nous aurons une arme formidable entre nos mains<sup>45</sup>.

Le choix de prioriser la propagande à l'étranger sur l'action à l'intérieur agace cependant la téméraire Marion Cave qui, toujours à Florence, attend, de la part de Salvemini, des consignes, un soutien concret, pour maintenir vivante l'opposition au fascisme en Italie. Et elle n'est pas la seule à se débattre dans les perplexités du moment :

Certains, ici, pensent que [republier un journal] conduire à de nouveaux sacrifices inutiles. Ils vous demandent de leur dire expressément votre avis sur cette question. *Selon vous, que pouvons-nous faire ici ?*<sup>46</sup>

Fin décembre, la voilà qui déplore la « débâcle » impressionnante et « décourageante » qu'ont provoqué dans la ville, et ailleurs, les nouvelles législations fascistes :

La situation à Florence est le reflet de ce qui se passe dans le reste de l'Italie. [...] Tous, sauf les "archi-intransigeants" comme nous, soit deviennent fascistes, soit font profession de philo-fascisme, soit se désintéresse ostensiblement de tout<sup>47</sup>.

<sup>45</sup> « Abbiamo rinunciato all'idea degli opuscoli clandestini : troppo difficile a far penetrare. Ma abbiamo un'altra idea : fare una rivista per gl'italiani all'estero, facendo obbligo morale a ciascun lettore di ritagliare gli articoli e spedirli in Italia nelle loro lettere agli amici. [...] Se riusciamo in questo scopo, avremo in un paio d'anni di lavoro un'arma formidabile e sicura nelle mani. ». Lettre à Zanotti-Bianco du 25 novembre 1925, dans *Ibid.*, p. 493.

<sup>46</sup> « Gli amici di qui desiderano sapere la sua opinione circa l'intenzione dell'amico burattino [Rossi] di ricominciare le pubblicazioni. Gli amici di qui pensano che condurrà soltanto ad altri sacrifici inutili. Le chiedono di dire qual'è il suo pensiero in proposito. *Cosa possiamo fare qui secondo Lei ?* ». Lettre de Marion Cave du 6 décembre 1925, dans *Ibid.*, p. 514.

<sup>47</sup> « La situazione fiorentina è lo specchio della situazione generale. Par che il governo abbia veramente deciso di cambiare sistema e di sostituire l'oppressione legale alla violenza squadristica. Noi non siamo d'accordo con Lei quando Ella dice che gli scatti di Mussolini e dei gregari impediranno sempre la completa "normalizzazione", e che quindi bisogna accendere i ceri perché Dio onnipotente lo conservi sano ! Le leggi fascistissime hanno prodotto uno sfacelo impressionante e molto sconcertante. Tutti meno gli archi intransigenti come noi, o si fanno fascisti, o fanno delle manifestazioni di filofascismo, o ostentatamente si disinteressano di tutto. ». Lettre de Marion Cave du 22 décembre 1925, dans *Ibid.*, p. 522.

Interloquée par le refus de Salvemini d'envisager une « normalisation » du régime, elle prétend déceler, au contraire, une volonté du gouvernement de « substituer l'oppression légale à la violence *squadriste* ». Rossi, quant à lui, s'emploie de même à réfuter les objections faites contre l'utilité de la presse clandestine : discrète, rapide à composer et à diffuser, elle maintient l'opposition dans une disposition de lutte. Les logiques de l'action priment donc encore sur les logiques politiques et la propagande d'idées :

Il nous faut bien reconnaître qu'au cours des trois dernières années, plusieurs journaux et en particulier le *Corriere* et la *Stampa*, ont propagé leurs idées à peu près dans le sens que nous désirons nous-mêmes aujourd'hui. Et malgré le très grand nombre de lecteurs de ces journaux, on ne peut pas dire que leur propagande ait donné des résultats satisfaisants, du moins au regard des circonstances présentes<sup>48</sup>.

Tout cela laisse augurer les limites idéologiques à venir. Néanmoins, pendant ces semaines, au gré d'échanges répétés, entre initiatives et résignations, s'élabore laborieusement ce qu'on peut malgré tout appeler une stratégie d'action antifasciste mobilisant l'exil et la clandestinité.

### ***Entre exil et clandestinité : reconstituer un réseau d'action***

Lorsque Rossi écrit à Salvemini, à la fin décembre 1925, il est désormais installé à Bergame, lieu de refuge et d'anonymat. S'il reste en effet possible, entre 1925-1926, de maintenir, dans la Péninsule, une activité d'opposition politique au régime, cela nécessite parfois, comme condition préalable, de le faire *ailleurs* ; pour les membres du *Non Mollare*, ailleurs qu'à Florence donc, idéalement dans une région où le fascisme prend difficilement racine. La Lombardie par exemple<sup>49</sup>. Il s'agit en effet, pour les primo-résistants, d'échapper aux

<sup>48</sup> « E bisogna riconoscere che, negli ultimi tre anni, diversi giornali, e specialmente il "Corriere" e la "Stampa" hanno fatto propaganda di idee presso a poco nel senso in cui desideremmo farla noi. Malgrado il numero grandissimo dei lettori non si può dire che la loro propaganda abbia portato a risultati molto soddisfacenti, almento rispetto alle circostanze attuali. ». Lettre d'Ernesto Rossi du 28 décembre 1925, dans *Ibid.*, p. 528.

<sup>49</sup> L'image du fascisme lombard qui prédomine est celle d'un mouvement urbain « romantique » qui ne parvient pas à pénétrer la société milanaise et se créer une base de masse, son action politique se limitant en fait au *squadrisme* sans que celui-ci n'atteigne pour autant les pics de violence connus ailleurs. La ville de Milan se distingue donc par une forte tradition démocratique et socialiste, qu'illustre les résultats aux élections d'avril 1924 et le rôle qu'incarnent de fortes personnalités comme Filippo Turati. Dans son livre consacré aux partis politiques milanais, Salvemini permettait de remettre en perspective l'état avancé de la démocratie parlementaire et de la participation politique des masses dans la vie publique. En contrepoint à cette analyse, Stefano Merli a quant à lui souligné la position conservatrice et même subalterne de Milan en comparaison d'autres villes qui furent les épicentres de mouvements révolutionnaires et d'innovations. Panaccione (Andrea), « Su alcuni caratteri del socialismo a Milano e in Lombardia », dans Bigazzi (Duccio, dir.), Meriggi (Marco, dir.), *Storia d'Italia : Le regioni dall'Unità a oggi, La Lombardia*, Turin, Einaudi, p. 788-823 ; Granata (Ivano), « Il fascismo e le sue basi sociali », dans *Ibid.*, p. 945-984 ; Salvemini (Gaetano), *I partiti politici milanesi nel secolo XIX*, Milan, 1899.



représailles qui menacent leur existence, et de réacquérir une « virginité politique »<sup>50</sup>. Ces gages de discrétion<sup>51</sup> favorisent leur insertion au sein d'un nouveau réseau de relations et d'action. C'est ainsi entre Milan et Gênes que Carlo Rosselli décide de s'établir. De même, se préparant à retourner en Italie<sup>52</sup>, Ernesto Rossi élit donc domicile à Bergame, officiellement pour y enseigner les sciences économiques, à l'Institut technique Vittorio-Emanuele II. En fait, il reprend progressivement contact avec d'autres personnalités qui, comme lui, font toujours profession d'antifascisme : à Bergame, il y a d'abord le prêtre populaire don Virgilio Teani puis, surtout, à Milan, tout le groupe du *Caffè* emmené par Riccardo Bauer et Ferruccio Parri ; à Rome, Rossi renoue les liens avec Tullio Ascarelli jusqu'à ce qu'il rencontre, plus tard, Massimo Salvadori<sup>53</sup> ; enfin, à Florence, Nello Traquandi reste toujours actif. Discrètement, au fur et à mesure de ses déplacements, Rossi organise entre ces différents points de contact des circuits de relais et d'échanges pour la propagande antifasciste. À sa mère, il explique ainsi que sans l'action d'une minorité organisée tout effort d'éducation et de réforme de la culture politique italienne n'est qu'un pauvre passe-temps impuissant, et c'est en ce sens qu'il condamne la « bêtise » et la « lâcheté » de certains opposants :

Je ne peux admettre que l'on accuse le peuple de ce qui se passe, sans rien entreprendre personnellement, que l'on brandisse haut "le flambeau des idéaux" en attendant confortablement que la tempête passe ; que l'on écrive des articles sur le libéralisme ou le marxisme "pour préparer la classe dirigeante" de demain, alors que l'on doit d'abord penser à s'occuper de choses concrètes, et combattre la force par la force<sup>54</sup>.

Contrairement à ce qu'il annonce dans cette même lettre, pourtant, Rossi, lors de ses déplacements, retourne bien quelque fois à l'étranger ; au terme d'un périple qui le fait notamment traverser, en partant de la frontière Est, au niveau de Fiume et du district de Susak,

<sup>50</sup> Rossi (Ernesto), *Un democratico ribelle. Cospirazione antifascista, carcere e confino. Scritti e testimonianze*, Armani (Giuseppe, dir.), Milan, Kaos Edizioni, 2001, p. 86 : « La polizia politica non era ancora molto efficiente, sicché la riacquistata verginità politica mi consentì di riprendere in pieno la mia attività in collegamento con Salvemini e Tarchiani, "fuorusciti in Francia". »

<sup>51</sup> Sur Rosselli, à titre d'exemple, le premier rapport de police actuellement conservé aux archives s'intéressant à son activité politique date du 10 mai 1926. Rédigé par le préfet de Gênes en personne, Arturo Bocchini, futur « chef de la police », il fait suite à une campagne de la presse fasciste locale contre les enseignants antifascistes.

<sup>52</sup> Dans une lettre datée du 16 août 1925, Salvemini lui prodigue ce conseil de ne pas retourner à Florence, mais de chercher du travail également plus au nord, à Milan ou à Gênes. Salvemini (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926*, *op. cit.*, p. 379.

<sup>53</sup> Salvadori (Massimo), *Resistenza ed azione*, Bari, Laterza, 1951 ; Grasso (Alessandro), *Max Salvadori : appunti per una biografia politica*, Rome, Aracne, 2014.

<sup>54</sup> « Io non posso ammettere che si dia la colpa al popolo di quanto succede e non si faccia niente personalmente ; che "si tenga alta la fiaccola dell'ideale" stando comodamente sdraiati su una poltrona ad attendere che la bufera passi ; che si stia a scrivere gli articoli sul liberalismo o sul marxismo "per preparare la classe dirigente" di domani, mentre occorre provvedere a cose concrete, ad opporre la forza alla forza. ». Lettre à sa mère du 2 juillet 1926, dans Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra*, *op. cit.*, p. 216.

l'Autriche et la Suisse, dernière étape avant la France<sup>55</sup>. Comme on a déjà pu s'en apercevoir, en effet, l'idée qu'il est indispensable pour l'antifascisme d'établir une liaison entre les réfugiés à l'étranger et l'opposition de l'intérieur, est déjà bien présente à la fin de l'été 1925. Il faut toutefois patienter près d'un an pour que ce projet se concrétise lentement, à l'initiative essentiellement des seconds. C'est qu'à l'origine, l'opposition intérieure possède sa propre dynamique qui conduit les individus désaffiliés ou sans parti, victimes d'un premier revers à se réunir et mieux s'organiser. Dans la continuité des premières initiatives de résistance, ce mouvement est amorcé avant même la reconstitution, dans l'exil de tous les partis antifascistes, et leur propre rassemblement. Le lien avec l'étranger apparaît vite comme indispensable cependant, tant à leur survie – c'est en effet la possibilité de recevoir de l'argent, une manne qui permet de durer dans le temps, de se développer – qu'à leur activité – par l'impression, en centaine de milliers d'exemplaires, d'un matériel de propagande autrement trop compliqué à confectionner. Dans l'autre sens, ainsi que nous l'a montré l'exemple de Salvemini, l'opposition clandestine reste la principale, voire dans certaines situations, l'unique pourvoyeuse d'informations<sup>56</sup>. Politiquement, enfin, nous avons compris aussi combien le lien avec l'intérieur apparaît essentiel pour les réfugiés qui veulent orienter, maintenir une influence sur les groupes constitués indépendamment de tout parti politique.

Ce service de liaison se met progressivement en place à partir de l'automne 1925<sup>57</sup>, autour de Ferruccio Parri, Luigi Emery et Salvemini. Au début, c'est-à-dire vers octobre, les communications se font uniquement depuis l'Italie. Grâce au concours de Guglielmo Canevascini, député socialiste de Lugano, clandestins et exilés disposent bientôt d'une voie de transit pour communiquer entre eux, sous couvert du secret<sup>58</sup>. Dans ce même souci évident de discrétion et d'anonymat, leurs échanges recourent à divers modes de cryptage, du plus simple avec l'adoption d'un pseudonyme, au plus élaboré, avec le chiffrement de leurs messages ou

<sup>55</sup> Rossi (Ernesto), *Un democratico ribelle. Cospirazione antifascista, carcere e confino. Scritti e testimonianze*, op. cit., p. 96.

<sup>56</sup> Mais la réciproque est, en toute logique, également vraie, comme nous permet de le constater une lettre écrite par Turati à Salvemini, datée du 13 octobre 1925, dans laquelle le dirigeant réformiste, encore en Italie, se plaint de n'avoir que très difficilement accès à des journaux étrangers. Voir : Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926*, op. cit., p. 435-436.

<sup>57</sup> Lettre de Luigi Emery du 27 octobre 1925 à Salvemini, dans *Ibid.*, p. 454. Les deux hommes, Emery et Salvemini étaient en relation depuis 1923, lorsque le premier prend en charge le transfert du courrier de l'historien de l'Italie vers l'Angleterre.

<sup>58</sup> L'essentiel des informations transite en effet par ce canal puisque les réfugiés renâclent en général à communiquer leur adresse, on s'en rend compte à nouveau grâce à l'exemple de Salvemini qui refuse de donner l'adresse de son domicile parisien aux antifascistes de Rome. Lettre du 4 décembre 1925 à Luigi Emery, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926*, op. cit., p. 512-513.

l'usage d'une encre sympathique. Certains recommandent également à leurs proches, pourtant non impliqués dans l'action antifasciste, la plus grande vigilance, comme Rossi qui veille à ce que sa mère suive à la lettre ses consignes :

Désormais, nous devons faire très attention à nos échanges de lettres, car il ne faut absolument pas que l'on sache où je suis. Nous communiquerons toujours par le biais d'un ami qui effectue deux fois la semaine le voyage entre Milan et Florence. Dès que tu auras lu ce que je t'écris, déchire la lettre de façon à ce que tu ne sois pas un jour surpris par une perquisition de la police. De même, ne dis rien à Paolo [son frère] qui puisse me compromettre, ne lui dis rien qui puisse indiquer que je suis en Italie. Je me ferai envoyer des cartes postales depuis Paris et je dirai à un ami de t'en envoyer de temps à autre, pour essayer de détourner l'attention de la police<sup>59</sup>.

Lorsque l'on évoque ces échanges, les premiers, entre ceux qui, de part et d'autre de la chaîne des Alpes, refusent d'abandonner contre le fascisme, il est utile d'avoir à l'esprit les contraintes matérielles auxquelles ils étaient soumis, en plus d'autres entraves, de nature psychologique et intellectuelle, qui pesaient certainement plus lourdement encore, surtout pour ceux qui, en Italie, n'avaient plus le loisir de se réunir librement pour discuter et continuer à s'informer. Aussi chacun des interlocuteurs vit et envisage différemment son opposition au régime fasciste, chacun d'eux sait qu'il y va de son avenir, en plus de celui de son pays, et certains pressentent même qu'ils jouent leur vie. C'est pourquoi chacun a besoin de la confiance de l'autre, de sa ténacité et de sa persévérance pour surmonter les désaccords en l'absence, sinon de culture politique commune, disons de traditions et d'idéologies qui s'imposeraient à eux de toute évidence. C'est enfin en dépit de ce manque et principalement autour de cette confiance que s'élabore une solidarité d'action.

Celle-ci s'incarne toujours, bien sûr, dans la contre-propagande, l'affichage sur les murs de paroles subversives, de caricatures vengeresses du *duce*, etc. mais les engage également vers d'autres directions. Ils expérimentent de fait diverses actions concrètes qui mettent à l'épreuve leur capacité de coordination et l'efficacité de l'organisation toute entière. Depuis Milan, mais aussi à la frontière vénète, s'organisent plusieurs lignes de passage qui serviront également à l'évasion de personnalités menacées après novembre 1926.

<sup>59</sup> « Bisognerà, d'ora in avanti, avere molti riguardi per la nostra corrispondenza, perché non si deve assolutamente sapere dove io sono. Ci serviremo sempre di un amico che due volte la settimana fa la linea Milano-Firenze. Appena che hai letto quello che ti scrivo straccia la lettera, per non lasciarti mai sorprendere da una perquisizione della polizia. Anche a Paolo non scrivere niente che possa compromettermi, non dirgli cosa da cui possa risultare che io sono in Italia. Mi farà mandare delle cartoline da Parigi e dirò ad un amico che ogni tanto te ne spedisca una, per cercare di deviare possibili ricerche. » Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra, op. cit.*, p. 216.

L'objectif principal reste, pour reprendre les mots d'Ernesto Rossi, « de donner aux antifascistes quelque chose à faire en tant qu'antifasciste », de les maintenir en contact les uns avec les autres. L'activité politique s'en trouve nécessairement réduite, appauvrie, et cette absence se remarque dans leurs outils de communication et tous les moyens par lesquels ils entrent en relation avec le reste de la société.

***Quand « dire “non“ ne suffit plus » : l'action pour l'action en guise de programme***

Lorsqu'ils évoquent leur décision, beaucoup d'antifascistes surestiment la dimension « instinctive », impérative et radicale de leur choix. Ainsi, Ernesto Rossi :

Nous, nous ne sommes pas des « hommes politiques » (sauf peut-être *Palloncino* [Rosselli]). Au fond, nous sommes des sceptiques. Si nous exerçons une activité politique, c'est pour se trouver en harmonie avec nous-mêmes, quels que soient les résultats de notre activité. Nous ne croyons pas aux « mythes palingénésiques » ; [...]. Après la chute du fasciste, nous savons que tout ne sera pas réglé, et que les choses mêmes iront encore plus mal qu'aujourd'hui. Notre engagement se fonde sur la sympathie et l'instinct, et non sur le raisonnement<sup>60</sup>.

Choisir l'antifascisme, on l'a vu, c'est chercher à mettre en cohérence ses actes avec sa pensée. Cependant, insister autant sur la conviction éthique que recouvre ce choix n'aide pas à comprendre la trajectoire de ces individus ; cela revient plutôt à éluder cette question, en raison précisément de son caractère exceptionnel, ou même à évacuer le problème par le haut, en transformant le phénomène de résistance au fascisme, du fait de sa rareté, en principe d'héroïsation des sujets.

Pourtant ce dépassement du politique par l'éthique interroge. Est-ce parce que l'engagement politique est, en tout point, motivé par un sentiment profond, qui concerne la valeur du bien du mal ? Ou, bien est-ce en raison d'une absence d'idées politiques prédéterminées, et la difficulté à élaborer une doctrine et un discours sur l'organisation sociale et la question du pouvoir, qui incline à combler ce vide par une intentionnalité éthique surdéterminante ?

Un témoignage en particulier, daté de 1926, permet ici de rouvrir le débat. Dès la fin du mois d'avril, en effet, Rossi manifeste expressément les limites associées à leur idéalisme de départ

<sup>60</sup> « Non non siamo "uomini politici" (eccettuato forse Palloncino). In fondo siamo degli scettici. Se svolgiamo una attività politica è per stare in armonia con noi stessi, qualunque siano i risultati della nostra attività. Non crediamo nelle "palingenesi" ; "nutriamo poco fiducia". Caduto il fascismo sappiamo che le cose andranno avanti poco meglio e forse peggio di oggi. La nostra attività è basata sulla simpatia e sull'istinto, non sul ragionamento. ». Lettre du 26 avril 1926, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926, op. cit.*, p. 533.

et, par contraste, exprime la nécessité de le traduire en force et en mouvement politique concret : « dire *non* ne suffit plus », écrit-il en ce sens dans l'un de ces courriers<sup>61</sup>. C'est, en fait, Tullio Ascarelli qui expose ce sentiment d'une façon la plus convaincante et la plus pénétrante qu'il soit :

En s'organisant entre nous pour diffuser un journal clandestin, nous cherchons à créer un instrument qui nous serve pour arriver à notre objectif, même si nous ne le connaissons pas vraiment. C'est comme si nous cherchions de faire circuler de petits chariots, sans savoir quoi mettre dedans, ni même si nous y mettrons finalement quelque chose<sup>62</sup>.

Ce à quoi l'autre ajoute :

Nous disons que nous ne voulons pas du fascisme, mais que devons-nous faire pour y mettre fin ? Et que veut-on à la place ? Comment allons-nous résoudre les failles du régime parlementaire, telles qu'elle se sont manifestées à l'âge moderne ? Devons-nous accepter le régime de la propriété tel qu'il existe aujourd'hui ? Quelles sont les limites dans lesquelles nous envisageons la liberté individuelle ? Sur ces problèmes et bien d'autres, il est indispensable d'avoir des idées claires pour agir de concert<sup>63</sup>.

Le consensus autour d'un noyau idéologique concret n'était pas uniquement indispensable pour coordonner l'action ; cela devenait aussi un impératif très net pour ces hommes qui partageaient – au moins – une identique aversion pour l'extrême gauche : « il faut orienter les cerveaux dans notre sens, écrit encore Rossi. Autrement nous sèmerons pour les communistes. » À ce propos, les commentaires d'Ascarelli sur la supériorité de l'organisation communiste, sur le plan stratégique et idéologique, sont éloquents :

Les communistes ont deux ou trois idées claires, ou du moins ils pensent les avoir, ce qui revient au même dans le contexte de leur activité politique. Pour nous, au contraire, ce n'est absolument pas le cas. Si je fais circuler un bout de papier avec quelques informations ou un article de Wells, je satisfais peut-être la curiosité de quelques dizaines de personnes, mais rien d'autre. Et pourtant, nous devons engager un pas au-

<sup>61</sup> *Ibid.* : « Mais je comprends que beaucoup d'amis, qui ressentent au fond la même chose que moi, ne se satisfassent pas de ces choses. Il ne suffit pas de dire non. Même ceux qui comprennent que les différentes théories politiques ne sont finalement que des "dérivations" ont besoin de ces "dérivations". » Le concept de « dérivation » est repris ici de l'œuvre du sociologue Vilfredo Pareto, avec qui Rossi fut en relation au début des années vingt.

<sup>62</sup> *Ibid.* : « Pensando alla stampa clandestina, cercando di stabilire contatti con amici, noi cerchiamo di creare uno strumento che ci serva per un determinato fine, ma il fine non lo conosciamo. Cerchiamo di far circolare dei carrettini, ma non sappiamo cosa mettere sui carrettini, né se ci metteremo mai qualcosa. »

<sup>63</sup> *Ibid.* : « Diciamo di non volere il fascismo, ma cosa dobbiamo fare per farlo finire ? E poi cosa vogliamo in sua vece ? Come pensiamo di risolvere le difficoltà del regime parlamentare quali si sono presentate nella vita moderna ? Dobbiamo accettare senz'altro l'ordinamento della proprietà esistente ? Quali sono i limiti entro i quali accettiamo la libertà di singoli ? Su questi e tanti altri problemi più particolari bisogna avere idee chiare per agire e per andare concordi nell'azione. »

delà ; sans que je sache te dire dans quelle direction ni comment. Sinon, même les meilleurs deviendront de plus en plus indifférents à l'état actuel des choses<sup>64</sup>.

Dans l'attraction et la fascination exercées par le communisme à chaque fois que les démocrates échouaient par exemple à enrayer la progression des fascistes, l'effet de puissance et de conviction qu'il manifestait n'avait pas compté pour peu en effet. *A contrario*, la précarité matérielle et idéologique du groupe qui avait fondé le *Non Mollare* pouvait apparaître abyssale. L'anecdote est savoureuse mais dit aussi beaucoup de cette fragilité et de cette inconsistance lorsque, un an après ses premiers courriers sur le sujet, Rossi renouvelle ses plaintes auprès d'Alberto Tarchiani, déplorant le manque de propagande et la nécessité pour eux de diffuser des tracts du parti socialiste<sup>65</sup> : tracts célébrant la mémoire du 1<sup>er</sup> Mai ; ou appelant à se méfier de « l'autre ennemi », celui-ci facilement reconnaissable à sa silhouette effrayante de créature chimérique – entre l'homme et la chauve-souris<sup>66</sup> – planant au-dessus de la Péninsule, etc. Ces documents, fidèles à une tradition d'idées, de culture politique, ne reflètent en effet ni leur pensée ni leur stratégie d'action du moment, qui consiste, comme l'écrit déjà Rossi à l'été 1926, à « pénétrer tous centres », tous les milieux<sup>67</sup> (fig. 8 et 9).



**Figure 8 – Tract de propagande antifasciste, sans indication contextuelle mais diffusé vers 1927<sup>68</sup>.**

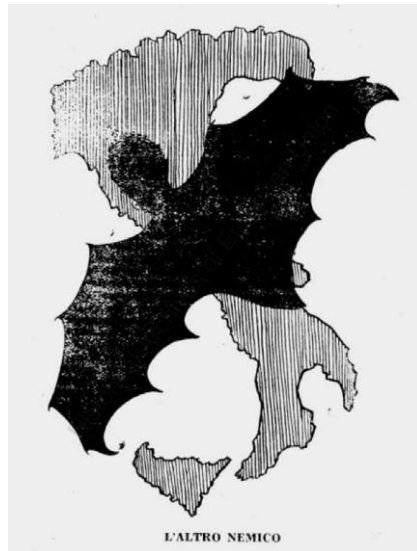
<sup>64</sup> *Ibid.* : « I comunisti hanno due o tre idee chiare, o almeno credono di averle, il che per la loro attività politica è quasi lo stesso. Noi no. Se diffondolo un foglietto con un notiziario o con un articolo di Wells, soddisfo la curiosità di qualche diecina di persone, ma non faccio un passo avanti. Bisogna dare qualcosa di più : non saprei neppur io che cosa. Altrimenti anche i migliori diventeranno sempre più indifferenti alla condizione di cose attuale. Se avranno mezzi da vivere indipendenti si metteranno a fare gl'intellettuali puri. »

<sup>65</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 1-53, Lettre de Rossi à Alberto Tarchiani du 5 mai 1927.

<sup>66</sup> « Pipistrello », le mot signifiant « chauve-souris » en Italien, servait dans les milieux anticléricaux à désigner les membres du clergé, notamment les abbés. Voir : HAEUR, ER-6, tract anticlérical du PSI.

<sup>67</sup> Lettre à Salvemini du 26 août 1926 dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926, op. cit.*, p. 538.

<sup>68</sup> HAEU, Ernesto Rossi, 6-Correspondance du premier après-guerre.



**Figure 9 – Tract anticlérical du PSI « L'altro nemico », sans indication contextuelle mais diffusé vers 1927<sup>69</sup>.**

### **Une pensée dans l'action : « on ne peut qu'être des volontaristes »**

Qu'est-ce donc qu'être antifasciste, serions-nous tentés de nous demander à nouveau, en limitant cette fois l'observation aux quelques individus dont nous avons suivi la trace jusque-là ? Ni tout à fait une figure restaurée du passé, puisqu'il est désormais admis qu'on ne peut retourner à l'ancien système. Ni une figure désirable du futur, puisqu'une chute du fascisme serait pour le moment synonyme de dictature communiste. Quoi, alors ? Une épreuve morale et existentielle qui, inscrite dans la pure actualité d'un engagement, est révélatrice de l'enthousiasme, de la foi, du courage. Ce serait donc dire que l'antifascisme est l'attribut des grandes âmes et du génie individuel, à l'extrême opposé du « démagogisme » et du conformisme de masse. On peut qualifier, avec estime et admiration, du titre d'antifasciste ceux qui affrontent courageusement l'épreuve de la clandestinité, de la prison, de l'exil, et même de la mort. Mais on tombe alors sur la difficulté suivante : acte pur, intègre et honnête, téméraire, l'antifascisme de Rosselli, Salvemini, Rossi et de ceux qui les accompagnent, est un idéal élevé. Dans une première séquence, qui nous a conduit au seuil de la seconde moitié des années vingt, l'idée antifasciste, dramatisée par le sacrifice de Matteotti, accorde d'abord la prééminence aux fonctions volontaires, affectives et actives, des individus. Mais cette fidélité affective, cette appartenance « instinctive » que l'on revendique comme telle, à l'image d'Ernesto Rossi, ne

<sup>69</sup> HAEU, Ernesto Rossi, 6-Correspondance du premier après-guerre.

peut suffire ; en premier lieu, parce qu'elle est nécessairement mise à l'épreuve par le temps qui passe, qu'elle est menacée, d'autre part, par le brouillage des repères politiques et idéologiques sous un régime d'exception qui oblige à confondre les valeurs démocratiques avec les exigences d'une lutte qui se refuse de faire du « légalitarisme, un tabou ». Cette confusion générale prive en effet de son caractère impératif et décisif l'antifascisme intransigeant. Et comme par ailleurs le gouvernement de Mussolini, tout habile qu'il soit, paraît conduire à son terme la « normalisation » fasciste, qu'il jouit de la confiance du roi, de celle des deux Chambres, qu'aucun événement de politique étrangère ne présente pour le moment de dangers immédiats, et que le problème des finances italiennes n'atteint pas un niveau d'alerte critique, l'avenir le plus probable pour eux, comme le résume Rosselli dans une lettre à Salvemini, semble celui d'un combat mené dans l'indifférence générale<sup>70</sup>.

Cet isolement ne doit pourtant nullement être un repoussoir à l'engagement et à l'*action politique* : le portrait que le premier dresse de « l'homme d'action » à cette même période, a ainsi été défini comme un « programme de vie »<sup>71</sup> ; il dessine un tempérament en même temps qu'il définit une méthode où l'initiative, le volontarisme sont en eux-mêmes considérés comme des valeurs positives, propres à l'activité publique :

L'homme de parti (ou l'homme d'action) doit avoir confiance en soi, il doit avoir foi en la bonté de ses idées, dans la force potentielle du mouvement auquel il participe, dans le programme qu'il entend accomplir [...] <sup>72</sup>.

À ce premier attribut de l'action, également comparée ailleurs à une « démonstration de foi » et de « conviction »<sup>73</sup>, Rosselli lui ajoute un sens de la contingence et met en garde contre la croyance en l'idée d'absolu, que celle-ci prenne la forme de l'idéalisme ou du positivisme matérialiste :

Loin de moi l'idée de porter la question sur le plan philosophique pour débattre de la liberté des actions humaines. Heureusement, il n'est pas question ici ni de positivisme

<sup>70</sup> Lettre à Salvemini du 5 juin 1926, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 110-111.

<sup>71</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 1, p. 68.

<sup>72</sup> Rosselli (Carlo), « Volontarismo », *Il Quarto Stato*, n° 12, 12 juin 1926 : « L'uomo di partito (cioè l'uomo d'azione) deve avere tanta fede in sè, nella bontà delle sue idee, nella forza potenziale del movimento al quale partecipa, nel programma che intende realizzare da ritenere possibile di influire potentemente sull'ambiente sul quale vuole operare. »

<sup>73</sup> ISRT, « Carlo Rosselli », I, 80-11, Lettre de Rosselli à Nenni.



ni d'idéalisme. Quand je parle d'action, je dis que dans l'action, on peut qu'être des volontaristes<sup>74</sup>.

L'ouverture sur une culture de l'action est un thème essentiel de l'engagement tel que le conçoit Rosselli, et qui le conduit à interroger et mettre en exergue la situation de responsabilité des hommes impliqués dans un destin collectif, du fait de leur fonction politique :

Pour s'expliquer la victoire du fascisme, [les socialistes] sont contraints de recourir au destin, au déchaînement de forces élémentaires impossibles à dominer, aux fautes de la bourgeoisie, à l'immaturité du pays et ainsi de suite, c'est-à-dire à tout ce qui justifie leur politique, mais qui ne suffit pas finalement à expliquer quand cela s'est-il vraiment produit. Il est d'ailleurs étrange qu'ils ne saisissent pas que leur tentative d'exonérer le mouvement socialiste de toute responsabilité rien en fait à donner au fascisme une fonction historique et une autonomie qu'ils sont pourtant loin de lui reconnaître ; et comment, surtout, cela rend difficile l'émergence d'une opposition virile<sup>75</sup>.

Ce qui avait fait si longtemps obstacle – et qui continuait de rendre difficile, voire encore improbable – au déploiement d'une action antifasciste unissant des personnalités appartenant à la même génération – Ernesto Rossi, Riccardo Bauer, Ferruccio Parri, Carlo Rosselli – à cette autre opposition emmenée notamment par les dirigeants historiques du parti socialiste réformiste, était le sentiment chez ces derniers de vivre un grand retour en arrière ; la fin tragique d'une période longue de plusieurs décennies, ponctuée de conquêtes sociales et politiques. Doctrine indiscutée de tout le socialisme, y compris de son courant réformiste, le marxisme enseignait, pour les tenants de cette tendance, les étapes de l'évolution sociale et les moyens propres à atteindre l'horizon d'une société sans classes ; élevé au rang de science, conformément à l'esprit positiviste du XIX<sup>ème</sup> siècle, elle n'apportait rien cependant qui pût justifier cet avenir ni même satisfaire les aspirations idéalistes de la jeunesse, désireuse d'action et en quête de valeurs morales qui puissent soutenir leur volonté d'engagement, celle-ci s'étant pleinement exprimée dans le contexte de la Première Guerre mondiale. C'est dire les impressions ambivalentes qu'a provoquées le fascisme dans l'imaginaire politique de ses opposants et leurs conceptions de la lutte.

<sup>74</sup> « Lungi da me l'idea di voler portare la questione in sede filosofica per disputare intorno alla libertà o meno delle azioni umane. Qui non si tratta, per fortuna, nè di positivismo nè d'idealismo. Mi riferisco all'azione e dico che nell'azione non si può essere che dei volontaristi. », dans Rosselli (Carlo), « Volontarismo », *op. cit.*

<sup>75</sup> *Ibid.* : « Per spiegarsi la vittoria del fascismo essi sono costretti a ricorrere al fatto, allo scatenarsi di forze elementari non dominabili, alle colpe della borghesia, alla immaturità del paese e così via, cioè a tutta la loro brava ragion d'essere, ma che da soli non bastano davvero a spiegarci quando è avvenuto. Strano pero che essi non vedano come lo scagionare il movimento socialista d'ogni e qualsiasi responsabilità significhi in realtà assegnare al fascismo una funzione storica ed una autonomia di vita e di origini che ssi per primi sono ben lontani dall'assegnargli ; e come soprattutto significhi rendere impossibile o assai più difficile il sorgere di una virile opposizione. »

En Italie, en effet, se fait sentir chez une partie des opposants le besoin de « réélaborer les principes qui [devaient] informer la conscience de l'Italie de demain »<sup>76</sup>, comme en témoignait Lelio Basso, dans une lettre envoyée à l'historien. Lelio Basso qui, jeune étudiant déjà engagé dans le militantisme socialiste au moment de rejoindre le combat antifasciste, développa dans ces années l'idée d'un socialisme éthique, si éloigné du socialisme de parti et de sa doctrine. L'épreuve du fascisme avait en effet révélé pour ces militants l'insuffisance des idéologies disponibles sur le marché des idées. Or, ce déficit intellectuel venait soulever des difficultés pour qui voulait agir concrètement. Une profonde incohérence s'était effectivement glissée dans les affirmations et les convictions des cadres des anciens partis. Tandis qu'à l'étranger, les premiers *fuorusciti* se réorganisent pour démultiplier l'effet de leur action, par exemple auprès des opinions démocratiques, les antifascistes restés dans la Péninsule se dotent d'instruments politiques, un journal ou une revue, leur permettant de se restructurer, de former et de renouveler les cadres de l'opposition au fascisme.

Suivant cette logique, au début de l'année 1926, ce dernier initie la publication d'une revue, *Il Quarto Stato*, entouré de Pietro Nenni et de Nino Levi. Les trois partagent tous la même certitude, qu'il est urgent de réagir à la décomposition qui suivait l'échec de l'Aventin, et Rosselli tente pour ce faire, et quoique sans structure d'appui, de se poser en grand rassembleur de l'antifascisme<sup>77</sup>. Pôle de réflexion et de critique, la revue était aussi, et d'abord, un centre de regroupement contre l'attentisme de l'opposition, synonyme tout à la fois de découragement et de désunion. Ainsi, comme l'écrit Rosselli à Nenni :

Si nous deux nous installons à Milan, [...] si nous nous montrions à la hauteur en faisant preuve (c'est tout ce dont nous avons besoin aujourd'hui) de foi et d'une volonté désespérée de faire, crois bien cher Nenni que nous réussirons à aller beaucoup plus loin

<sup>76</sup> « Io mi ero rivolto al primo Maestro ed Educatore di Italiani, al primo vero Antifascista in Italia, la cui parola era più che ogni altra adatta ad animare e indirizzare gli sforzi di un gruppo di giovani che, oltre alla battaglia quotidiana nella quale portano tutto il loro entusiasmo, intendono anche rielaborare quei principi che debbono informare la coscienza dell'Italia nuova ». Lettre de Lelio Basso à Salvemini du 27 février 1925, dans Salvemini (Gaetano), *Carteggio 1921-1926, op.cit.*, p. 324. Membre du groupe des Goliards de la liberté de l'université milanaise, Lelio Basso essayait également de faire revenir Salvemini en Italie.

<sup>77</sup> À défaut d'avoir convaincu Salvemini de retourner à Milan pour assumer ce rôle. Voir : lettre à Salvemini du 21 octobre 1925, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 100-101 : « pourquoi ne pourriez-vous pas venir pour quelques mois à Milan ou à Rome, pour essayer d'organiser l'élite antifasciste qui est toujours plus désorientée. »

que ce que peut laisser penser l'heure triste que nous traversons. Et si cela se conclut par un échec, patience. Un de plus, voilà tout. Et prêt à recommencer<sup>78</sup>.

C'est qu'il ne suffit pas de théoriser la rupture entre cette élite-là et celle-ci, mais bien de la mettre en acte.

**« Il faut se débarrasser des vieilles figures ; il faut reconquérir la nouvelle génération » : le contexte de la naissance du *Quarto Stato***

Ces considérations nous ramènent à l'année 1923 ; lorsque Rosselli découvre Milan. Dans les années qui suivent sa nomination en tant que professeur assistant au sein de l'université privée de la Bocconi, Rosselli entre en effet dans une période clé de sa formation, tant d'un point de vue relationnel et intellectuel que politique<sup>79</sup> : le jeune homme de vingt-trois ans force l'intérêt et l'enthousiasme d'un groupe de militants socialistes et républicains, dont Roberto Tremelloni a dressé le portrait<sup>80</sup> et qui vont former le cercle des fondateurs du *Quarto Stato*. On compte parmi eux Pietro Nenni, un ancien membre du parti républicain passé au socialisme après la guerre. Autre membre du comité directeur de la future revue : Nino Levi. Il était de cinq ans l'aîné de Rosselli, qu'il côtoya notamment au sein de l'organisation internationale *Clarté* avant de participer directement à la fondation du PSU<sup>81</sup>. Sans être tout à fait aux marges du monde politique – Nenni s'était ainsi opposé avec succès au projet de dissolution du parti socialiste au sein du PCd'I – ces trois-là tiennent des positions plutôt singulières et anticonformistes en 1926, au sein de leur parti respectif, ou ce qu'il en reste.

Au lendemain de la dissolution définitive de l'Aventin, puis celle du parti unitaire, et un an avant l'adoption des lois dites « sur la sécurité intérieure », s'ouvre une courte période pendant laquelle chacune des formations partisans initie, sous la contrainte, un travail de redéfinition idéologique et organisationnelle. Or, la difficulté de l'opposition à former un front uni pour s'opposer au fascisme, depuis 1924, masque en réalité la profonde crise identitaire et

<sup>78</sup> « Se noi due piantiamo le tende a Milano, se appena appena ci lasciano vivere, se appena appena ci manteniamo all'altezza del compito dimostrando (è ciò occorre oggi) fede e volontà disperata di fare credi pure Nenni che riusciremo ad arrivare assai più in là di quel che non lo faccia ritenere l'ora triste che attraversiamo. E se sarà fiasco, pazienza. Uno di più, ecco tutto. E pronti a ricominciare. ». Lettre de Rosselli à Nenni, dans ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », I, 80-11.

<sup>79</sup> Del Corno (Nicola), « Cultura e impegno civile negli Anni Venti. Carlo Rosselli a Milano », in Id., *Carlo Rosselli : gli anni della formazioni e Milano : atti della giornata di studi all'Università commerciale Luigi Bocconi*, Milan, Biblion edizioni, 2010, p. 2-4.

<sup>80</sup> Tremelloni (Roberto), « Qualche appunto intorno al « Quarto Stato » 1926 », dans *Esperienze e studi stocialisti in onore di Guido Mondolfo*, Florence, La Nuova Italia, 1957, p. 325-326.

<sup>81</sup> Avocat de Salvemini lors de son procès qui s'était ouvert pendant l'été 1925, il fut à cette occasion victime d'une agression qui lui paralysa une main.

idéologique que traverse individuellement chaque famille politique, et singulièrement les deux partis socialistes<sup>82</sup>.

C'est donc dans ce contexte chaotique que Nenni et Rosselli avancent progressivement l'idée de réunir les traditions démocratiques, républicaines et socialistes au sein d'une grande coalition antifasciste. Le premier, d'abord, par une lettre, qu'il adresse à ses « chers camarades » du parti socialiste<sup>83</sup>. Le second, dont la position au sein de l'ancien parti unitaire est moins affirmée, par l'édition d'une nouvelle revue. Dans cette idée, Rosselli sait qu'il peut compter, au sein de la capitale lombarde, sur un petit groupe d'individus prêts à le suivre, et sur une solide assise politique pour initier un mouvement d'opposition au fascisme – les réprouvés toscans du *Non Mollare* ne lançaient-ils pas déjà cette adresse aux Milanais : « Milan n'a pas été victime de l'oppression fasciste, comme l'ont été Bologne et Florence. Milan jouit d'une liberté, dont nous rêvons »<sup>84</sup>. Dès septembre 1925, Rosselli conçoit ainsi explicitement le rôle d'avant-garde de la cité lombarde dans la lutte contre le fascisme<sup>85</sup>. Le « complot monté »<sup>86</sup> contre l'opposition, suite à l'arrestation de Tito Zaniboni, n'y change rien ; d'ailleurs, même lorsqu'il lui arrive d'anticiper l'instauration de futures « lois exceptionnelles » contre les partis antifascistes, il se félicite à l'idée de voir ainsi supprimés les aspects « rachitiques et bureaucratiques » de la vie de parti, et « surtout », souligne-t-il, les journaux officiels du socialisme<sup>87</sup>. Rosselli entendait en fait libérer celui-ci des contraintes et du dogmatisme auxquels les années de querelles intestines l'avaient soumis. En février 1926, il livre à Salvemini ses intentions pour les prochains mois :

[...] je pense qu'il est utile, en plus d'une action concrète à court terme, d'approfondir nos efforts sur le long terme ; même si ce travail est plus lent, et plus dur à mener. Nous devons renouveler notre mouvement sur le plan culturel ; nous devons liquider l'arrière-

<sup>82</sup> Landuyt (Ariane), *Le sinistre e l'Aventino*, op. cit., p. 395 sqq.

<sup>83</sup> De Felice (Renzo), « L'«unità socialista» nel 1925-1926 », *Mondo Operaio*, n° 8-9, août-septembre 1965. Vers la fin de l'année 1925, Nenni avait également essayé de discuter d'un projet de coalition antifasciste avec Gobetti, à Turin. Cette rencontre ne put avoir finalement lieu, du fait de l'exil précipité du directeur de *La Rivoluzione Liberale*. Voir : Zucaro (Domenico, éd.), *Il Quarto Stato di Nenni e Rosselli*, Milan, SugarCo, 1977, p. 14-15.

<sup>84</sup> « Milano non è stata provata dalla oppressione fascista come Bologna e come Firenze. Milano gode di una libertà, che noi non ci sogniamo, dunque, gli antifascisti di Milano debbono fare molto di più di quanto non possano fare i fiorentini. », dans « Il re a Milano », *Non Mollare*, n° 11, avril 1925.

<sup>85</sup> Lettre à Salvemini du 29 septembre 1925, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 96-99.

<sup>86</sup> Lettre à Salvemini du 11 novembre 1925, dans *Ibid.*, p. 104-106.

<sup>87</sup> *Ibid.* Après la dissolution du PSU, les socialistes réformistes publient, à Rome, un nouveau journal intitulé *L'Italia socialista*, rapidement rebaptisé du nom de l'ancien titre du réformisme italien, *Giustizia*.

garde ; nous avons à reconquérir la nouvelle génération qui fuit pour le moment, et à raison, notre cimetière spirituel et matériel<sup>88</sup>.

Réaffirmer les motivations éthiques et les inspirations volontaristes du socialisme contre les positions communes du socialisme de parti : telle est une des raisons qui l'engage à fonder une revue. Dans l'immédiat, comme il fallait s'y attendre, cette position personnelle eut du mal à convaincre les instances partisans.

Pour commencer, Rosselli dut investir une part substantielle de son patrimoine<sup>89</sup>, notamment pour rémunérer les collaborateurs du journal et leur assurer un revenu fixe. Ceux-là en effet, comme les potentiels abonnés et lecteurs, se faisaient de plus en plus rares au début de l'année 1926 : les mises sous séquestre à répétition de la presse antifasciste, les menaces et la pression exercée sur l'opinion représentaient autant d'obstacles à lever pour qui voulait exercer librement une activité de publiciste, quand bien même celle-ci afficherait-elle des ambitions plus théoriques et culturelles que politiques. Au moment où Carlo Rosselli propulse *Il Quarto Stato*, un autre intellectuel antifasciste, Piero Gobetti, se trouve obligé de mettre un terme définitif aux publications de *La Rivoluzione Liberale*, avant de quitter l'Italie.

Mais c'est précisément dans cette ambiance d'abandon et de désolation que les fondateurs du *Quarto Stato* envisagent, en dépit des réticences et du scepticisme<sup>90</sup> que soulèvent leur initiative, l'utilité politique de leur appel au rassemblement, et entrevoit la possibilité d'une réussite éditoriale.

<sup>88</sup> « E per quanto riguarda l'Italia, io penso che sia necessario, accanto ad un lavoro concreto e a breve scadenza, condurre un lavoro più profondo e a lunga scadenza anche se più lento, penoso, duro. Occorre rinnovare in sede culturale il nostro movimento ; occorre liquidare i vecchi uomini ; occorre riconquistare la nuova generazione, che giustamente sfugge il nostro cimitero spirituale e materiale. ». Lettre de février 1926, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 106-107.

<sup>89</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., vol. 1, p. 69 : « Je mets mon patrimoine à disposition de l'entreprise, croyant ainsi accomplir, moi socialiste et capitaliste fortuné, mon strict devoir, pour lequel personne ne doit me remercier, car pour moi il signifie comme une libération. »

<sup>90</sup> Gramsci (Antonio), « Un messia inascoltato », *L'Unità*, 10 janvier 1926, dans Id., *La costruzione del Partito comunista 1923-1926*, Turin, Einaudi, 1971, p. 418.

***Un projet éditorial incertain : une revue entre « culture » et « politique »***

Fondé à la fin du mois de mars 1926, le *Quarto Stato*<sup>91</sup> (fig. 10), que Rosselli définit comme « un centre de culture » plutôt qu'une revue<sup>92</sup>, se situe au croisement de plusieurs filiations – idéologiques, bien sûr, mais aussi éditoriales –, son caractère « expérimental »<sup>93</sup> pouvant être mis en évidence par des choix d'organisation pluriels qui entraînent une politique financière et éditoriale originale, mais aussi incertaine. Cette pluralité n'apparaît pas d'un seul tenant cependant, mais s'affirme au fil des numéros, à mesure qu'évolue le projet d'origine, en même temps que les ambitions de ses créateurs.

Le journal est d'abord pensé comme une petite entreprise collective et non comme une vaste organisation médiatique, comme un groupe au sein duquel les « collaborateurs » sont appelés à former un noyau uni et homogène, par-delà l'éclectisme de leurs profils et de leurs idées. De fait, dans les lettres, les premières qu'ils adressent chacun à leurs connaissances respectives, pour leur présenter la revue et recevoir en retour leur collaboration, Rosselli et Nenni conçoivent l'idée d'un périodique qui serait capable, dans son organisation concrète et dans ses logiques éditoriales, d'éduquer la pensée dans un esprit de liberté intellectuelle et de volontarisme. Dans la mesure où Nenni oppose le « sérieux de l'homme d'études » à « la partialité du sectaire » et rejette le modèle d'une presse animée par une écrasante ambition d'orthodoxie idéologique, il se représente le journal comme « une revue du type de *L'Unità* » salvéminienne qui forme les « jeunes à résoudre les problèmes [...] en s'appuyant sur le réel plutôt que sur des formules abstraites et vieilles » : il faut donc redonner au mouvement socialiste une « volonté politique » et le purger de « son révolutionnarisme purement verbal incarné soit dans une intransigeance sans autre finalité qu'elle-même et un déterminisme

<sup>91</sup> La revue est aujourd'hui consultable auprès de plusieurs fonds d'archives et de collections de périodiques. La Bibliothèque Gino Bianco, gérée par la fondation Alfred Lewin met en ligne plusieurs numéros de la revue sur son site internet. Le fonds « Tommaso Fiore » conservé au sein de l'Istituto pugliese per la storia dell'antifascismo e dell'Italia contemporanea (IPSAIC) possède la quasi-intégralité de la revue. Plusieurs historiens se sont intéressés à la place de la revue dans l'histoire de l'antifascisme, dont Renzo de Felice et Simona Colarizi : De Felice (Renzo), « L'Unità socialista nel 1925-1926 », *Mondo Operaio*, n° 7-8, juillet 1972 ; Colarizi (Simona), « L'Unità dei socialisti per la lotta antifascista », *Mondo Operaio*, n° 7-8, juillet 1972. Domenico Zucaro est l'auteur d'une monographie sur le sujet : Zucaro (Domenico), « *Il Quarto Stato* » di Nenni e Rosseeli, Milan, SugarCo, 1977.

<sup>92</sup> Lettre à Salvemini de février 1926, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 106-107.

<sup>93</sup> *Ibid.* Dans la même lettre, Rosselli parle en effet d'une « tentative ».

réformiste *au jour le jour* »<sup>94</sup>. De même, suivant les principes de cette analyse, Rosselli projette concrètement la mise en page et la structure générale de la revue, qu'il répartit entre des chroniques consacrées à l'actualité politique et étrangère, l'intervention régulière d'intellectuels et de spécialistes de la pensée politique, enfin des essais divers, philosophiques et littéraires, puisant son inspiration quant à lui dans le modèle archétypal de *La Rivoluzione Liberale*<sup>95</sup>.

Mais, c'est dans le choix du titre que se devine, d'une façon plus évidente encore, l'influence de Gobetti sur Rosselli. L'expression de « Quart-État » est à la fois symboliquement forte, éloquente et percutante, en plus de n'être associée à aucune famille politique en particulier, bien qu'elle évoque la figure du travailleur et renvoie à une représentation du Peuple en mouvement<sup>96</sup>. En fait, une seule organisation politique, le parti fasciste, avait tenté de se l'approprier, pour s'affirmer comme le représentant légitime d'une « nouvelle bourgeoisie », cette classe moyenne de travailleurs fils de petits propriétaires, issus des « écoles de la nation et des campagnes »<sup>97</sup>. Ici, l'image renvoie plus globalement à l'idée d'une réunification du prolétariat des usines et des travailleurs des champs, et donc à toute la tradition du *méridionalisme* politique ensuite réaffirmée au moment de la guerre et de l'après-guerre au moment de l'affirmation du *combattentisme*, de même que chez Gobetti. C'est ainsi que Rosselli essaye rapidement de renouer avec Tommaso Fiore, une personnalité qu'il situe précisément à la rencontre de cette triple mémoire politique, intellectuelle et éditoriale.

<sup>94</sup> « Chi esamina le cause della disfatta proletaria in Italia, senza un partito preso, con la serietà dello studioso e non con la faziosità del settario, non stenta a determinare almeno la principale di queste cause : essa è l'assenza totale d'azione e di volontà politica del movimento socialista, preso fra un rivoluzionarismo puramente verbale concretatosi in una intransigenza fine a sè medesima, ed un determinismo riformista au jour le jour, nei quali rispettivamente la realtà era sacrificata alle formule, e la contingenza alla finalità. ». Lettre de Nenni à Violti du 13 mars 1926, dans Zucaro, *Il Quarto Stato di Nenni e Rosselli*, *op. cit.*, p. 308.

<sup>95</sup> Lettre de Rosselli à Tommaso Fiore du 11 mars 1926, dans *Ibid.*, p. 310 : « Le journal adoptera le même format que La Riv.[oluzione] Lib.[erale]. » On retrouve une autre référence à la revue gobettienne dès le premier numéro dans l'article de Max Ascoli : Ascoli (Max), « Saluto a Gobetti », *Il Quarto Stato*, n° 1, 27 mars 1926.

<sup>96</sup> Titre du tableau de l'artiste piémontais Giuseppe Pellizza da Volpedo (1901).

<sup>97</sup> « Organizzazione del quarto Stato », La Valanga, 19 février 1922, dans Gentile (Emilio), *Storia del partito fascista*, *op. cit.*, p. 559-560.





Figure 10 – Exemple de l'édition du 24 juillet 1926 de la revue de culture politique *Il Quarto Stato*<sup>98</sup>.

<sup>98</sup> ISPAIC, « Tommaso Fiore », *Il Quarto Stato*, Rivista socialista di cultura politica.



C'est à Nenni, le politique et le « sceptique » du couple formé avec Rosselli<sup>99</sup>, que revient la responsabilité de rédiger une profession de foi synthétique, publiée sous le titre « Pourquoi ? ». Le texte s'étend sur la volonté de s'adresser à la jeunesse, la nécessité de l'attirer vers la « foi » socialiste et affirme que le journal est l'amorce d'une « action concrète » destinée à relever l'opposition de la défaite de 1922. Pour ce faire, Nenni pose l'ambition du groupe de refonder la culture et le programme du parti. C'est que, centré sur le noyau d'une dizaine d'intellectuels et de personnalités politiques issues du maximalisme, du réformisme et même de la tradition libérale<sup>100</sup> le *Quarto Stato* se déclare ouvert à tous les « compagnons et amis qui veulent se réunir dans cet effort décisif » :

Disons-le clairement une fois pour toutes ; nous n'avons pas l'intention de nous substituer aux partis, ni de donner naissance à une nouvelle fraction parmi toutes celles qui existent déjà et qui ont contribué à la crise actuelle. Nous sommes ici pour initier une tentative de renouveau, prémisses et base pour la réalisation de l'unité du mouvement socialiste italien ; projet qui est dans le cœur de tous les prolétaires qui, comme nous, veulent sortir de l'impasse des vieux désaccords<sup>101</sup>.

Ni tout à fait défini comme une « école » – contrairement à la *Rivoluzione Liberale* – pas davantage non plus qu'il n'est un « journal de parti », ou plutôt un journal de tendance au sein d'un parti, le projet originel serait en fait celui de fonder un *organe d'union*, capable de rassembler autour de valeurs et de principes matriciels de l'antifascisme démocratique.

Cette idée d'une entreprise collective et solidaire se retrouve d'ailleurs jusque dans l'organisation économique et financière de la revue, avec l'adoption d'un système de souscriptions et d'abonnements<sup>102</sup>. Il est cependant à noter que le titre n'aurait sans doute jamais

<sup>99</sup> Lo scampolista [Nenni (Pietro)], « Rosselli e il Quarto Stato », *Almanacco Socialista*, 1938, PSI, Paris, 1938. Dans une lettre du 15 avril à sa mère, Rosselli écrit quant à lui à propos de Nenni et à propos de cet article d'ouverture : « Oui, l'article n'est pas de moi. En effet, il est très bien composé. Nenni a les qualités d'un journaliste. Peu ou pas de préparation culturelle, beaucoup d'intuition politique. (Ses commentaires politiques sont cependant assez moyens ; semblables les uns aux autres et trop généraux. Ils font aussi trop bon marché de Marx.) », dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 292.

<sup>100</sup> Citons, dans l'ordre, les maximalistes Lelio et Antonio Basso, Guido Mazzoli, Antonio Valeri ; les réformistes Giuseppe Saragat, Giuseppe Faravelli, Eugenio Passerini, Libero Lenti, Pietro Rota Sperti, Piero et Parolo Treves, Max Ascoli, Nino Levi ; enfin les libéraux, ou « libéristes » fidèles de Gobetti et de Salvemini, Mario Vinciguerra, Mario Ferrara, Santino Caramella, Tommaso Fiore, Tullio Ascarelli. La liste des contributeurs ne s'arrête cependant pas à ces noms puisque l'on compte aussi le philosophe marxiste et néokantien Adelchi Baraton, Andrea Caffi, Alessandro Levi, Ludovico Limentani, le philosophe Rodolfo Mondolfo, et le médiéviste Gino Luzzatto.

<sup>101</sup> « Diciamo chiaro una volta per tutte che non intendiamo sostituirci ai partiti, nè dar luogo alla formazione di una delle solite frazioni di partito che tanto contribuirono alla crisi socialista. Siamo qui per un serio, organico tentativo di rinnovamento, premessa e base per il conseguimento di quella effettiva unità del movimento socialista italiano che è nel cuore di tutti i proletari che hanno, al pari di noi superato il punto morto dei vecchi dissensi. », dans « Perché ? », *Il Quarto Stato*, n° 1, 27 mars 1927.

<sup>102</sup> Lors du lancement de la revue, la direction du titre propose à ses contributeurs de souscrire à des actions d'une valeur de 1 000 L. afin de se constituer en société anonyme.

pu tenir le coup – même sept mois – sans la contribution personnelle de Rosselli, et ainsi survivre aux mises sous séquestre à répétition décidées par le préfet<sup>103</sup>, comme aux assauts des *squadristes*. Contrairement aux journaux de partis, le groupe du *Quarto Stato* ne possédait pas de siège à proprement parler mais les fascistes s'en prenaient individuellement à des personnalités qu'ils identifiaient d'autant mieux que leur nom figurait désormais sur une « revue socialiste de culture politique ». C'est ainsi que Rosselli lui-même fut agressé à l'occasion d'un cours professé à Gênes<sup>104</sup>. Fragile financièrement, menacée sans cesse, que ce soit par les autorités administratives ou les militants du parti au pouvoir, la jeune revue est en outre visée sur le lieu même où les publications sortaient des presses. L'impression avait lieu en effet dans un établissement nommé « Rambelli », situé en périphérie de la ville, *viale Abruzzi*, isolé et donc d'autant plus facilement exposé aux attaques de l'adversaire<sup>105</sup>.

L'autorité directoriale que Carlo Rosselli insuffla, dès les premières publications<sup>106</sup>, sur l'ensemble du projet se laisse, du reste, aisément lire dans les lettres qu'il rédige pendant cette période : celles qu'il adresse à des collaborateurs réguliers de la revue – à Tommaso Fiore et à Andrea Caffi –, en parallèle toujours de la correspondance suivie avec Salvemini et sa mère. L'ensemble de cette documentation donne un aperçu assez net du travail rédactionnel au quotidien, en même temps qu'elle permet de préciser les perspectives que Rosselli, ce directeur inexpérimenté, souhaite donner à son journal. Partageant son quotidien entre trois villes – Florence, Milan, Gênes –, ses activités académiques et son engagement politique – il considéra son nouveau rôle très au sérieux et se résolut à prendre une part très active dans cette œuvre, malgré sa grande peine à orchestrer un ensemble dépourvu d'unité organique. « Le plus difficile, écrit-il à Tommaso Fiore, n'est pas de trouver des personnes disposées à envoyer des articles, mais de trouver des personnes prêtes à travailler de façon sérieuse, structurelle et

<sup>103</sup> Les numéros 11 et 17. Deux autres numéros manquent également de façon systématique dans les différentes collections consultées, comme les 24 et 25.

<sup>104</sup> Lettre à Amelia du 2 mai 1926, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 294.

<sup>105</sup> L'établissement était en effet connu pour imprimer le titre communiste *L'Unità*, entre mars 1926 et jusqu'au 31 octobre 1926, avant que le journal ne renaisse ensuite dans la clandestinité. Voir : Salvetti (Patrizia), *La stampa comunista da Gramsci a Togliatti*, Turin, Guanda, 1975, p. 257, 262 ; lettre de Rosselli à Amelia du 2 mai 1926, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 295.

<sup>106</sup> Avant même l'impression du premier numéro, Nenni fut mis provisoirement en détention suite à la l'impression d'un opuscule à la mémoire de Matteotti. Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 1, p. 67 ; Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 107-109.

systématique »<sup>107</sup>. Quand les premiers numéros lui tombent entre les mains, au début de mars, il peine en effet à trouver satisfaction malgré la liste étoffée des collaborateurs :

Malheureusement, s'accumulent sur mon bureau, des articles généraux de nature philosophique et politique ; dans tout ça, il y a peu ou quasiment pas (et je pouvais m'y attendre !) de collaboration concrète<sup>108</sup>.

Sans doute, la diffusion de la revue en fait un moyen de rassemblement d'idées, mais aussi d'hommes. Elle est une tentative d'élargir l'horizon du socialisme par-delà ses formations partisans, encourageant à un approfondissement du sens de l'engagement contre le fascisme autant qu'à la rencontre et à l'échange entre des personnalités. Des hommes donc, mais moins sûrement un groupe cependant. À ce titre, Rosselli rappelle plusieurs fois dans ses lettres l'ampleur de sa tâche, dévoilant ainsi à demi-mot les contradictions de l'entreprise :

Nous devons concilier beaucoup de choses, tout cela aux dépens de notre cohérence structurelle et collective. La propagande que prépare Nenni pour le Congrès maximaliste ; les exigences d'un public très hétérogène, entre les 8 000 lecteurs à demi analphabètes et le lectorat raffiné de *La Rivoluzione Liberale* ; le positivisme des Limentani, [Alessandro] Levi avec le voltairianisme de [Antonio] Labriola et, enfin, l'idéalisme de Prometeo [Lelio Basso], Baratono, etc<sup>109</sup>.

Aussi, et quand bien même le format du *Quarto Stato* imitait la trame de la revue gobettienne le contenu et, surtout, le style devaient s'adapter à un public beaucoup plus large, de culture et de formation très inégale : « Il ne faut pas oublier, rappelle Rosselli à Fiore, que la plupart de nos lecteurs ignorent tout des problèmes aujourd'hui les plus urgents. Il faut rattraper ce retard, et même si le prix à payer pour y arriver est de perdre la faveur de quelques intellectuels hypersensibles.<sup>110</sup> » Son vœu est, on le voit, de concilier de faire vivre ensemble plusieurs voix de façon « harmonieuse », en les dirigeant si possible vers un auditoire lui-même composite ; or cette ambition n'était pas systématiquement et spontanément partagée – ou compris de la même façon – par tous les collaborateurs. Il arrivait à Rosselli, dans ce cas, d'exprimer son

<sup>107</sup> « Il difficile non sta nel trovare persone disposte a mandare l'articolo, ma nel trovare persone disposte a lavorare seriamente e organicamente. ». Lettre de Rosselli à Fiore du 11 mars 1926, dans Zucaro (Domenico), *Il Quarto Stato di Nenni e Rosselli, op. cit.*, p. 309.

<sup>108</sup> « Purtroppo sul tavolo cominciano ad accumularsi articoli generici d'indole filosofica e politica ; manca del tutto o quasi (e lo sapevo che sarebbe stato così !) la collaborazione concreta. ». Lettre de Rosselli à Fiore du 15 avril 1926, dans *Ibid.*, p. 313.

<sup>109</sup> *Ibid.* : « Dobbiamo inoltre conciliare infinite cose, tutte a scapito dell'organicità. La propaganda Nenni per il Congresso massimalista, le esigenze di 8000 lettori semi analfabeti e quelle di un pubblico raffinato uso Riv. Liberale, il positivismo dei vari Licinius Tonsor, Carneade (Limentani, A. Levi), il voltairianismo di Labriola, con l'idealismo di Prometeo, Antinoo (Baratono) ecc. »

<sup>110</sup> *Ibid.* : « Bisogna ricordarsi che la maggior parte del nostro pubblico ignora ancora i nostri massimi problemi. Occorre rifarsi da principio, a costo di perdere il favore di qualche ipersensibile intellettuale. »

agacement ; comme ici avec Andrea Caffi, préposé au commentaire sur la politique étrangère, domaine dans lequel il donnait libre cours à l'expression de ses convictions internationalistes :

Vous ne vous rendez absolument pas compte des difficultés posées actuellement par les collaborateurs, cette véritable tour de Babel intellectuelle qui règne au sein du mouvement [...] Ton journal parfait, publié une fois le mois, et lu par cent personnes, les même cent lecteurs habituels, est de fait imparfait<sup>111</sup>.

Dès la fin du mois d'avril donc, après à peine un mois d'expérience et cinq numéros publiés, Rosselli précise un peu plus la façon dont il conçoit son entreprise de presse : il l'oppose au paradigme d'une littérature ésotérique, érudite, purement intellectuelle ; ou, dans le champ politique, à une presse d'orthodoxie. Il affirme au contraire vouloir « un journal abondant, vivant, qui paraît chaque semaine, lu par quelques milliers de personnes, et si possible par des personnes autres que celles du groupe habituel » ; un journal en mouvement, débarrassé des « vieilles formules idiotes » et de l'esprit sectaire qu'il associe à la presse socialiste.

Le *Quarto Stato* doit beaucoup à l'investissement de Rosselli qui parvient à fédérer autour du journal un réseau d'abonnés fidèles : leur nombre se situe autour de mille début juin avant d'atteindre le double trois mois plus tard<sup>112</sup>. Ce succès s'explique d'abord par ses choix éditoriaux qui l'amènent à combiner « l'état d'esprit volontariste » qu'il a voulu créer en fondant cette revue, avec l'appel de Nenni pour « l'unité socialiste ».

L'histoire, brève, de fin mars à fin octobre 1926, des trente livraisons du *Quarto Stato* ne peut en effet s'envisager que dans la perspective de ce déplacement progressif du modèle apartisan de la revue critique<sup>113</sup> vers l'action politique au sein des deux partis socialistes. Ce mouvement est d'abord perceptible dans la ligne éditoriale même puisque le journal en vient, à partir de septembre, à trouver une timide unité de propos, ses collaborateurs examinant avec plus d'assiduité la question d'un « programme d'action socialiste », avant l'ouverture des deux congrès socialistes<sup>114</sup>. C'est que tout en s'affichant comme une « revue critique » plutôt que

<sup>111</sup> « Lei non dia conto affatto delle difficoltà attuali della – dei collaboratori, della torre di Babela intellettuale che rege in seno al movimento [...] Tuo giornale perfetto, organico [...] mensile, che viene letto da 100 persone, dalle solite 100 persone, è un giornale imperfetto. » ANIMI, « Archivio personale Andrea Caffi », Corrispondenza, lettre de Carlo Rosselli du 24 avril 1926.

<sup>112</sup> Le journal était tiré entre 7 000 et 10 000 exemplaires. À travers les lettres et les exemplaires du journal, on peut ainsi suivre l'évolution de la diffusion du titre : ainsi, le 9 avril, dans un courrier à Caffi, Rosselli évoque 10 000 tirages et, le 24 avril, le nombre de 500 abonnés. Le 5 juin, à Salvemini, il parle de 7 000 exemplaires imprimés et de 1 000 abonnés. En septembre, la revue annonce qu'elle compte près de 2 000 abonnés.

<sup>113</sup> On a vu l'importance, pour Nenni comme pour Rosselli, des exemples fondateurs de *L'Unità* de Salvemini et de *La Rivoluzione Liberale* de Gobetti ; œuvres citées souvent de pair, par l'un et l'autre, tous deux oubliant ce faisant que la revue turinoise, tout en inscrivant sa trace dans la filiation salvéminienne, était surtout une tentative de repenser et de dépasser cet héritage.

<sup>114</sup> « Due congressi », *Il Quarto Stato*, n° 23, 11 septembre 1926.

« militante »<sup>115</sup>, le *Quarto Stato* est pensé comme un instrument d'influence, pour la conquête du parti<sup>116</sup>. Cette foncière contradiction est génératrice de confusions et d'écarts entre le discours et l'action.

Les « Clarifications » que Rosselli et Nenni rédigent à quatre mains ont ainsi pour but, entre autres, de redéfinir le cadre de leurs intentions, nécessairement circonscrites et modestes, ni conquérantes ou présomptueuses, mais animées par un profond sentiment de devoir<sup>117</sup>. Leur volonté, disent-ils, est d'aider le mouvement socialiste à déterminer le cadre concret d'une lutte politique et d'une opposition qui ne soit pas simplement abstraite comme l'a été l'Aventin, autrement dit de définir une méthode de lutte politique, dans ses moyens (réaliser l'unité pour se renforcer, renouveler et former les cadres dirigeants) et ses fins (restauration des principes démocratiques) face à un phénomène pluriel et singulier, non seulement économique, mais aussi social et moral<sup>118</sup> :

Compte tenu de la fonction limitée d'une revue, personne ne peut attendre de nous davantage que cet énoncé général. Les programmes concrets dépassent nos compétences et ne peuvent mûrir que dans le cours de la bataille, une fois que celle-ci a débuté.

Le *Quarto Stato* reste néanmoins perçu par la classe politique comme le journal d'une fraction et moins comme une « revue de culture politique ». Avec défiance donc, et aussi, un peu de mauvaise foi, comme s'en plaint plusieurs fois dans ses lettres Rosselli<sup>119</sup>. En dénonçant « ceux qui se réfugi[aient] dans le déterminisme pseudo-marxiste pour justifier leur état de passivité », montrant là qu'ils n'avaient pas saisi « l'esprit profond de Marx, qui est esprit de lutte », son *Autocritique* parue dans les premiers numéros du *Quarto Stato* avait suscité une vive et intense polémique avec Claudio Treves. Cet échange animé et prolongé sur plusieurs

<sup>115</sup> « Mise au point », *Il Quarto Stato*, n° 21, 21 août 1926.

<sup>116</sup> Lettre de Rosselli à Fiore du 1 septembre 1926, dans Zucaro (Domenico), *Il Quarto Stato di Nenni e Rosselli*, *op. cit.*, p. 316 : « [...] de notre côté, nous sommes complètement absorbés par les questions de parti e par le problème de l'unité [...] ». (Traduction personnelle).

<sup>117</sup> « Primo bilancio », *Il Quarto Stato*, n° 21, 21 août 1926.

<sup>118</sup> « Chiarificazione », *Il Quarto Stato*, n° 18, 24 juillet 1926 : « Le fascisme ne doit donc pas être considéré, comme le voudrait les communistes, comme un phénomène purement et simplement de classe, mais comme un phénomène qui trouve son explication dans la complexité de la vie sociale et morale de notre pays. » (Traduction personnelle).

<sup>119</sup> Par exemple, sa lettre à Salvemini du 29 avril 1926, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, *op. cit.*, p. 107.

semaines est la preuve que les réformistes montraient, dans un premier temps au moins, plus d'intérêt aux réflexions ouvertes par la revue, que les maximalistes<sup>120</sup>.

En octobre, à quelques semaines de l'ouverture du congrès du parti des travailleurs – organisation dans laquelle se réunissent dans le secret et la clandestinité les ex-unitaires – Rosselli anticipe cependant un échec<sup>121</sup> ; tout en se faisant fort de rappeler la base solide qu'il a réussi à rassembler pour appuyer son œuvre de refondation et de renouvellement des cadres :

Face aux nombreuses réticences de la part des anciens, et particulièrement de Turati, à prendre le tournant d'une approche plus virile de la lutte ; face également à la tendance innée chez eux aux compromis qui éloignent du parti les meilleures énergies ; dans la mesure, enfin, où notre effort pour le renouvellement [du PSLI] puisse avorter, il nous est essentiel de conserver solidement une base de soutien, garantie à notre autonomie. Or, une revue qui compte deux mille abonnés reste de ce point de vue une force non négligeable<sup>122</sup>.

Cet engagement, comme on le voit, loin de lui donner des certitudes quant à son issue positive et immédiate, le confirme dans ses convictions qu'un journal reste l'instrument le plus adapté pour changer les mentalités, les préparer à une lutte active contre le fascisme, tout en inscrivant cette action dans le sillon d'une voie médiane entre le réformisme et le bolchévisme. On peut le vérifier tout au long de ces sept mois durant lesquels il organise et anime presque à lui tout seul la rédaction du *Quarto Stato*. Jusqu'à la suppression définitive de la presse antifasciste et le vote des lois dites « exceptionnelles » au début de novembre 1926, Carlo Rosselli manifeste sa conviction de participer utilement à la reconstitution d'une opposition unie et cohérente face au fascisme, avec d'autant plus d'affirmation que les initiatives se font de plus en plus rares pour organiser la lutte, en Italie. De sorte qu'après avoir réussi à faire paraître une vingtaine de numéros et réunit près de deux milliers d'abonnés, il peut se prévaloir d'avoir suscité un « petit mouvement de jeunes », capable d'œuvrer dans la durée<sup>123</sup>.

<sup>120</sup> Les polémiques opposant la revue et *L'Avanti* s'intensifièrent à l'approche du congrès du PSI. Nenni, l'ancien directeur du quotidien socialiste, fut publiquement mis en cause par les maximalistes qui voulaient punir son « indiscipline », démontrant leur crainte de voir les thèmes mis en avant par le *Quarto Stato* plébiscités à l'occasion du congrès du PSI.

<sup>121</sup> La motion déposée par Rosselli obtient un tiers des votes et vaut à son auteur d'être admis au sein de la direction de l'organisation clandestine. Ce n'est donc pas tant ce résultat, plutôt honorable, que les nouveaux déroulements politiques après l'attentat Zamboni qui contrarient son avenir politique au sein du PSLI.

<sup>122</sup> « Date le molte riluttanze dei vecchi e particolarmente di Turati ad accedere ad una impostazione più virile della lotta, data la loro innata tendenza ai compromessi e alle transazioni che allontanano le migliori energie, data la possibilità che il nostro sforzo rinnovatore abbia a risolversi in un fiasco, è essenziale mantenerci saldi una nostra base autonoma. Una rivista con duemila abbonati è pur sempre una grande forza potenziale. ». Lettre à Amelia du 7 octobre 1926, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 299.

<sup>123</sup> Lettre à Salvemini du 5 juin 1926, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 109-112.

### *Hiérarchie antifasciste : une nouvelle élite*

Chez Rosselli, domine ainsi l'idée d'une mutation indispensable entre une opposition, l'ancienne, et la nouvelle qu'il tente d'incarner et d'organiser. Aussi avait-il songé, avant qu'un nouvel attentat ne l'oblige à changer ses plans, à une nouvelle mutation du journal : le *Quarto Stato* devait s'éloigner du modèle de l'hebdomadaire, auquel il se rattachait finalement, pour renouer plus résolument avec celui de la revue, l'entreprise de presse se transformant de même en maison d'édition, comme cela fut annoncé dès le 2 octobre<sup>124</sup>. Envisagée ainsi, l'histoire du *Quarto Stato*, sans qu'on puisse la réduire bien sûr aux seuls écrits de Rosselli – du reste, assez peu nombreux –, est déterminée par une appropriation de l'entreprise par son premier directeur. Or ce modèle connaît plusieurs répliques, dont certaines sont directement inspirées de l'exemple milanais.

La diffusion du journal de Rosselli et de Nenni se réalisait prioritairement dans les régions et les villes où le socialisme réformiste était le mieux implanté, se substituant aux structures partisans et militantes du PSU. Certains groupes, inspirés par l'exemple de Rosselli et du modèle, là encore, de Gobetti, fondent eux-mêmes leur propre revue : citons, à Gênes, l'exemple connu de *Pietre*<sup>125</sup> ; ou plus tard encore, vers février 1927, à Turin, l'organisation clandestine socialiste-républicaine « *Giovane Italia* » dont le réseau d'influence et de relations recoupe en partie celui constitué quelques mois plus tôt pour la propagande du *Quarto Stato*<sup>126</sup>.

Les observateurs se sont à ce titre longtemps attardés sur la question de la postérité du titre, révisant par exemple les premiers témoignages, comme celui de Giorgio Amendola qui avançait l'idée de « mythe » ; un jugement toutefois assez peu fidèle à la réelle influence du journal, ne serait-ce que quantitativement parlant<sup>127</sup>. Le concept de mythe est cependant pertinent, ou du moins mérite qu'on s'y arrête, car le *Quarto Stato* fait en effet souvent figure de chaînon

<sup>124</sup> « Il "Quarto Stato" editore », *Il Quarto Stato*, n° 26, 2 octobre 1926.

<sup>125</sup> La revue se constitue originellement autour d'étudiants de l'université de Gênes : Franco Antolini, Virgilio Dagnino, Francesco Manzitti, Enrico Alpino, Francesco Sabatelli, Umberto Segre. Y collaborent : Carlo Alberto Biggini, Augusto De Barbieri, Valeria Vaglia, Ugo Gallo, Errico Martino, Mario Tarello, Angelo Carrara, puis Ermanno Bartellini, Carmelo Puglionisi, Paolo Rossi, Emilio Servadio, Vittorio Tedeschi. Voir : Marcenaro (Angelo), *Pietre : antologia di una rivista, 1926-1928*, Milan, Mursia, 1973.

<sup>126</sup> Ses principaux membres étaient : Alberto Molinari, Mario Passoni, Innocente Porrone, Mario Neri, Piero Zanetti, Eugenio Libois. L'organisation comptait plusieurs points de ramification, à Milan (Lelio Basso), Gênes (Marcello Cirenei, Virgilio Dagnino), Bologne (Jonio Zuffi), Venise (Armando Gavagnin), Trieste (Ermanno Bartellini, Giovanni Woditzka), Mantoue (Enrico Dugoni), Padoue, Vérone et Trévise entre autres.

<sup>127</sup> Amendola (Giorgio), *Intervista sull'antifascismo*, Bari, Laterza, 1976, p. 64 : « Aujourd'hui, le Quarto Stato est en train de devenir un mythe, mais en réalité circulaient en Italie, à l'époque, seulement quelques centaines d'exemplaires. » (Traduction personnelle).

essentiel dans l'histoire de l'antifascisme, se situant à la jonction entre des modèles de lutte qui n'ont pourtant rien en commun, ou si peu.

Aussi si nous avons choisi d'y consacrer ces quelques pages, c'est avant tout pour interroger la place de l'expérience, moins du point de vue de l'histoire, collective et politique, du socialisme italien que de celui de la trajectoire individuelle de Carlo Rosselli, qui découvre réellement pour la première fois la profession d'éditeur politique, les modèles qui nourrissent alors sa réflexion et son activité, et les conclusions qu'il en retire sur la fonction de la presse comme instrument de résistance et comme agrégateur de volontés politiques. Sans vouloir réduire la brève expérience du *Quarto Stato* à ces seules considérations, il faut bien voir pourtant que le titre a aussi incarné, ce faisant, un puissant instrument de réinterprétation du fascisme, et partant du rôle de l'opposition démocratique – à défaut d'avoir conduit à son terme l'ambition explicite de redéfinition idéologique du socialisme italien<sup>128</sup>.

On peut ainsi saisir, très nettement, du *Non Mollare* au *Quarto Stato*, quel lien unit le déroulement des événements depuis le discours du 3 janvier 1925 – le recul de l'opposition, les évolutions institutionnelles, l'apathie morale, l'isolement de l'antifascisme et son exil – et le bagage d'images et de concepts avec lequel ces opposants se sont lancés dans la lutte. La contre-propagande antifasciste diffusée dans la moitié des années vingt a moins vocation, répétons-le, à toucher le public le plus large possible qu'à rassembler. Un mot du reste résume leur vision : il faut réunir les « meilleurs », les « élites » de l'antifascisme, former les « cadres ».

Le volontariat et l'expérience de la lutte clandestine dessinent par exemple dans l'imaginaire de Rosselli un idéal d'engagement qui situe au sommet d'une hiérarchie nouvelle et sans commune mesure avec la politique du « temps de paix », un modèle original du chef de parti : à relire ses textes de cette période, on comprend en effet que la pierre de touche de sa pensée concerne tout ce qui fait obstacle à la conversion d'une foi, d'une conviction, en volonté d'agir. Dans ses articles, ses lettres, apparaissent déjà des motifs, des expressions qui résonneront plus tard dans son œuvre politique. Les « cœurs socialistes », trouve-t-on par exemple ensuite dans *Socialisme libéral*, n'ont plus rien à faire des « préoccupations théoriques » et « historiennes » de leur élite, et beaucoup de la « vigueur de pensée et de flamme morale » de « l'homme

<sup>128</sup> Aldo Garosci remet ainsi en perspective la revue milanaise avec l'héritage laissé en comparaison par un journal comme la *Rivoluzione Liberale*, estimant que le contexte fut finalement trop pesant pour que les ambitions des directeurs puissent être satisfaites : « Le *Quarto Stato* n'eut [...] qu'une existence éphémère de sept mois, sous un régime de censure propre à décourager l'expression politique et la recherche, à éloigner les collaborateurs qui, précisément, parce qu'ils étaient soucieux de sauvegarder un patrimoine culturel, n'étaient pas vraiment enclins à le discuter [...] » (Traduction personnelle), dans Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., vol. 1, p. 71.



d'action », figure – « idéal-type » devrait-on dire – centrale de sa pensée. C'est donc, déjà, la primauté de l'activisme humain, la croyance au geste inaugural, démonstratif, décisif, que l'on retrouve à la source de cette « intransigeance » – que d'aucuns comparent à de la folie plutôt qu'à du courage – pour durer, résister à l'attentisme et à la passivité ambiante.

Le *Quarto Stato*, dans le temps court de son existence, suffit-il à apporter les réponses laissées en suspens par le *Non Mollare* ? A-t-on raison aussi d'envisager cette brève expérience comme une sorte de terreau dans lequel s'est enraciné et ressourcé, jusqu'au milieu des années trente au moins, la mobilisation de l'antifascisme démocratique ? À vouloir y chercher l'expression d'un idéal avant-gardiste, celui d'une large coalition socialiste, républicaine et même libérale, dans laquelle se concentreront ensuite l'espérance et la conviction que l'on pourra prêter à ce mot d'antifascisme ? C'est en fait plus compliqué. Les désaccords stratégiques et les divergences d'interprétation qui opposent les « vieux » dirigeants politiques à une « nouvelle génération » d'antifascistes n'ont pas empêché, loin de là, une convergence de leur combat commun contre le fascisme et une solidarité entre leurs actions. Ainsi, l'ambiguïté des rapports entre l'univers des exilés et celui des antifascistes « de l'intérieur » s'est illustrée de façon éloquente en 1927.

### *Savone ou l'épreuve de légitimité de l'antifascisme*

Le mot d'antifascisme, du reste, renvoie, en 1926 et quelques années après encore, à une réalité plus que jamais plurielle, éclatée, dispersée. Cette dispersion, ceux qui ont pris le chemin de l'exil la vivent d'abord de la façon la plus concrète, dans l'éloignement les uns des autres ; ce dont témoigne Turati, plus d'un an après son arrivée en France :

Hélas ! Tout serait si formidable si nous vivions moins loin les uns des autres, si nous disposions d'un lieu commun pour se rencontrer et travailler. Au lieu de quoi, nous sommes toujours plus dispersés. Paris est trop vaste, notre colonie trop pulvérisée<sup>129</sup>.

Mais surtout, il y a autant – peut-être plus – de différences et de désaccords entre eux que d'idées en commun que le mot prétend et paraît incarner. L'antifascisme, bien plus symbolique que pragmatique, est d'abord une posture de façade, incertaine et vulnérable. Le socialiste Claudio Treves en donne une convaincante illustration quand il déclare : « Face à la

<sup>129</sup> « Ahimè ! Tutte queste cose sarebbero ottime, se vivessimo meno lontani gli uni dagli altri, se avessimo un centro di lavoro e di ritrovo. Siamo invece sempre più dispersi. Parigi è troppo vasta, e la nostra colonia è polverizzata. ». Lettre de Turati à Salvemini du 17 février 1928, dans Turati (Filippo), *Filippo Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio*, op. cit., p. 157.

Concentration et à nos familles politiques respectives, nous ressentons tous le sentiment de devoir dédoubler notre conscience.<sup>130</sup> »

Les *fuorusciti*, Treves encore le fait remarquer à l'occasion d'une allocution publique en 1928, restent abasourdis de la défaite, nécessairement prudents, et expriment même le besoin de « se faire oublier »<sup>131</sup>. La confiance manifestée dans une idée et un parti n'a donc aucune valeur stratégique pour le présent. En s'insérant dans un contexte plus favorable à leur action, les exilés ont ainsi conscience d'admettre, dans le même temps, les limites de leur engagement face au fascisme, et notamment leurs difficultés à maintenir des liens avec l'opposition intérieure. On lit ainsi, dans le premier numéro de l'hebdomadaire *Libertà* – signé en commun par les dirigeants des partis socialistes et républicains, entourés des responsables de la Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU) et ceux de la Confédération générale du travail (CGIL) :

[...] jusqu'à ce que la population italienne ait trouvé – et cet effort ne sera ni facile ni bref – les nouvelles formes organisationnelle et de lutte conforme à la nouvelle situation, pour laquelle elle n'était pas préparée et ne pouvait pas l'être, l'essentiel de la lutte contre le fascisme réside dans l'émigration<sup>132</sup>.

Il faut en effet se souvenir que jusqu'à la fin des années vingt, on n'apercevait guère ou très rarement, depuis l'étranger et notamment la France où on a vu se constituer une importante communauté d'émigrés italiens, de manifestations d'antifascisme qui concernent et impliquent directement l'opinion italienne. Après cinq ans de répression et deux ans de dictature, Karl Kautsky, et avec lui les exilés antifascistes, en conviennent :

Il me semble que la lutte contre le fascisme ne pourra être conduite avec succès que par les émigrés. Naturellement, il est impossible à l'émigration de venir à bout, à elle seule, du fascisme ; cela ne pourra se faire que depuis l'Italie<sup>133</sup>.

Encore faut-il ajouter que ces émigrés politiques, socialistes surtout, ont vu progressivement s'estomper leur conviction d'assister au soulèvement de la population italienne et se sont, devant l'apparente évidence de leur isolement, découragés d'attendre du peuple italien :

<sup>130</sup> « Di fronte alla Concentrazione ed ai nostri partiti noi portiamo tutti una duplice anima. » dans Treves (Claudio), « La Concentrazione e i partiti. L'azione e l'unità socialista », *La Libertà*, 28 octobre 1928.

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> « [...] pel momento almeno, e cioè finche la popolazione italiana non avrà trovato – e lo sforzo non sarà né lieve né breve – le nuove forme di lotta e di organizzazione rispondenti alla nuova situazione, alla quale non era e non poteva essere preparata, la parte principale della lotta contro il fascismo spetta all'emigrazione [...]. » dans Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, Rome, Opere nuove, 1956, p. 57.

<sup>133</sup> « Mi sembra che la lotta contro il fascismo possa essere condotta in primo luogo con successo solamente dall'emigrazione. Naturalmente questa non può abbattere il fascismo ; ciò può avvenire solamente dall'interno dell'Italia. Ma ho l'impressione che la parte della popolazione d'Italia che sta all'opposizione e che rimane nel paese e vi deve rimanere, e che sempre aumenterà, finora non abbia trovato quelle forme di organizzazione e di lotta che sono adatte alle nuove circostanze. ». Lettre de Karl Kautsky à Turati du 25 avril 1927, dans *Ibid.*, p. 62.

J'ai le sentiment que la part de la population qui est dans l'opposition en Italie, et qui doit y rester, jusque-là, n'a pas encore trouvé les formes d'organisation et de lutte qui sont adaptées aux circonstances actuelles<sup>134</sup>.

Il y a bien eu pourtant, en cette année 1927, et seulement six mois après la chute de plomb des lois spéciales qui avaient conclu la bien nommée « année napoléonienne » de Mussolini et du fascisme, le procès contre les organisateurs de l'exfiltration de Filippo Turati et de Sandro Pertini vers la France (fig. 11).



**Figure 11 – Portrait de groupe, le 13 décembre 1926 à Calvi (de gauche à droite : Lorenzo Da Bove, Filippo Turati, Carlo Rosselli, Sandro Pertini, Ferruccio Parri)<sup>135</sup>.**

À propos de ce procès, il est utile de faire sentir, un instant, l'importance de la scène, rejouée ensuite à plusieurs reprises<sup>136</sup>. On découvre dans ce « spectacle », surtout si l'on a en mémoire les observations de Marion Cave sur l'attitude générale des Italiens à cette époque, quelque chose d'inouï : comment ce procès a-t-il pu devenir aussi mémorable, surprendre autant, que l'on se situe du côté des accusateurs ou des accusés ? Ce n'est pas qu'il soit la première occasion donnée à tout l'antifascisme pour en appeler à « l'humanité » contre les atrocités de la « barbarie » fasciste. Ce qui est inédit pour l'opposition au fascisme, en revanche, c'est la

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Sezione 11-Nuove acquisizioni, Documenti personali, IV, 4.1.

<sup>136</sup> Le procès fut ainsi l'objet d'une adaptation théâtrale, mise en scène au sein du Teatro Stabile de Gênes dans le cadre des commémorations célébrant le vingtième anniversaire de la Résistance et de la Libération nationale, en 1965. Voir : Faggi (Vico), *Il processo di Savona*, Gênes, Edizioni del Teatro Stabile di Genova, 1965.

manifestation d'une justice spectacle. Des procès pour antifascisme, il y en aura ensuite tant et plus. Mais le tribunal comme théâtre politique de l'antifascisme est tout autre chose. À ce compte-là, il faut s'arrêter sur la brève parenthèse qu'ouvre le procès de Savone et ses conséquences sur l'antifascisme. Il y a dans l'histoire des épisodes judiciaires qui consistent, pour un individu, à enfreindre la loi de l'État pour la soumettre à l'épreuve de la validité. C'est dire aussi qu'il y a des actes de désobéissance qui ne visent pas le renversement desdites institutions et où celles-ci ne meurent pas avec l'acte législatif en cause. Mais il y a des procès politiques extraordinaires, de « rupture »<sup>137</sup>, qui s'inscrivent à la fois contre l'État et les normes de la nation et contestent profondément sa légitimité. En revenant ici sur son déroulement et le contexte au sein duquel il prend place, nous tenterons de savoir auquel de ces deux registres le procès de Savone appartient-il.

Commençons par rappeler les faits, aujourd'hui bien connus<sup>138</sup>. Le contexte dans lequel se déroulent les événements à l'origine de ce procès a partiellement été évoqué, avec l'adoption de nouvelles mesures punitives contre l'opposition, en novembre, et la mise en place, depuis 1925, des premières lignes d'évasion d'opposants politiques, comme à Milan. Jusqu'à la fin de l'année 1926, l'hypothèse d'une « normalisation » du fascisme reste valide. Aussi n'est-il pas surprenant d'assister à la stupeur de certains opposants au lendemain du vote des « lois spéciales »<sup>139</sup>. Une surprise qui trahit l'attentisme d'une partie de la classe politique au cours des trois dernières années, et son incapacité à participer à une autre forme de lutte que démocratique et légale. Les efforts entrepris alors pour organiser, « à une échelle plus importante » et de « façon plus rationnelle »<sup>140</sup>, d'efficaces filières d'évasions visaient ainsi à mettre à l'abri – autant qu'à leur trouver une utilité, pour soutenir l'opposition depuis l'étranger – les personnalités jugées les moins aptes à supporter les risques de la clandestinité.

<sup>137</sup> Altavilla (Francesco), « Il processo di Savona », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea : Processo penale, politica, opinione pubblica (secoli XVIII-XX)*, 28 août 2013. L'auteur appuie son analyse sur le concept introduit par l'avocat français Jacques Vergès, dans Vergès (Jacques), *De la stratégie judiciaire*, Paris, Éditions de minuit, 1968.

<sup>138</sup> Grâce, encore une fois, aux nombreux témoignages laissés par les acteurs eux-mêmes lors du procès lui-même et dans le second après-guerre : Rosselli (Carlo), « Come Turati lasciò l'Italia », *Libertà*, 14 octobre 1932 ; Parri (Ferruccio), « Con Carlo Rosselli dalla fuga di Turati al processo di Savona », *Non Mollare*, 8 juin 1947 ; Tagliacozzo (Enzo), « L'evasione di Filippo Turati », dans Rossi (Ernesto, dir.), *No al fascismo*, Turin, Einaudi, 1963, p. 95-115. Concernant l'activité clandestine à Milan et l'organisation de filières pour l'exil des antifascistes, la documentation aux archives de l'État italien est en revanche rare voire inexistante. Seule l'évasion de Turati est en partie documentée. Voir : ACS, Segreteria particolare del duce, carteggio riservato, fasc. « Filippo Turati ». Par ailleurs, sur le procès lui-même, les actes sont conservés à l'Archivio di Stato di Savona.

<sup>139</sup> Turati compare ainsi les modifications successives apportées aux institutions par les fascistes entre 1922 et 1926 à un « train lancé à toute vitesse et qui [les] écrase. » dans Turati (Filippo), Kuliscioff (Anna), *Carteggio*, vol. 6, 1923-1925 : *il delitto Matteotti e l'Aventin*, op. cit., p. 517.

<sup>140</sup> Parri (Ferruccio), « Con Carlo Rosselli dalla fuga di Turati al processo di Savona », op. cit.

La suite d'événements littéralement rocambolesques qui se concluent par l'expatriation réussie de Turati, entre le 21 novembre et le 14 décembre, intervenait donc quelques semaines après les évasions de Giovanni Ansaldo et Carlo Silvestri<sup>141</sup>, puis celles des *leaders* réformistes Claudio Treves et Giuseppe Saragat. Recherchés par la police, mise en alerte dès le 19 novembre, Carlo Rosselli et Ferruccio Parri sont arrêtés à Marina di Carrara puis transférés à Côme<sup>142</sup>. Ils y restèrent comme détenus jusqu'en mai 1927, avant d'être déplacés à Ustica, au *confino*, puis traduits au tribunal de Savone cinq mois plus tard pour « complicité d'évasion accomplie dans des buts politiques ». À leurs côtés<sup>143</sup>, jugés pour les mêmes infractions au code pénal, étaient présents Lorenzo Da Bove, Francesco Spirito, Giuseppe Boyancè, Italo Oxilia<sup>144</sup> et le socialiste Ettore Albini<sup>145</sup>.

Pourquoi insister autant sur l'importance de ce procès qui s'ouvre le 9 septembre et ne dura pas davantage que six jours ? Certains historiens ont déjà relevé le caractère proprement exceptionnel et unique de la décision rendue le 14 septembre 1927 par la formation de jugement : la peine retenue contre les accusés présents – condamnés à dix mois de réclusion, dont les huit mois déjà passés en détention – pourrait se lire comme une « absolution *de facto* »<sup>146</sup>. La description de scène de liesses dans la cité portuaire, faisant suite à la décision du tribunal, renforce cette impression, justifiant dans une certaine mesure que l'on considère le procès de Savone comme un modèle – rétrospectif – du procès de Leipzig contre le Bulgare George Dimitrov<sup>147</sup>.

Il s'agit bien là, à n'en pas douter, d'un « lieu de mémoire » de l'antifascisme et de l'histoire nationale, qu'il est néanmoins toujours possible d'interroger. D'abord, comment en est-on arrivé, par ce procès, à susciter autant d'enthousiasme dans les rangs de l'opposition et au-delà ;

<sup>141</sup> Reconnu responsable dans l'organisation de leur départ vers la France, Riccardo Bauer est arrêté en décembre 1926.

<sup>142</sup> À la suite de leur arrestation, Rosselli fut reconnu coupable de faits similaires advenus plutôt dans la région du chef-lieu lombard.

<sup>143</sup> Les accusés Filippo Turati et Sandro Pertini, absents, étaient jugés par contumace sous les motifs de leur évasion illégale dans des buts politiques.

<sup>144</sup> Les compétences techniques d'Italo Oxilia et de Lorenzo Da Bove, respectivement capitaine et machiniste naval, furent décisives lors de la traversée en mer entre l'Italie et la Corse puis jusqu'à leur débarquement à Nice. De la Corse, où l'embarcation fit étape à Calvi, Rosselli et Parri firent le chemin inverse pour retourner en Italie. L'alternative maritime au passage par les Alpes s'imposa pour plusieurs raisons. Outre que la frontière avec la Suisse était une zone mieux surveillée en 1926, les conditions climatiques furent également défavorables à ce genre d'entreprise, au regard de la santé de Turati, alors âgé de soixante-neuf ans.

<sup>145</sup> Son domicile, dans la commune de Caronno Ghiringhello (aujourd'hui : Caronno Varesino, province de Varèse) servit de planque à Turati entre le 21 novembre et le 7 décembre. Il fut à ce titre jugé pour avoir collaboré à l'élaboration et à l'exécution de l'entreprise d'évasion.

<sup>146</sup> Altavilla (Francesco), « Il processo di Savona », art. cité, p. 2.

<sup>147</sup> Casadei (Giulia), « Il processo di Lipsia e la figura di Georgi Dimitrov », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea : Processo penale, politica, opinione pubblica (secoli XVIII-XX)*, 28 août 2013.

et par quelles étapes est-on passé à l'idée de faire de ce procès une occasion de propagande antifasciste ? Comment faut-il interpréter ce cheminement ? D'autre part, si l'espoir suscité par l'issue du procès permet à l'antifascisme d'entrevoir, encore en 1927, la perspective d'une action dans la Péninsule, comment ensuite cela se manifeste-t-il concrètement ? Enfin, pourquoi ce qu'il est possible *a posteriori* d'interpréter comme un ultime sursaut de libéralisme juridique, dont peu pouvait saisir à l'époque le caractère éphémère, n'a-t-il pu tout à fait réenchanter la couronne et les institutions libérales auprès d'une partie non négligeable de l'antifascisme démocratique – celle qui continuera d'agir dans la clandestinité et d'en appeler plus clairement à l'insurrection du peuple ? Ce sont d'importantes questions qui intéressent toutes notre recherche, mais il faut néanmoins, avant d'y répondre, nous attarder à décrire les étapes par lesquelles on est allé à cette surprenante décision de justice. On peut en distinguer trois dont chacune prépare les esprits à l'idée d'agir directement en Italie, grâce à un effort de coordination entre les rares personnes encore mobilisées en Italie et le reste de l'opposition désormais fixée à l'étranger.

La première, qui forme une part majeure des discussions entre les antifascistes pendant tous les mois qui précèdent le procès, est probablement la plus importante, le véritable centre des échanges et du débat qui s'anime. Il concerne la portée revendicative de leur action, et il fait intervenir des personnalités autant sinon davantage soucieuses des enjeux politiques du procès que de son issue juridique, dans un débat très intéressant qui tourne autour de la conception éthique de l'antifascisme. Les organisateurs de cette exfiltration, du reste, étaient préoccupés de donner là un magnifique exemple de sacrifice personnel pour une cause collective et moralement justifiée, de faire de ce procès, comme l'écrit Ferruccio Parri dans sa lettre au juge d'instruction, la démonstration que l'antifascisme n'est pas simplement l'effet d'une « pensée solitaire et pleine de rancœur »<sup>148</sup>.

À quel genre d'hommes au juste les tribunaux italiens allaient-ils faire un procès ? À d'impudents révolutionnaires, pressés de se livrer à des actes de désobéissance pour manifester leur hostilité au régime ? Mais il n'est plus d'autres délits « politiques » que celui qui consiste à dénoncer toute forme d'opposition comme l'œuvre de dangereux terroristes contraire à la sûreté de l'État et au retour à l'ordre dans le pays. À d'innocents citoyens tout simplement, qui

<sup>148</sup> « [...] il mio antifascismo non è fermentazione di solitaria acidità. ». Lettre de Ferruccio Parri à « l'illustrissime Juge d'Instruction du Tribunal royal de Savone » du 18 février 1927, dans Faggi (Vico), *Il processo di Savona*, *op. cit.*, p. 163.

ont voulu apporter leur aide à un vieil ami, malade de surcroît, et dont la sécurité n'était plus garantie après le décès de plusieurs députés de l'opposition ? Ou encore à l'antifascisme tout entier, du moins à l'idéal qu'inspire le réflexe civique et démocratique de ces hommes arrêtés à Ustica et déportés à Savone pour y être jugés ? Face à l'accusation que fait peser sur leur tête les autorités fascistes, c'est cette lecture qu'adopte la majorité des personnes impliquées dans l'affaire, qui a en mémoire l'échec de la coalition de « l'Aventin », et qui souhaite mieux agir cette fois. Au cours de la phase d'instruction, Rosselli insiste – de même que Parri – sur la valeur politique et universelle de son acte ; il y revient ensuite, dans une lettre adressée au magistrat du tribunal ordinaire de Savone qui est chargé de l'enquête :

Dès mon premier et unique interrogatoire, j'ai affirmé que c'est la raison politique, non l'affection pour un ami ou la solidarité partisane, qui a déterminé ma décision de concevoir et d'organiser l'évasion de Filippo Turati [...]. Filippo Turati à l'étranger signifiait pour moi comme pour mon compagnon protester dignement contre le régime fasciste – un acte dont la valeur solennelle est de surcroît légitimée par quarante ans d'une vie au service de la Nation et à l'Humanité<sup>149</sup>.

S'agit-il, encore une fois, par ce procès, de rejouer la confrontation entre l'héritage libérale d'une partie du régime et le nouvel ordre arbitraire ? En fait, cette adresse vibrante de Rosselli à un représentant de la Loi ne doit pas faire illusion sur les sentiments qui l'animent. On peut ainsi mettre en perspective cette déclaration avec ce qu'il écrit, le 24 juin 1927, peu après avoir eu confirmation de l'ordre d'arrestation et de son renvoi devant le juge. Il décrit, dans ce courrier rédigé pour sa mère, ses impressions qui sont tout à fait contraires à celles de l'un de ses avocats, maître Paolo Francesco Erizzo, qui s'échine alors à contester la légalité de la décision devant le Ministère de l'Intérieur :

Les avocats que je connais soutiennent que l'ordre d'arrestation est illégal, dans la mesure où il résulte d'une application arbitraire [...]. Mais l'arbitraire est d'usage courant aujourd'hui et je ne crois pas qu'il faille se faire des illusions. Erizzo s'est précipité à Savone puis de là à Gênes, au Parquet Général ; hier soir il m'a joint un télégramme dans lequel il m'annonçait avoir télégraphié au Ministère de l'Intérieur pour suspendre l'ordre d'arrestation, une suspension que les magistrats n'osaient

<sup>149</sup> « Nell'unico interrogatorio subito dissi, e confermo, che fu la ragione politica, e non l'affetto o la solidarietà di partito, a determinarmi a promuovere e organizzare l'evasione di Filippo Turati dalla prigionia italiana. [...] Filippo Turati all'estero significava per me e per il compagno mio la protesta austera – cui danno solenne valore quaranta anni di vita al servizio della Nazione e dell'Umanità – contro il regime fascista. ». Lettre de Rosselli au Juge d'Instruction du Tribunal de Savone de février 1927, dans Faggi (Vico), *Il processo di Savona, op. cit.*, p. 158-159.

entreprendre sans avoir reçu l'habilitation pour le faire. Il se montre très optimiste, tandis que nous le sommes très peu ou pas du tout<sup>150</sup>.

Leur « pessimisme » les inciterait au contraire, pourrait-on alors penser, à dénier en même temps leur faute et la légitimité même de la justice, afin de conduire leur lutte jusque dans la salle d'audience. Mais il reste une difficulté, autour de laquelle ces militants de la cause antifasciste tournent sans répit. Peut-on repousser la responsabilité pénale de son acte sans par ailleurs altérer sa valeur morale et politique ? L'expression la plus ferme et en même temps la plus éloquente de ce problème nous vient à nouveau d'Italie, par la voix encore une fois de Rosselli et Parri. C'est à la « faction » qui a pris le pouvoir pour y instaurer « sa » propre loi que s'en prend directement ce dernier, et il se garde bien d'y inclure les reliquats du passé libéral italien. Il dénonce l'illégitimité de ces lois, qu'il déclare « nées de la peur et de la violence », plaide leur incompatibilité avec la constitution et la « grandeur morale de la Patrie ». Il ne peut donc s'y soumettre, ou mieux tout jugement rendu en conformité avec la nouvelle législation est un hommage que le fascisme rend au courage de ses adversaires. C'est donc avec « orgueil » qu'il revendique sa « pleine et entière responsabilité » dans l'affaire.

Position radicale où certains réfugiés captent la note dramatique et l'idée d'une mobilisation impliquant les antifascistes exilés à l'étranger. Alberto Tarchiani, qui fait la liaison entre les hommes de la clandestinité et la communauté des exilés<sup>151</sup>, comprend que, sur l'éclatante déclaration de Parri et de Rosselli, il faut construire une campagne de publicité qui puisse influencer le déroulement du procès, ses règles et son contexte, et qui est du reste indispensable à sa dramatisation : ouvrir le procès au public, écrit-il, serait, au minimum, leur éviter une condamnation trop sévère, donc serait aussi une occasion de faire directement pression sur une partie des magistrats du royaume, du personnel judiciaire, et du régime lui-même. Les instances de contrôle et de sanction se retourneraient-elles contre le fascisme ? Cette possibilité existe,

<sup>150</sup> « Amici avvocati sostengono che l'ordine è illegale, risultato di una arbitraria applicazione [...]. Ma l'arbitrio è un condimento d'uso corrente oggidi e non è il caso di farsi illusioni. Erizzo si precipitò a Savona e indi a Genova alla Procura generale ; ieri sera mi giunse un suo telegramma col quale mi annunciava di aver telegrafato al Ministero degli Interni per ottenere una sospensione dell'ordine di arresto, sospensione che i magistrati senza il nulla osta superiore non osavano fare. Lui si mostra molto ottimista, noi lo siamo pochissimo o punto. ». Lettre à Amelia et Marion du 24 juin 1927, dans Faggi (Vico), *Il processo di Savona, op. cit.*, p. 157. On se reportera aussi à une lettre datée du 27 avril et du 2 mai dans lesquelles Rosselli expriment son refus de demander la clémence des juges en échange de sa « bonne conduite » : « Le *non* ne se discute pas [...]. S'il s'agissait de la question de l'amour porté pour ma mère et ma femme, j'aurais réagi de même. Je ne veux pas me conformer et me soustraire à une diminution de mes droits. Bien sûr, de nos jours, il n'est pas facile de suivre une ligne de conduite aussi rigide ; et parfois, je me demande si nous n'exagérons pas par esprit d'aventure, mais la conclusion est toujours identique. Quelle que soit la façon dont cette histoire personnelle et collective se termine, je veux en sortir avec mon capital moral intact. » (Traduction personnelle), dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 331.

<sup>151</sup> Lettre d'Alberto Tarchiani à Turati du 7 juillet 1927, dans Turati (Filippo), *Filippo Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio, op. cit.*, p. 64-65.



comme semble donc vouloir le croire, quant à lui, Tarchiani, tant que l'opposition n'a pas « cédé [aux chemises noires] les postes qu'elle occupe encore<sup>152</sup> », et c'est pourquoi il invite le vieux *leader* socialiste, dans les premiers jours de juillet, à agir de sorte que ce procès soit aussi le sien<sup>153</sup>. Alberto Tarchiani, Gaetano Salvemini, avec Turati, réunissent ainsi dès l'été 1927, en amont de l'ouverture du procès, tous les éléments de leur plaidoirie<sup>154</sup> destinée à l'opinion étrangère<sup>155</sup>.

Filippo Turati, cependant, dans son courrier au président du tribunal, qu'il adresse également aux journalistes étrangers<sup>156</sup>, ne revendique jamais, ni pour lui-même ni pour les co-accusés, de responsabilité « politique » dans cette affaire. Il plaide l'inverse de ce que Parri et Rosselli ont soutenu devant les magistrats chargés de l'enquête : leur condamnation par le régime est simplement injustifiée. Préoccupé par le sort de ses amis et de son ancien camarade socialiste, mais aussi dans l'intérêt de sa propre dignité<sup>157</sup>, il minimise à dessein leur responsabilité dans la décision et l'organisation de son exil en France. Ce faisant il transforme toute l'affaire en un édifiant récit sur l'innocence et la fidélité d'hommes intègres ayant seulement agi « par pure amitié » : d'acte délibéré de désobéissance, de revendication volontaire d'un droit, leur geste n'est plus, selon cette explication, qu'une simple démonstration de solidarité et d'affection.

<sup>152</sup> Allusion à une expression utilisée par Luigi Emery dans une lettre du 22 janvier 1927 à Tarchiani : « Désormais le journalisme est une impasse – tant que dure le régime – et c'est le dernier poste que je peux encore occuper. Attendons, faisons de la résistance passive, avant de céder le peu de positions que nous tenons encore. », dans ISRT, « Alberto Tarchiani », 1-19.

<sup>153</sup> Lettre de Turati à Alberto Tarchiani du 29 juillet 1927, dans Turati (Filippo), *Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio*, op. cit., p. 69-70.

<sup>154</sup> Les courriers de Parri et Rosselli au juge d'instruction, un mémoire rédigé par Turati sur les conditions de son évvasion, enfin un rapport juridique composé par plusieurs juristes italiens exilés, comme Modigliani, démontrant l'iniquité du procès. Ces documents furent d'abord publiés dans les journaux antifascistes – *La Libertà* et *Il Becco Giallo* –, ou, comme le « rapport Modigliani », envoyés aux avocats de la défense.

<sup>155</sup> Lettre de Turati à Salvemini du 10 août 1927, dans Turati (Filippo), *Turati e i corrispondenti nell'esilio*, op. cit., 80-81. Turati et Salvemini discutent à l'époque d'une liste de rédactions étrangères susceptibles de donner un écho favorable à leur campagne ; sont ainsi citées dans leurs échanges des rédactions britanniques – *The Daily Herald*, *The Manchester Guardian*, *The Daily Chronicle*, *The Westminster Gazette*, *The Manchester Guardian* – américaines – *The World (New York)* – françaises – *Le Journal des Débats*, *Le Populaire*, *L'Œuvre*, *Le Soir*, *Le Quotidien*, *La France de Nice et du Sud-Est*. Et d'autres rédactions étrangères, parmi lesquelles le journal belge *Le Peuple*, la *Arbeiterzeitung* de Vienne, la *Libera Stampa* de Lugano, le journal de la social-démocratie berlinoise *Vorwärts*, la *Frankfurter Zeitung* et la *Kölnische Zeitung*. Les journaux édités par les communautés antifascistes établies sur le continent américain sont enfin d'autres relais potentiels.

<sup>156</sup> ISRT, « Giustizia e Libertà », 5-1, « Una fuga dall'Italia » : lettre de Filippo Turati au *Manchester Guardian* du 11 août 1927.

<sup>157</sup> *Ibid.* : « L'affirmation selon laquelle je n'avais pas besoin de complices [dans cette évvasion] peut sembler contradictoire avec les déclarations de Parri et Rosselli, qui ont prétendu avoir organisé ma fuite. Chacun assume généreusement la plus grande responsabilité pour protéger un ami. La vérité est que la décision me revient, elle fut prise au dernier moment, exécutée sans l'aide de mes camarades, devant l'humiliation de me voir sans motif légitime, placé sous surveillance tel un criminel » (Traduction personnelle).

Cette version contradictoire déplace les deux co-détenus à l'arrière-plan de l'événement. Pourtant, Rosselli et Parri sont loin d'envisager, on l'a vu, toute cette aventure comme un simple geste d'amitié, destiné à préserver la « tranquillité » et la « dignité » d'un vieux compagnon. C'est qu'ils sont aussi les seuls à voir dans le contexte italien de 1927, celui d'une souveraineté sans partage où le fascisme occupe tout l'espace public, assez de place cependant pour que s'y développe un mouvement de lutte. Ainsi pour légitimer et sacraliser la violation de la loi en vigueur, il faut poser en face d'elle la plénitude du despotisme. Quelques jours après la sentence, Rosselli livre à Turati une nouvelle version de cette justification élaborée dans les semaines précédant son procès, et mise en acte à cette occasion :

[...] hautement symbolique fut le duel final entre le vieux Erizzo face au jeune et bouillonnant représentant de la loi. D'un côté l'État – cet État avec sa force aveugle, brutale, despotique, étouffante – de l'autre, l'immense patrimoine juridique et la conscience morale d'un homme qui, à un certain moment, crie son refus [du despotisme] et revendique par ses actes le droit suprême à la rébellion. Tout le procès était ainsi un drame continu, au cours duquel les passions se purifiaient et les cœurs battaient à l'unisson. [...] ce qui me semble sûr, c'est que le peuple en a assez, qu'il a besoin de motifs sentimentaux puissants pour se renouveler ; il faut enfin donner une âme et un contenu plus précis, mieux défini, plus indépendant à notre opposition, qui est et doit être la solution aux deux monstres extrémistes dont il semble pourtant que notre pays ne pourra pas à se soustraire<sup>158</sup>.

Son action, comme il l'écrit aussi au magistrat dans sa lettre de février :

Voulait être et fut un cri d'alarme lancé au monde civil ; elle voulait offrir la preuve définitive de la rupture entre deux races, entre deux espèces de morale, entre deux conceptions de la vie ; elle voulait signaler pour les opposants le début d'un processus [...] de libération<sup>159</sup>.

Pour que naisse l'antifascisme, il faut donc que leur décision soit justifiée par une conscience collective qui transcende leur unique personne, leurs intérêts privés et partisans. C'est, ajoutons encore, le sens de la fameuse formule, que l'on retrouve dans les deux déclarations, invoquant

<sup>158</sup> « [...] altamente simbolico fu il duello finale tra il vecchio Erizzo e l'infuriato giovane rappresentante della legge. Da un lato lo Stato - questo Stato con la sua forza cieca, brutale, dispotica, soffocatrice -, dall'altro tutto un grande patrimonio giuridico e la coscienza morale dell'individuo che a un certo punto grida il suo "basta" e rivendica con gli atti il supremo diritto alla ribellione. Il processo fu un dramma continuo, nel quale le passioni si purificarono e i cuori non di rado batterono all'unisono. [...] Quel che però mi pare assodato è che la gente è stufa, che il popolo ha bisogno per rinnovarsi di potenti elementi sentimentali ; infine occorre dare una anima e un contenuto più preciso, definito, indipendente, alla nostra posizione oppositorio che è e deve essere la risolvete dei due bestiali estremi ai quali sembra talvolta che il nostro paese non possa sottrarsi. ». Lettre de Rosselli à Turati du 18 septembre 1927, dans Turati (Filippo), *Filippo Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio*, op. cit., p. 100.

<sup>159</sup> « Voleva essere, e fu in fatto, un grido d'allarme al mondo civile, voleva offrire la viva prova della definitiva rottura tra due Italie, tra due razze morali, tra due opposte concezioni di vita ; voleva segnare per gli oppositori l'inizio di un processo di [...] liberazione ». Lettre de Rosselli au Juge d'Instruction du Tribunal de Savone de février 1927, dans Faggi (Vico), *Il processo di Savona*, op. cit., p. 159.

la tradition *risorgimentale* pour reconnecter l'avenir de l'Italie à cet esprit de liberté et de justice qui vient de son passé<sup>160</sup>. À côté, il semble donc y avoir chez Turati un légalisme un peu anachronique. Il tient en effet pour essentiel que ses compagnons se limitent à soutenir leur innocence pour que la défense insiste au contraire sur les persécutions et les menaces qui pesaient sur lui et lui imposaient de rechercher l'asile en France. Ainsi la magistrature italienne apporterait par elle-même la preuve de l'injustice et de l'illégalité du régime.

Le deuxième acte du procès de Savone débute à partir du 9 septembre, lors de la comparution des cinq détenus face à leurs juges, dans la salle d'audience du tribunal ordinaire de Savone. Le contexte inédit et exceptionnel qui entoure le « procès Turati » nous donne la possibilité de relire toute cette affaire, et les discussions qui s'en sont suivies, comme une « première », émotionnelle et symbolique aussi bien qu'intellectuelle.

Symbolique d'abord, si l'on se souvient du sentiment pessimiste dominant chez les exilés, du fait de leur éloignement et, aussi, de l'absence de mobilisation générale en Italie contre le fascisme. Rappelons du reste, même brièvement pour le moment, que l'émigration politique dut affronter en terre d'exil une opinion plus rétive et méfiante à son encontre, que véritablement bienveillante et compréhensive. Il y avait donc là, avec ce procès, l'occasion d'un retournement : on semblait aussi loin du réfugié diffamateur et comploteur décrit par la presse italienne que du « dangereux extrémiste », tenté par l'insurrection et le crime, dépeint par tant de journaux populaires à l'époque pour désigner l'antifascisme, comme le montre le cas français<sup>161</sup>. Le procès en évasion de Turati et la comparution de ceux qui l'avaient rendu possible offre un de ces moments uniques pour révéler – et l'espère-t-on aussi, atténuer – la dissonance entre réalité et fantasmes. Et si l'on se fie au commentaire que formule à ce propos Barbara Barclay Carter dans le *Manchester Guardian*<sup>162</sup>, l'occasion fut parfaitement saisie. Seule étrangère à pouvoir assister au procès, la journaliste rédigea pour la presse britannique l'unique témoignage écrit au cours de l'audience et publié dans sa forme originelle,

<sup>160</sup> Lettre de Ferruccio Parri à « l'illustrissime Juge d'Instruction du Tribunal royal de Savone » du 18 février 1927, dans Faggi (Vico), *Il processo di Savona, op. cit.*, p. 164.

<sup>161</sup> Vegliante (Jean-Charles), *L'image de l'Italie et des Italiens dans la presse populaire parisienne : 1926-1939*, thèse de doctorat en Études italiennes dirigée par Nicolas Violle, université Paris 3, 1997.

<sup>162</sup> Barbara B. Carter, américaine de mère irlandaise, dirige à l'époque le périodique anglo-saxon *People and Freedom*. Très proche de Don Luigi Sturzo, et amie proche de Bertha Pritchard, connaissance de longue date des Rosselli. Son reportage paraît dans l'édition du 28 septembre du *Manchester Guardian* (republié en Italie dans *Il Mese*, le 30 juillet 1945). C'est une version synthétique des comptes-rendus d'audience qu'elle rédige quotidiennement, le soir dans sa chambre d'hôtel, pendant les six jours du procès auquel elle assiste, en compagnie de Marion Cave. Pour assister aux audiences, les deux femmes se font passer pour des cousines de Rosselli, qui possède, par le biais de son père, une ascendance britannique.

contrairement aux versions rédigées par les chroniqueurs italiens. Dans ce compte rendu, composé au jour le jour, mais présenté dans sa version finale sous forme de synthèse, l'auteure s'est ainsi attachée à décrire le comportement des accusés, et les effets de leur plaidoirie, de même que l'intervention décisive de leurs défenseurs dans l'issue finale du procès : les avocats de Carlo Rosselli et de Ferruccio Parri surtout, les maîtres Erizzo et Ilario Tarchiani pour le premier, et Vittorio Luzzati pour le second. Ceux-là en particulier ont chacun su tirer parti de la présence importante d'un public, marquant par leur attitude et leur plaidoyer les esprits et la mémoire de l'événement : d'anciens élèves de Rosselli lorsque celui-ci enseignait à Gênes assistèrent à l'audience comme Francesco Manzitti, des amis de Milan également à l'exemple du socialiste Fernando Santi<sup>163</sup>. Parmi ces visages familiers et amicaux figurait aussi celui de Carlo Levi, dont les souvenirs ont ensuite restitué une image tout à fait pittoresque et saisissante de la scène :

Le procès était complètement renversé : les accusés devenaient à la fois les accusateurs et les juges. Avec eux, dans le prétoire, et à l'extérieur, le public, la population, toute la ville a pris une part active à ce jugement. En dehors de la salle d'audience, les gens interrogeaient ceux qui sortaient, exprimaient leur satisfaction par des mots brefs ou un simple hochement de tête, sans éprouver de crainte. Combien en ai-je ainsi rencontré qui, sans même me connaître, ont exprimé à mon encontre une sympathie, une amitié soudaine, un sentiment de communion<sup>164</sup>.

Du prétoire à l'ensemble de la cité, l'excitation qui saisit la foule est ainsi mise en relation avec la volonté communicative des accusés qui s'expriment dès les premiers jours du procès. Celui-ci s'ouvre en effet par l'interrogatoire de Ferruccio Parri. Fidèle à sa lettre adressée au juge d'instruction, son intervention ressemble davantage à une plaidoirie qu'à un véritable questionnaire. Il choisit ainsi de suivre la ligne de conduite qu'il s'est fixée sept mois plus tôt, au début de sa détention, et revendique la responsabilité politique et morale devant ses accusateurs et ses juges. L'après-midi, vient le tour de Rosselli. Sa déposition, « constamment interrompue » par le président du tribunal et ses assesseurs, ressemble à une « joute orale » écrit Carter, à l'issue de laquelle c'est « tout le fascisme » qui est « cloué à la barre » des accusés<sup>165</sup>. Tous deux, Parri et Rosselli, maintiennent, ce qui semble avoir le plus grand effet auprès de

<sup>163</sup> Tranfaglia (Nicola), *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia sociale moderna*, op. cit., p. 296.

<sup>164</sup> « Il processo era rovesciato : gli imputati erano gli accusatori e i giudici. Con loro, nell'aula e fuori, il pubblico, il popolo, la città intera, era parte attiva di questo giudizio. Fuori del tribunale la gente interrogava chi usciva, esprimeva con parole o con cenni, senza paura, il suo accordo. Quanti ne ho trovati che, senza conoscermi, intuivano un sentimento comune, una volontà, una improvvisa amicizia ! ». Voir : Levi (Carlo), « Ricordi del processo », dans Faggi (Vico), *Il processo di Savona*, op. cit., p. 95-96.

<sup>165</sup> Barclay Carter (Barbara), « Il processo di Savona », dans *Ibid.*, p. 105.

toute l'audience – « du président de la Cour au plus humble des spectateurs » précise-t-on encore –, leur intransigeance à revendiquer leur pleine et consciente responsabilité. Ils ne s'abritent pas derrière la figure de Turati, censée couvrir leur geste, pour invoquer la clémence de leurs juges et annuler les chefs d'accusation relevés contre eux. Mais ils ne s'empêchent pas de porter l'accusation sur les groupes fascistes, qui faisaient régner la terreur autour d'eux, et sur les autorités de police administrative contre lesquelles ils plaident aussi « l'état de nécessité » pour justifier leur acte. C'est ici que certains historiens, en s'appuyant sur le récit livré par Barbara B. Carter ont revisité rétrospectivement une défense flamboyante, où Parri et Rosselli, entourés de leurs avocats, auraient été les prototypes oubliés de George Dimitrov et du maître Marcel Willard entre autres, qui, six ans plus tard à Leipzig, figurerait à son tour « l'exemple d'un homme vivant » dressé contre le mythe du fascisme omnipotent.

Au fil du procès, et surtout après que Parri et Rosselli aient pris la parole, que leurs défenseurs aient témoigné de leur vie, tous ces jeunes fascistes, visiblement secoués, semblaient demander « ce sont eux, les antifascistes ? Ce n'est pas ainsi qu'on nous les avait décrits » [...] Le procès fini, leur rééducation semblait achevée. [...] Cela fut l'effet d'une semaine de liberté d'expression, et de la révélation offerte à cette occasion par des hommes comme Ferruccio Parri et Carlo Rosselli<sup>166</sup>.

Témoignage édifiant, où la journaliste britannique invoque les deux antifascistes comme les protagonistes d'un roman pédagogique, derniers exemples de grandeur morale et de courage. Parri et Rosselli, en s'emparant du dernier espace public d'un pays en proie à la violence et au mensonge, parlaient non seulement pour des « milliers de résistants invisibles »<sup>167</sup>, mais aussi directement aux fascistes sur lesquels le mouvement exerçait une espèce de fascination aliénante. Ce faisant, Barbara Carter montre que l'antifascisme est plus uni qu'il ne l'envisage encore lui-même au fascisme : il lui faut inventer son propre mythe et personnaliser une cause sinon trop abstraite pour pousser à l'action, exercer un effet galvanisant sur les masses.

<sup>166</sup> « Ma con lo svolgersi del processo e soprattutto dopo che Parri e Rosselli ebbero parlato e le loro vite furono tracciate dai rispettivi difensori, quei giovani fascisti, visibilmente scossi, sembravano domandarsi : “Questi sono gli antifascisti ? Non così ce li avevano descritti“. È certo che le loro espressioni divennero più aperte, più umane. Al termine del processo, la loro rieducazione appariva completa. Nessuno avrebbe riconosciuto i giovani tenebrosi e accigliati di una settimana prima in quei ragazzi sorridenti, che, messa da parte tutta la loro precedente arroganza, cercavano di regolare, con una serenità da policemen londinesi, il movimento della folla. Questo era stato l'effetto – nel 1927 – di una settimana di libertà di parola, della rivelazione offerta da uomini come Ferruccio Parri e Carlo Rosselli. » Barclay Carter (Barbara), « Il processo di Savona », dans *Ibid.*, p. 114-115.

<sup>167</sup> Allusion au poème de Bertolt Brecht, « Adresse au camarade Dimitrov qui lutte à Leipzig contre le tribunal fasciste » de décembre 1933 publié dans la revue *Commune*. Voir : Morgan (Kevin), « Staline, Dimitrov et le culte de l'individu », *Monde(s)*, 2016/2, n° 10, p. 69-88.

Le troisième acte, car ce procès a bien sûr une suite et des incidences, montre l'ambiguïté du verdict rendu, au regard du moment historique dans lequel il prend place. Car au total en effet, si l'on s'en tient toujours aux commentaires suscités par l'événement, le plaidoyer antifasciste du deuxième acte, sans manquer d'éclat, aurait été à court d'impact, n'ouvrant à peine plus qu'une « simple et brève parenthèse »<sup>168</sup> aussitôt refermée. Dans les jours qui suivent le procès, le silence des journaux fascistes<sup>169</sup> contraste avec l'importance que la presse de l'opposition accorde à l'événement. Cette ostentation médiatique d'un côté, et cette discrétion forcée de l'autre en disent assez long sur l'importance du verdict pour l'antifascisme.

Dans leurs journaux, l'hebdomadaire *La Libertà* et la revue satirique *Il Becco Giallo*<sup>170</sup>, les exilés antifascistes insistent ainsi, pour faire une meilleure démonstration de leur « victoire », sur une même anecdote, laquelle concerne l'un des avocats de la défense<sup>171</sup>, encarté au parti fasciste :

Un journal a récemment rapporté le commentaire qu'aurait prononcé l'avocat Hoppenheimer, fasciste, défenseur de l'un des accusés : « Un seul procès, chaque mois, comme celui-ci et le fascisme est mort en peu de temps »<sup>172</sup>.

Le même personnage, en effet, fournit au *Becco Giallo* cet autre détail, saisi le matin du 14 septembre, à l'ouverture du dernier jour d'audience, également symbolique d'un basculement saisissant dans l'opinion à ce moment :

« Je suis encore sous le coup de l'émotion – débute-t-il – parce que dans cette salle continuent de résonner les mots qui nous ont profondément secoué hier. L'avocat Luzzatti [lors de sa plaidoirie] a interprété hier notre sentiment à tous quand, du haut de

<sup>168</sup> Altavilla (Francesco), « Il processo di Savona », art. cité, p. 17.

<sup>169</sup> Le dernier article publié, par exemple, dans *Il Popolo d'Italia* est daté du 13 septembre. Il délivre, sous forme de synthèse, le contenu des dépositions prononcées contre Turati et les organisateurs de l'exil – notamment celle du commissaire Bucarelli, chargé de surveiller les domiciles de Turati et de Treves à Milan – et la requête du Ministère public contre les accusés.

<sup>170</sup> Bi-hebdomadaire dirigé par Alberto Giannini qui connut un premier succès d'audience en Italie, entre janvier 1924 et janvier 1926. Le journal reparait ensuite en France, sous la direction du même Giannini, associé au journaliste Alberto Cianca et financé en large partie par les contributions que récoltent auprès des émigrés la Concentration antifasciste. Il reçoit également le soutien de certaines personnalités comme Nitti, puis Rosselli à partir de 1929. En plus de continuer à être diffusé à l'étranger, le titre commence alors également à circuler clandestinement en Italie, comme porte-voix de la Concentration d'action antifasciste.

<sup>171</sup> L'avocat Oppenheim (orthographié parfois Oppenheimer ou Hoppenheimer), défenseur de Francesco Spirito, commerçant établi à Savone, avec qui Lorenzo Da Bove entra en relation afin d'acquérir l'embarcation sur laquelle les organisateurs de l'exil rejoignent la Corse puis le sud de la France en décembre 1926.

<sup>172</sup> « Un giornale ha riferito che l'avvocato Hoppenheimer, fascista, difensore di uno degli imputati al processo di Savona avrebbe così commentato l'avvenimento : “Un processo come questo al mese e il fascismo in pochi mesi è morto“. », dans « Emulazione vittoriosa », *La Libertà*, 25 septembre 1927.

son éloquence, il a aussi exprimé l'espoir que les barrières dressées entre les Italiens tombent »<sup>173</sup>.

Ainsi, il poursuit, soutient encore l'innocence de son client, privilégiant pour cela l'argument moral de la nécessité d'oublier et de pardonner, dans une volonté de consensus et de retour à l'harmonie entre citoyens :

Messieurs, je vous prie au nom de Dieu. C'est la vie morale d'un homme que vous êtes en train de juger, c'est la liberté que vous devez lui rendre, afin qu'il puisse retourner dans le sein de la communauté des citoyens la tête haute. Dans le cas contraire, vous fermeriez les portes de la cité à cet homme, comme on le faisait autrefois dans les villages de l'époque médiévale<sup>174</sup>.

Ces chroniques du procès s'arrêtent aussi sur l'instant de joie qui accompagne la lecture par le président du tribunal de la décision des juges. C'est l'occasion de la mise en scène d'un paradoxe troublant pour la presse de l'exil entre « l'apparence totalitaire du fascisme » et « la réalité de l'antifascisme », sa popularité et sa présence dans toutes les consciences italiennes<sup>175</sup>.

Mais ailleurs, dans la presse française de gauche par exemple, on revient aussi sur un jugement « surprenant »<sup>176</sup>. La rédaction de *La Libertà* elle-même l'exprime plus nettement : « Le procès de Savone conserve par-devers lui des lignes de mystère... »<sup>177</sup>. Les peines infligées par le jury, grandement inférieures à celles requises par le procureur du roi, n'allaient pas en effet jusqu'à l'acquittement des prévenus. C'est qu'en dépit des apparences, les magistrats du royaume, y compris les avocats de la défense adoptent une ligne très étriquée. Non que la plaidoirie et beaucoup de leurs arguments aient complètement noyé les motivations politiques revendiquées par leurs clients. Vittorio Luzzati pour Parri, comme Paolo F. Erizzo et Ilario Tarchiani pour Rosselli, insistent assez par exemple sur la noblesse de leur personnalité et la sincérité de leur engagement. Mais la limite de leur défense était de partir des mêmes postulats intellectuels que ceux imposés par la législation de 1926 et de plaider, certes contre, mais à l'intérieur de l'idéologie « totalitaire » de la majorité qui voulait criminaliser toute forme

<sup>173</sup> « “Io sono commosso – dice nell'esordio – perchè vibra ancora in quest'aula la parola che ci ha fatto piangere di profonda emozione. L'avv. Luzzatti ha interpretato ieri il sentimento di tutti noi quando con alta eloquenza ha auspicato che cadano le barriere fra italiani e italiani“. », dans « Il processo di Savona per l'evasione di Filippo Turati dall'Italia », *Il Becco Giallo*, supplemento al n° 10, novembre 1927.

<sup>174</sup> *Ibid.* : « “Signori, vi supplico in nome di Dio. È la vita morale di un uomo che voi dovete giudicare, è la libertà che gli dovete restituire, perchè egli possa tornare nel consorzio civile a testa alta. Altrimenti voi chiudereste alle sue spalle le saracinesche della porta del Comune, come si usava negli antichi borghi medioevali. »

<sup>175</sup> « Emulazione vittoriosa », *La Libertà*, 25 septembre 1927.

<sup>176</sup> « La justice fasciste condamne M. Turati à 18 mois de prison », *Le Quotidien*, 16 septembre 1927.

<sup>177</sup> « Impressioni d'udienza », *La Libertà*, 25 septembre 1927.

d'expression politique contraire au fascisme ; de s'abstenir, par suite, d'une véritable défense « de rupture », autrement dit qu'une véritable défense politique.

Le verdict du jury s'offre lui aussi comme un miroir de ces contradictions. Il faut dire que toute la société italienne évolue encore à l'aune de ce syncrétisme entre l'ancien système libéral et le nouveau régime fasciste. Cette coexistence concerne au premier plan l'institution juridique et le droit italien : en témoigne, la persistance, à côté du nouveau code pénal voté en 1926 et qui introduit le délit d'émigration qualifié de « politique », de l'ancien code Zanardelli. La sentence finale fournit un bon exemple des échafaudages juridiques pour le moins acrobatiques que cela exige : lorsque les juges rejettent l'argument de la mise en danger de la vie de Turati, sans que la thèse adverse du motif politique et « antinational » ne leur apparaisse plus convaincante pour autant. Ils se tiennent sur une ligne de crête qui consiste finalement à rejeter le principal chef d'accusation retenu contre Turati et le reste de l'organisation qui l'a aidé à s'exiler, sans contester, sur le fond, la nouvelle législation sur l'émigration. Le président du Tribunal, Pasquale Sarno, est revenu, après la guerre, sur la signification de la sentence rendue trente ans auparavant :

Il est certain que le caractère de ce procès fut délicat à définir, car il fallait déterminer si Turati avait été poussé [à l'exil] par un « motif politique », comme le présumait le chef d'accusation, ou pour d'autres raisons. L'enquête n'a pas été aisée, compte tenue d'autre part de la personnalité de Turati, hostile au régime, et des idées politiques qu'il professait, confirmant *a priori* la thèse du motif politique. Par conséquent, il a été impossible de maintenir cette affaire dans des limites restreintes, comme on pouvait s'y attendre et nous n'avons pas tenté de le faire, sauf lorsque les arguments de la défense abordaient un domaine trop extérieur et lointain au procès en question. La sentence fut clémente, car la Cour a exclu le motif politique et a considéré que Turati, âgé et gravement malade, avait fui à l'étranger pour soigner ses maux, dans un lieu approprié, comme le lui avaient conseillé les médecins. Or il avait vainement essayé d'obtenir un passeport auprès du Ministère, muni de certificats médicaux, et malgré l'avis favorable de la préfecture de Milan. Le délit a donc été réduit en simple contravention<sup>178</sup>.

Ce qui soutient à l'évidence cette interprétation, c'est encore une lecture libérale, et donc beaucoup plus étroite du « crime politique », comme dans ce passage du verdict :

<sup>178</sup> « Certo che l'indole del processo era estremamente delicata perché bisognava indagare se Turati fosse stato spinto da "movente politico" nell'evadere dall'Italia come diceva il capo dell'imputazione, o da altri motivi. L'indagine non era facile, data la personalità del Turati, avverso al regime fascista, e le sue dottrine che facevano presumere senz'altro il "motivo politico". Perciò la discussione della causa non poteva essere mantenuta in ristretti limiti, come si prevedeva, e veniva arginata solo quando eccedeva la giusta difesa e straripava in campo estraneo al processo. La condanna fu mite perché il Tribunale escluse il fine politico e ritenne che Turati, vecchio e gravemente infermo, era fuggito all'estero per curare i suoi mali, in luogo adatto, come avevano consigliato i medici, perché invano aveva fatto domanda di passaporto al Ministero, corredata da certificati medici, malgrado il parere favorevole del prefetto di Milano. Il delitto, quindi, degrado' in semplice contravvenzione. », dans *Il Mondo*, n° 3, 17 janvier 1956.



L'expatriation [...] n'est délictuelle seulement dans le cas où elle est déterminée par une intention politique. Une telle intention est à entendre au sens d'agissements contraires à la nation, à la patrie et au régime politique. [...] Ainsi comprise, l'intention ne peut être simplement présumée, mais doit résulter de faits concrets<sup>179</sup>.

Était-ce cependant reconnaître une légitimité et un droit d'expression à toute idée politique contraire au gouvernement et à « l'idéologie » du fascisme ? En fait, dans leur décision, en rejetant expressément le caractère politique des motifs invoqués par les accusés dans le cours du procès, ils en viennent à contester la validité et le futur de leur lutte. Rien, affirment-ils pour justifier leur décision, n'est moins insignifiant et inactuel que ces motivations :

Leurs idées politiques sont désormais de vieux fardeaux, devenus pour eux encombrants et impuissants face aux nouvelles conceptions éthiques et sociales qui réunissent le consensus unanime de la Nation<sup>180</sup>.

Ainsi, que peut la prétendue « supériorité morale »<sup>181</sup> des deux antifascistes, Parri et Rosselli, sans d'autres appuis politiques ? Dans l'immédiat, à la suite du procès, les deux hommes sont remis en détention, à Savone, pendant encore deux mois, après lesquels ils sont traduits, l'un à Lipari, l'autre à Ustica, pour une peine d'une durée officielle de cinq ans, dans les îles du *confino*<sup>182</sup>.

<sup>179</sup> « [...] l'espatrio in tanto è punibile in quanto viola le norme che regolano la materia (mancanza di passaporto ed altri documenti equipollenti), e diventa delittuoso se sia determinato da motivo politico. Il contenuto di tale deve essere antinazionale, antipatriottico, avverso al regime di governo, poichè l'intento della legge è di difesa statale e nazionale. Il motivo politico deve essere il motivo determinante il reato di espatrio clandestino, e cioè l'unico che integri il rapporto di causalità volontaria fra movente e fatto », dans ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Nuove acquisizioni, 2-2, Sentence du Tribunal pénal de Savone du 14 septembre 1927.

<sup>180</sup> *Ibid.* : « Le loro idee politiche, ormai inutile fardello vinto e seppellito da nuove concezioni etico-sociali che raccolgono l'unanime consenso della Nazione, non possono da sole costituire l'elemento integratore del reato, non accompagnate come sono da qualsiasi altro elemento concreto. »

<sup>181</sup> « Il fascista Oppenheim rese omaggio alla superiorità morale di Carlo Rosselli e di Ferruccio Parri », dans « Impressioni di udienza », La Libertà, 25 septembre 1927.

<sup>182</sup> Conformément à la décision rendue le 15 décembre 1926 par la Commission provinciale de Milan pour l'assignation au *confino* suite à leur arrestation, la veille, à Marina di Massa. ACS, MI, DGPS, DAGR, Confinati politici, b. 883., fasc. personali Carlo Rosselli.

DEUXIEME PARTIE

« *Giustizia e Libertà* » : prix et limites de l'action directe

(1927-1932)

## Inventer une « propagande de liberté »

« Que pourrait faire un Italien de culture libérale, et contraire à la violence, pour *s'opposer* à la dictature fasciste ?<sup>1</sup> » s'interroge Gaetano Salvemini. L'action, sa nature et son importance, est l'un des points de dispute principaux de tout ce qui peut s'écrire dans les milieux de l'antifascisme, des dernières années de « semi-liberté » à celles qui suivent le plébiscite de 1929 où s'installe un type d'autoritarisme inédit dans l'histoire. Le mot et l'idée d'antifascisme renvoie tout à la fois à un problème de détermination et de circonscription, autant dans ses horizons idéologiques qu'éthiques. Tellement nombreux en effet sont les rapports qui surgissent soudain entre la question de la force, de l'agir et de l'antifascisme, qu'il y a bien des raisons de partir de ce témoignage pour envisager le développement, dans l'antifascisme, de moyens de résistance pour affronter efficacement le régime fasciste.

Surtout que cette problématique apparaît, nous y avons assez insisté, dans un contexte rendu incertain par le brouillage des clivages politiques, depuis le conflit mondial. Nous avons pour le moment retracé une partie de l'itinéraire de pensées et d'actions qui conduit à l'antifascisme ; il reste à comprendre la façon dont s'opère sa métamorphose de « sursaut moral » en force politique. Avec la création de la « Concentration d'action antifasciste » puis, deux ans plus tard, celle de « *Giustizia e Libertà* », cette opposition, qui s'installe et se naturalise, en France surtout et dans les pays de l'exil, cherche à définir sa pratique de lutte, entre efficacité et légitimité.

### **Interpréter, informer, dénoncer : une « vérité » impuissante contre le fascisme ?**

À partir de la seconde moitié des années vingt, l'antifascisme rayonne surtout hors d'Italie. De l'observatoire qu'offrent les démocraties étrangères pour tous ses hommes exilés, l'Italie se contemple comme un chaos de violence et de désordre que sanctionne un champ de ruines.

<sup>1</sup> Salvemini (Gaetano), *Dai ricordi di un fuoruscito : 1922-1933*, Franzinelli (Mimmo, éd.), Turin, Bollati Boringhieri, 2002, p. 57 : « Che cosa mai potrebbe fare un italiano di sensi liberali, avverso alla violenza, per opporsi alla dittatura fascista ? A che giova la forza morale contro un partito il cui vanto è di essere giunto al potere con la violenza, e che intende rimanervi con la violenza ? Le parole opporsi, resistere, rivoltarsi, nell'Italia d'oggi, non possono avere che un significato : contrapporre forza a forza. Il problema di opporre forza a forza non è dei più facili [...]. »

C'est par conséquent dans le regret de ce que le fascisme a détruit que s'élaborent les plaidoyers et la contre-propagande des réfugiés.

Il faut ici nous arrêter un instant sur le rôle, à l'étranger, des élites intellectuelles et politiques antifascistes. Il nous semble indispensable en effet d'observer plus attentivement l'action des émigrés, qui nous apportent par leur position centrale dans la diffusion d'une grande partie des réflexions antifascistes de l'époque un témoignage non négligeable sur les positionnements idéologiques choisis et assumés face au fascisme.

### ***Ce qu'enseigne l'Italie : guerre, fascisme et héritage démocratique dans le discours des réfugiés politiques***

C'est donc, dans un premier temps, la question même du fascisme qui fait débat, comme le laisse penser l'exceptionnelle croissance de la littérature sur le sujet dès la moitié des années vingt. La seule information chiffrée sur ces publications, ajoutée au nombre d'articles publiés dans la presse par exemple, suffirait autrement dit à démontrer que le fascisme et la vie politique italienne constituent l'une des grandes préoccupations de l'époque, bien qu'il reste un phénomène relativement méconnu et peu problématisé<sup>2</sup>. Littérature académique proprement dite, mais aussi bon nombre d'essais politiques et autres textes de circonstance, comme des brochures par exemple, font du fascisme un thème parmi les plus sensibles et les plus polémiques de l'époque, livrant chacune leur propre interprétation des événements et de l'histoire contemporaine de l'Italie. L'intérêt que présente pour nous cette dynamique de publicité sur le sujet se trouve d'abord ici. Plus que le nombre de volumes publiés, il importe en effet de souligner la conception du thème en question et, ainsi, indirectement, la vocation que se donnent les journalistes, intellectuels et anciens députés exilés à l'étranger et qui participent, par leur production, à constituer cette vaste littérature sur le fascisme et les événements italiens. Les auteurs de ces analyses sur le vif du fascisme présentent tous la singularité d'avoir assisté aux épisodes qui en sont à la source, de les avoir subis et en quelques rares situations – même pendant de courtes périodes – agis ; vécus en tout cas pour tous, bien que d'une manière finalement dissemblable, au regard des impressions développées ensuite.

Interprétation ? Ne serait-ce pas cependant beaucoup dire pour des écrits produits à chaud, dans des conditions qui s'opposent à une recherche sereine, soit parce que le matériel fait défaut, soit parce que les réalités quotidiennes de l'émigration exposent ces auteurs à des conditions de

<sup>2</sup> Vegliante (Jean-Charles), *L'image de l'Italie et des Italiens dans la presse populaire parisienne : 1926-1939*, *op. cit.*

vie parfois difficiles, toujours pénibles. Plus souvent encore la difficulté tient, davantage qu'à un manque de « recul historique », considéré pourtant si indispensable à la rationalisation et à la compréhension des faits, à l'affectivité et au jugement nécessairement partial qu'un phénomène tel que le fascisme a suscité, pour qui s'est engagé si passionnément et si intensément à le combattre. Enfin, et surtout, si les questions auxquelles sont consacrés ces textes – pour l'essentiel, la recherche des effets et des causes – sont rendues urgentes pour tout un ensemble de motifs, comme le besoin d'apporter une réponse à la diffusion des thèses favorables au fascisme au sein des sociétés démocratiques, ces questions pourraient toutefois sembler non pertinentes, au regard des impératifs qui s'imposent à tous ceux restés en Italie.

C'est que le caractère urgent, brûlant, de ces questions est aussi déterminé par les enjeux du présent, tant les faits de cette histoire immédiate pèsent encore lourdement sur les auteurs en question, qui sont tous aussi des acteurs de la vie politique italienne, impliqués de près ou de loin par les événements soumis à leur interprétation : citons, parmi d'autres, le cas déjà évoqué de Salvemini, le socialiste exilé à la fin de l'année 1926 Filippo Turati ou encore le juriste Silvio Trentin. Ces auteurs, s'ils cherchent tous à retrouver l'origine des bouleversements contemporains et à en suivre le cours avec application, apportent chacun une version différente aux questions obsédantes et identiques qu'ils poursuivent. À savoir : l'avènement du fascisme répond-il à une nécessité ? Et si oui, de quel genre de nécessité faut-il parler ? Les événements antérieurs au fascisme le justifient-ils<sup>3</sup> ? Dans le cas contraire, si l'on refuse, pour comprendre le fascisme, de s'en remettre aux « ressources inépuisables » d'un « déterminisme tellement à la mode », comme le déplore Silvio Trentin<sup>4</sup>, où trouver ailleurs que dans les circonstances et en replaçant l'interprétation sur le terrain tout humain de la morale, les éléments pour en fournir une explication satisfaisante, tant d'un point de vue historique que politique. S'il nous est ainsi possible de constater un accord, sinon complet, du moins fort large, pour situer les origines du phénomène dans la guerre de 1915-1918, il reste que des différences d'appréciation existent dans la façon de penser le lien entre les deux événements. Ces textes sont donc loin de former un ensemble cohérent. On y trouve le verbe de ceux qui prennent difficilement conscience du chaos qui les a surpris et saisis, mais qui n'en doivent pas moins le décrypter et l'expliquer, aux autres comme à eux-mêmes. Ils ne peuvent se contenter des premières images et des lectures antérieures, contre lesquelles ils cherchent au contraire à marquer leur distance et à démontrer

<sup>3</sup> Trentin (Silvio), *Les Transformations récentes du droit public italien de la Charte de Charles-Albert à la création de l'État fasciste*, Paris, M. Giard, 1929, p. XV.

<sup>4</sup> Trentin (Silvio), *Aux sources du fascisme*, Paris, M. Rivière, 1931.

le caractère simpliste et réducteur. Au contraire, le contexte de recherche propre au milieu des réfugiés antifascistes s'oppose à ce qu'ils considèrent à la fois comme un réductionnisme abstrait et incompatible avec la cause qui est à la leur. Il réclame une explication de ce qui reste encore un mystère dans l'esprit de chacun.

Au milieu des textes qui sont nés de ce besoin de témoigner, d'expliquer mais aussi de rendre des comptes, nous avons en priorité retenus ceux écrits par deux personnalités : Filippo Turati et Silvio Trentin. Pour leur caractère significatif et assez exemplaire de ce qu'incarne l'antifascisme démocratique à cette époque. Mais aussi pour leurs divergences, de registre et d'idée, non moins symptomatiques. Turati, figure morale de cette opposition en tant que dirigeant du socialisme réformiste et ancien acteur de la « sécession aventine », tenu de rendre compte de son action et d'expliquer les raisons de la faillite démocratique en Italie, est ainsi progressivement porté à énumérer les motifs socio-historiques avant-coureurs tout en détaillant l'événement au prisme de ses propres convictions politiques : la conséquence est à l'évidence d'atténuer le contrecoup de la défaite, et de prévenir tout hiatus entre les représentations et les faits. De là à conclure que le moment réactionnaire du début des années vingt viendrait parachever un lent processus profondément enraciné dans les structures d'un pays, il n'y a qu'un pas, que l'on n'ose toutefois franchir aussi aisément que parmi d'autres milieux critiques de l'antifascisme en exil, situés aux franges de ce rassemblement interpartisan. Trentin, proche à son arrivée en France dans le pays auscitain de « l'antifascisme gascon »<sup>5</sup>, se sent moins tenu pour sa part de justifier la conduite de son parti<sup>6</sup> ou la sienne propre, et son propos vise essentiellement à défendre le Statut de 1848 et les institutions démocratiques italiennes. Son interprétation des événements récents tend ainsi à mettre en exergue l'écart brutal, soudain, qu'installe le fascisme entre un avant et un après. Si les deux témoignages poursuivent des objectifs et des voies finalement assez différentes l'une de l'autre, leurs auteurs n'échappent pas à quelques confusions qui proviennent pour chacun de la complexité d'avoir à distinguer et à concilier la force des volontés humaines, et celle des circonstances, sans donner au fascisme

<sup>5</sup> Sur Silvio Trentin, il existe de nombreux travaux, dont deux biographies vers lesquelles nous nous permettons de renvoyer le lecteur : Rosengarten (Frank), *Silvio Trentin dall'interventismo alla Resistenza*, Milan, Feltrinelli, 1980 ; Arrighi (Paul), *Silvio Trentin : Un Européen en résistance (1919-1943)*, Portet sur Garonne, Loubatières, 2007. Voir aussi : Paladini (Giannantonio), *Silvio Trentin e la Francia : saggi e testimonianze*, Venise, Marsilio, 1991.

<sup>6</sup> Dans l'immédiat après-guerre, Silvio Trentin rejoint le néo-mouvement de la « *Democrazia sociale* » fondé par Mario Marinoni, juriste engagé dès 1919 dans la reconstruction politique et économique de sa ville d'adoption, Venise. Influencé par les idées du mazzinisme, le parti se montre largement ouvert aux questions sociales mais contraire à la lutte des classes et à la tradition du collectivisme. Trentin rejoint ensuite le rassemblement animé par Giovanni Amendola, sous la bannière duquel il se présente aux élections du printemps 1924.

la substance historique qu'ils lui refusent. C'est à ce point où leur analyse revient à choisir entre une rigueur inquisitrice, parfois incisive, et la défense d'un héritage démocratique et à magnifier le second sans perdre de vue la première. Plutôt, cependant, que d'envisager cette rhétorique sous le signe unique de la mauvaise foi, nous tenterons d'en chercher et d'en comprendre aussi la foi qui l'anime.

Avec les hommes de l'antifascisme dit démocratique, nous voici en effet ramenés à des interprétations qui font appel à des explications humaines. Le cours des choses aurait-il pu être différent ? Les réfugiés politiques reconnaissent entre eux qu'ils doivent faire confiance à leur propre expérience et leur vécu davantage qu'à l'idée rassurante d'une nécessité transcendante englobant les événements présents dans une représentation idéologique de l'histoire.

Dans la mesure toutefois où leurs réponses, déterminées comme elles le sont aussi par le besoin « d'impressionner » l'opinion et d'universaliser les enjeux de leur combat, doivent à l'évidence les acquitter en montrant, par contraste, toute la monstruosité d'un phénomène anachronique et contraire au mouvement de la civilisation européenne. Une certaine forme de nécessité est donc encore à l'œuvre mais celle-ci ne peut être qualifiée de catégorique. Il n'est évidemment plus question d'envisager la suppression totale des libertés démocratiques comme une forme de réponse à des « nécessités particulières » au contexte italien, mais comme une mise en garde destinée aux démocrates et aux masses socialistes à ne pas céder aux sirènes de « l'utopisme décervelé et démagogique » et à se défier de toute forme d'agitation et d'attitudes « extrémistes et intransigeantes »<sup>7</sup>.

Rien ne le montre mieux que les textes de Filippo Turati, publiés au cours de l'année 1928. Celui qu'il présente, dans la revue d'un syndicat new-yorkais à l'occasion du 1<sup>er</sup>-Mai, et qui porte le titre programmatique « Fascisme, Socialisme et Démocratie », est pleinement animé par la préoccupation de faire comprendre qu'il s'agit ici d'une affaire intéressant toutes les nations démocratiques. « *De re vestra agitur*, ce que montre l'Italie aux autres pays c'est que cela fait déjà partie de votre réalité aujourd'hui, et pourra le devenir demain ». Il n'en est pas moins et d'abord un texte de confirmation de son action et de ses idées, une profession d'auto-assurance. Il s'agit de rendre compte des difficultés internes et externes rencontrées par l'Italie dès le déclenchement de la guerre, des erreurs commises par le petit groupe « d'extrémistes » qui dominaient alors le parti socialiste, et Turati, qui déroule les événements depuis la guerre jusqu'à la diffusion en Europe du « mythe bolchévique », fait un sort particulier à la bravade

<sup>7</sup> Turati (Filippo), « Fascismo, Socialismo e Democrazia » [1928], dans Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 122.

maximaliste. Il n'hésite pas davantage à démontrer la nécessité d'un « gradualisme prudent ». Notons que, concerné comme il l'est par la justification de ses idées et de la pratique du réformisme, Turati insiste ici sur l'harmonie naturelle qui existe entre le socialisme et la démocratie.

Prononcé à la fin de l'été 1928, le second texte de Turati insiste plus clairement sur cette alliance. Présent à Bruxelles pour participer au Congrès de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS), il est invité à prendre la parole pour témoigner au nom des « nations opprimées », au même titre que deux autres émigrés russes, victimes du bolchévisme. À cette occasion, il plaide à nouveau la voix de la raison et du modérantisme, l'idée de la paix entre les peuples et les nations pour endiguer le fascisme qu'il définissait, rappelons-le, au moyen de cette autre image : « la guerre est, en substance, le fascisme entre les nations, comme le fascisme est la guerre qui se prolonge à l'intérieur de chaque nation et contre toutes les autres nations. » Ainsi, plus que tout, il met l'accent sur l'impérieux besoin de solidarité internationale, comme de la solidarité entre les classes, la bourgeoisie d'un côté, le prolétariat de l'autre, face aux deux folies modernes : le fascisme et le bolchévisme. Ceux-ci ont effectivement en commun de se répandre sur les ruines laissées par la « psychose guerrière » qui a « enivré » l'Europe, au détriment de l'alternative qu'il veut incarner, que le socialisme doit incarner :

Le fascisme conspire avec le bolchévisme, dont il n'est que la pâle copie. [...] Il n'est seulement, comme on l'a dit, une sorte de bolchévisme inversé, c'est un véritable bolchévisme, au service de la réaction [antidémocratique]. [...] S'il arrivait au fascisme de durer longtemps, s'il se développait pleinement, il n'aurait qu'une seule issue : le communisme, dont il a agité le spectre, pour apeurer la population [...]. Le fascisme et le bolchévisme portent donc le même uniforme, avancent donc cette même alternative mensongère : *le communisme ou le fascisme*. C'est le mot d'ordre commun de Mussolini et de la Troisième internationale. Oubliant volontairement qu'entre ces deux termes, contre cette antithèse, il existe une troisième solution : le socialisme et la démocratie, la *démocratie socialiste*. À une seule condition cependant : qu'étant véritablement fidèle à lui-même, le socialisme sache être en même temps la démocratie, sans malentendus et sans concessions opportunistes ; la démocratie, dont le socialisme est le couronnement logique et nécessaire<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> « il fascismo cospira col bolscevismo, di cui è il piatto plagiatario. [...] Esso non è soltanto, come fu detto, una specie di bolscevismo alla rovescia, è un bolscevismo reale, a servizio di tutte le reazioni. [...] Se il fascismo durasse a lungo, se si sviluppasse appieno, non avrebbe che un unico sbocco : il comunismo, di cui ha agitato lo spettro, per spaventare e taglieggiare la gente timorata di ogni stato sociale. Perciò esso ha col bolscevismo questa divisa in comune, questo dilemma menzognero : *o comunismo o fascismo*. È la parola insieme di Mussolini e della Terza Internazionale. Dimenticando, tacendo di proposito che fra questi due termini, e contro quest'antitesi, c'è il terzo termine : il socialismo e la democrazia, la *democrazia socialista*. Ad una sola condizione : che essendo veramente il socialismo, sappia essere al tempo stesso la democrazia, senza equivoci e senza concessioni opportunistiche, la democrazia, di cui il socialismo è il coronamento logico e necessario. ». Voir : Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 194.



Silvio Trentin, trois ans plus tard, et sans partager les engagements ni tout à fait les mêmes convictions politiques que Turati, fait lui aussi tenir l'essence de la crise italienne et du fascisme dans un contexte élargi à l'échelle continentale. Pour que l'analyse sur le fascisme soit complète, fait-il valoir auprès de ses lecteurs français, il est nécessaire d'apprécier l'événement à la lumière de la crise générale qui couve à l'intérieur de chaque nation. À quoi Trentin ajoute, exactement comme l'avait fait Turati, que le courant dictatorial qui depuis la guerre parcourt l'Europe ne peut-être rapporté trop simplement à un « épisode quelconque de perversion collective ». En bref, bien plus que de volonté et d'intention purement humaine, l'échec des démocrates et des socialistes italiens contre la « conspiration » des extrêmes a été en grande partie déterminée par un concours de circonstances défavorables, dramatiquement nommées « le travail intérieur de la civilisation contemporaine »<sup>9</sup>.

S'agit-il ici d'invoquer le même type de nécessité que celle déjà rencontrée plus haut ? Pas exactement, car cette fois, s'il est vrai de dire que le fascisme procède des circonstances qui ont marqué le cours de la démocratie européenne depuis une dizaine d'années, ces mêmes circonstances originelles gardent leur part de contingence. Elles pourraient n'avoir pas eu lieu, elles peuvent encore ne pas advenir :

Cette syphilis, rongé dans le profond ; cette lèpre se produit, plus ou moins, visible, à l'extérieur, partout où le capitalisme, dégénéralant en ploutocratie, se trouve à un certain tournant de l'histoire qu'on ne saurait pas sauter, et qu'on ne franchit victorieusement qu'en l'ayant prévu en temps utile et en ayant apprêté toutes les munitions nécessaires à une défense suffisamment armée<sup>10</sup>.

Nos auteurs attirent l'attention sur la nécessité d'expliquer le lien entre les circonstances difficiles de l'après-guerre, en particulier pour les masses et le prolétariat, et les excès qu'elles provoquent – fascisme et bolchévisme –, mais non le lien entre la démocratie italienne et les circonstances sociales et politiques qui ont meurtri la nation au lendemain de la guerre. La crise des institutions et les dysfonctionnements évoqués par l'un et l'autre n'apportent, du moins dans le cas de Turati, qu'un argument de plus à mettre dans la corbeille de l'antifascisme démocratique et du réformisme, car, prévient-il :

Face à la menace imminente, il deviendra vite inutile, pour les démocraties qui ne veulent pas se renier, d'invoquer comme ultime recours "l'aide urgente" des travailleurs. [...] Il faut maintenant que la démocratie politique assume courageusement de devenir aussi une démocratie économique, qu'elle appelle à elle les classes populaires, [...]. Le socialisme réformiste [...] visait, entre autres, à créer cette possibilité d'une telle union,

<sup>9</sup> Trentin (Silvio), *Aux sources du fascisme*, op. cit., p. 73.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 74.

destinée à sauver, avec la démocratie, les conditions pacifiques de l'affirmation et du développement du mouvement progressiste<sup>11</sup>.

Mais, les dérèglements et les excès ont-ils ainsi été incontestablement isolés du contexte démocratique italien ? A-t-on réussi, comme Trentin se le promet, à détacher le fascisme de la crise italienne ? À démontrer que si le phénomène n'est pas sans aucun lien avec les événements antérieurs à son apparition, « il n'est nullement justifié par ceux-ci »<sup>12</sup> ? Il est pourtant évident que ce genre de discours est plein de perplexités et d'hésitations historiques, tenu qu'il est de conjuguer de façon instable la nécessité – les « interférences » constatées entre l'événement et les « conditions objectives qui déterminent les tendances générales » des sociétés européennes – et l'aléatoire – le caractère contingent du même événement qui réussit à s'insérer de façon « accidentelle » dans le développement de l'histoire italienne. Il faut seulement se souvenir que dévaluer le fascisme du rang de « facteur de crise » à celui de « simple *exploiteur* » n'enlève rien au besoin de désigner les coupables qui en ont fait l'instrument de leurs intérêts particuliers, le désignant comme un moyen approprié (or, ni Turati ni Trentin n'expriment la moindre opposition à cette idée d'une adéquation des moyens aux fins). Trentin lui-même en convient : pour comprendre ce qui est arrivé, dit-il, on doit admettre que de profonds « contrastes » déchiraient « le tissu connectif de la vie collective » italienne<sup>13</sup>. Quant à Turati, il le dit encore plus explicitement dans un passage de son fameux discours de l'été 1928 à Bruxelles :

Aucune monarchie la plus despotique ne serait capable d'imposer une telle infamie, sans la destruction complète des droits élémentaires, sans l'intimidation permanente et l'intervention de cette armée d'occupation qu'a été le fascisme, financé, encouragé, assuré de l'impunité de tous ses crimes et délits. C'est de cette rencontre entre les rescapés [de la dernière guerre], la survivance d'une psychose de guerre et des intérêts de classe qu'est née la tragédie fasciste<sup>14</sup>.

<sup>11</sup> « Contro l'imminente minaccia, sarà vano un giorno, per le democrazie che non vogliono annullarsi e rinnegare se stesse, invocare all'ultimo'ora il "soccorso d'urgenza" delle masse lavoratrici. [...] È necessario che fin d'ora la democrazia politica diventi anche coraggiosamente democrazia economica, chiami a sé le classi lavoratrici, le ammetta alla partecipazione al potere [...]. Il gradualismo socialista [...] mirava appunto, fra l'altro, a creare questa possibilità di unione dignitosa, intesa a salvare, coll'ambiente democratico, l'atmosfera respirabile del movimento e del progresso proletario. », dans Turati (Filippo), « Fascismo, Socialismo e Democrazia », *op. cit.*, p. 132-133.

<sup>12</sup> Trentin (Silvio), *Les Transformations récentes du droit public italien de la Charte de Charles-Albert à la création de l'État fasciste*, *op. cit.*, p. XV.

<sup>13</sup> Trentin (Silvio), *Aux sources du fascisme*, p. 80.

<sup>14</sup> « Nessuna monarchia la più dispotica potrebbe imporre quest'infamia, senza la completa distruzione dei diritti elementari, senza l'intimidazione e l'intervento di quest'esercito di occupazione che è stato il fascismo, finanziato, incoraggiato, assicurato dall'impunità per tutti i suoi delitti. È da questo incontro dei residui umani e psicologici della guerra, con quest'interesse di classe, che è nata la tragedia fascista. ». Voir : Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, *op. cit.*, p. 196.

Comment, du même coup, ne pas tout accorder aux circonstances particulières de l'Italie et de l'état de sa démocratie ? Une fois n'est pas coutume, ces deux argumentaires ouvrent donc la porte à d'autres visions, plus « hétérodoxes », sur les événements italiens.

En effet, et sans aller jusqu'à évoquer les thèses diffusées à cette époque parmi le cercle des militants et sympathisants du parti communiste d'Italie, nous pouvons ainsi citer une collection d'ouvrages<sup>15</sup> qui écartent la version du « malheur » fasciste, de « l'aventure » ou encore de « l'acte de brigandage », pour au contraire accueillir l'idée que le fascisme n'est en effet pas « un accident de parcours, mais une maladie chronique de l'histoire et du caractère des Italiens », et que sa venue au pouvoir présente, « avec les antécédents politiques et parlementaires préfascistes, un rapport très étroit de cause à effet »<sup>16</sup>.

Trentin et Turati refusent pourtant aussi la dilution du fascisme dans les caractéristiques fondamentales de la société italienne, persuadés qu'ils sont, et singulièrement le premier des deux, que lorsqu'on se tient à ce type de lecture, on s'écarte du domaine de l'histoire et de l'éthique individuelle pour entrer dans celui de la morale tragique, le fascisme émergeant ainsi des profondeurs du temps pour s'affirmer comme véritable « expiation nécessaire ». Mais cette indifférence, comme il la désigne, à la complexité n'est pas encore le plus important. Le point de désaccord le plus brûlant, selon Trentin, est qu'on bâtit des constructions imaginaires et arbitraires sur lesquels faire reposer le fascisme lorsqu'on allègue tel caractère historique qui a fourni les éléments constitutifs de la base idéale de ce mouvement<sup>17</sup>. Car l'essentiel est alors de savoir de quel principe relèvent les événements et les phénomènes en cause<sup>18</sup> et de les justifier en regard des situations leur préexistant<sup>19</sup>.

Tout l'enjeu de la polémique interne à l'antifascisme démocratique peut donc se formuler en un mot et de la façon suivante : nécessaire, le fascisme, ou non ? Avant de conclure, il faut néanmoins admettre qu'il existe une nécessité que ni Turati ni Trentin ne récusent, car elle a le mérite de leur fournir des éléments d'explications solides en appui de leur démonstration, et en

<sup>15</sup> On pense aux thèses que soutiennent à cette époque Giuseppe Donati, Francesco L. Ferrari et Mario Bergamo, qui se tiennent aux marges de la « Concentration d'action antifasciste ». Voir : De Felice (Renzo), *Les Interprétations du fascisme*, op. cit., p. 213 sqq.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 214-215.

<sup>17</sup> Trentin (Silvio), *Les Transformations récentes du droit public italien de la Charte de Charles-Albert à la création de l'État fasciste*, op. cit., p. 176 sqq.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 549.

<sup>19</sup> Les interprétations de la fin des années vingt qui nous sont proposées par Trentin et Turati marquent ici leur point de divergence : les deux hommes partagent en effet des analyses différentes sur les conséquences de l'intervention de l'Italie dans le conflit mondial et l'irruption du fascisme dans l'immédiat après-guerre. Voir : Turati (Filippo) « La Grande guerra e noi » [1929], dans Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 291 sqq.

soutien de leur position. C'est la nécessité qui porte, pour l'un, le socialisme, pour l'autre, le Droit ; pour les deux, l'idée de progrès elle-même, comme le mouvement invincible et incontestable de la civilisation à la démocratie et à la liberté<sup>20</sup>. Or cette nécessité-là ne procède pas de la fatalité qui noue le présent au passé, mais de la marche qui emporte les hommes et les sociétés vers l'avenir. Ainsi, le véritable problème auquel se confrontent Trentin et Turati est de pouvoir articuler à un développement inévitable, pour l'Italie comme pour l'Europe, un événement qui ne l'est pas, qui pourtant peut s'expliquer par les circonstances et n'est en rien une simple « maladie » de l'après-guerre.

L'élément essentiel de leur pensée est celui d'une dissonance, d'un écart temporel entre ces principes et le cours normal des événements, c'est-à-dire entre les idées en faveur desquelles ils continuent de plaider et la manière dont elles ont été assimilées. « Nous sommes aujourd'hui les derniers pour avoir été des précurseurs », s'exclame Turati : les « forces de l'avenir » se sont développées trop rapidement et sont allées trop loin dans un pays trop en retard pour les intégrer parfaitement. Trop rapides : car la société était trop en arrière, ses piliers économiques trop fondés pour la majeure part sur le « mensonge » et la « tromperie ». Trop loin : comme elles ne pouvaient compter sur l'appui des puissances économiques et morales dominantes de la nation, ces forces se sont effondrées à la première manifestation de violence lancée contre elles. Mais la pensée de Trentin, comme celle de Turati, contient déjà en germe une sorte d'anachronisme : ce qu'il découvre alors, en effet, c'est la survivance dans le régime de gouvernement et les idées qu'ils défendent des modèles trop vieux. Cependant, ce qui déséquilibre la démocratie et le socialisme italien, c'est encore à leurs yeux un élan trop rapide vers l'avenir, et moins le fardeau du passé. Ce n'est par conséquent que très lentement que se formalise et se diffuse parmi l'exil une pensée politique de la rupture, de l'idée du basculement vers un ordre institutionnel nouveau<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> L'historien anglo-saxon Adrian Lyttelton cite un échange évocateur entre Turati et Mussolini, à la Chambre, dans les années antérieures à l'assassinat de Matteotti : « Turati : “La Démocratie vaincra, parce qu'elle doit vaincre, parce que c'est le sens de l'histoire ; oui, pour cette simple raison“. Mussolini : “L'Histoire n'est pas montée sur des rails, à la manière d'un chemin de fer“. Turati : “Je sais que vous êtes un adepte de Stirner ; la volonté pour vous est tout, et vous ignorez les causes qui la déterminent et la modèrent. Le problème est que la réalité n'est pas en accord avec Stirner ni avec vous, et l'économie, ce n'est ni de la littérature ni de la fiction“. » [*« Turati : Democracy will win, because it must win, because it is history ; yes, for this simple reason. Mussolini : History does not have fixed rails like a railway. Turati : I know, you are a follower of Stirner, the will for you is everything, and ignores the causes which determine and moderate it. The trouble is that reality is not in agreement with Stirner or with you, and economics is not literature or romance. »*]. Voir : Lyttelton (Adrian), *The Seizure of Power : Fascism in Italy, 1919-1929*, op. cit., p. 367.

<sup>21</sup> Voir : Sabbatucci (Giovanni, dir.), *Storia del socialismo italiano*, t. 4, *Gli anni del fascismo (1926-1943)*, Rome, Il Poligono, 1982.

### ***Une contre-propagande antifasciste sans puissance de renouvellement***

Étonnante littérature, dont les auteurs sont encore immergés dans les événements qu'ils analysent et qu'ils peuvent difficilement dominer, tant les enjeux politiques sont lourds de conséquences à court terme. Rares sont ceux qui disposent de sources et d'une documentation complète à disposition. Surtout, leur jugement historique est marqué du sceau de la précarité : précarité de leur situation existentielle et de leur futur, précarité de leur interprétation, plus immédiate que véritablement appelée à durer, précarité enfin et surtout de leurs idées et de leurs actions politiques.

Le trait qui frappe le plus dans l'antifascisme en effet, c'est que cette idéologie mobilisatrice en est à peine une au moment où s'installent, en France notamment, les grandes figures politiques et intellectuelles de cette opposition. *A priori*, c'est donc comme un témoignage, tout au plus un « cri d'alarme », à peine comme un engagement politique à proprement parler, qu'est d'abord vécu le fait d'agir en antifasciste. Gaetano Salvemini, avec le recul, détaille des années plus tard, le bilan de cet engagement de la façon suivante :

Il est hors de mon propos de prétendre ici exagérer l'importance de l'œuvre accomplie par les intellectuels émigrés. En sachant résister à la « propagande » fasciste, organisée aux quatre coins du monde grâce aux largesses financières consenties et à l'abondant personnel disponible, ces intellectuels, pourtant, amenèrent un nombre de personnes considérable à simplement douter des affabulations que les propagandistes fascistes se chargeaient dans le même temps de divulguer ; ils les éduquèrent de façon à ce qu'ils puissent interpréter, en toute intelligence, les événements de la politique intérieure et étrangère de Mussolini [...] <sup>22</sup>.

Les deux termes élus par l'historien dans ses *Souvenirs d'un fuoruscito* font davantage que distinguer l'action d'influence des organes fascistes hors des frontières italiennes et l'effort assumé par tous ceux qui fournirent les outils nécessaires pour y résister, les intellectuels réfugiés dans les démocraties occidentales. À travers le souvenir de la « guerre idéologique » qui opposa à l'étranger fascistes et antifascistes, Salvemini définit une distinction essentielle entre la mystification et la rigueur objective, autrement dit entre le mensonge et la vérité. L'œuvre commise par les réfugiés appelle à une conscience éclairée et plus élevée : elle éduque. Devant la propagande fasciste en revanche, par le vice de la tromperie et l'astuce de la fable,

<sup>22</sup> « È aliena da me la pretesa di esagerare la importanza della opera compiuta dagli intellettuali emigrati. Resistendo alla « propaganda » fascista, organizzata ovunque con inaudita larghezza finanziaria e abbondante personale, essi condussero molte persone a dubitare di quanto i propagandisti fascisti andavano novellando ; le educarono ad orientarsi intelligentemente innanzi agli incidenti della politica interna ed estera mussoliniana [...] », dans Salvemini (Gaetano), *Dai ricordi di un fuoruscito : 1922-1933, op. cit.*, p. 141.

apparaît la figure du manipulé : cette influence-ci, n'instruit ni ne cultive, mais exploite seulement l'ignorance de son public. La propagande est l'arme corrosive qu'emploie le fascisme face aux démocraties.

De cette arme séduisante, mais qui assure le rayonnement et l'emprise du fascisme sur ses adversaires, qu'ils définissent encore comme « l'instrument de conquête » du régime italien, les intellectuels antifascistes ont souhaité préserver l'opinion internationale pour lui enseigner une interprétation moins fascinante du fascisme, mais plus fidèle à la réalité. Car ce qui les a tous habités, c'est l'obsession du témoignage et de la vérité. Le témoignage de liberté auquel le journal clandestin continue de prêter sa figure modeste ne suffit pas, et la conviction des réfugiés politiques, fortifiée s'il en était besoin par la transformation de l'État italien, est que l'antifascisme ne peut plus ni ne doit plus être seulement l'œuvre d'une minorité isolée de l'opinion italienne et du reste du monde.

En Italie, le journal, le cercle de culture, le parti, traditionnels lieux de confrontation et de sociabilité, sont devenus la cible prioritaire des chemises noires et le symbole majeur de la vulnérabilité de ses opposants ainsi que de leur incapacité à se renouveler dans leur effort de résistance. Enfin, la grande variabilité de l'opinion étrangère sur les événements italiens témoigne que l'intégrité de la vérité risque d'être atteinte également au sein des démocraties occidentales, alliés pourtant évidents de l'antifascisme.

Travailler à faire connaître la réalité du fascisme est donc la tâche du jour, à quoi doivent se consacrer les réfugiés. Il s'agit de persuader cette opinion que le fascisme n'est ni l'acteur du redressement italien ni le symbole d'une « voie particulière », mais la négation des plus hautes valeurs civiques et morales, un phénomène proprement conjoncturel et contemporain, assez complexe pour qu'il faille laborieusement en déchiffrer les nombreux aspects, assez menaçant pour qu'on doive en considérer la portée pour l'avenir de la démocratie sur le continent. Autrement dit, on peut accorder entre eux ces deux impératifs : révéler au monde la réalité des événements italiens, briser les mythes et les légendes de la propagande fasciste. Il faut montrer à l'opinion que le fascisme a apporté son lot de désastres et de bouleversements, politiques, sociaux et économiques. Il faut, simultanément, montrer comment le régime qui gouverne aujourd'hui l'Italie s'inscrit « au rebours [de son] génie et de [de son] histoire », que la dictature du fascisme est une « maladie qui contredit dans ses principes et dans ses fins la volonté et la valeur première du peuple italien : son génie et sa liberté »<sup>23</sup>. Et ce faisant, du reste, on montrera

<sup>23</sup> Aulard (Alphonse), « Préface », dans Trentin (Silvio), *L'Aventure italienne. Légendes et réalités*, Paris, Presses universitaires de France, 1928, p. 7-8.

la plus exacte fidélité aux faits, en même temps qu'à sa vocation d'« intellectuel », ou d'honnête homme, attaché que l'on est aux valeurs de la démocratie libérale.

Filippo Turati, par exemple, admettait l'utilité de l'œuvre de propagande à destination de l'étranger, tout en identifiant aussi les limites de la démarche :

L'idée d'éditer des publications – surtout en langue française – pour faire connaître les conditions *réelles* de l'Italie sous la coupe des hiérarques fascistes – est plus que bonne : cela répond à une nécessité dont je mesure chaque jour l'urgence, lorsque je me retrouve en présence de Français et d'autres étrangers. Ce n'est pas seulement leur ignorance qui est abyssale ; le plus incroyable est leur étonnement lorsqu'ils écoutent nos récits ; je dirais presque qu'ils nous écoutent avec une sorte d'incrédulité toutefois involontaire ; leur esprit est incapable de comprendre et il est difficile de les persuader<sup>24</sup>.

Du reste, le souci du vrai n'occupe pas seul l'esprit des réfugiés antifascistes. D'abord, rien ne paraît attester vraiment de la « terreur » fasciste si n'est pas rendue manifeste la bravoure, le courage avec lequel le choix de l'exil s'est imposé. La propagande de l'antifascisme, qui veut témoigner « objectivement » de la situation italienne, doit se lire du même coup comme une forme de résistance, la seule encore envisageable. Elle se donne même comme l'unique occasion de combattre le fascisme avec l'idée de défendre la démocratie. Les discours de Turati, encore, le signalent à l'envi :

[les antifascistes réfugiés à l'étranger] se limitent à faire une propagande objective pour défendre les principes de citoyenneté et de démocratie, ce qui leur assure la sympathie de tous les partis français [...] et pour cette raison [le régime] ne craint rien plus que l'expatriation clandestine des Italiens qui jouissent d'un certain renom [qui] n'est pas la désertion du soldat qui abandonne la tranchée par lâcheté ; c'est plutôt l'évasion qui est le premier devoir du prisonnier de guerre qui, en se sauvant, accomplit le seul acte de résistance et de lutte qui lui est encore possible<sup>25</sup>.

<sup>24</sup> « L'idea di fare delle pubblicazioni – soprattutto in lingua francese – per far conoscere le *reali* condizioni dell'Italia sotto il tallone fascista – è più che ottima : risponde a una necessità di cui mi accorgo ogni giorno più, quando mi trovo con francesi ed altri stranieri. Non solo la loro ignoranza è enorme ; indicibile la loro sorpresa di fronte ai nostri racconti : ma direi quasi che essi ci ascoltano con una specie di incredulità involontaria ; la loro mentalità è a dirittura incapace a comprenderci ed a persuadersi. Del resto, sarebbe lo stesso di noi, se non avessimo vissuto quella vita così lungamente e duramente. ». Lettre de Turati à Pietro Nenni du 11 et 12 octobre 1927, dans Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, *op. cit.*, p. 96.

<sup>25</sup> « [...] si limitano ad una propaganda obiettiva dei principii di civiltà e di democrazia, che assicura loro le simpatie più o meno espresse di tutti i partiti francesi [...] il fatto che uomini di scienza, letterati noti, siano stati costretti ad evadere dalla loro terra natale, giudica il regime fascista più severamente di quel che potrebbe fare la requisitoria più spietatamente documentata [...] e per questo [il regime fascista] nulla teme di più quanto l'espatrio clandestino di quegli italiani che godono di un certo nome [...] non è la fuga del soldato che abbandona per viltà la trincea ; è piuttosto questa evasione che è il primo dei doveri del prigioniero di guerra, che, mettendosi in salvo, compie l'unico atto di resistenza e di lotta che ancora gli è possibile. ». Voir : Turati (Filippo), « Che cosa fanno gli antifascisti a Parigi » [1927], dans *Ibid.*, p. 67.

Turati, comme Salvemini à sa manière<sup>26</sup>, considèrent la propagande, principale source d'influence du fascisme au sein des démocraties occidentales, comme une menace, un trompe-l'œil pour dissimuler la vérité. Aussi définissent-ils leur rôle comme celui d'observateur impartial.

Mais pour quel résultat ? Dans ses *Mémoires*, l'écrivaine Barbara Allason lance cette question, qui résonne telle une accusation : « *Pourquoi ne nous croyaient-ils pas, nous ?* ». « Ils », c'est-à-dire ces « hommes intelligents et libres » qu'elle rencontrait à l'occasion de ces mois de l'été 1928 passés à Paris puis à Berlin ; « pourquoi continuaient-ils à cautionner et à soutenir, par des marques d'estime et d'admiration, avec tout l'appui de leur autorité, les actions d'un homme aussi mauvais ? »<sup>27</sup>. À quoi elle ajoute, rappelant l'engagement de Salvemini :

Je n'arrivais pas à m'expliquer pourquoi, [lui] et quelques autres Italiens, à Paris, à Londres et en Amérique, qui avaient réussi à tisser des liens et obtenu le soutien de personnalités étrangères, n'ont pas réussi à dissiper l'engouement naïf pour Mussolini, à éradiquer, grâce à leurs raisonnements et leur ironie corrosive, une foi dont les fondements étaient aussi imprécis et vagues<sup>28</sup>.

L'écrivaine songeait là, sans doute, à la fameuse polémique, opposant en 1927, l'essayiste George Bernard Shaw à l'historien italien<sup>29</sup>. Ce que l'on constate rapidement en effet c'est que les réfugiés italiens ont des difficultés à admettre que leur combat ne mobilise pas à l'étranger. Comment autant d'ignorance est-elle concevable chez des hommes que l'on s'imagine pourtant singulièrement concernés par la question des Droits de l'homme<sup>30</sup> ? L'indifférence recèle pour

<sup>26</sup> « J'ai toujours privilégié le terme de *fuoruscito* pour évoquer mon exil, m'appropriant un mot avec lequel les fascistes nous désignaient de manière infamante : *fuoruscito*, c'est-à-dire parti de mon pays pour continuer avec les moyens dont je pouvais disposer, la résistance qu'il m'était désormais impossible de poursuivre [en Italie]. » (Traduction personnelle). Voir : Salvemini (Gaetano), *Dai ricordi di un fuoruscito : 1922-1933*, op. cit., p. 70.

<sup>27</sup> « *Perché non credevano noi ? Perché continuavano ad avallare coi loro segni di stima a puntellare colla loro autorità le azioni di un uomo tanto nefasto [...] ?* », dans Allason (Barbara), *Memorie di un'antifascista : 1919-1940*, Rome, Edizioni U, 1940, p. 57 sqq.

<sup>28</sup> « Io non riesco a persuadermi come mai, con Salvemini e qualche altro italiano che a Parigi come a Londra e in America eran riusciti a conquistare conoscenze e appoggi, non riuscissero a sfatare quell'ingenuo *engouement* per Mussolini, a radicare coi loro ragguardevoli e colle loro corrosive ironie una fede impostata su labili motivi. [...] Libri [...] così deliziosamente incisivo, così dolorosamente umano, così vivacemente ironico [...] come non avevano profonda presa su quegli uomini intelligenti e liberi ? », dans *Ibid.*, p. 57 sqq.

<sup>29</sup> Voir : Salvemini (Gaetano), Shaw (George Bernard), *Polemica sul fascismo*, Quagliariello (Gaetano, éd.), Rome, Ideazione, 1997.

<sup>30</sup> C'est du reste cette image de la France qui domine parmi les antifascistes, comme en témoigne ces notes inédites de Rosselli : « Vous êtes un peuple qui avez souffert et combattu pour la liberté et la démocratie, un peuple qui ne ressent pas très fortement les problèmes de politique étrangère, de puissance, mais immensément les problèmes de politique intérieure, les problèmes civils qui affectent l'homme, le citoyen, dans sa vie ordinaire et dans sa personnalité. » C'est la France de 1789, celle de 1830 et des Trois Glorieuses, celle encore de 1848. Enfin, la France de l'affaire Dreyfus, « la mesure la plus haute du civisme français », « bataille sublime pour la libération



les réfugiés une incompréhension ; une impossibilité de croire et d'adhérer aux messages des antifascistes : « l'extrême monstruosité [du fascisme] ne touche pas, il ne fait que passer dans les cerveaux sans y laisser d'empreinte ; les mots ne deviennent pas des images marquantes »<sup>31</sup>. Or le principal obstacle auquel font face les réfugiés, nous l'avons dit, est précisément de faire sentir l'agitation et le sentiment de révolte que l'on s'imagine diffus dans les conditions décrites à renfort d'exemples et des souvenirs qu'ils gardent tous de leurs dernières années italiennes avant l'exil. Si tout ce qu'ils affirmaient sur le fascisme était bien vrai, leur demandait-on ainsi, comment s'expliquaient-il l'absence de soulèvement, de manifestation d'antifascisme de la part du peuple italien ?<sup>32</sup>

C'est que, par-delà la « sympathie » des régimes et des opinions étrangères – loin d'être acquise du reste – la propagande de l'antifascisme veut aussi préparer l'Italie et les Italiens à l'après-fascisme, et cet acte de résistance est senti aussi comme un renouvellement. Car pour donner un sens à la faillite des institutions démocratiques sans reconnaître pour autant la valeur historique du fascisme, il faut bien se frotter soi-même à la question de la modernité et de l'avenir démocratique dans un monde où le fascisme est possible. Et voilà qui explique un tel discours de la part de Salvemini :

Tout d'abord, nous pouvons faire connaître aux étrangers mal informés sur ces questions, le vrai visage de la dictature actuelle, isolant ainsi l'Italie moralement, politiquement et économiquement, qui peut finir par lui être fatal. Deuxièmement, nous pouvons susciter, parmi les dix millions d'Italiens qui vivent à l'étranger, un mouvement antifasciste beaucoup plus conscient de lui-même, mieux organisé et moins fragmenté que ce qu'il n'est à présent. [...] en utilisant la liberté de discussion dont nous jouissons à l'étranger, nous devons [enfin] préparer de *nouvelles idées* capables d'orienter utilement l'action des antifascistes qui vivent en Italie dans la lutte contre la dictature<sup>33</sup>.

d'un homme » : « C'est Jaurès, c'est de Pressensé. C'est Zola, le Collège de France, l'Ecole normale. C'est le cœur et le cerveau de la France, cette équation admirable de raison et de sentiment. », C'est « cette France-là qu'[ils aiment] », qu'ils revendiquent et à laquelle ils en appellent. Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », I, 4-8, « Les *fuorusciti* italiens en France ».

<sup>31</sup> « Ciò che attribuiamo a indifferenza, forse è piuttosto difficoltà di capire e quindi di credere. L'ultra mostruoso non fa breccia, o passa nei cervelli senza lasciarvi impronta ; le parole non diventano rappresentazione. Così l'opera di "isolamento morale" del fascismo – la sola quasi che possiamo fare e che tentiamo di fare – non riesce che in minima misura. ». Lettre de Turati à Nenni du 11 et 12 octobre 1927, Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 96.

<sup>32</sup> « Molte volte, negli anni del nostro errare per il mondo, noi *fuorusciti* ci sentivamo domandare : "Se è vero quello che voi dite sul regime fascista, ci sapete spiegare perché il popolo italiano non si oppone ?" [...] », dans Salvemini (Gaetano), « Partigiani e fuorusciti », *Il Mondo*, 6 décembre 1952.

<sup>33</sup> « Prima di tutto, noi possiamo far conoscere agli stranieri male informati quale è la faccia vera della dittatura presente, e possiamo così cingere l'Italia fascista con un assedio di riprovazione morale, di avversione politica e di

De cette façon, la conscience antifasciste témoigne de ces deux exigences, qu'elle s'essaie à rendre complémentaires. L'idée qu'elle est une forme de lutte qui honore les principes démocratiques et civiques que le fascisme a bafoués l'anime. Mais ce sont ces principes et ces idées elles-mêmes que l'on souhaite en même temps réinterroger ; du moins leur mise en pratique à travers l'action des partis et des élites qui ont incarné et inspiré le mouvement de la démocratie italienne à la veille de la guerre et du fascisme. Rassembler, résister et par là renouveler : deux opérations à partir desquelles la lutte antifasciste s'organise. Ce sont elles dont voudrait témoigner la propagande de l'antifascisme et qui lui pourrait lui donner toute sa valeur et son utilité.

Aussi, empruntons au verdict pessimiste posé par Barbara Allason en 1928, les deux questions pertinentes qu'il recèle. Résultat nul ? Impuissance de l'intelligence à endiguer un « engouement naïf » ? Pour le savoir il faut en tout cas se détacher de l'idée que suggère cette opposition par trop simpliste et réductrice. En termes de propagande, l'antifascisme – y compris l'antifascisme démocratique et libéral – a été riche d'autres expériences. En insistant comme elle le fait sur un nombre réduit d'initiatives, davantage individuelles que collectives, Allason néglige cependant tout un ensemble de manifestations, d'événements que le mot de propagande antifasciste recouvre. Allason pense beaucoup trop ici aux nombreuses tournées de conférences auxquelles pris part Salvemini à partir de 1927, oubliant qu'elles s'inscrivaient en rupture avec d'autres projets qui les avaient précédées tout au long de l'année 1926 et qui étaient beaucoup plus polémiques. Elle ne pense pas non plus à la permanence au sein de l'antifascisme, d'une espèce de fascination du complot, d'un activisme humain qui lui vient en partie de ces différentes tendances de l'interventionnisme démocratique et révolutionnaire. À leur manière, ces entreprises, couronnés aussi d'un prestige capable de séduire et d'enthousiasmer l'imagination publique sont pourtant eux-aussi des manifestations publiques d'antifascisme. Ainsi à la protestation persistante qu'entretient l'opposition retirée non plus « sur l'Aventin », mais désormais exilée hors d'Italie et cette solidarité entre démocrates et républicains italiens et étrangers, qu'autorise un socle de valeurs et de références en commun<sup>34</sup>, continueront de

dipendenza economica, che può in breve riescirle fatale. In secondo luogo, possiamo suscitare fra i dieci milioni di italiani che vivono all'estero, un movimento antifascista assai più consapevole, meglio organizzato, meno frammentario di quello che si è avuto finora. [...] utilizzando la libertà di discussione di cui noi godiamo, dobbiamo preparare e fare penetrare in Italia *idee nuove* capaci di dirigere utilmente l'azione degli antifascisti viventi in Italia, nella lotta contro la dittatura. », dans Salvemini (Gaetano), « L'opera degli emigrati, III. Avere idee nuove », *La Libertà*, 14 août 1927.

<sup>34</sup> Voir : Milza (Pierre), « Le modèle républicain français dans la culture politique de l'antifascisme italien », dans Berstein (Serge), Rudelle (Odile), *Le modèle républicain*, Paris, Presses universitaires de France, 1992, p. 209-226.

s'ajouter en effet – même après 1926, le formidable retentissement de certains actes démonstratifs, comme auréolés d'une gloire héroïque nouvelle.

Au-delà ou en plus des efforts accomplis pour ériger l'antifascisme en cause publique internationale, en effet, la sensibilisation à ce nouveau combat emprunte des formes plus activistes ou « volontaristes », qui sont pour partie héritées de la guerre et sont constitutives de la culture de ce temps, particulièrement de l'état d'esprit de la génération qui a grandi dans ce contexte : de ces idées, de ces images, de ces croyances, de ces gestes aussi que les antifascistes se donnent à eux-mêmes et qui s'enrichissent de références plus classiques et courantes inspirées de la geste *risorgimentale*.

### ***Un autre antifascisme : « écrire moins, agir plus »***

Dès son acte fondateur, la Concentration antifasciste, qui fournit la première avec talent le modèle d'action poursuivi ensuite par l'opposition démocratique réfugiée à l'étranger, distingue peu la lutte antifasciste de l'activité de publication et de propagande<sup>35</sup>. Cette indistinction permet l'amalgame des actions destinées à préparer les énergies antifascistes en vue d'une « régénération » du pays et de la bataille concrète contre le régime. C'est donc contre des stratégies de type insurrectionnelle qu'elle s'est construite et qu'elle a voulu imposer sa propre définition de la lutte.

À lire ces échanges entre Filippo Turati et Kautsky, dans lesquels ils se disent tellement convaincus que « depuis un demi-siècle », les formes de lutte en Italie, « patrie des *carbonari* et des Mazzini », n'avaient pas préparé son peuple à des « modes de combat aujourd'hui indispensables »<sup>36</sup>, au moins peut-on savoir ce qu'est aux yeux des dirigeants de la Concentration cette autre forme d'action à laquelle ils refusent *a priori* de consentir. C'est qu'il n'en a pas été toujours ainsi et que la propagande antifasciste s'est aussi présentée sous cet autre visage de l'insurrection romantique, contre lequel Salvemini s'est lui aussi opposé.

Il a existé en effet une autre manière d'envisager l'antifascisme. Si elle se distingue du modèle auquel s'attachent les hommes de la Concentration – du reste, eux-mêmes assez

<sup>35</sup> Tobia (Bruno), « I socialisti nell'emigrazione dalla Concentrazione antifascisti ai fronti popolari (1926-1934) », dans Sabbatucci (Giovanni, dir.), *Storia del socialismo italiano*, t. 4, *Gli anni del fascismo (1926-1943)*, op. cit., p. 3-179.

<sup>36</sup> « Le precedenti forme delle lotte politiche ed economiche della nuova Italia da un mezzo secolo non hanno preparato il suo popolo per quei modi della lotta che si rendono ora necessari. Dovrebbe ancora durare qualche tempo fino a che nella patria dei carbonari e dei Mazzini si producano i necessari requisiti. ». Lettre de Karl Kautsky à Turati du 25 avril 1927, dans Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 62.

conscients des limites de leur action<sup>37</sup> – c'est avant tout par la place qu'elle consent à l'action proprement dite : le geste plutôt que le verbe. L'exemple le plus évident nous vient de l'une des premières manifestations d'antifascisme à l'étranger, en France. Ici, en effet, le trait fondamental sur lequel se détachent tous les autres, c'est la tentative de refondation unitaire, inspirée à la fois par la volonté d'agir et de donner à la conscience révoltée une plus haute vision de l'avenir, et par la même de congédier le vieux monde et tous ses représentants. C'est, là encore, la conviction que le déroulement de la crise « de l'Aventin » a montré les limites de l'action des partis, par conséquent des masses qu'ils ont tenté en vain de mettre en mouvement. Ces constats sur la faillite des partis sont l'occasion d'envisager de nouvelles formules à partir desquelles réorganiser le mouvement antifasciste, dont le but affirmé est la lutte active et efficace pour « rendre l'Italie à la civilisation »<sup>38</sup>, mais d'où naît aussi la nécessité d'une profonde révision politique.

On note déjà, chez certains, le besoin d'interroger les raisons de la diffusion du fascisme et donc de poser, dans le cadre d'une opposition à ce régime et à cette idéologie, le problème même de son action, de ses fondements et de ses formes correspondantes. Alceste De Ambris, qui expliquait au début de 1926 pourquoi d'après lui les *leaders* traditionnels devaient céder la place à une nouvelle élite, affirmait par exemple que « les situations nouvelles n'[avaient] jamais dans l'histoire été résolues par des hommes anciens » et souhaitait donc s'inspirer des fascistes eux-mêmes pour les combattre, c'est-à-dire selon lui d'avoir la même jeunesse, le même dynamisme et la même absence de préjugés politiques qu'eux<sup>39</sup>.

Par ce langage, l'activisme présent dans chacune des tendances de l'interventionnisme démocratique et révolutionnaire qui composent cette opposition au fascisme exprime une propension innée chez eux à définir l'antifascisme sur un terrain moral et éthique. L'idée que du passé ils font table rase les séduit. Cette idée est d'ailleurs très lisible dans la façon dont ils choisissent d'organiser et de mettre en œuvre la riposte au fascisme. Pour Luigi Campolongo lui-même, qui se distinguera ensuite de cette interprétation, un mouvement antifasciste ne peut naître que de la suppression totale des partis, qui auront alors reconnu que « leur heure a sonné en vain et ne résonnera plus pour un moment. » Car « lorsque les partis ne peuvent plus agir,

<sup>37</sup> Tobia (Bruno) « I socialisti nell'emigrazione dalla Concentrazione antifascisti ai fronti popolari (1926-1934) », *op. cit.*, p. 68.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>39</sup> De Ambris (Alceste), « Per l'unità dell'azione antifascista, esame di coscienza pubblica », *Il Mezzogiorno*, 6 février 1926. Voir : Vial (Éric), « La Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU), de sa fondation à 1934 », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, *op. cit.*, p. 411.

l'horloge de l'histoire annonce l'heure des élites, qui s'adressent seulement aux meilleurs et aux braves. Les masses – et donc les partis – sont pour la bataille : les individus – et donc les élites – pour le sacrifice.<sup>40</sup> » Il revenait donc à une élite d'hommes nouveaux de propulser, d'initier l'action et le mouvement de l'antifascisme. Le sacrifice de soi, emblème d'une opposition nouvelle et héroïque, devient toutefois aussi l'emblème d'une révolte impuissante qui sombre dans le terrorisme.

C'est alors le « temps des complots et des expéditions militaires »<sup>41</sup> qui domine cette phase originelle de l'histoire du *fuoruscitisme* ; parenthèse que l'on espère pouvoir refermer et oublier rapidement, dès les lendemains de l'affaire dite « Garibaldi »<sup>42</sup>.

L'arrestation par la police française, en novembre 1926, de Ricciotti Garibaldi révèle, par le scandale qui s'ensuit, l'ambivalence dont est porteuse cette riposte. Le mélange du volontarisme, de la violence politique et de la critique anti-partis porte préjudice aux intérêts des antifascistes à l'étranger, et c'est lui qui fait hésiter une partie de l'émigration italienne sur le sens profond de ces manifestations. Que le premier de ces éléments domine, le rassemblement de la communauté des exilés antifascistes présente à l'évidence une tentative importante et fondatrice, suscitant la première réflexion, hors d'Italie, sur l'indispensable réforme de l'antifascisme ; mais le deuxième et le troisième sont encore trop prononcés avec une radicalité

<sup>40</sup> « L'ora dei partiti – che si rivolgono alle masse – è suonata invano e non risuonerà più per un pezzo. E quando i partiti non possono agire, il quadrante della storia segna l'ora delle élites, che si rivolgono soltanto ai migliori. Le masse – e cioè i partiti – sono per la battaglia : gli individui – e cioè le élites – per il sacrificio. È questa l'ora del sacrificio. È questa l'ora delle élites. ». Voir : Tobia (Bruno), « I socialisti nell'emigrazione dalla Concentrazione antifascisti ai fronti popolari (1926-1934) », *op. cit.*, p. 17.

<sup>41</sup> Vial (Éric), « La Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU), de sa fondation à 1934 », *op. cit.*, p. 408-409.

<sup>42</sup> Dans la foulée de l'assassinat de Matteotti, naît à Paris un « Comité unique d'action et de propagande », de la fusion de tous les comités formés dans la première émigration italienne, surtout anarchiste. Ce comité est dans la foulée, absorbé au sein des « Avant-gardes garibaldiennes », fédération formée à la fin 1923 par Ricciotti Garibaldi, afin de rassembler les anciens volontaires italiens de l'Argonne. Le mouvement attire de nombreux individus, surtout des anarchistes et des sans-partis, qui sont recrutés au sein des « Légions garibaldiennes ». Celles-ci ont alors des attaches en Italie – avec « *L'Italia Libera* » notamment – et en Espagne – les autonomistes catalans, et reçoivent de nombreux soutiens, dont celui, financier, du gouvernement tchécoslovaque dirigé par Edouard Benès. En novembre 1926, cependant, sont arrêtés Francesco Macia, un exilé espagnol à la frontière pyrénéenne, et Ricciotti Garibaldi, à Nice : à travers une série d'investigations – dont une partie est publiée dans la presse, notamment dans le quotidien d'Albert Dubarry *La France de Nice et du Sud-Est* – la police française prouve le rôle d'agent-double du chef des légions et ses liens avec le gouvernement de Mussolini. Il ressortait en effet de ces enquêtes que, lourdement endetté par l'achat d'un domaine à Nice notamment, Ricciotti Garibaldi s'était vendu au *duce* dès janvier 1925. La police montra également que ce dernier aidait les séparatistes catalans réfugiés en France afin de servir les ambitions de Mussolini qui voulait ainsi prouver la duplicité de l'État français auprès du dictateur espagnol Primo de Rivera. Voir : Garosci (Aldo), *Storia dei fuorusciti*, *op. cit.*, p. 9-14 ; Schor (Ralph), « Le fascisme italien dans les Alpes-Maritimes (1922-1939) », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 42, 1991, p. 125-165 ; Gastaut (Yvan), « *La France de Nice et du Sud-Est* : journal-événement (1926-1928) », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 62, 2001, 175-182.

immorale, voire corrompue, prête à l'emporter sur le reste. Y compris sur les valeurs que l'on pense défendre en prenant la responsabilité d'abandonner son pays.

Sur le nombre de manifestations antifascistes organisées et célébrées au cours de la décennie d'activité de la Concentration, on trouve bien aussi quelques exemples attestant de la survivance, même au sein de ce rassemblement, des méthodes d'action directe employant un groupe resserré d'individus, réunis par une volonté commune d'agir en s'exposant personnellement. Sans chercher trop loin en effet, on trouverait ces groupes pour qui la « propagande de vérité »<sup>43</sup> ne pouvait suffire à l'antifascisme<sup>44</sup>. Il y a aussi cette autre forme d'impatience et d'insatisfaction qui provient des rangs socialistes mêmes et que Nenni exprime lorsqu'il aspire à renouveler profondément la langue de l'antifascisme<sup>45</sup>. Cette impatience s'accroît encore plus au moment où « *Giustizia e Libertà* » vient à être fondée, avec Rosselli qui écrit à son ancien comparse : « Il faut, dès que possible [...] écrire moins et agir plus, pour faire enfin de l'antifascisme une force révolutionnaire et constructive.<sup>46</sup> »

### L'action, levier de médiatisation

Dissocier, dans l'esprit des militants, l'idée de l'antifascisme et l'idée du légalisme, tel avait été le but, en Toscane, des manifestations organisées dès 1924 et 1925. Ces opposants avaient trouvé là, d'abord au sein « *L'Italia Libera* » puis avec la publication d'un journal clandestin, une forme d'action qui coïncidait avec leur tempérament, s'appuyant toutefois pour cela davantage sur l'éloquence directe du geste et sa signification symbolique, que sur la médiation d'une élaboration conceptuelle. Ceux qui ont adopté cette position pensaient ainsi qu'en

<sup>43</sup> Tobia (Bruno), « I socialisti nell'emigrazione dalla Concentrazione antifascisti ai fronti popolari (1926-1934) », *op. cit.*, p. 62.

<sup>44</sup> Cette contestation s'ancre plus particulièrement dans certains territoires, comme le Sud-Ouest, région dans laquelle s'étaient d'abord fixé, en masse, une émigration majoritairement agricole. On peut également citer Marseille, où la ligne « toulousaine » - Luigi Campolongo, Alceste De Ambris, l'ancien sénateur Della Torre, puis aussi Silvio Trentin - s'incarne ici dans la personne de Fernando Schiavetti. Voir : *Ibid.*, p. 14-15, 69.

<sup>45</sup> « la tendance [...] est plus que jamais [à la Concentration] à un libéralisme romantique teinté de républicanisme dont j'ignore à quel point il correspond à la situation italienne qui, objectivement parlant, [...] se réduit au contraire à la lutte des classes. [lors du Congrès] j'aurais invoqué l'autorité de Lénine pour suggérer qu'on a trop "parlé français" pour le moment - c'est-à-dire avec solennité - et qu'il est temps de "parler allemand", soit d'agir lentement, obstinément, comme les socialistes allemands pendant l'oppression de Bismarck, en avançant un pas après l'autre, et en gagnant progressivement du terrain. » (Traduction personnelle). Lettre de Nenni à Turati du 8 avril 1929, dans Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, *op. cit.*, p. 237.

<sup>46</sup> « Occorre al più presto spostare l'asse del movimento in patria, organizzare il lavoro, dividersi i compiti, scrivere meno e agire di più, per fare finalmente dell'antifascismo una forza rivoluzionaria e costruttiva ». Lettre de Rosselli à Nenni du 5 mai 1930, dans *Ibid.*, p. 401.

renonçant aux règles et limites imposées par le légalisme, ces idéaux pourraient finalement retrouver leur grandeur.

C'est donc qu'à Florence, et dans les autres villes où le groupe a étendu son influence, et a connu des sortes de répliques, l'antifascisme s'est formé et a agi au sein d'une réalité à nulle autre comparable puisque, comme l'écrivait Ernesto Rossi, il n'avait « ni tradition, ni théorie, ni programme, ni doctrine bien consolidée » et ses membres « ne s'étaient jamais réunis en congrès », pas plus qu'ils n'avaient à leur disposition « une presse libre pour arriver à un accord entre [eux] »<sup>47</sup>. C'est pourtant dans ces années d'incertitudes que germe souterrainement le mythe gielliste, tel qu'il court à travers tout le XXe siècle.

### *Un mythe d'action*

Trois traits composent l'armature essentielle de ce mythe : d'abord, la hardiesse et la vigueur de ceux qui se définissaient comme les membres d'une jeune « élite révolutionnaire » à l'avant-garde du combat antifasciste. Emilio Lussu, un autre témoin qui contribua à la fondation du rassemblement gielliste, a ainsi très bien aperçu que les origines de cette association étaient à chercher dans « l'esprit de révolte » qui animait ces noyaux d'opposition au fascisme, constitués de manière informelle, hors des partis et des traditions politiques dominantes<sup>48</sup>. De « l'état d'esprit » propre aux fondateurs du futur mouvement « *Giustizia e Libertà* », Aldo Garosci a encore écrit, dans le second après-guerre, qu'il était essentiellement porté vers l'action, tout entier tourné vers une « forme d'agitation vaste, spectaculaire, violente »<sup>49</sup>. La propagande et les déclarations des giellistes eux-mêmes n'ont ensuite pas été en reste. Rosselli, encore, choisissait ces mots décisifs pour évoquer la première phase du mouvement, qu'il qualifiait de période « unitaire et romantique » :

<sup>47</sup> « Non avevamo una tradizione, non avevamo una teoria, non avevamo un programma, non avevamo una dottrina ben consolidata. Non avevamo avuti congressi, non avevamo avuto una stampa libera per arrivare ad un certo accordo fra di noi ». Voir : Armani (Giuseppe, éd.), *Un democratico ribelle. Cospirazione antifascista, carcere, confino, op. cit.*, p. 121.

<sup>48</sup> ISRT, « Nello Traquandi », I, 13, Conférence au « Circolo di cultura Fratelli Rosselli » le 21 mai 1960 : « “Giustizia e Libertà” dall'emigrazione al Partito d'Azione ».

<sup>49</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 1, p. 199.

[C']est l'histoire des efforts, des sacrifices d'un groupe de jeunes antifascistes qui, suite à la liquidation de la vieille opposition parlementaire, se sont jetés à corps perdu dans la lutte révolutionnaire<sup>50</sup>.

Et Salvemini : « venant de tous les partis, ou hors des partis, ces hommes forment une minorité – une véritable “*compagnia della morte*” – qui se bat dans les tranchées les plus avancées et les plus dangereuses »<sup>51</sup> de l'opposition entre le fascisme et l'antifascisme. Cet épique de l'élan révolutionnaire exerce une telle fascination qu'il est capable de créer un sentiment neuf chez les émigrés antifascistes<sup>52</sup>, et de rallier des hommes aux trajectoires si diverses et contradictoires.

Ce mouvement, tout pénétré du sens de l'inéluctabilité du sacrifice pour accomplir la libération de l'Italie, est aussi, un mouvement subversif, rétif nous l'avons vu, vis-à-vis de ce qui renvoie au passé, à l'ordre ancien comme à la « vieille élite ». Ce que la suggestion qui est donnée ici de l'antifascisme expose et rend visible, en situant par exemple le volontarisme au cœur de son projet et de son action, comme le faisait Rosselli, c'est une idée nouvelle de la démocratie et de la liberté, associées toutes les deux à une ambition de reconquête plus que de restauration, et donc à envisager sous leur dimension révolutionnaire et émancipatrice. Pour symboliser cette grandeur révolutionnaire, Rosselli, en 1929, tente par exemple de se réapproprier le « mythe de liberté », qu'il veut imposer contre les idées du marxisme, assimilées dans son esprit à de vieilles positions sans plus de force de suggestion ni de « prosélytisme »<sup>53</sup>.

« *Giustizia e Libertà* » enfin paraît être l'incarnation même de l'antifascisme, les giellistes les hommes appartenant au « mouvement de l'unification révolutionnaire », comme on le voit écrit sur toutes les publications imprimées à la gloire du groupe. L'héritage interventionniste est central dans cette image. Mais aussi le courage que commande leur lutte contre le fascisme. On perçoit non sans mal du reste combien cette représentation mythique des giellistes a été

<sup>50</sup> « G.L. è la storia degli sforzi, dei sacrifici di un numeroso gruppo di giovani antifascisti che dopo la liquidazione ingloriosa delle vecchie opposizioni parlamentari si sono gettati nella lotta rivoluzionaria. », dans Rosselli (Carlo), « Per l'unificazione politica del proletariato italiano, V. “Giustizia e Libertà” », *Giustizia e Libertà*, 14 mai 1937.

<sup>51</sup> « Questi uomini, che in tutti i partiti e fuori di tutti i partiti formano una esigua minoranza – una vera e propria “compagnia della morte” che si batte nelle trincee più avanzate e più pericolose – non debbono rimanere in gruppi indipendenti. Debbono aiutarsi a vicenda. Debbono coordinare i loro sforzi contro il nemico comune [...] », dans Salvemini (Gaetano), *Dai ricordi di un fuoruscito : 1922-1933*, op. cit., p. 98.

<sup>52</sup> On en trouve le témoignage, par exemple, dans les mémoires de Vera Modigliano qui revient sur ces années de « plein exil », entre 1929 et 1934, pour l'émigration italienne, des années qui s'annoncent pourtant à leurs débuts sous le signe de « l'héroïsme » comme elle l'écrit dans son chapitre d'ouverture, revenant longuement sur la création du mouvement gielliste et ses principales actions au cours de sa première année d'existence. Voir : Modigliani (Vera), *Esilio*, Milan, Garzanti, 1946, p. 178 *sqq.*

<sup>53</sup> « Pensiero e azione per la conquista della libertà – Intervista con Carlo Rosselli », *L'Italia del Popolo*, 30 septembre 1929.



forgée comme une antithèse à l'image de la Concentration. Aux tergiversations des réformistes et de leurs alliés, à leurs déclarations contradictoires et hésitantes, on a opposé le volontarisme décidé des giellistes. À leur « vieille mentalité aventine », leur jeunesse sans crainte et sans préjugés. Aux vieux antagonismes et aux vieilles divisions partisanses, leur attachement à l'unité. Représentation éloquente à l'immense fortune. Le rappel de leur engagement actif et pionnier pouvait ainsi suffire à camper ces individus en hommes de l'insurrection, en héros positifs capables de fédérer toutes les énergies de la nation contre l'ennemi. L'héroïque simplicité de cette évocation se vérifie-t-elle toutefois lorsque l'on s'intéresse aux années qui encadrent la formation de « *Giustizia e Libertà* », vers 1929 ? Ces hommes avaient-ils mieux saisi la nature du fascisme, et entrevu aussi la meilleure façon de s'y opposer ?

Revenons un moment sur ces mois de l'été 1929, lorsque le mouvement « *Giustizia e Libertà* » fut officiellement fondé à Paris. Qui était-on pour se décider ainsi à remettre en question tous les efforts accomplis à l'étranger par les réfugiés depuis quatre ans ? Pourquoi trouvait-on là dans ce nouveau groupe une façon de surmonter les difficultés rencontrées par les partis de la Concentration, encore plus éclatantes, il faut s'en souvenir dans le contexte de 1929<sup>54</sup> ? Quand Alberto Cianca, Cipriano Facchinetti, Raffaele Rossetti, rejoints par Carlo Rosselli, Francesco Fausto Nitti et Emilio Lussu se réunissent à Paris, raconte Alberto Tarchiani, on ne cherchait pas à élaborer ensemble un programme commun, mais seulement à prêter un acte de foi<sup>55</sup>. Pour ces hommes, la plupart sans affiliation partisane, s'engager à combattre le fascisme, ce doit être tout bonnement se battre jusqu'au bout pour le « renversement de la dictature », en déplaçant pour cela la lutte sur un « terrain révolutionnaire ». Ou bien encore manifester ainsi son esprit de liberté et d'autonomie vis à vis des responsables politiques toujours actifs, en les accusant de ne pas avoir su prendre le tournant des problématiques présentes de l'antifascisme<sup>56</sup>. Des choix, on le comprend, qui paraissent antinomiques dans leur fondement puisque qu'ils en appellent à « l'inflexible réalité » - celle de devoir affronter un régime « totalitaire, brutal et tyrannique » en disposant de moyens

<sup>54</sup> Tobia (Bruno), « I socialisti nell'emigrazione dalla Concentrazione antifascisti ai fronti popolari (1926-1934) », *op. cit.*, p. 85-86, 89 ; Tombaccini (Simonetta), *Storia dei fuorusciti in Francia*, Milan, Mursia, 1988, p. 130 *sqq.*

<sup>55</sup> Tarchiani (Alberto), « “Giustizia e Libertà” a Parigi », *op. cit.*, p. 1-2.

<sup>56</sup> « [...] sois assurée que [mon activité politique] sera le fruit d'une profonde méditation et que, de toute façon, mon action sera très différente de celle conduite jusqu'à présent. Mon esprit et mon cœur sont en Italie. Là sont nos espoirs, là est notre champ d'action. L'étranger vient après, bien après, assumant une fonction très secondaire. Je suis plus que jamais convaincu de la nécessité de nous présenter à la nouvelle génération italienne sous une forme substantiellement *renouvelée*. Au moins pour l'Italie, plus de vieux partis, plus de vieux noms. Il s'agit désormais d'une résolution ferme à laquelle je ne dérogerai pas. » (Traduction personnelle). Lettre de Rosselli à Amelia du 14 août 1929, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli*, *op. cit.*, p. 455-456.

infimes – mais de tout miser pour cette raison sur l’inaltérable « énergie morale et politique » qui définit cette opposition. L’affectation de beaucoup de commentateurs et d’anciens témoins, on a pu s’en apercevoir, à décrire « *Giustizia e Libertà* » comme un groupe uni et harmonieusement animé par une identique intention de passer à l’action, dès l’origine conscient de la profondeur du mal que révélait le fascisme<sup>57</sup>, est tout à fait exagérée cependant. Bien habile celui qui aurait aux premiers mois d’activité du mouvement discerné les frontières d’un groupe qui n’a que progressivement défini son identité et ses limites, et qui n’a cessé d’évoluer dans ses formes et son action une décennie durant.

**« *Vainqueurs et vengeurs* » : la construction médiatique du mythe**

S’ouvrant sur un épisode romantique comme l’évasion, qui nécessite individuellement du courage, de la ténacité, et collectivement, une solide entraide, le mouvement « *Giustizia e Libertà* » symbolisait pour ainsi dire le message de liberté et d’humanité que voulait communiquer l’antifascisme. Ce n’est pas seulement sa capacité à faire événement, à agir et à bouleverser le cours des choses qui entre ici en jeu ; ce sont aussi les ressources qu’il met en œuvre pour influencer les modes de perception et les sensibilités des contemporains. Le moment de l’évasion et de l’arrestation, dans la foulée, de la compagne et du frère de Carlo Rosselli, en mesure de représailles, est un nouveau cas exemplaire de cette inventivité en acte.

<sup>57</sup> Lussu (Emilio), « “Giustizia e Libertà” dall’emigrazione al Partito d’Azione », *op. cit.*



Figure 12 – « Une » de l'édition du 11 août 1929 de l'hebdomadaire antifasciste *La Libertà* après l'évasion de Carlo Rosselli, Emilio Lussu et Francesco F. Nitti de Lipari.



Figure 13 – Photographie de Nitti, Rosselli et Lussu pendant la traversée de Lipari vers la France<sup>58</sup>.

<sup>58</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Sezione 11. Nuove acquisizioni, Documenti personali, IV, 4.2.

Au mois d'août 1929 donc, soit près de deux ans après le procès en évasion de Filippo Turati, la nouvelle du débarquement en France de Rosselli, Nitti et Lussu (fig. 12 et 13), tous les trois relégués sur l'archipel volcanique des Lipari, semble ouvrir une intense, bien que brève, période d'excitation et d'enthousiasme – presque – unanime parmi les émigrés : pendant qu'en Italie, les journaux s'abstiennent du moindre commentaire sur l'événement et évitent de citer les noms des trois nouveaux évadés, on les voit surgir à l'étranger, accompagnés chacun de leur portrait et de la question désormais décisive : qui sont-ils et, surtout, que signifie le succès de leur entreprise pour l'antifascisme à court et moyen terme ? Cette interrogation éminente résonne partout. Dans les journaux antifascistes, le *Becco Giallo*, la *Libertà*, qui fait l'éloge d'une « conspiration héroïque » et consacre ses colonnes à ses principaux auteurs, trois inconnus dont l'identité compte pour peu au regard de ce qu'ils incarnent désormais. Trois hommes seulement qui, au terme d'une préparation scrupuleuse et patiente, longue de dix-huit mois précise-t-on, ont brillamment réussi à tromper la surveillance d'une « armée de forces de l'ordre »<sup>59</sup>. Dans les journaux de la Concentration que l'on fait imprimer à l'attention du public français, comme la publication que dirige Turati, *Italia*, et dans laquelle on laisse entendre que l'arrivée de ces individus d'une « grande foi et d'une intrépidité bien éprouvée », modèles « typiques de la nouvelle génération italienne qui se donne pour but de reconquérir leur pays à la liberté », sera un véritable « tonique [*sic*] pour le mouvement à l'étranger ainsi qu'en Italie ». Dans les journaux étrangers : la presse britannique<sup>60</sup>, surtout, recueille ainsi la parole de chacun d'entre eux et ces témoignages serviront ensuite de trame à une narration plus longuement développée mais pas moins dramatique de la « fugue » racontée « en quatre temps »<sup>61</sup>. Dans les discours enfin : ceux, les premiers, que donnera Rosselli, en décembre, à Londres, au *National Liberal Club* et devant les assemblées de réfugiés italiens en France.

C'est donc très vite la représentation et la signification de leur action qui est au centre de leurs préoccupations, comme elle l'a été deux ans plus tôt à Savone. Il va de soi que les

<sup>59</sup> « Lussu, F. Nitti, Rosselli sono fuggiti da Lipari dopo diciotto mesi di silenziosa paziente eroica cospirazione eludendo la sorveglianza di un esercito poliziotti », *La Libertà*, 11 août 1929.

<sup>60</sup> L'« affaire Rosselli » mobilise l'ensemble de la presse britannique, y compris des titres dont la sympathie pour le régime de Mussolini est avérée à l'image de *The Spectator*. Dans la presse française, la nouvelle de l'évasion des Lipari de Lussu, Rosselli et Nitti fait l'objet de seulement quelques brèves, dans *Le Journal des débats* par exemple. *L'Ère nouvelle* publie le 10 août une courte annonce consacrée aux « bagnes fascistes » sous le titre « Les îles maudites ». Plusieurs quotidiens, de toutes tendances comme *Le Populaire*, *La République* et *Le Libéraire*, consacrent de brefs articles, entre le 16 et le 24 août, pour évoquer les « représailles fascistes contre les familles des évadés de Lipari ». *Le Libéraire* saisit même l'occasion pour informer le lecteur français sur l'intensification de « la répression » en Italie depuis 1922.

<sup>61</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 2, 4-1, « Fuga in quattro tempi ». Voir aussi : Rosselli (Carlo), « Fuga in quattro tempi », *Almanacco socialista*, 1931, p. 76-89.

organisateurs et les acteurs de l'évasion contestent ici encore les arguments et les conceptions des autorités fascistes. Tel celui qui consiste à les considérer comme des éléments dangereux pour la sauvegarde de l'honneur et de l'unité de la Patrie à l'étranger. C'est en effet sur ce motif que la police italienne place Marion Cave et Nello Rosselli en état d'arrestation, au dernier jour du mois de juillet 1929. Si le second n'avait eu aucun rôle dans cette histoire d'évasion, la compagne de Rosselli avait tenu, avec Alberto Tarchiani, une position centrale dans ce projet dont l'idée remontait à 1927<sup>62</sup>.

Les étapes principales de l'entreprise préparée entre les mois d'août 1927 et 1929, nous sont aujourd'hui bien connues, grâce au témoignage laissé après la guerre par l'ancien journaliste du *Corriere*<sup>63</sup>. Il restait cependant, jusqu'à très récemment encore, à prendre l'exacte mesure de l'activité de Marion Cave, et par son truchement d'un second réseau – exclusivement féminin et anglo-saxon – dans la préparation et l'exécution de l'entreprise de libération de Rosselli, Lussu et Nitti. Autour de Marion Cave donc, les universitaires Marie-Louise Peacop, Emma Dobelli mais aussi Bertha Pritchard et Marion Enthoven<sup>64</sup> assuraient un relai essentiel dans l'échange d'informations entre les îles du *confino* et l'étranger, disposant pour cela librement

<sup>62</sup> Tarchiani (Alberto), « L'impresa di Lipari », dans Rossi (Ernesto), *Non al fascismo, op. cit.*, p. 120. Dans une lettre d'Ernesto Rossi à Tarchiani, datée du 19 juin 1927, le premier fait état de ses discussions sur le sujet avec Ferruccio Parri. Une entreprise qu'il projette d'accomplir à l'époque par la voie aérienne plutôt que par la mer. Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 53-9.

<sup>63</sup> Une première fois tentée en novembre 1928, sans succès, en raison des conditions climatiques et des performances de l'embarcation notamment, l'entreprise concerne alors essentiellement Alberto Tarchiani, Marion Cave, Italo Oxilia et Raffaele Rossetti. Celui-ci s'éclipse ensuite ; c'est Gioacchino Dolci qui lui succède, un ingénieur en électricité et en mécanique issu d'une famille modeste, dont Rosselli a fait la connaissance au *confino*. Libéré en décembre 1928, il s'exile alors en France et rejoint le groupe pour préparer l'évasion de son ancien co-détenu.

<sup>64</sup> Marion Enthoven est alors parente avec une des nombreuses familles de la ville de Florence dont les ascendances sont anglo-saxonnes, ce qui lui permet de circuler facilement entre les deux pays, de même que Marie-Louise Peacop. Marion Cave l'a rencontrée, comme Isabelle Massey et Emma Dobelli, à l'époque de sa formation universitaire au Bedford College. C'est au British Institute qu'elle fait la connaissance de Marion Enthoven, secrétaire volontaire de l'institution en 1925 lorsque Marion y enseignait. Richet (Isabelle), « Marion Rosselli, la fuga di Lipari e lo sviluppo dei circuiti antifascisti in Gran Bretagna », dans Giacone (Alessandro, dir.), Vial (Éric, dir.), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo in esilio*, Rome, Carocci, 2011, p. 74-88. L'auteur montre ainsi comment ces femmes, qui furent en fait les premières à mobiliser l'opinion publique de leur pays autour de la nature véritable du régime de Mussolini, évoluaient au sein de différentes sphères et réseaux, relativement informels et mineurs au sein de la société britannique de cette époque. Des réseaux intellectuels, associatifs, mais surtout amicaux et familiaux que l'on retrouve essentiellement proches de certains groupes : les féministes, les pacifistes, la gauche labouriste, ou encore l'univers du catholicisme social que rejoignent, une fois exilés, les antifascistes Angelo Crespi et don Luigi Sturzo. Voir aussi : Grasso (Giovanni, éd.), *Luigi Sturzo-Gaetano Salvemini : carteggio, 1925-1927*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2009 ; Grasso (Giovanni, éd.), *Luigi Sturzo e i Rosselli tra Londra, Parigi e New York : carteggio 1929-1945*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004.

de leur capacité de déplacement entre l'Italie, la France et l'Angleterre<sup>65</sup>. Ces personnalités, elles-mêmes situées au croisement d'au moins trois réseaux britanniques d'activités politiques et d'engagements associatifs acquis à la cause de l'antifascisme, interviennent dans un second temps dans la campagne de mobilisation immédiatement déclenchée depuis Paris par Rosselli notamment, pour faire libérer ses proches<sup>66</sup>.

L'interprétation qui domine cette opération de propagande nous est encore fournie par celui-ci, dans la première lettre qu'il écrit à sa mère de son exil parisien, le 14 août 1929 :

N'oubliez jamais de dire et de faire dire que Rosselli et Lussu ne se considèrent pas comme des *fuorusciti* : ce sont des *bannis*, des prisonniers qui ont regagné leur liberté en prenant l'engagement sacré de faire un jour de même pour tous les frères en Italie<sup>67</sup>.

Voici, en effet, l'image la plus diffusée des trois évadés : celle de prisonniers qui retournent combattre sur le front. Du modèle édifiant et moralisant du « martyr de la liberté » construit à l'époque du *Risorgimento*<sup>68</sup> à celui de l'évadé politique qui refuse son traitement de captif, les antifascistes avaient en effet connu – comme, du reste, la société italienne – le phénomène tout

<sup>65</sup> Dans un premier temps, et comme la législation de l'époque le prévoyait pour les épouses étrangères qui était ainsi reconnues comme citoyennes italiennes, Marion Cave ne put retourner en Angleterre, limitant ainsi ses déplacements à l'Italie, entre Florence, les Lipari et Milan où elle retrouvait notamment Marion Enthoven, Marie-Louise Peacop et Isabelle Massey. Sa demande de passeport n'aboutit qu'à l'été 1928. Voir : Richet (Isabelle), « Marion Rosselli, la fuga di Lipari e lo sviluppo dei circuiti antifascisti in Gran Bretagna », *op. cit.*, p. 80.

<sup>66</sup> L'ordre de suspendre le mandat d'assignation au *confino* est donné le 14 août au préfet d'Aoste par le ministre Bocchini, après consultation de Mussolini. Les autorités fascistes, et notamment l'ambassadeur à Londres, font immédiatement circuler l'information selon laquelle aucune arrestation n'aurait été commandée, invoquant seulement l'existence de « soupçons fondés » quant à la participation de Marion Cave et de Nello Rosselli à l'entreprise de libération de Rosselli et de Lussu. Les conséquences « désastreuses » de la mobilisation antifascistes sur la presse étrangère et l'opinion motivent toutefois l'ambassadeur à demander des précisions sur cette version des faits, immédiatement contestée par l'opposition : « [...] il serait également très utile, dans le cas où la campagne se poursuivrait, que cette Ambassade soit en capacité de répondre aux nouvelles qui, même après le démenti sur l'arrestation, laissent encore un certain doute – qu'il soit de bonne ou de mauvaise foi – dans cette presse. » Voir : ACS, MI, DGPS, DAGR, Confinati politici, b. 883, fasc. personali Marion Rosselli. À la suite de ces semaines de mobilisation, le gouvernement italien, obligé de réagir, commande plusieurs articles, auprès d'une presse mieux disposée à son endroit, pour rassurer l'opinion sur les conditions de vie des détenus : le professeur Harold Goad de l'université de Londres, décrit dans *The Spectator* une vision idyllique des îles du *confino*. En 1931, enfin, Mussolini instrumentalise l'autorité et l'intégrité internationalement reconnue de la Croix Rouge pour recouvrir le régime du *confino* d'un vernis d'humanité : la question est rapidement réglée, à la suite de deux brèves visites, à Lipari et à Ponza, du président de la branche italienne de l'organisation, Filippo Cremonesi, également gouverneur de Rome. Voir : Carolini (Simonetta), Dal Pont (Adriano), *L'Italia al confino*, *op. cit.*, p. LXXX.

<sup>67</sup> « [...] Ricordatevi sempre di dire e di far dire che Rosselli e Lussu non si considerano dei fuorusciti : sono degli *estromessi*, dei prigionieri che hanno riconquistato la loro libertà con l'impegno sacro di riconquistarla un giorno per tutti i loro fratelli in patria. ». Voir : Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli*, *op. cit.*, p. 456.

<sup>68</sup> Vimont (Jean-Claude), « Silvio Pellico, *Mes prisons* : un "best-seller" de l'édification », *Criminocorpus* [En ligne], mis en ligne le 25 juin 2012. URL : <http://journals.openedition.org/criminocorpus/1946>.

récent et bouleversant des prisonniers de guerre<sup>69</sup>. Ces soldats italiens capturés par les puissances de l'Entente servaient à l'époque un double discours : la propagande militaire utilisait ces exemples de façon ambiguë, à la fois pour alimenter le discours de haine contre l'ennemi et motiver l'ardeur des soldats, mais aussi pour aviver la crainte chez ces derniers des conséquences de la mutinerie. Suspecté davantage encore que véritablement respecté ou même simplement regretté, le prisonnier de guerre n'a véritablement alors qu'une seule issue – la plus aventureuse à laquelle tout le monde songe sans jamais trop y croire<sup>70</sup> – pour regagner son honneur : l'évasion et le choix de retourner combattre<sup>71</sup>. Prenant place dans le contexte d'une guerre mécanisée, totale et de masse, la fugue du détenu véhicule enfin des valeurs, individuelles et collectives, qui redonnent à l'épopée sa dimension humaine et héroïque.

C'est bien d'ailleurs dans ce sens que Filippo Turati rédige cet hommage, description détaillée et enthousiaste du même motif :

Le monde entier sait aujourd'hui qu'ils sont arrivés. [...] Des fugitifs ? Dites plutôt : des soldats retournés sous les drapeaux. Dans une guerre civile, comme dans toute guerre, il existe un devoir impérieux qui s'impose au prisonnier : tenter, à tout prix, de regagner sa liberté. Ce n'est pas une évasion, c'est exactement le contraire, se soustraire à la paresse contrainte, à l'humiliation, à la mort, lente ; rejoindre les camarades dans les tranchées ; revenir à la vie et au combat ; affronter, pour son propre salut et celui d'autrui, les pièges des vigiles, échapper à la surveillance des projecteurs, des postes radio, aux coups de feu des fusils et des canons, des mitrailleuses, l'embuscade partout, sur terre comme sur mer ; défier – si le coup échoue – les atroces représailles [...] Les voici donc. Vainqueurs et vengeurs. Ils sont les premiers. Ils ne seront pas les derniers. Leur évasion a un sens, qui dépasse leur personne. C'est l'apostat par l'action : l'unique qui est une vertu rédemptrice. C'est la preuve tangible de ce que peut une foi et une conviction profondes, tenaces, contre laquelle aucun obstacle ne résiste. C'est le courage qui commence à reprendre, après les coups longtemps assénés sur nos têtes. Aussi contagieux que la peur : destiné, comme la terreur, à se répandre<sup>72</sup>.

Ainsi, suite à l'exil de Lussu et de Rosselli au cours de l'été 1929, les milieux politiques de l'émigration italienne deviennent le centre d'échanges et de discussion entre tous ces hommes,

<sup>69</sup> Nous avons déjà fait allusion, au premier chapitre, au nombre singulièrement élevé de prisonniers de guerre dans le cas italien. Cette importance était une source de problèmes pour le Commandement militaire, qui avait à gérer l'impact émotionnel du phénomène sur les soldats notamment, et qui tentait de trouver les réponses à cette question dans le manque de courage et d'ardeur patriotique des combattants italiens. Voir : Pino (Enrico), « Préface », dans Pozzato (Paolo), *Il coraggio della fuga : l'etica delle evasioni dai campi di prigionia della prima guerra mondiale*, Udine, Gaspari, 2012, p. 7-17 ; Procacci (Giovanna), *Soldati e prigionieri italiani nella Grande guerra : con una raccolta di lettere inedite*, Rome, Riuniti, 1993.

<sup>70</sup> Par exemple, dans le témoignage de Carlo Emilio Gadda, le plus célèbre sur le sujet : Gadda (Carlo Emilio), *Giornale di guerra e di prigionia con il « Diario di Caporetto »*, Milan, Garzanti, 2002.

<sup>71</sup> Pozzato (Paolo), *Il coraggio della fuga : l'etica delle evasioni dai campi di prigionia della prima guerra mondiale*, op. cit., p. 19-20.

<sup>72</sup> Turati (Filippo), « Vincitori e vindici », *La Libertà*, 11 août 1929. Pour le texte original : voir l'annexe n°5, p. C (Volume 2).

les exilés d'hier et ceux qui avaient d'abord milité dans la clandestinité – deux groupes qui étaient loin par ailleurs de s'ignorer complètement et qui avaient mené par le passé des combats communs. C'est à l'occasion même de cette nouvelle effervescence que s'ouvrent, au moment d'une reprise de l'activité antifasciste à l'étranger, les discussions pour relancer le mouvement de résistance dans la Péninsule. Ce n'est pas encore, loin s'en faut, la renaissance d'une opposition politique unie face au fascisme, mais il semble que le cours agité et de nouveau passionné de l'activisme antifasciste ouvre de nouvelles circonstances où il semble impérieux de saisir et de s'emparer d'un instant provisoire. Désormais, l'obsession d'une action en Italie est présente aussi bien chez les exilés de la première heure – il redevient envisageable pour eux de renouer les échanges avec l'Italie<sup>73</sup>, même s'ils imaginent que faire la lumière sur le fascisme pourra suffire à soulever le peuple à brève échéance – que chez ses partisans les plus fervents, ceux qui les ont rejoints à Paris. La Concentration antifasciste de Paris, semblait donc pouvoir encore une fois réunir et fédérer des opinions hétéroclites, que séparait pourtant, entre autres, sinon l'estimation du moment idoine pour renverser le fascisme, du moins encore les moyens à y consacrer, et projeter, avec ce même esprit radical, le renouvellement complet du modèle institutionnel et social italien.

L'éclosion de ce nouveau groupe dans l'exil n'arrive-t-il pas en effet à un moment de contradictions et de crise de l'opposition au fascisme ? En appeler à l'action en Italie, pousser les réfugiés de tous les partis à s'unir, encourager le rapprochement entre les tendances d'une même famille politique, hier opposés et aujourd'hui à nouveau réunies, bref taire les déchirures pour favoriser un « travail commun », un « équitable partage des tâches et des devoirs » afin de faire de l'antifascisme une « force révolutionnaire et constructive » ne va pas sans un vif sentiment de répondre aux attentes et aux inquiétudes des Italiens, ceux veux-t-on croire en tout cas qui cultivent encore l'espoir d'un renouveau possible contre le fascisme. Durant ces

<sup>73</sup> À l'occasion d'une lettre datée du 22 août 1929, et adressée à Walter Toscanini qui cherchait à obtenir du matériel de presse et de la documentation, sur la demande de la « Columbia Library » de New York, Filippo Turati révèle les difficultés que rencontrent les exilés antifascistes de la Concentration pour renouer avec l'Italie. La censure postale, qui compliquait tout lien entre l'exil antifasciste et leurs contacts restés dans la Péninsule, entravait aussi la production de publications à but informatif et propagandiste sur la situation italienne. Aussi pour contourner la censure postale, les réfugiés, par le biais de Sandro Pertini, dans le cours de l'automne 1928, tentèrent d'installer à la frontière des émetteurs radio, mais en vain. C'est ainsi que les circuits d'échanges et d'informations mis en place autour de Tarchiani, Rossi et Pacciardi étaient les seuls qui existaient et qui étaient viables pour tout l'antifascisme démocratique : Turati lui-même admit l'importance de cette « voie sûre » [« *la vostra via sicura* »], quelques semaines après son procès. Voir : Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, *op. cit.*, p. 283 ; les lettres entre Turati et Alberto Tarchiani, du 29 novembre 1927, celles avec Achille Boyancè du 9 et du 12 octobre 1928, dans Turati (Filippo), *Filippo Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio, 1927-1928*, *op. cit.*, p. 130, 279 et 283.



semaines de l'été 1929, l'évasion réussie de Rosselli, Lussu et Nitti semble le leur promettre et les rassemble providentiellement, au moins de façon provisoire.

Non qu'on doive en conclure que du modèle et de l'image de l'homme d'action, capable de se sacrifier pour une idée émancipatrice, à l'ambition indéfinie de renverser le fascisme et de refaire, selon le mot de Turati, l'Italie, ce soit tout un. Il y a eu dès ce moment des hommes, Rosselli par exemple, pour se tenir scrupuleusement à distance de la Concentration. À Tarchiani, il explique que son intention est de « renverser les positions et la tendance générale qui domine l'émigration » et que cela implique la création d'une « nouvelle formation exclusivement destinée à la lutte »<sup>74</sup>. Et s'il est vrai que les giellistes étaient au départ très bien disposés à faire de cette organisation le « bras armé » de la Concentration pour que celle-ci regagne de l'influence en Italie, ils étaient encore plus convaincus de la nécessité de lui imposer de nouveaux noms, quitte à se présenter avec des idées somme toute assez similaires aux siennes. L'autonomie et l'indépendance totale du nouveau mouvement leur paraissaient encore bien plus importants. Ainsi se creusa le premier motif de discorde par lequel les giellistes parurent basculer pour de bon en faveur du renouvellement complet des cadres et des organisations politiques de la démocratie italienne.

Un autre apparaît aussi rapidement à l'occasion d'une série d'articles publiés dans un grand quotidien parisien<sup>75</sup> : des chroniques de l'écrivain Henri Béraud, rédigées à la suite d'un séjour dans la Rome fasciste. Certaines analyses, volontairement provocantes et en rupture par rapport à un ensemble d'idées reçues à l'étranger, suscitent la polémique ; comme l'opinion suivant laquelle l'impérialisme italien était une idée antérieure au triomphe des chemises noires. Ces réflexions sont l'occasion pour les réfugiés d'exprimer des désaccords profonds. D'un côté, ceux qui estiment avec Turati<sup>76</sup> que « l'impérialisme fanfaron est entièrement lié au bluff fasciste et “ne résisterait pas”, ne serait-ce qu'une minute, au rétablissement des libertés

<sup>74</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 51-1 à 4. En particulier, les courriers des 21 et 28 août 1929.

<sup>75</sup> Béraud (Henri), « Ce que j'ai vu en Italie fasciste », *Le Petit parisien*, 5 septembre 1929. D'autres articles sont publiés dans les semaines suivantes, dans les mois de septembre et octobre. Ces articles donnent ensuite lieu à une publication en livre aux Éditions de France : Béraud (Henri), *Ce que j'ai vu à Rome*, Paris, Éditions de France, 1929. Voir : Monier (Frédéric), « Les obsessions d'Henri Béraud », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1993, n° 40, p. 62-74 ; Poupault (Christophe), « Les voyages d'hommes de lettres en Italie fasciste. Espoir du rapprochement franco-italien et culture de la latinité », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2009/4, n° 104, p. 67-79.

<sup>76</sup> Lettre au directeur du *Petit parisien* du 25 septembre 1929, publiée dans le numéro du 1<sup>er</sup> octobre du bulletin d'informations publié à Paris « Italia ». Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 311 sqq.

*publiques*<sup>77</sup> » ; la répugnance à admettre que les Italiens aient pu être dans toute leur histoire, au moins une fois, un peuple belliqueux, décidé à rendre coup pour coup pour défendre un sentiment national que l'on juge rétrograde, incompatible avec leur caractère :

les Italiens, sans dire qu'ils partagent l'opinion de votre Sganarelle « qui craint naturellement les coups » (ce qui est du reste le témoignage d'un peuple civilisé) mais, en termes de « coups », ceux qu'ils craignent le plus, ce sont les « coups de tête »<sup>78</sup>.

De l'autre, ceux que choque, plus encore que les impressions de Béraud, cette réponse de Turati, se groupent derrière la bannière que brandit le mouvement « *Giustizia e Libertà* ».

Dans ce deuxième camp, on fait d'abord au *leader* socialiste le reproche – c'est celui que développe Rosselli – de souligner, aux yeux de tous, la « couardise » du peuple italien<sup>79</sup>. Même accent chez Emilio Lussu, qui s'adresse à Turati en ces termes :

Vous avez exprimé, dans cette lettre, des opinions auxquelles – ainsi qu'à beaucoup de personnes de ma génération – il est impossible de souscrire. Je parle de cette génération qui, à l'époque d'Adoua, était encore dans les langes, ou qui, comme moi, apprenait à lire avec un syllabaire. Et qui, en étudiant votre histoire grecque et romaine si détestée, est entrée en rébellion avec vos goûts, car elle s'est tant amusée [...]. Il est indéniable que nous ayons un esprit absolument différent du vôtre. [...] « Creigner [*sic*] les coups est un [*sic*] marque de haute civilisation » écrivez-vous, explicitant s'il le fallait encore davantage votre pensée. [...] Chez les socialistes qui m'ont honoré de leur amitié, j'ai toujours observé une contradiction profonde entre leur âme romantique et leur cerveau marxiste<sup>80</sup>.

Car ce qui sépare évidemment les deux interprétations, c'est le degré de violence, d'engagement personnel et de volonté porté par les antifascistes dans leur participation à la lutte. Toute la polémique ouverte entre Filippo Turati, Carlo Rosselli et Emilio Lussu tourne autour de son appréciation. Turati, on le sait, voit la diffusion du fascisme à l'œuvre dès l'entrée en guerre de l'Italie en 1915. Alors la façon dont l'intervention s'imposa à l'opinion et à

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 314 : « Ne consegue che l'imperialismo fanfarone non appartiene per intero che al *bluff* fascista, e «non resisterebbe» oh ! non, neppure un minuto, al *ristabilimento delle pubbliche libertà*. ».

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 313 : « Gli italiani, non dirò che sono del parere del vostro Sganarello «che temeva naturalmente i colpi» (ciò che del resto è un segno di alta civiltà) ma, in fatto di «colpi», essi temono soprattutto i «colpi di testa» ».

<sup>79</sup> « Gli italiani hanno già sufficiente fama di codardi percè ci sia bisogno di far sapere ai Francesi che Menelik era diventato un eroe nazionale dopo la sconfitta di Adua. ». Lettre de Rosselli à Turati du 7 octobre 1929, dans *Ibid.*, p. 314.

<sup>80</sup> « Ma avete anche espresso delle opinioni che io e molti della mia generazione non condividiamo. Parlo di quella generazione che, al tempo d'Adua, era ancora in fascie, o che, come me, era al sillabario. E che arrivata alla vostra detestata storia greca e romana, in aperta ribellione ai vostri gusti, ci si è divertita un mondo. [...] È innegabile che noi abbiamo uno spirito assolutamente differente. [...] «Creigner les coups est une marque de haute civilisation» voi avete aggiunto a chiarimento definitivo del vostro pensiero. [...] Nei socialisti che mi hanno onorato della loro amicizia, ho sempre scoperto una contraddizione fra la loro anima romantica e il loro cervello marxista. L'una è per le 5 Giornate, l'altro per il ritorno di Radetzky a Milano e il relativo ribasso del prezzo del pane [...]. ». Lettre de Lussu à Turati du 10 octobre 1929, dans *Ibid.*, p. 315-316.

l'ensemble de la nation contredisait « pleinement » les méthodes parlementaires et démocratiques : « Il était désormais évident que la guerre aboutirait au triomphe des dictatures. »

Or, selon Carlo Rosselli, ou même encore Emilio Lussu, la guerre justement ne saurait être un antécédent logique et naturel au fascisme, car c'est au contraire la lenteur et l'incapacité des démocrates à opposer une véritable résistance aux chemises noires qui ont permis un événement comme la « marche sur Rome ». En radicalisant sa conception utilitariste de la politique, il cherche à ridiculiser l'analyse de Turati. Il maintient pour sa part que son souci principal était de ne pas laisser croire cette idée néfaste à toute l'Italie, l'antifascisme compris, que, fascistes ou non, les Italiens souhaitaient une guerre contre la France : « dans cette perspective, mon anathème contre les Romains – dont le fascisme n'est qu'une pâle parodie acquiert une valeur tout à fait différente de celle que vous lui prêtez. » On peut du reste penser qu'en dépit de la véhémence de leur querelle, Turati et Rosselli, mais aussi Lussu ne sont pas tout à fait aussi éloignés l'un de l'autre qu'ils le prétendent eux-mêmes. Lorsque le premier exprimait ses regrets et ses doutes sur ses choix passés ; d'avoir peut-être prêché, lui et son parti, un peu trop vite le « culte des *armes intellectuelles* »<sup>81</sup>, n'est-ce pas une manière de dire que son opposition à la violence et à toutes les formes de banditisme n'exclut pas un engagement personnel et actif ? Lorsque Rosselli souhaite malgré tout témoigner de son désir de collaborer à l'œuvre de propagande conduite par le directeur du *Bulletin*, et met le compte de son désaccord sur la crainte que ses écrits soient instrumentalisés par la propagande fasciste, n'est-ce pas reconnaître que l'antifascisme doit agir en fonction de l'imaginaire que véhicule et que souhaite incarner le fascisme et son chef ? Bref les sentiments de Rosselli et de Lussu sont des sentiments peut-être moins sincères et profonds qu'ils ne le disent eux-mêmes, et l'horreur de Turati pour la violence est moins un refus du sacrifice et de l'action qu'il ne l'a laissé croire. C'est à Salvemini que l'on doit la meilleure conclusion à ce débat ; celui-ci adjurant le leader socialiste à ne pas « adopter de formules blessantes à nos yeux, nous qui refusons d'apparaître tant en l'Italie qu'à l'étranger comme des gens qui avons peur de prendre des coups »<sup>82</sup>.

<sup>81</sup> « [...] più di una volta ho pubblicamente confessato (confessione di cui si valseero per sè e contro me gli energumeni della rivolta, che non è la rivoluzione) il dubbio se non dovessimo tutti sentire il rimorso di aver troppo e troppo presto predicato il disarmo materiale, il culto delle "armi intellettuali", in un mondo in cui il brigantaggio poteva ancora riprendere tanta forza. Dico "il dubbio" non dico la certezza. ». Lettre de Turati à Lussu du 13 octobre 1929, dans *Ibid.*, p. 318.

<sup>82</sup> « [...] che nel rispondere tu evitassi [...] di non adoperare formule che feriscano noi che non amiamo comparire nè in Italia nè all'estero come gente che ha paura di prendere della bastonate : perchè questo non è esatto ». Lettre de Salvemini à Turati du 17 octobre 1929, dans *Ibid.*, p. 327.

**« S'insurger pour ressusciter » : l'insurrection comme programme d'une jeunesse rédemptrice**

Retrouvons désormais le groupe « *Giustizia e Libertà* » dans son unité et les traits par lesquels, il a gagné un prestige presque immédiat au début des années trente, laissant une trace inaltérable dans l'historiographie. Dans leur définition de l'esprit antifasciste, et en dépit de son apparente continuité avec des formes d'action anciennes, comme la reprise de l'idée de vertu et celle de sacrifice, inscrites toutes deux dans la vieille tradition romantique, s'affirme une double rupture. Rupture, prétendent les intéressés eux-mêmes, par rapport à une génération de vaincus, dans l'abandon revendiquée des vieilles idéologies de parti, défi lancé aux positions doctrinales jugées inaptées à contester le fascisme. Et rupture, en conséquence, avec les formes classiques de la politique de parti : dans la restauration de la dictature et la réapparition de la figure du despote tyrannique, les giellistes lisent la ferme et puissante exigence de l'action directe. Le consentement à la violence et à l'attentat individuel est sans doute le fruit du contexte dans lequel doivent désormais intervenir les opposants au fascisme. Mais ce qui impressionnent plus encore les membres fondateurs de G.L. sont la ferveur et la conviction qui sont supposées inspirer le geste décisif. Parmi les émigrés les plus actifs à la fin des années vingt, par le biais de la Concentration ou dans le sein d'autres grandes organisations comme la LIDU, nuls ne sont plus sensibles qu'eux – à l'exception peut-être, d'Alceste De Ambris – à la valeur du sacrifice individuel ainsi qu'à la mémoire de l'actionnisme *risorgimental*. Emilio Lussu, lorsqu'il publie son récit autobiographique *La Marche sur Rome... et autres lieux*<sup>83</sup>, quatre ans après son installation à l'étranger, fera ainsi un sort à la célèbre maxime de Machiavel : « Les prophètes armés ont toujours triomphé, les prophètes sans armes ont été écrasés. » En soulignant chez l'auteur du *Prince* le rappel de cette règle élémentaire de la vie politique, en insistant à son tour sur le fait que l'opposition au fascisme est entrée dans une phase nouvelle de son action et que la vengeance privée reste encore la première forme concrète de revendication et d'affirmation de ses droits, Lussu montre à quel point, dans les tentatives répétées d'atteindre à la vie de Mussolini et des hiérarques du régime, il reconnaît l'effort de reconquête juste et noble, la volonté saine de vaincre, le sens de l'honneur, du droit et de la grandeur. Et aussi, contre les « esprits mélancoliques », faits de résignation et de timides espoirs, la puissance du geste individuel accompli par une minorité d'hommes à l'avant-garde

<sup>83</sup> La première date de publication est 1931. Gallimard rachète les droits et fait éditer le récit à partir de 1935.

de la révolte, tant il s'affirme ici comme un héritier revendiqué des figures aristocratiques du *Risorgimento* italien, mystique bien plus que politique.

Alberto Tarchiani est l'un des témoins de la fondation de « *Giustizia e Libertà* », à Paris<sup>84</sup>. Ce qui le saisit encore, vingt ans après y avoir pris part, c'est la dynamique émotionnelle et morale du groupe, sa capacité à traduire de manière spontanée une « compréhension fraternelle », une solidarité de pensées et de sentiments, par-delà les clivages politiques et idéologiques : Lussu, Rosselli, Nitti, Cianca, Facchinetti, Rossetti, Salvemini et lui-même ont compris que le fascisme opère dans une dimension tout autre, et que leur lutte à eux est une guerre qui requiert une conscience, un langage et des sacrifices sans commune mesure avec une opposition constitutionnelle et morale. De là les appels du nouveau mouvement à « tous les Italiens qui se sentent offensés par le régime de servitude » : les antifascistes doivent s'apercevoir que désormais se joue bien davantage que la cause des institutions libérales. La bataille contre le fascisme est une entreprise révolutionnaire pour la « conquête d'un régime libre, démocratique, républicain »<sup>85</sup> et chaque Italien doit s'engager dans ce qui n'est rien d'autre que « la libération » de leur pays. Combat suprême, sacrifices sublimes, qui impliquent moins l'adhésion à un programme que la manifestation d'un véritable « acte de foi » auquel fait écho, du reste, la légende du *Risorgimento*<sup>86</sup> voire le langage du premier fascisme lui-même (fig. 14).

Ainsi, il est possible d'affirmer que c'est le fascisme – le fascisme qui, comme l'écrivent encore dans leur manifeste les giellistes, « assiège le cœur de l'Italie, se moque des questions de minorité et de majorité ; déclare les armes au poing : *je ne discute qu'avec les armes* » – qui commande par répercussion l'unité d'action de l'antifascisme. Dans ses divers témoignages publiés une trentaine d'années après les faits, Alberto Tarchiani rend hommage à tous les protagonistes qui donnèrent naissance à « *Giustizia e Libertà* » de l'avoir compris, eux qui ont incarné, mieux que quiconque, cet état d'esprit. En particulier deux d'entre eux : un républicain célèbre pour plusieurs faits d'arme déjà à l'époque, Raffaele Rossetti, et le dirigeant sardiste

<sup>84</sup> Tarchiani (Alberto), « “Giustizia e Libertà” a Parigi », *op. cit.*, p. 1-19.

<sup>85</sup> « “Non vinceremo in un giorno ma vinceremo” », *Giustizia e Libertà*, n° 1, novembre 1929.

<sup>86</sup> « “Giustizia e Libertà” se bat pour renverser la dictature fasciste et pour un régime libre, démocratique, républicain. [Le mouvement] agit sur le terrain de l'action révolutionnaire car la dictature a rendu impossible toute autre forme de lutte [...] Il déclare que la lutte est très dure et qu'elle impose les plus grands sacrifices. Ils sont le prix du Second Risorgimento italien. » [« “Giustizia e Libertà” si batte per il rovesciamento della dittatura fascista e per la conquista di un regime libero, democratico, repubblicano. Agisce sul terreno rivoluzionario perchè la dittatura ha reso impossibile ogni altra forma di lotta [...] Dichiaro che la lotta è durissima e impone i massimi sacrifici. Questo è il prezzo del Secondo Risorgimento italiano. »], dans *Giustizia e Libertà*, n° 1, novembre 1929.

Emilio Lussu. Du premier, il rappelle la « générosité, [le] courage, [l']esprit de sacrifice », mais aussi « sa susceptibilité et son obstination [...] tout aussi indomptables, sous une humilité et une déférence toute franciscaine », caractères d'un

esprit noble, d'un tempérament terrible, toujours à l'œuvre, comme lors de la préparation de l'évasion des Lipari, pour laquelle il fallait donner de l'impulsion à une action de collaboration, par un esprit de concorde simple et instinctif, sans préjugés et sans suspicions envers les autres.

Quant au Sarde, pour qui la décision de résister les armes à la main face à l'agresseur est, dès 1926, inscrit dans les prémisses antifascistes, il ne voit pas d'autres recours que l'insurrection contre la dictature, et Tarchiani a précisément salué chez l'homme « le plus intimement romantique » de leur groupe « l'instinct chevaleresque » et « cette veine poétique secrète, mais ardent qu'il ne pouvait complètement réprimer ». Dans ces portraits peints par Tarchiani, auxquels les historiens et biographes ont à leur tour fait un sort<sup>87</sup>, il y a plusieurs éléments notables : la culture romantique, la prédisposition instinctive et spontanée à s'engager dans des entreprises les plus risquées, pour lesquelles ils peuvent mettre à l'épreuve leur sens de l'action et leur ardeur à la lutte, enfin la provocation de l'événement qui fait naître une puissance d'unité, de concorde et de rassemblement entre eux. Mais il y a plus : si le fascisme peut susciter et mettre en mouvement contre lui cette unification des antifascistes, c'est qu'il faut qu'il y ait – ou du moins, qu'il y ait eu – en lui un pouvoir et une influence comparable. Le souvenir de l'après-guerre est trop proche pour qu'il soit aisément possible de parler de bataille et de combat :

Il est difficile, aujourd'hui, de parler de guerre, concèdent-ils dans leur appel au peuple. La plupart des combattants ont lâché leurs armes ; ils errent, méfiants et dispersés ; beaucoup ont rejoint les rangs du vainqueur, revêtant l'uniforme, pour échapper aux massacres ; d'autres, comme les *condottiere* des *Compagnia di ventura* sont passés à l'ennemi avec armes et insignes ; d'autres encore, attendent avec anxiété le mot d'ordre du rassemblement. Le reste, la grande masse, l'Italie non fasciste, est silencieuse, humiliée, terrifiée<sup>88</sup>.

<sup>87</sup> Sur Emilio Lussu, nous avons déjà cité les travaux de Manlio Brigaglia. Nous nous permettons d'indiquer aussi l'intéressant ouvrage collectif dirigé par Éric Vial : Vial (Éric, dir.), De Capitani (Patrizia, dir.), Mileschi (Bertrand-Christophe, dir.), *Emilio Lussu (1890-1975) : politique, histoire, littérature et cinéma ; actes du colloque international, Grenoble, 25-26 février 2005*, Grenoble : Publications de la MSH-Alpes, 2008.

<sup>88</sup> « È difficile, oggi, parlare di guerra. La maggior parte dei combattenti ha buttato le armi e vaga, sfiduciata e dispersa ; molti si sono infiltrati nelle colonne del vincitore, indossandone la divisa, per sottrarsi alla strage ; altri, come i mercenari delle compagnie di ventura son passati al nemico con armi ed insegne ; altri attendono trepidanti da capi sicuri, la parola dell'adunata. Il rimanente, la gran massa, l'Italia non fascista, è silenziosa, umiliata, atterrita. Noi la vediamo, la sentiamo, la viviamo ; gli osservatori stranieri la paragonano ad un cimitero di vivi. », dans « Non vinceremo in un giorno, ma vinceremo », *op. cit.*

La lutte entre le fascisme et l'antifascisme, sous-tendue par un conflit idéologique et moral<sup>89</sup>, est donc la confrontation de deux « bandes », de deux camps : celui qui a vaincu par la force comme « Radetzky à Milan, le Pape à Rome, les Bourbons à Naples » ; et l'autre, animée par cette « minorité audacieuse » et « révolutionnaire », qui cherche à incarner l'espoir d'une nation et sa volonté de « renaître », de se régénérer.

<sup>89</sup> Leur appel commence en effet comme suit : « C'est la première fois, depuis la marche sur Rome, qu'un groupe significatif d'opposants au fascisme, pour des raisons idéologiques et par répugnance morale, décide de reprendre le combat, unis sur le seul terrain que la logique politique commande. » [*« È la prima volta, dalla marcia su Roma ad oggi, che un rilevante gruppo di oppositori al fascismo, oppositori per ideologie incompatibili e per invincibili repugnanze morali, decidono di riprendere la lotta, uniti sul sol terreno che la logica politica ha mostrato ed imposto. »*], dans *Ibid.*



N. 1

Roma, Novembre 1929

# GIUSTIZIA E LIBERTÀ

## MOVIMENTO RIVOLUZIONARIO ANTIFASCISTA

Una nota più scura, alba più chiara. ANGELO DI GIUSTIZIA E LIBERTÀ

**“NON VINCEREMO IN UN GIORNO, MA VINCEREMO”**

E' la prima volta, dalla marcia su Roma ad oggi, che un riscatto è stato possibile. Non si è trattato di un riscatto, ma di un'operazione di guerra. I nostri avversari ci hanno restituito il terreno che ci avevano occupato. Ma non per un'operazione di guerra, ma per un'operazione di politica. La nostra politica ha mostrato di essere superiore a quella dei nostri avversari. La nostra politica ha mostrato di essere superiore a quella dei nostri avversari.

La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia.

N. 1

Roma, Novembre 1929

# GIUSTIZIA E LIBERTÀ

## MOVIMENTO RIVOLUZIONARIO ANTIFASCISTA

Una nota più scura, alba più chiara. ANGELO DI GIUSTIZIA E LIBERTÀ

**“NON VINCEREMO IN UN GIORNO, MA VINCEREMO”**

Ma abbiamo imparato la lezione della marcia. E se il destino è contro di noi, non si arrende. La nostra politica ha mostrato di essere superiore a quella dei nostri avversari. La nostra politica ha mostrato di essere superiore a quella dei nostri avversari.

La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia. La libertà è per la classe operaia.

Figure 14 – Bulletin de propagande de « Giustizia e Libertà » daté de novembre 1929, « Nous ne vaincrons pas un seul jour, mais nous vaincrons »<sup>90</sup>.

<sup>90</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 2.1.2-1.



Dans cette préhistoire du mouvement « *Giustizia e Libertà* », l'attentat contre le prince Humbert, à Bruxelles en octobre 1929, est un autre événement fondamental.

Fernando De Rosa, un jeune étudiant turinois exilé en France, est l'auteur de ce geste désespéré contre le prince du Piémont, Humbert de Savoie, en visite dans la capitale belge auprès de la famille royale, le matin du 24 octobre 1929. Arrivé la veille en gare de Bruxelles, le successeur au trône d'Italie venait pour annoncer officiellement ses fiançailles avec la princesse Maria-José, la fille d'Albert Ier. Le 24 au matin, les journaux italiens se préparaient donc à diffuser la nouvelle en « Une » de leur dernière édition, avec bien plus d'ampleur et de flamme que sa consœur belge<sup>91</sup>. Le prince, devait quant à lui commencer sa visite par un hommage aux morts de la Grande Guerre, sur la tombe du soldat inconnu. Le protocole était clair et concis : la cérémonie serait brève, le nombre de spectateurs relativement faible. Vers 10 heures, tandis que le cortège royal et le groupe des représentants officiels abordent le monument, une détonation se fait entendre. Les forces de l'ordre qui encadrent la scène arrêtent trois hommes qu'ils embarquent au commissariat le plus proche pour les interroger : deux individus sont finalement libérés ; le troisième décline sa véritable identité, affirme s'appeler Fernando De Rosa, être né à Milan en 1908, mais refuse de répondre sur la question de ses liens avec les *fuorusciti* en France et les antifascistes italiens que lui soumet un *questore* italien également présent. Dans le procès-verbal rédigé dans la foulée, De Rosa déclare cependant reconnaître la responsabilité de son geste et son intention nette de tirer sur le prince : « Je reconnais avoir tiré une première fois pour vérifier l'arme ; qu'après j'ai couru vers le prince du Piémont, mais on m'a arrêté ». Une version amplement transformée ensuite puisque le geste de De Rosa était présenté, dans les jours suivants, comme un signe de protestation, privé des intentions criminelles pourtant revendiquées par son auteur<sup>92</sup>. Ce qui devient l'affaire « De Rosa », également désignée par métonymie « le geste de Bruxelles », s'ouvre sur cette incertitude quant aux objectifs de « l'attentat ».

Les choix et les orientations assumés à cette occasion devaient lier encore un peu plus les hommes de « *Giustizia e Libertà* » entre eux. Il est déjà saisissant que, malgré des réactions personnelles contrastées comme on va le voir, les membres de la Concentration n'aient pu se défaire ensuite d'une réputation de bienveillance lâche et honteuse<sup>93</sup>, jugée trop modeste et

<sup>91</sup> Giovana (Mario), *Fernando De Rosa, dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna, op. cit.*, p. 1-10.

<sup>92</sup> C'est ainsi la version délivrée par le communiqué de l'Agence belge, sur le fondement des déclarations de deux représentants des autorités italiennes, l'ambassadeur Durazzo et le *questore* Mazza dont il a déjà été question. Voir : Giovana (Mario), *Fernando De Rosa, dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna*, p. 17-18.

<sup>93</sup> Salvatorelli (Luigi), Mira (Giovanni), *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Turin, Einaudi, 1956, p. 595.

prudente à côté de celle des giellistes. Il a ainsi semblé évident que ceux-ci, dont les déclarations avaient été beaucoup plus vives et enthousiastes, soient attachés à la résolution de l'action directe. Car si tous les sectateurs du geste individuel ne devinrent pas *gielliste*, tous les fondateurs de « *Giustizia e Libertà* » en revanche encouragèrent ce genre d'initiatives. La conviction partagée que la démonstration de son courage et de sa résolution à affronter et s'en prendre à tous les symboles du fascisme et de ses soutiens était l'unique solution immédiate pour restaurer l'antifascisme devait se révéler prépondérante pour la cohésion et la solidarité interne au groupe. C'est dire comment le groupe peut accueillir « le geste » de De Rosa, après l'embarras que provoque d'abord cet événement inattendu dans les rangs de l'émigration italienne. On a souvent décrit et insisté<sup>94</sup> sur le soutien mesuré et distant que les dirigeants de la Concentration se sentent obligés d'apporter à l'initiative de l'un des leurs – De Rosa appartient au Parti socialiste – tout en prenant soin d'écarter la thèse de la conspiration ou de l'action organisée et de la participation directe de la Concentration à ce geste.

De cette inclination contraire des giellistes pour l'audace et la hardiesse du geste vengeur, l'historiographie a donc exhumé un témoignage éloquent : les relations étroites liant les évadés de l'île de Lipari à Fernando De Rosa.

La proximité de l'événement avec l'évasion de l'été 1929, par leur forme – spectaculaire – et par leur date, a déjà été rappelée, soulignant ainsi l'existence d'une « complicité intrinsèque », bien que distante, entre les fondateurs du nouveau mouvement antifasciste « G.L. » et Fernando de Rosa<sup>95</sup>, renvoyé devant le juge pour instruire l'enquête. À défaut de pouvoir détailler la nature de cette coopération, les recherches accomplies dans les archives judiciaires de la ville de Bruxelles par Mario Giovana ont apporté une preuve tangible aux suggestions tardives d'Aldo Garosci. Les éléments recueillis dans un premier temps par le juge d'instruction De Muyllder, lors de ses entretiens avec le prévenu, évoquent en effet de possibles liens : interrogé suite à son arrestation sur ses affiliations politiques et ses relations avec l'émigration antifasciste, il s'agit pour De Rosa de brouiller les pistes et de dissimuler les appuis éventuels reçus pour préparer et réaliser son acte. Son témoignage, *a priori* confus et incohérent, s'avère en fait très habile, comme le relève Mario Giovana : au cours des interrogatoires, De Rosa déclare appartenir à quatre organisations politiques différentes, parmi lesquelles un

<sup>94</sup> Garosci (Aldo), « L'attentato di Bruxelles », dans Rossi (Ernesto), *No al fascismo, op. cit.*, p. 169-201 ; Giovana (Mario), *Fernando De Rosa, dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna*, Parme, Guanda, 1974 ; Morelli (Anne), *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio (1922-1940)*, Rome, Bonacci, 1987.

<sup>95</sup> Garosci (Aldo), « L'attentato di Bruxelles », dans Rossi (Ernesto), *Non al fascismo, op. cit.*, p. 182-183.

mystérieux « parti sarde » dont plus personne n'avait entendu citer le nom depuis 1926, date à laquelle son *leader* et fondateur fut condamné à la relégation par le régime italien qui décida également de dissoudre le parti autonomiste insulaire. Or ce dirigeant politique n'était autre qu'Emilio Lussu. Plutôt que de nier ses échanges avec la communauté des émigrés politiques<sup>96</sup>, De Rosa pouvait ainsi juger qu'en citant le nom du parti sarde, parmi les autres organisations antifascistes, il dissimulerait le caractère novateur du mouvement, distinct dans sa forme et son intention de la méthode *concentrazionista*. Croyait-il par conséquent lui-même à la reconstitution imminente de la formation autonomiste ? Il est certain, quoi qu'il en soit, qu'il voulait à tout prix éviter d'éveiller les soupçons des autorités concernant la nature insurrectionnelle de l'activité conduite par les trois évadés politiques, débarqués en France lors de l'été précédent et démunis de tout papier d'identité<sup>97</sup>, faut-il le rappeler.

L'aspiration et la préférence de Lussu, comme de Rosselli, pour ce genre d'entreprises individuelles capables de secouer les consciences et d'inspirer un soulèvement, s'est pourtant déjà fortement signalée. C'est que leur combat, pour l'un comme pour l'autre, se trouve indissociablement lié à l'insurrection, synonyme de régénération. Une régénération qui concerne les cadres et les élites du mouvement antifasciste, d'abord, à partir d'une analyse de la situation complètement différente et de méthodes d'action également distinctes. Et quand cette rénovation sera arrachée aux partis de la Concentration restera encore la résurrection de l'antifascisme lui-même. Depuis 1925, l'antifascisme de cette génération d'anciens combattants associe son ambition de faire émerger une nouvelle élite politique sur le sol italien à l'élimination du fascisme. Si bien que la bataille contre le régime dictatorial et ses appuis objectifs ou plus implicites est inséparable d'une unification de tous ses opposants autour d'une nouvelle forme d'association politique capable de conduire une action d'agitation et de propagande directement en Italie. Ici s'accomplit l'association de l'idée antifasciste et le mythe d'inspiration idéaliste et néo-romantique du « Second Risorgimento ». Il sera difficile, ensuite, de dépouiller la révolution antifasciste de cette culture antipartisanne qui recherche dans

<sup>96</sup> Ce que démentaient très explicitement ses lettres retrouvées par la police belge.

<sup>97</sup> À leur arrivée en France, l'extradition contre Rosselli, Lussu et Nitti, restait exclue, en l'absence de charges précises contre eux. Comme le remarquait très bien Rosselli dans sa lettre à sa mère du 14 août 1929, cette mesure était prévue dans le cas d'un délit contraire à la législation des deux pays en question et dans l'hypothèse qu'un traité d'extradition existait entre la France et l'Italie. Du reste, le *confino* politique était une mesure purement administrative qui n'avait donc aucune valeur dans le droit français. Rosselli pouvait donc se montrer des plus rassurants – « La police se montra très cordial, et dans les prochains jours nous accordera l'autorisation de récupérer nos documents d'identité » précise-t-il dans son courrier. Evidemment, l'hypothèse d'une participation à l'exécution d'un attentat sur le sol belge pouvait bouleverser complètement cette situation.

l'initiative d'hommes courageux, volontaires, généreux – « d'hommes nouveaux » comme l'exprime Tarchiani – une issue à la crise politique et sociale.

C'est dire comment le groupe peut accueillir « le geste » de De Rosa, après l'embarras<sup>98</sup> que provoque d'abord l'attentat dans les rangs de l'émigration italienne :

Si la tentative d'assassinat contre celui qui ne sera pas l'héritier [du trône d'Italie] avait été commise par un ancien, les charlatans du régime auraient écrit : « C'est la vengeance d'un vaincu ; c'est une réaction désespérée, mais impuissante, qui ne pourra rien contre la marche fatale des choses. » De Rosa n'appartient pas à la génération des vaincus. Pas plus qu'à celle des vainqueurs. Il est de la troisième génération : la nôtre. [...] Si l'attentat de Bruxelles avait été l'œuvre d'un ancien, il aurait pu être interprété comme la protestation inepte d'un homme trop faible, qui ne doit plus jamais se relever. Mais c'est l'œuvre d'un jeune homme de vingt-et-un ans. C'est l'aube d'un nouveau jour qui s'annonce. Les jeunes d'Italie, à nous ! Justice et Liberté. Maintenant et pour toujours<sup>99</sup>.

La suspicion d'un complot antifasciste pèse sur tout le groupe des exilés politiques italiens<sup>100</sup>. Face à ces accusations, pourtant, le traitement médiatique de l'affaire par les antifascistes diffère largement, selon qu'ils s'adressent à l'opinion étrangère ou aux Italiens. Pour peu qu'on rapproche, en les confrontant, les journaux de la Concentration imprimés en France aux « opuscules » édités par « *Giustizia e Libertà* » pour être réintroduits dans le Royaume d'Italie, on est d'abord saisi par la façon dont les uns et les autres insistent sur la jeunesse de De Rosa et décident d'en faire un élément incontournable de leur rhétorique. Soit pour excuser les « illusions sublimes » d'un jeune homme de vingt-et-un ans<sup>101</sup> ou bien, sinon, pour purifier et magnifier un acte que l'on sait pourtant contraire à la morale laïque et

<sup>98</sup> « La personnalité de De Rosa – Son geste est désavoué par l'organe de la Concentration antifasciste », *Le Peuple*, 26 octobre 1929.

<sup>99</sup> « Se l'attentato a chi non sarà l'erede fosse stato commesso da un anziano i pennivendoli del regime avrebbe detto : "È la vendetta di un vinto ; è uno sfogo di bile impotente ; non arresterà il fatale andare". De Rosa non appartiene alla generazione dei vinti. Non appartiene neanche a quelle dei vincitori. Viene dalla terza generazione : dalla nostra. [...] Se l'attentato di Bruxelles fosse stato l'opera di un vecchio, sarebbe stato forse interpretato come la protesta inane di un uomo che è tramontato e che non deve risorgere mai più. È l'opera di un giovane di ventun'anno. È l'alba del nuovo giorno. Giovani d'Italia, a noi ! Giustizia e Libertà. Ora e sempre. », dans « Il gesto di Bruxelles », *Giustizia e Libertà*, n° 6, novembre 1929.

<sup>100</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. H2, Note du 6 novembre 1929 : « C'est précisément Nenni, son protecteur [à De Rosa], qui a financé l'opération criminelle, tandis que d'autres lui ont apporté leur soutien moral. La tendance à l'insurrection armée et à la violence est très sensible si l'on en juge par le progrès accompli par ces théories au sein de la Concentration [...]. Beaucoup se sont fatigués à attendre des événements qui ne sont jamais advenus, et ont donc cherché des satisfactions dans d'autres moyens [d'action]. Ainsi, presque de manière inconsciente, une atmosphère d'impatience nerveuse s'est imposée, même auprès d'éléments pourtant connus pour leurs idées pacifiques. L'arrivée à Paris des trois fugitifs de Lipari, Lussu, Rosselli et Nitti y est pour quelque chose. » (Traduction personnelle). Cette interprétation du « complot antifasciste » est par ailleurs très bien représentée dans les journaux belges et étrangers. Sur ce point, on se reportera au travail de Mario Giovana : Giovana (Mario), *Fernando De Rosa dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna, op. cit.*, p. 19 sqq.

<sup>101</sup> Nenni (Pietro), « L'attentat de Bruxelles », *Le Peuple*, 27 octobre 1929.

démocratique<sup>102</sup>. Car la propagande gielliste, dès l'automne 1929 et la mobilisation qui suit l'événement de Bruxelles, marquent la différence entre la « génération des vaincus », celle des anciens antifascistes, et les générations suivantes, pour qui l'antifascisme doit résonner comme un mouvement absolument neuf, pur, moderne.

L'idéal de la jeunesse, c'est en tout cas l'allégorie que revendiquent Lussu, Rosselli et leurs amis. Raisonner d'après le système de la question générationnelle, comme principal modèle d'interprétation de la « crise contemporaine » était alors, le philosophe Adriano Tilgher en témoigne dans son essai *La crise mondiale*, publié au début des années vingt, presque un formalisme de pensée, auquel beaucoup d'artistes, de penseurs et d'hommes politiques enfin ont cédé<sup>103</sup>. Les hommes de « *Giustizia e Libertà* » avaient une vive conscience de la rapidité des transformations dans les domaines de la technique, de l'expression artistique et de la politique, de même que de la distance des siècles et des générations. Cette conscience, nous la constatons chez d'autres jeunes, des étudiants âgés d'une vingtaine d'années : chez Fernando De Rosa comme chez Nicola Chiaromonte. Originaire d'un village d'Italie du sud mais romain d'adoption, né en 1905 et influencé par l'« aristocratie spirituelle »<sup>104</sup> de ses parents, Chiaromonte découvre, adolescent, les essais philosophiques de Tilgher sur la « crise de la modernité ». Vers ses quinze ans, il est aussi saisi d'une espèce d'attraction, une « exaltation lyrique » que provoque chez lui le mouvement des faisceaux. La même exaltation, sans doute, que vit Gioacchino Volpe<sup>105</sup>, pourtant beaucoup plus vieux, mais bien convaincu lui aussi par cette image de révolution en marche que projette le fascisme naissant. Image troublée, polysémique, puisque la rhétorique fasciste se nourrit de toutes les occurrences du mythe de la jeunesse, qu'elles trouvent leur origine dans le nationalisme, l'*arditisme* ou le futurisme<sup>106</sup>. Les

<sup>102</sup> « Il gesto di Bruxelles », *Giustizia e Libertà*, *op. cit.* : « Si nous vivions dans un pays libre, nous désapprouverions fortement l'acte de Fernando De Rosa. Lorsque les dirigeants respectent les libertés politiques de tous les citoyens, il n'y a un ennemi public, c'est celui qui pratique ou prêche seulement les moyens de la violence pour conquérir du pouvoir. Dans un régime de liberté, les attentats et les révolutions sont purement inutiles, car la majorité peut être conquise par la persuasion [...]. » [« *Se vivessimo in un paese libero, disapproveremmo energicamente l'atto di Fernando De Rosa. Dove i governanti rispettano le libertà politiche di tutti i cittadini, ivi è un pubblico nemico colui che pratica o solo predica i mezzi violenti per la conquista del potere. In regime di libertà gli attentati e le rivoluzioni sono sprecchi di violenza inutile, in quanto la maggioranza può essere conquistata con la persuasione [...].* »].

<sup>103</sup> Au début du siècle, la question de la jeunesse embrasse des motifs philosophiques et des valeurs bien plus larges que ne peut le laisser penser la seule thématique « générationnelle » : elle incarne à la fois l'idée d'absolue, l'aspiration à un idéal sans limite, comme on le voit chez plusieurs auteurs, Guglielmo Ferrero et Alessandro Levi par exemple : Ferrero (Guglielmo), *Discorso ai sordi*, Milan, Corbaccio, 1925. Voir : Degl'Innocenti (Maurizio), *L'epoca giovane : generazioni, fascismo e antifascismo*, Manduria, Lacaita, 2002.

<sup>104</sup> Bianco (Gino), *Nicola Chiaromonte e il tempo della malafede*, Manduria, Lacaita, 1999, p. 5.

<sup>105</sup> Volpe (Gioacchino), *L'Avvenire dei giovani*, Florence, Sansoni, 1972.

<sup>106</sup> Degl'Innocenti (Maurizio), *L'epoca giovane : generazioni, fascismo e antifascismo*, *op. cit.*, p. 76, 86 et 90.

chemises noires s'expriment simplement et directement aux masses pour endosser cet idéal : ils n'ont pas de programme politique, mais chantent l'hymne à la jeunesse *Giovinezza*, hurlent le cri de guerre « A noi ! ». Cela suffit.

L'idéal de la jeunesse, les giellistes s'en réclament aussi par l'éloge qu'ils font du courage, du sacrifice et de la volonté. Aussi parient-ils également sur l'audace et la force. Mais comment faire hommage, comment entretenir et cultiver ce « courage » ? Comment y faire référence, sinon par les mots, les slogans du fascisme eux-mêmes ? À la difficulté du problème se mesure un peu mieux l'ambiguïté d'un appel qui recèle le sens très vif du soulèvement. Dans un tel contexte en effet, comment s'étonner que ce sentiment puisse aussi soutenir l'antifascisme et parfois en constituer le cœur ? D'autant que « l'élan fasciste » s'est construit lui-même comme une révolution : n'est-ce pas à celui-ci que l'on appelle en effet en opposant « le mouvement souriant et juvénile de l'année 1922 » à l'actuel « machinisme policier »<sup>107</sup> ?

Cette représentation antithétique, c'est celle que l'on trouve sur un autre opuscule de « *Giustizia e Libertà* ». Imprimés à Paris depuis la constitution du mouvement dans la capitale française, ces ouvrages de propagande, de quelques pages, présentaient tous les aspects d'authentiques journaux clandestins. Leurs auteurs mentaient sur le lieu d'impression – Rome au lieu de Paris – et choisissaient un matériau extrêmement fin – du papier vélin – pour en faciliter l'envoi et la diffusion en Italie : les giellistes, contrairement aux hommes de la Concentration, insistaient sur l'ancrage de leur mouvement dans la clandestinité, en Italie, auprès des Italiens, quitte à user de petits stratagèmes de ce genre qui ne faisaient cependant pas illusion auprès des fonctionnaires du régime fasciste. Du reste, on saisit ici, à travers la propagande du mouvement, combien les membres de « *Giustizia e Libertà* » insistent sur la proximité – physique, mais aussi émotionnelle, intellectuelle – du mouvement avec l'opinion, en particulier celle de la jeunesse.

L'un de ces ouvrages justement, postdaté, est en fait préparé dans les jours suivant l'attentat de Bruxelles (fig. 15). C'est Ernesto Rossi<sup>108</sup> qui conçoit et rédige la trame de cet appel aux

<sup>107</sup> « L'Italia fascista vista da Henri Beraud », *Giustizia e Libertà*, n° 5, novembre 1929.

<sup>108</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 53-21, Lettre d'Ernesto Rossi à Tarchiani du 31 octobre 1929.

« étudiants d'Italie »<sup>109</sup>. Sermon pour une jeunesse qui s'est oubliée, reniée dans son adhésion au fascisme :

Les écoles du *Risorgimento* ne formaient pas toute une bande de laquais pour tyrans, de courtisans pour les voleurs, de complices aux espions, de soutiens aux violents. Entre les fêtes et les amours qui accompagnent toute jeunesse, on conspirait pour la liberté et l'indépendance. [...] Avec quelle indignation, les étudiants qui, en 1915, à la déclaration de guerre, ont volontairement endossé l'uniforme militaire au sacrifice de leur vie, sans discuter et sans espoir de récompense, jugeraient aujourd'hui leurs camarades qui, en temps de paix, portent un uniforme macabre pour collaborer avec les voyous et réprimer toutes les aspirations à la liberté [...] <sup>110</sup>.

L'auteur du tract énumère ces insuffisances, ces renoncements qu'il blâme comme autant de forfeitures. Car ces jeunes, sous la chemise noire, semblent voués au contretemps politique, à une contre-modernité :

On veut faire de la patrie un grand tout et, pour cela, on retire à chaque citoyen les raisons de l'aimer : la liberté et la justice. [...] – L'État c'est moi – comme au bon vieux temps et pire encore. [...] Vous sentez bien que la théorie fasciste se réduit en tout point à une conception qui fait de l'homme un esclave et un serviteur <sup>111</sup>.

En effet, aucune classe dirigeante, aucune élite appelée à gouverner dans le futur, comme le sont ces jeunes étudiants, ne peut s'élever, se former et s'éduquer contre la liberté :

La suppression totale de la liberté signifie la fin de l'opposition, et ainsi l'inévitable ruine de la classe dirigeante. Le gouvernement qui commet cette folie devient aveugle et sourd. [...] Vous ne pouvez pas être fascistes sans rabaisser votre conscience d'étudiants italiens. Rejetez cette hiérarchie abâtardie dont le sommet est occupé par les plus mauvais. Soyez meilleurs que vos maîtres <sup>112</sup>.

<sup>109</sup> Concernant l'importance du mouvement étudiant dans les progrès du fascisme, on se reportera encore à Maurizio Degl'Innocenti : Degl'Innocenti (Maurizio), *L'epoca giovane : generazioni, fascismo e antifascismo*, op. cit., p. 99. Pour ce qui regarde la diffusion de la propagande antifasciste auprès des étudiants et au sein du milieu universitaire, il existe dans les archives de la police politique plusieurs témoignages des efforts entrepris par le mouvement « *Giustizia e Libertà* » pour rallier la jeunesse italienne, par exemple une note du 10 avril 1930 de Vérone. ACS, MI, DGPS, PP, 104, « Propaganda antifascista nelle scuole ».

<sup>110</sup> « Le scuole del Risorgimento non fornivano schiere di lacchè ai tiranni, indigeni o forestieri, cortigiani ai ladri, complici alle spie, amici ai violenti. Tra le feste e gli amori della giovinezza si cospirava per la libertà come per l'indipendenza. [...] Con quale sdegno gli studenti che, nel 1915, appena dichiarata la guerra, indossarono volontariamente il grigioverde e primi andarono a far reale sacrificio della loro vita, senza discutere e senza speranza di ricompense e di onori, guarderebbero oggi i loro coetanei che in tempo di pace indossano una macabra divisa per collaborare con gli sgherri a reprimere ogni aspirazione alla libertà. [...] », dans « Agli studenti d'Italia », *Giustizia e Libertà*, n° 7, janvier 1930.

<sup>111</sup> « Si vuol fare della patria il tutto e intanto al cittadino si tolgono della patria gli elementi vitali che la fanno razionalmente amare : la libertà e la giustizia. [...] – Lo Stato sono io -, come nel vecchio tempo e peggio. [...] Voi sentite che per ogni verso la teoria fascista si riduce alla concezione dell'uomo servo [...] », dans *Ibid.*

<sup>112</sup> « La soppressione totale della libertà è la fine transitoria delle opposizioni, ma è pure l'inevitabile rovina della classe dominante. Il Governo che compie questa stoltezza si priva della vista e dell'udito. [...] Voi non potete essere fascisti senza avvilito con la vostra coscienza d'italiani la vostra qualità di studenti. Rifiutate le gerarchie capovolte, i cui peggiori sono alla testa. Siate migliori dei vostri maestri. », dans *Ibid.*



L'antifascisme « a besoin d'hommes », c'est-à-dire de « courage », « de caractère », de « discipline » et « d'autorité ». Des mots, des idées qu'il faut encore retrouver, qu'il reste à restaurer dans leur dimension sacrée. Une grandeur et une puissance émotionnelles à laquelle prétend l'activisme antifasciste de « *Giustizia e Libertà* ».



Figure 15 – Bulletin de propagande de « *Giustizia e Libertà* » daté de janvier 1930, « Aux étudiants d'Italie »<sup>113</sup>.

<sup>113</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 2.1.1-2.



### ***Soulèvement antifasciste : le raid aérien comme opération de propagande***

Il faut s'arrêter un peu au raid aérien de l'été 1930 qui a concentré aux yeux des témoins comme des historiens tous les traits modernes et les efforts de réinvention rares dans les actions et la propagande de l'antifascisme. Les faits sont bien connus et ont été depuis documentés, étudiés, mais il est utile de les rappeler pour le lecteur français. Le 11 juillet 1930, peu avant midi, dans un camp désert de Lodrino, près de Bellinzona en Suisse, décollait un avion de type Farman. Les deux hommes montés à bord s'étaient volontairement débarrassés des parachutes avant de prendre leur envol, de façon à pouvoir charger les centaines de milliers de tracts antifascistes, de format 24 x 16 cm, imprimés sur du papier de diverses couleurs<sup>114</sup>. Tous ces manifestes portaient la mention « *Giustizia e Libertà movimento rivoluzionario* ». Ils furent jetés dans les airs lorsque l'aéroplane survolait la ville de Milan, sa cathédrale, approchant à moins de trois-cents mètres du sol. Assis derrière le pilote, Gioacchino Dolci, déjà présent lors de la tentative d'évasion de 1929, a figé ce moment par le récit :

J'aperçois nettement les toits rouges et gris, avec leurs cheminées, leurs clochers, les places et les rues occupées par la foule. Nous survolons les quartiers de la périphérie. J'ai à peine le temps d'observer. Je lance déjà le deuxième, le troisième et le quatrième paquet. Et pendant que l'avion poursuit sa descente, je lance, je lance encore. [...] Malgré le vent, qui m'empêche presque de me mouvoir librement, je redouble d'efforts. Quand il ne reste que le tiers des tracts sur la nacelle, nous prenons la direction du centre de la ville. Nous sommes maintenant à trois cents mètres du sol, au-dessus des quartiers les plus fréquentés ; nous survolons le *duomo*. Je lance les derniers paquets. Je remarque sur la place de nombreux groupes qui gesticulent, font de grands gestes, tremblent. On dirait des nuages de toutes les couleurs qui tombent, se dispersent partout. [...] Le lancement se termine, il est 12h25<sup>115</sup>.

Une heure plus tard, le Farman traversait la frontière italo-suisse, sans être inquiété ou pris en chasse par l'aviation militaire. Celle-ci reçut l'ordre de décoller seulement vers le milieu de l'après-midi. À Lodrino, Gioacchino Dolci quittait son coéquipier et repartait en France. L'autre

<sup>114</sup> Télégrammes communiqués par la préfecture de Milan à la direction de la Sûreté publique du ministère de l'Intérieur, cités dans Nebiolo (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo : vita e morte di Giovanni Bassanesi*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007, p. 8-9 et 12.

<sup>115</sup> « Vedo nettamente i tetti rossi, grigi, popolati di comignoli, i campanili, le piazze e le vie piene di follia. Voliamo sui quartieri periferici. Non ho tempo per osservare. Lancio il secondo, il terzo, il quarto pacco. E via via che corriamo e che scendiamo, lancio, lancio sempre. [...] Malgrado il vento che quasi mi impedisce la completa libertà di movimento, raddoppio i miei sforzi, e continuo il lancio ininterrottamente. Quando un terzo solo dei pacchi resta sulla carlinga, viriamo verso il centro della città. Siamo a trecento metri d'altezza sui quartieri più centrali e affollati, sorvoliamo il Duomo ; lancio gli ultimi pacchi. Scorgo sulla piazza numerosi gruppi che gesticolano, si agitano, in preda a grande animazione. Le nuvolette multicolori scendono sempre, sparpagliando ovunque. [...] Il lancio è finito, sono le 12,25. », dans X (L'Osservatore) [Gioacchino Dolci], « Il volo dell'aeroplano antifascista su Milano (Il racconto dell'osservatore) », *Almanacco socialista*, 1931, dans ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », carton « Raid aereo su Milano ».

prenait la direction de Genève : le temps était mauvais cependant et, dans le col du Saint-Gothard, son avion se brisa contre la roche, à proximité d'un hospice et d'un fort de garnison. Emporté dans l'hôpital le plus proche, le pilote, Giovanni Bassanesi, déclina son identité, sans révéler cependant les véritables buts de son voyage et de sa présence en Suisse, en dépit des évidences qui témoignaient contre lui<sup>116</sup>.

Du reste, Giovanni Bassanesi, exilé en France depuis 1927, était bien connu de la police italienne comme des services de la Sûreté nationale<sup>117</sup>. Il avait fait l'objet d'un signalement en novembre 1928, suite à un geste de protestation à l'occasion d'une représentation du compositeur italien Pietro Mascagni au théâtre de la Gaîté Lyrique<sup>118</sup>. Dès cette époque, Bassanesi projette une démonstration bien plus ambitieuse encore : il veut réaliser un raid aérien, en Italie, dans un but uniquement de propagande<sup>119</sup>. Un tel programme intéresse au plus haut point Rosselli et Tarchiani qui décident, avec l'argent de la Concentration<sup>120</sup>, de financer l'instruction, pendant un an, du futur pilote, à Tossus-le-Noble, auprès du directeur du périodique *L'Avion Revue*, Gaston Brabant. Financé et encadré « *Giustizia e Libertà* », l'entreprise relevait pourtant, au départ, d'une initiative personnelle et répondait à son idée de l'engagement antifasciste. Le volontarisme du jeune mouvement, déclaré ouvert à toutes les sensibilités politiques conviennent mieux à Bassanesi, à l'étroit ailleurs, dans une émigration politique dominée par les partis<sup>121</sup>. Ainsi ce jeune valdôtain, né dans un milieu traditionnel, est souvent décrit comme un personnage solitaire et indépendant, non affilié à aucun parti, et du reste éloigné de l'antifascisme de la Concentration. Au lendemain du vol de Milan, pourtant, celle-ci n'hésite pas à se réapproprier son geste et sa symbolique héroïques.

Dès le lendemain de l'événement, le 12 juillet, toute la presse suisse, les grands quotidiens italiens, et une partie des journaux français, relatent les faits : l'incursion aérienne d'un avion

<sup>116</sup> AE, 429 QO, 214, Télégramme du 12 juillet 1930. Des tracts antifascistes furent retrouvés dans la carlingue de l'avion.

<sup>117</sup> Les autorités suisses entrèrent en relation avec les services diplomatiques du gouvernement français dès le début de l'enquête.

<sup>118</sup> AN, MI, F7, 13 249, Rapport du 12 novembre 1928 sur les incidents à la Gaîté Lyrique.

<sup>119</sup> Gino Nebiolo a pu déterminer, en croisant plusieurs témoignages, que l'idée du projet revenait à Bassanesi, et non au mouvement « *Giustizia e Libertà* » comme Egidio Reale, entre autres, l'affirmait pourtant dans un texte d'hommage. Voir : Reale (Egidio), « Il volo su Milano », dans Rossi (Ernesto), *No al fascismo, op. cit.*, p. 201-217.

<sup>120</sup> Tobia (Bruno), *Scrivere contro : ortodossi ed eretici nella stampa antifascista dell'esilio, 1926-1934*, Rome, Bulzoni, 1993.

<sup>121</sup> Tombaccini-Villefranque (Simonetta), « Giovanni Bassanesi, Valdôtain "illuminé" et saint laïc de l'antifascisme italien en France », *Cahiers de la Méditerranée*, 1997, 55, p. 23-30.

français en territoire italien<sup>122</sup>, l'accident sur le Saint-Gothard, et la présence à son bord de manifestes antifascistes. Dans la Péninsule, les journaux fascistes comme *Il Popolo d'Italia* se moquent du « grotesque » de l'entreprise, dont l'issue tragique serait en fait une « punition divine »<sup>123</sup>. En Suisse, en revanche, à Lugano plus précisément, le premier quotidien à donner la nouvelle de l'événement est l'organe des socialistes tessinois *Libera Stampa*, dans une édition spéciale titrée : « Un avion de l'association secrète *Giustizia e Libertà* vole sur Milan à basse altitude pour y jeter des manifestes contre le régime fasciste ».

Aujourd'hui, vers 12 heures, un avion italien est soudainement apparu dans le ciel milanais, lançant des manifestes du mouvement « *Giustizia e Libertà* ». La population, étonnée et admirative, a lu les tracts avec une grande joie. Ceux-ci invitent le peuple à s'insurger pour renverser le fascisme. La police est intervenue alors que l'avion avait déjà repris de l'altitude et disparaissait à l'horizon. Il y a eu plusieurs échauffourées entre les policiers et les ouvriers qui refusaient de céder les documents en question<sup>124</sup>.

Les giellistes ont parfaitement conscience en effet que leur entreprise ne peut réussir qu'à condition d'imposer leur interprétation des événements, par un premier mode scénaristique et informationnel, celui du récit médiatique. À Lugano, le républicain Randolpho Pacciardi est, depuis l'automne 1929, en relation avec Otto Pünter, qui travaille à l'agence d'informations « Insa ». La veille du raid aérien, celui-ci avait ainsi été mis au fait qu'une « opération sensationnelle » se préparait au sein de l'émigration antifasciste :

La lutte psychologique contre le fascisme allait être portée en Italie même. Je devais demeurer en faction à Berne, attendre la suite des nouvelles et traduire les documents qui me parviendraient, afin de pouvoir publier instantanément leur contenu, dès que l'on me ferait savoir qu'il était temps. Le 9 juillet 1930, je reçus quatre tracts en Italie, qui commençaient tous par cet exergue : *Justice et Liberté, Mouvement révolutionnaire antifasciste. Insurrection ! Résurrection !*<sup>125</sup>

C'est également Randolpho Pacciardi qui sert d'intermédiaire à Rosselli et Tarchiani, très vite identifiés et interdits de visite auprès du pilote blessé, pour demander à Bassanesi de

<sup>122</sup> Voir par exemple : « A la frontière italienne. Un avion porteur de tracts s'écrase », *L'Intransigeant*, 13 juillet 1930.

<sup>123</sup> « Una grottesca impresa antifascista. Aeroplano pilotato da un fuoruscito che precipita presso l'Ospizio del San Gottardo dopo aver lanciati manifesti sovversivi su Milano », *Il Popolo d'Italia*, 13 juillet 1930.

<sup>124</sup> « Ques'oggi verso le ore 12 un aereo italiano è improvvisamente comparso nel cielo di Milano, gettando manifestini di Giustizia e Libertà. La popolazione sbigottita e ammirata ha letto i manifesti con grande gioia. Sono manifesti invitanti alla riscossa per abbattere il fascismo. La polizia è intervenuta quando l'aeroplano aveva già preso alta quota sparendo nell'orizzonte. Sono avvenute varie colluttazioni fra poliziotti e operai che non volevano lasciarsi strappare i manifesti. », dans Nebiolo (Gino), *L'umo che sfidò Mussolini dal cielo*, op. cit., p. 12.

<sup>125</sup> Pünter (Otto), *Guerre secrète en pays neutre : les révélations d'un agent secret sur l'espionnage en Suisse contre le fascisme et Hitler : 1930-1945*, Lausanne, Payot, 1967, p. 39.

revendiquer pleinement l'objectif politique de sa présence en Suisse, sans citer ni compromettre ses soutiens étrangers<sup>126</sup>.

Dans la presse antifasciste, l'image de Bassanesi est dès lors travaillée par les traits dominants de la posture médiatique de l'aviateur. Sur cette figure mystérieuse, taciturne<sup>127</sup>, viennent ainsi se greffer toutes les connotations de l'imaginaire aéronautique : la solitude, le courage, le dévouement, la pureté de l'idéal sont tous les attributs que l'on prête facilement au « catholique valdôtain »<sup>128</sup>. L'événement, l'ampleur que prend l'affaire sur le plan uniquement médiatique, avant même l'ouverture de son volet judiciaire, est d'abord rendu possible par le caractère isolé et complexe de Bassanesi, que l'on dit renfermé dans une sorte de « dignité rigide et élégante », reconfiguré au contact du mythe contemporain de l'aviateur. Un mythe auquel est lié tout un imaginaire qui a largement participé et préparé l'exploitation du motif du raid aérien dans la presse.

On sait pourtant combien l'appropriation de ce motif par l'antifascisme ne va pas de soi, tant sa naissance est ambiguë. L'entreprise projetée à l'été 1930 était vouée sans équivoque à l'action puisque le mouvement « *Giustizia e Libertà* » se préparait à réaliser une opération qu'aucun autre parti n'était parvenu à concrétiser<sup>129</sup>, faute de moyens financiers assez conséquents, de matériel et d'hommes disposés à manœuvrer un monoplace dans les airs. Si Carlo Rosselli avoue, trois jours après le raid, ses doutes quant à la faisabilité du projet, c'est qu'il est encore conscient des risques encourus, tant pour lui-même que pour les deux jeunes aviateurs néophytes. Mais, une fois accompli, le geste lui semble tellement grandiose, « audacieux », qu'il devient impossible de ne pas y voir la force du mouvement situé à son origine. La « conjuration du silence » devait nécessairement céder :

Ce jeune homme de 25 ans, blessé et aujourd'hui maintenu, après avoir été arrêté, dans un hôpital suisse pour l'horrible crime d'avoir apporté une parole d'espoir à ses frères eux aussi reclus dans leur propre Patrie, est vraiment symbolique. C'est la nouvelle Italie qui s'annonce. Les journaux fascistes, malgré leurs misérables commentaires, ne pouvaient s'empêcher de reconnaître l'importance de l'entreprise. Chaque fois que les fascistes se trouvent face à la jeunesse, ils apparaissent comme désarmés. C'est ainsi,

<sup>126</sup> Lettre de Rosselli à Gioacchino Dolci du 14 juillet 1930, dans Nebiolo (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo*, op. cit., p. 75-76.

<sup>127</sup> « Bassanesi », *La Libertà*, 19 juillet 1930.

<sup>128</sup> X (L'Osservatore) [Gioacchino Dolci], « Il volo dell'aeroplano antifascista su Milano », *Almanacco socialista*, art. cité.

<sup>129</sup> Sur un premier projet de raid aérien, conçu dans l'émigration antifasciste dès 1925, on renvoie le lecteur au témoignage de Reale ainsi qu'au travail de Nebiolo : Reale (Egidio), « Il volo su Milano », op. cit., p. 204 ; Nebiolo (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo*, op. cit., p. 10.

aussi face au mouvement de G.L., un mouvement libre de toutes attaches avec le passé, uniquement tourné vers l'avenir<sup>130</sup>.

Lorsqu'elle relaie l'événement, la presse italienne ne peut pas ignorer complètement la référence au mythe. Aussi cherche-t-elle à en affaiblir la portée. À l'image d'autres publications – à commencer par les quotidiens conservateurs de la Confédération helvétique –, suggère-t-elle rapidement la thèse d'une collusion étrangère entre l'antifascisme d'un côté et les autorités françaises et tessinoises de l'autre : il s'agit toujours de dénoncer le caractère « antinational », « anti-italien » de l'antifascisme, ces « traîtres à la Patrie » qui incarnent, selon la rhétorique du régime, les traits les plus vils et les plus bas, la « plus grande misère morale ». Bref, l'antagonisme est complet et chaque camp se complaît à disputer à l'autre le sens du « risque » et du courage, la « puissance », la « hardiesse » qu'incarnent pour tous l'aviation et l'aviateur. Ce n'est donc pas un hasard si, à l'image d'un avion qui s'élève dans le ciel milanais (fig. 16), on oppose celle – la dernière de cette expédition – d'une épave dont on distingue à peine la queue et le gouvernail<sup>131</sup> (fig. 17).

<sup>130</sup> « Questo giovane di 25 anni ferito e arrestato in un ospedaletto svizzero per l'orribile delitto di avere portato una parola di luce e di speranza ai suoi fratelli in Patria, è veramente simbolico. È l'Italia nuova che si annuncia. Gli stessi giornali fascisti coi loro miserabili commenti non hanno potuto fare a meno di riconoscere l'importanza dell'impresa. Ogni quavolta si trovano di fronte ad un giovane appaiono disarmati. Come disarmati si sentono di fronte al movimento di G.L., libero da ogni vincolo del passato, unicamente teso verso l'avvenire. ». Voir : lettre à Gioacchino Dolci du 14 juillet 1930, *op. cit.*

<sup>131</sup> « Rottami », *Il Popolo d'Italia*, 15 juillet 1930.

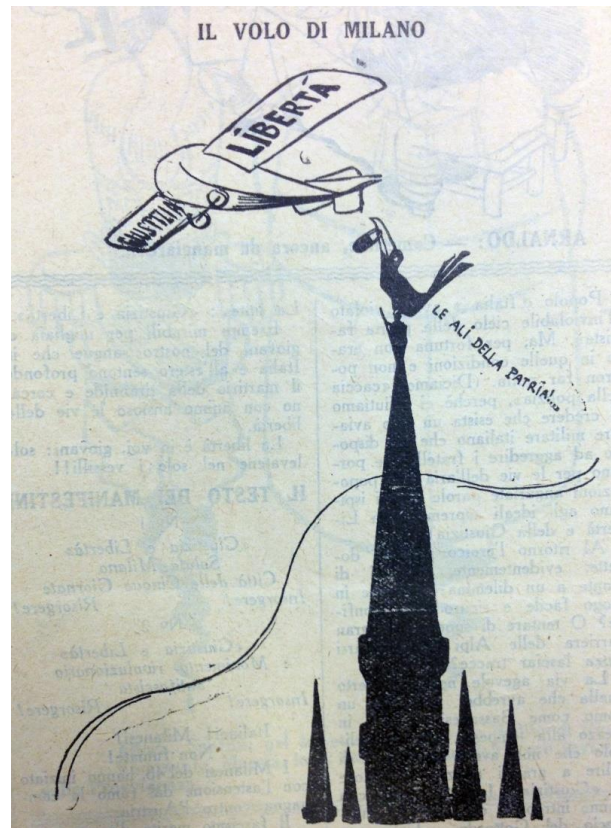


Figure 16 – Dessin de presse « Le raid sur Milan », paru dans *Il Becco Giallo* du 10-31 juillet 1930.

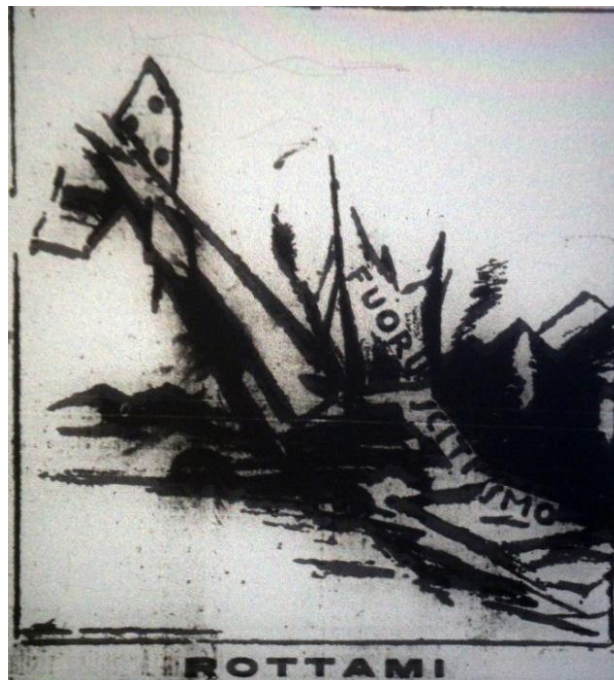


Figure 17 – Dessin de presse « Décombres », paru dans *Il Popolo d'Italia* du 15 juillet 1930.

Pourquoi cette fascination commune autour de l'avion ? Pourquoi cet imaginaire collectif lié au vol et aux aviateurs ? Apparu pour la première fois lors de l'intervention italienne en Libye, l'avion s'est rapidement imposé ensuite comme l'image même du progrès, l'arme moderne par excellence de la « guerre spectacle »<sup>132</sup>. Le poète Gabriele D'Annunzio est sans doute celui qui a donné au mythe de l'aviation sa geste esthétique en même temps que sa signification, en associant à la puissante fascination qu'exerce sur les hommes l'image de l'envol, l'idée de la supériorité sur l'adversaire et de la victoire<sup>133</sup>. C'est en tout cas cet événement fondateur qui aurait inspiré le pilote valdôtain<sup>134</sup>, dont l'image et sa construction par le récit médiatique dépassent ici la seule figure de Bassanesi lui-même ; que l'on cherche à contredire cette filiation entre les deux événements, ou que l'on tente au contraire de les accorder l'un l'autre :

« Nous préférons célébrer un autre vol, celui au-dessus de Vienne. » Ainsi finissait l'article du *Corriere della Sera* [...]. Nous voulons dire ici que le vol au-dessus de Milan et le vol au-dessus de Vienne, celui d'hier, du jeune pilote Bassanesi et l'autre, accompli par le célèbre D'Annunzio vers la fin de la guerre sur la capitale autrichienne, barricadée par la peur identique à la crainte que provoque le fascisme, présentent une analogie éthique évidente.

Cette correspondance « éthique » entre les deux gestes se retrouve ainsi dans leur message et les intentions propagandistes de leur raid aérien :

L'illustre aviateur, [...] voulait signifier par ce geste aux Autrichiens de Vienne : « Nous n'apportons pas de bombes. Nous apportons la paix et la liberté. Notre guerre n'est pas une question de mort. C'est une guerre pour la vie et la résurrection. Une fois abattu le sombre empire des Habsbourg, qui vous enserme, nous serons frères dans la liberté. » C'est tout ce que disait le jeune initiateur, paria, poète et solitaire, rageur seulement dans sa foi enthousiaste et indomptable : - Nous ne sommes pas des dynamiteurs. Notre dynamite est la vérité que le fascisme impérialiste réprime. [...]»<sup>135</sup>.

<sup>132</sup> Caffarena (Fabio), *Dal fango al vento : gli aviatori italiani dalle origini alla Grande Guerra*, Turin, Einaudi, 2010.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 167.

<sup>134</sup> Nebiolo (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo*, op. cit., p. 56.

<sup>135</sup> « Noi preferiamo celebrare un altro volo con ben altri manifesti : il volo su Vienna. » Così concludeva il *Corriere della Sera* [...]. Neppur noi temperemo la penna per una retorica apologia. Diremo soltanto che il volo su Milano e il volo su Vienna, quello di ieri, del giovane pilota, Bassanesi e quello famoso di d'Annunzio verso la fine della guerra sulla capitale austriaca, asserragliata dalla paura absburgica identica alla paura fascista, hanno un'analogia etica che si impone. L'aviatore illustre, fortificato da tutti i mezzi dello Stato, voleva dire agli austriaci di Vienna : «Noi non portiamo bombe. Noi portiamo la pace e la libertà. La nostra guerra non è di morte. È guerra per la vita e per la resurrezione. Abbattuto il fosco impero d'Absburgo, che vi stringe nelle sue ritorte, noi siamo fratelli nella libertà. » Non altro diceva il giovane aviatore, fuoruscito, poevo e solo, agguerrito unicamente della sua fede entusiastica e indomabile : - Noi non siamo dinamitardi. La nostra dynamite è la verità che il fascismo absburgico sopprime per il nostro popolo. I nostri folgiotti, che cascano dall'alto, non spargono il terrore che tra i sicofanti della tirannia ; agli altri recano lo sampillo confortante della parola che gli imprigionati dal fondo del loro carcere, attendono ansiosamente da coloro che sono fuori e bevono le aure pure della libertà, che è conoscenza ed è luce. », dans « Il volo della libertà », *La Libertà*, 19 juillet 1930.

N'empêche. Les animateurs de l'antifascisme, ce sont encore une poignée de réfugiés qui opèrent uniquement depuis l'étranger, et ce ne sont toujours pas les quarante millions d'Italiens dont on revendique à grande peine le soutien. À ce point de la construction médiatique de l'image de l'aviateur, la mise en exergue de qualités proprement héroïques, donc exceptionnelles et rares, tendent à entrer en contradiction avec le discours apologique, mais populaire de l'antifascisme<sup>136</sup>. On voit comment l'opposition antifasciste y remédie par la promotion d'un humanisme dans lequel se résorbe la dimension technique de l'événement : par-delà les obstacles que soulèvent l'entreprise, l'avion est d'abord un moyen de communication, et l'aviateur une figure communicationnelle, qui permet de réduire l'éloignement entre les *fuorusciti* et les masses italiennes.

C'est donc d'abord le vol, sa dimension esthétique et son potentiel mythique qui rend tellement évident l'emploi de ce moyen moderne pour frapper l'imaginaire du public, dans un but proprement « révolutionnaire »<sup>137</sup>. L'entreprise, spectaculaire, mais aussi massive et donc difficilement reproductible<sup>138</sup> connaît pourtant des répliques dans les années qui suivent : en l'espace de quinze mois, de juillet 1930 à octobre 1931, trois jeunes hommes, tous âgés d'une vingtaine d'années à peu près, tentent de survoler le territoire italien à bord d'un aéronef<sup>139</sup>.

Même si les initiatives de ce type à réussir sont finalement rares, quand elles ne sont pas tragiques<sup>140</sup>, il reste qu'une fixation s'est faite à cette époque qui élit l'aviation aux antifascistes comme l'instrument moderne de la lutte contre le fascisme, pour « semer dans les cœurs [...] le germe de la révolte et l'espoir d'une libération future »<sup>141</sup>. Ainsi, dès juillet 1930, la figure de Bassanesi, comme aviateur, active une autre symbolique, celle-ci communicationnelle. Ce n'est pas un hasard si les premiers témoignages racontent que les Milanais ont d'abord cru à une simple campagne de publicité commerciale :

<sup>136</sup> C'est d'ailleurs cette même contradiction que rencontre le fascisme et que le régime tente de résoudre par la revendication d'un nouveau concept, celui d'une « aviation collective » qui enseigne les valeurs de la discipline, de l'effort physique et morale. Mythe qui se diffuse à partir des années trente par la voie des mass-médias. Voir : Lehmann (Éric), *Les ailes du pouvoir : la propagande aéronautique dans l'Italie fasciste*, thèse de doctorat en Histoire dirigée par Gilles Le Béguec, université Paris Nanterre, 2006.

<sup>137</sup> « Le raid de Bassanesi », *Le Réveil anarchiste*, 26 juillet 1930.

<sup>138</sup> « Giovanni Bassanesi », *Il Risveglio anarchico*, 26 juillet 1930.

<sup>139</sup> Après Giovanni Bassanesi, citons Giordano Viezzoli et Lauro De Bosis. Voir : Fucci (Franco), *Ali contro Mussolini : i raid aerei antifascisti degli anni trenta*, Milan, Mursia, 1978.

<sup>140</sup> Lauro De Bosis s'était lancé dans la folle entreprise de survoler la capitale italienne. Il meurt, au cours de cette tentative, le 3 octobre 1931.

<sup>141</sup> APP, 77 W, 724, Message de Bassanesi daté de février 1931 à la Fédération internationale des transports d'Amsterdam.



Au début, le public a cru que cette pluie multicolore était provoquée par une entreprise qui avait choisi ce support évocateur pour faire la publicité de ses produits<sup>142</sup>.

Mais c'est à un autre exploit, celui-ci beaucoup plus épique, que fait également penser cette autre image du peuple qui prend possession, avec « frénésie », des messages de liberté et d'espoir qui lui sont lancés par les airs :

La rumeur à propos de cette manifestation antifasciste s'est répandue en un instant. Et puis, il y a une ruée frénétique pour s'emparer des tracts, que tout le monde pensait garder et cacher [...] De nombreux regards se sont élevés, humides, vers l'avion, comme si c'était là l'annonce miraculeuse d'une libération prochaine.

Dans le témoignage de Gioacchino Dolci par exemple, l'événement réédite, avec une même intensité dramatique, le moment libérateur vécu, deux ans auparavant, par l'expédition arctique à bord de « L'Italia », ce dirigeable qui s'était échoué dans le pôle Nord en 1928<sup>143</sup> :

L'avion de « *Giustizia e Libertà* » a fait sur les Milanais la même impression que provoqua Lundborgh sur l'âme des naufragés de *L'Italia*, rassemblés près de la *tente rouge* sans espoirs, épuisés, humiliés. Milan a senti elle aussi que notre avion était l'annonciateur de la libération. Battons-nous avec espoir. Et nous vaincrons.

C'est dans ce sens aussi que sont rédigées les premières répliques aux accusations de la presse communiste. Le 15 juillet, *L'Humanité*, sous la plume de Gabriel Péri, s'arrête en effet avec suspicion sur ce « raid bizarre », que le journaliste resitue dans le contexte des relations houleuses entre les puissances du continent pour rétablir l'équilibre et maintenir la paix en Europe :

Il faut bien dire que les explications fournies en France et en Italie sur cette étrange affaire ne se signalent point par leur clarté. S'agit-il d'un accident banal relevant de la chronique des faits divers ? La chose, à vrai dire, paraît assez peu vraisemblable. Sommes-nous alors en présence d'une provocation italienne ? S'agit-il au contraire d'une provocation française ? Nous n'avons ici aucun goût pour le roman feuilleton, mais tout bien considéré, aucune des deux hypothèses ne doit être écartée a priori. Que

<sup>142</sup> « Nei primi minuti, la cittadinanza ha creduto che questa pioggia multicolore fosse la *réclame* di qualche ditta, che avesse scelto questo mezzo suggestivo per lanciare i suoi prodotti. [...] La voce di questa inattesa audacissima manifestazione antifascista si è propagata in un attimo. E allora, è stato un accorrere frenetico per arrivare a impadronirsi dei manifesti, che ciascuno ha pensato a conservare e a nascondere. [...] Molti occhi si sono levati, inumiditi, verso il velivolo, come verso un miracoloso annunzio di liberazione », dans « Il racconto di testimoni », *La Libertà*, 19 juillet 1930.

<sup>143</sup> « L'aeroplano di *Giustizia e Libertà* ha fatto sui milanesi la stessa impressione che fece sull'animo dei naufraghi polari dell'«Italia» raggruppati presso la *tenda rossa* senza *speranze, esausti, avviliti* l'apparizione dell'aeroplano di Lundborg che per primo li scorse. Milano ha sentito che il nostro aeroplano era l'annunciatore della liberazione. Battiamoci con rinnovata speranza. Vinceremo. », dans X (*L'Osservatore*) [Gioacchino Dolci], « Il volo antifascista su Milano », art. cité. L'auteur évoque seulement ici le premier vol de reconnaissance opéré par Lundborg, à bord d'un petit avion biplace. L'opération de sauvetage proprement dite implique plusieurs expéditions, pendant un mois, entre juin et juillet 1928 et fait l'objet, à l'époque, d'une médiatisation intense.

le gouvernement fasciste qui menace l'Europe de faire explosion veuille se ménager un *casus belli* qui lui permettrait d'apparaître comme victime d'une incursion et contraint à tirer l'épée, voilà certes qui ne nous surprendrait guère<sup>144</sup>.

À cette première accusation de complicité impérialiste, complicité contre laquelle la « classe ouvrière » est appelée à adopter une « attitude raisonnable », Rosselli propose une interprétation diplomatique du thème des « dictatures sœurs » en accusant le quotidien communiste de se faire « l'agent de l'alliance entre soviétiques et fascistes ». Sur quoi le journal *Il Risveglio* de Genève<sup>145</sup> enchérit :

Nous laissons aux fanatiques aveugles et haineux le soin de calomnier, de diffamer l'action de ceux qui refusent de se soumettre à leurs ordres. C'est ce qui s'est une nouvelle fois passé à propos de l'épisode Bassanesi avec ces bolchéviques, qui nourrissent par ailleurs des relations étroites et excellentes avec le gouvernement de Mussolini, qu'ils aident du mieux qu'ils peuvent à surmonter la crise actuelle<sup>146</sup>.

Malgré les interprétations politiques divergentes que suscite l'événement, il n'en reste pas moins que ce genre d'entreprise démonstrative et spectaculaire permet également de réunir l'antifascisme – à l'exclusion des communistes. Plusieurs témoignages soutiennent ce propos : d'abord ceux des aviateurs eux-mêmes. Quelle idée politique cherchent-ils à représenter, à défendre, par ce geste ? « La liberté », disent tout bonnement Giovanni Bassanesi puis Lauro De Bosis en 1931, pour qui le premier aurait « montré la voie » :

Il faut leur apprendre que c'est très facile et très agréable de risquer sa vie pour une idée [...] La liberté [...] pendant soixante ans [par la faute] de vieux professionnels de la politique a perdu de son éclat. Il fallait le fascisme pour faire apprécier de nouveau sa splendeur meurtrie. Bassanesi nous a montré la voie<sup>147</sup>.

L'un et l'autre, qui ont grandi avec le souvenir du raid de D'Annunzio, veulent ainsi démontrer l'impossibilité de séparer la lutte politique de l'action directe et d'un engagement personnel, et ce qui facilite un tel syncrétisme c'est, quand l'imaginaire et la mémoire opèrent, la possible adhésion au geste, malgré les divisions politiques et idéologiques. Plus

<sup>144</sup> Péri (Gabriel), « Le conflit franco-italien. L'avion du Saint-Gothard. Les intrigues franco-italiennes à Berlin », *L'Humanité*, 15 juillet 1930.

<sup>145</sup> Pour l'histoire de ce titre, nous renvoyons à la monographie disponible suivante : Biagini (Furio), « *Il Risveglio* (1900-1922) : storia di un giornale anarchico dall'attentato di Brescia all'avvento del fascismo », Manduria, Lacaita, 1992.

<sup>146</sup> « Noi lasciamo a settari ciechi, odiosi – sorpresi, del resto, più d'una volta con la mano nel sacco del tradimento – calunniare, infamare l'azione di quanti non sono ai loro ordini. È quanto è avvenuto ancora a proposito dell'episodio Bassanesi da parte di quei bolscevichi, che sono in strette ed ottime relazioni col governo di Mussolini, che lo aiutano del loro meglio a superare la catastrofica crisi attuale. », dans « Giovanni Bassanesi », art. cité.

<sup>147</sup> *La Contemporaine*, « Lazzaro Raffuzzi », F delta 108, Lettre de Lauro De Bosis du 22 juin 1931.

démonstratives encore de cette idée de rassemblement unitaire sont ces paroles, légèrement ultérieures, de Francesco Nitti :

Je n'ai aucun mal à déclarer publiquement que je prends tout le monde au sérieux : le Pape, l'« Alleanza Nazionale »<sup>148</sup>, « Giustizia e Libertà », les communistes, les anarchistes, les terroristes : il n'y a qu'une chose que je refuse de considérer avec sérieux, c'est la vieille vanité des fats, qui perdent leur temps à discuter de querelles partisans qui n'existent plus, sinon comme un souvenir ou comme un vœu pieu, [...]. Je ne connais pas ceux qui militent dans le mouvement « Alleanza Nazionale », à l'exception du jeune De Bosis, que je tiens en très haute estime ; car il a prouvé sa valeur en étant prêt à mourir. Je ne crois pas que la monarchie ait une chance de survivre [au fascisme]. Mais lorsque De Bosis risque sa vie [...] avons-nous le droit d'en parler avec aversion ?<sup>149</sup>

L'essentiel en tout cas, on le comprend, c'est ce mouvement actif auquel il faut donner *corps*. C'est à cela que tient la véritable réussite du vol de propagande et de l'action de « *Giustizia e Libertà* » au tout début de son histoire. Ils apparaissent comme une figuration dynamique d'un rassemblement unitaire de l'opposition politique, en même temps qu'une image vivante de l'insurrection.

### Les lieux et les formes de l'action de « *Giustizia e Libertà* » en Italie en 1930

Rien de moins soudain, inattendu et fugace que l'événement du 11 juillet 1930, où un homme, qui survole le ciel milanais pour y jeter des tracts appelant le peuple à la révolte, finit, sous la menace de l'aviation fasciste, par repartir en direction des Alpes, vers l'asile suisse. Toutes ces manifestations de l'antifascisme – l'évasion de Lipari, le geste de l'étudiant De Rosa à Bruxelles, enfin le raid aérien de Bassanesi – attestent aussi, par leur caractère épisodique, l'immuable isolement dans lequel ces individus doivent lutter. Car ce type d'entreprise, décrite

<sup>148</sup> « *Alleanza nazionale per la libertà* », association clandestine antifasciste fondée par Lauro De Bosis en 1928, monarchiste et libérale, plutôt conservatrice. Elle est active jusqu'en 1931 et implique des personnalités de premier plan comme Mario Vinciguerra, Umberto Zanotti Bianco, Renzo Rendi. Le groupe faisait connaître ses idées en distribuant des tracts manuscrits : tous les quinze jours à peu près, suivant un système de diffusion « à la chaîne », ces tracts étaient envoyés sous plis, et invitaient chaque destinataire à en faire six copies à adresser à autant de personnes, parmi lesquelles deux au moins connues pour leur soutien au régime. Vinciguerra, Rendi et Lilian Vernon, veuve d'Adolfo De Bosis ainsi que d'autres membres du groupe furent arrêtés fin novembre 1930.

<sup>149</sup> « Finora io ho taciuto. Ma non ho nessuna difficoltà a dichiarare anche pubblicamente che io prendo tutti sul serio : il Papa, l'Alleanza Nazionale, Giustizia e Libertà, i comunisti, gli anarchici, gli attentatori : una cosa non prendo sul serio ed è il vecchio vaniloquio dei fatui, che perdono il loro tempo a discutere beghe di partiti che non esistono più se non come ricordo o come aspirazione e vanggiano e si addormentano e addormentano facendo governi immaginari. *Non conosco* coloro che si agitano per l'*Alleanza Nazionale*, tranne il giovane De Bosis di cui ho un'alta opinione ; perchè ha un valore morale notevole ed è sempre disposto a morire. Non credo che la monarchia abbia possibilità di salvarsi. Ma quando De Bosis rischia la vita e Vinciguerra e Rendi, che valgono anche intellettualmente assai più dei nostri buffoni, vanno in galera, è lecito parlarne con avversione ? ». Voir : Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 455-456.

comme audacieuse, héroïque, nécessitant intelligence et organisation, et qui révèle le prestige d'une poignée d'hommes, est tout à la fois démonstration de force de la part de l'antifascisme et confession de ses lacunes.

Sur l'un des manifestes lancés à l'attention de la population milanaise, pourtant, on annonçait fièrement que le mouvement « *Giustizia e Libertà* » était représenté dans pas moins de « trente villes » d'Italie, par le biais de comités secrets qui s'organisaient et s'armaient « pour l'action » future<sup>150</sup>. Très vraisemblablement amplifié par la direction gielliste à l'étranger, ce chiffre révélait, s'il en était encore besoin, l'intention du mouvement de susciter et de répandre autour de lui une rumeur d'insurrection.

Sans surprise, à mesure qu'il semble gagner en cohérence par l'organisation, comme en force, par la répétition d'actions et de coups d'éclat, « *Giustizia e Libertà* » s'impose au fascisme comme une menace qu'il faut neutraliser. À Milan, les activités de renseignement et de surveillance coordonnée par l'inspecteur de police Francesco Nudi permirent à la Direction générale de la Sûreté publique de fixer une géographie de l'insurrection non communiste. Les opérations effectuées en 1930 dans un territoire comprenant les régions septentrionales<sup>151</sup> de la Péninsule dessinaient ainsi trois cercles autour de Milan, de Turin et de Trieste. Si à ce premier ensemble on ajoute les provinces toscanes situées dans l'orbite de Florence, la région du Latium et l'île de Sardaigne, il y a donc une Italie méridionale, seule, encore vierge de toute présence gielliste, bien que le centre du pays n'apparaisse pas non plus comme une zone de diffusion très importante de la propagande de « *Giustizia e Libertà* ».

Aussi, une fois la stupeur passée, du côté du Ministère de l'Intérieur, il fallut tout mettre en œuvre pour démontrer devant l'opinion le caractère « terroriste » de ces mystérieux comités et donner au régime la compensation d'un premier procès. C'est ce procès conduit entre mai et

<sup>150</sup> Voici ce que disait en effet l'un des tracts lancés sur la ville de Milan : « “Giustizia e Libertà” est le mouvement libérateur. Ce n'est pas ni un parti ni un rassemblement de plusieurs partis. Il accueille tous les Italiens, qui veulent se battre pour une Italie libre, démocratique, républicaine. Le soulèvement est proche. Déjà, dans trente villes, des comités de “Giustizia e Libertà” s'organisent et s'arment pour l'action. Que la Milan des *Cinque Giornate* soit, comme toujours, la première à donner le signal. *Vive Milan ! Vive la liberté !* » [« “Giustizia e Libertà” è il movimento liberatore. Non è un partito, nè una federazione di partiti. Accoglie tutti gli Italiani che intendono battersi per una Italia libera, democratica, repubblicana. La riscossa è vicina. Già in trenta città i comitati di “Giustizia e Libertà” si organizzano e si armano per l'azione. Milano delle Cinque Giornate sia, come sempre, la prima a dare il segno. Viva Milano ! Viva la libertà ! »].

<sup>151</sup> Un second Inspectorat spécial de l'OVRA, installé dans la ville de Bologne, un an après celui de Milan, fut chargé d'inspecter les régions de l'Emilie, de la Romagne, de la Toscane et des Marches à la recherche de groupes ralliés à « *Giustizia e Libertà* ».

juin 1931 qui construit pour la première fois un groupe gielliste<sup>152</sup>. Plus exactement, il s'intègre dans une série d'affaires judiciaires qui, entre 1929 et 1931, et dans des contextes politiques et juridiques extrêmement variés, mettent à l'épreuve le mouvement « *Giustizia e Libertà* », dont l'activisme devient rapidement un enjeu sécuritaire capital au cœur des relations diplomatiques entre le régime fasciste et les nations démocratiques qui accueillent le plus grand nombre d'émigrés italiens, parmi lesquels des réfugiés politiques : la Suisse, la Belgique et la France.

### ***La formation des comités italiens de « Giustizia e Libertà » entre la fin des années vingt et le début des années trente***

On a vu, qu'après Florence, Milan avait été la véritable « capitale du giellisme ». Sous la férule de Carlo Rosselli et d'Alberto Tarchiani à Paris, le comité de « *Giustizia e Libertà* » en Lombardie, autour d'Ernesto Rossi et de Riccardo Bauer, occupe jusqu'à l'automne 1930 une position centrale dans la mise sur orbite de l'organisation dans la Péninsule. Elle se présentait comme un « mouvement révolutionnaire antifasciste », en dépit de tous les impensés qui la constituaient. À l'examen des sources, il apparaît clairement en effet que la référence révolutionnaire invoquée dans la contre-propagande gielliste trouve difficilement à s'incarner dans un modèle concret d'organisation politico-territoriale. C'est aussi toujours dans une relative absence de projection politique, qui incline à insister surtout sur son anticommunisme, que se révèle vers 1930 un réseau clandestin affilié au mouvement gielliste fondé à Paris un an plus tôt.

Dans la propagande de « *Giustizia e Libertà* », le spectacle de la révolte s'accompagne d'une invitation à poursuivre la lutte. Il agit tel un *leitmotiv* énergétique, un encouragement à aller plus avant. On comprend aussi pourquoi chacune de ses réapparitions fait aussi prendre conscience d'une altérité, d'un isolement qu'on s'épuise difficilement à combler et qu'un seul geste, aussi grandiose soit-il, ne peut non plus masquer et résorber : « Nous ne devons pas avoir peur de répéter ces choses que nous pensons être évidentes et connues de tous, réalise Rossi :

Nous commettons souvent l'erreur de croire que nos idées qui sont nées de nos études – de notre culture historique, économique et juridique plus particulièrement – et qui correspondent à notre personnalité telle qu'elle a pu s'affirmer et se confirmer dans le

<sup>152</sup> Avant ce procès devant le Tribunal spécial, deux autres affaires judiciaires font état de l'activité de « *Giustizia e Libertà* » en Italie. La première, à Bologne, dans l'automne 1930 : plusieurs techniciens et ouvriers sont finalement identifiés comme des militants communistes. De même, à Milan, au début du mois de décembre : l'enquête concerne cette fois des employés travaillant aux ateliers de l'usine de fabrication automobile Alfa Romeo. Voir : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, Turin, Bollati Boringhieri, 2005, p. 55-57.

cours de notre engagement, sont de notoriété publique. Et puis, il faut nous rappeler que la nouvelle génération, depuis cinq ans, a seulement vécu dans un enthousiasme exalté pour les idées fascistes<sup>153</sup>.

Symétriquement, on saisit pourquoi la solidarité entre toutes les forces de l'opposition démocratique apparaît indispensable à ceux qui cherchent, par cette union, à définir et mettre en œuvre « un programme concret d'action », c'est-à-dire à conclure l'unité politique et pratique de cette force historique qu'est l'antifascisme.

Dans les courriers que Rossi fait parvenir à Rosselli et Tarchiani vers la fin des années vingt, se devine toujours une vision élitiste, minoritaire, de l'action antifasciste, où le volontarisme des « pionniers » constitue l'essentiel de leur action :

Ceux qui sont à la Concentration me donnent le sentiment de jouer la partie d'un général dépouillé de son infanterie. Je pense toujours qu'il est idiot d'essayer de faire revivre les anciens partis et de parler en leur nom. On ne doit pas prétendre s'adresser aux masses, ou aux travailleurs et à d'autres entités abstraites du genre, mais à quelques [illisible] personnes [...] en essayant de former de petits groupes rassemblant des gens de toutes conditions, qui partagent la même orientation, du moins intellectuelle, afin de pouvoir donner la même direction à un mouvement révolutionnaire, sans avoir à attendre les mots d'ordre dictés par un comité central qui agit, du reste, sans aucune investiture officielle [...] <sup>154</sup>.

Le mouvement avait donc posé, comme base du travail collectif et du rassemblement, le refus d'un ordre organisationnel prédéfini, privilégiant des liens de type informel et spontané<sup>155</sup>. Cet autre témoignage de Rossi, daté du second après-guerre, exprime concrètement cette particularité, et ses effets dans l'appréhension du giellisme lui-même :

Il est impossible de déterminer avec précision si un individu était *gielliste* ; il n'y avait pas de dirigeants officiels dans les associations de GL, ni d'autres charges ou postes à responsabilités. Nous n'avions pas la possibilité, à l'inverse des communistes par exemple, de nous rassembler en assemblée ; aussi chez GL celui qui commandait était

<sup>153</sup> « Noi commettiamo spesso l'errore di ritenere che siano di dominio comune idee che corrispondono invece ai nostri particolari studi storici, economici, giuridici, e corrispondono alla n. personalità quale s'è venuta formando nella lotta politica. D'altra parte bisogna ricordarsi che la nuova generazione da 5 anni non senti che l'esaltazione delle idee fasciste ». ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 53. Lettre sans autre indication de lieu ni de date précise (4 août) écrite à l'encre sympathique sur des pages arrachées à une ancienne édition du roman de Georges Sand *Jeanne*.

<sup>154</sup> « Quelli della Concentrazione mi pare che continuino a giocare la parte del generale senza nessun esercito. Io continuo a credere che sia idiota cercar di far rivivere i vecchi partiti e parlare in loro nome. Non si deve pretendere di indirizzare alle masse, al popolo operario, e ad altri entità astratte, ma a poche [ill.] di persone in ogni grande centro, cercando di formare dei gruppetti di persone [...] d'ogni ceto, che abbiano lo stesso orientamento intellettuale, sicché sian poi capaci di dare lo stesso indirizzo ad un moto rivoluzionario, senza bisogno di attendere parole d'ordine da nessun comitato centrale, e senza nessuno investitura ufficiale per assumere le più gravi responsabilità pur di farla finita col fascismo. ». ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 53.

<sup>155</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 53.

simplement celui qui avait la volonté de faire, d'agir, de prendre des risques. Petit à petit, celui qui commençait à travailler se trouvait, sans même le savoir, à diriger tous les autres<sup>156</sup>.

S'affirment dès lors l'importance des réseaux de recrutement, des individualités fortes qui impriment leur personnalité sur un groupe, enfin le jeu des circonstances qui poussent, on l'a vu, à rechercher et provoquer l'unité entre les opposants au régime. Au total donc, le militantisme gielliste constitue un engagement dont le sens échappe si l'on tente d'en examiner les éléments de façon séparée. Peu nombreux restent en effet les individus qui avaient participé dès 1926 à l'activité clandestine conduite par Ferruccio Parri et Rosselli avant d'intégrer un comité de « *Giustizia e Libertà* ». Aussi la question de l'engagement gielliste, de son importance et, surtout, de sa vigueur dans la conscience de ces antifascistes ne peut se régler simplement par une opposition schématique entre la sincérité et le calcul par exemple, ou encore entre la conviction – autre expression de la nécessité – et le hasard. La subtilité du problème incite donc à réinscrire ces formes diverses de l'appartenance à « *Giustizia e Libertà* » en 1930 au sein des itinéraires militants et des parcours biographiques de ses membres. Plusieurs types de cheminement sont alors possible : le premier, le plus fréquent, conduit de l'appartenance au républicanisme ou au socialisme, au rôle d'activiste clandestin dans un comité gielliste ; un deuxième parcours, d'une certaine ampleur également, reflète les liens entre l'organisation et l'univers franc-maçon ; le troisième, plus atypique, illustre la loyauté à l'égard d'une individualité, davantage encore qu'à l'ensemble d'un mouvement ; enfin, le quatrième, qui concerne essentiellement des fonctionnaires de l'administration publique, les membres d'un corps professionnel obligés de prêter serment et se soumettre à la règle de conformité du fascisme, consiste à s'engager partiellement dans l'action clandestine.

Exemple du premier parcours : Giuseppe Faravelli adhère au parti socialiste unitaire dès sa fondation avant d'entrer plus tard en relation avec le comité milanais de « *Giustizia e Libertà* ». Son cas est représentatif de l'itinéraire suivi par une part majeure de giellistes : plus de la moitié de ces antifascistes ont adhéré à une formation partisane, le plus souvent le parti socialiste et le parti républicain, avant de s'associer à l'activité de « *Giustizia e Libertà* » ; cette adhésion est

<sup>156</sup> « Non si può dire con precisione che un individuo era giellista; non c'erano nelle associazione di GL degli organici, non c'erano cariche riconosciute, non potendo essersi assemblee come potevano esserci nel movimento comunista in confronto a riunioni e congressi che venivano fatti all'estero; per GL chi comandava era quello che aveva voglia di fare, di rischiare. A poco a poco, chi si metteva a lavorare si trovava senza neppure saperlo a guidare gli altri. », dans Rossi (Ernesto), *Un democratico ribelle : cospirazione antifascista, carcere, confino. Scritti e testimonianze*, op. cit., p. 118.

aussi pour la plupart antérieure à l'arrivée au pouvoir du fascisme. Aussi l'engagement de ces hommes auprès d'un comité gielliste représente un acte militant qui doit être réinscrit dans la continuité d'un parcours préalable au sein d'une organisation politique dissoute à la moitié des années vingt et reconstituée dans l'exil uniquement. La prédominance d'un parti sur un autre, de la tradition socialiste sur la tradition républicaine et vice versa, varie selon les milieux dans lesquels prend racine l'activité antifasciste : à Milan, Giuseppe Faravelli incarne ainsi un cas plutôt général. Chargé, aux côtés de Roberto Veratti et d'Antonio Greppi, de réorganiser le parti socialiste dans la clandestinité, son exemple incite à d'autres rapprochements entre socialistes et le groupe de Bauer : celui de Rodolfo Morandi et de Fernando Santi, entre autres. *A contrario*, Vincenzo Calace d'une part et Giovanni Cosattini de l'autre, pourraient tous deux s'apparenter à des cas d'espèce : leur situation respective d'ancien membre du parti républicain à Milan et de socialiste proche des milieux antifascistes de Trieste, où dominant à l'inverse en nombre les militants républicains, est exceptionnelle.

Le deuxième itinéraire, qui concerne, à Milan, quelques figures de premier plan du groupe, fait précéder l'intégration dans un comité gielliste par l'appartenance à la franc-maçonnerie. Ce type de parcours mérité une attention singulière, les relations entre l'univers maçonnique et le mouvement fondé à Paris en 1929 par Rosselli ayant fait l'objet de nombreuses spéculations, que ce soit au sein de la police politique<sup>157</sup> comme de l'antifascisme<sup>158</sup>. Pourtant, avec le recul, les exemples de double appartenance, à la fois à la franc-maçonnerie et à « *Giustizia e Libertà* » sont rares<sup>159</sup>. Lorsqu'ils existent, ces parcours illustrent un cas spécifique de la multiplicité des engagements possibles au sein du giellisme, identité politique – faut-il le rappeler – encore mal identifiée dont le dynamisme est surtout déterminée par l'activité militante au sein d'une autre organisation politique, d'une association ou, plus généralement d'espaces de sociabilité dissouts et interdits de reconstitution depuis la moitié des années vingt, ainsi que les réseaux de

<sup>157</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, fasc. 3 « *Giustizia e Libertà* », Rapports du commissaire Nudi de mars 1931 : « De mes observations, j'ai pu déduire avec certitude la chose suivante : le mouvement antifasciste qui représente la menace la plus sérieuse n'est pas celui de la Concentration, mais bien celui de "Giustizia e Libertà", et ce mouvement est dirigé, organisé, financé et soutenu directement ou indirectement par de vieux francs-maçons italiens, aujourd'hui hors ou encore en Italie. Je peux témoigner de la haine que ces derniers professent désormais depuis plusieurs années contre le fascisme : elle constitue le premier acte de leur renaissance. » (Traduction personnelle).

<sup>158</sup> Mola (Alessandro), « La Massoneria e "Giustizia e Libertà" », dans Mercuri (Lamberto, dir.), Tartaglia (Giancarlo, dir.), *Il Partito d'Azione dalle origini all'inizio della Resistenza armata*, Rome, FIAP, 1985, p. 315-316.

<sup>159</sup> C'est ce qu'a déjà montré Mario Giovana : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 128-129.



sociabilité créés en leur sein. Raffaele Cantoni fait par exemple partie de ces hommes qui, à Milan, rejoint « *Giustizia e Libertà* » tout en ayant pour intérêt premier la reconstitution de tout un réseau de loges maçonniques du chef-lieu lombard à Udine, en passant par Padoue. Les parcours militants, les itinéraires politiques et les engagements se confondent ainsi au point qu'il est difficile de discerner ce qui relève de l'un ou de l'autre de ces dimensions lors de l'intégration au sein de « *Giustizia e Libertà* ».

Le troisième type d'itinéraire, plus atypique que les deux autres, implique des individus qui rejoignent les réseaux activistes de l'organisation gielliste par le biais de l'une de ses figures importantes ; une personnalité forte et bien identifiée. C'est le cas, par exemple, des militants autonomistes en Sardaigne reliés au reste du mouvement sous l'impulsion d'Emilio Lussu. Ici, la distance et l'isolement, qui sont le propre de leur situation insulaire, rendent quasiment impossible l'existence de véritables liens organisationnels, de même que la circulation et la diffusion des instruments de propagande imprimés par le comité parisien de « *Giustizia e Libertà* ». Les modalités de l'intégration de Francesco Fancello, Vincenzo Torraca et Cesare Pintus au giellisme témoignent du caractère distendu de cette appartenance et des liens militants entre le mouvement et une partie des hommes qu'il compte pourtant parmi ses membres<sup>160</sup>.

Le quatrième et dernier type de parcours se retrouve indistinctement en tous les lieux de l'action de « *Giustizia e Libertà* » en Italie puisqu'il concerne, de façon plus globale, des individus dont la participation à l'activisme antifasciste n'est précédée d'aucune sorte de militantisme, y compris politique. Il dévoile une dimension essentielle de l'activité clandestine, dont le fonctionnement et la longévité dépendent de cet enracinement au sein d'une partie de la « société civile », c'est-à-dire auprès de milieux et d'individus insoupçonnables du point de vue de la police.

Aussi la majorité des hommes répondant à ce cas de figure appartiennent à la catégorie des professions dites « intellectuelles », et sont le plus souvent des membres de la moyenne bourgeoisie, intégrés dans leur milieu social et leur environnement local au sein duquel ils tiennent dans quelques cas une fonction de notabilité. La différence notable avec les autres

<sup>160</sup> Voir notamment : Brigalia (Manlio, dir.), *Riscossa*, Cagliari, EDES, 1974, p. 586-587 ; Id. « Tre episodi dell'antifascismo repubblicano in Sardegna (1930-1936) », *Archivio trimestrale*, XI, 1985, p. 583-597 ; Id. *Emilio Lussu e Giustizia e Libertà*, op. cit., p. 54 ; Mannu Caria (Maria), « Novembre 1930 : la caduta del centro sardo di "Giustizia e Libertà" », dans Brigaglia (Manlio, dir.), Manconi (Francesco, dir.), Mattone (Antonello, dir.), Melis (Guido, dir.), *L'antifascismo in Sardegna*, vol. 1, Cagliari, Edizioni della Torre, 1986, p. 198-213.

groupes est que ce militantisme ne prend pas effet après un primo-engagement dans un parti ou dans une association. Il consiste à apporter une aide matérielle, un soutien financier, à faire la liaison d'un groupe à l'autre pour transporter des journaux et du courrier. À Milan, le comité gielliste peut ainsi compter sur l'aide ponctuelle de l'industriel Dino Gentili, sur celle encore du professeur de lettres à l'université, Pietro Zari, qui se rend plusieurs fois en Suisse afin d'y retirer les paquets de presse clandestine, assurer la correspondance entre les *fuorusciti* et le reste des clandestins<sup>161</sup>. Cette contribution peut également être de nature technique, et mobiliser des savoir-faire et des connaissances acquises au sein de l'environnement professionnel : Umberto Ceva, chimiste et directeur technique à Milan d'un établissement pharmaceutique, est tout à fait représentatif de ce cas de figure. Ajoutons enfin à ces divers exemples, l'ensemble des individus qui occupent un poste de fonctionnaire dans l'administration civile. On a vu l'importance de ces réseaux pour la diffusion du journal *Non Mollare* en 1925. Or l'influence de « *Giustizia e Libertà* » auprès de ces milieux ne se dément pas au début des années trente : c'est même un motif de préoccupation pour la police politique<sup>162</sup>. Cette présence du mouvement au sein de l'Etat nourrit notamment chez les autorités le fantasme et la crainte de « conspiration ».

***Propagande, terreur et conspiration : l'action clandestine de « Giustizia e Libertà »***

L'idée suivant laquelle la diffusion et l'expansion du mouvement « *Giustizia e Libertà* » suivrait des cheminements communs aux formes les plus classiques de la « conspiration » apparaît également dans une bonne partie de l'historiographie de l'après-guerre. On la retrouve par exemple chez Aldo Garosci :

Le milieu dans lequel se formaient les groupes italiens [de « *Giustizia e Libertà* »] ressemblait à une ambiance de *conspiration* ; sans aller jusqu'au terrorisme<sup>163</sup>.

<sup>161</sup> Citons également l'exemple de Luigi Rusca, ancien collaborateur du journal fondé par Bauer et Parri *Il Caffè*, et directeur de la maison d'édition milanaise Mondadori, qui aida le mouvement sur un plan matériel et financier. Voir : Rossi (Ernesto), *Una spia del regime*, op. cit., p. 259, n. 102.

<sup>162</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, b. 104. Rapport non signé ni daté mais de 1930.

<sup>163</sup> « Il clima attraverso il quale si formavano i gruppi italiani era un clima di *cospirazione*, non un clima terroristico. », dans Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., vol. 1, p. 200. Et aussi : « Quel che veramente i fondatori [di « *Giustizia e Libertà* »] volevano era l'*azione* ; forme di agitazione antifascista vaste, clamorose, violente, che lasciassero intravedere inevitabilmente i fini rivoluzionari ed insurrezionali del movimento. In quel primo tempo della fondazione di G. L., almeno fino al volo di Milano ed all'arresto di Rossi e Bauer, quel che il movimento ebbe di più caratteristico furono i metodi di agitazione e di lotta e non il programma. », dans *Ibid.*, p. 199.

On voit comment, dans cette interprétation, la question du contexte organisationnel propre au giellisme ouvre au problème plus général d'un terrorisme antifasciste – problème que nous avons entrevu à plusieurs reprises<sup>164</sup>. Commençons par remarquer que tout le groupe de « *Giustizia e Libertà* » a répugné à la violence, à l'activisme pur : parmi ses membres régnait – presque sans partage<sup>165</sup> – l'idée d'une incompatibilité essentielle de l'antifascisme avec la terreur. Pris dans leur ensemble, ce n'est pas la thèse de la conspiration criminelle qu'illustrent les entreprises du mouvement gielliste. Il s'agit, nous l'avons dit, de « simulacres » d'insurrection, bien plus encore que de révolte. Sans doute y a-t-il parfois rencontre entre un sens aigu de la violence insurrectionnelle et la propagande de G.L., comme à chaque fois que les giellistes veulent voir dans n'importe quel geste individuel et attentatoire perpétré contre « les tyrans et leurs serviteurs »<sup>166</sup> l'ébauche d'un soulèvement du peuple pour la liberté et la justice.

Aussi il persiste, dans chacune des publications imprimées par le groupe, des messages qui accueillent un lexique offensif, belliciste. Il est indéniable que la présence de motifs militaires et d'une rhétorique de guerre dans ces tracts et ces journaux nous renseigne de façon très claire sur les opérations et les ambitions stratégiques de quelques-uns des hommes les plus influents du comité gielliste basé à Milan, Riccardo Bauer par exemple<sup>167</sup>. La difficulté à envisager une solution politique à la crise ouverte par le fascisme les conduit très souvent à regarder du côté de l'armée : l'antifascisme, impulsé par une espèce de sens moral, appellerait donc une intervention militaire. Lorsque tous, autour de soi, déclinent toute forme de responsabilité et se résignent à la loi du fait accompli, l'armée royale figure longtemps comme unique institution

<sup>164</sup> Le 6 septembre 1930 se tint à Trieste le procès contre dix-huit slovènes, irrédentistes et nationalistes, reconnus coupables d'activisme antifasciste et d'un attentat contre le siège de la rédaction du *Popolo di Trieste*. Quatre au total furent condamnés à mort par fusillade, les autres soumis à des peines de prison. « *Giustizia e Libertà* » fit imprimer un manifeste intitulé « Le procès de Trieste » dans lequel il était affirmé : « Même en admettant qu'ils étaient pleinement responsables des faits pour lesquels ils furent condamnés, [...] il est indispensable de rappeler que ces jeunes slaves se trouvaient dans une situation bien pire que celle des patriotes italiens avant l'unification [...]. Quand la tyrannie empêche toute manifestation pacifique pour affirmer sa propre pensée, celui qui n'accepte pas de se soumettre par peur – et ainsi de devenir complice – doit par nécessité se révolter. ». Voir : ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « Pubblicazioni a stampa di “Giustizia e Libertà” », 3-3, « Il processo di Trieste », Rome, septembre 1930. Et : Aphi (Elio), *Fascismo e antifascismo nella Venezia Giulia*, p. 311 *sqq.*

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 109. Voir aussi : Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, *op. cit.*, vol. 1, p. 258.

<sup>166</sup> « Un eroe della libertà », *Giustizia e Libertà*, n° 30, octobre 1931. Opuscule imprimé suite au vol de propagande de Lauro De Bosis.

<sup>167</sup> Celui-ci projetait en effet un plan d'intervention militaire qui reposait sur l'organisation, à l'intérieur, de noyaux antifascistes d'une part, et d'autre part, de troupe de volontaires formées parmi la population émigrée. Une telle stratégie reposait sur l'hypothèse d'un conflit imminent entre la France et l'Italie, notamment dans le contexte des tensions coloniales entre les deux pays et la remise en cause de la domination française dans les territoires d'Afrique du Nord par le régime fasciste. Bauer (Riccardo), *Quello che ho fatto. Trent'anni di lotte e di ricordi*, *op. cit.*, p. 89-90.

rempart contre le fascisme, la seule qu'on n'ose souiller des vices avilissants prêtés dans le même temps au gouvernement et au roi. Les références à la guerre de 1915-1918 pouvaient ici encore servir d'alibi à l'insoumission et au choix de l'insurrection. Car le plus difficile sans doute pour les antifascistes était de faire passer la désobéissance pour une fidélité aux valeurs mêmes de l'institution militaire : l'absolu discipline et le sentiment du devoir national. Il s'agissait aussi de faire correspondre une décision éthique, subjective, et les destinées historiques d'un pays :

C'est l'Italie de Vittorio Veneto ! La génération qui a fait la guerre ne peut l'avoir oubliée. Tous ceux parmi vous qui ont vécu les journées de 1915 se souviennent. Un traité nous liait alors aux Empires centraux. [...] La jeunesse italienne, l'Italie, s'insurgea et voulut la guerre. Pas uniquement pour offrir à la Patrie une nouvelle frontière, plus juste et plus sûre pour sa sécurité, mais pour répondre à un désir ardent de liberté et de justice. C'est pour cela, surtout, que nous fîmes la guerre. C'est pour accomplir ce rêve que tombèrent au combat nos camarades les meilleurs<sup>168</sup>.

Le souvenir de la guerre de 1915-1918 et la référence à « l'Italie de Vittorio-Veneto » conduisait, en tout état de cause, à la mémoire du *Risorgimento*<sup>169</sup>. Son rappel témoignait d'un programme visant à démentir l'appropriation du sentiment patriotique par les fascistes. L'institutionnalisation de la Milice sert ici d'exemple pour démontrer le décalage entre le discours de propagande du régime et la réalité :

Le Régime ne peut abolir ni même modifier le statut de la Milice. Celle-ci est destinée à perdurer tant que dure aussi le fascisme, comme la faction armée au service d'une minorité tyrannique, comme un scandale pour l'Armée, et une menace pour le Pays. Une Milice irrégulière est intolérable dans une Nation où existe une Armée. Garibaldi conquiert un Royaume avec ses Légions qui cependant n'était pas des Légions partisans. D'ailleurs, il accepta, avec amertume, de voir dissous et dispersés les combattants courageux de Marsale et de Calatafimi, les vainqueurs de Milazzo et de Volturno, les vétérans du Trentin, de Rome, de Bezzeca et de Mentana. Le Grand se plia à cette

<sup>168</sup> « Questa l'Italia di Vittorio Veneto ! La generazione che ha fatto la guerra non può averne perduto il ricordo. Quanti di voi hanno vissuto le giornate del 1915 non dimenticano. Un trattato ci legava agli Imperi Centrali. [...] La gioventù italiana, l'Italia, insorse e volle la guerra. Non solo per offrire alla Patria una più giusta e sicura frontiera, ma per un desiderio ardente di libertà e di giustizia. Per questo, soprattutto, noi facemmo la guerra. Per questo sogno caddero i nostri compagni migliori. », dans « Agli ufficiali dell'esercito », *Giustizia e Libertà*, s. d.

<sup>169</sup> Dans un autre tract, signé d'anciens combattants de l'Isonzo et du Piave, et qui ne cite pas le mouvement « *Giustizia e Libertà* », les auteurs, faisant valoir leur statut d'anciens combattants, souhaitent ainsi rappeler au commandement les qualités « citoyennes » du corps des officiers de réserve, dignes d'héritiers du Risorgimento. Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 2.1.5.-3, « Alle autorità militari », s. d.

décision et admis que l'Unité de la Patrie ne pouvait consentir que l'unité d'une seule Armée, qu'une seule discipline, qu'un seul honneur militaire<sup>170</sup>.

Le problème du consentement de l'armée, du haut commandement et des officiers, à l'institutionnalisation de la Milice en tant que force militaire supplétive, subordonnée aux décisions du gouvernement et fidèle à Mussolini, est complexe. Alberto Aquarone a ainsi rappelé le fonctionnement « hybride » de cet organe dont les cadres furent majoritairement choisis parmi des officiers de l'armée non-inscrits au parti fasciste<sup>171</sup> : entre la tentative de militariser le mouvement fasciste, afin notamment de discipliner sa branche la plus extrême, et d'autre part, celle de politiser ou « fasciser » l'institution militaire, le régime n'a en fait jamais tranché. Placé sous l'autorité directe du monarque et, de fait, de la constitution italienne, le poids symbolique et institutionnel de l'armée était considérable dans l'Italie unifiée, incarnant le chaînon essentiel entre la monarchie et la mémoire légitime du *Risorgimento*. À ce compte, on peut ainsi observer, en prolongeant les remarques de l'historien Paolo Colombo, que la reconnaissance institutionnelle de la Milice, en 1923, représentait un événement important, quatre ans seulement après la dissolution de la Garde royale. Cette décision assumait à la fois une fonction immédiate et « pratique » pour le régime, qui souhaitait reprendre le contrôle sur le parti et l'action de ses escouades, mais présentait également une dimension symbolique de haute importance : « au moment même, analyse Colombo, au la Garde royale disparaît, et avec elle tout le poids d'un héritage historique des milices citoyennes du XIX<sup>e</sup> siècle, émerge une nouvelle Milice dont le caractère militaire remarquable pouvait précisément évoquer le souvenir des forces communales, lesquelles avaient résulté de l'évolution historique des Gardes nationales formes pendant le *Risorgimento*.<sup>172</sup> » Autrement dit, les nouveaux hommes au pouvoir illustraient par cette décision moins l'ambition proprement dite de « fasciser » l'institution militaire que d'affirmer leur volonté de se relier à l'armée, et ainsi à toute une

<sup>170</sup> « Il Regime non può nè modificare nè abolire la Milizia. Essa è destinata a rimanere finchè dura il fascismo, banda d'una minoranza tirannica, scandalo per l'Esercito, minaccia al Paese. Una Milizia irregolare è intollerabile in una Nazione ove esiste un Esercito. Garibaldi conquistò un Regno con le sue Legioni che pure non erano Legioni di parte. Ma sopportò l'amezza di vedere sciolti e dispersi gli audaci di Marsala e di Calatafimi, i vincitori di Milazzo e del Voltorno, i veterani del Trentino, di Rome, di Bezzeca e di Mentana. Il Grande ne soffrì ma piegò e riconobbe che l'Unità della Patria non consente che un'unità d'Armata, che una sola disciplina, che un solo onor militare », dans « Agli ufficiali dell'esercito », art. cité.

<sup>171</sup> Aquarone (Alberto), *L'organizzazione dello Stato totalitario*, op. cit., p. 17.

<sup>172</sup> « Insomma, nel momento stesso in cui la Guardia regia scompare, con tutto il peso di un eredità storica fondata sulle milizie cittadine ottocentesche, sorge una Milizia a spiccata caratura militare in grado di evocare proprio quelle stesse forze comunali, le quali a loro volta erano il frutto dell'evoluzione storica delle Guardie nazionali risorgimentali. Siamo in piena traduzione istituzionale del triadico legame fascismo-esercito-Risorgimento », dans Colombo (Paolo), *La monarchia fascista : 1922-1940*, Bologne, Il Mulino, 2010, p. 45.

tradition historique nationale, en substitution – ou, dans un premier temps, aux côtés – de la monarchie.

Étape décisive dans le processus de légitimation du fascisme, l'institutionnalisation de la Milice représente également à ce titre un thème important dans la contre-propagande de « *Giustizia e Libertà* ». Sans trop anticiper sur les événements qui concernent une période légèrement postérieure à cette première activité du mouvement, citons un extrait de l'un de ces documents, qui montre combien l'enjeu mémoriel et symbolique que nous venons de rappeler avait parfaitement été saisi par les contemporains :

Le nom même de Milice [...] a le goût rance du passé [...]. Viennent à l'esprit des institutions et des mœurs soldatesques, plutôt que militaires, plus ou moins lointains tirés du passé factieux de l'Italie [...]. Milices communales ou milices seigneuriales, armées de lances, de colubrines ou d'arquebuses, équipées et ordonnées de la façon la plus variée ; toujours l'instrument et le moyen de cette guerre civile endémique, qui pendant des siècles a sévit sur les terres de l'Italie [...]. Le fascisme a redonné vie au mot de Milice. [...] Mais il aurait en fait été plus heureux de choisir un autre nom, qui appelle le souvenir d'autres institutions qui, bien qu'ayant le caractère de milices, furent autrement constituées et bien plus efficaces, comme par exemple les gardes nationales de la Révolution française [...]. Le Piémont aussi a eu en son temps une milice : la Garde Nationale. La garde nationale piémontaise fut créée pour maintenir l'ordre interne, pour la sauvegarde, en des temps difficiles, de l'unité de l'Etat et non d'un parti, gardienne d'une liberté récemment conquise contre un possible retour à l'absolutisme [...]<sup>173</sup>.

L'appel lancé à l'armée et à « l'honneur militaire », synonyme chez les giellistes d'« honneur patriotique », de fidélité au texte constitutionnel, illustre aussi toujours implicitement la place, dans leur propagande, de la mémoire et de la tradition historique contre l'instabilité de la situation présente et l'incertitude de l'avenir politique après le fascisme.

Face à ces doutes, la solution militaire était-elle sérieusement envisagée par le mouvement de « *Giustizia e Libertà* » ? Celui-ci bénéficiait-il en 1930 d'un assentiment tacite de la part de certains hauts gradés, comme on a pu le prétendre<sup>174</sup> ? L'attribution du manifeste « *Aux officiers*

<sup>173</sup> « Già il nome stesso di Milizia [...] ha sapore stantio di passato [...]. Tornano alla mente istituzioni e fatti militareschi, non militari, più o meno lontani nel passato fazioso d'Italia [...]. Milizie di Comuni o milizie di Signori armate di picche, di lancia, di colubrine o archibugi, nel più vario modo ordinate od equipaggiate ; strumenti sempre ed attrici di quell'endemica guerra civile, che per secoli insemi sulle terre d'Italia [...]. Il fascismo doveva richiamare in vita l'appellativo di Milizia. [...] Ma si sarebbe, è vero, adattato ad esso un nome che riflettesse invece rimembranza di altre istituzioni del passato, aventi pure esse carattere di milizie, ma ben altrimenti costituite ed operanti, come ad es., le guardie nazionali della rivoluzione francese. [...] Anche il Piemonte ebbe a suo tempo una milizia : la Guardia Nazionale. Nessun confronto fra essa e la Milizia fascista – La guardia nazionale piemontese fu creata per l'ordine interno, per la salvaguardia, in tempi avventurosi, dello Stato e non già di un partito, presidio di una libertà recentemente acquistata contro ritorni possibili dell'assolutismo [...]. », dans « L'esercito e la milizia », *Giustizia e Libertà*, s. d.

<sup>174</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., vol. 1, p. 181.

de l'armée », signé d'un « général Y », est incertaine : d'après Mario Giovana, son auteur serait un colonel du corps des bersagliers, sollicité par Bauer<sup>175</sup>. Manlio Brigaglia, s'appuyant sur les mémoires d'Aldo Garosci, affirme quant à lui que la véritable identité du mystérieux officier serait en fait Emilio Lussu, l'ancien commandant de la brigade Sassari, exilé à Paris depuis 1929. Les recherches que nous avons conduites ne nous permettent pas de privilégier une version plutôt qu'une autre ; simplement, des exemplaires du tract furent retrouvés parmi d'autres régiments<sup>176</sup>, sans qu'il soit possible, du côté des autorités, de confirmer l'adhésion en nombre d'officiers au mouvement antifasciste, du moins au début des années trente<sup>177</sup>.

Les deux hypothèses sont, du reste, aussi vraisemblables l'une que l'autre. On a brièvement expliqué pourquoi dans le cas de Riccardo Bauer. Quant à Lussu, on sait également, qu'une fois arrivé en France, l'une de ses premières missions consista à regrouper l'ensemble de l'émigration sarde – présente un peu partout dans l'Hexagone, principalement à Paris, vers Lyon, dans les régions minières de la Moselle, le long de la Riviera et enfin à Marseille – autour de sa personne et d'un projet d'intervention insurrectionnelle<sup>178</sup> soutenu par une partie de l'armée ainsi que des officiers de la Milice<sup>179</sup>. Également en lien avec quelques-uns des acteurs de la réorganisation de l'antifascisme politique à Milan, Emilio Lussu n'en reste pas moins convaincu que l'unique sorte d'urgence pour l'antifascisme est de s'organiser pour se préparer à l'action :

Je crois même que si "G. e L." avait dépensé vingt millions en propaganda imprimée elle n'aurait pas réussi à obtenir autant de succès. Par quoi on comprend que l'action et seulement l'action est l'armée actuelle adaptée pour notre propagande. Certes la responsabilité que doivent désormais assumer les dirigeants de "G. e L." est immense. Mon souhait est qu'ils puissent se montrer à la hauteur des espoirs suscités chez des millions d'Italiens<sup>180</sup>.

<sup>175</sup> Celui-ci aurait ensuite fait diffuser les tracts parmi ses anciens compagnons d'armes du 92<sup>e</sup> Régiment d'infanterie. Voir : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista*, op. cit., p. 88-89.

<sup>176</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 272, Rapport du général de brigade et chef du service d'informations militaire Mario Vercellino au ministre de l'Intérieur du 8 janvier 1931.

<sup>177</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 273, Rapport 3 août 1931.

<sup>178</sup> Lussu (Emilio), *Tutte le opere*, vol. 2, *L'esilio antifascista 1927-1943 : storia e milizia*, Brigaglia (Manlio, éd.), Cagliari, Aisara, 2010, p. XX-XXI.

<sup>179</sup> Parmi lesquels d'anciens indépendantistes sardes.

<sup>180</sup> « Credo che se "G. e L." avesse speso venti milioni di propaganda stampata non sarebbe riuscita ad ottenere tanto successo. Dove abbiamo la dimostrazione che l'azione e solo l'azione è l'arma attuale adatta per la propaganda. Certo la responsabilità che si sono assunti i dirigenti di "G. e L." è immensa. L'augurio è che essi possano essere degni della speranza che milioni di italiani hanno riposto in loro. ». Voir : Lettre d'Emilio Lussu à Carlo Rosselli et Alberto Tarchiani, s. d., citée dans Lussu (Emilio), *Tutte le opere*, vol. 2, *L'esilio antifascista 1927-1943 : storia e milizia*, Brigaglia (Manlio, éd.), op. cit., p. 115.

Mais la vocation activiste, voire belliciste, du mouvement, ne se signale pas seulement par ces initiatives inabouties d'insurrection militaire. Le thème du soulèvement est encore employé dans d'autres contextes, sans que s'affirme pour autant une vraie identité politique de « *Giustizia e Libertà* ». On voit bien d'ailleurs ce qu'en ferait une description sartrienne qui distingue l'exigence morale de l'activité politique par le degré de complexité de la relation entre les moyens employés et la finalité de l'action : c'est par devoir ou par conviction intime que l'on reprend, malgré l'absence de perspectives, le chemin tracé au moment de son entrée dans la clandestinité. Accueillir les mots et les gestes d'une violence exprimée, plus que véritablement agie et muette est une façon de communiquer son refus intransigeant et son adhésion aux valeurs que l'on estime menacées ; dans ce type de situation, la fin – la liberté – désigne, par sa seule affirmation, le moyen de sa réalisation en même temps qu'elle le justifie.

Comme nous l'avons anticipé du reste, l'action démonstrative n'agit pas seule ; c'est une violence mimée, et argumentée, sur laquelle les acteurs veulent conserver le contrôle et dont ils pensent pouvoir déterminer l'ampleur comme le sens. Mobilisant un argumentaire rationnel, le plus souvent économique, la propagande gielliste met indissociablement en jeu le geste de la révolte, mais aussi le discours de crise qui le justifie<sup>181</sup>. La rébellion antifasciste tend alors à se confondre avec une représentation critique de l'Italie sous le fascisme. Ainsi, le spectacle de la rébellion doit être précédé et accompagné par une entreprise la plus massivement diffusée de justification rationnelle, matérielle, et dépolitisée, de l'acte d'insoumission :

Chacun perçoit qu'un destin atroce menace le pays et comment, en continuant ainsi, on se précipite à la catastrophe. Pourtant la révolte ne vient pas. Grand est le mécontentement, mais plus grand encore la lâcheté. Le sacrifice de quelques-uns est pour le moment resté sans réponse. Les Italiens se résignent ! Et Mussolini profite de leur résignation pour les voler. Plus ceux-là se résignent et plus celui-ci les punit en les dépouillant. La crise morale que les Italiens refusèrent d'affronter avec courage en 1924, après le crime de Matteotti, se représente aujourd'hui encore sous l'aspect du désastre économique<sup>182</sup>.

En quelques lignes sont concentrés les deux grands aspects de la rhétorique gielliste que l'on voit se développer à cette époque : l'absence d'insurrection et de soulèvement populaire contre le fascisme fait toujours l'objet d'une réprobation éthique qui cristallise la représentation

<sup>181</sup> « Crisi e insurrezione », *Giustizia e Libertà*, opuscule n° 11, Rome, octobre 1930.

<sup>182</sup> « Ciascuno sente quale atroce destino gravi sul paese e come, continuando così, si precipiti alla catastrofe. Ma la ribellione non viene. Grande è il malcontento, ma grandissima la viltà. Il sacrificio di pochi audaci è rimasto sinora senza eco. Gli italiani si rassegnano ! E Mussolini si vale della loro rassegnazione per castigliarli nella borsa. Più si rassegnano e più li castiga. La crisi morale che gli italiani non vollero virilmente affrontare nel 1924, dopo Matteotti, si ripresenta oggi sotto l'aspetto del disastro economico », dans « Massinelli e la crisi mondiale », *Giustizia e Libertà*, opuscule, n° 23, Rome, janvier 1931.



héroïque de l'antifascisme, tout en sortant du champ étroit de la morale pour concerner plus directement celui de l'économie. Un tract fut ainsi diffusé pour sensibiliser l'opinion sur la question de l'impôt et la pression fiscale que faisait peser le régime sur l'ensemble de la société. Il débutait par une formule imagée, reprise à la Chambre par Mussolini, et qu'avait saisi au vol Ernesto Rossi en lisant les comptes-rendus des débats parlementaires :

Les Italiens seront bientôt réduits à manger seulement de l'herbe, s'il le faut, afin de gagner l'empire voulu par le gouvernement fasciste... - voici ce qu'ont affirmé et écrit les hiérarques, qui augmentent le faste de leurs automobiles, de leurs villas, [...] alors que les citoyens sont dans le même temps contraints de se serrer toujours plus la ceinture. [...] Refuser de donner son argent au gouvernement fasciste c'est réaffirmer son propre droit à vivre libre<sup>183</sup>.

L'action antifasciste mobilise ici une rhétorique que les autorités qualifient le plus souvent de « tendancieuse », un discours aussi décrit comme « intelligent », « subtil », et que l'on différencie très nettement de la propagande de parti : une contre-propagande qui, en plus d'en appeler à la valeur et au mérite de l'institution militaire, attise le mécontentement de la petite et de la moyenne bourgeoisie, celle qui subit la première les conséquences de la crise économique de la fin des années vingt.

Tout cet argumentaire provient pour l'essentiel de recherches menées par Ernesto Rossi. A compter du milieu des années vingt, celui-ci fréquente en effet assidument la bibliothèque de l'université de la Bocconi, établissement prestigieux où Luigi Einaudi, exerce comme professeur entre 1925 et 1926. L'œuvre et la pensée de l'économiste libéral constituent dès lors une référence omniprésente dans les travaux de Rossi, ceux notamment qu'il publie dans *La Riforma sociale*, la revue dirigée par Einaudi<sup>184</sup>. L'école dite « libériste », inspirée des principes du laissez-faire et des thèses de l'école de Manchester, demeurait une référence en Italie, même après l'avènement du fascisme. À son arrivée au pouvoir, Mussolini lui-même se faisait le parangon du modèle libéral et le premier artisan de l'assainissement des finances et de la dette

<sup>183</sup> « Gli italiani si ridurrano a mangiar solo erba, se sarà necessaria, pur di arrivare all'impero voluto dal governo fascista... - hanno detto e pubblicato i gerarchi, che aumentan lo sfarzo delle loro automobili, delle loro ville, [...], quanto più i cittadini sono costretti a stringere la cintola. [...] Negare i quattrini al governo fascista significa riaffermare il proprio diritto a vivere liberi », *Giustizia e Libertà*, Rome, septembre 1930.

<sup>184</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 53-1, Lettre d'Ernesto Rossi du 10 mars 1927. Sur la collaboration de Rossi avec Einaudi, on se reportera à la bibliographie déjà citée de Giuseppe Armani : Armani (Giuseppe), *La forza di non mollare. Ernesto Rossi dalla grande guerra a Giustizia e Libertà*, op. cit., p. 93 sqq.

publique. Même encore au début des années trente, Einaudi continue d'incarner une autorité intellectuelle respectée en Italie, en témoigne la longévité de sa revue<sup>185</sup>.

Le mémoire sur les « finances du fascisme » imprimé et diffusé clandestinement dans l'été 1930<sup>186</sup>, est conçu comme un rapport scientifique : c'est un examen exhaustif, argumenté, de la politique budgétaire et commerciale du régime. Le document expose ainsi sur une dizaine de pages, au fil d'une démonstration technique et largement sourcée<sup>187</sup>, les principales décisions du fascisme en matière économique et leurs effets. L'auteur veut en effet démontrer les conséquences catastrophiques d'une politique ruineuse, dispendieuse : l'augmentation constante de la dette publique et la hausse exponentielle des impôts. Seule la « ploutocratie » terrienne, la même qui « a apporté son soutien » au fascisme précise Rossi, s'est enrichie depuis que celui-ci détient le pouvoir, bénéficiant des avantages concédés par le biais de mesures protectionnistes.

Une telle démonstration intellectuelle, appuyée par une illustration statistique, peut-elle suffire à raisonner l'opinion ? Dans sa partie conclusive, ce qui revient symboliquement au moment de dessiner l'action, le rapport fait place à un autre discours : celui-ci laisse entrevoir les effets généraux du non-consentement de la société italienne au paiement de l'impôt, parle à ce propos d'une « arme révolutionnaire ».

“Giustizia e Libertà” est l'organe pour la lutte contre le régime tyrannique qui nous opprime et parmi ses cadres tous ceux qui veulent agir sérieusement trouveront une place. Il faut maintenant commencer une campagne de mobilisation sérieuse pour préparer les esprits de façon à ce que sur ce terrain d'action aussi “Giustizia e Libertà” puisse lorsque le moment viendra, communiquer l'ordre de passer à l'action, organisant ainsi le refus général contre l'impôt<sup>188</sup>.

Cette prise de parole semble insuffisante, incomplète, cependant, car elle anticipe une étape : de l'explication à l'action d'un mouvement unitaire, le sens de la révolte implique encore la démonstration en actes.

<sup>185</sup> La publication cesse en 1935, notamment en raison des critiques émises contre la politique économique et budgétaire italienne.

<sup>186</sup> « Finanza fascista », *Giustizia e Libertà*, opuscule n° 15, juillet 1930.

<sup>187</sup> Rossi consulte plusieurs sources : actes parlementaires, enquêtes et rapports statistiques, articles de journaux, communiqués de presse, etc., ce qui lui permet de réviser certains chiffres communiqués par le gouvernement dont il démasque les subtilités arithmétiques. Voir : « Finanza fascista », *op. cit.*, p. 7.

<sup>188</sup> « “Giustizia e Libertà” è l'organo per la lotta contro il regime tirannico che ci opprime e nei suoi quadri troveranno il loro posto tutti quelli che vogliono far seriamente qualcosa. Bisogna ora iniziare una seria campagna per preparare l'ambiente in modo che anche in questo campo “Giustizia e Libertà” possa al momento opportuno dare una parole d'ordine ben chiara, stabilendo il rifiuto generale al pagamento delle imposte », dans *Ibid.*

Afin de distiller plus directement, parmi l'ensemble de la population, leurs représentations de pratiques et d'exemples concrets de désobéissance, Ernesto Rossi, notamment avec Umberto Ceva, pense à de nouvelles actions démonstratives. La campagne de mobilisation qu'ils projettent ensemble, avec le comité extérieur de « *Giustizia e Libertà* », devait prendre effet à l'automne 1930, trois mois exactement après le raid aérien de Bassanesi. Elle consistait à placer, la nuit, des explosifs dans les bureaux receveurs des impôts. On saisit sans doute là ce qui constitue le ressort essentiel du passage à l'action du point de vue des organisateurs de cette manifestation : conforme aux modes d'intériorisation du système de représentation gielliste déjà étudié au chapitre précédent, ce type d'initiative esquisse un imaginaire de révolte, en communiquant, par une propagande démonstrative l'idée de vulnérabilité du fascisme et d'absence de consensus aux institutions et au gouvernement.

### ***La traque : l'appareil de répression fasciste à l'œuvre***

Une pratique, systématiquement utilisée contre les antifascistes – en Italie comme à l'étranger – consistait pour la police à placer dans les organisations de l'opposition des agents stipendiés portant le titre de *fiduciario*, c'est-à-dire « homme de confiance ». Cette technique, massivement dévastatrice pour l'ensemble de l'antifascisme, fut utilisée pour circonscrire le premier réseau clandestin de « *Giustizia e Libertà* » et opérer à son démantèlement.

L'infiltration des hommes de la police politique résulte de rencontres personnelles et d'autant de relations d'estime, *a fortiori* au sein d'une organisation comme « *Giustizia e Libertà* », dans laquelle il n'existe pas de rôle ni de responsabilité préétablis. Dans ces rapports interpersonnels, la sincérité de la conviction n'est pas le seul facteur qui entre en ligne de compte. Comme nous l'avons dit, l'antifascisme a besoin d'hommes et de femmes sûrs et non suspects aux yeux des autorités et de la police elle-même. Ainsi, un « homme de confiance » ici peut tout aussi bien le paraître dans l'autre camp : l'on ne prête nul serment pour entrer dans l'antifascisme et l'anonymat – assuré en cas de virginité politique – est une qualité sans doute autant recherchée que l'adhésion profonde à un système de valeurs et d'idées. L'enrôlement dans l'antifascisme dépend du reste, le plus souvent, de quelques individualités à la personnalité très forte qui, à la tête d'un groupe ou d'un noyau, impriment leur marque sur toute la procédure du recrutement : il n'est pas rare, lorsqu'un détail biographique échappe à la vigilance d'un seul homme, qu'un agent double s'infilte dans un groupe antifasciste pour le compte du régime (ce qui donne alors lieu à une vision à front renversé du « complot »).

Tel est le cas de Carlo Del Re, professionnel du double jeu à la figure intrigante<sup>189</sup>. Cet avocat, originaire d'une petite commune du Frioul, se lie dans un premier temps, vers 1928, à d'anciens francs-maçons d'Udine rattachés à Bauer et, par ce biais, au comité gielliste de Milan. Dans ses mémoires, l'ancien antifasciste minimise le rôle et l'importance acquise en seulement quelques mois, à compter de 1929, par Del Re, dont le passé de *squadriste* échappe aux cadres du mouvement. C'est dans le témoignage d'Ernesto Rossi, qui le rencontre seulement en 1930, que l'on trouve des détails plus précis quant à son activité auprès des clandestins. Décrit comme intelligent, généreux dans son engagement et décidé, Del Re a visiblement pu obtenir des missions de confiance au sein de l'organisation grâce à une attitude exemplaire :

Del Re présentait bien : il était éveillé, volontaire ; il n'était pas non plus suspecté par la police, si bien qu'il pouvait passer la frontière, muni d'un passeport régulier, tandis que nous autres, nous faisons déjà l'objet d'un signalement. [Del Re] déclarait son enthousiasme pour le travail dans lequel nous nous étions jetés à corps perdu [...] ; il ne refusait jamais de faire ce que nous lui demandions, même lorsqu'on le réveillait en pleine nuit pour nous accompagner avec sa voiture dans les entreprises les plus risquées. Des antifascistes qui possédaient de telles qualités, il y en avait très peu à l'époque, même à Milan<sup>190</sup>.

Encore, après la chute du fascisme et la guerre, Rossi n'osait remettre en cause la sincérité de cet « enthousiasme »<sup>191</sup> : la trahison de Del Re n'était pas un acte prémédité. Sans nous prononcer sur ce point, remarquons en effet que c'est seulement vers la fin septembre que celui-ci décide de se présenter, à Rome, devant le chef de la police Arturo Bocchini, sur les recommandations d'Italo Balbo. Révélant les détails d'une situation financière des plus précaires après des démêlés judiciaires<sup>192</sup>, il négocie les informations collectées en moins d'un an au sein du principal groupe clandestin de « *Giustizia e Libertà* », et lors de ses voyages

<sup>189</sup> Dans l'ouvrage qu'il compile après-guerre à partir d'archives et de documents – notamment la correspondance entre Carlo Del Re et les différentes branches de la police et de la surveillance placées sous l'autorité du ministre de l'Intérieur – Ernesto Rossi compare l'ancien espion au personnage d'un roman dostoïevskien. Rossi (Ernesto), *Una spia del regime*, op. cit., p. 7.

<sup>190</sup> « Il Del Re si presentava molto bene : era sveglio e volenteroso ; non era sospettato dalla polizia, sicché poteva passare la frontiera con un regolare passaporto, mentre tutti noi, di G.L., eravamo pecore segnate ; si dichiarava entusiasta del lavoro, nel quale ci eravamo gettati a corpo perduto [...] ; non rifiutava mai di fare quel che gli chiedevamo, anche se andavamo a svegliarlo alle due di notte per farci accompagnare con la macchina nelle imprese più rischiose. Antifascisti che avessero queste doti non erano molti, neppure a Milano, nel 1930 », Rossi, *Una spia del regime*, op. cit., p. 8.

<sup>191</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>192</sup> Sur tous ces détails de la biographie de Del Re, on pourra se reporter aux travaux de Mimmo Franzinelli, dans la réédition de l'ouvrage écrit par Rossi, et de Mario Giovana : Franzinelli (Mimmo), « Nel retrobottega della polizia fascista », dans Rossi (Ernesto), *Una spia del regime. Carlo Del Re e la provocazione contro Giustizia e Libertà*, Turin, Bollati Boringhieri, 2000 ; Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 139-140.

jusqu'à Paris<sup>193</sup> : autant de renseignements qui constituent le pilier de l'acte d'accusation devant aboutir à la condamnation des hommes de « *Giustizia e Libertà* » pour « terrorisme » et « propagande révolutionnaire »<sup>194</sup>.

Les circonstances de l'arrestation des membres du comité milanais de « *Giustizia e Libertà* » entre la fin septembre et octobre 1930 sont désormais bien étudiées. Mimmo Franzinelli, fort de ses recherches dans les archives de l'OVRA, a complété les premières enquêtes sur le sujet, reconstituant la conception et la progression de la stratégie répressive mise en place contre le mouvement gielliste<sup>195</sup>. Du point de vue de la police politique, en effet, le souci d'appréhender précisément la menace incarnée par le giellisme justifiait à elle seule de l'ouverture d'un procès. Celui-ci était aussi destiné à démontrer le caractère terroriste de l'organisation et ainsi légitimer, pour contenir cette activité violente, l'application des peines les plus sévères, comme la condamnation à mort. Aussi l'attention que les hommes du ministère de l'Intérieur portèrent à l'affaire nous montre combien l'appareil sécuritaire italien veillait à maîtriser de bout en bout les opérations de répression contre ses « ennemis » de l'intérieur. De l'arrestation à la condamnation du réseau de « *Giustizia e Libertà* », tout fut minutieusement calibré ; aucun détail n'était laissé de côté ; par exemple le discours du *duce* devant la nation. Celui-ci devait se tenir à la date symbolique du 28 octobre : au lendemain d'une opération policière d'envergure, Mussolini voulait justifier auprès de l'opinion l'application de mesures exceptionnelles contre les propagateurs du crime et de la terreur<sup>196</sup>. La veille, les organisateurs d'un attentat à la bombe auraient dû être placés en détention, après avoir vainement voulu porter de « graves atteintes aux citoyens ainsi qu'au patrimoine de la nation ».

On se souvient qu'Ernesto Rossi, en accord avec les *fuorusciti* et grâce au concours d'Umberto Ceva et de Carlo Del Re, avait imaginé et préparé une série d'actions démonstratives pour susciter une révolte antifiscale parmi la population. Le soir du 23 octobre, cependant, les bombes fabriquées par le chimiste Ceva avec le matériel explosif que Del Re se procura à

<sup>193</sup> Lettre de Bocchini à Mussolini du 27 septembre 1930, citée dans Rossi, *Una spi adel regime, op. cit.*, p. 13. De façon à obtenir le maximum d'informations et placer son espion dans les meilleures dispositions auprès des cadres du mouvement, le chef de la police intervint pour faire retirer leur passeport aux derniers membres du comité qui disposaient encore du précieux document. C'était le cas par exemple de Dino Gentili, qui faisait alors le lien entre la direction extérieure et le groupe milanais. En plus de Paris, Del Re visite plusieurs antifascistes, en Suisse et en Belgique où il se rapproche notamment du comte Sforza.

<sup>194</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « *Giustizia e Libertà* », 6-8, Sentence de la commission d'instruction près le Tribunal spécial pour la défense de l'État, 6 mars 1931.

<sup>195</sup> Celle-ci implique, outre Carlo Del Re et Arturo Bocchini, le chef de l'inspectorat provincial de police à Milan, Francesco Nudi et le directeur de la police politique de l'époque, Michelangelo Di Stefano.

<sup>196</sup> Franzinelli (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA, op. cit.*, p. 97.

l'étranger, furent jetées dans les eaux du Brembo, à huit kilomètres de Milan<sup>197</sup> : rongé par le doute et la peur face aux conséquences éventuelles de cette initiative, Umberto Ceva prit la décision de saboter les armes conçues pour servir à l'entreprise antifasciste du 27. L'arrestation des membres du réseau clandestin de « *Giustizia e Libertà* » advient trois jours après, au petit matin du 30 septembre 1930. Conforme aux attentes de Mussolini, son ampleur est démesurée au regard des preuves matérielles rassemblées<sup>198</sup> : la police procéda à la mise en détention de dix-neuf personnes à Milan, dont Riccardo Bauer, Vincenzo Calace et Umberto Ceva<sup>199</sup>, et d'Ernesto Rossi, interpellé chez lui, à Bergame ; avant d'opérer d'autres perquisitions à Turin, dans le reste de la Lombardie (Brescia), l'Emilie-Romagne (Parme, Plaisance, Reggio, Bologne) et sur la côte ligure, à Gênes<sup>200</sup>. Courant novembre, s'appuyant sur de nouveaux éléments recueillis à la suite de ces opérations<sup>201</sup>, l'intervention policière s'élargit encore à la Toscane et enfin la Sardaigne<sup>202</sup>, reconstituant ainsi, en même temps de les démanteler, les principales chaînes de l'action de « *Giustizia e Libertà* » en Italie de 1929 à 1930. Pendant ce temps, d'abord placés à l'isolement à Bergame ou à Brescia, les principaux inculpés – sur lesquels pesait l'essentiel des accusations – furent traduits dans la prison romaine de *Regina Cæli*, où les conditions de détention étaient connues pour être les plus sévères<sup>203</sup> ; ici, confinés dans l'aile VI de l'imposant bâtiment pénitentiaire où ils subirent chacun plusieurs interrogatoires, dans la perspective d'un procès face aux juges du Tribunal spécial.

<sup>197</sup> Rossi (Ernesto), « Una spia del regime », *Il Ponte*, octobre 1952, dans Ceva (Bianca), *1930 : Retrospectiva di un dramma*, Milan, Casa editrice Ceschina, 1955, p. 39.

<sup>198</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 105, fasc. 6, « Giustizia e Libertà. Arresti ». Une mention écrite à la main, à l'encre rouge, précise que « Son Excellence le Chef du Gouvernement désire que l'on procède à l'arrestation. Ceux reconnus par la suite innocents seront relâchés. »

<sup>199</sup> Aux côtés de : Raffaele Cantoni, Ferruccio Parri, Bernardino Roberto, Pietro Zari, Dino Gentili, Fabio Luzzatto, les frères Alberto et Mario Damiani, Ugo Cristofolletti, Ettore Busan, Lidia Bevilacqua, Pietro Caprani, Ina Dei Cas.

<sup>200</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 157-158.

<sup>201</sup> En particulier la correspondance de Riccardo Bauer.

<sup>202</sup> Sont ainsi arrêtés Nello Traquandì et Francesco Fancello, par le biais duquel la police remonte la filière sarde du mouvement antifasciste : Cesare Pintus est placé en détention le 18 novembre, avec une trentaine d'autres noms, tous relâchés ensuite pour manque de preuves.

<sup>203</sup> Rossi (Ernesto), « *Nove anni sono molti* » : *lettere dal carcere 1930-1939*, Franzinelli (Mimmo, éd.), Turin, Bollati Boringhieri, 2001, p. XXXIX. On pourra aussi utilement se reporter à la publication éditée par Manlio Magini pour trouver une lettre écrite le 18 novembre 1930 dans laquelle Rossi écrit à sa mère : « La surveillance ici est très forte : toutes les dix minutes on regarde par la porte de ma cellule. Ils se tiennent spécialement attentifs à ce que je ne vois rien lorsqu'ils ouvrent les portes pour faire le ménage ou lors du passage d'autres détenus. Depuis que je suis ici, je n'ai vu personne sinon les gardiens et les « balayettes », c'est-à-dire des condamnés qui viennent deux fois par jours vider les toilettes et nous apporter de l'eau. » (Traduction personnelle), lettre citée dans Rossi (Ernesto), *Elogio della galera : lettere 1930-1943*, Bari, Laterza, 1968, p. 11. Dans le cas de Rossi, cette surveillance singulièrement sévère s'explique d'autant mieux que celui-ci avait tenté de s'enfuir lors de son transfert entre la prison de Bergame et Rome. Voir : Rossi (Ernesto), « Fuga dal treno », dans Id., *No al fascismo*, op. cit., p. 217-233.

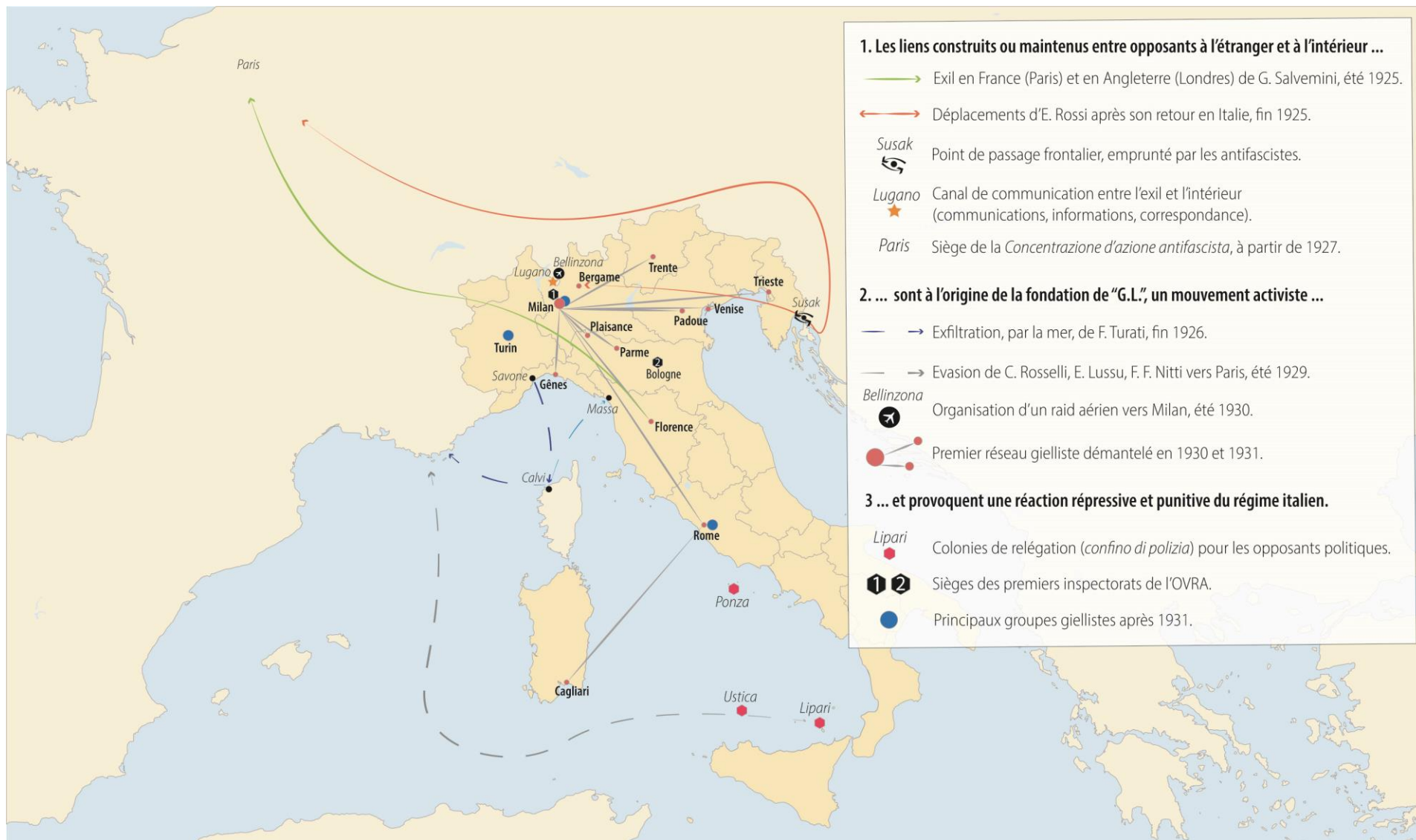


Figure 18 – Le premier réseau clandestin de « *Giustizia e Libertà* » en Italie, 1925-1931.

## CHAPITRE VII

# Les procès comme tribune

À la recherche de moyens d'action pour symboliser et communiquer un idéal, les organisateurs de cette propagande démonstrative ne perdent jamais de vue cet impératif : l'activisme antifasciste, s'il doit s'accomplir « hors de la légalité », ne peut se résoudre dans la simple violence. C'est un mouvement éthique, une idée de pureté et un principe supérieur de liberté, que veut rendre sensible l'événement démonstratif. En cela, du reste, le moment de l'action est l'équivalent exact du moment insurrectionnel et révolutionnaire lui-même, tel que le décrit Bassanesi :

L'horreur que nous éprouvons pour les sévices qu'imposent le fascisme à ses opposants ne doit pas pour autant nous faire oublier que l'unique façon de les combattre est de le faire à mains nues... nous devons lutter contre le fascisme même hors de la légalité mais pas par la violence.

Pour Bassanesi, le vol de propagande est ce moment de communion spirituelle : l'événement doit « servir à diffuser une idée, une pensée » ; « les voies du ciel sont les mêmes que celles de l'esprit » affirme-t-il encore, convaincu, au contraire, qu'en « tachant de sang cet instrument qu'est l'avion, nous aurions commis une grave erreur politique »<sup>1</sup>. Pas trace de violence donc, nul soupçon d'impérialisme ou d'agression belliqueuse ici. Les moyens employés par l'antifascisme lui étaient, en toute circonstance, exigés pour accomplir son idée du « sacrifice » et son « devoir » de révolte : la scène du tribunal, comme du reste la presse, devra le mettre en évidence. Du moins, symboliquement et moralement si ce n'est par l'acquiescement complet des prévenus.

Considérons donc ce problème ouvert par le geste insurgé, lors de ces procès de l'antifascisme gielliste. De fait, ce que nous avons souhaité interroger dans cette partie ce sont les comportements assumés par les hommes de « *Giustizia e Libertà* » lors de ces affaires judiciaires afin de justifier leur conduite et de transformer le prétoire en véritable lieu de propagande pour leurs idées. Il faudra ensuite confronter cette première stratégie de défense à celle qui est déployée à travers leurs relais médiatiques pour contrer les accusations du régime

<sup>1</sup> Nebiolo (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo*, op. cit., p. 159-160.



dans les affaires de « terrorisme » instruites en Italie et mettant directement en cause certains des cadres du mouvement gielliste afin d'obtenir leur expulsion du territoire français.

## Les procès de l'antifascisme à l'étranger

### *Intellectuels martyrs ou conspirateurs insurgés : « Giustizia e Libertà » et l'État français*

À la fin de la décennie, la conscience de l'aspect liberticide du fascisme s'est accrue dans l'opinion générale en même temps que la vigilance des autorités locales à l'égard de l'activité politique des communautés exilées, en particulier italienne<sup>2</sup>. Une méfiance alimentée par l'insistance médiatique sur les faits de criminalité étrangère, en particulier dans les régions limitrophes de l'Italie, les Alpes-Maritimes par exemple. C'est dire encore le soupçon et l'inquiétude que provoquent le mot et l'idée de l'antifascisme en France au moment de la création de « *Giustizia e Libertà* ».

Ainsi dans certaines villes, comme à Nice, la régulation des rapports conflictuels entre fascistes et antifascistes occupe dès le début des années vingt, une place originale et centrale dans la politique du maintien de l'ordre<sup>3</sup> : la présence d'une importante communauté italienne sur la Côte d'Azur, qui plus est ancienne, n'est pas sans conséquence sur la sensibilité de l'opinion française à ces questions. Le commissaire spécial de la ville donne ingénument les raisons pour lesquelles « l'esprit public », selon lui, présente des signes d'énervement face aux querelles entre journaux fascistes et antifascistes :

*La France du Sud-Est*, de M. Dubarry, continue sa campagne antifasciste et la curiosité du public plutôt que son émotion a accru son tirage au détriment de celui du *Petit Niçois*. Ce que voyant, ce journal de gauche, après avoir pris à la France un de ses meilleurs rédacteurs, M. P. Rocher, a emboîté le pas à la France et mène également la campagne contre les fascistes de la *riviera* mais avec moins d'acharnement<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Groppo (Bruno), « Entre immigration et exil : les réfugiés politiques dans la France de l'entre-deux-guerres », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, n° 44, p. 27-35 ; Guillen (Pierre), « Le rôle politique de l'immigration italienne en France dans l'entre-deux-guerres », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, *op. cit.*, p. 323-341.

<sup>3</sup> AD Alpes-Maritimes, 4M, 381, 1386 et 1387.

<sup>4</sup> AD Alpes-Maritimes, 4M, 1386, Rapport du commissaire spécial de Nice au Directeur de la Sûreté générale du 1<sup>er</sup> décembre 1926.

Cette surenchère médiatique – alimentée momentanément, en 1925 et 1926, par le ton violent et le nationalisme fervent des journaux édités par le *fascio* local<sup>5</sup> – est source d’ennui pour le corps préfectoral de la région :

Les consuls ne manqueront pas, notamment à Nice [...], de dire à leur gouvernement que des militants fascistes et leur journal *Il Pensiero latino* ont été expulsés et supprimés, tandis que l’activité antifasciste s’exerce librement<sup>6</sup>.

Or cette activité, qui réveille et entretient l’agacement du gouvernement italien à l’égard de ses voisins, entre en contradiction avec les intérêts de la France, et l’impartialité à laquelle les hommes chargés du maintien de l’ordre et de la sécurité du territoire essaient de se tenir. À la fin de 1926, le préfet de Nice rapporte à sa hiérarchie un accident diplomatique impliquant, à la frontière de Vintimille, des fonctionnaires des douanes françaises et des membres du corps consulaire italien ; l’événement témoigne à ses yeux l’influence négative qu’exerce contre la « sérénité » et la « tranquillité » de la France, l’émotion suscitée par les affrontements entre fascistes et antifascistes :

le mouvement antifasciste peut devenir dangereux [...] pour la reprise de bonnes relations avec nos voisins. Je le surveille très attentivement. [...] il ne faut pas que le danger fasciste, auquel nous avons paré, fasse perdre de vue celui qu’avait maintenu [...] l’agitation antifasciste<sup>7</sup>.

Ces relations diplomatiques entre les ex-« sœurs latines », précisément, pouvaient-elles influencer l’action des préfets et commander l’interprétation de leur conduite devant le problème de l’immigration étrangère ? L’accueil des opposants au régime fasciste, sans doute, est pour Rome l’une sinon la pierre de touche des intentions françaises à son égard<sup>8</sup>. Toutefois, côté italien, il faut aussi remarquer que la question des réfugiés politiques n’a jamais été instituée en règle d’or d’un rapprochement avec la France ni comme prérequis essentiel à une

<sup>5</sup> Au premier titre, la publication *Il Pensiero Latino*. Voir : Schor (Ralph), « Les Italiens dans les Alpes-Maritimes, 1919-1939 », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940, op. cit.*, p. 577-607.

<sup>6</sup> AD Alpes-Maritimes, 4M, 1397, Rapport du commissaire spécial de Nice au Préfet des Alpes-Maritimes du 22 février 1927. Voir aussi, le rapport du 22 mars 1927.

<sup>7</sup> AD Alpes-Maritimes, 4M, 1336, Rapport du Préfet des Alpes-Maritimes au Ministre de l’Intérieur du 1<sup>er</sup> décembre 1926.

<sup>8</sup> AE, Italie 101, Déclaration d’Italo Balbo du 13 septembre 1929 : l’accueil des antifascistes exilés par l’Etat français est ainsi considérée comme « la pierre d’achoppement d’une entente franco-italienne ». Voir : Guillen (Pierre), « Le rôle politique de l’immigration italienne en France dans l’entre-deux-guerres », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940, op. cit.*, p. 325.

future entente entre les deux pays<sup>9</sup>. C'est qu'en effet, côté français, quelles que soient la couleur et la ligne politique des gouvernements, comme l'a montré la brève expérience dudit « cartel des gauches », on a toujours cherché – en présentant dans cette tâche un visage impartial – à étouffer les braises ardentes d'une querelle encore perçue comme lointaine ; c'est-à-dire essentiellement par le prisme de considérations politiques intérieures et des intérêts diplomatiques de la France sur la scène internationale. Or l'antifascisme, qui persiste dans l'incitation à l'action et à la violence, est perçu comme une menace contre l'ordre public.

Car de l'ensemble des données que chaque commissaire rapporte assidûment, les autorités préfectorales et les services de la sûreté générale ne retiennent semble-t-il que la conduite, les mœurs, la condition sociale et l'activité au point de vue de l'engagement politique. Tri derrière lequel les intentions sécuritaires se laissent aisément deviner.

En s'installant en France, les antifascistes italiens, sans jouir d'un statut juridique qui les placerait sur le même plan que les nationaux, recouvraient un minimum de libertés politiques, au premier rang desquelles figuraient celles d'opinion et d'expression, disposant ainsi, comme le souligne Ralph Schor, « de possibilités d'action politique bien supérieures à celles qui leur auraient été offertes dans leur pays d'origine ». Le même auteur<sup>10</sup>, a pourtant également montré combien l'application du droit d'asile avait pu être restrictive : il était admis, par exemple, de la part d'un ancien journaliste, plus généralement d'un membre de l'élite intellectuelle<sup>11</sup>, d'exprimer son désaccord et ses différents sur des sujets d'opinion très précis et tout aussi techniques comme la gestion économique d'un pays, mais les commissaires surveillaient avec un soin consciencieux le degré d'activisme politique des mêmes individus, mesuré par une série d'indicateurs comme ses affiliations politiques, ses engagements passés, et surtout son

<sup>9</sup> Guillen (Pierre), « La risonanza in Francia dell'azione di "Giustizia e Libertà" e dell'assassinio dei fratelli Rosselli », dans Istituto storico della Resistenza in Toscana *et al.*, *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia, op. cit.*, p. 239-260 ; Id. « La question des *fuorusciti* et les relations franco-italiennes (1925-1935) », dans Bessis (Juliette), Duroselle (Jean-Baptiste), Serra (Enrico), *Italia e Francia, dal 1919 al 1939*, Milan, Ispi, 1981, p. 21-38.

<sup>10</sup> Schor (Ralph), *L'Opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

<sup>11</sup> Pour faciliter leur insertion et rassurer les autorités du pays d'accueil, les réfugiés faisaient non seulement valoir leur titre, lorsque le cas se présentait, mais également leurs relations, italiennes et étrangères. Carlo Rosselli, dans sa première lettre au Ministre de l'Intérieur français, afin d'être autorisé à résider en France avec sa femme et son enfant, transmet ainsi une liste de noms « qui se portent garants de ses sentiments » : il y a le Président Paul Painlevé, le sénateur Maurice Sarraut, le professeur Victor Basch, le député Henri Guernut, le professeur Elie Halévy, le professeur Samy Lattès et l'homme de lettres Jean Luchaire, à côté de quelques personnalités italiennes, également citées, comme le comte Sforza, le Président Nitti, Filippo Turati, Luigi Campolongo et Eugenio Chiesa. Voir : APP, 1W, 1157 « Carlo Rosselli », Note de la Préfecture de police pour le Directeur des Renseignements généraux du 7 mars 1930.

inclination présente à se livrer à une œuvre de « propagande politique »<sup>12</sup>. Ce qui est alors visé par cette expression réunit une variété d'activités dont la « dangerosité » ou le caractère « violent » se décide au cas par cas, la plupart du temps par le commissaire témoin du document ou de l'événement, tant en fonction du contenu que du public concerné par la manifestation. Toutes les actions organisées par les réfugiés politiques ne sont pas alors susceptibles d'un signalement défavorable communiqué au préfet puis transmis au Ministère de l'Intérieur et à la Direction générale de la Sûreté Publique. Si les opinions situées à l'extrême-gauche sont la priorité de la police française, c'est, d'une part, parce que ses agents ont en mémoire le « désordre » anarchiste et se souviennent encore plus de la phase de violente contestation de la société amorcée par le parti communiste dans ces années ; et d'autre part, car on surestime l'influence réelle et la pénétration de ces idées dans les masses émigrées, particulièrement chez les Italiens qui représentent pour l'essentiel une communauté de manouvriers, corvéable et précaire<sup>13</sup>. Or, si la condition criminelle et la condition immigrée ne se confondent pas dans l'imaginaire des autorités, une prévalence existe qui les incite à la prudence. Enfin, la surveillance plus ou moins stricte des préfets était commandée par des impératifs diplomatiques que nous avons déjà rappelés, et qui les incitaient à faire montre de la bonne volonté de la France et de ses dispositions favorables avec l'Italie, particulièrement en cette fin de décennie<sup>14</sup>.

Ces nombreuses exigences conditionnaient donc l'activité et l'engagement des antifascistes hors de leurs frontières nationales ; pour donner un aperçu de la situation politique des réfugiés italien, on peut renvoyer à l'édition de septembre 1929 de la *Gazzetta del Popolo*. Si l'envoyé spécial du quotidien italien dans le pays niçois y déplorait la progression des demandes de naturalisation française formulées par les nationaux italiens, il oubliait volontairement de faire part, inversement, de l'influence croissante du fascisme dans la région suite à la restructuration

<sup>12</sup> Le premier signalement dont fait l'objet Rosselli précise ainsi que celui-ci « fait l'objet de renseignements favorables aux points de vue conduite et moralité. Il est représenté comme animé de sentiments francophiles [...]. Il ne se livre en effet à aucune propagande politique. ». Voir : APP, 1W, 1157 « Carlo Rosselli », Note du Directeur des Renseignements généraux et des Jeux au Préfet de police du 27 mars 1930.

<sup>13</sup> Schor (Ralph), « L'image de l'Italien dans la France de l'entre-deux-guerres », dans Milza (Pierre), *Les Italiens en France de 1914 à 1940, op. cit.*, p. 89-109.

<sup>14</sup> Les tensions entre la France et l'Italie continuent de s'accroître, suite notamment à la signature du traité de Paris, en 1927, entre la France et la Yougoslavie, comme une réponse aux initiatives italiennes dans cette zone géographique. Sous la pression de l'opinion, en particulier la presse de droite, le ministre Briand, dont les objectifs restaient antagonistes à ceux poursuivis par le *duce*, prononça le 30 novembre un discours sur la fraternité entre les deux nations, devant les Parlementaires français. Voir : Di Nolfo (Ennio), *La politica estera italiana (1919-1933), op. cit.*, p. 208-227.

du *fascio*. Cette emprise du régime italien sur ses nationaux était certes largement indirecte<sup>15</sup> ; elle présentait toutefois le double avantage de ne pas éveiller l'attention de la police française et de réfréner le militantisme politique ainsi que l'engagement syndical chez les émigrés. L'article avait en fait été rédigé avec l'intention d'exercer une pression sur les autorités françaises, par le biais de l'opinion, et d'inciter à l'encadrement de l'émigration italienne autour de nouvelles institutions et organisations fascistes à l'étranger ; et si on le cite ici c'est aussi parce qu'il permet en peu de mots de synthétiser le dilemme qui traverse à cette époque les rangs de l'antifascisme :

Il convient de former un bloc seul, élevé et puissant pour vouer nos propres forces à créer une Maison italienne, un Hôpital italien, une Bibliothèque italienne, un Théâtre italien, institutions qui répandront enthousiasme et affection, qui enseigneront le culte de la Patrie. Même les autorités françaises seront alors plus respectueuses de notre intangible patrimoine. Ainsi les *fuorusciti*, s'ils sont inoffensifs, seront abandonnés à leur destin ; s'ils sont agressifs, ils seront écartés de la population française conquise par la valeur, l'unité, l'ordre et le génie de la communauté italienne<sup>16</sup>.

L'ensemble de la documentation et des archives consultées met bien en évidence cette vigilance doublée de méfiance dont ont pu faire preuve les autorités françaises. Celle-ci, toutefois, n'est ni absolue, ni invariable. Deux circonstances, en effet, avaient permis d'améliorer l'opinion des préfets sur la colonie italienne antifasciste : la réunion des notabilités intellectuelles et politiques de l'antifascisme, exceptés communistes et anarchistes, dans la Concentration ; la division soudaine entre un « bon » et un « mauvais » antifascisme, comme le confirme un rapport de 1929 de la préfecture de police<sup>17</sup>.

<sup>15</sup> AN, F7, 13 462, Rapport du commissaire spécial de Nice du 1<sup>er</sup> juin 1929 : « Nombreux sont ceux [les émigrés italiens] qui n'ont adhéré au fascisme que par crainte ou par intérêt. Pour le plus grand nombre, la crainte du refus du passeport, l'appréhension des sévices et les brimades en cas de retour au pays constituent les mobiles véritables qui les ont poussés à faire acte de loyalisme. C'est ainsi que sur les 1 000 adhérents environ que compte le *fascio* de Nice, 300 à peine sont sincères et désintéressés. ». Sur l'organisation des faisceaux à l'étranger : Gentile (Emilio), « La politica estera del partito fascista. Ideologia e organizzazione dei Fasci italiani all'estero (1920-1930) », *Storia Contemporanea*, vol. 26, n° 6, décembre 1995, p. 897-956 ; Wiegandt-Sakoun (Caroline), « Le fascisme italien en France », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940, op. cit.*, p. 431-469 ; Franzina (Emilio), Sanfilippo (Matteo), *Il fascismo e gli emigrati : la parabola dei Fasci italiani all'estero (1920-1943)*, Roma, Laterza, 2003.

<sup>16</sup> Pascazio (Nicola), « La nostra inchiesta nella regione di Nizza. Il paese dell'impunità », *La Gazzetta del Popolo*, 8 septembre 1929, article cité dans AN, F7 14 748, Rapport du commissaire divisionnaire de Police spéciale au Directeur de la Sûreté générale du 12 septembre 1929. Le journaliste Nicola Pascazio avait été dépêché par son journal sur la Côte d'Azur pour enquêter sur l'attentat advenu le 1<sup>er</sup> septembre dans un restaurant de Nice où se tenait le déjeuner amical des Anciens combattants italiens, en présence de représentants sur place du régime italien. Voir : Schor (Ralph), « Les immigrés italiens en France et l'engagement fasciste, 1922-1939 », *Parlements[s]*. *Revue d'histoire politique*, 2011/3, n° HS 7, p. 130-140 ; Id., « L'Attentat des Lilas blancs », *Mesclun*, n° 18, 1992, p. 6-9.

<sup>17</sup> APP, B, B-A, 1 711, « Activité politique de la colonie italienne de la région parisienne de l'année 1929 », rapport de février 1930.

Grâce à l'encadrement des masses ouvrières, placées ainsi sous l'influence directe des « intellectuels », « des personnes aisées » de l'émigration italienne, pour la plupart adversaires des « méthodes de violence », il allait être possible de discriminer plus facilement les « éléments révolutionnaires ardents, douteux ou provocateurs » pour les éloigner du territoire français. Si la décision de réunir l'antifascisme démocrate et républicain au sein d'une même organisation permet aux différents *leaders* de ces partis de gagner du crédit auprès des autorités, à plus forte raison le fait-il vers l'opinion : la fonction médiatrice dévolue à certains protagonistes de la cause antifasciste, bons connaisseurs de la langue et de la culture françaises, rapproche les émigrés des représentants des milieux progressistes, leur offrant ainsi d'indispensables relais pour diffuser leurs idées et légitimer leur combat.

De l'individu suspicieux, membre de vastes réseaux internationaux, communistes ou anarchistes, et inspirateur de troubles à l'ordre public, l'image de l'antifasciste<sup>18</sup> gagne en complexité et glisse même, auprès de certains milieux, à la figure de l'homme estimable, exilé malheureux grandi de « l'auréole de martyr qui le nimbe », pour citer le préfet du Gers<sup>19</sup>. Beaucoup d'antifascistes arrivés vers la moitié des années vingt, les cadres politiques et les élites du milieu culturel et intellectuel, sont en capacité de sensibiliser le public étranger à leur situation et la cause de l'antifascisme. Tous, on l'a vu, parcourent ainsi le chapelet de vexations, d'humiliations, l'oppression qu'ils ont dû affronter et qui les a contraints à renoncer à leurs droits civiques et politiques dans leur patrie pour les recouvrer au sein d'une « nation civilisée ».

En dépit de ces témoignages cependant, en dépit de ces exemples de tolérance et d'assimilation de la culture antifasciste dans les milieux progressistes<sup>20</sup>, en dépit d'une promotion incontestable de l'antifascisme dans certains secteurs géographiques et sociologiques, on ne peut manquer d'observer qu'il est aussi aisé de trouver de nombreuses affirmations d'une tendance inverse, plus fidèle en fin de compte à la vision qui domine et oriente l'esprit général de la législation appliquée en matière de politique d'asile des émigrés politiques italiens. En effet, l'ampleur et l'intensité de la propagande antifasciste, en France, à

<sup>18</sup> Vegliante (Jean-Charles), *L'image de l'Italie et des Italiens dans la presse populaire parisienne : 1926-1939*, *op. cit.*

<sup>19</sup> AN, F7, 13 250, Note du Préfet du Gers du 13 octobre 1929. Nous avons reproduit ce document en annexe n°7, p. CV (volume 2).

<sup>20</sup> Milza (Pierre), « Le modèle républicain français dans la culture politique de l'antifascisme italien », dans Berstein (Serge), Rudelle (Odile), *Le modèle républicain*, *op. cit.*, p. 209-226.

Paris et dans les régions de forte immigration italienne, comme en Italie<sup>21</sup>, au cours de l'année 1929, sont telles que quels que soient les sentiments de confiance que l'on observe, et quels que soient les témoignages de solidarité que l'on recueille, les agents de l'ordre public, mais aussi les représentants diplomatiques et consulaires italiens, ne pouvaient manquer de montrer leur émotion et faire marque de leur prévoyance : c'est-à-dire côté italien, immédiatement et avec véhémence, en recourant à des moyens malhonnêtes pour accuser les responsables du journal *La Libertà* de fomenter divers projets d'attentats et de vouloir entretenir un climat de violence et de tension dans la Péninsule ; ou côté français, par le mécanisme plus discret d'une surveillance patiente, motivée par l'embarras croissant des autorités face à l'influence des trois évadés dans les milieux jusque-là « tranquilles » et pacifiques de l'antifascisme démocrate et républicain.

Ces différences entre les tendances et l'activité dominante parmi les milieux antifascistes à l'une et l'autre période expliquent que malgré l'effort entrepris par la Concentration pour « normaliser » l'antifascisme, les affaires sensibles autour d'un « terrorisme antifasciste » soient plus apparentes à partir du second semestre de l'année 1929 qu'au mi-temps des années vingt, et, de ce fait, associées à l'histoire de « *Giustizia e Libertà* »<sup>22</sup>. Elles le sont, tout d'abord, parce que les phénomènes que résume l'effort de propagande du régime fasciste à l'étranger sont, au début de la décennie, encore très limités ; ils présentent des intérêts de second rang pour le régime italien par rapport aux enjeux intérieurs du maintien de l'ordre et de l'élimination de l'opposition politique, au lieu de se confondre, comme ils le font à la veille des années trente, avec la lutte contre l'antifascisme. Pour n'envisager que ces deux formes d'intervention, c'est le cas de l'espionnage par des agents de l'« OVRA »<sup>23</sup> et l'encadrement dans des organisations

<sup>21</sup> AN, F7, 13 249, Rapport du commissaire spécial de Menton du 16 avril 1928 sur l'attentat commis à Milan contre le Roi d'Italie. Le 12 avril 1928, une bombe éclate *piazzale Giulio Cesare* à Milan, en marge de la *Fiera di Milano* à laquelle est présent le roi Victor Emmanuel III. Les responsables ne furent jamais identifiés mais dans les jours suivant l'événement, la police italienne arrêta Lelio Basso, Alberto Molinari, Innocente Porrone, Giovanni Giavi, Mario Paggi, Ermanno Bartellini et Giuseppe Savino.

<sup>22</sup> Guillen (Pierre), « La risonanza in Francia dell'azione di "Giustizia e Libertà" e dell'assassinio dei fratelli Rosselli », dans Istituto storico della Resistenza in Toscana *et al.*, *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, *op. cit.*, p. 240.

<sup>23</sup> Un phénomène que documentent et surveillent les autorités françaises, comme on peut s'en rendre compte à la consultation des archives. Au début de 1929, le commissariat spécial de Beausoleil informe la Sûreté générale de l'utilisation par les autorités italiennes d'émissaires chargés de pénétrer et d'espionner les milieux antifascistes basés en France : « Des émissaires sont utilisés dans les milieux communistes, anarchistes et antifascistes français afin de connaître et leur organisation et les Italiens qui en font partie. De plus, pénétrer les secrets des extrémistes français et italiens, tel est le rôle qui est assigné aux agents provocateurs du royaume. Certains de ces provocateurs font de l'antifascisme à outrance. Ils ont soin de dire qu'ils ont dû fuir les rigueurs du régime des chemises noires,

parrainées par les faisceaux à l'étranger qui sont étroitement liées à l'organisation générale de la propagande à l'étranger et pleinement représentatives de cette organisation.

Certes, la volonté chez les fondateurs du nouveau mouvement antifasciste de ne pas limiter leur action à la France et d'employer pour cela des méthodes de combat décrites comme « révolutionnaires » s'étale largement en ces sources fondamentales : celles de la propagande antifasciste ou plus confidentielles, celles de leur correspondance. Mais le traitement de l'antifascisme sous l'angle de l'antiterrorisme, dans les rapports des services de sûreté du Ministère de l'Intérieur français, est également provoqué par une série d'autres documents et témoignages qui, pour être lus avec beaucoup de réserves et de distance, n'en sont pas moins significatifs afin de mesurer l'opinion des préfets et des maires français car utilisés par ces derniers en concurrence avec d'autres sources, telles que les enquêtes menées par leurs subordonnés de la police : publications et périodiques fascistes édités en France, adresses directes aux autorités françaises des consuls italiens, propagande envoyée aux hommes politiques français. Sources marginales et concernant indirectement une étude sur la propagande antifasciste ? Non pas : puisqu'elles reproduisent et traduisent, bien qu'à travers un regard adverse, les dilemmes et les questionnements que les sources antifascistes de cette période nous permettent aussi de déceler et de décrire.

Examiner ces documents et, à travers eux, l'argumentaire des représentants du régime italien en France, c'est ainsi s'éloigner moins qu'on ne croit de l'antifascisme, car les fonctionnaires qui appartiennent au corps consulaire sont aussi ceux qui, et c'est le cas par exemple à Nice avec le commissaire Lo Spinoso<sup>24</sup>, développaient une propagande insistante auprès des

qu'ils sont les victimes du *Duce*. Le but poursuivi est celui de créer l'agitations et de démasquer les meneurs. Il est des provocateurs qui ont pour mission d'offrir leurs services aux autorités françaises qualifiées. Connaître les organisations de ces autorités, telles sont les directives qu'ils ont reçues... ». Le même phénomène est également observé en Belgique, comme le fait savoir une note de 1931 rédigée par le commissaire spécial de Thionville suite à la publication d'un article dans le quotidien belge *Le Soir* sur l'activité d'un centre d'espionnage et de provocations fascistes à Bruxelles. Les antifascistes dénoncent eux-mêmes publiquement cette activité d'espionnage, dans la presse comme l'évoque un article de fin août 1929 dans *La Liberté* toujours relevé par le commissaire spécial de Beausoleil ; ou par le biais d'ouvrages à l'exemple de l'enquête de Camillo Berneri intitulée *Lo spionaggio fascista* et éditée en 1929 par les collections de « L'Italia Libera » (Edizioni Sala dell'Italia Libera) sises à Marseille. Voir : AN, F7, 13 462, Rapport du commissaire spécial de Beausoleil au Directeur de la Sûreté générale du 21 janvier 1929 ; AN, F7, 13 251, Note du commissaire spécial de Thionville du 5 mai 1931 ; AN, F7, 14 745, Extrait de *La Libertà* « Dans le camp des agents fascistes ».

<sup>24</sup> AN, F7, 13 250, Rapport du commissaire divisionnaire de police spécial du 25 mars 1929. La même année, un autre rapport communiqué au ministère des Affaires étrangères et concernant l'activité du Consulat général d'Italia à Nice fait état de soupçons au sujet de l'individu Lospinoso et de ses agissements auprès de la police locale : « [...] ces fonctionnaires de la Sûreté Italienne en mission à l'étranger ne limitent pas leur activité au rôle qui leur est officiellement assigné. Peu à peu ils sont amenés à faciliter les agissements des nombreux agents de



ressortissants italiens tout en essayant d'entraver l'action des *fuorusciti*. Il ne faut donc jamais perdre de vue ce point essentiel : si les textes écrits par les agents de l'administration française dépendent étroitement des nombreuses exigences qui leur sont communiquées et qu'ils doivent intérioriser, ils laissent également voir l'absence de stratégie globale de cette administration partagée entre plusieurs impératifs et soumis aux pressions que tentent d'exercer sur elle tant les fascistes que les antifascistes. Aussi dans les rapports expédiés à Paris comme autant de données capables d'informer le ministre de l'Intérieur et celui des affaires étrangères mais surtout dans la fonction à laquelle veulent souvent se réduire ces témoignages, nous pouvons lire la difficulté pour les agents français d'interpréter leur mission ; par conséquent la surréaction de l'administration aux variations de l'opinion et aux engagements internationaux de leur pays.

Or, vers la fin de la décennie, la répétition d'attentats et d'attaques à la bombe, dans les territoires de l'émigration italienne, en Belgique comme en France, sur la Côte d'Azur, réveille l'attention des forces de l'ordre sur le « danger terroriste » de l'antifascisme. C'est dans ce contexte, en effet, que le 31 décembre, la Sûreté générale, sur les indications fournies par les policiers italiens, procède à la perquisition des domiciles parisiens de Cianca, Tarchiani, ainsi que du député socialiste Giuseppe Sardelli, dix jours après l'arrestation, à Bruxelles, de l'anarchiste Camillo Berneri, pour possession de faux passeport et d'une arme à feu<sup>25</sup>. À Rome, le correspondant du *Petit parisien* note la « satisfaction » des commentateurs de la presse italienne, qui s'empressent de saluer « l'habileté » de la police française » et la « nouvelle attitude adoptée par le gouvernement français » à l'égard de l'activité « criminelle » des réfugiés italiens<sup>26</sup>. Dans les pages du quotidien socialiste *Le Populaire*, on se montre plus circonspect au sujet d'une affaire que l'on juge « grossie » pour les « besoins de la propagande fasciste » :

renseignements que le gouvernement italien entretient sur notre territoire. Sans qu'il me soit possible d'en apporter la preuve, j'ai la conviction que M. Lo Spinoso n'agit pas différemment [...] Son action ici mérite d'être particulièrement surveillée, non seulement pour les raisons que je viens d'indiquer plus haut, mais parce qu'il est à craindre que comme tous les Commissaires ou Delegati, qui, dans les mêmes conditions que lui, ont fait partie du personnel du Consulat général d'Italie à Nice, il ne s'attache à se créer des relations parmi les agents de la Police du Département. La tactique de ses prédécesseurs consistait dans le temps, sous prétexte de collaboration dans la recherche des malfaiteurs internationaux, à capter la confiance de fonctionnaires de la Police locale et de s'en faire des auxiliaires plus ou moins conscients, plus ou moins désintéressés... ». Voir : AN, F7, 17 747.

<sup>25</sup> La police de Bruxelles soupçonne alors l'anarchiste, bien connu des services de renseignement italiens comme nous allons le voir, de préparer un attentat contre le Garde des sceaux Alfredo Rocco, en déplacement dans la capitale belge.

<sup>26</sup> « Après l'arrestation des réfugiés italiens. La presse fasciste exprime sa satisfaction », *Le Petit parisien*, 3 janvier 1930.

L'arrestation des trois journalistes italiens, Cianca, Tarchiani et Sardelli, a déclenché dans toute la presse d'information une vague d'indignation et d'excitation contre l'antifascisme. En réalité, au fur et à mesure que l'enquête se poursuit, il apparaît que cette affaire a été démesurément grossie et n'est rien autre chose qu'un roman policier<sup>27</sup>.

Car, en effet, il y avait loin des affirmations empressées à propos d'un vaste complot de l'antifascisme et des premiers résultats de l'enquête ouverte à Paris :

La perquisition fut fructueuse rue de la Santé, 15, [le domicile de Cianca] où la police saisissait une certaine quantité de cheddite, mais nettement infructueuse chez M. Tarchiani, où rien de compromettant ne fut trouvé, de telle façon qu'on se demande comment on peut justifier son arrestation. [...] C'est peu pour établir, avec la certitude qu'affectent certains journaux, l'organisation d'une vaste association de terrorisme. Rien non plus ne permet de rattacher cette affaire aux attentats commis, il y a quelque temps, que la Côte d'Azur et à Bruxelles<sup>28</sup>.

C'est que l'imagination des journalistes pour soutenir la thèse conspirationniste pousse la presse à d'étranges inventions, comme celle autour d'un « prétendu banquier » de Moscou qui aurait apporté « d'importants subsides ». Mais du reste, conclut le journaliste du *Populaire*,

S' imagine-t-on des hommes comme MM. Cianca et Tarchiani, des bourgeois, excessivement modérés, entrer en rapport avec la dictature bolchevique qu'ils haïssent au même titre que la dictature fasciste ?

Sans surprise donc, début avril, lorsque prend fin la période d'instruction conduite par le juge Delalé ; les « baudruches se dégonflent » : ce qu'il reste du « grand complot » des *fuorusciti* n'est en fait qu'une « manœuvre d'agent provocateur »<sup>29</sup>. On apprend ainsi que les explosifs, retrouvés au domicile de Cianca, furent déposés par un « intermédiaire de bonne foi », le « professeur » Berneri, en relation avec un certain Menapace, cependant « introuvable ». Les deux étaient inculpés pour complicité devant la 13<sup>e</sup> Chambre correctionnelle. Précédemment remis en liberté, Tarchiani et Sardelli, assistés des maîtres Gustave Joly et André Blumel, bénéficiaient quant à eux d'un non-lieu tandis que le défenseur de Cianca, l'avocat emblématique des réfugiés à Paris, maître Henry Torrès, obtenait pour son client une mise en liberté provisoire jusqu'à l'ouverture du procès.

Entre temps, le premier volet de l'affaire s'était conclu, à Bruxelles, par une condamnation de Berneri à cinq mois d'emprisonnement. Le principal accusé cependant, était bien l'agent

<sup>27</sup> « L'arrestation des trois italiens. Cette affaire est grossie pour les besoins de la propagande fasciste », *Le Populaire*, 2 janvier 1930.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> « Le « grand complot » antifasciste se réduit à une manœuvre d'agent provocateur », *Le Populaire*, 10 avril 1930.

Ermanno Menapace, ancien *fiumain*, dont le procès permit d'éclairer les intrigues au service de la Sûreté publique italienne : l'espion fasciste fut en effet puni par contumace à une peine de sept mois de réclusion. Ce le fut en partie grâce à l'intervention de Salvemini et de l'avocat Paul Aloïse De Bock avec qui le premier entra en contact pour concevoir une stratégie de défense face au juge, démontrant « la preuve mathématique » du rôle de Menapace comme agent provocateur de la police fasciste<sup>30</sup>.

Les documents aujourd'hui conservés aux archives italiennes et dépouillés par l'historien Giovanni Stiffoni renseignent par ailleurs précisément ce chapitre de la biographie de « l'intellectuel anarchiste », soit à partir de la mi-décembre 1928<sup>31</sup>, lorsque commence sa fréquentation assidue de l'espion Menapace. La police italienne s'intéressait de près à l'époque aux activités de contre-espionnage<sup>32</sup> de Berneri, qu'elle soupçonnait également de vouloir organiser un mouvement d'insurrection en Italie<sup>33</sup> ; aussi ses relations avec les milieux antifascistes étaient-ils scrutés avec attention, en particulier celles avec Fernando De Rosa<sup>34</sup>.

Au moment où l'affaire Menapace-Berneri éclate à Bruxelles, le procès contre De Rosa en est encore à sa phase d'instruction. Début janvier, le juge enquêteur De Muylder décide donc de convoquer l'anarchiste, espérant obtenir de cette confrontation des éléments nouveaux sur les intentions et le contenu exact de l'activité des milieux antifascistes de Bruxelles et de Paris. Au cours de leurs échanges, Berneri s'étend ainsi sur l'impatience des exilés, la crise traversée par certains après plusieurs mois passés à l'étranger, et les espoirs<sup>35</sup> qu'ont chez eux suscités l'arrivée en France de Rosselli et de Lussu. Mais l'interrogatoire permet surtout au juge De Muylder de conclure concrètement à l'absence de lien entre le geste de De Rosa et la présence de Berneri dans la capitale belge<sup>36</sup>. Le dénouement du procès de Bruxelles – confirmées par la sentence de la 13<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de Paris<sup>37</sup> – lui donne d'une certaine façon raison sur ce point.

<sup>30</sup> Morelli (Anne), *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio, 1922-1940*, op. cit., p. 105 sqq

<sup>31</sup> Stiffoni (Giovanni), *Camillo Berneri (1897-1937) : Mythes, racines et réalités d'un intellectuel anarchiste*, thèse de doctorat en Histoire dirigée par Sandro Landi, université Michel de Montaigne Bordeaux III, 2012, p. 86.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 151.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 109 et 133.

<sup>36</sup> Giovana (Mario), *Fernando De Rosa dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna*, op. cit., p. 112.

<sup>37</sup> Le procès se conclut le 4 juin sur une condamnation des trois accusés à des peines de réclusion de sept mois pour Berneri, de trois mois pour Cianca et de deux ans pour Menapace. Tarchiani, Lussu et Carlo Rosselli dont les noms furent également cités au cours de la procédure, obtenaient quant à eux un sursis d'expulsion, qui les obligeait à renouveler régulièrement leur permis de séjour sur le territoire français.

Pour autant, l'épilogue de ces deux affaires n'en est pas moins important dans le déroulement du procès ouvert contre De Rosa : il fournit en effet à l'avocat De Bock, nommé pour assister la défense du jeune militant socialiste, une précieuse documentation sur les agissements des autorités italiennes et les pratiques abusives du régime fasciste<sup>38</sup>, en nette contradiction avec les lois en vigueur dans les nations démocratiques.

### ***Les procès de l'antifascisme à l'étranger : justifier l'insurrection***

Tous les procès que connurent les antifascistes à la charnière des années vingt-trente ne peuvent être analysés de façon uniforme. Ce qu'il importe de relever dans l'identification de leurs enjeux, ce sont pour chacun d'entre eux le contexte de leur déroulement, la nationalité et la personnalité des juges, enfin bien sûr les chefs d'accusation auxquels devaient répondre les stratégies élaborées par la défense. Pour les antifascistes, ces moments de confrontation entre leurs idées, leurs choix d'engagement, et les normes en vigueur chez les pays dits « libres » et démocratiques, ont été déterminants en ce qu'ils ont affirmé la nécessité pour chacun de justification de leur méthode d'action. En ouvrant de nouveaux espaces de prise de parole, de représentation et de visibilité des comportements des militants antifascistes face aux faits et à leur responsabilité, la scène judiciaire constitue, avec la presse, une autre source de contrôle et d'orientation du sens de l'opinion. C'est enfin un lieu de comparaison entre l'antifascisme et la loi démocratique.

Ceci apparaît clairement, d'abord, lors du procès ouvert le matin du 25 septembre à Bruxelles, devant le Cour d'assises du Brabant. Fernando De Rosa, on l'a vu, était jugé pour la tentative de meurtre du Prince légitime au trône d'Italie, et la possession de faux documents d'identité. Il semblait en tout état de cause avoir agi seul, sans l'aide de complices, et le Tribunal eut bien du mal à délimiter le cadre d'interprétation de ce geste individuel, examinant tour à tour ses ressorts psychologiques, les raisons d'ordre socio-politique à l'origine de l'acte, ou essayant à l'inverse de circonscrire les débats à la seule tentative d'assassinat qui était, en elle-même et à elle seule, punissable car contraire aux principes du maintien de l'ordre et de la concorde civique. Au juge chargé d'instruire l'affaire, De Rosa certifie avoir agi par conscience et non en réponse à un ordre extérieur. Pendant son procès, il agace à plusieurs instants le président du Tribunal en tenant de longs monologues au cours desquels il cherche à faire comprendre que son pays a été privé de ses libertés et à justifier en conséquence sa théorie du

<sup>38</sup> Morelli (Anne), *Fascismo e antifascismo in Belgio, 1922-1940, op. cit.*, p. 106.

tyrannicide. Il s'ensuit des échanges répétés entre le juge Van Damme et l'un des trois défenseurs de l'accusé, maître Paul-Henri Spaak, militant socialiste de premier plan choisi d'un commun accord par Rosselli et De Rosa<sup>39</sup>, qui marque avec insistance la nécessité de témoigner des actes de violence du fascisme pour saisir et comprendre la mentalité de l'inculpé. En témoigne le face-à-face ci-après impliquant également l'avocat Soudan, lorsque le président tente en vain de recadrer les débats :

M<sup>e</sup> Spaak. – Dans une de ses déclarations De Rosa a dit qu'il pourrait citer des milliers d'actes odieux commis en Italie. Le témoin pourrait-il nous en citer ? Pourrait-il dire si même sa maison a été saccagée et pillée par ordre du gouvernement ?

M. le Président. – Dans la mesure où cela a trait à l'affaire et où cela a pu influencer sur la mentalité de De Rosa.

M. Nitti. – On n'a que l'embarras du choix pour citer de tels faits. Pour ce qui me regarde, je préfère me taire ; je n'ai pas de haine. J'ai seulement l'humiliation de constater que dans un pays civilisé et respectable jusqu'à l'avènement du Fascisme, de tels faits sont possibles. Des milliers de maisons ont été détruites, des milliers de personnes ont été tuées, emprisonnées, déportées ou obligées de s'exiler et jamais les coupables n'ont été punis. Ma maison a été saccagée et les coupables ont été récompensés [...] L'Italie a perdu sa liberté avec le Fascisme, mais elle a aussi perdu sa prospérité. [...]

M. le Président. – Je pense que nous nous égarons. Je ne demande pas mieux que de vous écouter, et je serais heureux de vous écouter en toute autre assemblée, M. le président, mais j'ai des charges.

M<sup>e</sup> Soudan. – M. le président, je suis très respectueux de votre pouvoir discrétionnaire, mais si vous voulez que De Rosa soit condamné, vous ne souhaitez pas, certes, qu'il soit condamné à un jour de plus qu'il ne le mérite. Il faut que ses avocats puissent plaider, non par des justifications, mais par des causes d'excuse. Pour cela il faut nous permettre de faire connaître la mentalité de De Rosa<sup>40</sup>.

On mesure ici la difficulté du président de la Cour à fixer la juste limite dans la recherche des causes à l'origine d'un acte dont la responsabilité revient à son auteur, mais qui implique aussi la culpabilité<sup>41</sup> liée à tout un contexte politique, c'est-à-dire aussi du « régime de violence » qui l'a provoqué<sup>42</sup>. Les stratégies de la défense sont intéressantes à étudier. Celle-ci est en effet amenée, à la suite du réquisitoire du ministère public qui rappelle instamment le Tribunal à son devoir de juger un « attentat » et non de faire « le procès du fascisme »<sup>43</sup>, à souligner encore le statut des témoins, certes tous des réfugiés politiques, mais aussi, et avant

<sup>39</sup> Sur ce point : Giovana (Mario), *Fernando De Rosa dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna*, op. cit., p. 120.

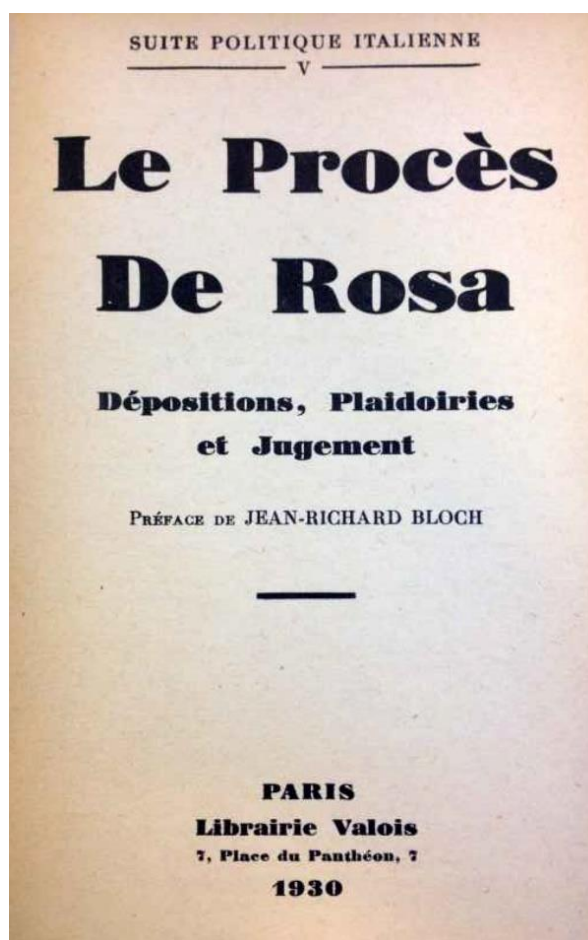
<sup>40</sup> Trentin (Silvio), *Le Procès De Rosa : dépositions, plaidoiries et jugement*, Paris, Librairie Valois, 1930, p. 67-68.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 50 : « La responsabilité de mon acte retombe sur le gouvernement italien. »

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 114.

tout, des individus qui se sont « toujours montré respectueux de la légalité »<sup>44</sup>. Il n'est donc pas question de seulement faire entendre ici la « la propagande »<sup>45</sup> de l'antifascisme ni de souscrire aux théories de l'anarchisme politique, mais bien d'accueillir la parole d'authentiques « défenseur[s] de la légalité et de l'ordre »<sup>46</sup>. En amont du procès, en effet, Rosselli, contrairement à De Rosa, avait moins fixé la liste des témoins en fonction des affinités politiques et de leur proximité avec l'accusé, que selon qu'ils représentaient des courants d'idées compatibles avec l'ordre propre au système monarchique et constitutionnel belge<sup>47</sup>.



**Figure 19 – Page de garde et quatrième de couverture de l'ouvrage de Silvio Trentin *Le Procès De Rosa* publié dans la collection « Suite politique italienne » aux éditions Valois, et préfacé par Jean-Richard Bloch<sup>48</sup>.**

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>47</sup> Giovana (Mario), *Fernando De Rosa dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna*, *op. cit.*, p. 140-141 et 143-145.

<sup>48</sup> CHSP, « Georges Valois », VA 33.

Ainsi, la tentative d'assassinat ne peut, seule, déterminer ni résumer toute « l'affaire De Rosa », insiste le troisième et dernier avocat du prévenu, maître De Bock. Son client, souligne-t-il, n'est pas un « criminel de droit commun », c'est bien plutôt un « idéaliste de vingt ans », un enfant donc qui a grandi dans un contexte dominé par la violence. C'est pourquoi ce procès, comme le défend De Bock dans son plaidoyer, présente un « sens historique ». Aussi Fernando De Rosa apparaît-il tel un héros. Il possède tous les caractères de ces figures ambiguës, tout à la fois représentatif de « l'âme italienne », de l'esprit du « peuple italien »<sup>49</sup>, il est en même temps l'auteur d'un geste « d'audace et de révolte »<sup>50</sup>, mais aussi une victime. L'enfant sacrifié d'un régime qui a érigé la violence en instrument de pouvoir<sup>51</sup>, comme se le représente l'écrivain Jean-Richard Bloch (fig. 19). On trouve l'illustration la plus fidèle de ce raisonnement dans la plaidoirie de Spaak : « Le crime politique, soutient l'avocat, doit être jugé comme un autre » :

Il faut descendre dans la conscience de celui qui l'a commis. Il ne faut pas juger le fascisme. Mais il faut juger les réactions que le fascisme a dû provoquer dans la pensée de De Rosa, jeune et idéaliste<sup>52</sup>.

Le système de défense de l'accusé reste donc viable ; ni les témoignages des experts à charge, qui se concentrent pour leur majorité sur le problème de savoir si De Rosa a voulu et pu viser le prince, ni les accusations allusives du procureur général n'éclipsent le sens général d'un procès qui met bien en comparaison l'ordre libéral, pacifique, de la démocratie belge et l'antifascisme. Mais à travers celui-ci c'est l'accusation portée contre le fascisme qui domine les débats. Aussi De Rosa, à l'issue de son procès, est-il condamné pour chacun des chefs d'accusation retenus contre lui ; cependant, en lui reconnaissant des « circonstances atténuantes » le verdict du jury ouvre aussi à une accusation contre le régime fasciste : même la presse italienne y voit la « quasi-absolution » d'un « délinquant » transformé en « héros »<sup>53</sup>. Inversement, la décision est immédiatement exploitée par la propagande antifasciste, celle des giellistes surtout, lesquels revendiquent De Rosa comme « un des [leurs] » :

Son geste aurait pu rester ignoré. Son procès le fait passer à la postérité [...]. L'antifascisme de De Rosa naît d'une raison éthique, d'une profonde répulsion morale.

<sup>49</sup> Bloch (Jean-Richard), « Préface », dans Trentin (Silvio), *Le Procès De Rosa*, *op. cit.*, p. VIII-IX.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. XII.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>53</sup> « La sfilata dei fuorusciti e la requisitoria del Pubblico Ministero », *La Gazzetta del Popolo*, 27 septembre 1930.

[...] Nous représentons cette révolte morale de la jeunesse aujourd'hui regroupée dans les milices et qui forme l'avant-garde du fascisme<sup>54</sup>.

L'exemple de l'attitude de la défense de Giovanni Bassanesi devant le tribunal de Lugano apporte, avec une différence de contexte importante à resituer, un autre éclairage quant aux stratégies de défense développées par les antifascistes pour justifier la légitimité de leur engagement face à leurs juges. Ce procès représentait en effet un enjeu capital pour la confédération : les peines encourues devaient être suffisamment dissuasives pour ne pas prêter le flanc aux critiques venues de Rome, sans laisser penser inversement à une ingérence excessive du fascisme dans l'application du droit suisse. Au cœur du système confédéral helvétique, le cas du canton du Tessin était singulièrement sensible. Très vite concernée par la question du fascisme suite à la prise du pouvoir par Mussolini, la région vit ainsi au rythme des conflits péninsulaires depuis 1921 : à l'action des premiers faisceaux à l'étranger, rassemblés autour de l'hebdomadaire *La Squilla*, répondait, comme on y a déjà fait allusion, l'aide apportée par les représentants du mouvement socialiste au combat des antifascistes.

La presse locale témoigne de l'intérêt que l'on prête à cette affaire, comme les spéculations diplomatiques, plus discrètes, mais pas moins intenses<sup>55</sup>. Le souci premier des autorités est par conséquent de soustraire le procès, autant que possible, à la pression politique et aux passions qu'il suscite<sup>56</sup>. Aussi lorsque le Conseil fédéral décide de ne pas mobiliser le « lourd appareil des Assises », un diplomate français analyse avec réalisme les présupposés de cette décision :

En réalité le gouvernement a redouté le déchaînement des passions antifascistes dont un procès d'assises eût certainement fourni l'occasion. Il s'est donc contenté de relever les infractions à son arrêté du 27 janvier 1920 sur la police de la circulation aérienne dont Bassanesi s'est incontestablement rendu coupable [...]. Cette solution présente apparemment deux avantages : elle laisse d'abord à l'autorité fédérale le choix de la juridiction ; ce ne seront ainsi ni le jury populaire, ni la justice cantonale qui auront à connaître du procès, mais la Cour pénale fédérale. Elle expose ensuite l'inculpé à une sanction plus rigoureuse. Tandis que, en effet, l'article 41 du code de 1853 eut peut-être permis à Bassanesi, avec l'indulgente complicité du jury, de s'en tirer avec une amende,

<sup>54</sup> « Il suo gesto poteva rimanere ignorato. Il suo processo lo fa passare alla storia. [...] L'antifascismo di De Rosa nasce da un motivo etico, una profonda repulsione morale. [...] Noi presentiamo non lontana nei giovani oggi rattruppati nella milizia e nelle avanguardie fasciste, la rivolta morale. », dans « De Rosa », *Giustizia e Libertà*, n°11, octobre 1930.

<sup>55</sup> Nebiolo (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo*, op. cit., p. 86 ; AE, 429QO, 214, Rapport de l'Ambassadeur de France à Rome au Ministre des Affaires étrangères du 19 juillet 1930 sur la réception du ministre de Suisse par Mussolini.

<sup>56</sup> Le Conseil fédéral essaye, dans un premier temps, de porter les débats hors du canton du Tessin, mais en vain : comme il s'agissait d'un procès où tous les intéressés étaient de langue italienne, la Cour pénale fédérale devait se transporter au Tessin où les audiences eurent effectivement lieu en italien.



les peines prévues par l'arrêté de 1920 comportent à la fois l'emprisonnement et l'amende, emprisonnement d'un an au maximum, amende dont le montant peut être porté à 10 000 francs suisses<sup>57</sup>.

Avec moins de diplomatie et de mesure, la propagande antifasciste oppose à la noblesse d'un « geste d'orgueil et de courage », l'acte pusillanime du ministre suisse de la Justice :

À un geste de courage et de patriotisme comme celui de Bassanesi, [le ministre suisse] Motta ne pouvait répondre que par un acte de timidité et rompre brutalement avec la noble tradition libérale et démocratique de la Confédération suisse<sup>58</sup>.

Cependant, soumise elle aussi à différentes sources de pression, l'instruction procède laborieusement, d'autant plus que la matière en question, quasiment inédite, est complexe : il n'existe en effet aucun cadre juridique précis sur la circulation aérienne<sup>59</sup>. Écartant le grief d'une atteinte contre la sûreté du territoire helvétique<sup>60</sup>, les enquêteurs suisses ont cependant l'intuition de l'importance des complicités dont a pu bénéficier le principal accusé<sup>61</sup>. Ils veulent donc démêler l'écheveau des liens entre les autorités locales et les antifascistes, et s'intéressent à cette occasion au rôle de plusieurs personnalités du contexte tessinois<sup>62</sup>, citées en tant que co-inculpés. À plusieurs reprises, pendant l'instruction et ensuite au cours des interrogatoires des prévenus, Bassanesi, mais aussi Tarchiani et Rosselli sont interrogés sur les différentes étapes du plan et le déroulement de son exécution. Ils marquent alors leur obstination à couvrir leurs soutiens à l'étranger autant qu'à vouloir faire dévier le débat vers les motivations politiques de

<sup>57</sup> AE, 429QO, 214, Extrait d'une lettre du consul de France à Lugano du 17 août 1930.

<sup>58</sup> « Ad un gesto di fiero coraggio e di appassionato patriottismo come quello del Bassanesi, Motta non poteva rispondere che con un atto di timidezza e con una deviazione brusca dal cammino della nobile tradizione democratica e liberale della Confederazione Svizzera. », dans « Motta e Bassanesi », *Giustizia e Libertà*, n° 10, septembre 1930. Et : « Bassanesi e complici », *Giustizia e Libertà*, n° 11, octobre 1930.

<sup>59</sup> Le texte réglementaire qui fonde l'acte d'accusation est un arrêté fédéral de janvier 1920, qui examine pour la première fois la question de la navigation aérienne, entre l'impératif de sauvegarde des intérêts de souveraineté nationale et la volonté de ne pas entraver le développement d'un secteur en croissance, et d'un « nouveau moyen de communication ». ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », carton « Raid aereo su Milano », Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'arrêté du 27 janvier 1920, concernant la circulation aérienne en Suisse : « Le grand nombre des juridictions suisses, la difficulté de trouver dans nos lois cantonales, souvent déjà surannées, les normes nécessaires en vue du jugement des rapports juridiques créés par la circulation aérienne, et enfin le système de la nationalité des aéronefs emprunté du droit maritime par le projet international, demandent une réglementation spéciale de la législation applicable ainsi que du for. L'arrêté suit d'une manière générale le principe pour ainsi dire établi dans le projet international, suivant lequel le droit applicable à l'aéronef dans les airs est celui de son pays, le droit du pays sur lequel il se trouve n'étant applicable qu'en cas d'atterrissage ou de dommage sur le sol. ».

<sup>60</sup> Ce qui les aurait contraints à reconnaître l'existence d'un délit politique.

<sup>61</sup> Or nous allons voir que ce point de l'affaire faisait rentrer tout le procès sous la qualification du délit et non plus de la seule contravention.

<sup>62</sup> Notamment le juge de paix de Lodrino, Martignoli, son domestique Cardis, le caissier cantonal de Bellinzona Cardis, le secrétaire du bureau des automobiles de Bellinzona, Fiscalini.

leur acte. Tarchiani rejette par exemple avec aplomb l'idée qu'ils puissent même exister des « complices » ; l'antifascisme invoque seulement l'appui de « frères » libres

Mais si la qualification juridique au cœur de l'acte d'accusation laisse moins de place aux accusés pour motiver leurs intentions, elle constitue également un vice de forme et donc une brèche pour la défense, dans laquelle s'engouffre l'avocat de Bassanesi, maître Moro-Giafferi. Dans son esprit, centré sur les stratégies de défense appliquées de même à Paris et à Bruxelles, l'objectif reste fondamentalement de l'ordre de la justification politique, mais il s'appuie dans les faits sur le principe de la contravention pour défendre l'insoutenabilité des charges retenues contre son client et disculper les autres accusés :

Si j'ai bien compris, le ministère public a mentionné l'existence d'un complot et de conspirateurs. "La conspiration des contraventionnistes". Vous, cher procureur général, serez le père de cette absurdité juridique ! On ne peut pas parler ici de complicité à une infraction, puisque l'on ne cherche pas à déterminer la qualité des intentions à l'origine de l'acte contrevenant : par conséquent, la question de l'intention délibérée, requise comme élément intentionnel pour établir une éventuelle complicité, est exclue. Sans cet élément, vous ne pouvez condamner aucun des co-inculpés de Bassanesi. Si vous pensez au contraire pouvoir le faire, vous reconnaissez alors vous-mêmes l'existence d'un délit ; mais alors vous seriez obligés de considérer les motifs qui ont conduit les accusés à commettre leur méfait. Or vous savez qu'ils ont agi pour un motif non pas vil, mais très noble au contraire<sup>63</sup>.

Cette stratégie, on le voit, ne manque ni d'habileté ni d'opportunisme : il rejette le réquisitoire du procureur général qui consiste à prouver outre mesure la gravité des faits jugés, évite l'erreur de faire entrer ceux-ci sous la catégorie du délit politique<sup>64</sup>, et joue de la fragilité de l'acte d'accusation. Une plaidoirie savante et adroite, saluée par la propagande antifasciste

<sup>63</sup> « Se io ho ben inteso, il P. P. ha parlato di un complotto contravvenzionale e di cospiratori. "La cospirazione dei contravvenzionisti". Voi, P. P. sarete il padre di questa absurdità giuridica ! Non si può qui parlare di complicità ad una contravvenzione, quando nell'atto contravvenzionale non è richiesta nè la buona nè la cattiva fede : Esula quindi la questione del dolo, richiesta come elemento intenzionale per una possibile complicità. Senza questo elemento non potete condannare nessuno dei coimputati di Bassanesi. Se ritenete invece ch'esso possa entrarvi, perchè v'è delitto, dovrete allora considerare quali siano stati i moventi che hanno spinto gli imputati a commettere l'atto illecito. Voi sapete che essi hanno operato per un movente non ignobile, anzi nobilissimo. », dans « Il processo di Lugano », *Giustizia e Libertà*, n° 22, janvier 1931, p. 11.

<sup>64</sup> Ainsi lorsque l'avocat de Rosselli, maître Borella, intervient en déclarant : « Nous sommes accusés d'un délit et nous devons nous défendre », son collègue l'interrompt immédiatement : « Je ne suis pas d'accord [...]. De l'interrogatoire qui précède, il résulte que l'accusation porte sur une contravention aux dispositions prévues par un règlement. L'acte en cause peut être aussi bien qualifié de délit par l'accusation, mais je voudrais maintenant préciser que ce n'est pas le cas ici, et le président a expliqué pourquoi. Aussi puisqu'il ne peut y avoir de complicité pour une contravention, je demande à ce que tous les co-accusés de Bassanesi soient mis hors de cause. » [*« Dall'interrogatorio risulta che l'imputazione è quella di contravvenzione a disposizioni di un regolamento. Può essere qualificata delitto dall'accusa ma si d'ora tengo a dichiarare che non lo è, e il presidente lo ha spiegato. Sin d'ora poichè non vi può essere complicità in contravvenzione, domando che siano messi fuori causa tutti i coimputati di Bassanesi. »*], dans *Ibid.*, p. 4.

comme – mais pour d’autres raisons – par les fonctionnaires français des Affaires étrangères<sup>65</sup>. C’est dans l’espace – étroit – existant entre la rhétorique idéaliste de l’antifascisme et la faiblesse d’une procédure en contravention que Bassanesi et sa défense firent porter leur effort de justification, par un cheminement bien différent que ceux précédemment étudiés. Ce cas illustre donc bien la richesse des stratégies de défense mises en place par les antifascistes pour retourner les opinions publiques contre le régime italien, stratégie dont le succès est assez général au début des années trente. L’expulsion des trois Italiens du territoire suisse, par mesure de police, n’enlève ainsi rien au prestige acquis par les accusés pendant leur procès : dans la propagande gielliste, l’opération de Bassanesi, Tarchiani et Rosselli est une satisfaction. Les antifascistes semblaient en effet avoir atteint leur but, en faisant admettre, à l’étranger, le principe d’une lutte dérogeant aux normes ordinaires du régime libéral, contre un système de terreur<sup>66</sup>. C’est en tout cas le sens du message que Rosselli et Tarchiani adressent, par une lettre ouverte, au ministre des Affaires étrangères de la Confédération :

Nous apprenons, par voie de presse, que le Conseil fédéral a souverainement délibéré notre expulsion. [...] Mais il y a bien quelque chose de sombre et de triste dans cette décision, qui n’a pas échappé à la conscience vigilante de vos concitoyens. [...] Ce qui suscite notre réprobation, ce sont les circonstances qui ont accompagné cette mesure, les raisons qui l’ont déterminée, les justifications qui ont été données. [...] l’expulsion après que la suprême magistrature suisse a expressément refusé d’appliquer la peine d’interdiction du territoire exigée par le ministère public [...]. Les juges de la Cour suprême sont des élus du peuple. Du haut de leur jugement ils ont exprimé la volonté populaire. L’enthousiasme avec lequel le pays et la presse ont accepté le verdict, les vives protestations que votre mesure a soulevées, expriment le sentiment véritable de la Suisse. [...] Aussi une chose est certaine, Monsieur le Ministre, c’est que votre mesure ne suscite chez nous ni amertume ni ressentiment. Dans notre lutte pour la libération de l’Italie, nous retenons uniquement la vibrante fraternité du peuple suisse. Les ministres passent. Le peuple reste<sup>67</sup>.

Rosselli et Tarchiani soutenaient donc que la condamnation prononcée contre eux deux et Bassanesi, de quitter le territoire suisse, trahissait la volonté du peuple helvète. Aussi, tout en s’estimant lésés par la décision du Conseil fédéral, ils soulignaient n’avoir subi aucun préjudice, ni juridique ni encore moins moral. Mais d’être les victimes d’une décision administrative

<sup>65</sup> Dans un rapport de novembre, le chargé d’affaires de la France à Berne se félicite par exemple de la « modération des avocats de la défense », celle de « [leur] compatriote, M<sup>e</sup> Moro-Giafferi, a été en particulier remarquée ». Voir : AE, 429QO, 214, Rapport au ministre des Affaires étrangères du 24 novembre 1930. Dans leur sentence du 20 novembre, les juges condamnèrent Bassanesi à quatre mois de détention et une amende de 200 francs, or les peines encourues par les inculpés étaient potentiellement bien plus lourdes.

<sup>66</sup> Voir : Pünter (Otto), *Guerre secrète en pays neutre : les révélations d’un agent secret sur l’espionnage en Suisse contre le fascisme et Hitler : 1930-1945*, op. cit., p. 44.

<sup>67</sup> « Il processo di Lugano », art. cité. Pour le texte original, voir l’annexe n°9, p. CVIII (volume 2).

arbitraire. Du reste, ils estimaient légitime de revendiquer le soutien de la population suisse, peu importe à leurs yeux que l'institution fédérale rassemble, elle aussi, des représentants de ce même peuple.

La multiplicité des sources de légitimité démocratique, à la fois dans les représentants politiques, le pouvoir judiciaire ou encore par l'expression de l'opinion, est une donnée essentielle des procès de l'antifascisme qui se tiennent à l'étranger, en France, en Belgique et en Suisse. Cette spécificité nous fait saisir, par contraste, les particularités des procès qui se déroulèrent à la même période, contre des militants antifascistes, en Italie, face à une juridiction d'exception. Là, en effet, l'absence de séparation entre les pouvoirs rendait *a priori* impossible toute sorte d'interprétation politique contraire aux décisions du pouvoir central. C'est ce que nous devons maintenant examiner en détail.

### **Les procès italiens au Tribunal spécial : la construction d'un antifascisme « terroriste »**

#### *À la veille du procès de Rome : une offensive de communication sans précédent*

Les sources judiciaires conservées dans les archives du fascisme à Rome sont singulièrement difficiles à exploiter : comment y discerner précisément le poids d'une procédure éprouvante pour les inculpés ? Comment interpréter leurs déclarations pendant les interrogatoires et ainsi déterminer ce qui pousse, dans un cas, à privilégier une stratégie d'évitement, dans l'autre à procéder à un aveu ou encore à opter pour une tentative de disculpation, que ce soit pour soi ou pour ses camarades ?

Pourtant cette documentation est d'une importance primordiale pour qui veut saisir l'estimation de la menace antifasciste par le régime, et notamment le traitement qui fut réservé aux hommes de « *Giustizia e Libertà* », pour lesquels le prisme idéologique de l'anticommunisme ne pouvait intervenir. S'il n'est pas de « méthode » certaine en la matière, on peut commencer par contextualiser le cadre dans lequel se déroulent ces procès.

En 1930, diffuser des informations jugées « fausses, exagérées ou tendancieuses » était considéré en Italie comme une activité portant atteinte aux intérêts de la nation. Les mesures adoptées en 1926 prévoyaient également une peine de trois à dix ans de réclusion pour les délits de reconstitution et de propagande en faveur de toute association ou organisation dissoute d'autorité. Pour les faits plus graves encore, comme le terrorisme, le ministre de la Justice Alfredo Rocco fit voter la réintroduction de la peine de mort, abolie depuis 1889.

Le problème de l'antifascisme était donc considéré avec gravité par le régime ; suffisamment pour que la question de sa répression soit traitée comme une priorité : le gouvernement italien estimait que les troubles provoqués par le maintien d'une opposition appelaient une réponse « spéciale ». On voit ainsi comment affleure à nouveau, cette fois côté fasciste, le motif de la guerre. Cette justice, exceptionnelle, obéissait de fait à une procédure militaire, comme le détaille la loi du 25 novembre 1926 :

[...] la lutte que l'État a engagée contre ses ennemis est semblable à celle qu'il doit conduire en temps de guerre : aussi est-il nécessaire d'appliquer dans ce contexte une procédure [pénale] rapide, comme de faire preuve d'une même sévérité exemplaire<sup>68</sup>.

Le code de procédure pénale militaire, suivant lequel étaient donc régis tous les procès au Tribunal spécial prévoyait l'exécution immédiate de la sentence et l'impossibilité de faire appel de la décision de la cour – composée de cinq officiers de la Milice et présidée par un général. Autre particularité de la justice militaire, le secret de l'enquête contrariait l'effectivité des droits de la défense : les accusés découvraient les motifs de leur inculpation seulement à la fin de la période d'instruction. Du reste, il ne s'agissait pas ici d'une véritable enquête judiciaire : les juges du tribunal s'appuyaient dans leur travail sur les seuls éléments probatoires accumulés au fil des rapports de la police politique, lesquelles influençaient donc le déroulement des travaux de la commission d'instruction.

L'attitude des quatre officiers en charge de rédiger l'acte d'accusation contre les hommes de « *Giustizia e Libertà* » est ici très intéressante à étudier. L'enquête poursuit en effet deux objectifs essentiels : l'un est d'apporter la preuve que le mouvement, créé à l'étranger, dispose aussi d'une véritable organisation en Italie ; l'autre est de définir avec précision le champ d'action de cette organisation. La commission d'instruction se fait donc ici l'interprète de la stratégie de l'accusation élaborée par Arturo Bocchini en concertation avec Mussolini<sup>69</sup>. De fait, comme nous l'avons anticipé, la procédure inquisitoire est inséparable de l'instruction conduite de mi-novembre jusqu'à fin décembre par le responsable de l'OVRA, Francesco Nudi, intermédiaire du chef de la police et responsable du réseau d'espionnage au sein duquel avait été recruté Del Re. D'où l'immense difficulté d'interprétation, résumée ici par Bianca Ceva

<sup>68</sup> « [...] la lotta che lo Stato ha intrapreso contro i suoi nemici è simile a quella che esso deve sostenere in tempo di guerra : eguale la necessità di una procedura rapidissima, eguale quella di una severità esemplare. ». Voir : Franzinelli (Mimmo), *Il Tribunale del duce. La giustizia fascista e le sue vittime (1927-1943)*, Milan, Mondadori, 2017, p. 17.

<sup>69</sup> Franzinelli (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA, op. cit.*, p. 104.

dans l'ouvrage qu'elle a consacré, après la guerre, à cette affaire politico-judiciaire, dont son époux fut la principale victime :

Les rôles et les responsabilités de chaque accusé sont, dans le fond, établis à partir des indications fournies par l'espion infiltré parmi le groupe ; et, pour la forme, des interrogatoires de la police secrète, soit d'un organisme non juridique, mais seulement politique, et donc qui ne tient nullement compte du respect formel de la vérité, laquelle est violée toutes les fois que la raison policière le justifie<sup>70</sup>.

Le cas d'Umberto Ceva permet en effet d'observer la mise en pratique et les méthodes de cette « raison policière » : reconnu comme l'artificier du groupe par les enquêteurs – accusation qu'il lui était impossible de contester en raison du matériel découvert à son domicile – ceux-ci n'ignoraient rien de ses états d'âmes et de ses doutes quant aux risques de l'action démonstrative projetée par le mouvement antifasciste. De façon à couvrir la trahison de Del Re et reporter sur les giellistes la culpabilité d'actes terroristes pourtant antérieurs à la création du groupe<sup>71</sup>, l'inspecteur Nudi, assisté d'un autre commissaire, élabore un stratagème qui a depuis été entièrement reconstitué par Mimmo Franzinelli. Ainsi, même si le contenu des interrogatoires reste un mystère, il n'est pas interdit de penser que la pratique inquisitoire procédait effectivement sur le seul fondement d'insinuations visant à obtenir des aveux compromettants de la part du chimiste contre ses partenaires. Les lettres qu'envoie Ceva à sa femme, depuis sa cellule, confortent cette hypothèse<sup>72</sup>, comme du reste son suicide, au soir du 25 décembre 1930.

L'événement tragique fait s'écrouler la machination – « le théorème » écrit Franzinelli – de la police : Ceva devient en quelques jours le symbole martyr du système inquisitoire fasciste<sup>73</sup>.

<sup>70</sup> « Le posizioni dei singoli imputati sono, nella realtà, dedotte da tutta la delazione della spia ; nell'apparenza, dagli interrogatori della polizia segreta, cioè da un organismo non giuridico, ma solo politico, quindi non tenuto in nessun modo al formale rispetto della verità, che è violata o mutilata o offesa ogni qual volta lo esige il fine poliziesco », dans Ceva (Bianca), *1930 : Retrosceña di un dramma*, op. cit., p. 74.

<sup>71</sup> En particulier l'attentat à la bombe du printemps 1928 à Milan, à l'occasion de la *Fiera*, place Jules César. Dès le 3 novembre, la direction de la police politique commanda l'exécution d'une enquête balistique afin de prouver l'existence d'un lien commun entre les explosifs qui avaient été utilisés pour ce crime et ceux que les membres du comité milanais projetaient d'employer en octobre 1930. L'expertise, dirigée par le lieutenant-colonel d'artillerie Mario Grosso conclut finalement à l'impossibilité de tirer une telle conclusion.

<sup>72</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 173.

<sup>73</sup> Franzinelli (Mimmo), « Lettere oltre le sbarre », dans Rossi (Ernesto), « *Nove anni sono molti* » : *lettere dal carcere 1930-1939*, op. cit., p. XXI. Mario Giovana observe que la famille du défunt reçut de nombreuses manifestations de solidarité de la part d'anonymes comme de personnalités politiques, artistiques ou des intellectuels – Benedetto Croce et Arturo Toscanini entre autres. Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista*, op. cit., p. 175. Le 23 mars 1931, les journalistes du *Popolaire* font ainsi

Pour comprendre le sens d'un tel retournement et ses conséquences, il n'est sans doute pas inutile de s'intéresser à la publicité de cette affaire en Italie.

Le 23 mars 1931, le *Populaire* livre à ses lecteurs le compte-rendu des « protestations » indignées que l'événement soulève en Italie :

On commence à avoir horreur de tant de sang. Et on a surtout horreur du fait qu'un inculpé ait été poussé au suicide parce qu'il n'aurait pas voulu se faire l'accusateur de son dénonciateur, qui n'était autre que ce Del Re, agent de la police secrète, agissant sous les ordres directs de Mussolini lui-même. La famille d'Umberto Ceva a été l'objet de manifestations de solidarité sans fin, à commencer par une foule de pauvres et de gens anonymes et à finir par le sénateur Benedetto Croce, qui a voulu porter personnellement à la veuve du suicidé l'expression de ses sentiments<sup>74</sup>.

Début décembre, la diffusion de la nouvelle sur les opérations policières conduites entre fin octobre et mi-novembre<sup>75</sup>, est ainsi l'occasion pour la presse de lever officiellement le voile sur l'existence en Italie d'une police secrète : ceci, bien sûr, avec l'aval de Mussolini<sup>76</sup>. Le chroniqueur du *Corriere della Sera* fulmine :

L'État fasciste surveille et se défend.

Il est simplement inconséquent de penser que l'on puisse impunément accomplir des crimes contre le Régime, de même qu'il est fou de penser que les complots, les délits, les activités antifasciste de toute sorte puissent atteindre la réalité du fascisme, irrésistible. Le Régime fasciste a développé et renforcé les organes de sécurité pour mieux se défendre, et ainsi il a agi justement. Car chaque tentative antifasciste ne peut être justifiée, ni politiquement ni idéalement, mais est seulement une révolte contre la société et contre l'ordre nationale. C'est de la basse et vile délinquance. Ces organes de police veillent donc à ce que chacune de ces tentatives soit brisée et les auteurs

savoir à leurs lecteurs que « l'événement a soulevé, même en Italie, les protestations les plus véhémentes, même si elles n'ont pas eu la possibilité de se manifester publiquement. On commence à avoir horreur de tant de sang. Et on a surtout horreur du fait qu'un inculpé ait été poussé au suicide parce qu'il n'aurait pas voulu se faire l'accusateur de son dénonciateur, qui n'était autre que ce Del Re, agent de la police secrète, agissant sous les ordres directs de Mussolini lui-même. La famille d'Umberto Ceva a été l'objet de manifestations de solidarité sans fin, à commencer par une foule de pauvres et de gens anonymes et à finir par le sénateur Benedetto Croce, qui a voulu porter personnellement à la veuve du suicidé l'expression de ses sentiments. », dans « Mussolini n'ose pas ouvrir le procès des 24 intellectuels », *Le Populaire*, 23 mars 1931.

<sup>74</sup> « Mussolini n'ose pas ouvrir le procès des 24 intellectuels », *Le Populaire*, 23 mars 1931.

<sup>75</sup> Le 7 novembre, l'information est brièvement communiquée par le biais de l'Agence *Stefani*. La nouvelle n'échappe pas, bien sûr, aux antifascistes mais les journaux italiens ne la traitent quant à eux qu'à partir du 3 décembre 1930. ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, Note envoyée de Lugano le 9 novembre 1930 : « Le notizie di *Libera stampa* di arresti a Milano ».

<sup>76</sup> D'après le témoignage de Guido Leto, dernier directeur de l'OVRA, Mussolini espérait ainsi provoquer dans l'opinion un sentiment mêlé de « curiosité et de crainte », l'impression angoissante de quelque chose « d'insaisissable » mais « omniprésent ». Voir : Leto (Guido), *OVRA., Fascismo, Antifascismo*, Bolone, Cappelli, 1952, p. 52.

immédiatement traduits devant la justice. Ainsi l'État pourvoie à sa défense et s'assure que la vie de la Nation ne soit en aucune façon troublée<sup>77</sup>.

Les rapports commandités par le Ministère de l'Intérieur livrent un autre témoignage révélateur sur la volonté des autorités d'isoler l'antifascisme non communiste du reste de l'opinion. Ces documents nous donnent aussi à lire leurs difficultés à orienter l'interprétation du public, comme l'illustre l'incrédulité de celui-ci face à la thèse du complot. Le 7 décembre, un indicateur écrit :

La nouvelle des arrestations pour complot antifasciste a produit une forte impression parmi toute la population qui en est restée irritée, bien plus qu'apeurée. La majorité, c'est-à-dire presque personne ne croit que les inculpés aient réellement préparé un complot, on se perçoit uniquement que ceux-ci sont coupables de suivre des doctrines et des idées contraires au Fascisme, une chose qui selon la rumeur est tout à fait autre chose qu'un crime ; plutôt un droit reconnu pour tous les citoyens. C'est notamment ce qui se dit à propos de l'ingénieur Cristofolletti, chercheur connu pour son honnêteté, incapable dit-on de s'engager à commettre un vrai crime [...]. Quant à l'O.V.R.A., dont personne ne connaissait l'existence, il se murmure que se doit être quelque chose comme la Oriuna serbe et la Tchéka russe, c'est-à-dire une organisation secrète destinée à venger le Fascisme et provoquer à la révolte pour ensuite retourner contre elles l'arme de la répression. [...] Qu'il me soit permis, à ce propos, d'exprimer un avis partagé par beaucoup d'autres personnes ; je crois qu'il serait bien officiellement et officieusement de faire connaître la fonction et les buts de cette OVRA, afin de faire taire la rumeur à son compte qui sinon risque de grossir, surtout à l'étranger<sup>78</sup>.

Toute cette rumeur devient plus forte encore dans les jours suivant l'annonce de la mort de l'un des détenus. Avec cette mort, la dimension tragique de l'affaire devient aussi beaucoup

<sup>77</sup> « Lo Stato fascista sorveglia e si difende. È semplicemente folle pensare che si possano impunemente compiere delitti contro il Regime, così come è assolutamente folle pensare che i complotti, i delitti, le attività antifasciste di qualunque specie possano comunque incrinare la granitica ed insopprimibile realtà fascista. Il Regime fascista ha potenziato gli organi adatti alla sua difesa e ha fatto benissimo. Perchè ogni tentativo antifascista non può avere alcuna giustificazione politica o ideale, ma è solamente rivolto contro la società e contro l'ordine nazionale. È bassa delinquenza. Questi organi di polizia sorvegliano perchè ogni tentativo sia subito stroncato e gli autori immediatamente assicurati alla giustizia. Così facendo lo Stato fascista provvede alla sua difesa e assicura che la vita della Nazione non sia in alcun modo turbata », dans Ceva (Bianca), *1930 : Retrosceña di un dramma*, op. cit., p. 70.

<sup>78</sup> « La notizia degli arresti per complotto antifascista ha fatto grandissima impressione in tutta la popolazione che ne è rimasta assai più irritata che spaventata. Per la maggior parte nessuno crede che effettivamente gli arrestati ordissero dei complotti, e soltanto si è persuasi che essi siano rei di seguire dottrine contrarie al Fascismo, cosa che agli ecchi della maggioranza e tutt'altro che un delitto, ma piuttosto un diritto di tutti i cittadini. È ciò che si dice specialmente nei riguardi dell'Ing. Cristofolletti, noto come studioso onesto, incapace di prestarsi a veri delitti, e soltanto seguace di dottrine antifasciste. [...] Nei riguardi dell'O.V.R.A. di cui nessuno conosceva l'esistenza, si sussurra debba essere qualcosa come la Oriuna serba e la Ceka russa, cioè un'organizzazione segreta destinata a fare le vendette del Fascismo e a provocare ribellioni per poterle reprimere. [...] Mi sia permesso esprimere un parere corroborato da quello di molte persone assennate, credo sarebbe bene ufficialmente o ufficiosamente far conoscere le mansioni e gli scopi di questa OVRA, per soffocare le dicerie che già se ne fanno e che saranno certamente ingrandite all'estero. ». Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, Note envoyée de Rome et datée du 7 décembre 1930.



plus vive, ce qui renforce la mobilisation internationale organisée par les exilés pour appeler les nations européennes à intervenir contre l'application en Italie de la peine capitale. La campagne en soutien des « vingt-quatre intellectuels » antifascistes, tous membres « de partis non extrémistes » comme le précise l'appel publié le 1<sup>er</sup> janvier 1931 dans les colonnes du *Manchester Guardian*<sup>79</sup>, connaît une ampleur suffisamment remarquable pour être signalée.

Le texte du manifeste est reproduit dans plusieurs pays du continent. En France<sup>80</sup>, l'initiative de la mobilisation contre la justice du Tribunal spécial revient à Victor Basch et Paul Langevin, qui relaient le texte de l'appel publié le 1<sup>er</sup> janvier en Angleterre. Ses signataires sont des universitaires et des écrivains (Ferdinand Buisson, Jean-Richard Bloch, Albert Mathiez, Georges Duhamel, Roland Dorgelès, Henri Lévy-Bruhl, Romain Rolland, ...), des juristes (Pierre Cot, Vincent Moro-Gaffieri et Henry Torres) et deux anciens ministres de l'Instruction publique en la personne d'Albert François et Yvon Delbos.

Le texte est aussi repris en Allemagne<sup>81</sup>, où il recueille les noms de « personnalités éminentes dans le champ de la science et des arts », comme s'en félicitent les rédacteurs de l'hebdomadaire antifasciste *La Libertà*. Citons parmi eux, celui du philosophe Ernst Cassirer, la féministe Camilla Jellinek, la peintre Kathe Kollwitz, l'écrivain Thomas Mann, l'historien et prix Nobel Ludwig Quidde, ou encore le chroniqueur libéral Luppe de la *Deutscher Städtetag*. En Suisse<sup>82</sup> également, une dizaine d'intellectuels répondent à l'appel ; la plupart sont des universitaires, professeurs ou présidents des principales facultés de la confédération, à savoir Genève, Bâle et

<sup>79</sup> Salvemini, dont nous connaissons le rôle dans le déroulement de l'enquête et du procès de Berneri, avait tôt acquis la conviction que l'avocat Del Re cherchait à compromettre les exilés antifascistes dans ses basses œuvres afin d'obtenir leur expulsion et leur condamnation en Italie. Le 23 décembre, deux jours avant le suicide de Ceva, il communiqua depuis Paris à plusieurs agences de presse internationales une lettre ouverte dans laquelle il dénonçait l'intrigue du régime fasciste. Le texte est saisi par une dizaine de personnalités britanniques, dont Ernest Baker, Henry Bolton King, l'évêque de Birmingham G. W. Birmingham, le journaliste Henry Wood Nevinson, l'écrivain Cecil Delisle Burns, Thomas Okey, George Peabody Gooch, Graham Wallas, les historiens Arnold Toynbee et Hugh Seton-Watson, l'écrivaine Ellen Wickinson, Thomas Rhondda Williams, le critique littéraire Leonard Woolf, qui lancent un appel publié le 1<sup>er</sup> janvier 1931 dans le *Manchester Guardian*. Voir : Salvemini (Gaetano), *Dai ricordi di un fuoruscito 1922-1933*, op. cit., p. 124-126. Le suicide et la mobilisation internationale autour de l'affaire entraîne un report du procès, initialement programme pour le premier trimestre de l'année 1931.

<sup>80</sup> « La protesta degli intellettuali francesi », *La Libertà*, 21 janvier 1931.

<sup>81</sup> « L'appello degli intellettuali tedeschi », *La Libertà*, 29 janvier 1931.

<sup>82</sup> Une dizaine d'intellectuels répondent à l'appel. Le texte de l'appel et la liste des signataires sont publiés en février dans le journal de Lugano, *Libera Stampa*. Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, Note du 16 février 1931 portant le titre « Gli... intellettuali svizzeri e il tribunale speciale ». Et : « L'appello del Comitato svizzero », *La Libertà*, 5 mars 1931.

Zurich. Enfin, d'autres pays encore sont cités, comme l'Espagne<sup>83</sup> et la Belgique où l'appel mobilise environ soixante-dix signataires<sup>84</sup>.

On peut s'arrêter un instant sur le statut des principaux signataires et remarquer que la réussite de cette vaste opération de communication de la part des *fuorusciti* repose sur des ressorts sociaux et politiques que nous avons déjà aperçus : ceux de la mobilisation intellectuelle. Elle en partage les caractéristiques essentielles, dans ses formes – la formation de comités associant quelques dizaines de personnalités pour agir auprès de l'opinion, notamment à travers la presse ; les modalités de ralliement au collectif à travers « l'appel » et le manifeste – et dans ses principes – la mobilisation se concentre autour d'un événement lui-même prétexte à la réaffirmation d'un système de valeurs solidaires, porté historiquement par la culture occidentale. La reconnaissance d'une appartenance commune, entre les accusés et leurs principaux soutiens, à la classe dite des « intellectuels » permet enfin d'établir une sorte de solidarité morale entre eux, transformant profondément l'interprétation du procès dans ces pays. Aussi peut-on souligner, qu'en l'espèce, la thèse de la trahison et du « complot fasciste » sert de principal alibi aux accusations de « terrorisme »<sup>85</sup>. La question de la légitimité des attentats n'est en effet jamais affrontée directement ; le fait même de leur préparation est quant à lui à peine évoqué<sup>86</sup> : il y a donc encore loin de la mobilisation internationale en soutien des « intellectuels victimes du fascisme » à la reconnaissance de la légitimité de l'insurrection politique.

Pour mieux s'en convaincre, tentons de mettre en perspective ces appels à destination de l'opinion étrangère. Le cas de l'anarchiste sarde Michele Schirru, arrêté à son domicile, à Rome, au début du mois de février 1931, en détention de matériels explosifs et suspecté de projeter un attentat contre Mussolini, illustre précisément l'ambivalence des registres mobilisés – émotionnels ou politiques – par l'antifascisme à l'étranger. Dans cette seconde affaire, les motivations idéologiques de l'inculpé, sa détermination et ses agissements jusqu'à sa mise en détention contrastent singulièrement avec la personnalité de Ceva : la mise en récit de ses actes

<sup>83</sup> « Tutto il mondo civile protesta contro il Tribunale speciale fascista. Intellettuali svizzeri con i belgi, francesi, inglesi, spagnuoli e tedeschi domandano il rispetto alle norme più elementari di civiltà », *La Libertà*, 5 mars 1931.

<sup>84</sup> « I rappresentanti del Belgio insorgono contro il Tribunale speciale "che calpesta tutti i diritti della giustizia e che non deve conoscere confini" », *La Libertà*, 26 février 1931.

<sup>85</sup> Salvemini (Gaetano), « The Latest Plot », *Italy To-Day*, n° 1, janvier 1931. Ces opuscules, dont les publications avaient débuté en janvier 1929, étaient édités par le comité *Friends of Italia Freedom*, grâce au concours de l'écrivaine Virginia Mary Crawford.

<sup>86</sup> Le fait est mentionné dans un communiqué de la Commission d'enquête sur la situation des prisonniers politiques formée au sein de l'Internationale ouvrière socialiste, le 15 janvier 1931. Voir : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 179.

et de son engagement au sein d'un argumentaire rhétorique compréhensible et légitime du point de vue des lecteurs européens est aussi plus compliquée. De fait, les exilés antifascistes se contentent ici de publier des articles sur les journaux en langue italienne. Ainsi dans *Il Becco Giallo*, Cianca et Giannini écrivent :

Le jeune anarchiste italo-américain, Michele Schirru, arrêté à Rome dans les circonstances dramatiques que tout le monde connaît, a admis qu'il avait l'intention d'attenter à la vie de Mussolini. Il était du reste animé d'une telle et formidable volonté d'agir qu'il tira sur les policiers venus pour l'arrêter avant de tenter de retourner l'arme contre lui. Dans sa chambre, la police a retrouvé deux bombes dont l'explosion, très violente, peut entraîner la mort. Nombreuses sont les âmes pieuses qui frémissent d'horreur à la pensée que le plan de Schirru était sur le point d'être mis en application, mais beaucoup penseront aussi que l'anarchiste ne faisait que traduire en actes les principes de l'éthique politique que Mussolini pendant tant d'années – par la parole et le geste – a professés, exaltés. [...] Schirru, qui vivait aux États-Unis, n'a jamais pensé attenter à la vie de ses différents présidents qui ont dernièrement siégé à la Maison Blanche. Schirru, qui a traversé de long en large l'Europe n'a pas davantage songé à nuire à la vie de tant de chefs d'États et de gouvernements qui circulent librement parmi les rues de ses villes populeuses et sereines. [...] Il fut un temps où Mussolini aurait applaudi devant ce héros pur et maître d'une idée que lui-même jugée sublime et digne des plus terribles sacrifices<sup>87</sup>.

On voit dans cet exemple combien la question de l'interprétation et la construction de l'image des antifascistes arrêtés et jugés au Tribunal spécial est en fait complexe : ce processus met ainsi en jeu plusieurs variables, non seulement le profil du détenu, mais surtout les motivations politiques de l'auteur et ses ambitions disons « rhétoriques », qui dépendent elles-mêmes du public destinataire. Cependant, il reste possible de repérer certaines constantes, comme la répétition, d'un cas à l'autre, du motif du courage et de la ténacité de l'inculpé. Dans le cas d'Umberto Ceva, par exemple, le suicide, est ainsi comparé à un sacrifice plutôt qu'à un renoncement : la référence à la transcendance sacrificielle reconduit ainsi sans ambiguïté le thème du dépassement de soi. En voici une illustration, datée du 28 mai 1931, la veille du procès :

Sur les bancs des accusés du Tribunal Spécial il y a une place laissée vacante. C'est celle du Martyre. La place de Celui qui par crainte de dénoncer ses propres compagnons, d'être forcé, sous la torture des sbires fascistes, d'accuser celui qu'Il considérait comme un frère et qui n'était en fait qu'un espion, la place donc de Celui qui s'est donné la mort, stoïque. [...] On ne peut pas évoquer ce procès sans parler de son grand Absent. [...] Umberto Ceva, combattant fidèle de la République, annonciateur des victoires futures est aujourd'hui présent, dans la triste salle d'audience, pleine de bourreaux, du

<sup>87</sup> « Schirru », *Il Becco Giallo*, 20 janvier-20 février 1931. Pour le texte original, voir l'annexe n°10, p. CVIII (volume 2).

Tribunal Spécial. [...] Le nom et l'exemple d'Umberto Ceva continue de circuler aujourd'hui, parmi toutes les bourgades d'Italie, comme l'annonce d'une renaissance proche. Et il éveille les dormeurs, et il encourage les timorés, et il redonne de la vigueur à ceux qui depuis tant d'années se battent, les obstinés et les fidèles. Umberto Ceva. Il est le vrai et unique juge. Le jeune républicain héroïque qui par peur d'être faible [...] s'est ôté la vie, a ainsi montré aux Italiens le chemin du grand sacrifice. Il leur a dit que la liberté se conquiert dans la douleur, comme dans la douleur on réanime la flamme vitale. Il a encore affirmé que la lutte est âpre et difficile, que pour elle il faut savoir offrir sa propre existence, même lorsqu'on est jeune et plein d'avenir, même quand on peut se réjouir du doux sourire d'une épouse aimante et des appels ingénus de deux enfants innocents<sup>88</sup>.

C'est finalement l'impression d'un double registre qui domine, la propagande de l'antifascisme alternant entre la figure de la victime et celle du héros. Cette ambivalence confine parfois au paradoxe ; par exemple lorsque le journal satirique *Il Becco giallo* s'attaque au « mythe de l'OVRA », diminuant de fait le caractère exceptionnel du système de répression fasciste<sup>89</sup>.

De même, la mise en avant de la personnalité de certains détenus, qui maintiennent leur attachement à l'antifascisme, conduit à l'effacement, dans la propagande et la mémoire antifasciste, du reste du groupe. Pourtant, l'isolement absolu auquel furent soumis les accusés dans l'attente de leur procès, les conditions difficiles de la détention, et les menaces de condamnation à la peine capitale<sup>90</sup> amenèrent plusieurs prisonniers à renoncer à leurs convictions<sup>91</sup> : un phénomène volontairement occulté par les *fuorusciti* comme, ensuite, par

<sup>88</sup> « L'assente », *La Libertà*, 28 mai 1931. Pour le texte original, voir l'annexe n°11, p. CIX (volume 2).

<sup>89</sup> « Il mito dell'O.V.R.A. », *Il Becco Giallo*, 20 février-20 mars 1931.

<sup>90</sup> Voir : Rossi (Ernesto), « *Nove anni sono molti* » : *lettere dal carcere 1930-1939*, op. cit., p. 33 ; Bauer (Riccardo), *Quello che ho fatto. Trent'anni di lotte e di ricordi*, op. cit., p. 95.

<sup>91</sup> Citons, pour illustrer notre propos, le cas de Dino Gentili. D'après les procès-verbaux des deux interrogatoires conduits les 15 et 27 février 1931, l'entrepreneur florentin aurait notamment déclaré aux juges qui le questionnaient : « Le Fascisme a assuré la tranquillité au Pays, aussi tenir une attitude résolue contraire [au Fascisme], ne serait-ce que par la propagande orale et imprimée était très loin de mes idées [...]. J'ai pleinement confiance dans la justice du Tribunal Spécial du Régime. J'ai écrit une lettre à Son Excellent le Chef du Gouvernement confirmant cette pensée et ma ferme résolution à être digne et respectueux de cette concorde qui croît aujourd'hui en Italie [...] Je ne suis pas et n'ai jamais été un ennemi du Régime. » [« *Il Fascismo ha assicurato la tranquillità al Paese, e l'assumere praticamente atteggiamento a esso in contrasto anche solo con della propaganda orale e diffusione di stampa era ben lontano da ogni mia idea e da ogni possibilità. Ho piena fiducia nella giustizia del Tribunale Speciale del Regime. Ho scritto una lettera a S.E. il Capo del Governo riconfermando questo pensiero e il mio fermo proposito di continuare a ben meritare della pace stesa che si rafforza oggi in Italia [...] Non sono e non sono mai stato un nemico del Regime.* »]. Voir : ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 260-262, « Processo Bauer-Rossi ed altri », Allegato 6, « Gentili Dino », Interrogatoire du 27 février 1931. Membre du groupe milanais arrêté le 30 octobre 1930, Dino Gentili émigra en Angleterre à l'époque des lois raciales, assumant dès lors d'importantes missions diplomatiques auprès des Alliés pour le compte des antifascistes italiens. Son action pour obtenir des garanties concernant la sauvegarde de l'intégrité du territoire italien a notamment été rappelée à plusieurs reprises par l'historiographie. Voir : Garosci (Aldo), *Storia dei fuorusciti*, op. cit., p. 289 sqq. ; Gentili (Dino), Barile (Paolo), Luti (Giorgio), *Tra politica e impresa : vita di Dino Gentili*, Florence, Passigli Editori, 1994.

l'historiographie, laquelle a longtemps ignoré cet aspect de façon à « respecter l'image de combattants de la liberté étrangers à toute forme de faiblesse »<sup>92</sup>.

### ***Une « propagande criminelle » : à Rome, le procès de la conspiration antifasciste contre l'État***

Le premier procès contre les organisateurs de l'activité antifasciste identifiés comme appartenant au réseau clandestin de « *Giustizia e Libertà* » s'ouvre à Rome le 29 mai 1931. Un deuxième procès se tient, seulement un mois plus tard, le 28 juin 1931, contre Francesco Fancello, Cesare Pintus et Nello Traquandi. Les services de renseignement fascistes, en intelligence avec les juges du Tribunal spécial, estimèrent en effet plus opportun de séparer les deux affaires, certainement dans le but de diminuer l'ampleur de l'antifascisme non communiste en Italie, comme l'ont proposé plusieurs historiens, dont Mario Giovana.

Au demeurant, le premier des deux procès se déroule quelques heures à peine après que les juges du Tribunal spécial aient condamné l'anarchiste Michele Schirru au peloton d'exécution. L'événement attire la presse étrangère. La journaliste et femme de lettres Hélène Gosset, correspondante pour l'hebdomadaire illustré *Vu* (fig. 20) décrit le spectacle d'une capitale italienne enfiévrée, entre les « troubles » provoqués par la « lutte entre le Fascisme et le Vatican »<sup>93</sup>, et la tenue de ces procès :

Pour cette occasion, l'immense Palais de Justice, était cerné d'un cordon de miliciens fascistes et, dans l'intérieur le service d'ordre était assuré par des forces militaires et policières. Pour les journalistes, une carte d'entrée était nécessaire, délivrée par les soins du bureau de Presse des Affaires Etrangères, laisser-passer contrôlé fort soigneusement à l'aide d'une photo d'identité<sup>94</sup>.

<sup>92</sup> Franzinelli (Mimmo), *Il Tribunale del duce. La giustizia fascista e le sue vittime (1927-1943)*, op. cit., p. 155.

<sup>93</sup> La décision gouvernementale de dissoudre l'ensemble des associations de jeunesse non fascistes rencontra l'opposition des milieux catholiques. Le point de fixation du conflit était l'activité des cercles de l'*Azione cattolica*, puissante organisation laïque catholique. Voir : Ferrari (Francesco Luigi), *L'Azione Cattolica e il regime*, Florence, Parenti Editori, 1958 ; Moro (Renato), « Azione cattolica, clero e laicato di fronte al fascismo », dans Malgeri (Francesco, dir.), *Storia del movimento cattolico in Italia*, Rome, Il Poligono, 1981 ; Giuntella (Vittorio E.), « Alcune riflessioni sopra la crisi tra la Santa Sede e il regime fascista nel 1931 », dans Braive (Gaston, dir.), Lory (Jacques, dir.), *L'Église et l'État à l'époque contemporaine. Mélanges dédiés à la mémoire de Mgr Aloïs Simon*, Bruxelles, presses de l'Université Saint-Louis, 1975, p. 289-300.

<sup>94</sup> Gosset (Hélène), « Après le procès des intellectuels, *Vu* chez Mussolini », *Vu*, 17 juin 1931.



**Après le procès des intellectuels**  
**WU** C H E Z  
**MUSSOLINI**  
 PAR HÉLÈNE GOSSET



M. Mussolini dans son grand uniforme. Cette photographie due à Hélène Gosset.

**TRIBUNALE SPECIALE PER LA DIFESA DELLO STATO**  
**TERZENA DI RICONOSCIMENTO**  
 per il libro inteso nell'atto delle sedute che si tennero al Sovero il 29 maggio 1935-36. Un altro volume per allegato Roma 11-20 lire 450-470 lire. L'UMBERTO SPAFFI Editore

**Carte d'entrée délivrée aux journalistes pour leur permettre d'assister au procès des intellectuels italiens.**

**Ernesto Rossi qui fut exécuté le 29 mai à Rome, régime fasciste.**

**Devant l'entrée principale du tribunal pendant le procès Salerio. (Nero Savarese)**

**Les prisonniers exhibés par cinq ou six années en la prison au Palais de Justice, vers le soir**

N° 170 **WU** P. 874

MANIOC.org

**après le procès des intellectuels**  
**WU** C H E Z  
**MUSSOLINI**  
 PAR HÉLÈNE GOSSET



M. Mussolini dans son grand uniforme. Cette photographie due à Hélène Gosset.

**TRIBUNALE SPECIALE PER LA DIFESA DELLO STATO**  
**TERZENA DI RICONOSCIMENTO**  
 per il libro inteso nell'atto delle sedute che si tennero al Sovero il 29 maggio 1935-36. Un altro volume per allegato Roma 11-20 lire 450-470 lire. L'UMBERTO SPAFFI Editore

**Carte d'entrée délivrée aux journalistes pour leur permettre d'assister au procès des intellectuels italiens.**

**Ernesto Rossi qui fut exécuté le 29 mai à Rome, régime fasciste.**

**Devant l'entrée principale du tribunal pendant le procès Salerio. (Nero Savarese)**

**Les prisonniers exhibés par cinq ou six années en la prison au Palais de Justice, vers le soir**

N° 170 **WU** P. 873

MANIOC.org

Figure 20 – Reportage de Hélène Gosset à Rome pour le magazine illustré Vu paru le 17 juin 1931

La présence de rédactions étrangères et la tension qui se dégage du témoignage de la journaliste française suffisent à nous convaincre de l'intérêt véritablement prêté à l'affaire. En cela du moins l'effet de la mobilisation fut probant.

Appelés à comparaître devant un tribunal militaire présidé par le général Casanuova Tringali<sup>95</sup>, et composé par quatre officiers revêtus de l'uniforme du *fascio*, de deux autres juges civils et du procureur Fallace, les sept accusés – Riccardo Bauer, Ernesto Rossi, Pietro Zari, Mario Damiani, Vincenzo Calace, Bernardino Roberto, Giordano Viezzoli – furent installés côte à côte, sur un banc à l'intérieur d'une « cage en fer », dans laquelle « il [était] accoutumé de placer les délinquants », précise encore la journaliste : il y avait là pourtant, adoptant « une belle attitude de dignité », des « professeurs, journalistes, ingénieurs », un « commerçant milanais » et un « jeune aviateur ». En l'occurrence, ces hommes devaient répondre du crime de « complot contre la sûreté de l'Etat » et d'avoir « adhéré à une association subversive », laquelle tendait à provoquer dans le Royaume « une insurrection armée et la guerre civile ».

Riccardo Bauer était cité comme l'un des principaux responsables du réseau clandestin. Interrogé à quatre reprises par les enquêteurs, il se tint à sa ligne de conduite qui consistait à revendiquer ses convictions antifascistes tout en se refusant de dénoncer ses camarades. Sa correspondance et le matériel retrouvé au domicile des autres prévenus avaient cependant suffi à la police pour le faire apparaître comme le « chef du groupe ». Il avait ainsi été questionné sur le rôle et le fonctionnement de l'organisation à laquelle la police le soupçonnait d'appartenir, en lien avec les *fuorusciti* et la franc-maçonnerie. Sur ces sujets, Bauer détenait en effet des informations de premier ordre pour les enquêteurs. Le soin avec lequel l'ancien directeur du journal clandestin *Il Caffè* écartait l'hypothèse d'être à la tête d'une véritable « organisation » montre toutefois qu'il voulait donner de l'association une image édulcorée. Sa stratégie de défense allait à l'encontre des discours de propagande du mouvement. Son propos suggérait plutôt que « *Giustizia e Libertà* » n'incarnait pas une menace sérieuse pour le régime. Devant les officiers chargés de conduire l'instruction, il déclarait ainsi :

Je confirme ma position d'antifasciste dont j'assume la pleine et entière responsabilité, mais je nie que, dans le Royaume, ait été constituée une véritable organisation antifasciste, même sous le nom de « *Giustizia e Libertà* », dans la mesure où je ne peux

<sup>95</sup> Le comte livournais Antonio Tringali Casanuova, vétéran de la Première Guerre mondiale, exerça d'abord en tant qu'avocat à Milan avant de retourner en Toscane en 1920, date à laquelle il adhère aux faisceaux de combat. En 1922, suite à la marche sur Rome – événement auquel il prit part, il fut à la tête pendant dix ans de l'administration municipale de la commune de Castagneto Carducci, d'abord en tant que maire puis comme *podestà*. C'est au début de l'année 1927 qu'il est nommé jugé au Tribunal spécial. Voir : Franzinelli (Mimmo), *Il Tribunale del duce. La giustizia fascista e le sue vittime (1927-1943)*, op. cit., p. 41.

contester le fait qu'un tel mouvement existait bien, mais uniquement en tant que mouvement et non comme une organisation. Cela est évident, car G.L. réunissait des représentants de différentes tendances autour du dénominateur commun de leur antifascisme. Or, la clarification entre ses membres, étape qui aurait permis d'aboutir à une véritable organisation, n'avait pas encore eu lieu<sup>96</sup>.

Principal accusé du groupe, Bauer mit surtout un point d'honneur à expliquer les motifs intellectuels et éthiques de son engagement contre le fascisme, détaillant, par écrit, dans un mémoire adressé au président du Tribunal, le cheminement de sa conscience entre 1922 et 1930. Il se présentait donc au procès dans une position délicate ; sans doute pouvait-il craindre une condamnation à la peine capitale. Lorsqu'il prit la parole le 29 mai 1931 pour répondre aux questions du président de séance sur le but des actions démonstratives organisées par le mouvement, il répéta patiemment les différents éléments de sa défense, en commençant par réaffirmer sa foi antifasciste. Il poursuivit en repoussant avec vigueur l'accusation d'appartenir à une « organisation terroriste » et précisa au contraire que le mouvement était une tentative d'apporter une réponse politique face à la dictature qui annulait la possibilité de « toute autre forme d'opposition » :

Nous appelons à l'action tous les Italiens qui se sentent blessés dans leur dignité nationale et veulent participer activement à la renaissance [de l'Italie]. Pour nous la révolution est une nécessité et un devoir, mais le terrorisme ne fait pas partie de notre méthode<sup>97</sup>.

Il déplaça cependant le débat hors du champ d'investigation du Tribunal, et retourna aux considérations déjà évoquées dans sa lettre au président, insistant sur son interprétation personnelle du fascisme et sa conviction intime de la légitimité de son action. Il prit ainsi le parti de parler en son nom, comme en celui de toute sa génération, exposant une justification d'ordre morale, voire spirituelle, évoquant sa « foi antifasciste » et situant son plaidoyer bien au-delà des faits délictuels pour lesquels il avait été inculpé<sup>98</sup>.

<sup>96</sup> « Torno ad affermare la mia posizione di antifascista della quale assumo piena ed intera la responsabilità ma nego che nel Regno fosse già costituita una vera e propria organizzazione antifascista sia pure sotto il nome di "Giustizia e Libertà" per quanto non posso negare che tale movimento esisteva e funzionava ma soltanto come movimento e non come organizzazione : è evidente che siccome G.L. riuniva esponenti di diverse tendenze sia pure nel comune denominatore dell'antifascismo non ancora era avvenuta quella chiarificazione tra i rappresentanti delle varie tendenze che avrebbe poi certamente sbocciato in una vera e propria organizzazione. ». Voir : ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 260-262, « Processo Bauer-Rossi ed altri », Fascicoli personali « Bauer Riccardo ».

<sup>97</sup> « Noi chiamiamo all'azione tutti gli italiani che si sentono feriti nella loro dignità nazionale e che desiderano partecipare attivamente alla rinascita. Per noi la rivoluzione è una necessità e un dovere, ma il terrorismo non fa parte del nostro metodo ». Voir : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 199.

<sup>98</sup> ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 260-262, « Processo Bauer-Rossi ed altri », Fascicoli personali, « Bauer Riccardo », Memoriale autografato « Al Presidente del Tribunale Speciale – Roma, maggio 1931 ».



Son attitude consistant à motiver ses actes sur le fondement d'une conviction éthique et d'une croyance antifasciste était singulièrement rare dans le cadre des procès devant le Tribunal spécial. Affirmer ses « convictions antifascistes » présentait en effet l'inconvénient d'apporter de l'eau au moulin de ses accusateurs – et ils étaient nombreux, entre le procureur général, le président du Tribunal et enfin la presse italienne. Automatiquement perçu à l'inverse, chez l'opposition, comme un acte courageux, une telle position procurait aussi à ceux qui l'adoptaient la possibilité de revendiquer leur action contre le régime, mais de contester l'interprétation qu'en donnait les juges, c'est-à-dire l'accusation de terrorisme. Si, dans le cas de Riccardo Bauer, cette justification consiste, entre autres, à nier voire tout simplement à refuser d'argumenter et de s'expliquer sur la matérialité des faits, on va maintenant voir qu'il en alla parfois différemment, comme permet de l'illustrer l'exemple d'Ernesto Rossi.

Au lendemain de son incarcération, Rossi acquit la certitude – ce fut le seul parmi tout le groupe des prévenus – que la police avait infiltré leur groupe et que l'agent de ce complot n'était autre que l'avocat Carlo Del Re avec lequel Ceva, et lui-même, avaient conçu la réalisation d'attentats contre plusieurs bureaux receveurs des impôts<sup>99</sup>. C'est donc sur le fondement de cette hypothèse qu'il décide tout à la fois de confirmer sa participation à l'organisation des attentats et de prouver que leurs intentions, à lui et à Ceva, étaient seulement démonstratives. Une différence importante séparait donc Rossi et Bauer puisque le premier avait choisi de reconnaître les faits afin de dénoncer la trahison de Del Re et les méthodes d'espionnage auxquelles avaient eu recours les autorités contre les antifascistes.

Leurs témoignages se distinguèrent cependant du reste des dépositions : l'ensemble des autres membres du réseau qui avaient été appelés à comparaître adoptèrent une posture tout à fait différente devant les juges. Les relations que Vincenzo Calace, Bernardino Roberto ou encore Pietro Zari avaient avec le mouvement « *Giustizia e Libertà* » étaient en effet beaucoup plus distantes, aussi leur était-il possible de nier toute forme d'appartenance sans aller jusqu'à renoncer à leurs convictions politiques. On a un exemple saisissant d'une telle position avec Vincenzo Calace, lequel réaffirma son républicanisme et, à la question du président qui lui demandait s'il se définissait de même antifasciste, eut cette phrase ambiguë, sujette à diverses interprétations contradictoires : « m'étant déjà affirmé positivement [pour les idées républicaines] il n'est pas utile que j'y ajoute cette profession de foi négative ». Une déclaration qui mit sans doute mal à l'aise les rédacteurs de *La Libertà* contraints de traduire par une

<sup>99</sup> ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 260-262, « Processo Bauer-Rossi ed altri », Fascicoli personali, « Rossi Ernesto », Interrogatoires du 8 et 20 janvier 1931.

formule légèrement contrefaite : « Un républicain, Vincenzo Calace, ne manqua pas à ses convictions. Il est antifasciste parce que républicain »<sup>100</sup>.

De même que Calace, Giordano Viezzoli n'avait pas non plus participé à l'organisation ni même à l'activité proprement dite du comité gielliste à Milan. Aviateur au grade de sergent dans le 146<sup>e</sup> équipage d'hydravions, basé à Elmas, près de Cagliari en Sardaigne, il était le fils d'un républicain, Giuliano, établi à Grado dans la province de Gorizia. Ces deux-là, le père et le fils, avaient été approchés par Bernardino Roberto, intermédiaire, à Milan, de Calace et, à Paris, des républicains Cipriano Facchinetti et Raffaele Rossetti, jusqu'alors représentants du parti au sein du comité directorial de « *Giustizia e Libertà* ». À la suite de différends avec le reste du mouvement, Facchinetti et Rossetti, piqués de n'avoir rien su de l'organisation du raid sur Milan, brûlaient désormais de diriger leur propre groupe d'action clandestin. C'est dans ce contexte compliqué de rivalités émulatrices que naquit l'idée d'un nouveau vol de propagande, accompli le jour des commémorations de la marche sur Rome : Viezzoli, rejoint en Sardaigne par son frère et son père, devait dans un premier temps faire étape en France puis repartir, chargé de centaine de milliers de tracts, en direction de la capitale italienne<sup>101</sup>.

Entendu par la commission d'instruction, Viezzoli confessa sa participation à l'entreprise. Il confirma de même les intentions propagandistes du projet. Cependant, il cherchait des circonstances atténuantes afin d'éviter l'accusation de désertion de l'armée italienne et de trahison contre sa patrie. Face aux juges, il prétendait et répétait ainsi qu'il agissait sous les ordres du père, lequel insistait pour s'exiler en France. C'est toujours en réponse à ses injonctions, qu'il accepta la mission que souhaitait lui confier Roberto. Si cette thèse n'eut pas l'effet déculpabilisant escompté par son auteur, elle offrait aux journalistes italiens le loisir d'en tirer la caricature peu flatteuse d'un jeune qui agit par immaturité et sous l'influence d'un « père non exemplaire »<sup>102</sup>.

Le 30, le *Corriere della Sera* reprit en ces termes les résultats de l'enquête réalisée par la commission d'instruction dans la sentence de renvoi :

[...] la Commission d'instruction observe que si, de fait, l'action délictuelle demeura circonscrite aux seuls inculpés présents, cela s'explique par la forte résistance que leur

<sup>100</sup> « Un repubblicano, Vincenzo Calace, non viene meno alle sue convinzioni. È antifascista perchè è repubblicano », dans « Gli "intellettuali" davanti al Tribunale di sangue », *La Libertà*, 4 juin 1931.

<sup>101</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, fasc. « Volo Fumagalli ». Voir aussi : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 136 ; Fedele (Santi), *Storia della Concentrazione*, op. cit., p. 82.

<sup>102</sup> « Il processo degli "intellettuali" dinanzi al Tribunale Speciale », *La Stampa*, 30 mai 1931.

propagande rencontra parmi les citoyens italiens, qui firent ainsi preuve d'*italianité*, d'attachement au Régime et de bon sens<sup>103</sup>.

S'appuyant sur les témoignages des inculpés, le récit de presse tend ainsi à démontrer que le mouvement antifasciste est un corps absolument extérieur à la nation. À l'exception de ceux, les plus résolus dans leur opposition – des « italiens renégats et des étrangers » – la plupart des complices avaient agi par peur ou par faiblesse, comme un signe de leur immaturité et de leur égarement. Passant sous silence l'effet de la détention prolongée, la sévérité de l'isolement et l'épreuve psychologique des interrogatoires de la police, les journalistes insistaient en revanche sur l'emprise que l'association « conspirationniste » exerçait sur ses « victimes », en fait ses membres, comme Umberto Ceva<sup>104</sup>, et plus encore le professeur Pietro Zari.

Responsable du matériel de propagande imprimé à l'étranger pour être réintroduit clandestinement dans le Royaume, Zari n'essaya ni de nier les faits constatés par la police, ni d'éviter une peine trop lourde en cherchant des circonstances atténuantes à ses actes, encore moins de se justifier : sa « stratégie » si l'on peut dire, consista à abjurer son appartenance à l'antifascisme, reportant l'ensemble des fautes sur les responsables du mouvement qui l'avaient conduit, contre son gré, à entreprendre des actions délictuelles. Interrogé une première fois le 11 novembre, il déclarait ainsi :

Je me suis soumis à une volonté extérieure du fait de ma faiblesse que je n'ai jamais pu vaincre pour opposer un refus décidé<sup>105</sup>.

Sa déposition, le jour de l'audience, était conforme à ses premières déclarations. Jugé non coupable, son repentir face au président du Tribunal, ses accusations répétées contre Riccardo Bauer sont très vaguement évoquées dans la presse antifasciste. *La Libertà* évoqua sobrement la « corrosion d'un esprit idéaliste », meurtri par les souffrances subies durant l'incarcération

<sup>103</sup> « [...] la Commission istruttoria osserva che se in linea di fatto l'azione delittuosa rimase circoscritta ai soli attuali imputati, ciò accade per l'invincibile e forte resistenza che la loro propaganda incontrò nell'italianità, nell'attaccamento al Regime e nel buon senso dei cittadini italiani », dans « Un gruppo di sovversivi milanesi davanti al Tribunale Speciale », *Il Corriere della Sera*, 30 mai 1931.

<sup>104</sup> Le 31, *Il Corriere della Sera* écrit : « Ceva, pris de scrupules et de remords, jeta les appareils explosifs dans le Brembo, de même qu'il détruisit tous les journaux et les documents relatant leur activité conspiratrice, en les brûlant, mais n'eut pas la force cependant de se détacher complètement de l'Association. » [« *il Ceva, colto da scrupoli, prima di consegnare gli apparecchi li gettò nel fiume Brembo, così come distrasse giornali e documenti della cospirazione bruciandoli nel forno del proprio stabilimento, ma non ebbe la forza di staccarsi completamente dall'Associazione.* »]. Voir : « La sentenza del Tribunale Speciale contro i dirigenti di "Giustizia e Libertà". Cinque condanne da 6 a 20 anni e due assoluzioni », *Il Corriere della Sera*, 31 mai 1931.

<sup>105</sup> « Io sono stato succube dell'altrui volontà per il mio carattere debole che non mi ha consentito di opporre un reciso rifiuto », dans ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 260-262, « Processo Bauer-Rossi ed altri », Fascicoli personali, « Zari Pietro », Interrogatoire du 11 novembre 1930.

et rongé par les « insinuations jésuitiques » des enquêteurs<sup>106</sup>. Carlo Rosselli, dans l'opuscule imprimé par « *Giustizia e Libertà* » suite au procès observait une même réserve<sup>107</sup>.

L'acquittement d'un accusé devant les juges du Tribunal spécial est en effet perçu comme une anomalie par la propagande de l'antifascisme : celle-ci cherche à l'inverse à construire et donner un sens à la peine. Un autre passage du document que nous venons de citer l'exprime bien du reste, car la sentence prononcée le 30 mai 1931 dans le Palais de Justice de Rome pourrait apparaître comme diminuée<sup>108</sup>, affaiblissant tout autant la valeur et l'intensité de l'antifascisme qu'incarne « *Giustizia e Libertà* ». Plus que le soulagement, on soulignera donc la fierté d'avoir relevé un défi :

Le gouvernement qui prétendait avoir des preuves contre les "24", a réduit ce procès à ses proportions les plus petites qu'il soit possible. Il s'est levé un vent de panique [...]. Tout prend un tour soudain beaucoup plus inquiétant : même juger, condamner ou fusiller. On a peur, surtout, du courage de ses adversaires. Et, maintenant, ceux qui se sont levés dans la salle du Tribunal et au milieu des citoyens timorés, ont montré qu'ils étaient plusieurs ; et, le nombre augmente ; ils deviendront encore plus nombreux ; ils seront l'Italie tout entière, la vraie, la généreuse, l'Italie qui s'insurge à nouveau contre l'outrage barbare et ressuscite à la vie civile<sup>109</sup>.

C'est que tout le mouvement est traversé par ce souci constant de pousser à l'action autour de lui et d'agiter « l'épée de feu » choisie pour emblème d'une résistance qui sait trop bien qu'elle n'a d'armes à offrir autres que les ressources de volonté et de convictions éthiques que chacun est appelé à trouver en lui-même :

“Giustizia e Libertà” vous appelle et vous indique la voie de la libération. L'arme invincible est en vous-mêmes. Sachez seulement vouloir. Élevez la voix, haussez les cœurs. Lancez à la figure du vil usurpateur votre courage indomptable<sup>110</sup>.

<sup>106</sup> « Gli “intelletuali” davanti al Tribunale di sangue », *La Libertà*, 4 juin 1931.

<sup>107</sup> « Un processo di “Giustizia e Libertà” », *Giustizia e Libertà*, supplément au n° 75 du *Becco Giallo*, juin 1931.

<sup>108</sup> Rappelons que Bauer et Rossi furent tous deux condamnés à vingt ans de prison, Bernardino Roberto et Vincenzo Calace à dix ans, Giordano Viezzoli à six ans.

<sup>109</sup> « Il governo che pretendeva aver prove contro i “24”, ha ridotto questo processo alle minime proporzioni possibili. Passa un vento di panico [...]. Tutto fa un pò di paura : anche giudicare, anche condannare, anche fucilare. Si teme, soprattutto, il coraggio degli avversari. E, ormai, quelli che si levano e nell'aula del Tribunale e in mezzo ai cittadini timorosi, sono parecchi ; e, stanno aumentando, e diventeranno molti ; e poi moltissimi ; e poi tutta l'Italia vera, l'Italia generosa, l'Italia che insorge ancora una volta contro l'oltraggio barbarico, e risorge alla civiltà. », dans « Un processo di “Giustizia e Libertà” », *Giustizia e Libertà*, supplément au n° 75 du *Becco Giallo*, juin 1931.

<sup>110</sup> *Ibid.* : « “Giustizia e Libertà” vi chiama e vi addita la via della liberazione. L'arma invicibile è in voi. Sappiate volere. Alzate le voci, alzate i cuori. Sbattete in faccia all'usurpatore viliano il vostro coraggio indomabile. ».

***Bovone et Sbardellotto, condamnés à mort : les procès d'un antifascisme « terroriste »***

L'exemple du procès de Rome met en lumière quelques traits récurrents, que l'on retrouvera à l'occasion d'autres procédures judiciaires d'exception du début des années trente, en Italie, contre des antifascistes. Le premier, frappant, est bien sûr leur instrumentalisation politique. Les journaux italiens, très laconiques et brefs au moment des procès tenus à Bruxelles, à Paris et à Lugano, accordèrent une attention beaucoup plus soutenue au développement de l'audience du printemps 1931. Ce déséquilibre n'avait *a priori* rien d'étonnant. Et pourtant, l'activité du Tribunal spécial était peu connue de l'opinion, en Italie et à l'étranger. De manière générale, la presse italienne s'étendait assez peu sur le sujet. Du reste, les directives gouvernementales insistaient surtout sur l'appartenance des accusés à des organisations communistes, l'antibolchévisme du régime étant au final mieux accepté.

Pour la seule année 1931, la plus répressive sur la période 1927-1937, plus de 1 150 procédures furent ouvertes, et près de 500 condamnations furent prononcées<sup>111</sup>. À côté de ces chiffres impressionnants, la publicité autour du procès de Rome tenu à la fin du mois de mai, recouvre donc une dimension exceptionnelle. Pourquoi ? Quel intérêt le régime voyait-il dans ce procès ? Pour répondre, il nous faut considérer deux autres audiences ayant eu lieu en 1932 – mais dont l'instruction débuta dès le début de l'année 1931 – et impliquant des cadres de l'organisation gielliste, certains exilés en France. Le jugement par contumace des dirigeants antifascistes ayant obtenu l'asile à l'étranger fut alors utilisé comme un argument politique par le régime italien, afin de réclamer le rapatriement de « criminels » terroristes qui chercheraient à attenter à la vie du *Duce*.

Évoquons donc ces deux événements, médiatiques et judiciaires, de l'année 1932 ; d'abord, le procès contre Giuseppe Germani, Ersilio Belloni, Pietro Meloni et Domenico Bovone, puis, de façon volontairement concomitante, celui d'Angelo Sbardellotto. Ces deux audiences sont intéressantes à étudier en ce qu'elles illustrent les méthodes suivies par le régime pour dénoncer et condamner l'action des exilés politiques.

<sup>111</sup> Ces statistiques sont tirées de : Franzinelli (Mimmo), *Il Tribunale del duce. La giustizia fascista e le sue vittime (1927-1943)*, op. cit., p. 21.

### Instruire le « maxi-procès » de l'antifascisme non communiste

Arrêtons-nous sur le profil d'une partie des premiers accusés<sup>112</sup>. Tous les quatre s'étaient réfugiés en France ; Germani et Belloni, peu après l'entrée en vigueur des lois « fascistissimes », les deux autres, en 1930. Il entrait dans cette décision, des raisons politiques – échapper à la répression, ou manifester ainsi son désaccord politique – et économiques, en raison de la crise et de la contraction du marché de l'emploi, si tant est qu'il soit possible de séparer ces deux logiques de façon aussi abstraite.

Ainsi, Giuseppe Germani<sup>113</sup>, qui fut l'un des premiers contacts d'Ernesto Rossi, à Trieste, pour diffuser des exemplaires du *Non Mollare*, éprouva ensuite des difficultés pour se réinsérer socialement. Médecin de profession, sa participation à l'activité d'un groupe reconnu comme « subversif » par le régime, freina sa carrière et le contraignit à fuir à l'étranger.

Ersilio Belloni quitta l'Italie précisément le 11 janvier 1927. Condamné par le tribunal pénal de Bologne pour l'impression de manifestes de l'*Unione anarchica*, il échappa de cette façon au mandat d'arrêt émis contre lui. Il arriva à Paris quatre jours plus tard, après avoir traversé la Suisse par Bellinzona.

Domenico Bovone et Pietro Meloni quittèrent tous deux l'Italie en 1930, au printemps. Selon Mimmo Franzinelli, le premier n'avait aucune motivation politique réelle<sup>114</sup>. Il fut seulement poussé dehors par la crise et sa situation précaire. Chez Meloni, en revanche, si les arguments au départ étaient, là encore, économiques, l'enfant de Santu Lussurgiu, en Sardaigne, présentait un profil plus politisé. Adolescent, dès après la guerre, il fréquenta les cercles autonomistes, inspiré par ses lectures des grandes œuvres du *Risorgimento*, dont les idées semblaient s'incarner, se sublimer à ses yeux, dans la personnalité et l'action d'Emilio Lussu. Il raconta ainsi ce détail biographique, important pour la suite, dans sa déclaration aux officiers de police :

À Cagliari, dans toutes les bouches, courait [le] nom [de Lussu], ses entreprises les plus téméraires et, je me rappelle que mon maître à l'école élémentaire, me fit écrire, à moi

<sup>112</sup> Les autres accusés renvoyés devant le Tribunal spécial étaient : la ballerine autrichienne et compagne de Bovone, Marguerite Blaha, Guido Mazzocchi, Faustino Sandri et Luigi Delfini.

<sup>113</sup> Antonioli (Gabriele), *Giuseppe Mario Germani (Ceneselli 1896-Trieste 1978). Una vita sacrificata per l'amico Giacomo Matteotti*, Badia Polesine, Minelliana, 2014.

<sup>114</sup> Franzinelli (Mimmo), *Il Tribunale del duce. La giustizia fascista e le sue vittime (1927-1943)*, op. cit., p. 118-127.

qui étais l'un des meilleurs en Italien, une lettre enthousiaste, pleine de patriotisme et d'admiration pour le lieutenant Lussu<sup>115</sup>.

Contraint d'abrèger ses études et de trouver rapidement un travail, pour subvenir aux besoins de sa famille, soudainement tombée dans la pauvreté suite à la maladie du père, il rejoignit d'abord Rome, puis, momentanément, Gênes. Pendant ces années difficiles, alternant entre le chômage et les petits métiers, il continua de fréquenter Lussu et, avec moins d'assiduité et de conviction cependant, les cercles de jeunesse républicains. De 1926, année de durcissement du régime, et jusqu'à son exil, il cessa, d'après son témoignage, de manifester ses opinions, sinon auprès de ses amis et de ses connaissances les plus sûres.

Une fois exilés, cependant, le quotidien de ces nouveaux migrants, partis seuls, fut aussi marqué par l'isolement, la précarité, l'acclimatation difficile à une culture inconnue, une ville nouvelle, et parfois peu accueillante. Dessinateur de bâtiments industriels, Meloni n'eut pourtant pas de difficulté à trouver un travail, à Paris. Il savait que les Italiens constituaient une main d'œuvre recherchée dans les métiers du bâtiment. Dès mai, pourtant, il lâcha l'emploi qu'il avait déniché à peine un mois plus tôt. Non pas qu'il fut licencié ou que le métier ne lui plaisait pas – encore que la cohabitation avec les travailleurs français fût difficile, comme il le précisa – mais parce qu'il tomba gravement malade, atteint du bacille de Koch.

Pour Meloni et les autres, les associations et groupes politiques interdits en Italie et reformés dans les cités et métropoles européennes comprenant les plus forts contingents d'immigrés italophones offraient des dérivatifs à leur solitude et aussi, à leur frustration politique. La fréquentation des cercles antifascistes permettait de renouer avec d'anciennes connaissances, de répondre à un besoin d'action, comme enfin de décrocher une activité, quelque peu rémunérée, du moins pour les entreprises les plus risquées et les plus aventureuses. Ce n'est pas un hasard si la plupart des biographies ou des travaux racontant ces parcours hésitent entre deux figures, pour dépeindre ces vies, celle du héros romantique et l'autre du mercenaire.

Dans la déclaration écrite de Meloni à la police, celui-ci affirme avoir assisté à une conférence, organisée en mai, à l'hôtel des sociétés savantes. L'annonce était parue dans la presse parisienne : on y présenterait l'ouvrage alors récemment publié par Fausto Nitti, racontant la fameuse évasion de Lipari. Meloni y retrouva Lussu, fit la connaissance de

<sup>115</sup> « A Cagliari per tutte le boche correva il suo nome, sul suo valore, sulle sue imprese temerarie e mi ricordo che il mio maestro di quarta elementare, a me ch'era uno dei migliori in italiano scritto mi fece scrivere una letterina entusiastica piena di patriottismo e di ammirazione per il tenente Lussu. », dans ACS, MI, DGPS, DPP, b. 105, fasc. « Giustizia e Libertà. Organizzazione complotti, 1929-1931 », sottofasc. « Meloni Pietro » et Belloni, Dichiarazioni scritte da Meloni Pietro dopo l'arresto del Belloni Ersilio.

Gioacchino Dolci, Nitti et Rosselli, et continua ensuite de fréquenter le *leader* autonomiste, qui cherchait comme on l'a vu à rassembler l'émigration sarde.

Affaibli par sa maladie, Meloni se reconvertit dans le commerce d'articles de mode et d'habillement pour homme. Son médecin lui recommanda un endroit plus adapté à son rétablissement et, suivant ces conseils, il informa Lussu de son retour imminent à Rome, où il pourrait poursuivre son occupation de vendeur. Aux derniers jours de septembre, les deux Sardes se mirent d'accord pour rester en relation, le second suggérant dès lors de lui envoyer des journaux, des titres introuvables en Italie, et de la propagande antifasciste. Meloni repoussa l'idée dans un premier temps : il préférait se consacrer à sa santé et à son métier.

En décembre, voyageant à Paris pour ses affaires professionnelles, Meloni en profita pour demander des nouvelles de Lussu. Le démantèlement du groupe de Milan et ses ramifications conduisait ce dernier, avec Rosselli et Tarchiani, à rechercher une solution pour pallier l'absence de ce puissant relai. Il devenait plus difficile en effet d'introduire du matériel de propagande et d'organiser sa diffusion dans la Péninsule. Les trois hommes avaient aussi étudié l'idée d'installer leur propre imprimerie clandestine, au cœur de Rome, tout proche de la *Piazza del Popolo*. Pour ce faire, il leur nécessitait de recruter quelqu'un, en dehors de tout soupçon, pour disposer d'un local ou d'un appartement non surveillé par la police, et d'y installer une petite presse typographique. Pietro Meloni semblait remplir toutes ces conditions. Rattrapé par son enthousiasme, Tarchiani évoqua également la possibilité de lâcher des ballons de baudruche dans la ville, et d'y accrocher des manifestes contre le régime. Meloni retourna à Rome, avec tout le nécessaire : les ballons en caoutchouc, les manifestes, ainsi que des bouteilles d'encre sympathique pour les informer de son installation dans son nouveau logement. Afin d'économiser ses maigres revenus, il choisit une chambre qui lui servirait aussi de bureau pour son travail, au n°4 de la *via del Vantaggio*.

Sans véritable certitude de disposer d'un point d'appui dans la capitale italienne jusqu'alors, les giellistes s'étaient cependant préparés à cette perspective nouvelle, depuis le début de l'automne. Ont-ils alors cherché à recruter d'autres hommes, mieux préparés que Meloni à des actions contre le régime, la diffusion de propagande, mais aussi des attentats ? C'est bien sûr la thèse qu'a voulu édifier le régime. Or, à notre connaissance et en l'état actuel des sources, nous n'avons d'autres indices de contacts entre des individus condamnés pour des actes terroristes, comme Ersilio Belloni et Domenico Bovone, avec le comité parisien de « *Giustizia e Libertà* », que ce qu'en rapportent les procès-verbaux des interrogatoires des deux accusés, et les conclusions de la commission d'instruction.



La déposition que Meloni rédigea à l'attention des commissaires a été établie après l'arrestation d'Ersilio Belloni, le matin du 6 février. Meloni fut, quant à lui, interpellé par les autorités quelques semaines plus tôt, vers la mi-janvier. Une fois installé dans l'appartement de la *via del Vantaggio*, il chercha à en informer, par lettres, Lussu d'abord, puis Rosselli. Aucune réponse ne lui étant parvenue à la suite de son premier essai, il utilisa en effet l'adresse de la rue des Marronniers, qui était connue de la police. Deux jours après, il se trouvait détenu. Belloni fut mis en détention lorsqu'il se présenta devant l'immeuble placé sous surveillance. Il portait sur lui un pistolet automatique chargé, des cartouches et de faux papiers. Devant les policiers, il déclina son identité, son métier, sa situation de famille, autant d'informations que la police pu croiser avec les renseignements conservés dans le fichier du *casellario politico centrale*.<sup>116</sup>.

Quelle est la main qui avait armé Belloni ? Et dans quelle intention ? Entre le 6 et le 28 février, celui-ci subit quatre interrogatoires, revenant à certains moments sur ses déclarations précédentes, parfois confus ou n'étant visiblement pas certain de quelques-uns des noms qu'il citait dans ses témoignages. L'essentiel des révélations tient en fait dans le procès-verbal daté du 17 février, lequel commence par ces lignes :

Hier soir, après un long et patient troisième interrogatoire de l'anarchiste BELLONI Ersilio, celui-ci, piégé par nos contestations irréfutables et poussé en ce sens par tous les moyens de persuasion, est entré dans une crise de conscience et, en larmes, a fini par avouer ce qui suit. Qu'il était parti de Paris pour une mission que lui avait confiée l'anarchiste BIBBI Gino qui, lui-même, était un intermédiaire entre lui, BELLONI, et les représentants du comité « *Giustizia e Libertà* » (Lussu, Rosselli, Cianca, Tarchiani et Nitti) afin de commettre un attentat contre le Duce et, si cet objectif n'avait pu être atteint, de s'en prendre à la vie de quelques hauts représentants du Fascisme<sup>117</sup>.

Le document, long d'une quinzaine de pages, revient sur les premières années de l'exil parisien, à partir de 1927. Sans emploi, Belloni tenta sa chance dans les bassins miniers de l'Est. Il resta deux mois au Luxembourg, à Esch sur Alzette mais, ne parvenant à régulariser sa situation, il retourna travailler du côté français, à Murville, du 18 mars 1927 jusqu'au 13 juin

<sup>116</sup> Dans son dossier, compilé le 19 décembre 1929, Belloni était qualifié de « dangereux anarchiste ». ACS, MI, DGPS, DAGR, CPC, b. 464, Belloni Ersilio.

<sup>117</sup> « Ieri sera dopo un lungo paziente e terzo interrogatorio dell'anarchico BELLONI Ersilio questi, stretto dalle stringenti contestazioni e indotto da ogni mezzo persuasivo, in una crisi di coscienza e di pianto ha finito col confessare che era partito da Parigi per espresso incarico dell'anarchico BIBBI Gino che a sua volta era intermediario fra lui, BELLONI, e gli esponenti del comitato "giustizia e libertà" (Lussu, Rosselli, Cianca, Tarchiani e Nitti) per compiere un attentato alla vita del Duce e in subordinata, qualora non avesse potuto riuscire su tale obiettivo, alla vita di qualche altro massimo esponente del Fascismo. », dans ACS, MI, DGPS, DPP, b. 105, fasc. « *Giustizia e Libertà. Organizzazione complotti, 1929-1931* », sottofasc. « Meloni Pietro » et Belloni, Rapport du 17 février 1931.

1929. Muni d'un permis de séjour, il laissa la politique assez loin de ses préoccupations, et se contentait de lire le journal *Lotta Umana*, édité par Luigi Fabbri. Son installation en Île-de-France, à Suresnes met fin à cette période d'abstinence. Ce retour à l'activité politique fut marqué par des fréquentations assez diverses et éclectiques sur le plan idéologique. Il déclare ainsi avoir prit part à la publication du périodique *Lotta Anarchica*, participant également aux réunions et aux festivités de la Concentration, et enfin, d'assister aux conférences d'Angelica Balabanoff. Ses convictions se rapprochaient toutefois davantage de l'anarchisme et du socialisme maximaliste que des milieux concentrationniste ou gielliste, pour lesquels il manifesta, devant les policiers, une aversion profonde, tant politique que morale.

C'est au mois d'août 1930 qu'il renoua avec Gino Bibbi. Il l'avait d'abord connu à Milan, au début des années vingt. Les deux hommes fréquentaient les mêmes cercles libertaires. Son témoignage présente ce dernier comme un intermédiaire entre Belloni et d'autres éléments « non anarchistes » de l'antifascisme, capables de financer une « action d'envergure ». Un autre détail de son récit semble établir de façon certaine que ces « éléments » étaient les dirigeants de « *Giustizia e Libertà* ». Belloni raconte en effet que, début décembre, Bibbi lui fit rencontrer « un républicain de la concentration ». Cet homme, qui devait tout ignorer des projets d'attentat, avait pour mission d'installer une imprimerie clandestine à Rome, et de l'aider à recueillir des informations sur l'environnement, les fréquentations, le quotidien de hiérarques fascistes. Or, cet épisode apparaît aussi, dans des termes assez proches, dans la déclaration de Meloni. Du reste, le départ de Belloni pour Rome fut repoussé de plusieurs jours, ce qui correspond à la période pendant laquelle Meloni tenta en vain d'avertir Lussu, puis Rosselli, qu'il avait enfin trouvé une chambre en location.

C'est le 19 janvier seulement que Belloni prit la route de Rome. Lors d'un interrogatoire ultérieur, daté du 27 février, il ajouta que Bibbi lui fournit, en sus du Browning qu'il avait acquis chez un armurier, plusieurs bombes, l'une de taille moyenne, protégée par une boîte isotherme et une protection cylindrique en laiton autour de la mèche, et deux petites. Comme il lui semblait dangereux d'effectuer le voyage avec autant de matériels explosifs, Belloni accepta seulement la première. Il devait en effet rejoindre l'Italie par la Suisse. Le premier poste-frontière entre la France et le territoire helvète, à Saint-Louis, fut franchie sans difficulté. Un compagnon socialiste porta le matériel à bord d'une motocyclette, cachant les bombes et les valises dans le siège arrière du véhicule. Muni d'un passeport italien, Belloni franchit la frontière sans encombre. À la gare de Bâle, le 21 janvier, il prit le train vers Lugano.

Lugano, que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer, se situe dans le canton du Tessin, à une trentaine de kilomètres seulement de Côme. C'est aussi un point de passage stratégique des

Italiens qui font la traversée entre l'Italie et le reste du continent, comme pour ceux qui tentent de rentrer clandestinement dans le Royaume. Pour faciliter ces allers et venues, les cadres antifascistes y ont mis en place un centre informel, auquel l'historien Paolo Palma a donné le nom de « centrale de Lugano », active dès 1927 et jusqu'au début des années trente, pour faciliter l'introduction et l'expatriation de militants, mais aussi la diffusion de la propagande<sup>118</sup>. Le gouvernement tessinois, alors dirigé par les socialistes, et dont nous avons également souligné le rôle dans l'organisation du raid aérien de 1930, adopta une attitude assez libérale, à l'image de l'administration suisse. D'après Paolo Palma, plusieurs réfugiés politiques – citons Sandro Pertini, Lauro De Bosis, Camillo Berneri – réussirent à obtenir des passeports falsifiés auprès des autorités préfectorales. Le républicain Randolfo Pacciardi, installé à Lugano, entretenait lui-même d'excellentes relations avec Guglielmo Canevascini, contribuant par exemple régulièrement au journal socialiste et antifasciste *Libera Stampa*.

Lorsque Belloni arriva à Lugano, il se dirigea donc directement à l'adresse que lui avait donné Bibbi, pour retrouver Pacciardi. Deux solutions se présentaient alors pour repasser en Italie : emprunter la voie légale, par le passage frontalier de Chiasso, ou bien choisir la voie clandestine, par la vallée de Muggio (fig. 21)<sup>119</sup>. Un voyage éprouvant – une dizaine d'heures de marche à travers la montagne, de nuit – mais privilégié en raison des contrôles accrus dans le secteur de Chiasso<sup>120</sup>. Le 4 février au matin, Belloni se retrouvait finalement sur les bords du lac de Côme. Il arriva définitivement à Rome, deux jours plus tard, où il fut arrêté.

À l'immeuble de la *via del Vantaggio*, les policiers romains interpellèrent un troisième individu : Giuseppe Mario Germani, dont la mission consistait à organiser l'expatriation de la veuve et des fils de Matteotti. Malgré l'absence de liens directs entre Germani, Meloni et Belloni, les autorités italiennes associèrent leur nom dans l'instruction ouverte sur un projet d'attentat terroriste contre la personne de Mussolini.

<sup>118</sup> Palma (Paolo), *Una bomba per il duce : la centrale antifascista di Pacciardi a Lugano : 1927-1933*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003.

<sup>119</sup> Lors d'un quatrième et dernier interrogatoire, daté du 28 février, Belloni précisa avoir effectué la traversée de la vallée de Muggio avec une vingtaine de contrebandiers, répartis en plusieurs groupes. Il déclara également que la bombe qu'il portait dans ses affaires fut alors déplacée dans le sac d'un de ses compagnons de voyage. Il identifia enfin cet homme comme étant Luigi Delfini, grâce à des photographies que lui soumièrent les policiers. Voir :

<sup>120</sup> Voir : Scmazzon (Francesco), « Governare al confine : il fascismo alla frontiera elvetica (1925-1945) », *Storia e Futuro*, n°30, novembre 2012, En ligne : <http://storiaefuturo.eu/governare-al-confine-il-fascismo-alla-frontiera-elvetica-1925-1945/> ; Montella (Fabio), « “La vera Italia è all'estero“. Esuli antifascisti a Ginevra e nell'Alta Savoia », *Diacronie*, Italie altre. Immagini e comunità italiane all'estero, n°5, 2010/4.

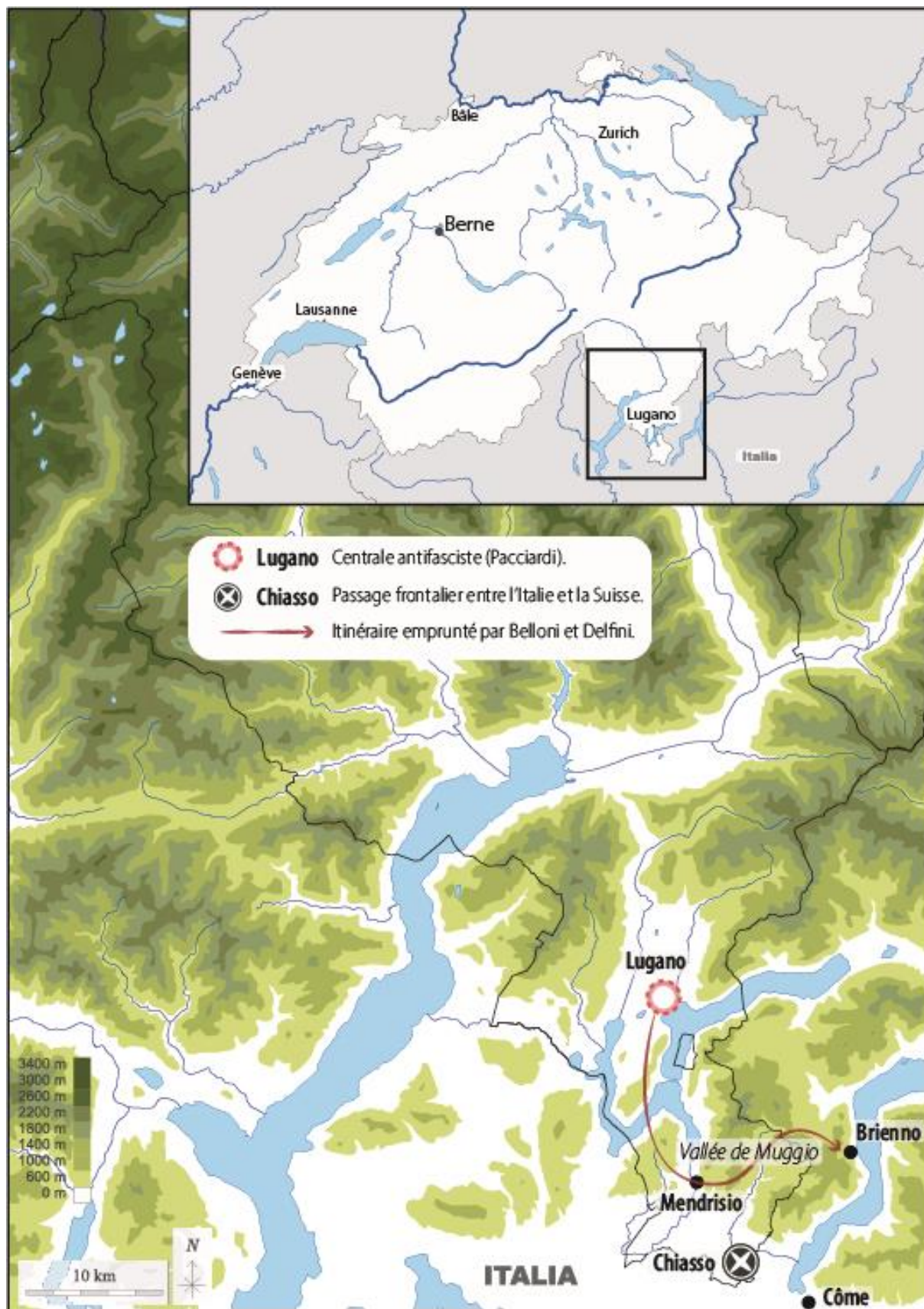


Figure 21 – Route clandestine empruntée par Ersilio Belloni et Luigi Delfini pour rentrer en Italie.

**Bovone, Sbardellotto : derrière les « criminels terroristes », atteindre l'antifascisme en exil**

Il se déroula cependant plusieurs mois, dix-huit exactement, entre l'arrestation de Meloni, fin janvier, et l'ouverture du procès, en juin 1932. Selon Franzinelli, l'écoulement d'un tel délai s'explique aisément. La division de police du ministère de l'Intérieur aurait disposé de ce temps pour « monter des opérations secrètes » destinées à faire tomber tout « l'État-major de l'antifascisme non communiste » en exil, en adjoignant leurs noms à ceux de criminels terroristes, accusés des projets les plus graves contre les représentants de l'autorité. Les éléments recueillis au cours des interrogatoires de Belloni et de Meloni cependant, étaient encore trop faibles, pas assez probants, pour prouver la responsabilité des chefs de la Concentration et de « *Giustizia e Libertà* ».

Aussi les services de surveillance avaient identifié, à partir de l'été 1930, peu après le raid organisé sur Milan, l'arrivée d'un troisième acteur : le groupe républicain de la « *Giovane Italia* »<sup>121</sup>. Celui-ci s'organisa à peu près sur le modèle de « *Giustizia e Libertà* », autour d'un comité d'action composé uniquement de républicains, dont Cipriano Facchinetti, Raffaele Rossetti, Fernando Schiavetti ou encore Giobbe Giopp<sup>122</sup>. C'est que la nouvelle association se posait en effet comme la concurrente de son aînée, avec un programme orienté sur l'action clandestine. Les autorités italiennes semblaient aussi logiquement s'attendre et se préparer à de nouveaux actes de subversion, voire à des attentats.

À ce propos, nous connaissons aujourd'hui l'itinéraire pour le moins controversé de Giopp dans l'antifascisme<sup>123</sup>. Cet ingénieur de formation, originaire du Frioul, occupait une position importante dans le groupe de la « *Giovane Italia* », responsable technique de l'action en Italie, et à ce titre était chargé d'organiser et de superviser les projets d'attentat. Arrêté au printemps 1928 puis envoyé en relégation, à Ponza, il aurait alors contracté un accord avec les services de l'OVRA, s'engageant à s'infiltrer parmi les exilés pour le compte des autorités fascistes, en échange de sa libération. Une fois en France, Giopp aurait rompu ce pacte, se prêtant cependant à un type de lutte faite d'actions démonstratives et de micro-attentats à la bombe, que la police politique exploita pour disqualifier l'opposition antifasciste.

Exilé au printemps 1930 à Paris pour trouver du travail, Bovone se tourna en fait vers le comité d'action de la « *Giovane Italia* », y voyant très certainement – et à raison – une source

<sup>121</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, b. 104, Rapport du 7 juillet 1930.

<sup>122</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, b. 104, Rapport du 13 novembre 1932.

<sup>123</sup> Franzinelli (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA*, op. cit., p. 210-212.

de revenus potentielle. Nous manquons malheureusement de documents sur son cas et, en l'absence d'autres archives que ceux de la police politique et de quelques lettres<sup>124</sup>, il serait difficile sinon malhonnête de fixer une image définitive de cet homme, par exemple celle du mercenaire. Toutefois, il semble assez clair que Domenico Bovone n'était pas un militant antifasciste, et que, plus largement, il présentait très peu de dispositions et de goût pour la politique. Quoiqu'il en fût, cette qualité importait peu aux dirigeants de la « *Giovane Italia* ». Ceux-là semblaient en effet rechercher, non des personnes capables de raisonner, de débattre ou d'élaborer des programmes, mais des individus prêts à risquer leur vie. Bovone, lequel souscrivit une police d'assurance-vie dès après s'être engagé auprès de Giopp et de Rossetti, correspondait à ce profil. Du reste, sa première action fut un succès : rentré clandestinement en Italie, il parcourut la ville de Gênes en automobile, lâchant de-ci de-là des tracts imprimés à Paris par la « *Giovane Italia* »<sup>125</sup>.

Cette manifestation, isolée et moins spectaculaire que le raid aérien, fut tout à fait ignorée des autorités et de la presse italienne. Le régime laissait faire. On observe la même absence de réaction du côté des autorités après chaque attentat à la bombe qu'accomplit l'homme de main de Giopp et de Fachinetti, dans plusieurs villes italiennes. L'objectif de ces attentats était de provoquer un sentiment de confusion et de générer, dans l'opinion, l'idée d'un mécontentement diffus. Le but n'était donc pas de faire des victimes, de s'en prendre à la population ni même aux représentants de l'autorité. Les premières explosions eurent lieu au printemps 1931, à Trieste, Naples, Gênes et Turin. Le 31 mars, en marge des procès contre Schirru et les organisateurs clandestins de « *Giustizia e Libertà* », Bovone dissimula quatre bombes dans la ville de Bologne dont l'une, repérée par un passant, provoqua la mort accidentelle d'un agent de police. Plusieurs attentats eurent ainsi lieu, à une fréquence régulière, entre le printemps et l'été : le 17 juin, trois bombes explosèrent à nouveau à Turin ; puis quatre, le 27 juin à Gênes ; encore une, le 16 juillet, toujours à Gênes.

La dernière bombe explosa le 5 septembre, de façon accidentelle, au domicile familial. Abandonnant alors sa réserve, l'Agence Stefani révéla, quarante-huit heures après les faits, les premiers résultats de l'enquête, fondée en partie sur les observations de la police, au cours des mois précédant le drame :

<sup>124</sup> Les lettres de Bovone à Giopp furent confiées en 2008 à l'historien Mimmo Franzinelli par sa fille, Luciana Giopp Caroti, décédée en 2009.

<sup>125</sup> « Il manifestino lanciato a Genova da una automobile », *La Libertà*, 26 février 1931. Domenico Bovone accomplit ce geste le 8 février 1931, aidé de l'un de ses amis, Carlo Enzo.



L'enquête et la correspondance séquestrée ont établi que Bovone – qui s'était fréquemment rendu en France – se trouvait [...] en relation directe avec des éléments de la Concentration Antifasciste, pour le compte de laquelle il exerçait en Italie son activité criminelle. Il a également été établi que les actes terroristes récemment survenus à Bologne, Turin et Gênes sont dus à Bovone et à ses complices [...] qui prévoyaient d'en exécuter d'autres dans plusieurs villes du Royaume<sup>126</sup>.

L'enquête de la Commission d'instruction prit fin au début de juin 1932. Domenico Bovone fut renvoyé devant les juges du Tribunal spécial, aux côtés, notamment, de l'anarchiste Ersilio Belloni, du gielliste Giuseppe Germani, et de Pietro Meloni. Tous les quatre eurent à répondre des crimes d'attentat contre Mussolini, de l'organisation de complots contre la sécurité de l'État, et enfin des destructions et des morts involontaires provoquées par les explosions d'engins explosifs. Les audiences débutèrent à la mi-juin, peu de jours seulement avant le procès d'un autre anarchiste, Angelo Sbardellotto, jugé pour des chefs d'accusation peu ou prou similaires.

Qui était Angelo Sbardellotto<sup>127</sup> ? Comment son nom se retrouva-t-il mêlé avec ceux des dirigeants du comité parisien de « *Giustizia e Libertà* » ?

Né en 1907 dans la province de Belluno au sein d'un foyer dont le père exerçait le métier de meunier et dont il était le cinquième enfant, Sbardellotto fut employé très jeune comme palefrenier dans une auberge. À dix-sept ans, il suivit l'un de ses frères, émigré en France, où les rejoignit également leur père. Sbardellotto s'établit à Seraing, en Belgique, pour travailler dans l'industrie minière. D'après les renseignements de la police politique, sa militance anarchiste daterait de cette période : les premiers signalements remontent au mois d'avril 1929, mentionnant son activité de propagande, dans le cadre de la campagne pour la libération de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti.

<sup>126</sup> « Dalle indagini stesse e dalla corrispondenza sequestrata è stato accertato che il Bovone - il quale si era recato in questi ultimi tempi frequentemente in Francia - era, con la complicità di altre apersona, già assicurate alla giustizia, in diretti rapporti con elementi della Concentrazione Antifascista, per incarico della quale svolgeva in Italia la sua attività criminosa. E' stato inoltre accertato che gli atti terroristici recentemente verificatisi a Bologna, Torino e Genova si devono al Bovone e complici - sempre d'accordo con la Concentrazione Antifascista - e che di altri si stava organizzando l'esecuzione in varie città del Regno. », dans « Orrenda esplosione a Genova. Un terrorista mutilato, la madre uccisa », *La Libertà*, 10 septembre 1931.

<sup>127</sup> Fucci (Franco), *Le polizie di Mussolini*, Milan, Mursia, 1985, p. 190-210 ; Galzerano (Giuseppe), *Angelo Sbardellotto : vita, processo e morte dell'emigrante anarchico fucilato per l'intenzione di uccidere Mussolini*, Casalvelino Scalo, Galzerano, 2003. Aux Archives centrales italiennes, plusieurs dossiers sont en outre consacrés à sa personne : le fichier du *casellario*, les renseignements obtenus à l'étranger par la police politique, les documents liés à la procédure devant le Tribunal spécial et un dossier classé sous la catégorie « H2 » de la division des affaires générales et réservées. Voir : ACS, CPC, b. 4639 ; ACS, MI, DGPS, DPP, b. 88/A ; ACS, TSDS, f. 3680 ; ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. H2, f. 267.

Nous manquons de renseignements pour les trois années qui suivent, jusqu'au printemps 1932. Son nom est cité dans un rapport du préfet de Belluno, en date du 29 mai 1932, lequel confirma le ministère sur la résidence de Sbardello à l'étranger. Cependant, au tout début de juin, le 4, deux agents interpellèrent à Rome, *piazza Venezia*, un jeune homme « à l'aspect inquiet », en possession d'un passeport suisse. Au bureau de police voisin, situé dans le palais Bonaparte, les fonctionnaires fouillèrent l'individu et trouvèrent sur lui, un pistolet automatique chargé et deux bombes. Interrogé, Sbardello affirma très explicitement son intention d'attenter à la vie du chef du gouvernement, Mussolini. Placé immédiatement en état d'arrestation puis accompagné jusqu'au siège du préfet de police, où il subit plusieurs interrogatoires<sup>128</sup>, Sbardello confessa avoir projeté son crime au moment où Mussolini se rendait sur le Janicule, le jour même, pour la cérémonie d'inauguration du monument en mémoire d'Anita Garibaldi. Ayant perdu l'itinéraire finalement emprunté le par cortège officiel, il serait retourné au centre de Rome pour surveiller le retour de Mussolini. Sbardello révéla en outre, avoir programmé l'attentat à trois autres reprises par le passé, notamment le 28 octobre 1931, en marge de la célébration organisée pour l'anniversaire de la marche sur Rome. Sa présence sur le sol italien ne fut cependant jamais notifiée par les autorités.

Deux jours après ces premières révélations, l'accusé fut conduit à déposer par écrit l'identité de ses complices ou commanditaires. Trois noms furent ainsi révélés, celui de Vittorio Cantarelli, d'Emidio Recchioni, et enfin d'Alberto Tarchiani, trois exilés antifascistes<sup>129</sup> réfugiés dans trois capitales européennes, à Bruxelles, Londres et Paris. Le premier aurait inspiré le projet d'attentat, les deux autres fournissant respectivement l'argent et les armes.

Renvoyé devant le procureur général qui lui demanda de reconnaître à nouveau sa culpabilité, Sbardello était finalement convoqué pour son procès, le 16 juin au matin, au terme d'une enquête expresse de moins d'une semaine. Le 12, le quotidien *La Stampa* annonçait au public la tenue prochaine du procès, saluant « la célérité fasciste » des magistrats et des enquêteurs de police. D'après le journaliste, le juge Guido Cristini, présidant les débats, n'avait prévu qu'une seule audience. L'enjeu du procès était en effet déjà scellé. Il s'agissait de rejouer,

<sup>128</sup> Franzinelli évoque même la possibilité d'actes de torture. Franzinelli (Mimmo), *Il Tribunale del duce. La giustizia fascista e le sue vittime (1927-1943)*, op. cit., p. 127.

<sup>129</sup> Vittorio Cantarelli émigra à Paris en septembre 1922. Déclaré comme anarchiste, il bénéficiait seulement d'autorisations de séjour provisoire et fut ainsi contraint à chercher l'asile entre la France, la Suisse et la Belgique. Emidio Recchioni était également anarchiste, réfugié quant à lui à Londres où il gérait une épicerie. C'est lui qui avait financé le projet d'attentat de Michele Schirru.



sous le regard de l'opinion, la scène des révélations incriminant l'anarchiste et ses trois commanditaires, réfugiés à l'étranger.

### **La mise en scène d'une justice « antiterroriste »**

Le principe des grands procès politique à vocation pédagogique, on le sait, fait partie intégrante de la culture politique bolchévique, et ce dès les premières années du régime soviétique<sup>130</sup>. Lénine, le premier, a énoncé clairement les « principes pédagogiques » du procès public ; Trotski, lui aussi, s'en est fait le promoteur convaincu. Enfin, chez Staline, le recours au procès dit « exemplaire » apparaît comme une mesure essentielle de sa pratique politique.

Les représentants italiens du régime fasciste, de leur côté, ont certes moins théorisé la question du rôle politique de la justice, mais ils ont pourtant montré, par leur action et leurs décisions, que le dispositif du procès pouvait recouvrir des fonctions politiques. Cette mise en scène la plus ostentatoire de la répression présentait ainsi des enjeux de gouvernement et d'encadrement de la population, mais aussi des intérêts diplomatiques, dans les rapports de l'Italie avec ses voisins européens accueillant sur leur sol des réfugiés politiques.

Du reste, le parallèle ici brièvement tracé – et sans doute, schématique – sur la place du procès de justice dans la construction ou la confirmation d'un pouvoir fort, en Union soviétique et dans l'Italie fasciste, nous est en fait directement inspiré par un commentateur de l'époque, victime de la répression bolchévique et observateur avisé de la justice du Tribunal spécial.

Le 15 juin, au lendemain de l'ouverture du procès contre Bovone et sept autres accusés antifascistes, Oreste Rosenfeld, un ancien menchevik, osa en effet la comparaison entre les deux régimes, dans le journal socialiste *Le Populaire*. Sous sa plume, le procès de Rome était ainsi décrit comme une « réplique du fameux procès de Moscou » contre ses anciens camarades :

Comme celui des « mencheviks », il est monté de pièces différentes, réunies arbitrairement, comprenant des hommes qui ne se connaissent même pas et, tout cela, dans le but évident d'essayer de compromettre des militants antifascistes qui se livraient à la propagande, avec des anarchistes qui préparaient des attentats, et d'atteindre ainsi les émigrés politiques réfugiés en France.

Comme le procès de Moscou, celui de Rome est basé uniquement sur les « aveux » des inculpés et sur les « dénonciations » des uns contre les autres. Par la torture physique ou morale, par la présentation de fausses déclarations des coinceulés, par la menace de la peine capitale accompagnée de promesse de la vie sauve, la police du duce a obtenu les

<sup>130</sup> Kriegel (Annie), *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972 ; Werth (Nicolas), « La mise en scène pédagogique des grands procès staliniens », *Le Temps des médias*, 2010/2, n°15, p. 142-155.

déclarations voulues pour formuler des accusations contre des proscrits et contre leur organisation de Paris.

Le procès du printemps 1931 contre Raphael Abramovitch Rein et d'autres chefs mencheviks à l'étrangers, dénoncés comme « saboteurs » et agents de la « conjuration antibolcheviste internationale », poursuivait des objectifs intérieurs, afin de faire porter à d'autres la responsabilité de la crise économique et les effets du plan quinquennal. Différent, cependant, était le but de Mussolini, comme le remarquait Rosenfeld :

Il ne se défend pas. Il attaque. Le procès n'est pas monté pour des besoins de la politique intérieure, mais des fins diplomatiques. Il veut atteindre les socialistes et les républicains italiens en France. Il veut obtenir du gouvernement français l'interdiction des organisations italiennes, peut-être même l'expulsion de nos amis<sup>131</sup>.

Du reste, le réquisitoire prononcé par l'avocat général, au deuxième et dernier jour du procès, était limpide à ce propos. Celui-ci attaqua en effet directement les exilés, « indignes figures qui, protégés de tous les dangers, conspirent en terre étrangère contre les destins glorieux de l'Italie Fasciste » :

[...] rassemblement de chiens affamés, de pharisiens, de traîtres et de lâches imposteurs qui, profitant de la large hospitalité dont ils jouissent, la récompensent avec le sang des innocents et, dans leur forge infernale, préparent les crimes les plus sombres afin d'apporter le deuil à l'Italie<sup>132</sup>.

À Paris, dans son édition du 23 juin, au moment de tirer les conclusions d'un procès-événement, *La Nuova Italia*, l'organe consulaire, et donc pro-fasciste, dirigé par Fiorino Dal Padulo, choisit ces deux titres accusateurs, étalés en première et deuxième page : « C'est la Concentration antifasciste de Paris qui a organisé les attentats contre Mussolini ainsi que les dévastations et les massacres » ; « Paris, repaire des crapules antifascistes ».

Dans le même journal, René Farnier témoignait de son « espoir » que le procès puisse exercer une influence au point de vue politique, et se félicitait de ce que *La Nuova Italia* prit l'initiative d'en « donner un compte rendu complet en langue française », ajoutant :

Pour le moment, l'opinion politique française est alertée. Le jour où elle comprendra que le principal obstacle à l'amitié franco-italienne réside dans l'activité politique des

<sup>131</sup> Rosenfeld (Oreste), « À propos du procès de Rome. La manœuvre de Mussolini », *Le Populaire*, 15 juin 1932.

<sup>132</sup> « [...] indegni figure che, al riparo da ogni pericolo, tramano in terra straniera contro i gloriosi destini dell'Italia Fascista, accolta di cani famelici, di farisei, di traditori e vili impostori che, usufruendo dell'ampia ospitalità di cui godono, la ricompensano con il sangue degli innocenti, nella fucina infernale preparano i più foschi delitti al fine di apportare lutto all'Italia », dans « La serrata requisitoria del PM », *Il Giornale d'Italia*, 16 juin 1932.

immigrés antifascistes, ce jour-là, elle pourra peut-être conserver sa sympathie ou sa pitié à ces immigrants, mais elle ne leur reconnaîtra plus le droit de s'occuper du rapprochement franco-italien, qu'ils ont un intérêt à combattre. Et alors il y aura un grand pas de fait dans la voie où nous nous sommes engagés<sup>133</sup>.

Lors du premier procès, qui rassemblait huit accusés dont le seul point commun était leur lien présumé avec la Concentration, la question des financements, seules traces – avec la correspondance – des complicités entre les réfugiés et les accusés fut centrale dans le déroulement des interrogatoires par le président du tribunal.

Le premier à témoigner, Ersilio Belloni exprima devant le juge ses soupçons au sujet du rassemblement interpartisan, composé à ses yeux de « professionnels politiques » dont ils se sentaient profondément éloignés. Il déclara ainsi que la Concentration recevait de l'argent de la franc-maçonnerie, sans étayer une opinion qu'il avait déjà présentée aux policiers, lors des interrogatoires suivant son arrestation. Belloni dénonça aussi « les mensonges » de l'antifascisme, l'aveuglement des réfugiés, leur manque d'objectivité sur la situation italienne et, enfin, le sentiment d'avoir été « manipulé » :

*Président.* – C'est seulement pour l'argent, que vous avez accepté d'effectuer l'attentat ?  
*Accusé.* – Non. J'avais appris par les journaux antifascistes que la situation en Italie était catastrophique, et c'est là surtout la raison qui m'a poussé à agir. En arrivant en Italie, j'ai constaté que la situation était en fait tout autre, l'opposé de celle dépeinte à l'étranger par les « fuorusciti ». On m'avait empoisonné par des mensonges. Je déclare qu'après avoir constaté que l'Italie était dans une situation satisfaisante, j'avais décidé de ne pas me servir de la bombe et, si entre temps je n'avais pas été arrêté, je serais retourné à Paris pour dire aux membres de la Concentration antifasciste qu'ils étaient des menteurs.

Comment réagirent les antifascistes, à Paris, face à de tels reniements ? En fait, ils les utilisèrent pour prouver leur innocence. Par ces blâmes et ces accusations, l'inculpé ne témoignait-il pas, en effet, de l'impossibilité de travailler ou de se mettre au service d'une organisation pour laquelle il exprimait autant d'opprobre ?<sup>134</sup>

Reste que l'argent pouvait aussi aplanir tous les différends politiques. La cupidité de quelques accusés fut ainsi mise en avant par le président du tribunal. Si Pietro Meloni dénia les allégations du tribunal concernant ses liens supposés avec les antifascistes réfugiés à Paris, Domenico Bovone confirma au juge ses appétits financiers et déclara avoir reçu, au cours de cinq mois, plus de 30 000 liras.

<sup>133</sup> Farnier (René), « Espérons », *La Nuova Italia*, 23 juin 1932.

<sup>134</sup> « Castello di menzogne », *La Libertà*, 23 juin 1932.

*La Libertà*, qui évita soigneusement le sujet, rappela cependant à ses lecteurs les sévices subis par l'un des accusés, l'anarchiste Luigi Delfini. Malade, celui-ci fut en effet contraint de quitter momentanément le prétoire à deux reprises pendant l'audience, affirmant que son état de santé avait empiré par suite des mauvais traitements reçus pendant sa détention<sup>135</sup>. Même *L'Italia Nuova* n'évoluta pas la question, soudain beaucoup plus subtile dans ses propos – le journal, reprenant en cela les mots du président du tribunal, affirmait dans le même temps avec aplomb que le « Tonelli » évoqué dans le récit de Bovone était en fait Rosselli, se fondant ici uniquement sur la sonorité voisine des deux noms<sup>136</sup>. Le journaliste écrivait par exemple ceci :

Oui, l'accusé Delfini a protesté ; mais il n'a pas dit que sa confession lui a été extorquée. Pas du tout. Par conséquent sa confession demeure spontanée. Si vraiment – et nous en doutons – il a reçu des punitions, c'est parce qu'il les a méritées. Pour mieux prouver que les confessions n'ont pas été extorquées, il faut dire qu'aucun autre imputé n'a fait la moindre rétractation ou avancé la moindre rectification ou réserve<sup>137</sup>.

Le compte rendu rédigé en français dans l'organe du fascisme à Paris appuyait en effet sur la légitimité du tribunal et sur la validité de la procédure : « tous les accusés ont avoué les crimes qui leur ont été reprochés par l'acte d'accusation ». Ces aveux, était-il encore précisé, furent « spontanés » car, en avouant « la tâche délictueuse que les membres de la Concentration antifasciste de Paris leur avait confiée », les accusés pouvaient enfin « libérer leur conscience ».

C'est que cette question sur la légalité du Tribunal spécial, la façon dont un régime comme le fascisme fut conduit à juger des accusés pour des faits criminels terroristes, était l'autre enjeu de ces procès, et de leur médiatisation à l'étranger. En France, l'opinion se rappelait par exemple de la campagne autour du procès contre les « vingt-quatre intellectuels » antifascistes, ou encore, de celle ayant accompagné la mise en accusation d'un professeur belge, Léo Moulin, arrêté par la police italienne au printemps 1931 et condamné dans la foulée<sup>138</sup>.

<sup>135</sup> « La sinistre comédie a commencé devant le Tribunal Spécial. Compte rendu transmis par l'Agence Havas », *Le Populaire*, 15 juin 1932 ; « Una dichiarazione della Concentrazione », *La Libertà*, 23 juin 1932.

<sup>136</sup> Umberto Tonelli était un socialiste qu'avait connu Bovone à Milan et qu'il retrouva après son exil, à Paris. Proche de la Concentration, c'est lui qui mit Bovone en relation avec l'anarchiste Gino Bibbi. Cependant, les déclarations de Bovone à ce sujet, au cours des interrogatoires précédant le procès, différaient légèrement : Tonelli est prénommé Umberto dans un témoignage, et Alberto dans un autre.

<sup>137</sup> « C'est la Concentration antifasciste de Paris qui a organisé les attentats contre Mussolini ainsi que les dévastations et les massacres », *L'Italia Nuova*, 23 juin 1932.

<sup>138</sup> Au printemps 1931, la police fasciste arrêta ce professeur belge, par ailleurs signataire du manifeste en soutien des « vingt-quatre intellectuels » antifascistes. Léo Moulin avait reçu une mission de la part de Bassanesi, qu'ignorait donc le comité directeur gielliste de Paris. Il devait rejoindre l'Italie depuis Bruxelles, afin de porter du matériel de propagande, dans une malle à double-fond, aux cadres de l'organisation clandestine. Cependant, l'échec de l'entreprise provoqua son arrestation et celle de deux autres membres clandestins, parmi les plus actifs, à Milan Vittorio Albasini Scrosati et Bruno Maffi. Giuseppe Faravelli parvint quant à lui à s'exiler par la Suisse avant de rejoindre la France.

René Farnier, dans *L'Italia Nuova*, regrettait par exemple que ce journal, ou un autre, n'eût pas déjà, à cette époque, accompli le même effort pour « informer » l'opinion française au sujet de cette affaire. Celle-ci « aurait vu clairement combien [...] elle [fut] grossièrement trompée », ajoutait ce fervent supporter du rapprochement franco-italien.

*La Libertà*, quant à elle, remémora l'épisode, sollicitant un témoignage du professeur, remis en liberté après treize mois de détention et une campagne mobilisant l'opinion à Bruxelles. Léo Moulin retranscrit ainsi ses impressions sur la « justice et les méthodes du fascisme », bien pire à ses yeux que l'expérience des « tribunaux de guerre allemands pendant l'occupation » de la Belgique, au début de la Grande Guerre. L'antifascisme tenait, dans ce témoignage, un sujet exemplaire pour expliquer et rappeler, dans les grandes lignes, le fonctionnement de la justice d'exception appliquée en Italie contre les opposants au régime :

L'accusé n'a aucune garantie de défense. Du reste, l'instruction est secrète et l'avocat lui-même ne peut en prendre connaissance que quelques jours avant le procès. Mais, le défenseur, devant le Tribunal spécial, n'est qu'un instrument de la « justice » fasciste. Il est choisi sur une liste spéciale d'avocats qui sont autorisés à exercer devant le tribunal d'exception.

Estimant avoir bénéficié d'un statut privilégié, du fait de sa nationalité belge, le professeur Léo Moulin tint cependant à rappeler le recours habituel à la torture, durant la phase d'instruction :

*L'usage de la torture est très courant pendant toute la période d'instruction : les violences les plus atroces sont commises sur les personnes arrêtées pour qu'elles révèlent les prétendus complices ou disent ce qu'elles savent. Les déclarations arrachées aux accusés de cette manière n'ont aucune valeur : elles sont extorquées par la terreur et contiennent ce que le fascisme, pour ses buts politiques, a intérêt à ce qu'il soit mis en évidence<sup>139</sup>.*

Ces « preuves » étaient mises en exergue selon un scénario reproduit et répété dans d'autres procès, suivant lequel l'enjeu de l'audience n'était plus d'organiser la confrontation contradictoire des points de vue, mais de faire participer l'accusé à sa propre condamnation et

<sup>139</sup> « L'imputato non ha nessuna garanzia di difesa. Intanto la istruttoria è segreta e lo stesso avvocato può prenderne cognizione soltanto qualche giorno prima del processo. Ma il difensore davanti al Tribunale speciale non è che uno strumento della « giustizia » fascista. Egli è scelto in una lista speciale di avvocati che possono « difendere » davanti al tribunale di eccezione. [...] *La tortura è il sistema corrente durante tutto il periodo istruttorio* : le violenze più atroci sono commesse sugli arrestati perchè rivellino i pretesi complici o dicano ciò che sanno. Le dichiarazioni strappate agli imputati in questa maniera non hanno nessun valore : sono estorte col terrore e contengono ciò che il fascismo, per i suoi scopi politici, ha interesse che sia messo in evidenza. », dans « La "giustizia" e i metodi del fascismo nelle impressioni del prof. Moulin. "Peggio che davanti ai tribunali di guerra tedeschi durante l'occupazione" », *La Libertà*, 23 juin 1932.

à celle de ses présumés complices. Cela est parfaitement étayé par le second procès tenu le 16 juin 1931, contre Angelo Sbardello, et qui ne dura qu'une poignée d'heures.

Cette courte et unique audience débuta par la lecture de l'acte de dénonciation rédigé par la préfecture de police de Rome, et fondée sur les propres confessions de l'accusé. Ensuite, le président du tribunal et ses assesseurs présentèrent, au public présent dans la salle et aux journalistes, une séquence dont le scénario avait été soigneusement établi pour authentifier le témoignage de l'accusé en même temps que les méthodes d'enquête de la police.

Dans sa déclaration, Sbardello avait formellement indiqué les noms de Cantarelli, de « Nemo » (pour Recchioni) et de Tarchiani<sup>140</sup>. Il dit aussi avoir rencontré l'ancien rédacteur du *Corriere della Sera*, à Paris, juste avant son départ pour l'Italie. Au cours du procès, les juges exposèrent sous ses yeux deux photographies, l'une représentant un portrait de Recchioni, l'autre celui de Tarchiani. L'accusé confirma reconnaître les deux hommes qui lui fournirent le nécessaire pour mettre à exécution son crime.

Sur ce, intervint le réquisitoire du procureur :

Qui est Angelo Sbardello ?, interrogea-t-il de manière rhétorique. Un corps errant, arraché dès l'adolescence du noyau familial, ne sachant même pas si ceux qui lui ont donné la vie sont encore vivants : un esprit qui aspire à la scélératesse, car la lecture de livres délétères y a éteint tout éclat de bonté, toute foi lumineuse comme tout idéal. Voici l'instrument, si j'ose dire, dont se sont servis Alberto Tarchiani, de la Concentration antifasciste de Paris, et les anarchistes Vittorio Cantarelli et Emidio Recchioni<sup>141</sup>.

Du reste, l'issue du procès était pressentie à l'avance ; la sentence du tribunal devait fournir au régime une déclaration nette contre les actes « terroristes de criminels sans foi ni Patrie » : Angelo Sbardello serait condamné à la peine capitale.

Aussi dès que Sbardello confirma son intention de commettre l'attentat, la condamnation à mort s'imposait. Selon l'article 280 du Code pénal, sur lequel s'appuyait l'argumentation de la cour, la réalisation effective de l'attentat n'était pas pertinente pour juger un tel cas. En d'autres termes, le crime existait dès lors que l'accusé avait témoigné devant les juges de « sa

<sup>140</sup> « Le projet d'attentat contre Mussolini », *Journal des débats politiques et littéraires*, 14 juin 1932.

<sup>141</sup> « Chi è Angelo Sbardello . Un corpo randagio, scerpato nell'adolescenza al ceppo familiare, insciente se da coloro da cui ebbe l'essere siano ancora vivi o no : un'anima anelante alla scellerataggine, perchè la lettura di libri deleteri vi ha spento ogni raggio di bontà, ogni luce di fede e ogni ideale. Ecco lo strumento perniciosissimo, mi sia lecito dire, dell'intera umanità di cui si è servito Alberto Tarchiani, della Concentrazione antifascista di Parigi, con la cooperazione degli anarchici Vittorio Cantarelli ed Emidio Recchioni », cité dans *Il Popolo d'Italia*, 17 juin 1932.

volonté d'atteindre par tous les efforts possibles le but délictueux qu'il s'était proposé », que celui-ci ait été réalisé ou non<sup>142</sup>.

La sentence de la cour devait être affichée dans toutes les communes du Royaume. La justice « doit défendre non seulement un Homme protégé par la Divine Providence, mais une Nation toute entière : notre grande Italie Fasciste ! » avait conclu le procureur général<sup>143</sup>.

La presse du régime s'employa à diffuser ce sentiment d'unité nationale parmi l'opinion, quelques jours avant l'ouverture du procès. Voici, par exemple, le genre de déclarations patriotiques que les journalistes sollicitèrent chez la jeunesse italienne : à la question du traitement qu'il faudrait appliquer à Sbardello, un jeune garçon répondit qu'il le « [ferait] mettre en prison, puis fusiller », une autre « petite fille » choisit quant à elle la pendaison, un autre affirmait qu'il faudrait le « brûler vif ». Certains témoignages faisaient assaut d'imagination et de détails dans l'horreur et le morbide : quand l'un « voulait jeter » le « monstrueux individu » dans « une de ces prisons où il y a toujours de l'eau, puis, au bout de trois mois, le fusiller », un autre voulait « lui [attacher] une corde au cou » pour le suspendre à « une branche d'arbre » afin de le pendre<sup>144</sup>.

L'avocat commis d'office de Sbardello, Michele Fusco, exprima autant de dégoût et de haine pour son client, se montrant un brin plus humaniste que ces enfants dans la peine réclamée devant le juge :

J'ai accepté la lourde charge qui m'a été confiée par la confiance du Tribunal le cœur saignant mais avec la discipline du soldat, commença-t-il. Après autant d'années d'expérience, je n'ai jamais assisté à un interrogatoire effectué avec autant de cynisme ; ma conscience en a été troublée, et je me force aujourd'hui de rester à mon poste pour accomplir mon devoir. [Sbardello est] un fanatique exalté, tombé dans les mains de lâches commanditaires qui vivent en sécurité en terres étrangères [...].

Aussi l'avocat demanda à ce que la peine de mort fut transmuée en peine de prison à perpétuité :

<sup>142</sup> ACS, TSDS, Procedimento penale contro Sbardello Angelo, b. 384, f. 3680 ; ACS, TSDS, Registri delle sentenze, A. 1932, n. 51.

<sup>143</sup> « La spada della giustizia che oggi è a voi affidata, deve difendere non un Uomo che la Divina Provvidenza protegge, ma un'intera Nazione : la nostra grande Italia Fascista ! », cité dans *Il Popolo d'Italia*, 17 juin 1932.

<sup>144</sup> Témoignages publiés dans *La Gazzetta del Popolo* du 11 juin 1932 et reproduits dans Marie (Françoise), « Les soldats sont les enfants des poupées », *Commune*, n°11-12, juillet-août 1934, p. 1273-1277.

Parce qu'en prison il n'y a qu'un malade, tandis que les véritables délinquants sont à Paris<sup>145</sup>.

Sa réclamation ne fut pas entendue. Le 16 juin, vingt-quatre heures après que le tribunal ait prononcé une première condamnation à mort contre Domenico Bovone<sup>146</sup>, la même peine fut décidée contre Angelo Sbardellotto. Et le lendemain, à l'aurore, les deux hommes furent exécutés à Forte Bravetta, au sud-ouest de Rome, par le 112<sup>e</sup> bataillon des Chemises noires.

### À Paris, quelles conséquences ?

Les procès organisés à Rome pour réprimer le « terrorisme » antifasciste et condamner, au moins sur le plan politique, l'accueil par la France de réfugiés italiens opposés au régime, induisent-ils de réels changements pour la situation de ces derniers ? On peut d'abord considérer la presse comme un premier indicateur de la réception de ces procès et de leur efficacité dans la construction, ou la consolidation, d'un imaginaire sécuritaire autour de l'antifascisme. L'ensemble des journaux français, presse départementale comprise, rapportèrent la nouvelle de la condamnation à mort et de l'exécution des deux « anarchistes », Domenico Bovone et Angelo Sbardellotto. Certains périodiques avaient déjà informé leurs lecteurs des arrestations des deux hommes, en s'appuyant sur les rapports rédigés par les magistrats, lesquels faisaient explicitement mention des liens présumés entre les « terroristes » et les *fuorusciti*. *L'Œuvre* par exemple, un quotidien pourtant réputé favorable à la cause des antifascistes, détaillait ainsi les conclusions des travaux de la commission d'instruction spéciale pour la défense de l'État, sans contextualiser davantage le cadre d'action de cette institution et reprenant à son propre compte, les termes dudit rapport : « En janvier 1931, peut-on ainsi lire dans l'édition du 7 juin 1932, la concentration anti-fasciste de Paris ayant décidé un attentat contre le Duce, en chargea l'anarchiste Belloni et le républicain Luigi Delfini et leur remettait deux revolvers, des bombes, de l'encre sympathique et des faux documents.<sup>147</sup> »

Rares, du reste, sont les titres qui accordèrent une attention patiente à ces affaires. L'événement est le plus souvent traité sous forme de brève. Les rédactions, soumises au double impératif du rendement et de l'accélération des nouvelles, se contentaient de recopier les

<sup>145</sup> « Ho accettato il grave incarico che mi è stato affidato dalla fiducia del Tribunale con cuore sanguinato ma con disciplina di soldato, commençai-t-il. In tanti anni di professione mai ho assistito ad un interrogatorio reso con tanto cinismo ; la mia coscienza si è rivolta, mi faccio forza e rimango al mio posto per compiere il mio dovere. [Sbardellotto è] un fanatico esaltato capitato nelle mani dei vigliacchi mandanti che vivono al sicuro in terra straniera [...] perché in gabbia c'è un ammaloato, mentre i delinquenti veri sono a Parigi. », cité dans Franzinelli (Mimmo), *Il Tribunale del duce. La giustizia fascista e le sue vittime (1927-1943)*, op. cit., p. 131.

<sup>146</sup> Les sept autres accusés dans ce procès furent condamnés à dix années d'emprisonnement.

<sup>147</sup> « Après l'attentat contre M. Mussolini. La répression de l'antifascisme », *L'Œuvre*, 7 juin 1932.



contenus proposés sur le marché de l'information par les différentes agences de presse. Contrôler ce canal, comme le faisait le régime italien par le biais de l'Agence *Stefani*, pouvait donc suffire, peut-on penser, pour influencer le contenu des différents quotidiens d'information générale, les plus vendus et donc aussi les plus lus par le public.

Citons ici seulement deux exemples : l'un tiré d'un quotidien régional, dont le rayonnement s'étendait sur un territoire assez peu concerné par l'immigration italienne ; l'autre, celui d'un journal considéré comme « sérieux », connu pour sa proximité avec le ministère des Affaires étrangères. L'article paru dans *L'Ouest-Éclair* du 17 juin 1932 dépasse en longueur la moyenne des brèves consacrées à cet événement. Écrite dans un style impersonnel, gage de neutralité et d'objectivité pour les journalistes de l'époque et les lecteurs, celle-ci déroule un compte-rendu soigné du procès, rapportant les déclarations de l'accusé, ses rapports avec les réfugiés politiques de Paris, Bruxelles et Londres, et la peine requise par l'avocat général. Aucun commentaire, là encore, sur la spécificité de la procédure fasciste ; à peine, une mention du « tribunal spécial », sans détailler ses attributions ni sa fonction<sup>148</sup>. L'article paru dans *Le Temps*, daté du 8 juin, est sans doute plus éloquent encore, par la partialité du point de vue adoptée. L'article est en fait un résumé de la situation policière en Italie, suite aux arrestations survenus depuis le début de l'année 1931. Rapportant l'état d'esprit des masses italiennes, les réactions indignées des autorités vaticanes devant la nouvelle des attentats ainsi que les « manifestations chaleureuses » à l'égard de Mussolini, le journaliste fait ainsi le compte des démonstrations de soutien et d'unité autour du *duce* :

À Rome, M. Mussolini a été acclamé.

À Venise, le carillon de Saint-Marc a sonné à toute volée. À Pesaro, un grand cortège a parcouru les rues de la ville en chantant. À Cagliari, la foule s'est rendue sous les fenêtres du palais du gouverneur, acclamant M. Mussolini.

[...]

Le Saint-Père s'est montré vivement ému et a chargé le non apostolique, Mgr Borgongini Duca, de transmettre à M. Mussolini ses vives félicitations pour avoir échappé à l'attentat et l'expression de son indignation pour le crime qui était projeté.

L'*Osservatore romano* remercie la Providence d'avoir épargné à l'Italie le deuil dans lequel ont été plongés d'autres pays tout dernièrement<sup>149</sup>.

Quant aux responsables des attentats, à l'origine de cette protestation d'unité et de communion nationale, l'article, reprenant les rapports de la police italienne, indique que tous

<sup>148</sup> « Sbardello, auteur de l'attentat contre Mussolini, est condamné à mort », *L'Ouest-Éclair*, 17 juin 1932.

<sup>149</sup> « Le projet d'attentat contre M. Mussolini », *Le Temps*, 8 juin 1932.

ces « individus soudoyés pour commettre des attentats » ont avoué « avoir agi à l'instigation des organisations antifascistes ».

Les fonctionnaires du Quai d'Orsay étaient sans doute plus sensibles à l'opinion régnant en Italie, que la grande majorité de la population française. Le personnel diplomatique était en tout cas parfaitement attentif aux dénonciations prononcées dans les médias italiens contre la France. Un examen rapide du *Bulletin Quotidien de Presse Étrangère* suffit à le démontrer. L'édition du 10 juin, par exemple, répercute un article de *La Gazzetta del Popolo* intitulé « Les auteurs d'actes terroristes et d'attentats à la vie du duce sont armés et payés par les anti-fascistes de Paris au service de la maçonnerie française. » Un autre, de *La Stampa*, tient à peu près le même discours :

D'où vient l'argent ? [...] Selon toute probabilité, l'argent est recueilli au siège central desquelles, il y a quelques jours, Herriot, virtuellement investi du pouvoir, prononçait un discours. Tout conseille de croire qu'il ne s'agit pas seulement d'hommages rendus aux fameux Droits de l'homme [...], mais d'une complicité caractérisée. [...] la conviction se répand que les autorités responsables du pays qui hospitalise nos renégats considèrent l'émigration politique italienne comme un facteur à utiliser pour combattre et pour frapper le duce et le fascisme. La France préfère une Italie sans Mussolini et sans chemises noires et non pas tant pour des motifs idéologiques de principe que parce qu'il serait plus avantageux d'avoir près de soi une petite Italie à l'ancienne manière. Maçons et réactionnaires sont tous d'accord au fond sur ce point<sup>150</sup>.

Et Luigi Barzani, dans *Il Mattino* du 7 juin, de caricaturer à l'excès le pouvoir et l'influence de l'ancien ambassadeur Camille Barrère (1898-1919)<sup>151</sup> pour confirmer l'idée suivant laquelle la France manigancerait pour disposer d'une Italie faible, docile, comme lors des années précédant la guerre et le fascisme :

Qui fournit les fonds pour ces journaux anti-italiens d'injures qui vivent leur existence énigmatique en terre étrangère ? [...] Qui finance les voyages des organisateurs d'attentats ? Qui place son argent en avions et en imprimés, pour des vols ridicules à la frontière italienne ? Comme est-il possible que les Italiens, qui se rappellent des époques de lâcheté politique et d'humiliation nationale, le temps où des fonds pour soutenir les élections de députés radicaux italiens étaient notoirement fournis par la maçonnerie française, où l'ambassadeur de France Barrère gouvernait du palais Farnèse les gouvernements italiens, - comment est-il possible que les Italiens qui ont un peu de mémoire puissent croire que ce ne sont pas les mêmes forces, les mêmes buts et les

<sup>150</sup> « Le projet d'attentat contre M. Mussolini », *Bulletin Quotidien de Presse Étrangère*, n°5068, 10 juin 1932.

<sup>151</sup> Sur Camille Barrère : Noël (Léon), « Camille Barrère », *Hommes et mondes*, vol. 1, n°3, octobre 1946, p. 102-125 ; Ferragu (Gilles), *Camille Barrère, ambassadeur de France à Rome*, thèse de doctorat en Histoire dirigée par Philippe Levillain, université Paris 10, 1999 ; Le Moal (Frédéric), « Le palais Farnèse pendant la crise franco-italienne de 1919 : nouvelles pistes de recherche », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 118, n°1, 2006, p. 189-198 ; Id., « L'année 1915 dans les relations franco-italiennes : l'année de la rupture ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2005/4, n°220, p. 5-22.

mêmes caisses qui sont aujourd'hui en jeu ? Qu'a fait la France pour dissiper ces doutes qui refroidissent les plus sincères élans de cordialité ? Rien. Elle a offert à des assassins anti-fascistes la clémence des tribunaux et la sympathie de la presse<sup>152</sup>.

Le paradoxe voulait que la presse politique de gauche, proche de l'antifascisme et qui accueillait aussi bien quelques plumes italiennes, accusait de même l'Ambassade italienne de corrompre la grande presse d'informations générale. Ernesto Caporali<sup>153</sup>, dans *Le Peuple*, l'organe de la CGT, s'indignait par exemple de ce que les rédactions des grands quotidiens se soient « bornés » à publier les communiqués transmis par l'agence officielle italienne :

Par conséquent, en concluait-il, Bovone et Sbardellotto, pour les pauvres bougres qui lisent et croient les journaux d'information (*dont quelques-uns connaissent de près le trésorier de l'Ambassade d'Italie*), ne sont que de vulgaires criminels que le fascisme a exécutés, avec toutes les règles juridiques et morales<sup>154</sup>.

Du reste, ces allusions étaient certainement plus sensées et proches de la vérité – à défaut d'être authentiquement fondées – que celles parues dans la presse officielle italienne<sup>155</sup>. Aucune chance, cependant, qu'elles atteignent leur cible. En revanche, l'exaltation héroïque des deux condamnés à mort, par le même auteur, firent le bonheur de certains journaux fascistes. *L'Italia Nuova* commenta l'affaire en concluant, au bout d'une argumentation spécieuse, que si « tous les organes antifascistes » célébraient ainsi Bovone et Sbardellotto, c'est bien que ces derniers eussent dit la vérité, en accusant leurs mandants :

Prenons acte de l'admiration, qui exclue tout que Bovone et Sbardellotto aient accusé leurs mandants par lâcheté ; prenons acte de l'héroïsme, qui exclut que Bovone et Sbardellotto en accusant aient cédé à des promesses ou à des sévices. Les « héros » qui dénonceraient leurs complices seraient des lâches, mais si ces mêmes « héros » accusaient des personnes innocentes, ils seraient ignobles. Du moment que tous les organes de l'antifascisme exaltent Bovone et Sbardellotto, on ne peut pas faire croire en même temps qu'ils aient menti<sup>156</sup>.

<sup>152</sup> « Le projet d'attentat contre M. Mussolini », *Bulletin Quotidien de Presse Étrangère*, n°5068, 10 juin 1932.

<sup>153</sup> Syndicaliste italien, Ernesto Caporali avait été nommé, en 1924, à la tête du bureau pour la main d'œuvre étrangère créé par la CGT suite à un accord entre la centrale syndicale française et sa consœur italienne. Voir : Botella (Louis), notice Caporali Ernesto, version mise en ligne le 4 septembre 2015 : <https://maitron.fr/spip.php?article175300>.

<sup>154</sup> « La terreur fasciste en Italie », *Le Peuple*, 21 juin 1932.

<sup>155</sup> L'œuvre de propagande du régime italien à l'étranger transitait, en France, par le biais de canaux officiels comme l'Ambassade – à travers le chef du service de presse, Amedeo Lantini – ou, en province, les consulats. Ce rôle d'influence devint systématique à partir des années 1933-1934 et l'entrée en fonction de la « direction de la propagande », rattachée au sous-secrétariat d'État pour la Presse et la Propagande, élu ensuite au travail de Beneditta Garzarelli : Garzarelli (Beneditta), « *Parleremo al mondo intero* » : *La propaganda del fascismo all'estero*, Alessandria, Ed. dell'Orso, 2004.

<sup>156</sup> « La nomenclature des responsabilités de la Concentration... du crime », *La Nuova Italia*, 7 juillet 1932.

L'organe consulaire, qui s'était engagé dans une véritable croisade pour obtenir l'expulsion de « l'état-major de la Concentration antifascistes » et celles des « membres du groupe ténébreux "Giustizia e Libertà" », disposait cependant, au sujet de ces deux organisations, des informations les plus aléatoires<sup>157</sup>. Il entrait sans doute ici aussi une certaine dose de manipulation. La Concentration était ainsi décrite comme « faisant partie » du groupe clandestin « *Giustizia e Libertà* », pour mieux démontrer son inféodation au programme « révolutionnaire » du mouvement gielliste, sa volonté également d'agir directement en Italie. Mais, c'est à propos de celui-ci que les rumeurs répandues par *La Nuova Italia* s'éloignaient le plus des faits. Lisons plutôt :

Le groupe a deux éminences grises : un ex-président du conseil des ministres et un ex-diplomate. La présidence effective de « Giustizia e Libertà » est confiée à un homme politique résidant à Bruxelles, qui pendant sa vie parlementaire et ministérielle a endossé la casaque de tous les partis depuis celui du syndicalisme révolutionnaire jusqu'à celui de la plus déteinte démocratie [*sic*]. Il fut aussi fasciste et il resta tel jusqu'au jour où le régime fasciste creva cet ignominieux abcès qu'était la maçonnerie italienne. [...] Comme il l'était en Italie, le président de « Giustizia e Libertà » est devenu dans le mouvement antifasciste à l'étranger le grand manitou de la maçonnerie. [...] <sup>158</sup>.

Ce qui est plus surprenant, toutefois, c'est de retrouver des observations à peu de choses près, mais quelques commentaires antimaçonniques en moins, identiques dans des rapports de la préfecture de police de Paris. L'un, par exemple, daté de janvier 1932, disait ceci :

[...] le Comité « Giustizia e Libertà » groupement clandestin antifasciste, [s'occupe] surtout de l'envoi en Italie de tracts et brochures de propagande. Le comité « Giustizia e Libertà » qui recueillerait pour la propagande des fonds assez importants parmi les italiens antifascistes du monde entier, est dirigé par l'ex-ministre italien Arturo Labriola, secondé par le Comte Sforza, ex Ambassadeur d'Italie à Paris, tous deux domiciliés à Bruxelles<sup>159</sup>.

Si des échanges existaient bien entre le comité parisien de « *Giustizia e Libertà* » et des réfugiés politiques à Bruxelles, comme avec l'ancien diplomate, le comte Carlo Sforza, ou encore, mais plus ténus, avec Arturo Labriola, ces derniers n'exerçaient en revanche aucun rôle de direction au sein du mouvement. Du reste, le même rapport mentionnait les noms de Carlo Rosselli ou encore d'Emilio Lussu, comme des militants du PSI ou du PRI, fréquentant à ce

<sup>157</sup> « Deux catégories d'antifascistes : les intangibles et les insaisissables. Qui propose et qui dispose... », *La Nuova Italia*, 7 juillet 1932.

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> APP, 1W, 1362, Note classée confidentielle du Préfet de Police à l'attention du Président du Conseil et du Ministre de l'Intérieur, datée du 12 janvier 1932.

titre régulièrement les bureaux de la Concentration antifasciste située dans la rue du Faubourg Saint-Denis, « siège des partis socialistes et républicains italiens ».

Méconnaissance et imprécisions entouraient donc aussi les milieux de l'antifascisme politique réfugiés en France. Cette confusion, cause d'amalgames propices aux stéréotypes et donc à l'influence de la propagande, n'était certainement pas favorable aux antifascistes. Cependant, ils disposaient aussi, comme on l'a vu, de moyens d'action et de relais pour rétablir leur réputation dans l'opinion, empêcher la signature d'un décret d'expulsion ou sa mise en application par les préfets.

À la nouvelle de leur mise en accusation, le premier réflexe des giellistes fut de s'adresser directement aux juges-présidents des procès du 15 et du 16 juin 1932. La première fois, dans une lettre rendue publique, datée symboliquement du 10, en mémoire de la mort de Giacomo Matteotti<sup>160</sup>. Cette lettre, en effet, visait à disculper Meloni et Germani de toute forme de participation aux activités terroristes de Bovone et des autres anarchistes auxquels les magistrats du tribunal spécial les avaient arbitrairement mêlés. Or, le cas de Germani en particulier était relativement peu médiatisé. Avant, comme aussi lors du procès. Peu de journaux, en Italie et à l'étranger évoquèrent dans les détails le but de son voyage à Rome et ses liens avec les proches de l'ancien député socialiste.

Tarchiani, quant à lui, seul mis en cause dans la seconde affaire, adressa par télégramme et par lettre recommandée, le message suivant au président Guido Cristini, le 14 juin 1932 :

Déjà arbitrairement mêlé aux affaire Bovone et Belloni je me vois maintenant nommé [...] dans l'affaire Sbardellotto. Je n'ai jamais vu ou connu Sbardellotto ni ne sais rien de ses prétendus complices Cantarelli et Recchioni. Sbardellotto ne peut avoir reconnu ma photographie ou donné mon nom que sous la menace de vos bourreaux et sous les actions/tortures pratiquées lors de vos instructions ou bien contre la promesse de l'épargner [...]. Je regrette de toutes mes forces l'inqualifiable tentative d'assassinat moral organisé contre moi et pour un but évident de spéculation politique<sup>161</sup>.

<sup>160</sup> « Lettera al presidente del Tribunale Speciale », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°3, juin 1932. Et : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-1, Lettre d'Alberto Cianca, Emilio Lussu, Carlo Rosselli et Alberto Tarchiani au président du Tribunal spécial pour la défense de l'État, Guido Cristini, Paris, 6 juin 1932.

<sup>161</sup> « Già arbitrariamente e falsamente mescolato agli affari Bovone e Belloni vedomi ora nominato con ingiuria perfidia nell'affare Sbardellotto. Non ho mai visto o conosciuto Sbardellotto nè so nulla pretesi suoi complici Cantarelli e Recchioni. Sbardellotto non può avere indicato mia fotografia o nome che per imposizione vostri aguzzini sotto azione/torture consuete vostre istruttorie oppure lusingato dalla promessa che gli sarebbe risparmiato il supplizio se disposto accusare qualche noto antifascisti di Parigi. Respingo con tutte le forze inqualificabile tentativo assassinio morale organizzato miei danni per evidente scopo speculazione politica. » Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-2, Copie d'un télégramme de Tarchiani au président du Tribunal spécial, Guido Cristini, s. d. avec une mention écrite de Tarchiani en français indiquant la data à laquelle le télégramme fut envoyé.

Mais, dès le lendemain, l'ancien rédacteur du *Corriere della Sera* écrivit à l'avocat Me Henry Torrès, inquiet de la tournure des événements, mesurant déjà aussi l'ampleur de la campagne publicitaire que le régime italien préparait :

Les systèmes Lapolla, Ricciotti, Menapace etc. – que vous connaissez si bien – sont maintenant appliqués là-bas et énormément amplifiés par les journaux. On cherche à nous assassiner à distance par la calomnie. Dans ces derniers jours je suis même devenu un complice de Sbardellotto. [...] la manœuvre est dangereuse, car ils cherchent à compromettre le Gouvernement Français et la Franc-maçonnerie comme complice des « *fuorusciti* ». Le Gouvernement pourrait, à un certain moment juger utile de donner une preuve de sa bonne volonté vis-à-vis du menaçant Mussolini ou du séduisant Grandi<sup>162</sup>.

Tarchiani, déjà sous la menace d'un arrêté d'expulsion<sup>163</sup>, opéra, entre le 16 juin et le 1<sup>er</sup> juillet, une patiente reconstitution de son activité depuis l'automne 1931, pour plaider sa cause auprès des autorités administratives.

D'abord, se constituer un alibi. Au mois de novembre 1931, Tarchiani se trouvait en Allemagne<sup>164</sup>. Des courriers datés du 28 octobre jusqu'au 27 novembre en attestent. Or, Sbardellotto prétendait être retourné à Paris le 4 novembre, pour remettre à Tarchiani deux bombes, celles qu'il aurait dû lancer, à Rome, lors des cérémonies du 28 octobre. À un autre moment, Sbardellotto déclara qu'un télégramme envoyé par Recchioni à Cantarelli, fin mai, le commandait d'aller rencontrer Tarchiani, une nouvelle fois à la Gare du Nord, à Paris. Or, Cantarelli ne reçut aucun télégramme de Londres pendant cette période, d'après les informations confirmées par la Direction des Télégraphes, à Bruxelles<sup>165</sup>. Tarchiani réussit donc à rassembler assez de documents authentifiant son innocence, et jetant le doute quant à l'intégrité des investigations de la police italienne<sup>166</sup>. Autant de preuves dont se munit l'avocat Henri Torrès afin de prononcer la défense de Tarchiani et lui assurer la prolongation de son permis de séjour, en France<sup>167</sup>.

<sup>162</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-3, Lettre d'Alberto Tarchiani à Henry Torrès, Paris, 15 juin 1932. L'avocat, également député des Alpes-Maritimes, répondit favorablement à la requête, comme le montrent ses réponses disponibles dans le fonds « Tarchiani », dans la section « correspondances ».

<sup>163</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-10, Retranscription et traduction en français d'une lettre de Tarchiani à un « cher et illustre ami » et copie d'un mémoire en français sur son activité politique. Et : APP, 1W, 1157, 25 décembre 1934.

<sup>164</sup> À Francfort, Berlin, Nuremberg, Munich et à Constance. Tarchiani et Rosselli projetaient, à cette époque, d'organiser un deuxième raid aérien, cette fois depuis l'Allemagne. Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-5, Lettre de Tarchiani à l'attention d'Henry Torrès (« cher maître »), Paris, 19 juin 1932.

<sup>165</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-9, Note datée de juillet 1932, Bruxelles.

<sup>166</sup> « Da una fotografia ad un alibi. La grossolana falsificazione della polizia fascista denunciata e documentata da A. Tarchiani », *La Libertà*, 23 juin 1932.

<sup>167</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-10, Retranscription et traduction en français d'une lettre de Tarchiani à un « cher et illustre ami » et copie d'un mémoire en français sur son activité politique.

Il reste que le cas du jeune anarchiste constituait une « énigme » pour Tarchiani<sup>168</sup>. Convaincu, au fil du procès, que Sbardelletto n'avait pu agir par intérêts, ni même qu'il tenta d'obtenir une grâce en échange des noms livrés à la police, ces dénonciations relevaient véritablement du mystère. Une note dactylographiée du 20 juillet, retrouvée dans les papiers de l'ancien journaliste, rapportait par exemple cette rumeur populaire selon laquelle le Tribunal spécial aurait fait comparaître un accusé fantoche, une autre personne pour donner le change à l'opinion. Sans attribuer aucun crédit à ces bruits, fruit d'une « fantaisie surexcitée »<sup>169</sup>, Tarchiani tenta cependant d'expliquer les raisons de l'attitude contradictoire d'Angelo Sbardellotto. Ainsi, celui-ci cherchait-il à couvrir d'autres personnes, plus menacées que ne l'étaient trois réfugiés en capacité de prouver leur innocence ? Tarchiani formula l'hypothèse d'un mensonge « intelligent » et bienveillant : Sbardellotto aurait ainsi trompé la police, en la prenant à son propre jeu, afin de l'éloigner le plus possible de la vérité et d'épargner ses véritables complices.

En dépit des doutes et de toutes les inconnues que continuait de receler l'affaire Sbardellotto pour les réfugiés, Alberto Tarchiani s'en saisit dès la fin juillet 1932, pour agir sur le terrain politique et promouvoir la cause des exilés politiques devant les députés français. À la suite de l'assassinat, le 6 mai 1932, du président Paul Doumer par le Russe Pavel Gorguloff<sup>170</sup>, chef du parti fasciste russe qui fréquentait à Paris les réunions des fascistes italiens<sup>171</sup>, la situation des réfugiés politiques se tend. Avec Tarchiani, Carlo Rosselli et Emilio Lussu firent également l'objet de rapports défavorables du préfet de police qui recommandaient leur expulsion sur la base de l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849 encadrant le séjour des étrangers<sup>172</sup>.

Aidé de Francesco L. Ferrari, Tarchiani entreprit donc des démarches auprès du député Louis Rolland<sup>173</sup>. Dans un français parfait, les deux réfugiés se présentèrent au juriste, afin de solliciter quelques commentaires favorables au mémoire « juridico-politique » que Tarchiani

<sup>168</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-11, « L'énigme Sbardellotto » une note de Tarchiani, s. d.

<sup>169</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 2-10, Retranscription et traduction en français d'une lettre de Tarchiani à un « cher et illustre ami » et copie d'un mémoire en français sur son activité politique.

<sup>170</sup> Lorin (Amaury), « Un « régicide républicain » : Paul Doumer, le président assassiné (6 mai 1932) », *Criminocorpus* [En ligne], Varia, mis en ligne le 17 novembre 2011. URL : <http://journals.openedition.org/criminocorpus/435>.

<sup>171</sup> « Gorguloff e Mussolini », *La Libertà*, 12 mai 1932.

<sup>172</sup> APP, 1W, 1157, Rapport du Préfet de Police au Ministre de l'Intérieur daté du 22 mai 1932.

<sup>173</sup> Cherchant d'abord à rencontrer Marcel Prélot, professeur de droit à la faculté de Paris et membre fondateur du Parti démocrate populaire (PDP), Ferrari obtint de sa part l'adresse de Louis Rolland. ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 1, 24-2, Lettre du 24 juillet 1932.

avait préparé dans le cadre de sa défense et qu'il souhaitait, au nom de la Concentration antifasciste, soumettre au gouvernement :

[La Concentration antifasciste] voudrait le compléter par un avis motivé d'un juriste français démontrant inadmissible la requête italienne et faisant ressortir son incompatibilité avec les principes généraux du droit public français<sup>174</sup>.

Nous ne connaissons pas la réponse du député, ni même si celle-ci existe. Du reste, le sort des émigrés italiens n'évolua pas dans un sens favorable : ils demeuraient sous la menace de nouvelles accusations provenant d'Italie, de même qu'ils étaient invités à ne pas manifester leur opinion politique de manière ostentatoire. Les archives de la préfecture de Police de Paris regorgent littéralement de notes et de rapports, certains à la limite de l'absurde. Le 11 novembre 1932, par exemple, le directeur des Renseignements Généraux et des Jeux fit savoir ceci au préfet de Police :

[...] au cours de la manifestation socialiste du Panthéon, une personne a été signalée comme ayant agité du haut de son balcon, une pièce d'étoffe rouge. [...] Convoquée, cette étrangère a déclaré tout d'abord être antifasciste et républicaine. Aussi avait-elle tenu à assister au défilé des divers groupements politiques rassemblés devant le Panthéon. Malheureusement, elle était vêtue [*sic*] d'un fort joli manteau de fourrure qui eut pour effet de déplaire précisément à quelques manifestants socialistes qui l'invectivèrent en ces termes : « sale bourgeoise ». C'est alors que dans un réflexe elle s'est emparée d'un morceau d'étoffe rouge qu'elle a secoué dans tous les sens par la fenêtre pour démontrer à ses interpellateurs qu'elle partageait entièrement leurs idées<sup>175</sup>.

Le geste suscita immédiatement la sympathie de la foule qui applaudit et se mit à chanter « L'Internationale ». Marion Cave, « la dame Rosselli » citée dans cette note, reçut une admonestation et fut invitée à s'abstenir de se livrer « à pareille facétie ». Ces remarques relèvent sans nul doute de l'anecdote puisqu'elles furent sans conséquence immédiate ; toutefois, elles illustrent merveilleusement le genre de pression que pouvaient subir des émigrés qui se prêtaient à des démonstrations politiques susceptibles de « troubler l'ordre public », selon l'appréciation des policiers. Aussi la plupart des réfugiés politiques bénéficiaient seulement d'une autorisation de résidence temporaire en France, à renouveler chaque trimestre. Jusqu'à la fin des années trente, le nom de plusieurs antifascistes demeura associé à celui de potentiels « criminels terroristes ». En 1937, Rosselli ou Tarchiani étaient toujours cités dans les listes compulsées annuellement par la direction générale de la Sûreté nationale et partagées entre les

<sup>174</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 1, 24-2, Lettre de présentation en français de Tarchiani envoyé par Ferrari au député Louis Rolland de Bruxelles, le 24 juillet 1932.

<sup>175</sup> APP, 1W, 1157, Rapport du 16 novembre 1932.



différentes polices européennes, au titre de la surveillance des « individus suspectés de se livrer à des actes de terrorisme »<sup>176</sup>.

<sup>176</sup> AN, F7, 14 684, Rapport confidentiel de la Direction Générale de la Sûreté Nationale en date du 16 avril 1938, établi par M. Chevenier, Commissaire de Police Mobile et portant pour titre « Menées terroristes. Liste d'individus suspects ».

## La « nébuleuse » : un mouvement horizontal et polycentrique

Les giellistes ont eu plusieurs baptêmes. Dans le vocabulaire antifasciste, il y a eu mille façons de désigner ses membres. Mais, c'est encore avec les idées, les intérêts et le costume du petit-bourgeois qu'on se les représente le plus souvent. Pour mieux nous en apercevoir, projetons-nous en 1934, quand Rosselli, dans l'un des premiers numéros de l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà*, tente de répliquer à une énième accusation du genre. Le *leader* gielliste ironise alors sur le nombre incalculable de qualificatifs utilisés pour discréditer le mouvement :

À propos de G. L., qualifiez-la d'aristocratique, de tyrannique, de protestante, de sectaire, d'hérétique, de romantique, de minoritaire, de dictatoriale (ô combien difficile ce sera pour vous de réussir à nous suivre, avec vos analyses et vos préjugés poussièreux, datant du siècle dernier !), mais excluez le terme de petit-bourgeois : il ne nous convient pas [...]<sup>1</sup>.

Cette richesse lexicale témoigne des attermoissements et d'une phraséologie indécise chez les partis composant l'antifascisme politique et organisé. Dès l'été 1929, on voit apparaître dans *Lo Stato Operaio* le mot nébuleux de « troupe » pour désigner les trois évadés des prisons fascistes, Rosselli, Lussu et Nitti<sup>2</sup>. Quelques mois plus tard, lorsque les dirigeants du PCd'I commencent à s'intéresser de près au mouvement, Palmiro Togliatti ne flétrit encore ses leaders que d'être des « idéologues réactionnaires », des « antifascistes sincères, mais désorientés et ignorants en politique »<sup>3</sup>.

Reprenons le fil. Il faut d'abord rappeler les raisons circonstanciées à l'origine de ce rassemblement : le contexte de la clandestinité, la pénurie du matériel de propagande et ainsi le « vide » que venaient combler les publications giellistes pour les opposants au régime étrangers au monde communiste et laissés à l'abandon par les organisations de l'antifascisme démocratique. Aussi dans la plupart des cas, il s'agit d'individus isolés, mis en relation indirecte

<sup>1</sup> « A G.L. datele di aristocratica, di prepotente, di protestante, di settaria, di eretica, di romantica, di minoranzistica, di dittatoriale (quanta fatica farete a tenerci dietro, coi vostri polverosi archivii dell'800 !), ma non di piccolo borghese ; è un termine che non ci spetta [...]. », dans Lector [Carlo Rosselli], « E dagli col "piccolo borghese" », *Giustizia e Libertà*, 22 juin 1934.

<sup>2</sup> « Le "loro" prigionieri (a proposito di due libri e di numerose pubblicazioni) », *Lo Stato Operaio*, avril 1930.

<sup>3</sup> Ercoli [Palmiro Togliatti], « Sul movimento di "Giustizia e Libertà" », *Lo Stato Operaio*, septembre 1931.

avec le mouvement par le biais de ses figures locales les plus actives et les plus en vue, à l'image d'Ernesto Rossi dans le Milanais, ou de Massimo Salvadori dans le Latium.

C'est donc, dès l'origine, l'idée même de « groupe politique », la notion d'organisation qui sont remises en question avec le mouvement gielliste. Même encore au début des années trente, il ne faut pas s'imaginer un parti constitué. Ne nous figurons pas, ainsi, que le comité parisien du mouvement s'appuie, pour étendre l'action antifasciste en Italie, sur une structure aussi articulée, hiérarchisée et bien identifiée que celle des autres organisations clandestines, des communistes surtout. Entre les deux, il y a toute une différence qui sépare, écrit-on dans la presse communiste, le désordre et l'anarchie de l'ordre organique. Des historiens comme De Luna ont, à leur tour, fait de cette différence une opposition archétypale de l'antifascisme, s'appuyant pour cela sur la célèbre thèse de Maurice Duverger selon qui les formations politiques modernes du XX<sup>ème</sup> siècle se définiraient moins par « leur programme ou la classe de leurs adhérents que par la nature de leur organisation »<sup>4</sup>, c'est-à-dire l'originalité de leur agencement, élément essentiel de leur action, de leur influence et de leur rôle. Longtemps, le contraste entre « *Giustizia e Libertà* », mouvement dont les liens tant idéologiques que disciplinaires apparaissent comme lâches, et le Parti communiste, un parti aussi fortement identifié sur le plan idéologique qu'il est matériellement organisé, est devenu un problème classique de l'historiographie de l'antifascisme.

Avec la « nébuleuse » de rassemblements spontanés, d'hommes aux appartenances – sociales, générationnelles, mais également, on s'en doute, politiques – aussi différentes, peut-on toutefois faire un mouvement homogène de giellistes ? Une bonne partie de l'historiographie contemporaine de « *Giustizia e Libertà* » s'est attachée à cette mise à l'épreuve de son identité. On a ainsi pu mieux connaître le parcours de ces individus ; sans pourtant rendre totalement évidents et clairs les motifs plus profonds de leur lien commun avec l'univers gielliste. Pour notre part, en choisissant d'étudier le système de propagande et d'influence dont les hommes de « *Giustizia e Libertà* » ont tenté de se doter, nous avons pu prendre la mesure exacte des difficultés que présentait leur entreprise : suivant les équilibres politiques internes et les grands affrontements de la décennie, les types de publication se multipliaient, les discours et les mots d'ordre s'ajoutaient les uns aux autres, enfin les formes idéales mêmes de l'organisation essaïmaient au gré des programmes, tout en se contestant bien sûr les unes les autres.

<sup>4</sup> Duverger (Maurice), *Les partis politiques*, Paris, Ed. du Seuil, 1992, p. 23 *sqq.* Une telle lecture « idéal-typique » a par exemple été proposée par Giovanni De Luna. Voir : De Luna (Giovanni), *Donne in oggetto : l'antifascismo nella società italiana 1922-1939*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995.

### « *Giustizia e Libertà* » au lendemain du procès de Rome : une action et une pensée antifasciste sans cadres

La réussite du mouvement gielliste, dans ses premières années d'activité était d'avoir su initier une esquisse « d'action unitaire » ; y compris dans l'esprit des antifascistes réfugiés hors de leur pays, il s'agissait alors de faire revivre, de multiplier notamment les actions démonstratives, comme le raid aérien de 1930 au-dessus de la ville de Milan, car la Concentration, avec « *Giustizia e Libertà* », cherche à mettre en œuvre son ambition de pénétrer enfin les « cœurs et les âmes », de gagner une influence sur l'opinion, de s'exprimer à la nation, au peuple. Ces hommes s'attachent alors au sentiment et à l'illusion que renouer avec la population italienne sera suffisant pour que tout recommence à neuf. Turati lui-même veut ainsi voir dans le vol de propagande accompli au cours de l'été 1930 par Giovanni Bassanesi et Gioacchino Dolci « le présage et l'image de l'Italie nouvelle »<sup>5</sup>.

Vol de propagande, on s'en souvient, où l'opposition lit la possibilité d'un geste « humain et beau », où se construit un peu plus la figure héroïque de l'antifasciste, par lequel on anticipe l'émergence « d'hommes courageux », incités par ce genre de geste à résister contre un « Etat puissant et déterminé à se défendre avec toutes les armes », d'hommes enfin par qui l'opposition, sa probité et son sens du devoir, s'élève « à la hauteur d'une religion » ; le raid aérien est conçu comme une mise en scène de la régénération, une image vivante de l'insurrection en acte et du rassemblement dans l'action. Ainsi, c'est au caractère et à la logique mimétique du sacrifice, exemple parfait d'une disposition altruiste et idéaliste exigée également chez les masses, que certains d'entre eux confient d'abord la solution du problème. Rosselli avait déjà envisagé dans ses écrits de *confino*, édités ensuite en France, la possibilité de faire naître du sein des masses une minorité héroïque prête au sacrifice. Dès 1929, l'unité d'action que préconise le mouvement se veut la démonstration de ce principe, solidaire avec cette autre idée que refuser l'intransigeance et l'activisme c'est engager au compromis contre un adversaire ayant déjà éliminé toutes les positions intermédiaires.

Mais l'écart entre la réalité et les images que suggère la propagande démonstrative de « *Giustizia e Libertà* » s'est en peu de temps beaucoup creusé. Ce type d'entreprise vaut d'abord aux membres du mouvement d'être arrêtés, jugés ou seulement surveillés pour présomption de terrorisme. Sur cette question, eux-mêmes ont souvent prétendu, à l'exemple d'Ernesto Rossi,

<sup>5</sup> Schiavi (Alessandro), *Esilio e morte di Filippo Turati (1926-1932)*, op. cit., p. 415.

avoir « toujours cherché à faire tout [leur] possible », en « toute bonne conscience » : si soucieux qu'ils apparaissent d'entraîner un courant d'opposition au régime, l'instinct de ces hommes leur inspirait en effet, de façon spontanée, le rejet d'une doctrine et d'une démarche qui contredisaient leurs dispositions et leurs intérêts profonds, comme on va mieux s'en rendre compte ici.

En fait, les antifascistes de « *Giustizia e Libertà* », comme pourraient le montrer d'autres expériences de clandestinité, surtout lorsque leur action prend de l'ampleur, ont eux aussi été mis en situation de prendre des décisions inextricables, ayant à faire le choix entre une prévention salutaire et le mépris de certaines précautions qui pourraient, à force, enrayer l'action et la dynamique même du mouvement. Ce n'est pas qu'il s'agisse ici simplement de faire preuve de naïveté ni de courir au « sacrifice ». Mais l'opposition clandestine, tout en disposant de beaucoup moins de moyens que le régime qu'elle combat, doit sans cesse apparaître à l'opinion, manifester sa vitalité comme aussi justifier la légitimité de ses actes, en Italie et à l'étranger : il n'y a en effet, pour l'antifascisme, de « conspiration » qu'à « la lumière du jour »<sup>6</sup>, c'est-à-dire au contact de la société. Si la difficulté de l'entreprise saute immédiatement aux yeux, ce n'est pas un indice suffisant pour la soupçonner d'inconséquence. Du reste, ni l'attentat ni même l'idéal anarchiste de « la propagande par le fait » ne peuvent rendre tout à fait compte de la façon dont le mouvement gielliste a émergé et s'est structuré afin de rendre accessible à l'opinion la plus vaste l'idée antifasciste.

Car il est en effet devenu très difficile, dès le début des années trente on l'a vu, de croire aux capacités insurrectionnelles du mouvement, à l'imminence d'un soulèvement général de la population, et même à une quelconque influence de la Concentration comme de « *Giustizia e Libertà* » sur les esprits et les opinions en Italie. La part du doute et les incertitudes s'est donc alourdie. Ce dont on s'aperçoit en effet, c'est que leur analyse et leurs réflexions tendent à contredire pour partie, voire même dans certains cas de bout à bout l'idée, chère pourtant à beaucoup d'entre eux, de l'action, du geste héroïque, décisif.

<sup>6</sup> Bocconi (Alessandro), « La cospirazione al gran giorno », *La Libertà*, 5 février 1931. L'expression a depuis fait florès puisque nous la retrouvons dans les travaux de Giovanni De Luna, l'un des premiers historiens à s'en être servi pour illustrer un idéal-type de l'activité clandestine qui ne cloisonne pas l'univers politique, et donc l'action militante, du reste des engagements sociaux, éthiques, culturels et intellectuels qui peuvent caractériser l'existence d'un individu. L'idée d'une « *cospirazione alla luce del sole* » a ainsi été employée comme paradigme analytique pour étudier l'engagement antifasciste de plusieurs personnalités proches du mouvement « *Giustizia e Libertà* » pendant les années trente. Voir : De Luna (Giovanni), « Una cospirazione alla luce del sole », dans Mimmi Lamberti (Maria), *Carlo Levi : un'esperienza culturale e politica nella Torino degli anni Trenta*, Turin, Archivio di Stato di Torino, p. 69-85.

S'affirmant tout d'abord par sa dimension minoritaire et élitiste, hésitant même assez longtemps entre la solution militaire et la mobilisation véritablement politique, l'antifascisme de « *Giustizia e Libertà* » a pourtant également cherché, au moins par degré, à acquérir la dimension d'un véritable mouvement social. Quelles conséquences faut-il dès lors envisager quant à l'activité et la propagande antifasciste de « *Giustizia e Libertà* » ? Pour y répondre, nous avons voulu ici décrire la façon dont ces hommes ont essayé de créer puis d'approfondir le lien tissé entre la sphère clandestine et la société ; sans pouvoir prendre appui, cependant, sur aucun règlement bien défini, ni même sans partager exactement une même idée de l'Italie après le fascisme, car seule l'action, ou presque, avait pour le moment suffi à bricoler une entente entre eux pour faire pièce à leurs adversaires communs et immédiats : ceux qui les persécutaient et les empêchaient d'agir librement, de professer sans crainte de menaces leurs idées politiques et de les diffuser auprès de l'opinion.

Mais c'est aussi la délicate question de l'organisation « révolutionnaire » qui trace, irrémédiablement, la ligne de séparation la plus nette entre les différents membres du mouvement. Ce problème, né des difficultés matérielles de l'opposition et des antagonismes idéologiques sur la sociologie du mouvement antifasciste, ne pouvait qu'accentuer les différences entre des hommes qui entretenaient une relation très ambiguë et complexe avec la culture marxiste et, plus largement encore, avec la tradition socialiste. Tous décelaient dans le sectarisme partisan la cause de la ruine du camp démocrate et socialiste après la guerre. Tous aussi, y compris les socialistes<sup>7</sup>, cherchaient à dépasser l'idée de la révolution qui était contenue dans le modèle communiste de l'organisation de classe, faisant consister l'antifascisme dans une volonté élargie du « peuple », renonçant à « l'hégémonie du prolétariat » dans cette lutte. Les uns et les autres voulaient ainsi trouver les moyens de combler la distance entre la bourgeoisie libérale et les masses, entre un programme démocratique et un programme socialiste. Mais où trouver les arguments capables de saisir l'attention des travailleurs, des ouvriers et des paysans, quand on a énergiquement rejeté la possibilité d'invoquer des arguments démagogiques et, dans le même temps, admis la nécessité d'expliquer en des termes

<sup>7</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 2-6, Texte manuscrit d'un accord entre GL et le PSI signé d'Ugo Coccia pour le parti socialiste et d'Alberto Cianca, Emilio Lussu, Carlo Rosselli et Alberto Tarchiani pour le mouvement gielliste, le 31 juillet 1931 : [« Le PSI est convaincu que la bataille pour la conquête de la République démocratique des travailleurs ne peut être conduite en Italie sur la base de l'intransigeance partisane qui a marqué, avec ses conséquences funestes, la période antérieure au fascisme, ni non plus sur la base de l'hégémonie du prolétariat. » [« *Il PSI è convinto che la battaglia per la conquista della Repubblica democratica dei lavoratori non può essere condotta in Italia sulla base della intransigenza di partito che caratterizza con conseguenze funeste la fase prefascista della lotta politica, né sulla base delle egemonie del proletariato.* »].

positifs le contenu et les conséquences de la lutte pour la liberté<sup>8</sup> ? Dans cette quête épineuse, et souvent embrouillée, se défait la complicité et l'union des antifascistes rassemblés dans le mouvement gielliste.

Aussi le plus révélateur des difficultés à faire entendre la cause de l'antifascisme est-il d'observer les hésitations des antifascistes – et en l'espèce des giellistes – eux-mêmes : une complexité dans laquelle il faut faire entrer les incompréhensions et les désaccords qui ne manquent pas de diviser le mouvement, particulièrement dans un contexte – faut-il le rappeler – où il était très difficile de se réunir, comme aussi de communiquer et de s'informer.

### *Le geste insurgé, trompe-l'œil d'une propagande démonstrative*

En plus des tracts et des opuscules, articles essentiels de la propagande antifasciste – qui présentent toutefois le triple inconvénient d'être longs à confectionner, plus difficiles à cacher, transporter et diffuser, et dont le contenu est, enfin, plus exposé à la critique – l'imaginaire de l'action et de l'insurrection se communique, par le geste, on l'a vu, mais encore par l'image figurative elle-même. Il existe en effet tout un travail de représentation et d'illustration du soulèvement à ne pas négliger, car c'est lui, davantage encore que le reste, qui permet au mouvement de s'inscrire immédiatement dans l'opinion.

Un événement, anecdotique pourrait-on penser, fait écho à ces questions sur la définition et la fixation d'une symbolique du giellisme. Le 10 mai 1931, soit une vingtaine de jours avant l'ouverture du procès de Rome, deux quotidiens italiens, *La Tribuna* et *Il Corriere della Sera*, l'un édité à Rome l'autre à Milan, publièrent chacun, dans les pages des annonces payantes, l'emblème de « *Giustizia e Libertà* » encadré par un slogan qui imitait une rhétorique publicitaire : « *Il vero ricostituente. Il vero rigeneratore* » (fig. 22). Les lecteurs de ces deux grands journaux, beaucoup plus importants par le nombre que ceux composant le public clandestin de la propagande antifasciste, découvraient ainsi de façon inattendue un symbole auquel n'étaient même pas encore accoutumés les antifascistes<sup>9</sup> ; une épée de feu, intercalée entre un « G » et un « L », allégorie de « l'insurrection libératrice et purificatrice », comme on l'explique dans la presse antifasciste :

Nombreux sont les lecteurs à avoir ressenti de la surprise et une grande jubilation devant une telle publication, car l'annonce publiée dans les colonnes de la presse fasciste

<sup>8</sup> Rosselli (Carlo), *Socialisme libéral*, op. cit.

<sup>9</sup> C'est seulement à partir de la première moitié de l'année 1931 que l'emblème de « *Giustizia e Libertà* » apparaît systématiquement sur les outils de communication imprimés par le mouvement.

reproduisait l'emblème imprimé sur toutes les publications de propagande clandestine, d'un des mouvements d'action révolution « Giustizia e Libertà ». Entre les deux lettres G et L, apparaît l'épée de feu, symbole de l'insurrection libératrice et purificatrice<sup>10</sup>.

Un indicateur fasciste, qui s'aperçoit finalement de la supercherie, observe que le soi-disant message « publicitaire » fut adressé depuis Vienne, en Autriche, au *Corriere della Sera*<sup>11</sup>. Sans d'autres éléments à notre disposition, l'hypothèse la plus vraisemblable serait donc qu'un ancien journaliste du titre milanais, comme Tarchiani, ait eu l'idée d'utiliser les services d'une agence de presse autrichienne dont il connaissait les liens d'affaire avec le journal italien.

Toujours est-il que ce témoignage est fugace et par là même sans doute un peu dérisoire. Est-ce bien là cependant, sur la question de l'influence réelle dans l'opinion, que nous devons insister ? Ce qu'il faut souligner c'est en fait l'association implicite entre l'emblème de « *Giustizia e Libertà* » et cette idée d'un enracinement parmi la population italienne :

Ce tour joué aux fascistes présente une saveur et une valeur particulières, quand l'on pense qu'il représente une sorte de vengeance, accomplie grâce à une certaine habileté audacieuse et un peu d'ironie, contre le régime qui, ayant mobilisé les multiples forces de la police et de l'O.V.R.A. contre les membres de « Giustizia e Libertà », a ordonné autour du nom et des fins du mouvement [...] la conjuration du silence ; car il est dans l'intérêt du fascisme de confondre systématiquement, devant l'opinion italienne et étrangère, tous ses opposants sous la dénomination générique de subversifs et d'antinationaux ou [...] de communistes. Pourtant une grande partie du public n'arrive pas à comprendre dans ce cas la facilité avec laquelle l'annonce subversive a pu ainsi être imprimée dans la presse fasciste qui est devenue, sans le vouloir, un organe de propagande d'un mouvement qu'elle-même proclame comme une force régénératrice [...]<sup>12</sup>.

<sup>10</sup> « Molti lettori hanno considerato con un sentimento di sorpresa e di giubilo tale pubblicazione, perchè l'avviso apparso sulle colonne della stampa fascista riproduce l'emblema impresso su tutte le pubblicazioni di propaganda clandestina, di uno dei movimenti di azione rivoluzionaria, "Giustizia e Libertà". Tra le due lettere G. ed L. sia la spada fiammeggiante, simbolo dell'insurrezione liberatrice e purificatrice », dans *La Libertà*, 14 mai 1931.

<sup>11</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, Note envoyée de Lugano et daté du 16 mai 1931.

<sup>12</sup> *Ibid.* : « Beffa che ha un sapore ed un valore particolari, quando si consideri che essa rappresenta una specie di vendetta, fatta di abile audacie e di sarcasmo, contro il regime che, avendo mobilitato le molteplici forze della polizia e dell'O.V.R.A. contro i membri di "Giustizia e Libertà", ha fatto intorno al nome ed ai fini del movimento [...] la congiura del silenzio ; perchè è interesse e sistema del fascismo confondere, di fronte all'opinione pubblica dell'Italia e dell'estero, tutti i suoi oppositori sotto la denominazione generica di sovversivi e di antinazionali o [...] di comunisti. Ma gran parte del pubblico non riesce a persuadersi della facilità con cui l'annuncio sovvertitore ha potuto essere accolto dalla stampa fascista, che è divenuta, senza volerlo, organo di propaganda di un movimento ch'essa stessa proclama rigeneratore [...]. » En réalité c'était bien de façon involontaire que les administrations des deux quotidiens s'étaient trouvées compromises dans la diffusion de la propagande antifasciste. Comme purent l'établir, assez vite d'ailleurs, les indicateurs de la police secrète, les giellistes eurent recours à un habile subterfuge : l'annonce avait été passée auprès des quotidiens italiens depuis une agence située à Vienne. Ils ne bénéficièrent ainsi d'aucune sorte de « complicités mystérieuse », contrairement à ce que voulait laisser entendre l'article publié dans *La Libertà*.



D'une façon tout autant allusive que la réclame publicitaire, et quoique moins exceptionnelle, un autre moyen de communication, le timbre-poste, sert au mouvement pour transmettre le plus largement possible l'idée d'insurrection. Nous aurions tort en effet de sous-estimer cet article de la propagande gielliste, tant il a à nous apprendre sur la fonction de l'illustration et l'importance de l'image au cœur de la communication de « *Giustizia e Libertà* ». Quelques mots d'abord sur le format ; moins suspects et plus discrets qu'un tract ou qu'un manifeste, ces petits imprimés sont aussi plus faciles à dissimuler et exposer au sein de l'espace public, dans tous ces lieux ordinaires fréquentés par le tout-venant, de sorte qu'inévitablement, n'importe qui peut se trouver mis en présence de l'antifascisme, « même d'un simple signe ou symbole » comme l'observe dans ses mémoires l'un des animateurs de l'antifascisme à Turin<sup>13</sup>. Le 4 juin, le préfet du chef-lieu piémontais signale par exemple qu'on a retrouvés des centaines de ces imprimés, collés dans les annuaires des cabines téléphoniques sises à proximité de la place San Carlo et de la gare de Turin-Porta-Nuova<sup>14</sup>.

Malgré des dimensions réduites, leur cadre laisse en outre assez de place pour imprimer une devise et, aussi donc, une figuration allégorique de l'insurrection. C'est au peintre Carlo Levi<sup>15</sup> que l'on doit la représentation de cette esquisse par la suite reproduite en centaines de milliers d'exemplaires (fig. 23) ; cinq silhouettes dans la même position – le tronc légèrement incliné vers l'arrière, le bras levé et suggérant le geste du lancer – entrelacées les unes les autres, pour signifier la dynamique du soulèvement, dans son expression sans doute la plus concrète : la mise en mouvement simultanée des corps.

Ces images, comme les gestes et les opérations les plus « sensationnelles » conduites par le mouvement au début des années trente, restent cependant des figurations volontaristes, bien plus en réalité que le témoignage brut de l'antifascisme rassemblé et du peuple insurgé. Car il y a plusieurs absents dans ce mouvement unitaire ; deux au moins : l'un, le fascisme, que l'on désigne volontairement, et dont la présence lointaine, en arrière-fond, est essentielle pour faire exister cette impression d'unité ; l'autre qu'on ne sait en réalité comme nommer. Cet autre absent, c'est le « peuple » italien lui-même.

<sup>13</sup> ACS, Archivi di famiglia, di persone e studi professionali, « Mario Andreis », Témoignage écrit de Mario Andreis sur la lutte antifasciste à Turin.

<sup>14</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, Rapport du préfet de Turin au ministre de l'Intérieur du 4 juin 1931.

<sup>15</sup> Garosci (Aldo), « L'era di Carlo Levi », dans Lolli Scappini (Alessandra), Ricci (Aldo), *Carlo Levi : disegni dal carcere 1934 : materiali per una storia*, Rome, De Luca, 1983, p. 12-13. Pour l'esthétisme et les influences de Levi au début des années trente, on se reportera utilement à la contribution, dans le même ouvrage de Pia Vivarelli : Vivarelli (Pia), « Disegni e riflessioni dal carcere », dans *Ibid.*, p. 53 *sqq.*



Figure 22 – Propagande « camouflée » avec l’emblème de « *Giustizia e Libertà* » et le slogan « Le vrai réparateur – Le vrai régénérateur » parue dans *La Tribuna* du 10 mai 1931 à la page des annonces publicitaires<sup>16</sup>.

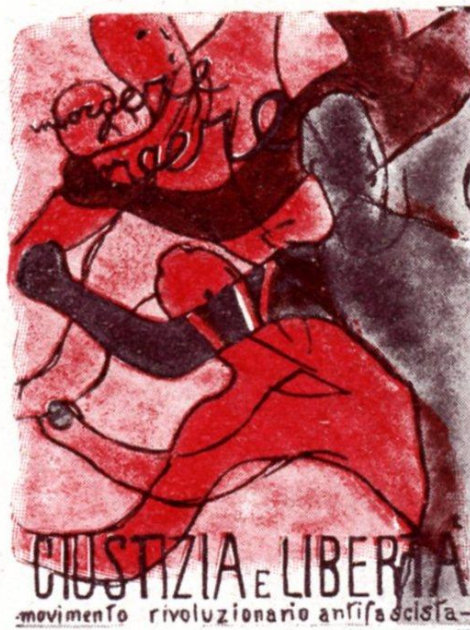


Figure 23 – Dessin représentant des silhouettes d’hommes le bras droit levé, dans les teintes rouge et bleu<sup>17</sup>.

<sup>16</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 1-4.

<sup>17</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 1-10.

Pourtant, toute la propagande qui porte l'emblème du mouvement gielliste, insiste à dire que l'antifascisme s'adresse à tous, défend les droits de tous, exige la participation de tous ; qu'il est la nation, « l'âme de l'Italie ». Mais est-ce suffisant à créer cet engagement, espéré pourtant, de tous les Italiens à la lutte contre le fascisme ? Le plus souvent, à l'exclusion de quelques groupes bien identifiés tels, en premier lieu les étudiants, la « jeunesse italienne », les officiers de l'armée et même encore après la signature du Concordat, les prélats catholiques en lien avec les masses<sup>18</sup>, le « peuple » n'est invité à agir que de manière « passive »<sup>19</sup>. Celui-ci, en effet, est d'abord uniquement témoin et son rôle est en fait aussi précis que modeste, comme le rappellent ces injonctions inscrites sur les tracts lancés par Bassanesi, le 11 juillet 1930 :

Les Milanais de '48 ont commencé par s'abstenir de fumer. Le fascisme mérite d'être combattu comme l'envahisseur étranger. Frappez l'ennemi insatiable, et son pouvoir usurpé, à la racine : les finances. Les revenus tirés des taxes sur le tabac ont déjà diminué : réduisez-les à néant.

Milanais, ne fumez pas ! Que fument les flics, les sbires du régime aussi effrontément que le faisaient les tortionnaires et les espions de l'empereur.

Le mot d'ordre est le suivant : Qui fume est fasciste ! Guerre à la tyrannie ! Vive la liberté<sup>20</sup>.

L'imaginaire symbolique incarné par le vol de propagande accentue encore cette séparation puisqu'elle est d'abord ici conçue comme une exhibition, un spectacle pour le peuple auquel il ne peut véritablement prendre part. Rappelons, par exemple, que le raid au-dessus de Milan a lieu un vendredi, vers 13 heures, soit au moment où les ouvriers retournent à l'usine comme le mentionne opportunément *La Libertà* ; pourtant on se contente de remarquer leurs « courses frénétiques pour s'emparer » de quelques manifestes. Rien de plus.

Agir consiste à se mettre en mouvement, impulser l'élan inaugural grâce à la seule influence de l'exemple. L'action antifasciste est ici spontanée : elle ne suppose aucun travail

<sup>18</sup> Le 8 juillet 1931, dans le contexte de la crise entre le Vatican et le régime fasciste, Salvemini écrit à Rosselli en le priant de ne pas se laisser impressionner par la publication de l'encyclique papale *Rebus sic stantibus*, un non-événement qui ne traduit pas selon lui une véritable opposition du Pape à la volonté dominatrice de Mussolini : « Il me semble que [...] tu dois distinguer le bas clergé, les jeunes catholiques, qui prennent des coups, du Pape. Les premiers doivent avoir toute notre sympathie : ils souffrent pour ce qu'ils croient être la vérité et ils souffrent pour leur propre liberté, ils souffrent enfin pour tous. Mais le Pape n'est qu'un complice qui se met à disputer avec le brigand pour le partage de la proie. Celui-ci n'en a que faire de la liberté pour tous, ce qui l'inquiète c'est seulement de se répartir, avec Mussolini, le monopole de l'Italie. » (Traduction personnelle). Voir : Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 117.

<sup>19</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 104, « Consigli sulla tattica », brochure imprimée par « *Giustizia e Libertà* ».

<sup>20</sup> « I Milanesi del '48 hanno iniziato con l'astensione dal fumo la campagna contro l'Austria. Il fascismo merita d'essere combattuto come l'invasore straniero. Colpite il nemico insaziabile alla radice della sua usurpata potenza : il denaro pubblico. Già le entrate dei tabacchi sono enormemente diminuite : riducetele al nulla. Milanese, non fumate ! Fumino gli sbirri e si sicari del regime, come sfacciatamente fumavano gli aguzzini e le spie dell'impiccatore. La parola d'ordine sia : Chi fuma è un fascista. Guerra alla tirannide ! Viva la libertà. »

d'encadrement des masses et maintient sa foi pour l'action non-violente. Même parmi les personnalités proches de « *Giustizia e Libertà* », on avoue toutefois ne pas être tout à fait dupe des effets obtenus, comme ici Salvemini à propos toujours, du vol de Bassanesi :

Quelques nouvelles d'Italie ; les nouvelles habituelles : situation économique très mauvaise, mais pas catastrophique ; situation financière détériorée [...] : mécontentement général, le pays commence à réagir, reprise du terrorisme. On peut continuer ainsi pendant plusieurs siècles. Mais il faut "ne rien lâcher". Le vol de Bassanesi sur Milan – un Vol romantique – a fait un effet énorme. Ainsi sont faits les Italiens<sup>21</sup>.

Du reste, il n'est pas tout à fait exact de laisser entendre que ce genre d'entreprise repose sur une conception totalement spontanée du soulèvement : elle nécessite en effet d'énormes dépenses qui engloutissent les finances de l'opposition en exil. Si on abandonne le groupe gielliste pour la Concentration parisienne, on retrouve ainsi les mêmes incertitudes concernant l'inadéquation entre les fins et les moyens. Claudio Treves exprime peut-être le mieux ces doutes :

Pour hâter la ruine ou le précipice [du fascisme], il nous faudrait donner des coups de hache mais nous n'avons qu'un marteau à notre disposition [...]. Le vol de Bassanesi au-dessus de Milan a eu un effet admirable [...]. Mais il a coûté plus de cent mille francs, sans compter les jambes cassées de l'aviateur [...]<sup>22</sup>.

C'est dire que l'enthousiasme ne dure point. Contrairement à Rosselli, encore dans l'euphorie de l'événement – « Grande vertu des faits, immense supériorité des actes. Le raid de Milan sera notre baptême. Nous devons maintenant faire prendre conscience de l'urgence d'un temps compressé, du temps immédiat, et donner à tous le sens d'une rédemption prochaine.<sup>23</sup> » – Salvemini, le 20 octobre, semble faire le constat inverse, celui d'un temps, d'une époque sans avenir, c'est-à-dire marqué par l'absence de toute perspective de renouveau :

<sup>21</sup> « Notizze dall'Italia le solite : Situazione economica penosissima, ma non catastrofica ; situazione finanziaria deperita (salvo prestiti americani, o meglio una operazione sulle riparazioni) : paese malcontento, che comincia a reagire, e conseguente ripresa di terrorismo. Si può andare avanti così per secoli. Ma occorre "non mollare". Il volo di Bassanesi su Milano – Volo romantico – ha fatto in Italia un effetto enorme. Così sono fatti gl'italiani. ». Voir : lettre à Giorgio La Piana du 27 août 1930, dans Salvemini (Gaetano), *Lettere americane 1927-1949*, op. cit., p. 24.

<sup>22</sup> « Per affretarne la rovina od il precipizio occorrerebbero colpi di ascia e noi non abbiamo che un martelletto [...] il volo di Bassanesi su Milano ebbe un effetto [...] mirabile. E costato però più di cento-mila franchi, senza contare le gambe fracassate del volatore [...] », cité dans Tobia (Bruno), *Scrivere contro : ortodossi ed eretici nella stampa antifascista dell'esilio, 1926-1934*, op. cit., p. 81.

<sup>23</sup> « Gran virtù dei fatti, immensa superiorità degli atti. Il volo di Milano sarà il nostro battesimo. Occorre ora stringere i tempi e dare il senso della riscossa vicina. ». Lettre à Dolci du 14 juillet 1930, citée dans Nebiolo (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo*, op. cit., p. 75.

[...] beaucoup de gens semblent convaincus que le fascisme ne passera pas l'hiver. Je ne partage pas cet optimiste. Sous un régime parlementaire, le fascisme serait tombé au moins une vingtaine de fois au cours des dernières années. Mais aujourd'hui en Italie, ce n'est plus un problème d'opinion publique : c'est un problème de force matérielle et je ne vois pas comment techniquement la force matérielle des antifascistes pourrait briser celle des fascistes. Bien sûr, l'Italie est le pays de l'imprévu, mais tout miser sur l'inattendu, c'est comme tenter d'attraper un chat noir dans une pièce sombre. Une seule chose est certaine ; c'est que, moralement, Mussolini est un homme fini. Le fascisme n'a plus aucun prestige. Mais c'était déjà le cas après l'assassinat de Matteotti en 1924. Et depuis, voilà six ans que le fascisme dure toujours<sup>24</sup>.

Car cette absence du peuple, peut-on la vivre autrement que comme contradictoire ? Existe-t-il un accord entre le discours qui tient l'action gielliste et celui qui sourd dans les courriers, ces échanges à distance entre d'un côté les émigrés et de l'autre, les militants antifascistes restés en Italie ? Un discours, on vient de s'en apercevoir, qui s'accompagne alors, comme avant, d'injonctions impérieuses, adressées tant à soi-même qu'à ce « peuple » dont on condamne l'inertie et l'indolence, mais dont on semble deviner, par anticipation, la sympathie pour ses idées.

On trouve une expression éloquente de ces contradictions dans les lettres de Riccardo Bauer, et de manière encore plus détaillée dans ses mémoires : « beaucoup trop d'intérêts, écrivait-il, s'étaient liés au régime », « le fascisme devenait un fait historique », si bien que, « tout geste de propagande s'avérait en fait, sinon superflu du point de vue moral, très peu concluant sur le plan politique.<sup>25</sup> » Même si les seuls à agir devaient continuer à le faire de façon à résister « à la disparition toujours plus évidente, parmi les masses, de toute volonté de sursaut », il fallait cependant reconnaître la difficulté pour cette minorité de

[...] surmonter, par une propagande de liberté, l'inertie d'un monde résigné, pour certains attachés à un système au sein duquel ils avaient trouvé la possibilité de faire

<sup>24</sup> « [...] molti in Italia sono convinti che il fascismo non sopravviverà a quest'inverno ; Io non sono così ottimista. In regime parlamentare il fascismo sarebbe già caduto 20 volte in questi anni. Ma oggi in Italia non è un problema di opinione pubblica : è un problema di forza materiale ed io non vedo come tecnicamente la forza materiale degli antifascisti possa spezzare la forza materiale dei fascisti. Certo l'Italia è il paese degli impreveduti, ma calcolare sugli impreveduti è come cercare un gatto nero in una stanza buia. Un fatto solo è sicuro, che moralmente Mussolini è un uomo finito. Il fascismo non ha più nessun prestigio. Ma questo era già avvenuto dopo l'assassinio Matteotti, nella seconda metà del 1924. E con tutto questo il fascismo è durato altri sei anni. ». Lettre à Giorgio La Piana du 20 octobre 1930, dans Salvemini (Gaetano), *Lettere americane 1927-1949, op. cit.*, p. 30-31.

<sup>25</sup> « Ritenevo [...] che la lotta contro il fascismo dovesse esser condotta essenzialmente dall'interno in un attento costante controllo della situazione del paese e dei suoi esatti sviluppi, perché il regime dittatoriale si era consolidato, aveva intorno a se polarizzati troppi interessi e le possibilità del suo rovesciamento avevano assunto ormai dimensione storica e non episodica. ». Et : « Il fascismo ormai era un dato storico e solo vicende storiche potevano modificare la situazione. [...] In questa condizione, qualsiasi gesto di *propaganda* si dimostrava se non superfluo dal punto di vista morale ben difficilmente producente sul piano politico immediato. ». Voir : Bauer (Riccardo), *Quello che ho fatto. Trent'anni di lotte e di ricordi, op. cit.*, p. 76 et 88.

fructifier leurs propres intérêts, pour d'autres voués à attendre passivement des temps meilleurs<sup>26</sup>.

Du reste, depuis leur exil, les réfugiés antifascistes restent la plupart ignorants de l'état d'esprit et de l'opinion dominante dans leur pays ; on leur fait alors le reproche de se représenter « un peuple qui n'existe pas »<sup>27</sup>.

Les questions de dignité ne font pas sens [...] et pas davantage, celles de liberté ; personne n'en fait cas, car ils n'ont pas de personnalité à défendre.

Dans ces conditions, et avec le recul, il apparaît « facile » de relever « l'ingénuité de certains des projets les plus radicaux » et parmi les plus aventureux. N'est-ce pas, d'ailleurs, ainsi qu'ils sont envisagés par les organisateurs de la résistance eux-mêmes qui avouent leurs doutes à leur propos ? Le geste de Fernando De Rosa, par exemple, auquel on attache sans conteste « une grande valeur, comme exemple de sacrifice [...] comme manifestation retentissante à l'étranger d'un esprit d'opposition » en même temps qu'un sentiment de « désespoir » :

[...] c'est un NON crié encore plus haut que ce que d'autres ont pu dire jusqu'à présent<sup>28</sup>.

Cela dit, estime Rossi, ce genre de geste « malgré sa grande valeur, n'aide pas du tout [le mouvement] ».

Mais comment expliquer cette équivoque à laquelle on assiste entre les discours et les actes ? D'autres historiens, avant nous, s'y sont penchés ; celle-ci, comme l'a avancé Leonardo Casalino<sup>29</sup>, a constamment placé en opposition le volontarisme et le réalisme des antifascistes,

<sup>26</sup> Il y avait une nécessité « di reagir all'affioscarsi sempre più evidente, nelle grandi masse, di ogni velleità reattiva, al progressivo ridursi dello spirito di opposizione sentito ormai da una minoranza ben decisa a “non mollare“, ma inesorabilmente minoranza, e perciò chiata ad agire secondo un piano di rigoroso tecnicismo. Minoranza che trovava sempre maggiori difficoltà a vincere con efficace propaganda di libertà l'inerzia di un mondo rassegnato o legato a strutture nel quadro delle quali aveva ormai trovato la possibilità di coltivare i propri particolari interessi, o passivamente in attesa di tempi migliori. », dans *Ibid.*, p. 88 *sqq.*

<sup>27</sup> *Ibid.* : « Ma io del “popolo“ me ne [ill.]. [...] Le questioni di dignità non sono sentite (mentre tutti sentono moltissimo quelle [...] di classe [...]) e della libertà, nessuno sa che farsene perchè non ha una personalità da difendere. ».

<sup>28</sup> « Non sono d'accordo nella valutazione dell'attentato : io credo di attribuirgli un alto valore educativo in senso rivoluzionario, e come clamorosa manifestazione per l'estero di uno stato d'animo di opposizione disperata. È un NO detto più forte di quanto fin' ora l'hanno detto gli altri. Io che già scrissi perchè venisse esaltato Zamboni desidero con tutta l'anima che voi ora scriviate esaltando De Rosa. Questo malgrado tutte le osservazioni contrarie di chi, badando all'immediata convenienza politica, fa risaltare che la popolarità del principe e di casa Savoia è aumentata. Forse è vero. [...] Ora gli atti come quello del De Rosa se hanno il valore che sopra dicevo, non danno alcun aiuto – almeno in questa prima fase – per un lavoro di orientamento e di collegamento che serva a preparare la nostra élite. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 53-21, Lettre d'Ernesto Rossi du 31 octobre 1929.

<sup>29</sup> Casalino (Leonardo), « Histoire de l'Italie, socialisme et fédéralisme : Emilio Lussu et le débat théorique au sein de “G.L.“ », dans Vial (Eric, dir.), De Capitani (Patrizia, dir.), Mileschi (Bertrand-Christophe, dir.), *Emilio Lussu (1890-1975) : politique, histoire, littérature et cinéma, op. cit.*, p. 169-189.

singulièrement des giellistes. Le thème de la vertu, par exemple, pouvait lui-même servir deux fins. On pouvait ainsi prétendre que les « mœurs » conduisaient historiquement les Italiens au fascisme, mais en déduire du même coup, comme le fera Rosselli, l'irréductibilité de celui-ci à « l'intérêt qu'il [pouvait représenter] pour une classe sociale », pour conclure finalement de « l'existence d'une autre Italie, frémissant sous le joug de la dictature » et prête à l'action, dans un désir brûlant de rémission. On voit ici la difficulté de résoudre une telle dissonance. Car si la volonté et la vertu passent pour le ressort de l'action et de l'engagement antifasciste, comment l'imaginer à l'origine d'un soulèvement au nom de la liberté, dans une société que l'on conçoit toujours plus, les années passant, comme sclérosée et malade moralement ?

Subsistait donc une inquiétude bien partagée sur la moralité et les valeurs de l'homme moderne et, en conséquence, sur les suites d'un engagement et d'une lutte qui exigeaient de lui davantage qu'il ne pouvait consentir et sacrifier. Rossi lui-même, l'un des plus emportés et des plus pressés à recommander le passage à l'action, pouvait parfois aussi délaissier cet espoir et son assurance exemplaires à considérer le comportement des Italiens autour de lui. À Salvemini, déjà en janvier 1927, il référerait sans illusion et avec un léger mépris de l'habitude des masses à « vivre au jour le jour », à se montrer plus sensibles aux coups de bâtons qu'aux raisonnements ou aux valeurs de l'antifascisme :

“*La force crée le consensus*“ ; ceci peut être contre nos principes, mais c'est la vérité.

Sa remarque, fataliste et désabusée, accompagnait un témoignage riche de détails sur les manifestations d'adhésion et d'enthousiasme qu'il constatait partout où qu'il aille : des bras agités et tendus, « à la romaine », que brandissent les promeneurs de tous âges, de « l'exaltation fasciste » qui anime les foules aux abords des stades de football comme à l'université. Pour marquer son sentiment d'étrangeté parmi cette concorde générale, il rappelait à son maître une conversation tenue quelques années plus tôt, au sortir d'une réunion politique :

Nous croisâmes un cortège du Parti socialiste italien, avec musique et banderoles et je vous fis observer combien semblaient vaines nos préoccupations logiques devant cette bestialité de la masse [...] <sup>30</sup>.

<sup>30</sup> « *La forza crea il consenso* ». Questo può andare contro i nostri principi, ma è la verità. Le masse vivono giorno per giorno, senza pensiero, senz'altro desiderio fuorché il “quieto vivere”. La grande maggioranza non si convince con i ragionamenti ma con le bastonate. [...] Ieri ho fatto una lunga gita in autobus nella regione montuosa : quasi ad ogni paese c'erano dei bambini, dei ragazzi, dei giovani che al passaggio dell'autobus salutavano romanamente. Non per timore, ma contenti, solo per fare un saluto. La maggioranza degli studenti

Dans ce contexte, Ernesto Rossi était aussi, parmi tout le mouvement gielliste, l'un des rares à percevoir et souligner la dissonance entre le contenu de certains textes de propagande d'une part, et la réalité structurelle de l'opposition antifasciste en Italie, d'autre part. Au début de l'année 1928, il s'en expliquait dans une lettre adressée à Tarchiani. Nous ne possédons pas la brochure ni ne connaissons dans les détails le contenu des textes qu'y évoque Rossi mais son commentaire est instructif quant à la difficulté de faire conjointement la propagande, les discours de l'antifasciste qui sont le plus souvent rédigés à l'étranger, et la réalité de l'opposition :

Il me semble [...] que l'on doit abandonner toute cette philippique contre les groupes soi-disant libéraux et démocratiques, particulièrement sur leurs actions dans l'après-guerre. On ne peut sans cesse mettre en relief leurs erreurs sans insister de même [...] sur les erreurs des socialistes [...]. Avant de donner à la propagande un contenu aussi [...] révolutionnaire, il faut avoir beaucoup travaillé et disposer de groupes fidèles, affiliés [au mouvement], être suivis en respect des principes théoriques défendus. Je doute de l'opportunité d'imprimer ces choses<sup>31</sup>.

À l'évidence, ces remarques, qui concernent une période antérieure à la création de « *Giustizia e Libertà* » et sa diffusion en Italie, résument pourtant avec efficacité le paradoxe d'un mouvement qui appelle le peuple à l'insurrection sans disposer des capacités concrètes de l'organiser ni d'encadrer la population : un mouvement qui reste encore le plus souvent fidèle à sa stratégie civile et volontariste, c'est-à-dire qui donne aux Italiens une *possibilité* de s'engager. En sus, comme on l'a vu précédemment, l'activité gielliste de la fin des années vingt au début des années trente, se caractérise par une certaine fluidité ; celle-ci lui garantit notamment une grande adaptabilité au contexte militant dans lequel elle s'enracine mais cette extrême variabilité du phénomène implique en contrepartie la lâcheté des liens qui semblent unir tout le groupement – en fait, une agrégation entre divers groupements – au sein duquel la question de l'appartenance apparaît problématique.

partecipano volentieri a cerimonie di esaltazione fascista, di retorica nazionalista, di sbandieramenti, riviste, ecc. La maggioranza dei militi credo sia in buona fede, nel senso che non hanno nessuna fede : sono dei bicchieri che possono essere usati per bere il vin buono o per pisciarci dentro come provine dell'orina. [...] Si ricorda quel pomeriggio del 1° maggio 1919 che, uscendo da una riunione in cui s'era discusso della "rappresentanza proporzionale" (!), incontrammo il corteo socialista che si snodava per il viale, con musiche e bandiere, che pareva non dovesse mai finire ? Ed io lo feci notare come sembrassero vane le nostre preoccupazioni logiche in confronto alla bestialità di quella massa ? Oggi quegli stessi individui sono o spettatori di football o militi. E domani, sotto un diverso aspetto, li avremmo certo ancora contro come ieri e come oggi. ». Lettre à Salvemini du 16 janvier 1927, dans Rossi (Ernesto), *Guerra e dopoguerra. Lettere 1915-1930, op. cit.*, p. 226-227.

<sup>31</sup> « Mi sembra [...] che si debba tralasciare quella filippica contro i gruppi sedicente liberali e democratici, specialmente per la loro azione del dopo-guerra. Non si può mettere in rilievo le loro malefate senza mettere contemporaneamente [...] le malefate dei socialisti. [...] Prima di dare alla propaganda un contenuto così [...] rivoluzionario occorre aver lavorato molto disporre di gruppi affiliati, avere un certo seguito rispetto ai principi teorici. Dubito anche della opportunità di stampare quelle cose. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 53-14, Lettre d'Ernesto Rossi à Alberto Tarchiani du 22 février 1928.



**« Le fil tenu de la volonté » : une organisation aléatoire et fragile**

Dans le cas de « *Giustizia e Libertà* », l'absence de programme, de règlement, de bulletin d'adhésion rend difficile, sinon impossible, la mesure exacte du giellisme au début des années trente, ou même de lui reconnaître une identité propre – à supposer qu'elle existe. Au sens strict, on ne devrait désigner par ce terme uniquement ceux qui approuvaient en conscience les seuls critères définis et répétés par le mouvement dans sa propagande pour l'accomplissement d'une action immédiate contre le fascisme : l'abandon de toute position de parti et de classe, une mise en cause des élites démocratiques, enfin, une ambition de renouveau autour de trois principes : la république, la liberté, la justice sociale.

Est-ce bien même ce qui distingue et rapproche les membres du comité directeur du mouvement ? En fait, la solidarité qui les relie les uns aux autres dans l'engagement et l'action contre le fascisme se marque par une forme de loyauté, de fidélité, qui tient davantage de la solidarité amicale, des affinités interpersonnelles et des relations de confiance mutuelle, que d'une adhésion corps et âmes à un corpus d'idées bien définies. Dans cet esprit, Alberto Tarchiani apportait à Randolpho Pacciardi la précision suivante :

Nous avons toujours rejeté le principe de la parité [pour décider des membres directeurs du mouvement] parce que nous étions – nous sommes – convaincus qu'un organisme comme le nôtre ne peut vivre et fonctionner seulement s'il est dirigé par un groupe resserré et parfaitement soudé : les questions de majorité ou de minorité entre nous sont impossibles. L'unanimité est toujours nécessaire<sup>32</sup>.

Et dans une autre lettre, évoquant les dissensions entre les deux militants républicains du comité de direction gielliste, Facchinetti et Rossetti, et le reste de ses membres, il ajoutait :

[...] il n'est pas possible qu'un mouvement tel que le nôtre puisse agir s'il n'existe pas de compréhension parfaite entre nous et qu'une amitié sincère ne lie ses membres les uns aux autres<sup>33</sup>.

Certainement, du reste, pour peu qu'on évoque chacun des différents groupes réunis par l'activisme antifasciste de « *Giustizia e Libertà* » au début des années trente, les militants politiques qu'ils soient socialistes ou républicains d'une part, les réseaux amicaux et apatrisans

<sup>32</sup> « Respingemo sempre il principio della parità perchè eravamo – e siamo – persuasi che un organismo come il nostro non vive e opera che se è diretto da un gruppo ristrettissimo e perfettamente affintato : questioni di maggioranza e minoranza tra noi sono impossibili. L'unanimità è sempre necessaria. Il delegato di un partito conta per il suo valore personale, non per il numero che rappresenta. ». Voir : ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « Alberto Tarchiani », I, 45-4, Lettre d'Alberto Tarchiani à Randolpho Pacciardi du 18 janvier 1932.

<sup>33</sup> « [...] non essendo possibile che un comitato del tipo di quello di G. e L. possa lavorare se non v'è una perfetta intesa ed una amicizia sincera tra i suoi membri. ». Voir : ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « Alberto Tarchiani », I, 45-3, Lettre d'Alberto Tarchiani à Randolpho Pacciardi du 11 janvier 1932.

de l'autre, on est forcé de leur trouver des différences : les uns, attachés à respecter les directives de leur première famille politique et pour cette raison extrêmement attentifs à l'évolution des relations entre la Concentration et les *leaders* du nouveau mouvement ; les autres, conscients que les vieilles structures partisans avaient d'ores et déjà hypothéquer leur avenir en Italie, même si eux étaient toujours incapables de concevoir ce futur hors de leurs référentiels politiques communs, à savoir pour la plupart le modèle de la démocratie libérale et parlementaire. Cet écart ne saurait, comme on pourrait pourtant le croire, être tenue pour réhivitoire. Car au final, pour tous, la virginité politique de « *Giustizia e Libertà* » les assure au moins d'une chose : que le volontarisme n'a pas d'idées ni de couleurs partisans.

Des « hommes de bonne volonté ». Plus que leur appartenance politique à tel ou tel autre parti en effet, on se souvient que c'est ce signe de distinction, cet idéal, que les membres du mouvement ont longtemps, pendant les premiers mois de leur activité, projeter d'eux-mêmes et de leur union. Ainsi, en octobre 1930 par exemple, les « amis de Milan, adhérents de "*Giustizia e Libertà*" » s'adressaient aux *fuorusciti* de Paris dans ces termes :

Jusqu'à présent [leur] encadrement s'est réalisé sous le patronage de G.L. sans que l'on tienne compte de leur éventuelle adhésion à un parti, parce que ces hommes, en travaillant pour G.L., savaient qu'ils n'agissaient pas contre le parti auquel ils se sentent liés<sup>34</sup>.

Aussi des militants socialistes, proches du comité milanais de « *Giustizia e Libertà* », interviennent à la même époque auprès de la direction de leur parti pour qu'elle se désolidarise de l'initiative républicaine de commander la création de tout autre organe d'action en Italie :

Nous vous répétons et vous prions instamment de vous opposer à tout prix et de toutes vos forces contre ce doublon inutile et dangereux [...]. Pour travailler ici, nous avons besoin d'une organisation plus souple et restreinte, absolument unitaire ; absolument indépendante aussi, animée par une volonté de faire, de faire, et uniquement de faire [...]<sup>35</sup>.

<sup>34</sup> « Sino a ora l'inquadramento degli uomini di buona volontà si è fatto in nome di GL senza dar peso alla loro eventuale appartenenza a un partito, perché essi, lavorando per GL, sapevano di agire non però in contrasto con le direttive del partito al quale si sentono vincolati. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 2-3, Lettre du 14 octobre 1930 adressée à la direction du mouvement à l'étranger et signés des représentants du premier comité milanais.

<sup>35</sup> « Noi vi diciamo altrettanto e vi supplichiamo di impedire a ogni costo e con tutte le vostre forze il sorgere di questo inutile e pericoloso doppione. [...] Per lavorare qui occorre una organizzazione più snella, assolutamente unitaria, assolutamente indipendente, animata da uno spirito febbrile di fare, di fare, e soltanto di fare. Tutto questo noi abbiamo trovato in GL e vogliamo a ogni costo che sia mantenuto ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 2-2, Lettre du 14 octobre 1930 signée « Secondo » au PSI.

À ce moment, tous avaient une vive conscience de l'état d'isolement auquel les avait réduits le régime. Cet attachement à privilégier l'unité d'action sur la fidélité portée à la discipline de parti était loin de s'observer au même titre chez les réfugiés politiques, comme le montrent les discussions houleuses qui continuent de les diviser près d'un an après la création de « *Giustizia e Libertà* ». En Italie, toute sorte de concurrence et de rivalité interne à l'antifascisme devenaient la cause d'un affaiblissement dangereux pour une opposition dépourvue de moyens humains, matériels et financiers : on savait que toutes les disputes partisanses, y compris à l'étranger, entraîneraient automatiquement un éparpillement ruineux de la propagande et de l'action :

[...] l'hystérie gagnerait *toutes* les forces de l'antifascisme, divisées, contestées, rendues hostiles les unes envers des autres<sup>36</sup>.

Cette « bonne volonté » qui les distinguait tous dans leur effort de s'unir, les hommes ayant rejoint le mouvement avaient certainement trop conscience aussi qu'elle était suspendue à « un fil si ténu » pour être exposée aux rivalités politiques, faites d'indépendance, d'intransigeance partisane et de repli sur une culture de parti. Aussi pariaient-ils en priorité sur la résolution au jour le jour de difficultés « pratiques » pour renforcer le lien entre des individus « appartenant à des courants différents » : la distribution et l'introduction de la presse clandestine, les déplacements d'un lieu à un autre, notamment aux différents points de passage frontaliers afin d'assurer les liaisons et les échanges avec l'émigration. Les discussions politiques étaient, elles, laissées à l'arrière-plan de leur engagement, voire volontairement occultées. L'adhésion intérieure, la volonté antifasciste ne devait s'obtenir à leurs yeux que par les voies hasardeuses et risquées de l'action :

[...] la direction de l'action doit être confiée à des hommes audacieux et capables, qui jouissent d'une parfaite autonomie [et] qui doivent recevoir, plus que des instructions, un soutien moral et politique de la part du comité général [du mouvement à l'étranger]<sup>37</sup>.

De là découle une réserve plus prononcée et plus impérieuse que dans le groupe des réfugiés giellistes concernant la critique des organisations politiques :

<sup>36</sup> *Ibid.* : « si arriverà certamente a uno sdoppiamento della propaganda e dell'azione, conseguenza del quale sarà il progressivo isterilirsi di *tutte* le forze di opposizione, divise, sfiduciate, rese ostili le une alle altre. ».

<sup>37</sup> *Ibid.* : « Riteniamo però che la pratica direzione dell'azione debba essere posta, con la massima autonomia, soltanto nelle mani di uomini audaci e capaci, [...] i quali dal comitato generale devono ricevere più che istruzioni, appoggio morale e politico. ».

[...] l'infâme article de G.L. contre les partis n'a pas été distribué ici, car nous avons refusé de le faire<sup>38</sup>.

L'unité du giellisme apparaît donc des plus précaires : c'est qu'elle repose moins sur des structures que sur des relations interpersonnelles, moins sur des idées politiques que sur des principes ou d'anciennes fidélités partisans (fig. 24 et 25).

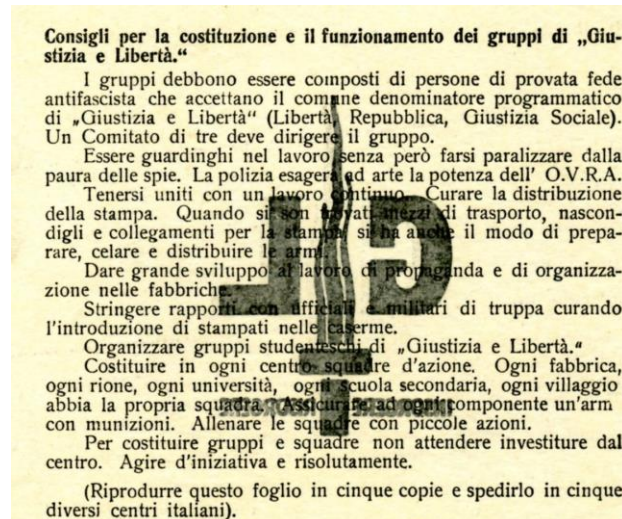


Figure 24 – Tract de propagande avec au recto l'emblème de « *Giustizia e Libertà* » et au verso les conseils pour constituer des groupes antifascistes clandestins<sup>39</sup>.

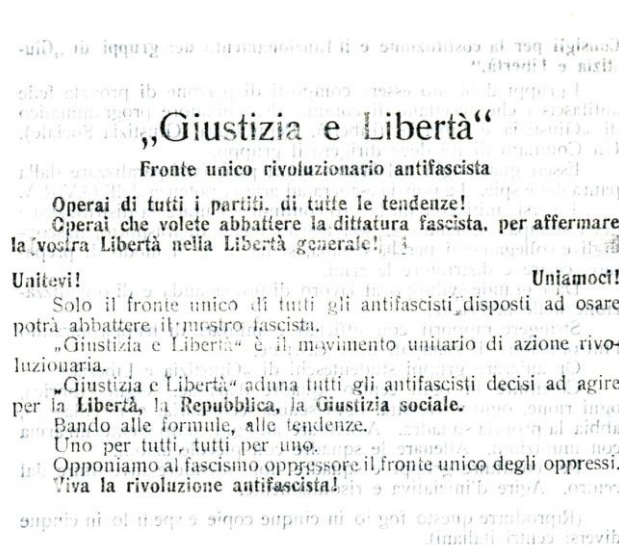


Figure 25 – Tract de propagande de « *Giustizia e Libertà* » aux « ouvriers de tous les partis et de toutes les tendances »<sup>40</sup>.

<sup>38</sup> *Ibid.* : « Il famigerato articolo di GL contro i partiti non fu da noi distribuito qui, perché ci rifiutammo di farlo. ».

<sup>39</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 3-11.

<sup>40</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 3-14.

### ***Socialiste et libérale : une pensée politique critiquée ou ignorée***

Que l'antifascisme des quelques fondateurs de « *Giustizia e Libertà* » ait été d'abord une combinaison indéterminée d'idées plutôt qu'une idéologie politique strictement organisée, c'est donc ce que l'on sait bien désormais. Comme l'on connaît aussi le degré de conscience qu'avaient ces hommes des écueils rencontrés dans leur tentative de réaliser une alliance entre différentes cultures et traditions politiques. L'action, le volontarisme, l'urgence de résister au fascisme permet certes, dans un premier temps, d'évacuer momentanément les difficultés conceptuelles et la cohérence de leurs principes, mais ne peut masquer, de façon prolongée, les obstacles tactiques engendrées par l'orientation adoptée en 1929 et qu'ont révélés avec éclat la série d'arrestations et de contrecoups subis par le mouvement en Italie. Dès les premières semaines de 1930, dans le contexte de « l'affaire Menapace », Rosselli s'ouvrait ainsi à Luigi Sturzo qui l'avait précédemment accueilli quelque temps à Londres pour accomplir sa première tournée de conférences à l'étranger :

Je traverse, à mon tour, une période difficile, après ces six premiers mois d'exil. Et je sens un peu plus, chaque jour qui passe, la nécessité et l'obligation morale et intellectuelle de prendre part à un travail beaucoup plus constructif et qui s'inscrive dans une échelle de temps beaucoup plus longue. Il est difficile cependant de concilier l'activité pratique et la réflexion théorique, je vous en assure. Ce dernier mois a été celui le plus *pragmatiste* de mon existence. Maintenant je suis fatigué et me sens abruti<sup>41</sup>.

Aussi du dessein global que nous pensons pouvoir déchiffrer dans la fondation de « *Giustizia e Libertà* », il n'y a toujours pas, d'expression idéologique ni politique organisée et cohérente au début des années trente. Non que les personnalités les plus influentes du groupe n'aient jamais tenté de la formuler. Certains, comme Carlo Rosselli, ont essayé de réinterpréter selon des voies peu familières à des traditions politiques en crise et aux positions mentales et culturelles dominantes au sein des partis, l'esprit de la pensée libérale et l'idéal socialiste, de sorte que l'une puisse inclure les valeurs de l'autre, et celui-ci réaliser son projet d'égalité dans le respect de l'autonomie et de la liberté. Nous avons déjà pu remarquer en effet l'inclination de certains de ces initiateurs, plutôt qu'à se référer au seul libéralisme et revendiquer la restauration des libertés bafouées, à franchir, dans un sens révolutionnaire, la version

<sup>41</sup> « Non attraverso un periodo lieto. Ho raggiunto anch'io il punto critico dopo questi sei mesi di esilio. E sento ogni giorno di più la necessità e l'obbligo morale e intellettuale di cooperare ad un lavoro più costruttivo e a più lunga scadenza. Difficile però conciliare l'attività pratica con la teorica, glielo assicuro. Quest'ultimo mese è stato il mese più *pragmatico* della mia vita. Ora son stanco e instupidito. ». Voir : Lettre de Carlo Rosselli à Luigi Sturzo du 7 février 1930, dans Grasso (Giovanni, éd.), *Luigi Sturzo e i Rosselli tra Londra, Parigi e New York : carteggio 1929-1945, op. cit.*, p. 38-39.

traditionnelle de ce patrimoine idéologique. Ce genre de création idiosyncrasique était évidemment de nature à exciter les critiques de part et d'autre des traditions politiques qui avaient déjà pris le parti de l'opposition contre le gouvernement fasciste. Si l'audience n'a ainsi pas manqué lorsque Rosselli fait publier en France, à l'automne 1930, l'ouvrage composé durant ses années de relégation, au large de la Sicile, l'initiative pourtant avait peu été suivi d'effets concrets et on pouvait se demander si le mouvement, aussi nouveau soit-il, s'imposerait aux divisions partisans.

Événement éditorial dont nous détaillons plus loin les conditions de la réception en France ainsi que l'exacte portée du point de vue de son auteur, l'essai publié sous le titre *Socialisme libéral* suscita d'abord l'attention des réfugiés politiques<sup>42</sup>. Dans un contexte politique dominé par la grave crise sociale de la fin des années vingt et la remise en cause du capitalisme, l'ouvrage développait une critique intellectuelle et spirituelle du marxisme, sur le modèle de son devancier, le socialiste belge Henri de Man dont Rosselli s'affirmait sans complexe comme un héritier et, en quelque sorte, le continuateur conséquent. Aussi la critique politique trouva-t-elle fort à redire de cette œuvre dont la thèse apparaissait, par bien des aspects, beaucoup trop hérétique :

Carlo Rosselli pour parvenir, dans la dernière page de son livre, à préconiser « l'alliance de la gauche italienne luttant pour la liberté avec la république du travail » a parcouru un long chemin au cours duquel il n'a trouvé d'autres ennemis que les socialistes marxistes, qu'il accuse de rester trop fidèles à une philosophie dépassée. Karl Marx a fait son temps, la nouvelle génération ne veut plus être matérialiste, déterministe, [actrice d'une] lutte des classes, sans patrie. Surtout la nouvelle génération « volontariste » est convaincu que l'idée de liberté est une création de l'esprit ; impardonnable erreur que de considérer la liberté sous une approche historiciste, instrumentale et utilitaire. La liberté est une valeur absolue et éternelle. Le malheur italien est de n'avoir jamais éduqué à cette liberté<sup>43</sup>.

<sup>42</sup> L'ouvrage est ainsi tiré, au total, à près de 2 500 exemplaires. À titre de comparaison, l'essai d'Arturo Labriola, *Au-delà du capitalisme et du socialisme*, publié dans la même maison d'édition en 1932, est imprimé quant à lui à 1 5000 unités. D'après les chiffres donnés par Giuseppe Fiori, seulement 856 copies du livre furent vendues en deux ans. Voir : Fiori (Giuseppe), *Casa Rosselli : vita di Carlo e Nello, Amelia, Marion e Maria*, Turin, Einaudi, 1999, p. 125.

<sup>43</sup> « Carlo Rosselli per arrivare all'ultima pagina del suo libro a propugnare "l'alleanza della sinistra italiana lottante per la libertà e la repubblica del lavoro" ha percorso una lunga strada durante la quale non ha trovato altri nemici che i socialisti marxisti, che egli accusa di restare troppo ligi ad una filosofia superata. Carlo Marx ha fatto il suo tempo, la nuova generazione non vuole più essere materialista, determinista, lotta di classe, senza patria. Soprattutto la nuova generazione "volontarista" è convinta che l'idea di libertà è una creazione di ogni spirito ; imperdonabile errore e considerare la libertà sotto un profilo storicistico, strumentale ed utilitario. La libertà è un valore eterno ed assoluto. La sciagura italiana è di non avere mai fatto l'educazione a costesta libertà. », dans Rabano Mauro [Claudio Treves], « Socialismo liberale », *La Libertà*, 15 janvier 1931.

Ce n'est pas que la révision du marxisme fût en soi un événement intellectuel inédit, même dans les cercles de la gauche italienne, mais l'ouvrage de Rosselli prenait l'opinion à contre-pied en réclamant de la part des socialistes une répudiation complète de l'œuvre du théoricien de la « lutte des classes ». Or n'y avait-il d'antimarxisme plus abouti que le fascisme lui-même ? Répudier Marx, c'était prendre le risque de renoncer aussi au socialisme, et plus encore, à la démocratie et même au libéralisme :

Au-delà des fantaisies juvéniles de chaque génération qui découvrent une nouvelle idée cachée depuis quarante ans dans tous les musées pour la lancer contre les exigences et les formes de la lutte actuelle, il reste la dimension absolue de cette lutte, encore à notre époque inscrite en caractères de bronze, et dont les contours ne s'effacent pas pour accueillir les modes de l'«intelligentsia» universitaire. [...]. Marxisme – fascisme. Ou bien la liberté pour la classe ouvrière – ou pour personne<sup>44</sup>.

Inaudible, inconcevable, l'entreprise théorique de Rosselli entrouvrait, au sein de l'antifascisme non communiste, une voie dissidente et « non-conformiste » que personne cependant n'osait pour le moment poursuivre. L'initiative éditoriale, si elle suscita quelques remous dans l'antifascisme italien en exil, fut cependant assez vite éclipsée par une nouvelle offensive polémique de la part de Rosselli, cette fois sur le terrain de l'action politique. Le plus souvent laissé à l'arrière-plan du discours de « *Giustizia e Libertà* », le monde ouvrier devenait, entre 1930 et 1931, l'objet d'une attention beaucoup plus soutenue de la part du mouvement, ce qui formait le prétexte à une nouvelle crise avec les dirigeants socialistes et ceux de la *Confederazione generale del Lavoro* (CGIL)<sup>45</sup>.

### ***Un programme d'action « modeste » : la propagande ouvrière de « Giustizia e Libertà »***

L'intervention de Rosselli dans le champ des idées politique et de la doctrine idéologique semblait en effet attendre une traduction politique de ce type, à savoir les efforts entrepris pour ancrer le mouvement dans l'horizon du socialisme et, par conséquent, de la masse de ses fidèles. Car, comme on pouvait le lire dans les pages de son essai :

<sup>44</sup> *Ibid.* : « Al di là delle fantasie dei giovani che scoprono ad ogni generazione una novità nascosta da quaranta anni in tutti i musei per scagliarla contro le esigenze e le forme della lotta attuale, sta la categoricità di essa, in questo tempo nostro, scolpita in caratteri di bronzo, i cui profili non si cancellano per secondare le mutevoli mode della "intelligentsia universitaria". [...] Marxismo – fascismo. O la libertà per la classe operaia – o per nessuno. »

<sup>45</sup> Voir : Groppo (Bruno), « La "propagande ouvrière" de Giustizia e Libertà et le débat politique au sein de l'antifascisme italien de 1931 », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940, op. cit.*, p. 257-283.

Ce qui compte, en dernière analyse, c'est la quantité de vérités, d'émulations, d'idéaux, que l'on réussit, avec l'aide d'une doctrine, à faire atteindre aux masses. Le marxisme n'est pas la doctrine de la contemplation platonicienne. C'est la doctrine du mouvement prolétarien. Et, comme telle, elle doit faire face à la psychologie, aux besoins et aux déficiences du prolétariat<sup>46</sup>.

C'est dans cette perspective en effet qu'il faut surtout considérer cet écrit ; texte d'un théoricien de l'action politique qui dirigeait sa critique moins contre le Marx « objet d'étude » que le Marx comme « moyen de propagande ». Sous ce registre, développait Rosselli, l'œuvre du philosophe de Trèves incarnait un facteur dangereux « d'égarement et de déséducation ». Les marxistes, exposait-il encore, propageaient une « conception vulgaire de la vie », une éthique utilitariste qui faisait fi selon lui des notions de « devoirs », « d'idéaux » et de « sacrifices ». Or cet entendement populaire de la philosophie de Marx était incompatible avec son antifascisme et l'idée antifasciste que tentait de diffuser « *Giustizia e Libertà* » :

Les masses lisent et comprennent le *Manifeste*, non les gloses [...], le [marxisme] empêche aujourd'hui l'édification d'une civilisation nouvelle et porte le mouvement à la corruption<sup>47</sup>.

À côté de cette critique du marxisme, la propagande gielliste fait quant à elle place à de nouveaux thèmes et de nouveaux acteurs au cœur de son projet insurrectionnel contre le régime. Si on la compare en effet, à celle qui l'a précédée, la forme d'action vers laquelle incline le groupe de « *Giustizia e Libertà* » dès 1931 ne semble plus avoir un regard seulement pour « l'héroïsme révolutionnaire ». Ce n'est pas que l'esprit général qui s'y dégage soit soudainement devenu antihéroïque mais lorsque tous sont des héros, alors il n'y a plus de héros. Ce qui a remplacé cette évocation pourtant ô combien insistante au cours des mois passés, c'est cette idée d'unité entre les élites intellectuelles d'un côté, et le « peuple » de l'autre. À Friedrich Adler<sup>48</sup>, le 12 mars 1931, Alberto Tarchiani ne confesse-t-il pas lui-même l'insignifiance de son mouvement auprès de cette opinion : « “*Giustizia e Libertà*” a été, dès son début, un mouvement complètement autonome, indépendant de tous partis ou groupements de partis », or, insistait-il,

<sup>46</sup> Rosselli (Carlo), *Socialisme libéral*, Audier (Serge, éd.), *op. cit.*, p. 90.

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Sur ces échanges et l'intervention du secrétaire de l'Internationale ouvrière suite à la diffusion, par le mouvement « *Giustizia e Libertà* », d'une brochure à destination des ouvriers, voir : Groppo (Bruno), « La “propagande ouvrière” de *Giustizia e Libertà* et le débat politique au sein de l'antifascisme italien de 1931 », *op. cit.*, p. 269 *sqq.*



[...] une renonciation de notre part à développer la propagande révolutionnaire chez les ouvriers doit être exclue ; d'autant plus que c'est une des exigences fondamentales de la lutte en Italie [qui] a été jusqu'à présent trop négligée<sup>49</sup>.

Pour se persuader que les dirigeants giellistes opèrent bien un revirement par rapport à leur position précédente, il suffit de comparer deux opuscules ; les « conseils sur la tactique », réédités un an après leur première diffusion et augmentés des « nouveaux conseils »<sup>50</sup> : vers la fin de 1929, et encore pendant toute l'année 1930, on se donnait pour mission centrale d'organiser les cadres de la révolution antifasciste,

[...] il ne faut pas penser à l'organisation des masses, ni à vouloir reprendre ces modèles bureaucratiques qui conviennent uniquement à l'organisation des partis en temps de liberté. Les groupes de « Giustizia e Libertà » doivent être composés d'éléments capables d'agir [...]<sup>51</sup>.

À peine un an plus tard, et sans remettre directement en cause ces principes essentiels, on veut en plus voir se développer tout un réseau de « comités secrets » de manière à diffuser « le plus rapidement possible tous les mots d'ordre antifascistes aux masses »<sup>52</sup>. Ce ne sont plus seulement les « élites » de la révolution antifasciste que l'on doit encadrer, mais « plusieurs centaines de personnes » mobilisées et organisées au sein de « chaque usine, de chaque quartier et de chaque village [...] »<sup>53</sup> Les « comités ouvriers » passent à l'ordre du jour : on ne s'en tient plus seulement à faire connaître le mouvement auprès des officiers de l'armée italienne, à trouver des adhérents parmi le personnel de l'administration et de l'économie publique, ou encore à attirer la jeunesse universitaire ; la masse des travailleurs, à l'usine et dans les campagnes, doit aussi tenir son indispensable partie. Dans la diffusion ainsi projetée du mouvement parmi la société italienne, on souhaite donc réaliser, par une habile répartition des rôles, l'égalité de l'équilibre harmonieux du peuple contre le fascisme, plutôt que l'unité de

<sup>49</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », I, 1-1, Lettre d'Alberto Tarchiani et Carlo Rosselli à Friedrich Wolfgang Adler du 12 mars 1931.

<sup>50</sup> « Consigli sulla tattica », *Giustizia e Libertà*, seconde édition, s.d.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 3 : « [...] non si deve pensare all'organizzazione di masse, nè a forme burocratiche convenienti alla vita dei partiti in regime di libertà. I gruppi di "Giustizia e Libertà" devono essere composti di elementi veramente capaci all'azione e devono essere fra loro affiliati più che possibile [...] ».

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 7 : « I Comitati locali debbono sviluppare al massimo il lavoro nelle fabbriche e diffondere le parole d'ordine contenute nell'opuscolo *Agli Operai* di "G.L." [...] ».

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 7 : « "G.L." è il movimento che prepara e organizza la rivoluzione. Deve perciò costituire in ogni centro "squadre d'azione". Bisogna proporsi che ogni fabbrica, ogni rione, ogni villaggio, ogni categoria, abbia la propria squadra intitolata al nome della fabbrica, del rione, del villaggio, o di un martire antifascista. ».

classe contre une autre classe : en cela du moins le mouvement s'affirme comme populaire et démocratique<sup>54</sup>.

Populaire, le mouvement « *Giustizia e Libertà* » l'est-il aussi par les idées qu'il insuffle ? Rien n'est moins sûr : ni élitiste ni démagogique ; le mouvement gielliste est toujours écartelé entre la dénonciation du conservatisme clérical et libéral d'un côté, et de la « dictature » communiste de l'autre. Un sempiternel balancement qui rend la partie organisationnelle de son programme d'action difficile à remplir. Même quand on met beaucoup d'ingéniosité à montrer la complicité belligérante qui doit exister entre les antifascistes et que « *Giustizia e Libertà* » entend diriger. Le mouvement voulait en effet fédérer tous les individus et les groupes, au moins autant par leur haine et leurs profondes hostilités, que par leurs affinités communes. S'il était possible voire aisé de trouver à ces groupes opposés au fascisme, des indignations semblables, cela se compliquait déjà lorsqu'il fallait préciser la qualité des adversaires supposément identiques. Un unique adversaire est encore capable de postuler et de forger l'identité de l'antifascisme, à condition de s'en tenir à sa désignation la plus simple – par conséquent la plus réductrice – et de s'attacher à une démonstration négative et défensive. Celle-ci s'exerce donc contre « le fascisme » et, au-delà, contre les fondements autoritaires et antilibérales de son pouvoir et de son autorité. Aussi l'argumentation que la propagande du groupe prétend apporter n'est pas facilement intelligible ni lisible, particulièrement aux yeux des travailleurs, hier socialistes ou communistes, aujourd'hui encadrées par les organisations fascistes.

Voyons plutôt avec le long développement ci-dessous, rédigé de la main de Rosselli, et que l'on trouve dans une brochure datée de mars 1931, la première que « *Giustizia e Libertà* » adresse entièrement « aux ouvriers »<sup>55</sup> :

Pour faire tomber le régime des chemises noires, une solide unité d'action s'impose à tous les antifascistes.

Les luttes entre partis sont une nécessité et un bien pour les peuples libres, mais elles sont un fléau pour ceux qui sont asservis. Dans la division règnent l'impuissance et la défaite ; dans l'unité, la victoire.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 1 : « Nos objectifs immédiats peuvent être résumés en deux points : 1° - Créer autour du fascisme une atmosphère hostile [...]. 2° - Créer l'organisation révolutionnaire. Nous devons arriver à avoir dans chaque centre important d'Italie un groupe de quelques dizaines de personnes bien sélectionnées, appartenant à toutes les classes sociales et à toutes les tendances politiques contraires à la dictature, qui sachent ce que précisément ils doivent vouloir et veulent résolument les mêmes choses pour déterminer et diriger la révolution antifasciste. » [« *I nostri obbiettivi immediati possono essere riassunti in due punti : 1° - Creare intorno ai fascisti un ambiente plumbeo di ostilità [...]. 2° - Creare l'organizzazione rivoluzionaria. Dobbiamo arrivare ad avere in ogni importante centro d'Italia un gruppo di poche decine di uomini ben selezionati, appartenenti a tutte le classi sociali e a tutte le tendenze politiche contrarie alla dittatura, che sappiano quello che precisamente debbono volere e vogliono decisamente le stesse cose per determinare e dirigere la rivoluzione antifascista.* »].

<sup>55</sup> « Agli operai », *Giustizia e Libertà*, n° 24, mars 1931.

« *Giustizia e Libertà* » est précisément née pour imposer cette unité de fer dans l'action. Entendons-nous ouvriers italiens : l'unité ne signifie pas de renoncer à sa propre opinion et à ses propres convictions politiques. « *Giustizia e Libertà* » ne veut pas t'empêcher, toi, travailleur socialiste, de professer les idées de ton parti ; à toi, ouvrier communiste, de professer des idées communistes : enfin à toi, ouvrier républicain ou démocratique, de professer des idées républicaines ou démocratiques. [...].

« *Giustizia e Libertà* » se limite à demander à tous les antifascistes, dans l'intérêt suprême de la révolution, de mettre temporairement de côté tout ce qui les divise et de mettre par contre en avant tout ce qui les réunit. [...]

Qu'est-ce qui réunit aujourd'hui le socialiste, le républicain, le communiste, le démocrate et le simple antifasciste ?

- 1) la *haine* contre le fascisme meurtrier et affameur.
- 2) la *persécution* qui nous frappe tous de manière égale.
- 3) la *faim* qui frappe devant chaque porte.
- 4) la *guerre* qui nous menace tous.
- 5) la *liberté*, pour tous niée et bafouée.
- 6) le *désastre économique* qui nous guette tous.

[...] Ne pensez-vous pas, travailleurs que tout cela est suffisant ? [...] ne pensez-vous pas que l'heure de l'accord fraternel est venue ? [...] <sup>56</sup>.

De l'unité antifasciste, le propos glisse donc à la question de savoir pourquoi « *Giustizia e Libertà* » met-il un point d'honneur à rester indépendant de toute forme d'influence partisane, et à l'examen des désaccords qui le séparent des communistes. Il est vrai que l'adhésion à un programme politique en particulier, fût-il d'obédience marxiste ou non, risquait d'exclure de la lutte une partie non négligeable d'antifascistes. Trier entre bons et mauvais révolutionnaires est devenu un exercice inutile sinon nuisible pour l'opposition.

« Sociaux-démocrates » ou « communistes », « libéraux » ou « républicains » en effet, ils participent du même programme « immédiat » auquel le mouvement appelle : l'insurrection pour la restauration d'un « minimum de liberté ». Tous ces antifascistes proches de « G.L. » et qui avaient collaboré à sa fondation avaient en tête le modèle des assemblées constituantes, garantes après le fascisme de la restauration de ce « minimum » de liberté pour tous, de la correction des injustices « les plus graves » et en donnant à tous, la possibilité de « faire entendre sa voix » dans le débat décisif sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Aussi les voit-on unanimes à défendre l'idée que la future assemblée respectera les intérêts de la grande masse des Italiens, de ces « 10 millions de paysans, ces 4 millions d'ouvriers, ce million d'artisans, ce million et demi d'employés de commerce [...] », tous représentés en proportion de leur nombre au même titre que le « demi-million de propriétaires terriens, d'industriels et de rentiers » que compte le pays. À cette récapitulation des mesures promises aux ouvriers en

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 9. Pour le texte original, voir l'annexe n°12, p. CX (volume 2).

échange de leur sacrifice les auteurs du tract ajoutent une note pragmatique. Tout en promettant peu, le programme « de transition » ainsi proposée par le mouvement gielliste est non seulement le seul qui soit acceptable par tous, « de l'ouvrier socialiste ou communiste au bourgeois antifasciste », mais aussi le seul qui puisse se concrétiser :

À ceux qui nous reprocherons de promettre peu, nous répondrons qu'il vaut mieux *une promesse modeste et maintenue*, que de vous promettre la lune.

Il n'empêche. Les giellistes doivent encore tordre le cou à la surenchère communiste et au mot d'ordre de la « dictature ouvrière » selon lequel en laissant l'initiative de la révolution aux sociaux-démocrates et à d'autres acteurs non communistes on risque de vouer le prolétariat – motif développé en particulier par Togliatti – à une nouvelle domination de la bourgeoisie italienne et de devoir dire adieu à la transformation du modèle capitaliste. Raisonement de poids : l'idée que le capitalisme, et son pendant politique – la démocratie bourgeoisie – sont incorrigibles et qu'on ne peut y apporter de réformes correctrices est très diffusé en 1931, confirmé dans les faits par une reprise du mouvement d'agitation et de grèves dans les campagnes et les usines de la Péninsule. Toutefois, il est peu certain que l'utopie incarnée du régime soviétique présente un contre-modèle non seulement réaliste, mais encore exaltant pour l'Italie, y compris pour ses masses ouvrières. Carlo Rosselli, à l'origine de cet opuscule non signé, argumente, lui, que la « lointaine » Russie, aux prises avec d'« énormes difficultés », au lieu de tendre la main au prolétariat italien apporte au contraire son soutien – militaire et économique – à la dictature mussolinienne. Dans ce plaidoyer antisoviétique entrent aussi les désastres attendus et les « douleurs infinies » que provoquerait une révolution communiste et la réédition des événements de 1917<sup>57</sup> :

Après la guerre, après le fascisme, le communisme serait une nouvelle tragédie, encore plus terrible que les précédentes pour le peuple italien. Aux premières difficultés – qui seraient inévitables – le peuple se révolterait et le pays se précipiterait à nouveau dans une réaction fascisto-cléricale dont ne pourrions plus nous sortir<sup>58</sup>.

Toute cette argumentation repose donc sur la comparaison entre un passé récent, dont le souvenir est encore vivace en 1931, et une actualité dominée par les conséquences dramatiques sur le plan social de la crise économique mondiale. Déjà attentif aux problèmes spécifiques que

<sup>57</sup> Afin d'exploiter et guider le mécontentement des ouvriers et la manifestation d'agitations spontanées contre le chômage, les réductions salariales et l'impact de la crise économique, certains journaux de propagande communiste, comme *L'Ordine Nuovo*, parlaient effectivement de « faire comme en 1917 ». Voir : Zucaro (Domenico), *Cospirazione operaia. Resistenza al fascismo in Torino – Milano – Genova*, Turin, Circolo della Resistenza dell'Azienda Acquedotto Municipale di Torino, 1965, p. 80.

<sup>58</sup> « Agli operai », art. cité, p. 10.

rencontraient les ouvriers<sup>59</sup>, et notamment à l'aggravation générale de leur situation sous le fascisme, Rosselli se refusait cependant à accrédi-ter l'idée suivant laquelle la crise italienne puisse s'expliquer seulement par le contexte international. Ceci pour deux raisons : en premier lieu, pour souligner le caractère irrationnel de la politique économique du régime, comme l'avait d'ailleurs montré avant lui Ernesto Rossi dans ses articles sur les « finances italiennes ». Ensuite, pour contester la thèse communiste d'une parenté globale entre la crise du capitalisme et celle de la démocratie, ces deux mouvements parallèles dévoilant *in fine*, d'après la vulgate du parti, un état critique de « fascisation » générale de l'Occident et de la culture libérale.

À la lecture de cette brochure que « *Giustizia e Libertà* » destine aux ouvriers au début du printemps 1931, il apparaît donc que la propagande du mouvement reste influencée par les idées agitées en 1929, lors de la fondation du mouvement, édulcorant seulement la dimension élitiste et minoritaire du groupe pour lui donner une semblance de popularité. Pour s'en convaincre, on peut encore citer la série d'actions limitées que Rosselli déroule à l'attention des travailleurs, comme des chômeurs, afin de créer des difficultés au régime, et d'abord, écrit-il, pour leur « restituer la confiance en eux-mêmes »<sup>60</sup>. À l'inévitable question « que faire ? », l'on évite aussi de suggérer les grands mots et les grands moyens qui font lever une foule de difficultés :

Il serait d'une simplicité extrême de répondre : nous devons faire la révolution, nous devons ériger les barricades, nous devons tuer les fascistes. [...] Mais comment y arrive-t-on ? D'où commence-t-on ? Est-il seulement possible d'un jour à l'autre, de faire passer le peuple de l'état de servitude à l'insurrection ?<sup>61</sup>

Or il reste, plus redoutable et plus impérieux encore pour les hommes de « *Giustizia e Libertà* », le problème de la préparation et du relèvement moral d'un peuple soumis et laissé, près de dix ans durant, à l'état d'asservissement :

La révolution résulte d'une patiente et héroïque œuvre de préparation. Il faut apprêter les moyens, les hommes, les esprits. Il faut que vous, surtout, ouvriers, réussissiez à sortir de l'état de soumission dans lequel vous vous trouvez et regagnez progressivement cette confiance en vous-mêmes qui par le passé vous a permis de gagner tant de batailles<sup>62</sup>.

Il va de soi que les « petites actions » étudiées et proposées par les giellistes aux ouvriers ne recommandent pas un « grand esprit de sacrifice » ni même de faire preuve d'« héroïsme » à

<sup>59</sup> Sur ce point : Groppo (Bruno), « La "propagande ouvrière" de *Giustizia e Libertà* et le débat politique au sein de l'antifascisme italien de 1931 », *op. cit.*, p. 259-260.

<sup>60</sup> « *Riacquistare fiducia in sè stessi*, ecco la prima ricetta. », dans « *Agli operai* », art. cité, p. 11.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> *Ibid.*

proprement parler : on leur préconise seulement « un minimum de bonne volonté » et d'être capable « d'initiative »<sup>63</sup>. Les ouvriers des usines étaient ainsi appelés à ne pas assister aux réunions convoquées par les syndicats fascistes sinon pour les saboter, par exemple en conspuant l'orateur ou en l'applaudissant sans discontinuer pour l'empêcher de prononcer son discours. On invitait également les travailleurs à s'opposer aux réductions de salaire, ou encore à ralentir le travail lorsque cela pouvait se faire sans leur porter de préjudices économiques. Enfin, il était tout aussi important d'inciter les ouvriers à des actions collectives, et à faire preuve de solidarité entre eux. À l'article sur les licenciements, on lit ainsi :

Tu es aujourd'hui, ouvrier, à la merci du patron qui, sans même en informer le syndicat, te licencie. Souvent le patron te licencie pour te réengager ensuite avec une diminution de ton salaire. Il faut se rebeller. D'abord se rebeller en opposant la résistance passive. Si par disgrâce tu es licencié, refusez, toi et tes autres compagnons licenciés, de quitter l'établissement ; oblige la direction à te chasser dehors par la force, provoque un scandale<sup>64</sup>.

À l'évidence ces conseils dévoilent toute une série de préjugés et d'idées préconçues que partagent les dirigeants du mouvement gielliste sur le grand nombre des travailleurs et le petit peuple. Incités quant à eux à manifester leur détresse avec insistance auprès des assemblées syndicales et des bureaux de recrutement, les chômeurs devaient également se montrer plus responsables et moins frivoles durant leur temps de loisirs forcés, en accomplissant de petits actes de sabotage :

Beaucoup de chômeurs, plutôt que de passer leurs journées entières à jouer au football et à aller pêcher devraient faire des *promenades de sabotage* : par exemple couper les lignes téléphoniques et télégraphiques [...]. Chaque ouvrier un peu habile peu accomplir avec facilité beaucoup de petits actes de sabotage. Ces actions serviront à irriter les fascistes, à désorganiser les services et à donner du travail aux ouvriers en charge de l'entretien du réseau téléphonique, comme des télégraphes et de toutes les autres catégories<sup>65</sup>.

De même, pour blesser l'orgueil des moins entreprenants, on suggérait aux plus « audacieux » et aux plus « aventuriers » parmi la population des inactifs, de s'organiser en « escouade d'action » de deux ou trois personnes afin d'accomplir des actions subversives, beaucoup plus risquées mais par conséquent d'une valeur encore supérieure pour le mouvement antifasciste.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 15.

Tout en s'adaptant à ce nouveau public des ouvriers, sur lesquels on fait porter l'immense responsabilité des succès révolutionnaires futures et donc de la victoire des principes de justice et de liberté sur le fascisme, la rhétorique du giellisme marque toujours autant sa singularité sur les autres formes de propagande, du fait de l'importance écrasante du registre culpabilisateur ou moral :

Arrivé à ce point, toi, ouvrier qui nous lis, pourras te demander : et puis ? Comment on en arrive à la révolution ? Quel est le plan de « *Giustizia e Libertà* » ? Nous te répondrons alors : un pas à la fois. Commence, ouvrier, par mettre en pratique le « premier programme d'action ». Quand tu l'auras fait avec d'autres de tes compagnons (et donne, *toi*, le bon exemple) nous aurons déjà accompli un beau progrès. [...] L'important, aujourd'hui, est que les ouvriers se réveillent de l'état de léthargie et commencent à agir en montrant par les *faits* que la période de résignation est finie. *Tant que vous, ouvriers, ne donnerez pas des signes d'activité et de résistance*, « *Giustizia e Libertà* » ne pourra prendre une initiative révolutionnaire<sup>66</sup>.

La révolution, comme l'écrivent en gros caractères, à la fin de leur brochure « aux ouvriers », les hommes de « *Giustizia e Libertà* », est toujours interprétée comme un « problème de volonté », de « préparation » morale et de « discipline ». On s'en aperçoit sans trop de mal lorsque, du discours, on s'intéresse à la configuration organisationnelle du mouvement au début des années trente. Celle-ci, comme on va le constater maintenant, n'est cependant pas figée, mais tend à se modifier, d'une part sous l'influence de personnalités venues au giellisme après une longue période de militantisme politique, ensuite sous l'action d'une nouvelle génération de militants.

### **« Un mouvement plus jeune, plus révolutionnaire, plus intransigeant » : ancrages et reconversion du giellisme**

Vers la fin de 1931, on peut croire que l'unité politique de l'antifascisme démocratique est une chose faite : la veine insurrectionnelle et activiste n'est pas éteinte, loin de là, mais à l'intérieur du groupe « *Giustizia e Libertà* », on laisse aussi entendre qu'agir, « faire et donner des coups », ne peut être une fin en soi pour le mouvement qui fait donc un pas en direction des socialistes. En même temps, d'Italie, monte, plus vif depuis la rupture entre les républicains et les giellistes, le souci de mettre de l'ordre dans les divisions partisanses, de conclure rapidement

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 15-16.

entre le mouvement et les partis politiques un arrangement acceptable, et ainsi de se préserver de l'éparpillement sinon certain de leurs membres.

Voici précisément venu le temps où, constamment contrariée et repoussée depuis la création de « *Giustizia e Libertà* », semble aboutir la volonté de part et d'autre de rendre enfin possible une « coopération active » réunissant le mouvement et les groupements politiques de la Concentration. Le pacte d'association par lequel les deux parties se lient s'attache surtout à répartir les rôles et les prérogatives de chacun, que ce soit à l'étranger et en Italie ; sa seule originalité par rapport au pacte d'action fondateur du rassemblement interpartisan de 1926 étant en fait de reconnaître l'organe gielliste et ses groupes clandestins comme l'agent de « l'action unitaire de la Concentration en Italie »<sup>67</sup>. Dès novembre 1931, le nouveau comité directeur composé à parité des représentants de chaque organisation se réunit pour discuter des « problèmes de la lutte antifasciste »<sup>68</sup>. C'est Rosselli qui, entendu par les dirigeants des groupes politiques et syndicaux, se charge de synthétiser la signification politique de ce projet d'union :

La Concentration d'action antifasciste réaffirme que le renversement de la dictature fasciste – et avec elle de toute la structure bureaucratique, militaire et sociale de l'Etat monarchique italien – est un devoir d'ordre révolutionnaire qui en appelle au peuple [...] au prolétariat, à toutes les classes opprimées et exploitées, à la jeunesse intellectuelle, afin qu'ensemble ils puissent renforcer le front antifasciste en Italie et dans l'émigration, et qu'ils se lancent résolument dans la bataille pour la liberté et le pain, la démocratie politique et la démocratie sociale<sup>69</sup>.

La discussion des problèmes de la lutte antifasciste se poursuit de façon intermittente jusqu'aux premiers jours de décembre, date à laquelle les giellistes décident d'adhérer à l'accord conclu avec la Concentration.

Mais c'est en fait, davantage que l'unification de l'antifascisme, l'origine du premier programme politique de « *Giustizia e Libertà* » ; entreprise salutaire pour une organisation indéfinie, poussée à faire la lumière sur ses intentions politiques, ses sources d'inspiration, afin

<sup>67</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « *Giustizia e Libertà* », 2-8, Lettre de Lelio Basso, Giuseppe Leti, Pietro Nenni et Felice Quaglino adressée à la Concentration antifasciste de Paris du 30 octobre 1931.

<sup>68</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « *Giustizia e Libertà* », 2-9, Rapport rédigé par Carlo Rosselli et communiqué à Filippo Turati du 2 décembre 1931.

<sup>69</sup> *Ibid.* : « La Concentrazione di azione antifascista riafferma che l'abbattimento della dittatura fascista – e con essa di tutta la struttura burocratica, militare e sociale dello stato monarchico italiano – è un compito rivoluzionario che il popolo è chiamato ad affrontare, per non condannarsi ad alternative di schiavitù e di pseudo-democrazia. La Concentrazione fa appello al proletariato, a tutti i ceti oppressi e sfruttati, alla gioventù intellettuale e affrontino risolutamente la battaglia che deve assicurare al popolo italiano libertà e pane, democrazia politica e democrazia sociale. »



de taire une rumeur très souvent nuisible à son image<sup>70</sup>. Par ce programme, les giellistes avancent, comme la Concentration l'avait fait dans sa déclaration programmatique de novembre 1931, la réalisation d'une « république fondée sur un programme *maximaliste* [...] socialiste et démocratique ; [...] socialiste en économie et libérale en politique », mais le soutiennent d'un long préambule justificateur sur le « sérieux révolutionnaire » du mouvement, et surtout, le positionne ouvertement en contradiction avec les principes marxistes<sup>71</sup>. La première incarnation de cette indépendance idéologique enfin affirmée, bientôt matérialisée de surcroît par la publication d'une revue théorique – les *Quaderni di Giustizia e Libertà* –, ce doit être la façon d'organiser cette « unité » révolutionnaire, que l'on prétend conforme à l'idée centrale qui anime tout le mouvement : l'autonomie, dans la façon même de « concevoir l'organisation et le processus révolutionnaire »<sup>72</sup>.

On ne peut donc esquiver ici le débat sur la place qu'occupe la question de l'autonomie dans l'esprit des organisateurs de la mobilisation antifasciste : sujet inévitable qui resurgit aussi bien dès qu'il s'agit d'évoquer les figures du mouvement gielliste, et leur apport à l'histoire du socialisme et de la démocratie italienne. Le « socialisme libéral », premièrement, n'est-ce qu'une astucieuse invention, étiquette emphatique destinée à faire croire à l'apparition d'un horizon politique neuf<sup>73</sup>, ou encore une ruse intellectuelle servant à masquer une « impuissance politique et une insuffisance idéologique »<sup>74</sup> ? Est-ce au contraire la naissance d'une réflexion politique nouvelle, qui prend concrètement forme avec le modèle original de diffusion de

<sup>70</sup> De Buenos Aires, un indicateur de police rattaché au ministère de l'Intérieur italien, relate la diffusion d'un tract – dont la provenance est toutefois incertaine – au sein des « diverses organisations antifascistes, associations mutualistes, sportives et culturelles ouvrières, ainsi que d'autres centres ». Destiné à dénoncer les « manœuvres indignes » orchestrées contre le mouvement gielliste pour le faire passer aux yeux de l'opinion pour ce qu'il n'est pas, le document est en fait un démenti qui porte sur plusieurs affirmations : par exemple celle suivant laquelle « G.L. » serait un mouvement papiste et monarchique, prêt à tous les compromis avec les alliés objectifs du régime ; et encore que la « foi républicaine » de ses dirigeants serait suspecte ; qu'enfin, le mouvement serait la marionnette de l'ancien dirigeant et chef du gouvernement Francesco Saverio Nitti. On sait l'hostilité qu'attire en effet « *Giustizia e Libertà* » contre lui, que ce soit de la part des communistes, mais encore des républicains. Voir : ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 104, Rapport de Buenos Aires du 24 août 1931.

<sup>71</sup> « Il programma rivoluzionario di “Giustizia e Libertà” », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°1, janvier 1932, p. 1-3.

<sup>72</sup> « Il programma rivoluzionario di “Giustizia e Libertà” », art. cité.

<sup>73</sup> Personne ne l'exprime mieux peut-être à cette époque que Max Ascoli qui, de l'État du Massachusetts écrit à Rosselli, le 30 décembre 1931 : « Quand tu t'es enfui des Lipari et, avec d'autres amis, as fondé G.L., j'ai pour quelques temps crus que de vous, pouvait surgir une orientation nouvelle [...]. Tu as un vrai don pour trouver des concepts ou des étiquettes, des *slogans*, comme ils disent ici : “G.L.”, “S'insurger Ressusciter”, “Socialisme libéral” [...]. » [« *Quando tu sei scappato da Lipari e con gli altri amici hai fondato G.L. io per qualche tempo ho creduto che da voi potesse sorgere l'indirizzo nuovo. [...] Tu hai un vero genio per trovare definizioni o etichette o slogans, come dicono qui : “G.L.” “Insorgere Risorgere” “Socialismo liberale”.*]. Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Lettre de Max Ascoli à Carlo Rosselli du 30 décembre 1931.

<sup>74</sup> Amendola (Giorgio), « Con il proletariato o contro il proletariato ? », *Lo Stato Operaio*, op. cit.

l'organisation gielliste, démontrant l'insuffisance du parti et de l'idéologie marxiste contre le fascisme ? Bref, les giellistes, en publiant un « programme révolutionnaire », puis en affirmant le souhait à leur tour de « s'organiser », ont-ils involontairement confessé des inconséquences de leur projet, témoigné de l'incapacité pour cette partie de l'opposition à déployer une action cohérente et fidèle à leurs idées, ou sont-ils parvenus au contraire à traduire les aspirations politiques et idéales de la jeunesse italienne, des noyaux de contestation et d'agitation encore actifs contre le fascisme en Italie ?

Toutes ces interprétations sont pourvues de bonnes raisons et d'arguments recevables. On peut par exemple choisir d'opter pour l'habileté rhétorique servant à masquer un vide théorique, comme le font les communistes. Inversement, si on tient à déchiffrer au contraire chez « *Giustizia e Libertà* » la profondeur d'une démarche politique unique en son genre, on ne sera pas non plus à court de justifications. Les deux lectures ne sont au demeurant pas totalement incompatibles entre elles. Car il y a bien dans le mouvement de « *Giustizia e Libertà* » la rencontre d'une disposition intellectuelle et d'une politique conjoncturelle : s'il est possible d'avancer que « *Giustizia e Libertà* » n'est plus uniquement, quelques années seulement après sa création, « le rêve de quelques illuminés »<sup>75</sup>, qu'une partie importante de la mobilisation antifasciste italienne s'est reconnue dans son projet révolutionnaire, si ces hommes enthousiastes ont effectivement cru voir là un « espoir concret de libération », c'est qu'ils retrouvaient dans ce mouvement révolutionnaire une volonté de concevoir la situation de leur pays d'une façon absolument unique et originale, cette « Italie réelle », définie en marge des dogmes politiques dominant les idéologies de parti.

### ***La propagande et l'organisation : un encadrement faible***

Qu'en est-il, concrètement, de la présence du giellisme en Italie au début des années trente, soit entre le procès de Rome du printemps 1931 et la fin 1932, au lendemain des cérémonies du *decennale* ? Il y a bien il est vrai, sur la côte ligurienne, à l'imitation du « comité central » de Milan où le 1<sup>er</sup> mai offre le prétexte pour renouer avec le traditionnel appel aux « travailleurs italiens », quelques noyaux d'activistes qui font circuler ces tracts et manifestes pour que s'imprime dans les esprits le nom du mouvement. Mais rares sont encore les villes et les provinces où l'on relève la présence active de la « nouvelle association "secrète" » dans les rapports que communiquent les autorités préfectorales à l'administration de la direction de la

<sup>75</sup> « Il programma rivoluzionario di "Giustizia e Libertà" », art. cité.

sûreté générale<sup>76</sup>. Et lorsque les archives policières ou les lettres que s'échangent les antifascistes entre Paris et Milan nous permettent de retracer localement l'activité déployée pour organiser l'antifascisme, on apprend que « très peu d'hommes », en réalité, avaient encore la volonté de « s'occuper d'organiser activement la résistance » :

[...] la situation ici est loin d'être rose et les possibilités de développer un travail efficace sont peu nombreuses : voyons quoi qu'il en soit, ce qui peut être fait et comment<sup>77</sup>.

L'avertissement, formulé par Romeo Ballabio, du comité milanais, date de la fin de 1932. Lucide, Giuseppe Faravelli anticipait ces difficultés et lui-même avisait ses hommes que « le problème n'[était] pas de reconstruire le parti avec des cadres, des comités, etc. [...] ». Au cours des cérémonies organisées par le régime à l'occasion du *decennale*, il leur demandait ainsi de répéter les mêmes mots simples et brefs aux masses plutôt que de leur dérouler leur « baratin antifasciste » ; voilà à ses yeux ce que « le devoir [des antifascistes] et la situation imposaient » :

la publication d'un tract clandestin contre les cérémonies fascistes, pour réduire même modestement l'impact déprimant de cette mascarade<sup>78</sup>.

C'est encore sous la bannière de l'insurrection qu'est reformé au printemps 1931 un nouveau comité « *Giustizia e Libertà* » dans la ville de Milan, avec la charge pour ses hommes de redonner vie au mouvement dans la Péninsule. Mais cette fois-ci les socialistes prédominent nettement sur les autres courants, et on cherche moins à reproduire des opérations démonstratives ayant pour seule fin de mimer et de suggérer un soulèvement imminent de la population qu'à renforcer l'organisation et étendre son influence pour susciter l'agitation parmi les masses. Comment y parvenir ? Avec Giuseppe Faravelli, militant socialiste tout juste exilé à Paris, le comité directeur de « *Giustizia e Libertà* » projette une première solution matérielle.

<sup>76</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 272 et 273. Des retours négatifs des autorités préfectorales sont par exemple enregistrés à Vérone, Vicence, Zara ; en 1932, à Modène, Ravenne, Forlì, Plaisance, Reggio dans l'Émilie, Terni.

<sup>77</sup> « Dopo quanto ho sopra esposto, tu capisci a priori che la situazione qui non è fra le più rosee e che poche sono le possibilità di un proficuo lavoro : vediamo comunque come e che cosa si può fare. ». Voir : Lettre de Romeo Ballabio à Giuseppe Faravelli du 12 décembre 1932, dans Zucaro (Domenico, éd.), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, op. cit., p. 176-178.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 173-176 : « Certamente gli effetti del decennale devono aver influito in senso pessimistico e demoralizzatore su questi nostri amici, ma intanto le loro ciarle hanno prodotto neppure quel modesto effetto che la situazione e il loro dovere di antifascisti imponevano : vale a dire la pubblicazione in loco di un foglietto clandestino contro il decennale per contribuire in qualche modo a neutralizzare le conseguenze deprimenti della carnevalata fascista. ».

Tout d'abord, en effet, il faut pourvoir au manque de matériel imprimé et au péril que fait peser sur toute l'organisation les nombreux déplacements à la frontière, en incitant chaque comité clandestin à s'équiper d'un ronéographe ou d'une machine à écrire afin de diffuser le plus largement possible « le nom, les symboles, et la devise » de « *Giustizia e Libertà* » :

« G.L. » doit devenir le mythe de la révolution antifasciste, le cauchemar de nos adversaires. Le peuple doit être conscient du fait que « G.L. » est le mouvement de libération, le front unique de la révolution antifasciste

Ce passage est extrait de l'opuscule au titre programmatique et ambitieux – « Les conseils sur la tactique » – réimprimé à cette époque dans une seconde édition enrichie. Il est cependant significatif que ces « conseils » soient encore signés des noms de Riccardo Bauer et d'Ernesto Rossi, arrêtés quelques mois plus tôt, car l'un et l'autre avaient aussi insisté comme on l'a vu sur l'importance de doter le mouvement de ses propres journaux. Sous leur *leadership*, cependant, « *Giustizia e Libertà* » n'a jamais réussi à agir de manière continue, à hausser son activité au niveau d'une véritable organisation, s'appuyant pour l'essentiel sur des réseaux déjà existants et isolés les uns des autres. Les témoignages et la plupart des ouvrages de première main sur le mouvement ont le plus souvent négligé les périodes d'inactivités de ces groupes, exagérant leur influence et leur capacité de « nuisance » ; il en est résulté une image assez peu fidèle de « *Giustizia e Libertà* » que l'historiographie la plus récente a tenté de corriger.

On mesure ainsi sans difficulté tout le sens et le poids de cette consigne transmise parmi les réseaux giellistes en 1931 :

Aux professeurs de révolution qui critiquent « le papier imprimé », les efforts accomplis pour s'organiser, le travail patient et quotidien, rappelons que les grands révolutionnaires ont toujours été des organisateurs avisés et prudents. Le travail pour l'organisation sert aussi à préparer dans le pays des milliers et des milliers d'individus capables de prendre, à l'heure incertaine et décisive de la crise, des initiatives et leurs responsabilités<sup>79</sup>.

Cette volonté d'organisation est tellement évidente qu'on la découvre également dans les discours qui accompagnent les échecs du mouvement à organiser des entreprises aussi risquées et critiquées que de nouveaux raids aériens. Peu après avoir manqué de réaliser un autre vol de propagande, cette fois-ci depuis la ville allemande de Constance, la direction gielliste décide

<sup>79</sup> « Ai professori di rivoluzione che criticano “la carta stampata”, il lavoro di organizzazione, la paziente opera di tutti i giorni, ricordare che i grandi rivoluzionari furono sempre dei sapienti e pazienti organizzatori. Il lavoro di organizzazione serve oltretutto a preparare nel paese migliaia e migliaia di elementi capaci di assumere, nell'ora imprevedibile della crisi, iniziative decisive e responsabilità di comando. », dans « Consigli sulla tattica », *Giustizia e Libertà*, art. cité, p. 8.

tout de même de reproduire dans ses brochures clandestines le texte des tracts qui auraient dû être lâchés par voie aérienne. On veut ainsi montrer que ce genre d'action n'avait pas été conçue comme « une œuvre quelconque de propagande » mais comme un travail « spécifique d'organisation et d'agitation » : « Le raid aérien ne doit plus être considéré comme un geste héroïco-sportif. » On sépare l'avion et le vol de leur fonction esthétisante pour ne plus les considérer au contraire que comme de simples « outils techniques mis au service de la révolution » :

C'est le moyen de briser la conspiration du silence créée autour de nous par la presse fasciste, c'est le moyen d'arriver à l'organisation [révolutionnaire], de diffuser nos conseils tactiques et nos mots d'ordre dans des lieux qui autrement ne pourraient pas être atteints ; c'est enfin le moyen qui nous permettra de déclencher le mouvement révolutionnaire<sup>80</sup>.

Plus intéressant encore, on proclame pour finir, sa volonté de changer les mœurs et d'éduquer les masses à assumer leur responsabilité dans cette œuvre générale :

Personne ne nie l'utilité historique et objective de la bombe et de l'attentat dans la lutte révolutionnaire. Mais il faut se garder de l'illusion suivant laquelle avec la « bombe », par l'« attentat » tous les problèmes seront résolus. La « propagande » et l'« organisation », s'ils sont entrepris dans un esprit vraiment révolutionnaire, n'en sont pas moins importants. Et même, ni la bombe ni l'attentat ne sont utiles que lorsqu'il existe une atmosphère activiste révolutionnaire, en fermentation continue. Et cette atmosphère est créée par la presse, par l'organisation et par l'action des masses. La révolution antifasciste n'est pas une lutte conduite par une petite minorité d'illuminés et de héros contre le tyran.

La révolution antifasciste est un soulèvement de masse, la lutte d'un peuple qui prend progressivement conscience de soi, de sa situation, des obstacles et des problèmes qu'il doit affronter pour se libérer. Dans cette lutte le rôle de la presse et de l'organisation est décisif et irremplaçable<sup>81</sup>.

Comment cela se traduit-il donc sur le plan organisationnel ? De tous les foyers d'insurrection gielliste découverts par les inspecteurs de l'OVRA au début des années trente, Rome est vraisemblablement celui pour lequel subsistent encore le plus de questionnements quant à l'importance réelle de la présence de « *Giustizia e Libertà* » en Italie. Le doute tient ici à l'impossibilité de dessiner précisément la physionomie du groupe et de déterminer de façon certaine son extension dans la partie méridionale de la Péninsule<sup>82</sup>. L'unique témoignage en

<sup>80</sup> « Sul mancato volo di Costanza », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 1, janvier 1932. Pour le texte original, se reporter à l'annexe n°13, p. CXII (volume 2).

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifasciste 1929-1937*, op. cit., p. 304-306.

notre disposition, les mémoires de Massimo Salvadori<sup>83</sup>, nous permettent seulement de vérifier, qu'encore une fois, l'implantation du mouvement est étroitement liée à l'action d'une poignée d'hommes, et la diffusion de journaux clandestins.

Exilé à Lugano avec son père, l'historien Guglielmo Salvadori, dès la seconde moitié des années vingt, Massimo établit « *Giustizia e Libertà* » dans le centre et le sud du pays. Grâce aux adresses que lui ont indiqué les dirigeants giellistes à Paris, il noue très vite des contacts, à Milan, avec Riccardo Bauer et Ernesto Rossi et dans la capitale avec Tullio Ascarelli, Francesco Fancello et Giuseppe Bruno, par l'intermédiaire duquel il rencontre ensuite Giulio Andrea Belloni. Son activité débute réellement après les arrestations de l'automne 1930 et se poursuit jusqu'à l'été 1932. En un peu plus d'un an, et grâce au concours de républicains déjà actifs avant le retour en Italie de Salvadori, « *Giustizia e Libertà* » étend son rayon d'action dans tout le Latium, y déployant une organisation hiérarchisée, articulée autour d'un système de liaisons verticales. En préambule de son témoignage, Salvadori revient sur le type soi-disant « spontanéiste » du mouvement, son caractère informel qui en fait un modèle unique et à nul autre pareil :

On pouvait sans se tromper dire que notre association s'était alors constituée *sui generis* : pas de carte d'adhérent, pas de contributions, pas de comité directif ni de secrétariats. C'était à la fois quelque chose de vague, mais de défini : vague, car ils y manquaient tous les signes formels et extérieurs qui font une association ; défini parce qu'en même temps tous les membres se sentaient intimement reliés les uns aux autres<sup>84</sup>.

Une analyse que confirme seulement en partie un indicateur de la police politique, qui voit au contraire se concrétiser certaines similitudes avec les structures clandestines du parti communiste :

Depuis quelques années, une organisation secrète appelée « *Giustizia e Libertà* », conduit en Italie, avec prudence, une propagande antifasciste conformément aux directives émises par un groupe de *fuorusciti* réfugiés en France. L'organisation est composée en majorité de socialistes et de républicains en harmonie sur la tactique, qui

<sup>83</sup> Salvadori (Massimo), *Resistenza ed azione : ricordi di un liberale*, Bari, Laterza, 1951 ; Grasso (Alessandra), *Marx Salvadori : appunti per una biografia politica*, Rome, Aracne, 2014.

<sup>84</sup> « La nostra era allora certamente un'associazione *sui generis* : non c'erano né tessere né contribuzioni, né comitati direttivi né segreterie. Era allo stesso tempo qualcosa di vago e di definito : vago perché mancavano i segni esterni dell'associazione, definito perché tutti i membri si sentivano intimamente collegati gli uni agli altri. », dans Salvadori (Massimo), *Resistenza ed azione*, *op. cit.*, p. 72.

est maintenant équivalente à celle des communistes [...]. À Rome, [la ville] a été divisée en districts, dans chacun desquels est actif un groupe placé sous l'autorité d'un comité.<sup>85</sup>

Est-ce parce que le contexte de la clandestinité inciterait les uns et les autres à adopter des méthodes d'action malgré tout similaires par certains aspects ? Sans pouvoir conclure de façon générale, contentons-nous ici de préciser les modalités de l'organisation et de l'ancrage de « *Giustizia e Libertà* » dans le Latium entre 1930 et 1932.

D'abord, quels groupes le mouvement recrute-t-il et encadre-t-il ? En 1933, après deux mois d'arrêt en relégation sur l'île de Ponza et un exil en territoire helvétique, Salvadori observera à ce propos :

Socialement, j'ai pu observer que presque tous les membres étaient issus de la classe moyenne intellectuelle et professionnelle, de la petite bourgeoisie, du clergé, du monde artisan et du prolétariat qualifié. Il est intéressant de noter que sur les trente de la petite bourgeoisie, du clergé, du monde artisan et du prolétariat qualifié. Il est intéressant de noter que sur les trente-cinq personnes arrêtées en juillet 1932 à Rome [...], [on ne comptait] pas un seul chômeur, alors que la plupart jouissait d'un certain niveau de richesse. On m'a dit à ce propos que la préfecture de Rome était très embêtée quand elle a constaté elle-même ces données<sup>86</sup>.

Aussi bien, outre une sensible différence de composition sociale entre les giellistes et les communistes – liée en partie aux idées que véhiculent leur propagande<sup>87</sup> – on peut également relever quelques dissemblances de nature organisationnelle : contrairement à ce que l'on a pu prétendre parfois<sup>88</sup>, « *Giustizia e Libertà* » n'a jamais été un parti de type léniniste, non seulement par la doctrine, mais bien plus sûrement encore par sa structure et son agencement.

Si l'on s'en tient aux commentaires de Salvadori, confirmés par les espions de l'OVRA, il apparaît ainsi que l'élément de base de l'organisation n'est pas la cellule d'entreprise : en

<sup>85</sup> « Da qualche anno a questa parte una segreta organizzazione denominata GL, svolge in Italia, cautamente propaganda antifascista in esecuzione a direttive emanate dai fuorusciti residenti in Francia. L'organizzazione è composta in massima dai socialisti e dai repubblicani in completo accordo anche nella tattica, ormai quasi eguale a quella dei comunisti [...] Roma è stata divisa in rioni, in ciascuno dei quali esiste un gruppo alle dipendenze di un comitato. ». Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 123, fasc. 3 « "Giustizia e Libertà" a Roma », Rapport d'un indicateur du 30 mai 1932.

<sup>86</sup> « Socialmente ho osservato come la quasi totalità degli aderenti a "G.L." provenisse dalla media borghesia intellettuale e professionista, dalla piccola borghesia impiegatizia, dall'artigianato e dal proletariato qualificato. È interessante qui rilevare il fatto che su 35 persone arrestate nel luglio del 1932 a Roma [...], non v'era neppure un disoccupato, mentre erano assai numerosi coloro che avevano una certa agiatezza. Mi fu anzi detto che la Questura di Roma rimase assai malamente impressionata quando ebbe questi elementi tra le mani. », dans Max [Massimo Salvadori], « Impressioni italiane », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 9, novembre 1933, p. 76.

<sup>87</sup> Ainsi l'ouvrier qualifié, selon Salvadori, est-il attiré vers « *Giustizia e Libertà* » car « favorable à une gestion autonome, directe et libre [du travail] par les organisations de travailleurs qu'à une centralisation étatique et dictatoriale ». Voir : Max [Massimo Salvadori], « Impressioni italiane », art. cité, p. 77.

<sup>88</sup> « Activités du Cedei, Colloque international : Carlo et Nello Rosselli et l'antifascisme européen », *La Trace*, n° 11-12, mai 1999, p. 55-75.

pratique, sa subdivision obéit à des critères territoriaux, à Rome comme pour l'ensemble des provinces alentour<sup>89</sup>. Du reste, l'encadrement qu'exerce le mouvement sur chaque individu apparaît plutôt lâche et semble davantage dépendre du niveau d'implication consenti par chaque membre : dans les jours qui précèdent l'arrestation à Rome des individus accusés de conduire une activité en faveur de l'organisation antifasciste, un indicateur de la police prévoit une intensification de l'activité de propagande afin, écrit-on, « d'entretenir l'engagement de tous les affiliés et de mobiliser le plus grand nombre de “prosélytes” ». Par ces termes, on voulait désigner deux modalités d'appartenance et de participation à l'activité du mouvement dans la capitale :

Les membres du groupe se répartissent entre ceux qui participent activement à développer l'organisation [...], et les autres, des amis qui connaissent et partagent les finalités [du groupe] qu'ils entourent de sympathie et auquel ils portent parfois assistance<sup>90</sup>.

Ceux-là échappaient nécessairement à toute forme d'encadrement<sup>91</sup>. Est-ce d'ailleurs simplement par le hasard que l'on ait choisi une notion comme l'amitié pour évoquer leur rôle ? Le détail est-il anecdotique et peu significatif pour nous, ou mérite-t-il au contraire d'être relevé ? Car on sait l'importance des affinités interpersonnelles dans l'extension du mouvement gielliste<sup>92</sup>. Or le poids des liens amicaux dans le recrutement de « *Giustizia e Libertà* » peut-être rapporté à la place qu'occupent les jeunes générations en son sein<sup>93</sup> – Salvadori constate par exemple :

<sup>89</sup> Un rapport de la police de 1932 constate ainsi que « l'association a étendu ses ramifications un peu partout et particulièrement dans les provinces de Viterbe, Frosinone, et dans les Pouilles ». Voir : ACS, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 280, fasc. « “Giustizia e Libertà” a Roma », Rapport du 12 juin 1932.

<sup>90</sup> « Gli aderenti a GL si dividevano infatti in organizzati che prendono, in modo palese e occulto, parte attiva all'organizzazione e in amici coloro che conoscono le finalità (del gruppo) e circondano di simpatia e, qualche volta di assistenza gli aderenti. », dans ACS, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 280, fasc. « “Giustizia e Libertà” a Roma », Rapport du 11 juillet 1932.

<sup>91</sup> Dans le cas du parti communiste, en revanche, dont l'élément structurel de base est, à l'époque, la cellule d'entreprise, chacune était divisée en cinq sections (*Soccorso rosso*, presse, mouvement syndical, section féminine, section de jeunesse) elles-mêmes dirigées par un *compagno*. Ces cinq personnes étaient ensuite réunies au sein du comité de la cellule. Voir : Ezio (Leo), « Come deve essere organizzato il lavoro di massa », *Lo Stato Operaio*, janvier 1931.

<sup>92</sup> Si l'on compare à nouveau avec le cas du parti communiste, autre exemple d'organisation clandestine, on peut remarquer dans ce cas l'absence de distinction entre le « travail de masse » et l'extension de l'organisation : le développement de l'organisation communiste est nécessairement lié à un travail de propagande parmi les « masses », celles-ci désignant dans un premier temps seulement le prolétariat. En outre le recrutement ne pouvait se faire sur la base ni de « parentèle, ni de relations amicales ou de voisinage ». Cette exigence répondait à plusieurs motifs : politiques, mais aussi contextuels liés aux conditions de la clandestinité. Il était en effet aisé pour les espions de la police politique de remonter une filière antifasciste en suivant simplement les liens intimes entre ses membres. Voir : Ezio (Leo), « Come deve essere organizzato il lavoro di massa – Postilla », art. cité. Et : Levi (Riccardo), *Ricordi politici di un ingegnere*, Milan, Vangelista, 1981, p. 35.

<sup>93</sup> La sociabilité de la jeunesse en effet est étroitement attachée aux milieux scolaires et universitaires.



Tous les jeunes [du parti républicain] sont pour G.L., même si son programme ne les satisfait pas entièrement. [...] il faut admirer l'intelligence des jeunes républicains qui ont su dépasser le sectarisme qui caractérisait leur parti, en cherchant à nouer des contacts et à trouver des accords avec d'autres éléments<sup>94</sup>.

En dehors du Latium, c'est surtout dans le Piémont que cette sociabilité à la fois estudiantine et amicale favorise l'engagement au sein de « *Giustizia e Libertà* ». Toutefois, tandis qu'à Rome, où la nécessité d'agir contre le régime ranime des liens anciens, et l'affiliation au mouvement gielliste se fonde sur des relations amicales et politiques qui lui préexistent, à Turin en revanche, la résistance au fascisme se construit à partir de liens et d'échanges contemporains à l'institution du régime, et l'engagement au sein de « G.L. » se calque ici sur le réseau tissé par les relations amicales et intellectuelles.

Sous les portiques de la rue du Po, à l'université, aux brasseries de la rue Saint François d'Assise ou du chemin Santa Maria, parmi le dédale de ruelles entre le Mont de Piété et la Citadelle, se réunissent dans un premier temps Mario Andreis, Alessandro Galante Garrone, Giorgio Agosti, Aldo Garosci : de jeunes étudiants liés seulement par le souvenir de la vie intellectuelle et politique d'avant le fascisme – la *Rivoluzione liberale*, le *Quarto Stato* étaient pour eux des références partagées – et une admiration commune pour leurs professeurs, leurs éducateurs, surtout le plus jeunes d'entre eux, Augusto Monti<sup>95</sup>. Puis, Garosci et Andreis se lient d'abord à Carlo Levi, qui assiste à la formation de ces groupes d'opposants dans le sein de l'université turinoise ; tous ensuite au comité externe de « *Giustizia e Libertà* » par l'intermédiaire de Riccardo Bauer. Au début des années trente, d'autres étudiants, parfois même des lycéens âgés de seulement quinze ans comme Franco Venturi et Lorenzo Giua, viennent s'ajouter au petit groupe, qui étend donc toujours ses relations et son influence dans le sein de l'institution scolaire.

Ces hommes se retrouvent aussi dans des salons, celui de Paola Carrara<sup>96</sup>, d'Ada Gobetti, ou encore de Barbara Allason, femme à la personnalité et aux convictions affirmées issue de la

<sup>94</sup> « Tutti i giovani sono invece per G.L., anche se il suo programma non li soddisfa interamente. Occorre anzi ammirare l'intelligenza dei giovani repubblicani i quali hanno saputo superare il settarismo che distingueva il loro partito, cercando contatti e accordi con altri elementi. », dans Max [Massimo Salvadori], « Impressioni italiane », art. cité, p. 76.

<sup>95</sup> Dès 1927, Augusto Monti, enseignant au lycée classique Massimo D'Azeglio, rassemble autour de lui des anciens élèves (Cesare Pavese, Mario Sturani, Leone Ginzburg, Massimo Mila, Vittorio Foà, Fernanda Pivano, Norberto Bobbio), des professeurs (l'historien de l'art Giulio Cesare Argan, le philosophe des sciences Ludovico Geymonat), des figures de la vie intellectuelle et culturelle locale (Franco Antonicelli). Cette « confraternité » se rassemble dans des cafés et au domicile de ses membres pour discuter de politique, de philosophie et de littérature. S'y nouent des rapports d'amitié et des solidarités durables entre ses membres.

<sup>96</sup> Ginzburg (Natalia), *Les Mots de la tribu*, op. cit., p. 113 et 146.

haute-bourgeoisie piémontaise et dont le roman autobiographique *Quando non si sogna più* avait bouleversé Piero Gobetti. Ces salons n'ont pas pu être tout à fait tels que se l'imaginaient les agents de l'OVRA, les laboratoires et autres officines souterraines où s'élaboraient les plans séditieux de cette « conspiration intellectuelle »<sup>97</sup>. Il n'en reste pas moins vrai que ces lieux confinés, où s'illustrait une *intelligentsia* raffinée et cultivée<sup>98</sup>, ont pour le moins contribué à la réputation élitaire et bourgeoisie des giellistes. Régnait dans ces milieux libéraux et intellectuels une atmosphère *snob*, très dix-neuviémiste, qui était totalement étrangère à la culture communiste comme le percevaient bien les plus jeunes d'entre eux<sup>99</sup>. Malgré tout, en plus de magnifiquement servir de couverture, par la récurrence des rencontres et la circulation permanente, d'un lieu à l'autre, des représentants du milieu culturel piémontais non fasciste, ils conféraient une réelle consistance intellectuelle et une richesse au groupe de « *Giustizia e Libertà* » qui construisait là paradoxalement son identité de mouvement novateur, moderne et différent de l'univers politique ordinaire. Mais donnaient-ils pour autant, en suivant cette même logique, autant de substance à la ligne politique de « *Giustizia e Libertà* » ? Car le problème des modalités de l'appartenance et des liens organisationnels entre « *Giustizia e Libertà* » et ses membres est d'autant plus difficile à résoudre en l'espèce que les éléments essentiels à la définition d'une vision et d'une identité politique ont longtemps fait défaut au mouvement gielliste.

### ***L'organisation révolutionnaire : une question de méthode***

En dépit de l'insistance des organisateurs exilés de « *Giustizia e Libertà* » visant à motiver la production d'une propagande clandestine, le matériel imprimé par les *fuorusciti*, demeure la source principale de référence pour les comités locaux. À Milan, Romeo Ballabio, avec Alfredo Bonazzi se prêtent ainsi à un travail de découpage et de collage, à partir des exemplaires

<sup>97</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 285 et 336.

<sup>98</sup> Crain Merez (Naomi), « Donne di Giustizia e Libertà : Barbara Allason e Ada Gobetti », *Annali della Fondazione Ugo La Malfa*, XXIV, 2009, p. 126 ; Segre Giorgio (Giuliana), *Piccolo memoriale antifascista*, Cavaglion (Alberto, éd.), Florence, La Nuova Italia, 1999, p. 21-22.

<sup>99</sup> Dans la première lettre qu'il écrit à Monti, son professeur d'italien et de latin, dans laquelle celui-ci l'invite à rejoindre « son » école – « J'ai reçu votre lettre : un de ces jours, je frapperai de nouveau à votre porte [...]. J'ai trouvé exprimé en elle, en peu de mots, tout ce que je ruminais de venir vous dire, le dernier jour d'école à peine achevé. "Pour vous, notre école commence maintenant... venez me parler de vos études, de vos œuvres, de vos journées..." » – Pavese a par exemple ces mots : « Je suis entré dans une fièvre impatiente de faire et de connaître [...]. Je voudrais montrer par là que je ne vis pas seulement des livres et pour les livres. ». Voir : Lettre de Cesare Pavese à Augusto Monti d'août 1926, dans Pavese (Cesare), *Lettres 1924-1950*, Moget (Gilbert, éd.), Paris, Gallimard, 1990, p. 39-43.

estampillés de l’emblème gielliste, de *La Libertà* ou encore de l’Internationale ouvrière, pour fabriquer les libelles ensuite imprimés en quelques milliers d’exemplaires<sup>100</sup>. On y trouve principalement des consignes d’action – par exemple, avec une insistance qui peut laisser perplexe quant à l’inventivité de ces antifascistes, celle de ne pas consommer de tabac – et des informations qui servent encore de principal exutoire à un antifascisme générique.

En fait, il s’agit moins pour ces groupes de produire, au sens d’une création, que de composer des brochures à partir d’une matière informationnelle déjà disponible et prête au réemploi. Ce type de démarche s’impose dès lors que le comité de direction du mouvement, dans ses nouveaux « conseils sur la tactique », commande à tous ses membres le devoir de ne pas « faire de l’hypercritique », sans pour autant réfréner tout esprit d’initiative :

Ne prétendez pas vouloir imposer en bloc vos propres idées au mouvement. Ne dramatisez pas, de même, les dissensions idéologiques. Gardez toujours en tête que « G.L. » entend réunir sur la base d’un programme minimum le maximum de forces agissantes. Réprimandez les intellectuels qui se coupent les cheveux en quatre, que l’unique façon sérieuse de critiquer est de collaborer. Si un opuscule ne vous paraît pas réussi, si une action vous apparaît dangereuse, plutôt que d’exprimer votre désaccord en semant autour de vous la défiance, préparez tout de suite un autre opuscule, meilleur, indiquez de nouvelles formes d’action, plus avantageuses et pour lesquelles vous seriez disposés à prendre part<sup>101</sup>.

C’est bien là pourtant que le bât blesse Rodolfo Morandi. À la tête du comité ouvrier établi dans le chef-lieu lombard, cet ancien étudiant de l’université de Pavie, où il avait connu Giuseppe Faravelli et d’autres membres du groupe de Milan<sup>102</sup>, refusait d’imprimer et de diffuser autre chose que de la propagande socialiste ou communiste, en fait la seule qui se rapprochait de ses opinions marxistes<sup>103</sup>.

Attiré au départ, comme d’autres de sa génération, par le mouvement gielliste pour sa critique révisionniste et antidogmatique il aimait penser que « l’échec irréparable » des institutions démocratiques tenait à l’impossibilité de répondre à la crise sociétale – née avec la guerre et qui s’était aggravée sous le fascisme – par un retour à une organisation uniquement

<sup>100</sup> ACS, TSDS, b. 455 « Processo contro Alfredo Bonazzi ed altri », Fascicoli personali « Romeo Ballabio ».

<sup>101</sup> « Non fare dell’ipercritica. Non pretendere di imporre in blocco le proprie idee al movimento. Non drammatizzare i dissensi ideologici. Ricordare sempre che “G.L.” intende riunire sulla base del suo programma minimo il massimo di forze agenti. Ammonire gli intellettuali che dividono i capelli in quattro che l’unico modo serio di criticare è quello di collaborare. Se un opuscolo non pare riuscito, se un’azione appare dannosa, non limitarsi ad esprimere il proprio dissenso seminando sfiducia : ma preparare subito un altro opuscolo migliore, ma indicare nuove forme più vantaggiose di azione alle quali si sia disposti personalmente a partecipare. », dans « Consigli sulla tattica », *Giustizia e Libertà*, art. cité, p. p. 6.

<sup>102</sup> Agosti (Aldo), *Rodolfo Morandi : il pensiero e l’azione politica*, Bari, Laterza, 1971.

<sup>103</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 1, 21-1, Lettre de Giuseppe Faravalli à Alberto Tarchiani du 26 octobre 1931.

politique de la démocratie italienne<sup>104</sup>. Comment envisager la révolution socialiste autrement que comme l'application immédiate de mesures socialistes, de décisions économiques capables de provoquer une « radicale transformation de l'équilibre présent » ? L'insoluble débat sur la priorité des changements politiques ou des réformes sociales après la chute du fascisme avait été affronté très tôt par Rodolfo Morandi<sup>105</sup>. Sa complicité première avec Rosselli n'était donc pas le simple fruit du hasard, mais plutôt d'une profonde convergence intellectuelle que confirmait l'idéalisation, chez l'un comme l'autre, de la lutte et du combat comme terrain d'éducation populaire<sup>106</sup>. À la différence de celui-ci, cependant, Morandi n'avait jamais renié ni le marxisme ni son interprète politique le plus actif dans ces années en Italie, le parti communiste. Aussi les divergences entre Morandi et le mouvement gielliste, apparaissent-elles comme inéluctables.

C'est que la direction du PCd'I sent bien, dans le même temps, qu'elle peut tirer profit de ces divergences. Seul parti politique à avoir longtemps réussi à maintenir une présence organisée dans la clandestinité, la formation communiste, soucieuse d'incarner l'organisation « de la classe ouvrière », n'était pas restée indifférente aux volontés expansionnistes que manifestait clairement le mouvement gielliste à partir de 1931 :

Le Parti communiste n'est pas formé d'une poignée de héros qui « appellent la classe ouvrière à la rescousse » et tentent de la secouer en donnant l'exemple. Le Parti communiste est issu de la classe ouvrière dont il tire sa force<sup>107</sup>.

L'expression la plus évidente de cette attention consistait sans doute dans la publication d'un article polémique, rédigé de la main de Palmiro Togliatti<sup>108</sup>, en septembre. Déjà, en juin, une précédente contribution parue dans le *Stato Operaio* avait mis en relief les contradictions idéologiques de la jeunesse, ses positions et ses désillusions vis-à-vis des institutions démocratiques et de la culture libérale. L'auteur, Giorgio Amendola, était d'autant mieux informé sur la question, qu'il incarnait lui-même la trajectoire intellectuelle décrite dans

<sup>104</sup> Morandi (Rodolfo), « La rivoluzione italiana dovrà essere una rivoluzione socialista », *Avanti ! L'Avvenire del Lavoratore*, 26 septembre 1931.

<sup>105</sup> Morandi (Rodolfo), « Rivoluzionari e costituzionali », *La Critica politica*, 25 mars 1925. Ce qui le rapprochait objectivement à l'époque des directeurs du *Quarto Stato*.

<sup>106</sup> Morandi (Rodolfo), « La democrazia del socialismo », cité dans Agosti (Aldo), *Rodolfo Morandi : il pensiero e l'azione politica, op. cit.*, p. 101. Voir aussi : Merli (Stefano), « Il dibattito socialista sotto il fascismo. Lettere di Rodolfo Morandi e Carlo Rosselli (1928-1931) », *Rivista storica del socialismo*, 6, n° 19, mai-juin 1963, p. 317-348.

<sup>107</sup> « Il Partito comunista non è un pugno di eroi che “chiama alla riscossa” la classe operaia e la scuote con il suo esempio. Il Partito comunista esce dalla classe operaia, di continui, attinge dal seno di essa le sue forze. », dans « Il comunismo in Italia », *Lo Stato Operaio*, novembre-décembre 1930.

<sup>108</sup> Ercoli [Palmiro Togliatti], « Sul movimento di “Giustizia e Libertà” », *Lo Stato Operaio*, septembre 1931.

l'article<sup>109</sup>. Suivant son analyse, la position de « *Giustizia e Libertà* » consistait à tenir éloigné cet antifascisme juvénile, et quelques éléments de la gauche intellectuelle anciennement gobettienne, de la philosophie marxiste et donc, de l'univers communiste :

Ces « libéraux » savent que le problème de l'après-fascisme devra se faire sans les masses et contre les masses : et ils se préparent à cette tâche. [...] Le moyen pour empêcher que le processus [de radicalisation idéologique] continue, et vienne à son terme, s'incarne dans la nouvelle organisation de « *Giustizia e Libertà* ». [...] Grâce à un effort tenace d'organisation, celle-ci a réussi à attirer à elle tous les éléments capables d'agir des vieux partis de gauche, tous les jeunes intellectuels des formations gobettiennes, qui n'ont pas encore rejoint l'action du Parti Communiste. L'absence d'action, qui a duré trop longtemps ; la volonté d'agir, de faire « quelque chose », la peur et le souci de passer pour un lâche en refusant toute responsabilité, ont poussé ces hommes, venus de plusieurs horizons, vers le mouvement de « *Giustizia e Libertà* ». Ceux-ci ont cependant oublié que la morale signifie la cohérence entre la pensée et l'action. Se faire ainsi entraîner par un activisme générique et sentimental, sans préciser sa pensée, pour agir logiquement et en conséquence, au-delà de toutes considérations sentimentales ou personnelles, veut dire que l'on a trahi son propre devoir. Nécessairement pour maintenir unis autant d'hommes si différents on évite toute discussion programmatique, ce qui garantit ce faisant une confusion idéologique complète dans les esprits<sup>110</sup>.

Aussi la réaction du secrétaire du PCd'I, Togliatti, ne se fit-elle pas attendre : l'offensive idéologique dirigée par le parti contre le mouvement gielliste se révéla en même temps une manœuvre pour élargir l'influence communiste auprès de la petite-bourgeoisie et des classes intellectuelles. Bruno Groppo en a rappelé les grandes lignes : un organisme spécialisé, la Section alliés du prolétariat (SAP), créé à la fin du printemps 1931, fut l'instrument préposé pour cette politique de « promotion [d'] un mouvement de masse de la petite bourgeoisie dirigé contre le fascisme et guidé par le prolétariat »<sup>111</sup>. Placé sous la double responsabilité de Giorgio Amendola et de Luigi Amadesi, cet organe cherchait à provoquer une lutte de tendances à l'intérieur du mouvement, en approchant certains de ses éléments, en particulier les plus critiques. C'est ainsi que Morandi, sous le pseudonyme de « Scultore »<sup>112</sup>, rédigea, en décembre 1931, un rapport d'une dizaine de pages à l'attention de la direction communiste, destiné à

<sup>109</sup> Amendola (Giorgio), « Con il proletariato o contro il proletariato ? (Discorrendo con gli intellettuali della mia generazione) », *Lo Stato Operaio*, juin 1931.

<sup>110</sup> *Ibid.* Le texte original est reproduit en annexe : voir l'annexe n°14, p. CXIII (volume 2).

<sup>111</sup> Rapport au secrétariat latin de l'Internationale communiste de juillet 1931, cité dans Groppo (Bruno), « La "propagande ouvrière" de *Giustizia e Libertà* et le débat politique au sein de l'antifascisme italien de 1931 », *op. cit.*, p. 276.

<sup>112</sup> Mémoire de Morandi au PCd'I du 11 décembre 1931, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, *op. cit.*, p. 128-133.

renseigner à la fois son analyse du fascisme, ses revendications politiques et enfin la position de son groupe vis-à-vis des autres partis, et singulièrement du PCd'I. Sur ce dernier aspect en particulier, Morandi tout en s'affirmant contraire à l'autoritarisme partisan qui pouvait notamment s'exprimer dans une tendance affirmée de certains militants au « millénarisme » révolutionnaire, se déclarait également favorable à l'entreprise de collaboration suggérée par le PCd'I pour étendre l'aire d'influence de sa propagande, aux dépens de « *Giustizia e Libertà* ».

En dépit de l'incertitude idéologique qui accompagne l'entrée en résistance des hommes évoluant dans l'orbite de « *Giustizia e Libertà* », malgré les désaccords qui continuent de les opposer les uns aux autres, on perçoit donc que ce qui les rapproche c'est leur façon d'envisager l'organisation et l'activisme antifasciste, qui les distingue en particulier des communistes, l'autre groupe politique sans doute le plus représentatif et le plus actif de l'opposition antifasciste en Italie. Ces différences entre les deux se fondent sur des conceptions *a priori* irréconciliables du pouvoir. Pour la première, le respect de la discipline de parti est primordial, pour l'autre c'est la souveraineté de la personne. L'une considère le peuple comme un agrégat antagoniste de classes, l'autre comme un bloc hétéroclite dont chaque composante doit pouvoir exprimer librement ses intérêts et ses idées. Ainsi, même si au sein de « *Giustizia e Libertà* », certains développent une analyse sociale qui emprunte à la conception marxiste de l'opposition de classes, si d'autres encore attachent beaucoup d'importance à la culture de l'ouvriérisme, ce qui les rapproche par-delà leurs différences, c'est une façon commune d'envisager le développement du mouvement révolutionnaire.

Tous, en effet, ne pouvaient imaginer que sa cohérence, son unité puissent être imposées autoritairement depuis le centre vers la périphérie :

Par notre propagande, nous devons tendre à semer le plus largement possible les germes de la révolte. Le véritable but est de saturer ainsi l'espace de façon que l'organisation, le mouvement émergent spontanément. Prétendre subordonner l'organisation et le mouvement aux arrangements des centres directionnels ; prétendre que tout soit créé depuis le centre et que rien n'échappe à son contrôle est ce que l'on peut concevoir de plus anti-révolutionnaire<sup>113</sup>.

<sup>113</sup> « La nostra propaganda deve tendere a seminare nella più larga misura ed estensione i germi della rivolta. Il vero scopo è di saturare in tal guisa l'ambiente che l'organizzazione il movimento sorgano spontanei. Pretendere di subordinare l'organizzazione e il movimento ai comodi delle centrali ; pretendere che tutto sia creazione del centro e che nulla sfugga al suo dominio e controllo è ciò che di più antirivoluzionario si possa immaginare. ». Voir : Lettre de Giuseppe Faravelli à Luigi Veratti du 14 octobre 1931, citée dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, op. cit., p. 111.

Pour cela, cependant on mise de moins en moins sur la spontanéité de l'enthousiasme suscité par l'image incarnée du soulèvement insurrectionnel. La majorité des giellistes croient, à la différence des communistes, ne pouvoir fonder l'unité de leur mouvement que dans l'expression d'une pensée non assujettie à aucune théorie politique : une approche paradoxale puisque ce mouvement qui s'adresse en priorité aux intellectuels, n'en doit pas moins capter l'attention des masses, organiser son éducation politique et sa préparation idéologique, indispensables à la rigueur et à la discipline que requiert le contexte de la lutte antifasciste.

Où trouver toutefois le remède à l'autoritarisme et au sectarisme contenus, même pour Morandi, dans l'idéologie et la pratique du pouvoir chez les communistes ? Il tient dans la promotion – davantage encore que dans son organisation concrète et précise – d'une orientation autonomiste chargée de contester le modèle autoritaire que le PCd'I veut imposer à la révolution :

[la] transformation extérieure des choses et de l'ordre économique, peut s'anticiper et se commander avec autorité. Mais ce n'est pas le cas de la transformation intérieure que l'on attend aussi d'une société en plein processus de révolution<sup>114</sup>.

L'idée d'une transformation intérieure, d'une réforme psychologique qui soit inséparable du socialisme comme du principe de liberté avait aussi germé à Turin.

Morandi ne fut pas le seul exemple de rapprochement entre giellistes et communistes. À la même période, Giorgio Amendola communiqua un mémoire sur son « séjour » auprès des groupes de « *Giustizia e Libertà* », en Lombardie et dans le Piémont. Dans ce document, Amendola détaillait les connaissances acquises au fil de ses rencontres dans les deux villes, sur la préparation politique et organisationnelle des groupes locaux de « *Giustizia e Libertà* »<sup>115</sup>. Il put ainsi confirmer ce qu'avancait déjà un précédent document interne du parti, d'après lequel le groupe turinois du mouvement avait pénétré avec succès « toutes les usines de la Fiat » :

Ils cherchent à gagner de l'influence parmi les ouvriers et dans ce but ont créé des organes de base. [...] Eux aussi, tout comme dans d'autres villes, sont en relation avec les dirigeants [du mouvement] à Paris, mais ils conservent une certaine indépendance

<sup>114</sup> « Il rivolgimento estrinseco delle cose, il rivolgimento dell'assetto economico, ha bensì da promuoverla anticipandola, ed esso si potrà attuare d'autorità. Ma non è così del rivolgimento interiore sostanziale della società che si rivoluziona. Questo può solo essere spontaneo. ». Voir : Mémoire de Morandi au PCd'I du 11 décembre 1931, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, op. cit., p. 131.

<sup>115</sup> Rapport de séjour du 15 décembre 1931, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, op. cit., p. 133-140.

[...]. Ils croient peu à l'efficacité du terrorisme, du moins en tant que facteur politique décisif<sup>116</sup>.

Malgré l'identité de certaines de leur conception, Morandi d'une part, et les intellectuels de Turin de l'autre, n'ont pas exercé la même importance au sein de « *Giustizia e Libertà* », notamment parce que, comme on va s'en rendre compte ensuite, les seconds accentuèrent leur influence au sein du mouvement au moment même où Morandi engageait une rupture avec celui-ci.

### ***Une nouvelle génération de journaux clandestins : de l'université à l'usine, la brève expérience du Voci d'Officina***

Justice et liberté : le cri de ralliement, en 1931, est tout récent encore, il a été lancé il y a deux ans à peine, après de longs conciliabules entre une poignée d'individus réfugiés en France, à Paris. Les premières entreprises retentissantes organisées par le mouvement lui ouvrent des premiers mois illustres et mémorables : brandi en même temps que l'autre devise – « *Insorgere e Risorgere* » – au terme d'actions et d'événements que l'on présente sous les traits belliqueux de la détermination, de la force et du courage, la fameuse formule se diffuse rapidement créant autour du groupe le « mythe »<sup>117</sup> qu'en Italie et ailleurs, est né un mouvement qui a réussi à s'élever « au-dessus des partis et des litiges qui les divisent ; une union rassemblant les plus belles énergies de l'antifascisme, voulant seulement se faire justice contre un oppresseur impitoyable. » L'illusion, toutefois, prend mieux racine dans les esprits anciens et découragés de l'exil que dans ceux de l'Italie : de l'immense échec de 1922, ces derniers ont en effet conservé la méfiance à l'égard des idéologies et des doctrines défaites, et généralement une grande prévention face au vocabulaire du *fuoruscitisme*. Rares sont ceux qui témoignent aussi clairement de ce détachement que Mario Andreis qui, après la chute du fascisme, s'est longuement expliqué sur le sens de cette désaffection :

<sup>116</sup> « Cercano di acquistare dell'influenza tra gli operai e all'uopo creano degli organismi di base. [...] Loro, come anche nelle altre città, sono in contatto con i dirigenti di Parigi, ma conservano una certa indipendenza [...]. Credono poco al terrorismo almeno come fattore decisivo. ». Voir : Rapport communiste sur GL à Turin daté d'août 1931, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, op. cit., p. 106-107.

<sup>117</sup> Le fils d'Antonio Labriola, Lucio, en rappelait par exemple les contours dans une lettre à Rosselli de 1932 : « Le mythe qui s'était créé, en Italie et à l'étranger, à propos d'une G.L. au-dessus des partis et de leurs litiges, union de toutes les énergies de l'antifascisme, seulement dans le but de rendre la justice et venger [l'Italie] d'un oppresseur impitoyable [...]. » [« *Il mito che s'era creato, in Italia e fuori, di una G.L. al disopra dei partiti e delle loro liti, unione di tutte le più belle energie dell'antifascismo, tendente solo a far giustizia di un oppressore spietato.* »]. Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 64-1, Lettre de Lucio Labriola à Carlo Rosselli du 24 février 1932.



[L'expérience du groupe du *Voci d'Officina*], pour être comprise, doit être replacée dans son contexte ; face à la nécessité pour nous de réveiller une foi, un enthousiasme alors que le seul souvenir que nous avions à l'esprit était celui d'une humiliante défaite, car, à tort ou à raison, nous avons le même sentiment que la grande bataille qui aurait dû être menée contre le fascisme ne l'avait pas été [...]. Nous avons donc eu tendance à rompre avec certains schémas programmatiques et doctrinaux issus du monde avant le fascisme. Nous n'avons pas l'intention en effet d'admettre comme allant de soi les concepts de liberté, de démocratie et de justice tels que nous les offrait ce vieux monde<sup>118</sup>.

Tout en admettant avoir reconnu dans « *Giustizia e Libertà* » des idées proches des siennes, il avait souhaité « créer un mouvement analogue, en l'adaptant aux exigences locales », puisque les directives lancées de l'étranger ne pouvaient en tenir compte, et plus encore, elles « ne pouvaient même pas être comprises » par les *fuorusciti*<sup>119</sup>. Aussi, l'opposition au fascisme dans la cité piémontaise, y compris celle la plus proche de « *Giustizia e Libertà* », ne s'est-elle pas uniquement jouée dans les salons bourgeois ou sur les bancs de l'université. Pour s'en rendre compte, il faut quitter ces cercles exclusivement intellectuels et restreints que nous avons évoqués plus haut ; ou plutôt suivre la trace des publications qui en sortaient.

L'alliance entre prolétaires et intellectuels répond à des motivations politiques qui sont profondes et ne peuvent seulement s'expliquer par le contexte économique et social critique du début des années trente à Turin. La crise du monde ouvrier prend certes, dans le contexte turinois<sup>120</sup>, une coloration singulièrement troublante et dramatique, émaillée d'épisodes de rébellion et d'insubordination dont les acteurs sont souvent les salariés des usines<sup>121</sup>. Victimes les plus durement frappées par le resserrement des marchés mondiaux du capital, ceux-ci font également l'objet d'un traitement sévère, que ce soit de la part du patronat ou des représentants du pouvoir politique ; en première ligne, les syndicats reconnus par le parti unique. Les années du fascisme se laissent dès lors interpréter, de manière lisible et compréhensible, à partir de référentiels communs propres à une partie des intellectuels antifascistes : la culture politique

<sup>118</sup> Voir : ACS, Archivi di famiglie, di persone e studi professionali, « Mario Andreis », Témoignage écrit de Mario Andreis sur la lutte antifasciste à Turin. Pour le texte original, voir l'annexe n°15, p. CXIV (volume 2).

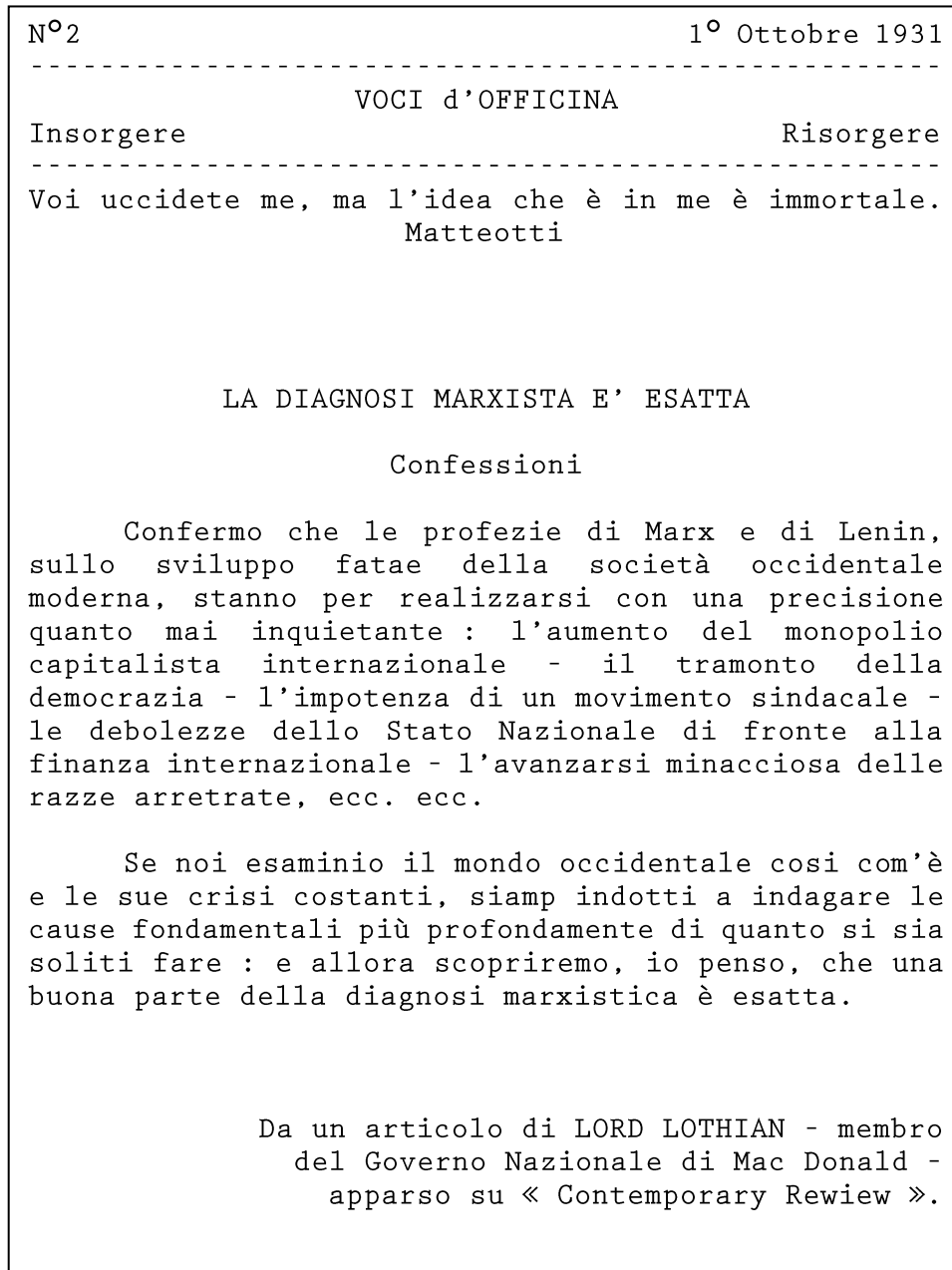
<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> La place de Turin comme ville où se concentre une large population ouvrière, tant dans le centre que dans les zones périphériques, se confirment sous le fascisme et pendant les années trente. Voir : Musso (Stefano), « Proletariato industriale e fascismo a Torino. Aspetti del territorio operaio », dans Sapelli (Giulio), *La classe operaia durante il fascismo*, Milan, Annali : Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 1981, p. 511-579.

<sup>121</sup> Sapelli (Giulio), *Fascismo, grande industria e sindacato : il caso di Torino 1929-1935*, Milan, Feltrinelli, 1975, p. 116.

révolutionnaire des années vingt, autour de figures telles que Piero Gobetti, et même Antonio Gramsci, comme on va le voir ici.

**Figure 26 – Exemple du *Voci d'Officina*, journal clandestin publié à Turin en 1931<sup>122</sup>.**



<sup>122</sup> ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 372 « Processo contro Mario Andreis ed altri ».

À côté des communistes, une autre orientation antifasciste se réclamant des travailleurs, est le groupe réunissant vers 1931, avec Mario Andreis et Carlo Levi, une petite dizaine d'étudiants, licenciés en droit pour la plupart – il y a donc Aldo Garosci ; Vittorio Foà ; Luigi Scala, docteur en sciences naturelles ; Vindice Cavallera ; Paolo Vittorio Sabbione ; Giandomenico Cosmo et Pier Leone Migliardi. Entre la fin novembre et décembre 1931, le groupe diffusa ainsi un manifeste auprès de leurs camarades, les invitant à rejoindre le mouvement « *Giustizia e Libertà* », une « organisation unitaire », écrivaient-ils alors, leur permettant de renouer avec les prolétaires<sup>123</sup> :

[...] dans les moments les plus confus de l'antifascisme, en 1929, ce fut un étudiant turinois Fernando De Rosa qui rappela au monde, avec son geste, les culpabilités de la dynastie italienne. L'action des étudiants ne doit pas se limiter à ces gestes nobles, mais individuels. Nous devons faire plus. Nous devons tous adhérer aux groupes étudiants de « G.L. ». C'est l'unique façon efficace de porter notre contribution à la révolution italienne, l'unique façon efficace d'affirmer notre capacité politique : et, c'est ce qui compte le plus, nous trouverons dans « G.L. » mouvement national auquel adhèrent les citoyens de toutes les classes, une organisation unitaire et un moyen pour reprendre contact spirituellement avec les masses de travailleurs qui, autrefois, regardaient les étudiants comme des compagnons et des chefs, mais qui désormais les considèrent comme des agents d'oppression. « G.L. » avec l'exemple qui naît de l'action, avec son nom, avec sa position libre, a opéré le miracle de faire surgir des forces qui semblaient pourtant perdues, de rassembler les dispersés qui ne semblaient plus devoir se comprendre<sup>124</sup>.

Au-delà donc du cercle intérieur *stricto sensu*, l'activité militante du groupe piémontais se signalait par un « effort d'organisation » – selon l'expression consacrée – autonome et indépendant de toute directive extérieure, grâce surtout à la confection d'un journal, l'impression de tracts et de brochures, bref à toutes ces manifestations diverses et concrètes de leur activité intellectuelle qui leur permet de créer et de faire naître des points de contact avec la classe ouvrière. À cet égard, l'un des détails les plus intéressants apporté par le témoignage

<sup>123</sup> Ce sont ces manifestes, placardés sur plusieurs sites universitaires de la ville, qui mirent la police sur la trace du groupe. Voir : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 292 sqq.

<sup>124</sup> « [...] nel più buio momento dell'antifascismo nel 1929 era stato uno studente torinese Fernando De Rosa a ricordare col suo gesto al mondo le colpe della dinastia italiana. L'azione degli studenti non si deve limitare a questi nobili gesti individuali. Dobbiamo fare di più. Dobbiamo tutti aderire ai gruppi studenteschi di "G.L.". È questo l'unico modo efficace di portare il nostro contributo alla rivoluzione italiana, l'unico modo efficace di affermare la nostra capacità politica : e quel che più conta, troveremo in "G.L." movimento nazionale a cui aderiscono cittadini di tutte le classi una organizzazione unitaria e un mezzo per riprendere il contatto spirituale con quelle masse di lavoratori che una volta guardavano agli studenti come a compagni e a capi e che ora li credono strumenti di oppressione. "G.L." con l'esempio che nasce dall'azione, col suo nome, col suo libero programma ha operato il miracolo di far sorgere delle forze che parevano perdute, di radunare i dispersi che pareva non dovessero più intendersi. ». Voir : ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 372 « Processo contro Mario Andreis ed altri », Fascicoli personali « Paolo Sabbione ».

déjà cité de Mario Andreis sur le premier groupe turinois de « *Giustizia e Libertà* » est d'avoir montré la valeur prêtée par ces étudiants à l'action politique auprès de la classe ouvrière et les moyens employés à cette fin :

[Vers la fin de 1930], nos points de départ [pour notre action] étaient encore les écoles, l'université [...]. Mais notre conquête la plus précieuse à l'époque était en réalité d'avoir pu approcher, par l'intermédiaire d'anciens syndicalistes anarchistes [...] un groupe d'ouvriers. Nous avons ainsi réussi, pour notre presse, et pour notre mouvement, à créer un modeste réseau de correspondants, d'interlocuteurs dans les usines, notamment la FIAT et d'autres petits établissements de Turin<sup>125</sup>.

Le 15 septembre 1931, dans l'introduction de son premier numéro reproduit à la main à l'aide d'un duplicateur à quelques milliers d'exemplaires<sup>126</sup>, *Voci d'Officina* (fig. 26), une brochure de huit pages environ, sous-titré du leitmotiv « *Insorgere. Risorgere* » et d'un épigraphe fameux attribué à Matteotti – « *Voi uccidete me, ma l'idea che è in me è immortale* », se déclare la « voix sincère et certaine » adressée à tous « nos compagnons travailleurs »<sup>127</sup>. Le journal se donne effectivement pour objet la condition ouvrière, et s'inspire, de la propagande diffusée à cette époque par le biais des cellules communistes, de même que des correspondances instaurées par les syndicats fascistes pour restaurer leur autorité auprès des masses<sup>128</sup>. Pour autant, elle n'en partage ni les finalités ni tout à fait les pratiques d'écriture.

Contrairement à la presse communiste, le *Voci d'Officina* ne travaille pas résolument à fonder une identité politique séparée ; le journal évite ainsi d'adopter une posture consistant simplement à défendre des intérêts corporatifs, de même qu'il refuse de s'en tenir à un séparatisme de classe. On lit, par exemple, dans le premier numéro, un article appelant les ouvriers à se rebeller pour une cause noble et supérieure :

La crise financière et économique, l'impuissance du gouvernement, l'hostilité toujours plus importante s'insinuant parmi la population menacent sans cesse de faire s'écrouler le fascisme. Mais il ne faut pas s'illusionner, la situation ne se renversera pas d'elle-même. Il est nécessaire que la lutte souterraine contre le fascisme – qui est une lutte pour la conquête de la liberté et de la justice – soit combattue avec élan, avec foi, avec

<sup>125</sup> Voir : ACS, Archivi di famiglia, di persone e studi professionali, « Mario Andreis », Témoignage écrit de Mario Andreis sur la lutte antifasciste à Turin.

<sup>126</sup> Mille cinq cents copies d'après le témoignage de Mario Andreis. Voir : ACS, Archivi di famiglia, di persone e studi professionali, « Mario Andreis », Témoignage écrit de Mario Andreis sur la lutte antifasciste à Turin.

<sup>127</sup> Les exemplaires des trois numéros publiés entre le 15 septembre et le 31 octobre 1931 sont disponibles dans les dossiers de l'instruction relatifs au procès ouvert contre le groupe gielliste de Turin. Voir : ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 372 « Processo contro Mario Andreis ed altri », Fascicoli personali « Paolo Sabbione ».

<sup>128</sup> Sapelli (Giulio), *Fascismo, grande industria e sindacato : il caso di Torino 1929-1935, op. cit.*, p. 155.

sacrifice : se battre non pour le triomphe d'un intérêt particulier, mais pour la cause de l'humanité<sup>129</sup>.

C'est, du reste, ce que dénonce la propagande du PCd'I dans sa revue *Lo Stato Operaio*, non contente dans le même temps de pouvoir recueillir, pour les réformer et les « éduquer », les aspirations et les « vellétés » idéologiques de ces jeunes intellectuels antifascistes :

[...] c'est un journal *pour* l'usine, et non un journal *d'*usine. Dans le journal *d'*usine, celle-ci est le centre et la périphérie, l'usine détermine le contenu et la forme, les thèmes des articles et le ton dans lequel ils sont écrits. [...] Ce désir [de la jeunesse intellectuelle de communiquer aux masses] est un fait digne d'être remarqué, il exprime un état d'esprit assez diffus parmi les groupes les plus avancés de la jeunesse intellectuelle antifasciste [...]. Mais la classe ouvrière a une politique, une doctrine, un parti [...]. Les vellétés ne comptent pas [...] elles ont besoin d'une école<sup>130</sup>.

L'implantation du groupe gielliste dans les nombreuses usines du chef-lieu piémontais et la tribune que le *Voci d'Officina* présente aux divers métiers de l'industrie en offrant ses colonnes à leurs plaintes et à leurs revendications rendent compte de l'audience que le journal semble avoir obtenue dans les milieux ouvriers turinois. Son absence d'affiliation partisane lui confère par ailleurs un caractère non partisan, éclectique, qui séduit tant les anarchistes que les sociaux-démocrates, comme des communistes. Un premier réseau de correspondance est ainsi établi à la fin de l'été 1931, qui comprend l'établissement du *Lingotto*, le principal site industriel du constructeur Fiat, le carrossier Garavani et la société aéronautique d'Italie. Dès la mi-septembre, une connexion entre le groupe gielliste et certains noyaux communistes de la ville de Turin permit d'étendre encore ce réseau à plus d'une dizaine d'entreprises, dont les usines Michelin, le groupe *La Stampa* et les établissements Fiat de San Giorgio et de Ferriere Piemontesi.

Si le *Voci d'Officina* récuse *a priori* toute forme de corporatisme, son objectif visant à représenter les travailleurs et devenir une affirmation positive de leur capacité à promouvoir une expression politique autonome, implique cependant de s'intéresser à la condition ouvrière.

<sup>129</sup> « La crisi finanziaria ed economica, l'impotenza del governo, l'ostilità sempre crescente che serpeggia nel popolo minacciano di tirare a fondo il fascismo. Ma non bisogna illudersi, la situazione non si capovolgerà da sé. E' necessario che la lotta sotterranea contro il fascismo – che è lotta per la conquista della libertà e della giustizia – sia combattuta con slancio, con fede, con sacrifici : battersi non cioè pel trionfo di un particolare interesse, ma per la causa dell'umanità. », dans « Disoccupazione e fascismo », *Voci d'Officina*, 15 septembre 1931.

<sup>130</sup> « [...] è un giornale *per* la officina, e non un giornale *di* officina. Nel giornale *di* officina, la officina è il centro e la periferia, la officina determina il contenuto e la forma, gli argomenti degli articoli e il linguaggio in cui sono scritti. [...] Questo desiderio è un fatto degno di note, è l'indice di uno stato d'animo abbastanza diffuso tra i gruppi più avanzati di giovani intellettuali antifascisti [...]. Ma la classe operaia ha una politica, una dottrina, un partito [...]. Le velleità non contano [...] hanno bisogno di questa scuola », dans « Un giornalismo per le officine fatto da giovani intellettuali », *Lo Stato Operaio*, octobre-novembre 1931.

La rubrique que le journal consacre entièrement aux « correspondances d'usines » vaut donc comme instrument de médiation et d'objectivation de la situation économique et politique des travailleurs sous le fascisme : sous forme de brève, y est décrit le régime de terreur qui règne dans les entreprises, la direction autoritaire et paternaliste des classes ouvrières, le système inique de répartition des profits, l'absence de toute représentation syndicale efficace, etc. On peut lire ces rubriques comme un contrepoint au discours démagogique, contre le patronat, déployé au même moment par les syndicats fascistes pour redonner de la légitimité à leur action et au fascisme. Aux travailleurs, le journal gielliste, le 1<sup>er</sup> octobre, assure que le peuple piémontais « ne donnera jamais son adhésion » au régime, mais qu'il « restaurera la justice et la liberté »<sup>131</sup> pour tous les Italiens, et il donne un signe concret de cet esprit de résistance en répercutant, dans le même numéro, la nouvelle d'action de sabotage dans les usines du carrossier Viberti, « authentiques actes d'offensives contre les patrons et contre le fascisme »<sup>132</sup>.

On peut aussi y lire un point de départ pour une nouvelle orientation idéologique et politique, un mouvement timide et maladroit pour « s'approcher du marxisme ». Ce que ne dément pas du reste Mario Andreis dans son témoignage :

Au fur et à mesure que notre organisation se consolidait, nous ressentions plus intensément la nécessité de créer notre propre journal [...] non seulement pour pallier le hasard, la pénurie et les lacunes auxquels nous astreignaient une presse entièrement conçue à l'étranger, mais aussi afin de pouvoir débattre et approfondir, à partir d'une base idéologique nouvelle inspirée du socialisme et du classisme, les termes et les objectifs de la lutte antifasciste<sup>133</sup>.

À tout le moins, même s'il adopte un discours inattendu et absolument nouveau sur la Russie soviétique et l'analyse marxiste de la société capitaliste<sup>134</sup>, en diffusant ainsi les idées d'une

<sup>131</sup> « Lavori pubblici in Piemonte », *Voci d'Officina*, 1<sup>er</sup> octobre 1931.

<sup>132</sup> « Corrispondenza d'officina. Carrozzeria Viberti », *Voci d'Officina*, 1<sup>er</sup> octobre 1931.

<sup>133</sup> « Man mano però che l'organizzazione si consolidava sentivamo più viva e pressante la necessità di dare vita a un foglio nostro, che fosse da noi redatto e stampato, non soltanto per sopprimerire all'inevitabile saltuarietà e alle manchevolezze della stampa che ci proveniva dall'estero ma per poter dibattere e approfondire su nuove basi di impostazione socialista e classista, i termini e gli obiettivi della lotta antifascista. ». Voir : ACS, Archivi di famiglie, di persone e studi professionali, « Mario Andreis », Témoignage écrit de Mario Andreis sur la lutte antifasciste à Turin.

<sup>134</sup> En particulier : « La Diagnosi marxista è esatta », *Voci d'Officina*, 1<sup>er</sup> octobre 1931 ; « Dalla Russia », *Voci d'Officina*, 1<sup>er</sup> octobre 1931. Le premier article cité est une reproduction d'une déclaration de Lord Lothian, membre du gouvernement britannique dirigé par Mac Donald dans lequel celui-ci « confesse » et reconnaît la « précision » des « prophéties » de Marx et de Lénine quant au « développement fatal de la société occidentale moderne ». Le second article est un entretien avec des ouvriers belges de retour de Russie, originellement publié dans le journal *Le Peuple* ; véritable témoignage à la gloire de la révolution soviétique et de son impact favorable sur la condition des travailleurs : « En Russie, l'ouvrier se sent effectivement le patron. Pendant notre retour, à peine avions-nous franchi la frontière que nous ressentions l'extrême différence [entre notre société et la société russe]. » [« In Russia l'operaio si sente effettivamente padrone. Al ritorno non appena varcata la frontiera noi abbiamo sentito la grande differenza. »].

culture politique que la propagande de « *Giustizia e Libertà* » n'entendait guère, la tâche que s'assigne le *Voci d'Officina* n'est plus tant de convaincre les travailleurs de rejoindre leur mouvement d'opposition au fascisme que de revendiquer l'autonomie ouvrière en même temps qu'un changement politique et social radical. La communauté organisée – au fil des numéros, un deuxième mot d'ordre fait son apparition à côté du traditionnel « *Insorgere. Risorgere* » : « *Compagni : organizziamoci !* » – et l'expression ouvrière directe prennent dès lors progressivement le pas dans les représentations sur toute autre forme de médiation politique entre les élites intellectuelles et le peuple des travailleurs, laissant ainsi ouverte la question de l'avenir institutionnel. Ouvrier, peut-être plus encore que républicain ou socialiste, le journal, dans son troisième et dernier numéro du 31 octobre, subordonne l'idée de liberté à l'identité laborieuse qui structure tout son discours :

Le Parlement, le Sénat, les élections ? Qui resuscitera ces institutions que le Fascisme a détruites ? Le *Duce*, avec bien plus de vérité encore que Louis XVI, peut bien dire : « Après moi, le déluge ». Et le déluge sera terrible parce que la révolution aura tout à la fois le devoir de chasser les criminels du fascisme – hommes et institutions – et de jeter les bases et les fondements de la République italienne des travailleurs<sup>135</sup>.

C'est que la voie poursuivie par le groupe du *Voci d'Officina* semble impraticable ; citons par exemple la déclaration publiée en « une » du premier numéro et qui tient lieu de véritable profession de foi :

Préciser les termes et les principes de l'antifascisme, mais les contenir sur le terrain de la lutte des classes ; étudier et poursuivre les exigences tactiques et les nécessités pratiques de la collaboration avec l'ensemble des forces non prolétaires, sans jamais perdre de vue et sans jamais trahir le sens de la lutte contre le fascisme qui est avant tout une lutte contre l'État bourgeois et capitaliste [...] <sup>136</sup>.

Cette synthèse un peu confuse et désordonnée que Mario Andreis a ensuite repris dans son témoignage, pourrait illustrer les difficultés et les ambiguïtés de l'antifascisme proche de « *Giustizia e Libertà* ». Car c'est un texte bref et contradictoire, qui superpose des intentions qui se contredisent, et mêle maladroitement des principes stratégiques et des orientations

<sup>135</sup> « Il Parlamento, il Senato, le elezioni ? Chi resusciterà questi istituti che il Fascismo ha distrutto ? Il Duce, con più verità di Luigi XVI° può ben dire : “Dopo di me il diluvio”. E il diluvio sarà terribile perchè la rivoluzione avrà ad un tempo il doppio compito di spazzare via i delitti del fascismo – uomini ed istituti – e di gettare sul terreno raso, le fondamenta della Repubblica italiana dei lavoratori. », dans « L'inevitabilità della rivoluzione », *Voci d'Officina*, 31 octobre 1931.

<sup>136</sup> « Precisare e contenere sul terreno della lotta di classe i termini e le direttive della lotta contro il fascismo ; studiare e perseguire le esigenze tattiche e le necessità pratiche di una collaborazione con tutte le forze antifasciste non proletarie senza mai perdere di vista o travisare il contenuto della lotta contro il fascismo che è lotta contro lo stato borghese capitalista. », dans *Voci d'Officina*, 15 septembre 1931.

tactiques pourtant difficilement conciliables. Il recommande de rechercher et d'approfondir le sens de la résistance au fascisme. Mais impose également d'associer l'antifascisme à la lutte des classes. Il fait tenir ce combat sur le terrain de l'opposition frontale entre les masses « prolétaires » et les élites de la « bourgeoisie capitaliste », mais souhaite encore une alliance de toutes les « forces antifascistes ».

À quoi peut-on attribuer cet assemblage étonnant ? À une « désorientation idéologique » de la jeunesse intellectuelle, comme l'avancent Giorgio Amendola et Palmiro Togliatti ? Au besoin inconscient de sauvegarder les principes essentiels du libéralisme et de la démocratie, même maintenant que l'on reconnaît dans la classe ouvrière le seul et unique débouché politique encore viable pour l'antifascisme ? Ou bien faut-il tout simplement y voir la marque d'une double allégeance, d'abord aux valeurs et à l'esprit de la pensée libérale, ensuite à l'idéal révolutionnaire moderne de la double émancipation, économique et politique, des masses ouvrières ? C'est à cette appartenance divisée et à ce partage des fidélités qu'il nous faut revenir maintenant. On peut poser, pour la traiter, un partage des individualités qui compose la vaste mouvance du giellisme elle-même ; on sépare alors des révolutionnaires de plus en plus attirés par un discours radical, « ouvrieriste », et des libéraux aux idées politiques des plus traditionnelles, ainsi que le sous-entend le terme ; les groupes clandestins, surtout à Milan et à Turin d'un côté, le personnel gielliste en exil de l'autre. Cette séparation correspond à une certaine réalité, et nous serions instinctivement portés à la suivre, tout en essayant de ne pas y enclorre entièrement notre démonstration. Car ce serait nous débarrasser, sans la considérer, de la question essentielle qu'introduit le témoignage de Mario Andreis sur l'antifascisme à Turin : celle du mariage que tente d'accomplir une même pensée, en associant deux visions et pratiques politiques jugées incompatibles.

Au fil des lettres que s'échangent les giellistes à cette époque, se révèle en effet un état de crise latent. Les doutes et les questionnements inquiets qui les animent concernent bien évidemment le problème des moyens mais se développent encore à propos de l'essentiel, à savoir la définition de leur antifascisme.

***« L'Italie réelle » : le programme « révolutionnaire » et l'origine du premier réseau des Quaderni di Giustizia e Libertà***

Au commencement de 1932, marquant une décennie de domination fasciste, Rosselli tente de faire taire les critiques prononcées de toutes parts contre son mouvement, et qu'exprime en partie le socialiste Alberto Jacometti. À ce dernier il répond, grandiloquent :



Tous ceux qui, après nous avoir diffamés comme conservateurs, monarchistes [...], trouvent aujourd'hui face à eux un mouvement plus jeune, plus révolutionnaire, plus intransigeant encore qu'il ne fût : « G.L. » est parfaitement libre à l'image de tous ses hommes, dont aucun n'est lié à une situation conservatrice et passéiste<sup>137</sup>.

La lettre de Rosselli à Jacometti est riche de mille autres démonstrations de même accent qui le conduisent à préciser sa conception intime du modèle d'organisation ; « non pas une académie dont les statuts auraient été rédigés *a priori* » mais « le résultat d'un mouvement *en cours* » ; « une chose belle, mais dangereuse ! » :

Cette crainte de l'*après*, cette anxiété à savoir où nous irons, cette volonté de prendre l'histoire, les mouvements et les hommes, par la main, est non seulement antihistorique, mais intrinsèquement conservatrice<sup>138</sup>.

Si « *Giustizia e Libertà* » peut ainsi donner le sentiment d'être prise entre « deux forces terribles et contraires », c'est qu'elle refuse de soumettre son action à un dogme, à de « vieilles formules » que le peuple italien reçoit désormais comme mortes et affreusement désuètes.

Faire un programme parfaitement cohérent d'un point de vue théorique et abstrait est très facile. Mais quel est son rapport exact à la réalité italienne ? [...] la révolution établira quelques prémisses économiques, politiques et psychologiques fondamentales ; mais elle le fera dans un environnement social déterminé, sur lequel il est possible d'agir, mais qu'on ne peut créer *ex novo*<sup>139</sup>.

Préparé et rédigé essentiellement dans l'exil, autour de Carlo Rosselli, Emilio Lussu, Alberto Tarchiani, Gioacchino Dolci, Vincenzo Nitti, Francesco Fausto Nitti et Gaetano Salvemini, le programme politique que publie « *Giustizia e Libertà* » au début de 1932 est, si l'on excepte la participation de Carlo Levi, d'abord l'œuvre du *fuoruscitisme*. Articulé entre deux grandes parties, l'une qui prévoit la transformation du tissu économique et social italien, et l'autre qui concerne les principes politiques qui doivent présider à l'institution du futur régime républicain – démocratique, liberté d'association et d'autonomie – le programme qu'ébauchent les giellistes recueille cependant assez peu d'enthousiasme en Italie même, si l'on en juge par la lettre qu'Aldo Garosci adresse à Rosselli le 13 août 1931 :

Notre programme de réformes modérées est sans doute une bonne base pour gouverner, une fois que nous serons au pouvoir. Mais comment ferons-nous pour y arriver ? Pour mobiliser les masses ? il nous faut non seulement des *actes* révolutionnaires, mais des *mots d'ordre* révolutionnaires. Véritablement révolutionnaires ? Naturellement il n'est

<sup>137</sup> Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Sezione 11. Nuove acquisizioni, 1, 2-1.4, Lettre de Carlo Rosselli à Alberto Jacometti du 23 février 1932. Le texte original est reproduit en annexe : voir l'annexe n°16, p. CXV (volume 2).

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> *Ibid.*

pas dit qu'une fois au gouvernement l'on doive les appliquer et les suivre telles des paroles d'Évangile, mais il faut du moins les posséder. Si les mêmes « bonzes » de la social-démocratie d'ici étaient dépourvus de tels mots d'ordre, ils seraient cuits ! Vous comprenez ? Une chose est de rédiger un programme de parti, une autre un programme de gouvernement<sup>140</sup>.

La terrible gageure pour les giellistes est en effet d'établir un « *programme révolutionnaire réalisable* »<sup>141</sup>, mais encore qui soit capable d'associer les masses laborieuses au mouvement antifasciste, sans « effrayer le bourgeois » : un mouvement rassembleur, populaire, non dogmatique ni sectaire et, enfin, concret. Le malaise et les difficultés que fait naître le principe même de révolution – « il serait utile, observe ainsi Garosci avec hardiesse, de scinder [l'antifascisme] en deux mouvements en apparence, tout en maintenant unies les deux directions<sup>142</sup> » – révèlent le mouvement à ses limites intellectuelles et idéologiques. Or il y a déjà chez certains l'ambition – de surcroît dès lors qu'il s'agit d'unifier l'opposition – de se subsumer au fascisme comme idéal politique moderne, capable de la même force d'attraction sur les mentalités et les esprits contemporains. Max Ascoli, militant républicain et ancien collaborateur du *Quarto Stato*, réfugié aux États-Unis en 1931, juge quant à lui que « *Giustizia e Libertà* » s'est pour le moment davantage illustré dans la production généreuse de mots d'ordre et de slogans plutôt que dans la recherche d'idées à proprement parler :

Vous avez pour le moment ignoré et éludé tous nos problèmes les plus essentiels. Que le fascisme soit un phénomène, pour une bonne part, international, la crise de développement des démocraties, particulièrement aiguë dans le monde de l'après-guerre, vous n'avez jamais voulu le comprendre. [...] c'est ainsi qu'on arrive à rendre inintelligible notre mouvement face aux étrangers et face aux Italiens cultivés, parce que reste inintelligible le phénomène auquel nous nous opposons. [...] Pour opposer au régime que l'on dénie un plan moral et politique différent, il faut précisément commencer par définir l'essence de ce plan et non ses étiquettes. [...] Les communistes se préparent, ils ont même une revue d'idées : mais vous, qu'avez-vous fait ? [...] « *Giustizia e Libertà* » a donné [...] des slogans, mais pas des idées [...] Avant de commencer une production sérieuse [d'idées], vous avez réfléchi à la distribution ; avant de commencer la sélection d'idées claires, vous avez surtout essayé de faire tenir ensemble le nombre maximum possible de ces magnifiques théoriciens de l'insurrection. [...] Cette mentalité qui porte à agir avant même qu'à penser, à diffuser des mots d'ordre avant même que de savoir quel doit être leur signification exacte, à

<sup>140</sup> « Partendo dal nostro programma di moderate riforme si può anche governare, una volta arrivati al potere. Ma per arrivarci ? per scuotere le masse ? occorrono non solo *atti* rivoluzionari, ma *parole d'ordine* rivoluzionarie. Rivoluzionarie sul serio ? Naturalmente non è detto che una volta al governo si devano attuare come Vangelo ma occorre averle. Se gli stessi "bonzi" della social-democrazia di qua non le avessero, starebbero freschi. Mi spiego ? Altro è programma di partito, altro programma di governo. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 49-1, Lettre d'Aldo Garosci à Carlo Rosselli du 13 août 1931.

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> *Ibid.* : « [...] sarebbe utile scindere i due movimenti in apparenza, conservando unite le direzioni. ».

vouloir détruire plutôt que de se demander ce que l'on construira, cela porte un nom trop connu en Italie : c'est du fascisme<sup>143</sup>.

Un constat qui heurte d'abord Rosselli<sup>144</sup>, bien obligé cependant de lui reconnaître une part de vérité puisque lui-même tente ensuite de convaincre Tarchiani d'engager un travail d'approfondissement intellectuel et culturel :

Faire, donner des coups, agir, tout cela est bien. Mais faire *quoi* ? Et agir comment ? En somme, je veux dire qu'il faut désormais penser à être concrets [...] Il faut aussi avoir le courage d'examiner la situation générale et pas uniquement la nôtre. Un volontarisme excessif peut-être tout aussi nuisible qu'une trop grande passivité. S'illusionner que nous quatre, ou cinq, pouvons, *rebus sic stantibus*, renverser la situation est de la pure folie qui peut nous conduire au désastre [...] Plus la situation est statique en Italie, et plus nous devons – à côté d'une action concrète des plus importantes – développer la dimension idéale, afin de nous donner une force, un point d'appui [...] et pour éviter aussi que les miracles et les espoirs que nous avons nourris ne finissent par nous dévorer nous-mêmes<sup>145</sup>.

On se rappelle en effet que le souvenir de l'Aventin est pour Rosselli celui d'un échec double : éthique, car le refus de la lutte a été la cause de l'enlisement de l'opposition, son impossibilité à prendre conscience de la réalité du fascisme ; politique, puisque l'antifascisme s'était ainsi coupé du reste de la nation, incapable de saisir l'attention de l'opinion, ni de capter à son propre profit la « corde sensible de chaque cœur » et de recueillir les aspirations nouvelles apparues dès l'immédiat après-guerre, que la « génération précédente ne soupçonnait guère ». Rosselli d'autre part a d'abord vu dans la Concentration un refus obstiné de révision critique, dont il a personnellement fait l'expérience dès l'année suivant son arrivée en France, suite à la publication de ses thèses sur le futur de l'idéal socialiste.

L'auteur de *Socialisme libéral* avait en effet échoué à engager les *fuorusciti* sur le chemin du renouveau de leurs idées et de leur programme. Plutôt que de stimuler le débat au sein de l'antifascisme, sa contribution avait au contraire renforcé son isolement et celui de son mouvement auprès de la communauté des réfugiés politiques. Mais cette distance, signe d'un non-conformisme, était également recherchée de la part d'hommes qui faisaient tant pour ne

<sup>143</sup> Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 3-2, Lettre de Max Ascoli à Carlo Rosselli du 30 décembre 1931. Texte original reproduit en annexe n°17, p. CXV (volume 2).

<sup>144</sup> Sur l'itinéraire de Max Ascoli et ses relations avec Carlo Rosselli et Gaetano Salvemini après son exil aux États-Unis, voir : Taiuti (Alessandra), « Ascoli e le riviste dell'antifascismo : da "La Rivoluzione Liberale" a i "Quaderni di Giustizia e Libertà" », dans Camurri (Renato, dir.), *Max Ascoli. Antifascista, intellettuale, giornalista*, Milan, FrancoAngeli, 2012, p. 53-65.

<sup>145</sup> Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 1, 51-8, Lettre de Carlo Rosselli à Alberto Tarchiani écrite de Pontigny (Yonne), s. d. On pourra également se reporter à la lettre qu'adresse Tarchiani à Rosselli de Paris, le 23 août 1932. Texte original reproduit en annexe n°18, p. CXVI (volume 2).

pas être associés à l'action et aux idées de l'opposition formée en Italie en 1924 et continuée à l'étranger à partir de 1927 : on a pu remarquer que Rosselli en particulier et le reste des giellistes en général n'étaient pas des visiteurs assidus des lieux de rencontres habituels du *fuoruscitisme*, préférant « vivre à l'écart de la Concentration »<sup>146</sup>. Installé d'abord rue des Marronniers, dans le XVIème arrondissement, à proximité du salon tenu par Louise-Aline Ménard-Dorian<sup>147</sup>, Rosselli comprenait qu'il lui fallait par exemple « élargir le cercle » de ses relations en « pénétrant » d'autres « milieux »<sup>148</sup> : son déménagement, en janvier 1931, au cœur du Vème arrondissement devait ainsi le conduire à proximité du Quartier Latin afin d'y poursuivre plus facilement ses « études et ses recherches » ; il y trouve, détaille-t-il dans une lettre à sa mère, l'état d'esprit et l'atmosphère appropriés à ses vœux de réforme et d'approfondissement intellectuel :

J'apprécie énormément le vieux Paris. Il est beaucoup plus accueillant et proche de notre esprit que ce quartier philistin qu'est Passy<sup>149</sup>.

Ce qui l'y attirent par-dessus tout, ce sont la richesse culturelle, l'esprit d'avant-gardisme, les formes particulières de sociabilité et les normes propres à ce milieu qu'il approche d'abord – et c'est là en revanche l'un des succès de l'entreprise – à l'occasion de la parution de son livre, dans la collection « Suite politique italienne » de la Librairie Valois. Il n'est donc pas le premier réfugié italien à inscrire son nom sur le catalogue des auteurs de la jeune maison d'édition, loin s'en faut. Créée en 1928 sur les ruines de la Société Française d'Édition et de Librairie par le fondateur du Faisceau<sup>150</sup> Georges Valois, celle-ci lance en à peine quatre ans

<sup>146</sup> Garosci (Aldo), « L'era di Carlo Levi », dans Lolli Scappini (Alessandra), Ricci (Aldo), *Carlo Levi : disegni dal carcere 1934 : materiali per una storia*, op. cit., p. 18. Voir aussi : Diletto (Diego), *La Parigi e la Francia di Carlo Rosselli : sulle orme di un umanista in esilio*, Milan, Biblion edizioni, 2013, p. 181 sqq.

<sup>147</sup> Célèbre militante des droits humains, femme engagée qui devint secrétaire générale de la Ligue internationale des droits de l'Homme et vice-présidente de la section française aux lendemains de la guerre, son salon de la rue de la Faisanderie, très réputé, fut l'asile de beaucoup des premiers réfugiés politiques italiens qui rédigèrent, sous son toit, les statuts de la Ligue italienne des droits de l'Homme en 1923. Voir : Campolongo (Luigi), « I salotti parigiani del dopo-guerra. Fra i crepuscoli della pace », *Il Secolo*, 23 février 1922 ; également la notice dans le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier par Michel Dreyfus et Yvonne Léautey. Dreyfus (Michel), Léautey (Yvonne), notice Ménard-Dorian Aline, version mis en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 9 octobre 2018 : <https://maitron.fr/spip.php?article121594>.

<sup>148</sup> Lettre de Carlo Rosselli à sa mère du 11 mars 1930, citée dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli*, op. cit., p. 475.

<sup>149</sup> « La vecchia Parigi mi piace immensamente. È tanto più accogliente e vicina al nostro spirito di questa Passy filisteia ». Voir : lettre de Carlo Rosselli à Amelia Rosselli du 31 décembre 1931, citée dans Diletto (Diego), *La Parigi e la Francia di Carlo Rosselli*, op. cit., p. 95.

<sup>150</sup> Le mouvement est dissout en 1928, soit la même année qu'est fondée la Librairie Valois. Sur ce point de l'itinéraire de Georges Valois, se reporter à Vincent Vier : Vier (Vincent), *Georges Valois et les « jeunes équipes » 1928-1932*, Mémoire de DEA d'histoire contemporaine, IEP de Paris, 1993.

plus d'une quinzaine de collections et publie près de deux-cents auteurs que rien ne rapproche sinon leur volonté de réforme.

Ainsi malgré les vingt ans qui les séparent et l'influence qu'exerce le matérialisme marxiste sur l'ancien économiste de l'*Action française* passé d'abord par le syndicalisme révolutionnaire, plusieurs motifs concourent au rapprochement de Valois et de Rosselli, au début des années trente – en plus du hasard qui conduit celui-ci à emménager dans le bâtiment occupé en partie par les bureaux de la Librairie. Pour l'un comme pour l'autre, le conflit européen a signifié un tournant à la fois personnel et collectif ; les années suivantes, elles, l'occasion manqué d'un renouvellement de la politique et des sociétés du Vieux continent. La parution en français de *Socialisme libéral* s'inscrit donc logiquement dans cette « entreprise méthodique d'édition et de librairie » commencée trois ans plus tôt pour fournir l'effort de réflexion nécessaire à la rénovation attendue de la vie politique, sociale et culturelle<sup>151</sup>.

La Librairie Valois n'est pas la seule que fréquente Rosselli ; à l'occasion de ses promenades régulières sur le boulevard Saint-Michel, à cheval entre le cinquième et le sixième arrondissement, il visite divers bureaux de maisons d'édition<sup>152</sup> et tous ces autres terrains communs aux intellectuels de la rive gauche<sup>153</sup> : des lieux publics, à l'image du café Capoulade, ou des endroits plus intimes comme les salons<sup>154</sup>. Signe que son ouvrage avait été accueilli avec intérêt et curiosité par une partie des élites intellectuelles françaises<sup>155</sup>, Rosselli fit quelques

<sup>151</sup> La Librairie se destinait ainsi à « contribuer à faire la plus grande lumière sur cette période recherches et de définitions [qu'est notre siècle], et de hâter à la formation d'un ensemble intellectuel et moral qui accélérera l'action de l'homme ». Les collections et les périodiques édités par le groupe devait permettre, précisait-on encore, l'examen et l'exposé « méthodique » de « toutes les doctrines du nouvel âge ». *Les Cahiers Bleus*, 15 août 1928, cité dans Vier (Vincent), *Georges Valois et les « jeunes équipes » 1928-1932*, op. cit., p. 48 sqq. À ce propos, citons encore Henri Dubief et Dominique Borne, selon qui, « c'est dans les multiples collections, la somme des ouvrages des éditions de la Librairie Valois que les générations de 1930 firent, pour une grande part leur éducation politique, économique et sociale et acquirent leur culture ». Borne (Dominique), Dubief (Henri), *La Crise des années 30 : 1929-1938*, Paris, Éditions du Seuil, 1976, p. 66.

<sup>152</sup> À quelques encablures de son appartement de la place du Panthéon, se trouve par exemple la librairie Bellais, créée en 1898 par Charles Péguy et Lucien Herr. Autre point de réunion important, et de rencontre, est Port-Royal où se trouve l'Institut international de philosophie du droit et de sociologie juridique. Carlo Rosselli entame au début des années trente une correspondance avec son secrétaire général, Georges Gurvitch. Voir : Dilettoso (Diego), *La Parigi e la Francia di Carlo Rosselli*, op. cit., p. 143-148.

<sup>153</sup> Citons, par exemple, le café Capoulade. Voir : Lottman (Herbert), *La Rive gauche : du Front populaire à la guerre froide*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, p. 56.

<sup>154</sup> Rosselli visite régulièrement la maison des Halévy, lieu de réunion que les convives désignent comme la *Maison Blanche*, fréquenté par de nombreux professeurs de l'École normale supérieure et des collaborateurs à la *Revue de métaphysique et de morale*. Voir : Dilettoso (Diego), *La Parigi e la Francia di Carlo Rosselli*, op. cit., p. 151.

<sup>155</sup> L'ouvrage est ainsi recensé dans plusieurs revues ; citons par exemple *L'Année politique étrangère*, *La Quinzaine critique*, *La Revue d'économie politique* ou encore *La Revue politique et parlementaire*. Georges

apparitions au sein de cercles très fermés comme les décades de l'abbaye Pontigny<sup>156</sup>. Chaque été, ce village de l'Yonne accueillait pour dix jours une vingtaine de personnalités, considérées alors comme les figures incontournables de l'élite intellectuelle française et européenne, pour y discuter de thèmes variés, mais dominés, à partir de 1932, par les réflexions sur le « totalitarisme » et la crise du libéralisme politique.

De cette époque, l'historien Diego Diletto a également mis au jour un projet rapprochant encore Rosselli à l'éditeur et « technicien » de l'action politique<sup>157</sup> Georges Valois : plusieurs notes de la police politique racontent ainsi comment les deux hommes envisageaient d'acquérir une librairie située dans le Quartier latin afin d'en faire un centre de propagande antifasciste<sup>158</sup>. Sans lendemain, l'initiative témoigne cependant du dynamisme éditorial qui anime Carlo Rosselli, de même que l'influence de l'environnement intellectuel français dans le renouveau du mouvement gielliste et la (re)construction d'une culture antifasciste. L'homme fort de « *Giustizia e Libertà* », celui en tout cas qui commande le rythme et la direction de son activité, s'inspire aussi, a-t-on des indices de conjecturer, de l'animateur des *Cahiers Bleus* et des groupes d'études rattachés au Parti Républicain Syndicaliste (PRS), lorsque débute la publication de la première série des *Quaderni di Giustizia e Libertà*, offrant de nouvelles possibilités de connexion et d'interaction entre les divers pôles de l'opposition au fascisme (fig. 27).

Bourgin, dans *La Quinzaine critique*, livre un compte-rendu, sans doute le plus juste, ayant bien senti les limites du livre et les questionnements que son auteur a laissé en suspens : « [...] il faudra bien avouer que la critique tentée du marxisme par M. Rosselli est bien faible. Elle est tout entière inspirée des livres révisionnistes de Bernstein et d'Henri de Man. Elle repose, surtout, sur les erreurs politiques commises par le socialisme italien, particulièrement au cours de l'avènement du fascisme. Par ce biais, M. Rosselli a quelque apparence de raison, et quand il souhaite le retour du libéralisme dans le pays, c'est parce que le libéralisme est l'adversaire du fascisme, mais il doit bien sentir, au fond, qu'au-delà du libéralisme constitutionnel et parlementaire, le véritable socialisme veut réaliser autre chose que la démocratie politique. ». Bourgin (Georges), « Socialisme Libéral par Carlo Rosselli », *La Quinzaine critique*, n° 25, 10 janvier 1931.

<sup>156</sup> Chaubet (François), *Paul Desjardins et les Décades de Pontigny*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000, p. 238 sqq.

<sup>157</sup> Olivera (Philippe), « Un « technicien de l'action et de la propagande au service de la paix : Georges Valois, 1928-1939 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1993, n° 30, p. 27-31.

<sup>158</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 124, Rapports du 16 avril 1932 et du 14 janvier 1933, cités dans Diletto (Diego), *La Parigi e la Francia di Carlo Rosselli*, op. cit., p. 141-142.

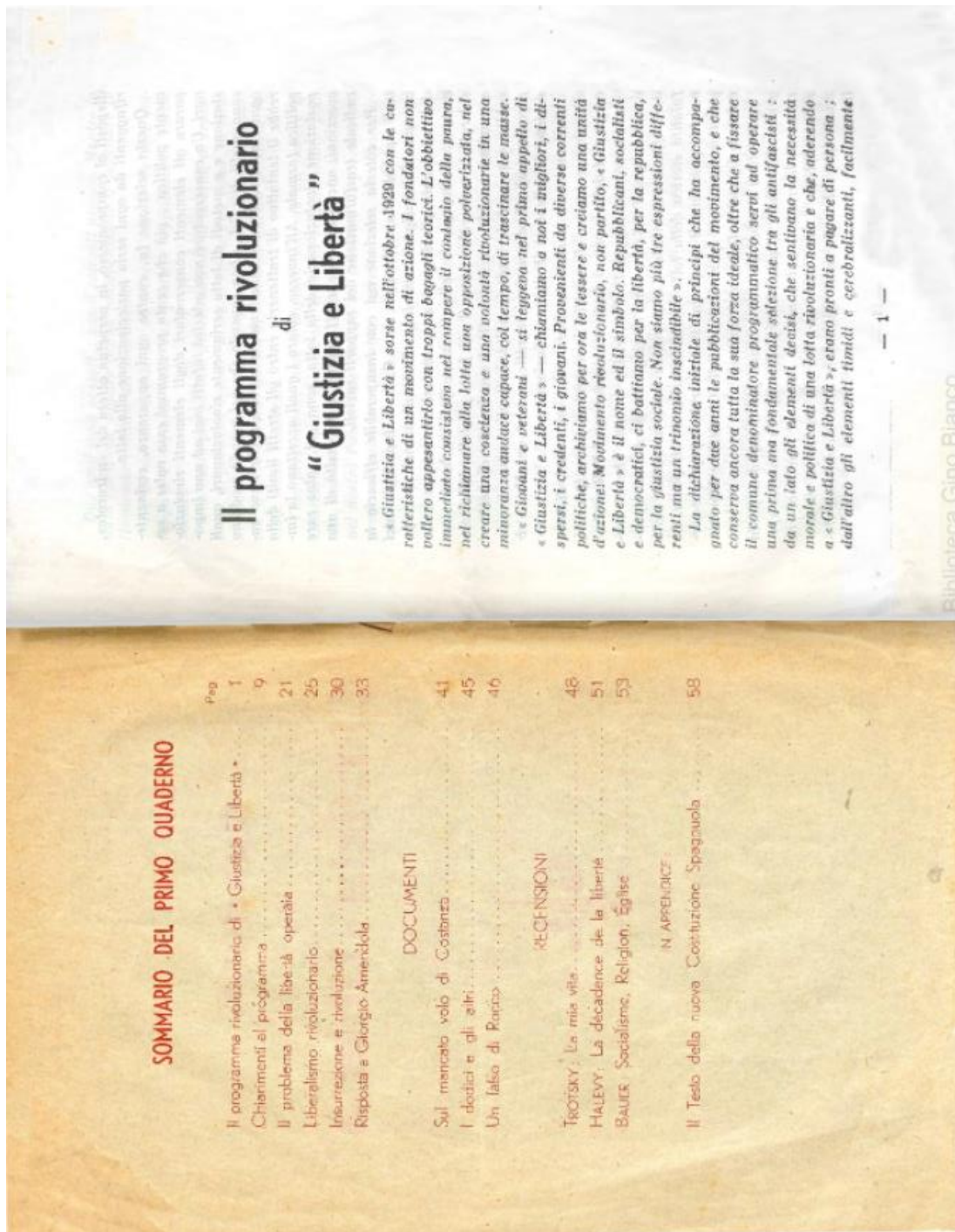


Figure 27 – Pages intérieures du premier numéro de la revue gielliste, les *Quaderni di Giustizia e Libertà*, avec la publication du « programme révolutionnaire » du mouvement<sup>159</sup>.

<sup>159</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 6.

## Les *Quaderni di Giustizia e Libertà* ou la formulation d'un élitisme révolutionnaire

### *Un espace de réflexion et de dialogue : la réception des Quaderni dans la clandestinité*

À compter de 1932, la publication des *Quaderni* se conçoit comme l'ouverture d'un espace de dialogue et de réflexion, un instrument intellectuel permettant de recueillir l'expérience originale des groupes agissant dans la clandestinité, particulièrement de ceux qui se sont formés et étendus dans la capitale du Piémont avec une indépendance affirmée à l'égard du comité directeur en exil. Deux thèmes vont nous permettre, dans les développements qui suivent, de constater la prépondérance de l'antifascisme turinois à cette époque, la philosophie du libéralisme et son usage moderne ; la valeur de l'autonomie au cœur de l'organisation révolutionnaire.

Sur le modèle de Mario Andreis, cité au chapitre précédent, Carlo Levi, lui aussi, évoquait dans sa première contribution aux *Quaderni*, le « privilège » de ceux dont la vision « n'[était] pas déformée par la distance », de ceux qui refusaient de « surestimer l'action seule, comme si c'était un moyen technique », de ceux enfin qui « ne pouvaient juger leur mal comme un médecin le ferait, marxiste ou libéral », mais qui, malades, devaient « chaque jour, le ressentir et s'efforcer, avec leur propres moyens, de guérir.<sup>160</sup> »

Mais, entre ces intellectuels en clandestinité précisément, existe-t-il un accord parfait sur les idées et le programme de l'antifascisme ? Lorsqu'il s'agit par exemple de donner un avis sur le mouvement gielliste au regard de la situation en Italie et des progrès accomplis dans le même temps par le parti communiste pour organiser les masses ouvrières, différentes sensibilités s'expriment aussi, ce qu'on peut facilement vérifier à partir des textes de ceux d'entre eux, les frères Riccardo et Carlo Levi, mais encore du jeune Aldo Garosci, qui expose et affrontent le problème de l'organisation et de la propagande de façon explicite.

Ces contributions conservent leur format épistolaire : la lettre envoyée d'Italie veut signifier, comme document, l'authenticité d'une vision au plus proche de la réalité vécue sous le fascisme. Aussi ce que montrent les articles de Riccardo et de Carlo Levi, publiés dans le deuxième numéro des *Quaderni*, c'est d'abord la mémoire d'un vif et profond attachement au

<sup>160</sup> « Noi non sappiamo farci del fascismo un'idea schematica e fissata, nè ci avviene di sopravvalutare l'azione come tale, come fosse una tecnica. Non possiamo giudicare il nostro male soltanto come dei medici, marxisti o liberali ; ma dobbiamo ogni giorno sentirlo come dei malati, e sforzarci, coi nostri mezzi, di guarire. », dans r. s. [Carlo Levi], « Seconda lettera dall'Italia », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 2, mars 1932, p. 10.



libéralisme. On y retrouve intacte la fidélité à l'idée de liberté, l'aversion pour toute forme de dictature. Dans sa contribution de mars 1932, Carlo Levi explique avec gravité que le « nouveau » fascisme, celui né en juin 1922 lorsque fut découverte l'existence d'une police politique au service d'une « caste », a révélé l'Italie, et « toute une tradition historique » nationale, aux Italiens ; c'est :

[...] l'incapacité héréditaire à être libre, le goût pour l'indulgence libératrice, l'oubli du péché dans l'obéissance facile [...]. C'est la peur de la passion et de la responsabilité, qui conduit à rechercher et à adorer ceux qui nous en privent et nous en débarrassent ; le besoin d'un ordre extérieur qui puisse tenir lieu et presque se substituer à une moralité inexistante<sup>161</sup>.

Cette description de l'Italie sous le fascisme, Riccardo Levi la modifie à peine pour évoquer le mouvement communiste, aussi réfractaire que son frère à toute forme de pouvoir qui s'impose aux individus et à leur libre arbitre : l'idéologisation du discours politique et le système « cellulaire » de l'organisation sont les deux piliers de cet univers clos, isolé, étranger à toute autre forme d'antifascisme. Hypocrite illusion donc, l'idée que le communisme puisse réellement représenter un mouvement révolutionnaire. Et inconciliable de surcroît avec un sentiment « libéral » et « social-démocrate », qui s'infiltré même parmi les rangs de l'organisation communiste. Car si le parti, de l'extérieur, semble doté de moyens plus importants pour encadrer les masses, ou les profanes « ingénus de l'antifascisme extrémiste », c'est uniquement pour son habileté à contrefaire et travestir une propagande sinon trop doctrinaire pour pénétrer certains milieux, particulièrement les jeunes et les intellectuels. Riccardo Levi, et c'est là une différence importante qui l'éloigne un peu du jugement livré par son frère, persiste à penser que l'idée d'une « démocratie libérale » ou le concept d'un « socialisme démocratique », même « véritablement modernes », continuent à exercer plus d'attrait dans l'opinion moyenne que le « centralisme étatique, autocratique, fondé sur l'esclavagisation de masses totalement exclues de la gestion et de la direction économique », comme l'illustre l'exemple soviétique<sup>162</sup>.

Mais l'attraction exercée par le parti communiste sur l'opinion italienne, singulièrement sur tous ces « éléments immatures » qui ont grandi dans un contexte de « totale *négation de la politique* » n'est pas seulement faite d'un « radicalisme abstrait ». Elle tient aussi au caractère

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 11 : « È la ereditata incapacità ad essere liberi, l'abitudine della indulgenza liberatrice, della dimenticanza del peccato nella facile obbedienza, degli intermediari con Dio. È la paura della passione e della responsabilità, che porta a ricercare adorando chi ce ne privi e ce ne liberi ; il bisogno di un ordine esteriore che possa assumersi a riprova e quasi sostituto della inesistente moralità. ».

<sup>162</sup> Ricc. [Riccardo Levi], « Prima lettera dall'Italia », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 2, mars 1932.

mythologique et providentiel qui sont associés dans ces esprits au nom même de *communisme*, porteur d'un idéal de « société future », un ordre étatique total, « législateur, pacificateur, libérateur des luttes économiques et politiques »<sup>163</sup>. Or c'est cela encore qui creuse le fossé entre giellistes et communistes, plus que la reconnaissance chez l'un d'un principe « égalitaire » entre toutes les classes antifascistes qui aspirent au profond « renouveau de la vie italienne ». Pour « *Giustizia e Libertà* », tel que l'imagine Carlo Levi, ce qui compte en réalité c'est un « sens aigu de la responsabilité et de la mesure », qui le préserve d'élaborer des concepts ou des univers uniquement nourris par le mythe et l'idéologie :

[...] c'est là la meilleure garantie au caractère sérieux de notre mouvement [...] la peur éprouvée pour la démagogie et les promesses excessives, l'absence de mythes, peuvent certes affaiblir l'efficacité propagandiste de notre programme, mais sont en même temps la preuve de son caractère révolutionnaire et intransigeant<sup>164</sup>.

On reviendra sur la question du mythe au sein du mouvement gielliste, pour observer que ces hommes n'ont pas tous renâclé ni même simplement ignoré, loin s'en faut, son importance en politique. Il n'est pas inintéressant en effet de constater qu'à la même époque, Luigi (Libero) Battistelli, exilé politique à Rio de Janeiro, tenait un discours absolument contradictoire avec les idées de Levi. Le 27 avril, après avoir pris connaissance du premier numéro des *Quaderni* et du programme gielliste, voici ce qu'écrit cet ancien militant républicain à Carlo Rosselli :

L'« esprit de sérieux », réaction naturelle et bienfaisante contre la superficialité qui sévit partout, n'est toutefois, pas davantage en politique que dans le domaine des arts, un critère de réussite [...]. En vous confrontant plus directement au terrain de la politique, il me semble que vous allez aussi à la rencontre de certaines difficultés [...]. [Mais] j'ai peur que vous ignoriez l'importance réelle de la « rhétorique ». [...] J'admets très bien que, pour l'organisation d'une élite, celle-ci doit être bannie. Mais une fois que cette élite a été formée, avec l'unique méthode efficace pour cela : la sélection individuelle, la propagande s'adresse à des masses. Et les masses continuent de croire « plus révolutionnaire » un mythe rhétorique et peut-être infantile qu'un programme concret et, parce que concret, fatalement limité<sup>165</sup>.

Du reste, Carlo Levi sent bien lui aussi que l'antifascisme, d'élitiste et « sérieux » doit également se communiquer aux masses prolétaires. En cela, il reste fidèle à la mémoire et aux

<sup>163</sup> « Il nome stesso di *Comunismo* ha una sua capacità di attrazione nel suo carattere mitologico di società futura, di organismo chiuso, legiferante, apportatore, di persè, di pace, liberatore dalle lotte dell'economia e della politica [...] ». dans r. s. [Carlo Levi], « Seconda lettera dall'Italia », art. cité, p. 13.

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 15 : « Questo senso della responsabilità e della misura, che potremmo dire, in senso lato, conservatore, è la migliore garanzia della serietà del nostro movimento. Le limitazioni, il timore della demagogia e delle promesse eccessive, la mancanza di miti, se possono forse diminuire l'efficacia propagandistica del nostro programma, sono la riprova del suo carattere rivoluzionario. ».

<sup>165</sup> Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 8-1, Lettre de Libero Battistelli à Carlo Rosselli du 27 avril 1932. Texte reproduit en annexe n°19, p. CXVI (volume 2).

leçons de son ami et de son maître en politique, Piero Gobetti, pour qui l'exigence de liberté n'était en rien une conception purement morale ou théorique, mais plutôt un principe d'action politique. La liberté de Levi est donc celle de la lutte, à la fois sociale et politique, unique façon pour lui de s'émanciper de toute tyrannie, de repousser toute inégalité entre les hommes. Or croit-il, ceux qui ne possèdent rien n'ont pas le choix du mode d'action et n'hésitent pas davantage à se mobiliser pour sauvegarder un principe abstrait, utopique et dépassé, un concept erroné et anhistorique de liberté : c'est pourquoi, dit-il au nom du groupe,

Nous reconnaissons, historiquement, dans les ouvriers et les paysans les forces de la révolution. G.L. s'identifie au mouvement révolutionnaire parce qu'il agit d'en bas<sup>166</sup>.

Conception dont il est intéressant de noter qu'elle survit au sein même du mouvement communiste, divisée dans l'imaginaire de Levi entre deux tendances. Sous sa forme « illibérale », qu'il appelle aussi « totalitaire », il est une force *organisatrice* qui promet, à une minorité de petit-bourgeois et d'intellectuels surtout, un renversement complet et sans effort. Sous sa forme la plus haute, à la fois libérale et révolutionnaire, il est une méthode et une lutte consciente pour l'émancipation, à laquelle adhèrent majoritairement les ouvriers qui osent « affronter en son nom la prison et la déportation ».

Que ce débat sur la « fonction révolutionnaire » – comme Levi la nomme – et la dimension libérale du parti communiste, aujourd'hui un peu oublié, soit alors capital dans la pensée des giellistes à Turin, c'est ce dont on peut se convaincre aisément si on sonde les écrits de deux d'entre eux qui n'occupent pas encore la position centrale qu'ils auront à la moitié des années trente, Aldo Garosci et Leone Ginzburg. Garosci le premier, sous le pseudonyme de « Magrini »<sup>167</sup>, tient à rappeler que l'idéal communiste ne se propage que là où se manifeste déjà un désir de conquête, « la joie de diriger et de commander la chose qui nous est propre ». Il met donc entre le communisme et la liberté un lien de concordance, et salue plus chaleureusement que d'autres la tendance chez les « meilleurs éléments » de la jeunesse – les plus « matures et les plus enthousiastes » – à rejoindre les formations situées à l'extrême gauche du socialisme. Comment cependant conjoindre la liberté de l'ouvrier, qui est motivée par un sentiment moral exemplaire – un « *instinct politique* » – et l'ordre de la démocratie ? Deux

<sup>166</sup> « Riconosciamo, storicamente, negli operai e nei contadini le forze della rivoluzione. G.L. si identifica con il movimento rivoluzionario in quanto esso agisce dal basso, non in quanto possa essere opera di governi più o meno provvisori. O il popolo italiano troverà dalla dura esperienza fascista la capacità di darsi uno stato libero, o la rivoluzione mancherà [...]. », dans r. s. [Carlo Levi], « Seconda lettera dall'Italia », art. cité, p. 14.

<sup>167</sup> Mag. [Aldo Garosci], « Il problema della libertà operaia », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 1, janvier 1932.

arguments viennent ici soutenir le raisonnement de Garosci : on peut d'abord distinguer dans le problème de la liberté ouvrière entre l'aspiration à développer des capacités humaines, la volonté d'acquérir, d'exprimer des droits, et les préoccupations des « masses » à *conserver* des privilèges acquis. Le motif de l'équité et du droit, exprimé dans le sentiment qui conduit l'ouvrier à « devenir un homme », se dissout en même temps que l'ancienne solidarité ouvrière cède face à « l'embourgeoisement » matériel, mais surtout moral de l'homme de masse. Entendons par cette expression les comportements psychologiques et les mobiles humains qui dominent les sentiments moyens d'un individu grégaire ; car Garosci, lecteur de l'œuvre d'Henri de Man, opère ici une séparation essentielle entre le phénomène de « grégation » et celui de prolétarianisation, par conséquent entre la « masse » – notion flottante à laquelle il confère une forme théorique plus stable – et le prolétariat. On peut ainsi, en partant de cette distinction, lier la cause de l'antifascisme démocratique à celle des classes ouvrières, et ne voir entre la liberté ouvrière et la question de la liberté un seul et unique problème. À la seule condition cependant de partager la représentation idéale qu'il donne de l'éthique ouvrière :

La capacité des ouvriers se mesure à leur persévérance dans la lutte, à l'esprit de modération et de sacrifice dont ils sauront faire preuve dans le moment décisif de la bataille. Aujourd'hui, le fascisme est ressenti à la fois comme une réaction contre la cause des travailleurs et contre celle de la démocratie. La capacité des ouvriers, qui nous diront s'ils sont ainsi en mesure d'être les patrons dans les usines, qui nous diront s'ils conserveront leurs alliés du moment (et qui sont les vrais prophètes et les vrais révolutionnaires), se vérifiera par leur attitude démocratique, c'est-à-dire leur faculté à ressentir la responsabilité du pouvoir comme un sacrifice, à respecter leurs dirigeants et leurs adversaires, à préférer l'*honneur* à la jouissance<sup>168</sup>.

Leone Ginzburg, de son côté, ne fait qu'aborder le problème de façon oblique. Il y touche pourtant aussi dans sa propre contribution, présentée comme une conclusion d'étape à la discussion engagée avec la publication des « lettres d'Italie »<sup>169</sup>. C'est pour montrer que la liberté à laquelle tous se réfèrent dans leurs articles est une seule et même chose : une affirmation d'autonomie et un effort d'autogouvernement : l'un et l'autre ont senti la nécessité

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 23-24 : « La capacità degli operai è misurata dalla loro costanza nella lotta, dallo spirito di moderazione e di sacrificio di cui sapranno dare prova nel momento decisivo della battaglia. Oggi il fascismo è sentito assieme come reazione contro la causa degli operai e contro quella della democrazia. La capacità degli operai, che ci dirà se essi sono in grado di tenere la fabbrica, che ci dirà se essi conserveranno i loro attuali alleati (che sono poi i veri profeti e i veri rivoluzionari) sarà misurata essenzialmente dalla loro attitudine a essere democratici, cioè a sentire la responsabilità del potere come sacrificio, a rispettare i propri capi e gli avversari stessi, a preferire l'*onore* al godimento. Fuori di queste possibilità, nessuna democrazia operaia, nessuna libertà di fabbrica. ».

<sup>169</sup> M. S. [Leone Ginzburg], « Il concetto di autonomia nel programma di G.L. », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 4, septembre 1932. Texte original reproduit en annexe n°20, p. CXVII (volume 2).

de défendre le programme gielliste, non comme un ensemble confus d'idéaux politiques et de revendications économiques, mais comme un postulat à l'action politique. Citant Croce, Ginzburg se réfère donc à une dimension métaphysique du politique :

Le concept d'autonomie a une acception morale et une traduction juridique : la seconde étant toujours ou presque la forme historique de la première.

Parler d'autonomie, au sens pur du terme, consiste à affirmer la valeur morale de la politique ; signifier que la lutte politique doit être en Italie, l'instrument d'un renouveau civilisationnel. L'expression (aussi heureuse et qui fait désormais autorité) de *religion de la liberté* porte précisément cette définition. Pour cette religion, sans dogmes, ni forme transcendantale, ni culte (même les rites démocratiques finissent par devenir de l'idolâtrie), la lutte politique assume l'importance créatrice et rénovatrice qu'eurent les grandes luttes religieuses<sup>170</sup>.

Et par ailleurs, Ginzburg ne se soucie guère d'établir une différence entre la « première G.L. » et le groupe de Andreis et d'en tirer l'idée d'un progrès de l'une à l'autre :

Pour nous [...] le désintéret [pour les luttes politiques] consiste en une incapacité de s'autogouverner. Aussi toute politique est, aujourd'hui, une affirmation d'autonomie. Les Bauer, Rossi, les Andreis ne se sont pas sacrifiés pour de futures libertés, mais ont créé et vécu leur liberté, par l'acte même de leur sacrifice. Créer une organisation c'est créer une liberté présente<sup>171</sup>.

Ainsi, quand Ginzburg doit préciser juridiquement le concept moral de l'autonomie politique, c'est pour montrer comment chaque volonté de réforme incarne sous le fascisme un pas en direction de la révolution, et quand il veut donner la définition institutionnelle la plus fidèle à l'esprit de G.L., c'est pour rappeler que « personne [au sein du mouvement] ne songe à réaliser ou à préparer le futur gouvernement », mais que tous au contraire « sont conscients de contribuer à former ce qui compte davantage encore », c'est-à-dire une *habitude*, une morale<sup>172</sup>.

Critique littéraire, chroniqueur et traducteur, Leone Ginzburg, né à Odessa en 1909, est, comme bien des intellectuels de sa génération, contraint, dans la pratique de son activité culturelle et littéraire, à obéir à des causes politiques qu'il tente plutôt de fuir et de désertir dès que possible. Tout d'abord, en collaborant à la revue littéraire fondée par Gobetti en 1924, *Il Baretto*, puis en publiant ses premiers articles dans *La Cultura* en 1929. Inscrit à la faculté de

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 7

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 7 : « Da noi [...] il disinteresse è incapacità di autogoverno. Perciò ogni politica è, oggi, affermazione di autonomia. I Bauer, i Rossi, gli Andreis non si sono sacrificati a delle future libertà, ma hanno creato e vissuto la loro libertà, nell'atto stesso della loro azione e del sacrificio. Creare una organizzazione è creare una presente libertà. ».

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 7-8.

lettres pour rédiger une thèse sur Maupassant, Ginzburg évite donc lui aussi les revues marquées du sceau de la « culture officielle », sinon quelques titres qui cultivent une relative indépendance à l'égard du régime ; c'est le cas de *La Nuova Italia*, la revue fondée par le philosophe Ernesto Codignola, ou de *Pegaso*, le magazine des lettres et des arts du journaliste nationaliste Ugo Ojetti. Représentant exemplaire de l'intellectuel critique qui refuse cependant de participer à toute forme d'action ouvertement hostile au régime<sup>173</sup>, son engagement politique s'inscrit dans la continuité de ses autres activités intellectuelles, si bien qu'en réalité, il ne trace aucune frontière entre son action militante – pourtant bien plus affirmée à partir de 1932 – et sa participation à d'autres collaborations éditoriales, qui sont tout autant la preuve chez lui d'une affirmation d'indépendance et de liberté. Le traducteur<sup>174</sup> ou l'éditeur ne doit pas servir le militant, mais l'écriture, ou simplement la promotion et la mise en circulation d'œuvres étrangères soutiennent indirectement les combats du révolutionnaire antifasciste, et ce à travers une activité littéraire qui n'a rien en commun avec un tract de propagande ou la rédaction d'un pamphlet. Il va de soi que cette relation entre le politique et la culture implique le refus de l'obéissance à un dogme, à une idéologie imposée et la recherche de ce qui avant tout est singulier et apporte une voix nouvelle, contradictoire avec la culture nationaliste. C'est finalement ce combat pour la création et l'indépendance intellectuelle qui le voit à la fois

<sup>173</sup> Sa situation est d'autant plus précaire en effet qu'il n'obtient la nationalité italienne qu'au début des années trente, en 1931. Sur ces aspects particuliers de la biographie de Leone Ginzburg, nous nous reportons au travail de Florence Mauro : Mauro (Florence), *Vita di Leone Ginzburg : intransigenza e passione civile*, Rome, Donzelli, 2013.

<sup>174</sup> Lorsqu'en 1933, le fils du libéral Luigi Einaudi, Giulio, fonde sa maison d'édition, celui-ci s'entoure de jeunes intellectuels, la plupart issus du D'Azeglio et tous antifascistes : il y a parmi eux Leone Ginzburg, mais aussi Cesare Pavese, Noberto Bobbio, Massimo Mila. Giulio Einaudi décide de reprendre la revue *La Cultura* dont la direction est assumée par Leone Ginzburg. Avec Cesare Pavese, traducteur de Sinclair Lewis, Herman Melville, John Dos Passos, William Faulkner, Ginzburg et Einaudi trouvent dans la littérature étrangère, et américaine plus spécialement, un modèle culturel et un mythe de modernité antagoniste à celui du fascisme. Après la guerre, Pavese explique par exemple, pour *L'Unità*, comment son activité de traducteur était aussi une pratique politique : « Vers 1930, quand le fascisme commençait à être "l'espérance du monde", quelques jeunes Italiens découvrirent l'Amérique à travers ses livres, une Amérique barbare et réfléchie, allègre et querelleuse, dissolue, féconde, lourde de tout le passé du monde, et en même temps, jeune, innocente. Pendant quelques années, ces jeunes lurent, traduisirent et écrivirent avec le sens joyeux d'une découverte et d'une révolte qui indigna la culture officielle, mais le succès fut tel qu'il contraignit le régime à tolérer, pour sauver la face. [...] La culture américaine devint pour nous quelque chose de très sérieux et de précieuse, une sorte de grand laboratoire où l'on pouvait poursuivre, avec une toute autre liberté et d'autres moyens cette mission à laquelle les meilleurs d'entre nous s'étaient attelés et qui consistait à créer, avec un peu moins d'immédiateté peut-être, mais avec la même volonté obstinée, un goût, un style et un monde modernes [...]. », cité dans Rueff (Martin), « Laocoon monolithe », préface à Pavese (Cesare), *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2008, p. 52-53. Voir aussi : Cesari (Severino), Einaudi (Giulio), *Colloquio con Giulio Einaudi*, Turin, Einaudi, 2007 ; Ferretti (Gian Carlo), *L'editore Cesare Pavese*, Turin, Einaudi, 2017.

reformer une nouvelle « confraternité » turinoise, proche de « *Giustizia e Libertà* », et écrire des articles publiés dans la revue du mouvement<sup>175</sup>.

**« *Della cara Italia – la cara lingua ell’è* » : une enquête à travers l’antifascisme**

Pas de thème apparemment plus unificateur donc pour les giellistes de l’intérieur que celui de l’autonomie, traduit ici dans un langage nuancé et conceptuel. Les textes en provenance d’Italie forment, on s’en est aperçu, un corpus relativement cohérent, qui nous semble composer une seule et même sensibilité politique et morale. N’empêche. Il ne faudrait pas s’imaginer que tout le mouvement gielliste abandonne cependant l’expression catégorique et absolue de ses débuts, que cette « intransigeance » ne s’affirme aussi par une certaine raideur rhétorique, comme lorsque Emilio Lussu écrit :

La révolution italienne [...] se présente comme un événement radical, à l’image des grandes révolutions de l’histoire. C’est vers une grande révolution que nous marchons, et non vers un fatras fait de réformes et de compromis. L’arc-en-ciel de la paix surgira seulement après la tempête. Ou nous aurons cette révolution ou le fascisme dominera encore. Ou encore, ce qui serait pire au fond, nous assisterons à une série de pactes infâmes qui diminueraient l’Italie [...]<sup>176</sup>.

Cette dissonance résonne avec d’autant plus d’évidence que Lussu s’inspire, sans le citer, du modèle adverse du parti communiste : une interprétation dépolitisée de la théorie marxiste-léniniste de la révolution prolétarienne, sans dictature de classe, mais qui s’intéresse à la proximité entre la structure de parti et l’organisation militaire. Dans ce programme, les idées sont seulement les bannières de la révolte, derrière lesquelles mobiliser les masses :

Une révolution qui n’a pas d’idées équivaut à une guerre sans objectifs précis. [...] l’antifascisme commence à avoir des idées précises. « *Giustizia e Libertà* », au moins sait ce qu’elle veut. Mais il ne suffit pas que cela soit seulement connu de quelques

<sup>175</sup> Il signe tous ses articles des initiales M. S. en hommage à la sœur de son père, Maria Segré, qui fut aussi sa nourrice et lui enseigna l’italien et le français.

<sup>176</sup> « La rivoluzione italiana [...] si presenta radicale come le grandi rivoluzioni della storia. È verso una grande rivoluzione che noi marciamo, non verso un miscuglio di compromessi e di riforme. L’arco baleno della pace apparirà solo dopo la tempesta. O noi avremo questa rivoluzione o il fascismo rimarrà ancora dominatore. O avremo, il che sarebbe ancora peggio del fascismo, una serie di patti infamanti che protrerebbero l’Italia in un misto letame di passato e presente regime [...]. », dans Tirreno [Emilio Lussu], « Orientamenti », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 3, juin 1932, p. 45.

initiés. Il faut que ces idées, devenues les bannières de la lutte, se communiquent aux masses afin que celle-ci se les approprie<sup>177</sup>.

L'action politique, quant à elle, est purement tactique, inspirée du début à la fin par la technique insurrectionnelle :

Ce qui est nécessaire, surtout, c'est l'action. Sans l'action, les idées resteraient inertes, et la révolution vivrait seulement dans un état de mort cérébrale. [...] pour être utile à la révolution, [l'action] doit toujours contribuer à créer ce qui, en termes militaires, se définit comme une atmosphère de guerre, ce qui rend possible l'insurrection. L'insurrection est l'action par excellence<sup>178</sup>.

Enfin, la révolution elle-même reste le fait d'une élite, d'une minorité aguerrie, préparée et disciplinée en vue de l'action armée :

[...] beaucoup affirment que l'insurrection sera accomplie dès lors que les masses se soulèveront. Mais ceci ne signifie absolument rien en vérité ; c'est comme si l'on disait que les guerres se gagnent avec le peuple dans les tranchées, le peuple qui est aux commandes des canons, le peuple qui guide l'aviation. [...] Mais pour tout cela on a besoin de sélectionner seulement une partie du peuple et en particulier les éléments les mieux entraînés c'est-à-dire une armée. [...] De même, sans une minorité insurrectionnelle, une avant-garde audacieuse et organisée, les insurrections seraient des châteaux de cartes<sup>179</sup>.

« Insurrection et révolution » : ce qui pour les cadres du mouvement dans l'exil ne s'analyse qu'en un seul bloc, où l'action insurrectionnelle et révolutionnaire sont liées entre elles sous un solide rapport de métonymie<sup>180</sup>, devient inversement chez Carlo Levi l'idée même de l'antithèse entre fascisme et antifascisme. Voici ce que celui-ci écrit, dans une critique pénétrante du livre

<sup>177</sup> « Una rivoluzione senza idee equivale ad una guerra senza obbiettivi [...] l'antifascismo comincia ad avere delle idee precise. "Giustizia e Libertà" comunque sa quello che vuole. Ma non basta che quello che si vuole lo sappiano solo gruppo di iniziati. Bisogna che le stesse idee, diventate bandiera della lotta, passino alla massa sicchè essa se ne impadronisca e le faccia sue. », dans « Insurrezione e Rivoluzione », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 1, janvier 1932, p. 30-31.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 31 : « È necessaria, innanzi tutto, l'azione. Senza l'azione, le idee rimarrebbero inerti, e la rivoluzione vivrebbe allo stato catalettico. [...] per essere feconda agli effetti della rivoluzione, essa deve poter contribuire sempre a creare quello che, in stile militare, si chiama atmosfera di guerra, e a rendere possibile l'insurrezione. L'insurrezione è l'azione per eccellenza. ».

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 31 : « [...] molti dicono : "La insurrezione la farà la massa che insorge". Il che è una frase priva di significato ; come se si dicesse che le guerre si vincono con il popolo che resta in trincea, spara i cannoni e vola per aria. [...] Per tutto questo occorre una parte selezionata del popolo e particolarmente addestrata che è l'esercito. [...] Parimenti, senza una minoranza insurrezionale, avanguardia audace e organizzata, le insurrezioni sarebbero dei castelli di carta. ».

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 7 : « Rivoluzione non equivale ad insurrezione. Rivoluzione è il tutto, insurrezione è la parte ; la prima parte. Rivoluzione è l'insieme, insurrezione è il dettaglio. ».



de Curzio Suckert « Malaparte », *Technique du coup d'État*, publié la même année<sup>181</sup>, et notamment du chapitre sur la révolution bolchévique :

Où la « tactique de Trotski », etc. sont analysés comme des concepts et finissent par devenir la révolution elle-même. Cette façon de voir [...] symbolise toute une mentalité, née avec le fascisme, et contre laquelle, naturellement, personne n'est immunisée, y compris chez beaucoup d'antifascistes. Confondre révolution et insurrection générale est une erreur, [...] c'est même un obstacle. Le vide idéologique et révolutionnaire du fascisme a favorisé, chez ses zéloteurs, cette interprétation purement esthétique de la révolution. Qu'y a-t-il de semblable entre le fascisme et le bolchévisme ? La « technique du coup d'État » : si là est l'essence de la révolution, alors le fascisme est une révolution. [...] Malaparte considère plus ou moins la forme pour l'essence, la technique pour l'art [...]. C'est un trait particulier aux Italiens, cette incapacité à ressentir les problèmes politiques comme des faits moraux, concrets et sérieux [...]. On retourne, libérés de tous complexes, à la tradition italienne de la fuite de la politique en raison de la peur des responsabilités morales que celle-ci implique<sup>182</sup>.

C'est dans ce contexte plutôt embrouillé et indécis quant à la forme que doit adopter le mouvement gielliste et aux moyens d'action qu'il doit développer, qu'est mis sur pied un véritable « recensement idéologique », en « l'an X » de la « révolution fasciste », période charnière qui pourrait aussi être celle de la crise de l'antifascisme.

Pour les giellistes dans l'exil, c'est en effet le moment choisi pour inviter les lecteurs des *Quaderni* à une œuvre intellectuelle collaborative, par le biais de ce qui apparaît alors comme une singularité : le premier guide d'enquête élaborée pour sonder l'opinion de l'antifascisme italien. Cinq rubriques se partagent les vingt-huit points de ce questionnaire. Trois d'entre elles se consacrent à l'actualité de l'affrontement entre les fascistes et les antifascistes. La première s'intéresse aux orientations politiques dominantes parmi l'opposition au fascisme, les forces en présence et la position du mouvement gielliste entre la traditionnelle et historique social-démocratie européenne d'un côté, et le mouvement communiste patronné par le Komintern de

<sup>181</sup> En France uniquement, chez l'éditeur Bernard Grasset. Sur la réception de l'œuvre et son interdiction en Italie, on peut notamment se reporter à la biographie de l'écrivain par Maurizio Serra : Serra (Maurizio), *Malaparte. Vie et légendes, op. cit.*, p. 209 sqq.

<sup>182</sup> « Dove la “tattica di Trotski” ecc. sono assunti come concetti, e finiscono per diventare la rivoluzione stessa [...] è un indice di tutta una mentalità, nata dal fascismo, e dalla quale, naturalmente, non sono immuni anche molti che militano nelle nostre file. Confondere rivoluzione con insurrezione generale è un errore, ma può rappresentare un mito assai efficace : [...] non è soltanto un errore, è un impedimento. La sostanziale vuotezza rivoluzionaria del fascismo ha favorito, nei suoi zelatori, questa interpretazione estetizzante della rivoluzione. Che cosa c'è di simile fra fascismo e bolscevismo ? La “tecnica del colpo di stato” : se questa è l'essenza della rivoluzione il fascismo è dunque una rivoluzione [...] Malaparte prende sempre più o meno deliberamente l'aspetto per la sostanza, la tecnica per l'arte [...]. È particolare degli italiani questa incapacità a sentire i problemi politici come fatti di vita morale, concreti e seri [...] si è tornati, liberi da complessi, alla tradizione italiana della fuga della politica per il timore delle responsabilità morali. », Gai. [Carlo Levi], « Malaparte ossia l'Italia letteraria », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°2, mars 1932.

l'autre. La deuxième vise à préciser l'évolution et l'actualité du fascisme, de ses aspects les plus nébuleux (son idéologie) et souterrains (l'effet du système dictatorial sur les consciences) aux institutions sociopolitiques sur lesquelles tout son pouvoir et son fonctionnement reposent (les thèses sur le corporatisme, les liens construits avec l'univers clérical et les forces militaro-monarchiques). La troisième, enfin, s'intéresse aux « perspectives de l'antifascisme », à l'opinion dominante au sein de chaque groupe social et aux motifs principaux de mécontentements exprimés contre le gouvernement. La quatrième et la cinquième rubriques, quant à elles, concernent exclusivement l'antifascisme, l'action présente et son futur politique. C'est notamment l'occasion pour les giellistes de tester le succès de leurs méthodes et la forme originale de lutte proposée par le mouvement. La rubrique consacrée au fascisme peut nous apparaître, avec le recul et sous certains aspects, comme non pertinente et particulièrement embrouillée. Les termes employés pour désigner l'expérience politique incarnée par le régime fasciste – « capitalisme d'Etat », « Etat corporatif », « ploutocratie », etc. – montrent assez la difficulté pour les antifascistes à identifier leur adversaire, qu'on ne considère pas encore tout à fait au sérieux : ne montre-t-on pas en effet un certain mépris pour le « fatras idéologique » qui le constitue ? On ne peut toutefois pas en conclure que ces questions sont sans intérêt dans l'économie du questionnaire ; leur présence révèle au contraire le sens d'une démarche qui se veut au plus près de la « réalité » du moment. Cette attention réaliste, ou pragmatique, veut diminuer l'image de volontarisme qui colle encore à « *Giustizia e Libertà* ».

Autour de chacune des vingt-huit questions émergent donc des interrogations annexes qui indiquent également que l'intention des enquêteurs est moins d'obtenir des réponses catégoriques, arrêtées, succinctes et qui s'accordent à des préjugés ou à des croyances déjà fondées, mais plutôt des réflexions argumentées autour de problèmes dont l'examen recommande de la part de l'enquêté à la fois un effort d'introspection et une attention à l'état de choses actuel. La longueur des rubriques, et à l'intérieur, de chaque question, donne une impression générale de libre foisonnement au regard duquel il apparaît évident que les futurs contributeurs sont invités à poursuivre d'eux-mêmes la curiosité des auteurs de l'enquête. C'est ainsi dire que chacun de ses destinataires est aussi et surtout un intermédiaire dont on attend beaucoup ; un coauteur davantage qu'un « enquêté » passif. Par-là se devine que l'objet se destine aux « compagnons » et aux sympathisants les plus investis, à tous les antifascistes dont la collaboration est également espérée pour témoigner de l'attraction qu'est encore capable de susciter le mouvement gielliste. Par-là s'explique enfin que l'enquête recourt à des formules assez généralistes, à des concepts sans assignation particulière sinon sociologique et générationnelle, pour approcher et saisir les pratiques et les croyances dominantes chez les

autres destinataires – indirects ceux-là – de ce questionnaire : les individus qui composent le « milieu ouvrier », les « classes travailleuses », la jeunesse ou encore le « grand public ».

De tout cela il résulte une information forcément hétérogène, nécessairement désordonnée et très étendue, que l'on récolte sans plus s'émouvoir de son aspect confus puisque, peu importe le nombre ou l'ordre des problèmes traités, pas plus que leur formulation, « ce qui compte c'est de faciliter et de permettre les échanges d'opinions entre camarades de lutte ». En cela les témoignages recueillis sont parfaitement conformes aux attentes de l'enquête : le terrain exploré est celui de l'assemblage indéterminé des sentiments et des pratiques, qui correspond au souhait de fixer un inventaire des « mentalités, des habitudes, des préjugés », différents et très variables selon les situations locales : car l'intention déclarée n'est pas de « savoir qui a tort, et qui a raison », mais d'apprendre quels sont les mots, les espoirs et les désirs qui prennent forme au début des années trente « dans la chère langue italienne ». Mais, et c'est là la marque à nos yeux de la finalité réelle de l'enquête, la saine et bienveillante attitude avec laquelle il est recommandé de faire usage de ces documents indique, bien que discrètement, que le questionnaire doit permettre d'ordonner une matière abondante et informe, délicate à maîtriser et davantage encore à rassembler et harmoniser :

[...] nous nous abstiendrons de conclure : cela serait prématuré [...] ; cependant une *ligne générale* affleure de ces réponses qui, sous leur apparente variété, expriment une pensée commune, que l'on peut résumer en deux ou trois points. Ainsi l'on peut dire que la position sociale du mouvement est acceptée et comprise. « République démocratique prolétarienne », conclut la seconde réponse ; « ne pas omettre l'impérieuse et brûlante question sociale », « se battre pour la destruction du prolétariat en tant que prolétariat » affirment quelques autres. [...] Diffuse également la tendance à une forme de sérénité à juger le fascisme, et plusieurs ont tenté de mettre en relief ses aspects positifs. Y sont-ils seulement arrivés ? Il ne nous semble pas que l'interprétation classiste du second mémoire, bien qu'intéressante, ni les bénéfices obtenus sur le plan administratif que met en avant la première, n'aillent au fond du problème. Plus convaincante, [...] l'esprit militariste dont parle l'officier. [...] <sup>183</sup>.

<sup>183</sup> « [...] non daremo una conclusione, che sarebbe prematuro [...] ; ma una *linea generale* che ci pare affiori naturalmente da queste risposte. In esse, sotto l'apparente varietà, un pensiero comune, in due o tre punti principali s'esprime con chiarezza. Così la posizione sociale del movimento si può dire che è accettata e compresa. “Repubblica democratica proletaria” conchiude la seconda risposta ; “non dimenticare neppure un momento l'imperiosa incalzante necessità dei problemi sociali”, “batteci per la distruzione del proletariato come proletariato” affermano le altre. [...]. Diffusa è anche la tendenza all'equanimità verso il fascismo, e parecchi hanno cercato di mettere in rilievo i caratteri positivi. Ci sono riusciti ? Non ci sembra che l'interpretazione classista, pur interessante, della seconda memoria, nè i vantaggi d'amministrazione, della prima, vadano molto a fondo nel problema. Più convincente forse, come spiegazione del fascismo, è lo spirito militaristico di cui parla l'ufficiale [...]. », dans « Risposte all'inchiesta di “Giustizia e Libertà” », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 6, mars 1933, p. 79-80.

Il reste que l'entreprise est marquée du sceau de l'inachevé, du fait de la rareté des réponses parvenues jusqu'à Paris et de leur dispersion. En mars 1933, dans le sixième numéro de la revue, paraissent les sept premières réponses. En juin, deux autres contributions complètent cette série, celles de Luigi Fabbri et de Luigi Battistelli. Et c'est tout. Rares sont du reste les correspondants qui s'attachent à reprendre par le menu l'ensemble des questions exposées à travers les cinq rubriques de l'enquête. De même, lorsque les participants osent entreprendre la description systématique de chacune d'entre elles, les réponses parcellaires sont loin des « formulations argumentées » que le questionnaire laissait espérer dans l'intention de ses concepteurs. Pour eux, comme on l'a vu, l'essentiel est certes de recueillir, de thésauriser des informations aussi précieuses que difficiles à obtenir, mais l'empirisme, lorsqu'il est dépouillé et nu, s'écarte trop des efforts escomptés pour enraciner dans les esprits la conviction de « racheter les Italiens de la situation désespérée dans laquelle ils se trouvent » : pour cela, rappelle-t-on, il ne suffit pas simplement de « consentir au mouvement, mais de le créer », en actes mais aussi par la pensée.

Aussi le plus intéressant est de comparer aux ambitions de l'enquête les réponses publiées dans la revue ; notamment celles qui mettent en jeu les convictions d'un individu et son rapport à l'antifascisme politique. C'est là que peuvent s'apprécier les effets du questionnaire sur ces médiateurs ou ces « auteurs » qui deviennent ce faisant des protagonistes du mouvement, plus que les simples lecteurs d'une revue. Le mémoire le moins systématisé, qui affronte aussi le mieux la question rappelle en exergue « la honte d'être antifasciste », c'est-à-dire de « résoudre sa propre nature dans une définition négative », sa difficulté aussi à « définir un programme aussi exactement qu'il le puisse », son embarras à « se donner un idéal ». Ce qui légitime ce préambule, c'est le sentiment que le principe essentiel de toute action politique, de tout choix responsable aussi, est la précision et l'honnêteté de ses convictions, et donc le besoin d'affirmer un jugement plus complet sur l'adversaire à combattre :

Il faut avoir le courage de reconnaître au phénomène fasciste une valeur intrinsèque qui va au-delà de l'artifice, de la malice.

L'idée qui s'impose à ceux qui empruntent cette voie, c'est que le fascisme est la forme politique la plus naturelle et la plus conforme à la psychologie populaire italienne :

Il nous faut le considérer comme un phénomène politique inhérent au peuple italien<sup>184</sup>.

Comment – c’est alors la question majeure – perçoit-on ce genre de commentaire depuis l’étranger ? Les considère-t-on comme des écarts par rapport à leurs attentes ? En fait, et on s’en aperçoit dans la longue introduction qui surplombe la publication des quelques réponses récoltées, ce que l’enquête cherche à saisir et à faire émerger, ce n’est pas une vérité dont la seule expression suffirait à dissiper les effets du fascisme sur les consciences et dans l’opinion, mais un sentiment de responsabilité collective devant une réalité présente, actuelle, relevable simplement d’un constat objectif et qui recommande, de la part de chacun, un travail d’autocritique, d’examen intime de son identité politique et morale ; « le ton enthousiaste et optimiste de ces pages est singulier », met-on en avant dès le premier témoignage publié :

Il est évident que l’expérience, les recherches individuelles et la réflexion de leur auteur sont parfois élevés à des résultats universels si bien que celui qui a détruit le fascisme en lui-même, parle parfois comme si le fascisme n’existait plus (en Italie ou dans le monde) ; adoptant un ton d’objectivité pour parler de phénomènes pourtant encore actuels<sup>185</sup>.

L’enquête charrie donc un renversement de perspective ; en partant des réalités sociales et politiques observables, elle offre d’abord l’avantage d’être plus ou moins accessible à tous puisque les descriptions relèvent de l’observation et sont donc vérifiables ; mais elle vise à fournir, de surcroît, des éléments pour réfléchir à la part pris par chacun dans l’histoire nationale. De fait, ce travail anime les préoccupations du groupe à l’origine du questionnaire ; il est par exemple mis en évidence lorsque l’on rappelle qu’il est bien « trop commode de considérer le fascisme comme un épisode accidentel dans lequel personne n’est responsable » ; ou encore de se contenter « de la critique et de la calomnie simple, sous la forme d’explications générales. »

C’est qu’à lire la plupart des contributions, tout se passe en effet comme si une approche empirique et à courte vue l’emportait toujours sur le normatif. De ceci on trouve confirmation

<sup>184</sup> « Risposte all’inchiesta di “Giustizia e Libertà” », *op. cit.*, p. 89 : « L’antifascista mostra una grande perplessità nella valutazione del fascismo. Ora la svaluta come un meschino trucco, una vergognosa, istintiva combinazione di vizi e di omertà ; ora la sopravvaluta come un nuovo sistema, una nuova fase della civiltà capitalistica da combattere [...] Poichè la chiarezza delle nostre idee, l’assenza di comodi equivoci è necessaria a chi voglia agire, tanto o poco, ma responsabilmente ci sembra necessario il coraggio di riconoscere al fenomeno fascista un valore che supera il trucco, l’artificio dovendosi considerarlo invece un fenomeno politico naturalissimo al popolo italiano. »

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 81 : « È evidente che in essa l’esperienza, le preoccupazioni personali, i problemi singoli dell’intelligenza dell’autore vengono qualche volta elevati a risultati universali. Così l’a. che ha distrutto in sé il fascismo, parla qualche volta come se il fascismo non esistesse più (in Italia o nel mondo) ; onde anche il tono di obbiettività che egli può adottare parlando di fenomeni ancora ben vivi, e di cui le piaghe non hanno cessato di sanguinare. »

non seulement dans les observations dont sont assortis les résultats – parcellaires – de l'enquête et logiquement aussi dans les mémoires envoyés d'Italie, qui font apparaître la préférence des groupes pour des méthodes classiques et anciennes de l'action antifasciste ; à savoir les campagnes à scandale, une propagande d'idées et de mots d'ordre généralistes :

Sans nier l'efficacité de ces moyens, quand ils restent des *moyens* et servent uniquement à l'action pour renforcer l'organisation, nous ne pensons pas qu'eux seuls puissent jamais constituer une base sérieuse de lutte contre le régime [...] Beaucoup réfléchissent sur la grande infériorité de nos moyens de propagande comparés à ceux du gouvernement. Une vraie classe dirigeante se forme uniquement dans l'action ; ou dans l'étude patiente des phénomènes politiques, mais avec l'intention d'agir sur eux : c'est pourquoi et de façon très juste, le premier mémoire après avoir abordé le problème de l'*académie* [...] traite de l'organisation parmi les ouvriers et les paysans, de l'étude des problèmes de l'agriculture et des questions proches des besoins multiples du prolétariat local. Enfin, l'action de force. Le seul à se préoccuper de sa forme est l'officier de l'armée [...]. C'est un point qui doit faire réfléchir les révolutionnaires doctrinaires : avec la seule propagande d'idées, et sans une organisation prolétarienne, aucune révolution populaire n'est réellement possible<sup>186</sup>.

Même si, en apparence, l'enquête de « *Giustizia e Libertà* » a une vie éphémère, qu'elle éclaire surtout les carences de l'organisation, l'écart entre les projections révolutionnaires et les premiers résultats de près de cinq ans d'action, elle symbolise par excellence un moment de recherche et de curiosité intellectuelle sans dogmatisme et sans identification idéologique précise. Inscrite dans la continuité de l'entreprise collective initiée avec la publication des *Quaderni*, cette démarche originale signe l'irréductible singularité du mouvement en comparaison des autres organisations de l'antifascisme<sup>187</sup>.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 80 : « Senza negare l'efficacia di questi mezzi, quando non sono *mezzi* e servono all'organizzazione e all'azione, non crediamo che essi da soli possano costituire mai una seria base di lotta contro il regime. Certo, è importante diffondere le prove della corruzione fascista, e ancora più importante creare una classe dirigente degna di questo nome ; ma è anche comodo considerare il fascismo come un accidente in cui noi non abbiamo colpa, o limitarsi alla maldicenza sotto forma di teorie generali. Si rifletta che i nostri mezzi di propaganda sono infinitamente inferiori a quelli del governo. Una vera classe dirigente si forma solo nell'azione ; o nello studio dei fenomeni politici, ma diretto ad agire su di essi : e perciò bene la prima risposta dopo avere parlato di *accademia* (che è una forma paradossale, e vuol dire *serietà*) parla di organizzazione tra gli operai e i contadini, di studio del problema agrario singolo e aderente ai bisogni dei diversi proletariati locali. Infine, l'azione di forza. Il solo a preoccuparsi della sua forma è l'ufficiale, che ne rivendica all'esercito l'iniziativa, o almeno la guida. È un punto che deve far riflettere i rivoluzionari di pura dottrina : con la semplice propaganda di idee, e senza una organizzazione proletaria, nessuna rivoluzione veramente popolare è possibile. ».

<sup>187</sup> Battistelli (Libero), « Breve svolgimento di alcuni "temi" proposti da "Giustizia e Libertà" », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 7, juin 1933.

### ***L'antifascisme comme « viatique » : éducation et propagande***

Dans le sixième numéro des *Quaderni di Giustizia e Libertà*, celui paru lors du printemps 1933, Leone Ginzburg donna un aperçu des conditions dans lesquelles s'exerçait l'opposition au régime au lendemain du *decennale*. Ce que découvrent les antifascistes de 1932, ceux qui participent à maintenir la présence de « *Giustizia e Libertà* » en Italie, c'est pour leur cause la nécessité d'un enracinement qui soit à la fois une épreuve de légitimité et la preuve de sa modernité. Dans cet article, Ginzburg prononce ainsi le « viatique » que l'opposition adresse aux « nouveaux fascistes », ceux inscrits en masse dans le parti unique, par obligation, nécessité voire opportunisme, plus que par conviction politique :

Les premières estimations du régime évoquaient le chiffre de cinq cent mille nouveaux inscrits [...]. Nous ne resterons pas là à les avilir davantage. Il faut avoir vécu ces dernières années en Italie ou en relation très étroite avec ceux qui y sont restés pour ne plus dissocier la charité (qui n'exclut pas l'intransigeance) des jugements sur la morale collective. [...] Nous voulons être proches de ces jeunes, et de tous ceux – de tous âges – qui ont aussi le cœur pur. [...] Nous nous occuperons d'eux avec la même bienveillance que l'on exerce à l'endroit des prisonniers et des déportés. Mais il est nécessaire qu'ils sachent dans le même temps faire acte de rémission de cette adhésion forcée en conservant intacte leur intimité et leur personnalité, approfondissant leur conscience de révolutionnaire, par l'étude, la méditation, l'activité clandestine<sup>188</sup>.

Cette idée bien partagée chez les antifascistes de l'intérieur trouve chez un homme comme Nicola Chiaromonte la force d'une expression. Il considère par exemple les *Quaderni* du mouvement gielliste à la fois comme l'ouvrage et l'instrument d'une révolution profondément libérale en même temps que d'une réforme « spirituelle » : Chiaromonte insiste en effet pour que l'antifascisme puisse se doter d'une vraie « structure intellectuelle » et ainsi proposer à la jeunesse autre chose qu'un dogme, un catéchisme ou encore une idéologie politique ; un idéal autour duquel le peuple puisse s'unir :

Ce qui est nécessaire, c'est leur donner une conscience vive et radicale ; mais cela ne suffit pas, il faut leur proposer des moyens pour exercer leur réflexion et leur capacité de jugement. Une revue, par exemple, qui ne soit pas exclusivement politique, c'est-à-dire seulement axée sur la question de l'antifascisme pratique et de la technique

<sup>188</sup> « I primi computi approssimativi di parte fascista, parlavano di cinquecento mila nuove iscrizioni. [...] Non steramo ad avvillarli di più. Bisogna aver trascorso gli ultimi anni in Italia o in istretto contatto con coloro che vi sono rimasti, per non disgiungere più la carità (che non esclude l'intransigenza) dai giudizi sulla morale collettiva. [...] Noi vogliamo esser vicini a questi giovani, e a tutti coloro – d'ogni età – che hanno anch'essi il cuore puro. [...] Ci occuperemo di loro con la premura che si ha per i prigionieri o per i deportati. Ma è necessario che essi sappiano riscattare un'adesione forzata conservando intatta la propria intima personalità, approfondendo la propria coscienza rivoluzionaria con la meditazione, lo studio, l'attività clandestina. », dans « Viatice ai nuovi fascisti », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 6, mars 1933, p. 6-7.

révolutionnaire, mais composée d'informations générales et de débats d'ordre culturel avec une dimension européenne [...] ou bien des livres, voire même des brochures, mais qui conservent le ton du raisonnement, et non de la réclame : car l'enthousiasme qu'il faut créer doit être intérieur [...] <sup>189</sup>.

Le lieu idéal où s'invente et se forme la possibilité d'une « vraie » révolution, c'est donc celui qui laisse assez de place à l'expression d'autres sujets que ceux qui concernent directement l'antifascisme militant ; où le changement politique peut véritablement s'entendre comme une transformation profonde de l'homme et de la société, où, au contraire, la révolution devient autre chose qu'une technique militaire. L'éducation du sujet et le besoin de justice d'une part, l'attachement au concept moral de liberté ensuite, ne se séparent pas selon cette vision.

Chroniqueur et critique littéraire, d'abord au *Mondo* et à *Conscientia*, Nicola Chiaromonte collabore encore, au début des années trente à la revue *La Cultura* et surtout au mensuel littéraire *Solaria*. Ce titre, fondé en 1926 à Florence par son premier directeur Alberto Carocci, représente alors une des rares voies envisageables pour les élites les plus critiques contre le régime d'explorer des sentiers, d'ouvrir des espaces de réflexion qui ne sont pas déjà balisées ou totalement sous contrôle. Dans ces écrits, en particulier les articles publiés dans *Conscientia*, Chiaromonte poursuit une réflexion tout à la fois historique et métaphysique sur la question de la crise de la modernité, de la mécanisation de la société, de la place de l'homme parmi les « masses » et de la soumission de l'individu au processus de conformisme social par l'ensemble des technologies et des formes esthétiques de la vie nouvelle, « du cinématographe aux inventions mécaniques, en passant par la mode » <sup>190</sup>.

Tout cela fait sans doute mieux comprendre l'importance que Chiaromonte attache à l'éducation du sujet. L'idée qui domine sa pensée est en effet que l'unique façon de combattre, de renverser un « consensus de masse » est de cultiver la singularité, le différent, plutôt que d'en appeler aux sentiments et aux besoins élémentaires – par conséquent génériques, mais aussi confus – pour lesquels les masses sont mobilisées.

<sup>189</sup> « Quello che è necessario è dargliene una coscienza acuta e radicale ; non basta, bisogna proporre loro della materia di riflessione e di giudizio. Una rivista, p. es., non esclusivamente politica, cioè concentrata sulla questione dell'antifascismo, pratico e della tecnica rivoluzionaria, ma di larga informazione e discussione culturale di tono europeo, finirebbe per spezzare quella catena della prudenza che è la caratteristica dei meno abbruttiti tra i giovani d'oggi. [...]. O dei libri, o sia pure dei foglietti, ma che dovrebbero avere il tono del ragionamento, e non del proclama ; giacché l'entusiasmo che bisogna creare è un entusiasmo tutto interiore e meditato, e non dico solo tra i giovani intellettuali, ma tra gli operai, tra la masse. », dans « Ufficio stampa », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 9, novembre 1933, p. 83.

<sup>190</sup> Chiaromonte (Nicola), « Crisi e soluzione della modernità », *Conscientia*, 19 juin 1926 ; Id., « Morale della città », *Conscientia*, 17 octobre 1926. Voir : Bianco (Gino), *Chiaromonte e il tempo della mala fede*, Manduria, Lacaita, 1999, p. 9-10.



On peut encore le vérifier sur l'exemple de la petite « communauté » qu'il contribue à rassembler à Rome, suite à la chute du premier et unique groupe gielliste de la capitale, dans l'été 1932. À cette époque, Nicola Chiaromonte est de passage à Paris et c'est lors de ce séjour qu'il rencontre Carlo Rosselli, ainsi qu'Aldo Garosci, récemment exilé. Un an auparavant, il s'était lié d'amitié avec l'écrivain Alberto Pincherle Moravia, que les giellistes avaient également tenté d'approcher un an plus tôt<sup>191</sup> ; sa décision de rejoindre le mouvement tenait d'une authentique sympathie pour son caractère singulier, qui mêlait, à l'intransigeance éthique et politique, une incontestable ouverture intellectuelle : selon ses propres dires, relevés par un indicateur de la police politique<sup>192</sup>, il avait choisi l'« affiliation » à « *Giustizia e Libertà* », « parce que [il] imaginai[t] que ce n'était pas un parti politique mais une association d'amis partageant plus ou moins des idées similaires, mais en respectant pour chacun la liberté d'action la plus totale. » Ce témoignage concorde avec ce que nous savons par ailleurs de Nicola Chiaromonte, et d'abord son goût pour les longues conversations, la « profonde culture », le « sérieux » et la « capacité de concentration » qui le caractérisent d'après le portrait qu'en a fait, en 1984, Vindice Cavallera<sup>193</sup>.

Cavallera, ancien député socialiste et membre du groupe turinois du *Voci d'officina*, relâché quelques mois après son arrestation en 1931, fut encore l'une des figures essentielles de cette autre « confraternité » que décide de former Chiaromonte, au fil de ses échanges et des relations entretenues parfois depuis ses années d'adolescence, à Rome. Inscrit au sein d'un groupe universitaire fasciste (GUF)<sup>194</sup>, le rôle de Cavallera consiste notamment à approcher de jeunes étudiants, tant pour connaître leurs sentiments, saisir l'opinion et l'état d'esprit qui animaient le pays à cette époque que pour trouver un premier point de contact avec la société. Dans l'une

<sup>191</sup> Sur cette question des liens entre le mouvement « *Giustizia e Libertà* » et Alberto Moravia, le grand romancier italien par ailleurs cousin de Carlo Rosselli, nous nous permettons de renvoyer à d'autres références qui abordent ce point : De Ceccatty (René), *Alberto Moravia*, Paris, Flammarion, 2010, p. 90 *sqq.* ; Moravia (Alberto), *Lettere ad Amelia Rosselli con altre lettere familiari e prime poesie (1915-1951)*, Casini (Simone, éd.), Milan, Bompiani, 2010.

<sup>192</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 285, Rapport daté de mars 1936.

<sup>193</sup> Témoignage de Vindice Cavallera recueilli dans le cadre d'une recherche universitaire en août 1984, cité dans Bianco (Gino), *Nicola Chiaromonte e il tempo della mala fede*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>194</sup> *Ibid.* Voir aussi : ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 542, Rapport du ministère de l'Intérieur au procureur général près le Tribunal spécial pour la défense de l'État du 4 juillet 1935 portant objet sur « Dénonciation pour délit de conspiration politico contre Foà Vittorio – Giua Michele – Mila Massimo et sept autres individus de Turin – Coni – Rome » : « Cavallera avait réussi à pénétrer dans les organisations sportives et culturelles du Groupe universitaire fasciste [de Rome] et précisément auprès de ces milieux au sein desquels, comme il résulte de la lettre ci-jointe [...] Chiaromonte l'inciter à "créer des organismes vivants" dans le cadre de la lutte contre le régime. » [« *Il Cavallera era riuscito a penetrare negli organismo di cultura e sportivi del GUF e precisamente in quegli ambienti nei quali il Chiaromonte come risulta della lettera allegata [...] istigava a "creare organismi viventi" ai fini della lotta contro il regime.* »].

des missives que lui adresse Chiaromonte afin de l'orienter dans son action, se devinent grossièrement les contours du réseau social « souterrain » que l'intellectuel avait alors en tête pour former l'antifascisme :

Puisque les moyens existent, je souhaiterais que l'on reste en contact aussi souvent que possible [...] je voudrais recevoir de ta part des nouvelles sur les vie locale, [...] : tout détail est précieux, ne laisse rien au hasard : des faits, des impressions, des bruits qui courent, des anecdotes. Évidemment, pour le moment, il n'y a pas grand-chose à faire, sinon de nouer des relations, sans préjuger de rien, avec quiconque offre même une petite lueur d'intelligence et de caractère [...]. L'important est de former des noyaux solides, unis par des liens plus profonds que ceux nés d'un accord entre des intentions politiques similaires. Au sein de chaque groupe, devrait pouvoir se créer des liens de réciprocité et de justice, afin d'incarner, de réaliser même modestement *la justice* à laquelle ils aspirent en grand. On pourrait qualifier ces liens de religieux ; une religion qui ne s'applique pas de façon stoïcienne, à la manière des nonnes, mais d'une religion qui est affirmation de vie et de volonté [...]. Ainsi nous trouverons le moyen d'inoculer parmi le marasme italien un désir de révolte<sup>195</sup>.

Au fond, Chiaromonte réproouve le caractère doctrinal et superficiel de la lutte politique. Il est en effet convaincu que l'antifascisme doit renoncer aux faux-semblants idéologiques de l'abstraction politique, s'il veut atteindre les profondeurs de l'âme humaine. La conviction et l'attachement à l'idéal de révolte pourraient être d'autant plus forts et puissants s'ils étaient concrets, réels, sincères :

[...] je t'encourage à ne suivre aucune idée préconçue, à n'avoir aucun préjugé ni scrupule, à ne jamais prendre pour point de départ la politique, mais toujours les choses. Notre effort doit être celui de créer des communautés ancrées dans la vie et ses problèmes humains et sociaux, et non des entités fictives et abstraites. [...] Ne surtout pas avoir une vision à court terme et se demander « Quand est-ce que [le régime] tombera ? » etc. Il faut plutôt travailler à la désagrégation de façon concrète, avec le sentiment de construire quelque chose c'est-à-dire de réveiller des intérêts, des désirs d'ordre et de dignité. [...] Le fascisme comme toute tyrannie ne peut être attaqué de front, il faut plutôt viser les zones souterraines, les viscères de l'existence où par définition le régime n'atteint pas [...] l'essentiel est que notre volonté soit quelque chose de complètement indépendant des événements superficiels, pour ne pas faillir à la première mésentente<sup>196</sup>.

Et il cite l'exemple d'une « communauté religieuse », moins pour en souligner la dimension transcendante que pour en évoquer les aspects les plus concrets sur le plan de l'existence humaine et quotidienne, à commencer par les rites, les croyances et les mœurs d'une contre-culture antifasciste :

<sup>195</sup> ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 542, Fascicoli personali « Vindice Cavallera ». Texte original reproduit en annexe n°21, p. CXVII (volume 2).

<sup>196</sup> *Ibid.*

J'ignore si les idées que je t'expose [dans mes lettres] sont toujours claires. J'espère qu'une, au moins, le soit : ne pas faire de la politique, mais vivre, ne pas organiser de groupes, mais créer des communautés, c'est-à-dire des organismes vivants, actifs dans tous les domaines de l'existence et qui touchent aux intérêts les plus variés d'un groupe social concret, de l'économie à l'activité intellectuelle, en passant par le sport, la morale, etc. tous ces signes de transformation des hommes, avec leurs propres lois, coutumes et peut-être même rites, quelque chose de très proche de la communauté religieuse<sup>197</sup>.

La relation à l'antifascisme et à « *Giustizia e Libertà* » de Vittorio Foà est encore plus complexe à définir, du moins si l'on cherche à l'enfermer dans le cadre étroit du militantisme. Ce rapport est également paradoxal : Foà, lui aussi, méprise et ignore volontairement les questions d'ordre idéologique qui traversent le mouvement, et n'a dans le même temps de cesse de progresser vers des revendications politiques avancées, et voire même radicales<sup>198</sup>. Dans ses mémoires publiées au début des années 1990 et sobrement sous-titrée « réflexions sur une vie », Foà a d'abord insisté sur la modestie apparente de son engagement antifasciste jusqu'à son arrestation à la moitié des années trente :

Notre travail était sans aucun doute très modeste en comparaison des enjeux politiques et sociaux de notre temps : nous ne représentions qu'une goutte d'eau. Cela consistait à faire lire et à faire écrire les gens ; nous leur demandions d'extraire de leur propre expérience de la vie et de faire sentir ce besoin de liberté et de justice, d'affirmer avec confiance que les choses pouvaient changer. Vu de loin, cet engagement pourrait être comparé à une mission d'éducation : c'est-à-dire que nous ne disions pas ce que les gens devaient penser, mais nous les invitons à penser par eux-mêmes. Pendant longtemps j'ai pensé que les autorités, l'OVRA et le gouvernement, avaient sous-évalué le danger que représentait notre conspiration [...] Peut-être la politique comme éducation est beaucoup plus dangereuse que la politique comme propagande. Peut-être que c'est aussi pour cela qu'aucun de nous n'a éprouvé de regrets quant au prix à payer pour une activité d'apparence si modeste<sup>199</sup>.

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> Né dans une famille aisée de la société turinoise, petit-fils d'un rabbin, Foà fut d'abord influencé, dans ses choix politiques, par son père, giolittien et neutraliste pendant la Grande guerre. Même si sa lecture, à l'adolescence, de Salvemini, l'amène vers des positions plus critiques et indépendantes à l'égard de l'héritage libéral, sa découverte de Piero Gobetti est relativement tardive puisqu'elle date seulement du début des années trente. Mais c'est davantage encore, son amitié et sa fidélité à Carlo Levi qui est décisive dans son parcours politique, avant la rencontre avec Leone Ginzburg, en 1933. Parallèlement, l'enracinement du fascisme et l'échec du mouvement républicain espagnol confirment en quelque sorte ce bouleversement intime qui s'opère en lui sur le plan des valeurs et de ses convictions : « Le vieux schéma libéral-démocratique auquel j'adhérais fut ébranlé par l'affirmation d'un certain jacobinisme démocratique », aussi « l'idée du socialisme ne s'inscrivait plus en continuité logique avec la liberté et la démocratie mais plutôt comme le résultat d'une rupture [...] ». (Traduction personnelle). Voir : Foà (Vittorio), *Il cavallo e la torre : riflessioni su una vita*, Turin, Einaudi, 1991, p. 25 et 37.

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 41 : « Il nostro lavoro politico era senza dubbio molto modesto se confrontato con l'ampiezza dei temi politici e sociali del nostro tempo : eravamo una goccia d'acqua in un lago. Facevamo leggere e facevamo

Des éléments essentiels de sa biographie aident à éclairer la particularité de ce parcours. Pour le jeune Foà l'antifascisme est d'abord une épreuve morale et individuelle, proprement intime. Ancien élève du D'Azeglio puis fréquenteur plus ou moins assidu de la faculté de droit, ses condisciples, à l'exemple de Gian Carlo Pajetta, lui dévoilent, par leur engagement, le caractère foncièrement existentiel du rapport à la politique – « la propagande de Pajetta ne me touchait pas, son exemple moral si »<sup>200</sup>. Toutefois, sa distance avec le communisme le rend impropre à être un militant discipliné du Parti<sup>201</sup>. À partir de 1930, il s'interroge sur son sort, en proie aux doutes et à l'incertitude de ne plus savoir véritablement qui il est, ni que faire. Cette crise morale et psychologique, qu'il a lui-même décrit, ne cesse vraiment qu'avec la rencontre de Carlo Levi. C'est en effet, à Turin, l'époque d'une certaine ferveur intellectuelle et politique, féconde pour beaucoup de jeunes, comme Foà, ou Garosci<sup>202</sup>, qui trouvent malgré tout le moyen d'exercer une activité critique, d'échanger et d'approfondir leur opinion non conformiste.

Dans son examen de l'actualité et du régime, Foà exerce à l'envi son regard critique, met efficacement en question les idées véhiculées par la propagande et les théoriciens fascistes, puis donne sa propre analyse. L'un de ses premiers articles publiés dans la revue du mouvement est ainsi consacré à la « politique économique du fascisme ». Foà commence par interroger, d'une façon un peu scolaire et dialectique :

L'économie fasciste qui, comme on le prétend, aurait réalisé la synthèse entre l'économie libérale (ou mieux libériste) et l'économie socialiste, a-t-elle réussi cette conciliation ? Et, sinon, le régime peut-il affirmer qu'il a accompli quelques pas sur la voie de la socialisation, ou bien devons-nous affirmer que celle-ci n'incarne qu'une

scrivere la gente, chiedevamo di estrarre dal proprio lavoro e dall'esperienza della loro vita il bisogno di libertà, il bisogno di giustizia, la fiducia nella possibilità di cambiare le cose. Visto da lontano negli anni quel nostro lavoro era un'opera di educazione : non dicevamo alla gente quello che doveva pensare, le chiedevamo di pensare essa stessa. Per molto tempo ho pensato che le autorità del regime, l'OVRA e il governo Mussolini, avessero enormemente sopravvalutato il pericolo di quella nostra cospirazione [...] Forse la politica come educazione è più pericolosa della politica come propaganda. Forse è anche per questo che nessuno di noi si è rammaricato per l'alto prezzo pagato per un'attività apparentemente così modesta. ».

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>201</sup> *Ibid.* : « L'unique exemple de solidarité acceptable aurait été de faire comme lui. Mais je ne m'en sentais pas capable. [D'abord], parce que je n'avais ni foi politique et ni, comme lui, une organisation et une famille militante à mes côtés [...] » [« *La sola forma di solidarietà accettabile sarebbe stata quella di fare come lui. Ma non me la sentivo. Non avevo la sua fede politica, non avevo, come lui, un'organizzazione e una famiglia militante alle spalle.* »].

<sup>202</sup> Nous renvoyons à son témoignage consacré à la figure de Carlo Levi, dans lequel il revient sur ces années à Turin, entre 1929 et 1932, loin de donner l'impression d'une « traversée du désert » ou d'une « longue attente » dans le parcours biographique de ces jeunes : « [cette époque] fut encore féconde, pleine ». Voir : Garosci (Aldo), « L'era di Carlo Levi », dans Lolli Scappini (Alessandra), Ricci (Aldo), *Carlo Levi : disegni dal carcere 1934 : materiali per una storia*, op. cit., p. 5.

forme de régression par rapport au régime libéral, au seul bénéfice des propriétaires des moyens de production ?<sup>203</sup>

Certes, la brièveté de l'étude, imposée par les contraintes formelles du média, l'objectif politique du mouvement, l'obligent à opérer certains choix de présentation et, dès l'introduction de l'essai, faire la synthèse critique du régime et du fascisme. Mais ce jugement synthétique, en forme d'oracle, ne doit pas complètement se substituer à l'analyse savante et argumentée, dont il n'hésite pas à mentionner les limites, en invitant chaque lecteur à imiter sa démarche et poursuivre son travail :

La jeunesse italienne, qui grandit en des temps affreusement tristes d'étouffement de toute forme de culture et de libre critique, est quelques fois portée à s'abandonner à des constructions mentales tout à fait dogmatiques et prophétiques, en laissant ainsi de côté l'examen critique de la réalité présente, or seul cet examen peut donner un sens réel à de telles constructions et l'engager à l'action. Il faut pourtant que tous soient parfaitement conscients du caractère réactionnaire de la politique fasciste et ne fondent pas seulement cette conviction sur le fait de l'absolutisme politique, mais la confirment et la confortent en étant certains que le Fascisme représente une position conservatrice, antihistorique, violente et artificielle, à l'avantage des classes décadentes auxquelles le Gouvernement est étroitement et intimement lié. [...] Notre étude ne pourra être que générique et donc superficielle ; il revient donc à tout un chacun de continuer l'analyse critique de la vie politique italienne, soit par l'étude de son cadre législatif, soit du point de vue d'une phénoménologie économique<sup>204</sup>.

Le cas de Foà est suffisamment emblématique de la singularité de l'engagement antifasciste des giellistes à Turin<sup>205</sup>, et de manière plus générale de la nouvelle opposition clandestine contre

<sup>203</sup> « L'economia fascista che si pretende abbia realizzato la dialettica sintesi dell'economia liberale (o meglio liberista) e dell'economia socialista, ha raggiunto questa conciliazione ? E, in caso di risposta negativa, può dirsi che abbia fatto qualche passo sulla via della socializzazione, oppure dobbiamo affermare che essa non rappresenta se non un'involuzione del regime liberista a puro ed esclusivo vantaggio dei proprietari degli strumenti di produzione ? », dans « La politica economica del fascismo », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 8, août 1933, p. 80.

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 81 : « La gioventù italiana che cresce in tempi tristissimi di soffocazione di ogni forma di vera cultura e di libera critica, è talvolta portata ad abbandonarsi a visionarie e dogmatiche costruzioni mentali trascurando l'esame critico della realtà attuale, eame che solo può dare conforto e significato alle costruzioni astratte ed indirizzarle all'azione. Occorre però che tutti siano ben consci della reazionarietà della politica fascista e non fondino soltanto la loro convinzione sul fatto dell'assolutismo politico ma la convalidino e la confortino con la certezza che il Fascismo è l'antistorica, violenta ed artificiosa conservazione di classi e di ceti in piena decadenza ai quali il Governo è strettamente ed intimamente legato. [...] Lo studio non potrà essere, in questa sede, che generico e perciò superficiale ; ad ognuno di noi il compito di continuare in ogni momento l'analisi critica di tutto lo svolgersi della vita politica italiana, sia nel suo concretamento legislativo, sia nella sua fenomenologia economica. ».

<sup>205</sup> « Pour moi [l'antifascisme clandestin] s'incarnait dans l'expérience turinoise, avec son style et ses propres lois non écrites : un très faible intérêt pour les enjeux et les affrontements idéologiques ; la politique, même la grande politique, envisagée dans la perspective de son impact sur l'existence, et puis également, peut-être avec une sorte de moralisme, l'insistance sur l'importance du travail [de rééducation] en Italie. » [« *Per l'interno era*

le régime. Chiaromonte, Foà, Leone Ginzburg, ou encore Mario Levi qui les côtoie tous les trois, nous semblent enregistrer les effets du « consensus de masse » sur l'action militante et politique. Ainsi Mario Levi, lors de ses déplacements répétés entre le Piémont et la capitale française, fait par exemple remarquer à la direction gielliste que les sympathisants du mouvement eux-mêmes « ne sont pour la plupart pas disposés à se compromettre et à affronter de trop grands dangers »<sup>206</sup>, et qu'au-delà de ce cercle resserré de militants, les « expressions et [les] formules » de la propagande antifasciste effraient et impressionnent négativement la population. D'où son affairément à recommander de la retenue et de la discrétion, à changer de méthodes et de modalités d'action : être antifasciste ne signifierait plus tant s'engager dans un combat clandestin, une conspiration illégale et perçue comme factieuse, que de privilégier la simplicité, la modération et la proximité dans les revendications. Toute la pensée des branches clandestines du mouvement « *Giustizia e Libertà* », à l'intérieur du pays, se réconcilie dans le rejet de la contre-propagande antifasciste qu'a produit l'activité des réfugiés politiques et conclut à l'impérieuse nécessité de « parler avec clarté ».

Comment relever l'intelligence et redonner le courage de parler clairement ? Par quoi remplacer les idées et les doctrines classiques et que substituer aux principes et aux valeurs du socialisme et de la démocratie libérale ? Comment établir un idéal rénové de l'antifascisme ? À ces questions, véritable préoccupation des groupes giellistes, quelques-unes des réponses et des solutions proviennent non de la confrontation avec la situation italienne, mais, indirectement, de l'évolution des débats politiques à l'étranger. C'est par conséquent dans l'ouverture à l'espace européen – et pas seulement dans la brisure avec un passé national – que les giellistes ont aussi cherché leur identité antifasciste.

*Torino, col suo stile e con le sue legge non scritte : scarso interesse alle sciabolate ideologiche ; la politica, anche la grande politica, come proiezione del quotidiano ; e poi anche, force con una accentuazione moralistica, l'imperativo : bisogna lavorare in Italia. »]. Voir : Foà (Vittorio), *Il cavallo e la torre : riflessioni su una vita*, op. cit., p. 58.*

<sup>206</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 114, Rapport de mission de l'indicateur Togo du 19 septembre 1933.

**Université Paris 8**  
**ECOLE DOCTORALE PRATIQUES ET THÉORIES DU SENS**  
**ED 31 – Programme doctoral d’histoire**

**Doctorat en Histoire contemporaine**

**Résister au fascisme**  
**sans perdre son âme, 1921-1937**

*La propagande antifasciste dans les milieux du socialisme libéral : presse,  
réseaux et modalités d’action de « Giustizia e Libertà »*

Volume II

Thibault Guichard

*Thèse dirigée par Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université  
Paris 8 Vincennes – Saint-Denis*  
Soutenue le 22 novembre 2021

Jury :

M. Marco Bresciani, Maître de Conférences des Universités à l’Université de Florence

Mme Laura Fournier-Finocchiaro, Professeure des Universités à l’Université de Grenoble  
(rapporteur)

M. Jean-Claude Lescure, Professeur des Universités à l’Université de Cergy-Pontoise

Mme Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université Paris 8  
Vincennes – Saint-Denis

Mme Caroline Ollivier-Yaniv, Professeure des Universités à l’Université Paris-Créteil

M. Éric Vial, Professeur des Universités à l’Université Cergy-Pontoise (rapporteur)





**Université Paris 8**  
**ECOLE DOCTORALE PRATIQUES ET THÉORIES DU SENS**  
**ED 31 – Programme doctoral d’histoire**

**Doctorat en Histoire contemporaine**

**Résister au fascisme**  
**sans perdre son âme, 1921-1937**

*La propagande antifasciste dans les milieux du socialisme libéral : presse,  
réseaux et modalités d’action de « Giustizia e Libertà »*

Volume II

Thibault Guichard

*Thèse dirigée par Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université  
Paris 8 Vincennes – Saint-Denis*  
Soutenue le 22 novembre 2021

Jury :

M. Marco Bresciani, Maître de Conférences des Universités à l’Université de Florence

Mme Laura Fournier-Finocchiaro, Professeure des Universités à l’Université de Grenoble  
(rapporteur)

M. Jean-Claude Lescure, Professeur des Universités à l’Université de Cergy-Pontoise

Mme Marie-Anne Matard-Bonucci, Professeure des Universités à l’Université Paris 8  
Vincennes – Saint-Denis

Mme Caroline Ollivier-Yaniv, Professeure des Universités à l’Université Paris-Créteil

M. Éric Vial, Professeur des Universités à l’Université de Cergy-Pontoise (rapporteur)



TROISIEME PARTIE

L'intellectuel, la presse et la révolution : les moyens  
d'influence culturelle et médiatique de « *Giustizia e Libertà* »

## Que faire de la politique étrangère ? Pour un antifascisme interventionniste

La publication des *Quaderni* est contemporaine de bouleversements notables en Europe, de la nomination d'Adolf Hitler au poste de chancelier en Allemagne à l'insurrection des ouvriers autrichiens à Vienne, en février 1934, six jours seulement après la manifestation de l'extrême droite française, aux portes de l'Assemblée nationale. C'est sans compter, encore, sur les conséquences de ces événements sur la scène internationale, et leurs répercussions sur le système de la sécurité collective établi après la guerre.

Nous avons peu évoqué, jusque-là, le thème de la politique étrangère du fascisme dans la propagande de « *Giustizia e Libertà* ». C'est qu'*a priori*, ce sujet intéresserait moins la population italienne que l'opinion étrangère. Or, les giellistes ne répétaient-ils pas que l'action devait se réaliser en Italie, avec les Italiens ? Et, de fait, les relations internationales n'apparaissent, dans leur propagande, qu'en marge des problématiques intérieures, comme la question sociale et la situation économique nationale. Dans ce dernier cas, l'effet de la conjoncture mondiale et de la crise de 1929 furent même diminués pour accentuer, au contraire, l'incurie du personnel politique fasciste. Dans d'autres circonstances, la politique étrangère était un argument mobilisé par la propagande gielliste afin d'attaquer son principal concurrent politique : c'est ainsi que le rapprochement entre l'Italie fasciste et l'Union soviétique, à la fin des années vingt, fut instrumentalisé afin de discréditer le parti communiste auprès des ouvriers. Pourtant, on connaît la propension des régimes fascistes à lier la politique étrangère et les enjeux de politique intérieure ; à soumettre la diplomatie au plébiscite de l'opinion et à des impératifs de prestige. C'est aussi, dans cette perspective, qu'il faut situer l'intérêt de la propagande gielliste pour la politique étrangère de l'Italie, au début des années trente.

À ce premier enjeu, s'en ajoutait un nouveau, à partir de 1933, avec la nomination d'Hitler en tant que chancelier du Reich. Ce bouleversement européen apporta de l'eau au moulin gielliste, convaincu que le « fascisme », italien et allemand, constituait une double menace, contre l'ordre intérieur des nations démocratiques, et contre l'ordre européen post-Versailles,

nécessitant un effort de renouvellement intellectuel significatif, auquel devait largement contribuer la revue du mouvement.

### Face à la fascisation de l'Europe : penser une nouvelle stratégie

Les giellistes ont rapidement mesuré l'importance du phénomène guerrier dans l'univers fasciste. Ils y accordent un intérêt croissant dans la première moitié des années trente, à travers leurs outils de réflexion et de propagande. La guerre est en effet au centre de l'imaginaire, de la doctrine et de la *praxis* fascistes<sup>1</sup>. Elle est à la fois un élément fondamental de sa culture mais aussi le puissant levier de ses ambitions politiques. Mais la guerre est aussi un héritage commun au fascisme et à l'antifascisme, nous y avons assez insisté dès les premiers chapitres. Du reste, la conception gielliste se distingue, là encore, de la doctrine du socialisme et du communisme, qui condamnent la guerre et ses logiques impérialistes. Ce n'est pas, qu'au sein du mouvement « *Giustizia e Libertà* », la guerre soit glorifiée ou que les giellistes en fassent un principe régénérateur de la vie politique. Ils détestent la guerre autant que la violence. Ils défendent la paix autant que l'intégrité de tous les hommes. Mais, ce refus de la guerre ne s'exprime jamais, chez eux, dans le langage du pacifisme : c'est sans doute ce qui distingue nettement « *Giustizia e Libertà* » au sein de la gauche européenne. Ils recherchent une autre façon d'empêcher la guerre ou de s'y opposer. Contre l'idéologie belliciste du fascisme, l'antifascisme se doit de concevoir une stratégie d'action offensive. C'est ainsi que Carlo Rosselli estime que l'opposition doit « se servir » de la guerre comme un moyen de sa révolution. Dans l'insurrection, dont le prolongement est ici la guerre civile<sup>2</sup>, se réalise en effet, le passage de la première à la seconde.

Mais, combien sont-ils réellement à percevoir, avec autant de lucidité, la menace d'une guerre, dans la première moitié des années trente ? Au sein de « *Giustizia e Libertà* », d'abord, c'est seulement à compter de l'avènement d'Hitler, que cette conviction s'affirme. Ensuite, comme on l'a déjà aperçu plus haut avec Filippo Turati et Silvio Trentin, si les antifascistes exilés n'ont eu de cesse d'alerter les citoyens des pays démocratiques sur ce sujet, ils font face à un très fort courant pacifiste. L'illusion de la « sécurité collective », même après son échec

<sup>1</sup> Matard-Bonucci (Marie-Anne), « Éthiopie, Espagne ou les prologues fascistes à la guerre », dans Aglan (Alya, dir.), Frank (Robert, dir.), *1937-1947 : la guerre monde*, Paris, Gallimard, 2015, p. 61-112.

<sup>2</sup> L'assimilation entre « guerre civile » et « révolution » se retrouve aussi chez Emilio Lussu et Silvio Trentin. Du second, on peut notamment se reporter à l'article suivant, paru dans les *Quaderni* : Trentin (Silvio), « Bisogna decidersi », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°11, juin 1934, p. 99-109.

dès 1929, empêche enfin toute sorte d'*aggiornamento* diplomatique face aux régimes italiens puis allemands. C'est qu'aussi, le fascisme impose un « style nouveau » aux relations internationales : affranchis à l'intérieur de toute forme de contre-pouvoir, instaurant avec leur opinion une communication directe et de masse, soutenus encore par une puissante propagande nationale et internationale, ces régimes alternent habilement deux sortes de discours. Ce « double-jeu » est très bien perçu par les opposants réfugiés à l'étranger, aussi attentifs à ce que dit le fascisme sur la scène internationale qu'à ce qu'il proclame, dans le même temps, devant sa population. L'exil présente encore cette faculté d'omniscience.

Du reste, depuis la fin des années vingt, le contexte se prête plus facilement à la médiatisation des enjeux portés par l'opposition au régime de Mussolini. Mais, si l'on assiste à une généralisation des luttes antifascistes à l'ensemble de l'espace continental, c'est en raison même de l'expansion du phénomène du fascisme, désormais au cœur de la politique et de la diplomatie européenne. Cette centralité reflétait à la fois la portée mondiale de cette idéologie, mais aussi, de façon plus inattendue comme nous le verrons dans les prochains chapitres, le rôle d'arbitre occupé par le *duce*, à l'intermède des rapports entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne hitlérienne.

### ***L'oxymore de la diplomatie fasciste : la guerre, une menace concrète ou rhétorique ?***

Dans les premières semaines de l'année 1930, s'ouvrit à Londres une conférence sur le désarmement réunissant l'Angleterre, la France, les États-Unis, le Japon et l'Italie. Cette rencontre fut le sujet de l'unique opuscule gielliste consacré à la diplomatie fasciste, en mai<sup>3</sup>. Avec le principe des réparations et le problème des dettes interalliées, la question du désarmement se trouvait au cœur des négociations diplomatiques pendant l'entre-deux-guerres. De sa résolution dépendait en partie la viabilité du nouvel ordre international mis sur pied après la Grande Guerre. Les puissances réunies à Londres voulaient ainsi s'éviter une course aux armements aussi ruineuse que délétère pour leur sécurité et la paix. Mais, pour l'Italie, sa présence aux côtés des autres négociateurs avait une portée tout à fait différente : le ministre des Affaires étrangères, Dino Grandi, eut pour mission principale de défendre et de faire valoir les ambitions fascistes sur le continent. Aussi la revendication de la parité navale avec la France, et dans une moindre mesure l'Angleterre, présentait-elle un double enjeu, dans la forme et sur

<sup>3</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di "Giustizia e Libertà" », 2.1.1-3, « La conferenza di Londra e il fascismo », Rome, mai 1930.

le fond. Le régime présentait d'abord des atours modérés voire pacifistes, en démontrant son intérêt à limiter les capacités de réarmement des différents États. Mais, sur le fond, à travers la participation de l'Italie au sommet de Londres, se jouait en fait la reconnaissance de son rang de puissance et de ses prétentions en la matière.

Le résultat fut un échec : la France refusa les conditions posées par l'Italie, qui se retrouva rapidement isolée, sans le soutien de l'Angleterre, ni celui des États-Unis, avec lesquels existaient pourtant des intérêts en commun pour contenir les prétentions françaises.

Mais, le 19 mars, le Grand Conseil du fascisme exprima son assentiment et son soutien aux revendications portées par le ministre Grandi. La formule employée à l'occasion ne faisait pas mystère des aspirations du régime : le principe de la parité, défendu par Mussolini depuis 1928, visait en fait la fixation d'un rapport d'équilibre entre l'Italie et la « puissance militaire la plus forte du continent », autrement dit la France<sup>4</sup>. Deux mois plus tard, début mai, Dino Grandi, se présenta lui-même devant la Chambre des députés pour défendre sa politique, soutenant par exemple la grandeur de l'Italie à refuser tout compromis pour conserver son autonomie dans la tutelle de ses intérêts et de ses droits. « Le problème, proclamait le ministre, n'est pas de se retrouver seul. Le problème pour un État est d'être fort.<sup>5</sup> »

Pour un citoyen ordinaire, on se doute qu'il n'était pas aisé, au quotidien, de démêler le vrai du faux dans la rhétorique du régime. Du reste, en matière de diplomatie, l'idéologie nationaliste n'avait eu de cesse, depuis le début du siècle, de propager un mythe de la nation conquérante et revancharde<sup>6</sup>. Ce nationalisme exacerbé se retrouve à plein dans l'idéologie et la propagande du régime. Il s'appuie notamment sur un ensemble de références et de thèses diffusées en leur temps par les théoriciens nationalistes de l'Italie, comme le mythe de la « nation prolétaire », œuvre de l'écrivain Enrico Corradini. Cet imaginaire irrigue la conception fasciste des relations internationales<sup>7</sup>.

L'opposition politique au fascisme n'était pas sans mesurer le succès populaire d'une telle rhétorique. Pour persuader l'opinion, à travers ses publications clandestines, elle veillait aussi à construire un rapport de connivence, mêlant à ses appels incitatifs, des sortes d'hommages à

<sup>4</sup> Collotti (Enzo), Labanca (Nicola), Sala (Teodoro), *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922-1939*, Florence, La Nuova Italia, 2000, p. 73.

<sup>5</sup> Grandi (Dino), *L'Italia fascista nella politica internazionale*, Rome, Libreria del Littorio, 1930, cité dans Collotti (Enzo), Labanca (Nicola), Sala (Teodoro), *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922-1939*, op. cit., p. 73.

<sup>6</sup> Gentile (Emilio), *La grande Italia : il mito della nazione nel XX secolo*, Rome, Bari, Laterza, 2006.

<sup>7</sup> Nous pensons, par exemple, au discours de Dino Grandi prononcé le 3 juin 1932. Voir : Grandi (Dino), *La politica estera dell'Italia dal 1929 al 1932*, Nello (Paolo, éd.), vol. 2, Rome, Bonacci, 1985, p. 762-763.

l'intelligence de ses rares lecteurs. C'est qu'il fallait leur démontrer l'incohérence des discours national-populistes extrêmement porteurs, mais faire confiance aussi à leur capacité de réflexion et leur indépendance d'esprit :

Tu auras lu, dans cet amas de mensonges, de bêtises et de turpitudes, que nous continuons à appeler « presse italienne » seulement par habitude – mais tu sais très bien ce qu'il en est en fait – tu auras lu, donc, dans cette presse de caniveau, que la conférence de Londres a été un « succès » pour l'Italie fasciste. Mais, si le régime ne t'a pas encore tout à fait abusé, toi, lisant cela, tu auras certainement pensé que la conférence de Londres a plutôt été un « échec » pour l'Italie fasciste. En effet, ce le fut et nous allons te dire les raisons de cet insuccès<sup>8</sup>.

L'habileté du message est d'éclairer les proclamations publiques du régime à la lumière de sa posture à l'international, pour faire entendre la duplicité, l'inconséquence et même le ridicule de la diplomatie fasciste :

Enfin, le perroquet-marionnette [Dino Grandi], pressé par Mac Donald, a déclaré que le minimum syndical pour l'Italie était... d'avoir autant de navires que n'en a la France. Alors, tu nous diras : - Et, cela n'est-il pas juste au fond ? De quel droit jouit la France pour disposer d'une flotte supérieure à la nôtre ?

À quoi nous répondons : - Nul droit particulier, nous sommes d'accord. Aucune hégémonie, d'accord également sur ce point. Mais ceci, nous pouvons le dire nous, qui sommes contre toute sorte d'hégémonie, contre tous les nationalismes, les impérialismes [...] mais quelle est la légitimité de l'Italie fasciste pour le dire ; qu'a-t-elle ainsi à s'insurger contre l'hégémonie, prétendue ou réelle, de la France, contre son impérialisme, contre son nationalisme [...] <sup>9</sup>.

Les antifascistes laissent aussi entendre une tonalité franchement familière, voire vulgaire. Leur interprétation, parfois virile, des rapports entre nations, imite directement la rhétorique du régime. Mais, dans leur propos, l'orgueil et la bravade font place au grotesque et au comique :

Avec tout cela, en dépit de tous les gestes, dignes d'un clown sorti d'un cirque équestre, par lesquels il a jeté la tunique pacifiste et sociétaire par-dessus son armure de légionnaire romain, le manipulateur de Predappio – pour le dire vulgairement, c'est-à-dire à la fasciste – s'est fait rouler<sup>10</sup>.

C'est néanmoins un comique de tragédie dont il est ici question, car l'isolement fasciste conduit fatalement au risque de guerre :

« Nous sommes seuls face au reste du monde ! » a commenté dans son discours aux officiers de Parme, le rhéteur et conteur de la bande, le secrétaire du parti [Augusto]

<sup>8</sup> « La conferenza di Londra e il fascismo », *op. cit.*, p. 1. Texte original reproduit en annexe n°8, p. CVI (volume 2).

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 2-3.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 3.



Turati. Seuls face au monde. En effet. [...] « Nous sommes seuls face au reste du monde », non parce que nous avons recherché la solitude, mais parce que la politique de Predappio nous y a fatalement conduit. Le résultat de la conférence de Londres a jeté une lumière sinistre sur cette politique que tout le monde peut clairement observer dans les grandes lignes<sup>11</sup>.

Depuis 1923, avec l'occupation agressive de Corfù, la diplomatie fasciste présentait autant, sinon plus, de signes de discontinuité que de continuité. L'incident avec la Grèce avait immédiatement été suivi d'une phase « pacifiste », lors de laquelle le régime fasciste présenta un tout autre visage. En 1924, lors de la signature du protocole de Genève, puis en 1925, avec sa participation à la conférence de Locarno, l'Italie démontra sa volonté d'entente et de conciliation avec ses partenaires européens. En fait, sa préoccupation pour la pacification du continent et la reconstruction d'un nouvel ordre européen n'était pas incompatible avec une diplomatie révisionniste. Or, le révisionnisme italien visait clairement à soutenir les ambitions expansionnistes des fascistes. Ces deux programmes – révisionnisme diplomatique et expansionnisme – furent conduits de manière parallèle dans les régions danubienne et balkanique, points de fixation de la politique étrangère italienne sur le continent. Vers la fin des années vingt, entre 1926 et 1928, l'Italie conclut plusieurs alliances afin d'isoler la Yougoslavie, tout en apportant son soutien à tous les mouvements d'opposition contestant l'impérialisme serbe. Un traité fut d'abord conclu avec Tirana, suivi d'un pacte d'amitié avec Bucarest et d'autres initiatives confirmant le rapprochement de l'Italie avec la Grèce, la Bulgarie et la Hongrie de l'amiral Miklós Horthy.

La rupture avec les puissances de l'Entente, surtout la France, au profit d'une alliance avec les États nés de la dislocation de l'Autriche-Hongrie, ne manqua pas d'être soulignée par la génération interventionniste de « *Giustizia e Libertà* ». Du reste, l'hypothèse d'une nouvelle guerre était directement affrontée :

Dans ces conditions, tu te consoleras sans doute en pensant que la farce de l'« homme fort » et de la « nation forte » peut continuer sans porter l'Italie vers un désastre militaire. *Adagio*. Car c'est précisément sur ce point que nous voulons appeler ta vigilance. C'est une farce, nous sommes bien d'accord, mais les mauvaises blagues, quand elles durent, finissent souvent en tragédie. En d'autres termes : où allons-nous ? Cette farce ne nous porterait-elle pas directement à une nouvelle guerre ?<sup>12</sup>

Les hommes de « *Giustizia e Libertà* » pouvaient aussi bien se moquer du régime italien, comme il était d'usage dans plusieurs publications antifascistes, à l'image du journal satirique

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 3-4.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 7.

*Il Becco Giallo*. Mais, dans leur cas, la satire ou l'ironie ne se départent jamais d'une teinte tragique, très souvent emphatique. C'est que l'analyse de la politique étrangère était, une fois encore, l'occasion de distinguer le giellisme des autres courants antifascistes :

Beaucoup d'opposants au fascisme te répondrons : - Mais, quelle guerre : Mussolini bluffe, il ne se risquera jamais à faire la guerre, qui pour lui serait une carte trop dangereuse à jouer [...]. Or, nous t'invitons à te méfier de ces assurances. Elles peuvent sembler logique : mais cela compte peu, parce qu'il n'y a jamais eu la moindre logique dans le fascisme, et il n'y en aura jamais. Malheureusement, dans ces assurances, il peut y avoir quelque chose d'autre, une justification commode à l'inaction de beaucoup d'opposants, une justification de leur passivité, et de leur résignation<sup>13</sup>.

Le risque de guerre, accentué ici par le caractère propagandiste de cette publication, était-il également partagé au sein même de « *Giustizia e Libertà* » ? Qu'en disait le reste de l'antifascisme, singulièrement d'anciens interventionnistes proches du mouvement gielliste ?

Trois cas se présentent maintenant à nous ; trois essais politiques, traduits en langue française et publiés chez des éditeurs soit militant, soit scientifique voire encore auprès d'éditions généralistes renommées. Autre point commun entre ces ouvrages : ils paraissent tous les trois en 1932, année marquée par l'ouverture de la Conférence mondiale pour le désarmement, à Genève<sup>14</sup>. Par ordre chronologique, citons le *Mussolini diplomate* de Gaetano Salvemini, publié par Grasset. Vient ensuite, *Le Fascisme à Genève* de Silvio Trentin, édité par la Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière. Enfin, le livre du républicain Egidio Reale, préfacé par le Comte Sforza chez Pedone : *La Politique fasciste et la Société des Nations*.

Les deux derniers ouvrages cités, tous deux recensés dans la revue gielliste, développent des thèses proches. Leur propos est d'opposer à une vision rassurante du fascisme, une conception plus nuancée et aussi plus réaliste des ambitions italiennes sur la scène européenne. Concernant l'ouvrage de Reale, les *Quaderni* rappelaient ainsi :

Les observateurs superficiels de la politique du fascisme – qui dans les milieux intellectuels de chaque pays représente la grande majorité – apportent du crédit aux discours accommodants des représentants mussoliniens à Genève et donnent beaucoup de valeur aux manifestations théâtrales du fascisme en faveur de désarmement et de la paix<sup>15</sup>.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 7-8.

<sup>14</sup> Ouverte à Genève en février 1932, avec le concours des États-Unis et de l'Union soviétique, la Conférence pour la réduction et la limitation des armements réunit au total plus de soixante États, entre 1932 et 1934.

<sup>15</sup> « Gli osservatori superficiali della politica del fascismo – che negli ambienti intellettuali d'ogni paese costituiscono la grande maggioranza – fan credito ai discorsi accomodanti dei rappresentanti mussoliniani a Ginevra e danno molto valore alle manifestazioni teatrali del fascismo per il disarmo e per la pace », dans *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°4, septembre 1932, p. 75.

Auteur de la préface, le Comte Carlo Sforza, ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Italie de juin 1920 à juillet 1921, saluait ainsi la clarté et l'intelligence d'un travail apte, croyait-il, à rétablir la vérité sur un aspect caractéristique de la diplomatie fasciste :

Tout le monde devrait être reconnaissant à l'auteur d'avoir apporté autant de clarté sur un épisode de la vie internationale sur lequel une organisation publicitaire, terriblement supérieure, avait réussi à créer de la confusion et du désordre. Comme disait Vauvenargues : *Peu d'erreurs vivraient, si elles étaient clairement exprimées*<sup>16</sup>.

*Le Fascisme à Genève*, écrit par Silvio Trentin, est autant l'œuvre d'un juriste que d'un militant antifasciste. Il vise aussi à éclaircir l'agissement du régime fasciste sur la scène internationale, à l'aune des « lacunes constitutionnelles » de la Société des Nations. Dans un avant-propos intitulé « L'obscurcissement de l'esprit sociétaire. Société des Nations ou association de gouvernements de fait ? », Trentin note que « la politique extérieure et la politique intérieure de chaque État se trouvent institutionnellement séparées par une cloison étanche en ce qui concerne leurs répercussions éventuelles sur l'activité concrète déployée par la Société des Nations.<sup>17</sup> » Il en veut notamment pour preuve l'article 15, § 8 du Pacte, lequel, écrit-il, fait obstacle à « toute tentative d'investigation ayant pour but de faire état des manifestations réelles de la volonté populaire ». Aussi :

Il s'ensuit que l'activité de la Ligue tend de plus en plus à emprunter un caractère académique et artificiel, de ce qu'elle est constamment réduite à n'avoir pour point d'appui et de repère que des données fictives, des présomptions souvent en désaccord avec la réalité internationale qu'elles prétendent identifier<sup>18</sup>.

À cet endroit, l'attitude adoptée par le fascisme vis-à-vis de la Ligue présente un ensemble d'enseignements que le juriste porte ici à la connaissance du public français. Très documentée, annotée de références variées et notamment de documents officiels italiens, l'étude de Silvio Trentin dresse au bout de ses quelques deux-cents cinquante pages un constat sombre quant au problème de la paix dans le monde. Ses conclusions montrent en effet :

[...] qu'après douze ans, la Société des Nations repose encore sur des bases extrêmement fragiles, qu'elle ne représente encore qu'une façade éblouissante derrière laquelle se

<sup>16</sup> « Tutti dovranno essere grati all'Autore di aver portato tanta chiarezza in un episodio della vita internazionale dove un'organizzazione pubblicitaria, questa veramente superiore, era riuscita a creare della confusione e del disordine. Come diceva Vauvenargues : *Pochi errori vivrebbero, se fossero chiaramente espressi* », cité dans *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°4, septembre 1932, p. 75.

<sup>17</sup> Trentin (Silvio), *Le fascisme à Genève*, Paris, Marcel Rivière, 1932, p. 16.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 17.

cache un intérieur plongé toujours dans les ténèbres ; qu'elle ne possède encore ni une âme, ni un corps à elle<sup>19</sup>.

L'approche de Gaetano Salvemini, dans *Mussolini diplomate* complète encore le propos. Organisé selon un plan chronologique et thématique, l'ouvrage se concentre, comme son titre l'indique, sur la politique diplomatique italienne à l'ère de la « dictature » fasciste. Il en ressort cette fois une impression d'instabilité, renforcée par les commentaires acerbes de l'auteur sur les postures adoptées par Mussolini face à ses homologues européens. C'est, finalement, une étude de cas sur les effets du régime dictatorial dans la conduite de la politique étrangère d'une nation. À ce titre, l'originalité de l'ouvrage est de développer un dernier chapitre synthétisant les réflexions de l'historien sur le sujet, et intitulé « Le génie de la propagande ».

Salvemini jugeait, au fond, avec peu de sérieux l'idée d'un passage à l'acte de l'Italie : le double jeu du dictateur, qui consistait à prononcer alternativement des « discours belliqueux » à l'intérieur et des « propositions pacifiques » à l'extérieur<sup>20</sup>, devait d'abord être étudié sous l'angle rhétorique. Mais, le danger de guerre était-il concret ? Salvemini ne répond pas directement sur ce point mais note que le jour où les menaces devraient se concrétiser, et ne plus servir comme éléments d'une « guerre de paroles pour usage interne », ce jour, « serait aussi le dernier du fascisme »<sup>21</sup>. Or, il ne pensait pas Mussolini aussi « fou » pour se lancer dans une entreprise décrite comme suicidaire.

On retrouve ailleurs, dans les publications de « *Giustizia e Libertà* », des hésitations semblables pour qualifier avec précision le risque de guerre que porte concrètement le régime de Mussolini. En février 1934, Alberto Tarchiani dressait ainsi, dans les pages des *Quaderni*, un nouveau bilan de la diplomatie fasciste. Nous sommes alors deux ans après le lancement de la Conférence pour le désarmement, organisée sous l'égide de la Société des Nations avec le concours des États-Unis et de l'Union soviétique. Ce n'est pas le lieu de s'étendre trop longuement sur le déroulé de la conférence. Ce qu'il importe ici de remarquer, c'est la façon dont la participation italienne à l'événement fut perçue par l'ancien journaliste du *Corriere*, qui commenta :

Pourquoi l'homme inflexible, qui guide le destin de l'Europe, comme feignent de le croire et de le faire croire, les journaux fascistes, a-t-il changé *radicalement* d'avis, en envoyant finalement Aloisi à Genève ? Évidemment qu'il a agi sous l'influence de l'Angleterre, qui peut encore beaucoup à Rome [...]. Il n'est pas exclu que l'intervention

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 255.

<sup>20</sup> Salvemini (Gaetano), *Mussolini diplomate*, Paris, Grasset, 1932, p. 282.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 338.

des États-Unis ait infléchi celui qui reste toujours tributaire des nations anglo-saxonnes<sup>22</sup>.

L'ascendant des États britanniques et étatsunien sur la diplomatie mussolinienne est une idée assez répandue dans l'antifascisme. Salvemini l'a lui-même défendue, dès 1927, observant à l'époque la dépendance financière de l'Italie auprès des États-Unis et des institutions de crédit américaines<sup>23</sup>.

En 1934, voici comment Alberto Tarchiani dépeint les relations entre la Grande Bretagne et l'Italie fasciste, pays « vassal » des intérêts britanniques en Europe :

La Grande-Bretagne, dans l'après-guerre, a réalisé tout son possible pour tenir l'Italie éloignée de la France [...]. Mussolini fut le docile instrument de la politique du *Foreign Office*, qui avait besoin d'un allié au sud de l'Europe, pour freiner les ambitions méditerranéennes de la France. Le contraste des deux régimes, l'aversion exprimée réciproquement par les deux parties, l'exaspération des intérêts divergents, servaient à merveille les intérêts anglais. D'autant que Londres était sûre de pouvoir freiner son vassal, dès que celui-ci se lançait dans des aventures trop dangereuses pour lui (voir Corfù).

Cette politique donna des fruits amers et fut en partie responsable du désordre et de la crise de confiance dans laquelle se débat l'Europe, mais elle a pu continuer ainsi jusqu'au triomphe du nazisme. La présence d'une Allemagne puissante et fasciste au milieu du continent déplace radicalement les données du problème : il ne s'agit plus de contrebalancer l'influence française, du reste pacifiste ; il s'agirait plutôt d'empêcher l'impérialisme hitlérisme de dominer l'Europe par les armes<sup>24</sup>.

Aussi, jusqu'en 1933, c'est-à-dire avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, l'hypothèse d'une prochaine guerre, provoquée par un nouveau « coup de force » de l'Italie sur la scène internationale, reste en fait assez abstraite et lointaine. La nomination d'Adolf Hitler comme chancelier tend même à déplacer le problème de la guerre et l'hypothèse d'un conflit, de l'Italie vers l'Allemagne. Du reste, cette actualité confirme la thèse d'une crise politique profonde en Europe et de l'ambition de renouvellement idéologique, que portent les « Cahiers » de « *Giustizia e Libertà* ».

<sup>22</sup> Atar [Alberto Tarchiani], « La politica estera di Mussolini », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°10, p. 138.

<sup>23</sup> Salvemini (Gaetano), « L'opera degli emigrati. II La propaganda all'estero », *La Libertà*, 31 juillet 1927.

<sup>24</sup> « La Gran Bretagna, nel dopo guerra, ha fatto tutto il possibile per tenere lontana l'Italia dalla Francia [...]. Mussolini fu il docile strumento del programma del Foreign Office, che aveva bisogno di un puntello al Sud, per tenere in iscacco la Francia. Il contrasto dei regimi, l'avversione dei temperamenti, l'esasperazione degli interessi divergenti, servivano a meraviglia il gioco inglese. Tanto più che Londra era sicura di poter tenere a freno il suo vassallo ogni volta che questi avesse corso troppo o si fosse ingolfato in pericolose avventure (vedi Corfù). Questa politica dette molti frutti amari ed è in parte responsabile del disordine e della crisi di fiducia in cui si dibatte l'Europa, ma potè andare innanzi quasi fino al trionfo del nazismo. La presenza di una Germania poderosa e fascista in mezzo al continente, sposta radicalmente i dati del problema : non si tratta più di controbilanciare l'influenza francese, del resto pacifica ; si tratterebbe di impedire all'hitlerismo imperialista di dominare e spadroneggiare con le armi in Europa », dans Tarchiani (Alberto), « La politica estera di Mussolini », *op. cit.*, p. 138-139.

### *Se préparer à l'action militaire ?*

Débatte, dans les *Quaderni*, sur les termes et les solutions attendues d'une « crise » en Europe portait à ses conséquences les plus fortes le refus de la continuité avec « les positions anciennes » et le besoin de « créer une nouvelle mentalité »<sup>25</sup> ; ce rejet des positions défensives contenait en effet une évolution vers un monde et un avenir européen post-fasciste où les mots de liberté, de socialisme et de démocratie accèderaient eux aussi à un sens absolument neuf<sup>26</sup>.

L'appel au renouvellement idéologique de l'antifascisme, de même que son destin de mouvement global, ne se conçoit qu'à partir du moment où l'on admet, dans le même temps, la cristallisation du fascisme comme un phénomène unitaire « qui se diffuse parmi le monde »<sup>27</sup>. Une interprétation de ce type est favorisée par l'expansion d'un « fascisme allemand » qui est analysé comme la réplique de son devancier italien. Le développement de ce discours pouvait emprunter des chemins assez différents. La recherche d'un terreau commun à ces « fascismes » présentait en effet toujours quelques difficultés à se défaire de l'opinion sur l'inconsistance propre au fascisme lui-même. On pouvait ainsi attribuer par contraste une origine culturelle et historique bien plus solide au nazisme allemand qu'au fascisme italien<sup>28</sup>.

À propos de la nature du phénomène allemand, la revue gielliste présentait, du reste, une diversité de causes, parfois contradictoires. Par exemple, lorsque Gino Luzzatto affirmait que le développement de « l'hitlérisme » était d'abord une conséquence de l'inflation et de la prolétarianisation des classes moyennes allemandes, Andrea Caffi insistait au contraire sur le nationalisme exacerbé de la propagande nazie qui conduisait à soumettre l'individu à l'entité collective et à l'État<sup>29</sup>. Or ces opinions s'intégraient difficilement les unes aux autres au sein d'une démonstration synthétique, que l'on a pourtant tenté<sup>30</sup> : on insistait bien là encore sur un contexte économique difficile, mais ce qui retenait surtout l'attention c'était le *pathos* et la

<sup>25</sup> « Ciò che conta oggi non sono casi particolari, situazioni contingenti e determinate. Si tratta di creare una nuova mentalità che possa opporsi a quella fascista e che possa vincerla. », dans « Ancora sulla Germania », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 7, juin 1933, p. 32.

<sup>26</sup> *Ibid.* : « La nostra parola sarà certamente una parola di libertà e di socialismo ; ma libertà non significa necessariamente democrazia parlamentare, socialismo non significa necessariamente riformismo tedesco nè comunismo russo. ».

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Kaminski (Hans Erich), « Fascismo tedesco e fascismo italiano », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 9, novembre 1933, p. 33-37. L'auteur est présenté comme un « brillant journaliste allemand, exilé et ancien membre du groupe communiste dissident *Weltbühne* » qui collabore notamment par le passé à *Rivoluzione Liberale*. Il publia également un ouvrage sur le fascisme en Italie en 1925.

<sup>29</sup> Odis e Postille di Onofrio [Gino Luzzatto ; Andrea Caffi], « Interpretazione dell'Hitlerismo », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 4, septembre 1932, p. 20-29.

<sup>30</sup> M. M., « Le cause dell'avvento hitleriano », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 8, août 1933, p. 47-52.

rhétorique du nazisme. La force de ce mouvement, concluait-on dans le huitième numéro des *Quaderni*, se trouvait en effet dans les passions nationalistes et militaristes savamment orchestrées par la propagande<sup>31</sup>.

Élargir le sens à donner à la lutte contre le fascisme impliquait aussi de prendre conscience de la profondeur et de l'ampleur de la crise, en mettant d'abord en cause, pour le cas allemand, la fragilité de la République de Weimar et la pusillanimité de la classe politique incapable d'opposer une réaction vigoureuse au modèle hitlérien :

Plus la misère s'intensifiait et plus grandes encore étaient les troupes que Hitler rassemblait sous sa bannière. La République assistait à tout cela, mais laissait faire. Parce que, face à des mouvements aussi hostiles à l'État, elle a manqué de fermeté et d'intransigeance dont elle avait pourtant su faire preuve contre la classe ouvrière qui demandait du travail et du pain ?<sup>32</sup>

Radical, ce type de discours tend à donner corps à la prétendue crise de la social-démocratie et du libéralisme parlementaire qu'Andrea Caffi s'appliquait pourtant à réfuter dans ses articles publiés à la moitié des années vingt dans les pages du *Quarto Stato*<sup>33</sup>. Près de dix ans après, les publications du mouvement gielliste tendent pourtant à donner une confirmation du caractère archaïque des institutions antérieures au fascisme, validant du même coup le principe révolutionnaire de ces mouvements. De son côté, Andrea Caffi considérait certes la crise européenne comme un état de fait incontestable<sup>34</sup> ; mais tout en ne se privant pas de réfléchir à ce sujet, il appelait à se défier de tout enfermement de l'analyse – et donc de l'antifascisme – dans l'idéologie politique. Sa position est en tout cas assez isolée et exemplaire au sein du mouvement « *Giustizia e Libertà* » pour être soulignée.

Car les antifascistes qui ne saisissaient pas tout à fait les subtilités d'une telle critique contre toute forme d'idéologie s'affichant comme révolutionnaire, invoquaient au contraire la nécessité d'ouvrir les pages des *Quaderni* à toutes les « hérésies » possibles pour se retrouver à nouveau en position de rivaliser avec le fascisme<sup>35</sup>, y compris ceux comme Marcel Déat qui,

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 46 : « La force motrice essentielle dans les événements allemands a été la surexcitation des passions nationalistes et militaristes : ici réside le plus grand danger [...] » [« *La forza motrice principale che ha determinato le vicende tedesche è la sovraccitazione delle passioni nazionaliste e militariste : qui risiede il maggior pericolo [...].* »].

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 43 : « Più la miseria si faceva aspra e maggiori erano le truppe che Hitler raccoglieva sotto la sua bandiera. La Repubblica vedeva tutto ciò, ma lasciava che le cose seguissero il loro corso. Perché essa, di fronte a questo movimento così palesemente ostile allo Stato, è mancata della fermezza e dell'intransigenza che nondimeno sapeva mostrare di fronte alla classe operaia che chiedeva lavoro e pane ? ».

<sup>33</sup> En particulier : « Cronache di politica estera », *Il Quarto Stato*, 19 juin 1926.

<sup>34</sup> ANIMI, « Andrea Caffi, 2-4, Notes inédites sur l'Europe en 1924, s. d.

<sup>35</sup> « Fra Manzanare e Sprea... », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 4, septembre 1932, p. 1-6.

au nom des « néo-socialistes », expliquait dans le numéro huit de la revue gielliste pourquoi l'antifascisme devait se lancer dans une « course de vitesse » face à son antagoniste<sup>36</sup>. L'intérêt manifeste, bien que bref, de Rosselli pour ce type de réponse politique montre aussi qu'il ne veut pas s'enfermer dans une sorte de conservatisme élitare, mais qu'il accueille au contraire favorablement ces mouvements, même les plus controversés, qui affirment « des exigences révisionnistes et un besoin impérieux d'action »<sup>37</sup>.

À la fin de l'année 1933, c'est ainsi de façon anticipée<sup>38</sup> et avec des accents prophétiques que Rosselli évoque ouvertement la position de l'antifascisme face à la menace de guerre et interroge les vertus du pacifisme. L'avènement de Hitler et le départ de l'Allemagne de la Société des Nations imposent, selon lui, une révision de la politique étrangère des démocraties face aux dictatures. Son message s'adresse directement au mouvement socialiste et démocrate européen, convaincu dans sa majorité, comme en France, que la paix peut encore « triompher »<sup>39</sup> :

À moins d'un renversement total, la guerre vient, la guerre viendra. Elle viendra parce qu'il est fatal que les mêmes causes aient à produire les mêmes effets, parce que des millions de jeunes sont élevés dans cette volonté délirante, parce que les fascismes, qui sont les patrons de la moitié du continent, y seront entraînés comme à l'épreuve suprême ou plus sûrement par avidité, parce que la misère et la faim furent toujours, comme Proudhon nous l'a enseigné, les plus puissants motifs de guerre. Parce que la lutte entre le fascisme et l'antifascisme se rend au jugement de Dieu, et parce que la vieille Europe, que nous croyions enterrée avec ses dix millions de morts sur les champs de bataille [de la Grande Guerre], ressuscite<sup>40</sup>.

Ce que Rosselli veut démontrer derrière ce constat pessimiste, c'est le dysfonctionnement de la sécurité collective. Il repère ainsi les points de tension qui, en différents points du

<sup>36</sup> Déat (Marcel), « Come sbarreremo la strada al fascismo », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 8, août 1933, p. 21-31.

<sup>37</sup> Voir l'introduction au texte de Marcel Déat, dans Déat (Marcel), « Come sbarreremo la strada al fascismo », art. cité.

<sup>38</sup> Wolikow (Serge), « Les gauches, l'antifascisme et le pacifisme pendant les années trente », dans Becker (Jean-Jacques, dir.), Candar (Gilles, dir.), *Histoires des gauches en France*, vol. 2, *XXème siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, p. 357-374.

<sup>39</sup> « Le pacifisme français, comme le pacifisme anglais, est une autre cause qui peut conduire à la guerre aujourd'hui » écrit à ce propos Salvemini à Rosselli, le 24 mars 1933. Voir : Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 159.

<sup>40</sup> « A meno di un capovolgimento totale, la guerra viene, la guerra verrà. Verrà perchè è fatale che le stesse cause abbiano a produrre gli stessi effetti, perchè milioni di giovani sono allevati nel delirio a volerla, perchè i fascismi, padroni di mezzo continente, vi saranno trascinati come alla prova suprema o alla risorsa estrema, perchè la miseria e la fame furono sempre, come Proudhon ci ha insegnato, il più possente motivo di guerra, perchè la lotta tra fascismo e antifascismo si avvia al giudizio di Dio, perchè la vecchia Europa – ecco il punto – che credevamo seppellita con dieci milioni di morti sui campi di battaglia, risorge », dans « La guerra che torna », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°3, novembre 1933, p. 2.



continent, grippent la « mécanique pacifiste » mise sur pied par le pacte de la Société des Nations. Malgré l'emploi du pluriel indistinct rapprochant « les fascismes », allemand et italien, son observation insiste en réalité sur l'Allemagne hitlérienne, comparée dans l'article à l'Empire de Guillaume II. L'Italie fasciste reste, au fond, même dans l'imaginaire de Rosselli qui alerte ici sur l'imminence d'un conflit, incapable d'être à l'initiative de celui-ci :

Quant à l'Italie fasciste, responsable la première de cet immense retour en arrière, après avoir provoqué et fait du chantage, elle craint maintenant le déchaînement des forces élémentaires qui la submergeront avec le reste de l'Europe. Mussolini n'est pas Bismarck. Il aime les victoires certaines. Lorsque la crise éclatera, nous le verrons trembler et rechercher, comme toujours, l'aide de l'Angleterre<sup>41</sup>.

La guerre arrivera donc, « dans deux ans [...] ou dans cinq ans » prévoit Rosselli, « quand l'Allemagne se jugera assez puissante pour défier l'Europe »<sup>42</sup>. Face à cette fatalité implacable des événements, il s'attaque à la théorie de la « non-intervention », en appelle au seul interventionnisme possible : « une intervention qui ait le but précis et proclamé d'appuyer une révolution antifasciste en Allemagne, un soulèvement à Vienne, à Milan »<sup>43</sup>. La politique de « non-intervention », justifie-t-il encore, ne peut convenir aux révolutionnaires « authentiques », et donc aux antifascistes. Ceux-là sont en fait appelés à s'associer, par leur action, au souvenir de toute une cohorte de figures insurrectionnelles, Mazzini bien sûr, Garibaldi évidemment, mais aussi le hongrois Lajos Kossuth, le poète polonais Adam Mickiewicz, et d'autres :

Et quand les révolutionnaires ont-ils été pacifistes, sentimentalement parlant, dans le sens tolstoïen du mot, selon l'exemple des objecteurs de conscience ? Marx, Plekhanov, Guesde, Kautsky, Hyndman, Mehring, Lénine, [...] ont misé sur l'inévitabilité des guerres pour marcher à l'assaut de l'État<sup>44</sup>.

C'est qu'aussi, sans vouloir la guerre, sans y « adhérer » non plus, Rosselli estime que l'antifascisme doit « se servir » de la guerre : « Nous transformerons la guerre fasciste en révolution sociale » conclut-il.

<sup>41</sup> « Quanto all'Italia fascista, responsabile prima dell'immenso rigurgito, dopo aver provocato, sobillato, ricattato, ora paventa lo scatenarsi delle forze elementari che travolgeranno con sé l'Europa. Mussolini non è Bismarck. Ama il piccolo giuoco e la vincita certa. Al momento dello scoppio lo vedremo tremare e accodarsi, come sempre, all'Inghilterra », dans « La guerra che torna », *op. cit.*, p. 3-4.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>44</sup> « E quando mai i rivoluzionari furono pacifisti, nel senso sentimentale, tolstoiano della parola, nel senso in cui lo sono ad es. gli obiettori di coscienza ? Marx, Plekhanov, Guesde, Kautsky, Hyndman, Mehring, Lenin, [...] hanno fatto assegnamento sulle guerre inevitabili per marciare all'assalto dello Stato », dans « La guerra che torna », *op. cit.*, p. 6.

En paraphrasant le poète romantique Friedrich Hölderlin, disons que Rosselli se persuade que là où croît le péril naît aussi ce qui sauve. De fait, il relie étroitement tout événement insurrectionnel au déclenchement d'un conflit international. Il entre une grande part de remémoration et d'instrumentalisation du passé politique européen dans cet imaginaire. Cet « antifascisme de guerre »<sup>45</sup> puise, dans les années trente, à deux sources principales. Citons d'abord, la mémoire des mouvements insurrectionnels du XIX<sup>ème</sup> siècle, de la Révolution française à la Commune en passant par les soulèvements de 1830 et de 1848. À cette première référence mémorielle, Rosselli – avec Salvemini – oppose les échecs à répétition du mouvement ouvrier face aux forces de la réaction, partout en Europe : en Italie, en Allemagne, puis enfin en Autriche.

L'éclatement, pendant trois jours, à Vienne et dans d'autres foyers industriels du pays, d'une insurrection est un événement remarqué et commenté au sein de tout l'antifascisme. La résistance du prolétariat autrichien à l'État autoritaire, corporatiste et chrétien du chancelier Engelbert Dollfuss, représente un moment important pour l'opposition italienne. À Paris, les giellistes consacrent presque un numéro entier des *Quaderni* à cet événement : l'insurrection du mouvement social-démocrate et ouvrier viennois doit faire figure d'enseignement pour la résistance au fascisme. Le travail des historiens a déjà insisté sur la pluralité des lectures politiques et stratégiques produites à cette occasion par les groupes socialiste, communiste et gielliste<sup>46</sup>.

Pour « *Giustizia e Libertà* », publier des documents racontant l'événement, ses acteurs et l'histoire de leur « résistance héroïque », est d'abord une façon de contrer le discours mensonger des journaux fascistes. Le mouvement d'insurrection fut en effet présenté par ces derniers sous les traits d'un complot bolchévique, conduit par une armée d'hommes extrêmement préparés à la lutte. Une autre version insistait en revanche sur leurs chefs, décrits comme des hommes cyniques emmenant à la mort certaine une foule d'ouvriers manipulés et fascinés par leurs discours.

Mais, l'événement présente un autre enjeu. C'est l'occasion d'un examen public de la stratégie de la gauche européenne. L'épisode vient en tout cas confirmer les thèses avancées par Rosselli quelques mois auparavant<sup>47</sup>, comme il le résume dans un avant-propos incisif,

<sup>45</sup> Prezioso (Stéphanie), « Antifascisme, démocratie, révolution : l'antifascisme italien durant l'entre-deux-guerres, une lutte pour l'éternité ? », dans *Mouvements*, 2020/4 (n°104), p. 36-48.

<sup>46</sup> Landuyt (Ariane), *La Comune di Vienna e l'antifascismo italiano*, Cosenza, Lerici, 1979.

<sup>47</sup> « La Comune di Vienna. Introduzione », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 11, juin 1934, p. 3-4.

soulignant notamment l'importance du « problème autrichien » pour l'Italie, pour l'Europe, et pour l'antifascisme :

La révolte de Vienne a démontré, nous croyons de façon définitive, l'impuissance d'une simple politique de « non-intervention ». Elle a montré le poids, sur un peuple insurgé, de cette absence de solidarité extérieure<sup>48</sup>.

Le propos est ensuite complété par une série de témoignages ; la narration de l'événement et sa documentation étant déjà une première forme d'interprétation. À ce compte, l'antifascisme inscrit le mouvement des ouvriers autrichiens dans la lignée des déconvenues du socialisme européen, en Italie puis en Allemagne.

Enclavé au cœur de l'Europe centrale, soumis de part en part aux influences de ces deux nations dominées par le fascisme et le national-socialisme, l'Autriche s'engage dès 1931 sur la voie de la dictature. Le chancelier Engelbert Dollfuss, bénéficiant de l'appui politique des *Heimwerhen*, des groupes paramilitaires, et du soutien des milieux catholiques, porte alors le projet d'instaurer un État autoritaire, dictatorial, inspiré du modèle corporatiste mise en place par Mussolini, en Italie. La suspension du Parlement autrichien, en mars 1933, suivi du changement de la Constitution, plaça de fait la social-démocratie en devoir de réagir.

Un tel contexte ne pouvait que présenter un cas d'étude passionnant pour l'antifascisme italien, en crise idéologique et stratégique. Bien que défaite, la révolte des travailleurs viennois n'en fut pas moins, en effet, la première résistance armée à l'avancée du fascisme et des régimes autoritaires en Europe. Mais, quels enseignements l'antifascisme devait-il finalement tirer de l'échec de la contre-offensive des ouvriers autrichiens et des dirigeants du *Schutzbund*, finalement ralliés à la nécessité de la grève et de l'insurrection ?

Dans les *Quaderni*, les giellistes publièrent, entre autres, un long mémoire, d'une vingtaine de pages, du dirigeant social-démocrate Otto Bauer, lequel insistait sur l'opportunité des choix tactiques adoptés dans les mois précédant l'insurrection<sup>49</sup>. Contre Emil Franzel, auteur d'un opuscule sur « La guerre civile en Autriche » (*Der Bergerkrieg in Oesterreich*), qui attaquait directement la stratégie du *Schutzbund* républicain, Bauer se souciait au contraire d'écarter

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 4 : « La rivolta di Vienna ha dimostrato, crediamo in modo definitivo, l'impotenza di una semplice politica di « non intervento ». Essa ha dimostrato il peso, sopra un popolo in insurrezione, di questa preventiva disperazione d'ogni solidarietà effettiva dell'esterno ».

<sup>49</sup> Bauer (Otto), « L'insurrezione dei lavoratori viennesi », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°11, juin 1934, p. 14-31. Et : Bauer (Otto), « Difensiva politica e offensiva militare », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°11, juin 1934, p. 32-35. Ce deuxième article parut originellement dans la revue de la IIème Internationale, *Informations Internationales*.

toute forme d'ambiguïté entre la « stratégie politique » et la « tactique militaire », entre une « idéologie défensive » et offensive :

La stratégie politique de la social-démocratie autrichienne a été déterminée par l'idée suivante : nous voulons conquérir le pouvoir politique, dans la république démocratique, et donc en gagnant à nos idées la majorité du peuple, grâce aux moyens constitutionnels et par le vote. C'est seulement dans l'hypothèse où le fascisme tenterait de nous arracher les moyens démocratiques de notre action, que nous défendrions par la force le terrain de lutte démocratique. Nous avons-nous-même défini cette thèse comme celle du « *rôle purement défensif de la force* »<sup>50</sup>.

Un propos réfuté, dans le même numéro, par un essai d'Emilio Lussu<sup>51</sup>. Mais, plus étonnant, le document suscita une réaction extrêmement vive de la part de Gaetano Salvemini, dans un courrier adressé à Rosselli :

Il faudrait que les « Quaderni » se chargent d'examiner à fond ce pamphlet écrit par Bauer, réagit-il. Désormais, après trois expériences – l'italienne, l'allemande et l'autrichienne – les idéologies du vieux mouvement socialiste et sa tactique doivent être réexaminés de fond en comble. Bauer élude ce qui constitue au contraire le point central de ses responsabilités : du moment que lui et ses amis voulaient éviter la guerre civile, pourquoi n'ont-ils, pendant un demi-siècle, cessé de prôner la révolution ? Je comprends : la révolution socialiste est cette chose qui n'est rien. Mais alors, ils ne devaient pas parler de révolution. Ils devaient se contenter d'évoquer des alouettes qui tombent du ciel, grasses et grillées, dans la bouche du prolétariat par l'effet fatal de l'évolution économique de la société capitaliste<sup>52</sup>.

Le 18 février, l'historien accusait déjà le dirigeant social-démocrate de « nier avoir fait ce qu'il aurait dû faire », précisant :

<sup>50</sup> « La strategia politica della socialdemocrazia austriaca è stata determinata dall'idea seguente : noi vogliamo conquistare, nella repubblica democratica, il potere politico guardando alle nostre idee la maggioranza del popolo, con i mezzi costituzionali della scheda elettorale. Solo nel caso che il fascismo tento strapparci i mezzi democratici di combattimento, solo in questo caso, noi vogliamo difendere con la forza il terreno di lotta democratico. Noi stessi abbiamo definito questa tesi come quella del "*ruolo puramente difensivo della forza*" », cité dans Bauer (Otto), « Difensiva politica e offensiva militare », *op. cit.*, p. 33.

<sup>51</sup> « Scelta del momento e iniziativa militare », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°11, juin 1934, p. 40-45.

<sup>52</sup> « Occorrerebbe che questo *pamphlet* di Bauer fosse esaminato a fondo nei « Quaderni », réagit-il. Ormai dopo tre esperienze – la Italiana, la Tedesca e l'Austriaca – le ideologie del vecchio movimento socialista e la sua tattica debbono essere riesaminate da cima a fondo. Bauer evita quello che è il punto centrale delle sue responsabilità : dal momento che egli e i suoi amici volevano evitare la guerra civile, perché hanno per mezzo secolo preannunciata sempre la rivoluzione ? Capisco : la rivoluzione socialista è quella cosa che non è niente. Ma allora non dovevano parlare di rivoluzione. Dovevano parlare di allodole che cadono belle e arrostite dal cielo nella bocca del proletariato per effetto della fatale evoluzione economica della società capitalista », cité dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, *op. cit.*, p. 192.

[...] résister n'est pas faire la révolution. Dans la guerre civile, comme dans la guerre internationale, qui reste sur la défensive laissant aux autres le privilège de l'offensive, est destiné à la défaite<sup>53</sup>.

Dans cette même lettre, Salvemini développait cette thèse en six points. Deux, méritent particulièrement notre attention, puisqu'ils synthétisent et anticipent les directions stratégiques de « *Giustizia e Libertà* » devant le rassemblement des socialistes et des communistes. Les voici :

Le prolétariat n'existe pas comme force révolutionnaire, si l'on considère la révolution comme une guerre civile. Les masses n'existent politiquement que sous certaines conditions exceptionnelles, ni dans le prolétariat, ni dans la bourgeoisie – étant donné que nous voulons continuer à diviser la société, de façon marxiste, en deux classes seulement, c'est-à-dire dans la mesure où nous continuons à dire des âneries. Dans toutes les classes, la masse est en elle-même inerte ; elle se meut seulement – et pas toute ! – quand il n'y a aucun danger à le faire<sup>54</sup>.

Salvemini réfute ici catégoriquement la tentation d'isoler dans une catégorie sociologique et idéologique, comme le prolétariat, l'idéal d'une « force révolutionnaire ». Il insiste aussi, logiquement, sur le rôle des partis dans le processus de mobilisation et de politisation de « minorités organisés ». Les « masses », elles, n'agissent pas. Elles sont incapables, d'elles-mêmes, de « se mettre en mouvement » ; elles n'approuvent ou ne désapprouvent que des faits, une fois qu'ils ont eu lieu, mais toujours de façon passive et « impuissante » :

La guerre civile n'est pas faite par les masses, mais des minorités organisées, par des « partis ». L'histoire est faite par les « partis », non par les masses. Les masses ne peuvent que servir de « caisse de résonance » et conditionner, une fois les choses accomplies, avec leur consentement, le succès des vainqueurs, ou les entourer avec une hostilité muette, passive et impuissante<sup>55</sup>.

<sup>53</sup> « [...] resisterere non è fare la rivoluzione. Nella guerra civile, come nella guerra internazionale, chi rimane sulla difensiva lasciando agli altri sempre il privilegio dell'offensiva, è destinato allo sconfitta », cité dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 185.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 186 : « Il proletariato non esiste come forza rivoluzionaria, intendendo la rivoluzione come guerra civile. Le masse non esistono che in casi eccezionali, né nel proletariato, né nella borghesia – dato che vogliamo continuare a dividere marxisticamente la società in due sole classi, cioè dato che vogliamo continuare a dire un'altra fesseria. In tutte le classi la massa è da sè sola inerte ; si muove solo – e non tutta ! – quando non c'è pericolo a muoversi ».

<sup>55</sup> *Ibid.* : « La guerra civile non è fatta dalle masse, ma da minoranze organizzate, da « partiti ». La storia è fatta dai « partiti », non dalle masse. Le masse possono solamente fare da « cassa di risonanza » e condizionare, a cose fatte, colo loro consenso il successo dei vincitori, o circondare costoro con ostilità muta, passiva e impotente. »

Comment cela se traduit-il, politiquement ? C'est que, malgré leur renonciation officielle à transformer leur mouvement en véritable « parti »<sup>56</sup>, l'intervention des giellistes dans le champ intellectuel, se doublait d'une tentative d'encadrer et de mobiliser leur propre réseau de militants, et d'élargir les bases du groupe, également dans l'exil. Cette évolution est cependant progressive, comme on va s'en rendre compte dans les deux chapitres qui composent cette partie.

### **Diffusion et circulation des *Quaderni* : une audience limitée**

#### **« Déprovincialiser » l'antifascisme : l'idéal humaniste et universel des *Quaderni giellistes***

Cette initiative [la publication *Quaderni di Giustizia e Libertà*] qui ouvrit les écluses à l'« idéologie », jusqu'alors refoulée, eut des conséquences aussi fécondes qu'inattendues. Deux circonstances jouèrent un rôle décisif. [...] la situation en Europe [...] en Italie, une nouvelle génération, fort différente [...] est apparue à l'avant-garde du mouvement intellectuel : cette jeunesse prend pour point de départ de ses aspirations et de ses réactions critiques l'état de choses qu'elle a trouvé constitué. Le régime qui a précédé le fascisme n'est pour elle qu'une pièce d'archéologie ; tous les problèmes de la condition humaine, de la liberté; de l'harmonie sociale se posent pour elle sous des points de vue que la génération précédente ne soupçonnait guère; et la débâcle européenne, aggravée par la crise a créé « un rigoureux rapport de réciprocité » entre le prolétariat ouvrier et l'élite intellectuelle; également victimes d'un « ordre de choses qui ne peut durer ».

La chance singulière de *Giustizia e Libertà* a été l'attraction qu'elle a exercé sur quelques représentants de cette jeune élite justement parce que *Giustizia e Libertà* se présentant comme la seule organisation de combat qui ne prétendait pas asservir ses affiliés à un dogme.

Tandis que l'œuvre de propagande était continuée en Italie les « cahiers de G.L. » devinrent l'unique tribune où la jeune Italie pût entamer un échange d'idées entièrement libre pour prendre conscience d'elle-même. Comme il sied à une discussion sérieuse celle-ci s'étendit aux principes mêmes et n'épargna rien : de la polémique avec les communistes et l'examen du marxisme elle passa à la critique de la démocratie, à la découverte d'une manière de concevoir la liberté; la justice, le « fait social » qui ne saurait plus s'accommoder avec les « constitutions » et les formules doctrinaires proposées par les partis politiques existants.

[...] Sans en arriver à dire que *Giustizia e Libertà*, à l'envers de l'évolution que Péguy considérait comme tristement fatale, a su remonter d'une politique vers une métaphysique, on n'exagérerait à peine en définissant le véritable [*sic*] du mouvement

<sup>56</sup> La question sur l'opportunité ou non de transformer « *Giustizia e Libertà* » en parti politique fut débattue dans les *Quaderni di Giustizia e Libertà*, à compter du sixième numéro, dans la continuité de l'enquête commandée à la fin de 1932. Le sujet a plusieurs fois été abordé dans l'historiographie du mouvement, à commencer par Aldo Garosci, c'est pourquoi nous nous permettons de n'y faire ici qu'une brève allusion.

auquel G.L. s'efforce de donner une vigoureuse impulsion comme une « réforme intellectuelle et morale » du peuple italien. Et ce serait avec le plus grand bonheur que G.L. s'intégrerait dans une action commune qui se proposât d'atteindre un résultat analogue dans notre patrie plus vaste, l'Europe<sup>57</sup>.

Retrouvées dans sa correspondance et ses archives privées, rééditées par Paolo Bagnoli<sup>58</sup>, les notes de Carlo Rosselli sur le sens donné à l'action de l'antifascisme et au futur de l'organisation gielliste peuvent être aisément datées. Rosselli y exprime, dans chacun des deux écrits, ses impressions sur la première série des *Quaderni*, évoquant aussi les circonstances nouvelles de l'affrontement contre le fascisme suite à l'avènement de Hitler outre-Rhin ; c'est donc entre mars et juin 1933 qu'a fort probablement été écrit le premier texte<sup>59</sup>, et sans doute à la même époque ou un peu après qu'a suivi la rédaction du second, composé quant à lui dans un français aléatoire dont le ton enthousiaste ne peut masquer tout à fait la maladresse de l'expression et les imprécisions de sens.

C'est qu'en effet, à travers l'éloge épique de son mouvement, qu'il imagine comme « l'une des avant-gardes de la nouvelle Europe », percent aussi les doutes que font naître ses réflexions du moment, encore à l'état d'inachèvement et déjà exposées à de sérieuses difficultés ; celle d'abord, sans doute la plus importante, de concilier aux buts et aux idées premières de l'antifascisme – la justice et la liberté, le libéralisme et le socialisme –, l'impératif du renouvellement – « s'emparer de la jeunesse italienne » – en adoptant pour cela un langage nouveau qui n'hésite pas à puiser dans les codes et les symboles de l'adversaire – « il nous manque un mythe, ou si vous préférez une idée-force, capable d'entraîner les jeunes » – et dans ses références. Car sa conviction, comme il le confesse deux ans plus tard, de façon plus précise encore, à son compagnon d'évasion Gioacchino Dolci, est que l'antifascisme ne peut être compris par les Italiens qui n'ont connu que le régime de Mussolini, sont isolés du reste du monde et exposés à la propagande fasciste, à moins de recourir à une langue nouvelle. C'est donc que tout, absolument, dans le langage de l'opposition, doit toujours tourner autour d'un avenir européen et d'idéaux assez « grandioses », assez « entraînants » pour les jeunes italiens ; un idéal, répète Rosselli, qui puisse susciter « les mêmes intérêts et les mêmes enthousiasmes » que le *Risorgimento* autrefois et, dans une moindre mesure, la Russie communiste. Une langue où il s'agit aussi et avant toute chose, de faire correspondre les motifs idéologiques du

<sup>57</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 1-13, Rapport manuscrit en français, s. d.

<sup>58</sup> Bagnoli (Paolo), *Una famiglia nella lotta : Carlo, Nello, Amelia e Marion Rosselli : dalle carte dell'archivio dell'Istituto Storico della Resistenza in Toscana*, Florence, Edizioni Polistampa, 2007.

<sup>59</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 1-12, Rapport manuscrit de Carlo Rosselli, s. d.

mouvement « *Giustizia e Libertà* » avec les références culturelles, les manières de sentir et de voir le monde qui sont propres à la jeunesse d'Italie :

[...] il est impossible de se faire comprendre par les nouvelles générations [...] si l'on ne s'efforce pas de traduire dans une langue européenne les termes de nation, de patrie, d'« italianité », etc. Sinon, nous nous contenterons de déterrer le passé, au lieu d'éveiller les consciences<sup>60</sup>.

Ainsi, doit prendre forme, une première ébauche de dialogue – hors des organisations internationales des mouvements socialiste et communiste – entre l'opinion antifasciste italienne et des représentants de l'élite de la pensée européenne, entre la « jeune Italie » et la « jeune Europe » – concepts chers à ce fervent mazzinien qu'est resté Rosselli :

Il est également nécessaire de signifier en Italie, la portée de ce tournant historique ; de relier notre mouvement à d'autres soulèvements européens, de faire comprendre qu'à travers toutes ces défaites et ces sacrifices – et précisément parce que ces défaites sont absolues et totales – nous nous dirigeons vers un nouveau « 1848 européen », le 1848 des classes ouvrières [...] la deuxième série des *Quaderni* devrait s'inspirer de ces hypothèses, pour le moment restées à l'état d'implicite dans nos propositions [...] ; nous devons parler une langue européenne<sup>61</sup>.

Parfaitement conscient, de même, de l'ignorance qui entoure l'action de l'opposition italienne au fascisme, l'idée fixe de Rosselli, née de l'évolution du contexte européen et des réflexions qu'on fait naître la diffusion des six premiers numéros des *Quaderni*, consiste à introduire de nouveaux sujets, de nouvelles valeurs, au nom d'une différence idéologique qui doit pouvoir s'exprimer dans les instruments de propagande de l'antifascisme : à la propagation des idées du fascisme à travers le Vieux continent doit correspondre une « unification morale et politique » analogue de la révolution antifasciste.

Pour des hommes qui n'ont eu de cesse d'alerter sur la réalité illibérale et tyrannique du phénomène fasciste, mais en le faisant par l'action en Italie et donc, le maintien d'une opposition active, il est dur en effet d'avoir à constater que le fascisme affermit ses positions et

<sup>60</sup> « Ma sono convinto che è impossibile farsi intendere non dico alla nuova generazione, ma neppure dalla sua parte migliore, se non si traducono in lingua europea i termini nazione, patria, italianità, ecc. Altrimenti si scava il passato, invece di aiutare il risveglio e la comprensione », dans ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Sezione 11. Nuove acquisizioni, 6, 1-84, Lettre de Carlo Rosselli à Gioacchino Dolci du 26 janvier 1935.

<sup>61</sup> « Bisogna anche in Italia dare il senso di questa svolta storica, collegare il nostro movimento con gli altri moti europei, far comprendere che attraverso tante disfatte e sacrifici, anzi, proprio perché la disfatta è così integrale e generale, ci si avvia verso un nuovo 1848 europeo, il 1848 delle classe lavoratrici. [...] penso che la seconda serie dei Quaderni debba ispirarsi a questi presupposti che sono tutti impliciti nella nostra posizione, ma che sinora, per molte e ottime ragioni, non potemmo rendere espliciti, cioè debba parlare una lingua europea [...] debba presentare il movimento di G.L. come una delle avanguardie della nuova Europa [...]. », dans ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 1-12, Rapport manuscrit de Carlo Rosselli, s. d.



se diffuse, plus vite encore que l'antifascisme. Il est ainsi troublant de les voir débattre, toujours en 1933, de la fonction de leur propagande et de ses terrains d'action les plus propices, l'étranger ou l'Italie<sup>62</sup> ? Pourtant, n'ont-ils pas trouvé, avec une revue comme les *Quaderni*, une nouvelle direction à leur action, leur permettant, d'un côté, de mobiliser concrètement la jeune opposition au fascisme, et de l'autre, de démontrer la vivacité intellectuelle et l'actualité des problématiques qui traversent leurs écrits et leurs réflexions ?<sup>63</sup>

Afin de comprendre l'importance et la centralité acquise par les *Quaderni* à cette époque, il faut rappeler que la diffusion et la légitimation du périodique obéit à deux logiques complémentaires. En premier lieu, la reconnaissance d'un pouvoir symbolique, grâce à la construction d'un réseau de contributeurs, élargi au-delà des strictes limites d'un mouvement politique dont les frontières sont encore très largement mobiles. Ensuite, l'imposition d'une autorité intellectuelle qui, en revendiquant la valeur et l'exceptionnalité de cette « aristocratie de la pensée » pose le rôle essentiel de la revue comme instrument « de rééducation morale et intellectuelle »<sup>64</sup>.

À considérer les quelque quarante contributeurs de la seconde série des *Quaderni* – parmi lesquels on compte huit membres d'autres partis antifascistes, et six hommes politiques ou intellectuels d'origine étrangère –, on s'aperçoit sans mal que la revue constitue, plutôt qu'un groupe, un véritable réseau, apparentant des individus n'ayant aucun type de liens exogènes ni antérieurs, ce qui permet à la fois d'alimenter et d'enrichir le processus d'internationalisation des débats, des idées et des luttes antifascistes, requalifiées par extension d'« antitotalitaires », et d'étendre la circulation de ces thématiques communes à la fois à l'antifascisme italien et aux mouvements progressistes internationaux, à la recherche de solutions « révolutionnaires » pour répondre aux exigences matérielles et spirituelles impliquées par le sentiment contemporain de « crise »<sup>65</sup>.

À compter de la publication de la deuxième série des « Cahiers », l'effort est mis pour faire apparaître plus de signatures étrangères, aux côtés de celles des militants clandestins. Le 17 octobre 1933, Rosselli écrit dans ce sens à Harold Laski, membre influent de la *Fabian*

<sup>62</sup> Nous pensons tout particulièrement ici aux courriers que s'échangent Gaetano Salvemini et Carlo Rosselli, le 22 avril et le 6 mai 1933. Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 162-163.

<sup>63</sup> C'est en tout cas ce que croit fermement Max Ascoli, lequel se félicite, au début de 1934, de renouer avec Rosselli et donc, avec tout le mouvement gielliste qu'il imagine lancé dans un « programme pour déprovincialiser l'antifascisme ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 3-3, Lettre de Max Ascoli à Carlo Rosselli du 1<sup>er</sup> janvier 1934. Et aussi : « Appendice », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 2, mars 1932, p. 75-76.

<sup>64</sup> « La Vita dei Quaderni », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 6, mars 1933, p. 1-4.

<sup>65</sup> « La rivoluzione del XX secolo », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 9, novembre 1933, p. 53-63.

*Society*, nommé depuis sept ans à la chaire de sciences politiques de la *London School of Economics* :

À partir du numéro 7, lui explique-t-il, nous nous sommes efforcés de donner un ton plus européen à la revue, non seulement en nous occupant de l'actualité allemande, française, etc. mais en recherchant des collaborateurs parmi les personnalités étrangères<sup>66</sup>.

Depuis sa création, en effet, le réseau des *Cahiers de Giustizia e Libertà* grandit progressivement, depuis trois principaux centres de croissance : la France et, dans une moindre mesure, l'Allemagne et l'Angleterre. Des liens d'amitié sont noués, dès le début, entre le groupe des *Quaderni* et d'autres périodiques et revues, dont la liste est publiée dans le cinquième numéro<sup>67</sup>. Ainsi, en France, on remarque plusieurs publications proches des tendances socialistes comme la *Vie socialiste*, la *Bataille socialiste*, l'*Étudiant socialiste*, ou l'hebdomadaire communiste *Monde* d'Henri Barbusse, la revue syndicaliste-communiste *La Révolution prolétarienne*, la *Lutte de classe* trotskiste, *La Critique Sociale*, de l'essayiste dissident Boris Souvarine. Le radical-socialisme figurait aussi en bonne part avec *Libre Propos* du philosophe Alain, le mensuel *Notre Temps*, porte-parole de la jeunesse radicale-socialiste. Mais encore, des revues sans identification idéologique bien définie, à l'image d'*Esprit*.

À partir de 1933, afin de poursuivre plus avant dans cette voie d'ouverture et de compagnonnage idéologique, Rosselli, avec Salvemini, commence donc à faire le tour des intellectuels susceptibles de publier un article pour les *Quaderni*, en commençant par ses anciennes connaissances. Mais, la tâche s'avère compliquée. D'abord, les arguments matériels manquent pour convaincre. En échange, Rosselli promet en effet une maigre rétribution financière et renonce à disposer d'un droit d'exclusivité sur les articles. Et puis, surtout, les idées fascistes ont visiblement essaimé et porté leur fruit à l'étranger aussi, comme le montre l'exemple américain, où Salvemini affirme que les « professeurs qui lisent l'Italien sont tous fascistes ou bien lâches »<sup>68</sup>. L'historien songe plutôt à se lier aux émigrés allemands, sans doute mieux à même de partager les préoccupations de leurs homologues latins, comme Heinrich Mann, ou Ernst Kantorowicz, qu'il connaît personnellement<sup>69</sup>. Ni l'un ni l'autre ne répond

<sup>66</sup> « A cominciare dal N. 7, lui explique-t-il, ci siamo sforzati di dare un tono più europeo alla rivista, non solo occupandoci degli avvenimenti tedeschi, francesi, ecc, ma ricercando collaboratori di personalità straniera. ». La lettre de Carlo Rosselli à Harold Laski est citée dans Rosselli (Carlo), *Dall'esilio. Lettere alla moglie 1929-1937*, Casucci (Costanzo, éd.), Florence, Passigli, 1997, p. 156.

<sup>67</sup> « Riviste e giornali pervenuti in cambio », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°5, décembre 1932, p. 94-96.

<sup>68</sup> Lettre de Gaetano Salvemini du 23 février 1933 à Rosselli et Tarchiani, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 158.

<sup>69</sup> Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 198.

cependant à l'appel. Les giellistes n'échouent pourtant pas complètement à se lier avec des intellectuels non italophones : Georges Gurvitch publie, dans le dixième numéro des *Quaderni*, un article anciennement paru dans *l'Homme réel*<sup>70</sup>.

Rosselli, qui fréquentait les réunions du Centre de documentation sociale (CDS), fondé par Célestin Bouglé pour former les normaliens à des postes de fonctionnaires au sein du Bureau international du Travail ou à la Société des Nations, y avait sans doute croisé l'intellectuel franco-russe. Du reste, le chef de « *Giustizia e Libertà* » découvrit avec bonheur le livre majeur de Gurvitch, publié en 1932, *L'idée du droit social*, dont le propos essentiel consistait à promouvoir le développement de la libre association sociale et juridique en opposition aux « organisations étatiques ». Aussi les thèses du sociologue, appliquées par exemple à l'univers du syndicalisme, contredisaient-elles radicalement la vision absolutiste des théoriciens fascistes, comme Alfredo Rocco :

Tout jeune intéressé aux problèmes de la vie contemporaine, disait la présentation en Italien, saisira d'instinct toute la distance qui sépare cette vision, discutable bien entendu, mais qui n'en demeure pas moins infiniment riche et inspirée de la réalité des rapports juridiques, du schéma sans âme d'un Rocco qui, sous la couleur d'une théologie nouvelle, masque une frustrée stratégie conservatrice<sup>71</sup>.

Pour Rosselli, la pensée de Gurvitch indiquait clairement le sens d'une possible réforme intellectuelle au sein du mouvement socialiste et démocratique. Elle incarnait aussi la meilleure réponse à l'idéologie et au modèle du corporatisme italien<sup>72</sup>.

Dans ce même ordre d'idées, dans une lettre de janvier 1933, Salvemini recommandait vivement à Rosselli le nom de Louis Rosenstock-Franck<sup>73</sup>, auteur un an plus tard, dans *Esprit*, d'un essai consacré au corporatisme italien, notamment destiné à décourager les intellectuels et réformateurs français, de penser que le régime de Mussolini ait réellement créé et mis en

<sup>70</sup> Gurvitch (Georges), « I sindacati e l'interesse generale », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 10, février 1934, p. 29-36.

<sup>71</sup> « Qualunque giovane aperto ai problemi della vita contemporanea, disait la présentation adressée au public italien, coglierà d'istinto tutta la distanza che separa questa visione discutibile naturalmente ma infinitamente ricca e articolata della realtà dei rapporti giuridici dallo schema scheletrico di un Rocco che sotto colore di teologia innovatrice nasconde una brutale necessità di difesa conservatrice », dans Gurvitch (Georges), « I sindacati e l'interesse generale », *op. cit.*, p. 29.

<sup>72</sup> « Aucune critique des conceptions corporatives ne peut valoir plus que celle qui lui oppose la vision riche et organique du monde moderne » [« *Nessuna critica delle concezioni corporative può valere più di questa che gli contrappone la visione ricca e organica del mondo moderno* »], dans Gurvitch (Georges), « I sindacati e l'interesse generale », *op. cit.*, p. 29.

<sup>73</sup> Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 16 janvier 1933, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, *op. cit.*, p. 143-145. Louis Rosenstock-Franck, publia un article sur la question du corporatisme fasciste dans un numéro de la revue *Esprit* (1<sup>er</sup> janvier 1934), republié ensuite dans le dixième numéro des *Quaderni*. Voir : Rosenstock-Franck (Louis), « La corporazione nel giudizio di uno straniero », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°10, février 1934, p. 13-16.

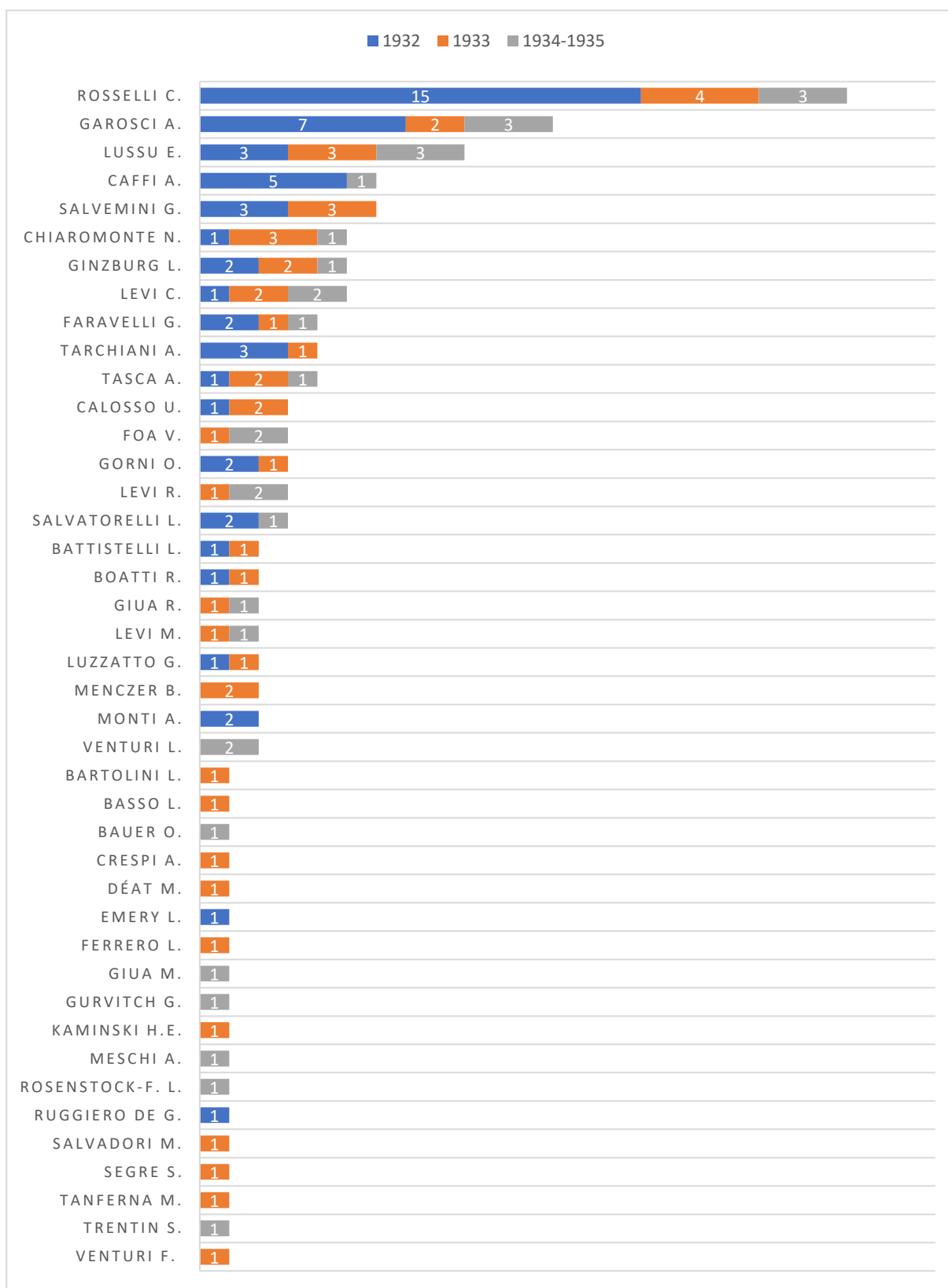
pratique une nouvelle doctrine capable de satisfaire les enjeux posés par la problématique ancienne et réactualisée, dans les années trente, de la réforme de l'État, et de l'équilibre à trouver dans les relations entre la puissance étatique et les défenseurs des droits sociaux des individus, comme les syndicats<sup>74</sup>.

En revanche, si les efforts pour intéresser un plus large lectorat aux problématiques de l'antifascisme italien sont réels, avec l'accent mis sur leur dimension européenne, le faible nombre de contributeurs étrangers (fig. 28) témoigne aussi des limites de cette tentative : on en compte, seulement cinq, dont Gurvitch, Rosenstock-Franck, Kaminski et Déat, déjà présentés plus haut. La dernière de cette courte liste est une exilée politique hongroise, Bela Menczer, une socialiste qui fuit son pays en même temps que l'ancien chef provisoire de la République populaire de Hongrie, Mihály Károlyi, en 1924. Journaliste et écrivaine, elle devient, entre 1926 et 1933, correspondante pour plusieurs journaux socialistes, français et hongrois, notamment depuis Berlin, où elle travaille pour une agence de presse viennoise et collabore au titre du pacifiste Carl von Ossietzky, *Die Weltbühne*<sup>75</sup>.

<sup>74</sup> Voir par exemple : Chatriot (Alain), « Un débat politique incertain : le corporatisme dans la France des années 1930 », dans *Société d'économie et de sciences sociales*, 2013/1, n°157-158, p. 231-244.

<sup>75</sup> Bela Menczer publie deux contributions, dans les numéros 7 et 9 des *Quaderni* : « Lettera di un profugo della Germania a un amico italiano », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°7, juin 1933, p. 20-31 ; « Autria e Germania », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°9, novembre 1933, p. 41-49. Il existe très peu de travaux (en langue française) consacrés à la figure du journaliste Carl von Ossietzky, mais nous pouvons cependant renvoyer le lecteur à la thèse de Patrice Néau : Néau (Patrice), *Carl von Ossietzky : un journaliste allemand de la République de Weimar*, thèse dirigée par Jean-Louis Bandet, université Rennes 2, 1983.

**Figure 28 – Les contributeurs des *Quaderni di Giustizia e Libertà* (1932-1935), en nombre d'articles publiés sur les deux séries de six numéros.**



### *Une presse militante et exigeante difficile à financer*

La construction d'une autorité intellectuelle et d'un pouvoir symbolique de l'antifascisme à travers les *Quaderni* s'appuie, d'autre part, sur une entreprise économique et médiatique cohérente, mais qui atteint très vite ses limites. En effet, si l'organisation éditoriale, de la production à la diffusion de la revue, échappait logiquement, pour ce qui concerne les envois clandestins, aux règles ordinaires du marché du livre et de l'imprimé, celle-ci imposait, à l'étranger, le maintien d'un certain seuil d'abonnements et de ventes au numéro, et reposait donc sur la mise en place d'un véritable réseau de vente et de diffusion à travers les territoires de l'asile antifasciste.

D'après le rapport que rédige Rosselli vers 1933, voici comment se répartissent les tirages de chacun des six premiers numéros. D'abord, 800 exemplaires pour l'envoi clandestin, une bonne part « camouflées » sous de fausses éditions d'écrits philosophiques – certains livres de Benedetto Croce par exemple – ou de la propagande fasciste. Des publications, en tout cas, que des exilés politiques pouvaient se procurer aisément, c'est-à-dire essentiellement des revues à destination de la diaspora italienne, comme *La Patria fascista* ou *Universalità romana*<sup>76</sup>. Du reste, les antifascistes, et désormais les giellistes, se préoccupaient également de la diffusion de leur presse auprès des émigrés. Selon Rosselli, ils avaient ainsi anticipé l'impression de près de 2 000 copies des *Quaderni* pour le marché étranger, dont 700 exemplaires étaient destinés à la revente au numéro. Au total, « *Giustizia e Libertà* » comptait quatre principaux relais de diffusion. En Europe : un en France, à Paris ; le deuxième à Bruxelles, où Lucio Labriola essayait de débusquer d'improbables lecteurs parmi ses connaissances<sup>77</sup>. Et deux autres dans les Amériques, auprès de deux émigrés de longue date, Roberto Bolaffio à New York et Luigi « Libero » Battistelli à Rio de Janeiro<sup>78</sup>.

Lever des fonds, et même plus encore bâtir pour cela une chaîne de transactions économiques pour recueillir les contributions de la communauté des émigrés italiens, tel est bien le problème

<sup>76</sup> Benedetto Croce, *Estetica, teoria e storia* (VI edizione, Bari 1929) ; Benedetto Croce, *Filosofia della pratica. Economia ed etica* (III edizione, Bari 1929) ; Federico Meinecke, *Cosmopolitismo e stato nazionale*, (vol. II, Perugia-Venezia) ; *La patria fascista. Rivista di cultura fascista per gli italiani estero* (X, n° 4) ; *Universalità romana. Rassegna trimestrale di cultura fascista per gli italiani all'estero* (1932 décembre, n° 2) ; *Missioni italiane S. Francesco Saverio* ; *Lo stato corporativo. Orazioni tenute alla Regia accademia di Amsterdam da S. E. Giovanni Gentile, S. E. Francesco Drestano e Guido Manacorda sott. la presidenza del regio console generale comm. Michelangelo Zimolo* (anno XI, Amsterdam). Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 7, 1 à 7.

<sup>77</sup> Lettre de Lucio Labriola à Carlo Rosselli du 24 février 1932, dans ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », I, 64-1.

<sup>78</sup> *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 7, juin 1933.

déterminant pour le maintien d'une action antifasciste. En février 1932, parce que « assurer à “*Giustizia e Libertà*” » une certaine « efficacité financière » leur paraît l'unique moyen de continuer leur activité et de poursuivre la publication des *Quaderni*, Tarchiani, Salvemini et Rosselli, tous trois en tant que membres du comité financier étranger du mouvement, rédigent une déclaration commune pour mobiliser les Italiens à l'étranger et les convaincre de contribuer financièrement à l'effort collectif :

Les hommes de G.L. ont donné leur vie, leur liberté, leurs biens, leur engagement quotidien, avec tous les risques que cela suppose, à la cause commune. [...] Les antifascistes ne ressentiront-ils pas, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'étranger, le devoir de prendre part à la bataille ne serait-ce qu'en permettant à G.L. de disposer de moyens financiers suffisants ? Une organisation aussi complexe et vaste ne peut rester debout et avancer avec les ressources d'un seul ou de quelques-uns : elle a besoin du concours d'une foule de partisans, grands et petits. Jusqu'à aujourd'hui les souscriptions volontaires se sont élevées à quelques centaines de personnes. ELLES DOIVENT DEVENIR DES MILLIERS<sup>79</sup>.

Et, ils rappellent la générosité de la colonie italienne des Amériques, importante numériquement et de laquelle proviennent effectivement l'essentiel des contributions volontaires au mouvement gielliste, de sa fondation au début des années trente :

L'action complexe et multiforme, coûteuse de G.L. demande un effort financier important et continu. Les Italiens à l'étranger, spécialement ceux des deux Amériques, ont jusque-là grandement contribué à cet effort. [...] <sup>80</sup>.

Mais on trouve déjà, dans ce modèle économique qu'adoptent par ailleurs la plupart des titres militants, les habituelles difficultés liées au déséquilibre permanent des comptes, singulièrement pour une revue « théorique » et de débats, dont la conception est sans doute opportune pour pénétrer certains milieux politiques et intellectuels, mais qu'il est plus difficile d'écouler auprès du grand public. Les *Quaderni di Giustizia e Libertà*, trimestriel vendu cinq francs et au prix d'abonnement de vingt-cinq francs l'an, en quatre livraisons annuelles de plus d'une centaine de pages formant au total douze volumes, tendent à incarner l'archétype même

<sup>79</sup> « Gli uomini di G. e L. hanno offerto chi la vita, chi la libertà, chi gli averi, chi l'opera quotidiana, con tutti i suoi rischi, alla causa comune. [...] Non sentiranno gli antifascisti, all'interno e all'estero, il dovere di prendere parte alla battaglia contribuendo almeno ad assicurare a G. e L. una adeguata efficienza finanziaria ? Una organizzazione così complessa ed estesa non può stare in piedi ed avanzare con le risorse di uno o di pochi : ha bisogno del concorso di una folla di sostenitori grandi e piccoli. Fino ad oggi i volontari sottoscrittori sono stati centinaia. DEVONO DIVENTARE MIGLIAIA. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 3-1.3, Lettre de Carlo Rosselli, Gaetano Salvemini et Alberto Tarchiani du 26 février 1932.

<sup>80</sup> *Ibid.* : « L'azione complessa, multiforme, costosa di G. e L. richiede un notevole e continuo sforzo finanziario. Gli italiani all'estero, specie quelli delle Due Americhe, hanno finora grandemente contribuito a questo sforzo. [...] ». ».

d'une revue culturelle, destinée à un public d'élite plutôt qu'un journal pour l'action politique, comme le fait remarquer un indicateur de la police fasciste<sup>81</sup>. Une appréciation partagée par Bolaffio si l'on s'en tient aux commentaires qu'il adresse à Rosselli au début de 1932 :

Vous vouliez savoir si nous pouvions ici vous trouver des abonnés pour les cahiers et s'il était également envisageable de les proposer à la vente au numéro [...]. Nous avons cherché par tous les moyens à [les] diffuser et nous continuerons dans cette démarche, mais nous ne vous promettons pas un grand succès 1) d'abord parce que la masse [des émigrés] est composée en grande partie d'analphabètes inconscients 2) ensuite parce qu'en dehors de l'investissement individuel de quelques amis, nous ne disposons pas de moyens de propagande ni de réclame publicitaire<sup>82</sup>.

Roberto Bolaffio n'était pourtant pas un homme politique. Il s'y connaissait beaucoup moins en matière de propagande et de militantisme que le professeur Salvemini, qu'il côtoiera longuement après l'installation définitive de celui-ci aux États-Unis. Ingénieur, il portait des convictions libérales, les grands idéaux de l'époque du *Risorgimento*, mais n'appartenait à aucun parti. Exilé aux États-Unis moins d'un an seulement après la marche sur Rome, il avait donc été séduit par le caractère apartisan de « *Giustizia e Libertà* », comme cela s'en ressent dans ses courriers et ses écrits. Il comprend cependant que le mouvement ne peut uniquement reposer sur l'action d'une poignée d'activistes, tant dans l'exil qu'en Italie. Les giellistes doivent, eux aussi, s'organiser, faire reconnaître leurs idées et leur programme parmi les colonies de l'émigration italienne, que ce soit en Europe, dans les Amériques, ou en Afrique du Nord. Du reste, l'activité du mouvement auprès de cette population doit mieux être connue. Au début de l'année 1932, Bolaffio prépare donc un texte pour la revue gielliste afin de présenter aux lecteurs la fédération américaine de « *Giustizia e Libertà* », ses différents groupes et ses missions<sup>83</sup>. L'article paraît seulement en mars 1933, dans le sixième numéro des *Quaderni*, avec une introduction qui en dit assez long sur les réflexions entamées à ce moment par les dirigeants du mouvement. On y lit en effet, que les antifascistes ont eu tort de penser qu'il était possible de « créer une organisation révolutionnaire en Italie », en faisant mine de refuser d'intéresser « la masse des émigrés politiques et non politiques » à la lutte. Il s'agit aussi pour les giellistes de faire taire les rumeurs qui circulent sur leur compte. Celles en particulier d'être

<sup>81</sup> « Si tratta in ogni modo di una rivista culturale per gente al disopra della media e non di pubblicazioni di battaglia. ». Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 120, Rapport daté du mois d'août 1932.

<sup>82</sup> « Mi chiedeva se potevamo procurare degli abbonati ai quaderni e se si potesse metterne in vendita [...] Abbiamo cercato sempre di diffondere i quaderni e cercheremo di farlo anche nel futuro, ma non ci ripromettiamo molto successo 1) perché la massa è composta in grandissima proporzione di analfabeti inconscienti 2) perché all'infuori dell'opera individuale degli amici non disponiamo di mezzi organizzati di propaganda e di reclame [...]. ». Voir : ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio à Carlo Rosselli du 15 janvier 1932.

<sup>83</sup> ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio à Carlo Rosselli du 15 janvier 1932.



éloignés du peuple, des bourgeois dont l'action dépendrait seulement de donations mirifiques réalisées par quelques membres extrêmement fortunés. Non, le mouvement dispose de plusieurs sources de revenus. Il existe, bien sûr, ces « souscriptions individuelles » mais, celles-ci sont « quasiment toujours faibles » assure-t-on. Les giellistes bénéficieraient surtout, selon cet article, des contributions de diverses organisations ouvrières, sans plus de précisions ; des quelques ressources que les groupes dans la clandestinité amassent difficilement ; enfin, des collectes des groupes étrangers, « et spécialement de ceux », les plus actifs, « en Amérique du Nord »<sup>84</sup>.

C'est là, en effet, que prend forme un premier réseau de militants giellistes agissant auprès des masses émigrées. Dès 1931. Donc, bien avant l'éclatement de la Concentration, qui libérera tout à fait les giellistes du pacte les liant aux socialistes, et de la promesse de *n'être qu'un* mouvement clandestin, dont le champ d'intervention se limiterait à l'action en Italie.

<sup>84</sup> « L'attività dei Gruppi di "G. e L." all'estero », Quaderni di Giustizia e Libertà, n° 6, mars 1933, p. 75-79.

## CHAPITRE X

# De la revue d'idées au journal de masse : l'information, outil de mobilisation

Les concepts d'élitisme révolutionnaire et d'avant-gardisme associés à « *Giustizia e Libertà* », son isolement à l'étranger et la désagrégation de son groupe le plus actif et le plus important pour l'introduction du matériel de propagande dans la Péninsule, explique qu'on ait habituellement fait davantage honneur aux socialistes et aux communistes de l'effort pour encadrer les masses et pénétrer, par divers canaux – y compris celui des organisations fascistes – la société italienne. Pourtant dès les années 1932-1933 sont apparus les premiers essais dans les publications du mouvement gielliste pour examiner les ressorts du consensus autour du fascisme, pour en tirer également les leçons concernant la réforme de l'antifascisme et le renouveau de son action d'influence et de propagande.

Le renouveau des idées, des formules ainsi que des programmes d'action est d'ailleurs une tendance lourde dans ces années, qui concernent l'ensemble de l'antifascisme et pas uniquement « *Giustizia e Libertà* » ; accélérée davantage qu'initiée par la dissolution de la Concentration d'action antifasciste. Dans la foulée de cette scission, giellistes d'un côté<sup>1</sup>, socialistes et communistes de l'autre, lancent plusieurs appels pour rassembler sur une base nouvelle toute l'opposition et organiser, à cette fin, « l'unité d'action » tant espérée contre le fascisme. Une proposition qui fait donc l'unanimité des antifascistes, mais qui ressemble encore à un vœu pieux. Est-ce parce que l'extrême imprécision du projet et les termes choisis pour le désigner butent au final sur la définition du contenu et les fins de cette unité, de même que le sens d'une action psychologique auprès des masses italiennes ? Ou bien est-ce de façon plus prosaïque en raison de la volonté des uns et des autres d'assumer la direction et le sens de cette union ? L'année 1934, marquée par la recomposition de l'antifascisme politique, va faire rejaillir ces questions sur l'action de l'antifascisme, puisque la dissolution de la Concentration

<sup>1</sup> « La fine della Concentrazione » et « Proposta di unificazione », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 11, juin 1934.

est l'occasion pour les cadres de « *Giustizia e Libertà* » d'élire un nouveau mode d'intervention dans l'espace public, avec l'hebdomadaire de masse.

### La presse, un mode d'intervention finalement privilégié

Quand, au printemps 1934, la Concentration d'action antifasciste se sépare, toute l'œuvre de propagande et d'action de l'antifascisme démocratique tient pour l'essentiel en une multiplicité de campagnes de sensibilisation de l'opinion et des milieux politiques étrangers – particulièrement français<sup>2</sup> – et la publication d'un hebdomadaire populaire, dont la diffusion est estimée à près de 20 000 exemplaires chaque semaine<sup>3</sup> ; à quoi il faut ajouter l'envoi de journaux, et de tracts *via* les groupes fixés aux zones limitrophes avec l'Italie et le réseau clandestin de « *Giustizia e Libertà* ». Mais dans la Péninsule, comme on l'a aperçu à Turin, les rares initiatives spontanées nées au gré des contextes locaux, l'ont été à l'exclusion de toute référence à une décision venue de l'étranger et des *fuorusciti*. À cette autonomie revendiquée de l'antifascisme clandestin le comité extérieur de « *Giustizia e Libertà* » se montre fortement sensible comme l'illustrent la publication des *Quaderni* puis, dans les derniers jours de l'hiver 1933-1934, un *Journal des ouvriers*, que l'on présente comme « la première tentative de libre collaboration entre certains giellistes et quelques ouvriers [...] afin de les associer [à l'antifascisme] en respectant leur position d'indépendance, et leur présenter la nôtre »<sup>4</sup>. L'initiative, inaboutie et en partie<sup>5</sup> à l'origine de l'implosion du rassemblement interpartisan né en 1926, mais depuis longtemps affaibli par les divisions et la méfiance suscitée autour des

<sup>2</sup> Santi Fedele est par exemple revenu sur l'échec de la Concentration antifasciste à former des sections hors des frontières françaises, en Angleterre, en Allemagne mais aussi en Yougoslavie. Fedele (Santi), *Storia della Concentrazione antifascista 1926-1934*, *op. cit.*, p. 50-51 et 126. Voir également : Guillen (Pierre), « Le rôle politique de l'immigration italienne en France dans l'entre-deux-guerres », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, *op. cit.*, p. 329.

<sup>3</sup> AN, F7, 13 252, Rapport du ministre des Affaires étrangères de février 1932. Voir aussi : Tobia (Bruno), « La stampa della Concentrazione d'azione antifascista (1927-1934) : struttura, diffusione e tematiche », *Italia contemporanea*, 1981, fasc. 144.

<sup>4</sup> « È il risultato di un primo provvisorio tentativo di libera collaborazione tra alcuni di noi ed alcuni elementi operai indipendenti desiderosi di lavorare su una posizione non immediatamente impegnativa. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 2-18, Lettre au comité exécutif de la *Confederazione generale del lavoro* du 15 mars 1934. Un seul numéro du journal fut publié, mais non diffusé car séquestré par la police à Ponte Tresa. Sur cet épisode, en particulier : Zucaro (Domenico, éd.), *Lettere all'OVRA di Pitigrilli*, Florence, Parenti, 1961, p. 60-62.

<sup>5</sup> Sur cet aspect de l'histoire de la Concentration antifasciste et des oppositions entre le parti socialiste et le mouvement gielliste, nous nous permettons de renvoyer au travail de Santi Fedele ainsi qu'au recueil d'archives documentant cette période, édité par Domenico Zucaro : Fedele (Santi), *Storia della Concentrazione antifascista 1927-1934*, *op. cit.*, p. 155 *sqq* ; Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, *op. cit.*

giellistes, a cependant le mérite de prouver les faiblesses et les incohérences de l'antifascisme démocratique. Dans sa réponse à « *Giustizia e Libertà* » le comité directeur de la confédération générale du travail confesse :

Certains critiquent nos journaux pour leur ton un peu trop « syndicaliste » et trop peu exaltant ; d'autres disent au contraire que le vôtre est exagérément utopiste [...] Mais nous ne donnons raison à personne, et faisons seulement ce que la modestie de nos moyens nous permet de faire ; comme il en est ainsi pour vous aussi. Ce que nous constatons seulement c'est que nous tous, vous comme nous, sommes toujours à la recherche du type de propagande [...] qui peut mettre en mouvement les masses ; la chose devrait inciter chacun à beaucoup d'humilité et à autant de prudence dans la critique de nos actions réciproques<sup>6</sup>.

Comme il apparaît dans cet échange de lettres, les « masses » italiennes n'ont donc pas été seulement le domaine d'expression de l'enthousiasme fabriqué par le fascisme, mais aussi la matière sur laquelle « *Giustizia e Libertà* » a, lui aussi, assidûment travaillé. De fait, au printemps 1934, deux semaines seulement après que le dernier numéro de *La Libertà* soit sorti des presses du 17, rue de la Pérouse dans le XVI<sup>ème</sup> arrondissement parisien, les « ouvriers syndiqués » de l'Imprimerie du Centaure exécutent, dans l'urgence<sup>7</sup>, l'impression de *Giustizia e Libertà*. Pourquoi les giellistes s'engagent-ils dans un genre rhétorique qui jusqu'alors n'était pas le cœur de leur action bien qu'il n'en soit jamais tout à fait absent, à savoir le journalisme militant à travers la publication d'un grand périodique adressé tout à la fois aux communautés émigrées, à l'opinion internationale, et toujours envoyé clandestinement en Italie ? Ce simple fait mérite que l'on s'y intéresse, car, loin d'être anodin, il montre au contraire que le mot d'antifascisme, qui nourrit alors la réflexion des auteurs des *Quaderni*, renvoie idéalement à la tentative intellectuelle « d'élargir les horizons », mais, aussi et surtout, son public. Aussi l'action propagandiste de « *Giustizia e Libertà* » chercherait-elle, de façon concrète, et bien que pour le moment sur un mode encore performatif, à envisager une « masse » d'individus qui se veut « antifasciste » et donc à accorder à cette idée une dimension moins élitiste que celle impliquée, dans un premier temps, par l'action clandestine puis l'édition d'une revue théorique et culturelle.

<sup>6</sup> « Qualcuno dice che la nostra stampa è troppo sindacale e poco vibrante ; qualche altro dice che la vostra è utopistica [...]. Ma noi non diamo ragione né agli uni né agli altri, e facciamo quello che i nostri modesti mezzi ci consentono, come fate voi. Constatiamo soltanto che noi e voi siamo ancora alla ricerca del tipo di propaganda [...] che riesca a scuotere le masse : il che dovrebbe consigliare tutti a molta modestia e ad altrettanta prudenza nel giudicare l'attività altrui [...]. ». Voir : ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « *Giustizia e Libertà* », 2-19, Lettre de la Confédération générale du travail signée par Felice Quaglino et Giuseppe Sardelli du 21 mars 1934.

<sup>7</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Amelia Rosselli du 14 mai 1934, dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli, op. cit.*, p. 571-572.

***Le journal comme moyen de rassemblement et d'organisation des émigrés italiens : l'exemple du bulletin mensuel Risorgere !***

Avant de s'intéresser aux différents événements du printemps 1934, dans la foulée de la dissolution de la Concentration, revenons quelques années plus tôt, lorsque « *Giustizia e Libertà* » implante progressivement plusieurs groupes de sympathisants, en Amérique du Nord. Dès janvier 1930, le consulat d'Italie de New York atteste l'existence d'un comité gielliste, à Hoboken, dans l'État du New Jersey<sup>8</sup>. D'après les échanges de correspondances entre la tête du mouvement gielliste, à Paris, et les représentants de ces premiers groupes nord-américains, la formation et le développement d'un réseau de fidèles, pour le rassemblement de la communauté italophone, débiterait plus certainement vers 1931. L'épicentre de la diffusion du giellisme aux États-Unis est bien, cependant, la ville d'Hoboken, où la présence italienne remonterait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>.

À bien y regarder, l'essor de « *Giustizia e Libertà* » dans le New Jersey est en fait provoqué par une scission au sein de la section du PSI. En 1921, le socialiste Giuseppe Ramieri, originaire de Molfetta, fonda à Hoboken, avec cinq autres membres de la section socialiste, le premier comité de secours du continent américain, pour venir en aide aux victimes du fascisme<sup>10</sup>. D'autres associations communautaires furent ensuite créées, toujours dans le giron de la section socialiste. En juin 1931, par exemple, le cercle sportif et éducatif « *Aurora* » vit le jour comptant, parmi ses responsables, un certain Saverio De Gennaro. Celui-ci n'était alors pas insensible à l'activité du mouvement gielliste créé à Paris, deux ans plus tôt. Le 31 juillet en effet, les dirigeants socialistes et giellistes officialisaient la conclusion d'un pacte « d'unité d'action ». Or, à cette époque, un petit comité formé autour de Roberto Bolaffio, s'organisait, faisant résonner, dans le New Jersey et alentour, le nom du nouveau mouvement, grâce au matériel de propagande que lui envoyait Francesco Fausto Nitti, responsable des groupes giellistes « en province »<sup>11</sup>.

Grâce à la vente de ces publications – pour l'essentiel, des tracts, des livres comme le compte-rendu du procès De Rosa, des timbres à l'effigie du mouvement – et de quelques bons

<sup>8</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, fasc. Mouvement « *Giustizia e Libertà* » aux États-Unis.

<sup>9</sup> Audenino (Patrizia), « Chaînes migratoires régionales et communautés ethniques : l'émigration lombarde », dans dans Blanc-Chaléard (Marie-Claude, dir.), Bechelloni (Antonio, dir.), Deschamps (Bénédicte, dir.), Dreyfus (Michel, dir.), Vial (Éric, dir.), *Les Petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 137-150.

<sup>10</sup> Ramieri (Giuseppe), « In merito ad una lettera dell'ingegnere Bolaffio di *Giustizia e Libertà* », *Stampa Libera*, 27 juillet 1932.

<sup>11</sup> ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Francesco Fausto Nitti à Roberto Bolaffio du 27 août 1931.

de souscription, le comité gielliste parvint à recueillir, bon an mal an, de modestes sommes d'argent que Bolaffio se chargeait ensuite d'envoyer à Paris. Cette activité créatrice de dons pour l'antifascisme représentait aussi une concurrence nouvelle, qui ne laissa pas indifférents les socialistes. Notamment Ramieri, lequel avait de surcroît engagé un procès coûteux contre une société d'entraide apolitique, l'*Unione Progressiva fra i Molfetessi di Hoboken*, dont il avait été exclu<sup>12</sup>. Ne disposant pas des moyens suffisants pour se payer les services d'un avocat, il organisa une collecte parmi ses connaissances, dont De Gennaro, en promettant qu'il rembourserait les sommes du prêt ainsi engagé, en plus d'une partie des indemnités qu'il escomptait obtenir à l'issue du procès. De Gennaro refusa de mêler le nom du groupe gielliste à cette affaire personnelle, comme il refusa aussi, à une autre occasion, d'employer la somme d'argent collectée lors d'une fête estivale pour financer la campagne électorale du parti socialiste aux États-Unis<sup>13</sup>. L'inimitié entre les deux hommes grandit, à tel point que le 26 septembre 1931, les dirigeants de l'« *Aurora* », parmi lesquels De Gennaro, décidèrent unanimement de dissoudre l'association et de verser au comité gielliste l'argent inutilisée de la trésorerie. Cette décision provoqua la colère de Ramieri qui, en retour, fit voter l'expulsion de De Gennaro de la section socialiste, arguant notamment de l'ambiguïté que provoquait sa soi-disant double appartenance, au socialisme et au giellisme.

De fait, à Paris, les dirigeants de « *Giustizia e Libertà* » songeaient à organiser les différents groupes américains en fédération autonome, afin d'imposer une direction centralisée, assurer un meilleur contrôle sur leur activité et ainsi de garantir la traçabilité des dons et des souscriptions collectées parmi les migrants d'origine italienne<sup>14</sup>. Entre 1931 et 1932, d'autres comités furent ainsi organisés en vue de leur rattachement dans un ensemble fédératif, à New York, dans les quartiers de Greenwich Village et du Bronx, à Paterson, à Philadelphie, à New Rochelle et à Washington<sup>15</sup>.

Pour raffermir la solidarité interne aux formations de la côte Est américaine, les giellistes éditèrent aussi, à partir de l'automne 1931, un bulletin mensuel de quatre pages. Gaetano Salvemini fut le premier à attirer l'attention de Rosselli et Tarchiani sur l'importance pour

<sup>12</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « *Giustizia e Libertà* », 14-26, f) Extrait de journal daté du 23 novembre 1932 : « La vertenza legale Ramieri e L'Unione progressiva fra i Molfetessi di Hoboken, N. J. ».

<sup>13</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « *Giustizia e Libertà* », 14-26, Lettre de Roberto Bolaffio à Alberto Tarchiani, s. d.

<sup>14</sup> ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettres de Alberto Tarchiani à Roberto Bolaffio du 6 octobre 1931 et du 9 février 1932.

<sup>15</sup> ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettres de Roberto Bolaffio à Alberto Tarchiani du 2 mars 1932, du 4 mars 1932 et du 11 juin 1932.

l'émigration de disposer d'un journal afin de rendre visible l'action des émigrés et manifester plus concrètement encore l'utilité de leur activité. Pour encourager leur participation et diversifier les sources de financement du mouvement, les groupes recouraient en effet à une multitude d'activités annexes, comme les conférences payantes, les fêtes ou les banquets, bref à tous ces événements qui offraient prétextes à souscription.

Cependant, une revue telle que les *Quaderni* ne pouvait répondre aux exigences et aux attentes des migrants italiens, marqués par la crise, le chômage de masse, et que n'épargnaient pas non plus les accusations xénophobes<sup>16</sup>. Le problème principal pour séduire cette nouvelle cible de lecteurs était bien sûr le prix : il fallait permettre à ce public populaire d'accéder à des titres bon marché. Vendu cinq cents au numéro et au prix d'un dollar pour un abonnement annuel, le bulletin *Risorgere !* (fig. 29) satisfait parfaitement à cette condition.

<sup>16</sup> ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio à Alberto Tarchiani du 28 avril 1932.



*Risorgete!*

**Bollettino Mensile dei Gruppi di "Giustizia e Libertà"**

Anno I. - Numero I. NEW YORK, N. Y., 10 OTTOBRE 1931. 5c. la Copia

## Che cos'è "Giustizia e Libertà"

"Giustizia e Libertà" è un movimento rivoluzionario. Sin dal suo sorgere è stato un Movimento d'azione. E' stato e vuole continuare ad essere un movimento unitario d'azione. Vuole, cioè, unire in una sola organizzazione tutti gli antifascisti capaci di battersi, che finora sono stati sparpagliati e divisi.

Gli antifascisti monarchici, poiché ve ne sono ancora, sperano che il fascismo sarà abbattuto dal re, in via subordinata dal principe e, in via ancora più subordinata, dal figlio del principe.

Gli antifascisti cattolici, oltre alle speranze del re, hanno fiducia in questo papa e, in via subordinata, nel suo successore.

Gli antifascisti socialisti, e sono i più numerosi, aspettano che il re, il principe, il papa, il figlio del re, il papa e il successore del papa, i socialisti, gli anarchici, i liberali, i radicali, gli italiani in generale, i fascisti ed antifascisti. Agli antifascisti apparterrebbero solo loro e solo loro sarebbero in grado di rovesciare il fascismo.

Tutte queste aspirazioni son rispettabilissime. Il fascismo ne è soddisfatto e procede tranquillo.

"Giustizia e Libertà" non ha fiducia che nell'azione e ad essa convoca tutti i migliori, senza esclusivismi politici. Crede alla violenza di una minoranza organizzata che preparerà la riscossa e guiderà la massa nella rivoluzione. La rivoluzione deve abbattere e sommergere tutto il regime, dare all'Italia repubblica, libertà e l'avviamento ad un assetto sociale rispondente alle esigenze del paese. Dopo di che "Giustizia e Libertà" avrà esaurito il suo compito; ciascuno sceglierà la sua strada e i partiti riprenderanno il libero corso della lotta politica.

"Giustizia e Libertà" è un movimento autonomo che non ha mai dipeso, che non dipende, che non dipenderà mai da partiti e da raggruppamenti politici. Ma quanti vi aderiscono trovano nelle sue direttive la garanzia del rispetto della loro particolare fede politica. Poiché "Giustizia e Libertà" non è che un movimento prevalentemente socialista-democratico con pregiudiziale repubblicana.

Ma allora — dice il sofista — voi siete contro i partiti?

"Giustizia e Libertà" non è contro i partiti. Non solo; riconosce l'utilità della loro funzione. Molti dei suoi aderenti ne fanno parte. Ma afferma che nessun partito in Italia ha oggi l'autorità sufficiente per lanciare nel suo nome, l'appello alla lotta. A ciò si aggiunge che l'attezzamento dei partiti non è adatto per un'azione clandestina, illegale, cospirativa e insurrezionale. La situazione presente impone sistemi e mezzi adeguati, ben differenti da quelli che erano richiesti dalla normale lotta politica. "Giustizia e Libertà" è un'organizzazione illegale, in costante rivolta contro la legge.

**"GIUSTIZIA E LIBERTÀ" È IN ITALIA E NON ALL'ESTERO. ALL'ESTERO HA SOLO UNA RISTRETTA E SELEZIONATA ORGANIZZAZIONE DI UOMINI E GRUPPI NECESSARI PER COOPERARE ALLA LOTTA IN ITALIA."**

Ma — dice un altro — io sono più a "sinistra".

La frase è altrettanto sciocca quanto quest'altra: "Io sono più bello." Noi non siamo legati al capitalismo-industriale, bancario e agrario più di quanto siano legati i protestanti al papa. "Giustizia e Libertà" è un mo-

## Cominciando Il nostro Antifascismo

I Gruppi di "Giustizia e Libertà" nel comizio del 13 settembre u. s., si sono consolidati; hanno preso una forma e tracciata una tattica di lotta. Il compito sarà preciso: raccogliere fondi in America fra tutti gli antifascisti per minare il fascismo alle basi in Italia. Ogni soldo raccolto verrà devoluto alla propaganda antifascista in Italia.

Sfatata la leggenda del terrore fascista. Comprendere e far comprendere che ormai il fascismo è un mostro ammalato; minato all'interno, odiato da tutti gli Italiani all'estero, disprezzato da un continente all'altro.

Evitare con tutti i Partiti d'azione antifascista le polemiche.

Questo, all'infuori d'ogni influenza di partito, sarà il nostro programma, che manterremo fino alla caduta del fascismo.

**UN COMBATTENTE DI "G. L."**



"Le idee valgono poco se non si è pronti a difenderle con l'azione."

Prof. ERNESTO ROSSI  
condannato a 20 anni dal Tribunale Speciale

La nostra lotta sarà dura: abbiamo contro di noi uno Stato armato, che si serve di tutti i mezzi per fiaccarci. Noi non c'illudiamo, accettiamo la lotta impari con tutti i sacrifici che ci porterà. L'accettiamo con la certezza che noi rappresentiamo il diritto e le aspirazioni della grande maggioranza degli Italiani.

L'accettiamo in nome di tutte le democrazie, di tutte le libertà civili; per la dignità d'un Popolo, per il giusto trionfo della classe lavoratrice contro il fascismo, contro la monarchia, contro il clericalismo.

Questo foglio, intanto ha ragione di sorgere in quanto esso si propone di spronare, creare, coordinare questo esercito di prima linea dell'antifascismo emigrato.

Non polemizzeremo con chicchessia non saremo in concorrenza con nessuno; il fascismo è una cosa seria ed è un nemico che può essere combattuto dalle diverse trincee, purché le nostre armi siano puntate contro il comune nemico. Contro il fascismo vi è campo per tutti, a seconda la propria educazione ed i propri principi, avveduto come nostra meta l'abbattimento del fascismo per indi riprendere ognuno la propria libertà d'azione in una Italia libera, degli Italiani e per gli Italiani.

NOI

Il Comitato Centrale  
28 Settembre 1931.

Figure 29 – Exempleaire du 10 octobre 1931 de *Risorgete !*, le bulletin mensuel des groupes de « *Giustizia e Libertà* » aux États-Unis<sup>17</sup>.

<sup>17</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 4.1.



Instrument de mobilisation, le bulletin mensuel des groupes giellistes de la fédération américaine reflète évidemment la ligne programmatique du mouvement dont il n'est qu'un porte-parole supplémentaire ; mais il faut encore convaincre un lectorat exigeant : Salvemini s'en fait le témoin<sup>18</sup> et l'exemple. La notoriété de l'historien, ses talents d'orateur et son investissement personnel pour former des groupes et mobiliser des dons en faveur du mouvement en font un personnage central de « *Giustizia e Libertà* » dans l'exil américain. Tous ne possédaient pas les éminentes qualités que lui reconnaissait Roberto Bolaffio<sup>19</sup>. L'enthousiasme, les compétences et la conviction d'un seul homme pouvaient toutefois difficilement suppléer à une organisation insuffisante, comme le fait savoir ce dernier :

[Il nous faut] un franciscain qui accepte de lutter, travailler, subir des choses désagréables et tout ça pour une rémunération ridicule [...]. Aucun parmi les membres de G.L. ici ne sait s'exprimer en public. Plusieurs parmi nous savent prononcer un petit discours d'une demi-heure, mais ils ne sont pas de bons orateurs. Personne non plus n'est connu, n'a une certaine autorité et surtout personne n'a la disponibilité et les moyens de dédier tout son temps au travail de la propagande et de l'organisation<sup>20</sup>.

La fédération américaine de « *Giustizia e Libertà* » doit donc s'en remettre à Paris pour pallier l'insuffisante préparation des hommes en charge d'animer le bulletin de la fédération américaine :

Le journal est à chaque numéro plus terne et moins convaincant. C'est inutile, nous ne sommes pas journalistes [...] Ne pouvant les convaincre de l'utilité ou de la publicité gratuite que nous leur donnons, nos amis ne pensent pas à nous aider. Aussi je vous prie de bien vouloir nous envoyer un peu de matériel, des ébauches d'article, etc<sup>21</sup>.

Du reste, il ne semble pas évident qu'à l'élaboration d'une structure fédérative et de rapports de hiérarchie et de discipline toujours plus complexes ait véritablement correspondu sur le terrain une organisation adéquate, satisfaisant les attentes du comité directeur parisien. L'unité

<sup>18</sup> « Le journal est indispensable si l'on veut renforcer le lien entre nos amis [...] ils y tiennent ; et même ils se montrent exigeants quant à la qualité des intervenants et réclament des articles... signés de noms illustres ! » [« *Il giornale è indispensabile, se si vuole tenere insieme gli amici. [...] ci tengono ; anzi sono esigenti in quanto a collaborazione e vogliono articoli... firmati con grossi nomi !* »]. Voir : Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 23 décembre 1932, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 137-139.

<sup>19</sup> ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio à Alberto Tarchiani du 13 mai 1933.

<sup>20</sup> « Un francescano che si adattasse a lottare, lavorare, subirsi dispiaceri per una piccolissima retribuzione [...]. Nessuno fra i membri di G.L. qui sa parlare. Diversi individui fra noi sanno fare il discoretto di mezz'ora ma non sanno parlare bene. Nessuno ha un nome, una certa autorità e soprattutto nessuno di noi ha la possibilità materiale di dedicare tutto il proprio tempo al lavoro di propaganda e di organizzazione [...]. ». Voir : ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio à Alberto Tarchiani du 29 mars 1933.

<sup>21</sup> « Il bollettino riesce sempre più scialbo. È inutile non siamo dei giornalisti. [...] Mancando così sia l'utile che la reclam gratis gli amici nostri non pensano aiutarci. Perciò la prego di voler inviarmi qualche pò di materiale, bozze di stampa dei quaderni, ecc. ». Voir : ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio à Alberto Tarchiani du 5 juin 1932.

antifasciste reste encore, à bien des égards, une promesse plutôt qu'un fait concret ; une fédération directement placée sous l'autorité du mouvement « *Giustizia e Libertà* » ne pouvait donc, seule, construire le rassemblement de tous les groupes d'exilés, aux appartenances politiques diverses, mais encore plus jaloux de leur pouvoir et de leur autorité. Sans doute un peu excessif, Bolaffio a ainsi expliqué pourquoi il valait encore mieux préférer l'entre-soi à toute tentative d'élargissement :

Je dois dire qu'ici il n'existe absolument aucun mouvement ou parti d'aucune sorte. Il y a des petits groupes, plus ou moins insignifiants, composés quasi exclusivement de quelques individus qui s'autoproclament « leaders ». La masse, elle, ne suit plus personne [...]. J'ai été membre de la LIDU pendant plusieurs années. On n'y faisait rien qu'organiser des réunions, se disputer et dresser des ordres du jour. Alors qu'en restant entre nous, sûrs les uns les autres, on réussit à faire parvenir un peu d'argent à Paris et à envoyer un peu de matériel imprimé en Italie. Nous sommes peu, très peu, mais nous sommes au moins certains que si, pour élargir nos rangs, nous nous mettons avec des éléments peu sûrs, alors on perd notre temps dans des discussions interminables. Notre programme était pourtant simple : argent et presse. Aucune polémique<sup>22</sup>.

En fait, aucune discipline « supérieure », aucun appel à la responsabilité et aux « nobles devoirs » de l'antifascisme ne peut résoudre les désaccords et les mésententes qui ne manquent pas de naître du conflit entre l'autonomie de chaque groupe, l'ambition d'unité et le renforcement du caractère politique et idéologique (de même que l'affirmation d'une ligne programmatique contradictoire de celle des socialistes) de « *Giustizia e Libertà* » au sein de la Concentration antifasciste. Fin 1932, c'est par exemple le contrôle du quotidien antifasciste *La Stampa Libera* qui est revient perturbé la fragile harmonie entre les exilés politiques. Fondé à New York en 1931, ce journal rassemblait un groupe de sympathisants de « *Giustizia e Libertà* », dont Francesco Forges et De Gennaro, des membres de l'*Unione progressiva* et des socialistes comme Ramieri. La cohabitation entre tous ces groupes est toutefois si difficile – chacun cherchant à « faire de l'argent » au nom de tous, mais afin de « le garder pour soi »,

<sup>22</sup> « Debbo dirle che qui non esiste assolutamente nessun movimento, nessun partito di qualsiasi nome. Vi sono piccoli gruppi, più o meno insignificanti, composti quasi esclusivamente di pochi che si autodefiniscono "leaders". La massa non segue più nessuno [...]. Io sono stato nella LIDU per vari anni. Non si combinavano che chiacchiere, baruffe ed ordine del giorno. Invece essendo fra pochi amici sicuri si riesce a mandare qualche soldo a Parigi ed a spedire un pò di stampa in Italia. Siamo pochi, pochissimi, ma siamo sicuri che se per allargare le file ci mettiamo con elementi poco sicuri tutto il tempo se ne va per discutere con costoro. Il nostro programma era semplice : denaro e stampa. ». Voir : ISRT, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio s. d.

comme le résume Salvemini<sup>23</sup> le 29 novembre 1932 – que Bolaffio menace la direction parisienne de se retirer et de démissionner de sa fonction au sein de la fédération<sup>24</sup>.

Cependant, dans les documents du comité gielliste de Paris, la volonté d'unité demeure un principe cardinal de leur antifascisme, mais il faut encore agiter la figure honnie du fascisme pour ranimer un esprit de concorde et le sens du devoir chez les militants :

Le fascisme, au moyen d'artifices plus subtils les uns que les autres essaie de nous désunir. Par tous les moyens, il cherche à semer la zizanie parmi nos groupes. [...] Aussi et au risque de sacrifier un peu de notre orgueil, nous devons résister à toutes ces tentations et présenter un front toujours plus uni face à l'offensive organisée depuis Rome par le ministère de l'Intérieur. [...] Montrez que G.L. ne se fissure pas, que tous ses hommes se trouvent à leur poste, en première ligne comme toujours, et qu'on ne peut les éliminer à moins de les tuer comme Matteotti et [Giovanni] Amendola [...]<sup>25</sup>.

Reste que, dans les faits, la concurrence entre les divers « antifascismes », la tentation aussi chez certains dirigeants de « faire carrière » pour son propre compte, d'instrumentaliser la cause à des fins de notoriété ou d'enrichissement, bref, tous les aspects prosaïques et très peu honorables que recouvraient aussi l'engagement dans l'antifascisme, contrastaient avec l'idéal moral construit et véhiculé par les giellistes. Et dans lequel, certains croyaient sincèrement, à l'image de Bolaffio qui écrit ces lignes à Salvemini, le 28 juillet 1933, traumatisé par la mort d'un sympathisant antifasciste, en marge d'un rassemblement des *fasci* :

Notre défaut fondamental à tous est de nous croire plus importants que nous ne sommes, de ne pas avoir un brin de modestie, de ne pas avoir conscience de notre propre misère, de l'insignifiance de tous ces petits regroupements impuissants. Chacun a l'ambition d'être loué, d'être vu, d'être le premier [...]. Mais, aucun ne prend le soin d'organiser, de diriger [...]<sup>26</sup>.

<sup>23</sup> « Faranno dei soldi e se li terranno per sé », cité dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, *op. cit.*, p. 131.

<sup>24</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 14-6, Lettre de Roberto Bolaffio du 25 juin 1933.

<sup>25</sup> « Il fascismo con le arti più sottili e più subdole tenta in tutti i centri di disgregare le nostre organizzazioni. Con tutti i sistemi si cerca di mettere zizzania tra noi. [...] Noi, a costo di sacrificare la parte meno eletta del nostro amor proprio, dobbiamo resistere a queste tentazioni e presentare sempre un fronte unito e senza fissure all'offensiva organizzata a Roma al ministero degli interni. [...] Mostrate che GL non si sgretola ; che tutti i suoi uomini sono a posto, in prima linea come sempre, e che non possono eliminare se non si ammazzano come Matteotti, [Giovanni] Amendola. [...] ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 14-15, Lettre du comité central de G.L. à Francesco Forges et De Gennaro du 22 août 1933.

<sup>26</sup> « Il difetto fondamentale di tutti è di credersi degli uomini importanti, di non aver un briciolo di modestia, di non aver la coscienza della propria miseria, dell'insignifianza di tutti questi piccoli raggruppamenti impotenti. Ognuno ha l'ambizioni di essere lodato, di essere in vista, di essere il primo [...]. Nessuno si prende cura di organizzare, di dirigere [...]. », dans ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 14-11, Lettre de Roberto Bolaffio à Gaetano Salvemini du 28 juillet 1933.

Née dans une situation de concurrence malsaine avec la section socialiste, la fédération américaine de « *Giustizia e Libertà* » fut donc traversée par les dissensions internes et les polémiques avec les autres organisations de l'antifascisme. Celles-ci finissent d'ailleurs par agacer les dirigeants à Paris, car la volonté d'approcher la communauté des migrants, et de former ses propres sympathisants ou militants parmi une population habituellement la cible des partis de masse, comme le PSI ou le PCd'I, n'allait pas sans contradiction pour un mouvement comme « *Giustizia e Libertà* ». Aussi les giellistes essayent-ils de définir un modèle autonome de mobilisation, polémiquant à ce propos avec les socialistes et les communistes.

***Dictature de classe et société de masse : la traduction politique d'une conception interventionniste de l'antifascisme***

Front unique de lutte contre le fascisme et la guerre ; mouvement unitaire d'action révolutionnaire et prolétaire ; le parti unique de la classe ouvrière, le parti de la révolution socialiste et républicaine. Deux modèles d'unité pour l'antifascisme. Deux horizons politiques. Deux symboles, enfin, du déclin rapide des formules et des schémas qui ont orienté les positions et les décisions des formations italiennes dans l'exil jusqu'à la moitié des années trente<sup>27</sup>. Voilà où en est l'antifascisme au printemps 1934, au moment de l'officialisation de la fin de la Concentration. Nous avons désormais, face à face, deux modèles d'unité. Un rassemblement inter-organisationnel – le premier – destiné à poser les bases d'une « action immédiate » et commune de la gauche en soutien du mouvement insurrectionnel dans les Asturies : illustration du rapprochement réciproque entre socialistes et communistes face à l'urgence d'une crise politique de dimension européenne opposant le mouvement ouvrier aux forces « réactionnaires » et « antidémocratiques »<sup>28</sup> ; l'autre – le second – voué à supplanter une Concentration antifasciste moribonde : unification, cette fois, des forces antifascistes réunies autour des mêmes mots d'ordre – « liberté, socialisme et république » – au sein d'une organisation transpartisane. Cette dernière initiative, due à « *Giustizia e Libertà* » pendant le printemps 1934, accélère en fait la dissolution du seul organe réunissant depuis près de dix ans l'antifascisme démocratique et ouvre indirectement la voie à la conclusion du pacte d'unité d'action entre le PSI et le PCd'I. Entre ces deux projets, l'un échoué pour l'immédiat et l'autre encore inachevé, on trouve des propositions antagonistes, notamment sur le chapitre de l'action

<sup>27</sup> Spriano (Paolo), *Storia del partito comunista italiano*, vol. 2, *Gli anni della clandestinità*, op. cit., p. 456.

<sup>28</sup> Rapone (Leonardo), « L'età dei fronti popolari e la guerra (1934-1943) », dans Sabbatucci (Giovanni), *Storia del socialismo italiano*, vol. 4, *Gli anni del fascismo (1926-1943)*, op. cit., p. 207.

et de la propagande. Aussi est-il possible d'opposer presque terme à terme le front unique socialo-communiste et le mouvement d'unification que « *Giustizia e Libertà* » veut poursuivre en Italie et accomplir dans l'exil<sup>29</sup>. Les acteurs et les témoins de ces événements ne s'en sont d'ailleurs pas empêchés puisqu'ils furent les premiers à percevoir et retranscrire ce que, à leurs yeux, cette opposition pouvait signifier. Ainsi, en plein mois de juillet 1934, le dixième numéro de *Giustizia e Libertà* fait place en « Une » de l'hebdomadaire, contre la manifestation du Comité d'aide aux victimes du fascisme, à un commentaire synthétique de Carlo Rosselli, évoquant les raisons pour lesquelles le mouvement refuse de s'associer à cette initiative unitaire. Le choix du Comité comme socle de mobilisation, premièrement, masque maladroitement l'ambition du Parti communiste d'exercer un contrôle exclusif sur ce type d'action ; ensuite, sans chercher à obtenir un accord sur le fond, celle-ci se contente encore de mettre en mouvement l'opposition autour de mots d'ordre génériques et en faisant appel à la fibre émotionnelle de ses membres<sup>30</sup>. La presse socialiste et communiste, chacune de son côté cependant, répète inlassablement ses invectives habituelles contre « *Giustizia e Libertà* », relevant tous les traits d'une opposition irréconciliable : « individualisme, volontarisme romantique, culte de l'héroïsme, etc. » comme s'amuse à lister lui-même Rosselli. Voici par exemple ce qu'on trouve dans le *Nuovo Avanti*, l'organe des socialistes désormais édité à Paris, sous la plume d'un certain « Joseph » – en fait de Giuseppe Faravelli, qui avait depuis tourné casaque : « le fondement des désaccords entre le P.S.I. et “*Giustizia e Libertà*” est l'affirmation par celle-ci qu'il est impossible de travailler auprès des masses. ». L'extrait choisi est celui que retient aussi Francesco Furini dans un autre article quant à lui publié dans le numéro du *Stato Operaio* d'octobre 1934, intitulé « Travail auprès des masses en Italie, ou inaction ? » :

Les divergences profondes constatées sur le terrain théorique et politique entre l'antifascisme prolétarien, dirigé par les communistes, et le soi-disant antifascisme petit-bourgeois, se sont toujours accompagnées d'un désaccord fondamental concernant la question de l'actualisation en Italie d'une initiative de type révolutionnaire impliquant les masses. Ce problème est toujours d'actualité et fait l'objet d'intenses discussions entre les émigrés. [...] « *Giustizia e Libertà* », en effet, se défend des accusations lancées contre elles du fait de sa défiance envers les masses ; mais la « confiance » que « *Giustizia e Libertà* » accorde aux masses concerne seulement un avenir hypothétique. Aujourd'hui [affirment-ils], « dans les pays fascistes, la classe ouvrière n'a plus de conscience de classe, elle est inerte et amorphe ». Conclusion : « dans l'état présent de la situation en Italie, *un véritable travail auprès des masses n'est pas encore possible* ».

<sup>29</sup> Groppo (Bruno), « La specificità dell'antifascismo di Carlo Rosselli nel contesto dell'antifascismo europeo degli anni '30 », dans Bechelloni (Antonio, éd.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, op. cit., p. 196-209.

<sup>30</sup> « In tema di accordi », *Giustizia e Libertà*, 20 juillet 1934.

Là réside précisément notre point de discorde. [...] Lorsque les masses se mettent en grève, il est aisé pour n'importe quel démagogue de déclarer la grève. Il est cependant plus difficile de préparer une action de masse par une lutte acharnée longue de plusieurs années et une série de mobilisations, même mineures et limitées, qu'il ne faut pas sous-évaluer, car se préparent à travers elles une action plus vaste que « Giustizia e Libertà » et certains socialistes attendent passivement. C'est qu'en effet l'une des différences essentielles entre nous et « Giustizia e Libertà » est que nous, parti de la classe ouvrière, pouvons naturellement compter sur son appui, [...] ; tandis que la petite bourgeoisie, qui compose les rares troupes de « Giustizia e Libertà », est soumise à toutes les incertitudes et les découragements, les remords propres aux membres de ces catégories sociales éternellement fluctuantes et indécises<sup>31</sup>.

Si on décide maintenant de mettre en regard ces observations avec d'autres commentaires, cette fois tirés du journal gielliste, on se retrouve avec un constat semblable. Ici, bien sûr, les termes de la controverse sont renversés, mais on revient de manière inchangée à l'opposition de deux « voies révolutionnaires », dans leur multiple acception, tant politique que tactique. Le 7 septembre 1934, on écrit par exemple :

*Dans les pays fascistes, la classe ouvrière ne vit pas en tant que « classe », elle n'a plus d'autonomie ni de conscience de classe. [...] Pour renverser cette situation de fait, notre mouvement propose pour commencer de partir d'une conception réaliste de la situation présente : ce qui signifie pour nous de reconnaître les choses telles qu'elles sont, et non pas de faire croire, comme il a trop souvent été fait jusqu'ici, que les masses se sont déjà mises en mouvement<sup>32</sup>.*

Et de conclure :

Le fétichisme des masses, d'une masse abstraite qui n'a pas de vie politique, est néfaste et peu éducative. C'est le retour d'une vieille mythologie (après le « peuple » de Mazzini, voici la « masse » des communistes). [...]. Nous avons là un concept numérique et indifférencié, qui ouvre à la démagogie et aux extrêmes. La masse « dit » cela, la masse « veut » ceci etc. etc.<sup>33</sup>.

Il semble donc impossible de mettre en doute la profondeur d'une divergence politique aussi vertement exprimée. C'est dans un contexte de ruptures, de révisionnisme idéologique et tactique – dissolution de la Concentration ; rivalités entre giellistes et socialistes ; préparation

<sup>31</sup> Furini (Francesco), « Lavoro di massa in Italia o inazione ? », *Lo Stato Operaio*, octobre 1934. Texte original reproduit en annexe n°23, p. CXX (volume 2).

<sup>32</sup> « *Nei paesi fascisti la classe lavoratrice non vive come classe, non ha più autonomia nè coscienza di classe. [...] Ciò non significa accettare questo stato di cose. Tutta l'azione nostra è diretta a rovesciarla. Significa riconoscere intanto le cose come sono, e non dare ad intendere, come troppo spesso si è fatto sin qui, che le masse in Italia si sono già poste in movimento.* », dans Lector [Carlo Rosselli], « Sull'azione di massa », *Giustizia e Libertà*, 7 septembre 1934.

<sup>33</sup> *Ibid.* : « Questa idolatria della massa, soprattutto di una massa astratta che non ha vita politica, è dannosa e antieducativa. Stiamo tornando alla mitologia. Dopo il “popolo” di Mazzini, la “massa” dei comunisti. [...] Si tratta [...] di un concetto numerico, indifferenziato, che consente tutte le demagogie, gli estremismi. La massa “dice”, la massa “vuole” ecc. ecc. ».

du VIIème Congrès de l'Internationale communiste – marqué en Italie par le succès du plébiscite du printemps 1934, que prennent corps les projets des deux nouvelles unions de l'antifascisme en exil. Dans les rangs communistes, désormais décimés<sup>34</sup>, se propagent de « tourmenteuses » interrogations qui trouveront une conclusion dès le début de l'année 1935 : et si le consensus autour du régime, la « massification » du fascisme, étaient en réalité un signal positif, offrant l'opportunité au parti de regagner son influence auprès des « masses » italiennes ? C'est également le constat sur lequel se fonde le PSI dans les semaines qui précèdent l'officialisation de l'alliance conclue avec le PCd'I, et qui le conduisent notamment à réaffirmer avec clameur son identité de parti classiste et internationaliste face à « *Giustizia e Libertà* ». Esseulé, le mouvement insiste, quant à lui, sur les limites du mal nommé « pacte d'unité d'action » entre socialistes et communistes. Nul ne les exprime mieux encore une fois que Rosselli, en novembre 1934, qui interroge « Veut-on refaire la Concentration ? » :

Les accords entre partis et groupes d'émigrés sont très peu utiles et peuvent même être nuisibles [...], car au lieu de rapprocher l'émigration de l'Italie, ils tendent à l'éloigner, en cherchant à créer un enthousiasme faux fondé sur des mots d'ordre qui n'ont aucune résonance pour les Italiens. Et c'est ce qui arrive avec le pacte entre socialistes et communistes, qui adoptent servilement le modèle français. Cet accord risque de donner naissance à une nouvelle Concentration, peut-être plus à gauche que l'ancienne, mais aussi encore davantage impuissante. Au moins, les partis rassemblés dans l'ancienne Concentration affirmaient-ils une certaine concorde quant aux objectifs essentiels ; ils partageaient un Comité permanent pour les diriger ; ils publiaient un hebdomadaire commun ; et dans les dernières années, ils s'étaient entendus pour agir ensemble en Italie. Au lieu de cela, les partis socialiste et communiste ne se sont mis d'accord que sur quatre objectifs très limités qui ne concernent même pas la lutte en Italie, où ils agissent séparément ; ils ont en outre fait précéder leur pacte d'une déclaration dans laquelle ils affirment la permanence de désaccords idéologiques et tactiques entre eux. [...] [« *Giustizia e Libertà* »] refuse de coopérer à la création de nouvelles illusions parmi les masses [émigrées], les éloignant de l'Italie et de la lutte en Italie ; les exilant une seconde fois. [...] Qu'importe-t-il à un antifasciste italien de savoir que les vieux partis se sont mis d'accord à Paris pour demander des mesures d'amnistie, pour protester contre les menaces de guerre, ou pour dénoncer les méfaits du fascisme ? Ce qui est important c'est de savoir : a) si les anciens partis ont appris quelque chose de l'expérience fasciste ; b) s'ils sont capables de mener la lutte en Italie, *en étant d'accord sur l'essentiel*. [...] C'est la seule unité qui compte. Pour que notre union dans l'exil subsiste, il suffit d'organismes comme la LIDU, de n'importe quel comité d'assistance et de culture, ou d'un quelconque organe qui assure, au-dessus de toute sorte de distinction partisane, la fraternité de tous les exilés. Nous sommes-nous bien fait comprendre ?<sup>35</sup>

<sup>34</sup> Spriano (Paolo), *Storia del partito comunista italiano*, vol. 2, *Gli anni della clandestinità*, op. cit., p. 450.

<sup>35</sup> R. [Carlo Rosselli], « Si vuole rifare la Concentrazione ? », *Giustizia e Libertà*, 16 novembre 1934. Texte original reproduit en annexe n°24, p. CXX (volume 2).

La mise en œuvre du pacte, dès l'automne 1934, se réalise en effet prioritairement dans l'exil, à l'occasion des événements espagnols dans la province des Asturies, puis de l'intervention italienne en Abyssinie, sur laquelle nous reviendrons plus longuement ensuite.

### *Isolement et crise de l'antifascisme : une intervention compromise*

Dans la Péninsule cependant, si l'on se fie notamment aux mémoires adressés depuis Paris aux services de renseignement intérieur italiens, les lignes de division entre partis antifascistes ont aussi fait naître différentes façons d'engager la lutte, sans commune mesure de l'une à l'autre, relevant d'éthiques adverses et non compatibles. La proposition issue des rangs communistes de pénétrer les organisations fascistes pour approcher les masses italiennes et « exploiter, à la faveur de l'antifascisme, toutes les positions légales » ouvertes à l'action, oblige la direction gielliste à se positionner également sur la question. Aux dires d'un indicateur de la police politique<sup>36</sup>, Rosselli admet tout au plus que les sympathisants de « *Giustizia e Libertà* » possèdent également la carte d'adhérent au Parti national fasciste, comme signe de couverture et de discrétion. Aussi refuse-t-il toujours d'abandonner la ligne de conduite intransigeante qu'il s'est imposée, singulièrement après l'affaire Caldara<sup>37</sup> qui produit l'effet d'un sursaut de rigueur chez « *Giustizia e Libertà* » :

Le fascisme ne tolère aucune critique, y compris d'ordre technique, aucune manifestation de dissidence contre lui. [...] Aussi l'opposition « légale », quand elle n'est pas un acte de trahison, n'est-elle qu'une pieuse illusion<sup>38</sup>.

Ce n'est pas que l'idée d'agir depuis les organisations reconnues par le régime soit scandaleuse en soi ; celle-ci fut même incluse dans les directives de 1930, les fameux « conseils sur la tactique ». La consigne doit seulement être réservée aux « cadres révolutionnaires », dont la rigueur et l'attachement aux idées de l'antifascisme ne peuvent être mises en doute rappellent-on<sup>39</sup>. Aristocratie ? Sectarisme ? Rosselli, anticipe l'habituelle accusation de ses détracteurs :

<sup>36</sup> Il s'agit du journaliste et écrivain Dino Segre, qui se fait également connaître sous le nom de plume « Pitigrilli », infiltré dans le groupe gielliste de Turin et en contact avec le comité parisien. Voir : Zucaro (Domenico), *Lettere all'OVRA di Pitigrilli*, op. cit.

<sup>37</sup> Emilio Caldara, né en 1868, ancien maître de Milan et député socialiste déchu en 1926 et qui, au mois d'avril 1934, eut un entretien avec Benito Mussolini sur le projet de publication d'une revue dédiée aux questions sociales et ouvrières. Voir : « L'Opposizione di Sua Maestà », *Giustizia e Libertà*, 25 mai 1934.

<sup>38</sup> « Il fascismo non tollera nessuna critica, anche tecnica, nessuna manifestazione di dissenso, nessuna opposizione. [...] L'opposizione "legale" quando non è un tradimento, è dunque una pia illusione. », dans « Pericolose illusioni », *Giustizia e Libertà*, 15 juin 1934.

<sup>39</sup> « Una lettera di Romain Rolland a "G.L." », *Giustizia e Libertà*, 8 juin 1934.



Tous, nous sommes pour l'action de masse et pour le mouvement de masse. Mais il existe diverses façons de mettre en mouvement la masse. On peut le faire à la manière du fascisme, ou de la façon des réformistes (de toute évidence utopique, lorsqu'elle ne devient pas sinon un ersatz de fascisme), ou encore en suivant la manière révolutionnaire. C'est celle-ci que nous privilégions obstinément, qu'importe si la lutte doit durer encore longtemps : puisque ce qui nous importe n'est pas un assouplissement de la dictature ou un *modus vivendi* qui permette aux masses de vivre un peu mieux qu'aujourd'hui, mais le renversement du monde fascisto-capitaliste et l'instauration d'un monde nouveau<sup>40</sup>.

Où la révolution est encore affaire de qualité, plus que de quantité :

On peut être trois mille et se laisser envahir par l'opportunisme le plus modéré ; tandis qu'on peut être cent et avoir une position résolument révolutionnaire<sup>41</sup>.

Les intentions et les conceptions politiques qui opposent giellistes d'un côté aux socialistes et communistes de l'autre conduisent donc, de la dissolution de la Concentration jusqu'au printemps 1936, à des choix d'intervention également opposés, alors que le contexte se prête rapidement pourtant à l'unité le plus large possible de l'antifascisme ; c'est ce qui, de fait, est d'abord le plus intéressant à considérer. Mais il faut remarquer que si l'antagonisme politique entre les mouvements de l'antifascisme a pu conduire à certaines divergences dans la façon de penser et d'organiser la propagande contre le fascisme, celles-ci n'ont pu être poussées à l'extrême en raison des conditions difficiles et des limites toujours plus étroites qui s'imposaient aux groupes clandestins.

Car plus menaçant encore que l'indifférence pour ses idées et son combat, plus concret, les arrestations. Ce sont elles qui anticipent et expliquent la perte d'influence de l'opposition, sa présence amoindrie et aléatoire, et accroissent le sentiment de peur parmi la population. Illustration lors des élections de 1934. Contrairement à 1929 où la consigne diffusée par « *Giustizia e Libertà* » avait alors été de s'abstenir, la direction du mouvement appela l'opinion à voter « Non » ; une position de principe, comme le rappelle dans ses mémoires Aldo Garosci, difficile à concrétiser, car « en dehors du Piémont et de Turin, zone d'activité la plus importante du mouvement qui à partir de là avait créé des ramifications avec d'autres provinces [...], l'organisation était vraiment trop réduite et ses contacts avec l'étranger de plus en plus

<sup>40</sup> « Tutti siamo per l'azione di massa e per il movimento di massa. Ma c'è modo e modo di mettere in movimento la massa. C'è il modo fascista, il modo riformista (del tutto utopistico, quando non si risolve in una sottospecie fascista), il modo rivoluzionario. Noi siamo ostinatamente per il modo rivoluzionario, dovesse la battaglia prolungarsi di anni : giacchè quel che ci preme non è una attenuazione della dittatura o un *modus vivendi* che consenta alle masse di vivere un po' meglio sotto il fascismo, ma il rovesciamento del mondo fascista-capitalista e la instaurazione di un mondo nuovo. », dans « Pericolose illusioni », art. cité.

<sup>41</sup> *Ibid.* : « Si può essere in tremila ed essere pervasi dal più cauto opportunismo ; mentre si può essere in cento e avere una posizione seriamente rivoluzionaria. ».

rares.<sup>42</sup> ». Outre Mario Levi, le plus actif à Turin se trouvait être Leone Ginzburg qui parvint de son côté à nouer des contacts jusqu'en Toscane et dans les Pouilles<sup>43</sup>.

À Florence, Leone Ginzburg entra par exemple en relation avec plusieurs collaborateurs de la revue *Solaria*, ainsi qu'avec Nello Rosselli, historien qui, depuis 1932, poursuit le projet de mettre sur pied une revue scientifique entièrement consacrée à l'histoire du continent européen, autour de chercheurs et d'intellectuels italiens et étrangers. En 1934, Ginzburg lui proposa en retour d'envoyer ses textes à la maison d'édition dirigée par Giulio Einaudi, pour enrichir son catalogue dans sa section historique. Aucune de ces deux entreprises éditoriales n'eut le temps d'aboutir cependant<sup>44</sup>.

Les meneurs de l'antifascisme piémontais n'avaient donc pas d'équivalents ailleurs en Italie. Cependant, cette activité, malgré tout son « dynamisme »<sup>45</sup>, ne permit pas d'enrayer la perte relative d'influence du mouvement dans la Péninsule : une note datée du 4 novembre 1933 et retrouvée dans les archives de la police politique enregistrent cette diminution que l'on évalue, en termes d'effectifs, à près de la moitié du nombre de groupes identifiés comme giellistes<sup>46</sup>. Malgré toutes les précautions de rigueur avec lesquelles ces chiffres doivent être manipulés, on peut sans conteste affirmer que les services affectés à la surveillance de l'activité clandestine dans le royaume n'eurent aucune difficulté à infiltrer le noyau turinois et en reconstituer, dans les détails, la structure et le personnel<sup>47</sup>. Aussi les déplacements à la frontière<sup>48</sup>, notamment

<sup>42</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., vol. 2, p. 33 sqq.

<sup>43</sup> Leone Ginzburg maintenait une correspondance avec le philosophe Benedetto Croce, grâce auquel il entra ensuite en contact, à Bari, avec Tommaso Fiore. Leone Ginzburg avait aussi pris lien avec l'activité antifasciste à Milan.

<sup>44</sup> Sur toutes ces questions, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages de Giovanni Belardelli et Zeffiro Ciuffoletti : Belardelli (Giovanni), *Nello Rosselli : uno storico antifascista*, op. cit., p. 150-175 ; Ciuffoletti (Zeffiro), *Nello Rosselli, uno storico sotto il fascismo : lettere e scritti vari (1924-1937)*, Florence, La Nuova Italia, 1979.

<sup>45</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 377.

<sup>46</sup> Début novembre 1933, un indicateur de la police politique, qui tenait ces informations du comité exécutif de « *Giustizia e Libertà* », assurait ainsi que le nombre de groupes clandestins ne cessait de diminuer, passant de quarante-sept en 1931 (trente-sept dans la péninsule, sept en Sicile, deux en Sardaigne et un à Zara), à quarante-et-un en 1932 puis à vingt-sept seulement en 1933. Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 114, fasc. 3, Manuscrit sans titre, envoyé de Paris le 4 novembre 1933.

<sup>47</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 114, Liste manuscrite non datée des membres du mouvement « *Giustizia e Libertà* » à Turin, Ivree et Milan.

<sup>48</sup> Une note d'un informateur de la police politique explique ainsi, au début de l'année 1934, que « [le mouvement gielliste] a l'intention d'intensifier [...] la diffusion de presse, d'opuscules subversifs dans le Royaume. [...] le comité exécutif a examiné la situation de la propagande en Italie, et en est venu à la conclusion que parmi toutes les formes de propagande, celle imprimée est celle qui répond le mieux aux objectifs poursuivis. [...] Au cours de l'année 1933 furent ainsi imprimés et diffusés en Italie l'équivalent d'une tonne d'imprimés, une

pour récupérer du matériel de propagande imprimé à l'étranger, étaient connus à l'avance par la police ; du reste, c'est un incident, intervenu à l'occasion de l'un de ces voyages entre l'Italie et Lugano, qui provoque, à la mi-mars 1934, l'arrestation par la *questura* de Turin de quatorze personnes identifiées comme protagonistes de l'antifascisme gielliste dans le royaume<sup>49</sup>. Leur incarcération et la mise sous séquestre de leur correspondance contrarièrent fortement Rosselli, car « outre la perte d'un groupe important »<sup>50</sup>, la capture de Leone Ginzburg et l'installation définitive de Mario Levi en France, à Paris, privait « *Giustizia e Libertà* » d'un important réseau d'information et de communication, de surcroît essentiel pour maintenir le contact avec le pays et ses réalités.

**« Le gouvernement français devrait aussi avoir à faire avec nous » : la presse, instrument d'une diplomatie parallèle**

Cependant, fin 1934, l'antifascisme, à l'image de la gauche européenne, semble avoir atteint le creux de la vague. Cette impression n'est pas un simple effet de perspective, c'est le sentiment même qui domine chez plusieurs militants exilés dont la situation personnelle est, de surcroît, des plus précaires. Mario Levi, retiré à Paris depuis mai, élit par exemple domicile au siège de l'administration de « *Giustizia e Libertà* ».

La situation des exilés politiques semblait encore moins favorable qu'à l'été 1932, après les deux condamnations à mort de Domenico Bovone et d'Angelo Sbardellotto, En octobre, peu après les attentats de Marseille et au terme d'une année déjà marquée par l'impressionnante marche de l'extrême-droite sur l'Assemblée nationale, Mario Levi envisageait le pire pour lui et ses compagnons, comme en témoigne la lettre qu'il adressa aux membres du comité exécutif gielliste :

La situation est des plus graves : sinon le fascisme, du moins la réaction semble triompher en France et tous les émigrés politiques se trouvent aujourd'hui devant la perspective probable de devoir changer d'ici peu de temps. Dans cette hypothèse, il est parfaitement inutile d'espérer pouvoir continuer notre activité ici, même de façon clandestine. En dehors du fait que beaucoup de membres de GL sont avec leur famille, ils sont aussi bien trop connus de la police française pour penser pouvoir vivre cachés en France. D'autre part, il faut avoir en tête le danger très grave que courent tous les

partie de laquelle fut introduite clandestinement [...] "par la voie maritime" [...] d'envois réalisés par le biais du canton tessinois, même si on admet que dans cette zone, autrefois si propice à la contrebande, la surveillance a empêché presque toutes les tentatives réalisées avec le concours des amis de Lugano, et le réapprovisionnement du groupe de Milan est devenu aussi très difficile. » (Traduction personnelle). Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 120, Rapport manuscrit envoyé de Paris et daté du 9 janvier 1934.

<sup>49</sup> Nous détaillons ce point dans la partie qui suit, note 87.

<sup>50</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 114, Note manuscrite du 13 mai 1934.

émigrés italiens à se rapprocher de nous, comme il est prévisible qu'après les événements de Marseille se formera sans doute sans tarder – si ce n'est pas déjà fait – une internationale policière qui pourra aussi agir contre les condamnés politiques<sup>51</sup>.

Outre la solution d'un nouvel exil, par exemple en Belgique, que proposait concrètement Mario Levi pour maintenir à flot « *Giustizia e Libertà* » ? En fait, ni plus ni moins qu'une mise en cohérence de sa structure et de ses finalités avec ses capacités concrètes d'action liée à son isolement et son absence de véritable unité politique :

Il existe en Italie des regroupements antifascistes qui n'ont rien à voir en commun avec les partis politique parce qu'ils rassemblent des éléments aux tendances politiques diverses et au fond on peut dire que le lien entre eux n'est pas politique, mais que ce sont plutôt des affinités culturelles, une amitié ou de répugnance commune [...]. Il est donc à parier que le jour où la situation italienne changera les vieilles formations se décomposeront et s'en formeront de nouvelles sur des bases complètement différentes<sup>52</sup>.

Aussi « *Giustizia e Libertà* » devait-il abandonner toute sorte d'illusions, mais savoir tirer parti de son caractère inachevé, à la limite moins politique qu'intellectuel :

Rester ouverts, et même devenir ouverts. Recourir dès que possible à la collaboration de quelques éléments de valeur que compte l'émigration italienne et qui ne font pas déjà partie de notre groupe [...]<sup>53</sup>.

Car cette indépendance lui offre une plus grande liberté de ton, à condition de tenir son discours dans les limites d'une approche réaliste et lucide :

Ce que je propose ne consiste aucunement à réduire l'activité de GL, mais seulement de changer légèrement la forme et le ton de notre presse, c'est-à-dire de le rendre plus en phase avec ce que nous sommes et ce qu'est réellement la situation<sup>54</sup>.

Témoin de la crise que traverse l'ensemble de l'antifascisme, et plus particulièrement « *Giustizia e Libertà* », la multiplication de propositions et de suggestions pour adapter, modifier, réviser l'action et la propagande du mouvement, à partir de 1934 et la dissolution de la Concentration. Contrairement à Mario Levi cependant, Salvemini suggèrait quant à lui de renforcer l'encadrement de l'émigration, par la propagande et en portant assistance aux communautés italiennes installées en France et à l'étranger. L'idée est pour la première fois explorée dès la fin janvier :

<sup>51</sup> Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « *Giustizia e Libertà* », 13-2, Mémoire manuscrit du 12 octobre 1934 communiqué au Comité exécutif de « *Giustizia e Libertà* ». Texte original reproduit en annexe n°22, p. CXVIII (volume 2).

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *Ibid.*

Il me semble qu'à long terme, vu de la nouvelle situation, nous devons inaugurer une nouvelle tactique, tout en continuant à tenter d'agir en Italie. Nous devrions intensifier le travail d'organisation parmi les Italiens de France et de Tunisie, en nous opposant aux fascistes, en allant faire des conférences de propagande et en créant nos propres groupes, partout où se présentent des fascistes. Si nous pouvions ainsi démontrer d'avoir avec nous, en France et en Tunisie, organisés sous notre aile, environ cinquante mille Italiens [...], le gouvernement français serait dans l'obligation de tenir compte de notre influence. Nous devrions ainsi prendre pour base de départ les groupes de la Lidu, la liste des abonnés et des revendeurs de *Libertà*, et organiser le travail de propagande et d'assistance.

Beaucoup d'Italiens sont à Paris à passer leur temps libre dans les cabarets, à mourir de faim, ou à vivre d'aides ; ceux-là devraient plutôt aller vivre en province à travailler pour nous, en échange d'un salaire. Examinez ma proposition. Je serais disponible à consacrer un mois lors de l'été qui arrive, pour organiser une tournée de propagande, au rythme d'un discours tous les deux jours, si j'étais sûre que cela puisse être utile<sup>55</sup>.

L'organisation des premiers groupes de sympathisants giellistes, les « SIGLE », sera en quelque sorte la concrétisation de ce programme, bien qu'elles s'en éloignent aussi, autant par ses finalités que par son ampleur, nous y reviendrons. Au demeurant, Gaetano Salvemini ne participa jamais à aucune tournée de conférences, et la présence de « *Giustizia e Libertà* » auprès de l'importante communauté italienne de Tunisie resta en fait insignifiante.

Il n'empêche. L'objectif de Salvemini – l'organisation de « *Giustizia e Libertà* » et la systématisation d'un travail de propagande en France – influença directement la construction éditoriale de l'hebdomadaire, publié par le mouvement à partir du printemps 1934. De l'un à l'autre, on retrouve un même dessein, celui d'influencer parallèlement les opinions italienne et française. Dit autrement encore, Salvemini, avec Rosselli, cherchaient un moyen d'agir sur la politique étrangère française par le biais de la propagande et par le contrôle, du moins l'influence politique, de l'émigration italienne. C'est que l'historien antifasciste était convaincu qu'il y avait là un levier d'action et d'influence important. Il était témoin, en effet, de la

<sup>55</sup> « A me pare che, nella nuova situazione a lunga scadenza che si è creata, noi dobbiamo inaugurare una nuova tattica, mentre continuiamo la vecchia di cercare di agire in Italia. Mi pare che dobbiamo intensificare il lavoro di organizzazione fra gli italiani di Francia e Tunisia, opponendoci ai fascisti, andando a far conferenze di propaganda e creando gruppi nostri, dovunque si presentano dei fascisti. Se potessimo dimostrare di avere con noi, in Francia e in Tunisia, organizzati sotto di noi, un cinquatamila italiani – su quel milione che vivone costà – cioè quattro divisioni di uomini, il Governo francese dovrebbe fare i conti anche non noi. Dovremmo prendere per base i gruppi della Lidu, l'elenco degli abbonati e dei rivenditori di « *Libertà* », e organizzare il lavoro di propaganda e di assistenza. Molta gente che sta a Parigi a passare il tempo nei *cabarets*, a morir di fame, o a vivere di sussidi, dovrebbe andarsene in provincia a lavorare a stipendio per noi. Esaminate questa mia idea. Io sarei disposto a dedicare un mese della prossima estate a un giro di propaganda, un discorso ogni due giorni, se fossi sicuro che non sarebbe un fuoco di paglia », cité dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 183.

mobilisation réussie de la colonie italienne présente sur le sol américain par le régime fasciste<sup>56</sup>. On a pu évoquer à ce sujet la mise en place d'une « diplomatie parallèle »<sup>57</sup>. Elle consistait, en l'espèce, à promouvoir l'organisation de la communauté italo-américaine en groupe de pression afin de peser sur les choix du gouvernement américain dans la direction de sa politique étrangère, de sorte que celle-ci soit favorable au régime italien. Concrètement, le régime poussa les binationaux à utiliser leur rôle de citoyen et d'électeur américain afin de soutenir des lois bénéficiant à l'Italie.

Rien ne permet d'indiquer que c'est précisément ce à quoi songeait Salvemini au début de 1934, mais il est certain que l'historien ne fut pas insensible à l'action du régime fasciste auprès de la communauté italo-américaine<sup>58</sup>.

Ajoutons, enfin, que Salvemini avait toujours accompli, dans ses différents pays d'exil, un intense travail d'information et de contre-propagande, à travers la presse, l'enseignement et l'édition. Il insistait autour de lui pour que d'autres militants antifascistes, réfugiés à l'étranger, l'imitent dans sa démarche. Ces « tournées » consistaient en des conférences, un raffermissement des liens avec les soutiens que pouvait compter l'antifascisme à l'étranger – intellectuels, éditeurs, hommes politiques. À la fin de l'hiver 1933, Rosselli passa ainsi quelques jours en Angleterre, à Londres, Manchester et Birmingham. Pour chacune de ces villes, Salvemini lui avait fourni une liste de personnalités recommandées<sup>59</sup> ; par exemple : son amie Alys Russell ; l'économiste John Atkinson Hobson ; l'historien Gwilym Oswald Griffith, auteur d'un livre sur Mazzini<sup>60</sup> ; le syndicaliste et ancien maire de Manchester, Ernest Emil Darwin Simon ; l'historienne spécialiste des Balkans, Victoria Alexandrina De Bunsen ; un autre spécialiste des relations internationales, Robert William Seton-Watson ; le professeur Philip Baker, ancien sous-secrétaire du *Foreign Office*, qui connaissait parfaitement Ramsay MacDonald. Salvemini encouragea également Rosselli à « reconquérir » le *Manchester Guardian*, suite au décès de son directeur, Charles Prestwich Scott. Cependant, l'historien avait aussi conscience du retard accusé par son « camp »<sup>61</sup>. Il se plaignait aussi, de façon régulière,

<sup>56</sup> Ottanelli (Fraser M.), « Mussolini à East Harlem : police fasciste et identité italo-américaine », dans Blanc-Chaléard (Marie-Claude, dir.), Bechelloni (Antonio, dir.), Deschamps (Bénédicte, dir.), Dreyfus (Michel, dir.), Vial (Éric, dir.), *Les Petites Italies dans le monde*, op. cit., p. 261-272.

<sup>57</sup> Luconi (Stefano), *La diplomazia parallela : il regime fascista e la mobilitazione politica degli italo-americani*, Milan, FrancoAngeli, 2001.

<sup>58</sup> Salvemini a consacré quelques pages à ce sujet dans ses *Memorie di un fuoruscito*. Voir : Luconi (Stefano), *La diplomazia parallela : il regime fascista e la mobilitazione politica degli italo-americani*, op. cit., p. 76.

<sup>59</sup> Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 154.

<sup>60</sup> Griffith (Gwilym Oswald), *Mazzini : prophet of modern Europe*, Londres, Hodder and Stoughton, 1932.

<sup>61</sup> Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 142.

de la négligence de ses camarades. Au printemps 1933, après la venue de Rosselli à Londres, il lui écrivit :

Je ne doute pas que ton voyage en Angleterre ait été utile. Mais *passata la festa, gabbato lo santo*. Il faudrait en Angleterre, comme dans chaque pays, un homme qui y réside en permanence, lise les journaux, et s'emploie à démentir tous les mensonges [fascistes]. Le fascisme se répand parce que tous sont convaincus que Mussolini accomplit des miracles. Je ne dis pas que ce soit la seule raison. J'affirme en revanche que la propagande fasciste organisée merveilleusement par Mussolini exerce une influence énorme, parce que tout le monde se dit : « L'expérience italienne est en faveur du fascisme ; essayons à notre tour ce remède : qui sait s'il ne réussira pas pour nous aussi ». Lutter [contre] cette propagande, c'est lutter contre le fascisme de la seule manière qui vaille à l'étranger. Mais rien ne se fait. Nous sommes peu nombreux. Parri, Rossi, Bauer ont préféré jouer les héros en Italie, plutôt que d'agir utilement à l'étranger. Si tu ne t'étais pas toi-même échappé de Lipari, tu serais toi aussi en Italie à jouer les héros. Bon sang, les héros ! Une fois de retour à Paris, tout ton travail en Angleterre s'évanouira. Il faudrait le poursuivre jour après jour. Mais c'est impossible<sup>62</sup>.

Pour Rosselli, en effet, Salvemini surestimait exagérément l'importance de la propagande à l'étranger : seuls comptaient, à ses yeux, des « faits concrets qui démontrent l'existence d'une activité révolutionnaire en Italie ».

Ernesto, Bauer, Fancello en prison en Italie représentent une force morale importante, ils nous rachètent de notre travail ingrat à l'étranger et exercent une suggestion puissante sur les jeunes les meilleurs<sup>63</sup>.

Il est pourtant vrai, qu'à la même époque, Rosselli prêta, lui aussi, une attention plus soutenue à l'évolution des relations franco-italiennes.

Jusqu'au début des années trente, celles-ci furent longtemps incertaines, tout au mieux correctes et cordiales. Le système de sécurité mis en place par la France en Europe centrale et orientale contrastait nettement avec la politique de Rome dans la région et le soutien apporté par Mussolini aux États dits « révisionnistes ». À partir de 1932, sous Édouard Herriot, la

<sup>62</sup> Non dubito che il tuo giro in Inghilterra sia stato utile. Ma passata la festa, gabbato lo santo. Ci vorrebbe in Inghilterra, come in ciascun paese, un uomo che vi abitasse in permanenza, leggesse i giornali, e smentisse le bugie. Il fascismo si diffonde perché tutti sono convinti che Mussolini ha fatto miracoli. Non dico sia questa la sola ragione. Dico che la propaganda fascista organizzata meravigliosamente da Mussolini ha una influenza enorme ovunque, perché tutti si dicono : « L'esperienza dell'Italia è a favore del fascismo : proviamo anche noi la stessa medicina : chissà che non riesca ». Lottare [contro] questa propaganda è lottare contro il fascismo nel solo modo che sia utile all'estero. Ma nulla si fa. Siamo in pochi. Parri, Rossi, Bauer hanno preferito fare gli eroi in Italia, anzi che persone attive all'estero. Se non ci fosse stata la fuga di Lipari, anche tu staresti in Italia a fare l'eroe. Accidenti agli eroi. Tornato da Londra a Parigi, il lavoro tuo in Inghilterra si squaglierà. Occorrerebbe continuarlo giorno per giorno. Ma non è possibile. », cité dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 162.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 163 : « Ernesto, Bauer, Fancello in prigione in Italia sono una grande forza morale, riscattano noi dall'ingrato lavoro all'estero ed esercitano una suggestione potente sui giovani migliori [...] ».

politique étrangère de la France, qui cherchait d'abord à pacifier ses relations avec l'Allemagne, et à consolider celles avec l'Angleterre et les États-Unis, isolait de fait l'Italie. Ce n'est qu'au début de l'année 1933, après la chute du cabinet Herriot et au moment de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, que le rapprochement entre la France et l'Italie est entamé.

Salvemini, comme Rosselli, surveillèrent ces manœuvres avec un détachement feint<sup>64</sup>.

La mission dirigée par Henry de Jouvenel, nouvel ambassadeur à Rome, pour renouer les liens entre les deux « sœurs latines », fut en effet très commentée au sein de « *Giustizia e Libertà* ». La conclusion d'une entente franco-italienne semblait toutefois encore improbable pour Salvemini. Dans les *Quaderni*, Carlo Rosselli expliqua plus longuement les raisons pour lesquelles, selon lui, aucun rapprochement n'était envisageable entre les deux pays<sup>65</sup>. En dépit des signes de bonne volonté de part et d'autre, leurs intérêts divergeaient toujours profondément : l'expansion italienne et la réalisation des ambitions impérialistes du fascisme, remarqua-t-il, ne pouvait se réaliser qu'aux détriments de l'Angleterre ou de la France. Or, tout conflit avec la première était exclu, tandis qu'un projet d'entente avec la seconde impliquait obligatoirement la résolution de trois problèmes majeurs, à savoir, comme il le détaillait : le règlement d'éventuelles compensations coloniales ; la situation des Italiens installés en Tunisie, sous protectorat français ; le pacte qui lie la France à la Yougoslavie.

Qu'en est-il un an plus tard, après la présentation officielle du « pacte à quatre » par Mussolini et, surtout, le départ de l'Allemagne de la Société des Nations ? On comprend très vite, en effet, que l'échec de la mission Jouvenel ne règle rien, dans l'immédiat, pour les antifascistes : de leur point de vue, la politique étrangère de la France démontre l'incapacité de ses dirigeants et de sa classe politique à saisir tout à fait le danger qu'incarne le fascisme, sa « charge subversive »<sup>66</sup>.

Dans le paysage européen des années d'entre-deux-guerres, celui que nous avons décrit plus haut, et qui fonde l'imaginaire gielliste, la France occupe sans doute une place à part. On a étudié, ailleurs, l'importance de la culture politique et des courants intellectuels français chez

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>65</sup> Curzio [Carlo Rosselli], « Il problema dei rapporti italo-francesi », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°6, mars 1933, p. 41-59.

<sup>66</sup> Voir : Signori (Elisa), « Rosselli, Salvemini e la Francia : esperienze d'esilio, giudizi e discussioni », dans Giaccone (Alessandro, dir.), Vial (Éric, dir.), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio*, op. cit., p. 89-106.



quelques-uns des acteurs éminents de « *Giustizia e Libertà* »<sup>67</sup>. Ces contacts et ces influences ont en partie conditionné la publication de la revue théorique du mouvement, comme on l'a vu. Du reste, le caractère longtemps indéfini de l'organisation gielliste a logiquement conduit ses dirigeants à fréquenter d'autres terrains et d'autres milieux que celui du militantisme politique classique. Cette présence du mouvement aux « marges » de la vie politique française, dont témoigne par exemple la participation de certains giellistes aux décades de Pontigny ou aux réunions de l'Union pour la Vérité, a aussi contribué à la construction de son antifascisme et du regard singulier porté sur la France.

Pierre Milza a très bien saisi ce rapport ambigu et complexe de « *Giustizia e Libertà* » à la culture française. Source, à la fois, du renouvellement de ses idées mais, objet également de son rejet et de la radicalisation de son discours, de ses idéaux et de ses méthodes : « Si l'on veut [...], c'est à bien des égards en marge du modèle français traditionnel et par réaction contre le type de société politique auquel celui-ci a donné naissance, que se constituent le projet, ou les projets qui caractérisent la seconde génération de l'antifascisme, plus activiste, plus volontariste, plus radicale que la première.<sup>68</sup> »

Ce n'est pas que les giellistes revendiquent le discours sur la « décadence » de la France, que l'on retrouve autant chez les « non-conformistes » que chez les hérauts du fascisme, mais, ils ne manquent pas non plus de relever que les Français ne se trouvent plus à l'avant-garde du combat antifasciste. Aucun idéal, ni aucune force politique, ne sont en fait capable, selon les hommes de « *Giustizia e Libertà* », de remobiliser les démocrates et la gauche socialiste autour d'un projet moderne et « post-fasciste ». C'est, ici, Aldo Garosci, qui exprime le mieux, sans doute, cette impression :

La Troisième République ne peut se contenter d'être, comme le disait Monsieur [Anatole] De Monzie, « pas moins libérale que la Monarchie de Juillet » ; elle doit surtout éviter de s'asservir, comme la Monarchie de Juillet, à une prospérité matérielle et immédiate, pour s'employer à construire l'Europe de demain. Ce n'est que de cette façon qu'elle pourra triompher de la légende (stupide certes, mais qui, comme toutes les

<sup>67</sup> Citons notamment : Venturi (Franco), « Carlo Rosselli e la cultura francese », dans Istituto storico della Resistenza in Toscana *et al.*, *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, *op. cit.*, p. 163-179 ; Bresciani (Marco), Diletto (Diego), « Carlo Rosselli et les cultures françaises des années trente. Entre socialisme, antifascisme et tyrannies », dans *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2013/1, n°31, p. 131-157 ; Forlin (Olivier), « Carlo Rosselli, Giustizia e Libertà e gli intellettuali francesi (dagli anni Trenta agli anni Cinquanta) », dans Giacone (Alessandro, dir.), Vial (Éric, dir.), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio*, *op. cit.*, p. 177-190.

<sup>68</sup> Milza (Pierre), « Le modèle républicain français dans la culture politique de l'antifascisme italien », dans Berstein (Serge, dir.), Rudelle (Odile, dir.), *Le modèle républicain*, Paris, Presses universitaires de France, 1992, p. 224.

légendes, n'est pas sans raison) suivant laquelle la France est un pays en décadence au milieu de la *barbarie* et de la *jeunesse* des nations réactionnaires<sup>69</sup>.

Aussi ne faut-il pas exagérer l'attirance fugace, et provisoire, de Carlo Rosselli ou de Gaetano Salvemini pour certains courants « hérésiarques » de la gauche française, comme le néosocialisme<sup>70</sup>. Dès l'été 1933, en effet, le second faisait remarquer au premier l'usage, par Déat, Montagnon et Marquet, de formules confuses, qui « menaçaient d'obscurcir leur pensée » :

Il serait bien de se montrer très prudent dans nos relations avec Déat et cie. Certaines formules équivoques sont le fruit d'une pensée confuse et donc dangereuse. Le fascisme a partout été favorisé par une confusion du langage<sup>71</sup>.

Aldo Garosci n'était pas moins circonspect. Au demeurant, l'émergence d'un tel mouvement, au sein du socialisme française, lui semblait l'expression exacte de la situation propre à l'ensemble d'une nation de plus en plus isolée en Europe, sur des « falaises de marbre » pour reprendre l'image fixée par Ernst Jünger dans son roman éponyme :

Examinant le mouvement néosocialiste, nous avons dû mettre le doigt sur une des faiblesses qui tourmentent aujourd'hui ce grand pays ; sa situation sur le continent européen ; presque le seul pays [...], qui identifie encore les intérêts de la civilisation avec ceux de la démocratie et de la liberté. Le sentiment de se trouver sur une île battue par les vagues donne, comme première conséquence, le désir et le besoin de lever des barrières pour se protéger de la marée montante. Semblable en cela à l'Angleterre, mais beaucoup plus menacée, la France voudrait pouvoir s'isoler du continent européen, gagné par les mouvements de la réaction, incarner toujours la véritable Europe comme elle était jadis la Fille aînée de l'Église de Rome. La France n'a jamais eu autant besoin d'être rassurée dans la force de son armée et de sa diplomatie, de compter aussi sur une économie prospère. Et du reste, plus l'économie française deviendra rigide, plus son

<sup>69</sup> « La Terza Repubblica non può accontentarsi di essere, come disse il Signor De Monzie, “non meno liberale della Monarchia di Luglio“ ; essa deve soprattutto evitare di asservirsi, come la Monarchia di Luglio, a una prosperità materiale e immediata, e realizzare un nuovo lavoro per l'Europa di domani. Solo in questo modo essa potrà trionfare della leggenda (stupida leggenda certo, ma che come tutte le legende, non è senza ragione) che la vuole paese in decadenza tra le *barbare* e *giovani* nazioni reazionarie », dans Magrini [Aldo Garosci], « Antifascismo e fascismo in Francia », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°8, août 1933, p. 64.

<sup>70</sup> Pour une étude des rapports entre Carlo Rosselli et le néosocialisme français, on se tournera vers : Bresciani (Marco), Dilettoso (Diego), « Carlo Rosselli et les cultures françaises des années trente. Entre socialisme, antifascisme et tyrannie », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2013/1, n° 31, p. 151-156. Ces travaux complètent utilement le propos de Pierre Milza sur le sujet.

<sup>71</sup> « Sarà bene essere molto cauti nei rapporti con Déat e c. Certe formule equivoche sono frutto di pensiero confuso e perciò pericoloso. Il fascismo è stato ed è ovunque favorito dalla confusione delle lingue ». Voir les lettres de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 28 juillet et du 5 août 1933, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 166-168.

armée demandera des efforts, et plus, de façon insensible, elle se trouvera en proie à sa propre réaction nationale<sup>72</sup>.

Ce sentiment presque obsidional d'une république dont le mythe s'était complètement dilué dans les dysfonctionnements d'une démocratie malade, déterminait aussi son positionnement à l'international.

Ainsi, en matière de politique étrangère, l'attitude des gouvernements français, incapables de se défaire d'un attachement « paralysant » au concept de sécurité collective<sup>73</sup>, désespérait aussi profondément les hommes de « *Giustizia e Libertà* ». Pour sauver la paix, Joseph Paul-Boncour était même prêt à suivre le projet de révision des traités présenté par Mussolini au printemps de 1933. Le « pacte à quatre » fut finalement signé le 15 juillet, dans une version largement corrigée<sup>74</sup>. Le Parlement français ne ratifia cependant jamais le texte de l'accord : en novembre, la décision allemande, adoptée par plébiscite populaire, de quitter la conférence du désarmement et la Société des Nations, jeta de nouveau le trouble. L'hostilité ouverte de l'Allemagne, qui compromettait ainsi l'ensemble des bases de la sécurité en Europe, bouleversa l'opinion française, expliquant en partie l'émeute du 6 février 1934 contre le gouvernement Daladier<sup>75</sup>. C'est que, Rosselli n'imaginait pas même que cette crise fut l'expression d'un prétendu « fascisme français »<sup>76</sup>.

Le jugement qu'il porta, dans les jours suivant la crise du 6 février, était du reste sans concession pour la social-démocratie française, la gauche socialiste et le parti radical :

<sup>72</sup> « Esaminando il movimento neosocialista abbiamo dovuto mettere il dito su una delle debolezze che tormentano oggi questo grande paese ; la sua situazione sul continente europeo ; quasi solo paese [...], che identifica ancora gli interessi della civiltà con quelli della democrazia e della libertà. La sensazione di trovarsi su un'isola battuta dalle onde dà, come prima conseguenza, il desiderio e il bisogno di alzare barriere per proteggersi dal fiotto incalzante. Simile in questo all'Inghilterra, ma più minacciata, la Francia vorrebbe potersi isolare dal continente europeo in reazione, non guardare i paesi vicine, essere la vera Europa come era la Figlia primogenita della Chiesa di Roma. Mai come oggi un esercito forte, una diplomazia forte, una economia prospera, sono state necessari alla Francia. E d'altra parte, più l'économia francese diverrà rigida, più il suo esercito richiederà sforzi, più, insensibilmente, essa si troverà in inferiorità di fronte alle forze interne della sua reazione, di fronte al suo nazionale. », dans Magrini [Aldo Garosci], « Antifascismo e fascismo in Francia », *op. cit.*, p. 62.

<sup>73</sup> Maurice Vaïsse, dans un ouvrage synthétique sur l'évolution de la diplomatie française au cours des deux derniers siècles, montre ainsi que ce principe restait indiscuté en France, autant par le personnel diplomatique qu'au sein des milieux dirigeants. Voir : Allain (Jean-Claude), Guillen (Pierre), Soutou (Georges-Henri), Theis (Laurent), Vaïsse (Maurice), *Histoire de la diplomatie française*, t. 2, *De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2007, p. 319, 331.

<sup>74</sup> Collotti (Enzo), Labanca (Nicola), Sala (Teodoro), *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922-1939*, Florence, La Nuova Italia, 2000, p. 175-205.

<sup>75</sup> C'est notamment la thèse que défend Maurice Vaïsse. Voir : Allain (Jean-Claude), Guillen (Pierre), Soutou (Georges-Henri), Theis (Laurent), Vaïsse (Maurice), *Histoire de la diplomatie française*, t. 2, *De 1815 à nos jours*, *op. cit.*, p. 332.

<sup>76</sup> « Governo e partiti in Francia », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°12, janvier 1935.

Nous avons suivi toute la situation heure par heure, bien que nous ne nous trouvions pas à proximité des lieux pendant la nuit de mardi. Encore mercredi soir, l'aspect des boulevards et de la rue Rivoli était sinistre. Seulement hier matin, grâce à l'atmosphère qui était moins grise, la ville avait retrouvé son apparence habituelle. Pour l'instant, je ne crois pas que les conséquences seront trop graves, ni au danger d'une réédition des événements. C'est d'abord un grand échec pour la gauche radicale et socialiste qui paie les conséquences de ses incertitudes, de ses faiblesses et de son hypocrisie. Pour la première fois dans l'histoire de la République, un gouvernement est décapité par un mouvement de foule, non que celle-ci soit représentative [...], mais parce que les masses de gauche étaient soit indifférentes ou timides voire compromises par l'incapacité et l'argutie excessive de ses chefs [...]<sup>77</sup>.

Voici donc, comment se représente-t-on la France au sein « *Giustizia e Libertà* », à la moitié des années trente. Il y donc toujours le désir de pallier la méconnaissance générale du phénomène du fascisme dans l'opinion et chez les élites françaises.

À compter du printemps 1934, au moment où un rapprochement entre la France et l'Italie ne fait plus mystère pour personne<sup>78</sup>, le souci d'informer et de s'adresser au public français prend une forme nouvelle, dans les premiers numéros de l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà*. Il est d'abord question, pour les réfugiés antifascistes, de défendre leur position, car ils ont conscience de représenter un argument de transaction dans les négociations entre les deux parties diplomatiques. Mais, on remarque aussi, un effort de persuasion, sur la réalité sociale et politique du fascisme en Italie ; de même, sur les pratiques d'ingérence suivies par le régime à l'étranger, en contradiction avec le principe de non-intervention revendiquée, de son côté, par la France.

### ***Giustizia e Libertà* : journal d'information, de « culture et de bataille »**

L'hebdomadaire imprimé par « *Giustizia e Libertà* » à partir du printemps 1934 représente un pari éditorial singulièrement difficile à relever, outre que le projet s'avérait hasardeux sur le plan économique : il s'agissait, en effet, d'accomplir une sorte de compromis entre la nature

<sup>77</sup> « Abbiamo seguito ora per ora la situazione, anche se non fummo nella prossimità del luogo nella notte di martedì. Ancora mercoledì notte l'aspetto dei boulevards e di rue Rivoli era sinistro. Solo ieri mattina, anche in virtù dell'atmosfera meno grigia ed opaca, la fisionomia della città aveva riacquisito, nel centro, l'aspetto abituale. Per ora non credo che le conseguenze saranno troppo gravi né che ci sia pericolo di bis, tris, ecc. È una grossa disfata per la sinistra radicale e socialista che pagano il fio delle loro incertezze, debolezze e insincerità. Per la prima volta nella storia della Repubblica un governo è decapitato dalla piazza, non perché questa piazza fosse realmente rappresentativa [...], ma perché le masse di sinistra erano o indifferenti o timide o compromesse dalla incapacità e dalla sottigliezza dei capi [...], dans Ciuffoletti (Zeffiro, éd.), *I Rosselli. Epistolario familiare di Carlo, Nello, Amelia Rosselli 1914-1937*, op. cit., p. 567.

<sup>78</sup> Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 16 mars 1934, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 196.

élitiste du mouvement et sa vocation démocratique. Une gageure que résume assez bien l'écrivain Giuseppe Antonio Borgese :

De tous les mouvements politique que je connais aujourd'hui, [le vôtre] est, sans comparaison possible, le plus satisfaisant et le plus vif, intellectuellement parlant. La façon de traduire [cette intensité de réflexion] en une technique politique est une autre question [...]<sup>79</sup>.

Ayant mis tout en œuvre pour s'emparer du fleuron éditorial de la Concentration, Rosselli, Tarchiani et Salvemini voyaient d'abord là un outil pour mobiliser les Italiens de l'émigration, et ensuite un instrument pour rassembler et unir l'antifascisme. Rosselli le premier ne se résigna pas à l'isolement de son mouvement et conçut au contraire le journal comme un moyen d'« asseoir l'autorité et la valeur » de « *Giustizia e Libertà* » auprès de « tous les antifascistes »<sup>80</sup>.

Le nouvel hebdomadaire – qualifié dès son lancement de « journal de culture et de bataille » – n'avait donc pas vocation à devenir l'instrument d'un parti. L'intention était plutôt de faire dialoguer l'antifascisme, tout en livrant combat à la propagande de l'adversaire ; entreprise journalistique immense que laisse deviner le premier éditorial intitulé « Front vers l'Italie », dans lequel on déclare vouloir faire éclore un « monde nouveau » que l'on opposera « au monde qui a vu naître le fascisme » :

Il ne s'agit pas uniquement pour nous de renverser un gouvernement. Mais de renverser un régime, de fonder une civilisation<sup>81</sup>.

L'essentiel, rappelle-t-on enfin, est donc de « rester combattifs » et « mobilisés intellectuellement ». Cette espérance se lit dans le long sous-titre, en forme de gradation, choisi pour baptiser le journal :

Mouvement unitaire d'action pour l'autonomie ouvrière, la république socialiste, un nouvel humanisme.

Celui-ci conjugue donc deux héritages, l'un qui appartient en propre au giellisme et avec lequel il faut promettre de ne pas rompre – « le siège provisoire [de l'hebdomadaire] est à Paris, mais son siège véritable et définitif en Italie. Cette initiative n'atténue en rien l'activité du

<sup>79</sup> « Di tutti i movimenti politici che conosco oggi quello di G.e L. è senza paragone il più soddisfacente e intellettualmente intenso. Come sia possibile tradurlo in tecnica politica è un'altra questione. », dans ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « Carlo Rosselli », Lettre de Giuseppe Antonio Borgese à Carlo Rosselli du 16 février 1935.

<sup>80</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 143, « Promemoria », note de l'informateur « Togo » sur « *Giustizia e Libertà* » datée du 13 mai 1934.

<sup>81</sup> « Non si tratta di rovesciare un governo. Si tratta di rovesciare un regime, di fondare una civiltà. », dans « Fronte verso l'Italia », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934.

mouvement. Nous nous développons ; nous ne changeons pas » lit-on dès le premier éditorial –, l'autre qu'il faut exploiter utilement et sagement, comme l'indique la référence centrale à une « république socialiste ». Autour d'elle s'agrègent encore deux autres devises, qui lient l'ancien mot d'ordre du rassemblement concentrationniste non seulement à une formule apparue dans les écrits de militants turinois – « l'autonomie ouvrière » –, mais à l'idéal de « nouvel humanisme », nouveau commencement qui broche sur l'ancien horizon fixé en 1928 et consacre la renaissance intellectuelle et idéologique de l'antifascisme. On énumère alors la signification de cette « foi, de ce nouveau monde » qui se nomment « liberté, socialisme, république ; dignité et autonomie de la personne et de tous les groupes humains qui se forment spontanément ; émancipation du travail et de la pensée de la servitude capitaliste », comme pour souligner l'accord parfait, la logique irréprochable, supérieure, qui gouverne cet « Humanisme », et la possibilité, ou même l'évidence qu'il y a à réunir les idées des uns et des autres dans un seul et même idéal.

En parallèle et dans la continuité de l'expérience ouverte avec les *Quaderni di Giustizia e Libertà*, l'hebdomadaire doit participer au renouvellement et au dynamisme éditorial, suscités à cette époque, comme en France, par la mobilisation des intellectuels sur le terrain des idées et de l'action politique, ainsi que leur rôle moteur dans la militance antifasciste. À ce titre, le périodique gielliste se situe au croisement d'autres genres et formats mieux identifiés comme la revue d'intellectuels, le journal militant, et l'hebdomadaire politique et littéraire ; ou, si l'on préfère, une version modernisée de cette dernière formule qui conserve la fonction réflexive et de prospection de la revue à laquelle elle associe la mise en forme de l'actualité propre à la presse quotidienne et d'information généraliste : un format unique et original dont l'ordonnancement général est une réplique la plus classique de la presse du XIX<sup>ème</sup> siècle, le ton militant en plus : suivent ainsi, dans l'ordre, à la suite de l'éditorial de la première page, un compte-rendu de l'actualité, la chronique politique – italienne et internationale -, la *terza pagina* dédiée à la culture et aux débats thématiques, enfin les inévitables annonces payantes en quatrième page, plus ou moins discrète selon les numéros. L'ambition portée par le journal et son énonciation, la présence d'articles culturels de fond avec des analyses de long cours sur l'économie ou la politique étrangère, sans oublier la chronique du mouvement antifasciste, la présence régulière d'un bulletin d'informations sur les nouvelles en provenance d'Italie, en bref tout ce qui fait *Giustizia e Libertà*, reflète une volonté de rompre aussi bien avec les modèles classiques du quotidien de masse d'un côté, et de l'organe partisan de l'autre. C'est en fait de ces deux formats à la fois que le nouvel hebdomadaire veut s'inspirer et desquels il compte attirer les différents lectorats pour constituer progressivement le sien.

Autrement dit, on abandonne l'impression d'urgence, de précarité matérielle et d'improvisation de la presse clandestine des débuts ; avec l'adoption du grand format, c'est aussi toute l'activité de presse qui prend une nouvelle dimension, que l'on peut d'abord mesurer, très concrètement, au nombre de signes imprimés. À sept colonnes, l'hebdomadaire atteint un volume incomparablement supérieur à tout ce qui a été publié jusque-là – soit quelque cinquante mille signes par page ou un équivalent de deux cent mille par numéro : des chiffres considérables qui impliquent, bien sûr, une rédaction nombreuse, quasi-professionnelle, un outillage performant de composition et d'impression, et pour finir des débouchés commerciaux capables de rentabiliser une entreprise de presse qui, toute militante qu'elle soit, présente aussi un caractère industriel et commercial. C'est que l'écriture de presse représente un mode d'intervention privilégiée des antifascistes ; ils en proposent aussi une interprétation riche, l'utilisant comme moyen d'information, mais également comme un *medium* d'instruction et d'éducation politique – donc de mobilisation – et toujours comme un outil de lutte et de défense.

### ***La fabrique du journal : sources et finalités d'une information « antifasciste »***

Lancer un hebdomadaire pouvait apparaître comme une décision naturelle, logique, pour les hommes de « *Giustizia e Libertà* », lesquels avaient toujours frayé avec l'univers de la presse, que ce soit du fait de leur parcours professionnel, ou bien aussi au cours de leur militantisme antifasciste. On a vu, en effet, comment l'information, à travers la diffusion clandestine d'une revue contraire au discours imposé par le régime de Mussolini, avait constitué le cœur et l'origine de leur entrée en action contre le fascisme. Aussi, et quoiqu'il ait toujours misé sur « l'action » en Italie, Carlo Rosselli était également devenu, par la force des choses, un homme de journaux.

Il faut d'abord remarquer que publier un journal représente, pour des militants réfugiés à l'étranger, un travail encore largement artisanal dans lequel, plus que l'encadrement et la structure, comptent avant tout les hommes et les formes de relations qu'ils développent et entretiennent entre eux. Dès mai 1934, Rosselli loue donc un local rue du Val-de-Grâce destiné à accueillir l'administration et la rédaction de l'hebdomadaire. Pour lancer leur activité, les giellistes comptent surtout réinvestir et exploiter d'anciennes solidarités militantes, qui remontent au début de l'implantation de l'antifascisme italien en France. C'est ainsi le nom de

Marcel Chartrain, un militant du PCF proche des maximalistes, que l'on retrouve en face de la mention « gérant »<sup>82</sup>.

De même, on peut observer plusieurs traits de similitude entre l'ancien titre publié par la Concentration, *La Libertà*, et l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà*, qui indiquent un certain nombre de continuités entre les deux, dans la façon de produire de l'information, et de générer un discours qui adopte les codes du langage médiatique. Car ce que l'on a coutume de désigner sous le terme générique d'« information » caractérise, en fait, une entreprise bien précise, qui connaît ses propres normes, possède un régime de communication spécifique, et n'existe qu'en tant qu'elle est une activité d'écriture et de publication.

Aussi la mise en œuvre d'un discours d'information, au sens médiatique du terme, consiste à imiter une technique d'écriture envisagée comme spécifiquement journalistique, en ce qu'elle vise à diffuser des « informations », soit des nouvelles liées à l'actualité, destinées à un lectorat massifié, selon un rythme accéléré. Ce que les historiens ont l'habitude de nommer, depuis les travaux pionniers de Dominique Kalifa, le « régime médiatique »<sup>83</sup> renvoie donc à un type d'écriture dont l'imaginaire social de l'époque est à même de reconnaître la visée informative. De cette façon, le discours de l'antifascisme doit, en même temps qu'il cherche à élargir son lectorat, multiplier et diversifier ses centres d'intérêt, et s'astreindre à un rythme de production caractérisé par l'accélération de la circulation des nouvelles.

Afin de répondre à cette double exigence – à la fois d'éclectisme, dans le type de contenu publié, et de rapidité, dans la façon de le produire –, les responsables de l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà* choisissent, logiquement, de retourner à la lecture des journaux. Car, la première source de travail des giellistes, pour fabriquer leur journal, est en effet, dans l'ordre d'importance, la presse italienne, la presse d'informations générales, et la presse politique étrangère.

Du reste, au regard du contenu qui est extrait de toute cette matière journalistique, on s'aperçoit que, si la variété des sources est bien réelle, la diversité des thèmes traités est quant à elle à relativiser. *Giustizia e Libertà* semble ainsi composé d'une mosaïque d'articles et de brèves parus à travers la presse sur l'Italie et le fascisme. Les nouvelles sur l'étranger se limitent quant à elle à l'examen de la situation diplomatique en Europe, ou concernent plus rarement

<sup>82</sup> Proche des milieux maximalistes, Marcel Chartrain accepta au total la gérance d'une dizaine de journaux italiens antifascistes, dont *La Libertà*. Girault (Jacques), « Notice CHARTRAIN Marcel, Léon », version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 9 octobre 2014 : <https://maitron.fr/spip.php?article19541>

<sup>83</sup> Par exemple : Kalifa (Dominique), « L'entrée de la France en régime médiatique : l'étape des années 1860 », dans Migozzi (Jacques, dir.), *De l'Écrit à l'écran*, Limoges, Pulim, 2000, p. 39-51.



l'actualité politique d'une nation. En 1934, c'est par exemple le cas de l'Espagne, et de la Russie. Sous ce point de vue, l'hebdomadaire gielliste reprend les directions thématiques déjà développées dans la revue du mouvement et dans tout le matériel de propagande. Seule la forme éditoriale change véritablement. C'est qu'il ne suffit pas de démentir les nouvelles publiées en Italie, de polémiquer à propos de la situation économique et sociale italienne, de montrer les effets concrets de la dictature, etc. Il faut encore donner corps à un objet médiatique conforme aux attentes et aux représentations dominantes de l'époque. De cette façon, se manifestent aussi certains signes de rupture avec tout ce que « *Giustizia e Libertà* », et même, plus généralement, l'antifascisme, a produit par le passé.

Grand lecteur de journaux, Rosselli peut en effet observer les mutations qui, en France, sous l'effet de la crise et les aléas de la conjoncture, bouleversent les équilibres du marché de la presse, suscitent des innovations, et provoquent diverses recompositions. Rosselli connaît aussi le succès que rencontrent, dans l'opinion, les nouvelles formules, comme les périodiques illustrées et les hebdomadaires politiques. Ces journaux, il le sait, ont contribué à construire l'imaginaire des Français sur l'Italie, comme ils ont pu influencer aussi la vision des émigrés italiens sur leur propre pays. Il restait toujours possible, pour les antifascistes, de contredire cette image, du moins de la complexifier mais, l'impact concret de ces interventions restait sans nul doute marginal. Les corrections apportées par leurs témoignages atténuaient mais ne pouvaient complètement annuler les effets médiatiques d'une telle publicité dans l'opinion. Finalement, il pouvait même leur paraître plus favorable de se taire que de prendre le risque de cautionner le comportement, un peu trop serviable à leur goût, de certains médias ou d'intellectuels français à l'égard du régime fasciste :

*Vu* prévoit de sortir [...] le numéro spécial sur l'Italie, annonça Rosselli dans un courrier à Salvemini, au printemps 1933. La rédaction a sollicité notre collaboration, mais en l'absence de garanties, nous avons refusé. On leur a communiqué, par voie *indirecte*, une contre-documentation. S'ils agissent en malhonnêtes, nous pourrions publier un contre-numéro, en s'entendant avec quelques revues concurrentes. Le numéro comptera aussi une interview de... Paul Valéry avec Mussolini ! Toutes des putains ces grands sacerdotés<sup>84</sup>.

<sup>84</sup> « “Vu“ farà poi [...] il Numero speciale sull'Italia, annonça Rosselli dans un courrier à Salvemini, au printemps 1933. Sollecitò la n[ost]ra collaborazione, ma in assenza di garanzie, rifiutammo. Si è provveduto a far loro avere per via *indiretta* una controdocumentazione. Se faranno i porci potremo organizzare un contronumero d'accordo con qualche rivista concorrente. Il Numero conterrà anche un'intervista di... Paul Valery con Mussolini ! Tutte puttane questi grandi sacerdoti », Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, *op. cit.*, p. 165.

Or, Rosselli se doute que, pour avoir des chances d'être écouté des journalistes français, il lui faut abandonner un ton trop militant et engagé. Les professionnels de la presse, et ses lecteurs, font bien la différence entre un discours à visée informative, « journalistique », et une opinion politique, donc partisane et, de plus en plus, polémique. Il faut donc afficher un parti pris de neutralité ; à la fois destiné à des militants antifascistes, l'hebdomadaire veut en même temps conquérir un lectorat bien plus large. Aussi, comme le dit lui-même Rosselli, certains articles doivent être rédigés dans un style volontairement plat, retenu, essentiellement informatif, approprié à une norme « d'objectivité »<sup>85</sup>. C'est notamment le cas de la rubrique publiée intégralement en français, en quatrième et dernière page de l'hebdomadaire. Intitulée de manière très officielle « Service de presse », elle est en fait construite à partir d'informations retraduites et, pour certaines, déjà parues dans les pages intérieures de *Giustizia e Libertà*.

C'est en effet le caractère impersonnel des articles publiés sous cette rubrique qui saute d'abord aux yeux. Aucune nouvelle n'est d'ailleurs signée ; le texte est conçu ici à des fins informatives et subit donc, à plein, un processus d'anonymisation qui consiste à invisibiliser l'auteur comme énonciateur d'un discours singulier et partisan. Anonymes, les articles sont donc également brefs, selon le modèle des textes d'agence, adaptés à une diffusion diversifiée.

L'organisation de la rubrique, à travers notamment le choix des titres, est également intéressant à observer. Dépourvus de toute vision personnelle, ils révèlent une écriture synthétique, quasiment taxinomique : « La crise économique en Italie » - « Combien d'ouvriers sont employés dans les travaux publics en Italie » - « Des ouvriers de Savone déférés au Tribunal spécial » - « Extraordinaires mesures policières pour les séances du Parlement » - « La réduction des salaires » - « La censure cinématographique en Italie », etc.

De même, le système d'énonciation marque cette volonté d'effacer toute forme de médiation personnelle : l'article est écrit de façon à suggérer, en lui-même, l'immédiateté de l'événement rapporté. Plusieurs cas de figure se présentent : d'abord, les nouvelles dont la source est directement rapportée. Des notations figurent alors dans le corps de l'article pour désigner le processus ayant permis la mise en circulation de l'information : par exemple, un communiqué d'agence de presse, un article paru dans tel journal, etc. En l'absence de telles indications, l'événement est rapporté directement.

Ce cas se retrouve, le plus souvent, lorsque les faits impliquent le mouvement gielliste et ses militants. Ainsi, début mai, suite à l'arrestation, le 13 mars 1934, de quatorze personnes – dont

<sup>85</sup> « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 22 juin 1934.

le peintre Carlo Levi, connu par une partie du public français<sup>86</sup> – soupçonnées de complicité antifasciste avec Sion Segre, saisi deux jours plus tôt à Ponte Tresa, le préfet de police de Turin ordonna le renvoi devant les juges du Tribunal spécial du seul Leone Ginzburg, aux côtés de Segre<sup>87</sup>. Rappelant les insultes antisémites lâchés dans les journaux italiens contre les accusés<sup>88</sup>, le commentaire insistait au contraire sur la valeur des personnalités, une première fois placées en état d'arrestation, et se félicitait de leur remise en liberté, interprétant toute l'affaire comme un nouvel échec des autorités fascistes.

Les enquêtes de la police et de la magistrature fascistes n'ont pu établir aucune preuve à la charge des intellectuels arrêtés, il y a un presque un mois, à Turin, à la suite de l'épisode dramatique de Ponte Tresa. Le jeune antifasciste Mario Levi, au moment d'être arrêté à la frontière italienne par des carabinieri et des miliciens, réussit à se sauver, en se jetant courageusement dans la rivière, sur le territoire suisse, d'où il lança vers les forces fascistes le cri : « Vive la liberté ». La police fasciste procéda, par représailles, à l'arrestation des parents de Levi, de son compagnon de voyage, Sion Segre, et de leurs prétendus complices. Mais cette machination de l'« OVRA » montée dans des buts d'intimidation et de chantage antijuif, menace de s'effondrer complètement<sup>89</sup>.

En fait, les travaux de Mario Giovana ont pu établir le caractère intentionnel de la manœuvre, soulignant sa portée stratégique pour le régime, de façon à continuer d'étendre son contrôle et sa surveillance sur « *Giustizia e Libertà* »<sup>90</sup>. Ainsi la décision d'enquêter parmi les proches de Sion Segre et de Mario Levi, puis de les libérer, tenait-elle, à la fois, aux informations possédées par la police, grâce aux indicateurs infiltrés parmi le groupe d'opposants, et à la nécessité de protéger l'identité de ces hommes, jusqu'à la découverte de toutes les ramifications giellistes dans la cité piémontaise, centre principale de son activité clandestine.

<sup>86</sup> Décimo (Marc), « Carlo Levi : un peintre-écrivain entre Paris et Matera », *Critique d'art* [En ligne], mis en ligne le 27 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/critiquedart/46474>

<sup>87</sup> Au total, à la suite de cet incident, quatorze individus furent placés en état d'arrestation : Leone Ginzburg, Barbara Allason, Giuliana Segre, Carlo Mussa Ivaldi Vercelli, Giovanni Guaita, Cesare Colombo, Marco Segre, Attilio Segre, Carlo Levi, Giuseppe Levi, Leo Levi, Gino Levi, Riccardo Levi, Camillo Pasquali. La majorité étaient des étudiants, en plus de quelques professeurs, des ingénieurs, un avocat, et une femme de lettres, Barbara Allason. Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 114, fasc. 3, Texte de l'accusation de la Préfecture royale au procureur général près le Tribunal Spécial, daté du 9 mai 1934 à Turin. L'affaire a été traitée notamment par Mario Giovana : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 380-416.

<sup>88</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 393.

<sup>89</sup> « Une machination de l'Ovra qui s'effondre. Le peintre C. Lévi relâché (sic) », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934.

<sup>90</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 389-391.

Le parti-pris militant, qui éloignait finalement les réfugiés d'un examen proprement « objectif », et donc tout à fait lucide sur leur situation, se retrouve à des degrés divers dans le journal. L'écriture des articles du « Service de presse » a par exemple tendance à user de l'impersonnel « on », que l'on retrouve dans presque toutes les parties du discours qui modalisent la connaissance d'un fait, ou plutôt sa réputation dans l'opinion, notamment à l'étranger. Mais, c'est, le plus souvent, pour prendre à revers ce genre de discours, désignés comme « légendaires » et automatiquement disqualifiés par le réexamen des faits. Ces articles sont généralement plus longs que les autres, et parfois même signés de leur auteur. Ils ouvrent toujours la rubrique, et fonctionnent ainsi comme des éditoriaux, dont la portée « engagée » est cependant mise en équilibre avec un souci d'expertise et de vérification presque scientifique. Autrement dit, le commentaire sur l'événement rapporté est en quelque sorte autorisé par un savoir extérieur, accessible et qui n'appartient pas en propre à la vision partisane de l'auteur<sup>91</sup>.

Car finalement, les giellistes s'en cachent à peine ; s'ils veulent rassurer l'opinion sur la fiabilité des informations publiés dans leur journal, c'est en effet pour intervenir dans le débat public, afin de contredire et mettre en cause les agents de la propagande du fascisme en France. Cela devient beaucoup plus flagrant, à partir de la deuxième moitié de l'année 1934, dans le contexte brûlant d'un probable rapprochement franco-italien.

Le 22 juin 1934, grâce à l'un de leurs « correspondants d'Italie », les giellistes annoncent rendre publique, « par devoir d'antifascistes », une information extrêmement sensible et polémique : la visite, à Rome, de Philippe Henriot, député de la Gironde, accompagné par Italo Sullioti, le directeur de *La Nuova Italia*, le journal fasciste édité à Paris. Le propos est on ne peut plus clair :

Le but de ce voyage, selon le programme de Mussolini, serait d'établir un accord au sujet de l'organisation en France d'un mouvement fascisant, du « type Dollfuss »<sup>92</sup>.

La rumeur fait réagir le principal intéressé, qui adresse un démenti, publié dès la semaine suivante dans l'hebdomadaire gielliste :

J'ai le regret, écrit Philippe Henriot dans sa lettre, de vous faire connaître que j'ai pour le mois de juillet des engagements que je compte toujours tenir et si votre information a le mérite d'être sensationnelle, elle a malheureusement le défaut d'être absolument dépourvue de tout fondement<sup>93</sup>.

<sup>91</sup> Par exemple : « La bataille du blé en Italie », *Giustizia e Libertà*, 15 juin 1934.

<sup>92</sup> « Mussolini travaille pour un pacifisme "type Dollfuss" en France », *Giustizia e Libertà*, 22 juin 1934.

<sup>93</sup> « Une lettre de M. Henriot », *Giustizia e Libertà*, 29 juin 1934.

Les giellistes s'étaient effectivement empressés de lui envoyer un extrait de l'article, « pour le mettre tout de suite en mesure de prendre position ». Car la nouvelle était loin d'être totalement farfelue, alors, qu'en Italie, la presse fasciste comme *Il Tevere* évoquait, au même moment, une « reprise de la guerre civile » en France, et préconisait des « changements profonds » dans la vie et la politique de l'État français :

[...] la préoccupation à laquelle nous avons obéi en rendant publique l'information de Rome, précisent encore les giellistes, n'a pas pour but d'intervenir dans la lutte des partis français, mais de signaler à l'opinion publique française certaines manœuvres d'intervention de la part de Mussolini [...]<sup>94</sup>.

La polémique qui oppose, en juin, le « député antiparlementaire » et sulfureux pamphlétaire de droite, Henriot, à « *Giustizia e Libertà* », rebondit à la fin de l'année 1934, d'une façon plutôt inattendue. Mi-grave mi-amusé, Rosselli affirme que la présence de Henriot à Rome fut confirmée, fin décembre, dans les pages de... *La Nuova Italia* !

[...] nous lions que, à l'occasion d'une soirée organisée lundi dernier par la maison des intellectuels [...] et de la « *Nuova Italia* » à l'hôtel des Deux Mondes, M. Henriot a prononcé un discours, dans lequel il a rappelé – nous traduisons textuellement les phrases de l'organe fasciste italien de Paris – « son récent voyage à Rome et l'impression inoubliable qu'il a emportée de ses entrevues avec le Duce. »<sup>95</sup>

Au demeurant, les giellistes rassemblaient d'autres preuves de l'ingérence fasciste dans la politique française. Ainsi, le 5 octobre 1934, on voit par exemple, en « Une » de *Giustizia e Libertà*, une photographie d'un groupe d'hommes en uniforme, de trois quart et pointant chacun son arme dans la même direction. Le document fut publié dans plusieurs journaux français, comme *L'Œuvre*, et représentait des membres du mouvement franciste, lors d'un exercice de tir, dans le département de la Seine-et-Oise<sup>96</sup>. Les giellistes relevèrent la présence, parmi ces hommes, d'un « personnage officiel » du régime fasciste, le déjà nommé directeur de *La Nuova Italia*, Italo Sullioti (fig. 30).

<sup>94</sup> « «La crise de la France est une crise de régime» », *Giustizia e Libertà*, 29 juin 1934.

<sup>95</sup> « M. Henriot et Mussolini », *Giustizia e Libertà*, 21 décembre 1934.

<sup>96</sup> *Giustizia e Libertà*, 5 octobre 1934.



**Figure 30 – Photographie d’Italo Sullioti aux côtés de francistes en exercice à Breuil-Bois-Robert, publiée dans l’édition du 5 octobre 1934 de *Giustizia e Libertà*.**

Tout ceci intervient quelques jours avant l’assassinat, à Marseille, le 9 octobre, de Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères du gouvernement d’Union nationale présidée par Gaston Doumergue, en compagnie du roi Alexandre de Yougoslavie. Alors que l’affaire fait la « Une » de tous les quotidiens ou presque<sup>97</sup>, les giellistes, quant à eux, tardent à se prononcer sur un événement éminemment délicat à décrypter. Le double meurtre, orchestré par une organisation croate qui combat le régime yougoslave, porte clairement tous les signes d’un attentat politique. Comment traiter, cependant, les liens avérés entre les « terroristes » et certains régimes révisionnistes, comme la Hongrie et l’Italie fasciste ? Un article d’André Leroux, paru le 14 octobre dans *Le Populaire*, et intitulé « le terrorisme croato-macédonien au service de trois fascismes » fut reproduit dans *Giustizia e Libertà*

Après l’attentat de Marseille, la presse internationale, dans son ensemble, tout en mettant en lumières les liens du mouvement séparatiste croate avec la Hongrie, n’a pas

<sup>97</sup> Monnier (Frédéric), « L’attentat de Marseille (9 octobre 1934) : régicide et terrorisme dans les années trente », *La Révolution française* [En ligne], 1, 2012, mis en ligne le 21 mars 2012. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/461>.

rappelé ses rapports avec le fascisme italien. Puisque, dans un moment aussi délicat et complexe de la vie internationale, il est bien que tous les éléments et les faits soient connus, nous avons cru opportun de réunir une documentation objective à partir de l'ensemble des articles parus sur ce sujet<sup>98</sup>.

Mais, de là à conclure que l'antifascisme condamnait la pratique de l'attentat politique au service de la « libération » du peuple croate, il y a un pas que les giellistes se gardaient bien de franchir :

Il est superflu d'affirmer que cette documentation n'implique en aucune façon une solidarité avec la dictature yougoslave [...] ni encore moins une condamnation ou un affaiblissement du droit des Croates à revendiquer au nom de la liberté leur autonomie<sup>99</sup>.

C'est que, du point de vue des émigrés antifascistes, l'affaire est particulièrement sensible. Ainsi, comme on va le voir, l'événement de Marseille accélérât plus qu'il n'entravait les tractations diplomatiques pour un rapprochement entre la France et l'Italie, notamment suite au remplacement de Barthou par Pierre Laval aux Affaires étrangères. Dès sa nomination, celui-ci décide en effet d'établir un étroit contrôle politique sur toute l'enquête judiciaire. À Antoine Mondanel, chargé de la police judiciaire au ministère de l'Intérieur, il demande régulièrement des informations, « en raison même des réactions d'ordre international » qu'étaient susceptibles de déclencher l'enquête, au fur et à mesure de sa progression, « des hypothèses émises » ou des « faits acquis »<sup>100</sup>.

Événement européen, en ce sens qu'il impliquait, d'une façon ou d'une autre, de nombreux États, l'attentat de Marseille est aussi le premier événement du genre qui suscite l'élaboration d'une notion à la fois nouvelle et complexe, celle du « terrorisme politique » à l'échelle internationale<sup>101</sup>, accélérant l'échanges d'informations entre services de renseignements et recommandant la collaboration entre police nationales. Aussi lorsque les juges chargés d'instruire les faits procédèrent au déplacement de l'enquête, du meurtrier et de ses complices – les trois Yougoslaves d'origine croate arrêtés par la police française avant le 15 octobre 1934

<sup>98</sup> « Dopo l'attentato di Marsiglia, la stampa internazionale, nel suo complesso, mentre ha messo in luce i legami del movimento separatista croato con l'Ungheria, non ha ricordato i suoi rapporti col fascismo italiano. Poichè, in un momento così delicato e complesso della vita internazionale, è bene che tutti gli elementi di fatto siano messi in luce, così noi abbiamo creduto opportuno di raccogliere una documentazione obiettiva, che integra le pubblicazioni già avvenute », dans « Il terrorismo croato-macedone al servizio di tre fascismi », *Giustizia e Libertà*, 19 octobre 1934.

<sup>99</sup> *Ibid.* : « È superfluo aggiungere che questa nostra documentazione non implica in nessun modo una solidarietà con la dittatura jugoslava [...] nè tanto meno condanna o menomazione del diritto dei croati a rivendicare nel nome della libertà le loro storiche autonomie. »

<sup>100</sup> Extrait cité dans Monnier (Frédéric), « L'attentat de Marseille (9 octobre 1934) : régicide et terrorisme dans les années trente », *op. cit.*

<sup>101</sup> *Ibid.*

– vers les organisations politiques auxquelles ils appartenaient, et ainsi, du terrorisme macédonien à l'action terroriste de l'organisation *ustasa* dirigée par Ante Pavelic, la police française fut amenée à s'interroger sur l'aide reçue par cette mouvance, de la part de la Hongrie, de l'Autriche et de l'Italie, notamment à des fins de déstabilisation du système européen hérité de Versailles. Pour les contemporains, l'événement semblait répéter, dans des termes absolument identiques mais avec des protagonistes différents, le scénario de l'attentat de Sarajevo en 1914, c'est-à-dire les manipulations, opérées par des États, de certaines organisations politiques qui n'hésitaient pas à recourir à la violence pour arriver à leurs fins<sup>102</sup>.

Cependant, l'enquête achoppe sur la mauvaise volonté du gouvernement hongrois, ainsi que les refus, exprimés par l'Autriche comme l'Italie, d'extrader les différents suspects. Mais, de façon parfaitement contraire aux résultats de l'enquête, les décisions diplomatiques de Pierre Laval visaient, entre autres, à rassurer l'Italie, au moment où celle-ci pouvait devenir un allié de la France.

Le 28 octobre, réagissant dans *L'Œuvre*, le célèbre avocat et militant des droits de l'homme, Henry Torrès, présenté dans le journal radical comme le « défenseur de tant d'émigrés politiques », « qu'aucune cause généreuse n'[avait] jamais laissé indifférent », examinait les conséquences morales et politiques que pouvaient engendrer la procédure de l'extradition<sup>103</sup>.

Avant tout, l'avocat souhaitait souligner le caractère « extrêmement libérale » de la mesure : « Cette loi, commençait-il, s'efforce de soustraire les extradés à l'arbitraire de certains gouvernements ». Mais, en l'espèce, son application faisait problème. L'Italie, d'abord, accepterait-elle de s'y soumettre ?

Je serais surpris, cependant, de voir l'Italie invoquer, au bénéfice de [Ante] Pavelic et [Eugen] Kvaternic, une législation de cette sorte et une interprétation très large de la nature du crime, par cela même, qu'en toutes circonstances, ce pays a réclamé des hommes qui n'avaient commis d'autre crime que de combattre le gouvernement...

Ensuite, l'affaire posait plus largement la question des moyens à disposition des gouvernements, et de leur éventuelle adaptation, pour faire face à la menace terroriste, sans remettre en cause la logique libérale de sa législation en matière d'asile. Appelant à ne « pas oublier », dans « l'intérêt de la sécurité publique », l'activité de « certains groupes d'émigrés à Paris », qui étaient « rattachés à des organisations militaires », l'avocat et ancien militant

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> Anrich (Paul), « Les problèmes posés par l'extradition des complices de Kelemen sont d'ordre juridique et politique. L'opinion de M<sup>e</sup> Torrès », *L'Œuvre*, 25 octobre 1934.



communiste, défenseur de nombreux anarchistes, se souciait aussi de ce que l'affaire ne provoque pas la tentation de « porter atteinte au droit d'asile » :

[...] je pense que la France commettrait la plus lourde faute en apportant la moindre restriction au droit d'asile. Que prouve cette affaire tragique ? Que par suite de l'insuffisance des services de surveillance des indésirables peuvent franchir la frontière avec de faux papiers. Car il existe à l'étranger des officines où l'on fabrique de faux papiers. Elles se rattachent peut-être à certains milieux, sinon à certains gouvernements étrangers, qui sont les premiers à blâmer la France d'accorder une trop large hospitalité aux étrangers !

Les réfugiés d'origine italienne mesuraient évidemment la menace qui pesait sur eux, encore plus dans le contexte d'un rapprochement diplomatique entre la France et l'Italie. Dans *Giustizia e Libertà*, on apprécia l'évocation, par Torrès, des « généreuses traditions françaises en matière de droit d'asile », s'inquiétant déjà de leur remise en cause par le pouvoir en place : « De divers côtés, ajoutait Rosselli en citant notamment le cas de son ami Camillo Berneri, nous recevons des nouvelles d'expulsions d'Italiens, de refus soudains de séjour à des individus ou à des groupes de réfugiés ».

Certes, il est facile de déplacer les réfugiés à la frontière, s'emportait le dirigeant gielliste. Mais où iront-ils vivre, quand toutes les frontières se ferment devant eux ? Pas en Belgique, qui ramène les expulsés à la frontière française ; pas aux Pays-Bas, où le gouvernement a déjà livré aux hitlériens plusieurs réfugiés allemands ; pas en Angleterre, qui ferme aussi ses portes ; pas non plus au Portugal, qui livre à loisir les personnes refoulées aux régimes fascistes ; certainement pas, enfin, en Espagne et en Suisse. Où peuvent donc aller les réfugiés ?<sup>104</sup>

C'est dans ce contexte difficile que s'opère, en France, la réorganisation de « *Giustizia e Libertà* », autour de son journal et à travers son propre réseau de sympathisants.

### ***L'implication des lecteurs : des relais d'information, de diffusion et de communication***

La volonté de devenir « l'informateur de la dissidence au fascisme », inhérente au projet de fonder un hebdomadaire pour l'unité d'action de l'antifascisme, se traduit concrètement dans l'organisation de sections locales, notamment pour une meilleure diffusion de *Giustizia e*

<sup>104</sup> « Certo è facile mettere i profughi alla frontiera. Ma dove potranno essi andare a vivere quando tutte le frontiere si chiudono dinanzi a loro ? Non in Belgio, che fa riaccompagnare gli espulsi alla frontiera francese ; non in Olanda dove quel governo ha già consegnato agli hitleriani vari rifugiati tedeschi ; non in Inghilterra che sbarra le porte ; non in Portogallo che consegna con voluttà i rifugiati ai rispettivi fascismi ; non certo in Spagna e in Svizzera. Dove possono andare dunque i profughi ? », dans « Sul diritto di asilo », *Giustizia e Libertà*, 2 novembre 1934.

*Libertà*. Ce programme d'encadrement offre encore une fois l'occasion de signifier son originalité et d'affirmer sa volonté de renouveau :

G.L. ne sera pas un parti dans l'exil. Ce que ses sympathisants se proposent de réaliser en revanche est de propager parmi l'émigration les mots d'ordre nés sur le front italien ; *les propager* de la seule façon efficace, c'est-à-dire en incitant les émigrés à collaborer à l'action en Italie, et en imitant le modèle d'organisation autonome qui y a fait ses preuves<sup>105</sup>.

La formation de ces groupes est en effet plus ou moins organisée, structurée et complexe et si l'ordre interne propre au mouvement gielliste nous apparaît comme extrêmement souple et même inconsistant, ce n'est pas seulement en raison du manque de sources disponibles ni à cause du point de vue très limité qu'adoptent les indicateurs de la police italienne sur les organisations antifascistes. En fait, cette impression nous est directement confirmée par le témoignage d'Aldo Garosci<sup>106</sup>.

C'est donc que le journal lui-même assume très rapidement une fonction organisationnelle, favorisant la consolidation de réseaux et d'interactions interpersonnelles entre membres et sympathisants de « *Giustizia e Libertà* » ; Rosselli remarque ainsi dans l'une de ses lettres à Salvemini que l'hebdomadaire s'est pour ainsi dire substitué à toute forme d'organisation proprement dite<sup>107</sup>. Car il n'existe aucune sorte de procédure administrative dans la formation des sections pour réunir les « sympathisants » du mouvement et l'on retrouve donc, sur le modèle de ce qui prévaut pour son organisation, que ce soit en Italie et comme aussi dans l'exil sur la côte Est des États-Unis, l'importance des *leaders* autour desquels s'agrègent ensuite le reste des membres.

En province, les premiers sympathisants se recrutent d'abord sur la Côte d'Azur. Des sections giellistes, ou « SIGLA », se forment autour de militants en rupture de ban avec leur parti ; c'est par exemple le cas dans les Alpes-Maritimes, à Nice, où Rosselli se met en lien avec un ancien cheminot communiste, Michele Tortora, puis avec un républicain proche de Fernando Schiavetti – c'est-à-dire d'une tendance plutôt de gauche et « socialisante » – Luigi

<sup>105</sup> « G.L. non sarà un partito dell'emigrazione. Quel che i simpatizzanti di G.L. si propongono è, invece di propagandare tra l'emigrazione le parole d'ordine che son nate sul fronte italiano ; *propagandarle*, nel solo modo efficace, cioè facendo collaborare effettivamente l'emigrazione alla lotta in Italia, ed estendendo all'estero quell'autonomia di organizzazione che ha fatto le sue prove in Italia. », dans « Gruppi simpatizzanti di "Giustizia e Libertà" (SI. GL. A.) », *Giustizia e Libertà*, 15 juin 1934.

<sup>106</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., p. 56 sqq.

<sup>107</sup> « Maintenant nous tentons de mettre sur pied une petite organisation à l'étranger pour la sélection. Le plus difficile est de donner du travail à des éléments de valeur. Par chance l'hebdomadaire permet de remplacer en partie l'organisation. » (Traduction personnelle). Lettre de Carlo Rosselli à Gaetano Salvemini du 22 décembre 1934, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 225.

Tagli. Le deuxième groupe à se constituer se trouve à Lyon<sup>108</sup> : ses membres sont des ouvriers originaires de la Toscane, plus attachés au socialisme et au communisme qu'à la tradition du républicanisme mazzinien, ayant formé un cercle de culture, l'Association récréative des travailleurs italiens (ARLI, *Associazione Ricreativa Lavoratori Italiani*)<sup>109</sup>, installée dans l'ancien ghetto de la rue Juiverie. L'activité gielliste y est donc d'autant plus importante qu'elle dispose là d'un local pour accueillir des réunions entre sympathisants, organiser des conférences culturelles, ouvrir une bibliothèque et proposer à la vente les publications imprimées par l'organisation<sup>110</sup>. On trouve encore, dès l'été 1934, une association de sympathisants à Paris, qui se réunit au siège de l'hebdomadaire<sup>111</sup>. En pratique, ces sections sont ouvertes à tous : l'entrée est libre, l'expression d'opinion également. On n'y décide formellement de rien de très concret – cela reste encore la prérogative de la direction technique et exécutive du mouvement – mais, pour autant, leur objectif n'est pas non plus d'y propager la bonne parole du giellisme portée par un responsable de l'organisation locale ou un émissaire de la direction. Le souci est autant la participation ouvrière à l'activité du mouvement gielliste, comme s'en souvient Garosci<sup>112</sup>, que la volonté de proximité des dirigeants auprès de ce milieu social, en insufflant l'idée de les faire directement prendre part à l'action de lutte et d'opposition au fascisme :

Lundi 18 juin s'est formée à Paris la première *Sigla* (simpatizzanti G.L.). Aucun discours, aucune sorte de cérémonie. Échange rapide d'idées sur le travail à accomplir pour appuyer le mouvement en Italie, et début de l'organisation et de la répartition des tâches. Moyenne d'âge des participants : 24 ans. Aucun ordre du jour ne fut voté, aucun communiqué à la presse ne fut transmis. Les jeunes ouvriers présents participèrent activement à la discussion. [...] <sup>113</sup>.

La chose est encore confirmée par les indiscretions de la police politique, qui réussit sans mal à infiltrer ces nouveaux lieux de rassemblement du giellisme, comme à Nice et à Paris, à la

<sup>108</sup> « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 13 juillet 1934.

<sup>109</sup> « Associazione Ricreativa Lavoratori Italiani. Circolo di cultura », *Giustizia e Libertà*, 19 avril 1935. L'association, indépendante, avait été créée en 1928, rassemblant uniquement des ouvriers non affiliés à aucun parti, autour d'une « activité antifasciste culturelle » et de loisirs, comme l'apprend le correspondant du mouvement à Lyon, Bruno Pierleoni. Voir : « Corriere di Lione », *Giustizia e Libertà*, 13 juillet 1934.

<sup>110</sup> « Attività antifascista nel lionnese », *Giustizia e Libertà*, 29 octobre 1937 ; « Vita antifascista nel lionnese », *Giustizia e Libertà*, 11 novembre 1937.

<sup>111</sup> « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 22 juin 1934.

<sup>112</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, p. 61.

<sup>113</sup> « Lunedì 18 giugno si è costituita a Parigi la prima *Sigla* (simpatizzanti G.L.). Nessun discorso, nessuna cerimonia. Scambio rapido di idee sul lavoro da farsi per appoggiare il movimento in Italia, e prima organizzazione e divisione di questo lavoro. Età media dei partecipanti : 24 anni. Non venne votato nessun ordine del giorno, nè trasmesso comunicato alla stampa. I giovani operai presenti parteciparono attivamente alla discussione. [...] ». dans « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 22 juin 1934.

fin de juin 1934. Dans la capitale, un rapport en date du 23 juin insiste particulièrement sur la présence « d'éléments nouveaux et jeunes » :

La première réunion parisienne des sympathisants de G.L. a consisté à une sorte de conciliabule entre les deux douzaines d'intervenants présents [...]. Naturellement, étaient présents les chefs du mouvement, avec Rosselli en tête<sup>114</sup>.

Le même document rappelle aussi qu'il s'est d'abord agi de réunir un premier groupe d'hommes et faire sentir « l'urgente nécessité » de l'action en Italie. L'effort demandé aux participants est de contribuer, par leurs moyens et leurs disponibilités personnelles, à la diffusion des outils de propagande directement fournis par le mouvement. Le 24, un indicateur dans les Alpes-Maritimes constate qu'au cours de la réunion, les participants se sont fixés pour objectif « d'étudier la meilleure façon de conduire le travail en Italie. Chacun devrait avoir une fonction précise en lien avec ses connaissances personnelles dans le Royaume et les moyens dont il dispose pour leur communiquer les mots d'ordre de l'association [...]»<sup>115</sup>.

De même, ces connexions entre les sympathisants à l'étranger et leurs relations en Italie étaient encore encouragées pour des besoins d'information. Sans anticiper sur la suite, prenons ici en exemple les cas de Celestina Ausenda et d'Arturo Amigoni. Le couple émigra en France, illégalement, à la toute fin de l'année 1936. Originaires de Crémone, ils réussirent à maintenir des liens avec leur réseau local composé notamment d'anciens sympathisants socialistes. Ce cercle, destiné à servir de base politique pour l'action de propagande en Italie, fut cependant démantelé par la police, au mois d'août 1937, remettant en cause la position du couple au sein du mouvement gielliste<sup>116</sup>. Pourtant, leur collaboration dans l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà* se poursuivra jusqu'en 1938. Démunis et sans permis de travail, ils revendiquèrent pour cela des contacts suivis avec plusieurs « informateurs », afin de continuer à collaborer dans

<sup>114</sup> « Nella prima riunione parigina dei simpatizzanti di "g. e l." si fece della pura conversazione tra le due dozzine d'intervenuti, in maggioranza elementi nuovi e giovani. Naturalmente erano presenti i capi del movimento, con Rosselli alla testa. Si parlò dell'imprescindibile urgenza dell'azione in Italia [...]. ». Voir : ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 125, Rapport manuscrit en date du 25 juin 1934.

<sup>115</sup> « Lo scopo è di studiare il modo migliore per svolgere il lavoro in Italia. Ognuno avrebbe un incarico in rapporto alle sue conoscenze nel Regno ed ai mezzi che disporrà per far giungere ai conoscenti la parola d'ordine di detta associazione. ». Voir : ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 124, Rapport manuscrit en date du 24 juin 1934.

<sup>116</sup> Les documents de police relatifs à cette affaire sont conservés dans le dossier d'archives suivant : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 128, fasc. 16 et 17, « Giustizia e Libertà a Cremona », sottofasc. « Attività e segnalazioni fino al 30 giugno 1937 », fasc. 18 et 19, « Giustizia e Libertà a Cremona » ; b. 129, fasc. 1 et 4, « Giustizia e Libertà a Cremona ». Le rapport rédigé après l'arrestation, daté du 20 août 1937, est conservée dans le carton numéro 128. Voir aussi : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia 1929-1937 : storia di una cospirazione antifascista*, op. cit., p. 497-500. Au total, une vingtaine de personnes furent arrêtés, dont Giorgio Masi, le directeur de l'école élémentaire de Crémone, fasciste dissident qui appartenait au cercle des collaborateurs de Roberto Farinacci.

l'hebdomadaire, contre salaire, même après l'intervention de la police, à Crémone. En 1939, interrogé par la police italienne, Amigoni expliqua :

En ce qui concerne toutes les contestations qui ont été soulevées au sujet de mon « informateur autorisé », et du prétendu banquier crémonais [...] je déclare de la manière la plus explicite qu'il s'agissait exclusivement du résultat de ma propre fantaisie, visant seulement à créer autour de ma personne toute une mise en scène politique et obtenir quelques rétributions du mouvement G.L. [...] de mon désir d'apparaître aux yeux des autres antifascistes pas moins important et influent. Dans un environnement plein de fantasmes, artificiellement « monté » tel que celui de G.L. où tous avaient, pour mieux dire, disaient avoir leurs informateurs, etc., j'ai compris qu'il n'était pas possible d'agir autrement [...] et ce dans l'unique but de pouvoir vivre, car je n'avais aucun autre moyen de ressources [...] <sup>117</sup>.

Écartés du mouvement gielliste pour des soupçons d'espionnage, Amigoni et Ausenda furent arrêtés à Paris, au début de la guerre, par la police allemande, puis incarcérés à la prison militaire du Cherche-Midi, avant d'être remis aux autorités italiennes, et enfin, transférés, à l'automne 1940, à la prison judiciaire de Rome <sup>118</sup>. Les procès-verbaux de leurs interrogatoires recèlent de nombreux détails sur leur activité journalistique accomplie pour le compte de *Giustizia e Libertà*. Sans ignorer les effets induits par le contexte très particulier de ces révélations, ces éléments sont intéressants à reconsidérer.

On y apprend en effet, qu'écrire et publier dans un journal antifasciste était aussi une activité rémunérée, et donc un moyen de subsistance. Par uniquement de lutte politique. Celestina Ausenda, qui aurait reçu, d'après une note de la police, 100 francs par article et 300 francs environ par mois <sup>119</sup>, déclara ainsi, lors de ses mêmes interrogatoires :

Je commençai alors à former la fable sur l'existence d'un service d'informations en Italie. Je tiens à dire qu'il n'y a eu, en réalité, aucun informateur, ni aucun service de ce type en Italie. Ni moi, ni Amigoni, n'avons eu de relations avec quiconque, ni correspondance, ni contact avec des gens qui venaient d'Italie. La compilation était faite et élaborée sur la base d'éléments que je recueillais [...] dans les quotidiens et les revues

<sup>117</sup> « Per quanto riguarda tutte le contestazioni che sono state rivolte e che mi vengono rivolte in ordine al mio "autorevole informatore", al presunto banchiere cremonese [...] dichiaro nel modo più esplicito che si è trattato esclusivamente di parti della mia fantasia, intesi soltanto a creare intorno a me una montatura politica allo scopo di percepire dal movimento G.L. qualche retribuzione [...] mio desiderio di apparire agli occhi degli altri antifascisti non meno importante ed autorevole. In un ambiente fantasticamente, artificiosamente "montato" quale era quello di G.L. in cui tutti avevano, per meglio dire dicevano di avere i loro informatori, il loro seguito personale, le loro aderenze politiche in Francia e in Italia, compresi che non era possibile agire diversamente da come ho agito [...] al solo fine di poter vivere, dato che non avevo altre possibilità economiche [...] », dans ACS, MI, DGPS, DAGR, CPC, b. 216 Celestina Ausenda, Procès-verbal de l'interrogatoire de Amigoni daté du 13 novembre 1940.

<sup>118</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Fascicoli personali, b. 53 Ausenda Celestina, Note daté du 29 mars 1940.

<sup>119</sup> Ces informations sont impossibles à certifier, en l'absence de sources giellistes confirmant de tels paiements. Celestina Ausenda contribua également à d'autres journaux antifascistes comme *La Voce degli Italiani* et *Il Martello*. ACS, MI, DGPS, DAGR, CPC, b. 216 Celestina Ausenda.

françaises, ou d'autres éléments qui pouvaient m'arriver par le flux d'Italiens migrants à Paris. Avec ces bases que je recomposais en puisant dans mon imagination, j'arrivais à élaborer des nouvelles, en veillant à ce que le bon sens s'y retrouve<sup>120</sup>.

On peut certes alléguer que présenter ainsi sa participation à l'activité d'un mouvement « subversif » était une stratégie de défense habile face aux autorités, pour diminuer la valeur et la sincérité de son engagement. C'est toutefois une dimension de l'activité militante à considérer sérieusement pour comprendre tout à fait les motivations mais aussi les conditions de la production éditoriale de l'antifascisme, et donc également ses connaissances sur l'Italie et la société italienne sous le fascisme.

Du reste, à l'autre bout de la chaîne de production de cette information, l'effort porta sur la diffusion de l'hebdomadaire gielliste en France, auprès de la communauté italienne, unique moyen de soutenir financièrement le poids de cette vraie entreprise de presse. Dès la fin de l'année 1934, Rosselli fit état d'un déficit annuel de 75 000 francs<sup>121</sup>, proposant ainsi de réduire le format pour économiser 200 francs sur chaque tirage. Le passage au nouveau format fut aussi l'occasion d'envoyer un message aux lecteurs pour leur demander de prendre une part plus active dans l'élaboration de l'hebdomadaire<sup>122</sup>.

En ce domaine, on peut remarquer que les méthodes adoptées reproduisent trait pour trait les us et coutumes des périodiques militants. Aussi les giellistes imitent-ils le mode de fonctionnement instauré lors de la publication des *Quaderni*, fondé d'une part sur un très fort investissement de la part du fondateur – Carlo Rosselli – qui contribue personnellement à la bonne santé financière du titre<sup>123</sup> et exerce sur l'ensemble de l'entreprise une solide autorité directoriale ; et d'autre part, sur l'exigence d'engagement et d'implication des lecteurs. « Une

<sup>120</sup> « [...] cominciai a creare la favola del servizio d'informazioni dall'Italia. Premetto ed affermo che non ci fu, in realtà, né informatore, né servizio alcuno dall'Italia. Né io, né Amigoni avemmo relazioni con alcuno, né corrispondenza, né contatto con gente che venisse dall'Italia. La compilazione veniva fatta ed elaborata in base ad elementi che io raccoglievo [...] da quotidiani e riviste francesi ; da voci che potevano giungermi attraverso il flusso di italiani a Parigi. Con elementi base che io raccoglievo in tal modo con un pò di fantasia e vigilando a che il buon senso non si smentisse troppo, elaboravo le notizie », dans ACS, MI, DGPS, DAGR, CPC, b. 216 Celestina Ausenda. Sur les sources d'informations utilisées par les antifascistes, il faut ici mentionner l'importance des témoignages sollicités directement auprès des émigrés, afin d'approcher l'opinion la plus « immédiate » et la plus « fraîche » sur la situation de l'Italie. Le comité de secours de la LIDU et ces autres structures mises en place pour porter assistance aux nouveaux arrivants italiens sur le sol français, furent ainsi des endroits stratégiques dans la constitution du journal.

<sup>121</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Gaetano Salvemini du 31 décembre 1934, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 228.

<sup>122</sup> « Il nuovo formato », *Giustizia e Libertà*, 25 janvier 1935.

<sup>123</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 8, 6, Note manuscrite établissant le total des contributions de Carlo Rosselli au financement de l'hebdomadaire pour chaque année, atteignant un total de 174 193 francs, entre 1934 et 1937.

légende circule à notre propos, selon laquelle nous disposerions de moyens très importants mais ce n'est pas vrai » avertit Rosselli dès le premier numéro, qui regrette l'absence d'une organisation sur laquelle le mouvement puisse s'appuyer financièrement. Afin d'élargir la propagande et surtout de couvrir les déficits, est-il rappelé, il est indispensable d'ajouter aux quatre cents anciens abonnements<sup>124</sup> déjà payés, deux mille nouveaux abonnés et au moins cinquante mille francs de souscriptions : un effort colossal, moyennant lequel les lecteurs sont en fait appelés à devenir les collaborateurs actifs du journal, non seulement ses « abonnés » et ses souscripteurs<sup>125</sup>, mais encore ses contributeurs réguliers.

À la fin de 1935, le journal en appelle vivement à tous ses lecteurs afin de rendre plus efficiente la distribution du journal. On se plaint en effet du peu de marge de manœuvre laissée par la société Hachette, et son refus de communiquer des informations pourtant essentielles à l'administration gielliste : on sait seulement qu'à certains endroits, tous les exemplaires du journal « s'écoulent le jour même de leur arrivée », tandis qu'ailleurs, ceux-ci n'arrivent jamais ou avec du retard, et de façon chaotique. Pour pallier ces désagréments, on suggère une liste de huit recommandations, classées selon leur ordre d'importance et d'exigence, laissant même entrevoir la possibilité d'une rémunération pour les plus volontaires :

#### RECOMMANDATIONS

N. 1 (Difficile, mais pas impossible)

Que chaque abonné fasse le possible pour en trouver au moins un autre (et règle aussi son abonnement lorsque celui-ci arrive à échéance).

[...]

N. 3 (Très facile, impérieux et extrêmement important)

Que chaque abonné ou lecteur occasionnel qui vit dans un centre où résident d'autres Italiens nous signale la présence d'une boutique ou d'un kiosque qui se chargerait de revendre « G. L. ». Qu'il contrôle ensuite que le journal arrive et s'il est bien exposé et se vend en proportion adéquate.

[...]

N. 6 (Ennuyeux, mais facile à accomplir si on a un minimum de bonne volonté et par solidarité antifasciste)

Que chacun qui habite dans un centre italien et pense qu'il y est possible de vendre quelques numéros de l'hebdomadaire parmi ses amis antifascistes, nous écrive, afin que nous les lui envoyions. Nous lui facturerons les copies au prix de gros de 0,35 centimes et lui déduirons le coût des invendus.

N. 7 (Extrêmement important)

Dans beaucoup de villes, comme à Paris, Lyon, Marseille, Nice, Toulouse, Bordeaux, etc. le journal est en vente dans un bon nombre de kiosques. Mais l'agence qui le distribue ne peut et ne sait rendre compte des exigences particulières de la population

<sup>124</sup> « Leggere fino in fondo », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934.

<sup>125</sup> Une première liste de souscription est publiée dans l'édition du 1<sup>er</sup> juin 1934.

italienne dans plusieurs centres. Seuls les lecteurs peuvent et doivent remédier à ces lacunes éventuelles en nous indiquant les lieux où la diffusion de « G. L. » serait la plus efficace, en nous donnant par exemple les adresses exactes de revendeurs potentiels. [...] <sup>126</sup>.

L'effort demandé et accompli dans la distribution des journaux de « *Giustizia e Libertà* » s'accompagne, dans le même temps, d'une intention parfaitement consciente de toucher au plus près les lecteurs et l'opinion, en offrant un contenu adapté à leur quotidien, mais sans renier cependant les ambitions de réforme et d'instruction politique que porte également le journal.

Symptomatique est par exemple, à cet égard, la rubrique intitulée « *colloqui col lettore* », les entretiens entre le directeur du titre – Rosselli – et ses lecteurs, un rendez-vous hebdomadaire – du moins, les premières semaines – par lequel se met en place une première forme de collaboration active, vivante et concrète au sein de la communauté des sympathisants. « Le premier numéro est souvent le plus mauvais, commente-t-on en ouverture de cette rubrique, il manque en effet au journal la collaboration de son véritable directeur : le lecteur » <sup>127</sup>, en sorte que la fondation de l'hebdomadaire gielliste devrait en fait commencer par la formation et l'entretien de liens entre la rédaction et les lecteurs pour traiter « de tous les problèmes, grands et petits, qui concernent le journal ». Cette confrontation est aussi et directement une mise à l'épreuve de l'identité du giellisme. Voici comment Rosselli en vient à rassurer un lecteur sur la question de « l'antimarxisme » de « *Giustizia e Libertà* » :

Ce que sépare plusieurs d'entre nous du marxisme ou qui en rend difficile une adhésion inconditionnelle, c'est son schématisme exagéré, son mode de raisonnement catégorique, et surtout l'insuffisante prise en considération des problèmes moraux. [...] Mais c'est un thème trop important pour être traité en *post-scriptum*. Il nous suffit pour aujourd'hui de rappeler que nous ne sommes pas antimarxistes et que si nous nous trouvions face à un tribunal nazi alors nous professerions notre admiration pour le marxisme et nous nous présenterions comme les fils spirituels de Marx <sup>128</sup>.

Quant à la forme, on demande aussi à la rédaction de veiller à la tonalité générale du journal, d'être attentive à proposer un contenu accessible et populaire. Dès le premier numéro, un « ami » leur adjure de ne pas publier un « pavé » illisible ou d'être « trop difficiles ». Doctement, celui-ci rappelle :

<sup>126</sup> « Domanda di collaborazione », *Giustizia e Libertà*, 13 décembre 1935.

<sup>127</sup> « Il primo numero è generalmente il più brutto [...] manca la collaborazione del suo più vero direttore : il lettore. », dans « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934.

<sup>128</sup> *Ibid.* : « Ciò che distacca parecchi di noi dal marxismo o che ne rende difficile un'accettazione incondizionata, è il suo eccessivo schematismo, il suo ragionare per categorie, e soprattutto la insufficiente valutazione dei problemi morali. [...]. Ma questo è un tema troppo importante per essere trattato in un postscritto. Ci basti per oggi avere stabilito che non siamo antimarxisti e che se ci trovassimo di fronte a un tribunale nazi ci qualificeremmo scolari, ammiratori, figli spirituali di Carlo Marx. ».



Il n'existe pas de problème de politique ou de culture qui ne puisse être traité dans une forme accessible à tous. Quand la forme est difficile à comprendre, cela veut dire que la pensée est obscure<sup>129</sup>.

Dix semaines plus tard, fin juillet 1934, un certain Guabello, correspondant de Patterson, se plaint que le journal n'est pas fait pour les ouvriers ; un autre observe qu'il est parfait pour les « classes moyennes ». La rédaction se défend cependant d'user d'un « style simple et clair », d'avoir remplacé des « articles de fond », pourtant « brillants », par d'autres plus courts et faciles à lire ; « que tous devraient pouvoir comprendre » insiste-t-on :

Le problème de faire un journal qui soit compris de la première à la dernière ligne par le moins cultivé des lecteurs, est un problème qui a toujours tourmenté tous les journaux socialistes et communistes. À quel niveau descendre ? [...] Notre opinion est que le journal doit traiter *tous* les problèmes, même les plus difficiles, mais en s'efforçant d'user d'un style plat ; et il doit populariser, pour les lecteurs les moins préparés, le contenu des articles plus difficiles, par exemple sous forme de dialogues comme dans notre rubrique ouvrière. Le journal, ainsi que nous le concevons, doit être un instrument d'éducation politique, il doit imposer un effort (mais utile) aux lecteurs les moins préparés. [...] <sup>130</sup>.

Encore en 1935, on voit réapparaître le même genre de critiques, notamment à propos d'une discussion ouverte en avril et prolongée sur plusieurs semaines concernant l'héritage du *Risorgimento*. Un débat mémoriel important comme nous le verrons ensuite, mais qui suscite néanmoins chez certains lecteurs de l'impatience et de l'ennui. Las d'expliquer et de prouver la nécessité de prendre de la distance sur les événements, Rosselli dénonce la « paresse » intellectuel de l'antifasciste moyen, qui préfère être « exalté », « excité » et se laisser émouvoir, au lieu de raisonner<sup>131</sup>. Rien n'y fait, cependant, et la remarque revient à peine trois numéros plus loin. Un lecteur de Paris, Angelo Monti, soulève l'indignation de Rosselli en faisant remarquer que les « spéculations cérébrales exercent une fascination envoûtante » sur certains collaborateurs, et ne sont qu'un « luxe que peuvent uniquement se permettre les hommes qui jouissent, dans l'opulence, de leurs droits civils et politiques » :

<sup>129</sup> *Ibid.* : « Non c'è problema di politica o di cultura che non possa essere trattato in forma accessibile a tutti. Quando la forma è difficile, vuol dire che il pensiero è oscuro. ».

<sup>130</sup> « Il problema di fare un giornale che sia capito dalla prima all'ultima riga dal più incolto dei lettori, è il problema che ha sempre tormentato tutti i giornali socialisti e comunisti. A che livello scendere ? [...] La nostra tesi è che il nostro giornale deve trattare *tutti* i problemi anche i più alti, ma sforzandosi di usare uno stile piano ; e deve popolarizzare, per i lettori meno preparati, il contenuto degli articoli più difficili, per esempio nei dialoghi della rubrica operaia. Il giornale, come noi lo concepiamo, ha da essere cioè uno strumento di educazione politica, deve imporre uno sforzo (ma uno sforzo utile) ai lettori meno preparati. [...] ». dans « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 20 juin 1934.

<sup>131</sup> « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 24 mai 1935.

C'est vrai que le journal menaçait de monter un peu trop haut entre mars et avril. Maintenant nous sommes redescendus à des hauteurs plus respirables. Mais le *Primum vivere*, non, Monti. Le *Primum vivere* est un argument philistin, réformiste, lâche. Il a fourni un alibi à toutes les tentatives d'accommodement<sup>132</sup>.

Pareille insistance explique en partie pourquoi la rédaction de l'hebdomadaire gielliste a très vite cherché à impliquer ses lecteurs et donné libre cours à leur besoin d'expression : « le meilleur garde-fou contre les débordements de discussions trop intellectuelles est la collaboration active de la part des ouvriers<sup>133</sup> ».

Au total, pendant les six années de sa parution (1934-1940), l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà* a ainsi réuni plus d'une centaine de collaborateurs différents. Cependant, comme beaucoup choisirent d'écrire sous pseudonyme, il est difficile de préciser leur nombre exact. De même, la publication d'un article représente en fait, dans la plupart des cas, une contribution occasionnelle, parfois unique et qu'on ne peut même pas interpréter comme une démonstration de son appartenance à « *Giustizia e Libertà* », ce qui illustre là encore le caractère fluide et relâché de l'appartenance au mouvement gielliste. Parmi la centaine de signatures recensées, les collaborateurs les plus prolifiques et les plus fidèles se réduisent en fait à quelques noms : Libero Battistelli, Umberto Calosso, Nicola Chiaromonte jusqu'en 1935, Aldo Garosci, Emilio Lussu, Carlo Rosselli, Gaetano Salvemini, Fernando Schiavetti de 1936 à 1940, Silvio Trentin, Franco Venturi. On peut encore y ajouter quelques sympathisants du mouvement, comme à Paris, l'étudiant Sanzio Piatti qui fait publier huit articles entre 1934 et 1937, dont deux sont consacrés au mouvement Stakhanov<sup>134</sup> et une critique du livre de Hyacinthe Dubreuil sur « l'organisation du travail fondée sur la liberté », intitulé *À chacun sa chance*<sup>135</sup>. On trouve d'autres exemples de recensions de travaux académiques, d'essais critiques ou d'œuvres littéraires dans le journal, ce qui représentait une autre façon de motiver le travail de la pensée et la collaboration des sympathisants à l'élaboration de l'hebdomadaire.

C'est que les cadres de « *Giustizia e Libertà* » insistaient pour que l'antifasciste soit un militant accompli, à savoir un combattant et un intellectuel. Il fallait façonner l'homme, le révolutionnaire, et lui apporter les outils pour se former une solide culture historique, politique,

<sup>132</sup> « Effettivamente il giornale minacciava di salire un pò troppo su per i peri tra marzo e aprile. Ora siamo scesi a quota più respirabile. Ma *Primum vivere*, no, Monti. Il *Primum vivere* ha fornito l'alibi a tutti gli inserimenti e pateracchi. », dans « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 14 juin 1935.

<sup>133</sup> *Ibid.* : « la migliore diga contro il dilagare di discussioni troppo cerebrali è la collaborazione attiva di operai ».

<sup>134</sup> Federico [Sanzio Piatti], « Che cos'è il movimento Stakhanoff », *Giustizia e Libertà*, 27 décembre 1935 ; Id., « Ancora sul movimento Stakhanoff », *Giustizia e Libertà*, 7 février 1936.

<sup>135</sup> Federico [Sanzio Piatti], « I problemi della libertà nella fabbrica in un libro di H. Dubreuil », *Giustizia e Libertà*, 3 avril 1936.

économique et, même, philosophique<sup>136</sup>. Les lectures conseillées dans chaque domaine de savoirs illustrent d'ailleurs mieux le souci d'instruire ces lecteurs plutôt que de circonscrire et d'inculquer une conception orientée et dogmatique, sous influence d'une idéologie politique. En matière d'économie politique, par exemple, il était recommandé de débiter par la lecture de manuels généralistes élémentaires, tel l'ouvrage de Charles Gide, professeur au Collège de France, *Premières notions d'économie politique*, édité chez Albin Michel. Du même genre, mais en langue italienne, le manuel de Camillo Supino, *Principi di economia politica*. Les ouvrages écrits par des socialistes étaient ouvertement retenus comme « difficiles à comprendre » ou laissant même « à désirer au point de vue méthodologique et scientifique ». Quant au *Capital*, la « bible » du mouvement marxiste était fortement déconseillée pour les novices<sup>137</sup>.

Impossible toutefois d'élaborer une « culture » seulement sur la base de manuels pour étudiants ou d'œuvres *digest*. Au sens des giellistes, l'antifascisme se voulait, sur le plan culturel et intellectuel au moins, un « humanisme », c'est-à-dire un mouvement politique assez ambitieux au point de définir, de réformer la « conscience » et la « personnalité » du « nouveau citoyen » italien<sup>138</sup>. Aussi, appelé à être « responsable », « autonome », « libre » enfin, celui-ci devait commencer par se former un « esprit critique », synonyme pour les giellistes d'esprit subversif. Au rayon des ouvrages philosophiques et historiques, on recommandait à cette fin les lectures les plus classiques, celle des grands auteurs de la pensée occidentale, depuis les œuvres de Platon jusqu'à celles de Bergson, en passant par Descartes, Leibnitz, Spinoza, Campanella, Kant, Schopenhauer ou encore James et Croce<sup>139</sup>. Sans être asservie à un programme ou une conception idéologique restreinte<sup>140</sup>, la culture de l'antifascisme, telle que l'envisageait ici les rédacteurs de *Giustizia e Libertà* en compulsant ces listes bibliographiques, ne s'envisageait pas tout à fait sans une finalité politique. Curiosité intellectuelle et « intérêts actuels » devaient aussi se rencontrer. Ainsi, pour l'histoire :

<sup>136</sup> « Per la nostra coltura », *Giustizia e Libertà*, 27 juillet 1934.

<sup>137</sup> « Per la nostra cultura. Economia politica », *Giustizia e Libertà*, 3 août 1934.

<sup>138</sup> « Collaborazione dei lettori. Faber e l'umanesimo », *Giustizia e Libertà*, 23 novembre 1934.

<sup>139</sup> « Per la nostra cultura. Storia », *Giustizia e Libertà*, 7 septembre 1934 ; « Per la nostra cultura. Filosofia », *Giustizia e Libertà*, 19 octobre 1934.

<sup>140</sup> Nous renvoyons à la polémique ouverte dans l'hebdomadaire à la suite de l'organisation du « congrès international pour la défense de la culture », en juin 1935 par l'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires (AEAR), à travers trois articles de Chiaromonte : Luciano [Nicola Chiaromonte], « Al Congresso internazionale per la difesa della cultura », *Giustizia e Libertà*, 28 juin 1934 ; *Id.*, « Il Congresso internazionale degli scrittori. Letteratura e propaganda », *Giustizia e Libertà*, 5 juillet 1934 ; *Id.*, « Il Congresso internazionale degli scrittori. II. L'umanismo », *Giustizia e Libertà*, 19 juillet 1934.

[...] parfois, cela a un sens d'étudier l'histoire, car cela signifie élargir son horizon mental, se mettre en contact avec des époques et des mentalités différentes, reparcourir les cheminements de notre civilisation. C'est pourquoi il sera bon de choisir des historiens traitant de problèmes et de périodes proches de nous, où se retrouveront plus facilement des intérêts présents<sup>141</sup>.

On retrouvait à ce titre, outre les études historiques de Salvemini et d'Omodeo sur le *Risorgimento*, deux ouvrages français : l'*Histoire socialiste* de Jean Jaurès et l'*Histoire de la Révolution française* d'Albert Mathiez. Et encore, au moment d'étudier la question soviétique, et le modèle de la révolution bolchévique, Rosselli dressa une bibliographie bien plus exhaustive, établie à partir de témoignages et de documents officiels, de livres « communistes », d'ouvrages académiques, présentés comme « objectifs », ou encore de quelques titres italiens, révélant une certaine « mentalité fasciste » à l'égard de la Russie soviétique<sup>142</sup>. Examen patient, rationnel et sans parti pris, afin de démêler les mythes de la réalité soviétique<sup>143</sup>, mais cependant sans lendemain puisque la rubrique « *Per la nostra cultura* » ne reparut plus après cette première et unique tentative d'approfondissement scientifique d'une question d'actualité.

Du reste, à quoi aboutit, finalement, la double ambition portée par le journal gielliste ; celle de participation des lecteurs ; et l'autre, d'éducation, ou mieux d'élévation intellectuelle et morale du révolutionnaire comme personnage volontaire, héroïque<sup>144</sup>, et véritable « humaniste » ? L'appel à la collaboration active des ouvriers, par exemple, était-il sincère ? Opération démagogique ou véritable effort de démocratisation et de participation politique de l'élément populaire à l'antifascisme ? Sur ce point, disons que malgré leur apparence modeste et un déploiement géographique circonscrit à seulement quelques villes, la mise sur pied des premières SIGLE a un impact, sinon immédiat, du moins très rapide sur la physionomie de l'organisation « *Giustizia e Libertà* ». Dans un souci de rapprocher la « base » de l'exécutif et d'introduire plus de proximité entre les simples membres ou sympathisants et les fondateurs du mouvement gielliste, la direction politique est désormais partagée, dès le printemps 1934, entre un comité exécutif et un comité central, ce qui permet d'ouvrir quelque peu les arcanes d'une organisation si souvent critiquée pour son caractère impénétrable et même autoritaire, de

<sup>141</sup> « [...] in tanto ha un senso studiar la storia, in quanto voglia dire allargare il proprio orizzonte mentale, nel contatto con tempi e mentalità diverse, con gli sforzi della mente umana, per rivivere il cammino della nostra civiltà. Per questo sarà bene partire da storici che trattino problemi e periodi vicini a noi, in cui più facilmente si ritroveranno interessi attuali », dans « Per la nostra cultura. Storia », art. cité.

<sup>142</sup> « Per lo studio della rivoluzione russa », *Giustizia e Libertà*, 9 novembre 1934.

<sup>143</sup> « Ideali e realtà nella vita russa », *Giustizia e Libertà*, 9 novembre 1934.

<sup>144</sup> Piero, « Collaborazione operaia. Figure di rivoluzionari », *Giustizia e Libertà*, 23 novembre 1934.

renouveler les cadres giellistes et d'intégrer une population plus jeune, sociologiquement plus modeste.

Sur le plan formel et organisationnel, on a toujours cependant le sentiment de se trouver face à un système inachevé et indéterminé, paradoxal, incapable d'accomplir une véritable décentralisation de sa direction, isolée en fait de la « base », laquelle présente des caractéristiques spécifiquement locales selon les villes d'implantation et la personnalité des *leaders*, qu'on ne peut véritablement comparer à des « fonctionnaires » du mouvement. C'était déjà le cas lorsque « *Giustizia e Libertà* » avait essayé de créer des comités en lien avec Paris, sur la côte Est des États-Unis. La réduction des distances entre la « tête » du mouvement et ses membres n'y change rien, ou presque : il domine toujours une impression de cloisonnement entre les groupes, malgré l'outil d'information et de communication qu'est censé incarner entre eux l'hebdomadaire gielliste.

### **« Mordre sur la réalité italienne » : le journal comme mode de saisie de la réalité fasciste**

Communauté de papier par sa régularité, sa publicité, l'attention qu'il est capable de susciter et de renouveler chaque semaine, le journal l'est d'abord par ce qu'il donne à voir, explique, et détaille du monde contemporain. Ordonner une vision du monde et publier un titre de presse sont tout un en effet : pas de journal qui ne soit aussi ordonnancement des événements qui fabriquent et constituent une actualité ; un discours séquentiel et chronologique, par conséquent une mise en forme du temps présent et aussi une façon originale de s'inscrire dans l'Histoire. Or la série d'événements telle que la présentait *La Libertà* est à cet égard perçue comme un pur chaos : cette constatation n'a pas germé seulement au moment où les giellistes ont dû sortir des presses leur propre journal, Gaetano Salvemini s'en était vivement alerté déjà sept ans plus tôt. Salvemini a ainsi tout fait pour en aviser ses pairs dans l'exil, mais privés de contacts avec l'Italie et l'opposition clandestine, trop fidèles aussi à leurs affiliations partisans ou idéologiques respectives, les collaborateurs de l'hebdomadaire concentrationniste n'y ont pas suscité la naissance d'un futur politique, comme ils ont échoué aussi à prendre assez de distance avec ce qu'ils venaient de vivre. Dans ce décor de « songes, de paroles abstraites et d'illusions » qu'est alors l'exil, il faut rappeler que l'historien avait délimité le champ d'intervention de l'émigration à trois fonctions : faire connaître aux étrangers le « vrai visage de la dictature » ; organiser un mouvement antifasciste à partir des millions d'Italiens eux aussi émigrés ; enfin, mettre à profit la possibilité « de pouvoir discuter librement » pour « préparer et faire pénétrer

en Italie des *idées nouvelles* capables d'orienter les antifascistes restés en Italie ». Mais en 1934 il y a longtemps, selon les directeurs de *Giustizia e Libertà*, que ce plan d'action est resté lettre morte : voici, au contraire, toutes les « erreurs fatales » qu'aucun n'exilé n'a pu éviter de commettre :

[...] nous souhaiterions que tous les émigrés réfléchissent sérieusement aux déformations que l'exil produit et surtout se préoccupent de l'opinion *antifuoruscito* qui existe dans le pays particulièrement chez beaucoup de jeunes antifascistes. [...] Afin qu'on ne nous accuse pas de rester dans le vague, nous préciserons ici quelques-unes des pièges dans lesquels tombent souvent les exilés (et nous nous gardons bien de nous croire irréprochables) : considérer que le fascisme est prêt à faillir d'un instant à l'autre ; exagérer l'importance des mouvements [d'opposition] existants ; employer un ton pompeux, retentissant et menaçant ; exagérer l'importance de polémiques anecdotiques et verser dans l'information à scandale et à sensation, au lieu d'attaquer les fondamentaux et d'adopter un regard critique ; conduire les revendications de l'opinion sur des motifs émotionnels ou insister sur les violences passées ; assumer à l'égard des Italiens une attitude supérieure et hautaine ; avoir l'air de défendre la soi-disant démocratie préfasciste ou les pseudo-démocraties existantes ; nier que le régime ait jamais rien produit de positif ; contester toute forme de qualité à Mussolini, ou bien de manière tout aussi caricaturale résoudre tout le fascisme dans la personnalité de Mussolini ; ne pas insister assez sur l'élément positif de l'antifascisme<sup>145</sup>.

Ce qui explique et résume à la fois cette inefficacité, c'est la contradiction mentale des élites en exil, des hommes de fort caractère et d'esprit noble, mais de faible intelligence. L'émigré, reprend *Giustizia e Libertà* en citant Thomas Babington Macaulay, continue à s'imaginer son pays tel qu'il l'a quitté la première fois ; « il place ses espoirs dans des amitiés, des forces et des solidarités qui sont inexistantes ».

Quelle valeur et quel intérêt y a-t-il, pour un Italien, de lire un journal, de s'identifier à un mouvement de lutte, s'il ne peut les rapporter à sa propre situation vécue ? Qu'est-ce qu'une accumulation de mots d'ordre généreux, de « bonnes paroles » dont on ne peut rendre raison dans son existence objective ?

<sup>145</sup> « [...] vorremmo che tutti gli emigrati riflettessero seriamente alle deformazioni che l'esilio produce e soprattutto si preoccupassero dello stato d'animo antifuoruscito che esiste in paese presso molti giovani antifascisti. [...] Affinchè non si dica che rimaniamo nel vago, specificheremo qualcuno degli errori più fatali in cui cadono gli esiliati (e ci guardiamo bene dall'escludersi) : presentare il fascismo come in procinto di cadere da un istante all'altro ; esagerare l'importanza dei movimenti esistenti ; impiegare un tono roboante, minaccioso ; esagerare nelle critiche di dettaglio e nello scandalsimo, anzichè attaccare le fondamenta e guardare all'insieme ; condurre le requisitorie su motivi prevalentemente sentimentali o sulle violenze del passato ; assumere verso coloro che stanno in paese il tono di una aristocrazia antifascista ; aver l'aria di difendere la così detta democrazia prefascista o le pseudo-democrazie esistenti ; negare che alcunchè si sia fatto di utile sotto il regime ; contestare a Mussolini ogni qualità, oppure, con esagerazione opposta, risolvere il fascismo in Mussolini ; non insistere abbastanza sull'elemento positivo dell'antifascismo. », dans « Pericoli dell'esilio », *Giustizia e Libertà*, 16 novembre 1934.

Un mouvement, un journal, un écrit, réussiront seulement à l'intéresser s'il peut mordre sur la situation italienne, c'est-à-dire qu'il devient alors un fait *italien* qui trouve à s'ancrer dans l'état d'esprit des jeunes qui sont en Italie<sup>146</sup>.

Il leur faut donc substituer un journal mieux en prise avec la réalité italienne, une information plus harmonieusement ordonnée. Car ce sont les idées et les mythes fascistes qui, du point de vue de ces « mentalités italiennes », donnent leur sens à l'expérience concrète du régime, comme ce sont eux aussi qui déterminent le rejet, parmi la nouvelle génération, de la « vieille opposition » et règlent jusqu'à la moindre tentative de critique du fascisme :

Représentez-vous un jeune d'une vingtaine d'années qui raisonne sur les choses qui l'entourent (et il y en a plus qu'on ne le croit). Il arrive bien vite à percevoir la stérilité, l'impuissance du fascisme ; il cherche un débouché, pour sortir de cette impasse, mais dans le même temps perçoit très bien la stérilité, l'impuissance des vieilles forces et formes de la vie italienne. Il est convaincu que l'on doit recommencer depuis le début. Mais il prend pour point de départ le *fascisme*, et non ce qui lui a précédé<sup>147</sup>.

Ce n'est donc pas une intention étroitement antifasciste qui préside au nouvel ordonnancement du « journal de l'émigration ». C'est plutôt la volonté d'« élargir [son propre] champ de vision »<sup>148</sup> afin d'embrasser les jugements et les positions qui ont actuellement cours en Italie. Mais, qu'en est-il en fait ?

### *Témoigner de la vie italienne sous le fascisme*

Parcellaires en raison du caractère inachevé de l'entreprise, comme nous l'avons vu précédemment, les résultats du questionnaire diffusé entre 1932 et 1933 dans les *Quaderni* suggèrent en effet l'échec de l'antifascisme à être véritablement populaire. Unique forme de contact avec l'Italie, les correspondances que recueille la rédaction de *Giustizia e Libertà* se révèlent donc d'autant plus précieuses.

Si les giellistes, et plus largement les antifascistes, n'ont pas réussi à adapter leurs discours aux pratiques et à la réalité populaire, ce n'est pas faute pourtant de les avoir considérées, observées et parfois même décortiquées avec minutie. L'investigation journalistique a occupé une part majeure de l'activité antifasciste, et celle-ci bien évidemment n'a pas été indifférente

<sup>146</sup> *Ibid.* : « Un movimento, un giornale, uno scritto di esiliati potrà interessarlo solo nella misura in cui riesca a mordere sulla situazione italiana, in quanto sia cioè un fatto *italiano* che trova addentellati nello stato d'animo dei giovani che sono in Italia. ».

<sup>147</sup> *Ibid.* : « Ci si immagina un giovane ventenne che ragioni con la sua testa sulle cose italiane (ce n'è più che non si creda). Egli arriva presto a percepire la sterilità, la impotenza del fascismo ; cerca uno sbocco, ma al tempo stesso sente la sterilità, l'impotenza delle vecchie forze e forme della vita italiana. È convinto che si debba ricominciare da capo. Ma assume il *fascismo*, e non il prefascismo, come posizione di partenza. »

<sup>148</sup> « Allargare gli orizzonti », *Giustizia e Libertà*, 24 août 1934.

aux petits détails de la vie locale italienne, au vécu journalier de la société sous le fascisme, qu'elle a plutôt voulu embrasser sous toutes ces facettes : l'indice thématique, réalisé pour le dernier numéro de 1934 recense près de cent quarante sujets dont une bonne part concerne la réalité sociale italienne<sup>149</sup>. Conduite, pour ce qui concerne « *Giustizia e Libertà* », par différents contributeurs mais selon un rythme régulier, elle offre une source immense d'informations. Mais si cette enquête est si importante, c'est surtout, car elle est un indice de la façon dont ces antifascistes ont perçu les aspects matériels et psychologiques de la vie du peuple italien et ce qu'ils ont souhaité en retenir dans le cadre de leur militance.

Elle est, du reste, la matière essentielle de l'activité des groupes giellistes : leur finalité purement informative et publicitaire se marie pour les animateurs du mouvement à une fonction d'éducation, de « préparation politique » grâce à l'étude de problèmes « concrets ». Il y a en effet chez eux la certitude d'une concordance entre le réalisme des faits et l'idéalisme de la cause : l'objectivation de la réalité italienne à l'époque du fascisme, sa connaissance et sa concrétisation dans les consciences doit d'autant plus soutenir et renforcer la volonté de s'engager pour l'accomplissement d'un nouvel idéal. Ce vaste programme de propagande exige, pour commencer, la précision des informations récoltées :

Retournons à la réalité des faits et nous aurons un mouvement vivant, concret, où les choses qui se diront, se sentiront aussi, et alors il sera possible de risquer et de souffrir pour un idéal qui ne sera pas seulement verbal<sup>150</sup>.

On comprend donc que cet inventaire naît du besoin de démocratiser – par une approche plus concrète des « faits » – l'idéal antifasciste des pionniers.

Le journal « populaire » comme instrument politique a d'abord été une pratique débattue avant de s'imposer définitivement comme l'outil de médiation idéologique central du giellisme. Un débat fut ouvert sur le sujet, dans les *Quaderni*, faisant apparaître des divergences au sein du mouvement quant au contenu et à la fonction de la presse dans l'opposition au régime fasciste. Contre Chiaromonte, Aldo Garosci soutenait le rôle essentiel d'une publication « grand public » comme le journal, qui s'adresse à tous, notamment par son format et sa diffusion, alors que la revue se destine d'elle-même à une élite intellectuelle. Les sentiments, le besoin et les

<sup>149</sup> Citons par exemple les entrées « contrats de travail », « corporations », « crise économique italienne », « culture italienne », « démographie », « chômage », « industrie », « jeunesse fasciste », « travaux publics », « marine commerciale », « misère », « mutualité agricole », « écoles fascistes », « semaine de quarante heures », etc.

<sup>150</sup> « Ritorniamo alla realtà dei fatti, e avremo un movimento vivo, concreto, dove le cose che si diranno si sentiranno, e si sarà disposti a rischiare e soffrire per un ideale che non sarà solo verbale. », dans « Gruppi simpatizzanti di “Giustizia e Libertà” (SI. G. LA.) », art. cité.



désirs anticipaient tout effort intellectuel : un journal avait donc pour fonction d'éveiller progressivement les consciences, de faire éprouver la domination, l'assujettissement, pour finalement donner naissance à un désir d'émancipation. L'intelligence, expliquait encore Garosci, devait être suscitée, réveillée, le goût de connaître, de savoir, découlait chez lui de la politisation des affects et des sentiments<sup>151</sup>.

Quelques mois plus tard, au printemps 1934, Tarchiani, Rosselli et Salvemini « faisaient le forcing » pour récupérer les restes de *La Libertà*. C'est une période importante qui voit se redéfinir les contours de la politique culturelle du régime fasciste, autour de la création du ministère de la Culture et de la Propagande<sup>152</sup>. On peut donc penser que l'ambition fasciste, portée par Giuseppe Bottai<sup>153</sup> et Manlio Pompei<sup>154</sup> entre autres, d'identifier les fins de la culture à celles de la politique, d'une part, et de porter cette « culture fasciste » aux Italiens, par l'emploi systématique des moyens de communication de masse, ait aussi contribué à faire dévier le groupe de « *Giustizia e Libertà* », de la revue vers l'hebdomadaire politique.

« Retourner à la réalité des faits », transformer l'antifascisme en mouvement « concret », « vivant », « réel », et donc populaire : ces mots, ces axiomes sont peu ou prou ceux qu'utilisent aussi les intellectuels fascistes en 1933 et 1934, reprenant à leur compte l'aphorisme mussolinien « d'aller au peuple » (*andare al popolo*). La définition nouvelle du concept de propagande qui s'impose dès lors est le fruit de ces discours et de cette ambition désormais mise en pratique à une échelle inédite<sup>155</sup>.

Avec des moyens réduits, la contre-propagande antifasciste chercherait elle aussi à s'adapter aux codes et à ces principes qui régissent toute la politique de communication du régime. Le

<sup>151</sup> Magrini [Aldo Garosci], « Per la stampa di G.L. », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°10, février 1934, p. 83-89.

<sup>152</sup> Sur le sujet de la réforme du Bureau de Presse et la création du « MINCULPOP », nous nous permettons de renvoyer le lecteur à l'étude classique de Philip V. Cannistraro : Cannistraro (Philip V.), *La fabbrica del consenso : fascismo e mass media*, Rome, Bari, Laterza, 1975, p. 100-135.

<sup>153</sup> Bottai (Giuseppe), « Antifascismo di cultura », *Critica fascista*, 1<sup>er</sup> janvier 1933 ; Id., « Cultura autonoma », *Critica fascista*, 1<sup>er</sup> février 1933.

<sup>154</sup> Manlio Pompei, « Propaganda », *Critica fascista*, 1<sup>er</sup> juin 1934.

<sup>155</sup> Guido Favaro, dans la *Critica fascista*, définissait par exemple la propagande comme une « démonstration de la réalité » (*dimostrazione della realtà*). Dans le contexte de la propagande à l'étranger, cette conception fut également reprise par Dal Padulo, par exemple, qui écrivit dans *Il Lavoro Fascista*, à propos de l'exposition d'art italien organisée à Paris, en 1935, que la propagande n'avait pas pour fonction « d'influencer les cerveaux de façon tendancieuse » mais de « propager la vérité nous concernant, sans laisser aucune place au doute ». Voir : Argo [Guido Favaro], « Della propaganda », *Critica fascista*, 15 août 1934 ; « La Mostra d'arte italiana solennement inaugurata a Parigi. Le dichiarazioni del rappresentante del governo fascista », *Il Lavoro Fascista*, 17 mai 1935. Sur toutes ces questions : Garzarelli (Benedetta), « Parleremo al mondo intero » : *La propaganda del fascismo all'estero, op. cit.*, p. 42-45. Enfin, sur une conception « fasciste » de l'outil propagande, nous renvoyons aux écrits réédités de Delio Cantimori : Cantimori (Delio), « Appunti sulla propaganda », dans Id., *Politica e storia contemporanea : scritti (1927-1942)*, Mangoni (Luisa, éd.), Turin, Einaudi, 1991, p. 683-699.

choix du journal et, par ce biais, de l'enquête journalistique ou du reportage, doit donc se comprendre dans ce contexte. En se réappropriant une pratique et une poétique du journalisme à partir duquel cette profession s'est progressivement autonomisée des champs voisins de la politique et de la littérature<sup>156</sup>, il s'agirait en effet de partager son discours entre deux régimes d'expression bien distincts l'un de l'autre, en séparant le récit et les faits, du commentaire et des opinions.

Ce versant positiviste de l'entreprise, selon lequel l'objectivité de l'enquête repose sur la collecte et l'exposition de faits, de données sensorielles portées à la connaissance du public, et qui suggère l'illusion d'une transmission transparente de la réalité, commande tout le reste. Mais il fallait encore être en capacité de recueillir, sur le terrain, le « véritable visage » de l'Italie et des Italiens, leur façon également d'intégrer ou de composer avec le nouveau régime promis par le fascisme. Une telle saisie, rendue possible par la rencontre directe avec le « peuple », n'a évidemment pas été facile à organiser. Aussi, le plus souvent, la restitution des faits suivant les codes propres à l'écriture journalistique et au genre du reportage est-elle purement formelle. Par exemple, dans l'édition du 13 juillet 1934, un article signé « Viktor » présentait diverses « scènes miséreuses » inspirées de la vie à Salerne. L'« effet reportage » était atteint : choix de composition et procédés d'écriture semblaient mettre en présence le lecteur avec les « pauvres chômeurs » décrits par le chroniqueur, qui se trouvait pourtant à plus de sept cent kilomètres d'eux.<sup>157</sup>

Ne généralisons pas trop hâtivement cependant. C'est que d'authentiques reportages ont aussi paru dans *Giustizia e Libertà*. Du moins, certains indices inclinent à le penser. Le 24 août 1934, Rosselli s'enquit ainsi auprès d'Egidio Reale, pour assurer le séjour d'un militant gielliste, dans le sud du pays :

Un ami très sérieux, intellectuel de valeur, devra bientôt faire en notre nom un voyage dans le Sud. Voudriez-vous préparer un ou deux billets de présentations pour vos amis des Pouilles ? Si vous acceptez je vous donnerais plus de détails sur la personne. Je répète que c'est un jeune dont je me porte garant à cent pour cent. Il faudrait cependant

<sup>156</sup> Sur ces questions, notamment : Durand (Pascal), « Crise de presse : le journalisme au péril du “reportage” (1870-1890) », *Quaderni*, 1994, 24, p. 123-152. L'auteur emprunte la notion de champ au sociologue Pierre Bourdieu.

<sup>157</sup> Viktor [Michele Tortora], « Scene di miseria nel Mezzogiorno », *Giustizia e Libertà*, 13 juillet 1934. Michele Tortora, émigré en France depuis 1931, était, comme nous l'avons déjà aperçu, un représentant du mouvement gielliste à Nice.

le présenter à des personnes qui ne sont pas trop compromises. Nous ne voulons absolument pas le « griller ». Ce jeune homme habite en Italie<sup>158</sup>.

Les deux articles parus dans l'hebdomadaire gielliste, plusieurs semaines après, sous les titres « Voyage au *Mezzogiorno* » et « La “renaissance“ du *Mezzogiorno*. Comment vit le peuple de Calabre »<sup>159</sup>, nous encouragent à rapporter ces documents à la présente lettre de Rosselli pour Reale, malgré des doutes à ce sujet<sup>160</sup>.

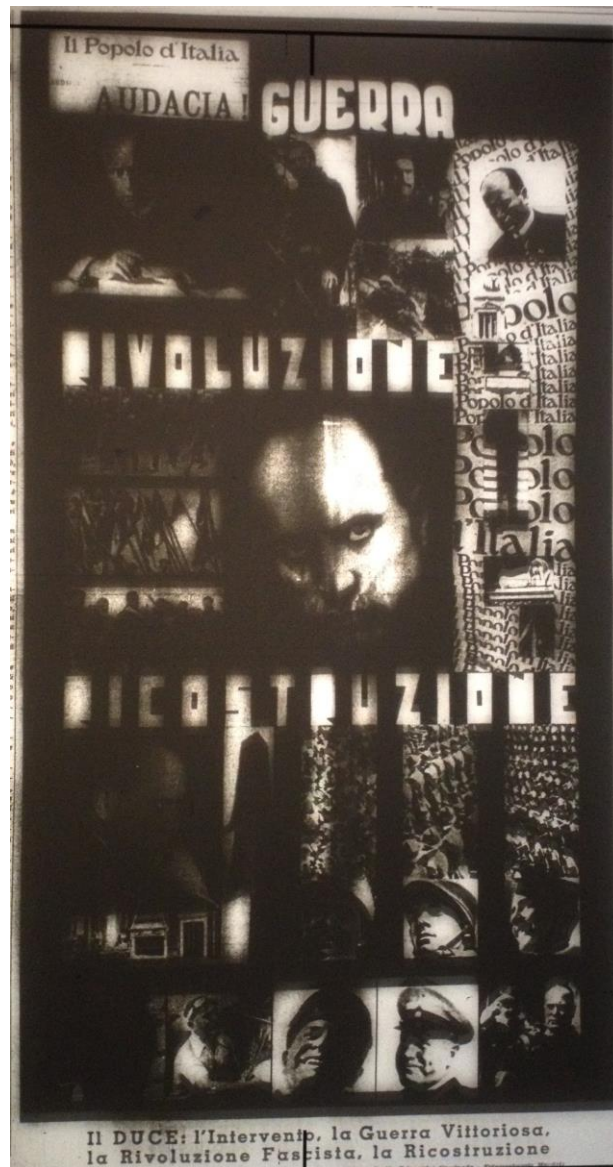
Quoi qu'il en fût, ce « voyage » au *Mezzogiorno* prétendait dévoiler le « vrai visage » d'une petite ville de province « en l'an XII de l'ère fasciste ». L'auteur détaillait les conditions de vie de la population à Catanzaro, grâce aux statistiques démographiques et par la description de l'habitat populaire, archaïque et insalubre, joignant deux photographies à l'appui de sa démonstration. Cette reconstitution évoquait à dessein les articles à l'éloge du régime, parus pleine page dans la presse officielle. Ces séries de reportage, que publiait notamment *Il Popolo d'Italia*, voulaient témoigner des effets concrets, de la « révolution » fasciste du point de vue des masses italiennes : œuvres de bienfaisance, « bonifications » (*bonificazione*), rénovations architecturales, etc. De la guerre à la « reconstruction » de l'Italie, la révolution accomplie par Mussolini et le fascisme aurait ainsi relevé tout un peuple (fig. 31), à moins qu'elle ne l'ait plutôt créé<sup>161</sup>. Tout ce récit mis en scène au travers de la propagande officielle était pris littéralement à revers dans *Giustizia e Libertà*.

<sup>158</sup> « Un amico nostro serissimo, intellettuale di valore, dovrà presto fare per nostro conto un viaggio nel mezzogiorno. Vorresti preparare uno o due biglietti di presentazione per i tuoi amici delle Puglie ? Se accetti ti darò maggiori particolari sulla persona. Ripeto che è un giovane di cui assumo la responsabilità al cento per cento. Bisognerebbe però presentarlo a persone non troppo compromesse. Non vogliamo a nessun costo bruciarlo. Questo giovane abita in Italia », cité dans Castro (Sonia), *Egidio Reale tra Italia, Svizzera e Europa*, Milan, FrancoAngeli, 2011, p. 111.

<sup>159</sup> Emilio, « Viaggio nel Mezzogiorno », *Giustizia e Libertà*, 7 septembre 1934 ; Id., « La “rinascita“ del Mezzogiorno. Come vive il popolo in Calabria », *Giustizia e Libertà*, 21 septembre 1934.

<sup>160</sup> Les deux articles, signés « Emilio », furent réunis avec le reste des archives de Lussu. Le doute proviendrait donc de ce que la description faite par Rosselli du militant cherchant à effectuer un séjour dans le sud de l'Italie correspondait assez peu au profil du dirigeant sarde. L'attribution de ces écrits à Emilio Lussu nous semble en tout cas incertaine. Voir l'article du collectif « E. Lussu » de Cagliari : « Guida sommaria dell'Archivio Emilio Lussu », *Italia Contemporanea*, XXIX, 1977, p. 137-149.

<sup>161</sup> Lombassa (Giuseppe), « Nascita del popolo », *Il Popolo d'Italia*, 10 août 1934.



**Figure 31 – « Il Duce : l'Intervento, la Guerra Vittoriosa, la Rivoluzione Fascista, la Ricostruzione ». Affiche de propagande parue dans *Il Popolo d'Italia*, le 28 octobre 1934.**

Cette contre-propagande suscitait ainsi sa propre représentation du « peuple » : l'hebdomadaire recèle quelques reproductions figuratives de l'Italien sous le fascisme, en fait des dessins tirés de publications fascistes, que le mouvement détournait pour dénoncer l'idéologie du fascisme. C'est l'enrégimentement de la population que symbolise la culture guerrière, comme c'est la peur et le sentiment d'étouffement que l'on devine dans le regard de la femme et de l'enfant surplombés par la silhouette d'un milicien (fig. 32).

Ces images, reprises dans l'hebdomadaire peuvent être doublement interprétées. D'abord, pour les lecteurs étrangers et les opinions dites « démocratiques », elles ont pour fonction de témoigner de l'idéologie même du fascisme, par exemple de la nature militariste du régime. Mais, pour les Italiens, exposés aux images de la propagande et aux idéaux que celles-ci

véhiculent, il s'agit d'organiser leur mise à distance, en favoriser une réception critique par les moyens du détournement. Le titre ouvre un deuxième niveau de lecture, soit qu'il dévoile ce que l'image ne dit pas ou veut sublimer ; soit qu'il influence l'interprétation qu'il est possible d'en donner.



**Figure 32 – Caricature et vignette de propagande pour l'assistance fasciste, parues originellement dans *Lavoro Fascista* et *L'Assalto*, republiées dans *Giustizia e Libertà* les 21 septembre et 23 novembre 1934.**

Mais, cette interprétation est aussi limitée. Comment détourner, donner une autre signification, par exemple, à des images de liesses ? L'embarras des antifascistes à traiter ce type d'image peut se mesurer par leur absence dans le journal gielliste. On ne compte en effet aucune représentation de foule, que ce soit par la photographie, le dessin ou la caricature.

C'est qu'il n'était pas question d'aborder la société italienne sous cette approche, mais de se tenir dans les limites des souffrances particulières éprouvées par des individus ou des groupes sociaux, en racontant, par le récit, ce qui était donné à voir au témoin de cette « autre » réalité. L'approche récurrente de cette réalité par le reportage démontre aussi que la fidélité de ce qui est dit dans le journal ne résiderait pas tant dans le choix d'une exposition factuelle et

« objective » des faits que dans celui d'assumer sa position de témoin. Cette hypothèse semble toutefois contradictoire avec l'ouverture d'une série d'articles de Luigi Vincenti, publiés entre le 13 mars et le 10 avril 1936.

Originaire des Pouilles et ancien membre du *fascio* de Squinzano, avant de devenir militant du mouvement gielliste<sup>162</sup>, Vincenti ne rédigea pas d'autres articles après son reportage sur la vie des journaliers de son ancienne province<sup>163</sup>. L'approche locale, sans être systématique en raison des moyens impliqués, déployait une connaissance souvent fine des différents milieux sociaux, de même qu'elle aspirait à une description précise de l'élément populaire, à la fois dans ces différentes composantes et dans ses rapports avec les autorités locales et les représentants du régime. Les articles de 1936 racontent le quotidien impécunieux des journaliers du Salentin, cette région située à l'extrême sud-est des Pouilles, et commencent ainsi :

Se représenter la vie que mènent les paysans dans n'importe quel pays de l'Italie méridionale vaut plus que n'importe quelle polémique pour mettre en évidence la misère du système fasciste de gouvernement. Il n'est pas nécessaire de mettre beaucoup de passion pour réussir à montrer le mal quand celui-ci est si envahissant, intense, général. De même qu'il n'est pas besoin de prouesses littéraires pour donner une idée claire de la situation d'un condamné ou d'un soldat dans une tranchée l'hiver, en disant simplement le nombre de coups reçus par l'un, la température que doit endurer l'autre, ainsi pour se sentir dégoûté et scandalisé de la situation actuelle de pauvres familles italiennes, il suffit de dire combien de liras peut, au maximum, gagner le père de famille d'un foyer comprenant, en moyenne, quatre fils, plus la femme et de un à quatre parents à s'occuper [...]<sup>164</sup>.

La simple et brutale exposition d'un salaire pour témoigner de la misère ? En fait, on s'aperçoit très vite que les faits, pour atteindre le lecteur, nécessitent une mise en récit qui emprunte à divers artifices littéraires, lesquelles ont précisément pour fonction de « représenter », c'est-à-dire de « rendre présentable » à un public une condition sinon difficile

<sup>162</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 285, Note de police daté du 3 mars 1936.

<sup>163</sup> Avant ce reportage, il avait déjà écrit un article consacré à l'opinion de la jeunesse sur la guerre, dans le contexte de l'intervention en Éthiopie. Salentino [Luigi Vincenti], « La gioventù italiana e la guerra », *Giustizia e Libertà*, 6 mars 1936.

<sup>164</sup> « La rappresentazione della vita che menano i contadini in uno qualunque dei paesi d'Italia meridionale vale, più di qualunque disquisizione polemica, a mettere in risalto la miseria del sistema fascista di governo. Non c'è bisogno di appassionarsi molto per riuscire efficace nel rilevare il male quando esso è dilagante, intenso, generale. Come non occorrono prodezze letterarie per dare un'idea chiara d'un condannato alle vergate, o di un soldato nei rigori invernali della trincea, bastando per la bisogna dire di quanti e quali colpi o di quanti gradi di freddo si tratta, così per sentirsi disgustato e scandalizzato dell'attuale situazione nelle povere famiglie meridionali italiane basta dire quante lire può, *ad summum*, guadagnare un padre di famiglia con, i media, quattro figli, oltre la moglie e da uno a quattro genitori (suoceri vecchi) sulle spalle [...] », dans « I braccianti nel Salento "fascista" », *Giustizia e Libertà*, 13 mars 1936.

à imaginer. Ainsi pour témoigner du dénuement et de la détresse des paysans de Casamassella, village de la province de Lecce, dans l'ancienne Terre d'Otrante., Vincenti envisageait une commune tirée de l'oubli, celui d'un passé immémorial, avec ses vestiges de maisons ancestrales, habitées par des familles entières :

Il faut dire tout de suite que la famille du pauvre paysan habite, *toute entière*, dans une habitation constituée d'une seule pièce, de 20 m<sup>2</sup>. « Toute entière », cela veut dire que dans cet espace, sept, huit (ou plus ou moins) personnes doivent trouver le moyen de dormir, cuisiner, manger et de faire toutes les autres choses requises par la vie animale<sup>165</sup>.

Autre image saisissante, cette fois pour raconter les effets du fascisme et les résultats atteints par l'action des pouvoirs publics, jugés inutiles, et au pire néfaste pour la condition des journaliers, miséreux parmi les misérables, dont le salaire moyen avait croulé du fait de l'augmentation du chômage. Ces hommes, expliquait encore Vincenti, se retrouvaient donc à la merci des « patrons » et des « propriétaires » terriens qui ne les engageaient que pour accomplir les plus durs travaux agricoles, comme la « *scatina* », soit le défrichage des sols arides, pierreux et argileux, afin de les rendre aptes à la plantation de la vigne :

En été, sous le fouet brûlant du soleil, du matin au soir, avec une houe de dix kilos à la main, nourris seulement de mauvais pain d'orge, ces misérables esclaves se ruinent la colonne vertébrale, sans rétribution ! Un père de famille, en effet, qui a faim et voit autour de lui cinq autres affamés ne peut dédaigner d'accepter n'importe quelle condition qui lui permette de ramener le soir à la maison deux ou trois livres de pain à la table du foyer<sup>166</sup>.

La parole du témoin pouvait-elle cependant atteindre l'intérieur des âmes ? Rendre compte factuellement du quotidien des Italiens, et en priorité des plus pauvres, suffisait-il encore à les comprendre ?

<sup>165</sup> *Ibid.* : « Bisogna subito dire che la famiglia del povero contadino è, *tutta intera*, sistemata entro un unico vano, a volte di 4x5 metri di spazio. « Tutta intera » vuol dire che, su 20 metri quadrati di superficie, sette, otto (o più o meno) persone devono trovar modo di dormire, cucinare, mangiare e fare le altre cose richieste dalla vita animale. »

<sup>166</sup> « D'estate, sotto la sferza cocente del sole, dalla mattina alla sera, con una zappa di dieci chili in mano, e nutriti di solo poco pessimo pane d'orzo, quei miserabili schiavi si logorano la spina dorsale, senza retribuzione ! Un padre che ha fame lui e vede intorno a sè cinque altri affamati non può disdegnare di accettare qualunque condizione che gli consenta di portare la sera a casa due o tre chili di pane per la smiserabile vegetazione della sua famiglia », dans Salentino [Luigi Vincenti], « I braccianti nel Salento "fascista", II », *Giustizia e Libertà*, 27 mars 1936.



***Un pays qui vit au rythme de la propagande***

On l'a vu, les consignes émises au printemps 1934 par les dirigeants giellistes encourageaient les contributeurs du journal à rendre compte des faits qui intéressaient directement le quotidien du peuple. Il était aussi moins question de faire mention directement, et uniquement, de l'agitation antifasciste ou même de l'opinion. Cette consigne était diversement appréciée puisque bien rares furent en fait les correspondants qui ne se risquaient pas à porter aussi un diagnostic personnel sur « l'état d'esprit » des Italiens ; ce fut alors toujours pour relever l'égale « misère morale » qui parcourait l'ensemble de la société : ce qu'on a par exemple écrit à propos de la jeunesse toscane<sup>167</sup> valait pour tous, peu importe la province d'origine ou le milieu social d'appartenance. Les quelques variations que l'on observe révèlent seulement un sentiment d'angoisse et de peur plus affirmé, à Turin par exemple<sup>168</sup>, ou de l'indifférence, comme à Palerme<sup>169</sup>. Même là où l'oppression du « gouvernement policier » se faisait le moins ressentir, persistait avec autant d'intensité et de réalité cet état d'avilissement et d'asservissement chez le peuple<sup>170</sup>. Ce que ces commentaires tendaient à démontrer, c'est donc qu'aucune espèce de vie morale n'existait en Italie, et que l'inertie était la « norme qui [soutenait] le régime »<sup>171</sup>.

À la moitié des années trente, les antifascistes étaient donc encore enclins à voir dans les scènes de transport et de passion qui soulevaient malgré tout, de-ci, de-là, le vécu populaire sous le fascisme, uniquement le négatif de la raison et de la conscience, autrement-dit, dans leur vocabulaire, de l'existence humaine elle-même.

Tout le lexique par lequel les correspondants choisirent, lorsque les circonstances les y obligeaient, à retranscrire le détail de cet enthousiasme, ou des enchaînements émotionnels qui reliaient à certains moments le fascisme et la population, exprime clairement la pauvreté signifiante qu'incarne à leurs yeux ces formes sensibles de l'expression populaire. C'est dire aussi qu'ils ne pourraient se contenter de cueillir cette « force populaire »<sup>172</sup>, et qu'il faudrait au contraire la réanimer, la former, l'organiser. Le journal prend à témoin « l'homme de la rue », le tout-venant, l'enjoignant à rejoindre le mouvement, au moyen des arguments suivants :

<sup>167</sup> « Sullo stato d'animo del popolo in Toscana », *Giustizia e Libertà*, 3 août 1934.

<sup>168</sup> « La paura », *Giustizia e Libertà*, 5 octobre 1934.

<sup>169</sup> « Palermo Anno XIII », *Giustizia e Libertà*, 9 novembre 1934.

<sup>170</sup> « Viaggio nel Mezzogiorno », *Giustizia e Libertà*, 7 septembre 1934.

<sup>171</sup> « Dittatura della polizia. Governo della chiesa », *Giustizia e Libertà*, 13 juillet 1934.

<sup>172</sup> « Nous sommes des esclaves et non des hommes » [« *Dei servi siamo, non degli uomini* »], dans « Dialoghi nella strada. Il libretto di lavoro », *Giustizia e Libertà*, 6 juillet 1934.



Il te manque la confiance en tes propres forces tu ne te rends pas assez compte de ce qui arrive dans ton pays, dans le monde. Cette force, qui s'appelle conscience, elle peut seulement te venir de l'organisation<sup>173</sup>.

L'opposition devra donc s'efforcer de régénérer l'humanité de ces individus réduits à l'état d'esclaves. Dans cette impression négative et réductrice, on retrouve la réticence de ces hommes pour les aspects cérémoniels et festifs de la culture de masse ; mais s'y manifeste autre chose encore : une critique contre l'inhumanité d'un pouvoir mécanique. Il faut prendre à la lettre la métaphore, souvent employée, de la machine et de l'objet inanimé, que l'on retrouve par exemple dans l'image expressive de la « nation rigidement obéissante », ou de sa comparaison encore avec la roideur cadavérique<sup>174</sup>. Gardons là en mémoire en tout cas pour saisir leur incompréhension dans un premier temps, ou plus exactement, leur scepticisme à juger des effets profonds exercés sur la population par le dispositif de la propagande.

Mais, ne pas constater d'enracinement idéologique du fascisme dans l'opinion, n'empêchait pas de reconnaître, en revanche, la fascination de la propagande. Car comment expliquer sinon, l'attachement des Italiens au régime fasciste et, plus encore, à la personne de Mussolini ? Les giellistes étaient bien forcés d'admettre un certain pouvoir de la presse et des autres médias mobilisés par le régime dans le façonnement des consciences, et donc de s'y intéresser. Ils observèrent ainsi que la propagande n'avait pas simplement pour fonction de mettre en scène une vision idéalisée des réalisations du pouvoir, mais qu'elle était aussi un moyen de distraction, pour divertir les masses de leur sort quotidien, en particulier dans le contexte de crise économique et sociale. Le « vide » de la presse sous le fascisme, qu'illustraient très bien les « unes » des différents journaux, ici reproduites selon une esthétique constructiviste (fig. 33), brouillait par exemple toute hiérarchie entre les événements : une rencontre sportive avait la même importance qu'une rencontre diplomatique, etc. N'importe quel sujet était le prétexte à

<sup>173</sup> « Ti manca la fiducia nelle tue forze, non ti rendi abbastanza conto di ciò che capita nel tuo paese, nel mondo. Questa forza che si chiama coscienza ti può venire solo dall'organizzazione. », dans « Dialoghi nella strada. Che cosa possiamo fare ? », *Giustizia e Libertà*, 29 juin 1934.

<sup>174</sup> « Le fascisme est contesté par les faits, le catholicisme est contesté par la morale. L'accord entre les deux est parfait. Une machine bureaucratique incapable d'entrer en contact avec la réalité et une machine bureaucratique impuissante à générer de la vite sont faites pour se compléter. Deux religions dans lesquelles personne ne croit se soutiennent désespérément. » [« *Il fascismo è destituito di realtà, il cattolicesimo è destituito di moralità. L'accordo è perfetto. Una macchina burocratica impotente a coincidere con la realtà e una macchina burocratica impotente a generare vita sono fatte per completarsi. Due fedi in cui nessuno crede si sostengono disperatamente.* »], dans « Dittatura della polizia. Governo della chiesa », art. cité. Et : « La dictature est isolée du reste du pays, non que celui-ci soit activement contre ; mais parce qu'il ne répond plus, c'est comme s'il n'existait plus. Le pays est rigidement obéissant ; mais cette rigidité est celle d'un cadavre. » [« *La dittatura è isolata dal paese, non perchè il paese sia attivamente contro ; ma perchè il paese non risponde più, quasi non esistesse. Il paese è rigidamente obbediente ; ma la sua rigidità è cadaverica.* »], dans « Alla deriva », *Giustizia e Libertà*, 5 avril 1935.

une exaltation héroïque, « pour qu'ainsi les Italiens se persuadent d'être toujours dans le vrai et le juste », que « tout va de la meilleure des façons, toujours et pour tous » :

Il n'importe même plus à Mussolini de servir au public tel ou tel autre événement pour le faire réagir dans une direction donnée ; mais seulement de le divertir, de quelque manière que ce soit, pour lui faire oublier la misère de sa condition<sup>175</sup>.



**Figure 33 – Photo-montage réalisé à partir de « unes » de quotidiens italiens, publié le 22 juin 1934 dans *Giustizia e Libertà*.**

C'est que par-delà les incohérences de la doctrine, les variations brutales du discours et des pratiques fascistes, ou l'opportunisme de son chef, la propagande du *ventennio* présentait une certaine continuité dans les méthodes et dans les thèmes. L'exemple le plus évident d'une telle constance est bien évidemment l'attention invariable portée à la personnalité du « Duce » et au mythe mussolinien de « l'homme de la Providence ».

<sup>175</sup> « Non importa più a Mussolini di servir al pubblico questo o quell'avvenimento in modo da farlo reagire in una data direzione ; ma solo di stordirlo in qualunque modo per fargli dimenticare la sua miseria. », dans « Un mese di vita italiana nella stampa fascista », *Giustizia e Libertà*, 22 juin 1934.

Certes, les giellistes s'évertuaient à rappeler, depuis les premiers temps de leur engagement, que le fascisme était un problème moral, collectif, qui ne pouvait trouver d'issue durable par la disparition d'un seul homme. Pourtant, et les multiples projets d'attentats contre Mussolini en attestent – en dehors même de tous ceux montés par le pouvoir pour nuire à l'antifascisme : l'opposition italienne n'a pu faire autrement que de réduire sa lutte contre un régime, à l'image largement idéalisée de l'affrontement d'un peuple face au « tyran ». Ce thème reviendra avec insistance, y compris chez « *Giustizia e Libertà* », au moment du conflit éthiopien.

Du reste, le plus remarquable dans le traitement de ce sujet, c'est le recours fréquent à l'image, par la caricature mais encore, la photographie. Riposte antifasciste, à nouveau influencée par la communication de l'État italien. Comme on le sait bien désormais<sup>176</sup>, la question de la représentation du chef, était en effet considérée avec un soin particulier par les fonctionnaires chargés de coordonner la propagande du régime. La figure de Mussolini était ainsi soumise à une politique de contrôle extrêmement resserrée et stricte<sup>177</sup>. Tout ce qui avait trait au *duce*, les informations sur sa vie publique comme privée, sur ses rapports avec le souverain et les hiérarques, comme avec sa famille, sur ses visites officielles ou sa santé, etc. faisaient l'objet de consignes précises avant d'être publiées. Il en allait ainsi de son image, déclinée sur tous les supports possibles : la presse, les actualités cinématographiques, les affiches, les cartes postales<sup>178</sup>, les timbres, les pièces de monnaie et autres médailles, les gravures, les couvertures de magazines et de revues, ... Un véritable fétichisme s'adossait ainsi au mythe de « l'homme providentiel » ; la prégnance de l'image du guide suprême dans l'espace civil, comme à l'intérieur des foyers, assurant la manifestation d'un culte public dont le but consistait à faire croire aux Italiens que le « Duce » était à l'origine de toute la politique conduite par l'État fasciste<sup>179</sup>.

Face à cette image conventionnelle et emblématique de Mussolini, une des réponses les plus communes des antifascistes fut de corrompre l'idée de toute-puissance, en renversant les codes iconographiques du charisme mussolinien. Ils démontrèrent ainsi une richesse d'inventivité et de ressources pour se déjouer des clichés jalousement contrôlés par la propagande italienne, et défigurer le portrait auguste et sacré de Mussolini. En voici une série d'exemples, tous datés de 1934.

<sup>176</sup> Malvano (Laura), *Fascismo e politica dell'immagine*, Turin, Bollati Boringhieri, 1988.

<sup>177</sup> Milza (Pierre), *Mussolini, op. cit.*, p. 570 sqq.

<sup>178</sup> Sturani (Enrico), *Otto milioni di cartoline per il Duce*, Turin, Centro scientifico editore, 1995.

<sup>179</sup> Musieldlak (Didier), « Mussolini : le grand dessein à l'épreuve de la réalité », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 2010/1, n°13, p. 51-62.

Le premier, un photo-montage intitulé « Sénilité »<sup>180</sup> et publié l'avant-veille du 52<sup>ème</sup> anniversaire de Mussolini, s'attaquait à l'apparence physique du *duce*, en montrant l'évolution de celle-ci au cours du *ventennio*. Cinq portraits, correspondant à cinq périodes de la vie de Mussolini, depuis son arrivée en pouvoir, en 1922, sont disposés en demi-cercle, comme pour représenter un cycle dont le terme final serait l'année 1934. Ce photo-montage symbolisant l'idée de déclin et de chute s'articule essentiellement autour de deux images du *duce*, qui manifestent avec évidence sa mue physique et esthétique des années vingt aux années trente : l'un, vêtu d'un complet noir surélevé d'un haut de forme, cigarette vers le bas, coincée en bout de lèvres ; l'autre, en bras de chemise, laissant deviner un corps plus robuste, avec une posture de défi, le visage déformé par une grimace due à l'effort, et le bras droit tendu vers l'avant. Au centre, un portrait capté en 1926, suite au coup reçu le 7 avril 1926 lors de sa tentative d'assassinat par l'aristocrate irlandaise Violet Gibson (fig. 34).



Figure 34 – « Senilità », photo-montage publié dans *Giustizia e Libertà*, le 27 juillet 1934.

<sup>180</sup> « Senilità », *Giustizia e Libertà*, 27 juillet 1934.



Le thème de l'usure du pouvoir rend ainsi compte de la mégalomanie du chef qui doit se confronter au réel et à ses contraintes, à commencer par les effets du temps. Par-delà la prétendue vigueur du *duce*, il faut montrer les signes de l'inexorable vieillesse, laissant deviner une certaine fébrilité. Or, Mussolini exposait fréquemment son physique, témoignant non seulement de sa force mais aussi de sa proximité avec le peuple et de sa volonté au travail, participant lui-même à de grands travaux. Citons, par exemple, cette couverture du supplément illustré du *Corriere della Sera*, dans l'édition du 3 mars 1934, que recense Pierre Milza<sup>181</sup> : on y voit Mussolini, à Rome, portant l'uniforme d'officier de la Milice, en train de démolir à la pioche un bâtiment vétuste situé près des forums impériaux. Mais, l'événement rendu le plus célèbre par la propagande était sans doute la participation du *duce* à la campagne de battage du blé, dans le Latium, à Aprilia, Littoria, Pontinia et Sabaudia. La scène fut enregistrée par les journalistes italiens et étrangers, afin d'illustrer la réussite économique de la « bataille du blé », engagée près de dix ans plus tôt. Le choix iconographique effectué pour représenter ce moment, dans l'hebdomadaire gielliste, montrait Mussolini de profil, en plan rapproché, dévoilant ainsi les veines gonflées sous le crâne dégarni, et les rides au coin des yeux et de la bouche. La légende disait simplement : « Mussolini à son 52<sup>ème</sup> anniversaire »<sup>182</sup> (fig. 35).



**Figure 35 – Photographie de Mussolini, parue le 3 août 1934 dans *Giustizia e Libertà*.**

<sup>181</sup> Milza (Pierre), *Mussolini, op. cit.*, p. 570 *sqq.*

<sup>182</sup> « Il “duce” trebbia (Da un testimonio oculare) », *Giustizia e Libertà*, 3 août 1934.

Le témoin qui rapportait la scène insistait par ailleurs sur l'obscénité de toute la cérémonie. Il racontait l'envers du décor, rapportant le défilé des photographes, des opérateurs cinématographiques, suivi des journalistes étrangers, et détaillait aussi la présence de spectateurs, encouragés par les commissaires à élever la voix, applaudir, et chanter à la gloire du « *duce* batteur de blé », du « *duce* agriculteur ».

Finalement, cette « *popularité* personnelle » de Mussolini, comparée à celle d'un comédien ou d'un « joueur de football », et dont les buts étaient essentiellement « publicitaires », n'était pas vraiment prise au sérieux par les giellistes. De leur avis même, il la jugeait vulgaire et de peu d'importance, destinée aux masses et aux « gens moyens » ; qui n'intéressait donc pas les « forces actives » de la société, les jeunes et les intellectuels d'un côté, les « prolétaires » de l'autre. Le côté grotesque et misérable du mythe mussolinien – comme le manifestait symboliquement les photogrammes des allocutions à la foule de Mussolini, du haut de son balcon, au-dessus de *piazza Venezia* (fig. 36) – en montrait en effet le caractère à la fois artificiel et insignifiant, misérable, et donc de peu de valeur pour l'antifascisme.



**Figure 36 – « Pose oratoire », photo-montage paru le 15 juin 1934 dans *Giustizia e Libertà*.**

Il reste cependant, qu'il leur était impossible d'exercer une sensible influence sur l'opinion en continuant d'ignorer ou de se désintéresser tout à fait des effets de la propagande fasciste et

des moyens mobilisés à cette fin. N'y avait-il en effet « rien de plus vrai en Italie », pour reprendre ici les mots de Renzo Giua, que « l'État et sa propagande »<sup>183</sup> ?

### ***Prendre au sérieux l'opinion des Italiens ?***

Ce que nous cherchons, de toute façon, dans tous ces témoignages qui composaient le regard polymorphe posé par le mouvement antifasciste sur l'Italie et son peuple, n'est pas de nous renseigner sur ce que pensaient les Italiens, mais plutôt de nous dire contre quoi faisait obstacle le volontarisme militant des exilés ; ce que les hommes de « *Giustizia e Libertà* » autrement dit ne parvenaient ni à entraîner ni à libérer. Qu'est-ce qui, à l'origine, dans les « masses », faisait que le discours révolutionnaire des antifascistes ne réussissait pas à s'imposer ? Cette question, avec beaucoup plus d'actualité que pour nous bien sûr, concernait directement l'ensemble de l'organisation gielliste ; sa persistance et les débats qu'elle occasionna encore à la moitié des années trente nous font aussi comprendre la difficulté que rencontrait la propagande de « *Giustizia e Libertà* » à se mettre en place et se stabiliser.

Ce qu'en premier lieu les meneurs de la résistance au fascisme ne parvenaient pas à restaurer ou « ressusciter », c'était une forme d'existence individuelle ; une intelligence humaine, autonome et responsable : car un peuple opprimé, avili, que définit son incapacité politique et morale, réduit à une situation de servilité<sup>184</sup>, est aussi un peuple ignorant et sectaire. Luigi Battistelli notait ainsi, qu'« au fond le climat dans lequel viv[aient] les *fuorusciti*, tout aussi déformé et vicié [fût-il], n'en rest[ait] pas moins libre ; tandis qu'en Italie domin[ait] une atmosphère de secte » :

[...] chez nous, plus commune, sans doute, l'erreur ; chez eux cependant, plus diffuse l'ignorance, plus profonde le séparatisme de classe, plus enraciné le nationalisme et l'incompréhension de l'étranger<sup>185</sup>.

<sup>183</sup> Bittis [Renzo Giua], « Cinematografia italiana », *Giustizia e Libertà*, 7 décembre 1934.

<sup>184</sup> « Le fascisme n'a jamais adhéré à la réalité locale [...] – c'est vrai, mais le subissez-vous pour autant moins que les autres ? Êtes-vous peut-être moins avilis, moins humiliés, moins opprimés et saignés que les autres ? » [« *Il fascismo qui non ha attaccato mai [...] – è vero, ma lo subite voi meno duramente degli altri ? Siete voi forse meno avviliti, meno calpestati, meno oppressi e dissanguati degli altri ?* »], dans « Viaggio nel Mezzogiorno », art. cité.

<sup>185</sup> « In fondo il clima in cui vivono i fuorusciti, se viziato dalla loro personale condizione, è pur sempre un clima libero ; quello degli italiani è un clima di setta. [...] In noi più facile, certo, l'errore ; in loro più diffusa l'ignoranza, più profondo l'abisso di classe, più radicate le incomprendioni nazionali. », dans Battistelli (Liberio), « Discussioni sull'esilio », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> février 1935.

Non que ce sentiment dominait chez tous les hommes de « *Giustizia e Libertà* »<sup>186</sup>. Une typologie sociale avancée, ni marxiste-léniniste ni organiciste<sup>187</sup>, leur faisait ainsi distinguer « l'action de masse » et « les vieilles méthodes démocratiques » de « la vie active », intellectuelle et pratique. Dernier terme réservé à la mobilisation de petites communautés affiliées à « *Giustizia e Libertà* » comme si la charge de volonté et de conscience que recèle l'expression ne pouvait être que révolutionnaire<sup>188</sup>.

Les giellistes aperçurent, du reste, en bons sociologues de la société moderne et théoriciens avant-gardistes du totalitarisme, les fonctions de contrôle que remplissait la technique de la propagande de masse. On en a un exemple très concret à propos des efforts accomplis par le gouvernement italien pour équiper le plus de foyers en appareils radio, notamment dans les campagnes : le média fut alors jugé excellent et idoine comme instrument de pouvoir et de contrôle, mais inefficace sur le plan révolutionnaire et subversif.

On fait la propagande de ce qui *est* et non de ce qui doit être ou que l'on voudrait qu'il soit. Le monde moral et celui de la fantaisie restent fermés à la radio comme à toutes les propagandes. Radio et conscience sont réciproquement impénétrables. Un révolutionnaire le devient par expérience du monde ou par réflexion. Jamais au terme d'une conférence ou d'un appel transmis sur les ondes. Cela naturellement ne signifie pas que dans une insurrection la radio ne puisse servir. Mais elle sert seulement comme instrument d'une volonté préexistante, d'une action déjà en cours<sup>189</sup>.

La lucidité qu'ils démontraient ainsi à certaines occasions ne les empêchait cependant pas de retomber dans les travers et les pièges du *fuoruscitisme*, qu'ils s'étaient eux-mêmes appliqués

<sup>186</sup> « L'erreur la plus grande de Battistelli comme de beaucoup d'autres exilés qui ont perdu tout contact avec la vie italienne, est de tenir qu'en Italie personne ne soit plus capable de penser, d'étudier, d'agir. » [« *L'errore massimo di Battistelli e di molti esuli che hanno perso il contatto con la vita italiana, è di ritenere che in Italia nessuno sia più in grado di pensare, studiare, agire.* », dans C. R. [Carlo Rosselli], « Discussione sull'esilio », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> février 1935.

<sup>187</sup> « Risposta dei sociologi dozzinali », *Giustizia e Libertà*, 8 février 1935.

<sup>188</sup> « Ce n'est pas vrai que les ouvriers, en tant qu'ouvriers, sont *a priori* plus révolutionnaires, plus décidés, plus intransigeants. [...] Je crois qu'*aujourd'hui*, en Italie, la *masse* ouvrière, en raison de la terreur, de la misère, de la désorganisation, serait portait à adhérer plutôt à des mouvements réformiste et possibilistes, timides, mesquins, [...] plutôt qu'à des mouvements révolutionnaires. Seulement une minorité, une petite minorité ouvrière est en mesure aujourd'hui de sentir, agir et réagir [...]. » [« *Non è vero che gli operai, perchè operai, siano a priori più rivoluzionari, più decisi, più intransigenti.* [...] *Credo che oggi, in Italia, la massa operaia, in ragione del terrore, della miseria, della disorganizzazione, sarebbe portata ad aderire piuttosto a movimenti riformisti, possibilisti, timidi e meschini, [...] piuttosto che a movimenti rivoluzionari ; solo una minoranza, una piccola minoranza operaia è in grado oggi di sentire, agire e reagire [...].* », dans « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 6 juillet 1934.

<sup>189</sup> « Si propaganda ciò che è e non ciò che deve essere o si vorrebbe che fosse. Il mondo morale e quello della fantasia restano chiusi alla radio come a tutte le propagande. Radio e coscienza sono reciprocamente impenetrabili. Un rivoluzionario diventerà tale per esperienze del mondo o per riflessione. Mai per una conferenza o un appello trasmesso attraverso l'etere. Ciò naturalmente non significa che in una insurrezione la radio non possa servire. Ma serve come strumento di una volontà preesistente, di un'azione già in corso. », dans « Radio-rurale », *Giustizia e Libertà*, 25 janvier 1935.



à définir comme un « exotisme » lié à l'éloignement physique, culturel et moral avec leur pays et son peuple. Gaetano Salvemini, pourtant conscient lui aussi de la nécessité d'adapter son action et son discours à la réalité italienne, si possible en s'intéressant au plus près aux nouvelles générations, encouragea finalement Rosselli, directeur de l'hebdomadaire, à se consacrer à une activité de clarification et de rééducation. Le 13 janvier 1935, il le conseillait par exemple de :

Suivre avec attention tout ce qui se publi[ait], en particulier les jeunes, et discuter en continue avec eux ; cela devrait être au moins l'un des objectifs du journal. *Vous devez écrire comme si vous viviez en Italie et comme aussi si tous les Italiens pouvaient vous lire. Quelqu'un vous lira*<sup>190</sup>.

C'est que si l'historien positiviste recommandait en effet la bienveillance – « ne pas considérer [ces jeunes fascistes] indistinctement comme des vendus ou des mercenaires, reconnaître qu'ils sont l'avenir, ne pas montrer de nostalgie pour le passé » – il conseillait encore d'opérer une démonstration rationnelle, *ad rem*, afin disait-il :

[...] de les mettre en contradiction avec eux-mêmes, leur demander d'être honnêtes avec eux-mêmes, qu'ils se décident enfin [...] à penser logiquement, à faire correspondre leurs actions et leurs paroles, et surtout [leur] répéter que Mussolini se moque d'eux<sup>191</sup>.

Bref, il faut toujours que les *fuorusciti* aide la jeunesse italienne à y « voir clair » sur le fascisme. Car c'est indéniable, si pour Salvemini le régime installé par Mussolini était « la plus grande mystification que l'Italie ait connue », il n'y avait donc personne pour croire sincèrement que le fascisme puisse être jugé « chose sérieuse » et l'antifascisme, finalement insensible aux manifestations de l'opinion italienne – qui ne pouvait être, au fond, que manipulées –, se résumait à une sorte de correction pédagogique.

Dès le printemps 1934 et jusqu'aux premières semaines de 1935, Rosselli entama ainsi une polémique à distance avec plusieurs journaux et revues italiennes. Tout débuta lors de sa découverte de deux magazines « d'avant-garde », *Camminare* et *Costruire*, héritiers de la pensée de Ugo Spirito, théoricien fasciste du corporatisme. Il en apprécia la « fraîcheur », la « jeunesse », le ton enlevé : « [Ils] se définissent comme réalistes, antibourgeois, antilibéraux. [...] Il sera opportun de suivre cette petite *scapigliatura* qu'offre le fascisme. D'autant plus que

<sup>190</sup> « Seguire con attenzione tutto quello che si pubblica dai giovani, e discutere continuamente con loro, dovrebbe essere uno dei compiti del giornale. Dovete scrivere come se viveste in Italia e come se tutti gli italiani potessero leggervi. Qualcuno vi leggerà. ». Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 13 janvier 1935, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 230.

<sup>191</sup> *Ibid.* : « [...] ma metterli in contraddizione con se stessi, domandare loro che siano sinceri con se stessi, che si decidano a vedere chiaro, a pensare con logica, a far corrispondere l'azione alla parola, e soprattutto ripetere che Mussolini li prende in giro [...]. ».

[...] parmi ces jeunes fascistes on note pour la première fois un certain ferment.<sup>192</sup> » Puis, s'ajoutèrent encore la lecture des numéros de *Frontespizio*, *Orpheus*, *Il Saggiatore* et *Cantiere*. À propos d'un article publié dans cette dernière revue<sup>193</sup> qui réclamait la formation d'une « culture nouvelle », « d'hommes éduqués », de « jeunes qui sachent penser », il réagit :

Les réalistes du *Cantiere* ont tordu le cou à la rhétorique, découvrent la valeur de la culture, de la personnalité et, ce qui compte le plus, des *idées*.

Chemin faisant, se découvraient donc des préoccupations communes qui liaient certains exilés à ceux qu'ils étaient aussi tentés de réformer. Parfois même, c'était comme une convergence<sup>194</sup> éthique qui se devinait : le moindre signe de rébellion, la plus petite contestation verbale prenait le sens d'un réveil générationnel qui, incarnant un « sursaut moral », se positionnait à mi-chemin entre l'antifascisme – quoique toujours sous influence de la rhétorique du régime – et une attitude authentiquement révolutionnaire :

Le mot *idée* est souligné dans le texte. Nous n'irons pas jusqu'à dire que cette attitude est antifasciste. Nous dirons seulement que c'est un premier signe de vie morale dans le désert italien. S'il y a aujourd'hui mille jeunes en Italie qui sont sincèrement convaincus de la valeur des *idées*, même si ces idées ne les mettent pas directement en conflit avec le fascisme, alors le fascisme est quand même fini. Ainsi pour l'antifascisme le problème

<sup>192</sup> « [...] si definiscono realisti, antiborghesi, antiliberali. [...] Sarà opportuno seguire quel pò di scapigliatura che offre il fascismo. Tanto più che [...] tra i giovanissimi fascisti si nota per la prima volta un certo fermento. », dans « Aria di cazzotti », *Giustizia e Libertà*, 8 juin 1934.

<sup>193</sup> Au sujet du *Cantiere*, Rosselli constate que c'est le « meilleur des hebdomadaires fascistes, et même l'unique qui soit un peu vivant et lisible » : « Pour comprendre les rédacteurs des *Cantiere* il faut une fois pour toutes comprendre qu'en Italie il est nécessaire de traduire toutes les thèses dans un langage corporatiste. Même si les *cantieristi* sont corporatiste ; mais leur système des corporations n'a rien à voir avec l'actuel. » [« *Per capire quel che i redattori di "Cantiere" abbiano in testa bisogna una volta per tutte comprendere che in Italia è necessario tradurre tutte le tesi in agioaggio corporativo. Anche i cantieristi sono corporativi ; ma la loro corporazione non ha nulla a che fare con la corporazione attuale.* »], dans « N. 26 del "Cantiere" », *Giustizia e Libertà*, 5 octobre 1934.

<sup>194</sup> « Dans l'édition du 19 janvier du *Cantiere* on trouve que l'on fait un usage exagéré de certaines idées et de certains mots [...]. Nous aussi commençons à être fatigués par cette inflation verbale, la nôtre comme celle des autres, en matière de révolution, insurrection, etc. Il faut trouver des mots nouveaux pour indiquer le changement substantiel que nous voulons accomplir dans l'ordre social. Le fascisme laissera derrière lui une nausée si profonde pour la rhétorique et la démagogie révolutionnaire, que les révolutionnaires de demain, s'ils seront sincères, devront réviser tout le vocabulaire en usant de mots concrets. » [« *Il "Cantiere" trova che di certe idee e di certe parole si fa uso sovrabbondante e quindi il più delle volte falso. [...] Anche noi cominciamo a essere stupefatti della inflazione verbalistica nostra e altrui in materia di rivoluzione, insurrezione ecc. Bisogna coniare una parola nuova per indicare il mutamento sostanziale nella organizzazione sociale al quale si vuole arrivare. Il fascismo lascerà dietro di sé una nausea così profonda per il verbalismo e la demagogia rivoluzionaria, che i rivoluzionari di domani, se saranno veramente tali, dovranno coniare un nuovo vocabolario usando parole concrete e asciutte.* »], dans « Convergenze », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> février 1935.

est de remplacer la rhétorique par les idées et les idéaux « qui ne meurent pas », qui vivent à l'état [...] de formules seulement senties [...]<sup>195</sup>.

N'empêche. Entre les deux, l'opinion de la jeunesse italienne et l'opposition exilée, Carlo Rosselli n'en doutait pas un seul instant : « la rencontre adviendra nécessairement.<sup>196</sup> ». L'intérêt démontré par le dirigeant de « *Giustizia e Libertà* » pour les thèmes et les idées fascistes les plus débattues parmi les jeunes générations intellectuelles vient illustrer le projet antifasciste de réformer les mentalités italiennes, par le moyen de l'information et l'argument de la raison. C'était déjà, au fond, la stratégie de Turati ou de Salvemini, exposée quelques chapitres auparavant, et que semblait imiter Rosselli, en accordant cependant un intérêt aussi important, sinon plus, aux publications parues en Italie, qu'à la propagande fasciste éditée à l'étranger.

### ***La propagande : du bon usage d'une arme moderne***

C'est qu'en effet, jusque dans le mouvement « *Giustizia e Libertà* », on trouve quelques rhétoriciens habiles et avisés pour tenter de dériver au profit de la cause antifasciste l'enthousiasme et l'émotion suscités par le « style » et les pratiques à l'œuvre dans les pays fascistes.

Dans le panorama biographique et intellectuel de « *Giustizia e Libertà* » de la première moitié des années trente, il nous faut en effet introduire une nouvelle figure, celle d'Umberto Calosso. C'est que cet ancien professeur de lettres sent bien, qu'au-delà du caractère coercitif d'un régime comme celui du fascisme, réside une part de consentement et d'adhésion consciente de la population. Aussi un débat d'issue encore indéfinie se met progressivement en place autour de la propagande et de la volonté de certains d'inventer de nouveaux mythes mobilisateurs à des fins pratiques et interventionnistes immédiates. Ce qu'on réclame ici, c'est, plus encore que la définition d'un complexe d'idées nouvelles, une mythologie enfin évidente

<sup>195</sup> « I realisti del "Cantiere", avendo torto il collo alla retorica scoprono il valore della cultura, della personalità e, quel che più conta, delle *idee*. La parole *idee* è sottolineata nel testo. Non diremo che questo atteggiamento sia antifascismo. Diremo che è un primo segno di vita morale nel deserto italiano. Se ci sono oggi mille giovani in Italia convinti sinceramente del valore delle *idee*, anche se queste idee non li pongono subito in urto col fascismo, il fascismo è finito. Anche per l'antifascismo il problema è di sostituire alla retorica delle idee e degli ideali "che non muoiono", ma che vivono allo stato di [...] formule riecchite [...]. », dans « Idee contro retorica », *Giustizia e Libertà*, 31 août 1934.

<sup>196</sup> « Idee contro retorica », *Giustizia e Libertà*, 31 août 1934.

et lumineuse, capable de fasciner et de « parler à la mentalité fasciste »<sup>197</sup>, des plus jeunes notamment.

La recherche de ces connexions tentées entre deux univers, deux mondes absolument étrangers – celui de l’impregnation fasciste et celui de l’expression antifasciste – n’est pas des plus aisées pourrait-on penser, singulièrement pour ce qui concerne « *Giustizia e Libertà* ». On la tentera pourtant donc, à partir des lettres qu’échangent dès 1933 puis, pour l’essentiel, à partir de 1935, Rosselli et Calosso. Les missives que celui-ci envoie notamment de Malte, son lieu de refuge depuis 1931, témoignent, par leur fréquence autant que par leur contenu, de la proximité entre les deux hommes à ce moment de leur parcours intellectuel et politique. Le thème des représentations symboliques, de la portée éthique et spirituelle du mouvement antifasciste, alimente presque exclusivement leurs échanges, qui tournent autour de deux questions majeures : quels sont, parmi les mythes politiques contemporains, ceux qui sont les plus « vivants », qui puissent embrasser toutes les données de l’existence humaine – « comme une totalité » –, et qui permettent, tout à la fois, de conjuguer l’intégralité, l’intransigeance et l’unanimité des « temps révolutionnaires » ? Et d’autre part, mais plus fondamentalement, quel crédit faire à la propagande comme mode d’adresse au peuple ?

Cette dernière question s’inscrit en fait en préliminaire à leur correspondance. C’est que l’un comme l’autre la juge centrale à ce moment ; tous les antifascistes, en effet – et les giellistes ne font pas exception – montrent qu’ils ont assimilé la place incontournable de la propagande, au moins le rôle des imaginaires dans les processus de mobilisation et de l’action politique. Il va sans dire que ce genre de constat ne suffit pas à prouver de véritables emprunts, encore moins de filiation en ce domaine, du fascisme à l’antifascisme. Ce qui rend donc d’autant plus précieuses pour nous ces lettres de Calosso à Rosselli, c’est qu’elles peuvent se lire comme une sorte de document médiateur ; c’est-à-dire qu’elles remplissent ce rôle d’intermédiaire par lesquelles on voit que les giellistes aussi ont tenté de passer d’un type de propagande à l’autre, en s’inspirant notamment de ce qu’ils croyaient y découvrir de moderne afin de symboliser des moments et des dynamiques révolutionnaires.

En outre, soulignons que ces usages n’apparaissent pas immédiatement à tous comme potentiellement contradictoires avec les finalités de leur action. Premièrement, parce qu’ils restent cohérents avec l’idée qu’il est pour eux impossible d’inspirer une action des masses

<sup>197</sup> « Oggi il mondo è fascista. [...] problema urgente : parlare alla mentalità fascista dei giovani. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 23-3, Lettre d’Umberto Calosso à Carlo Rosselli du 4 août 1933.

italiennes sur la base de motivations utilitaires et matérielles ; aussi restent-ils fidèles à cette intransigeance proverbiale qui accompagne toute l'action de « *Giustizia e Libertà* ». Ensuite, parce qu'ils n'en demeurent pas moins convaincus de leur primauté sur le fascisme dont la puissance « émotionnelle » masque en réalité la profonde faiblesse intellectuelle et morale : au contraire, un mouvement qui imaginerait un mode d'engagement tel que les individus doués d'intelligence reconnaissent leur égal politique parmi le peuple des humbles<sup>198</sup> et qu'en celui-ci s'affirme, par la collaboration et l'action antifasciste, un sens de ses responsabilités politiques et de ses devoirs civiques, viendrait à bout des problèmes politiques et éthiques de la nation italienne<sup>199</sup>.

Ces idées ont du reste largement marqué l'action et l'engagement de deux hommes, cités à cette époque comme des références incontournables de l'opposition au fascisme : Antonio Gramsci et Piero Gobetti. Ils sont singulièrement importants dans la trajectoire d'Umberto Calosso qui a croisé le premier pendant la période de l'*Ordine Nuovo* avant de se lier d'amitié avec le second, au moment de *La Rivoluzione Liberale*. Vers ceux-ci, l'attention de Calosso est systématiquement portée, que ce soit dans son premier essai synthétique paru dans les *Quaderni*<sup>200</sup> ou dans sa correspondance avec Rosselli, entre 1933 et 1935 : plusieurs de ses écrits développent à l'envi les qualités propagandistes des deux titres, et surtout leur rôle essentiel au cœur des situations révolutionnaires qu'ils ont, plus que simplement accompagnées, animées, alimentées. Faire de la propagande, c'est littéralement un acte militant, exercer une *militance apostolique*. C'est en tout cas ce qu'ont théorisé et, surtout, mis en application Gramsci puis Gobetti, qui ont réussi à créer, grâce à leur journal, un mouvement révolutionnaire : c'est-à-dire, à susciter de nombreux émules autour d'eux, attirer des indifférents, « rassembler les dispersés, toucher le dernier des humbles, et peut-être même jusqu'au dernier des idiots », passionner tous ces hommes et « créer à partir de rien » ; *dar vita a delle nullità*<sup>201</sup>. Si donc il est impératif pour nous d'évoquer le nom d'Umberto Calosso, c'est parce qu'il eut une influence notable, dans la conception générale des moyens de communication et de propagande de « *Giustizia e Libertà* », apportant à Rosselli les idées sans

<sup>198</sup> « Il proletariato e gli intellettuali », *Giustizia e Libertà*, 20 juillet 1934.

<sup>199</sup> Verus [Augusto Monti], « Intellettuali e massa », *Giustizia e Libertà*, 10 août 1934.

<sup>200</sup> Fabrizio [Umberto Calosso], « Gramsci e l'«Ordine Nuovo» », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 8, août 1933, p. 71-80.

<sup>201</sup> « Gobetti aveva estremamente l'arte di scoprire uomini, anche umili, e di dar vita a delle nullità, lavorando con tutto quello che aveva ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 23-7, Lettre non datée d'Umberto Calosso à Carlo Rosselli.

doute les plus avancées et les mieux définies sur la fabrique de la propagande, ses usages et sa finalité.

À cet égard, nous pouvons remarquer que les numéros de l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà* publiés les premières semaines après la fin de la Concentration se situent encore en deçà de tout véritable effort de distinction. C'est peu à peu que le journal prend en charge ce symbolisme révolutionnaire que « *Giustizia e Libertà* » veut accoler à son combat. Il est utile, pour mieux s'en convaincre de revenir encore aux échanges épistolaires entre Rosselli et Calosso, où l'on soulignait la nécessité d'une maîtrise de la propagande, en tant qu'« arme du monde moderne »<sup>202</sup>.

Force est donc, pour commencer, d'élaborer une symbolique non équivoque, non suspecte de modération ni de conservatisme politique ; des mythes qui n'assument aucune sorte de continuité avec toute l'histoire récente de l'opposition démocratique au fascisme. L'antifascisme, le socialisme ? Même dans ces mots d'ordre privilégiés, ces identités politiques cristallisées par dix ans d'affrontement, le souvenir associé au *fuoruscitismo* affaiblit, ternit la pureté recherchée de l'évocation. Pour obtenir de celle-ci tout ce qu'on en attend, il faut éviter la contagion des (mauvais) souvenirs et donc isoler l'antifascisme gielliste des autres parties de l'opposition, ou mieux l'imposer comme nouvelle totalité englobant toutes les autres ; ce qui revient, comme le conseille Calosso, à abandonner le mot et l'idée de socialisme même ainsi que l'expression d'une « république socialiste », dont la connotation « bourgeoise » résonne bien mal avec les mentalités contemporaines<sup>203</sup>. La volonté d'associer sa lutte à la « dissidence » intérieure au fascisme exige, en retour, une dissociation encore plus profonde que celle tentée en 1925 ou en 1929. Pour que le sentiment révolutionnaire inspirée par cette révolte générationnelle, en effet, puisse incarner les valeurs de l'antifascisme, il faut d'abord purifier celui-ci de ses déformations non révolutionnaires, c'est-à-dire de tout ce qui se rapporte à l'impuissance des vieux partis politiques ou à la tiédeur qu'inspirent les régimes démocratiques bourgeois face à l'Italie de Mussolini et à l'Allemagne d'Hitler. Or ce que l'un comme l'autre a su magnifier parmi leur population respective, c'est non seulement l'euphorie du sentiment révolutionnaire, mais aussi la force de l'attachement patriotique, deux témoins des limites idéologiques et spirituelles de l'opposition démocratique. Pour produire, encore, cet

<sup>202</sup> « La propaganda – piaccia o non piaccia – è un arma del mondo moderno [...] : essa vuole una certa popolarità. [...] ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 23-13, Lettre non datée d'Umberto Calosso à Carlo Rosselli.

<sup>203</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 23-7, Lettre non datée d'Umberto Calosso à Carlo Rosselli.

« enthousiasme libérateur » qui indique une période de bouleversements spirituel et politique, il faut créer une atmosphère stylistique, inventer un ton et s'y maintenir ; une rhétorique « simple » et « accessible », « passionnée », enlevée, compréhensible, tant « par un jeune de dix-sept ans et par l'ouvrier le plus modeste » que « par un adulte responsable et cultivé ». Il faut être capable d'agir sur l'imaginaire de toutes ces personnes à la fois, provoquer, multiplier les impressions et les émotions : « *Giustizia e Libertà* » doit porter haut sa flamme, son drapeau. En bref, il faut se montrer ; démontrer l'évidence de ses idées, leur modernité, leur actualité. Simplement et intensément, sans tomber dans la demi-mesure, mais pousser au contraire dans la voie la plus extrême, puisque c'est désormais celle « du bon sens ». Exaltation exagérée qu'il suffira de toujours relier à une idée nouvelle de la patrie et de la tradition religieuse – les deux piliers du « mythe » du fascisme : la synthèse imaginative qui en découlera suscitera dans les esprits une irrésistible croyance dans l'antifascisme et une volonté politique irrésistible.

L'insistance mise sur les symboles, les mythes et le « style » montre donc qu'on ne peut se contenter de vouloir arracher à l'ignorance au moyen d'une argumentation trop sèche et abrupte. Cette approche reste encore inédite au sein du mouvement. On en a aperçu, plus haut, le contre-exemple parfait en la personne de Salvemini. Au demeurant, on devine ici pourquoi la confiance de quelques-uns de ces hommes et leur affirmation de primauté intellectuelle et éthique chancellent devant de telles suggestions. Car s'il est aux yeux de Calosso un mouvement politique qui correspond à ce modèle idéal, c'est bien le fascisme lui-même. La fascination de ses contemporains pour les mythes – les « fantasmes » –, analyse-t-il, a été exaucée par les cérémonies, la liturgie et les rites de ces nouvelles « religions politiques »<sup>204</sup> ; les « mentalités » d'autre part sont encore captives de leurs « songes » et de leurs « illusions », ce qui montre que les dictateurs ont su jouer de la terreur inspirée par la violence et la force de leur mouvement aussi bien que de la forte impression qui en résultait. Le fascisme italien, et après lui le nazisme allemand, « se sont présentés au monde comme les porteurs d'une nouvelle religion » conclut-il ; or si l'on admet une telle perspective, il est aisé de reconnaître que le fascisme « a comblé un vide » :

La crise spirituelle du monde moderne, parallèle – et non subordonnée – à la crise économique, résulte du fait que le christianisme gît parmi nous comme un immense cadavre sans sépulture ; dont le message, à la fois humble et excessif, résonne encore dans le cœur de tout un chacun, en dissonance cependant avec la foi et le symbole. Il est aussi peu probable que l'humanité – après avoir été le témoin pendant toute une Ère,

<sup>204</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 23-1, Lettre d'Umberto Calosso à Carlo Rosselli datée du 24 avril 1933.

celle de son aventure la plus audacieuse, celle qui a vu le fils de l'Homme s'élever à l'égal d'une divinité – ne se résigne à simplement tourner la page, renonçant ce faisant à faire l'expérience de la promesse prométhéenne contenue dans les évangiles johanniques « *vous êtes des dieux* ». Il est naïf [...] de penser qu'en cette période difficile et surprenante que nous vivons, une véritable révolution antifasciste puisse être autre chose qu'une révolution religieuse [...] l'établissement du royaume de l'Esprit. Il n'y a pas d'autre alternative, sinon de recourir au culte de l'Antéchrist fasciste ou au matérialisme des Lumières, celui-ci qui au terme d'une victoire difficile, tardive et incomplète, ne manquera pas de susciter une nouvelle réaction et un nouveau romantisme noir<sup>205</sup>.

Umberto Calosso, qui fera cette lecture au cours d'une conférence ultérieure, salle de la Mutualité à Paris, doute clairement que le choc de la crise spirituelle et intellectuelle de l'Occident puisse seulement être compensé par un libéralisme laïque et anticlérical, ou même par le matérialisme des socialistes. C'est là une conviction qui le poursuit : « toutes les révolutions, dans leur ossature, ont été des révolutions de classe », concède-t-il dans une de ses lettres, mais de préciser immédiatement : « Dans leur ossature [...], non dans leur appel.<sup>206</sup> » Le problème est donc de substituer à cet appel idéal lancé par le fascisme, d'autres symboles et un autre mythe, de portée comparable, mais de sens radicalement opposé ; en « imitant », une rhétorique sinon inventée du moins mise en pratique par les *leaders* fascistes, et en « apprenant » de la popularisation des idées, des croyances, mais aussi des gestes et des mouvements qu'elles ont initiés. Aussi tout son discours repose sur un postulat de fond selon lequel est réaliste, non l'identité des deux mouvements, leur communion pleine et entière, mais l'attachement du sentiment de révolte patriotique exprimé dans le fascisme au système idéologique et éthique de l'antifascisme.

<sup>205</sup> « La crisi spirituale del mondo moderno convergente ma non subordinata alla crisi economica – deriva dal fatto che il cristianesimo è un gigantesco morto insepolto, la cui umile ed eccesiva verità è ancora nel cuore di tutti, ma in attrito di rivolta con la credenza e col simbolo. È improbabile che l'umanità – dopo aver assistito per un'intera Era alla sua più temeraria avventura, di un figlio dell'Uomo che sale al livello divino – voglia rassegnarsi a chiuder semplicemente pagina, rinunciando ad sperimentare le parole prometeiche contenute nel vangelo giovanneo “*voi siete dei*“. È ingenuo [...] chi crede che in questo duro e sorprendente tempo in cui viviamo, una reale rivoluzione antifascista possa esser qualcosa di meno d'una radicale rivoluzione religiosa, della pia sepoltura d'un dio morto e della instaurazione del regno dello Spirito. Non c'è altra alternativa, fuorchè il culto dell'Anticristo fascista, o una semplice opposizione di tipo illuministico e materialistico, che anche se vittoriosa è insufficiente e tosto o tardi riproduce una reazione e un romanticismo nero. », dans « Rivoluzione antisacerdotale », *Giustizia e Libertà*, 21 février 1936. Sur la pensée d'Umberto Calosso et sa position dans le mouvement gielliste, on pourra utilement se reporter à : Bresciani (Marco), « La libertà e la religione, il socialismo e la nazione : giellisti come utopisti ed eretici », *Giellismo e Azionismo. Cantieri aperti*, Turin, édition du 9-11 mai 2015. Et : Zunino (Pier Giorgio), « Chiesa e fascismo nelle concezioni di Giustizia e Libertà », dans Rossini (Giuseppe, dir.), *Modernismo, fascismo, comunismo. Aspetti e figure della cultura e della politica dei cattolici nel '900*, Bologne, Il Mulino, 1972, p. 513-562.

<sup>206</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 23-4, Lettre d'Umberto Calosso à Carlo Rosselli du 4 septembre 1935.



« [Acceptons] pleinement d'être des *fascistes dissidents* »<sup>207</sup> proclame-t-il ainsi avec hardiesse dans un article de *Giustizia e Libertà*. Exclamation insolente, mais néanmoins sereine. Ce qui s'explique aisément, car, si l'on suit sa logique, revendiquer une telle position, c'est saisir le sens profond de l'histoire ; c'est donc affirmer une compréhension sinon une communion de sentiments avec les représentations contemporaines du fascisme : la révolution spirituelle et antimatérialiste, la révolte contre le libéralisme bourgeois et l'idéologie du marxisme, la recherche d'un nouvel ordre national et européen ; toutes ces aspirations consécutives au choc de la Première Guerre mondiale. La propagande gielliste vise donc à réconcilier le sentiment fasciste et la raison antifasciste<sup>208</sup>. Pour cela, elle pousse l'idée que les peuples du continent européen ont à choisir entre deux voies, également modernes, mais diversement révolutionnaires, et investit cet affrontement d'une dimension profondément tragique, au point de vue même des existences quotidiennes, mises en forme dans le récit de leur actualité<sup>209</sup>.

Eu égard à ces analyses, intéressons-nous donc désormais aux inflexions que subit la stratégie de propagande de « *Giustizia e Libertà* », en particulier dans le contexte de la guerre de l'Italie contre l'Éthiopie. L'étude de l'évolution du mouvement gielliste pendant cette période – dans les idées, par les moyens, et sur le plan organisationnel – pourra notamment nous éclairer afin de vérifier l'intensité de l'antagonisme qui divise certains de ses militants, dans l'interprétation qu'ils donnent de l'action politique et partant, de leur conception du rôle et des formes de la propagande.

<sup>207</sup> « [...] ce qui pourrait être perçu comme une offense pour les réactionnaires, convaincus que le fascisme est un accident historique sans importance [...] mais non pour des révolutionnaires, qui savent que le fascisme européen a rebattu toutes les cartes de la vie politique, et que partant la révolution doit nécessairement être un fascisme en révolte » [« *Accettiamo in pieno la definizione di fascismo dissidente, che potrebbe riuscire offensiva per dei reazionari convinti che il fascismo è un incidente storico senza importanza, facilmente riducibile agli schemi bell'e fatti del capitalismo e della borghesia ; ma non per dei rivoluzionari i quali sanno che il fascismo europeo ha messo in crisi ogni posizione anteriore di lotta, e la rivoluzione dovrà essere fascismo in rivolta [...].* »], dans Umberto Calosso, « Palinodia mazziniana », *Giustizia e Libertà*, 24 mai 1935.

<sup>208</sup> « Soyons réalistes. Quand bien même réussirions-nous à convaincre les Italiens, les jeunes – et cela n'est pas difficile, et même peut-être oiseux – que le fascismo est fini, que nous sommes au bord de la faillite, que la guerre d'Afrique est une folie, que la raison est toute entière de notre côté, ceux-là resteront par inertie avec le fascisme qui "fait", avec le fascisme qui "est". Pour que les jeunes viennent à lutter activement, il ne suffit pas qu'ils ressentent que dans l'autre camp, du côté fasciste, c'est la mort ; il faut qu'ils sentent que notre camp est celui de la vie. Qu'ici on pense, on croit, on lutte, on risque, avec plus d'efficacité qu'avec le fascisme [...]. » (Traduction personnelle). Voir : Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 2, p. 130.

<sup>209</sup> « Les titres expressifs, dramatiques, qui concernent des épisodes, des événements plutôt que des idées génériques [...]. Il faut chaque semaine prévoir l'épisode le plus important, le plus marquant [...]. » [« *I titoli espressivi, drammatici, fatti sugli episodi anziché sulle idee generiche [...]. Bisogna ogni settimana prevedere l'episodio saliente, particolare [...].* »]. Voir : ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « Carlo Rosselli », 1, 23-7, Lettre d'Umberto Calosso à Carlo Rosselli non datée.

#### QUATRIEME PARTIE

Guerre « totale » et guerre civile : les temps équivoques de  
l'antifascisme et de l'antitotalitarisme (1935-1937)

## « *Giustizia e Libertà* » et la crise italo-éthiopienne : l'antifascisme confronté à une guerre « totale »

La question des motivations du régime pour déclencher une guerre contre l'Éthiopie a fait couler beaucoup d'encre, et ce n'est pas le lieu pour y revenir dans les détails. On peut cependant remarquer que les historiens ont d'abord insisté sur des considérations intérieures pour expliquer le début de l'occupation. À rebours de cette analyse, dominante à son époque, Renzo De Felice estimait que le déclenchement du conflit contre l'Éthiopie avait été décidé pour des enjeux de politique étrangère. Absolument pas, donc, dans un seul et unique but de prestige<sup>1</sup>. Ce n'est ni la crise ni le mécontentement généralisé de sa population qui poussèrent le *duce* à mettre en application son plan d'agression contre l'Éthiopie. Le colonialisme italien avait des racines lointaines. Mais, le succès de cette guerre ne tenait-elle pas d'abord, pour le régime, à la mobilisation quasi-totale des corps et des esprits, accréditant la thèse d'un « consentement » des Italiens au fascisme ?

Si cette unanimité, du moins cette approbation majoritaire du fascisme, a effectivement existé, celle-ci ne fut sans doute jamais aussi évidente qu'entre l'automne 1935 et le printemps 1936, soit pendant toute la durée du conflit : « une sorte d'exaltation et d'enthousiasme collectif » s'étaient emparés des Italiens<sup>2</sup>, note d'ailleurs à ce propos le biographe du *duce*.

Cette « fanatisation » de l'opinion, pour reprendre l'expression de la presse communiste<sup>3</sup>, avait plusieurs ressorts. D'abord, le déroulement du conflit lui-même, et l'absence de rétorsions militaires de la France ou de l'Angleterre, rassura la population. Au contraire, l'adoption par la Société des Nations d'un régime de sanctions contre l'Italie eut pour effet de souder davantage l'unité du pays. Cette concorde fut parallèlement motivée, avant même le début des opérations, par le rôle favorable de l'institution ecclésiastique, en appui du régime, et la mobilisation de

<sup>1</sup> De Felice (Renzo), *Mussolini il duce*, vol. 1, *Gli anni del consenso : 1929-1936*, Turin, Einaudi, 1974, p. 60. L'historien romain revenait notamment sur les travaux de Franco Catalano, George W. Baer et Giorgio Rochat.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 616.

<sup>3</sup> « Lettera da Roma. Borghesia, piccola borghesia ed intellettuali di fronte alla guerra », *Lo Stato Operaio*, février 1936.

l'opinion par tout l'appareil de propagande. Du reste, aucune voix dissonante ne put s'exprimer : les études sur la répression de l'antifascisme montrent une intervention accrue, sur la période et dans les mois qui précèdent, des autorités policières et de l'institution judiciaire. Une intensification répressive moins liée, dans les faits, au dynamisme de l'opposition clandestine, qu'à la volonté du régime d'empêcher toute action qui lui serait nuisible, ainsi qu'à la vertu intimidatrice qui est escomptée d'une telle mesure.

On connaît la thèse de Renzo De Felice sur le caractère « consensuel » du régime fasciste en Italie. Selon l'historien romain, ce « consensus » de la population autour du fascisme connaîtrait son point le plus fort au moment de l'occupation de l'Éthiopie. Nous venons d'exposer brièvement les causes, désormais bien connues, permettant de relativiser et de contextualiser l'évolution de l'opinion à la moitié des années trente. Il nous reste encore à en évaluer la perception chez « *Giustizia e Libertà* ». Comment ces antifascistes réagirent-ils à cet état de fait ? Quel traitement les giellistes proposèrent-ils de ce conflit ? Enfin, comment leur regard et leur stratégie d'action évoluèrent-ils sous l'effet de l'événement ? C'est que la guerre d'Éthiopie incarne en elle-même un moment paradoxal pour l'antifascisme : si le fait colonial n'a jusqu'à 1935 été l'objet d'aucune attention particulière de sa part, le conflit italo-éthiopien et la « conquête impériale » représentent un point d'acmé de la lutte contre le régime italien, juste avant l'engagement intellectuel et physique de ces hommes en Espagne. Mais, il nous faudra aussi évoquer les effets de cet épisode sur les antifascistes de « *Giustizia e Libertà* » en exil, au point de vue de leur expression politique et de leur militantisme.

### **Antifascisme et anticolonialisme : la redécouverte d'un problème à la faveur de la crise italo-éthiopienne**

Le 8 mars 1935, en « Une » de *Giustizia e Libertà*, Carlo Rosselli exposa brièvement les raisons de son opposition à l'intervention militaire du régime italien en Éthiopie. Sous le titre « Pourquoi nous sommes contre la guerre en Afrique », le dirigeant gielliste présentait méthodiquement ses arguments :

- a) Parce que c'est une guerre fasciste ;
- b) Parce que c'est une guerre capitaliste ;
- c) Parce que c'est une guerre coloniale ;
- d) Parce que c'est une guerre<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> « Perchè siamo contro la guerra d'Africa », *Giustizia e Libertà*, 8 mars 1935.

L'ordre choisi n'avait rien de fortuit. Nul hasard en effet si le motif du colonialisme n'apparaisse qu'en troisième position. Rien d'étonnant, à l'inverse, que « fasciste » soit immédiatement accolé au mot « guerre ». Le caractère belliciste des régimes dits fascistes est, on l'a vu, un motif récurrent dans la contre-propagande de leurs adversaires.

À cet égard, la nature coloniale du conflit italo-éthiopien pouvait presque apparaître comme secondaire. Anachronique si on la situe par rapport à l'émergence des mouvements d'indépendance nationale à l'intérieur des empires européens, la guerre d'Éthiopie obéissait pourtant à des dynamiques internes fortes. Évaluée à l'aune de ces logiques, elle apparaît moins archaïque ou hasardeuse que ne le conçoivent d'abord la plupart des antifascistes<sup>5</sup>. Il faut pourtant noter combien ces tendances sont passées relativement inaperçues pour l'antifascisme politique, lequel a très peu investi ces questions, tant d'un point de vue intellectuel et théorique que sur le plan de son action, jusqu'à la veille du conflit en Abyssinie<sup>6</sup>. Nous verrons ici que ce constat, assez largement admis aujourd'hui par les historiens spécialistes de ces questions, mérite pourtant quelques nuances et un examen plus approfondi, au moins en ce qui concerne « *Giustizia e Libertà* ».

### ***La question coloniale dans l'antifascisme à la veille de l'affaire italo-éthiopienne : un angle-mort de la pensée gielliste ?***

Il faut s'arrêter, pour commencer, sur la présence de la question coloniale dans l'antifascisme, bien avant que le conflit italo-éthiopien n'occupe tout l'espace médiatique.

L'expansion italienne dans les territoires d'outre-mer présente des spécificités bien connues, mais, en dépit de ses faiblesses structurelles et de sa marginalisation dans le système de l'impérialisme colonial, l'Italie entreprit elle aussi, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de devenir une puissance coloniale. Bénéficiant d'abord de l'appui des Britanniques, Rome élit la corne de l'Afrique comme le terrain de prédilection de sa politique expansionniste – en Érythrée, en Somalie puis en Éthiopie – sans parvenir à s'y installer en puissance souveraine. Au cours de la décennie suivante, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation et la modernisation du pays alimentèrent cette soif de nouveaux territoires par-delà même l'Afrique, en Orient et en Méditerranée, avec la guerre italo-turque pour l'occupation de la Libye.

<sup>5</sup> Labanca (Nicola), *Outre-mer : Histoire de l'expansion coloniale italienne*, Grenoble, UGA Éditions, 2016, p. 175-176. Et : Labanca (Nicola), « Politica e amministrazione coloniali dal 1922 al 1934 », dans Collotti (Enzo), Labanca (Nicola), Sala (Teodoro), *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922-1939, op. cit.*, p. 124, 127.

<sup>6</sup> Collotti (Enzo), Labanca (Nicola), Sala (Teodoro), *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922-1939*, p. 247-253.

À son arrivée au pouvoir, Mussolini réaffirma les prétentions impériales de l'Italie afin de panser le traumatisme de la « victoire mutilée ». D'emblée, l'action de son gouvernement s'inscrit sous le double signe de la continuité et de la rupture par rapport à ses prédécesseurs<sup>7</sup> : le fascisme entreprit de consolider la domination du pays dans les territoires déjà conquis et d'assurer son hégémonie sur l'ensemble de la corne de l'Afrique. Pour parvenir à ses fins, le pouvoir investit des sommes considérables, incomparables à celles dépensées par les régimes successifs de l'Italie libérale, d'Agostino Depretis à Giovanni Giolitti. De façon tout aussi inédite, le fascisme assumait un effort gigantesque en matière de propagande, afin de forger chez les Italiens une véritable « conscience impériale »<sup>8</sup>, élevant la colonisation au rang d'enjeu premier dans la fabrication de la nation italienne et du sentiment de fierté nationale<sup>9</sup>.

Si l'on se place maintenant du point de vue de l'antifascisme, nous sommes obligés de constater, avec d'autres historiens, la négligence intellectuelle de l'opposition sur ces questions et l'absence de positions anticolonialistes affirmées de l'antifascisme militant<sup>10</sup>. Aucun discours, aucune publication ni même aucun manifeste ne s'intéressa – ou très peu – à la politique coloniale du fascisme en Outre-mer, avant 1935. Dans le mouvement « *Giustizia e Libertà* », deux hommes toutefois se distinguaient par leurs engagements passés ou par leur profil intellectuel : l'historien Gaetano Salvemini et Massimo Salvadori.

En 1911, lors de la violente querelle ouverte par l'occupation italienne de la Tripolitaine, le premier mena une dure bataille contre le gouvernement de Giovanni Giolitti. Dans les pages de *La Voce* d'abord, puis dans celles de *L'Unità*, revue qu'il dirigea sans discontinuer de 1911 à 1920, Salvemini se posa en farouche adversaire de l'entreprise coloniale, dénonça le caractère inepte et inconséquent de « l'aventure »<sup>11</sup>. Il n'eut aussi de cesse d'informer l'opinion sur la

<sup>7</sup> Quazza (Guido), « Continuità e rottura nella politica coloniale da Mancini a Mussolini », dans Del Boca (Angelo, dir.), *Le guerre coloniali del fascismo*, Rome, Bari, Laterza, 1991, p. 5.

<sup>8</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, Milan, Mondadori, 2009 [1986], p. 28-31.

<sup>9</sup> Ben-Ghiat (Ruth, dir.), Fuller (Mia, dir.), *Italian colonialism*, New York, Palgrave MacMillan, 2005, p. 7.

<sup>10</sup> On peut se référer à plusieurs auteurs qui concordent tous sur ce point. Outre Nicola Labanca et Enzo Collotti, déjà cités, nous renvoyons également à la contribution de Enzo Santarelli : Santarelli (Enzo), « L'antifascismo di fronte al colonialismo », dans Del Boca (Angelo, dir.), *Le guerre coloniali del fascismo*, op. cit., p. 73-99.

<sup>11</sup> Attal (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens au XXème siècle*, op. cit., p. 84 et suivantes.

réalité de la guerre<sup>12</sup>, de défaire le voile des « illusions tripolitaines »<sup>13</sup>. À juste titre, sa position a ainsi pu être résumée par l'expression d'« anticolonialisme de la raison »<sup>14</sup>.

Au début des années 1930, dans l'ouvrage qu'il consacre à la politique étrangère du fascisme<sup>15</sup>, Salvemini montrait un intérêt pour les enjeux posés par la question abyssine. L'historien italien est revenu à plusieurs reprises sur ce manuscrit, dont l'édition la plus récente date de 1952 chez Laterza<sup>16</sup>. Au fil de ces retours successifs, il accorda une importance accrue aux relations entre l'Italie et l'Éthiopie pendant l'entre-deux-guerres. On trouve néanmoins, dès la première version de ce texte, un développement sur les prétentions italiennes en Abyssinie. Inséré dans un chapitre consacré à « l'entente entre Chamberlain et Mussolini », le sujet est traité dans une perspective européocentrée<sup>17</sup> : c'est le jeu des alliances entre l'Italie et ses partenaires français et britanniques qui intéressent de prime abord l'historien. Salvemini montre ainsi que la campagne de « francophobie » lancée par Mussolini à la moitié des années vingt trouve son origine dans le rapprochement, en 1924, entre le ministre britannique des Affaires étrangères, Sir Austen Chamberlain, et le dictateur italien<sup>18</sup>. De fait, l'entente italo-britannique de 1925 fut interprétée comme un blanc-seing donné aux autorités italiennes en Afrique. Dans une version ultérieure de ce texte, Salvemini écrit :

Cet accord était apparemment de nature économique, et comme tel ne permettait pas explicitement à Mussolini de faire la guerre contre l'Éthiopie si celle-ci lui refusait les concessions [impliquées dans l'accord]. Aucun document diplomatique ne permet explicitement de faire une guerre. Mais Mussolini n'aurait pu construire et exploiter un chemin de fer qui couperait l'Éthiopie du nord au sud [comme le prévoyait l'accord] s'il n'avait pu établir un contrôle militaire sur ce territoire. Ce que Sir Austen fit en réalité, ce fut d'engager le *Foreign Office* à ne pas s'opposer à Mussolini, même dans

<sup>12</sup> Di Giovanni (Antonio), « Gaetano Salvemini e la guerra italo-turca (1911-1912). Colonialismo, identità e nazionalismo durante la campagna di Libia », dans Pozzoni (Ivan, dir.), *Voci dal Novecento*, t. IV, Villasanta, Casa Editrici Limina Mentis, 2012, p. 47-99.

<sup>13</sup> Prezzolini (Giuseppe), « L'illusione tripolitana », *La Voce*, 18 mai 1911.

<sup>14</sup> Santarelli (Enzo), « L'antifascismo di fronte al colonialismo », dans Del Boca (Angelo, dir.), *Le guerre coloniali del fascismo*, op. cit., p. 86.

<sup>15</sup> Salvemini (Gaetano), *Mussolini diplomate*, op. cit., 1932.

<sup>16</sup> Sur les rééditions successives de cet ouvrage, à partir de 1945, nous renvoyons à l'article suivant : Carocci (Giampiero), « Salvemini e la politica estera del fascismo », *Studi Storici*, n°1, 1968, p. 218-224.

<sup>17</sup> C'est le cas, à chaque fois que le sujet est traité par les exilés antifascistes, que ce soit par exemple Silvio Trentin (*Le fascisme à Genève*, 1932) ou Rosselli (« Il problema dei rapporti italo-francesi », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, mars 1933).

<sup>18</sup> Deakin (Frederick W.), « Il colonialismo fascista nel giudizio degli inglesi », dans Del Boca (Angelo, dir.), *Le guerre coloniali del fascismo*, op. cit., p. 340-361.

l'hypothèse où celui-ci déclarerait la guerre à l'Éthiopie, à la condition cependant que les « intérêts particuliers » de la couronne britannique ne subissent aucun préjudice<sup>19</sup>.

La position de Massimo Salvadori sur le colonialisme est encore bien plus délicate à définir : à l'évidence, ses convictions nationalistes en la matière, affichées au début des années trente, reflétaient fidèlement ses idées. On ne fait, à ce propos, que suivre des analyses antérieures : le partage d'un point de vue colonialiste chez Salvadori, est sincère à cette époque. Ce n'est pas l'expression fortuite d'un homme cherchant à masquer des opinions et une activité antifasciste clandestine<sup>20</sup>.

Du reste, avant la crise éthiopienne, Salvadori n'évoqua jamais le thème dans ses articles produits pour la revue de « *Giustizia e Libertà* ». C'est seulement dans ses écrits non censurés qu'il affronta par deux fois la question. Le colonialisme était chez lui un véritable prisme analytique des relations internationales. Ainsi, dans son premier ouvrage, *L'Unità del mediterraneo*, qui paraît en 1931. La thèse de ce livre peut être brièvement synthétisé comme suit : Salvadori y promeut la mise sur pied d'une « union méditerranéenne » pour faire contrepoids à l'hégémonie des nations de l'Europe occidentale sur le reste du continent. Cette unité embrasserait l'ensemble des civilisations du monde méditerranéen, y compris les nations colonisées par les puissances telles que la France et l'Angleterre. Dans son second ouvrage, publié en 1932, Salvadori adopte un ton plus franchement colonialiste. *La Penetrazione demografica europea in Africa* a en effet pour objet, comme il l'écrit dans l'introduction, d'« étudier ce qui a déjà été fait et ce qu'il est encore possible de réaliser [en Afrique par les Européens], voir combien d'Européens ont pu s'installer sur le Continent Noir et vérifier si d'autres pourront les imiter.<sup>21</sup> » Salvadori apporte donc une voix supplémentaire en faveur de l'occupation de la Tripolitaine, de la Cyrénaïque et de l'Érythrée, usant d'un motif récurrent dans l'argumentaire nationaliste pour justifier l'expansion africaine. En effet, il soutient que la colonisation de l'Afrique pourrait offrir à une nation comme l'Italie, « la dernière arrivée au

<sup>19</sup> « Questo accordo era apparentemente di natura economica, e come tale non permetteva esplicitamente a Mussolini di muover guerra all'Etiopia, qualora questa avesse rifiutato la concessione. Nessun documento diplomatico consente esplicitamente una guerra. Ma Mussolini non avrebbe potuto costruire e gestire una ferrovia, che tagliasse l'Etiopia da nord a sud, se non avesse potuto stabilire un controllo militare su quel territorio. Ciò che in realtà sir Austen fece, fu impegnare il Foreign Office a non opporsi a Mussolini, neppure se costui si fosse imbarcato in una guerra con l'Etiopia, a condizione che restassero impregiudicati i « particolari interessi » britannici nella regione del Tana », dans Salvemini (Gaetano), *Mussolini diplomatico*, Rome, Bari, Laterza, 1952, p. 111-112.

<sup>20</sup> Voir en particulier le travail d'Alessandra Grasso : Grasso (Alessandra), *Max Salvadori : appunti per una biografia politica*, op. cit., p. 107-173. Et : Santarelli (Enzo), « Il giovane Salvadori nell'antifascismo e nell'anticolonialismo », dans Luzi (Alfredo), *Max Salvadori, l'uomo il cittadino. Atti del Convegno 14 marzo 1992*, Società operaia di Porto San Giorgio, Fermo, Andrea Livi Editore, 1996, p. 25.

<sup>21</sup> Salvadori (Massimo), *La penetrazione demografica europea in Africa*, Turin, Bocca, 1932, p. VI.



banquet »<sup>22</sup>, un débouché économique et démographique pour absorber une population en excédent, et accroître les richesses foncières de la mère patrie. À ce titre, il estime alors que la région éthiopienne serait parfaitement adaptée à ce genre d'exploitation :

[...] le gouvernement éthiopien aurait tout intérêt à voir exploitées, par des énergies étrangères, les abondantes ressources de son territoire, mais seulement par une politique d'accord entre les Grandes Puissances intéressées et dans le respect de la souveraineté éthiopienne<sup>23</sup>.

Les thèses coloniales de Salvadori acquièrent une visibilité importante, bénéficiant de la publicité que leur offre, entre autres publications périodiques<sup>24</sup>, la revue *Oltremare*, organe de l'Institut colonial fasciste dirigé par Roberto Cantalupo<sup>25</sup>.

Voici, en résumé, l'état des positions de Salvadori sur la question coloniale, lorsqu'en 1934, muni d'un passeport anglais, il s'exile au Kenya. Sur place, il rachète, avec son beau-frère, une entreprise agricole dans la ville de Njoro, au sud-ouest de Nakuru<sup>26</sup>. En Afrique, Salvadori n'oublie pas pour autant son engagement dans l'antifascisme. Le Kenya, pays frontalier de la Somalie et de l'Éthiopie, abrite une colonie italienne d'environ deux cents personnes. Le 12 avril 1935, il dresse, pour l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà*, un bref tableau de la situation sur place, ouvrant son article par ces mots : « Désormais, il ne suffit plus de se réfugier en Afrique équatoriale » pour tenter d'échapper « aux misères matérielles et morales du fascisme ». Sur un ton railleur, il démontre une connaissance fine des hommes avec qui il a à faire, offrant aux lecteurs une caricature peu élogieuse du fascisme, à travers le personnel consulaire italien de Nairobi. Un certain C. G. Linda partageait ses fonctions entre le secrétariat général du consulat et celui du *fascio* :

[Linda] est à moitié un escroc qui, il y a deux ans, était au chômage et mourait de faim ; le poste de secrétaire du *fascio* étant alors vacant, il fut offert à un jeune italien qui, non tenté par le salaire mensuel de 36 livres, refusa généreusement le poste en disant : « Ce pauvre Linda se trouve dans une situation bien pire que la mienne ; donnez-le-lui. » Linda se précipita sur l'occasion et montra toute sa gratitude en médissant sur son bienfaiteur. Quand il était encore sans emploi, Linda avait organisé une collecte parmi les Italiens du Kenya pour le sauver de la faim ; ayant ensuite obtenu un emploi suivant la façon que l'on vient de décrire, il fit savoir que la somme récoltée aurait été utilisée

<sup>22</sup> « Ultima arrivata al banchetto [...] », dans *La penetrazione*, p. 116 (cit. Grasso, p. 158).

<sup>23</sup> « [...] il governo etiopico avrebbe tutto l'interesse a vedere sviluppato da energie straniere le abbondanti risorse del suo territorio, ma solo attraverso una politica di accordo tra le Grandi Potenze interessate e nel rispetto della sovranità etiopica sul suo territorio », cité dans Grasso (Alessandra), *Max Salvadori : appunti per una biografia politica*, op. cit., p. 159.

<sup>24</sup> Salvadori contribua également à *La vita italiana*, revue dirigée par Giovanni Preziosi.

<sup>25</sup> Par exemple : Salvadori (Massimo), « La Libia e le comunicazioni transahariane », *L'Oltremare*, juin 1930.

<sup>26</sup> Grasso (Alessandra), *Max Salvadori : appunti per una biografia politica*, op. cit., p. 123 et suivantes.

pour fonder la bibliothèque du *fascio*. Or, beaucoup des contributeurs étaient des antifascistes prêts à sauver un compatriote de la misère, mais qui refusaient d'aider la section fasciste. Ils protestèrent donc énergiquement ; mais comme il est facile de le deviner, ils ne revirent jamais leur argent<sup>27</sup>.

Cette connaissance presque familière s'étend aux principaux soutiens du régime au Kenya, des investisseurs et des industriels qui ont tissé des liens d'affaire avec le consulat, et exercent une influence directement politique sur une partie non négligeable de la colonie : c'est le cas de l'ingénieur Vincenzini, propriétaire d'une entreprise dans le quartier de Keringet, au sud de Njoro.

Du reste, la communauté anglaise, majoritaire, y est très largement exposée à la propagande fasciste qu'organisent certains proches d'Oswald Mosley, à l'image de Lord Erroll. Témoin du succès et de la diffusion à l'internationale du modèle promu par le fascisme, Salvadori se retrouve à faire face, en Afrique, avec une idéologie fasciste et impérialiste, où l'impérialisme est précisément un argument en faveur du fascisme. La biographe de Massimo Salvadori, Alessandra Grasso, a souligné ce point en rapportant une scène au cours de laquelle Salvadori intervint publiquement à la fin d'un discours de propagande de Lord Erroll devant la *Nyoro Settler's Association*. Dans ce discours, ce disciple de Mosley insistait en particulier sur le fait que le fascisme représentait l'unique espoir pour la population britannique de sauver son empire. Pour une minorité de colons britanniques, le fascisme incarnait donc la promesse d'un souffle nouveau, en renfort d'une idéologie et d'un projet impérialiste en souffrance depuis la Première Guerre mondiale<sup>28</sup>.

### ***Le scepticisme des exilés giellistes sur les rumeurs de guerre***

C'est aussi, à partir de l'été 1934, que les antifascistes commencèrent à prêter une attention – d'abord, très discrète – aux menées italiennes en Éthiopie. Le premier article sur le sujet paraît dans *Giustizia e Libertà* à la mi-juillet. Alberto Tarchiani y évoquait l'existence de « tensions

<sup>27</sup> « [Linda] è un mezzo imbroglione che due anni fa era disoccupato e moriva di fame ; essendo vacante il posto di segretario del fascio, esso fu offerto a un giovane italiano il quale, non tentato dalle 36 sterline al mese, generosamente rifiutò dicendo : « Quel povero Linda sta ancora peggio di me ; date il posto a lui. » Linda si precipitò sul posto offertogli come un affamato e mostrò la sua gratitudine parlando a tutti del suo benefattore. Quando era ancora disoccupato, il Linda aveva organizzato una colletta tra gl'italiani del Kenya per salvarlo dalla fame ; avendo poi ottenuto l'impiego nel modo sopradetto, fece sapere che la somma raccolta sarebbe stata impiegata per fondare la biblioteca del fascio ; molti dei contribuenti, ch'erano antifascisti e pronti a salvare un connazionale dalla fame, ma non ad aiutare la sezione fascista, protestarono energicamente ; ma, com'è facile intuire, non poterono mai rivedere il loro denaro », dans « Il fascismo nel Kenya », *Giustizia e Libertà*, 12 avril 1935.

<sup>28</sup> Grasso (Alessandra), *Max Salvadori : appunti per una biografia politica*, op. cit., p. 125.

extrêmement graves entre Addis-Abeba et Rome ». Le *Journal de Genève* et le *Journal des Nations* rapportaient en effet l'obstination avec laquelle l'Éthiopie refusait d'accorder à l'Italie de nouvelles concessions économiques et commerciales, ce qui irritait le *duce* :

On raconte que Mussolini, en contradiction avec les experts des ministères des Affaires étrangères et de la Guerre, serait obsédé par l'idée de la conquête éthiopienne, que déjà dans les années passées il la tenta à plusieurs reprises. [...] Les usines d'armes travaillent à plein régime. On accumule des armements, des munitions, des fournitures dans les ports du Sud. [...] <sup>29</sup>.

Les giellistes n'ignoraient rien de cette activité. En février 1934, Michele Giua, sous le pseudonyme de « Branca », exposa une documentation fournie sur le développement des branches de l'industrie italienne, qui devaient servir pour la production de l'armement <sup>30</sup>. Pourtant, l'idée que Mussolini puisse mettre en application ses plans d'intervention semblait encore improbable, « rocambolesque » : « D'autant plus que les finances italiennes et la prudence du "duce" devant les entreprises sérieuses et dangereuses le rendent particulièrement invraisemblable <sup>31</sup> »

Invraisemblable, l'hypothèse de la guerre resurgit pourtant à la toute fin du mois d'août, mais, cette fois, en plein cœur de l'Europe. Le 31 août, la « Une » de *Giustizia e Libertà* reprenait en longueur le discours prononcé une quinzaine de jours plus tôt par Mussolini à Tre Poggioli, entre Bologne et Florence. Une semaine plus tôt, l'assassinat du chancelier Dollfuss et le coup de main manqué du nazisme en Autriche décidèrent Mussolini à déplacer quatre divisions entre le col du Brenner et l'extrême nord-est du Frioul. La nouvelle fit sensation chez les giellistes : Rosselli reprit, tel un slogan, son appel de 1933, sur le retour de la guerre <sup>32</sup>.

On était cependant loin d'imaginer, encore, que cette terrible anticipation puisse concerner l'Éthiopie. Le 31 août, dans les pages intérieures du journal, Tarchiani détaillait plutôt les tractations en cours entre l'Angleterre, l'Italie et la France pour satisfaire les appétits impérialistes des trois pays. Il n'était pas question ni de « conquête » ni même d'« agression »

<sup>29</sup> « Si dice che Mussolini, in contraddizione con i tecnici dei ministeri degli Esteri e della Guerra, sarebbe ossessionato dall'idea della conquista etiopica, che già negli anni passati lo tento più volte. [...] Le fabbriche d'armi lavorano in pieno. Si accumulano armi, munizioni, rifornimenti nei porti del Sud. [...] », dans « Ancora l'Abissinia », *Giustizia e Libertà*, 13 juillet 1934.

<sup>30</sup> Branca [Michele Giua], « Il fascismo e le industrie per la guerra », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°10, février 1934, p. 140.

<sup>31</sup> « Tanto più che le finanze italiane e la timidezza del "duce" di fronte ad imprese serie e pericolose lo rendono particolarmente inverosimile. », dans « Ancora l'Abissinia », *Giustizia e Libertà*, 13 juillet 1934.

<sup>32</sup> « La guerra che torna », *Giustizia e Libertà*, 10 août 1934.

mais de négociations diplomatiques entre puissances coloniales pour réduire la souveraineté d'un État pourtant reconnu membre à part entière de la Société des Nations depuis 1923 :

Il existe un accord tripartite anglo-franco-italien (1906, reconduit en 1925) qui garantit l'intégrité de l'Éthiopie, État membre de la Société des Nations. On penserait à la remplacer par un nouveau pacte qui permettrait à l'Italie de faire valoir ses « intérêts prépondérants » – économique et politiques – dans les régions placées sous la souveraineté du Négus<sup>33</sup>.

Ce qu'il importait, c'était de connaître les conséquences d'un tel arrangement sur le futur des relations entre nations européennes :

Et puis il reste ce problème essentiel : une Italie *fasciste* peut-elle renverser sa politique européenne, en échange de succès coloniaux ? Ou, en revanche, l'accroissement de son prestige et de sa puissance ne servirait-il qu'à aggraver et pousser à des conséquences tragiques la rivalité franco-italienne ?<sup>34</sup>

Puis, vers la mi-septembre, une brève de Turin signalait l'envoi, par le régime fasciste, de matériel militaire en Érythrée et en Somalie. Toute la production sortie des usines Spa-Fiat, rapportait-on, prenait ainsi la route en direction du port de Massawa et de Mogadiscio<sup>35</sup>. Était-ce assez pour convaincre de l'imminence d'une intervention de type militaire de l'Italie en Afrique ?

Le 21 septembre 1934, le cas éthiopien fut en tout cas évoqué, pour la première fois, en première page du journal *gielliste*. Une nouvelle correspondance du Piémont signalait la répétition de « discours insistants » pour une « conquête de l'Abyssinie ». Ce qui stimulait la rumeur, en même temps que la concurrence industrielle :

Ainsi les dirigeants de la Fiat font les offensés, en disant : « la guerre sera surtout une guerre chimique, avec une importante économie de matériel ». Le drame est spontanément réduit à une affaire de concurrence entre la Fiat et la Montecatini [...]»<sup>36</sup>.

<sup>33</sup> « V'è un accordo tripartito anglo-franco-italiano (1906, rinnovato nel 1925) che garantisce la integrità dell'Etiopia, Stato membro della Società delle Nazioni. Si penserebbe a sostituirlo con un nuovo patto che permetterebbe all'Italia di far valere i suoi "interessi preponderanti" - economici e politici - nelle vaste regioni sottoposte alla sovranità del Negus », dans Atar. [Alberto Tarchiani], « L'impero etiopico », *Giustizia e Libertà*, 31 août 1934.

<sup>34</sup> *Ibid.* : « E poi rimane il problema essenziale : un'Italia *fascista* può capovolgere la sua politica europea, in virtù di ottenuti successi coloniali ? O, invece, l'accrescimento di prestigio e di potenza non varrebbe ad aggravare e sospingere verso tragiche conseguenze la rivalità franco-italiana ? ».

<sup>35</sup> « Armi in Eritrea e in Somalia », *Giustizia e Libertà*, 14 septembre 1934.

<sup>36</sup> « Così i dirigenti della Fiat fanno gli offesi perchè – dicono : « la guerra sarà soprattutto chimica, con grande risparmio di materiale ». Il dramma viene spontaneamente ridotto ad affare di concorrenza tra Fiat e Montecatini [...] », dans « La guerra all'Abissinia nelle voci pubbliche », *Giustizia e Libertà*, 21 septembre 1934.

La rumeur prit encore de l'ampleur<sup>37</sup>. Dans la chronologie des incidents montés en épingle par l'Italie pour justifier ses préparatifs militaires, Gondar précède Welwel d'un mois. À Gondar, ville éthiopienne au nord-est du lac Tana, exerçait un consul italien, Raffaele Di Lauro, particulièrement entreprenant et offensif. En réponse à ces provocations et à ces tentatives de pénétration de la part du consul, les Éthiopiens organisèrent une vaste campagne de propagande anti-italienne. C'est dans ce climat hostile que, le 5 novembre, des coups de feu furent échangés entre des *ascari* érythréens, employés par le consul et des habitants de Gondar. L'incident, de portée strictement locale, fut cité et instrumentalisé par Rome comme un cas de violation des normes internationales par les autorités éthiopiennes à l'encontre de l'Italie. Le gouvernement fasciste fit immédiatement connaître, par télégramme, son intention de demander des réparations.

Tarchiani commenta l'affaire, évoquant les « prétextes » opportunément transformés en *casus belli* pour justifier une intention de guerre :

On prépare le « dossier » des prétextes ; quand il sera assez volumineux, on feindra alors de perdre sa patience et de passer à l'action<sup>38</sup>.

Cependant, de Massaoua, en Érythrée, Massimo Salvadori informait du débarquement de trois cents officiers et sous-officiers de l'armée italienne, confirmant la préparation « technique et pratique » d'une expédition contre l'Abyssinie<sup>39</sup>. Mais, la plupart des antifascistes exilés à Paris, focalisés sur les affaires européennes, jugeait l'idée toujours « invraisemblable » :

Mussolini pourrait, en effet, cultiver et préparer l'aventure éthiopienne comme exutoire à sa manie impériale, dans l'hypothèse où l'Europe s'installerait dans une période assez longue de relative tranquillité, comparable à celle de 1871-1918<sup>40</sup>.

En fait, le contexte européen de la fin 1934 leur apparaissait très peu propice à toute forme d'initiative militaire, *a fortiori* dans une zone aussi éloignée. On peut le constater encore, début décembre, dans la foulée des échanges de tirs entre l'armée éthiopiennes et les forces italiennes, à Welwel. Voici comment Alberto Tarchiani rapporta les faits, près de dix jours après leur déroulement :

<sup>37</sup> « Si continua a parlare dell'avventura in Abissinia » *Giustizia e Libertà*, 12 octobre 1934.

<sup>38</sup> « Si prepara il « dossier » dei pretesti ; quando è abbastanza voluminoso, si finge di perdere la pazienza e si agisce », dans « Che prepara Mussolini in Abssinia ? », *Giustizia e Libertà*, 23 novembre 1934.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Ibid.* : « Mussolini potrebbe, infatti, coltivare e predisporre l'avventura etiopico come sfogatoio della sua smania imperiale, per il caso che l'Europa si assestasse in una relativa tranquillità per un lungo periodo, paragonabile a quello 1871-1918 ».

Le 5 décembre, le long de la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie, à environ quatre-vingt kilomètres de l'Uebi-Scebeli et à plus de trois cents kilomètres de la mer, près des puits contestés d'Ual-Ual, une véritable bataille a eu lieu, qui a coûté la mort de 50 de nos soldats indigènes, de 100 abyssins et blessé, et on ne sait combien de blessés. On a employé dans ce combat des canons, des mitrailleuses, des tanks, et même une escadrille d'avions italiens qui ont bombardé leurs adversaires<sup>41</sup>.

Le commentaire insistait ensuite sur l'avancée extraordinaire des forces italiennes en territoire abyssin. À l'examen des faits, de façon strictement « objective », c'est-à-dire « comme si l'affaire ne concernait ni l'Italie, ni le fascisme et nous non plus », Tarchiani considérait que l'altercation serait un prélude à l'entrée en guerre des deux parties : « Mussolini tenterait ainsi la grande aventure impériale qui l'attire et le tourmente depuis quelques années »<sup>42</sup>. Cependant, à force de raisonnement et de réflexions, tout faisait obstacle à cette hypothèse : la situation en Europe, bien sûr, mais aussi le contexte éthiopien lui-même.

L'Abyssinie a un territoire qui mesure plus d'un million de kilomètres carrés et compte 12 millions d'habitants : un territoire montagneux, où il est difficile d'engager des armées. Les bases se trouveraient très éloignées des zones d'opération, et mal adaptées à un trafic intense en raison de l'insuffisance des installations sur place et du climat implacable. C'est pourquoi il semble que les meilleurs éléments de l'État-major italien déconseillent ce type d'aventure, comme destinée à l'échec ou à se transformer en une guérilla très longue, exténuante, dans laquelle les sacrifices en hommes et en argent seraient de toute façon disproportionnés par rapport aux résultats<sup>43</sup>.

Une victoire italienne en Éthiopie ne pourrait s'obtenir qu'en mobilisant des moyens énormes, matériels, financiers mais aussi humains., comme l'Angleterre durant la guerre des Boers. Mais, l'empire britannique était beaucoup plus riche, puissant, et relativement mieux préparé à la guerre que l'Italie fasciste, quand bien même Mussolini manifestait un esprit belliciste :

<sup>41</sup> « Il 5 dicembre, lungo il confine somalo-etioptico, ad un'ottantina di chilometri al nord del corso dell'Uebi-Scebeli e a oltre 300 chilometri dal mare, presso i pozzi contestati di Ual-Ual, si è svolta una vera e propria battaglia che è costata alle nostre truppe indigene 50 morti e 400 feriti ; agli abissini 100 morti e non si sa quanti feriti. Nel combattimento furono impiegati cannoni, mitragliatrici, *tanks*, e una squadriglia di aeroplani italiani che bombardò gli avversari », dans A. T. [Alberto Tarchiani], « Sviluppi dell'avventura etiopica. La battaglia di Ual-Ual », *Giustizia e Libertà*, 14 décembre 1934.

<sup>42</sup> *Ibid.* : « Mussolini tenterebbe così la grande avventura imperiale, quella che da lunghi anni lo attrae e lo tormenta ».

<sup>43</sup> *Ibid.* : « L'Abissinia ha oltre un milione di chilometri quadrati e 12 milioni di abitanti : un territorio montagnoso, difficilissimo dal punto di vista tattico, strategico e logistico. Le basi sarebbero lontanissime dalle zone d'operazioni, e scarsamente adatte ad un intenso traffico per insufficienza di impianti e per il clima implacabile. Per questo pare che i migliori elementi dello stato maggiore italiano sconglino l'avventura, come destinata al fallimento o ad una guerriglia lunghissima, estenuante, in cui i sacrifici d'uomini e di denaro sarebbero in ogni modo sproporzionati ai risultati ».

Il s'agirait de jeter dans l'entreprise des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes, voire une vingtaine de milliards, sans aucune certitude de résultats. Est-ce que l'Italie est en mesure de le faire, et le jeu en vaut-il la chandelle ? Conquête au bout d'immenses sacrifices en sang et en argent, sa population contrôlée du mieux possible, où l'Italie trouvera-t-elle les capitaux pour mettre en valeur et exploiter sa conquête ? Les trouvera-t-elle à l'étranger ? Elle aurait alors versé du sang et souffert de terribles sacrifices pour le bénéfice de capitalistes étrangers ?<sup>44</sup>

Et encore, était-il nécessaire d'ajouter à ce tableau l'hypothèse d'un échec ? Le scandale que ne manquerait pas de provoquer l'affaire, à l'internationale et auprès de la Société des Nations ? Le *duce* jouait certes une partie dangereuse en Éthiopie, mais, concluait Tarchiani, « il faut croire que sa couardise instinctive le fera, encore une fois, reculer, pour le bien de l'Italie ». Autrement dit, tout en relevant l'instrumentalisation par les autorités italiennes d'un banal incident de frontière – ni dramatique, ni irréversible au fond – Tarchiani, comme Rosselli, envisageaient difficilement que Mussolini puisse se risquer à intervenir militairement en Afrique. Leurs échanges privés sur le sujet confirment les impressions exprimées publiquement dans l'hebdomadaire<sup>45</sup>. Cependant, l'événement n'est pas sous-estimé, car il fournit, on l'a vu, un sujet d'inquiétude propre à être exploité. D'autre part, l'intervention de la Société des Nations suite à l'incident de Welwel, et les développements diplomatiques du différend italo-éthiopien, ouvraient la possibilité d'une condamnation officielle, morale et politique, du régime fasciste sur la scène internationale.

**« *Giustizia e Libertà* » et l'internationalisation d'une crise : un antifascisme entre interventionnisme, pacifisme et anticolonialisme**

Au lendemain de l'incident de Welwel, survenu donc à la fin de l'année 1934, Benito Mussolini prit des résolutions définitives quant au déclenchement des opérations. Sa position fut exprimée très clairement dans une note secrète consignée à ses collaborateurs, et intitulée « Directives et plan d'action pour résoudre la question italo-abyssine » :

<sup>44</sup> *Ibid.* : « Si tratterebbe di gettare nell'impresa oltre che decine e decine di migliaia d'uomini, anche una ventina di miliardi, senza nessuna certezza di risultati. È l'Italia in grado di far questo, e si sè il gioco vale proprio la candela ? Conquistato con immensi sacrifici di sangue e di denaro il territorio e soggiogate alla meglio le popolazioni, dove troverà il nostro paese i capitali per mettere in valore e sfruttare la sua conquista ? Li troverà all'estero ? Avrà allora versato sangue e sofferti terribili sacrifici per il vantaggio di capitalisti stranieri ? ».

<sup>45</sup> Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 13 janvier 1935, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, *op. cit.*, p. 230-231.

[...] le problème des relations italo-abyssiniennes s'est déplacé ces derniers temps sur un autre plan : de problème diplomatique il est devenu *un problème de force*<sup>46</sup>.

Aussi, dès la fin de 1934, le *duce* n'envisageait-t-il d'autres moyens que « les armes » pour « résoudre » la question éthiopienne. Cette question, du reste, ne concernait déjà plus la fixation de la frontière séparant les territoires éthiopiens de ceux sous domination italienne ; il s'agissait, pour Mussolini, d'un problème de dimension « historique ». Par-delà l'incident de frontière de l'automne 1934, c'est en fait un conflit bien plus ancien auquel songeait Mussolini pour justifier son entreprise : la défaite italienne d'Adoua, en 1896.

Cependant, le régime italien n'officialisera jamais sa décision d'entrer en guerre, y compris lors du déclenchement des opérations, un an après l'incident de Welwel. Malgré des indices de mobilisation attestant des préparatifs militaires organisés par l'Italie, la guerre reste, près de douze mois durant, tout au plus une hypothèse. Non que les événements éthiopiens soient absents des journaux : dans la Péninsule, la propagande fonctionnait à plein régime et, à l'étranger, en France et en Angleterre, l'opinion se passionna pour un sujet effectivement très médiatisé. Mais, il manquait les mots pour saisir la chose ; ou plutôt les qualificatifs s'accumulaient et se contredisaient, à l'image du télescopage incessant entre la poursuite des négociations diplomatiques pour résoudre la crise, et l'envoi d'hommes et de matériels, par l'Italie, en Afrique.

Comment réagirent donc les États démocratiques face au conflit italo-éthiopien ? Et cette réaction était-elle jugée adéquate, inopportune ou, au contraire, pusillanime et exagérément timide, par les antifascistes ? L'attitude de Londres, imitant celle de Paris, a d'abord consisté à parvenir à un règlement pacifique de la question des frontières entre Rome et Addis-Abeba, en persuadant l'empereur Sélassié de renoncer à l'intervention de la Société des Nations. Mais, les diplomates français et britanniques constatèrent, au bout de plusieurs semaines, l'échec de leurs manœuvres et les limites de leur action. À la suite du renvoi des gouvernements éthiopiens et italiens à une procédure d'arbitrage, dès la mi-janvier, Rome temporisa, entretenant la confusion entre les négociations pour la paix et la poursuite des préparatifs militaires. En mars, convaincu que Mussolini ne désirait que la guerre, Haïlé Sélassié initia une nouvelle procédure auprès de la Société genevoise.

<sup>46</sup> « [...] il problema dei rapporti italo-abissini si è spostato in questi ultimi tempi su un piano diverso : da problema diplomatico è diventato *un problema di forza* ». Voir : « Le direttive per l'aggressione all'Etiopia nel promemoria di Mussolini del 30 dicembre 1934 », document cité dans Rochat (Giorgio), *Il colonialismo italiano*, Turin, Loescher Editore, 1973, p. 156 et suivantes.



Cependant, début avril, la Grande-Bretagne et l'Italie se retrouvèrent, avec la France, lors de la conférence de Stresa pour décider d'une attitude commune face au Reich. Le 16 mars, en effet, Adolf Hitler avait annoncé le rétablissement de la conscription en Allemagne. Si la question éthiopienne ne figurait donc pas à l'ordre du jour, elle fut évoquée, en privé, entre experts. Plus de trois mois après l'accord signé avec la France, Mussolini voulait maintenant s'assurer d'avoir tout à fait les mains libres en Afrique, auprès de la Grande-Bretagne. Nous connaissons, à ce jour, le contenu des échanges entre diplomates anglais et italiens, et la façon dont les premiers firent part de l'hostilité de Londres à toute intervention militaire en Éthiopie<sup>47</sup>. Dans l'immédiat, pourtant, le *duce* réussit à préserver l'Italie d'une condamnation de la part de la communauté internationale.

C'est aussi ce sur quoi insistait *Giustizia e Libertà*, dans son édition du 19 avril, qui titrait : « Le Conseil de la S.d.N. déplore les transgressions d'Hitler et aide le fascisme dans son plan d'attaque contre l'Abyssinie ». Le 15 avril, dans la foulée de la conférence, devait en effet se réunir, à Genève, la 85<sup>ème</sup> session extraordinaire du Conseil de la Société des Nations, pour examiner la requête du gouvernement éthiopien suite à la rupture des négociations directes entre Rome et Addis-Abeba. Le représentant de l'Éthiopie, entendu par les États membres siégeant au sein du Conseil, exposa en vain le danger que représentait le débarquement continu de troupes italiennes aux frontières de son pays. En lieu et place du déclenchement d'une procédure d'urgence, on annonça en fait la formation d'une commission de conciliation, sur les bases du traité italo-éthiopien de 1928. Le commentaire paru dans l'hebdomadaire gielliste releva le but « dilatoire » de la manœuvre, à l'avantage de Rome :

[...] il n'est pas difficile de s'apercevoir que le fascisme tire un avantage à gagner du temps, au moins jusqu'en septembre, pour compléter la préparation [du conflit] et profiter de conditions climatiques plus favorables [...]. Et c'est ainsi que l'Italie continue à faire partir les hommes et le matériels (ces jours-ci partent ainsi environ 7 500 ouvriers du Sud) et poursuit sur le terrain la préparation de son offensive<sup>48</sup>.

D'ailleurs, les Italiens attendaient-ils une intervention décisive du camp démocratique pour mettre un terme aux « stupidités » du régime italien ? C'est, en tout cas, ce que rapporte une correspondance de Turin, paru dans *Giustizia e Libertà* au début de mars. Les classes moyennes

<sup>47</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, op. cit., p. 313.

<sup>48</sup> « [...] non è difficile scorgere che il fascismo tira a guadagnare tempo, poichè deve arrivare almeno a settembre, per completare la preparazione e approfittare delle condizioni climatiche favorevoli [...]. Ed è così che l'Italia continua a far partire uomini e materiali (proprio in questi giorni partono ben 7.500 operai meridionali) e prosegue sul terreno la preparazione pratica dell'avanzata », dans « Il Consiglio della S.d.N. mentre deplora la trasgressione hitleriana aiuta il fascismo nel piano d'attacco contro l'Abissinia », *Giustizia e Libertà*, 19 avril 1935.

les moins politisées, celles des grands centres urbains, raconte ce témoin, exprimaient une profonde amertume face à la passivité de la France et de l'Angleterre :

Parmi les classes moyennes des grandes villes [...], on s'était encore habitué à considérer la politique fasciste comme parfaitement antithétique avec la politique des nations démocratiques et, comme aussi, conditionnée par celle-ci. On pensait : laissez-les crier, l'Angleterre et la France ne laisseront pas faire de bêtises. En d'autres termes, les espoirs démocratiques sont passés d'un plan national et parlementaire à la sphère internationale de la politique étrangère. Nous pouvons donc dire que le comportement actuel de la France et de l'Angleterre ont mieux servi à discréditer la politique démocratique auprès des grandes masses italiennes que douze ans de régime fasciste<sup>49</sup>.

On peut cependant douter de la fiabilité d'une telle assertion. Au moins faut-il la relativiser et la limiter à son contexte, à la fois local et chronologique. Les études spécialisées sur la guerre d'Éthiopie situent en effet un premier tournant dans le soutien recueilli par le régime auprès de sa population, autour de juin 1935. Or, l'expression d'un sentiment favorable à la politique de Mussolini était en partie liée à la dégradation des relations anglo-italiennes.

Dès la mi-mai, dans une allocution terriblement explicite prononcée devant les sénateurs, Mussolini affirma lui-même « ne dévoiler aucun secret » en évoquant l'activité intensive et continue de « l'industrie de guerre » italienne pour armer et équiper plus de huit cent mille hommes appelés sous les drapeaux<sup>50</sup>. Parallèlement à ces déclarations pugnaces du *duce*, les ministres italiens rencontrèrent à plusieurs reprises leurs homologues britanniques, entre la fin avril et la deuxième décennie de mai, sans toutefois parvenir à trouver un point d'accord. La détérioration de l'entente italo-britannique sur la question éthiopienne commença à intéresser les giellistes, avant même que la presse italienne ne s'étende sur le sujet. Lors de la 86<sup>ème</sup> session du Conseil de la Société des Nations, qui débuta le 20 mai, en effet, le gouvernement britannique se positionna clairement en soutien de l'institution genevoise, afin de « sauver », lit-on le 24 mai sur *Giustizia e Libertà*, le « prestige de la Ligue » :

<sup>49</sup> « Nei ceti medi delle grandi città [...], si era ancora abituati a considerare la politica fascista come antitetica alla politica delle nazioni democratiche e come, in certo modo, condizionata da quella. Si pensava : lascia che gridino, l'Inghilterra e la Francia non lasceranno fare delle sciocchezze. In altri termini, le speranze nella democrazia si erano spostate da un piano nazionale e parlamentare alla sfera internazionale della politica estera. Possiamo perciò dire che hanno servito maggiormente a screditare la politica democratica presso le grandi masse italiane il contegno della Francia dell'Inghilterra in questa circostanza, che non 12 anni e mezzo di regime fascista », dans « Che cosa si pensa della guerra in Italia », *Giustizia e Libertà*, 8 mars 1935.

<sup>50</sup> « La guerra "precauzionale" è decisa », *Giustizia e Libertà*, 10 mai 1935 ; « Il discorso Mussolini al Senato. Dopo il ricatto all'Abissinia, il ricatto all'Europa », *Giustizia e Libertà*, 17 mai 1935.

À lire les commentaires des journaux britanniques, on en déduit que l'Angleterre est décidée à soutenir à fond l'influence européenne de la S.d.N. contre l'attentat mussolinien<sup>51</sup>.

Si l'Italie échappait, pour la troisième fois, à la tentative éthiopienne d'investir le Conseil de la responsabilité de juger l'affaire et de l'adoption de sanctions éventuelles, elle se pliait aussi à accepter la fixation d'une date butoir pour trouver un règlement au conflit. Les réactions de la presse britannique furent unanimes à saluer l'intransigeance de Londres et souligner la « défaite » de l'Italie, finalement contrainte de céder du terrain.

Pour Rosselli, c'était l'aveu même que les diplomates et l'opinion étrangère ne comprenaient rien aux « plan diplomatiques » de Mussolini. *Le duce* n'avait-il pas fait annoncer, par le baron Pompeo Aloisi, en charge des intérêts de l'« Afrique italienne », que son régime se réservait le droit de régler de la façon qu'il estimait la plus efficace, la question de la protection militaire de ses colonies ?

Mussolini *ne cède donc pas*. Et comment pourrait-il en être autrement ? On ne mobilise pas quatre classes, on n'emmène pas 100 000 hommes dans des régions paludéennes et torrides, on ne dépense pas des milliards, pour s'apercevoir après dix mois, qu'il s'agissait d'un malentendu. Mussolini est fantasque, impressionnable, mais pas fou ou stupide. S'il a cédé du terrain à Genève c'était seulement pour gagner du temps en Afrique. [...] Les diplomates affirment que l'Italie fasciste ne peut pas se lancer dans une entreprise africaine de la dimension de celle [que prépare l'Italie] en Éthiopie, en ayant l'Angleterre contre soi. Il est probable qu'ils exagèrent. Certes, la guerre deviendrait plus risquée pour le fascisme. Mais, en fin de compte, que peut faire l'Angleterre, surtout l'Angleterre de Simon et de MacDonald ? Fermer le canal de Suez ? Elle ne le peut pas<sup>52</sup>. Affamer l'Italie ? Non plus. Lui déclarer la guerre ? Encore moins. [...] Il lui reste la possibilité d'agir au sein de la Ligue. Là aussi il n'est pas difficile d'anticiper le plan de bataille de Mussolini. S'il ne réussit pas à immobiliser la S.d.N., il la quittera avec fracas. Pour rester isolé ? Non. Pour rejoindre l'Allemagne avec laquelle entre-temps la nouvelle idylle qui se profile [...] aura eu l'occasion de se développer<sup>53</sup>.

<sup>51</sup> « Dai commenti dei giornali britannici si deduce che l'Inghilterra è decisa a sostenere a fondo l'influenza europea della S.d.N. contro l'attentato mussoliniano », dans « La questione abissina a Ginevra », *Giustizia e Libertà*, 24 mai 1935.

<sup>52</sup> L'idée de fermer le canal de Suez, pour empêcher ou ralentir l'acheminement d'hommes et de matériels italiens dans en Érythrée émerge, vers la mi-mai 1935, dans la presse britannique, par la voix de députés opposés à la guerre, relayée également par l'écrivain pacifiste Norman Angell. Cependant, le trafic dans le canal était soumis au règlement d'une convention internationale signée à Constantinople en 1888, entre l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Russie et la Turquie. « L'Inghilterra potrebbe chiudere il canale di Suez ? », *Giustizia e Libertà*, 24 mai 1935 ; « Per la chiusura del canale di Suez », *Giustizia e Libertà*, 14 juin 1935 ; « Lo Statuto internazionale del canale di Suez », *Giustizia e Libertà*, 13 septembre 1935.

<sup>53</sup> « Il piano diplomatico di Mussolini », *Giustizia e Libertà*, 31 mai 1935. Texte original reproduit en annexe n°25, p. CXXII (volume 2).

Le monde démocratique – en fait, la France et l'Angleterre – étaient-ils dupes de l'hypocrisie mussolinienne ? Non, assurait Tarchiani le 24 mai, affirmant que « l'opinion publique mondiale », « l'Angleterre à sa tête », était déjà « persuadée de la félonie » de l'Italie dans son différend contre l'Éthiopie, et que rien, certainement pas les « manœuvres et les fourberies » du *duce*, ne pourrait la convaincre du contraire<sup>54</sup>. Et, en même temps, Rosselli, mais aussi Tarchiani, comprenaient très bien que l'attitude du gouvernement britannique visait tout à la fois, à s'éviter un conflit ouvert avec l'Italie sans remettre en question la légitimité de la Société des Nations. La nouvelle équipe dirigeante, qui s'installa à partir de juin, suite à l'intronisation de Stanley Baldwin au poste de Premier ministre, poursuivait cette logique.

Pourtant, l'entrée en fonction du nouveau cabinet fut très vite marquée par une série de coups d'éclat, mettant en jeu l'attitude des gouvernements britannique et italien face à leur opinion respective<sup>55</sup>. À cette occasion, les journaux italiens exhumèrent dans leurs colonnes des archives sur les horreurs commises par les Britanniques au cours de leurs campagnes coloniales. Pour Rosselli, la polémique ouverte par le *duce* contre l'Angleterre servait d'exutoire au patriotisme, « pour mobiliser cette petite partie des Italiens qui est encore mobilisable contre la perfide Albion »<sup>56</sup>.

Mais, le dirigeant gielliste se gardait bien de prendre parti et mit plutôt en garde « ceux qui comptaient trop sur l'opposition du *Foreign Office* » : seule une opposition « morale » et désintéressée, intransigeante par définition, pouvait résister au fascisme.

L'opposition anglaise (nous parlons toujours de l'opposition officielle) serait insurmontable si elle obéissait à des motifs de principe. Mais en obéissant largement à des raisons d'intérêt, il est probable qu'elle finisse par accepter un *modus vivendi*<sup>57</sup>.

On voit comment Rosselli calquait en fait son analyse des relations diplomatiques et interétatiques sur le modèle politique promu par l'antifascisme gielliste à l'intérieur, c'est-à-dire sur une éthique radicale qui n'admettait aucun compromis avec le régime fasciste :

L'opposition contre la guerre et le régime ne doit jamais nous faire perdre le sens des réalités et de la vérité. Nous nous sentons proches seulement de ces groupes, hommes et journalistes anglais – parmi lesquels le *Manchester Guardian* – qui ont toujours combattu le fascisme dans son essence, qui ne s'en sont jamais servis et qui ne l'ont

<sup>54</sup> « La questione abissina a Ginevra », *Giustizia e Libertà*, 24 mai 1935.

<sup>55</sup> « La parte dell'Inghilterra », *Giustizia e Libertà*, 14 juin 1935.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *Ibid.* Texte original en annexe n°26, p. CXXII (volume 2).

jamais aidé, et qui peuvent donc aujourd'hui attaquer à fond Mussolini contre la guerre d'Afrique<sup>58</sup>.

La suite des événements donna-t-elle raison aux arguments du *leader* gielliste ? Nommé au poste de responsable des affaires auprès de l'institution genevoise, Anthony Eden fut chargée d'une mission à Rome, à partir de la mi-juin. Ce nouveau rendez-vous diplomatique mit temporairement fin à la campagne en diffamation, lancée dans la presse italienne, contre « l'égoïsme » des grandes puissances : « Les attaques des journaux fascistes contre l'Angleterre sont "suspendus" », observait-on dans *Giustizia e Libertà*, le 14 juin :

[...] la raison est que Mussolini – selon les informations des journaux anglais et français du 13 juin – serait en train de traiter avec l'Angleterre et la France pour arriver à un protectorat tripartite sur la question de l'Abyssinie<sup>59</sup>.

D'après le témoignage de l'ancien ambassadeur à Paris Raffaele Guariglia, l'entretien entre Eden et Mussolini fut effectivement des plus cordiaux<sup>60</sup>. Londres pensait amadouer Rome, l'amenant à renoncer à ses projets d'annexion agressive en échange de gains territoriaux et de quelques concessions économiques. Un premier plan élaboré entre le *Foreign Office* et le secrétariat d'État aux Affaires étrangères, promettait à l'Italie d'exercer un protectorat sur l'Éthiopie et de détenir des terres dans l'Ogaden. Le plan prévoyait aussi la construction d'une ligne ferroviaire traversant l'Éthiopie et reliant l'Érythrée et la Somalie. En échange, Addis-Abeba, se voyait promettre un accès portuaire au Somaliland. Mussolini déclina les propositions britanniques, au motif qu'elles renforçaient considérablement l'empereur, facilitant notamment ses capacités de réarmement. Mais, le *duce* jurait qu'il espérait encore atteindre ses objectifs en Afrique « sans la guerre ».

Dès le 21 juin, trois jours avant cette entrevue, Rosselli et Salvemini, en « Une » de *Giustizia e Libertà*, avaient chacun annoncé l'échec de ce premier tour de négociations. Pour en saisir les enjeux, les giellistes jugèrent nécessaire d'inscrire cette rencontre dans le contexte de tous les « précédents diplomatiques » qui jalonnaient l'histoire de la présence européenne en Éthiopie<sup>61</sup>.

<sup>58</sup> *Ibid.* : « L'opposizione alla guerra e al regime non deve mai farci perdere il senso della verità e della realtà. Noi ci sentiamo vicini soltanto a quei gruppi, uomini, giornali inglesi – tra cui in primissima linea mettiamo il « Manchester Guardian » - che hanno sempre combattuto il fascismo nella sua essenza, che non se ne sono mai serviti e che non l'hanno mai aiutato, e che quindi oggi possono attaccare a fondo Musolini per la guerra d'Africa ».

<sup>59</sup> « [...] è che Mussolini – secondo informazioni di giornali inglesi e francesi del 13 giugno – starebbe trattando con l'Inghilterra e la Francia per arrivare a un protettorato tripartito sull'Abissinia », dans « Tattica mussoliniana. Dopo l'attacco di stampa la manovra diplomatica », *Giustizia e Libertà*, 14 juin 1935.

<sup>60</sup> Guariglia (Raffaele), *Ricordi. 1922-1946*, Naples, Ed. Scientifiche italiane, 1949, p. 245, cité dans Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, op. cit., p. 321.

<sup>61</sup> « L'aggressione all'Abissinia ed i suoi precedenti diplomatici », *Giustizia e Libertà*, 21 juin 1935.

Deux traités furent particulièrement mis en relief, cités *in extenso* dans les pages intérieures du journal. L'accord tripartite de 1906, signé entre l'Angleterre, l'Italie et la France, qui garantissait l'indépendance de l'Éthiopie mais, relevait Rosselli, découpait le territoire abyssin en trois zones d'influence théoriques. Ensuite, le traité conclu entre Sir Austen Chamberlain et Mussolini en 1925, non reconnu en raison de l'opposition efficace de l'Éthiopie, appuyée à Genève par la France. Néanmoins, insistait Rosselli, cet accord « *exist[ait] toujours* » :

L'Italie est encore aujourd'hui engagée à appuyer l'action diplomatique de l'Angleterre visant à obtenir la concession pour le barrage du Tsana et pour la construction de la route reliant Tsana au Soudan.

Aussi, ce qui présentait sans doute plus d'importance pour comprendre l'attitude diplomatique de Londres pendant l'été 1935 :

[...] l'Angleterre est toujours engagée à soutenir l'action diplomatique du gouvernement italien pour obtenir la concession pour la construction de ligne ferroviaire devant relier Asmara et Mogadiscio, et pour se voir reconnaître une zone « exclusive » d'influence à l'ouest d'Addis-Abeba<sup>62</sup>.

En 1935, l'opposition entre l'Angleterre et l'Italie était donc à mettre sur le compte de leurs stratégies contradictoires pour arracher ces concessions à l'Éthiopie : la première refusait d'y arriver par la guerre, tandis que la seconde, estimait Rosselli, semblait s'y être résolue. Or, l'antagonisme tournait nettement à l'avantage du *duce* :

[...] Mussolini, en agitant la menace de guerre, a le meilleur sur l'Angleterre qui s'est donc engagée à soutenir vigoureusement les requêtes italiennes. Soit, tu me fais des concessions, soit je provoque la guerre<sup>63</sup>.

La surenchère mussolinienne conduisait en effet Londres à se montrer plus pressante, auprès d'Addis-Abeba, afin d'arracher les concessions souhaitées par le *duce*. L'issue des événements dépendait finalement de la seule résistance de l'Éthiopie :

Bien qu'il soit difficile d'être dans le secret des Dieux, il nous semble que Mussolini se trouve déjà dans une situation sans issue. Quel que soit le soutien que puisse ou doive lui donner le « Foreign Office », désireux d'éviter le pire, le choix se pose pour lui entre la guerre et de misérables concessions de forme [...] Mussolini doit être désormais convaincu que la manœuvre diplomatique échouera<sup>64</sup>.

Bien que fondé sur des prémisses identiques, l'examen proposé par Salvemini était moins définitif, beaucoup plus réservé sur la détermination réelle de Mussolini à se lancer dans un

<sup>62</sup> « Giorni decisivi », *Giustizia e Libertà*, 21 juin 1935. Texte original en annexe n°27, p. CXXII (volume 2).

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *Ibid.*

conflit armé. L'hypothèse la plus vraisemblable était que l'empereur Sélassié, en dépit de sa détermination, ne finisse pas octroyer à l'Italie quelques avantages, sans perdre la face, et tout en permettant au *duce* de la sauver, sans se risquer dans une aventure suicidaire<sup>65</sup>.

En somme, tout n'était que « comédie ». Sur ce point, le commentaire de Salvemini révélait d'importantes limites. Contrairement à ce qu'imaginait l'historien, il n'était pas du tout sûr que le régime italien, et le fascisme, soient plus faibles, et d'autant plus fragiles, en 1935 que dix ans plus tôt. Ensuite, était-il réaliste de penser que le *duce* se laisserait convaincre par de petits avantages, arrachés à l'Éthiopie « pour la forme » ? Les conclusions des deux entrevues entre Mussolini et Eden prouvent du contraire<sup>66</sup>.

Carlo Rosselli et Gaetano Salvemini voyaient-ils clair dans le jeu des diplomates anglais ? Disons, pour aller vite, que plus les espoirs placés dans une intervention étrangère étaient forts, et plus leur amertume était vivement ressentie. L'attente de Salvemini à l'égard du gouvernement britannique peut ainsi se mesurer à la hauteur de sa rancœur, qu'il expose tout net, dans ses lettres à Rosselli et ses articles pour *Giustizia e Libertà*.

À la veille de la réunion du Conseil de la Société des Nations, programmée le 4 septembre, Salvemini s'impatiente de la tournure des événements et de la duplicité des britanniques<sup>67</sup>. Le discours prononcé à la mi-juillet, devant la Chambre des Communes, par Samuel Hoare, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, ne l'a pas du tout rassuré. Il l'a plutôt reçu comme un aveu de l'impuissance hypocrite des gouvernants démocrates. Car, plus que leur paralysie à intervenir contre l'Italie, c'est leur sournoiserie que dénonce ici vertement Salvemini. Si, ni l'Angleterre ni la France, ne voulaient être un obstacle contre Mussolini, assène-t-il, c'est que Paris et Londres s'étaient compromises avec Rome : la première en 1925 et la seconde dix ans plus tard. La question de la paix n'agissait qu'à un second niveau. Du moins, le pacifisme était perçu comme une façon honorable et opportune, qu'Anglais et Français pouvaient mobiliser à loisir pour s'excuser de leur inaction auprès de l'opinion.

La guerre – a déclaré [Samuel Hoare] – serait une calamité. Tous les pacifistes du monde sentiront battre leur cœur devant ces mots. Mais celui qui aura lu avec attention le discours [du secrétaire d'État aux Affaires étrangères], aura bien saisi que sir Samuel,

<sup>65</sup> Salvemini (Gaetano), « Mussolini, l'Inghilterra e l'Etiopia », *Giustizia e Libertà*, 21 juin 1935.

<sup>66</sup> *Ibid.* : « Nell'Inghilterra di oggi, il "Foreign Office" deve tener conto di una opinione pubblica che è, nella sua strabocchevole maggioranza, tenacemente pacifista. Essi debbono tenerne conto soprattutto in vista del fatto che, nel prossimo anno, avverranno le elezioni generali. Un governo che desse l'impressione di avere aiutato Mussolini a strangolare l'Abissinia e a dare il colpo di grazia alla Società delle Nazioni, sarebbe travolto in una tempesta d'indignazione e di disprezzo ».

<sup>67</sup> Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 28 août 1935, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 250-251.

par ces paroles, ne voulait pas dire qu'il empêcherait Mussolini de faire la guerre contre l'Abyssinie. Sir Samuel voulait simplement dire que la guerre est une calamité – chose que tous savent. Après avoir fait cette belle découverte, sir Samuel annonça en effet que le gouvernement anglais n'entendait pas agir lui-même pour son propre compte [...]. En l'an de grâce 1935 le gouvernement anglais veut apporter tout son soutien à la Société des Nations. Mais une des lois de la Société des Nations est que ses décisions pour être... décisives, doivent être prises à l'unanimité. [...] En prenant cette position, sir Samuel savait parfaitement que le gouvernement français, déjà depuis janvier 1935, s'était engagé à ne pas nuire à Mussolini dans l'affaire abyssinienne<sup>68</sup>.

À l'inverse, les giellistes revendiquent un « pacifisme de principe », position qui leur apparaît à la fois « pure », conséquente, et finalement active et efficace contre le fascisme. Aux Britanniques, d'abord, ils adressent un premier réquisitoire. Une lettre ouverte, traduite en anglais, dans laquelle ils rappellent, dès les premières lignes, n'avoir de cesse de rechercher la voie la plus conforme aux principes de la paix et de la justice :

Nous, antifascistes italiens, avons pris une position claire sur le conflit italo-abyssinien [...] Nous sommes certains d'exprimer ainsi l'opinion de la grande majorité du peuple italien [...]. Mais, même si la majorité des Italiens était en faveur de la guerre, nous nous y opposerions néanmoins, afin de rester fidèles aux principes de justice et de paix. Une attitude semblable n'est pas sans précédent dans l'histoire. C'était celle des révolutionnaires russes pendant la guerre russo-japonaise, et des pacifistes anglais et de nombreux libéraux pendant la guerre des Boers<sup>69</sup>.

Le parallèle avec les guerres coloniales de l'armée britannique, conduite à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle au sud du continent africain, laissait augurer une nouvelle mobilisation décisive du peuple anglais, pour démontrer qu'il n'était pas unanimement « impérialiste », et prouver aussi la droiture de ses sentiments contre l'intervention italienne :

Nous sommes certains, continuait la lettre, que les pacifistes britanniques, les libéraux et les travaillistes feront de même dans les circonstances présentes et rempliront leur devoir. Mais, il nous semble qu'ils ne suivent pas toujours la ligne d'action la plus efficace. Il nous semble au contraire qu'ils devraient protester non seulement contre Mussolini, mais aussi contre le gouvernement britannique qui a une certaine part de responsabilité dans les malheureuses affaires abyssiniennes<sup>70</sup>.

Du reste, les réfugiés antifascistes ne devaient pas montrer trop de réjouissance à l'idée que l'Angleterre puisse finalement décider d'employer la force pour incliner le *duce* à renoncer à l'agression de l'Éthiopie. Rosselli, en effet, s'imaginait que les britanniques n'interviendraient contre l'Italie, uniquement pour sauvegarder des intérêts stratégiques en Afrique. Dans ces

<sup>68</sup> Salvemini (Gaetano), « Il prossimi atto della commedia », *Giustizia e Libertà*, 30 août 1935.

<sup>69</sup> « A letter to an English friend », *Giustizia e Libertà*, 19 juillet 1935. Texte original reproduit en annexe n°29, p. CXXIII (volume 2).

<sup>70</sup> *Ibid.*



conditions, il semblait impossible de soutenir à fond l'idée d'une action extérieure pour arrêter Mussolini. Dans l'ensemble, d'ailleurs, les hommes de « *Giustizia e Libertà* » s'en gardent bien. On peut en témoigner par le traitement qu'ils proposèrent d'un épisode aujourd'hui oublié mais, très commenté à l'époque, par les journaux italiens mais aussi en France, et dans les pays anglo-saxons.

Au milieu de l'été, face à l'absence d'un soutien assuré de la part de la Société des Nations, de l'Angleterre et de la France, l'empereur Hailé Sélassié décida de sonder le gouvernement américain. Afin de convaincre ses interlocuteurs, et en échange de l'argent dont l'Éthiopie avait besoin pour acquérir des armes et de munitions, le Négus négocia les droits exclusifs de recherche et d'exploitation pétrolière dans l'Amhara, à une compagnie étatsunienne, la *Standard Vaccum Oil*. Mais, la participation d'un financier d'origine anglaise, Francis W. Rickett, à la signature du contrat eut des répercussions inattendues et désastreuses pour le gouvernement britannique, pourtant étranger à cette opération. L'information fut très largement instrumentalisée en Italie, pour diffamer l'Angleterre. Quant à « *Giustizia e Libertà* », l'hebdomadaire du mouvement commenta l'affaire, dénonçant des « rivalités impérialistes » en Éthiopie :

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure le *Foreign Office* était au courant du coup qui se préparait. Il est certain qu'Eden n'en savait rien. Mais peut-on en dire autant de l'*Intelligence Service*, des cadres permanents du ministère des Affaires étrangères, et surtout celui des Colonies ? Plusieurs faits nous amènent à penser qu'au *Foreign Office* ou au *Colonial Office*, on n'était pas tout à fait ignorant sur le sujet [...] Bien qu'il soit difficile pour le moment de porter un jugement sur cette affaire tortueuse, il nous semble que, aussi compréhensible que soit la nécessité pour l'Abyssinie de se procurer des fonds pour sa défense, le Négus a affaibli la position morale de l'Éthiopie à Genève. [...] Après la concession Rickett, le conflit italo-éthiopien dégénère en une compétition de rivalités entre les puissances impérialistes. Ceux qui, comme nous, s'opposent résolument à la guerre doivent maintenir une pleine autonomie de position, en luttant à la fois contre tous les impérialismes.<sup>71</sup>

Cette « autonomie de position » apparaît donc comme un moindre mal pour les giellistes. Le 20 septembre, Rosselli fit aussi inscrire cette manchette, en deuxième page de *Giustizia e Libertà* :

Dans le conflit entre l'Angleterre et l'Anti-Italie fasciste il doit intervenir un troisième facteur : une volonté de rachat qui sauve le pays de la désastreuse alternative dans

<sup>71</sup> « Rivalità imperialistiche in Etiopia », *Giustizia e Libertà*, 6 septembre 1935. Texte original en annexe n°30, p. CXXIV (volume 2).

laquelle l'a placé le dictateur. La liberté ne doit pas venir des canons anglais, mais de l'insurrection intérieure<sup>72</sup>.

Il convient donc maintenant d'examiner comment cette volonté d'agir directement en Italie, auprès des Italiens, dut s'accommoder des difficultés matérielles rencontrées par l'opposition pour communiquer en direction des masses, un phénomène étroitement lié aussi à la mobilisation « psychologique » réussie par le régime pour créer un sentiment d'unité patriotique autour de « sa » guerre en Afrique.

### **Les motivations idéologiques de l'intervention italienne : opposer les arguments de la raison contre une guerre absurde**

Dans le mémorandum confidentiel envoyé l'avant-veille de l'année 1935, le chef du régime fasciste jurait que la « conquête » éthiopienne serait accomplie au terme d'une guerre « rapide et définitive », conduite avec d'énormes « moyens mécaniques »<sup>73</sup>. « Sa » guerre contre l'Éthiopie, avançait-il encore dans les dernières lignes de son exposé, n'était en rien une simple « aventure coloniale » :

Les résidus de l'ancien monde craignent « l'aventure » parce qu'ils croient que la guerre serait menée avec leurs systèmes, mais ils se trompent en plus de ne rien compter politiquement et socialement<sup>74</sup>.

C'est que, la mobilisation serait « totale » : l'intervention que les hauts dirigeants du régime programmaient en Éthiopie devait être une guerre historique, et donc nationale ; un « acte populaire, révolutionnaire »<sup>75</sup>. Aussi les plans du *duce* étaient clairs : il voulait constituer, sur place, une armée d'au moins trois cent mille hommes<sup>76</sup>, pour s'assurer de futurs succès

<sup>72</sup> « Nel conflitto tra Inghilterra e Antitalia fascista deve intervenire un terzo fattore risolutivo : una decisa volontà di riscatto che sottragga il paese alla disastrosa alternativa in cui l'ha posto il dittatore. La libertà non ci deve venire dai cannoni delle navi inglesi, ma della insurrezione interna. », dans *Giustizia e Libertà*, 20 septembre 1935.

<sup>73</sup> « I residui del vecchio mondo temono l'“avventura“ perché credono che la guerra sarebbe condotta coi loro sistemi, ma s'ingannano e inoltre non contano politicamente e socialmente nulla ». Voir : « Le direttive per l'aggressione all'Etiopia nel promemoria di Mussolini del 30 dicembre 1934 », document cité dans Rochat (Giorgio), *Il colonialismo italiano, op. cit.*, p. 156 et suivantes.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero, op. cit.*, p. 310. Le plan de Mussolini contrastait néanmoins avec les intentions de De Bono, pourtant confirmé dans ses fonctions de commandant en chef de l'invasion de l'Éthiopie.

<sup>76</sup> Le régime mobilisa en tout 400 000 hommes.

retentissants, dès le début des opérations, mais également afin de prouver que « l'entreprise recueill[ait] le consensus populaire »<sup>77</sup> attendu.

Nous connaissons aujourd'hui la chronologie du consensus italien autour de l'intervention militaire préparée par Mussolini pour envahir l'Éthiopie. Comme nous l'avons rappelé, le premier tournant s'opère vers le début de l'été 1935. C'est aussi à partir de cette date que, de façon progressive, les antifascistes, dont Rosselli, s'aperçurent des limites de leur stratégie qui consistait à informer les Italiens sur les conséquences ruineuses, pour le pays, d'une nouvelle « aventure » en Afrique. L'effet de cette prise de conscience sur leur discours, cependant, ne fut pas immédiat : accrochés à la logique de leur argumentation, certains de la défaite des troupes italiennes contre l'armée du Négus, les cadres giellistes s'autopersuadèrent, plusieurs semaines encore après le début des opérations, que le régime avait ses jours comptés.

### ***L'antifascisme et la mobilisation des Italiens pour la guerre : une stratégie de contre-information***

Dès le début de 1935, les premières nouvelles que les giellistes reçurent d'Italie – de Lombardie (Milan, Côme), du Piémont (Turin, Coni), de Rome –, témoignaient toutes de l'absence d'enthousiasme des Italiens à l'idée de guerre<sup>78</sup> :

J'ai été un peu surpris, remarque le correspondant milanais, de ne voir que peu de manifestations de consensus (on m'a même dit qu'il y a eu quelques manifestations sporadiques hostiles et quelques arrestations, mais je n'ai pas pu avoir confirmation de la nouvelle)<sup>79</sup>.

L'hypothèse d'un conflit armé fut très vite interprétée aussi comme une stratégie de diversion pour affronter les difficultés internes, souder le pays autour d'un régime miné par les difficultés économiques et financières :

Il est intéressant de noter que l'éducation à un patriotisme exaspéré, voire la coercition au patriotisme, semble avoir conduit à une apathie et à un désintérêt quasi total. Je ne veux pas dire par là qu'une partie de la population (surtout parmi les jeunes) n'a pas accueilli favorablement la nouvelle ; mais, je le répète, l'enthousiasme me paraît très tiède. Certains se montrent satisfaits parce qu'ils voient dans cet événement une voie de sortie à leur situation désespérée. Dans d'autres milieux, on peut se rendre compte des

<sup>77</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, op. cit., p. 310.

<sup>78</sup> « Notizie dall'Italia mobilitata », *Giustizia e Libertà*, 22 février 1935.

<sup>79</sup> « Tre classi mobilitate », *Giustizia e Libertà*, 15 février 1935. Texte original en annexe n°31, p. CXXIV (volume 2).

difficultés non négligeables que traversera le pays et des graves inconnues de caractère politique (y compris de politique interne et financière) [...] <sup>80</sup>.

D'ailleurs, un autre correspondant faisait remarquer que « le moral des pays fascistes ne se mesur[ait] pas à ce qui se fai[sait] et ce qui se di[sait], mais à ce qui *ne se di[sait] pas* ou *ne se fai[sait] pas* ».

Ce qui ne se dit pas et ne se fait pas à Rome, ces jours-ci, c'est de se regarder en face sans ressentir un profond désarroi, humilié ou interrogateur. Ce qu'on ne voit pas aussi, c'est le moindre signe d'excitation extérieure. L'attentisme est énorme. On vit un cauchemar en silence. La ville est occupée par les uniformes, qui l'encombraient déjà, mais maintenant l'engorgent. [...] Ce qui est certain, c'est que personne ne peut prévoir ce qui arriverait si « quelque chose arrivait ». Ni le régime, ni ses ennemis. La réalité profonde est obscure <sup>81</sup>.

Au cœur donc, de ce « climat de guerre », dans lequel la « fausseté inhérente au fascisme » semble prendre corps, la minorité antifasciste s'accroche à ses certitudes : les signes et les « expressions de mécontentement », de défiance et de « lassitude » envers le « vieux despote » ; la rigidité des structures organisationnelles du parti unique qui encadrent la vie politique ; enfin, l'égoïsme, l'avidité et la prévarication de la classe au pouvoir, les « profiteurs » et autres « requins » de la prochaine guerre <sup>82</sup>.

Pour les giellistes, la nature artificielle de l'image que la société dictatoriale projetait d'elle-même s'illustrait à plein dans l'idéal de la « nation armée ».

Le 11 février, une dizaine de jours après un nouvel incident à Afdub, en territoire éthiopien, les giellistes apprirent, en consultant les journaux italiens, la mobilisation de deux divisions d'infanterie – la *Peloritana* et la *Gavinana* – et l'appel du contingent de la classe 1911. Ils hésitaient encore sur les intentions du *duce* mais, mesuraient très bien, aussi, la gravité de la situation :

[...] même sans compter sur le mythe impérialiste véhiculé par le « duce » et sa presse, la préparation systématique de l'entreprise africaine, révélatrice d'une volonté claire de conquête, l'éloignement des cadres actifs de l'armée et des officiers supérieurs non

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> « Quello che non si dice e non si fa a Roma, in questi giorni, è guardarsi in faccia senza uno sgomento tra umiliato e interrogativo. Quello che non c'è, è il minimo segno di eccitazione esteriore. Il gelo è enorme. Un incubo di silenzio e di treggine. La città è occupata dalle uniformi, che già l'affollavano, ed ora la ingorgano addirittura. [...] Quel che è certo è che nessuno può prevedere che cosa succedrebbe se "succedesse qualche cosa". Nè il regime, nè i suoi nemici. La realtà profonda è oscura », dans « Notizie dall'Italia mobilitata », art. cité.

<sup>82</sup> *Ibid.*

favorables à l'expédition [montrent que] la situation a pris une tournure sérieuse et que l'hypothèse de la solution armée du différend apparaît chaque jour plus probable<sup>83</sup>.

L'allusion à l'hostilité, du moins à la défiance généralisée, au sein du haut-commandement, contre la politique éthiopienne de Mussolini est aujourd'hui un fait bien documenté<sup>84</sup>. Depuis Paris, les giellistes se montraient attentifs à la moindre expression et aux indices qui témoignaient d'une crise entre l'armée et le gouvernement. Le 22 février, par exemple, le journal citait une information de l'agence *Reuter* reprise par le *Times*, sur la retraite anticipée du général Vacani, commandant de la division *Peloritana*, expliquant :

Lorsque les troupes mobilisées commencèrent à arriver à Messine, le général Vacani fit connaître au ministère de la Guerre qu'il ne disposait pas d'une quantité suffisante d'approvisionnements et de vêtements. Pour toute réponse, Mussolini a ordonné sa mise à la retraite<sup>85</sup>.

On a vu qu'au début de leur activité, les hommes de « *Giustizia e Libertà* » avaient investi le terrain de la propagande auprès des armées. Le sujet principal était l'institution de la Milice et la vassalisation de l'institution militaire par le pouvoir fasciste. Les giellistes, en fait principalement Riccardo Bauer, Emilio Lussu, Ernesto Rossi spéculaient sur l'imminence d'un conflit entre l'armée et la milice, tout en rassurant les officiers sur la fiabilité de leur antifascisme non « bolchévique ».

En 1935, cependant, l'armée apparaissait de moins en moins comme un recours pour les hommes de « *Giustizia e Libertà* ». Une récente enquête, publiée au début de février dans l'hebdomadaire, montrait comment le régime avait réussi à supprimer tout dualisme entre les institutions concurrentes<sup>86</sup>.

L'auteur de l'article, anonyme, remarquait avec assez de justesse que l'autonomie relative de l'armée, institution « traditionnelle » et loyale à la monarchie, s'accompagnait en fait d'une soumission des généraux et du corps des officiers aux décisions du *duce*. Extrêmement lucide sur les rapports entre l'institution militaire et le pouvoir fasciste, l'enquête insistait par ailleurs sur la dimension « totalitaire » de l'État fasciste, l'enrégimentement général de la population

<sup>83</sup> « [...] a prescindere dal mito imperialistico suscitato dal « duce » e dalla sua stampa, dalla sistematica preparazione dell'impresa africana, rivelatrice di una chiara volontà di conquista, dall'allontanamento dai quadri attivi dell'esercito degli ufficiali superiori non favorevoli alla spedizione – la situazione ha assunto tali caratteri di gravità, che l'ipotesi della soluzione armata della vertenza appare ogni giorno più probabile », « I preparativi per la guerra in Abissinia », *Giustizia e Libertà*, 15 février 1935.

<sup>84</sup> De Felice (Renzo), *Mussolini il duce*, vol. 1, *Gli anni del consenso : 1929-1936*, op. cit., p. 632.

<sup>85</sup> « Quando i mobilitati cominciarono ad arrivare a Messina, il gen. Vacani fece presente al ministero della Guerra che non esisteva quantità sufficiente di viveri e di divise per essi. La risposta di Mussolini è stata il collocamento a riposo. », dans « Una prima crisi nell'alto comando militare », *Giustizia e Libertà*, 22 février 1935.

<sup>86</sup> « L'esercito fascistizzato », *Giustizia e Libertà*, 8 février 1935.

italienne pour l'édification d'une « nation armée », comparable en quelques points au modèle nazi :

[...] Mussolini, « graduellement mais sûrement sans secousses et effusions de sang inutiles », a mis en œuvre une conception de l'État très semblable à celle qui a coûté la vie à Röehm et à Schleicher le 30 juin 1934 : l'État des syndicats, à travers les Corporations et la nation armée. Trois étapes ont été [...]. La fascisation de l'armée, la militarisation de M. V. S. N., et le grand développement donné aux mobilisations pré- et paramilitaires qui établissent *de facto* un service militaire de huit à cinquante-cinq ans<sup>87</sup>.

Si la politique du régime fasciste pour remilitariser l'Italie et bâtir un peuple de soldats était tout à fait considéré avec sérieux par plusieurs correspondants de l'hebdomadaire giellistes, ceux-ci rappelaient aussi qu'il y avait encore loin de l'idéal à la pratique. L'opposition antifasciste ne croyait pas, dans le fond, que l'instauration d'un État centralisé, militariste et omnipotent ait finalement conduit à transformer chaque citoyen italien en soldat fasciste. Le déroulement des préparatifs militaires pour l'Éthiopie ne fait que les confirmer dans cette opinion.

Car, finalement, les Italiens ne leur semblaient absolument pas préparés à supporter de lourds sacrifices. Or, à la fin de février, la Commission suprême de défense, présidée par Mussolini, avait rendu ses conclusions sur l'état des ressources économiques dont pouvait disposer la nation, dans la perspective d'un conflit<sup>88</sup>. Le 16, en effet, le nouveau ministre des Finances, l'amiral Thaon de Revel, avait décidé la fermeture des frontières et l'interdiction des importations<sup>89</sup>. Pour acheminer des biens depuis l'étranger, les industries italiennes devaient requérir une autorisation délivrée par les autorités. La conséquence immédiate de la mesure, pour les Italiens, fut logiquement une hausse générale des prix. On ne manqua pas de relever le phénomène, dans les chroniques publiées dans la presse antifasciste<sup>90</sup>. Pour témoigner de cette misère, les giellistes rapportèrent encore des fiches de salaire, comme autant de preuves matérielles de la souffrance économique de la population ouvrière et paysanne<sup>91</sup>.

<sup>87</sup> *Ibid.* : « [...] Mussolini, “gradualmente ma sicuramente senza sobbalzi e inutili spargimenti di sangue”, attua una concezione dello Stato molto simile a quella che costò la vita a Röehm e a Schleicher il 30 giugno 1934 : lo Stato dei sindacati, attraverso le Corporazioni e la nazione armata Tre tappe sono state necessarie [...]. La fascistizzazione dell'esercito, la militarizzazione della M. V. S. N., e il grande sviluppo dato alle esercitazioni pre- e paramilitari che stabiliscono il servizio militare dagli otto ai cinquantacinque anni ».

<sup>88</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, op. cit., p. 309.

<sup>89</sup> La Francesca (Salvatore), *La politica economica del fascismo*, Rome, Bari, Laterza, 1972, p. 81.

<sup>90</sup> « Italia 1935. Permessi d'importazione e “voci allarmistiche” », *Giustizia e Libertà*, 29 mars 1935.

<sup>91</sup> Par exemple : « Qual'è il guadagno di un operaio cotoniero », *Giustizia e Libertà*, 22 mars 1935.

Prenant place au sein d'un contexte intérieur critique, et à un moment de tensions vives en Europe, provoquées par les infractions ouvertes du régime nazi contre les traités et le système de la paix défini après la guerre, la nouvelle de la mobilisation suscita beaucoup de réserves en Italie. De février jusqu'au printemps 1935, les autorités italiennes furent confrontées au mécontentement et à l'inquiétude générale de la population : la rumeur battait son plein, nourrie par l'angoisse, d'autant plus vigoureuse et violente que la situation était remplie d'incertitudes<sup>92</sup>.

À Coni, fin mars, un correspondant raconte comment une famille avec un jeune garçon âgé de seulement treize ans s'est vu refusé la délivrance de son passeport, en raison des obligations militaires. Insistant sur sa bonne foi, ce témoin rapportait de façon anecdotique mais, saisissante, le caractère ahurissant de la mobilisation pour les Italiens :

On en est arrivé là (je peux vous assurer formellement de l'authenticité de cette information) ; une famille qui avait un passeport pour voyager, se l'est vu refuser au motif que l'on ne donnait pas de passeports aux parents avec des enfants de sexe masculin de plus de douze ans. Il y avait en effet un enfant de treize ans, dont il importe peut-être au gouvernement qu'il fasse son service militaire au cas où nous serions en guerre avec le monde entier dans sept ans<sup>93</sup>.

Près de six mois après avoir déplacé quatre divisions armées à la frontière avec l'Autriche, l'Italie envisageait maintenant une « aventure coloniale » en Afrique. « Où allons-nous ? », interrogeait un correspondant à Turin, comme un résumé des inquiétudes et des questionnements qui agitaient la population, pendant l'hiver 1935.

Aucun pays autant que le nôtre n'a été soumis, ces dernières années, à des éventualités aussi profondément contradictoires. Des exaltations autour du mouvement hitlérien, du révisionnisme, des insultes menaçantes contre la France, terre pourrie des princes immortels, de la solidarité active même avec les terroristes, et les Croates séparatistes, nous sommes désormais précipités dans l'anti-hitlérisme exaspéré [...], l'apothéose retentissante de la fraternité latine, et le rapprochement avec la Yougoslavie. Le fascisme a toujours parlé de la belle guerre [...], mais il a changé, de temps en temps, la cible de ses ressentiments et la destination de ses conquêtes. Qui aurait imaginé, il y a un an, que la mobilisation serait faite – non seulement pour la restauration de nos vieux cauchemars abyssins – mais aussi pour se ranger aux côtés de la France contre l'Allemagne fasciste ? On comprend comment, face à cette succession d'attitudes

<sup>92</sup> « Le partenze per la guerra », *Giustizia e Libertà*, 15 mars 1935.

<sup>93</sup> « Si è arrivati a questo (vi posso assicurare *formalmente* dell'autenticità di questa informazione) ; una famiglia che aveva il passaporto se lo è visto rifiutare con il motivo che non si concedevano passaporti a genitori con figli maschi di età superiore ai dodici anni. C'era infatti un bambino di tredici anni, che forse preme al governo di assicurare al servizio militare nel caso che di qui a sette anni dovessimo essere in guerra col mondo intero », dans « Le operazioni di mobilitazione », *Giustizia e Libertà*, 22 mars 1935.

incohérentes, les Italiens regardent l'avenir avec une angoisse, d'autant plus profonde qu'elle ne peut s'exprimer<sup>94</sup>.

À Côme, un observateur maniant habilement le registre de la contre-information, remarquait avec ironie :

[...] bien que la misère ait augmenté, il n'y a pas de volontaires pour la guerre d'Afrique : la ville de Côme en a donné 7 et à Milan les autorités fascistes, en usant de tous les pouvoirs qui leur ont été concédés, en ont pu regrouper 400. Très peu pour une ville comme Milan, berceau du fascisme et de l'empire !<sup>95</sup>

Tels que les antifascistes les voyaient, en effet, les volontaires pour l'Afrique, appelés en Somalie et en Érythrée, étaient, soit opportunistes, aspirant à faire carrière dans l'armée, ou bien jeunes, « ingénus » et « sans expérience », soit de « pauvres ouvriers chômeurs ». Ceux-là fuyaient l'Italie comme s'ils fuyaient « la mort et la faim »<sup>96</sup>, écrivait-on dans le journal *gielliste*.

Plus exactement, ces hommes étaient mobilisés par le régime pour répondre aux besoins, immenses, en infrastructures et en installations, indispensables au déroulement des opérations militaires. Depuis Asmara, la capitale de l'Érythrée, le Haut-commissaire pour les affaires coloniales, l'ancien *quadrumvir* Emilio De Bono avaient requis, pour entamer les travaux les plus pressants, l'envoi de quatre bataillons de chemises noires<sup>97</sup>.

Le 1er mars, Rosselli s'intéressa au sort de ces « 100 000 hommes » déjà appelés sous les drapeaux ou mobilisés comme « volontaires » : les « miliciens-alibis » du régime, des travailleurs, « ouvriers » et « paysans ». Les « forçats de la guerre ».

<sup>94</sup> « Nessun paese, come il nostro, è stato sottoposto, in questi anni, a eventualità così profondamente contraddittorie. Dalle esaltazioni del movimento hitleriano, dal revisionismo, dalle ingurie minacciose contro la Francia, putrida terra degli immortali principii, dalla solidarietà attiva anche nel campo terrorista, con i separati croati, siamo precipitati nell'anti-hitlerismo esasperato [...], all'apoteosi clamorosa della fraternità latina, al riavvicinamento con la Jugoslavia. Il fascismo ha sempre parlato della bella guerra e delle quadrate legioni ; ma ha cambiato, di volta in volta, il bersaglio dei suoi risentimenti e la mèta delle sue conquiste. Chi avrebbe immaginato, una anno fa, che la mobilitazione sarebbe stata fatta – oltre che per la restaurazione dei rovinosi sogni crispini in Abissinia – anche per schierarsi a fianco della Francia contro la Germania fascista ? Si capisce come, di fronte a questo succedersi di atteggiamenti incoerenti, gl'italiani guardino all'avvenire con un'angoscia, tanto più profonda quanto più inespressa », dans « I contingenti sotto le armi – “Dove andremo ?” », *Giustizia e Libertà*, 29 mars 1935.

<sup>95</sup> « [...] benchè la miseria sia aumentata, volontari per la guerra d'Africa non ce ne sono : la città di Como ne ha dati 7 e a Milano le autorità fasciste, usando di tutti i poteri loro concessi ne hanno potuto raggruppare 400. Veramente pochi per una città come Milano, culla del fascismo e dell'impero ! », dans « Le prime conseguenze della mobilitazione. Aumento dei prezzi », *Giustizia e Libertà*, 22 mars 1935.

<sup>96</sup> « Le partenze per la guerra », *Giustizia e Libertà*, 15 mars 1935.

<sup>97</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, op. cit., p. 344.



Ceux-là, racontait Rosselli, reprenant une scène rapportée par un correspondant du journal<sup>98</sup>, étaient recrutés parmi la population de chômeurs et de pauvres miséreux :

Les fameux volontaires, les soixante-dix mille miliciens fascistes (qui pour l'instant sont trois mille), comment ont-ils été engagés ? Ainsi :

- Légion de la milice, attention ! Les chômeurs avancent d'un pas.

- Chômeurs, vous êtes volontaires pour l'Afrique<sup>99</sup>.

Une autre source montrait comment les consuls italiens et les hommes du *fascio* de Nancy « spéculaient sur la faim » pour grossir les rangs des volontaires :

Le 17 [mars], le consulat a fait suspendre la distribution de soupe. Les agents fascistes chargés de ce service ont exhorté les mendiants à s'engager pour l'Afrique au motif que « là-bas au moins on mange »<sup>100</sup>.

L'idée que le régime ait recruté la main d'œuvre pour l'Afrique uniquement parmi la masse des chômeurs fit en tout cas florès. À tel point qu'au début du mois d'août, la revue *Azione Coloniale*, soit obligée de préciser que « les ouvriers au départ n'étaient pas tous, comme on l'a cru, des chômeurs »<sup>101</sup>. Un démenti en forme d'aveu : une aubaine pour la propagande antifasciste.

En fait, les normes de 1929 sur le départ et l'installation de migrants dans les territoires coloniaux avaient été renforcées, au début de janvier 1934. Désormais, les gouverneurs avaient pour charge de s'assurer des moyens financiers et des capacités de travail des postulants au départ. Mais, avec le début des préparatifs logistiques pour la campagne militaire de 1935 en Éthiopie, l'administration coloniale dut faire face à un « afflux extraordinaire de civils », parmi lesquels des ouvriers sélectionnés en Italie, avec l'intention, du côté des autorités locales chargés du recrutement, de « se débarrasser » des éléments sans ressources ni travail, perçus comme autant de menaces potentielles contre l'ordre social<sup>102</sup>.

On imagine aussi, dans ces conditions, les difficultés morales occasionnées par un déracinement aussi violent. D'autant plus que le traitement qui était réservé à ces « volontaires »

<sup>98</sup> « Come si reclutano i volontari », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> mars 1935.

<sup>99</sup> « I famosi volontari, i settantamila militi fascisti (che per ora sono tremila), come sono stati ingaggiati ? Così : - Legione della Milizia, attenti ! I disoccupati facciano un passo avanti. - Disoccupati, partirete volontari per l'Africa », dans « 100 000 uomini », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> mars 1935.

<sup>100</sup> « Il 17 [mars], il consolato ha fatto sospendere la distribuzione delle zuppe. Gli agenti fascisti preposti a tale servizio hanno esortato i questuanti ad arruolarsi per l'Africa perchè "laggiù almeno si mangia" », dans « Come i consolati speculano sulla fame », *Giustizia e Libertà*, 22 mars 1935.

<sup>101</sup> « Degli operai partenti *non tutti*, come qualcuno ritiene, erano disoccupati », cité dans « La lingua batte dove il dente duole », *Giustizia e Libertà*, 9 août 1935.

<sup>102</sup> Ertola (Emanuele), *In terra d'Africa. Gli italiani che colonizzarono l'impero*, Bari, Laterza, 2017.

ne fut pas particulièrement magnanime. Loin s'en faut. Les conditions de travail, le climat, la discipline militaire<sup>103</sup>, etc. : les motifs de plainte étaient nombreux pour les ouvriers débarqués dans un lieu dont ils ignoraient à peu près tout. Les lettres que soldats et « volontaires » adressent à leurs proches et leurs parents portent les traces de ces récriminations et de cette frustration humiliante. Là encore, la censure postale faisait son œuvre afin d'expurger, de ces échanges épistolaires, tout contenu trop « démoralisant » ou « défaitiste ».

Une seule fois, au cours des mois de mobilisation, *Giustizia e Libertà* réussit à mettre la main et à reproduire des courriers de soldats slovènes, originaires de Vénétie-Julienne, publiés dans *Istra*, le journal clandestin de la minorité yougoslave. Ces lettres rendaient compte du manque de vivres, des difficultés d'acclimatation, et de l'incertitude sur le déroulement des opérations militaires :

Une douleur immense de ne voir que du sable, de ne pas en voir la fin, je n'ai jamais pensé devoir arriver dans un pays comme celui-ci. Tout le monde dit que la guerre sera longue et difficile...<sup>104</sup>

Quelques milliers de malheureux furent toutefois rapatriés de façon anticipée, avant même que les opérations militaires ne débutent. La population européenne était particulièrement exposée au risque de maladie infectieuse, comme le paludisme, ou des infections de type diarrhéique, tel que le choléra. Les autorités organisèrent donc le rapatriement de ces malades et, pour des centaines d'autres cas aussi, de ces morts.

Ces retours précipités agitaient la population<sup>105</sup>, et l'on comprend donc leur importance pour le régime, qui cherchaient à minorer le nombre des victimes pour rassurer l'opinion. De façon aussi attendue, les antifascistes insistaient au contraire sur l'augmentation du risque de mortalité pour les soldats et les ouvriers<sup>106</sup>. À Naples, un correspondant de *Giustizia e Libertà* rapporte, à la fin de juillet, que la ville « regorge » de rapatriés, et qu'en conséquence, des écoles et des hospices ont dû être transformés en dispensaires pour accueillir les malades.

Le nombre de malades renvoyés d'Afrique dépassent les quatre mille. Naturellement la presse fasciste, après la confession de l'arrivée d'un premier navire rempli de malades,

<sup>103</sup> « Nei cantieri operai in Africa vige la disciplina militare », *Giustizia e Libertà*, 21 juin 1935.

<sup>104</sup> « Un dolore immenso di non vedere che sabbia, di non vederne la fine, non ho mai pensato di dover arrivare in un paese simile. Tutti dicono che la guerra sarà lunga e difficile... », dans « Lettere di soldati slavi dall'Africa », *Giustizia e Libertà*, 21 juin 1935.

<sup>105</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, op. cit., p. 346.

<sup>106</sup> « La malaria », *Giustizia e Libertà*, 7 juin 1935 ; « Morti », *Giustizia e Libertà*, 26 juillet 1935.

se tait. Mais même cette confession était en fait un mensonge. Ce n'étaient pas 339 malades qui ont été ainsi transportés, mais environ 700<sup>107</sup>.

Pour dramatique que soit le décès de centaines voire de milliers d'hommes pour cause de maladie infectieuse, ce ne fut pas l'unique désagrément à affronter pour le régime. Les préparatifs militaires, en Érythrée et en Somalie, souffraient également de l'insuffisance des infrastructures. En Érythrée, l'acheminement de matériels et d'hommes fut ainsi ralenti par la congestion du port de Massaoua, accreditant une impression de désorganisation au sein du commandement militaire face aux difficultés sur place.

Ce qu'il est intéressant de remarquer ici, c'est l'habileté avec lequel l'auteur, par croisement de sources, parvient à faire entendre des avis contradictoires sur les opérations. Et ce, malgré la propagande et le contrôle sur la presse. L'exemple suivant vaut d'être cité en longueur. L'article concernait l'arrivée et le transfert des hommes et du matériel de guerre débarqués dans le port de Massaoua, et mobilisait deux documents : un télégramme de Mussolini et un entretien avec un amiral publié dans le quotidien *La Tribuna*.

Dans le premier document, en date du 17 juillet, Mussolini adressait ses satisfactions à De Bono, six mois après l'instauration du Haut-commissariat en Afrique orientale. L'extrait repris dans *Giustizia e Libertà* se rapportait au transfert du matériel et des hommes en Érythrée. Le duce affirmait que la congestion du port de Massaoua était désormais un problème en voie d'être réglé :

L'engorgement du port de Massaua, qui nous a donné à un moment donné des angoisses si vives, est sur le point de se terminer, grâce à la foi et à la volonté fasciste. Dans le secteur logistique beaucoup reste à faire mais sur la base des données de ton rapport je considère que la période la plus difficile est désormais passée [...] <sup>108</sup>.

L'auteur de l'article faisait remarquer que la prose du dictateur était « un ton en-dessous », surtout « pour un homme qui a le verbe haut ». Le rythme d'acheminement des troupes devait en effet s'intensifier à mesure que les opérations militaires se rapprochaient ; il semblait donc assuré que Massaoua subirait un nouvel engorgement « encore plus grave que le précédent ».

Afin d'illustrer son propos, l'auteur reprenait les mots de l'amiral Barone, commandant de la Marine en Afrique orientale, lequel déclarait dans une intervention à *La Tribuna*, en date du

<sup>107</sup> « Gli arrivi di malati superano i quattromila. Naturalmente la stampa fascista, dopo la confessione dell'arrivo di un primo piroscampo di malati, tace. Ma anche quella confessione era bugiarda. Non 339 erano i malati, ma circa 700 », dans « Visita a Napoli », *Giustizia e Libertà*, 26 juillet 1935.

<sup>108</sup> « La congestione del porto di Massaua, che ci diede a un certo momento ansie così vive, sta per finire. La fede e la volontà fascista hanno piegato le cose. Nel settore logistico molto resta ancora da fare ma sulla scorta dei dati del tuo rapporto considero che il periodo più difficile è superato [...] », dans « La disorganizzazione dell'esercito e la lentezza del trasporto delle truppe », *Giustizia e Libertà*, 26 juillet 1935.

21 juillet, que le défi pour les autorités était aussi d'écouler le matériel débarqué, tâche difficile en raison de l'insuffisance des réseaux routiers et ferroviaires, ainsi que des températures excessives, lesquelles imposaient des horaires spéciaux pour les ouvriers.

Enfin, pour compléter encore son enquête, et permettre à ses lecteurs de se représenter concrètement les conditions à Massaua, il était encore fait référence au témoignage de l'ancien gouverneur de l'Érythrée Ferdinando Martini qui évoquait les souffrances physiques occasionnées par la chaleur extrême ; des souffrances aussi « intenses » concluait l'auteur « qui peuvent sérieusement compromettre le moral des troupes »<sup>109</sup>.

Quel serait finalement l'impact de ces articles catastrophistes ? Tandis que *Giustizia e Libertà* recensait le nombre de morts et de rapatriés atteints de fièvre diarrhéique, les journaux italiens vantaient le montant des salaires des ouvriers partis pour l'Afrique. Un enrichissement aux dépens de ceux restés en Italie, avertissait en retour les giellistes<sup>110</sup>. Mais, l'argument, finalement n'était-il pas aussi un encouragement au départ ? La polémique est, en tout cas, révélatrice de la portée de la propagande du régime sur une partie de la population italienne. Car, on le devine très bien ici, le manque d'entrain observé par les rares antifascistes encore liés à « *Giustizia e Libertà* » en Italie, dépendait peu, en fait, de la fidélité de l'opinion aux idées ou aux programmes de l'antifascisme organisé. Que les Italiens, hésitent, pendant l'hiver 1935, à partir en masse pour une destination lointaine, cela se conçoit sans trop de difficultés. Qu'ils acceptent, inversement, de risquer leur peau pour s'insurger contre un régime policier, au nom de l'antifascisme, restait une hypothèse difficile à imaginer et, finalement, très peu réaliste. Aussi l'unique action que l'opposition pouvait encore accomplir consistait à relayer, appuyer et donner de l'ampleur à l'angoisse suscitée, au cours des premières semaines, par la mobilisation de l'armée et l'envoi de volontaires, en Érythrée et en Somalie, tant que le régime échouait à souder l'opinion autour de son projet d'occupation de l'Éthiopie.

### ***Une contre-propagande aux effets limités***

Un conflit de l'Italie contre l'Éthiopie pouvait-il être l'occasion d'un sursaut de l'opposition, en Italie ? Rosselli, lui, l'assure et se fait fort d'en persuader ses amis et le reste de l'antifascisme. Informé de l'absence d'enthousiasme des Italiens pour la guerre, il souhaite

<sup>109</sup> « La congestione del porto di Massaua », *Giustizia e Libertà*, 26 juillet 1935.

<sup>110</sup> « Operai italiani, aprite gli occhi. Il fascismo riversa sulle vostre spalle le spese per la guerra e per i salari degli operai in Africa », *Giustizia e Libertà*, 28 juin 1935.

organiser le rassemblement de l'antifascisme pour coordonner ses moyens d'action et unifier son discours.

Mais, les organes officiels des différents mouvements antifascistes ne cessent d'afficher leurs désaccords. À l'image de « *Giustizia e Libertà* », qui après avoir entonné, à l'unisson avec les autres partis, les arguments en faveur de la paix et du *jus gentium*<sup>111</sup>, motive ainsi son refus d'adhérer au « Congrès des Italiens de l'étranger contre la guerre »<sup>112</sup> : dans une lettre datée du 16 avril et rendue publique, la direction du mouvement explique, à ses « chers compagnons » socialistes et communistes, que « le problème central qui se pose à l'émigration en prévision d'une guerre proche en Afrique n'est pas celui d'exister et de s'agiter en tant que mouvement d'émigrés, mais celui d'exister et de travailler [pour devenir] l'expression directe d'un mouvement contre la guerre », qui prend racine en Italie.

Dans cet esprit, voici comment « *Giustizia e Libertà* » envisageait, dans une série d'articles autant méthodiques que polémiques, de « conduire la propagande contre la guerre en Afrique »<sup>113</sup>. Le 19 avril 1935, on put ainsi lire, en « Une » de l'hebdomadaire gielliste :

Un peu plus de quatre mois nous séparent du début probable des opérations militaires contre l'Abyssinie. Nous devons disposer de cette période intelligemment. Comment ? Non pas en proclamant à droite et à gauche des anathèmes maximalistes et démagogiques ; non pas en patientant passivement que la guerre entraîne mécaniquement la chute du fascisme ou l'affaiblisse de façon sérieuse ; mais en éclairant le peuple sur la véritable signification et les dangers de cette guerre, au moyen d'un langage serein, calme, clair, raisonné et réaliste<sup>114</sup>.

Le réalisme de la présente propagande s'opposerait donc à l'agitation allégorique de l'autre ; de là une inégale capacité à pénétrer la psychologie et les sentiments de la population en Italie. Les appels contre l'impérialisme, l'injustice et l'arrogante toute-puissance du fascisme sont adressés en pure perte aux Italiens, alors que – comme le pensent les giellistes – le peuple tout

<sup>111</sup> « Nuovo crimine », *Giustizia e Libertà*, 15 février 1935. ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 143, Rapport intitulé « G.L. et la question éthiopienne » en date du 11 mars 1935.

<sup>112</sup> Voir « La decisione del Comitato di unità », *Avanti*, 16 mars 1935 : « Lundi dernier se sont réunies les délégations des partis socialistes et communistes [...] après de longs échanges les délégués des deux partis ont décidé d'organiser dans tous les pays où il y a une émigration italienne une vaste agitation populaire qui devra culminer avec UN CONGRÈS DES ITALIENS À L'ÉTRANGER CONTRE LA GUERRE EN ABYSSINIE. A aussi été décidé d'un commun accord de porter cette lutte à l'international. (Traduction personnelle).

<sup>113</sup> « Come condurre la propaganda contro la guerra d'Africa », *Giustizia e Libertà*, 19 avril, 26 avril et 3 mai 1935.

<sup>114</sup> « Poco più di quattro mesi ci separano dal probabile inizio delle operazioni militari contro l'Abissinia. Dobbiamo impiegarli intelligentemente. Come ? Non a lanciare scomuniche massimalistiche e demagogiche ; non ad attendere passivamente dalla guerra la caduta automatica del fascismo o un suo grave indebolimento ; ma ad illuminare con un linguaggio calmo, chiaro, ragionato, realista il popolo italiano sul significato vero e sui pericoli dell'impresa, rafforzando in pari tempo al massimo l'armatura di lavoro in Italia. », dans « Come condurre la propaganda contro la guerra d'Africa. I. Essere realisti », *Giustizia e Libertà*, 19 avril 1935.

entier est apathique, « incertain de son avenir », certes « dans un état de mécontentement général », mais imprécis, et qui plus est, encore vierge du « choc massif » qu'exercera sur lui la propagande impérialiste que le régime ne manquera pas de déclencher pour justifier cette guerre en Afrique. Le fascisme, veut-on encore croire, aura beaucoup plus à craindre de messages « opportuns, positifs et pénétrants, visant à démontrer l'absurdité de la guerre et à déstabiliser en profondeur la psychologie déjà ébranlée » du peuple. C'est que, à l'aide d'un langage « accessible et convaincant », « *Giustizia e Libertà* », aux antipodes *a priori* du volontarisme exalté de ses débuts, se promet de ne jamais perdre le contact avec les réalités humaines et populaires de l'Italie. Le mouvement accepte ainsi de faire quelques « pas en arrière » pour accomplir une révolution « en profondeur » :

Ce qui a fait le plus de mal ces dernières années est le décalage entre les intentions et les possibilités concrètes ; la tentative, réalisée avec bonne foi, [d'arriver à la révolution] par l'insurrection, alors qu'il manquait pour cela les moyens, mais aussi la puissance d'un idéal<sup>115</sup>.

En résumé, c'est à un changement de paradigme qu'invitent les giellistes pour « rompre la distance qui existe entre la société italienne de l'an XIII et l'antifascisme »<sup>116</sup>. Cependant, au début de l'été, Carlo Rosselli rédigea un éditorial en forme d'autocritique, soulignant la portée positive et efficace de la rhétorique du régime pour convaincre de l'utilité de sa guerre, autant à l'étranger qu'à l'intérieur.

En cinq mois de propagande tenace, le fascisme n'a pas réussi à convertir les Italiens à l'idée de la guerre. La « guerre belle », « la guerre qui porte les peuples à leur plus grande tension idéale », reste en Italie une bonne boutade tout au plus pour l'Encyclopédie *Treccani* et pour les feuilles fascistes d'avant-garde ; mais elle n'opère pas sur le peuple. [...] C'est pourquoi le fascisme a été contraint d'orienter différemment sa propagande. De l'empire, de la guerre et des éventuelles opérations militaires il parle le moins possible ; alors qu'il insiste énormément sur les 30 000 et plus ouvriers concentrés en Afrique, sur les grands travaux en cours, et sur la diminution du chômage dans le pays. – Espérons qu'il n'y ait pas de guerre. Prenons ce peu de travail qui vient du ciel. Quelques miracles finiront bien par arriver. – Voici comment raisonne le pauvre diable, l'affamé, le chômeur, c'est le raisonnement aussi des femmes qui ne savent plus comment nourrir leurs enfants. Un raisonnement humain, compréhensible, mais très

<sup>115</sup> « Ciò che più ha nuociuto in questi anni è la sproporzione tra i propositi e le possibilità ; il tentativo, compiuto in buonissima fede, di partire da una tappa intermedia, quella insurrezionale, quando per una insurrezione difettavano non solo i mezzi, ma il potenziale ideale. », dans « Come condurre la propaganda contro la guerra d'Africa, III. Il perchè di una guerra », *Giustizia e Libertà*, 3 mai 1935.

<sup>116</sup> « “G. e L.” non aderisce al Congresso degli italiani all'estero », *Giustizia e Libertà*, 19 avril 1935.

dangereux. Ceux qui raisonnent ainsi sont déjà sur le plan incliné de la guerre, ils sont déjà victimes de la propagande du fascisme<sup>117</sup>.

C'est que, si le régime n'avait pas réussi à « convertir » sa population à l'idée de guerre, il savait manier une rhétorique habile pour faire accepter l'invasion de l'Éthiopie et la participation du peuple à cette entreprise, aussi immense que prometteuse.

Dès 1934 en effet, les directives assignées au gendre du duce, le comte Gaetano Ciano, à la tête du ministère de la Presse et de la Propagande<sup>118</sup>, consistaient à construire et consolider un consensus interne autour de l'intervention militaire de l'Italie en Afrique. Pour les Italiens, l'entreprise éthiopienne se présentait, à titre individuel, comme une opportunité et un débouché économique à la misère. Collectivement, l'occupation de nouveaux territoires était également synonyme d'enrichissement national.

L'antifascisme ne resta pas indifférent à l'habillage idéologique inventé par le fascisme pour justifier « sa conquête ». Ignazio Silone apporta une contribution importante sur cette question, dans la publication *Europäische Hefte*. Pour l'auteur de *Fontamara* et de *Pane e vino*, tout impérialiste qu'elle soit, la guerre coloniale programmée par l'Italie s'offrait d'abord comme la « guerre des sans-travail » :

L'impérialisme du travail est un mot d'ordre qui prendra également dans les pays démocratiques. « Le droit au travail », jadis une revendication socialiste, sera le cri des hordes nationales emprisonnées. Ainsi la future guerre sera la guerre pour les sans-travail, comme la dernière guerre fut la guerre pour les démocraties. La prochaine aura le masque du Travail, aussi bien que la dernière guerre avait le masque de la Civilisation<sup>119</sup>.

Un argument partagé par Rosselli, qui envisageait une guerre d'un « style nouveau » : « La guerre en défense des chômeurs qui ont trouvé du travail [...] <sup>120</sup> ». Face à cette promesse, l'argumentaire gielliste contre la guerre d'annexion préparée par le fascisme en Éthiopie, se déclinait, finalement suivant trois principales lignes directrices. Premièrement, l'occupation de nouveaux territoires visait uniquement à maintenir la population mobilisée. Le régime trouvait là un dérivatif efficace au moment où tout le pays souffrait des effets de la crise. Aussi cette

<sup>117</sup> « Sul piano inclinato », *Giustizia e Libertà*, 5 juillet 1935. Texte original reproduit en annexe n°32, p. CXXV (volume 2).

<sup>118</sup> Nommé sous-secrétaire en septembre 1934, élevé au rang de ministre en juin 1935.

<sup>119</sup> « L'imperialismo del lavoro è una parola che avrà successo anche nei paesi democratici. "Il diritto al lavoro", un tempo una rivendicazione socialista, sarà il grido delle orde nazionali imprigionate. Così la guerra futura sarà la guerra per i senza-lavoro, come l'ultima guerra fu la guerra per le democrazie. La guerra futura avrà la maschera del Lavoro, così come l'ultima guerra aveva la maschera della Civilizzazione », dans « La guerra abissina definita da Silone », *Giustizia e Libertà*, 3 mai 1935.

<sup>120</sup> « Sul piano inclinato », art. cité.

guerre était-elle présentée, on l'a aperçu, comme insensée, économiquement ruineuse et politiquement absurde, puisque l'Éthiopie, démontrait la contre-propagande gielliste, n'offrait pas les conditions favorables à l'essor et à l'épanouissement d'une colonie de peuplement<sup>121</sup>. Enfin, c'était un contre-sens historique : la colonisation, quelle qu'elle soit, de peuplement ou d'exploitation, appartenait à une époque révolue ; une étape, dans l'histoire de la modernisation et de l'industrialisation des nations européennes, désormais en voie de « liquidation »<sup>122</sup>.

Enfin, puisque le discours colonial et l'imaginaire mobilisé par la propagande du régime, occultaient intentionnellement l'aspect le plus brutal de la réalité guerrière, l'opposition voulait montrer aux Italiens la guerre dans sa temporalité propre et ses détails les plus atroces. Début mars, l'hebdomadaire gielliste mit habilement en scène cette violente absurdité de la guerre, à travers un montage photographique réalisé à partir de documents étrangers au contexte du conflit éthiopien<sup>123</sup> (fig. 37) : trois images, illustrant chacune un moment de l'engagement militaire, depuis le départ des troupes jusqu'à leur arrivée sur le champ de bataille. La première photographie, « avant le départ », montrait un groupe de jeunes hommes souriants, enthousiastes et démonstratifs. Une deuxième case – le « départ » – représentait, en arrière-plan, un énorme paquebot. Au premier tiers de l'image, en bas, les milliers de soldats en treillis militaires et prêts à s'embarquer. Enfin, la dernière image figurait leur destin, une fois arrivés sur le front : on distinguait des dizaines de corps étendus, dans un paysage hostile et sauvage. Le montage fut publié sous le titre « La Belle guerre », allusion à l'œuvre du journaliste Ezio Maria Gray, député fasciste et auteur, en 1912, d'un livre éponyme sur la guerre italo-turque pour l'invasion de la Libye. Il ne nous est pas possible de décrire la provenance exacte de ces photographies, ni à quel événement elles font référence. Cependant, elles rappellent sans doute le traumatisme vécu de la Première Guerre mondiale, et le souvenir vif qu'il en est resté dans certaines mémoires italiennes<sup>124</sup>, de la passion interventionniste à l'horreur vécu des millions de soldats. Ces images témoignent en tout cas d'une stratégie de contre-information qui consiste à décontextualiser des représentations de la guerre pour les universaliser et les appliquer à différents contextes, dessinant ainsi les contours d'un « imaginaire de guerre ». Cette hypothèse

<sup>121</sup> « La grande illusione. L'Abissinia colonia di popolamento », *Giustizia e Libertà*, 26 juillet 1935.

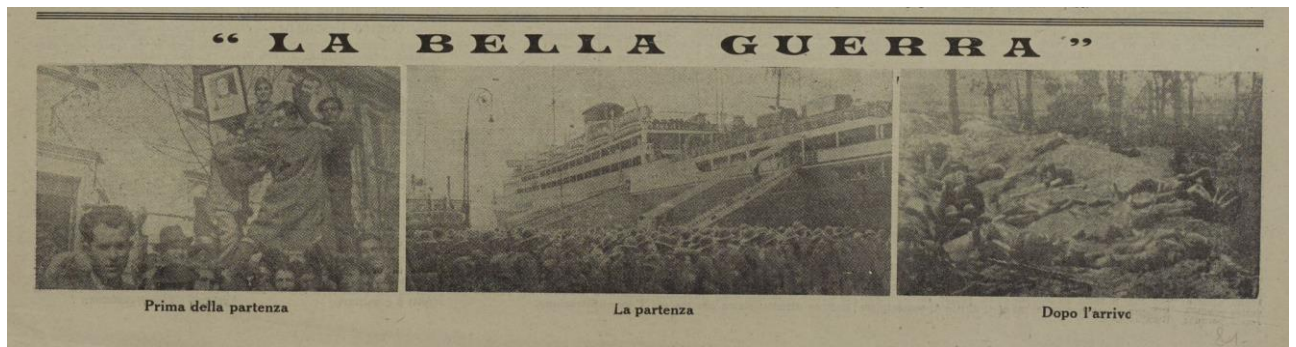
<sup>122</sup> « Come condurre la propaganda in Africa. II Argomenti senza presa – Vecchio e nuovo imperialismo », *Giustizia e Libertà*, 26 avril 1935.

<sup>123</sup> « “La Bella guerra” », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> mars 1935.

<sup>124</sup> Nous pensons par exemple ici à l'expérience d'Emilio Lussu, racontée à travers son œuvre autobiographique notamment. Voir : Laporte (Stéphanie), « Les écrits d'exil d'Emilio Lussu : le récit autobiographique à rebours de la question de l'interventionnisme », dans Vial (Éric), De Capitani (Patrizia), Mileschi (Christophe), *Emilio Lussu (1890-1975) : politique, histoire, littérature et cinéma : actes du colloque international, Grenoble, 25-26 février 2005*, Grenoble, Publications de la MSH-Alpes, 2008.



montrerait donc aussi les compromis à l'œuvre au sein de « *Giustizia e Libertà* », entre des pratiques de contre-propagande et certaines idées avancées par ailleurs par les giellistes, notamment leur critique hostile au pacifisme.



**Figure 37 – Montage photographique « La belle guerre », publié dans l'édition du 1<sup>er</sup> mars 1935 de *Giustizia e Libertà*.**

Autre référence, beaucoup plus convoquée celle-là : la campagne africaine de Francesco Crispi, qui s'était terminée par la défaite d'Adoua, terriblement humiliante et traumatisante pour les Italiens. S'il est ainsi un point commun entre les antifascistes, dans leur manière d'anticiper le conflit italo-éthiopien, c'est que tous ou presque ont mobilisé le souvenir cuisant de 1896. De façon allusive, en évoquant la « guerre d'Afrique »<sup>125</sup> ou plus explicite encore, pronostiquant pour les troupes italiennes, une guerre « difficile, longue », et finalement aussi, voire plus « terrible », que quarante ans plus tôt<sup>126</sup>. Rosselli en particulier, sentait l'Italie projetée dans une aventure déterminée d'avance, promettant une « propagande de grand style », pour « faire connaître aux Italiens la vérité sur la situation terrible dans laquelle ils se [trouvaient] ».

Il faut songer à l'essentiel, dira-t-il en octobre ; il faut viser le centre ; il faut être rigides et intransigeant comme ceux qui sont certains d'avoir pour eux la raison, la vérité, l'avenir<sup>127</sup>.

C'est que l'activité de propagande et de contre-propagande ne sont pas vides de contenus, comme on l'a vu, de renseignements « objectifs » et de connaissances scientifiques. Dans les années trente, l'Italie enregistra une floraison de journaux, périodiques ouvrages à caractère

<sup>125</sup> En référence au titre des mémoires de Francesco Crispi. Voir : Crispi (Francesco), *La prima guerra d'Africa : documenti e memorie dell'archivio Crispi ordinati*, Palamenghi-Crispi (Tommaso, éd.), Milan, Fratelli Treves, 1914.

<sup>126</sup> « Come si presenta la guerra d'Africa », *Giustizia e Libertà*, 2 août 1935.

<sup>127</sup> « Badare all'essenziale. Puntare al centro. Essere durissimi, intransigenti, come solo sa esserlo chi è certo di avere con sé la ragione, la verità, l'avvenire. », dans « Lo stato d'animo nel paese e il compito dell'opposizione », *Giustizia e Libertà*, 18 octobre 1935.

propagandiste et autres études scientifiques, le tout consacré à l'Afrique et à l'Orient<sup>128</sup>. Le terme « colonial » que l'on peut appliquer à toute cette activité éditoriale, regroupait ainsi une grande variété de sujets et de territoires géographiques.

Parallèlement à cette profusion de publications, les journaux antifascistes, et en particulier l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà*, fournirent eux aussi des informations pour améliorer les connaissances de leurs lecteurs sur ces régions lointaines. À leur façon, les antifascistes participaient donc également à l'éducation coloniale des Italiens, en contribuant par exemple, dès les premières rumeurs sur le conflit italo-éthiopien, à une meilleure intelligence de la géographie de la corne de l'Afrique. Cependant, on s'en doute, leur propos visait à décourager les plans d'invasion du régime fasciste. Ainsi, voici comment les giellistes se représentaient le territoire éthiopien ; une région montagneuse, noyée par les eaux lors de la longue saison des pluies, de juin à novembre, toutes ces conditions empêchant la construction d'infrastructures de communication ou de réseaux routiers. L'Éthiopie, pour résumer, présentait une géographie et un climat inhospitaliers pour une armée européenne :

Cet empire africain a une superficie de 1 149 000 km<sup>2</sup>, plus de trois fois celle de l'Italie. Ce vaste territoire est constitué d'un immense *acrocoro* dont le sommet le plus élevé atteint les 4 600 mètres sur la mer. Tout le plateau éthiopien est entouré d'une bande désertique et torride. [...] Presque tout le plateau est couvert par une riche végétation ; il n'y a pas de ponts ni de routes. Les montagnes ne sont pas rocheuses et escarpées mais arrondies, riches en végétation<sup>129</sup>.

Le soldat éthiopien, du reste, était aussi réduit à quelques stéréotypes, aussi peu rassurants :

L'Abyssinien est un guerrier, on peut dire qu'il vit pour la guerre. Intelligent, rusé, discipliné, physiquement fort, grand, maigre, agile, très résistant aux fatigues ; il marche très vite ; une unité abyssine couvre en un jour une distance trois fois supérieure à celle d'une unité européenne. Les chefs sont des hommes habitués au commandement, bien qu'ils manquent de culture ; ils ont dans le sang l'art de la guerre et sont généralement de bons tacticiens<sup>130</sup>.

<sup>128</sup> Labanca (Nicola), *Outre-mer : Histoire de l'expansion coloniale italienne*, Grenoble, UGA Éditions, 2016, p. 225.

<sup>129</sup> « Questo impero africano ha una superficie di kmq. 1 149 000, più di tre volte quella dell'Italia. Questo vasto territorio è costituito da un immenso acrocoro la cui vetta più elevata raggiunge i 4 600 metri sul mare. Tutto l'altipiano etiopico è circondato da una fascia desertica e torrida. [...] Quasi tutto l'altipiano è coperto da una ricca vegetazione ; mancano completamente *ponti e strade*. I monti non sono rocciosi e scoscesi ma tondeggianti, ricchi di vegetazione », dans « Alcune considerazioni sulle eventuali operazioni militari contro l'impero etiopico », *Giustizia e Libertà*, 11 janvier 1935.

<sup>130</sup> *Ibid.* : « L'abissino è un guerriero, si può dire che vive per la guerra. Intelligente, astuto, disciplinato, fisicamente forte, alto, magro, agile, resistentissimo alle fatiche ; cammina velocissimo ; una unità abissina copre in un giorno una distanza tre volte superiore a quella di una unità europea. I capi sono uomini abituati al comando, sebbene manchino di cultura hanno nel sangue l'arte della guerra, in genere sono dei buoni tattici ».

Pourtant, suffisait-il, s'interrogeait Rosselli, de démontrer que le colonialisme était une idéologie en crise depuis la Première Guerre mondiale, que l'Éthiopie serait extrêmement difficile à occuper et exploiter ? Sa réponse était sans équivoque, à ce sujet ; même avant le déclenchement des opérations :

Sur un peuple affamé et dominé par une dictature, les arguments rationnels n'ont pas prise, surtout si on ne peut les diffuser qu'à travers de modestes feuilles d'émigration. Dites à un assoiffé qu'il trouvera de l'eau dans une terre sableuse, et il commencera à creuser. Dites à un peuple sans travail et sans terre, qu'il trouvera du travail et de la terre en Abyssinie, et, tout en maudissant le destin, il ira combattre en Abyssinie<sup>131</sup>.

Curieusement, il semblait peu soucieux, dans l'immédiat, de ne pas être entendu, voire complètement ignoré de l'immense majorité de l'opinion italienne :

Nos objections n'empêcheront pas la guerre, mais serviront à « sauver [notre] âme ». Tout au plus, elles serviront à démontrer, dans le désastre fatal de demain, qu'il y eut des Italiens qui virent, prédirent, avertirent. Car que nous importe-t-il d'avoir tort aujourd'hui pour avoir raison demain ?<sup>132</sup>

Dans la mentalité antifasciste, la folie solitaire du dictateur devait conduire l'Italie à une ruine aussi cinglante que bouleversante. Rosselli prétendait ainsi, qu'en dehors de « toute considération morale politique et économique », la guerre que « Mussolini [imposait] au peuple italien [était] une guerre sans buts et de pur prestige : donc, une folie »<sup>133</sup>. De fait, le chef de « *Giustizia e Libertà* » comprenait très bien que l'Éthiopie incarnait une sorte de promesse illusoire pour bon nombre d'Italiens : « Dans le désert de leurs vies, l'Abyssinie exerce l'attraction d'un mirage, tout en conduisant l'Italie à la catastrophe. »<sup>134</sup> Une telle naïveté, qu'excusait au fond Rosselli, invalidait le stéréotype fasciste de la nécessité de l'occupation, mais contredisait aussi la dure réalité de la guerre et l'issue attendue du conflit par l'opposition : l'échec des opérations militaires, et finalement la chute du régime.

<sup>131</sup> « Su un popolo affamato e rimbecillito dalla dittatura gli argomenti razionali non hanno presa, specie se si possono diffondere solo attraverso modesti fogli di emigrazione. Dite a un assetato che troverà l'acqua in una terra permeabile, e quello comincerà a scavare. Dite a un popolo senza lavoro e terra bastanti, che troverà lavoro e terra in Abissinia, ed esso, pur maledicendo il destino, andrà a combattere in Abissinia », dans « Sul piano inclinato », art. cité.

<sup>132</sup> *Ibid.* : « Le nostre obiezioni sono di quelle che non servono a impedire, ma a « salvar l'anima ». Tutto al più, serviranno a dimostrare, nel fatale disastro di domani, che vi furono degli italiani che videro, prevedero, ammonirono. Ma che vale aver torto oggi, per aver ragione domani ? »

<sup>133</sup> « La grande illusion », *Giustizia e Libertà*, 26 juillet 1935.

<sup>134</sup> « Sul piano inclinato », art. cité.

### ***Le début des opérations militaires : une guerre idéologique et politique***

Plusieurs périodes jalonnent l'affrontement militaire entre Italiens et Éthiopiens ; on peut ainsi distinguer un premier temps, qui débute en octobre 1935 et se poursuit jusqu'au mois de décembre. Le conflit fut ouvert par une série de bombardements au-dessus de la ville d'Adoua, suivi du franchissement de la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée par une colonne d'assaut de 100 000 soldats, emmenés par le général Emilio De Bono. En parallèle, une autre colonne, dirigée par Rodolfo Graziani et composée de trois divisions d'infanterie, attaquait au sud, depuis la Somalie.

En Europe, l'opinion assista de très loin à l'entame des opérations militaires. Aussi les informations sur le déroulement des opérations restaient rares, en plus d'être soumises au contrôle scrupuleux des autorités belligérantes. Du côté italien, par exemple, il faut ainsi remarquer le parcours complexe que devait suivre chaque nouvelle relative au conflit avant sa publication, en Italie et à l'étranger : les bulletins journaliers, tenus par les administrateurs italiens à Asmara, étaient d'abord transmis à Rome, protégés par chiffrement, jusqu'au Ministère de la Presse et de la Propagande, puis relus et corrigés par Mussolini en personne. L'information était ensuite retransmise à Asmara, pour être finalement communiquée aux journalistes<sup>135</sup>.

Le 25 octobre, Rosselli s'agaçait de cette situation ; il comprit en effet que le régime fasciste avait la mainmise sur la quasi-totalité de ce qui se publiait sur les événements en Éthiopie :

Bien sûr que les avions continuent à bombarder l'Éthiopie. Mais où ? Dans le « no man's land » ; là où n'arrivent pas les yeux et les oreilles des correspondants étrangers soumis à la ration et à la censure des journalistes italiens. De temps en temps, on entend parler de quelques petits affrontements avec quelques morts, pour la plupart d'Érythréens ou de Somaliens, notoirement dépréciés sur le marché des sentiments. Des morts de bombardements aériens, les communiqués héroïques ne parlent pas [...] <sup>136</sup>.

L'unique moyen, pour les giellistes réfugiés en France, de disposer de nouvelles sur la guerre était donc de lire une presse sous contrôle. Certains articles trouvaient pourtant grâce aux yeux de Rosselli, qui n'hésitait pas à les traduire et les reproduire dans *Giustizia e Libertà*, imitant

<sup>135</sup> Rochat (Giorgio), *Le guerre italiane 1935-1943 : dall'impero d'Etiopia alla disfatta*, Turin, Einaudi, 2005, p. 73.

<sup>136</sup> « Certo, gli aeroplani continuano a macellare. Ma dove ? Nella « no man's land » ; nella terra dove non arrivano gli occhi e le orecchie dei corrispondenti stranieri sottomessi alla razione e alla censura dei giornalisti italiani. Ogni tanto viene elargita la notizia di qualche piccolo scontro con pochi morti, per lo più di eritrei o di somali, notoriamente deprezzati sul mercato dei sentimenti. Dei morti per bombardamenti aerei, gli eroici comunicati non parlano », dans « Tattica mussoliniana ovvero la commedia in margine alla tragedia », *Giustizia e Libertà*, 25 octobre 1935.

un procédé largement répandu dans le monde du journalisme. Le reportage d'un correspondant qui suivait les combats aux côtés des soldats italiens, fut par exemple publiée dans trois journaux différents – un turc, *Milled* ; un polonais, *Glos Poranny* ; et un français, *Lu* – avant d'être recopié dans les colonnes de l'hebdomadaire gielliste, en date du 1<sup>er</sup> novembre.

Intitulé « La première nuit à Adoua », c'est un récit pittoresque et sensible des impressions recueillies auprès des hommes qui occupèrent la ville, dès le 5 octobre. Tout, dans ce reportage pourtant, contraste avec l'idée que la victoire serait facile ou que l'issue des combats pourrait se présenter comme réjouissante aux Italiens. Le journaliste ouvrait ainsi son récit par ce tableau infernal :

C'est un véritable enfer, cette terre brûlée par le soleil d'Afrique. La température monte à 45 °C. Un bataillon de soldats italiens et un régiment d'ascaris viennent du Sud et avancent, pas à pas, vers Adoua. Des détachements abyssiniens, formés par des paysans des villages environnants, se cachent parmi les broussailles ; de temps en temps, une balle de plomb envoyée par le vieux fusil d'un guerrier éthiopien, sifflent au-dessus de la tête des soldats italiens<sup>137</sup>.

La métaphore est ici explicite : l'ennemi rôde dans chaque recoin de la ville, armé de son courage et de sa détermination pour repousser l'envahisseur. La nuit, la lutte se poursuit, intraitable pour les soldats italiens, malgré leur nombre supérieur et leur équipement moderne :

La lutte s'engage hors du carré où ont été placées les artilleries et les « tanks ». Des détachements abyssiniens, que personne n'a vus, dont personne ne s'est rendu compte, s'infiltrèrent dans la ville. La mêlée est horrible. On tire partout. C'est la lutte à l'arme blanche dans les ténèbres d'une ville en ruine<sup>138</sup>.

L'image est saisissante et résume tout le propos de l'article – « La technique moderne n'a, ici, aucune importance. Seuls comptent la force et le courage. » – qui se conclut sur une dernière « vision cauchemardesque » :

<sup>137</sup> « È un vero inferno, questa terra bruciata dal sole d'Africa. La temperatura sale a 45°. Un battaglione di soldati italiani e un reggimento d'ascari vengono dal Sud e avanzano, a passo a passo, verso Adua. Distaccamenti abissini, formati da contadini dei villaggi circostanti, si rintanano negli sterpeti ; di tanto in tanto, una palla di piombo inviata dal vecchio fucile di un guerriero etiopico, sibila al di sopra della testa dei soldati italiani », dans « La prima notte di Adua », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> novembre 1935.

<sup>138</sup> *Ibid.* : « La lotta s'impegna fuori del quadrato in cui sono state piazzate le artiglierie e i "tanks". Distaccamenti abissini, che nessuno ha visti, di cui nessuno si è accorto, s'infiltrano nella città. La mischia è orribile. Si tira dappertutto. È la lotta ad arma bianca nelle tenebre di una città in rovina. »

Le soleil, en montant, sèche les taches de sang, sur lesquelles les mouches grouillent. Le drapeau italien flotte sur le siège du consul d'Italie. Le vent le caresse, mais c'est un vent si faible que le drapeau reste presque immobile<sup>139</sup>.

C'est qu'en un mois de guerre, les forces italiennes avaient seulement progressé d'une centaine de kilomètres, du nord en direction du sud, vers Adoua, Aksoum et Mekelé. Sur l'autre front, la colonne italienne commandée par Graziani rencontrait aussi une opposition sérieuse, qui entravait son avancée.

Triomphal, le 8 novembre, Rosselli annonçait que la guerre durerait « non pas six mois », mais « six ans » :

Ceux qui, faisant confiance au prétendu nouveau rayon Marconi, aux avions, aux tanks, assuraient que Mussolini aurait soumis l'Abyssinie à sa conquête foudroyante, commencent à douter<sup>140</sup>.

L'armée éthiopienne, analysait-il, laissait progresser quelque peu son adversaire pour des raisons tactiques, afin d'étirer la ligne d'approvisionnement italienne, mais aussi diplomatiques, pour exposer à l'opinion internationale l'invasion dont elle se jugeait victime :

Les Abyssins nous attendent dans les zones les plus difficiles, prévoyait Rosselli, prêts à nous attaquer lorsque nos lignes de communication se seront étendues dangereusement ; et cette tactique temporisatrice paralyse notre commandement.

C'est que, malgré la prise d'Adoua, les Italiens se débattaient toujours avec leurs vieux démons d'il y a quarante ans ; l'impatience du *duce* à remporter des victoires de prestige contrastait nettement avec la prudence d'Emilio De Bono. Le parallèle avec 1896 était trop évident pour ne pas être évoqué :

Nous sommes déjà à la « phtisie militaire » de Crispi, qui poussa Baratieri à la bataille désastreuse d'Adoua<sup>141</sup>.

À la mi-novembre, Mussolini destitua De Bono de son commandement et choisit de nommer à son poste Pietro Badoglio, reconnu au sein de l'armée italienne pour son expérience, son ascendant et son charisme. L'autorité du maréchal lui permit en fait de mieux résister à la pression de Mussolini. Comme le remarquait le « correspondant militaire » de *Giustizia e Libertà*<sup>142</sup>, un anonyme qui signait certains de ses articles « L'œil de G.L. » mais que nous ne

<sup>139</sup> *Ibid.* : « Il sole, salendo, secca le macchie di sangue, su cui le mosche brulicano. La bandiera italiana sventola sulla sede del consolato d'Italia. Il vento la carezza, ma è un vento così debole che la bandiera resta quasi immobile. »

<sup>140</sup> « Guerre et dictature », *Giustizia e Libertà*, 8 novembre 1935.

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> « Alcune considerazioni militari in Etiopia », *Giustizia e Libertà*, 18 octobre 1935.

sommes pas parvenus à identifier. Badoglio n'avait, sans nul doute, aucune « propension à se lancer dans des offensives inconsidérées »<sup>143</sup>. Aussi les dispositions qu'il adopta suite à sa prise de fonction consistait à fortifier les positions de son armée avant d'engager le combat, et d'améliorer ses lignes de communication afin de rapprocher les dépôts d'approvisionnement du front.

Les Éthiopiens furent donc à l'origine de la reprise des affrontements, près d'un mois après la destitution de De Bono. L'armée italienne fut attaquée dans la région du Tigré, résista mais ne put faire la différence ni même lancer la contre-offensive. À la toute fin de 1935, le correspondant gielliste, préposé à l'analyse de la situation militaire, n'hésitait pas à écrire que la « guerre était perdue » pour les Italiens :

L'offensive italienne ne peut plus se relancer. Une évolution du conflit à base d'arrêts, d'attente et d'usure suivie de reprises des combats de grande envergure est concevable dans une guerre européenne, ce n'est pas possible dans une guerre coloniale comme celle-ci. L'afflux de nouvelles forces pourra au maximum [...] être suffisant pour maintenir l'actuel potentiel de guerre en A. O., mais pas pour l'augmenter suffisamment<sup>144</sup>.

L'argument se tenait mais, pour que la victoire militaire du Négus soit certaine, comme on l'assurait dans cet article, il aurait fallu que l'armée éthiopienne puisse, elle aussi, se renforcer<sup>145</sup>.

D'après Giorgio Rochat, les forces abyssiniennes qui résistaient à l'avancée des troupes commandées par Badoglio étaient réparties sur trois fronts : 80 000 soldats aux abords de Mekelé, engagés dans une guerre de position, et deux autres groupes armés de 40 000 hommes chacun, qui progressaient, l'un vers Adoua et Aksoum, l'autre dans le Tembien, la région qui reliaient les deux lignes de pénétration italiennes en territoire éthiopien. Ces deux groupes, surtout le second, avançaient sûrement, inaperçus de l'aviation italienne en raison des configurations du terrain. Ils réussirent aussi à surprendre les Italiens à plusieurs reprises. Mais,

<sup>143</sup> « Alcune considerazioni sulle operazioni militari in Etiopia », *Giustizia e Libertà*, 29 novembre 1935.

<sup>144</sup> *Ibid.* : « L'offensiva italiana non può più riprendersi. Un andamento di guerra a base di soste, di attesa e di usura seguite da riprese di grande portata è concepibile in una guerra europea, non è possibile in una guerra coloniale come questa. L'afflusso di nuove forze potrà al massimo, in base e a causa della capacità di trasporto e di sbarco, delle necessità create dal logorameo degli uomini e dei materiali, in base al terreno di operazioni in genere, essere sufficiente a mantenere l'attuale potenziale bellico in A. O., ma non certo ad accrescerlo in quantità degna di rilievo. »

<sup>145</sup> « Par contre, la puissance guerrière des Abyssiniens, en raison de l'arrivée continue en Éthiopie d'armes et de moyens de guerre de toutes sortes, va toujours croître, car nous n'oublions pas que les possibilités démographiques éthiopiennes permettraient de mobiliser jusqu'à deux millions d'hommes » [« *Invece l'efficienza bellica degli abissini, causa il continuo arrivo in Etiopia d'armi e mezzi bellici d'ogni genere, andrà sempre crescendo, giacchè non dimentichiamo che le possibilità demografiche etiopiche permetterebbero di mettere in armi anche due milioni d'uomini* »], dans « La situazione militare », *Giustizia e Libertà*, 3 janvier 1936.

les renforts humains manquaient ainsi que les armements et les munitions<sup>146</sup>. Or, de son côté, Badoglio obtint de Mussolini l'envoi en Afrique de trois divisions de renfort, embarquées début janvier depuis la Libye et le Val Pusteria<sup>147</sup>. Du reste, à partir du 22 décembre et jusqu'au 18 janvier, le maréchal ordonna à l'aviation italienne de pilonner les positions éthiopiennes, autorisant également le recours à l'arme bactériologique<sup>148</sup>. Un fait inédit, qui faisait entrer le conflit dans une autre dimension, notamment sur le plan politique. Cependant, comme nous le verrons un peu plus loin, ce détail important ne fut relevé qu'à partir de la fin de l'hiver par les antifascistes.

À la mi-décembre, Graziani lança, de même, l'offensive contre les avant-postes éthiopiens dans l'Ogaden : son armée repoussa les troupes du ras Desta Damtew à Dolo, lors de la bataille de Genalé Dorya. Ce fut une lourde défaite pour l'armée éthiopienne : les soldats abyssins fuirent la colonne italienne qui les poussait sur près de trois cent kilomètres, jusqu'à Neghelli. Enfin, Mussolini obtenait un succès de prestige, car le potentiel publicitaire de cette victoire était infiniment plus fort que sa valeur stratégique réelle. Graziani, glorifié du titre de « lion de Neghelli » par la propagande fasciste, n'avait en réalité conquis qu'un « hameau de cabanes »<sup>149</sup>. Le site, isolé et situé à la lisière des hauts-plateaux, ne permettait pas de poursuivre l'offensive et d'atteindre d'autres objectifs, plus importants. Aussi le succès de Graziani, loin d'être « sensationnel et totalitaire »<sup>150</sup>, comme l'annonçaient les bulletins et les journaux italiens, « ne contribuait que très indirectement au résultat final de la campagne militaire », estimait-on, avec raison, dans *Giustizia e Libertà* :

Il faut donc interpréter l'action de Graziani comme une démarche politique plutôt que stratégique. Elle découle de la nécessité de détourner l'attention du monde de la situation dangereuse dans le nord<sup>151</sup>.

C'est que le caractère « démonstratif » de certains choix stratégiques opérées par l'armée italienne s'expliquait parce que la guerre d'Éthiopie demeurait « tout empoisonnée par les influences de la politique intérieure » : « La guerre, estimait cet officier de l'état-major qui

<sup>146</sup> Rochat (Giorgio), *Le guerre italiane 1935-1943 : dall'impero d'Etiopia alla disfatta*, op. cit., p. 75-76.

<sup>147</sup> « Altri 22.000 soldati », *Giustizia e Libertà*, 24 janvier 1936.

<sup>148</sup> Del Boca (Angelo), *Gli italiani in Africa orientale*, vol. 2, *La conquista dell'impero*, p. 572. Le régime fasciste utilisa des gaz toxiques, asphyxiants, vésicants et moutardes. Sur cette question, que nous traitons plus loin, notamment du point de vue gielliste, plusieurs références : Belladonna (Simone), *Gas in Etiopia. I crimini rimossi dell'Italia coloniale*, Vicenza, Neri Pozza Editore, 2015 ; Del Boca (Angelo), *I gas di Mussolini. Il fascismo e la guerra d'Etiopia*, Rome, Riuniti, 2007.

<sup>149</sup> Rochat (Giorgio), *Le guerre italiane 1935-1943 : dall'impero d'Etiopia alla disfatta*, op. cit., p. 75-76.

<sup>150</sup> « La situazione. La battaglia del Ganale Doria », *Giustizia e Libertà*, 24 janvier 1936.

<sup>151</sup> « Il giudizio del critico militare del "Times" », *Giustizia e Libertà*, 24 janvier 1936.



exposait régulièrement ses impressions dans *Giustizia e Libertà*, n'est que l'acte suprême de la vie politique » :

La stratégie, qui guide la guerre, ne représente donc au fond que la projection, la continuation au-delà de la ligne qui sépare la paix et la guerre, des directives politiques d'un pays<sup>152</sup>.

De même, l'attention des dirigeants giellistes se fixait sur les conséquences intérieures de la guerre fasciste. Leur activité de propagande, conduite depuis l'étranger, fut donc déterminée par un problème de représentation qui consistait, en peu de mots, à rendre compte réellement de la guerre tout en mobilisant aussi la population, mais, contre le régime.

Cette combinaison problématique de la « vérité » et de la « propagande », intrinsèque à l'engagement antifasciste, trouvait, comme on va le voir, dans une rhétorique du dévoilement démystificateur sa traduction médiatique la plus évidente. Les figures privilégiées de ce discours étaient le parallélisme, l'antithèse, l'oxymore ; et les métaphores classiques du langage antifasciste pour désigner l'aliénation politique : la servitude et la brutalisation de la société italienne sous le fascisme.

### **Une « guerre totale » : les événements éthiopiens et l'actualité du phénomène totalitaire**

À travers le paradigme de la « guerre totale », qui apparaît pour la première fois dans les discours antifascistes, entre la fin décembre 1935 et le début de l'année 1936, « *Giustizia e Libertà* » envisageait deux choses ; d'abord, l'emploi illimité de la force militaire, et ensuite, la soumission de l'ensemble du corps national à la politique impérialiste du régime. On comprend donc ici combien l'emploi de l'expression est important.

Est-il cependant révélateur d'un regard nouveau, plus complexe, sur la société italienne et ses liens avec le régime ? Si le « totalitarisme » était un mot déjà ancien dans le discours antifasciste, l'expérience de la guerre en Éthiopie apportait-elle des éléments inédits dans la compréhension du fascisme et de sa politique dite « totalitaire » ?

#### ***Fascisme et barbarie : une rhétorique du dévoilement***

#### LA GUERRE

<sup>152</sup> « La situation militaire en Abyssinie jugée par un haut officier italien », *Giustizia e Libertà*, 31 janvier 1936.

Le tyran qui par soif de pouvoir a trahi la classe ouvrière, trahit aujourd'hui le pays.  
 Les 150 000 jeunes Italiens, victimes de la misère, de la rhétorique et de la terreur, marchent dans les déserts [...] éthiopiens.  
 Derrière la mobilisation fasciste théâtrale il y a la peur panique de la bourgeoisie dirigeante, tandis que les masses travailleuses aspirent à leur émancipation.  
 Dans le monde des centaines de millions d'hommes et de femmes médisent le fascisme et attendent que le peuple italien révèle sa volonté de rémission.  
**Italiens libres ! C'est l'heure de s'unir pour agir. Contre la guerre et le fascisme, pour la révolution libératrice**<sup>153</sup>.

La tirade que voici, illustrée par une représentation sans équivoque du continent africain en forme de crâne mortuaire, est tiré de l'édition du 4 octobre 1935 de l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà*. L'appel lancé aux « Italiens libres » pour l'unité et l'action révolutionnaire contre la « tyrannie » du fascisme dresse le sombre bilan de la mobilisation et constate l'isolement du régime, à l'intérieur comme à l'étranger. C'est la contradiction parfaite du discours radiodiffusé de Mussolini, lequel énonçait, à la veille d'attaquer l'Éthiopie sans aucune déclaration préalable :

Ce n'est pas seulement une armée qui marche vers ses objectifs, ce sont quarante-quatre millions d'Italiens qui marchent avec cette armée, tous unis, puisque l'on essaye de commettre contre eux la plus noire des injustices : celle de nous enlever un peu de place au soleil [...] <sup>154</sup>.

Et, contre les menaces de sanctions, le *duce* alléguait la reconnaissance du « juste droit » de son pays :

Aujourd'hui je refuse de croire, jusqu'à preuve du contraire, que le vrai peuple de France puisse s'associer aux sanctions contre l'Italie [...] que le peuple de Grande Bretagne, le vrai, veuille verser son sang et pousser l'Europe dans la voie de la catastrophe, pour défendre un pays africain, universellement reconnu comme barbare et indigne de figurer parmi les peuples civilisés<sup>155</sup>.

<sup>153</sup> « LA GUERRA. Il tiranno che per sete di dominio tradì la classe operaia, tradisce oggi il paese. 150 000 giovani italiani, vittime della miseria, della rettorica e del terrore, stanno marciando nei deserti [...] dell'Etiopia. Dietro la teatrale mobilitazione fascista è il panico della borghesia dirigente, mentre tra le masse lavoratrici fermenta una volontà di emancipazione. Nel mondo centinaia di milioni di uomini e di donne maledicono il fascismo e attendono che il popolo italiano riveli la sua capacità di riscatto. Italiani liberi ! È l'ora di unirsi per agire. Contro la guerra e il fascismo, per la rivoluzione liberatrice. », dans « La Guerra », *Giustizia e Libertà*, 4 octobre 1935.

<sup>154</sup> « Non è soltanto un esercito che tende verso i suoi obbiettivi, ma è un popolo intero di quarantaquattro milioni di anime, contro il quale si tenta di consumare la più nera delle ingiustizie : quella di toglierci un po' di posto al sole ». Discours du 2 octobre 1935 radiodiffusé, cité dans Simonini (Augusto), *Il linguaggio di Mussolini*, Milan Bompiani, 1978, p. 70-82.

<sup>155</sup> *Ibid.* : « Sino a prova contraria, mi rifiuto di credere che l'autentico e generoso popolo di Francia possa aderire a sanzioni contro l'Italia. [...] che l'autentico popolo di Gran Bretagna, che non ebbe mai dissidi con l'Italia, sia disposto al rischio di gettare l'Europa sulla via della catastrofe per difendere un paese africano, universalmente bollato come un paese senza ombra di civiltà ».

Les antifascistes résistaient tant bien que mal à la diffusion de ce genre d'arguments, la civilisation face à la barbarie. Dès le 18 janvier 1935, avec la mort brutale d'Albert Bernard, un élève administrateur français dans une bataille contre des fantassins et des cavaliers venus de l'autre côté de la frontière entre Djibouti et l'Éthiopie, les journaux fascistes arguèrent de la nécessité de mettre un terme à « l'anarchie » éthiopienne, au nom de la « civilisation occidentale »<sup>156</sup>. Cette nécessité morale, qui était la seule manière pour le régime italien de légitimer l'invasion de l'Abyssinie devant le Conseil de la Société des Nations, s'incarnait dans les dénonciations à répétition contre le maintien de l'esclavage. L'Italie faisait front, jurant d'abord d'éradiquer cette pratique, et ensuite d'abolir la législation « féodale » de l'Éthiopie.

En 1923, pourtant, les délégués français et italiens avaient exercé une pression déterminante pour faire admettre la nation éthiopienne dans le sein de la Société des Nations : l'Éthiopie, au vu de tous les efforts accomplis, était digne d'intégrer le cercle des pays « libres » et « civilisés ». Douze ans, presque jour pour jour, avant que l'Italie ne mette à exécution son plan d'agression, Giuseppe A. Andriulli écrivait ces lignes dans *Il Secolo*, rappelées dans *Giustizia e Libertà*, en août 1935 :

Dans le cas particulier de l'Éthiopie, nous croyons qu'en la liant, comme l'a demandé le gouvernement italien, sans conditions impératives, au consortium des nations civiles, et donc en la plaçant, en un certain sens, sous leur vigilance morale, ou en lui donnant le temps et les moyens nécessaires [...] pour qu'une mesure telle que l'abolition totale de l'esclavage puisse être effectivement prise, on s'approchera du but bien avant que si l'on voulait mettre en quarantaine, ce qui ne pourrait être bref, le seul grand État indépendant d'Afrique, qui est peut-être destiné à assumer demain, [...] une fonction de premier ordre dans la civilisation de ce continent<sup>157</sup>.

Or l'action réformiste de l'empereur éthiopien fut bloquée en raison des menaces récurrentes à ses frontières... de l'Italie. Invité par le Négus pour discuter des mesures à prendre afin de supprimer le système esclavagiste dans tout le pays, le militant travailliste et abolitionniste Noel E. Buxton constatait en effet, dans une lettre ouverte au *Manchester Guardian* que les « efforts réformistes de l'empereur s'étaient heurtés, en partie, à l'action de l'Italie » : « L'attention du

<sup>156</sup> « Le tappe dell'avventura », *Giustizia e Libertà*, 22 février 1935.

<sup>157</sup> « Nel caso speciale dell'Etiopia, noi crediamo che legandola, come ha chiesto il governo italiano, senza condizioni tassative, al consorzio delle nazioni civili, e quindi ponendola, in un certo senso, sotto la loro vigilanza morale, o comunque dandole il tempo e i mezzi necessari [...] perchè un provvedimento come la totale abolizione della schiavitù possa essere efficacemente e non platonicamente preso, ci si avvicinerà alla mèta molto prima che se si volesse mettere in una specie di quarantena, che non potrebbe essere breve, il solo grande stato indipendente dell'Africa, il quale è forse destinato ad assumere domani, [...] una funzione di prim'ordine nella civilizzazione di quel continente. », dans « A proposito di schiavitù », *Giustizia e Libertà*, 30 août 1935.

Négus fut détournée par la nécessité de préparer militairement son pays afin de faire face à une agression dans la région de l'Ogaden », assénait le député britannique<sup>158</sup>.

Mais, en France surtout, dirigeants politiques et intellectuels ne l'entendaient pas tous de cette façon, très loin s'en faut. Le 22 septembre 1935, voici un premier coup d'éclat de la droite maurrassienne : dans *L'Action française* paraît un article sulfureux, intitulé « Assassins ». Charles Maurras ne visait pas là les centaines de milliers de soldats italiens, armés et massés aux frontières Nord et Est de l'Éthiopie, mais la centaine de parlementaires français, auteurs d'une tribune contre l'expédition fasciste<sup>159</sup>. Une dizaine de jours plus tard, au lendemain des premiers bombardements italiens sur Adoua et Adigrat, les colonnes du très respecté *Le Temps* accueillait un « Manifeste des intellectuels pour la paix en Europe et la défense de l'Occident »<sup>160</sup>. Les soixante-quatre premiers signataires renvoyaient à toute force le principe d'éventuelles sanctions contre l'Italie, qui selon eux, seraient « propres à déchaîner une guerre sans précédent » en Europe.

Le principal auteur du manifeste, l'essayiste et académicien Henri Massis, prenait ainsi fait et cause pour l'œuvre colonisatrice fasciste car, arguait-il, comment un peuple « dont l'Empire colonial occupe un cinquième du globe », pouvait-il remettre en cause le droit de conquête de la « jeune Italie » ? Résolument contraires au « faux universalisme juridique qui met sur le pied d'égalité le supérieur et l'inférieur », les partisans du manifeste s'élevaient du haut de « l'esprit civilisateur » et de « l'intelligence » pour dénoncer le risque d'un « conflit fratricide » et d'un « attentat irrémissible » contre l'Occident.

L'écho du Manifeste retentit en Italie dès le lendemain de sa publication : les pensionnaires de l'Académie répercutèrent, dans les journaux, les arguments des soixante-quatre et quelques signataires du texte. Se sentant spolié, en tant qu'intellectuel poursuivi et condamné par le régime italien, Rosselli se récria contre l'apologie du fascisme commise, au nom de la France et de l'Occident, par une poignée d'hommes de lettres et d'académiciens. Une telle imposture ne manquait pas de piquant, en effet, pour le dirigeant gielliste, qui répliqua dans *Giustizia e Libertà*, par un article intitulé « Intelligence et massacre ». « Nous ne savons pas, affirma-t-il

<sup>158</sup> « A proposito della schiavitù », *Giustizia e Libertà*, 8 mars 1935.

<sup>159</sup> Maurras (Charles), « Assassins ! Appel nominal des parlementaires maçons qui veulent la guerre », *L'Action française*, 22 septembre 1935.

<sup>160</sup> « Manifeste des intellectuels pour la paix en Europe et la défense de l'Occident », *Le Temps*, 4 octobre 1935, cité dans Rémond (René), *Les Droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

en français dans le texte, où se trouvent les notions de “civilisation“ et de l’“homme“ auxquelles se réfère le document »<sup>161</sup> :

Ce que nous savons, c’est que nous n’avons et ne voulons avoir rien de commun ni avec cette « civilisation » ni avec cette « humanité ». Ce que nous savons aussi, c’est que les ouvriers, les paysans, les malheureux adolescents de notre pays – que quatorze années d’abrutissante oppression, ajoutée à une servitude séculaire non encore rachetées, et la menace des fusils des miliciens, des carabinieri et de la Cour martiale, poussant au plus ignominieux des massacres – n’ont, eux non plus, rien de commun avec cette « civilisation », ni avec cette « humanité ».

Cependant, à Paris, les réfugiés italiens ne furent pas les seuls à élever la voix : la crise d’Éthiopie fut, en France même, à l’origine d’un affrontement entre intellectuels dont la vigueur rappelait à certains égards les divisions de l’affaire Dreyfus. Le 5 octobre, *L’Œuvre* publia donc un contre-manifeste, rédigé la veille au soir par Jules Romains, Louis Aragon et Luc Durtain, et dont la portée fut exceptionnelle, mobilisant plus de mille signataires. Ceux-là s’étonnaient en effet de trouver des intellectuels qui, en France, affirment et défendent le principe de l’inégalité en droit des races humaines. Appuyant leur consternation, Rosselli cita les paroles d’« humanité », de courage et de foi dans la paix, que la légation d’Éthiopie à Londres adressa au peuple de Grande-Bretagne, après les premiers bombardements italiens : il n’y avait, concluait le dirigeant gielliste, nul doute possible, pour savoir de quel côté se trouvait la « civilisation »<sup>162</sup>.

En retournant le stigmate du barbare contre l’Italie de Mussolini, la rhétorique de l’antifascisme visait à décourager le fascisme d’usurper le trône de la civilisation : la guerre et l’occupation de nouveaux territoires étaient ses seuls horizons. Les Européens devaient se le tenir pour dit :

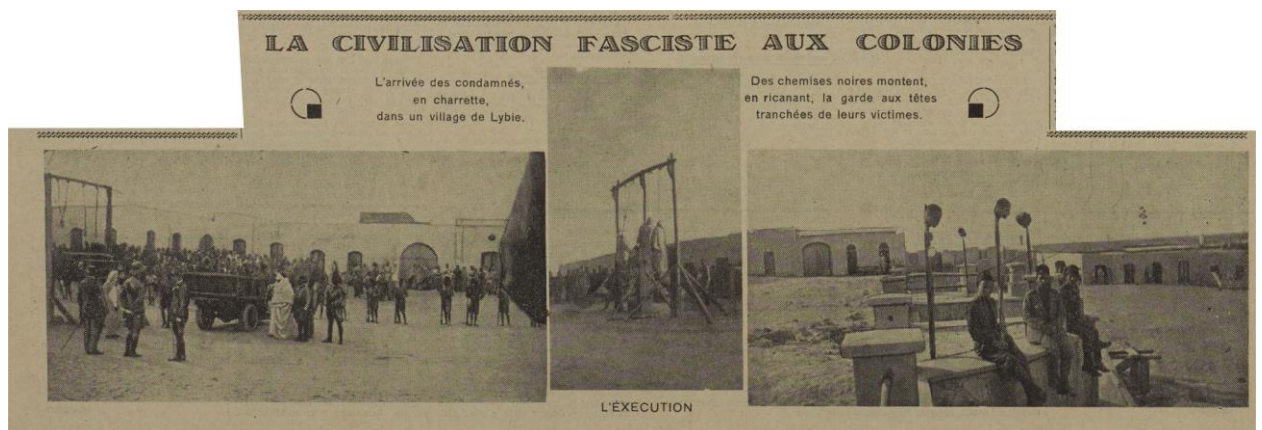
Vous avez aboli la liberté de la presse, mis le Parlement en vacances, dissous les partis, asservi tous les employés de l’État et les administrations publiques en les obligeant de prêter serment de fidélité au régime fasciste, vous enseignez à l’enfance et à la jeunesse la haine et l’amour de la violence. [...] Est-ce là l’*Ordre* que vous voulez porter chez nous [...] ? [...] la seule façon pour faire régner l’*Ordre* en Abyssinie c’est de ne pas porter chez nous le *désordre*, qui s’appelle la guerre.

Ainsi se termine le discours fictif que les réfugiés italiens imaginèrent entre « l’Abyssinie barbare » et « l’Italie fasciste » devant la S.d.N., texte ironique et historique, document édifiant

<sup>161</sup> « Intelligence et massacre », *Giustizia e Libertà*, 11 octobre 1935.

<sup>162</sup> Le texte du communiqué éthiopien disait en effet : « Nous ne proclamons pas cette information dans le dessein de pousser n’importe quelle nation à intervenir en notre faveur par la force car nous préférons supporter les horreurs et les misères d’une sauvage guerre moderne que d’y voir mêlé un autre peuple pacifique. »

et jubilatoire, que Luigi Campolonghi envoya à Genève, à la veille de la réunion du Conseil le 4 septembre<sup>163</sup>. À Paris, les antifascistes le citaient, reprenaient des passages du texte, augmentaient sa diffusion : *Giustizia e Libertà* en reproduisit de longs extraits, en français. Dans la même édition, l'hebdomadaire gielliste publia une série de trois photographies qui représentaient une scène d'exécution en Libye, où la « reconquête » du Sud et de la Cyrénaïque, à la fin des années vingt, fut extrêmement violente (fig. 38). Ajoutés en dessous du texte de Campolonghi, ces documents illustraient idéalement le propos du président de la Ligue italienne des droits de l'homme : les trois photographies, livrées sous le titre « La civilisation fasciste aux colonies », manière de prendre au mot les mensonges de la propagande, représentaient l'arrivée des condamnés, dans un village libyen, jusqu'à leur exécution par pendaison. Sur la dernière photo, les têtes des victimes, tranchées, trônent au bout de piquets en bois, et à leur pied, repose un groupe de quatre hommes, assis sur un terrassement. La légende précise l'identité des bourreaux et le sens de leur présence : ces « chemises noires » montent la garde, en « ricanant ». Un détail impossible à vérifier, qui figurait toutefois l'image même de la barbarie ; d'une violence à la fois insouciante et cruelle<sup>164</sup>.



**Figure 38 – Montage photographique « La civilisation fasciste aux colonies », publié dans l'édition du 6 septembre 1935 de *Giustizia e Libertà*.**

La finalité de ces images est double : elles ont autant pour but d'attester que de choquer. Leur fonction probatoire ne vaut qu'en raison de l'émoi et de l'horreur qu'elles provoquent dans l'opinion. La publication de telles photographies, dont l'origine nous est encore une fois inconnue, ne semble pas avoir soulevé de questionnements ni de discussions au sein du groupe gielliste. Exposer la violence et la barbarie, relayer des images qui ont tout l'air d'avoir été prise

<sup>163</sup> « L'Italie fasciste et l'Abyssinie barbare. Ce que celle-ci pourrait répondre à celle-là devant la S.D.N. », *Giustizia e Libertà*, 6 septembre 1935.

<sup>164</sup> « La civilisation fasciste aux colonies », *Giustizia e Libertà*, 6 septembre 1935.

avec le consentement de leurs sujets, notamment celui de ces hommes en chemises noires qui « montent la garde » aux pieds des piloris sur lesquels ont été fixées les têtes tranchées de condamnés libyens, ne fait pas question. Quelle mise à distance en effet dans la publication et la monstration de la violence fasciste ? Cette dimension de la contre-propagande peut interroger, mais n'obtient que peu de réponse, sinon qu'aucune éthique n'apparaît clairement définie à ce propos. Il apparaît du moins qu'on ait là un exemple de recours au photoreportage comme arme d'information et de propagande. Si l'on connaît aujourd'hui l'impact et l'importance d'un événement comme la guerre civile espagnole dans l'histoire de la photographie de guerre et du reportage photographique<sup>165</sup>, ces pratiques se mettent en place progressivement, pour ce qui regarde « *Giustizia e Libertà* », à compter de la publication de l'hebdomadaire et de la campagne de contre-propagande contre l'intervention italienne en Éthiopie.

### ***Difficile contre-information : le peuple italien, une victime non consentante***

Mais aussi, dans le coup porté par l'Italie fasciste contre la culture humaniste et l'héritage de la civilisation occidentale, qui étaient les principaux acteurs et, *in fine*, les responsables ? Le fascisme et lui seul ou, plus encore, l'Italie et les Italiens eux-mêmes ? Tout le discours de l'opposition, des giellistes comme aussi de Luigi Campolongo par exemple, présupposait une continuité entre la dictature italienne et l'œuvre coloniale du régime fasciste : de l'un à l'autre, il était en fait question de méthodes voisines d'asservissement et de domination. Tandis que le fascisme exportait, dans ses colonies, les instruments et les institutions répressives mises en œuvre dans la Péninsule<sup>166</sup>, le régime exerçait un contrôle constant sur sa propre population, pour la contraindre à participer, moralement puis activement, à l'occupation de l'Éthiopie :

Si de l'étranger, l'on connaît plus ou moins l'effort de propagande réalisé par la presse et la radio, la pression exercée par d'autres moyens sur la population échappe nécessairement. On est revenu à l'intimidation ; la présence menaçante de miliciens dans les lieux publics est de plus en plus fréquente. Mais d'autre part, il y a dans ces

<sup>165</sup> Fontaine (Françoise), *La Guerre d'Espagne (18 juillet 1936-1<sup>er</sup> avril 1939) à travers la presse illustrée française*, thèse de doctorat en histoire de l'art sous la direction de Serge Lemoine, université Paris 4-Sorbonne, 2000.

<sup>166</sup> « Il Tribunale speciale istituito in Eritrea », *Giustizia e Libertà*, 2 août 1935.

lieux des propagandistes, facilement identifiables, chargés de vanter les beautés de l'entreprise<sup>167</sup>.

Défendre l'innocence des Italiens était cependant un exercice de plus en plus périlleux. Les hommes de « *Giustizia e Libertà* » constataient eux-mêmes les effets regrettables du « bourrage de crânes » sur les Italiens. Ils avaient beau jeu, aussi, d'ironiser sur les « bêtises » que leur faisait avaler le régime, et de plaindre « leur » peuple, terriblement « halluciné »<sup>168</sup>. L'effet était, sans nul doute, désastreux aux yeux de l'opinion étrangère : l'enthousiasme populaire qui saisit l'Italie, à la fin de l'été, contrastait très nettement avec la détresse éthiopienne.

La polémique, fin septembre, entre *Giustizia e Libertà* et la rédaction du *Canard enchaîné* manifestait sur ce point la difficulté pour les antifascistes à faire entendre la distinction entre d'un côté le régime, fasciste, et de l'autre, le peuple italien. Quelques jours plus tôt, Jean Galtier-Boissière, dans les colonnes du journal satirique, avait fait paraître un article intitulé « Via Caporetto », qui était une sorte de caricature du soldat italien. Rosselli le jugea inopportun et propice à souder davantage la population italienne autour du *duce*. Il adressa donc en retour une lettre ouverte à la rédaction du *Canard*, saluant au passage l'esprit et l'intelligence qui animaient habituellement l'hebdomadaire :

Votre mélange d'ironie et de sérieux, de passion et de raison en font une des expressions les plus accomplies de cet esprit français qui, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, a séduit le monde. Vous cherchez à être justes, parce que vous êtes probes. Chaque pays, chaque parti, chaque homme trouve dans le *Canard* ce qui lui est dû. Vous ne ménagez à personne la vérité nécessaire ; et aux Français moins encore qu'à tous les autres<sup>169</sup>.

Mais, un journal « intelligent et spirituel » pouvait-il être compris par les Italiens, habitués à la rhétorique fasciste ? Certes, « l'esprit ne reconnaît pas de bornes » concédait Rosselli, qui songeait aussitôt à rappeler « l'extrême délicatesse » de la période. Soucieux de résister aux « injonctions nationalistes », il réprouvait donc l'article jugé offensant de Galtier-Boissière contre la « lâcheté, la petitesse, le ridicule des Italiens », encore appelés des « mandolinistes » par le chroniqueur français :

<sup>167</sup> « Se dall'estero si conosce più o meno lo sforzo della propaganda eseguita con la stampa e la radio, sfugge necessariamente la pressione esercitata con altri mezzi sulla popolazione. Si è ritornati all'intimidazione ; la presenza minacciosa di militi nei pubblici ritrovi è sempre più frequente. Ma d'altra parte vi sono in questi ritrovi dei propagandisti, facilmente individuabili, con l'incarico di vantare le bellezze dell'impresa », dans « Metodi di propaganda per la guerra », *Giustizia e Libertà*, 2 août 1935. Et : « Spionaggio poliziesco e imbottimenti di crani », *Giustizia e Libertà*, le 25 octobre 1935.

<sup>168</sup> « Gonfiatura di cranî », *Giustizia e Libertà*, 30 août 1935.

<sup>169</sup> « Lettre ouverte au "Canard enchaîné" », *Giustizia e Libertà*, 20 septembre 1935.



Voyez-vous, amis du *Canard*, c'est par des blagues de ce genre [...] qu'on entretient dans un certain nombre d'Italiens cet esprit farouchement nationaliste, ce « complexe d'infériorité » dont Mussolini joue si bien, de nos jours, pour prêcher la nécessité d'une revanche éclatante<sup>170</sup>.

C'est que Rosselli escomptait que la solidarité manifestée par une partie de l'opinion étrangère, à l'attention des Éthiopiens, s'exprime également en direction du peuple italien :

Notre tâche commune, faisait-il valoir dans sa lettre, est d'isoler du peuple la dictature, d'isoler l'opresseur des opprimés, en démontrant que cette guerre, froidement imposée, est dirigée contre le peuple italien en même temps que contre le peuple éthiopien et la paix du monde<sup>171</sup>.

Aussi quand le 7 octobre, le Conseil de la Société des Nations, après un vote à l'unanimité, reconnut le régime italien comme agresseur d'un État membre, en violation de ses engagements internationaux, Rosselli se félicita de la distinction faite entre « l'Italie » et le « gouvernement fasciste »<sup>172</sup>. Cependant l'application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations prévoyait l'entrée en vigueur de sanctions internationales. La mesure, que l'on devine très impopulaire, contraind les antifascistes à quelques contorsions qui réduisent l'intelligibilité de leur discours :

[...] nous, Italiens antifascistes, ne devons pas miser sur les sanctions internationales, et nous devons au contraire nous préoccuper d'éviter qu'elles ne se répercutent sur le pays. La distinction faite par le Conseil [...] doit continuer à fonctionner et doit être rendue publique par tous les moyens au peuple italien. C'est la seule sanction internationale qui nous intéresse<sup>173</sup>.

À l'étranger, en France et en Belgique, les antifascistes multipliaient les prises de parole. Un Congrès des Italiens contre la guerre se réunit à Bruxelles, à la mi-octobre, sans « *Giustizia e Libertà* », qui insiste toujours autant pour faire prévaloir l'action en Italie sur tout autre initiative<sup>174</sup>. Pourtant, les giellistes ne sont pas en reste. Rosselli le premier, qui est aux avant-postes. Au début du mois d'octobre, il s'exprima devant plus de trois cent personnes, réunies dans la salle G du palais de la Mutualité, lors de la première réunion publique organisée par le mouvement à Paris<sup>175</sup>. Sa riposte parut également, le 18 octobre, dans l'édition française de

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> « [...] noi, italiani antifascisti, non dobbiamo puntare sulle sanzioni internazionali, e anzi dobbiamo preoccuparci di evitare ch'esse, al di là della dittatura, si ripercuotano sul paese. La distinzione fatta dal Consiglio [...] deve continuare ad operare, e deve essere resa nota con tutti i mezzi al popolo italiano. Questa è la sola sanzione internazionale che a noi interessa », dans « Una distinzione capitale », *Giustizia e Libertà*, 11 octobre 1935.

<sup>173</sup> « La nostra sanzione », *Giustizia e Libertà*, 11 octobre 1935.

<sup>174</sup> « Il Congresso contro la guerra », *Giustizia e Libertà*, 18 octobre 1935.

<sup>175</sup> « La riunione della "Mutualité" (Conferenza Rosselli) », *Giustizia e Libertà*, 11 octobre 1935.

*Giustizia e Libertà*. Rosselli refusait de se résigner à l'emprise du régime sur l'opinion italienne. Celle-ci n'était pour lui que « le reflet de la tyrannie », la conséquence du « mensonge, du chantage, de la terreur »<sup>176</sup> : « elle n'[était] pas l'opinion d'un peuple libre mais celle d'un peuple esclave ». L'opposition devait certes en tenir compte mais, il reprochait à ceux qui négligeait le travail en Italie, de considérer la chose avec fatalisme et apathie. Comme les « dictatures fascistes » empoisonnaient le monde « avec leur propagande et leur corruption », il jugeait, au fond, qu'il était également possible d'« empoisonner les dictatures avec ce poison terrible » qu'était pour ces régimes, « la connaissance de la vérité ». Persuadé d'avoir raison, que la guerre contre l'Éthiopie allait à l'encontre des « intérêts » comme du « sentiment » profond de « l'immense majorité » des Italiens, Rosselli croyait toujours dans la puissance des arguments rationnels et des faits pour démonter les effets conjugués de la censure et de la propagande, en Italie :

Il ne s'agit pas de répondre à la propagande mystificatrice du fascisme par une autre propagande mystificatrice, arguait-il. Il s'agit de faire connaître aux Italiens [...] la VÉRITÉ : la vérité sur la situation internationale de l'Italie, la vérité sur sa situation économique, financière, militaire, la vérité sur les responsabilités de l'agression<sup>177</sup>.

À la veille de l'entrée en vigueur des sanctions économiques, prévue le 18 novembre, les giellistes font à nouveau paraître, en français, un appel à la Société des Nations et à ses cinquante-deux États membres pour les encourager à « expliquer au peuple italien » les raisons de la condamnation prononcée contre leur gouvernement. Rosselli imaginait non pas une réponse « juridique et formelle » de la part de la S.d.N. mais, une déclaration « humaine et substantielle », à l'image de ce qu'avaient représentés, durant la Grande Guerre, les quatorze points du président américain Wilson :

Le peuple italien n'est pas inférieur aux autres peuples. Il a le droit de connaître la vérité. Et ce sont les hommes d'État des pays démocratiques qui doivent comprendre le devoir d'agir vis-à-vis du peuple italien comme ils agissent vis-à-vis de leurs peuples<sup>178</sup>.

Il y revient, encore, la semaine d'après, le 22 novembre, en faisant cette fois référence à un article publié dans *L'Œuvre*, lequel soutenait favorablement l'idée « d'éclairer le peuple italien sur les sanctions »<sup>179</sup>. Comment lutter autrement contre les effets du « bourrage de crâne

<sup>176</sup> « L'état d'âme en Italie et la tâche de l'opposition », *Giustizia e Libertà*, 18 octobre 1935.

<sup>177</sup> « Quelles sont les sanctions que nous, antifascistes italiens, nous demandons », *Giustizia e Libertà*, 18 octobre 1935.

<sup>178</sup> « Service de presse », *Giustizia e Libertà*, 15 novembre 1935.

<sup>179</sup> « De la nécessité d'éclairer le peuple italien sur les sanctions », *Giustizia e Libertà*, 22 novembre 1935.

quotidien » que subissaient les Italiens ? Ces derniers avaient « soif de nouvelles sur la guerre »<sup>180</sup> assurait-on dans *Giustizia e Libertà* mais, le contrôle exercé sur la presse était bien trop ferme. Pour en témoigner, Rosselli fit publier dans l'hebdomadaire, à partir du 8 novembre, plusieurs séries de consignes qui étaient alors directement communiquées à tous les journaux italiens, par leur ministère de tutelle, obligeant pour un temps celui-ci à y renoncer<sup>181</sup>. Traduits en français et en anglais, ces « ordres secrets de Mussolini à la presse », furent en effet cités dans le *Manchester Guardian*.

Aussi, on ne trouvait plus, en Italie, aucun journal étranger ; tous étaient interceptés par la censure postale<sup>182</sup>. Pourtant, assuraient les giellistes pour convaincre les chefs d'État étrangers de la bonne foi des Italiens, ceux-ci désiraient avidement disposer d'informations en provenance de l'étranger, qui échappent à la censure du régime. En atteste, par exemple, le chiffre des titres anglais et français vendus quotidiennement en Italie, avant leur interdiction à la suite des sanctions :

Seulement à travers Modane, rapporte-t-on dans *Giustizia e Libertà* d'après des informations du *Times* et de *Paris-Soir*, la semaine dernière [le 12 novembre], 18 tonnes de journaux passaient chaque jour. En calculant une moyenne de 50 grammes pour chaque exemplaire, on a un total de 400.000 journaux<sup>183</sup>.

La position qui se fait jour dans un tel contexte semble donc de privilégier l'usage de moyens de communication modernes, comme la radiodiffusion, premier média de flux de masse qui permettrait une communication instantanée et plus difficile à censurer. Du reste, cette solution avait d'abord été promue par le régime fasciste dès le début des années trente, en particulier pour atteindre les populations méridionales et ainsi mobiliser l'ensemble du peuple italien sous le signe du faisceau. La création de l'*Ente italiano Audizioni Radiofoniche* (EIAR), en remplacement de l'*Unione Radiofonica Italiana* (URI) dès 1927 impulsa, dans la Péninsule, un développement important de l'activité radiophonique : le nombre d'auditeurs fut presque multiplié par cinq en quelques années<sup>184</sup>. Des transmissions étaient même organisées, à destination de l'étranger et des émigrés italiens.

<sup>180</sup> « Les italiens (sic) ont soif de nouvelles sur la guerre », *Giustizia e Libertà*, le 25 octobre 1935.

<sup>181</sup> « Gli ordini di servizio del Ministero della Stampa », *Giustizia e Libertà*, 8 novembre 1935 ; 29 novembre 1935 ; 28 février 1936.

<sup>182</sup> « Cronache (ver) del regime », *Giustizia e Libertà*, 29 novembre 1935.

<sup>183</sup> « Combien de journaux étrangers passaient en Italie avant l'application des sanctions », *Giustizia e Libertà*, 22 novembre 1935.

<sup>184</sup> De 200 000 abonnés en 1930 à 900 000 en 1937. Voir : Monticone (Alberto), Parola (Luigi), *Il fascismo al microfono : radio e politica in Italia (1924-1945)*, Rome, Edizioni Studium, 1978.

Dès octobre 1935, avant l'entrée en vigueur des sanctions, « *Giustizia e Libertà* » lança un appel pour mettre en place la « transmission régulière de nouvelles en italien », par les postes radio de la S.d.N., et de ses cinquante et une nations ayant condamné le gouvernement italien<sup>185</sup>. « Pourquoi n'organiserait-on pas scientifiquement la mobilisation pacifique de la vérité ? » interrogèrent les giellistes :

Et alors que ces États expliquent en italien aux Italiens pourquoi ils agissent de la sorte ; pourquoi ils ont condamné le « gouvernement italien » et non pas le peuple comme agresseur ; pourquoi ils refusent, avec un sacrifice qui peut devenir lourd pour eux aussi, les marchandises italiennes ; pourquoi il faut choisir entre la loi de la jungle et l'organisation collective. Et qu'ils fassent parler d'un ton calme, objectif, des hommes dont la sympathie pour le peuple italien est connue, qu'ils donnent des nouvelles de la situation économique, militaire, diplomatique.

Le « complexe d'infériorité des démocraties vis-à-vis des fascismes » doit cesser, assénait Rosselli, qui envisageait également d'organiser un boycott du dictateur fasciste dans les médias étrangers. Il proposa ainsi de supprimer « le nom de Mussolini », et d'interdire « toute interview, toute visite, toute photo, toute réclame » à son sujet :

Nous ne plaisantons pas. En bons connaisseurs de l'homme, nous tenons cette sanction pour très efficace, plus efficace, même, que l'interdiction des exportations italiennes<sup>186</sup>.

Techniquement, le premier projet semblait réalisable. La Société des Nations disposait d'un poste radio, à Genève : il suffirait d'organiser quotidiennement, un quart d'heure seulement d'émission en italien, suggérait Rosselli. Le succès et l'utilité de la mission étaient garantis, selon lui :

Il suffit de voir comment l'on écoute chaque soir dans toute l'Italie le petit poste de Monte Ceneri (Canton du Tessin), qui transmet en italien. Les Italiens l'écoutent avec une telle avidité [...] que la dictature a interdit aux cafés et autres établissements publics de la capter<sup>187</sup>.

Seulement, ce poste qui émettait en ondes courtes, devait aussi être suppléés par les radios nationales : « les grands postes anglais, belges, tchèques, russes, etc. », énumérait le *leader* de « *Giustizia e Libertà* ».

Le régime ne pourrait jamais l'empêcher, assurait encore Rosselli ; et s'il voulait déranger les transmissions, chose contraire aux conventions internationales radio,

<sup>185</sup> « Dire la vérité au peuple italien », *Giustizia e Libertà*, 1 novembre 1935.

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> « La sanction radio », *Giustizia e Libertà*, 8 novembre 1935.

d'abord il ne réussirait pas et ensuite il verrait instantanément ses propres transmissions réduites au silence<sup>188</sup>.

C'est pourtant au niveau politique, que le projet lui apparaissait en fait beaucoup moins faisable, surtout la proposition de censurer Mussolini dans la presse étrangère. Cette sanction, jugeait ainsi Rosselli, était « trop intelligente » pour être appréciée « par les hommes d'États contemporains qui [continuaient] à voltiger autour du “phare“ Mussolini jusqu'au jour où le Dieu de la guerre et le destin [auraient] rendu leur verdict »<sup>189</sup>.

Plusieurs journaux comme, en France, *L'Œuvre* et le *Lyon Républicain*, ou *Le Travail*, à Genève, relayèrent favorablement l'appel lancé dans *Giustizia e Libertà* mais, leur soutien fut très nettement insuffisant<sup>190</sup> : aucune communication radio ne fut tentée en direction des Italiens.

Rosselli s'agaçait aussi de l'absence de réaction des groupes antifascistes pour infléchir leur discours à propos des sanctions votées par la Société des Nations :

[...] ces partis qui se jetèrent à l'aveugle sur les sanctions comme sur la panacée universelle, ne prévoyant pas la spéculation fasciste et ne distinguant pas non plus entre sanctions ouvrières et non ouvrières, entre sanctions contre le gouvernement et sanctions contre le peuple, se trouvent réduits à lutter dans le vide pour une cause qui ne les concerne pas, ou seulement partiellement<sup>191</sup>.

Pour Rosselli, l'erreur des antifascistes consistait à défendre coûte que coûte les sanctions, sans juger de leurs effets sur l'opinion italienne, manipulée par la propagande fasciste. « Il est pourtant clair, arguait-il, que des raisons de principe et des raisons tactiques interdisent à des mouvements révolutionnaires » d'exalter ou de réclamer l'application de mesures de rétorsion de la part des autres États. D'abord, justifiait Rosselli, la Société des Nations restait largement composée d'« États bourgeois et impérialistes » ; ensuite, tactiquement, soutenir les décisions de la S.d.N. contre l'Italie – bien que gouvernée par un régime fasciste – était « impopulaire » :

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> « À propos de transmission radio en italien », *Giustizia e Libertà*, 25 octobre 1935.

<sup>190</sup> « A proposito delle sanzioni », *Giustizia e Libertà*, 29 novembre 1935. Dans le contexte des bombardements italiens, la solution fut aussi réclamée, début janvier 1936, par la Ligue des Droits de l'Homme et son président Victor Basch. Voir : « La Lega francese e le trasmissioni radio », *Giustizia e Libertà*, 10 janvier 1936.

<sup>191</sup> « [...] quei partiti si gettarono alla cieca sul sanzionismo come sulla panacea universale, non prevedendo la speculazione fascista e neppure distinguendo tra sanzioni operaie e non operaie, tra sanzioni di governi e sanzioni di popoli. E così oggi si trovano ridotte in un cul di sacco, a combattere nel vuoto per una causa non loro, o solo parzialmente loro », dans « La nostra sanzione », *Giustizia e Libertà*, 5 décembre 1935.

Parce qu'il était facile de prévoir que le fascisme s'efforcerait de faire retomber sur les sanctions ses responsabilités dans la crise économique et dans la guerre<sup>192</sup>.

On voit donc que le *distinguo*, posé par Rosselli au moment du vote des sanctions, entre le gouvernement et le peuple italiens, était en fait aussi simple à formuler que difficile à suivre, voire complètement impraticable pour l'antifascisme. N'ayant aucun moyen direct pour communiquer avec les Italiens, les réfugiés eurent en général tendance à confondre la rhétorique fasciste avec l'opinion majoritaire. Toutefois, compte tenu du caractère aléatoire d'une situation très largement instable et critique, et dans laquelle certains *giellistes* au moins, comme Rosselli, étaient convaincus de pouvoir agir de façon décisive, il en résultait des effets assez contradictoires sur le sentiment de « consensus », tel que celui-ci put être observé mi-décembre.

L'événement est assez fameux pour n'être pas ignoré ; en réponse aux sanctions contre l'exportation de ses produits, toute l'Italie fut sollicitée en soutien du pouvoir : le régime lança la campagne « De l'or à la patrie », et le 18 décembre fut proclamé « Journée de la foi », suscitant une mobilisation importante des masses, mais aussi de personnalités politiques – comme les membres de la famille royale – et d'intellectuels non fascistes, comme Benedetto Croce.

La population succombait aux mots d'ordre nationalistes et populistes du fascisme : en Italie, racontait une correspondance de Rome publiée dans *Giustizia e Libertà*, la campagne contre les étrangers faisait rage, prenant des formes exagérées et hystériques. Rien n'était toléré : tous pouvaient se trouver soudain suspectés de trahison patriotique. En novembre, Carlo Feltrinelli<sup>193</sup>, un financier possesseur de titres étrangers, fut par exemple arrêté, brutalisé par la police et placé en détention :

Tout détenteur de devises ou de titres étrangers est jugé comme un délinquant. Le financier Carlo Feltrinelli arrêté à Milan sous l'accusation de ne pas avoir cédé au gouvernement les titres qu'il possédait à l'étranger, et malgré son âge tardif, a été battu à mort par les policiers pour qu'il passe aux aveux et cède ses titres<sup>194</sup>.

<sup>192</sup> *Ibid.* : « Perchè era facile prevedere che il fascismo si sarebbe sforzato di far ricadere sulle sanzioni le sue immani responsabilità nella crisi economica e nella guerra ».

<sup>193</sup> « Sensazionali arresti di industriali e banchieri », *Giustizia e Libertà*, 22 novembre 1935.

<sup>194</sup> « Così anche questo cespite di valute estere è caduto. [...] Ogni possessore di valute o di titoli esteri è giudicato come un delinquente. Il finanziere Carlo Feltrinelli arrestato a Milano sotto l'imputazione di non aver ceduto al governo i titoli da lui posseduti all'estero, malgrado la sua tarda età è stato bastonato a sangue dai poliziotti affinché denunciasse e cedesse i suoi titoli », dans « Chronache (vere) del regime », *Giustizia e Libertà*, 6 décembre 1935.

Le suicide en prison d'un innocent ne remua – cette fois-ci – aucunement l'opinion. Pire, plusieurs arrestations de banquiers ou de commerçants furent encore recensées par le chroniqueur romain :

On estime actuellement qu'environ deux cents banquiers, financiers et détenteurs de devises non cédées sont en prison. De nombreux commerçants ont aussi été arrêtés par la police<sup>195</sup>.

Cependant, la participation populaire à la collecte de métaux précieux, extraordinairement suivie dans certaines villes, comme à Milan, impressionnait, admit-on à demi-mot dans *Giustizia e Libertà*, tout en rappelant les lecteurs à la raison. La valeur de l'or amassé par les autorités ne suffirait jamais à financer les opérations ni à combler les effets des sanctions économiques. C'est qu'en outre, la population, « tenue dans un état d'ignorance », ne se mobilisa pas d'elle-même :

[...] malgré les appels répétés des podestats, des évêques, des hiérarques ; malgré les intimidations et les pressions de toutes sortes, en quinze jours, les offrandes de l'or dans toute l'Italie ont donné la somme totale de quatre-vingt-dix millions de liras. La ville qui a donné la plus grande quantité d'or est Milan. Les offres ont augmenté, au total, à trois quintaux d'or. Ce chiffre est impressionnant, mais trois quintaux, même en considérant l'or au prix maximum de 16 000 liras par kilo, ne représentent que cinq millions de liras italiennes<sup>196</sup>.

Aussi, même après la campagne nationale orchestrée par les autorités italiennes, Rosselli se montrait toujours confiant : c'est que, plus forte était l'illusion maintenue autour du régime, plus puissante également la rancœur des Italiens, et plus douloureuse encore, pour le fascisme, se présentait la résurrection populaire<sup>197</sup>.

### ***Une politique totalitaire au révélateur de la guerre***

La guerre initiée par le fascisme en Afrique représentait donc une manière d'aboutissement pour les giellistes. L'événement était aussi perçu et étudié comme un révélateur des rapports de domination internes à la société italienne ainsi que du processus de « totalitarisation » auquel

<sup>195</sup> *Ibid.* : « Si calcola che attualmente circa duecento tra banchieri, finanziari e possessori di valute non cedute siano in carcere. Sono in carcere anche parecchi commercianti ».

<sup>196</sup> « [...] nonostante i ripetuti appelli dei podestà, dei vescovi, dei gerarchi ; nonostante le intimidazioni e le pressioni di ogni genere, in quindici giorni, le offerte dell'oro in tutta Italia hanno dato la somma complessiva di novanta milioni di lire. La città che ha dato la maggior quantità d'oro è Milano. Le offerte sono salite, complessivamente, a tre quintali di oro. La cifra fa impressione, ma tre quintali, anche considerando l'oro al prezzo massimo di 16.000 lire al chilo, non rappresentano che cinque milioni di lire », dans « Valore dell'oro raccolto in Italia », *Giustizia e Libertà*, 20 décembre 1935.

<sup>197</sup> « Cronache (vere) del regime », *Giustizia e Libertà*, 20 décembre 1935.

tendaient ces forces. L'emploi du mot « totalitaire » pour qualifier la nature du contexte politique italien, de plus en plus fréquent dans *Giustizia e Libertà* à mesure que le conflit se prolonge, atteste très clairement du phénomène.

Mais, l'adjectif était aussi utilisé pour décrire l'entreprise militaire du fascisme en Éthiopie. Le discours gielliste présente ici des variations aisément remarquables. Leur sentiment, jusqu'aux premiers bombardements en octobre, était que le *duce* aurait considéré avec avantage l'obtention de concessions en Éthiopie, sans prendre le risque d'une intervention hasardeuse pour ses troupes. L'attitude de l'Angleterre, et de la France, leur semblait aussi complaisante, lâche, insupportable. Et même, lorsqu'au mois de juin 1935, la relation entre Londres et Rome indiquait des signes de tension, leur premier réflexe était de moquer le « virilisme d'opérette » de Mussolini. Alberto Tarchiani estimait ainsi que l'attitude des Britanniques envers l'Italie tranchait alors considérablement de son comportement avec l'Allemagne, dont la menace était finalement jugée beaucoup plus sérieuse :

Le *duce* ne s'est pas rendu compte que les menaces et même les mauvaises humeurs hitlériennes intimident Londres tandis que les siennes la dérangent tout au plus. Le « Times » est onctueux avec Berlin, quand il se permet d'être rude et sévère avec Rome<sup>198</sup>.

Si l'on se souvient du pessimisme des giellistes – en fait, de Rosselli, de Tarchiani et de Salvemini – sur les intentions militaires réelles de Mussolini, il faut observer que leur désinvolture devant les « pantomimes » du *duce*, était autant calculée que sincère. Le 13 janvier, Salvemini écrivait, dans une lettre à Rosselli :

Les articles de Tarchiani sur la politique internationale me semblent excellents. Je voudrais juste qu'il insiste davantage sur le fait que Mussolini, au fond, est un grand lâche, qui fait du chahut parce qu'il a peur, qui ne fera jamais la guerre à l'Abyssinie, [...], qu'il a besoin de sonner la grosse caisse, et un jour la fait sonner contre le sud, un autre jour contre l'est, un autre jour encore contre l'ouest, enfin contre le nord. Mais, au fond, il se contentera toujours de jouer de la grosse caisse. [...] Pour comprendre ce que fait cet homme, il faut penser le contraire de ce que dit cet homme. Je suis convaincu qu'en insistant pour ne pas le prendre au sérieux, qu'en le qualifiant d'aboyeur qui ne mord pas, de faux fou professionnel, de peureux qui dissimule sa peur en faisant du bruit

<sup>198</sup> « Il *duce*, nella sua costante infatuazione, non si è accorto che le minacce e anche i malumori hitleriani intimidiscono Londra ; i suoi infastidiscono soltanto. Il « Times » istesso untuoso verso Berlino, è rude e severo con Roma », dans « La question abissina a Ginevra », art. cité.



– *canta che ti passa* - il y a moyen de l'exaspérer et de le pousser à faire quelques bêtises juste pour vous prouver que vous avez eu tort de le juger ainsi<sup>199</sup>.

On s'en doute, le déclenchement des opérations les inclinait à modifier leur position ; l'actualité militaire, qui occupe symboliquement tout l'hebdomadaire *gielliste*, les invite aussi à reconsidérer l'articulation du lien entre le fascisme et la guerre. Il s'agit donc de questionner la singularité de l'entreprise coloniale de l'Italie en Éthiopie, à l'aune de ce trait d'union qui relie le phénomène guerrier et la dimension « totalitaire » du régime italien.

À partir du mois d'octobre 1935, ministres français et britanniques se retrouvèrent pour élaborer un plan censé à la fois satisfaire l'ambition expansionniste de Mussolini, tout en sauvegardant l'honneur de l'empereur Haïlé Sélassié et l'intégrité éthiopienne. Le nouveau projet de partage de l'Éthiopie, officiellement annoncé au début de décembre, fut transmis aux deux parties et au comité interne de la Société des Nations, qui annonça la suspension immédiate des mesures d'embargo, pour ne pas interférer dans les négociations.

Ce rebondissement diplomatique intervient peu après le bombardement de Dessié, lors duquel les frappes de l'aviation italienne touchèrent l'hôpital américain « Tafari Makonnen » portant la bannière de la Croix-Rouge. Le personnel de l'établissement, qui accueillait essentiellement des femmes et des enfants, réagit aussitôt, relayée par plusieurs journaux dont *Giustizia e Libertà*<sup>200</sup>. Le reporter du *Daily Telegraph* évoqua quant à lui un acte « inhumain » et « inimaginable »<sup>201</sup>. Aussi l'événement, tragique et affreusement pathétique, tombait au plus mal pour les gouvernements anglais et français, dont la proposition put, à ce moment, sembler particulièrement obscène et anachronique, comme le sentit très bien Rosselli :

Alors que les *Caproni*, en vertu de la mission civilisatrice que le fascisme revendique, déversaient des tonnes de bombes sur Dessié, n'épargnant pas même l'hôpital

<sup>199</sup> « Gli articoli di Tarchiani sulla politica internazionale mi sembrano ottimi. Vorrei solo che insistesse di più sul fatto che Mussolini, in fondo, è un gran vigliacco, che fa baccano perché ha paura, che non farà mai la guerra all'Abissinia, [...], che ha bisogno di suonare la grancassa, e ora la suona contro sud, ora contro est, ora contro ovest, ora contro nord, ma si limiterà sempre a suonare la grancassa. [...] Per capire quel che quell'uomo fa, bisogna pensare il contrario di quel che quell'uomo dice. Io sono convinto che insistendo a non prenderlo sul serio, a definirlo un cane che abbaia ma è senza denti, un falso pazzo di professione, un pauroso che dissimula la sua paura facendo baccano – *canta che ti passa* – c'è modo di esasperarlo e di spingerlo a fare qualche corbelleria tanto per dimostrare che voi avete errato nel giudicarlo ». Voir : Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 13 janvier 1935, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 231.

<sup>200</sup> « La protesta dei medici dell'ospedale americano », *Giustizia e Libertà*, 13 décembre 1935.

<sup>201</sup> « Il secondo bombardamento di Dessié », *Giustizia e Libertà*, 13 décembre 1935.

américain, Messieurs Laval et Hoare tentaient de lancer à Paris un projet soi-disant de paix qui aurait représenté une prime pour l'agresseur<sup>202</sup>.

Avant même l'officialisation du rejet du plan de partage et d'annexion, tant par l'Italie que par l'Éthiopie, le *leader* de « *Giustizia e Libertà* » énonça les conséquences qui, d'après lui, résulteraient de cette nouvelle manœuvre diplomatique. D'abord, le retrait graduel, mais franc, de l'Angleterre, ce qui fragiliserait davantage la Société des Nations, et enterrerait définitivement le principe de la « sécurité collective » :

L'Angleterre a été l'animatrice de la Ligue, l'organisatrice des sanctions et, avec sa flotte, le bras armé de la Ligue. [...] Maintenant l'Angleterre veut se libérer [de ses engagements]. [...] Ainsi la France sera satisfaite : le conflit prendra les proportions d'une affaire coloniale. Mais la France ne trouvera plus jamais l'Angleterre sur le terrain de la sécurité collective<sup>203</sup>.

Ensuite, l'aggravation et le prolongement du conflit :

Puisque la Ligue est incapable d'imposer une paix de droit et que l'Italie n'a pas été jusqu'à présent en mesure d'imposer par la force sa solution, il est fatal que la décision se fasse par la force<sup>204</sup>.

Il semblait donc impossible de conclure une paix de compromis entre les deux parties. Aussi Rosselli annonçait finalement le basculement de la guerre dans une dimension inédite, car, pour que la « conquête » soit reconnue, la victoire italienne sur les troupes éthiopiennes devait être « totale » :

La guerre continuera donc, plus dure, plus féroce que jamais. Même si tous cèdent, l'Abyssinie ne cède pas. Pour que Mussolini gagne, il faut que les abyssins perdent<sup>205</sup>.

Or, Rosselli restait convaincu de l'enlisement des forces italiennes en Abyssinie, et de l'insuffisance des ressources, morales et matérielles, pour soutenir un tel effort de guerre.

Pour faire face aux difficultés financières et économiques engendrées par le conflit, l'Italie évolua vers une économie contrôlée de façon étatique et, même s'il était impossible de définir

<sup>202</sup> « Mentre i *Caproni*, in pegno della missione civilizzatrice che il fascismo rivendica, rovesciavano tonnellate di bombe su Dessié, neppure risparmiando l'ospedale americano, i signori Laval e Hoare tentavano di varare a Parigi un progetto di così detta pace che assicurava al fascismo il premio per l'aggressione », dans « Rivincita di Barabba », *Giustizia e Libertà*, 13 décembre 1935.

<sup>203</sup> *Ibid.* : « L'Inghilterra è stata l'animatrice della Lega, l'organizzatrice delle sanzioni e, con la sua flotta, il braccio armato della Lega. [...] Ora l'Inghilterra desidera svincolarsi. [...] Così la Francia sarà accontentata : il conflitto assumerà le proporzioni di una faccenda coloniale. Ma la Francia non troverà mai più l'Inghilterra sul terreno della sicurezza collettiva ».

<sup>204</sup> *Ibid.* : « Dal momento che la Lega è incapace d'imporre una pace di diritto e l'Italia non è stata sinora in grado d'imporre con la forza la sua soluzione, è fatale che la decisione sia rimessa alla forza ».

<sup>205</sup> *Ibid.* : « La guerra quindi proseguirà, più dura, più feroce che mai. Anche se tutti cedono, l'Abissinia non cede. Perché Mussolini vinca, bisogna che gli abissini perdano ».

l'état exact des ressources et des disponibilités financières du pays, le sujet était largement commenté dans la presse étrangère, donnant lieu à diverses spéculations. En estimant ainsi le coût de la guerre à près d'un milliard chaque mois – au terme d'un calcul qui combinait, de façon intuitive, le coût de la campagne militaire en Libye, les différentes dépenses enregistrées depuis 1935, et les pertes encourues à la suite des sanctions – les giellistes évaluaient la capacité de « résistance » du régime à un voire deux ans tout au plus, dix-huit mois exactement<sup>206</sup>.

Aussi les premiers succès italiens et l'évolution de la situation militaire, à compter de février 1936, n'altéraient pas la confiance du *leader* de « *Giustizia e Libertà* ». Pourtant, grâce à sa domination du ciel, ainsi que sa supériorité en hommes et en matériel, le général Pietro Badoglio parvint, au bout de l'hiver et au terme de quatre mois de combat, à défaire les troupes éthiopiennes déployées sur le front septentrional.

Les batailles décisives eurent d'abord lieu dans les montagnes du Tāmbien. Début mars, Rosselli évoquait d'« indiscutables succès militaires » mais, prévenait que la guerre se prolongerait, à travers d'autres formes de résistance et de lutte armée, comme la guérilla.

La chose la plus difficile au monde est d'encercler et de faire effectivement prisonnier une armée abyssinienne dans une zone montagneuse. Très rapides, adroits, parfaits connaisseurs du terrain, les abyssins jaillissent de la main comme de l'eau. On peut briser leur formation ; mais il est difficile de l'emprisonner<sup>207</sup>.

La manœuvre tentée, et réussie, dans le Sciré, par Ras Immirou vint en témoigner. Le chef de guerre éthiopien infligea en effet aux Italiens, le plus grand nombre de morts et de blessés du conflit, parvenant à s'infiltrer derrière les lignes italiennes.

Près de 900 membres des forces armées italiennes – officiers, soldats et troupes indigènes comprises – perdent la vie dans ces « massacres ». Des pertes relativement faibles ; pas assez importantes, sans nul doute, pour que l'on puisse parler de « résurrection abyssinienne »<sup>208</sup>. Selon les statistiques officielles, le nombre d'Italiens morts en Afrique s'élèverait, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1935 et le 30 mars 1936, à 1 622 hommes. Parmi ces victimes, plus du tiers décédèrent pendant leur « service », la plupart succombant de maladies<sup>209</sup>. L'ascendant des forces militaires italiennes ne souffrait donc d'aucune contestation possible mais, le principal enjeu

<sup>206</sup> « Combien de temps pourra résister le fascisme dans le domaine économique ? », *Giustizia e Libertà*, 14 février 1936 ; « La battaglia dell'Enderta », *Giustizia e Libertà*, 21 février 1936.

<sup>207</sup> « La cosa più difficile al mondo è accerchiare e fare effettivamente prigioniero un esercito abissino in zona montagnosa. Velocissimi, manovrieri, conoscitori perfetti del terreno, gli abissini sgusciano di mano come l'acqua. Si può sfasciare la loro formazione ; ma è difficile imprigionarla », dans « Dopo i successi sul fronte nord », *Giustizia e Libertà*, 6 mars 1936.

<sup>208</sup> « Resurrezioni in Abissinia », *Giustizia e Libertà*, 27 mars 1936.

<sup>209</sup> « 2 601 morti confessati », *Giustizia e Libertà*, 10 avril 1936.

pour l'Italie, désormais, était de conclure la guerre le plus vite possible. Le conflit ressemblait à une course contre la montre<sup>210</sup> : le recours important à l'aviation rapprochait les troupes commandées par Badoglio de la capitale Addis-Abeba, mais, impliquait de nouvelles dépenses. L'Italie s'exposait aussi à l'extension des sanctions, et au vote d'un embargo sur le pétrole, une solution restée cependant lettre morte.

Mussolini n'hésitait pas, en effet, à porter le verbe haut afin d'influencer les décisions des États membres de la S.d.N., en particulier la France. Ainsi, le *Popolo d'Italia* publia en première page, début février, un « appel aux étudiants de toute l'Europe ». Les postes radiophoniques italiens diffusèrent également le message du *duce*, en langue française. Ce discours intervenait seulement quelques semaines après la manifestation des étudiants parisiens contre le juriste Gaston Jèze, défenseur de la cause éthiopienne devant la Cour permanente de justice internationale de La Haye et conseiller de l'empereur Haïlé Sélassié. *Giustizia e Libertà* répercuta également l'appel, estimant le document particulièrement « grave » : l'adresse du *duce* aux jeunes français illustre comment l'Italie intervenait de « manière la plus ouverte et la plus impudente » dans la vie intérieure des autres nations, afin d'y provoquer des « manifestations favorables à ses desseins d'agitation et de guerre ». Le propos de Mussolini était peu ou prou identique à celui déjà prononcé à l'opinion étrangère, le 2 octobre : il assurait ainsi que l'Italie ne désirait que la sécurité en Afrique et la paix en Europe, tandis que les nations « sanctionnistes » provoquaient, elles, la menace d'une guerre. Il affirmait, notamment :

L'embargo se terminera à un certain moment par le blocus, et le blocus sera la guerre. Non pas une opération limitée de sécurité coloniale, mais la guerre d'extermination en Europe<sup>211</sup>.

Mussolini rejetait donc encore l'accusation sur l'Éthiopie, un État qualifié d'« agresseur », et dénonçait tous ses soutiens occidentaux. Il affirma, par exemple, sans aucune preuve, que des pays comme l'Angleterre et la Suède fournissaient l'empereur Sélassié en armes, et couvraient le commerce d'esclaves. Il justifiait ainsi les bombardements contre les hôpitaux de la Croix-Rouge. De même, il légitima l'attaque contre une ambulance suédoise au prétexte mensonger qu'elle servait au transport d'équipements militaires. Adressant son message à la jeunesse européenne, qu'il appelait à se « serrer étroitement dans une unité spirituelle », au-dessus des « politicards », Mussolini invoqua aussi la « solidarité européenne » contre les « incendiaires », contre les « pétroliers », les « impérialistes insatiables », les « bolchéviks

<sup>210</sup> Federico, « Sull'impiego dell'aviazione nella guerra », *Giustizia e Libertà*, 1 mai 1936.

<sup>211</sup> « L'Appel de Mussolini aux étudiants de toute l'Europe », *Giustizia e Libertà*, 7 février 1936.

destructeurs », qui fomentaient, selon lui, la prochaine « catastrophe ». Pour montrer que Mussolini trompait l'opinion française, et la jeunesse, se servait des idéaux pacifistes, et de la peur diffuse d'une nouvelle guerre, afin de légitimer l'agression de l'Éthiopie, les giellistes traduisirent aussi le texte du *duce* sur la guerre, publié en Italie dans l'Encyclopédie *Treccani* – « cet esprit anti-pacifiste, le fascisme l'applique même à la vie des individus »<sup>212</sup> écrivait-il entre autres.

La guerre de 1935 jetait un jour nouveau sur ces mots. On saisit en effet que pour l'antifascisme et « *Giustizia e Libertà* », l'événement révélait, à l'inverse de ce qu'affirmait le chef du fascisme devant l'opinion étrangère, l'omniprésence de la guerre dans l'idéologie, la culture et la pratique des dictatures modernes.

Un autre document, jugé de même « essentiel pour l'histoire et la compréhension du fascisme », fut ainsi traduit et publié dans *Giustizia e Libertà* : le discours de Mussolini, prononcé le 23 mars, lors de la deuxième assemblée des corporations. Au cours de cette allocution le *duce* rappela le défi, pour l'Italie, d'atteindre l'autonomie économique, et officialisa l'étatisation des industries de guerre, considérées comme essentielles pour la défense nationale ; soit, la Fiat, la Breda, l'Ansaldo et la Terni. Rosselli choisit d'illustrer cette actualité par une métaphore : « La guerre, âme du fascisme ».

L'État totalitaire, note-t-il, est la machine par laquelle s'opère la transformation d'une société humaine en société militaire. Il n'y a pas de politique sociale, humaine, dans le fascisme ; il n'y a qu'une politique étatique, un dessein destructif. Pour le fascisme la paix est l'irrationnel, la parenthèse ; la guerre la normalité à laquelle il faut subordonner toute la vie de la nation. Les 43 millions d'Italiens sont désormais inscrits dans l'immense registre de mobilisation de l'État et comptent uniquement en tant qu'instruments de guerre<sup>213</sup>.

La position délicate de l'antifascisme italien obligeait les giellistes, on l'a vu, à dénoncer le régime, et seulement le régime, sans affliger les quarante millions d'Italiens, ces « instruments de guerre ». Le devoir de l'antifascisme consistait aussi à dénoncer les motivations idéologiques et politiques de la guerre mais, sans flétrir le sacrifice des Italiens, l'honneur de l'armée et du peuple, au risque de se couper définitivement des masses, craignait-on certainement. L'officier plusieurs fois cité, auteur de chroniques sur la guerre dans *Giustizia e Libertà*, remarqua notamment :

<sup>212</sup> *Ibid.*

<sup>213</sup> « La guerre âme du fascisme », *Giustizia e Libertà*, 27 mars 1936.

[...] le commandement italien ne méritait pas de voir sa renommée liée à une entreprise perdue avant que commencée. L'État-Major Italien n'est pas incapable. Et surtout le soldat italien, intelligent, discipliné, endurant, qui a connu dans le passé et connaît seulement la voie de l'honneur, même lorsqu'elle passe à travers la flamme ardente du sacrifice, ne mérite pas la tache que laisse toujours une défaite<sup>214</sup>.

Au demeurant, la capacité d'opérer une telle dissociation supposait d'identifier ce qui, dans la guerre de l'Italie contre l'Éthiopie, recelait une dimension politique et idéologique, et dévoilait ainsi les signes d'une politique « totalitaire ». Comme on l'a déjà dit, la guerre « totale » désignait, pour Rosselli notamment, ce territoire de l'affrontement militaire où, la logique de la force annulait tous les principes du droit.

Guerre fasciste, définissait ainsi Rosselli, c'est-à-dire guerre totalitaire – totalitaire comme le fascisme – dans laquelle le régime s'engage tout entier en engageant directement, sous forme plébiscitaire, toute la population [...]. Les diplomates, qui critiquent Mussolini parce qu'il n'a pas accepté les propositions de Paris, ne se rendent vraiment pas compte de la situation. Ils raisonnent suivant la logique normale d'un régime normal en des temps normaux, pour lequel une transaction, même médiocre, est préférable au danger d'une catastrophe terrible. [...] C'est pour cela que la guerre d'Afrique continuera sous des formes exaspérées. Plutôt que de renoncer à la guerre, le fascisme tentera de l'étendre et de la généraliser. Pour que la guerre cesse, il faut ou la victoire totale ou la défaite totale. La guerre totalitaire tend à une solution totalitaire<sup>215</sup>.

Aussi, dénoncer les atrocités commises sur le front par les armées italiennes consistait, pour l'antifascisme gielliste, à incriminer le fascisme seul, sans faire le procès de leurs compatriotes, ou mettre en cause, devant l'opinion internationale, le mythe du « brave Italien ». Comme l'Italie n'avait pas voulu cette guerre, elle restait, à leurs yeux, complètement étrangère à la façon dont le fascisme dirigeait les opérations militaires. L'ignominie de cette guerre présentait même, pour eux, l'opportunité de revendiquer, au nom du peuple, un autre idéal moral et civique de la nation et de l'identité italiennes.

L'emploi de gaz toxiques par l'aviation italienne marque à tout le moins un moment propice pour explorer la possibilité d'une alternative au fascisme et d'une reconquête du mythe national contre l'empire. Le 10 avril, l'hebdomadaire, en s'appuyant sur diverses sources et témoignages parus à l'époque dans la presse internationale, révéla quelques éléments sur le caractère « atroce de la guerre fasciste » :

Ainsi progresse la civilisation italienne, impériale, romaine, fasciste, en Afrique. Il y a de quoi se sentir vraiment fier, grand. Si jamais l'Italie fasciste réussit à s'implanter en Abyssinie, combien d'années, combien de décennies faudra-t-il pour que les

<sup>214</sup> « La situation militaire en Abyssinie jugée par un haut officier italien », art. cité.

<sup>215</sup> « Guerre "totalitaire" », *Giustizia e Libertà*, 10 janvier 1936.

innombrables atrocités de cette guerre, bien loin d'être terminée, soient oubliées ? Mais nous espérons vivement que le fascisme ne parviendra pas à mener à bien ses plans. Ce n'est pas la haine du fascisme qui nous guide. C'est l'amour de l'Italie, la vraie, obligée de sacrifier la santé et la vie de centaines de milliers de ses jeunes dans une stérile entreprise de brigandage. L'Abyssinie ne sera jamais une colonie de peuplement pour l'Italie. Alors qu'elle est déjà la colonie de notre honte et de notre déshonneur<sup>216</sup>.

Remarquons cependant, que cette confrontation avec la violence « totalitaire » ouvrait des issues assez contradictoires pour les antifascistes de « *Giustizia e Libertà* ». D'une part, comme nous l'avons anticipé, elle pouvait conduire à une négation complète du fascisme, et donc à vouloir lui opposer un idéal supérieur, absolument antagoniste et contraire, à la fois assez simple et unificateur pour rassembler tout l'antifascisme<sup>217</sup>. Mais, d'autre part, le contrecoup de la guerre et de la mobilisation « totalitaire » se traduisait par le sentiment qu'une attitude réaliste, patiente et rationnelle ne pouvait influencer d'aucune façon la « psychologie » italienne. Avec, on va le voir, un dédoublement des issues possibles pour l'antifascisme : soit, l'effort d'échapper par tous les moyens à la tentation de s'adresser aux masses, ou bien puiser dans les circonstances un motif révolutionnaire et n'envisager la résolution des problèmes de l'Italie uniquement par le moyen de la violence et de l'affrontement armé, dans la guerre civile par exemple.

<sup>216</sup> « Così avanza la civiltà italiana, imperiale, romana, fascista, in Africa. C'è da sentirsi veramente fieri, grandi. Se mai l'Italia fascista riuscirà a impiantarsi in Abissinia, quanti anni, quanti decenni occorreranno perchè le innumeri atrocità di questa guerra, ben lontana dall'essere terminata, vengano dimenticate ? Ma noi vivamente speriamo che il fascismo non riesca a portare a compimento i suoi piani. Non è l'odio al fascismo che ci guida. È l'amore all'Italia, a quella vera, costretta a sacrificare la salute e la vita di centinaia di migliaia dei suoi giovani in una impresa brigantesca e sterile. L'Abissinia non sarà mai una colonia di popolamento per l'Italia. Mentre è già la colonia della nostra vergogna e del nostro disonore », dans « L'yprite regna in Abissinia. Particolari sull'atroce della guerra fascista », *Giustizia e Libertà*, 10 avril 1936.

<sup>217</sup> « Realismo », *Giustizia e Libertà*, 10 avril 1936.

## Le giellisme, entre l'Éthiopie et l'Espagne : divisions et contradictions autour de la propagande

De leurs adversaires directs, les giellistes se sont progressivement approprié leur conception très ouverte de la vie politique, les connexions établies entre celle-ci et l'univers du spirituel voire du sacré. La politique devait s'étendre à l'existence tout entière et toucher autant aux rapports de production entre les classes sociales qu'aux mœurs, aux comportements et aux mentalités populaires. Aussi ce qui marque l'activité de « *Giustizia e Libertà* » en tant qu'organisation, c'est l'important investissement placé la propagande, et la confiance mise dans leur capacité à réunir les Italiens autour d'un idéal antifasciste pensé, à la moitié des années trente, comme un « nouvel humanisme » : en résumé, l'idée d'une civilisation morale, d'un idéal futur au-delà des fantasmes et des espoirs qu'a suscités le fascisme.

Le premier impératif qui s'impose à ceux qui contribuent à faire vivre cette activité éditoriale et presque journalière est de faire comprendre le sens fondateur, ou plutôt réformateur, de l'antifascisme. Était-il cependant aussi simple de modifier les croyances et les mœurs, de renverser les opinions acquises à la propagande du régime ? De faire oublier le fascisme et, dans le même temps, d'enseigner et d'inculquer les valeurs abstraites de l'opposition en exil ? Au sein de « *Giustizia e Libertà* », on pouvait pourtant se défendre de professer un discours trop théorique en argumentant par exemple que les principes de l'antifascisme – la justice et la liberté – n'étaient pas vulgairement enseignées ou imprimées dans l'esprit des masses, mais qu'ils étaient plutôt vécus dans l'engagement même au sein du mouvement.

Cette filiation idéale tracée entre l'antifascisme et les valeurs humanistes, il reste à contrôler que les militants qui choisirent de rejoindre « *Giustizia e Libertà* » la partageaient, et surtout qu'ils se donnaient effectivement pour devoir de la faire vivre au cours de leur engagement pour l'antifascisme. S'engager, c'était nécessairement concevoir le temps et donc l'existence de ses compatriotes selon une ligne de progrès et d'accroissement ; de transformations. Ainsi, on pouvait tout à la fois être convaincus de l'empire du fascisme sur les consciences, et en même temps juger de la superficialité de ce pouvoir, de sorte qu'on ne doutait pas, ou très peu, de la capacité de ses idées à vaincre moralement, au-delà de la seule victoire militaire ou politique de l'antifascisme sur le fascisme. Du reste, faire de la politique n'avait rien d'une activité



triviale ; cela signifiait au contraire suivre une certaine éthique. Disposition fidèle à l'idée de progrès, mais qui montre assez bien aussi le dilemme de cette génération antifasciste : leur engagement et leur combat doivent porter les signes de la croyance, mais non ses significations dogmatiques ni totalisantes.

Or, précisément, l'organisation du giellisme et sa normalisation idéologique, même tâtonnante et approximative, s'affirmant toutes deux au nom des principes toujours revendiqués de liberté et de justice, secrétaient nécessairement une forme d'autorité et de direction. Ces deux processus, pensés comme des instruments destinés à unifier la « volonté antifasciste » et la « volonté populaire »<sup>1</sup>, devaient de surcroît compter avec une certaine histoire et tradition révolutionnaire, pour laquelle la frontière tracée entre le fait politique et le fait militaire n'était pas toujours définie avec une profonde netteté, l'un ayant même tendance à se confondre avec l'autre, voire à le supplanter. Cette ambiguïté, qui resurgit au moment de l'intervention fasciste sur le continent africain, s'accroît encore au cours des semaines suivant la prise d'Addis-Abeba. Aussi l'idée que la volonté antifasciste doit exercer sa force sur la volonté du peuple, en la formant, en l'encadrant et en l'organisant, pourtant commune et familière à tous les giellistes comme on a pu s'en apercevoir, tend à susciter de nombreuses interrogations lors de sa mise en pratique, allant même jusqu'à entraîner plusieurs ruptures. La question de la propagande cristallise ces divergences d'appréciation. Alors que certains la jugent indispensable par exemple, d'autres en usent d'abord modérément tout en demeurant opiniâtrement persuadés, selon une façon de penser propre à leur condition d'intellectuel, que tout discours de masse implique la soumission de la réflexion et de l'autonomie à l'action politique et l'unité : « la soumission de tous au nom de tous », pour reprendre la formule de Nicola Chiaromonte. De là, des désaccords et des contradictions sans cesse renaissants, des oppositions presque permanentes, dans le choix et les moyens de leur propagande. Car, croire à la capacité pour la propagande d'exercer sur les hommes une emprise aussi influente, comme le fascisme lui-même en faisait la démonstration, n'est-ce pas témoigner du peu de cas que l'on faisait, finalement, de l'autonomie de l'individu et de la pensée, n'est-ce pas trahir l'esprit de leur antifascisme ?

<sup>1</sup> « La nostra sanzione », *Giustizia e Libertà*, 11 octobre 1935.

## Aux limites d'une stratégie activiste et interventionniste : repenser les moyens et la portée de l'antifascisme

### *Endiguement et répression de l'activité clandestine*

Le « procès secret », telle est la formule qui résume bien les conditions dans lesquelles se tiennent les audiences, devant les juges du Tribunal spécial, des dix hommes inculpés suite à la rafle du printemps 1935 organisée en Italie contre le mouvement « *Giustizia e Libertà* »<sup>2</sup>. Aussitôt après l'incident de Ponte Tresa et le procès organisé contre Ginzburg et Segre, au début de novembre 1934, la police politique et les services d'espionnage décidèrent de poursuivre la surveillance des milieux giellistes, tant en France qu'en Italie. Un rapport de l'OVRA, non daté mais rédigé la même année que les arrestations de mars 1934, à Turin, signale ainsi :

On a immédiatement eu l'impression que l'opération n'avait pas permis d'atteindre le but recherché, qui était de frapper et d'éliminer tous les principaux responsables parce que, malheureusement, comme on l'a rapporté, le service était encore en cours et n'avait pas atteint son plein et complet développement<sup>3</sup>.

Afin de réouvrir l'enquête concernant « la situation turinoise » et d'assurer un « contrôle complet » sur le mouvement gielliste, les agents en charge du renseignement n'engagèrent pas moins de trois informateurs – une femme, Elivra Gottardi, et deux hommes, l'un espion depuis dix ans à Paris, Vincenzo Bellavia, l'autre, écrivain de métier, qui répondait au surnom de « Pitigrilli » :

Leur action, ajoutait le même rapport, correctement et soigneusement coordonnée, a permis d'obtenir rapidement des résultats ; le contrôle sur ce mouvement antifasciste procède actuellement avec brio<sup>4</sup>.

Leurs renseignements constituent une impressionnante documentation, désormais accessible aux archives nationales italiennes. Ils représentaient la source principale d'informations aux mains de la police fasciste, avant que celle-ci ne procède, lors du printemps 1935, à ce que

<sup>2</sup> « Processo a porte chiuse », *Giustizia e Libertà*, 3 mai 1935.

<sup>3</sup> « Si ebbe subito però l'impressione che l'operazione non avesse dato modo di raggiungere lo scopo desiderato, che era quello di colpire ed eliminare tutti i maggiori responsabili perché purtroppo, come è stato riferito, il servizio era ancora in corso e non aveva conseguito il suo pieno e completo sviluppo ». Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 117, fasc. 2, Rapport sur « *Giustizia e Libertà* » à Turin, s. d.

<sup>4</sup> *Ibid.* : « La loro azione debitamente ed accuratamente coordinata, guidata e sorretta ha fatto sì che in breve tempo si sono avuti i frutti desiderati : per cui attualmente il controllo sul cennato [*sic*] movimento antifascista è in piena efficienza e procede egregiamente ». Les indicateurs recrutés débutèrent leur enquête dans l'entourage de Renzo Giua, lequel avait immédiatement pris la fuite après l'incident de Ponte Tresa. Voir : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia 1929-1937 : storia di una cospirazione antifascista*, op. cit., p. 415.

l'historien Mario Giovana appelle la nuit du « grand coup de filet »<sup>5</sup>. Le 15 mai 1935, est en effet organisée la plus grosse vague d'arrestations contre « *Giustizia e Libertà* » - près de deux cents personnes sont arrêtées et plus de quarante sont placées en détention provisoire. Citons ici quelques noms : Vittorio et Giuseppe Foà, leur père Ettore, Michele Giua, Massimo Mila, Clara Lollini Giua, Giovanni Alietta, Giannotto Perelli, Alfredo Perelli, Giuseppe Aimò, Maria Renaudo in Aimò, Augusto Civallero, Vindice Cavallera, Piero Zanetti, Remo Garosci, Giacomo Ca' Zorzi, Guido Ghersina, Giulio Einaudi, Cesare Pavese, Franco Antonicelli, Carlo Levi, Giulio Muggia, Anton Dante Coda, Alberto Levi, Leo Levi, Carlo Zini, Battistina Pizzardo, Enrico Rieser, Gian Franco Rossi, Antonio Rainoni<sup>6</sup>.

Au fil de l'enquête et des interrogatoires, un total de trois listes de noms fut relevé par la police pour identifier les sympathisants membres du réseau gielliste en Italie, dans les provinces de Coni et de Turin (soixante-dix individus), Milan, Rome, Finalmarina, sur la côte ligure, et Sassari en Sardaigne. D'autres individus furent également identifiés comme des antifascistes, ou plus précisément des opposants au régime, proches intellectuellement de « *Giustizia e Libertà* », mais qui ne prenaient pas directement part à ses activités dites « conspiratives », selon le langage de l'OVRA., par exemple : Ludovico Geymonat, Gioele Solari, Mario Soldati, Piero Martinetti ou encore l'historien et journaliste Luigi Salvatorelli.

Le 7 juin 1935, en première page de *Giustizia e Libertà*, Rosselli évoque une « guerre double », menée par le régime sur deux fronts, en territoire abyssin et « à l'intérieur » :

Nous pouvons vous donner plus de détails sur les arrestations d'intellectuels dans cette ville, commence une correspondance de Turin. Tout d'abord, il n'est pas vrai qu'une grande partie des personnes arrêtées aient été libérées ; seuls ceux qui ont une plus grande notoriété ont été remis en liberté, et encore pas immédiatement ; par exemple, Luigi Salvatorelli est resté en prison non pas deux mais dix jours. La majorité des personnes arrêtées sont toujours en prison<sup>7</sup>.

Les perquisitions furent « minutieuses, improvisées et féroces » :

<sup>5</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia 1929-1937 : storia di una cospirazione antifascista*, op. cit., p. 419.

<sup>6</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 117, fasc. 1, Rapport sur l'arrestation à Turin d'individus affiliés au mouvement « *Giustizia e Libertà* », signé du préfet de police Stracca et daté du 27 mai 1935. Le père de Vittorio et Giuseppe, Ettore Foa, fut libéré quelques jours après sa mise en détention.

<sup>7</sup> « Siamo in grado di darvi altri particolari sugli arresti di intellettuali avvenuti in questa città. Anzitutto non è vero che una gran parte degli arrestati siano stati rilasciati ; solo sono stati messi in libertà quelli che hanno una notorietà più grande, e ancora non subito ; per esempio, Luigi Salvatorelli è rimasto in prigione non due ma dieci giorni. La maggioranza degli arrestati è tuttora in prigione », dans « Gli intellettuali arrestati sono ancora in prigione », *Giustizia e Libertà*, 7 juin 1935.

Elles se sont produites, en général, au milieu de la nuit, ou au petit matin ; les gardes se sont souvent introduits chez les personnes arrêtés malgré les protestations : les occupants ont été obligés de se vêtir en présence des agents ; toutes sortes de vexations qui ont été également subies par les femmes. Rien n'a été trouvé qui permette une action contre les arrêtés, et les agents ont été réduits à enlever beaucoup de revues scientifiques et de papiers personnels<sup>8</sup>.

C'est la même violence qui fut décrite, une semaine plus tôt, le 31 mai, ajoutant d'autres détails édifiants :

La méthode avec laquelle les fouilles ont été effectuées relève du grotesque. Fouilles très minutieuses, prolongées du matin au soir. Les policiers, installés dans les maisons, sondèrent des matelas, renversèrent des bibliothèques, jetèrent les caves en l'air, empêchant toute communication avec l'extérieur et se substituant aux proches pour répondre aux appels téléphoniques !<sup>9</sup>

Directeur par intérim – depuis la mise aux arrêts de Leone Ginzburg – de la revue *La Cultura*, éditée par Giulio Einaudi, Cesare Pavese est ainsi arrêté brutalement, quelques heures à peine avant le début de l'épreuve écrite du concours de recrutement des enseignants en collège et lycée.

Ces arrestations, commente-t-on dans *Giustizia e Libertà* le 31 mai, même si elles ne se prolongent pas beaucoup, ont pour effet la ruine économique de familles entières. C'est le véritable but que se propose la police. Le cas le plus douloureux est celui du jeune et très intelligent éditeur Giulio Einaudi – arrêté lui aussi – qui s'est vu fermer et sceller la maison d'édition et supprimer la revue « La Culture ». Et même si tous ses livres, comme sa revue aient été approuvés par la censure. Un des volumes qu'il a traduit, l'ouvrage de Wallace, eut même l'honneur d'une citation mussolinienne<sup>10</sup>.

Clairement, l'objectif du régime était non seulement de détruire le réseau militant de « *Giustizia e Libertà* », mais également de lancer un avertissement saisissant à la classe intellectuelle, et à toutes ces zones de l'opinion considérées comme indociles et anticonformistes, que le régime voulait à tout prix réduire au silence, *a fortiori* dans le contexte

<sup>8</sup> *Ibid.* : « Avvenute, di massima, nel cuore della notte, o di prima mattina ; le guardie si sono spesso introdotte in casa con protesti : gli occupanti sono stati obbligati a vestirsi in presenza degli agenti ; ogni sorta di angherie usate anche alle donne. Non è stato trovato nulla che permettesse un'azione contro gli arrestati, e gli agenti sono stati ridotti ad asportare gran quantità di riviste scientifiche e di carte personali ».

<sup>9</sup> « Il metodo col quale vennero compiute le perquisizioni confina col grottesco. Perquisizioni minutissime, prolungate dalla mattina alla sera. I poliziotti, insediati nelle case, sondarono materassi, rovesciarono biblioteche, buttarono per aria le cantine, impedendo ogni comunicazione con l'esterno e sostituendosi ai famigliari nel rispondere alle chiamate telefoniche », dans « La battaglia contro l'intelligenza », *Giustizia e Libertà*, 31 mai 1935.

<sup>10</sup> *Ibid.* : « Questi arresti, anche se non si prolungano molto, hanno per effetto la rovina economica di intere famiglie. È questo il vero fine che si propone la polizia. Il caso più doloroso è quello del giovane intelligentissimo editore Giulio Einaudi – arrestato anche lui – il quale si è visto chiudere e sigillare la casa editrice e sopprimere la rivista « La Cultura », nonostante che tutti i suoi libri come la sua rivista fossero stati approvati volta per volta dalla censure. Uno dei volumi da lui tradotti, il Wallace, ebbe financo l'onore di una citazione mussoliniana ».

de la mobilisation pour la guerre en Afrique. À juste titre, le journal *Giustizia e Libertà* parlait de « terreur », évoquait « l'augmentation de la peur » dans l'opinion suite à la rafle impressionnante organisée entre la mi-mai et la mi-juin de l'année 1935<sup>11</sup>.

Du reste, pour ne pas troubler l'impression d'unanimité et de consensus général dans la société italienne, le renvoi, en février 1936, devant le Tribunal spécial, de Vittorio Foa, Alfredo et Giannotto Perelli, Augusto Monti, Giuseppe Aimo, et de sa femme Maria Renaudo, fut entouré d'un lourd et profond silence en Italie. Dans les pages de l'hebdomadaire, racontant les deux journées d'un procès ignoré par la presse italienne, on décrivait un événement « impressionnant », « magnifique et horrible » en même temps<sup>12</sup>.

Les enjeux du procès étaient aussi nettement dessinés par Rosselli, lequel imageait un affrontement entre « l'Italia policière, bourbonnienne, *ducesca*, contre l'Italie libre et fière », et appelait les « fascistes pleins d'illusions » à ouvrir les yeux et s'incliner devant la seconde :

Fascistes illusionnés, aveuglés, qui croyez que l'héroïsme est en Afrique, inclinez-vous devant ces héros authentiques, rendus pâles par leur captivité dans la cellule, sans soleil et sans air, où votre chef, votre police les enferme pour encore tant d'années, jusqu'à la tuberculose et, pour certains, la mort<sup>13</sup>.

Discours cavalier qui tente, encore une fois, de masquer l'essentiel. Déjà, les premières arrestations du 13 mars 1934 avaient, on l'a vu, considérablement réduit les possibilités pour les exilés de faire passer leurs journaux en Italie. Rosselli choisit, momentanément, d'établir une nouvelle voie de transit, qui relie Nice, sur la Côte d'Azur, à Coni, soit plus de cent kilomètres de distance par la voie la plus directe. Il cherche, pour l'occasion, à obtenir l'accord et la participation de militants communistes. Ainsi, Giuseppe Aimo, président d'une coopérative des chemins de fer, et sa femme Maria Renaudo, tous les deux proches de l'avocat Carlo Bava, exilé à Nice et ancien maire communiste de la ville d'Ormea, servaient de points de contact pour le transport du matériel. À Coni, Giannotto Perelli, un fonctionnaire préfectoral dont le fils, Alfredo, faisait à l'époque partie des créateurs du journal étudiant clandestin *Voci d'Officina*<sup>14</sup>, réceptionnait le matériel. On comprend donc maintenant, comment la deuxième vague d'arrestations, en 1935, mit à nouveau en difficulté le mouvement « *Giustizia e Libertà* ».

<sup>11</sup> « Cresce il terrore in Italia. Perquisizioni e arresti a Torino e a Milano negli ambienti intellettuali », *Giustizia e Libertà*, 24 mai 1935 ; « La guerra interna. Il terrore. Arresti e deportazioni », *Giustizia e Libertà*, 14 juin 1935.

<sup>12</sup> « Il processo contro gli arrestati di Torino e di Cuneo », *Giustizia e Libertà*, 28 février 1936.

<sup>13</sup> *Ibid.* : « Fascisti illusi, invertebrati, accecati, che credete l'eroismo stia in Africa, giù il cappello dinanzi a questi eroi autentici, fatti pallidi dalla prigionia nella cella senza sole e senz'aria in cui il vostro duce, la vostra polizia li rinchiude per anni ed anni, sino alla tubercolosi e, per alcuni, alla morte. Giù il capello ».

<sup>14</sup> ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 542, Procès de Turin (1936). Voir aussi : Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia 1929-1937 : storia di una cospirazione antifascista*, op. cit., p. 413.

### ***Le « peuple », cible hors d'atteinte : les nouveaux circuits de la propagande***

Sans relais pour diffuser leur presse et leur matériel de propagande à l'intérieur, les giellistes, comme du reste les autres groupes antifascistes, s'appuyaient donc logiquement sur les sympathisants mobilisés à l'étranger, pour organiser ces envois clandestins directement par courrier.

Les statistiques établies par Éric Vial<sup>15</sup>, à partir des envois antifascistes par la poste, témoignent de l'écrasante majorité du matériel giellisme et communiste parmi les libelles et articles de propagande antifasciste adressés par l'opposition en exil, à destination de l'Italie. Au-delà du nombre, la géographie des envois clandestins révèle quelques destinations privilégiées : le Piémont, la Lombardie, l'Émilie-Romagne, la Toscane, devant le Latium, soit les grandes régions d'émigration vers la France. Dans le reste du pays, sur l'échantillon analysé par Vial, il apparaît que les envois communistes sont nettement plus nombreux en Vénétie et au Frioul-Vénétie julienne, tandis qu'ils tournent à l'avantage de « *Giustizia e Libertà* » dans les Marches, le Latium, les Abruzzes, le Molise, et les régions les plus méridionales, en Campanie, dans les Pouilles, en Basilicate et en Calabre<sup>16</sup>. Ces différences s'expliqueraient notamment par la faible représentativité du giellisme parmi le nombre des militants restés au pays : « au volontarisme gielliste correspondrait pour le PCd'I une répartition bien plus liée aux origines des militants », suggère Éric Vial, remarquant que la faiblesse numérique des giellistes leur imposerait finalement de rechercher des destinataires dans tout le pays<sup>17</sup>. Du reste, la propagande antifasciste adressée clandestinement était moins un moyen de contact interne à l'antifascisme qu'une façon de toucher un public en fait éloigné de l'antifascisme, ceux que la police désignait comme « apolitiques », car elle n'avait rien à signaler sur leur compte, voire des « fascistes », ou du moins, des individus favorables au régime.

En revanche, et malgré l'intention déclarée du mouvement gielliste de revendiquer le titre de « prolétaire », ce qui ressort avec beaucoup plus de netteté, lorsqu'on s'intéresse à la profession des destinataires, et donc à leur raison sociale, c'est l'appartenance aux catégories « bourgeoises » des cibles des giellistes. On y trouve, en effet, plus d'avocats, de *dottori*, de comptables, de notaires, des enseignants et des professeurs d'université que dans le groupe des

<sup>15</sup> L'enquête a été réalisée à partir des séries F1 et F4 de l'*Archivio centrale dello Stato*. Voir : Vial (Éric), « Un contact avec l'Italie : les envois clandestins de tracts et journaux giellistes », *Quaderni del Circolo Rosselli*, 2017, n° 2-3, p. 106-133.

<sup>16</sup> Vial (Éric), « Un contact avec l'Italie : les envois clandestins de tracts et journaux giellistes », *Quaderni del Circolo Rosselli*, 2017, n° 2-3, p. 119.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 121.

destinataires communistes<sup>18</sup>. Ce qui s'explique, là encore, au choix – ou à la contrainte –, du côté gielliste, de rechercher les adresses de leurs destinataires principalement dans les journaux, les annuaires professionnels et téléphoniques.

En dehors de ces envois, et notamment dans le contexte de la crise italo-éthiopienne, d'autres moyens, plus inattendus, furent occasionnellement utilisés. Le 19 juillet 1935, un indicateur de la police informa ainsi ses supérieurs de l'organisation prochaine d'une « manifestation sensationnelle », qui devrait « impressionner profondément l'opinion publique internationale et mettre en état d'alarme la population en Italie »<sup>19</sup>. Moins coûteuse que le raid aérien, plus saisissante et spectaculaire que l'envoi par la poste, l'opération qui consiste à employer des ballons de baudruche depuis la frontière suisse pour les laisser lentement dériver dans plusieurs provinces septentrionales italiennes, est en effet des plus ingénieuses :

Depuis une localité proche de la frontière italienne, dans le Canton du Tessin, probablement dans les environs de Lugano, on tentera de lancer environ deux mille ballons de baudruche gonflés à l'hydrogène, auxquels seront attachés, sur chacun, un paquet de manifestes de propagande contre la guerre en Abyssinie et contre le régime fascisme. Sur chaque ballon, sera en outre appliqué un timbre avec inscrit dessus « G.L. – Section Lombarde » afin de faire croire [...] que l'opération serait organisée et effectuée en Italie [...]<sup>20</sup>.

Malgré des limites évidentes, l'entreprise est renouvelée à plusieurs reprises entre l'été 1935 et le printemps 1936<sup>21</sup> (fig. 39). Un appel à financement est même lancé, au moyen de bulletins de souscription imprimés dans les pages de l'hebdomadaire. Le succès d'une précédente opération est ainsi mis en avant pour convaincre le maximum de lecteurs à envoyer de l'argent :

Antifascistes,

Un groupe de courageux ouvriers de Ligurie a réussi, fin mars, à lancer 1 000 gros ballons-manifestes dans une zone entre Porto Maurizio et Savone. Poussés par le vent, très fort cette nuit-là, les ballons se sont disséminés dans toute la région. Chacun transportait 50 imprimés et neuf textes édités par le Comité ligure de Giustizia e Libertà. [...] Qui est capable de mesurer, par expérience, toute la différence qu'il y a entre les

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 124-125.

<sup>19</sup> ACS, PS 1935, 22/J, 19 juillet 1935.

<sup>20</sup> « Da una località prossima alla frontiera italiana nel canto Ticino presumibilmente nei pressi di Lugano si tenterà di lanciare circa duemila palloncini di gomma gonfiati con idrogeno, a ciascuno dei quali verrà legato un blocchetto di manifesti di propaganda contro la guerra in Abissinia e contro il regime fascista. A ciascun palloncino verrà applicato un timbro con il moto "GL – Sez. Lombarda" allo scopo di fare credere [...] che era stata organizzata ed effettuata in Italia [...]. ». Voir : ACS, MI, DGPS, 1935, 22/J, Rapport du 19 juillet 1935.

<sup>21</sup> « Il successo dei palloni-stampa », *Giustizia e Libertà*, 29 novembre 1935. Éric Vial a décrit les détails de l'opération dans une contribution aux *Quaderni del Circolo Rosselli* : Vial (Éric), « Un contact avec l'Italie : les envois clandestins de tracts et journaux giellistes », *op. cit.*, p. 106-133.

projets et leur réalisation, appréciera à sa juste valeur l'effort de nos compagnons, qui ont dû affronter et résoudre plusieurs difficultés importantes<sup>22</sup>.

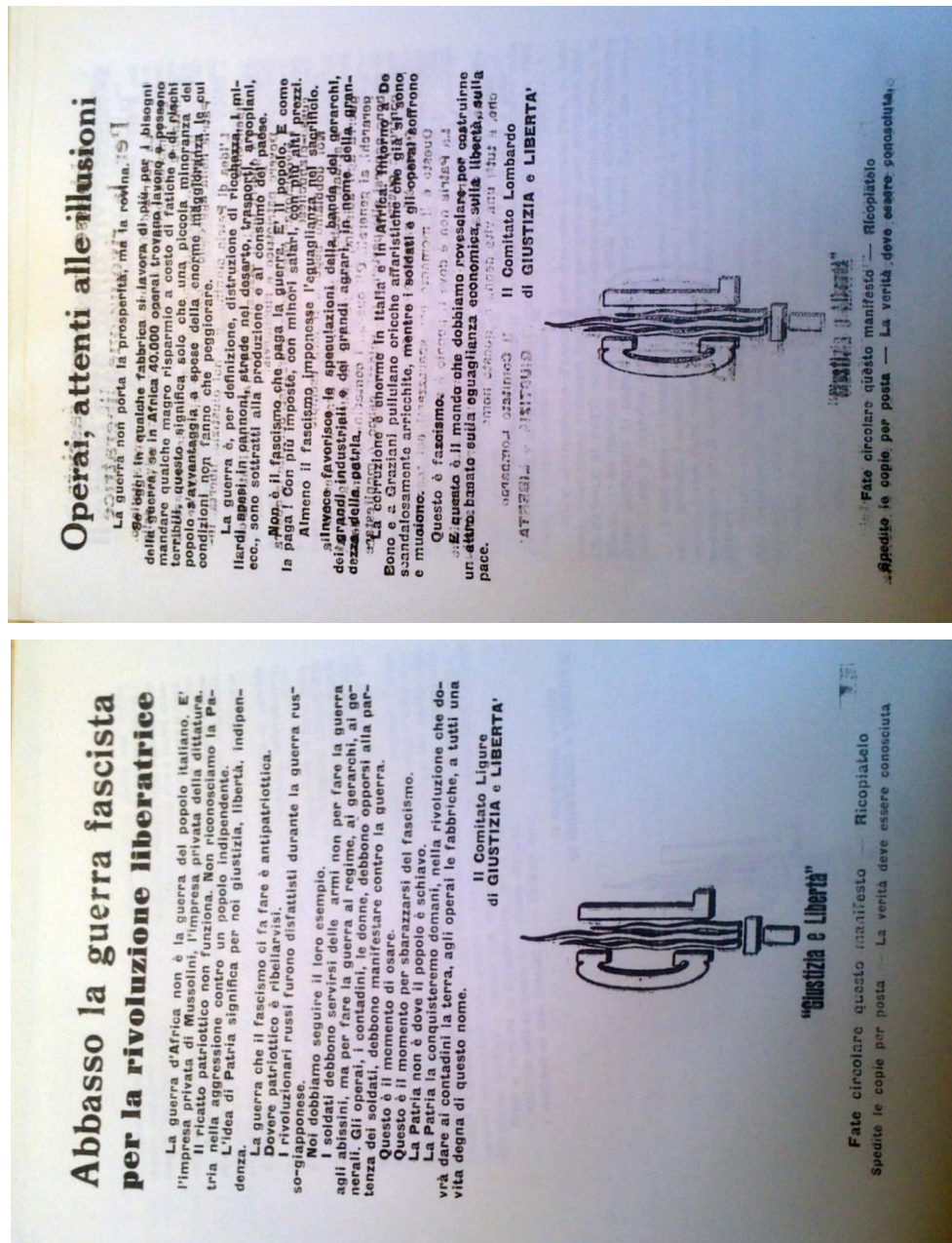


Figure 39 – Tracts de propagande contre la guerre fasciste en Éthiopie signés, des comités ligures et lombards de « *Giustizia e Libertà* »<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> « Antifascisti, Un coraggioso gruppo di compagni operai liguri è riuscito, in una delle ultime notti di marzo, a lanciare 1.000 grossi palloni-stampa nella zona posta tra Porto Maurizio e Savona. Favoriti dal vento propizio, i palloni si sono disseminati nella regione. Ogni pallone trasportava 50 stampati con nove testi diversi editi dal Comitato Ligure di Giustizia e Libertà. [...] Chi conosce per esperienza la differenza che passa tra i progetti e le realizzazioni apprezzerà al suo giusto merito lo sforzo dei nostri compagni, che hanno dovuto superare una serie notevole di difficoltà. », dans *Giustizia e Libertà*, 10 avril 1936.

<sup>23</sup> ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 120, *passim*.



Quelques mois auparavant déjà, fin novembre 1935, l'administration de « *Giustizia e Libertà* » s'était piquée d'un précédent succès au cours d'une action de même ampleur, glorieuse et fière d'avoir réussi à mobiliser les forces policières et attiré l'attention des Italiens sur le nom du mouvement. Un article qui irrita au plus profond Nicola Chiaromonte, et le décida à exposer ses vues critiques dans une lettre à Rosselli :

Quand hier, j'ai lu en troisième page le titre « le succès des ballons-tracts » et puis le manifeste du « comité lombard », je me suis littéralement senti mal. [...] tant que nous ferons des manifestes de ce genre, le seul résultat que nous obtiendrons sera de faire s'agiter les carabinieri et les policiers. Mais il faut savoir si nous jouons seulement au chat et à la souris avec la police ou si nous cherchons autre chose. [...] En pratique, je constate que la « mentalité *fuoruscitesca* » domine toujours sur une vision mesurée et réaliste. [...] Je sais bien que c'est précisément de cette impasse que GL voudrait s'extraire. Mais comment ? [...] le problème est de parvenir à pouvoir faire quelque chose d'efficace, avec le maximum de raison et de modestie. [...] Pour commencer, je ne vois pas autre chose que de jeter les bases d'un travail de propagande sérieux et, comme premier devoir pour une « unité d'action », réussir à diffuser des publications un peu plus sensées de celles que nous avons jusqu'alors diffusées [...]. Pour cela, il faut abandonner toute forme d'« égocentrisme » et de « théâtralité » [...] <sup>24</sup>.

À sa grande frustration, Chiaromonte put constater que Rosselli était bien décidé à financer de nouveau ce genre d'initiative. C'est que le leader de « *Giustizia e Libertà* » refusait de revenir à un discours plus rationnel et lucide quant aux capacités d'action et d'intervention de l'antifascisme :

On peut souhaiter disposer de temps pour élaborer certaines idées, certaines armes, certains plans ; mais si l'occasion se présente de se battre, il est absurde de continuer à préparer les armes. Nous pourrions attendre qu'existent les trois facteurs déjà acquis, que tu exiges pour passer à l'action (« une organisation vraiment cohérente et capable de continuité dans l'effort » - « cohérence d'une pensée nette accompagnée d'un travail critique continu » - « une activité spontanée dans le milieu social où l'on doit opérer ») ; nous pourrions attendre, et encore à tout moment on trouverait quelqu'un qui avec de bonnes raisons affirmerait que la pensée n'est pas encore nette, l'organisation pas cohérente, l'environnement pas assez favorable ; mais si une occasion s'offre [...] alors,

<sup>24</sup> « Quando ieri ho letto in terza pagina il titolo “il successo dei palloni-stampa“, e poi il manifesto del “comitato lombardo“ mi sono letteralmente sentito male. [...] finchè si faranno dei manifesti di quel tipo, il risultato principale sarà quello di far smuovere carabinieri e poliziotti per dar loro la caccia. Ma si tratta di sapere se giochiamo a far dispetti alla polizia o cerchiamo qualcosa d'altro. [...] In pratica : vedo la “mentalità fuoruscitesca“ prevalere sulla semplice visione misura e proporzione delle cose. [...] So bene che è proprio da questo vicolo cieco che GL vorrebbe uscire. Ma come ? [...] il problema è di giungere pazientemente a poter fare qualcosa di efficace, con la massima razionalità, e quindi modestia. [...] Per cominciare, non vedo altro che gettare le basi di un serio lavoro di propaganda e, come primo compito di un’“unità d’azione“, riuscire a diffondere dei fogli più sensati di quelli diffusi finora [...]. Per questo, bisogna abbandonare ogni “egocentrismo“ e ogni amore di “teatralità“, procedere cosa per cosa, rendendosi conto, nei fatti e nel procedere, della mediocrità (forse fatale) della base di partenza. [...] ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-9, Lettre de « Luciano » [Nicola Chiaromonte] à Carlo Rosselli du 30 novembre 1935.

à tout prix, il faut passer sur chaque circonstance, et chercher la bataille dans les meilleures conditions possibles. C'est grâce à cette méthode que quelques centaines de personnes, et toi avec elles, ont abandonné une position d'attente pour poser tout de suite le problème de la révolution dans sa plénitude et son caractère concret. [...] Il s'agit surtout de donner l'exemple [...] ; sans quoi, comme on l'a vu, les gens attendront que l'organisation soit cohérente (car c'est la psychologie des gens ordinaires) qu'elle prouve qu'elle est la plus forte. S'il y a un moment où il importe de faire cette démonstration, c'est bien celui-là ; quand avec la guerre, les conditions de fonctionnement de la machine fasciste deviennent plus difficiles<sup>25</sup>.

La vivacité du débat entre Rosselli et Chiaromonte est révélatrice des désaccords qui animent « *Giustizia e Libertà* », au moment où c'est tout l'antifascisme qui traverse une crise de légitimité et s'interroge sur son futur. Deux semaines avant l'entrée victorieuse, à Addis-Abeba, des troupes de Badoglio, le correspondant du *Temps*, à Rome, Paul Gentizon, décrit la dispersion... des forces de l'opposition antifasciste :

La répercussion des victoires d'Abyssinie se manifeste déjà jusque dans la politique intérieure dans toutes les couches sociales. [...] Depuis quelques jours sont en vente à Rome les premiers exemplaires d'une nouvelle revue : « La Vérité », dont le directeur est l'ancien député communiste Bombacci, jadis l'un des adversaires les plus farouches du régime. Parmi les collaborateurs, on voit les noms d'Arturo Labriola, ex-député socialiste, ministre du Travail sous Giolitti, jusqu'à ce jour *fuoruscito* des plus impénitents, et Caldara, ancien maire socialiste de Milan. La publication de cette brochure est importante en ce qu'elle signifie le ralliement au régime fasciste d'un groupe d'hommes politiques qui, à son début, furent ses ennemis les plus convaincus<sup>26</sup>.

Rosselli réagit vivement à l'annonce de cette information, et remet les points sur les « i », rappelant que le premier, Bombacci, s'était rallié au fascisme dès 1927, « tandis que tous ses camarades du Comité central du parti communiste étaient arrêtés et sévèrement condamnés » ; soulignant aussi que l'ancien maire socialiste, Caldara, avait « renoncé à toute lutte depuis 1926 ». Sur Labriola, son jugement était cependant plus nuancé, moins agressif. Décrit comme un homme « intelligent, mais extrêmement léger », l'ancien syndicaliste révolutionnaire avait effectivement publié, en 1933, un pamphlet contre le corporatisme, intitulé *L'État et la crise*. Son ralliement récent, dans le contexte de la guerre en Éthiopie, ne pouvait donc être mis sur le compte de la réforme économique et sociale du fascisme, comme le croyait le correspondant du *Temps* :

<sup>25</sup> Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-9, Lettre de Carlo Rosselli du 30 décembre 1935. Texte original reproduit en annexe n°34, p. CXXXIII (volume 2).

<sup>26</sup> « Où l'on voit M. Gentizon découvrir une brèche dans l'antifascisme », *Giustizia e Libertà*, 24 avril 1936.

Arturo Labriola, concluait Rosselli, avant de quitter la terre d'exil pour servir la dictature, nous a laissé un testament qui exalte notre mission et flétrit, sans le vouloir, la sienne. Nous laissons à M. Gentizon le soin de résoudre le rébus Labriola.

Pourtant, la ligne idéologique et stratégique suivie par les hommes de « *Giustizia e Libertà* » n'en reste pas moins autant énigmatique, traversée par des incompatibilités que manifeste ici la querelle entre Rosselli et Chiaromonte.

Ces échanges animés, à l'intérieur du mouvement « *Giustizia e Libertà* », font écho à d'autres débats contemporains qui témoignent, au moins, par leur simultanéité, d'une prise de conscience générale de l'insuffisance des moyens mis en œuvre par les organisations antifascistes. Citons pour exemple les communistes qui, par la voix de leurs dirigeants manifestaient peu ou prou les mêmes types de questionnement : Mario Montagnana s'attaquait par exemple, à sa façon, au « style » de la propagande de son parti, observant notamment que ce dernier s'était aliéné la sympathie et le soutien de « beaucoup de travailleurs et de membres de la classe moyenne »<sup>27</sup>.

On peut, de surcroît, en voir une preuve dans le désir manifeste de renouer avec l'idée d'une alliance des antifascistes, à l'approche de l'hiver 1935<sup>28</sup>. Pourtant, les uns et les autres ont vite fait encore de renvoyer des démarches identiques de rapprochement avec l'opinion italienne à des éthiques opposées<sup>29</sup>. Au sujet, par exemple, d'une propagande pour renouer avec la société italienne, au-delà du seul « antifascisme organisé », idée présente dans tous les plans d'action de cette époque. Rosselli dans *Giustizia e Libertà* renvoie les communistes à leur duplicité qui « oscille entre un réformisme de circonstance et un maximalisme *diciannoviste* »<sup>30</sup> ; une politique néfaste, démagogue, contre « l'éducation » des masses et « nuisible » à la révolution. Il est vrai que les hommes du PCd'I, quelques mois plus tôt, déploraient l'inhabileté de « [leur] organisation » a montré une capacité de « manœuvre et d'élasticité » égale à celle du fascisme, ce qu'ils se promettaient visiblement de corriger<sup>31</sup>. La polémique divise encore communistes et giellistes plus d'un an après, soit à la veille de la victoire du fascisme sur les terres éthiopiennes et du lancement de la campagne du PCd'I autour du mot d'ordre de la « réconciliation

<sup>27</sup> Spriano (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano*, vol. 3, *I Fronti popolari, Stalin, la guerra*, Turin, Einaudi, 1976, p. 12.

<sup>28</sup> Sur ces tentatives, voir : « Verbale di riunione dell'Ufficio politico del PCd'I » daté du 22 novembre 1935, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, op. cit., p. 252-253.

<sup>29</sup> « Unità, ma d'Azione. Matrimonio fascista-antifascista ? », *Giustizia e Libertà*, 20 décembre 1935.

<sup>30</sup> « Un partito alla svolta », *Giustizia e Libertà*, 4 octobre 1935.

<sup>31</sup> Garlandi [Ruggero Grieco], « Per l'organizzazione del fronte popolare antifascista in Italia », *Lo Stato Operaio*, septembre 1935.

nationale » : pour Luigi Gallo, le défaut de « *Giustizia e Libertà* », malgré un changement de tonalité apprécié, est encore de concevoir l'action antifasciste comme « une violente rupture avec le fascisme depuis une position externe » alors que, « pour les communistes [...] le problème est en fait celui d'attaquer le fascisme de l'intérieur<sup>32</sup> ».

Laissons cependant un moment ces polémiques intra-partisanes et essayons plutôt de nous mettre à la place de ceux à qui était destinée cette propagande antifasciste contre la guerre, venue pour l'essentiel de l'étranger, par courrier, et plus exceptionnelle encore, par la voie des airs. Les citadins ou les paysans cultivant les terres aux alentours de Vercelli par exemple, découvriraient, dans ces tracts lancés depuis la France ou la Suisse, les idées auxquelles le fascisme s'était déjà identifié : la Patrie, la nation et le peuple ; en résumé, la grandeur nationale, sur les plans militaires et économiques bien sûr, et moral par-dessus tout. Pas sûr toutefois, que le mouvement gielliste ait réussi à faire entendre son propre message – « L'idée de Patrie signifie pour nous justice, liberté et indépendance » – derrière les emblèmes de la « propagande national-patriotarde »<sup>33</sup> du régime.

C'est que lorsque les giellistes se tournent vers le passé pour y trouver des arguments en faveur d'une « révolution libératrice », c'est encore Mussolini qu'ils citent en exemple, dont ils s'inspirent aussi pour illustrer l'idée d'une opposition à la « guerre du fascisme » : autant d'emprunts et de détournements qui ne témoignent sans doute pas moins des contradictions et des inconséquences du dictateur que de celles du mouvement antifasciste. Comme il peut sembler étonnant en effet d'entendre « *Giustizia e Libertà* » citer et approuver les déclarations et l'action du futur dirigeant fasciste, en 1911 (fig. 40) :

L'opposition à la guerre doit être faite sérieusement, avec une intention révolutionnaire et à l'exclusion d'aucun moyen<sup>34</sup>.

Ou encore, détourner le slogan fasciste de la « guerre des pauvres », pour, à leur tour, déclarer la « guerre prolétarienne »<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> « GL concepisce l'azione come un forzamento delle posizioni fasciste dal di fuori, e su questa base non c'è possibilità d'intesa. Per i comunisti, come per le altre tendenze con le quali essi collaborano, il problema è quello del forzamento delle posizioni fasciste dall'interno. ». Voir : « Verbale di riunione del comitato PSI-PCd'I » daté du 28 avril 1936, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, op. cit., p. 296.

<sup>33</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 2-39, Lettre adressée aux délégués à la réunion pour conclure à une unité d'action et datée du 29 novembre 1935.

<sup>34</sup> ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 120 passim.

<sup>35</sup> « Guerra proletaria ! », *Giustizia e Libertà*, 20 décembre 1935.

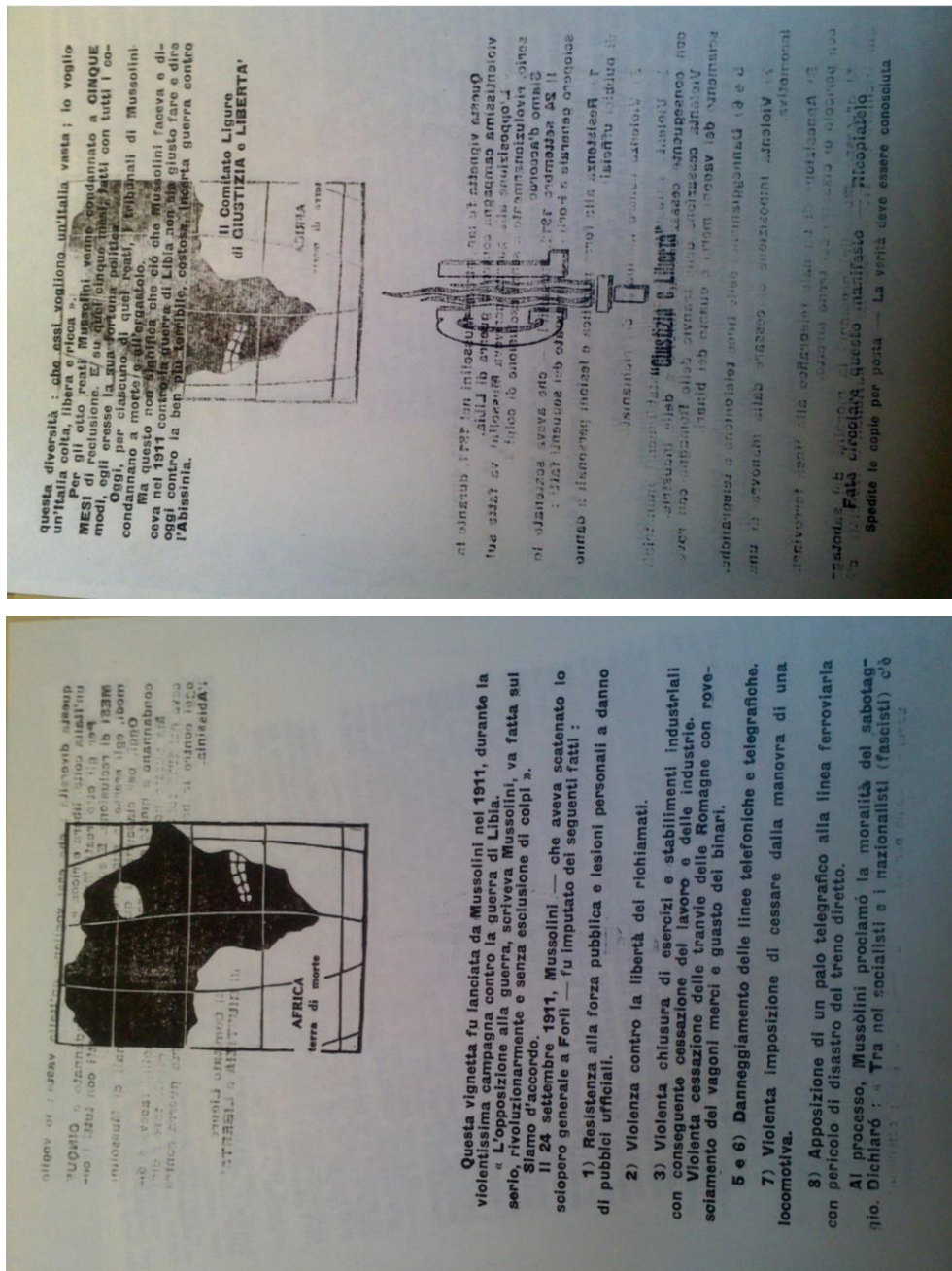


Figure 40 – Recto-verso d’un tract de propagande contre la guerre en Éthiopie, détournant une vignette publiée en 1911 par Mussolini, afin de militer contre l’invasion de la Libye<sup>36</sup>.

Aussi, et dans le contexte de la guerre fasciste en Afrique, des tensions que l’initiative provoque sur le terrain de la diplomatie européenne, l’hebdomadaire gielliste devient bavard et répétitif, inutilement polémique : c’est la sentence de ses détracteurs qui s’expriment du sein même du mouvement. Il faut en tous cas admettre que le journal répète bien plus volontiers qu’il faut lutter qu’il ne donne véritablement les moyens d’agir concrètement : il se remplit

<sup>36</sup> ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 120, *passim*.

d'appels à l'unité, d'accusation contre la « guerre totalitaire » et la « terreur fasciste », de discours laudateurs sur la « révolution sociale » et la « guerre prolétaire ». D'une semaine sur l'autre, à partir de septembre 1935, il faut voir s'étaler sur toute la longueur de la page ces messages univoques pour mobiliser les antifascistes et impressionner l'opinion. Le 27 septembre :

Dans les grandes crises la lutte, en même temps qu'elle s'aggrave, se simplifie. Aujourd'hui, en Italie, trois positions se distinguent : fascisme, restauration conservatrice, révolution. Mais une opposition révolutionnaire fractionnée en plusieurs groupes et partis, occupée à dresser des ordres du jour, ne peut entraîner les masses. Il faut s'unir ; mais s'unir pour de vrai. UN drapeau, UNE initiative, UNE solution pour le peuple italien. Antifascistes : constituons le COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE ITALIEN<sup>37</sup>.

Le journal semble inextinguible, bien que paradoxalement consacré dans un premier temps à l'apologie de « l'antirhétorique » et de la sobriété austère<sup>38</sup>.

Langage élémentaire certainement, car le journal doit parler vite et s'adresser à la masse dans une langue accessible au vulgaire. L'évolution de l'hebdomadaire gielliste révèle donc une sensibilisation progressive de ces hommes, et singulièrement de Rosselli, aux pratiques de l'imprimé et aux vertus rhétoriques de la publicité de masse. À la fonction première de l'information, le journal ajoute la fonction incitative, mais encore la fonction interprétative, puisque les titres ne servent plus seulement à guider la lecture, mais indiquent aussi vigoureusement ce que le lecteur doit penser : « L'ennemi », « Un homme contre un peuple », « Vers la ruine de l'économie », etc.

Il y a là, à l'évidence, une forte connotation déclamatoire, sinon incantatoire : le modèle de la propagande révolutionnaire,<sup>39</sup> mais, plus encore, l'image du langage de masse demeurent des

<sup>37</sup> « Nelle grandi crisi la lotta si acutizza e si semplifica. Oggi, in Italia, lo schieramento avviene su tre posizioni : fascismo, restaurazione conservatrice, rivoluzione. Ma una opposizione rivoluzionaria frazionata in molti gruppi e partiti, occupata a stillare ordini del giorno, non trascina le masse. Bisogna unirsi ; ma unirsi sul serio. UNA bandiera, UNA iniziativa, UNA soluzione presentata al popolo italiano. Antifascisti : costituiamo il COMITATO RIVOLUZIONARIO ITALIANO. », dans *Giustizia e Libertà*, 27 septembre 1935.

<sup>38</sup> « On mobilise l'antifascisme émigré sur un plan extrêmement générique et sentimental [...] on [fait] de la rhétorique, ce qui est défavorable à l'éducation [des masses] et néfaste en matière d'action. » [« *Si mobilita l'antifascismo emigrato su un piano estremamente generico e sentimentale [...] si [fa] della retorica estremamente diseducativa in materia di azione.* »], dans « G.L. e le masse », *Giustizia e Libertà*, 20 juillet 1934.

<sup>39</sup> « L'opposition à la guerre est révolutionnaire et offensive, ou alors il vaut mieux ne rien faire. Nous devons choisir entre Mussolini et Lénine. Être volontaires en Abyssinie, ou volontaires en Italie [...] à la guerre du fascisme, nous devons opposer une lutte concrète et active pour le *sfascio*. » [« *L'opposizione alla guerra o è rivoluzionaria e d'attacco, o è meglio non farla. La scelta è tra Mussolini e Lenin. O volontari in Abissinia, o volontari per l'azione in Italia [...] alla guerra del fascismo, dobbiamo contrapporre una lotta concreta e attiva per lo sfascio.* »], dans « Tre passi avanti e nessun passo indietro (Prospettive e compiti dell'antifascismo rivoluzionario) », *Giustizia e Libertà*, 13 septembre 1935.

références plus ou moins explicites. Dans certains éditoriaux de Rosselli, du reste, celui du 4 octobre ou encore du 15 novembre, c'est avec « l'esprit, et une technique, adaptés à l'époque » que l'on appelle à conduire la propagande et l'agitation contre la guerre<sup>40</sup>, c'est dire qu'il est « fini le temps du pur raisonnement et du sage équilibre », mais que c'est désormais « l'heure de la lutte âpre et des solutions nettes »<sup>41</sup>. On retrouve là, une fois encore, une parfaite conscience des mécanismes à l'œuvre dans la formation de l'opinion dans un pays fasciste, et de la nécessité de proposer une réponse adaptée, par les seuls moyens dont disposent réellement les antifascistes : la propagande et la parole imprimée, plus encore que l'action.

Aussi, peut-on aller plus loin et tenter, d'autre part, d'y lire une sorte d'instrumentalisation critique et raisonnée de la rhétorique ? Le recours à « l'arme moderne » de la propagande, pour citer encore Umberto Calosso, paraît en effet surtout commandé par une certaine logique réaliste. Et par l'impuissance où le moralisme antirhétorique de l'opposition démocratique a conduit l'antifascisme. Les giellistes ont donc pensé y gagner quelque chose pour diminuer l'effet du fascisme sur les masses. C'est même que l'usage de la propagande paraît indispensable pour apporter une solution au grand dilemme que révèle aux hommes de « *Giustizia e Libertà* » le projet de révolution antifasciste et sa conduite contre un régime « totalitaire » : c'est-à-dire la contradiction qui persiste entre la nécessité d'une minorité consciente, intelligente, et l'obligation d'impliquer les masses et d'être un mouvement « total »<sup>42</sup>.

## **L'enjeu « totalitaire » : l'évolution d'un mouvement anticonformiste et révolutionnaire des années trente**

### ***Une Troisième voie illisible et polysémique***

À la fin de l'été 1935, au lendemain d'un événement qui doit consacrer le mouvement dans son rôle d'organisation politique de l'antifascisme à part entière, Rosselli écrivait :

Avec ce [premier] congrès, « G.L. » naît en tant qu'organisation, sur une position révolutionnaire substantielle d'abord, sur une position prolétarienne ensuite, non au sens dont on a usé et abusé de cette expression, mais dans sa signification pleine et entière. Trois pas avant, sans jamais reculer, sur tous les terrains [d'action] ; un progrès sur le

<sup>40</sup> « Opposizione d'attacco », *Giustizia e Libertà*, 4 octobre 1935.

<sup>41</sup> « L'irreparabile », *Giustizia e Libertà*, 15 novembre 1935.

<sup>42</sup> « Movimento G.L. SIGLA di Parigi », *Giustizia e Libertà*, 8 mai 1936.

front humain vers une civilisation, un monde nouveau et non pas seulement sur l'unique terrain économique et utilitaire. [...]»<sup>43</sup>.

Et encore, le 20 septembre dans le journal :

Le premier fait qui frappe [à propos de ce congrès] c'est la jeunesse des participants. La grande majorité est formée d'éléments qui ont grandi sous le fascisme et qui n'ont trouvé dans le passé aucune expression ou idée à lui opposer. G. L. représente pour eux la première expérience de vie politique et de lutte, dans le sens le plus noble de l'expression. Mais est-ce vraiment de « la politique » ce que nous faisons ? Non. Sont en jeu les principes premiers de la vie commune, de la justice, de la liberté. Dès le début, entre nous, également parmi ceux qui ne s'étaient jamais rencontrés, un rapport fraternel s'est instauré<sup>44</sup>.

Il reste que ce genre d'affirmation reste obscure, également pour certains des membres historiques de l'association. Le 29 septembre, Emilio Lussu réagit à la publication du *Manifeste aux Italiens* qu'a fait publier « *Giustizia e Libertà* » à l'occasion de l'ouverture de son premier congrès dans l'exil. « Le texte du *Manifeste*, constate avec étonnement Lussu, dit :

« G. e L. » n'est pas un parti ou un mouvement entièrement politique<sup>45</sup>.

Et alors, se demande-t-il, « que diable est-il ? ». On peut d'ailleurs observer, ne serait-ce que pour s'apercevoir des divergences énormes qui séparent les giellistes, que Lussu reste toujours sur des positions totalement antagonistes de celles envisagées par Mario Levi : il souhaite en effet faire de « *Giustizia e Libertà* » un « mouvement socialiste révolutionnaire », par conséquent classiste et résolument « prolétaire », exclusivement tourné vers les intérêts et les aspirations de la classe ouvrière :

Dans le commentaire, que tu signes *Curzio*, tu écris « Il n'y en a pas un [du mouvement] qui ait dit : nous, ouvriers ». Et pourtant, il fallait que quelqu'un le dise et l'affirme. La *révolution sociale prolétaire*, si elle est prolétaire, ne peut être dirigée que par le prolétariat. Lequel peut assumer ce rôle que s'il a conscience de soi, en tant que prolétaire. [...] Adhérer par conséquent à cette classe, la seule classe radicalement

<sup>43</sup> « Con questo convegno G.L. nasce come organizzazione, su una posizione rivoluzionaria sostanziale, su una posizione proletaria non nel senso adusato e abusato, ma pieno e alto dell'espressione. Tre passi avanti, nessun passo indietro, su tutti i terreni. E avanzata su tutto il fronte umano, verso una civiltà, un mondo nuovi, e non sul puro fronte economico utilitario. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Sezione 11. Nuove acquisizioni, 6, 1-84, Lettre de Carlo Rosselli à Gioacchino Dolci du 17 septembre 1935.

<sup>44</sup> « Il primo fatto che colpisce è la giovinezza dei convenuti. La grande maggioranza è costituita di elementi che si sono formati in clima fascista e che nel passato non trovano nessun termine di raffronto. G. L. è per loro la prima ma fondamentale esperienza di vita politica e di lotta, nel senso più alto e largo dell'espressione. Ma è "politica" quella che noi facciamo ? No. Sono in giuoco i principii primi della convivenza, della giustizia, della libertà. Sin dall'inizio si stabilisce tra di noi, anche tra quelli che non si erano mai incontrati, un rapporto di fraternità. », dans « Che cosa è stato il convegno di "Giustizia e Libertà" », *Giustizia e Libertà*, 20 septembre 1935.

<sup>45</sup> Le texte du *Manifeste* disait, notamment : « *Giustizia e Libertà* non è un partito o un movimento meramente politico. Appartenere a *Giustizia e Libertà* è la iniziazione ad una nuova vita in cui tutto l'uomo è impegnato. ». Voir : « Manifesto agli italiani », *Giustizia e Libertà*, 20 septembre 1935.



antifasciste et révolutionnaire, signifie pour nous se faire son représentant, même si nous n'en faisons pas partie : pour nous *intellectuels*, cela signifie devenir idéalement des prolétaires<sup>46</sup>.

À l'inverse, Salvemini regrettait la surenchère révolutionnaire, à laquelle se prêtait selon lui Rosselli, sous l'influence de nouveaux militants giellistes, venus à la lutte antifasciste avec leurs propres repères idéologiques – pensons à Aldo Garosci, Renzo Giua, Mario Levi, etc. Pour s'en convaincre, on peut reprendre les courriers que s'échangent Rosselli et Salvemini, entre 1935 et 1936. À mesure que l'on progresse dans la lecture de ces lettres, se perçoit nettement toute une série d'incompréhensions entre l'un et l'autre.

En août 1935, la rupture avec Alberto Tarchiani fit par exemple intensément discutée. L'ancien journaliste du *Corriere della Sera*, libéral plutôt conservateur, n'entendait effectivement rien au socialisme de la jeunesse antifasciste et s'éloignait petit à petit de ses anciens compagnons d'action. Le 8, Rosselli se lamenta ainsi du manque d'implication de Tarchiani, lequel, écrivait-il, « ne fait plus rien depuis six mois », et ne « met plus les pieds au siège du journal ». Salvemini saisit l'occasion pour évoquer son propre embarras devant l'évolution de « *Giustizia e Libertà* » :

Moi-même je ne vois pas comment il pourrait perdre son temps en compagnie de ces enfants peu concluants, écrivit-il à Rosselli, qui ne sont même pas bons à fabriquer une boîte d'allumettes. Vous devez vous rendre compte que vous ne pouvez pas travailler au milieu de bavardages d'intellectuels stériles<sup>47</sup>.

C'est qu'entre « *Giustizia e Libertà* » et Salvemini, le malaise s'aggravait depuis presque un an :

Tu sais ce que je pense de G. L. Ces derniers mois, elle a perdu toute orientation : un jour, un virage à droite et un autre un virage à gauche. Je suis convaincu que si G. L. retourne à ce qu'elle fut dans les premiers temps, un journal de gauche, et non d'extrême gauche, Tarchiani reviendra collaborer. Sinon, non. Cette idée qu'il faut être « plus avancés » que les autres, est digne de Lussu, pas de toi. S'il y a un moment où il ne faut pas se confondre avec les communistes, mépriser les socialistes, et prendre la position

<sup>46</sup> « Ma nel commento, a firma di Curzio, tu dici "Non uno che abbia detto : noi operai". E bisognava invece che qualcuno lo avesse detto. La *rivoluzione sociale proletaria*, se è proletaria, non può essere che diretta dal proletariato. Il quale può farlo solo a condizione che esso abbia coscienza di sé, come proletariato. Non si tratta già di vedere se vi siano proletari incapaci e imbecilli, individualmente, ma di considerare il proletariato, per i suoi interessi, per le condizioni del suo sfruttamento [...] Aderire quindi a questa classe, significa farsi rappresentante di essa, anche senza essere proletari : significa diventare idealmente per noi *intellettuali* proletari. ». Lettre de Emilio Lussu à Carlo Rosselli du 29 septembre 1935, citée dans Lussu (Emilio), *Tutte le opere*, vol. 2, *L'esilio antifascista 1927-1943 : storia e milizia*, Brigaglia (Manlio, éd.), *op. cit.*, p. 155-156.

<sup>47</sup> « Ma non vedo come egli possa perdere il suo tempo in compagnia di quegli inconcludenti fanciullini che non sono buoni neanche a fabbricare una scatola di fiammiferi. Tu devi renderti conto che non è possibile lavorare con una sinistra di inconcludenti e chiacchiere da intellettuali spostati ». Voir : Lettre de Gaetano Salvemini du 9 août 1935, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, *op. cit.*, p. 245.

de socialistes intelligents et non lâches - c'est le moment. [...] Il ne faut pas avoir peur ni de rester seul, ni de paraître modérés !<sup>48</sup>

Dans le contexte de la guerre d'Éthiopie, où rappelons-le, la défaite italienne était considérée comme une certitude, les divergences entre Salvemini et Rosselli s'illustrent en particulier quant au problème de « l'après-fascisme ». Le 29 septembre 1935, le premier enrageait ainsi contre les « fumisteries » de quelques « idiots tombés de Turin à Paris » :

Nous aurions dû, au cours des deux dernières années, insister résolument sur notre position claire et nette : république, confiscation des biens des responsables, nationalisation sans dédommagement des industries monopolistiques, respect des droits de la petite et moyenne propriété agricole [...] pas de socialisation de tous les moyens de production et d'échange, pas de dictature du prolétariat, une fois passée la période de restructurations, un retour sincère à la démocratie<sup>49</sup>.

L'historien voulait rester sur une position qu'il estimait plus pragmatique en raison de la configuration politique italienne et de la force de certains milieux traditionnels et conservateurs, très puissants à droite :

Si demain vous pouvez retourner en Italie, vous vous retrouverez à droite avec un Ministère Caviglia - Federzoni - Pie XI – Maria-José - Buozzi et C.i; et à gauche Ercoli et Modigliani. Malveillance à droite et confusion à gauche. Il faut donc, au milieu de tout ça, quelqu'un qui soit un Filippo Turati intelligent et résolu. Ce quelqu'un n'est pas là. Les hommes de G. L. devaient prendre cette position. Ils l'ont abandonnée. Tu es resté seul à faire un travail de nègre avec ton journal, accompagné de trois ou quatre crétins, dont l'un fait un bond en avant tandis que l'autre fait marche arrière, et le même, après avoir donné un coup de massue en avant en donne un en arrière. [...] Ce qui me fait peur chez vous, c'est la confusion des idées. Vous n'êtes ni libéraux ni dictatoriaux. Vous avez fait un gâchis des deux méthodes et vous ne pouvez donc pas y voir clair<sup>50</sup>.

La comparaison avec Turati n'était certainement pas pour plaire à Rosselli, lequel ne se retrouvait plus du tout dans les arguments de son plus proche confident : « Nous n'avons pas lutté pendant quinze ans pour arriver à cela », insista-t-il dans son courrier daté du 15 octobre.

Nous avons toujours soutenu que le fascisme n'était pas normalisable ; nous avons toujours prévu une catastrophe totalitaire dans laquelle seraient emportées toutes les anciennes forces conservatrices que le fascisme a compromises, usées et liées à son char.

<sup>48</sup> *Ibid.* : « Tu sai come la penso su G. e L. In questi ultimi mesi essa ha perduto un orientamento sicuro : un giorno una sterzata a destra e un altro una sterzata verso sinistra. Io sono convinto che se G. e L. torna a quello che fu nei primi tempi, un giornale di sinistra, e non di estrema sinistra, Tarchiani ritornerà a collaborare. Se no, no. Questa idea che bisogna essere « più avanzati » degli altri, è degna di Lussu, non di te. Se c'è un momento, in cui occorre non confondersi coi comunisti, disprezzare i socialisti, e prendere la posizione di socialisti intelligenti e non vili – questo è il momento. [...] Bisogna non aver paura né di rimanere soli, né di apparire moderati ! ».

<sup>49</sup> Voir : Lettre de Gaetano Salvemini du 29 septembre 1935, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 252-253. Texte original reproduit en annexe n°35, p. CXXXIII (volume 2).

<sup>50</sup> *Ibid.*

Il y a l'Angleterre, le roi, le pape, la peur verte de la bourgeoisie, c'est vrai. Mais il y a Mussolini, [...] ; il y a le fascisme lancé à l'aventure, [...]. Les forces conservatrices ont perdu une grande occasion d'intervenir, en n'empêchant pas la guerre<sup>51</sup>.

Devant la catastrophe qui se préparait, Rosselli jugeait absolument une chose « absurde » et anachronique de parler le langage de la prudence et de la modération : « Tu prétends vraiment l'absurde. Tu voudrais, qu'à une époque comme la nôtre, nous imitions le rôle de penseurs du siècle des Lumières, que nous indiquions (comment ? à qui ?) des problèmes et des solutions, que nous ne soyons que raison, mesure, proportion [...]. Mais qui espères-tu d'avoir avec toi dans une telle tempête [en agissant de la sorte] ? Qui espères-tu pouvoir convaincre et convertir ?<sup>52</sup> ».

Tout ceci n'aide pas, bien sûr, à clarifier les positions du mouvement qui tente de rendre compatible l'appel lancé au « prolétariat » avec les principes de son action, comme ici dans un éditorial de l'automne 1934 :

Si [être un] « mouvement prolétaire », cela signifie être un mouvement qui trouve sa cause dans l'émancipation humaine, celle des ouvriers, des paysans, des travailleurs de toutes les races et de tous les pays exploités et humiliés, la réponse est catégorique, G. L. est un mouvement prolétaire. [...] Si en revanche « mouvement prolétaire » devrait signifier, comme il arrive souvent aujourd'hui, mouvement de classe des ouvriers industriels, des ouvriers manuels des centres urbains et des grandes usines, [...] nous répondons : non. [...] Non pas, parce que nous ignorons que les travailleurs industriels représentent la part la plus importante et la mieux préparée, la plus ouverte aussi aux idées socialistes. Mais parce que ces travailleurs sont dans tous les pays, et en Italie aussi, une minorité, et même pas la plus opprimée. [...] une minorité incapable à elle seule de renverser l'ordre bourgeois et même seulement de faire face victorieusement à la réaction fasciste. L'histoire de l'après-guerre, la crise, les fascismes offrent en la matière autant de témoignages importants<sup>53</sup>.

<sup>51</sup> « Noi abbiamo sempre sostenuto che il fascismo era intrasformabile e non normalizzabile ; abbiamo sempre preveduto una catastrofe totalitaria nella quale sarebbero rimaste travolte tutte le vecchie forze conservatrici che il fascismo ha compromesse, logorate e legate al suo carro. C'è l'Inghilterra, il re, il papa, la paura verde della borghesia : è vero. Ma c'è Mussolini, [...] ; c'è il fascismo lanciato all'avventura, [...]. Le forze conservatrici hanno perduto una grande occasione di intervenire, impedendo la guerra ». Voir : Lettre de Carlo Rosselli du 15 octobre 1935, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe, op. cit.*, p. 256.

<sup>52</sup> *Ibid.* : « Tu pretendi veramente l'assurdo. Vorresti in un'epoca come l'attuale che noi facessimo dell'Illuminismo, che additassimo (a chi ? come ?) problemi e soluzioni, che fossimo tutta ragione, misura, proporzione [...]. Ma chi spera di poter avere con in una tempesta simile ? Chi spera di poter convincere e convertire ? ».

<sup>53</sup> « Se "movimento proletario" significa movimento che identifica la sua causa con quella della emancipazione umana, con la causa degli operai, dei contadini, dei lavoratori di ogni razza e paese materialmente sfruttati e moralmente umiliati, la risposta è categorica : sì, G.L. è un movimento proletario. [...] Se invece "movimento proletario" dovesse significare, come spesso oggi significa, movimento di classe degli operai manuali delle città e delle grandi fabbriche, [...] : no. [...] Non già perchè disconosca che i lavoratori delle fabbriche costituiscono la

Le mythe du prolétariat ne disait cependant rien, concrètement, du type de révolution que préparait « *Giustizia e Libertà* ». Restons encore un peu, pour évoquer ce point, sur les échanges entre Rosselli et Salvemini. Il faut rappeler, qu'en 1932, avec la publication de leur premier programme politique, les giellistes s'étaient prononcé en faveur d'une répartition plus équitable des ressources foncières, la nationalisation des banques et des branches considérées comme essentielles de l'industrie, le bannissement de tous les responsables et complices du fascisme, qu'ils exercent un mandat politique ou qu'ils participent à l'activité économique de la nation. En retour, il était aussi avancé une indemnité compensatrice en faveur des propriétaires lésés par la révolution antifasciste.

Deux ans plus tard, cette dernière mesure est définitivement abandonnée. Le 18 mai 1934, en effet, le comité central nouvellement mis sur pied se prononce, en « Une » de *Giustizia e Libertà*, pour la suppression des modalités particulières prévues par le programme de 1932 pour régler les cas d'expropriation, « conformément à l'avis exprimé par les groupes »<sup>54</sup>. Mais, c'est véritablement, le « Manifeste aux Italiens » écrit à quatre mains, par Rosselli et Calosso, en septembre 1935<sup>55</sup> qui supplanta l'ancien document, jamais réédité par le mouvement<sup>56</sup> depuis la cessation de publication des *Quaderni*.

Notre programme était un programme révolutionnaire, non seulement politique, mais aussi social. Et tel il est resté, arguait donc Rosselli, dans sa lettre à Salvemini de la mi-octobre. Aujourd'hui, par nécessité évidente, nous l'avons simplifié, en touchant deux ou trois points essentiels, pour envisager un nouveau plan d'organisation et de vie marqué par une vision intégrale et positive de la liberté. Liberté dans l'usine, liberté sur la terre, liberté dans la vie civile, liberté dans la culture. Cette capacité d'exprimer en termes de liberté tous les problèmes n'est pas une position d'infériorité, mais de supériorité sur les communistes<sup>57</sup>.

frazione più forte, più preparata del proletariato, la più aperta agli ideali socialistici. Ma perchè i lavoratori delle fabbriche costituiscono in ogni paese, e in Italia particolarmente, una *minoranza*, e neppure la più oppressa [...] ; una minoranza assolutamente incapace da sola di rovesciare l'ordine borghese o anche solo di fare fronte vittoriosamente alla reazione fascista. La storia del dopo guerra, la crisi, i fascismi offrono in materia testimonianze decisive. », dans « Siamo un movimento proletario ? », *Giustizia e Libertà*, 26 octobre 1934.

<sup>54</sup> « Sul programma di G. e L. », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934.

<sup>55</sup> « Manifesto agli Italiani », *Giustizia e Libertà*, 20 septembre 1935.

<sup>56</sup> Dès mai 1934, par exemple, les sympathisants qui souhaitaient connaître le détail du programme politique de 1932, devait en faire expressément la demande auprès de l'administration du journal, pour en recevoir une copie. Voir : « Sul programma di G. e L. », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934.

<sup>57</sup> « Il nostro era programma di rivoluzione non solo politica, ma sociale. E tale è rimasto. Oggi, per necessità evidenti, lo abbiamo semplificato, toccando due o tre punti essenziali, per prospettare un nuovo piano di organizzazione e di vita improntato a una visione integrale e positiva della libertà. Libertà nella fabbrica, libertà sulla terra, libertà nella vita civile, libertà nella cultura. Questa capacità di esprimere in termini di libertà tutti i problemi non è una posizione di inferiorità, ma di superiorità sui comunisti ». Voir : Lettre de Carlo Rosselli du 15 octobre 1935, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 256-257.

Certes, le giellisme voulait, lui aussi, une industrie « sans patrons », mais refusait la dictature, honnissait l'idée même de bureaucratie, de même qu'il refusait de confier la gestion de la terre à l'État. Cependant, ses références pouvaient faire douter les démocrates les plus convaincus, hostiles à toute forme d'expérimentation révolutionnaire, comme Salvemini. Rosselli imaginait en effet une « révolution russe portée en Occident, avec tout l'héritage de la civilisation occidentale »<sup>58</sup> : « Ce sont des tâches à offrir à une génération. Ici on voit une position de conversion pour la jeunesse, une possibilité de rachat pour le pays »<sup>59</sup>.

L'incompréhension entre Salvemini et Rosselli ne se manifestera peut-être jamais autant, publiquement, que lorsque l'historien, entouré d'intellectuels italiens exilés en Amérique et de professeurs exerçant dans les universités étatsuniennes, publièrent une lettre dans la presse américaine pour réfuter, une nouvelle fois, la thèse toujours si répandue à l'étranger, selon laquelle la chute du régime fasciste serait l'occasion d'une prise de pouvoir par les communistes. Les signataires de la lettre<sup>60</sup> s'étendaient sur la difficulté, pour « les républicains italiens », de reconstruire le pays, selon « un nouvel ordre économique et social », en promettant que la prochaine « république démocratique » ramènerait l'Italie dans le « cercle du monde civilisé » :

S'il y a quelqu'un qui veut définir ce changement de longue haleine une « révolution sociale », qu'il le fasse, tout en se rendant compte que ce ne sera pas la révolution « communiste » mais précisément son contraire [...] <sup>61</sup>.

Republié, le 7 février, dans *Giustizia e Libertà*, le document fut reçu avec quelques réserves : « Si une révolution a lieu, nous ne croyons pas non plus à la probabilité et à la vitalité d'une solution communiste, mais pour d'autres raisons que celles avancées par les signataires », estimait Rosselli. Tout en reproduisant certains mécanismes dictatoriaux, la révolution communiste ne serait en fait pas assez ambitieuse aux yeux du *leader* gielliste qui rappelait « aux étrangers qui se préoccup[ai]ent tellement de l'éventualité d'une révolution en Italie », que celle-ci était précisément la chose vraiment « difficile à réaliser dans [son] pays », où « a toujours prédominé l'esprit de compromis et de "*combinazione*" ». Aussi la révolution était

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> *Ibid.* : « Questi sono compiti da offrirsi ad una generazione. Qui si vede una posizione di conversione per la gioventù, una possibilità di riscatto per il paese ».

<sup>60</sup> Notamment : Max Ascoli, Giuseppe Antonio Borgese, Michele Cantarella, Guido Ferrando, Gaetano Salvemini, Lionello Venturi.

<sup>61</sup> « Une lettre d'intellectuels antifascistes sur le soi-disant danger communiste en Italie », *Giustizia e Libertà*, 7 février 1936.

l'unique préoccupation des antifascistes ; et à l'entendre, des giellistes plus encore que des communistes. Les auteurs de la lettre étaient-ils prêts à les suivre sur ce point ?

[...] la lettre de nos amis envisage une série de réformes qui – comme l'expérience récente le montre – ne sont pas concevables sans une révolution en profondeur. Ce qui documente, s'il en était besoin, le sens des responsabilités d'hommes qui, écrivant à l'étranger, revendiquent l'intégralité de leur pensée politique en refusant toute manœuvre opportuniste, même s'il risque de compromettre l'objectif pour lequel la lettre a été écrite<sup>62</sup>.

Malgré la satisfaction exprimée par Rosselli, on peut voir dans ce commentaire, moins la conviction que Salvemini et ses pairs étaient réellement portés à promouvoir une « subversion révolutionnaire » contre le fascisme, que le désir de prouver, devant l'historien, l'incohérence de ses propres propositions.

Un terrain d'expression du dissensus qui les oppose et qui est particulièrement intéressant à étudier concerne la position de l'antifascisme face au catholicisme italien et la question de l'Église dans l'Italie de l'après-fascisme.

### *Un journalisme de délibération : l'exemple de la discussion sur l'Église catholique*

La question des responsabilités, ou des « complicités » de certains corps puissants, comme l'Église, dans la guerre contre l'Éthiopie, confronta l'antifascisme à des problèmes plus ardues encore que pour la masse indistincte du « peuple ». Cette dernière catégorie pouvait vaguement se rapporter aux différentes composantes de la société italienne, à ses classes laborieuses de toutes origines, des plus modestes aux classes moyennes urbaines et industrielles : « les commerçants, les industriels, les cultivateurs, les ouvriers, les paysans italiens » listait par exemple un article daté du 8 novembre<sup>63</sup>. Évoquée sous le prisme de l'antagonisme entre le « peuple » et le « gouvernement », la réalité sociale de l'Italie se ramenait au schéma traditionnel de la dictature, où le « tyran » s'opposait au reste de la nation<sup>64</sup>. Déjà pourtant, la

<sup>62</sup> « Se una rivoluzione avverrà, neppure noi crediamo alla probabilità e alla vitalità di una soluzione comunista, e per ragioni diverse da quelle addotte dai firmatari [...] [...] la lettera dei nostri amici prospetta una serie di riforme tali che – come l'esperienza recente dimostra – non sono concepibili senza una sovversione profonda. Il che documenta, se ve ne fosse bisogno, il senso di responsabilità d'uomini che, scrivendo all'estero, rivendicano l'interesse del loro pensiero politico rifiutandosi alla manovra opportunistica, anche se corre il rischio di compromettere l'obbiettivo per il quale la lettera è stata scritta », dans « A proposito di una lettera sul pericolo comunista in Italia », *Giustizia e Libertà*, 7 février 1936.

<sup>63</sup> « La sanction radio », *Giustizia e Libertà*, 8 novembre 1935.

<sup>64</sup> « Un uomo contro un popolo », *Giustizia e Libertà*, 1 novembre 1935 ; article repris en français sous le titre « Guerre et dictature », le 8 novembre 1935.

dimension idéologique revêtu par le concept de « vieille Italie », développé dans l'hebdomadaire et qui désignait à la fois l'Italie d'avant le fascisme ainsi que les corps sociaux ou les institutions solidaires du régime, brouillait très nettement la précédente grille de lecture. Avec cet autre modèle de représentation, l'exceptionnalité du fascisme semblait au contraire se diluer dans les vestiges d'un passé à solder. Mais dès lors, pour l'antifascisme, la question de son attitude concernant les « responsabilités » d'une partie de la société aux côtés du gouvernement de Mussolini se faisait plus difficile. Non pas tant en raison de son attachement à certaines institutions comme la monarchie ou l'Église catholique, qui permettait plutôt en fait à l'opposition gielliste de démontrer la nécessité d'une révolution politique et sociale, que de l'influence de ces institutions « complices » sur les masses italiennes.

Car, un an après le début de la crise entre l'Italie et l'Éthiopie, il ne suffisait plus d'avancer que la guerre avait été décidée et programmée par Mussolini lui seul. Le contexte de la mobilisation et les effets de la propagande du régime sur l'opinion, créait une situation particulièrement difficile pour l'opposition antifasciste. Ces conditions révélaient en fait combien était illusoire et impraticable la division binaire entre la « population » et le « gouvernement fasciste » ; elles compliquaient la question de la « succession » ; et enfin elles mettaient en avant ce qui, six ans après les accords du Latran, représentait, en fait, un problème majeur pour l'antifascisme dit « démocratique », à savoir l'attitude à prendre face au Vatican et à l'Église catholique.

Considérons avant tout la question classique des relations entre l'Église et le fascisme, que l'opposition examina très vite, au même titre que les rapports qu'entretiennent, après 1925, Mussolini et l'armée par exemple, ou le gouvernement et la monarchie. En 1927, Salvemini publia en ce sens un long article dans une revue américaine, mettant notamment en exergue la polyvalence des réactions du clergé face aux fascistes, qui trouvait son origine dans l'absence de doctrine et d'indications précises quant à l'attitude officielle des catholiques face au nouveau pouvoir. En outre, rappelait l'historien, les divisions du parti fasciste, entre un courant clérical et l'autre incroyant et même antireligieux, n'autorisait aucune conclusion hâtive sur un sujet aussi complexe et embrouillé<sup>65</sup>.

Deux ans après, Salvemini y revient donc dans une œuvre importante, mais toutefois jamais achevée, qui lui permet de revenir sur la politique de l'État italien, entre 1870 et 1922, soit au lendemain de la prise de Rome, et d'en tirer une réévaluation positive du cinquantenaire libéral.

<sup>65</sup> Salvemini (Gaetano), « Mussolini, il papa e il re », *Century Magazine*, New York, mai 1927, cité dans Id., *Scritti sul fascismo*, vol. 2, Valeri (Nino, éd.), Merola (Alberto, éd.), *op. cit.*, p. 277.

La signature des accords du Latran, entre le gouvernement fasciste et le Vatican, venait cependant rompre l'harmonie enfin retrouvée dans les rapports entre la politique et la religion, en Italie, à la suite de l'unification du pays. Le concordat, analysait Salvemini, introduisait en effet d'importants changements dans le système aconfessionnel de l'État italien, ouvrant une seconde fois la question romaine<sup>66</sup>.

Pour ce qui concerne maintenant le mouvement « *Giustizia e Libertà* », cette question des relations entre l'État italien et l'Église catholique semble une première fois résolue lors de la publication de son programme, en 1932, quand la volonté de définir une politique antifasciste était encore sous-tendue par une conception sociale-démocrate plutôt classique. La conviction était alors largement partagée que la religion était une affaire privée, et qu'il suffisait de préconiser la « séparation complète de l'État et de l'Église ».

Sur le plan de l'action, les giellistes, suivant Salvemini, allèrent jusqu'à suggérer de mobiliser et de prendre appui sur des représentants du bas clergé pour gagner de l'influence dans l'opinion. Ainsi, Francesco Luigi Ferrari, l'ancien secrétaire général de la FUCI<sup>67</sup>, rédigea, en 1930, pour « *Giustizia e Libertà* », un opuscule de propagande destiné aux « curés d'Italie »<sup>68</sup>. De cette façon, encore en 1934, il n'était pas rare de voir cité, dans l'hebdomadaire du mouvement, plusieurs actes d'insoumission du clergé catholique face aux hiérarques fascistes, démontrant les tensions toujours vivaces entre les deux pouvoirs<sup>69</sup>.

Cependant, le mouvement gielliste, qui continuait d'affirmer son ambition de rompre avec un anticléricalisme traditionnel et franc-maçon<sup>70</sup>, adopta aussi, entre 1930 et 1935, une attitude plus distante à l'égard du monde catholique.

À bien y regarder, on observe en effet des situations différentes et beaucoup moins linéaires à compter de la moitié des années trente. D'abord, les commentaires dirigés contre le pouvoir

<sup>66</sup> Ces écrits, le premier intitulé *Stato e Chiesa in Italia da Pio IX a Pio XI*, et le second *Stato e Chiesa sotto la dittatura fascista*, ont été édités seulement à la fin des années soixante, lors de la publication de l'« œuvre » de l'historien par les éditions Feltrinelli. Voir : Salvemini (Gaetano), *Stato e Chiesa in Italia*, Coni (Elio, éd.), Milan, Feltrinelli, 1969.

<sup>67</sup> En 1909 et 1910. La FUCI, *Federazione Universitaria Cattolica Italiana*, est une fédération fondée en 1896 dont l'objectif est de rassembler des groupes d'étudiantes et d'étudiants catholiques. Unique organisation universitaire reconnue sous le fascisme, elle représenta alors un lieu de formation majeure pour la future classe dirigeante de la *Democrazia Cristiana*.

<sup>68</sup> ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « Pubblicazioni a stampa di *Giustizia e Libertà* », 2.1.5-4, *Ai parroci d'Italia*, opuscule écrit par Francesco Luigi Ferrari en 1930 pour le mouvement « *Giustizia e Libertà* ».

<sup>69</sup> « Diaspori Vaticano-fascisti. I gerarchi contro il Vescovo di Trieste », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934 ; « Il vescovo Fogar », *Giustizia e Libertà*, 31 août 1934.

<sup>70</sup> Voir : Zunino (Pier Giorgio), « Chiesa e fascismo nelle concezioni di *Giustizia e Libertà* », dans Rossini (Giuseppe, dir.), *Modernismo, fascismo, comunismo. Aspetti della cultura e della politica dei cattolici nel '900*, Bologne, Il Mulino, 1972, p. 329.



de l'Église et contre la prétention catholique à gouverner les âmes de tous les Italiens étaient également constants dans le journal. Quelques sympathisants du mouvement pouvaient d'abord relever les polémiques qui continuaient d'opposer le régime et certains porte-paroles du Vatican mais, les avantages que pouvaient finalement en tirer les antifascistes, n'étaient plus tout à fait évidents. Ainsi, *Giustizia e Libertà* signalait « l'accaparement insinuant et en même temps effronté », par l'Église, « de toute activité renforçant son autorité dans l'État fasciste », et pouvait décrire le « prêtre moderne » comme un individu à la fois « arrogant mais lâche »<sup>71</sup>.

De même, s'exprimant sur le vaste sujet de « l'après-fascisme », certains insistèrent sur la portée « humaniste » des idées antifascistes, affirmant avec fermeté la nécessité d'une nouvelle civilisation, « radicalement fondée sur l'homme », qui puisse rompre définitivement avec toutes les religions transcendantes, et en premier lieu avec « l'Église de Rome »<sup>72</sup>.

L'idée qu'il était plus que souhaitable que la reconstruction intervienne sur des bases absolument différentes, « sans laisser de *ponts* permettant de revenir sur les positions de départ »<sup>73</sup>, apparaissait aussi à un degré d'élaboration plus avancé, sous la plume d'Aldo Garosci. Pour le militant turinois, qui s'était fait remarquer<sup>74</sup> dans les *Quaderni* puis l'hebdomadaire gielliste par son discours affirmé, réformateur et socialiste, la mission de l'antifascisme consistait à aller au-delà de la seule séparation de l'État et de l'Église. Il visait, au contraire, un régime « juridictionnaliste »<sup>75</sup>, prônant le contrôle du pouvoir politique sur la vie et l'organisation de l'Église romaine. À la différence de Salvemini, Garosci estimait « impossible » de retourner au régime progressivement établi pendant le cinquantenaire libéral, avant l'adoption des accords du Latran<sup>76</sup>. Il voulait non seulement abroger le pacte de 1929 conclu entre le régime fasciste et le Vatican, mais encore, renoncer au système des « garanties ».

C'est que, beaucoup plus que de questions proprement spirituelles, Garosci étudiait, à la façon marxiste, le problème religieux sous l'angle institutionnel et économique, focalisant son attention sur le pouvoir « despotique » exercé par la hiérarchie ecclésiastique – le pape et les évêques – sur l'ensemble du clergé italien. Il mesurait toute l'aberration d'un tel système au

<sup>71</sup> « Preti e fascisti. Una polemica "Osservatore Romano"-"Popolo d'Italia" », *Giustizia e Libertà*, 20 juillet 1934.

<sup>72</sup> « Faber e l'umanesimo », *Giustizia e Libertà*, 23 novembre 1934.

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 8 août 1934, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 218.

<sup>75</sup> Sur ces questions, nous renvoyons le lecteur à l'essai de Pier Giorgio Zunino, déjà cité : Zunino (Pier Giorgio), « Chiesa e fascismo nelle concezioni di Giustizia e Libertà », dans Rossini (Giuseppe, dir.), *Modernismo, fascismo, comunismo. Aspetti della cultura e della politica dei cattolici nel '900*, op. cit., p. 340-345.

<sup>76</sup> Magrini [Aldo Garosci], « Noi et la Chiesa », *Giustizia e Libertà*, 8 mars 1935.

cœur d'une Italie, qu'il imaginait enfin libérée de toute forme de tyrannie. Garosci justifiait ainsi son ambition de ne pas se limiter à retrouver « les institutions de tolérance », mais à s'efforcer de construire les « institutions éducatrices et émancipatrices »<sup>77</sup>.

Retournant sur le sujet, vers le début de l'année 1936, il affirmait, hautement et de façon très claire, que l'Église, après le fascisme, demeurait le principal adversaire de la « révolution socialiste » :

[...] il faudra développer chez l'homme la conscience des valeurs humaines, le sens de sa propre dignité et de ses propres capacités : porter le sentiment de religiosité d'un Dieu transcendant à l'humanité<sup>78</sup>.

De même, bien que depuis une position tout à fait différente, comme nous avons pu nous en apercevoir un peu plus haut, Umberto Calosso se posait également, dans les pages de *Giustizia e Libertà*, contre l'application d'un strict séparatisme à la française, développant lui aussi une vision très critique de la religion catholique – « antisacerdotale » –, le catholicisme incarnant finalement un idéal absolument contraire aux aspirations civilisatrices nouvelles de l'antifascisme gielliste<sup>79</sup>.

Ce climat régnant en plein milieu des années trente est en effet inexplicable si l'on ne mesure pas les attentes nouvelles nées parmi les cadres et les sympathisants de « *Giustizia e Libertà* », à un moment charnière où, même sans arriver à se structurer dans un programme définitif et cohérent, ces perspectives laissaient deviner le caractère essentiel de la question religieuse pour les giellistes. Rosselli définissait ainsi l'institution ecclésiastique comme le « prototype des totalitarismes » modernes, érigeant la lutte contre l'Église, comme un principe fondamental de la « révolution italienne » :

Composer avec l'Église [...] équivaut à composer avec la contre-révolution ; car autour de l'Église se déterminera mathématiquement en Italie le repli conservateur<sup>80</sup>.

L'attitude des communistes lui semblait aussi un peu légère, sinon imprudente et irresponsable :

<sup>77</sup> *Ibid.* : « [...] bisognerà sviluppare nell'uomo la coscienza dei valori umani, il senso della propria dignità e delle proprie capacità : trasportare dal Dio trascendente all'umanità il sentimento della religiosità ».

<sup>78</sup> A. Magrini [Aldo Garosci], « La Chiesa in Italia e i problemi della rivoluzione », *Giustizia e Libertà*, 24 janvier 1936.

<sup>79</sup> Calosso (Umberto), « Rivoluzione antisacerdotale », *Giustizia e Libertà*, 21 février 1936.

<sup>80</sup> « Comporre con la Chiesa [...], equivale a comporre con la controrivoluzione ; perchè attorno alla Chiesa si determinerà in Italia matematicamente il ripiegamento conservatore », dans « Una lettera di Salvemini sugli accordi del Laterano », *Giustizia e Libertà*, 17 avril 1936.

Myopes sont en fait [...] les partis révolutionnaires qui, comme le parti communiste, croient aujourd'hui une bonne tactique de s'attirer les catholiques en abolissant toute polémique antivaticane [...]<sup>81</sup>.

Toutefois, le problème des rapports entre religion et antifascisme ne se posait pas qu'aux giellistes, loin s'en faut. En 1935, Luigi don Sturzo était le seul survivant des trois réfugiés catholiques les plus illustres et influents de l'exil antifasciste<sup>82</sup>. La question, longuement débattue dans *Giustizia e Libertà*, de la réforme ecclésiastique et de l'avenir de l'Église catholique dans une Italie reconquise par l'antifascisme, fut à la fois le lieu de la rencontre et de la coupure la plus conflictuelle entre l'ancien secrétaire du parti populaire et le dirigeant gielliste, pourtant très intimes<sup>83</sup>. Symptomatiques de cette proximité et de leur amitié, les mots bienveillants du second, dans ses lettres, au moment de publier des documents compromettants sur l'alliance entre fascistes et catholiques. Le 25 septembre 1934, par exemple, suite à la parution d'une photo montrant un prêtre baiser la main du *duce* – extraite du magazine illustré *Vu* – Rosselli s'excusait presque de publier ces images, humiliantes pour Sturzo et les catholiques antifascistes (fig. 41) :

Nous ne pouvons pas survoler ces aspects de la vie italienne, justifiait Rosselli. [...] Je me rends compte combien douloureuses certaines manifestations doivent vous sembler. Mais la vérité, la réalité avant tout. Pardonnez la franchise et accueillez mon salut cordial<sup>84</sup>.

<sup>81</sup> *Ibid.* : « Assai miopi sono [...] partiti rivoluzionari che, come il comunista, credono oggi buona tattica ingraziarsi i cattolici abolendo ogni polemica antivaticana ».

<sup>82</sup> Avec Francesco Luigi Ferrari, déjà cité, qui s'éteint le 2 mars 1933, à Paris. Deux ans plus tôt, était également mort, dans l'exil, Giuseppe Donati, longtemps proche de Salvemini, membre important du parti populaire italien (PPI) après en avoir été un opposant convaincu au sein du parti démocrate-chrétien (PDC),

<sup>83</sup> Voir l'introduction à l'édition de leur correspondance par Giovanni Grasso : Grasso (Giovanni, éd.), *Luigi Sturzo e i Rosselli tra Londra, Parigi e New York : carteggio (1929-1945)*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004, p. 3-39.

<sup>84</sup> « Noi non possiamo sorvolare su questi aspetti della vita italiana [...]. Mi rendo conto quanto dolorose certe manifestazioni debbono riuscirle. Ma la verità, la realtà innanzitutto. Perdoni la franchezza e accolga il mio saluto cordiale », dans Giovanni Grasso : Grasso (Giovanni, éd.), *Luigi Sturzo e i Rosselli tra Londra, Parigi e New York : carteggio (1929-1945)*, op. cit., p. 67.



**Figure 41 – Photographies d’un prêtre baisant la main de Mussolini, et du cardinal Schuster (archevêque de Milan) en compagnie de fascistes milanais<sup>85</sup>.**

Aussi, les désaccords entre les deux, à partir de février de l’année suivante, arrivent-ils presque incidemment, et sans intention directement polémique. On se souvient, en effet, que Rosselli animait une rubrique dans laquelle il commentait, sur un ton mi-amusé mi-ironique, les nouvelles et les polémiques parues dans la presse. Parmi les journaux qui arrivaient jusqu’à sa table de travail, figuraient en bonne place, dans ces chroniques, les deux titres de presse les plus proches du Saint-Siège, à savoir *La Civiltà Cattolica* et surtout *L’Osservatore Romano*. Fin janvier 1935, ce dernier, en polémique avec les évangélistes, accusé de vendre leurs articles de propagande et ainsi de « capter l’argent catholique », réagit « furieusement », considérant comme une « calomnie » l’insinuation lancée contre eux que « Montalembert avait prétendu que les catholiques voulaient la liberté pour eux-mêmes mais pas pour les autres ».

L’anecdote est l’occasion d’un débat en profondeur sur la compatibilité, ou la contradiction de fond, entre le catholicisme et la liberté, par conséquent la démocratie :

D’un point dogmatique, observe Rosselli, la phrase est certainement calomnieuse parce qu’elle considère que l’Église puisse revendiquer la liberté. Or, la liberté, toutes les libertés modernes, ont été fermement condamnées par l’Église depuis l’Encyclique *Mirari Vos* (1832). [...] En pratique, en revanche, comment nier que les catholiques, les partis catholiques, l’Église elle-même, dans les pays où ils sont en minorité ou ont à

<sup>85</sup> « Conciliazione », *Giustizia e Libertà*, 31 août 1934.

lutter contre le laïcisme, ne revendiquent pas les libertés de conscience, de culte, d'enseignement, etc. ?<sup>86</sup>

Du Vatican, Rosselli sautait à l'action historique du Parti Populaire italien (PPI) en faveur de la loi sur la « liberté d'enseignement » :

Le parti populaire italien s'est battu avec acharnement pour la « liberté d'enseignement ». Mais ce n'est pas parce qu'il trouvait juste le principe en soi, mais parce qu'il voulait rompre le monopole de l'État. Il va de soi que si le parti populaire avait eu la majorité, il aurait aboli la liberté d'enseignement. Aujourd'hui le Pape y est partiellement parvenu, obtenant du fascisme l'instruction religieuse obligatoire<sup>87</sup>.

Renversante, la conclusion de Rosselli ne laissait aucune place au doute – « Le catholique est fatalement un ennemi de la liberté, de toutes les libertés » – transposant l'Église dans la figure de l'adversaire à abattre :

Si, cependant, après la mort de Mussolini, l'Église tentait d'hypothéquer la succession, nous nous allierions aussi avec les fascistes anticatholiques pour mettre l'Église à sa place<sup>88</sup>.

Injuste et sans nul doute exagéré, le propos effleura la susceptibilité de don Sturzo, qui s'adressa directement à Rosselli, seulement six jours plus tard, affirmant d'abord son incrédulité devant les accusations lancées contre son parti, par un mouvement allié, puis démontrant, par une série d'exemples, l'adhésion sincère des catholiques membres du PPI aux principes de la démocratie<sup>89</sup>. Sa lettre fut publiée dans *Giustizia e Libertà*, plus d'un mois après, à sa demande,

<sup>86</sup> « In linea dommatica, la frase è certamente calunniosa perchè ammette, nientemeno, che la Chiesa possa rivendicare la libertà. Ora la libertà, tutte le libertà moderne, sono state condannate recisamente dalla Chiesa sin dall'Enciclica *Mirari Vos* (1832). [...] In linea pratica, invece, come negare che i cattolici, i partiti cattolici, la stessa Chiesa, nei paesi dove sono in minoranza o hanno da combattere contro il laicismo, non rivendichino le libertà di coscienza, di culto, di insegnamento ecc. ? », dans Lector [Carlo Rosselli], « Missione d'imbroglio », *Giustizia e Libertà*, 1 février 1935.

<sup>87</sup> *Ibid.* : « Il partito popolare in Italia si è battuto strenuamente per la “libertà di insegnamento“. Ma non già perchè ritenesse giusto il principio in sè, ma perchè gli premeva rompere il monopolio dello Stato. Va da s'è che se il partito popolare avesse avuto la maggioranza avrebbe abolito la libertà di insegnamento. In parte c'è riuscito il Papa, ottenendo dal fascismo l'istruzione religiosa obbligatoria ».

<sup>88</sup> *Ibid.* : « Se, putacaso, dopo la morte di Mussolini, la Chiesa tentasse di ipotecare la successione, noi ci allerveremo anche coi fascisti anticattolici per mettere a posto la Chiesa. Il fascismo passa. La Chiesa no ».

<sup>89</sup> Grasso (Giovanni, éd.), *Luigi Sturzo e i Rosselli tra Londra, Parigi e New York : carteggio (1929-1945)*, op. cit., p. 67-68. Sturzo citait le programme politique du PPI, qui avait, disait-il repris pour *credo*, la devise historique « Libertas » des communes italiennes ; rappelait l'engagement de Giuseppe Donati et de Francesco Luigi Ferrari pour la liberté, et leur mort dans l'exil ; démontrait la capacité des catholiques au pouvoir, ou majoritaire, de respecter la liberté d'enseignement, en reprenant l'exemple de la Belgique.

avec un commentaire par lequel Rosselli démontrait son refus à débattre de la chose, d'un point de vue strictement historique, pour tenir la discussion sur un terrain métaphysique<sup>90</sup>.

Du reste, la grande affaire du moment, en 1935, est l'attitude de l'Église, des catholiques en général, et du Vatican en particulier, face à la crise italo-éthiopienne. Commençons par rappeler que pour les spécialistes de la question, le sujet est complexe et invite à la nuance. Officiellement, le pape Pie XI affichait une position de neutralité. Chargé des responsabilités du pastorat suprême après le pontificat de Benoît XV (1914-1922), le bien nommé « pape de la paix », Achille Ratti, ancien archevêque de Milan, revendiquait l'héritage de son prédécesseur<sup>91</sup>.

Au cours de son règne, Benoît XV avait lié, de manière étroite, la recherche d'une paix solide – en Europe et dans le monde – à l'instauration d'un ordre international chrétien. Cette ambition impliquait une activité missionnaire intense, quoique prudemment distincte de toute forme de colonialisme : souhaitant ardemment séparer les destinées de l'Église romaine de celles des puissances européennes, le souverain pontife se déclarait officiellement contraire au « colonialisme religieux »<sup>92</sup>. Bien que ces mots ne soient pas repris dans les discours de son successeur, Pie XI, celui-ci partageait avec le pape génois, un même intérêt à séparer les intérêts de l'Église de ceux de l'Italie. Sur le terrain missionnaire, cette position le conduisait à affirmer leur caractère non politique, pour légitimer et garantir le rôle supranational de l'Église. Aussi, comme le démontra sa condamnation de l'Action française, en 1926, la religion ne devait servir aucune fin politique.

Pourtant, il était toujours question, pour Pie XI, d'affirmer la position centrale de Rome au sein de l'universalisme catholique, et donc de conserver une vision eurocentrée, focalisée sur l'occident. On anticipe ainsi aisément les difficultés à s'adapter à la diversité des traditions religieuses parmi le monde du catholicisme, notamment avec l'Église d'Orient et la famille des coptes, en Éthiopie. Presque malgré elle, pourrait-on écrire, l'Église de Rome assumait un rôle sensible et stratégique, à l'intérieur des pays colonisés, comme promotrice d'un modèle

<sup>90</sup> Réfutant l'exemple belge, au motif que les catholiques étaient « contrôlés » et liés au mouvement socialiste et libéral, Rosselli affirmait aussi : « Le point en débat, cependant, n'était pas, pour nous, seulement un problème de fait. C'était aussi un problème de principe, que la lettre de Sturzo ne résout pas. Un catholique ne peut pas accepter la liberté comme principe ; mais seulement comme expédient pratique, en fonction des circonstances » [« *Il nostro, comunque, non era solo un problema di fatto. Era anche un problema di principio, che la lettera di Sturzo non risolve. Un cattolico non può accettare la libertà come principio ; ma solo come spediante pratico-tecnico, data "la miseria dei tempi".* »], cité dans « Una lettera di Sturzo », *Giustizia e Libertà*, 15 mars 1935.

<sup>91</sup> Sur ces questions, nous renvoyons à la contribution de Agostino Giovagnoli : Giovagnoli (Agostino), « Il Vaticano di fronte al colonialismo fascista », dans Del Boca (Angelo, dir.), *Le guerre coloniali del fascismo*, op. cit., p. 112-132.

<sup>92</sup> Dans son encyclique *Maximum Illud* du 30 novembre 1919.

civilisationnel davantage « européen » que « catholique », et même parfois, simplement italien<sup>93</sup>. Au demeurant, l'action du Vatican dans les régions marquées par la présence italienne, suscitait l'intérêt et le contrôle vigilant du régime et de ses gouverneurs présents sur place. Du point de vue des hiérarques fascistes, l'Église catholique était en effet considérée comme un instrument de consolidation du pouvoir colonial. Aussi, dans ces conditions, la neutralité officielle du pape s'affirmait en fait avec beaucoup de prudence, malgré quelques concessions et autres formules ambiguës.

Certaines ne laissaient pourtant guère d'espace à l'incertitude pour les giellistes. Fin février, un article de *L'Osservatore Romano* justifia l'œuvre colonisatrice au nom du principe de civilisation. *Giustizia e Libertà* dénonça, en retour, un « langage hypocrite et brutal », une « déclaration explicite de la complicité du Vatican avec le gouvernement fasciste » pour la conquête de l'Éthiopie<sup>94</sup>. Le 5 avril, Rosselli réitéra ses accusations et mit le quotidien romain au défi de prouver qu'il n'était pas « asservi aux intérêts fascistes », en se prononçant, de façon claire, sur la crise entre l'Italie et l'Abyssinie<sup>95</sup>. Face au silence de son contradicteur, il décida finalement de publier l'intégralité de l'article polémique, dans lequel on pouvait lire, entre autres, que l'Église catholique avait « toujours » approuvé la colonisation dès lors qu'elle ne cessait d'être un problème moral, « accomplie grâce » à des systèmes « honnêtes et humains », et non « barbares ni contraires à la religion chrétienne » :

[la colonisation] ne cessera pas d'être un problème éminemment moral, concluait le journal ; elle ne devra donc pas être considérée uniquement sous l'angle de la force, mais se présenter comme un effort de pénétration pacifique, certainement plus lent et pénible, recommandant un surplus de volonté et d'âme. C'est pourquoi, rien que pour cela, nous en sentons l'énorme beauté, nous en subissons le charme intense et inextinguible<sup>96</sup>.

Tout le problème, pour les catholiques, était l'équilibre entre violence nécessaire et valeurs morales absolues. Sur cette question fondamentale et ancienne, Luigi don Sturzo, dans le quotidien démocrate-chrétien français *L'Aube*, choisit quant à lui de s'abriter sous les habits de

<sup>93</sup> Agostino Giovagnoli cite à cet égard l'expérience des missionnaires de l'ordre des capucins en Érythrée et en Éthiopie. Giovagnoli (Agostino), « Il Vaticano di fronte al colonialismo fascista », dans Del Boca (Angelo, dir.), *Le guerre coloniali del fascismo*, op. cit., p. 118 et suivantes.

<sup>94</sup> « Il Vaticano e la colonizzazione », *Giustizia e Libertà*, 8 mars 1935.

<sup>95</sup> « "L'Osservatore Romano" protesta... », *Giustizia e Libertà*, 5 avril 1935.

<sup>96</sup> « [la colonisation] non cesserà di essere problema eminentemente e squisitamente morale ; non dovrà quindi essere considerato come problema di esclusivo impiego di pura forza ; ma sarà sempre e principalmente problema di pacifica penetrazione, di persuasione, di conquista perenne, certamente molto faticosa e lenta, di volontà e di anime. Per questo, solo per questo, noi ne sentiamo l'enorme bellezza, ne subiamo il fascino intenso e inestinguibile », cité dans « Una polemica tra "G. e L." e l'"Osservatore Romano" in tema di colonizzazione », *Giustizia e Libertà*, 10 mai 1935.

saint-Thomas : « Le problème de conscience qui se pose aujourd'hui pour tous les Italiens (comme il pourra se poser pour des causes similaires dans d'autres pays) est le suivant : "une guerre contre l'Abyssinie, de la part de l'Italie, est-elle une guerre juste ? Est-ce une guerre morale et licite ?"<sup>97</sup> ». Mais, la préoccupation morale qui inspirait le prêtre sicilien était bien différente de celle de l'organe officiel du Vatican, puisque son argumentation ignorait complètement le prétendu droit des « nations civilisées » à envahir et occuper un autre pays. Estimant que l'Italie poussait volontairement à la guerre, en refusant l'arbitrage et en faisant ainsi passer la force et les moyens de la violence avant le droit, Sturzo indiquait donc aux fidèles catholiques qu'ils ne pouvaient consentir à un gouvernement qui agissait contre la paix et finalement l'ordre entre les nations. Cependant, se posait aussi un autre problème classique, celui de l'obéissance, qu'il faudrait refuser, en tant que chrétiens, à un gouvernement considéré comme illégitime. Or, de quelles possibilités concrètes disposaient les catholiques pour exprimer leur désaccord ?

[...] dans les États totalitaires modernes, reprenait Sturzo, toute parole libre, toute discussion franche, toute possibilité de désaccord sont supprimées : ainsi le problème de conscience pour savoir si une guerre est juste ou non demeurera circonscrit au for intérieur de chaque individu ; et ne pourra jamais se résoudre sur le plan de la morale publique<sup>98</sup>.

Autrement dit, Don Sturzo distinguait très nettement la religion en tant que réalité institutionnelle et sociale, et la religion comme donnée de conscience ; c'est-à-dire entre la fonction « pastorale » assumée par l'Église dans l'administration du culte catholique, ce qui peut l'induire à une prudence diplomatique confinant à la compromission, et l'engagement conscient et actif contre l'injustice et la guerre, poussé par une inspiration de type religieuse.

La fonction de pasteur, considérée ici comme la mission première de l'Église, et incarnée au plus haut sommet de sa hiérarchie dans la figure du pape, expliquait finalement le silence de Pie XI, l'attitude des évêques et celle du clergé. En attirant les grâces divines sur les troupes de soldat prêtes à embarquer pour l'Afrique par exemple, prêtres et aumôniers ne faisaient qu'assumer leur fonction « bénédictine », qu'importait finalement la soumission à l'égard du pouvoir politique, quel qu'il fut. Cette justification est très bien exposée dans ce courrier de Sturzo à Rosselli, le 23 juin, qui traitait notamment de la présence du pape aux côtés des grenadiers de Sardaigne :

<sup>97</sup> Sturzo (Luigi), « Un problème de conscience », *L'Aube*, 31 mars 1935.

<sup>98</sup> *Ibid.*



[...] je crois que pour parler contre la guerre ce n'aurait pas été le moment le plus approprié ni le public le plus approprié, s'agissant du personnel militaire soumis à une discipline patriotique, indépendamment du fait que les régiments de la patrie soient fascistes ou bolcheviks<sup>99</sup>.

Et puis, la dimension institutionnelle de la religion impliquait aussi la volonté, chez les catholiques, de rester *super partes* :

C'est d'ailleurs dans la tradition de la Curie depuis la chute du pouvoir temporel, de ne pas se prononcer en faveur de l'un et contre l'autre belligérant, mais de vouloir la paix entre tous les peuples et d'y coopérer autant que faire se peut<sup>100</sup>.

Mais, Rosselli s'entêtait dans sa conviction que le pape, et le reste de l'administration ecclésiastique, étaient complices du fascisme. Selon le chef de « *Giustizia e Libertà* », Pie XI n'avait pas choisi le meilleur moment, tout court, pour s'afficher avec une partie de l'infanterie italienne, alors que « toute la presse mussolinienne martelait contre l'Abyssinie »<sup>101</sup>. Sur la question de l'obéissance et de la désobéissance aux autorités, « l'omnipotence fasciste » ne pouvait suffire pour les giellistes, afin d'excuser la « complicité silencieuse » du Vatican dans la guerre contre l'Éthiopie : « Quel risque prend le Vatican à dire la vérité ? interrogeait Garosci dans l'hebdomadaire, Quelque chose, sans (une « campagne anticléricale » craint don Sturzo) ; mais faut-il renoncer à son devoir pour l'unique motif que des difficultés s'y opposent ? »<sup>102</sup>.

Au demeurant, les condamnations que prononçait l'organe gielliste se faisaient sans même plus distinguer la diplomatie vaticane de l'Église catholique comme entité historique et religieuse. L'ensemble de ce réquisitoire est bien résumé dans une déclaration que l'on voit désormais inscrite à chaque fois qu'une information concernant l'attitude d'un prêtre, du pape et de l'Église en générale face à la guerre en Éthiopie, est rapportée dans *Giustizia e Libertà* :

L'Église catholique, au moment des premiers départs de troupes pour l'Afrique de l'Est, a exalté les beautés des entreprises de colonisation (« *Osservatore Romano* », 24 février) et a fait bénir et continue à faire bénir les troupes partantes ainsi que leurs fanions.

<sup>99</sup> « [...] credo che per parlare contro la guerra non sarebbe stato quello il momento più opportuno nè il pubblico più adatto, trattandosi di personale militare soggetto ad una disciplina patria, indipendentemente dal fatto che i reggitori della patria siano fascisti o bolscevichi », dans Grasso (Giovanni, éd.), *Luigi Sturzo e i Rosselli tra Londra, Parigi e New York : carteggio (1929-1945)*, op. cit., p. 75. La lettre fut publiée en « Une » de l'hebdomadaire gielliste : « Pio XI e l'Abissinia », *Giustizia e Libertà*, 28 juin 1935.

<sup>100</sup> *Ibid.* : « È del resto nella tradizione della Curia dalla caduta del potere temporale in poi, di non pronunziarsi a favore di uno e contro l'altro belligerante, ma di volere la pace fra tutti i popoli e di cooperarvi per quel poco che oggi è possibile ».

<sup>101</sup> « Pio XI e l'Abissinia », art. cité.

<sup>102</sup> Magrini [Aldo Garosci], « Un'altra lettera di Luigi Sturzo », *Giustizia e Libertà*, 5 juillet 1935.

L'Église catholique est donc activement complice du fascisme dans la guerre d'Afrique<sup>103</sup>.

Les condamnations indiscriminées que prononçaient les giellistes irritaient les catholiques antifascistes comme Luigi Sturzo, mais déconcertaient aussi quelques athées sincères, aucunement suspect de sympathie avec le Vatican comme avec les idées catholiques. Dans le cas de Salvemini, puisque c'est de l'ancien socialiste dont il est question, s'exprime également le désir que « *Giustizia e Libertà* » tempère son discours et modère ses accusations contre l'Église, en séparant très nettement la diplomatie vaticane du reste de la communauté ecclésiastique. L'historien protesta lorsqu'il s'aperçut que *Giustizia e Libertà* n'avait de cesse de répéter que « l'Église » était complice du fascisme. Il demandait de la nuance et de la justesse ; un propos qui mette en lumière la complexité du monde religieux, lequel rassemblait amis et ennemis, soutiens et adversaires de l'antifascisme, mais encore beaucoup d'indifférents. « Qu'est-ce que "l'Église catholique" ? », interrogeait Salvemini. Suivant le plan d'une armée, sa description passait du haut de la hiérarchie au dernier échelon de l'infanterie :

En son sein, on trouve le clergé et le laïcat. Dans le clergé, nous trouvons l'état-major, à savoir le pape et les prélats du Vatican : le haut clergé ou les évêques, qui seraient les généraux de l'armée ; et le clergé, qui correspond aux officiers inférieurs et sous-officiers. Le laïcat est la masse des soldats. Là aussi, il faut distinguer les actifs des indifférents. La grande majorité du peuple italien est formée par des indifférents qui ont été baptisés dans l'Église catholique, mais qui se moquent du Pape et des évêques et du clergé<sup>104</sup>.

En associant « *tous les catholiques* », dans une seule et même condamnation « contre l'Église », l'antifascisme faisait non seulement offense à la « vérité », mais encore, ruinait ses chances de victoire :

Vous pousserez vos amis à se solidariser avec vos ennemis, avertissez Salvemini, si vous attaquez vos amis et ennemis ensemble comme s'ils étaient une unité compacte et homogène. Vous devez isoler vos ennemis pour les atteindre<sup>105</sup>.

<sup>103</sup> « La Chiesa cattolica, nel periodo in cui avvenivano le prime partenze di truppe per l'Africa Orientale, ha esaltato le bellezze delle imprese di colonizzazione (« Osservatore Romano », 24 febbraio) e ha fatto benedire e continua a far benedire le truppe partenti e i loro gagliardetti. Dunque la Chiesa cattolica è attivamente complice del fascismo nella guerra d'Africa », dans « Il Vaticano e la guerra », *Giustizia e Libertà*, 28 juin 1935.

<sup>104</sup> « In essa vi è il clero e il laicato. Nel clero troviamo lo stato maggiore, cioè il Papa e i prelati del Vaticano ; l'alto clero o i vescovi, che sarebbero i generali dell'esercito ; e il medio e basso clero, che corrisponde agli ufficiali inferiori e sottufficiali. Il laicato è la massa dei soldati. Anche in esso bisogna distinguere gli attivi dagli indifferenti. La grande maggioranza del popolo italiano è formata da indifferenti che sono stati battezzati nella Chiesa cattolica, ma che se ne infischiano del Papa e dei vescovi e del clero medio e basso », dans Salvemini (Gaetano), « Chiesa cattolica o Vaticano ? », *Giustizia e Libertà*, 12 juillet 1936.

<sup>105</sup> *Ibid.* : « Spingerete gli amici a rendersi solidali coi nemici se assalirete amici e nemici tutti insieme come se fossero una unità compatta e omogenea. Dovrete isolare i nemici per colpirli a fondo ».

Du reste, le réalisme de l'historien ne dissociait toujours pas « devoir de vérité » et « pratiques de propagande » :

Si la distinction entre le Vatican et l'Église catholique [...] n'était pas un devoir intellectuel et moral, nous devrions affirmer les responsabilités non seulement du Vatican mais de tous les catholiques italiens, non seulement en parlant aux intellectuels et aux ouvriers urbains, qui ont [selon vous] le monopole de l'intelligence, mais aussi en s'adressant de même aux paysans et aux femmes, [...]. Il n'y a pas deux vérités, l'une pour les initiés, et l'autre pour le vulgaire. [...] D'ailleurs l'expérience montre qu'il y a autant de gens intelligents et autant de gens stupides parmi les paysans et les femmes qu'il y en a parmi les intellectuels et les ouvriers urbains<sup>106</sup>.

Il s'agit là évidemment d'une attitude différente de la prudente magnanimité que recommandait Sturzo dans le jugement des affaires ecclésiastiques. Mais, revient la contradiction entre un antifascisme qui s'interroge sur les fondements d'un choix radical et un autre qui refuse d'admettre la nuance ou de distinguer entre l'ami et l'ennemi, au sein d'une institution suspecte de « complicités ». La conviction avec laquelle Rosselli écrivait que l'institution ecclésiastique, du fait de son prestige et de son influence sur les masses, ne pouvait se réduire aux personnalités qui l'incarnaient, touchait à un problème essentiel pour l'opposition. Car, de même, la continuité entre l'idéologie, les institutions et ses représentants du fascisme, telle qu'elle était supposée par l'auteur de cette analyse, n'apparaissait pas, au fond, comme aussi évidente : « Celui qui voudrait éviter [...] d'employer des termes abstraits, se trouverait obligé de créer beaucoup d'autres sous-catégories, probablement beaucoup plus abstraites et arbitraires qu'une nomenclature générique »<sup>107</sup>.

Finalement, Rosselli admettait le caractère arbitraire de ces distinctions, ainsi que leur opportunisme :

Adversaires du fascisme, nous n'admettons qu'une distinction : celle entre les chefs responsables et les grégaires. Adversaires de l'Église, non seulement pour sa politique, mais pour la conception de la vie qui lui est propre, dans la polémique contre la guerre et les complicités vaticanes, nous considérons opportun d'accepter le conseil de Salvemini de distinguer entre les chefs et le troupeau des fidèles. Mais qu'il soit clair

<sup>106</sup> « Se la distinzione fra Vaticano e Chiesa cattolica [...] non fosse un dovere intellettuale e morale, noi dovremmo affermare le responsabilità non del solo Vaticano ma di tutti i cattolici italiani, non solo nel parlare agli intellettuali e agli operai urbani, che hanno il monopolio dell'intelligenza, ma anche nel parlare ai contadini e alle donne, che sono fuori del circolo magico marxista. Non vi sono due verità, una per gli iniziati, e l'altra per il volgo. [...] Del resto la esperienza dimostra che fra i contadini e le donne vi sono altrettante persone intelligenti e altrettante persone stupide quante ce n'è fra gli intellettuali e gli operai urbani », dans « Pio XI o Chiesa cattolica ? », *Giustizia e Libertà*, 15 août 1935.

<sup>107</sup> *Ibid.* : « Chi volesse evitare in ogni caso [...] il termine astratto, si troverebbe obbligato a creare molte altre sottocategorie probabilmente assai più astratte ed arbitrarie della categoria generale ».

que si pour Salvemini la distinction est de principe, pour nous c'est seulement d'opportunité<sup>108</sup>.

Bref, chez les giellistes résidait un désaccord de fond sur la question de l'Église reflétant en tout point celui que nous avons rencontré plus haut à propos de la révolution : le désir que l'antifascisme signifie une réforme en profondeur de la politique et de la société italienne, assorti de la crainte plus ou moins explicite d'un excès en ce sens.

Les contradictions des giellistes ne diffèrent guère, à vrai dire, de celles qui animent l'ensemble de l'antifascisme. On remarque une récurrence de ces questions, malgré le désir, chez « *Giustizia e Libertà* » comme chez les autres groupes, d'incarner un modèle unitaire et révolutionnaire compact face au fascisme qui leur fait face. Au sein du mouvement gielliste, le désir d'éviter un comportement dogmatique et « totalitaire » est sûrement sincère, bien que cette attitude soit difficile à concilier avec une posture intransigeante et radicale, comme le note Camillo Berneri à propos de la polémique sur l'Église :

Il existe un dissensus au sein de G. L., mais les affirmations de Salvemini viennent à prouver une fois de plus que dans le camp gielliste coexistent l'intransigeance révolutionnaire et un « possibilisme » modéré, coexistence qui constitue la base d'un malentendu politique<sup>109</sup>.

### « *Giustizia e Libertà* » ou le conflit de l'action et de la pensée

Qu'incarne finalement le giellisme, dans les années trente, à gauche et dans l'antifascisme, si tant est que la classification bipolaire du champ politique soit ici tout à fait pertinente ? Sur le mode de l'« audace idéologique », de la « liberté totale d'expression » pour reprendre les mots de Calosso, l'hebdomadaire gielliste veut en effet contenir et faire s'exprimer tous les courants de pensée, des « anciens » au plus « jeunes »<sup>110</sup>. Organe de la « Troisième voie », *Giustizia e Libertà* discute et polémique librement avec toute la presse, fasciste et antifasciste, italienne comme française.

<sup>108</sup> *Ibid.* : « Avversari del fascismo, noi ammettiamo solo una distinzione : quella tra i capi responsabili e i gregari. Avversari della Chiesa, non solo per la sua politica, ma per la concezione della vita che le è propria, nella polemica contro la guerra e le complicità vaticane consideriamo opportuno accettare il consiglio di Salvemini di distinguere tra i capi e il gregge dei fedeli. Ma sia chiaro che mentre per Salvemini la distinzione è di principio, per noi è solo di opportunità ».

<sup>109</sup> « G. L. dissente, ma le affermazioni del Salvemini vengono a provare una volta di più che nel campo giellista convivono l'intransigenza rivoluzionaria ed un possibilismo moderato, convivenza che costituisce un equivoco politico », dans Rosso [Carlo Rosselli], « Ci volete totalitari », *Giustizia e Libertà*, 29 mai 1936.

<sup>110</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 23-9, Lettre non datée de Umberto Calosso à Carlo Rosselli.

Dans une rubrique librement inspirée de la « revue de la presse » publiée en troisième page de *L'Action française*, Rosselli, sous le pseudonyme de *Lector*, se prêtait par exemple au jeu de commenter, sur un ton libre et enlevé, les journaux et les périodiques qu'il consulte quotidiennement. Or, si certaines expériences de réforme idéologique et politique séduisent le dirigeant de « *Giustizia e Libertà* », comme en France la revue *Esprit*, d'autres lui semble au contraire aller trop loin dans leur volonté de s'inspirer du fascisme pour remettre la gauche au centre du jeu politique. Car, comme il tente d'en avertir ses lecteurs, par exemple dans un numéro de novembre 1936, le fascisme, aussi séduisant puisse-t-il paraître, ne peut être la voie à suivre pour relever la civilisation occidentale :

C'est le mécanisme de tout le fascisme, de toutes ses constructions dans tous les domaines : d'apparence intéressante mais creuse. Le fascisme peut avoir tous les mérites devant la civilisation européenne ; mais comme la jument d'Orlando, il a un petit défaut, quelque chose lui manque : la vie<sup>111</sup>.

Voici à ce propos, un témoignage édifiant de Ramon Fernandez, repris presque intégralement dans *Giustizia e Libertà*, le 15 juin 1934 :

Il s'en est fallu de peu pour que je devienne fasciste, commençait l'écrivain et le militant communiste. Car, dans la situation où je me trouvais, ce n'est pas une inflexion idéologique, ou tel argument ou discours qui auraient pu me jeter de ce côté de la barricade, mais une atmosphère de passion, de lutte : pour tout dire, des actes violents saisis sur le vif et rétablis dans leur vérité...<sup>112</sup>

Fernandez aurait donc finalement échappé au fascisme, ce « piège habile tendu aux intellectuels bourgeois de bonne volonté », pour choisir le communisme, comme le détaille ce portrait autobiographique publié originellement dans *Commune*, la revue de l'Association des Écrivains et des Artistes Révolutionnaires (AEAR), fondé par Paul Vaillant-Couturier.

C'est que, comme l'observait Rosselli, la crise du 6 février avait eu des répercussions très fortes dans le monde des lettres et des idées, « tellement important en France » :

Cinq mille intellectuels se sont fédérés dans le « Comité de Vigilance ». Gide et J.-R. Bloch sont passés au communisme, Fernandez s'est mis du côté des « portefeuilles vides », Jules Romains a cherché avec le « Plan du 9 juillet » à jeter un pont technique

<sup>111</sup> « Intermezzo al G.U.F. », *Giustizia e Libertà*, 20 novembre 1936.

<sup>112</sup> « Poco è mancato che non diventassi fascista. C'è mancato proprio poco, senza dubbio una semplice circostanza materiale. Poichè, nella situazione in cui mi trovavo, non era una data inflessione ideologica, o questo o quell'argomento o discorso che avrebbero potuto gettarmi da questa parte della barricata, ma una atmosfera di passione, di lotta : per dir tutto, degli atti violenti colti sul vivo e ristabiliti nella loro verità... », dans « Ramon Fernandez e il fascismo », *Giustizia e Libertà*, 15 juin 1934.

entre la droite et la gauche, tandis que l'Européen Drieu La Rochelle s'est mis à construire une « Utopie » fasciste. Discussions, ruptures, fin du monde<sup>113</sup>.

Dans ce maëlstrom de passions et d'intérêts, mêlant les lettres et la politique, les idées et l'action, un débat s'engage, dans la *Nouvelle Revue Française*, entre Jean Schlumberger, lequel appelle ses « confrères » au retour de la « sagesse aimante et tolérante » des discussions de l'avant-guerre, et Ramon Fernandez. Une discussion qui passionne Rosselli, en particulier le passage de Fernandez sur la « poésie de la politique » :

La poésie de la politique n'est rien d'autre que la réaction aux événements de la cité d'une sensibilité complexe, habituée à la transposition artistique, et qui se détermine, non pas sur la base des conditions pratiques de l'action, mais sur celle de la vision poétique [...] Elle marque les moments où l'effort créateur voudrait se déplacer du papier dans la rue, où le poète voudrait faire une œuvre avec la vie des arts, et non plus avec des créations de son rêve, le moment de la *République* et des utopies<sup>114</sup>.

Et donc, la politique avait besoin de mythe. Rosselli prenait lui-même fait et cause pour l'engagement des intellectuels en soutien d'une Révolution imaginaire. L'évolution d'un Gide, aux côtés de l'Union soviétique et des kominterniens, lui apparaissait encore préférable aux renoncements de Fernandez, qui avouait regretter le manque de pragmatisme des « idéalistes » antifascistes :

Je les imaginais dans un train sans locomotive, ajoutait celui-ci, vociférant et piétinant les pieds pour se dissimuler le fait que le train ne partait pas. Moi - que puis-je y faire ? – par une tendance naturelle, par héritage sans aucun doute, je retrouvais ma vieille habitude de considérer la politique comme une collection de recettes pour agir, et non pour espérer. J'ai le goût des trains qui partent<sup>115</sup>.

Rosselli, y voyait plutôt une inclination dangereuse : « un écrivain, concluait-il en effet, qui au nom de la politique poétique réclame une politique pragmatiste, concrète, créatrice, demande, en fait, le fascisme ». Le dirigeant gielliste considérait ainsi que le plus grand péril

<sup>113</sup> « Cinquemila intellettuali si sono federati nel “Comité di Vigilance”. Gide e J.-R. Bloch sono passati al comunismo, Fernandez si è messo dalla parte dei “portafogli vuoti”, Jules Romains ha cercato col “Plan du 9 juillet” di gettare un ponte tecnico tra e destra e sinistra, mentre l'europeo Drieu La Rochelle si è messo a costruire una “Utopia” fascista. Discussioni, rotture, finimondo », dans « Letterati e politica in Francia », *Giustizia e Libertà*, 15 février 1935.

<sup>114</sup> *Ibid.* : « La poesia della politica non è altro che la reazione agli avvenimenti della città di una sensibilità complessa, usa alla trasposizione artistica, e che si determina, non in base alle condizioni pratiche dell'azione, ma su quella della visione poetica [...] Essa segna il momenti in cui lo sforzo creatore vorrebbe spostarsi dalla carta nella strada, in cui il poeta vorrebbe fare un'opera con la vita degli arti, e non più con delle creazioni del suo sogno, il momento della *Repubblica* e delle utopie ».

<sup>115</sup> *Ibid.* : « Li immaginavo in un treno senza locomotiva, vociferanti e pestanti i piedi per dissimularsi che il treno non partiva. Io – che farci ? – per tendenza naturale, per eredità senza dubbio, ritrovavo la mia vecchia abitudine di considerare la politica come una raccolta di ricette per fare, e non per sperare. Ho il gusto dei treni che partono ».

résidait dans ce qu'il appelait le « philofascisme de gauche », qu'incarne alors, mieux que quiconque, Pierre Drieu La Rochelle<sup>116</sup>, et à propos duquel il avait écrit à Pierre Abraham pour lui solliciter quelques articles à publier dans *Giustizia e Libertà*<sup>117</sup>.

Devant les atermoiements de Fernandez, Rosselli défendait et préconisait non pas tant de rejoindre le camp d'en face, c'est-à-dire le communisme et la plus vaste mobilisation intellectuelle encore jamais réalisée par un parti, mais « l'impolitique » d'Emmanuel Mounier et de Brice Parain, dans *Esprit*. Il faut, autrement dit, restaurer l'espoir d'une régénérescence de l'homme par lui-même, reprenait Rosselli, plutôt que d'envisager un salut de l'humanité par les institutions, les partis et les organisations « totalitaires » :

Nous ne croyons pas au miracle des institutions, expliquaient ainsi Mounier et Parain dans l'extrait cité par Rosselli. Elles peuvent beaucoup pour l'oppression et c'est pourquoi nous sommes révolutionnaires contre les institutions qu'elles oppriment. Elles peuvent aussi beaucoup pour créer un climat, une morale, etc. Mais ce ne sont pas les établissements qui font l'homme nouveau, c'est un travail personnel de l'homme sur lui-même [...]. Les radicaux, les laïcs, les conservateurs, les communistes, ont tous dans le fond la passion secrète de l'État totalitaire dans lequel ils pourront imposer aux hommes leur direction. [...] Ils ne sont pas des communautés d'hommes libres, mais des cartels de conquérants et d'individus autoritaires. [...] Un parti est aujourd'hui communément organisé sur l'oppression centralisatrice de ses membres : c'est un État totalitaire en miniature<sup>118</sup>.

Mais, on comprend mal, dans ce cas, comment Rosselli envisageait le rôle politique et la fonction créatrice et aussi mobilisatrice de l'artiste, du poète ou de l'intellectuel. Au fond, quelle était sa conception du mouvement révolutionnaire et ses ambitions pour « *Giustizia e Libertà* ». S'exprimant à ce sujet auprès d'Angelo Tasca, il lui avait écrit, en mai 1934, la chose suivante :

[...] la vie et la structure du parti est, pour un mouvement révolutionnaire, un non-sens, car ce qu'ils contiennent de vivant échappe au cadre organisationnel, voire en implique le dépassement. Nous ne cherchons pas non plus de réaliser des tentatives « totalitaires » qui contrediraient cette œuvre de clarification politique et d'éducation d'une nouvelle génération italienne qui reste parmi nos propositions les plus urgentes et essentielles. Nous travaillerons en profondeur, pas en surface. Nous ne nous perdrons pas dans des polémiques [...]. Votre parti, à moins d'une transformation totale, sera capable de

<sup>116</sup> « M. Drieu La Rochelle et le socialisme fasciste », *Giustizia e Libertà*, 25 janvier 1935.

<sup>117</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli » : 1-1, Lettres à Pierre Abraham du 16 mars 1934 et du 22 juin 1934.

<sup>118</sup> « Noi non crediamo al miracolo delle istituzioni. Esse possono molto per l'oppressione ed è per questo che siamo rivoluzionari contro le istituzioni che opprimono. Possono anche molto per creare un clima, un costume ecc. Ma non sono le istituzioni che *fanno* l'uomo nuovo, è un lavoro personale dell'uomo su sè stesso [...]. Radicali, laicizzanti, conservatori, comunisti, hanno tutti nel fondo la segreta passione dello Stato totalitario in cui potranno imporre agli uomini la loro direzione. [...] Non sono delle comunità di uomini liberi, ma dei cartels di conquistatori e di autoritarii. [...] Un partito è oggi comunemente organizzato sulla oppressione centralizzatrice dei suoi membri : è uno Stato totalitario in miniatura », dans « Impolitica », *Giustizia e Libertà*, 15 février 1935.

distribuer de nombreuses cartes [...] mais il ne sera jamais capable, je ne dis pas d'exercer une fonction décisive dans la révolution italienne, mais d'exercer une influence profonde sur la nouvelle génération italienne. Il lui manque pour cela la foi dans la révolution, la passion et la volonté de la lutte, une vie active de pensée, précisément cette « pointe » d'activisme dans tous les domaines qui permet à des ex-bourgeois ou présumés tels de se transformer progressivement en révolutionnaires<sup>119</sup>.

Or, pourtant, la constitution progressive du réseau des SIGLE, les groupes de sympathisants giellistes, culminant avec la naissance de « *Giustizia e Libertà* » en tant qu'organisation autonome à l'automne 1935, pouvait être finalement considérée comme une tentative d'institutionnalisation graduelle, politique et sociale, d'une identité politique et sa légitimation<sup>120</sup>.

Certes, la reconnaissance de l'autonomie, de la liberté d'opinion et d'expression au sein de « *Giustizia e Libertà* » se veut être un principe immuable du rapport entre le mouvement et ses membres. C'est qu'en effet, le cadre normatif au sein duquel la pensée et l'action de l'antifascisme gielliste tentait de s'autodiscipliner se voulait aussi contraire à celui de ses adversaires et concurrents politiques. Aussi et au-delà de l'identité politique du mouvement gielliste, c'était l'action même et le type d'activité militante à privilégier qui posait question au sein de « *Giustizia e Libertà* ». Un courrier de Rosselli adressé à Mario Levi nous donne ainsi accès à ces questionnements :

Voilà deux mois que nous nous perdons en discussions, disputes, incompréhensions et surtout à faire de l'*académie*. Moi, Magrini [Aldo Garosci] et Cianca nous travaillons ; vous vous limitez cependant à nous envoyer de temps en temps un article avec le dédain de ceux qui possèdent la vérité [...]. Jusqu'au jour où Bittis [Renzo Giua], après avoir accepté spontanément de participer à l'activité de l'organisation, déclare qu'il se moque allégrement de tout et de tous et vient même à dire aux compagnons de la Sigla avec lesquels il devait accomplir un modeste, mais utile travail de propagande que ce genre de manifestation, bonne pour l'Armée du Salut, n'était pas digne d'un maître de révolution et d'activisme comme lui. [...] GL est et restera un mouvement politique avec une discipline et un minimum de solidarité interne. Qui nie le mouvement, qui se fiche du travail pratique, qui, pour se consacrer à ses expériences intellectuelles personnelles ou à son pessimisme désespéré, jette en l'air le peu que nous arrivons à faire depuis plusieurs années, d'après moi, il est mieux qu'il se tienne à l'écart ou dise bien clairement qu'il se limite à écrire un article de temps à autre, et que la direction du journal publiera si elle estime opportun de le faire<sup>121</sup>.

<sup>119</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1-115, Lettre à Angelo Tasca du 1<sup>er</sup> mai 1934. Texte original reproduit en annexe n°36, p. CXXXV (volume 2).

<sup>120</sup> Trentin (Silvio), « Bisogna decidersi », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 11, juin 1934.

<sup>121</sup> Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-3 Lettre adressée à Mario Levi et « Bittis » du 11 mai 1935. Texte original reproduit en annexe n°37, p. CXXXV (volume 2).



C'est d'une toute autre façon, en effet, que des intellectuels proches du mouvement gielliste choisissent d'affronter le problème de la « politique », singulièrement à l'âge des totalitarismes. Pour certains de ces hommes, celle-ci appelle la recherche d'un « principe de loi ». Suivant cette idée, Nicola Chiaromonte allait même jusqu'à revendiquer l'invention de mœurs nouvelles, point de départ de son projet de refondation politique et sociale :

Le problème de notre époque est de trouver ce ferment d'action, ce point par lequel la politique se transforme en principe de loi [...]. Il s'agit aussi, ni plus ni moins de « se convertir ». À l'homme désireux de vivre, c'est-à-dire de comprendre le monde et d'agir sur lui, chaque fait demande à sa façon une transformation. Étant donné l'entière réduction de la politique à la force et donc de l'État au pur et parfait mécanisme de pouvoir, le fascisme a radicalement bouleversé la question politique. *Ergo*, sans une métamorphose complète des schémas politiques et en somme la conversion dans le sens plein du terme, il vaut mieux aller déposer un cierge en l'honneur de Saint-Antoine plutôt que de nourrir les espoirs les plus fous d'une action politique contre le fascisme. Cela revient à dire que face au fascisme (et en général, la réalité présente), [...] le problème politique consiste à reprendre chaque chose, y compris les plus simples, depuis le début<sup>122</sup>.

Plus concrètement du reste, l'affirmation du respect de l'autonomie de chaque individu et, par extension, de chaque groupe de sympathisants, était aussi récurrente. On pourrait ici citer plusieurs témoignages confirmant cette position, mais on se limitera à prendre l'exemple de cette déclaration, extraite du premier numéro de l'hebdomadaire gielliste : « nous refusons les polémiques au sens le plus abject et mesquin du terme [...] cela ne veut pas dire que nous refusons de discuter. L'antifascisme n'est pas une caserne. Mais les discussions doivent se faire sur des problèmes fondamentaux et sur un ton toujours courtois.<sup>123</sup> ». Cette impression d'« ouverture » est notamment exprimée à travers le principe de la libre collaboration des lecteurs, l'invitation renouvelée à l'attention des sympathisants d'envoyer des articles, et ainsi de participer directement à la construction de l'information.

<sup>122</sup> « Il problema d'oggi è di trovare quale fermento d'azione, quel punto in cui la politica si trasforma in un principio di legge [...]. Si tratta, nè più nè meno, di “convertirsi”. All'uomo ambizioso di vivere, cioè di comprendere il mondo e di operare su di esso, ogni fatto richiede a suo modo una metamorfosi. Ora, data la risolutissima e integrale riduzione della politica alla forza e quindi dello Stato a puro e perfetto meccanismo di potere, il fascismo è un tal fatto che rappresenta lo sconvolgimento radicale del problema politico. *Ergo*, senza una metamorfosi completa degli schemi politici, e insomma una conversione nel pienissimo senso della parola, meglio accendere candele a Sant'Antonio che nutrir speranza e far progetti di azione politica contro il fascismo. Ciò vale a dire che dinanzi al fascismo (ma poi dinanzi al mondo presente in genere), come dinanzi a ogni perfetta tirannide, il problema politico ricomincia di nuovo, da capo e per intero, in tutti i suoi più semplici elementi. », dans Luciano [Nicola Chiaromonte], « La riforma socialista ovvero alla ricerca della vera questione », *Giustizia e Libertà*, 15 mars 1935.

<sup>123</sup> « [...] non faremo polemiche nel significato antipatico e meschino [...] non vuole dire rinunciare a discutere. L'antifascismo non è una caserma. Ma le discussioni si debbono fare su problemi veramente fondamentali e in forma sempre cortese. », dans « Colloqui col lettore », *Giustizia e Libertà*, 18 mai 1934.

Entre ces affirmations et la réalité de la dynamique collective, on se doute cependant qu'il pouvait prendre place différentes situations. D'abord parce que la règle d'autonomie ne s'accordait pas toujours nécessairement avec un autre principe classique et propre au giellisme selon lequel il manquait encore à la plupart des militants antifascistes – sinon, de façon générale, des Italiens dans leur ensemble – une solide conscience politique. Il n'est pas nécessaire d'aller chercher dans les rapports d'indicateurs stipendiés par la police fasciste pour trouver l'expression d'un soupçon concernant l'éducation politique des sympathisants et la sincérité de leur engagement<sup>124</sup>. On la trouve en effet, ne serait-ce que de façon implicite, dans les directives contenues dans le bulletin communiqué en interne au début de l'année 1936 :

Le fascisme a liquidé toutes les vieilles forces et formes de la vie italienne. La lutte, entièrement subvertice, doit être conduite par un mouvement qui n'est lié en aucune façon au passé [...]. Le compagnon qui entre dans G. L. doit ainsi savoir que ses devoirs ne se limitent pas au paiement d'une cotisation [...]. Participer à G. L. signifie s'engager avec intensité et continuité pour le mouvement, et accepter la discipline la plus absolue en matière d'action<sup>125</sup>.

La volonté de rompre avec tout l'aspect « cérémoniel » de la politique et les usages diffus de l'action militante<sup>126</sup> est aussi contemporaine de l'ambition d'accomplir un travail « organique » et synthétique en matière d'éducation politique<sup>127</sup>. Mais sous quelle forme ? Il n'y avait pas en effet, chez « *Giustizia e Libertà* », « d'écoles de propagandistes » : on en rejettera toujours le principe même si des propositions en ce sens s'affirmeront et qu'on imposera, à chaque groupe, de former son propre « propagandiste » capable de s'exprimer en public de façon claire et nette, comme en témoigne ce bulletin interne de 1938 :

Beaucoup de fois on a proposé pour G. L. de former des « écoles de propagandistes » du type de celles du P. C. G. L. est un mouvement non centralisé ni autoritaire qui se refuse d'imposer aux compagnons une façon de voir uniforme ; le problème qui consiste à former des propagandistes est d'autant plus difficile dans ces conditions. Il est

<sup>124</sup> Dans une note rédigée suite à la première réunion des sympathisants du mouvement à Paris, un indicateur insiste sur le nombre infirme de participants et observe que l'un d'eux « s'est approché de Rosselli pour lui demander dix francs afin de pouvoir dîner le soir même ». Voir : ACS, MI, DGPS, PP, Materia, b. 125, Rapport du 2 juillet 1934.

<sup>125</sup> « Il fascismo ha liquidato tutte le vecchie forze e forme della vita italiana. La lotta, interamente sovvertice, deve essere condotta da un movimento non legato al passato [...]. Il compagno che entra in G.L. deve sapere che i suoi obblighi non si limitano al pagamento di una quota [...]. Partecipare a G. L. significa impegnarsi a dare al movimento una attività intensa e continua e ad accettare la disciplina la più assoluta in materia di azione. ». Voir : ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 285, Bulletin interne du mouvement « *Giustizia e Libertà* », n° 2, février-mars 1936.

<sup>126</sup> « Metodo per tenere riunioni operaie », *Giustizia e Libertà*, 17 janvier 1936.

<sup>127</sup> « La Sigla di Parigi ha deciso di preparare una nuova serie di esposizioni sui diversi problemi della vita italiana, sforzandosi di rendere più organico il compito di educazione politica che si è prefisso. », dans « Sigla di Parigi », *Giustizia e Libertà*, 14 février 1936.

tellement plus compliqué d'exprimer des idées à soi plutôt que de répéter celles qu'on nous impose<sup>128</sup>.

Comment, en effet, demander à ses militants d'adhérer « profondément » à « une vérité », tout en exigeant, chez eux, le maximum d'autonomie et de rationalité dans l'expression de leurs convictions ?

À compter de la moitié des années trente, on cherche ainsi à mettre en œuvre, au sein de l'univers gielliste, les structures et les dispositifs capables d'organiser cet encadrement paradoxal. Au cours de l'été 1936, par exemple, à l'initiative d'une quarantaine de personnes qui prennent déjà part, pour une majorité d'entre eux, aux réunions de la SIGLA, on annonce dans l'hebdomadaire gielliste la constitution, à Paris, d'un « Conseil de culture », association pour une « éducation politique mutuelle » et le « renouvellement culturel »<sup>129</sup>. Car l'un ne va jamais sans l'autre pour les giellistes : si l'on ne peut agir sans les moyens de l'action politique, s'il est impossible au final de ne pas faire de la propagande, il reste cette quête d'un approfondissement intellectuel, d'une entreprise de recherche et de connaissance, comme de refondation.

Mais, n'exagérons pas l'ampleur ni la portée de ce genre d'activités. Remarquons aussi que les lettres de « sympathisants » adressées à la direction du mouvement complètent cet aperçu et renseignent sur certains usages de la presse et de la propagande antifasciste par le public de l'émigration. On n'y recherche moins des clés pour réfléchir, encore moins un droit à la parole, que des moyens de croire et d'espérer. Peu après la victoire fasciste en terres éthiopiennes, un sympathisant installé à Vienne écrit ainsi :

Du journal des émigrés, d'abord *La Libertà*, et puis *Giustizia e Libertà*, je suis resté un lecteur assidu et passionné [...] j'en ai tiré quelques espoirs [...] j'y ai cherché de la force et de la confiance [...] les récents événements nous ont donné tort à tous [...] vos voix nous parviennent, mais ont du mal à percer. Il vous manque le mot magique. Contre la propagande agitée et menteuse [du fascisme] vous devez opposer une agitation égale et autant d'agressivité. [...]. Prenez l'exemple des journaux fascistes [...]<sup>130</sup>.

Un autre réclame de maintenir « hauts les cœurs » et aussi, un peu plus de « vivacité » : « c'est tout ce que nous vous demandons en ce moment »<sup>131</sup>. Aussi recherche-t-on toujours à

<sup>128</sup> Voir : ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 287, « Foglio di collegamento n° 2 ». Texte original reproduit en annexe n°38, p. CXXXVI (volume 2).

<sup>129</sup> « Consiglio di cultura », *Giustizia e Libertà*, 24 juillet 1936.

<sup>130</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », Lettre de Primo Paoli du 11 mai 1936.

<sup>131</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », Lettre de Umbra du 14 mai 1936.

réaliser l'action dont l'effet, par le retentissement provoqué à travers sa médiatisation, semble le plus puissant et le plus immédiat.

Délicate à résoudre, du reste, la question de la discipline instille une source supplémentaire de conflit et de contradiction dans ce débat, particulièrement à compter du moment où la seule politique légitime et reconnue comme acceptable est celle de « l'unité d'action ». La tendance dans l'exil à la reconstitution des alliances politiques, conjuguée à la concurrence qui s'exerce entre les différentes formations pour diriger le monopole de cette unité antifasciste a en effet pour conséquence directe de susciter de la méfiance et du scepticisme à l'égard de tout individu ou groupe se refusant de reconnaître l'autorité tutélaire des organisations chargées d'animer et d'encadrer l'unification de l'antifascisme. C'est que la volonté d'unité implique logiquement une certaine cohérence interne.

Ainsi, lorsqu'est évoquée publiquement la question nationale, si sensible dans l'histoire de l'antagonisme au fascisme, les giellistes laissent transparaître leurs désaccords et un certain malaise. Le problème est, en effet, des plus délicats ; se confronter aux enjeux de la révolution de l'Italie, constate Andrea Caffi, c'est voir refaire surface, de façon plus ou moins consciente, le mythe du *Risorgimento* – la « superstition démocrate-patriotique » ; l'antifascisme, toutefois, doit-il, ou non, renouer avec cette mémoire, c'est-à-dire se la réapproprier, en exhibant cet imaginaire politique, en commémorant un idéal fantasmé, sans jamais regarder à ses conséquences historiques<sup>132</sup> ? La question est en fait d'autant plus épineuse que l'on cherche, par le truchement du mythe, le moyen de simplifier son message ; or quelle autre idée, assez simple et assez sensible à tous, que celle de la nation ; quelle autre idée, en effet, peut rendre possible aux Italiens comme peuple de s'inscrire ensemble dans le creux d'un mouvement et d'une histoire dont ils sont tous les héritiers ?

Sur cette question, qui menace toute la légitimité historique et la cohérence idéologique du mouvement, les giellistes se divisent. Parce qu'il faut, au fond, donner un mythe à l'antifascisme, l'opposition choisit finalement de subordonner les « visions idéales » aux exigences de l'action politique et de ses nécessités pratiques, dénonce par exemple Andrea

<sup>132</sup> Andrea [Andrea Caffi], « Appunti su Mazzini », *Giustizia e Libertà*, 29 mars 1935.

Caffi<sup>133</sup>. Il a toujours, et cela peut se vérifier dans ses écrits et notes personnelles<sup>134</sup>, attribué un rôle essentiel à l'utopie et au mythe dans une société. Et pourtant il a saisi l'influence – négative à ses yeux – de la « culture de masse »<sup>135</sup> et des « loisirs des foules »<sup>136</sup> au cœur des systèmes politiques contemporains, « coalition grégaire, passive sous la direction de chefs tout puissant et de slogans “primaires” »<sup>137</sup> : « durant toute l'époque de l'antifascisme, déclarera-t-il dans le second après-guerre, j'ai songé à ce qui semble être une préoccupation de Sartre, la moindre possibilité d'une “concurrence” avec les machineries massives de la propagande d'abêtissement »<sup>138</sup>. Nulle contradiction entre ces deux attitudes. Le mythe honni – ou plutôt « l'ersatz » qui fait office de mythe – c'est le mythe de la force, qui resurgit chaque fois que l'on donne à l'action un primat moral sur la pensée et que l'on confond l'élite intellectuelle avec une avant-garde révolutionnaire<sup>139</sup>. Le mythe rêvé, celui sur lequel se fonde toute forme de cohésion sociale et que les Européens ont élaboré, diversifié et critiqué, depuis plus de deux siècles, au travers de la littérature et de l'art du roman<sup>140</sup>, il suffirait en fait de bien peu pour en voir apparaître le vrai visage : une communauté d'égaux où chaque personne humaine « peut se sentir libre de tout engagement », où la conscience individuelle doit être encore capable, « avec une grande clarté logique » et une « adhésion totale de la plus intime ferveur », de combiner le « nous » et le « je »<sup>141</sup>. On saisit ici que l'idée de civilisation et ses usages ne peuvent se comprendre dans les cadres d'une organisation politique ; que le problème de l'intelligence présente des contradictions évidentes avec la question du pouvoir et que, comme il l'écrit encore deux ans avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, « l'essentiel serait [...] que n'importe quelle idée ou attitude éthique ne prétend [*sic*] jamais devenir une

<sup>133</sup> « Toute existence doit être prête aux “séismes” ; mais si en vue d'une passion – qui est toujours malgré tout ce que nous pouvons atteindre de plus beau, de plus sublime dans la vie – on néglige ou on “limite à la portion congrue” l'action constructive (intellectuelle) – le résultat est déplorable doublement : au lieu d'une tension tragique entre le principe apollinien et le débordement dionysiaque, il n'y aura qu'une misérable “économie” du bon sens, avec des “enthousiasmes” calculés et des surrogats [*sic*] de “visions idéales” adaptées aux “nécessités pratiques”. ». Voir : Lettre de Andrea Caffi à Nicola Chiaromonte du 15 octobre 1934, citée dans Bresciani (Marco, éd.), « *Cosa sperare ?* » *Il carteggio tra Andrea Caffi e Nicola Chiaromonte : un dialogo sulla rivoluzione (1932-1955)*, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 2012, p. 128.

<sup>134</sup> Consultables aux archives de l'Associazione nazionale per gli interessi del Mezzogiorno italiano (ANIMI), à Rome.

<sup>135</sup> Onofrio [Andrea Caffi], « Il problema europeo », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 3, juin 1932, p. 62.

<sup>136</sup> ANIMI, « Andrea Caffi », 2-16, Note sur la crise du roman, s. d.

<sup>137</sup> ANIMI, « Andrea Caffi », 2-13, Notes sur la Grèce, s. d.

<sup>138</sup> ANIMI, « Andrea Caffi », 2-10, Ébauche d'un discours prononcé à Toulouse le 11 juillet, s. d.

<sup>139</sup> A.C. [Andrea Caffi], « In margine a due lettere dall'Italia », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 11, juin 1934, p. 66-81.

<sup>140</sup> ANIMI, « Andrea Caffi », 2-16, Note sur la crise du roman, s. d.

<sup>141</sup> Lettre de Andrea Caffi à Nicola Chiaromonte du 11 mai 1933, citée dans Bresciani (Marco, éd.), « *Cosa sperare ?* » *Il carteggio tra Andrea Caffi e Nicola Chiaromonte : un dialogo sulla rivoluzione (1932-1955)*, op. cit., p. 91-93.

sorte de dénominateur commun des différents individus. Car alors, la simple coexistence d'individus la démentirait [...].<sup>142</sup> ».

Car toute cette réflexion, qu'Andrea Caffi partage à partir de 1933 avec Nicola Chiaromonte, trouve son aboutissement dans la recherche d'une distinction entre l'autoritarisme et la politique qui est interne à la pratique de l'engagement révolutionnaire. C'est ainsi suivant cette perspective que Chiaromonte interrogeait de même la dynamique générale de l'antifascisme, et celle de « *Giustizia e Libertà* ».

On a pu en effet remarquer que les sympathisants giellistes inclinaient eux aussi, dans une certaine mesure, à revenir à certaines pratiques politiques classiques – l'activisme en plus –, comme se souvient Aldo Garosci dans un court passage de sa biographie de Rosselli :

Le principe suivant lequel tous devaient être actifs au sein du mouvement a pu difficilement être suivi, surtout auprès des exilés, dont les problèmes politiques, par exemple, divergeaient sensiblement des questions sur le travail par exemple. Il arrivait ainsi que même ceux qui [...] adhéraient à G.L., y trouvaient – dans ce mouvement qui proclamait tant sa différence par rapport à tous les autres partis – [...] les mêmes choses à faire qu'ailleurs, que ce soit dans n'importe quel autre parti, réformiste ou communiste ou anarchiste ; distribution de presse, réunions et propagande<sup>143</sup>.

Alors faut-il lire dans cette banalisation de l'engagement au sein de « *Giustizia e Libertà* », la trace d'un « esprit de parti » ou la manifestation d'une sorte de « sectarisme », voire même une dérive « autoritaire »<sup>144</sup> ? Ainsi le voit Renzo Giua, atterré par la pauvreté de l'imagination gielliste<sup>145</sup>. À partir de 1935, il s'est en effet trouvé, dans « *Giustizia e Libertà* », des esprits pour refuser l'orientation politique de l'antifascisme, sa transformation en mouvement de masse et l'impact de cette évolution sur les milieux giellistes, marqués à la fois par l'influence des modèles existants et l'amputation de la fonction « intellectuelle » et réflexive du mouvement. Renzo Giua, donc, quand il proteste auprès de Rosselli contre l'assèchement de la discussion entre les membres de l'organisation :

<sup>142</sup> ANIMI, « Andrea Caffi », 2-16, À propos d'un Collège de sociologie (NRF, 1938).

<sup>143</sup> « Il principio, che tutti debbono essere attivi in un movimento, si applica difficilmente presso gli esiliati, i cui problemi politici, ad esempio, sono divergenti dai problemi di lavoro. Avveniva perciò anche in coloro che dopo le riunioni della Sigla aderivano definitivamente a G.L. che essi trovavano qui, in questo movimento che proclamava la sua diversità da tutti gli altri [...] le stesse cose da fare che avrebbero trovato in un partito diverso riformista o comunista o anarchico ; distribuzione di stampa, piani di riunione o di propaganda. », dans Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, vol. 2, p. 61.

<sup>144</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Lettre de Giuseppe Faravelli à Carlo Rosselli du 30 décembre 1935.

<sup>145</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-5, Lettre de « Selva » [Mario Levi] et « Bittis » [Renzo Giua] du 14 mai 1935.

[Par le passé], tu as lancé un appel pour rassembler « toutes les hérésies ». Si tu attendais que naisse de cet appel une sorte d'adaptation réciproque entre les uns et les autres, il faudrait croire que tu n'accordes la moindre valeur aux idées et que tu croies qu'une pensée vaut non dans sa capacité de développement, mais dans sa capacité à arrondir les angles, autrement dit de rester dans une confusion permanente. Car comment, de ce mélange d'idées tronquées pourrait naître « l'atmosphère ardente et passionnée » à laquelle tu aspiras, cela reste un mystère. Il est certainement vrai que l'on peut éviter de prendre position sur quelques questions trop brûlantes (comme le problème sur la nation), afin de ne « pas heurter » ceux qui sont en désaccord, mais c'est précisément la méthode qu'adoptent ceux contre qui GL s'est toujours affirmée, c'est-à-dire les autres partis et groupes politiques » [...]. À nouveau, nous ne croyons pas aux résultats obtenus grâce au travail « pratique, organisationnel et propagandiste », du moins lorsqu'il est conduit avec des moyens identiques à ceux des organisations politiques classiques [...] <sup>146</sup>.

À quoi fait écho toute la critique que dirige Nicola Chiaromonte contre la direction gielliste, dans un long mémoire en date de décembre, qu'il intitule « une franche explication » <sup>147</sup>. Le mythe révolutionnaire que, bon an mal an, cherchent à mettre sur pied les hommes de « *Giustizia e Libertà* », est donc, y compris pour ceux d'entre eux qui ont été séduits par cette quête d'utopie intellectuelle qu'a poursuivi le mouvement au début des années trente, une mythologie imparfaite pour une action à court terme et sans potentiel véritablement révolutionnaire, au sens d'une transformation sociale et morale. Car combien sont-ils, en réalité, à y voir le transfert d'idéal considéré par tous comme indispensable dans le passage du fascisme à l'antifascisme ?

### ***Ampleur de l'engagement gielliste : un effort de recrutement et de sélection limité***

Camarades ! Maintenant que le p. c. et le front populaire [sont alliés pour] abatt[re] le fascisme, voilà que s'est formé G. L. pour sauver le fascisme et la bourgeoisie. Il faut abattre G. L. qui veut empoisonner les ouvriers de Vénissieux !

<sup>146</sup> « [...] tu hai fatto appello (in passato) a “tutte le eresie“. Se questo appello fosse stato fatto ai fini di un reciproco adattamento, bisognerebbe credere che tu alle idee non annetti il minimo valore e che credi che il valore del pensiero stia non nello sviluppo ma nello smussamento degli angoli, cioè nella confusione permanente. Come da un tale miscuglio di idee dimezzate potrebbe nascere “l'atmosfera ardente e appassionata“ che tu vorresti, è un mistero. È vero senza dubbio che si può evitare di prendere posizione su alcune questioni troppo brucianti (come quella nazionale), per “non urtare“ chi non è d'accordo, ma questo è appunto il metodo adottato da quegli stessi partiti e gruppi politici contro cui si è sempre messa GL [...]. Ti ripetiamo quindi ancora una volta che non abbiamo fiducia nei risultati del lavoro “pratico, organizzativo e propagandistico“, almeno finché è condotto con i mezzi soliti delle altre organizzazioni politiche esistenti e che GL non ha fatto finora che seguire pedissequamente [...]. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-5, Lettre de « Selva » [Mario Levi] et « Bittis » [Renzo Giua] du 14 mai 1935.

<sup>147</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-11, Lettre de « Luciano » [Nicola Chiaromonte] du 21 décembre 1935 avec en pièce jointe une note d'une dizaine de pages intitulée « *Franca spiegazione* ». Pour le texte original : voir l'annexe n°33, p. CXXVI (volume 2).

Un communiste :

- Vénissieux appartient au p. c., et G. L. n'a pas le droit de faire des réunions à Vénissieux.

Un autre communiste :

L'ordre du jour appelle la situation financière de l'Italie. Les ouvriers de Vénissieux ne s'intéressent pas aux questions financières, parce que les ouvriers de Vénissieux sont ignorants. Nous voulons en revanche savoir ce que pense G. L. du Front populaire [...] <sup>148</sup>

La scène que voici est rapportée dans *Giustizia e Libertà*, au début de mars 1936, par un sympathisant du mouvement, à Lyon. Moretti se moquait et reprochait bien à ses congénères du parti communiste ces batailles « stériles », fruit d'une « passion partisane » extravagante et génératrice d'un « sectarisme aveugle », abusivement « obtus et fanatique ». Devant les ouvriers de Vénissieux, il dessinait un autre idéal militant, au cœur duquel leur rôle serait tout à fait reconsidéré :

Il ne faut pas considérer les ouvriers comme des éternels mineurs, parce que, s'il arrive qu'ils se taisent souvent, leurs sentiments, lorsqu'ils les expriment en privé, révèlent aussi un large sens de la réalité et de la pratique. Ils ne doivent plus être considérés comme de simples instruments... politiques des différents groupes, mais comme des hommes de la société de demain qui cherchent librement leur voie ; ce sont eux, enfin, qui comptent au-dessus des intérêts mesquins ou des succès momentanés des partis, C'est d'eux que nous devons comprendre la vérité de la proximité ou de l'éloignement [de nos actions et de notre pensée avec la réalité] <sup>149</sup>.

Cependant, entre 1934 et 1936, l'évolution de l'état d'esprit dans un sens favorable aux idées défendues par l'antifascisme et qui est lié, en France, au changement politique et à la victoire de la gauche, se répercute en fait très peu sur les effectifs de « *Giustizia e Libertà* ». Sur la période, Aldo Garosci estime un nombre total de cent quarante sympathisants, chiffre très mince

<sup>148</sup> « Compagni ! Ora che il p. c. e il fronte popolare abbattono il fascismo, ecco che si è formata G. L. per salvare il fascismo e la borghesia. Bisogna abbattere G. L. che vuole avvelenare gli operai di Venissieux ! Un comunista : - Venissieux appartiene al p. c., e G. L. non ha diritto di fare delle riunioni a Venissieux. Un altro comunista : - L'ordine del giorno parla della situazione finanziaria italiana. Agli operai di Venissieux non interessano le questioni finanziarie, perchè gli operai di Venissieux sono ignoranti. Vogliamo sapere cosa pensa G. L. del Fronte popolare. [...] », dans « Una riunione di G. L. in un piccolo feudo comunista (di emigrazione...) », *Giustizia e Libertà*, 6 mars 1936.

<sup>149</sup> « Non bisogna considerare gli operai come degli eterni minorenni, perchè se in molte occasioni tacciono i loro sentimenti, quando li esprimono in privato rivelano spesso un largo buon senso di realtà e di pratica. Non vanno più considerarli dei semplici strumenti... politici dei vari gruppi o gruppetti, ma uomini della società di domani che cercano liberamente la loro strada ; son essi, infine, che contano al di sopra dei meschini interessi o successi momentanei dei partiti, è da essi che noi dobbiamo comprendere la verità di quanto siamo ad essi vicini o di quanto ci allontaniamo », dans « Riunione a Venissieux », *Giustizia e Libertà*, 10 avril 1936.



et que les historiens<sup>150</sup> jugent vraisemblable à condition d'y inclure les adhérents du mouvement en France, les dizaines de sympathisants aux États-Unis et les rares groupuscules encore actifs en Italie<sup>151</sup>. À titre de comparaison, la croissance « spectaculaire » du Front unique entre socialistes et communistes autorise la direction de l'Union populaire italienne, lors de sa création, à envisager un objectif de trente mille adhérents à la fin de 1937, outre les trois cents associations et les quelque soixante-dix mille sympathisants sur lesquels peut compter le mouvement unitaire du parti communiste italien<sup>152</sup>.

Des chiffres incomparablement supérieurs à ceux de « *Giustizia e Libertà* » et qui, au fond, nous permettent seulement de confirmer le caractère éminemment différent des deux mouvements, tant dans leur structure, leur animation que leur finalité. Le geste symbolique de la « main tendue » à l'égard des autres groupes politiques et des émigrés s'incarne moins, pour le cas qui nous occupe, dans un effort d'encadrement des masses que dans la volonté d'inviter le plus d'individus à collaborer à l'action du mouvement, et ainsi renforcer la présence et l'influence du giellisme par la sélection de nouveaux éléments, singulièrement actifs et désireux d'agir concrètement. Aussi pouvons-nous remarquer que l'influence réelle de « *Giustizia e Libertà* », sa renommée si l'on veut, doit en fait être décorrélée du nombre d'adhérents qui acceptent de s'insérer parmi les rangs clairsemés du mouvement. C'est qu'en effet, hors des trois régions principales d'implantation du mouvement en France – l'Île-de-France, le Rhône-Alpes et la Côte d'Azur – on n'a guère trace de l'organisation et du recrutement de sympathisants, excepté à Annemasse, en 1935, qui s'ajoute aux trois groupes historiques : Paris, Lyon et Nice.

Une note d'août 1936 retrouvée dans les archives du cabinet du Ministère de l'Intérieur français décrit ainsi le mouvement gielliste comme :

[...] un groupement antifasciste formé par des réfugiés politiques italiens qui se sont donné comme objectif immédiat de former des militants décidés, audacieux, susceptibles de se mettre à la tête des milliers d'immigrés dans divers pays d'Europe<sup>153</sup>.

Le même informateur insistait aussi sur l'importance du seul média d'influence du giellisme : son journal, « tiré à huit mille exemplaires » et vendu au numéro dans les kiosques

<sup>150</sup> Signori (Elisa), Tesoro (Marina), *Il Verde e il Rosso. Fernando Schiavetti e gli antifascisti nell'esilio fra repubblicanesimo e socialismo*, op. cit., p. 248.

<sup>151</sup> Giovana (Mario), *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, op. cit., p. 460, 486 et 496.

<sup>152</sup> Vial (Eric), *L'Union populaire italienne, 1937-1940 : une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École française de Rome, 2012, p. 189.

<sup>153</sup> AN, F7, 14 746, Rapport d'août 1936 à l'attention du préfet de police de Paris.

au prix de cinquante centimes. On a rappelé plus haut l'importance des informations recueillies sur le terrain par les sympathisants et les lecteurs de l'hebdomadaire afin d'en améliorer la diffusion et ainsi limiter les risques économiques liés à une augmentation du nombre de tirages : au printemps 1936, cinq mois après avoir sollicité ses lecteurs, l'hebdomadaire remercie ces derniers d'avoir réagi promptement à ses demandes et annonce fièrement une hausse importante de la diffusion, d'environ deux mille exemplaires chaque semaine<sup>154</sup>. Le chiffre est sans doute exagéré ; du reste, on ne connaît pas le nombre total d'invendus mais même en l'absence de ces précisions, on peut supposer que cette estimation, et celle donnée par la police française, correspondait à une moyenne haute, car le nombre d'abonnés était peut-être jusqu'à dix fois inférieur.

À ce propos, l'unique document que nous possédons date de 1937 ; c'est une liste envoyée à la police politique italienne par un espion au début de 1938 : elle énumère au total huit cent noms ; mais ici quelques précautions d'usage s'imposent. Rien n'indique, par exemple, que cette liste ait bien été mise à jour, en tenant compte non seulement des nouveaux abonnés, mais en effaçant également le nom d'anciens contributeurs qui auraient refusé de reconduire leur abonnement, opposés par exemple à l'évolution générale de la ligne éditoriale, incarnée dans le ton militant et plus radical des éditoriaux à partir de 1935. Pour illustrer ce point, on pourrait citer au moins deux exemples, dont le premier nous vient des États-Unis, de la ville de Buffalo dans l'État de New York : présentée sous les traits d'une personne « sérieuse, cultivée [...] et très catholique », une jeune femme qui répond au nom de Charlotte Isabel Claflin, déjà offusquée par l'article du programme de 1932 qui prévoyait la confiscation des biens ecclésiastiques<sup>155</sup>, ne goûtait guère l'éloignement sans cesse plus affirmé des giellistes à l'égard de la doctrine libérale classique<sup>156</sup>. Il apparaît ainsi étonnant de voir son nom encore inscrit parmi les abonnés de 1937. De même, celui d'Angelo Crespi figure-t-il toujours sur cette liste, deux ans pourtant après avoir écrit « ne pouvoir approuver l'attitude désormais explicitement antibourgeoise » de l'hebdomadaire, et affirmant son regret pour la « défunte *Libertà* »<sup>157</sup>.

<sup>154</sup> « Due richieste di collaborazione », *Giustizia e Libertà*, 10 avril 1936.

<sup>155</sup> « Sembra persona seria, colta [...] però è catolicissima. Essa [...] ha sempre dato danari a GL ma ora, dato che nel programma nostro si parla di "confisca dei beni ecclesiastici" la sua coscienza non le permette più dar danaro a degli eretici e peggio. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Roberto Bolaffio », Lettre de Roberto Bolaffio à Alberto Tarchiani du 5 juin 1932.

<sup>156</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 3-11, Lettre de Charlotte Isabel Claflin à la direction de GL du 15 juin 1934.

<sup>157</sup> « [...] non posso approvare l'atteggiamento ormai esplicitamente più antiborghese [...] del giornale, atteggiamento [...] più settario di quello della defunta *Libertà* ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 3-16, Lettre de Angelo Crespi à l'administration de GL du 15 janvier 1935.

Le nombre brut d'abonnés est donc à peine indicatif. De façon générale, on peut cependant penser qu'il tend à sous-estimer l'audience réelle du journal. Considérons en effet l'exemple de ces groupes qui réunissent plusieurs individus dans le but de rassembler l'argent nécessaire au paiement d'un seul abonnement, dont le montant pour une année s'élevait à vingt-cinq francs en France, le double à l'étranger.

Sur les milliers d'exemplaires imprimés, une part conséquente – plus d'un millier au moins – était en effet réservée à l'envoi en Italie, et une autre encore, aux lecteurs résidant hors de France, sur le continent européen (Suisse et Belgique principalement), les îles Britanniques (Angleterre surtout, à Londres et Cambridge), aux États-Unis (la côté est, dans le Massachusetts, l'État de New York, le New Jersey, le Michigan, plus ponctuellement, dans l'Ohio et en Californie), l'Amérique du Sud (l'Argentine et le Brésil surtout), en Afrique (l'Égypte, l'Afrique du Sud, etc.) et jusqu'en Australie. La répartition géographique des lecteurs et des « amis » de « *Giustizia e Libertà* » peut-être connue de façon assez précise à travers leur participation aux souscriptions dont les listes sont publiées, d'une semaine à l'autre, avec le lieu d'origine, le nom des contributeurs, la somme remise. La mention est quelques fois personnalisée : ce genre d'action offre l'occasion à certains lecteurs ou sympathisants de faire une dédicace en l'honneur d'un proche, ou bien de manifester une conviction politique, une appartenance sociale ou encore régionale, enfin un genre, surtout lorsqu'il s'agit d'une femme. Autre indication précieuse : ces listes sont présentées de telle sorte que figure d'abord le nom du « collecteur » suivi, le cas échéant, de l'ensemble des donateurs ; ce qui donne aussi à voir là où les envois d'argent sont isolés, individuels, et là au contraire où un effort de regroupement et de collaboration, parfois avec des organisations ou des associations déjà existantes, se met en place.

En France, là où l'immigration est négligeable, on a par exemple mention de poignées de lecteurs dispersés dans tout l'ouest du pays, de la pointe du Finistère, en Bretagne, aux Pyrénées-Orientales. En descendant l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique, en passant par exemple par Redon, Le Pouliguen, La Baule, Saint-Nazaire, Couëron et enfin Nantes, on trouve dans chacune de ces villes, un ou deux individus, qui se présentent comme des « amis » et donnent annuellement entre cinq et trente francs. À Saint-Nazaire, seulement, vers février 1936, on a la trace de la réunion modeste, et sans doute épisodique, d'environ cinq personnes qui envoient eux aussi un peu moins de vingt francs. Un peu plus à l'est, dans le Maine-et-Loire, il y a aussi, à Angers, une dizaine de lecteurs, lesquels témoignent par leurs dons ponctuels et isolés, qu'ils agissent seuls et restent inconnus les uns aux autres. Plus au sud, les départements les mieux représentés sont la Charente-Maritime, avec les villes de Rochefort et de Royan, la

Dordogne, mais surtout la Gironde (Arcachon, Bassanne, Bordeaux, Doulezon, Lamothe-Landerron, La Réole). Situés tout à fait à l'opposé du territoire, les trois départements de la Côte-d'Or, du Doubs et des Vosges accueillent, respectivement à Dijon, Audincourt et Vittel, d'autres lecteurs réguliers qui, tous les ans à peu près, contribuent à hauteur d'une dizaine de francs, en plus de leur abonnement ou de l'achat du journal.

Dans les régions françaises les plus importantes au point de vue de la présence italienne, un premier repérage grossier nous dévoile au moins quatre points d'ancrage majeurs, avec la Lorraine, Paris et l'ancien département de la Seine-et-Oise, l'actuelle région « Auvergne-Rhône-Alpes », le Midi méditerranéen et, dans une moindre mesure, le Sud-Ouest, dans les départements autour de la Garonne, du Tarn et du Gers. On comprend ainsi que la localisation de la présence, en France, de « *Giustizia e Libertà* » à travers la diffusion de son journal, est en fait inséparable de la détection des principaux flux migratoires, auxquels s'attachent différentes modalités de la migration<sup>158</sup>.

Les régions d'immigration dite « traditionnelle », c'est-à-dire le Sud-Est, la Savoie, la région lyonnaise et l'agglomération de Grenoble, sont animées par des courants frontaliers qui associent, en raison de leur situation géographique et de leur proximité avec l'Italie, des déplacements saisonniers à travers les Alpes ou par mer. C'est essentiellement dans ces territoires que le mouvement opère sa première phase de croissance, d'une ampleur toutefois mesurée, entre 1934 et 1935. Dans les Alpes orientales et le Rhône, l'immigration de voisinage *via* la Savoie articule une série de couples associant une ou plusieurs provinces italiennes à une région d'accueil française : ces réseaux anciens se sont constitués à l'occasion d'échanges commerciaux ou de relations professionnelles et datent d'une période antérieure à la Première Guerre mondiale. La présence en France de ces migrants est donc ancienne ; elle remonte au minimum à la moitié des années vingt, comme à Lyon où l'on a vu les liens entre « *Giustizia e Libertà* » et les membres de l'association ouvrière de l'ARLI. On peut supposer qu'il en va de même pour d'autres villes proches de la frontière, et où le mouvement trouve ses premiers points d'appui dans l'exil : à Annemasse, à Annecy, à Chambéry, dans l'Isère, à Grenoble, Corenc, aux Avenières, à Domène, Villard-de-Lans, etc. Au sud, dans les trois départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône, qui représentent à eux seuls plus du tiers de la population italienne en France en 1926<sup>159</sup>, les giellistes trouvent un contexte à

<sup>158</sup> George (Pierre), « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 : aspects démographiques et sociaux », dans Milza (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, op. cit., p. 45-67.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 48.

l'évidence favorable à la diffusion de leur journal et de leurs idées, même si cela implique de pénétrer ou d'influer sur des milieux déjà politisés. Il résulte que l'absence de liens formels avec le mouvement – sinon celui de renouveler son abonnement à l'hebdomadaire – tout comme l'inexistence de véritable contiguïté organisationnelle, n'entame pas la capacité de « *Giustizia e Libertà* » à polariser l'attention et se présenter comme un centre d'attraction et de rayonnement au sein de l'antifascisme. Aldo Garosci a par exemple montré que la présence et l'activité gielliste dans la région du Midi méditerranéen, s'étendait en fait bien au-delà de la seule ville de Nice, de Marseille jusqu'à Menton et Beausoleil<sup>160</sup>, ce qui est confirmé par les listes de souscriptions comme aussi par la police, très attentive au rapprochement tenté, sur place, entre giellistes et certains individus proches du mouvement libertaire italien<sup>161</sup>.

<sup>160</sup> Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., vol. 2, p. 58.

<sup>161</sup> Sur la dynamique des relations entre giellistes et anarchistes depuis 1929, puis après la dissolution de la Concentration, de 1935 à 1937, on pourra se reporter au travail de Enrico Acciai : Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, thèse de doctorat en Histoire dirigée par Leonardo Rapone, Università degli studi della Tuscia, 2010, p. 202 sqq. Sur ce point toujours, les deux volumes de la correspondance de Camillo Berneri permettent d'illustrer l'évolution des rapports entre « *Giustizia e Libertà* » et une partie des anarchistes : Berneri (Camillo), *Epistolario inedito*, Chiessa (Aurelio, éd.), Masini (Pier Carlo, éd.), Pistoia, Archivio Famiglia Berneri, 1980, p. 160 sqq. ; Berneri (Camillo), *Epistolario inedito*, vol. 2, Feri (Paola, éd.), Di Lembo (Luigi, éd.), Pistoia, Archivio Famiglia Berneri, 1984. Voir aussi : ACS, MI, DGPS, DPP, Materia, b. 127 passim.

SOTTOSCRIZIONE		per "G. e L."	
Lista xi.			
Riporto fr.		28.989,70	
NEW-YORK - Amica americana di G.L. mezzo Bolaffio	1.500,—		
TUNIS - A. Atzori	2,50		
TOLOSA - M. Pelloni, in più dell'abb.	2,50		
PARIGI - Ex-combattente, sez. Avron	10,—		
SVIZZERA - Alcuni antifascisti persuasi che «l'impero» non vale e non sostituisce la libertà	638,—		
PRETORIA (Transvaal) - Geurânico, in più dell'abb.	24,50		
PARIGI - Italo, perchè il «duce» sia presto promosso «negus»	1.000,—		
NEW-YORK - Max Ascoli	150,—		
NEW ROCHELLE N.Y. - Armando Di Nolfi, in più dell'ab.	22,35		
NEW-YORK - N. Bacchiani	171,—		
JAMESTOWN, N.Y. - Mimi di Gregorio	52,—		
CHICAGO, ILL. - M. Armato	52,—		
MURALTO (Ticino) - Gentina, in più dell'abb.	23,34		
VIROFLAY (S.O.) - Guazzaroni, in più dell'abb.	2,50		
HALEDON, N.Y. - Lanfranco, in più dell'abb.	1,—		
PARIGI - Etudiants socialistes, a mezzo J. Buscail (2a. sott.) M. Margueritte 2 - cav. de Mocomble 3 - G. Huguet 2 - Goepf 2 - St. Pierre 3 - Lotte 2 - Admiral 1 - R. Guichon 2 - H. Noguères 2,50 - J.L. 2 - Mathoen 1 - Surateau 2,50 - Buscail 5 - Felix Cohen 2 - Wiener 2 - Pedros 2 - Broua 2 - Mile Chénal 1 - Un anonyme au Mur des Fédérés 2 - Hatzfeld 2 - J. Battesti 2 - Totale	45,—		
GRENOBLE - Palomar, in più dell'abb.	25,—		
PARIGI - Romeo e Giulietta, residuo lire di un viaggio in Italia	852,—		
PARIGI - X., in più dell'abb.	75,—		
PARIGI - Simpatizzante, in più dell'abb.	7,50		
PARIGI - Sigla, rimborso ritardato	200,—		
GRENOBLE - Un amico francese, in più dell'abb.	10,—		
HYTLE (Kent) - O. B. in più dell'abb.	2,15		
MOSSMANN (Australia) - De Vecchi, in più dell'abb.	9,60		
LOCARNO - Dot. G. Varesi, in più dell'abb.	25,—		
HORNELL, N.Y. - Signora sarda, salutando Pesenti e Giua e le altre vittime del fascismo	29,60		
ANGERS - G.F. in più dell'ab.	1,50		
LIONE - Raccolta della Sigla Scarmagnan 5 - Scarmagnan Lino 3 - C. Mathieu 2 - M.L. Berthannier 3 - Scalabrino 2 - Ragni 2 - X. 2 - Seda 2 - Guido 5 - Duili 2 - Meani Goffredo 5 - Fra amici 9,10 - Fra amici, ad una festa 32 - Delfino 5 - Moretti, vend. gior. 5 - Ito 5 - Bartieri 5 - Monni 5 - Nasi 3 - Totale	102,10		
SVIZZERA - E. R. in più dell'abb.	50,—		
Totale fr.		34.075,84	

Figure 42 – Liste de souscriptions parue dans *Giustizia e Libertà*, édition du 5 juin 1936.

Du reste, les gros centres urbains tels que Marseille ou la région lyonnaise sont en fait traversés par différents mouvements migratoires, qui sont en partie directement motivés par le développement d'une industrie nouvelle. Dans ces conditions, la venue de migrants et leur entassement aux abords des villes, dans des communes suburbaines, comme Villeurbanne ou Saint-Fons, présente tous les traits d'une immigration plus globale, telle qu'on la retrouve en Lorraine ou dans la région parisienne.

À Paris et en Île-de-France, dans les départements actuels des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise, « *Giustizia e Libertà* » réunit, de très loin, le soutien populaire le plus solide et le plus consistant à son action. Celui-ci s'affirme et progresse en outre de façon constante, comme dans la capitale où ils sont d'abord une grosse quarantaine, dès 1934, à apporter leur aide financière au mouvement, puis

le double dès l'année suivante. Le plus intéressant à relever est peut-être la multiplication de dons « groupés », et les efforts entrepris pour augmenter l'impact du discours et accroître d'autant le montant des dons : au début de 1937, Angelo Monti participe à l'organisation de plusieurs réunions dans le grand ouest parisien, à Antony, Puteaux, Argenteuil et Poissy. Il n'empêche. La percée du mouvement gielliste dans la banlieue parisienne, là précisément où réside le gros de l'émigration prolétaire et ouvrière, est pourtant restée timide, bien en deçà de la mobilisation communiste et socialiste<sup>162</sup>. Le moment de la guerre d'Espagne donne un élan nouveau à l'influence de « *Giustizia e Libertà* » auprès de ces populations immigrées, comme le montre le développement du mouvement à Argenteuil à partir de 1937, mais le fait est remarquable justement pour son caractère exceptionnel et isolé.

Il apparaît, finalement, que cette faible représentation du giellisme dans les centres ouvriers de la banlieue parisienne, où s'entasse une grande partie des nouveaux arrivants, se reflète dans le maintien d'un double discours quant au type de rapport entretenu avec les organisations « apolitiques », comme les *fratellanze*, ces associations qui regroupent leurs membres sur la base de l'origine régionale. On note en effet, à plusieurs reprises, dans l'hebdomadaire du mouvement, l'apparition de brèves sur la constitution d'une *fratellanza* lombarde<sup>163</sup>, puis d'une autre ouverte aux émigrés toscans<sup>164</sup>. De même, il est fait allusion à l'activité d'une *fratellanza* romagnole qui, l'apprend-on fin novembre 1936, veut désormais promouvoir des manifestations de quartier afin de renforcer sa présence dans ses deux domaines de prédilection, la culture et la bienfaisance<sup>165</sup>. Au printemps 1937, le journal gielliste annonce même l'inauguration d'une *fratellanza* italienne à Argenteuil<sup>166</sup>, événement auquel prennent part des délégués du Front populaire français, de la toute nouvelle Union populaire italienne, et des partis ou « organisations politiques et économiques » de l'émigration. Un programme chargé, avec l'organisation d'un banquet populaire, des représentations de chants dialectaux et folkloriques, d'un bal, d'un concert ; mais auquel ne participe visiblement aucun des hommes de « *Giustizia e Libertà* ». Ce qui, du reste, correspond, au fond, au type de pensée et d'idées que veut promouvoir le mouvement contre ses émules, en particulier les communistes :

Si le parti communiste italien se fait l'initiateur de *fratellanze* régionales, de pique-niques sur l'herbe ou de bals qui se poursuivent jusqu'au petit matin, il accomplit des

<sup>162</sup> Sur ce point, voir : Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli, op. cit.*, p. 62.

<sup>163</sup> « Fratellanza lombarda », *Giustizia e Libertà*, 24 juillet 1936.

<sup>164</sup> « La Fratellanza toscana », *Giustizia e Libertà*, 14 août 1936.

<sup>165</sup> « Alla fratellanza romagnola », *Giustizia e Libertà*, 20 novembre 1936.

<sup>166</sup> « Manifestazione franco-italiana a Argenteuil », *Giustizia e Libertà*, 28 mai 1937.

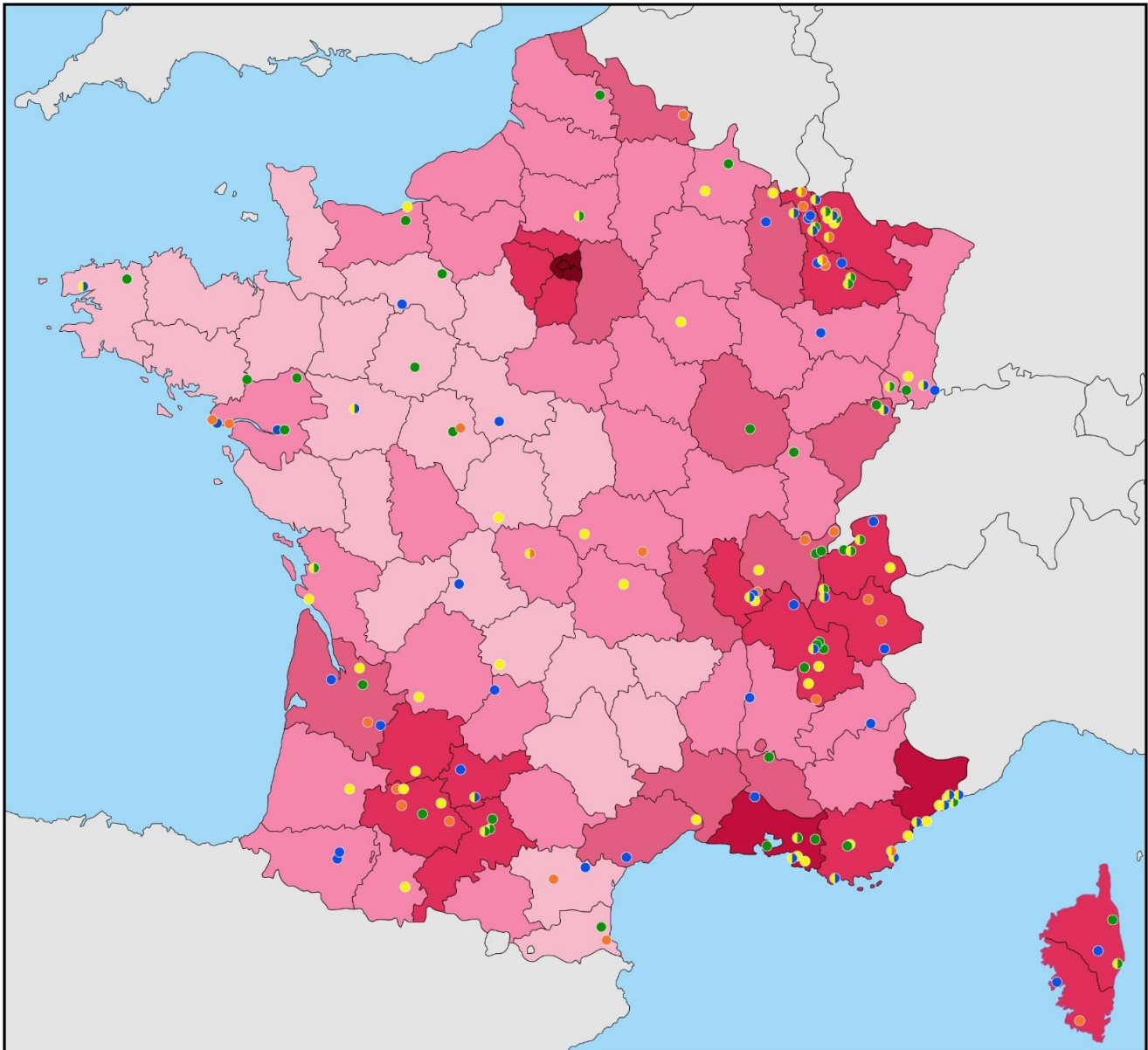
actes extraordinairement révolutionnaires. Mais si G. L., dans une circulaire interne, appelle l'attention de ses groupes sur l'effort de préparation idéologique et pratique, par exemple en soutenant une œuvre désintéressée comme la constitution d'un Conseil de culture, c'est une autre affaire. [...] Si lutter signifie, comme le pensent les communistes, « fraterniser » avec les fascistes (hiérarques compris), avec les prêtres, et avec toutes ces âmes charitables qui en Espagne est en train de « réconcilier » le peuple espagnol à la manière que nous savons, alors nous renonçons à la lutte, et même nous sabotons ce type de lutte. Si lutter signifie à l'inverse revendiquer contre le fascisme nos idéaux et poursuivre, avec tous les moyens nécessaires, l'activité pratique pour abattre un adversaire que l'expérience de quatorze années démontre qu'il est imbattable sur le terrain de la manœuvre tactique et du compromis, G. L. rejoint les rangs de la lutte, aujourd'hui de même qu'hier, et comme demain, avec le même esprit, la même volonté<sup>167</sup>.

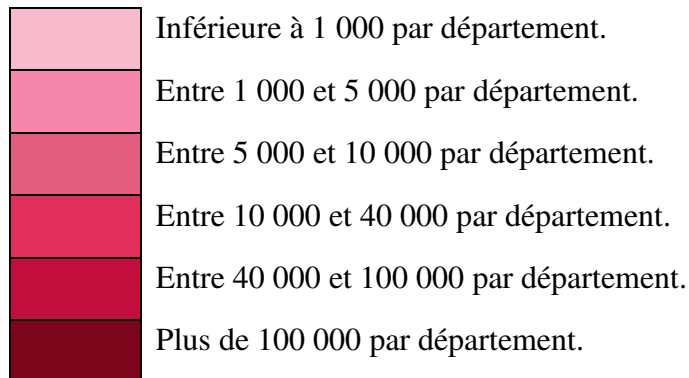
Les caractéristiques politiques mises en évidence dans cet article sont consubstantielles à la représentation que proposent et véhiculent les militants giellistes sur leur engagement antifasciste. Par ces traits volontaristes, ils se distinguent toujours des grandes organisations de masse, bien qu'ils aspirent de même à regrouper l'opposition sous une forme d'action unitaire. Cette confrontation à la problématique de l'unité, qui induit une position paradoxale, où l'intransigeance côtoie la recherche du consensus, s'impose avec une certaine netteté au moment de la guerre civile espagnole, événement auquel il est précisément fait allusion dans l'article cité.





<sup>167</sup> « Se il partito comunista italiano si fa iniziatore di Fratellanze regionali, di pic-nic sull'erba o di danze che si protragono sino all'alba, compie degli atti straordinariamente rivoluzionari. Ma se G. L., in una circolare interna, richiama l'attenzione dei suoi gruppi sul lavoro di preparazione ideologica e pratica, magari appoggiando la disinteressata opera che si propone di svolgere il costituendo Consiglio di cultura, è un altro affare. [...] Se lottare significa, secondo pensano i comunisti, "fraternizzare" con i fascisti (gerarchi compresi), con i preti, con tutta la cara gente che in Spagna sta "riconciliando" il popolo spagnuolo nel modo che sappiamo, noi rinunciamo a lottare, anzi, noi sabotiamo quella lotta. Se lottare, significa rivendicare contro il fascismo in tutta la loro nettezza i nostri ideali e proseguire, con tutti i mezzi adeguati, l'attività pratica diretta ad abbattere un avversario che l'esperienza di quattordici anni dimostra imbattibile sul terreno della manovra tattica e del fiancheggiamento, G. L. è in linea oggi come ieri, come sempre, con lo stesso spirito, con la stessa decisione. », dans Rosso [Carlo Rosselli], « Dove si parla di cultura, di fratellanze, della riconciliazione tra fascisti e antifascisti e di molte cose ancora », *Giustizia e Libertà*, 31 juillet 1936.



Figure 43 – Carte de l'origine des souscriptions pour le compte de *Giustizia e Libertà*, en France - détail : région Île-de-France (cf. annexe 39, p. CXXXVII du volume II).



**Légende :*****Population italienne par département en 1936******Groupes de soutien à l'action du mouvement « Giustizia e Libertà »***

-  Dès 1934.
-  À partir de 1935.
-  À partir de 1936.
-  Souscription levée lors de la guerre en Espagne (pour la « colonne italienne », la population espagnole et les familles de volontaires italiens).

## D'une guerre l'autre : la mobilisation gielliste dans la guerre civile espagnole

On peut *a priori* s'étonner de lire sur l'organe gielliste, au début du mois d'août 1936, un appel pour la « levée en masse » de l'antifascisme, « masculin et combattif »<sup>1</sup>. Car, c'est pourtant sur ce même journal que l'on a flétri pendant un an, avec une ardeur constante, la mobilisation organisée par le régime fasciste pour la guerre en Éthiopie. Un tel étonnement conduit naturellement à réfléchir sur la propagande « interventionniste » de « *Giustizia e Libertà* ». À ce propos, signalons d'emblée qu'il n'est peut-être pas utile de s'interroger sur les causes ou les motivations à l'origine d'un éventuel revirement ; car, la question serait plutôt de se demander s'il y a eu, en l'espèce, un « revirement ». Et la réponse serait vite trouvée, car comme le prouvent plusieurs déclarations antérieures<sup>2</sup>, les giellistes, n'ont pas eu besoin de rompre avec une hostilité atavique pour l'idée de guerre, de rejeter un vieux fonds pacifiste pour prendre les armes aux côtés des républicains espagnols. Enfin, ils allaient prendre part à l'« histoire en acte ».

Il reste, cependant, que cet appel pour la mise sur pied d'une colonne antifasciste présente des présupposés lourds de conséquences. Tout d'abord la métaphore épique y est habilement filée : le référentiel de cette épopée c'est le prolétariat, le peuple en armes, unifié par l'action politique, contre les puissants, les régimes totalitaires et les « diplomaties bourgeoises » confondus. Ensuite cet appel tient pour acquis que la mobilisation des Italiens pour combattre en Espagne suffit à reconstituer une unité et une continuité du peuple par-delà même la rupture avec le fascisme ; également que le combat pour les libertés en Italie est nécessairement lié à la défense de la république espagnole par le prolétariat, pourvu à lui seul des vertus héroïques, de ces « idéaux » et de ces « passions » qui font tant défaut aux vieilles démocraties. Le fil tracé entre les deux pays – symbolisé par la célèbre déclaration « Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie » – devient alors pour Rosselli un motif rhétorique récurrent et un axiome de son action. On le comprend, à ses yeux, l'antifascisme doit sortir du cercle où l'ont enfermé le fascisme et

<sup>1</sup> « Agli ordini del popolo di Spagna », *Giustizia e Libertà*, 7 août 1936.

<sup>2</sup> « La guerra che torna », art. cité.

l'opposition démocratique, attachés l'un, à démontrer ses succès obtenus sur les plans militaires et politiques, ainsi que les vertus héroïques et passives de leurs fidèles ; l'autre, à se justifier en invoquant pour cela des valeurs que leurs adversaires méprisent. Cette tentative désespérée, rare, mais pas unique ni isolée, pour sortir son camp de cette problématique circulaire l'expose cependant à de grandes difficultés. Comment postuler d'abord l'unité du peuple autrement qu'en reconnaissant une identité entre tous les engagements militaires, que ce soit en Afrique ou en Espagne ? Mais comment expliquer aussi que seules les vertus héroïques, les passions et les idéaux qui animent l'antifascisme soient compatibles avec « les combats pour les libertés » en Europe ? Car comment, enfin, faire comprendre que si l'antifascisme est capable des mêmes vertus guerrières que le fascisme, c'est dans son cas toujours dans le respect du consensus et du libre arbitre de chaque individu ? L'antifascisme italien, mouvement politique révolutionnaire qui se donne à la fois comme totalement nouveau, ensuite comme radicalement contraire à l'autoritarisme des régimes totalitaires, et qui cherche enfin à recueillir l'héritage des valeurs de l'humanisme occidental – le respect de la personne et l'autonomie de la pensée – est sans aucun doute l'illustration privilégiée de ces problèmes. S'y confronter, c'est devoir se prononcer non seulement sur la signification politique concrète de la révolution antifasciste, dans les termes de la lutte armée, et plus précisément d'un conflit opposant les citoyens d'un même Etat.

### **La participation gielliste à l'une des premières formes organisées du volontariat combattant antifasciste en Espagne**

À partir de l'été 1936, plusieurs milliers d'Italiens se retrouvent à combattre en Espagne, tous engagés dans le conflit qui débute entre les rebelles nationalistes et le gouvernement républicain élu six mois plus tôt par la population espagnole. Parmi ces Italiens, plusieurs centaines sont en fait des volontaires antifascistes, pour qui les événements et la guerre qui se jouent dans la Péninsule ibérique s'inscrivent dans la continuité logique de leur engagement actif et constant contre le régime mussolinien et le fascisme.

Au cœur de cette intervention aussi imprévue que sensationnelle de l'antifascisme italien aux côtés de leurs « frères espagnols », le mouvement de « *Giustizia e Libertà* » joua un rôle moteur essentiel, tandis que les cadres des organisations socialistes et communistes optèrent pour la politique de la non-intervention, appliquée par Londres et Paris. Avec les anarchistes, les giellistes s'établirent donc à Barcelone où ils entrèrent en relation avec les nouveaux tenants du pouvoir de fait, soit les représentants de la CNT, qui incarnaient la pointe avancée de la

révolution catalane, au sein de la guerre civile. Organisés au sein d'une « section italienne », elle-même intégrée à l'activité des milices anarchistes, les volontaires italiens partis pour l'Espagne s'illustrèrent dès la fin de l'été 1936, avant même la création des Brigades internationales. Mais, la présence des sympathisants et des militants de « *Giustizia e Libertà* » en Catalogne fut aussi relativement brève ; la section italienne, mise en ordre de marche le 20 août 1936, est finalement auto-dissoute en avril 1937, suite aux mesures de militarisation adoptées par le gouvernement républicain. Ces décisions furent à l'origine de dissensions entre volontaires italiens, dès l'automne 1936, entraînant notamment le retour précipité de Rosselli à Paris, en décembre. Et pourtant, malgré sa brièveté et son caractère finalement mineur, la participation de « *Giustizia e Libertà* » à un événement aussi important que la guerre civile en Espagne, a donné lieu à des discussions historiques passionnelles, entre d'anciens protagonistes et des historiens aux analyses absolument divergentes<sup>3</sup>. Que doit-on alors retenir de l'intervention gielliste au sein du phénomène du volontariat international antifasciste ?

### ***L'Espagne, une « occasion » de remobilisation***

Vers la fin du mois d'août 1936, soit un peu plus de dix mois après le début des opérations en Afrique, on lit, dans les pages de *Giustizia e Libertà*, une harangue d'un style proche des appels lancés dans le journal pendant le conflit italo-éthiopien, mais d'une toute autre portée :

Lutter contre la sédition clérico-monarchiste et fasciste espagnole, ouvertement soutenue par Mussolini et par Hitler, c'est lutter pour la liberté de tous les peuples, pour l'émancipation du prolétariat universel. Pour cela les antifascistes italiens rejoignent toujours plus nombreux les milices populaires espagnoles, proches d'elles par les idées et rassemblés sous une destinée commune. Désertir la lutte espagnole c'est trahir la cause de la révolution italienne. Qui ne peut offrir son bras, offre son argent<sup>4</sup>.

C'est peu de dire que l'un et l'autre combat, qui se tiennent loin de la Péninsule et donc des préoccupations immédiates de la population italienne, la concerne pourtant à des degrés différents, suivant des modalités d'engagement qui n'ont rien à voir entre elles, et enfin pour

<sup>3</sup> Citons par exemple : Bandini (Franco), *Il cono d'ombra*, Milan, SugarCo, 1990 ; Bechelloni (Antonio), « “È difficile prendere sul serio questa guerra“ : la Spagna di Rosselli e altre Spagna del '36-'37 », dans Id. (dir.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, Milan, FrancoAngeli, 2001, p. 153-172. Le premier jugeait par exemple les projets de Rosselli en Espagne comme « naïfs et fébriles, mégalomanes et irréels ».

<sup>4</sup> « Lottare contro la sedizione clericomonarchico-fascista spagnuola, apertamente sostenuta da Mussolini e da Hitler, è lottare per la libertà di tutti i popoli, per l'emancipazione del proletariato universale. Perciò gli antifascisti italiani si schierano sempre più numerosi a fianco delle milizie popolari spagnuole, ad esse affratellati dall'ideale, accomunati dallo stesso destino. Disertare la lotta spagnuola è tradire la causa della rivoluzione italiana. Chi non può offrire il braccio, offra il danaro. », dans *Giustizia e Libertà*, 21 août 1936.

des buts absolument antagonistes ; en quelques mois, la « lutte révolutionnaire » en Espagne tend à inverser terme à terme la « guerre totalitaire » du fascisme en Afrique.

Près d'un an après le début des opérations militaires contre Addis-Abeba, où les attaques contre l'occupant se répétaient<sup>5</sup>, les militants antifascistes avaient à nouveau le sentiment d'assister à l'invasion d'une nation indépendante par le régime fasciste. Et même si, contrairement à ce qu'avançaient les giellistes, l'intervention de l'Italie en faveur des forces rebelles, procédait en fait d'une stratégie défensive plutôt qu'impérialiste<sup>6</sup>, cet appui militaire et technique apportée par l'Italie et l'Allemagne au camp nationaliste, ajoutée au retrait français<sup>7</sup>, représentaient un avertissement de poids pour l'antifascisme. Voici en effet que le fascisme intervenait directement dans un pays européen, l'Espagne, pour affirmer sa suprématie continentale<sup>8</sup> :

L'internationale fasciste joue désormais sa carte en Espagne. Elle s'imagine ainsi intimider les autres nations, en rompant avec les lois civiles pour substituer, par la violence, à un gouvernement légitimement élu par le peuple, une clique de pillards, au détriment non seulement du prolétariat, mais de la nation<sup>9</sup>.

Du reste, l'Espagne, proche géographiquement de la France, présentait un certain nombre de similitudes, politiques et sociales, avec l'Italie, facilitant d'autant plus les projections des luttes et des enjeux antifascistes dans cette région de l'Europe. Tout à la fois modèle, reflet ou anticipation des développements de la crise italienne, l'actualité espagnole avait toujours été considérée avec attention par les hommes de « *Giustizia e Libertà* »<sup>10</sup>.

L'inscription harmonieuse de la guerre civile espagnole au sein d'un « grand récit » lui préexistant – l'antifascisme – explique, pour nombre d'historiens, l'engouement mondial autour

<sup>5</sup> « Nella Etiopia pacificata la battaglia ferve intorno ad Addis-Abeba », *Giustizia e Libertà*, 7 août 1936.

<sup>6</sup> De Felice, *Mussolini il duce*, vol. 2, *Lo Stato totalitario 1936-1930*, Turin, Einaudi, 1981, p. 359. L'historien s'appuie essentiellement sur le travail de John F. Coverdale : Coverdale (John F.), *I fascisti italiani alla guerra di Spagna*, Bari, Laterza, 1977.

<sup>7</sup> Le 31 juillet, le gouvernement Blum, informé de l'intervention italienne, abandonna l'idée d'intervenir en soutien des républicains, poussant l'Angleterre et l'Italie à définir et adopter des règles communes de « non intervention ».

<sup>8</sup> « Le epiche giornate di Barcellona », *Giustizia e Libertà*, 7 août 1936.

<sup>9</sup> *Ibid.* : « L'internazionale fascista ha giuocato in Spagna la sua carta. Puntava al sicuro e s'illudeva di dare ad altri paesi l'esempio rompendo con violenza le leggi civili per sostituire al governo legittimo ed eletto dal popolo una masnada di predoni, a danno non soltanto del proletariato, ma della nazione ».

<sup>10</sup> En avril 1931, dès les premiers jours de la « révolution » qui devait conduire à la proclamation de la République espagnole, Rosselli, Tarchiani et Bassanesi s'étaient tous rendus en Espagne pour s'entretenir avec Prieto, Azana et Ramon Franco, à la recherche de soutiens politiques. Voir : Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, *op. cit.*, p. 235 et suivantes.

de l'événement<sup>11</sup>. Ceci est particulièrement vrai dans le cas de « *Giustizia e Libertà* », où l'antifascisme s'était, peu à peu, imposé comme un principe de convergence des luttes contemporaines, non plus limité au contexte italien mais élargi à la sphère européenne, transcendant ainsi les identités nationales et partisans, bien qu'il admette quelques variantes et soit traversé par de profondes divergences théoriques.

Que l'événement espagnol soit marqué, dès ses premiers temps, par l'influence du discours antifasciste semble hors de doute. Lorsque, en juillet 1936, le *pronunciamento* manqué provoqua des formes de résistance populaire, cet espace public politique, transnational et transpartisan, créé par l'antifascisme, servit de support au phénomène de volontariat armé. Mais, il faut tout de suite remarqué le rôle des exilés et des réfugiés politiques<sup>12</sup> – entres autres – dans l'émergence d'une sociabilité internationale, telle qu'elle s'exprimera en Espagne, dès l'été 1936. Enrico Acciai<sup>13</sup>, qui a travaillé sur l'un des premiers contingents de volontaires antifascistes italiens, a très bien observé l'importance que représente l'expérience de l'exil dans ces parcours de combattants internationaux : le choix de rejoindre l'Espagne était alors indubitablement lié aux années d'exil et aux difficultés qui y sont associées. L'historien insiste aussi sur l'articulation de deux dynamiques – l'antifascisme et le contexte de l'exil – à l'origine des départs en direction de l'Espagne :

Ce furent les expériences des années précédentes, avance-t-il par exemple, plutôt que des positions idéologiques préconçues, qui ont influencé le choix de partir [pour l'Espagne] : il serait impossible d'essayer de comprendre le volontariat sans tenir compte des parcours individuels [impliqués] dans ce phénomène<sup>14</sup>.

Si l'on s'en tient à cette proposition, le fait que les premiers volontaires antifascistes aient commencé à affluer dans la Péninsule ibérique, dès les premiers jours des hostilités, n'est pas

<sup>11</sup> Sill (Edouard), *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, Thèse d'histoire dirigée par Gilles Pécout, Université Paris sciences et lettres, 2019, p. 51. Sur l'antifascisme comme forme d'« identité transnationale », voir aussi : Malet (David), *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, New York, Oxford University Press, 2013.

<sup>12</sup> Enzo Traverso a singulièrement insisté sur ce point, en définissant l'antifascisme comme « culture de l'exil ». Voir : Traverso (Enzo), *À feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, p. 315.

<sup>13</sup> Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, thèse de doctorat en Histoire dirigée par Leonardo Rapone, Università degli studi della Tuscia, 2010.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 313 : « Furono le esperienze degli anni precedenti, piuttosto che delle posizioni ideologiche preconceute, ad influenzare sulla scelta di partire : sarebbe impossibile cercare di comprendere il volontariato senza tenere conto dei percorsi individuali di che si rese protagonista di quel fenomeno ».

une surprise car il existait, dit-il, à l'époque, toutes les « conditions idéales » pour assister à un mouvement de ce genre<sup>15</sup>.

Il faut se rendre compte, en effet, que la prise d'Addis-Abeba et la formation de l'Afrique Orientale Italienne, début mai 1936, avait profondément secoué l'antifascisme militant, ce que l'on constate aisément si l'on s'arrête par exemple aux réactions suscitées dans les milieux giellistes. Un informateur de la police italienne à Paris signalait par exemple, le 29 mai<sup>16</sup>, que les participants aux réunions de la SIGLA ont admis leur « échec complet » face au fascisme. Rosselli aurait ainsi convenu que l'antifascisme devait songer à former un noyau unitaire d'opposition qui combat « non plus avec l'idée d'un triomphe prochain et du retour en Italie », mais avec la conviction d'engager une « lutte compliquée et très longue ». Ces impressions nous sont directement confirmées par d'autres sources. Vers la fin du mois d'avril, déjà, Rosselli s'était adressé par courrier aux directions des principaux groupes politiques antifascistes pour accomplir un examen rapide et réaliste concernant la faillite de leur action, tout en dénonçant la tentation du repli sur soi :

Selon nous, un tel état d'esprit est pernicieux, non parce que nous avons l'illusion que la révolution soit uniquement un problème de volonté et qu'elles s'improvisent au jour le jour ou qu'avec le seul talent l'on puisse provoquer et précipiter les situations historiques : mais parce que nous considérons que la fonction du mouvement révolutionnaire est d'intervenir activement pour agir sur toutes les phases et les aspects d'une crise comme celle à laquelle nous assistons, si lents qu'ils soient, même en les anticipant et en faisant l'effort de former cette force politique organisée qui seule nous permettrait d'exploiter toutes les éventualités qui se présenteront à nous<sup>17</sup>.

L'on comprend aisément ici que l'antifascisme se conçoit dans l'esprit de ces hommes comme un mouvement dont la dynamique dépend d'une maîtrise du temps court et de sa capacité de réaction à l'imprévu. D'où la place importante que tient le récit de l'actualité dans le discours de « *Giustizia e Libertà* », de sa compréhension à son interprétation jusqu'à sa diffusion ; il définit en effet une manière pour ces antifascistes d'inscrire leur cause dans le temps et de développer un rapport neuf à l'Histoire. Pour Rosselli, l'information hebdomadaire

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 229.

<sup>16</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 286, Rapport du 29 mai 1936.

<sup>17</sup> « Secondo noi questo stato di spirito è pernicioso, non già perché ci illudiamo che la rivoluzione sia problema di sola volontà e che si possano improvvisare o a talento precipitare le situazioni storiche: ma perché consideriamo che funzione del movimento rivoluzionario sia quella di intervenire attivamente in tutti gli sviluppi di una crisi come l'attuale, per lenti e faticosi che siano, anche anticipando, entro certi limiti, gli sviluppi stessi e preconstituendo quella forza politica organizzata che sola ci consentirebbe di profittare di tutte le eventualità che potranno presentarsi. ». Voir : ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 2-43, Circulaire à l'adresse des groupes politiques antifascistes du 24 avril 1936.



permettait, en d'autres termes, de poser le problème de la révolution dans sa « plénitude et son aspect le plus concret », en formant chez le lecteur tout à la fois le sentiment d'une actualité concrète de la crise en même temps que la conviction « d'y participer » et de pouvoir y prendre un rôle actif : « À ceux qui pensent que le présent ne dépend pas de lui, il convient seulement de méditer en solitaire.<sup>18</sup> ».

La victoire fasciste sur les terres éthiopiennes ne remettait pas fondamentalement en question cette approche<sup>19</sup>. Ainsi, le 24 juillet, c'est dans le combat du peuple espagnol pour « défendre la Révolution » que l'« idéal » antifasciste trouve à s'incarner. Dans les jours suivant l'entrée en action des forces insurgées contre la République espagnole, *Giustizia e Libertà* devient un vecteur important de médiatisation du conflit au sein de l'antifascisme italien : cette intervention par voie de presse tient du hasard des circonstances, mais aussi de raisons plus profondes. La présence d'Umberto Calosso, par exemple, qui devient bientôt le premier correspondant du conflit en lien avec les rédacteurs du journal, est tout à fait fortuite<sup>20</sup> mais leur permet de disposer rapidement d'informations de première main. Celui-ci commenta ainsi les premières heures du conflit, à Barcelone, comme la « lutte du peuple en arme contre son armée » et le « complot fascisto-clérical »<sup>21</sup>.

Comment, à partir de là, mûrit la réflexion d'envoyer des hommes combattre aux côtés de l'Espagne républicaine ? Plusieurs témoignages de combattants italiens qui s'engagèrent pour la Péninsule ibérique ont en effet insisté sur le rôle moteur du mouvement « *Giustizia e Libertà* » dans l'organisation de ce premier volontariat, précédant l'entrée en scène des Brigades internationales. Le libertaire Alberto Meschi a par exemple souligné l'exceptionnelle clairvoyance du *leader* gielliste qui tenta rapidement, mais en vain, de mobiliser les autres partis de l'arc antifasciste<sup>22</sup>.

<sup>18</sup> « A chi pensa che il presente non dipende da lui conviene solo la meditazione in solitudine e in parva compagnia. ». Voir : ISRT, Archivi di *Giustizia e Libertà*, « *Giustizia e Libertà* », 13-16, Brouillon d'une lettre avec des corrections manuscrites de Carlo Rosselli datée du 30 décembre 1935 et à destination de Nicola Chiaromonte.

<sup>19</sup> « Non è l'ora di ripiegare gli ideali », *Giustizia e Libertà*, 24 juillet 1936.

<sup>20</sup> Aldo Garosci nous apprend ainsi que Calosso se trouvait alors en Espagne pour quelques jours afin de donner une leçon universitaire à Saragosse. Voir : Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, *op. cit.*, vol. 2, p. 164.

<sup>21</sup> « Circa le 7.30 del mattino di domenica 19, il treno che mi porta a Barcellona si ferma. Nessuno si muove, nessuno parla. Dopo qualche minuto, mi decido a rivolgermi ai pochi passeggeri e ferrovieri che sono a terra. Non si sa. Pare rivoluzione. Rivoluzione ? Il cuore, che non ha cessato di vivere in Italia, dà istintivamente un balzo di gioia. Solo un istante dopo, la riflessione avverte che qui al potere c'è il Fronte popolare, e che la rivoluzione dev'essere fascista. », dans « La vittoriosa lotta di Barcellona nel racconto d'un nostro corrispondente », *Giustizia e Libertà*, 24 juillet 1936.

<sup>22</sup> Voir : Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, *op. cit.*, p. 72.

Dans un rapport en date du 25 juillet, un indicateur de la police faisait le bilan de l'activité de « *Giustizia e Libertà* », à Paris, pour la constitution d'un groupe de volontaires antifascistes italiens :

Ce mouvement a été créé par Carlo Rosselli. Cianca a pris conseil auprès de Magrini [Garosci] et s'est employé à obtenir une aide financière de la Ligue des Droits de l'Homme. Celle-ci aurait répondu favorablement à cette demande, à la condition que l'on ne sache pas qui a financé l'entreprise. [...] Cianca a l'intention d'organiser une « chose sérieuse » (comme il le dit) et un membre de GL est déjà parti vers la frontière espagnole dans le but de trouver un point approprié pour traverser la frontière et passer en Espagne<sup>23</sup>.

Les réfugiés s'animaient donc en silence et dans le « plus grand secret », craignant une réaction négative de la part des autorités françaises. Même « *Giustizia e Libertà* » était contraint d'agir discrètement, de crainte que, « si l'entreprise faillit », ses dirigeants ne s'exposent inutilement : « le mouvement ferait piètre figure, s'exposant du reste au danger que la France n'interdise la publication ultérieure du journal » détaillait le rapport.

Le 29 juillet, Rosselli détaillait son agenda des derniers jours, dans une lettre à Pacciardi. Il s'était d'abord rapproché des républicains, par le biais de Facchinetti, lequel lui avait appris la tenue d'une réunion, à Genève, pour discuter de la situation en Espagne, finalement annulée. Rosselli s'était ensuite tourné vers les anarchistes et les maximalistes, ainsi que d'autres fractions mineures de l'antifascisme, où l'intérêt d'une intervention commune existait. « Les antifascistes italiens, en particulier ceux qui sont un peu en marge des mouvements, confirmait-il, sont déjà partis et partent en hâte pour Barcelone où pourtant, il ne semble pas qu'ils puissent être utilisés »<sup>24</sup>. Rosselli aspirait à quelque chose de mieux organisé, si possible une « intervention collective » de l'antifascisme italien :

Nous avons déjà fait beaucoup de progrès [dans la perspective d'une intervention antifasciste en Espagne] et lors d'une réunion tenue à GL, hier soir, à laquelle étaient présents des délégués de tous les groupes antifascistes (malheureusement votre parti n'était pas là parce que Pistocchi, invité, ne vint pas) il a été décidé de constituer un comité très restreint qui établira dès ce soir une liste des éléments techniques disponibles. [...] Il y aurait peut-être la possibilité de constituer rapidement à Madrid le

<sup>23</sup> « Detto movimento è stato creato da Carlo Rosselli. Cianca ha preso consiglio da Magrini [Garosci] e si è interessato per avere aiuti finanziari dalla Lega dei Diritti dell'Uomo. Questa avrebbe aderito alla richiesta a condizione però che mai si sappia chi ha finanziato l'impresa. [...] Cianca ha intenzione di organizzare una « cosa seria » (come dice lui) ed un membro di GL è già partito verso la frontiera spagnola allo scopo di trovare un punto adatto per attraversare la frontiera e passare in Spagna », cité dans ACS, CPC, b. 5932, f. 97405 Tulio Tulli, Rapport du 25 juillet 1936.

<sup>24</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1-86, Lettre à Randolfo Pacciardi du 29 juillet 1936.

premier noyau d'une éventuelle formation italienne ou section d'une légion internationale<sup>25</sup>.

En réalité, les républicains ne furent pas les seuls à rester indifférents à l'invitation du dirigeant gielliste. Début août, suite à l'annonce du gouvernement français de ne pas contrôler les volontaires, français comme étrangers, désireux de rejoindre l'Espagne, Rosselli sonde encore une fois les directions communistes et socialistes, au sujet de l'envoi d'hommes en soutien de la République. « Pour le moment, répondit aussitôt le comité central du PCd'I, tous nos efforts tendent à faire arriver au plus vite et le plus largement possible du matériel sanitaire »<sup>26</sup>.

En fait, c'est la proximité entre Rosselli et les anarchistes, conjuguée à l'action de Camillo Berneri sur place, en Catalogne, qui permit de mettre sur pied la première milice italienne entre juillet et août. Mais, le choix de Barcelone, plutôt que Madrid, fut également lié à l'intervention d'un exilé italien originaire de Gênes, Enrico Giussani<sup>27</sup>. La police italienne releva sa présence en Espagne dès le 19 juillet, mentionnant son activité pour former, dans la capitale catalane, un « groupe d'antifascistes [...] "nouveaux" », autour de Rosselli. Invité à prendre part à une réunion de la SIGLA, le 3 août, au siège parisien du mouvement, l'individu se présenta comme « apartisan », peu intéressé aux choses politiques, mais décidé à ne plus retourner en Italie depuis la guerre contre l'Éthiopie. Quelques jours après cette réunion, de nouveaux rapports mentionnèrent les départs de premiers volontaires antifascistes vers la Catalogne. Le 16 août, ce fut au tour de Rosselli, muni d'une attestation rédigée par Cianca et d'un laissez-passer de la *Generalitat*<sup>28</sup>, signé par Diego Abad de Santillán, un militant syndicaliste, représentant de la Fédération anarchiste ibérique (FAI).

En juillet 1936, fut en effet créé le Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne (CCMAC), un organe révolutionnaire indépendant du Ministère de la Guerre installé à Madrid puis à Valence, qui exerçait un contrôle théorique sur les quatre casernes militaires catalanes

<sup>25</sup> *Ibid.* : « Abbiamo già fatto molti passi e in una riunione tenuta presso GL ieri sera a cui erano presenti delegati di tutti i gruppi antifascisti (disgraziatamente il vostro partito non c'era perché Pistocchi, invitato, non venne) si è deciso di costituire un comitato ristrettissimo che fin da stasera stabilirà un elenco degli elementi tecnici disponibili. [...] Ci sarebbe forse la possibilità di costituire rapidamente a Madrid il primo nucleo di una eventuale formazione italiana o sezione di una legione internazionale ».

<sup>26</sup> Cité dans Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 56.

<sup>27</sup> Acciai (Enrico), « I primi volontari italiani nella guerra civile spagnola : genesi e nascita della sezione italiana della colonna Ascaso », *Ebre*, n°4, p. 13-28.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 20. Au cours de son intervention, Giussani avait en effet prévenu ses compagnons de prendre les plus grandes précautions, les Italiens arrivant en Espagne étant automatiquement suspectés d'être des fascistes.

vers lesquelles étaient dispersées les étrangers<sup>29</sup>. À la mi-août, près de 20 000 miliciens partirent ainsi combattre au sein des colonnes affiliés, soit à la CNT, au POUM, à l'UGT ou au PSUC. Parmi ces colonnes miliciennes, déployées notamment dans l'Aragon, sept intégraient des noyaux de volontaires étrangers. La plus célèbre est sans doute la colonne anarchiste *Durruti*, formée dès la mi-juillet et comptant un total de 5 000 miliciens. Une autre grande formation anarchiste catalane fut baptisée, le 28 août, du nom de son délégué général, Juan García Olivier, un militant de la CNT-FAI. Elle fusionna avec une autre colonne confédérale, la colonne *Ascaso*, qui comportait l'effectif le plus important de miliciens étrangers. Il y avait un groupe de mitrailleurs francophones, venus de France et de Suisse, un autre composé d'anarchosyndicalistes allemands, rejoints par des militants d'origine helvétiques et néerlandais, puis, un noyau d'exilés anarchistes italiens, notamment de Camillo Berneri, parti seulement dix jours après le début de l'insurrection. Le militant anarchiste, un des fondateurs du groupe *Malatesta*, avait appelé, le 31 juillet, avec d'autres exilés, à la constitution d'une formation italienne anarchiste, intégrée aux forces miliciennes anarcho-syndicalistes affiliées à la CNT-FAI. Ce premier projet semblait aussi contradictoire avec l'intention de Rosselli de former une « colonne » italienne, associant tous les partis de l'antifascisme.

Finalement, ce fut la réunion de ces deux projets contradictoires qui permit de mettre sur pied la « *Sezione italiana della colonna Ascaso* ». Cette formation réunit un total de 130 italiens, principalement des volontaires anarchistes venus de France, à côté des quelques militants de « *Giustizia e Libertà* »<sup>30</sup>, bientôt déployés, à partir de la mi-août, sur le front aragonais<sup>31</sup>.

### ***Le volontariat international selon « Giustizia e Libertà » : un engagement qualitatif, compétent et désintéressé***

L'agitation qui secoua les hommes de « *Giustizia e Libertà* », à partir de juillet 1936, apparaît très bien dans les rapports des indicateurs de la police fasciste<sup>32</sup>. Ces documents nous

<sup>29</sup> Sill (Edouard), *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, op. cit., p. 82.

<sup>30</sup> D'après l'estimation donnée par Aldo Garosci : Garosci (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, op. cit., vol. 2, p. 180. Au total, Enrico Acciai a quant à lui établi le nombre de sympathisants giellistes ayant intégré la section italienne de la colonne *Ascaso*, de l'été 1936 au printemps 1937, à quarante-deux hommes. Voir : Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 74-76.

<sup>31</sup> Voir : Berneri (Camillo), « Le basi della Colonna » [1936], mémoire cité dans Berneri (Camillo), *Epistolario inedito*, vol. 2, op. cit., p. 268-271.

<sup>32</sup> Dès le 23 juillet, un rapport remarquait l'intervention de Garosci auprès d'une dizaine de militants parisiens, pour les informer du projet de constituer une « phalange » italienne en Catalogne. ACS, MI, DGPS, DPP, Matera, b. 127, fascicolo 1, sottofasc. D, Note datée du 23 juillet 1936.

fournissent quelques détails intéressants pour saisir les cadres et les logiques avec lesquels les giellistes abordèrent le phénomène du volontariat international, au début de la guerre.

Mais d'abord, comment pouvait-on venir en aide à l'Espagne de la façon la plus efficace possible ? Lorsque les représentants du gouvernement républicain se tournèrent vers leurs alliés naturels et leurs soutiens éventuels, leur demande concernait d'abord des armes, ensuite du matériel, et accessoirement des techniciens. Autrement dit, la République nécessitait davantage l'appui de forces militaires, et le renfort de supplétifs, pour repousser les assauts des troupes rebelles, que de sympathiques volontaires qui désiraient combattre pour la « liberté » en Europe, sans maîtriser les rudiments de la guerre.

Commençons donc par observer le souci des militants giellistes, de répondre au plus près de ces besoins. « *Giustizia e Libertà* », en relation avec l'ambassadeur d'Espagne à Paris par le biais de Cianca, disposait en effet de quelques arguments à faire valoir : non seulement beaucoup de ces hommes étaient des anciens combattants de la Grande Guerre<sup>33</sup>, mais encore quelques-uns des sympathisants avaient officié au sein de l'armée royale d'Italie, à l'image du comte Paolo Avogadro, un ancien lieutenant-colonel qui s'était exilé à Nice en 1929. C'est à lui que les giellistes songèrent, dès la mi-juillet, pour assurer le commandement de la future « phalange » italienne<sup>34</sup>. Quant aux armes, le rapport de la police fasciste, déjà cité, du 23 juillet, comportait quelques détails à ce sujet, mais ces rumeurs, nullement confirmées par d'autres sources<sup>35</sup>, incitent à la réserve.

L'historiographie spécialisée sur la question du volontariat international, a l'habitude de séparer deux types d'engagement, au cours des premiers mois du phénomène. Pour schématiser, deux contingents se seraient superposés, durant l'été 1936 : d'un côté, un personnel plutôt technique et spécialisé, recruté ou s'étant mis en disponibilité ; de l'autre, un volontariat politique de sympathie, qui se distingue avant tout par son désir de prendre part aux événements

<sup>33</sup> Sur la part des anciens combattants, Edouard Sill observe en effet que leur nombre ait pu être plus important dans les milices d'Aragon, et donc parmi les premiers volontaires étrangers, ce que confirment les travaux d'Enrico Acciai. Cette particularité est en conformité avec les intentions des promoteurs de l'unité italienne que réunir principalement des volontaires disposant d'une certaine expérience. Voir : Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 258 ; Sill (Edouard), *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, op. cit., p. 189.

<sup>34</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, CPC, b. 2293 Aldo Garosci, Rapport daté de juillet 1936.

<sup>35</sup> En juillet 1936, la police française reçut une lettre anonyme dénonçant la préparation, par « *Giustizia e Libertà* » d'une intervention des antifascistes en Espagne, et remarquait l'existence d'un dépôt d'armes à Perpignan. Les recherches conduites par les enquêteurs de police furent infructueuses et finalement abandonnées. Voir : AN, F7, 14746, Rapport daté d'août 1936 adressé au cabinet du ministère de l'Intérieur et aux Renseignements généraux.

en cours. Il est cependant difficile de faire rentrer le volontariat gielliste sous l'une de ces deux catégories. Aux côtés des anarchistes et des républicains, ces premiers postulants au volontariat antifasciste italien partageaient en effet – ou, du moins, le prétendaient – la compétence, la sympathie avec la cause espagnole, et même le simple désir de combattre le fascisme. Sans être des spécialistes militaires à proprement parler, puisqu'il n'était absolument pas question pour eux d'être considérés comme des « mercenaires », à l'image des soldats italiens envoyés dans le camp d'en face, les giellistes aspiraient clairement à un volontariat plus qualitatif que quantitatif. Dès août 1936, Rosselli définissait ainsi l'engagement des italiens antifascistes comme un appui concret, « sérieux et collectif », parallèle à l'aide militaire reçue sous d'autres formes :

Nous sommes en train d'organiser quelque chose de sérieux et de collectif décrivait Rosselli à Schiavetti. Les premiers jours, nous nous sommes occupés de recruter des techniciens spécialisés (pilotes, motoristes, artilleurs, etc.) [...]. Dans le même temps, nous avons envoyé à Barcelone des [premiers] éléments [...] Le projet en cours consiste dans la constitution en Catalogne (le lieu de concentration et diverses autres modalités sont déjà établies) d'une légion, ou milice antifasciste italienne, avec son commandement, ses cadres, ses armes<sup>36</sup>.

C'est déjà ce qu'il affirmait dans sa lettre au républicain Randolfo Pacciardi, du 29 juillet, et ce que confirmait, encore, Emilio Lussu, le 2 octobre, dans *Giustizia e Libertà* :

L'inutilité de l'intervention de l'antifascisme italien n'est plus soutenable, pouvait soutenir l'ancien médaillé de la Grande Guerre. Contrairement à l'opinion courante, l'intervention de l'antifascisme italien n'est pas seulement une affaire de nombre : il est aussi une question de qualité. Aucune émigration n'a, comme la nôtre, autant d'éléments techniques. Nous avons des officiers, des sous-officiers et des gradués de toutes les armes, et parmi ces effectifs on peut facilement trouver des cadres pour plusieurs bataillons.

Lussu passait ainsi en revue tous les gradés de l'armée que comptait l'émigration italienne, afin de démontrer la qualité de l'antifascisme italien et convaincre ses pairs de se mobiliser pour

<sup>36</sup> « Stiamo effettivamente organizzando qualcosa di serio, e di collettivo. I primi giorni ci occupammo di reclutare elementi tecnici specializzati (piloti, motoristi, artiglieri ecc.) che abbiamo già versato... Contemporaneamente inviammo a Barcelona elementi [...] Il progetto in via di attuazione, consiste nella costituzione in Catalogna (il luogo di concentrazione e varie altre modalità sono già stabilite) di una legione, o milizia antifascista italiana, col suo comando, i suoi quadri, le sue armi ». Lettre de Carlo Rosselli à Fernando Schiavetti d'août 1936, cité dans Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 240.

l'Espagne<sup>37</sup>. Le critère de la compétence fut donc toujours mis en avant par les hommes de « *Giustizia e Libertà* », surtout à compter de l'entrée en scène des Brigades internationales, et de la massification du phénomène du volontariat. Jusqu'alors, les premières structures mises sur pied pour faciliter le départ de volontaires, de la France et d'autres pays, jusqu'en Catalogne, étaient encore trop insuffisantes pour assurer un recrutement de masse.

Giellistes et anarchistes surtout, organisèrent tout de même des comités dont le rôle était de faciliter le passage des premiers volontaires italiens, de l'autre côté des Pyrénées, et d'apporter une aide financière à leurs familles, en plus de récolter de l'argent en faveur de la cause espagnole. Dans *Giustizia e Libertà*, par exemple, on insistait sur les différentes manières de contribuer utilement à la lutte, en suggérant des alternatives à l'engagement militaire proprement dit<sup>38</sup>. Le 10 août, un informateur de la police fasciste, indiquait que des comités de ce type existaient déjà dans plusieurs villes, à Paris, Marseille, Toulouse et Zurich<sup>39</sup>. Marseille, notamment, était le véritable « centre névralgique » des départs vers l'Espagne. Bien avant que le port, sous l'action des Brigades internationales, ne devienne la véritable plaque tournante du volontariat international<sup>40</sup>, l'anarchiste Emilio Strafellini travaillait, dès août 1936, pour « *Giustizia e Libertà* », afin d'envoyer plusieurs hommes en Espagne<sup>41</sup>.

Mais, comme on a commencé à le rappeler, les militants de « *Giustizia e Libertà* » assistèrent très vite, avec amertume et inquiétude, à la transformation du phénomène du volontariat, évoluant progressivement du qualitatif vers le quantitatif. C'est qu'aussi de nouveaux facteurs, plus stimulants, favorisèrent une telle massification, avec la formulation de promesses nombreuses et quelques fois incitatives, que goûtait moyennement Rosselli. Durant l'automne 1936, réagissant au grand recrutement effectué par les partis communistes français et italiens, il s'empressa de rappeler à Lussu sa conception du volontariat, un engagement basé sur les

<sup>37</sup> « L'inutilità dell'intervento dell'antifascismo italiano non è più sostenibile. Contrariamente all'opinione corrente, l'intervento dell'antifascismo italiano non è solo numero : esso è anche qualità. Nessuna emigrazione ha, come la nostra, elementi tecnici. Noi disponiamo di ufficiali, sottufficiali e graduati di tutte le armi, e in tale numero da poter facilmente fornire i quadri per parecchi battaglioni [...] », dans Lussu (Emilio), « La Legione italiana in Spagna », *Giustizia e Libertà*, 2 octobre 1936.

<sup>38</sup> Avec des messages du type : « Les révolutionnaires se battent en Espagne pour la cause de l'antifascisme italien. Les antifascistes doivent être présents, d'une manière ou d'une autre, dans cette lutte. Que ceux qui ne peuvent agir autrement, achètent des souscriptions » [*« I rivoluzionari si battono in Spagna anche per la causa dell'antifascismo italiano. Gli antifascisti debbono essere presenti, comunque, in questa lotta. Chi non può far altro, sottoscriva »*]. Voir : *Giustizia e Libertà*, 14 août 1936.

<sup>39</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, b. 50, fascicolo 1 sottofascicolo Svizzera, Rapport du 10 août 1936.

<sup>40</sup> Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 239.

<sup>41</sup> ACS, MI, DGPS, DAGR, Cat. G1, b. 286, Rapports du 12 et du 14 août 1936.

compétences, mais aussi la vertu des individus ayant rejoint l'Espagne pour des idées nobles et désintéressées :

Le recrutement a surtout été fait parmi les chômeurs, altérant quelque peu la volonté, qui n'était pas précisément offensive. Ce dernier point me préoccupe davantage. Nos éléments sont très bien choisis, de premier ordre, volontaires à cent pour cent, qui, pour venir en Espagne, ont laissé derrière eux situations, famille, etc. Dans la situation espagnole, ce qui compte, c'est d'abord la qualité et non le nombre<sup>42</sup>.

La confrontation entre ces deux conceptions antagonistes justifiait, pour le moment, d'éviter le regroupement des Italiens présents en Espagne, entre ceux d'abord intégrés au sein de la colonne *Ascaso* et ceux rassemblés à Albacete ; à moins d'être contraint, disait-il de collaborer et d'être assimilés à des éléments dont le « *BASSO LIVELLO MORALE* » lui semblait évident. Rosselli nourrissait en effet une vision héroïque et idéaliste du volontaire antifasciste, que l'on retrouve ici dans le choix de constituer une formation « offensive ».

Il y avait en effet, dans l'idée du volontarisme, telle qu'était construite et essentialisée dans le discours de certains militants, une dimension proprement fidéiste que l'on ne retrouve pas chez le soldat ou le mercenaire. Le volontaire se distingue par une identification complète à la cause qu'il poursuit et qui l'anime en participant à la guerre, se distinguant aussi par une surexposition de sa personne, comparable au sacrifice ou au martyr.

On peut légitimement penser qu'une telle préoccupation éthique était à relier, d'une part, aux mythes qui inspiraient l'histoire du combattant volontaire – telle qu'elle s'était affirmée au cours de sa séquence romantique<sup>43</sup> –, et d'autre part, au contexte de la guerre civile espagnole, où l'antifascisme devait prouver sa valeur contre le fascisme. Mais, cette conception correspondait de surcroît au fantasme interventionniste et au modèle d'engagement théorisé par les principaux acteurs du mouvement « *Giustizia e Libertà* », comme l'a suggéré Sara Olivia Miglietti<sup>44</sup>.

<sup>42</sup> « Il reclutamento è stato fatto soprattutto tra i disoccupati, forzando alquanto la volontà, che non era precisamente offensiva. Quest'ultimo punto, è quello che più mi preoccupa. I nostri elementi sono sceltissimi, di prim'ordine, volontari al cento per cento, che per venire in Spagna hanno piantato in asso situazioni, famiglia, ecc. Nella situazione spagnola, ciò che conta è anzitutto la qualità non il numero ». Lettre de Carlo Rosselli à Emilio Lussu du 5 novembre 1936, citée dans Acciai, *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 327.

<sup>43</sup> Pécout (Gilles), « The International armed volunteers : pilgrims of a transnational Risorgimento », dans *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 14, n°4, 2009, p. 413-426.

<sup>44</sup> Miglietti (Sara O.), « "Justice et Liberté". Des volontaires italiens en Catalogne (1936-1937), dans *Aden*, n°9, octobre 2010, p. 149-170.



### ***Enjeux de représentation et de symbolisation : la guerre, une construction idéologique***

L'éclatement d'une nouvelle crise internationale, cette fois dans la péninsule ibérique, fut immédiatement interprétée par les hommes de « *Giustizia e Libertà* » comme le passage dramatique de la guerre à la révolution. Cependant, cette incommensurabilité d'un combat à l'autre, comment la rendre à la fois compréhensible, mais plus encore sensible, au peuple italien ? Comment attester, matériellement et symboliquement, que les antifascistes ont effectivement les capacités et les moyens de se « servir de la guerre pour lutter contre le fascisme » et, plus encore, de transformer « la guerre fasciste en révolution sociale »<sup>45</sup> ?

Car c'est bien un autre univers que décrivent les hommes de « *Giustizia e Libertà* », dès les premières semaines de l'affrontement entre « républicains » et « rebelles ». Pour s'en convaincre, on peut relire par exemple le tableau que dépeint l'hebdomadaire gielliste sur l'état d'esprit du corps expéditionnaire italien en Abyssinie, dans son édition du 10 avril : « Fatigue et malaises très graves. – Beaucoup de malades. – Pessimisme des soldats. – Aucun ne désire de se transformer en colon.<sup>46</sup> ». C'est une guerre pour laquelle même les volontaires ont abandonné toute illusion synthétise le journal.

La question de la médiatisation de l'action des volontaires antifascistes en Espagne – ou le « problème du journal » comme le formule Camillo Berneri au comité anarcho-syndicaliste pour la défense et la libération du prolétariat, au début de septembre 1936<sup>47</sup> – est prise très au sérieux par la partie anarchiste. Il en va de même chez les giellistes qui emploient tous les moyens de propagande à leur disposition, et à ce titre leur hebdomadaire, pour raconter la participation antifasciste aux événements espagnols. L'espace textuel qu'offre le journal est dès lors moins voué à la délibération ou la contestation qu'à la représentation : il s'agit ainsi d'élaborer une vivante mise en scène des informations saisies comme des impressions éprouvées ou captées sur le terrain des événements. L'on cherche en effet, par le récit et la forme du reportage, à solliciter l'identification des lecteurs à ces hommes qui ont décidé de tout abandonner ou presque pour « défendre la Révolution ». La publicisation de la guerre d'Espagne, à travers la participation – même mineure – des premiers Italiens enrôlés dans ces milices populaires qui forment les colonnes républicaines, est aussi une façon de lier la cause de la République espagnole à l'antifascisme. Ainsi la bataille dite de « Monte Pelato », le nom

<sup>45</sup> « La guerra che torna », art. cité, p. 6-7.

<sup>46</sup> « Prime notizie autentiche sullo stato d'animo del corpo di spedizione », *Giustizia e Libertà*, 10 avril 1936.

<sup>47</sup> Voir : Berneri (Camillo), *Epistolario inedito, op. cit.*, vol. 2, p. 170.

donné aux positions occupées par les volontaires italiens<sup>48</sup>, fut vécue dans les milieux de l'exil antifasciste comme une première victoire dans leur lutte contre le fascisme :

Tandis que sur le front d'Irun – baigné lui aussi du sang versé par des Italiens – les milices populaires opposaient une résistance légendaire ; la colonne antifasciste italienne mettait en déroute les troupes du général Mola après cinq heures de lutte extrêmement dures. [...] le déroulement de cette guerre révèle la dimension à laquelle peut atteindre l'élan héroïque de ceux qui ne conçoivent la vie qu'en fonction de leur idéal. S'immoler c'est lutter même au-delà de la mort, preuve irrésistible du sacrifice en conscience. Et la colonne italienne a renouvelé cet exemple ; en faisant preuve d'un courage exceptionnel, de calme et de discipline, d'une volonté à tout rompre [...]. Mussolini a exalté, l'autre jour, à Avellino, la puissance militaire mise au service des fins impérialistes : le soldat qui détruit l'homme, en en faisant l'instrument presque mécanique d'une volonté étrangère au sentiment et aux intérêts du peuple, imposée par le dogme nationaliste et avec la force totalitaire. Les combattants de Catalogne incarnent, en raison de leurs aspirations antagonistes [à celles du fascisme], les traditions les plus pures du volontarisme italien, le type de soldat qui, dans le libre sacrifice de soi pour un idéal, élève son humanité à des formes spirituelles et universelles. C'est dans ces combattants que les Italiens, demain, se reconnaîtront<sup>49</sup>.

C'est qu'au-delà des affrontements qui opposent les militants antifascistes aux forces nationalistes, la guerre d'Espagne est proprement décrite et vécue comme un événement humain, dont la portée politique et morale est incomparablement supérieure à la réalité strictement militaire. Depuis l'Aragon, cette région frontalière de la Catalogne, là où les volontaires italiens tentent de renforcer leur position et de contrer l'avancée des nationalistes, l'on prend ainsi rapidement conscience de la singularité du contexte révolutionnaire :

Tandis qu'autour de Madrid les colonnes de la Légion étrangère, des Maures et des fascistes obligent les républicains à la suprême défense, la vie politique espagnole ne s'arrête pas ; la révolution réalise ses conquêtes sur le terrain social et institutionnel, les contours de la nouvelle Espagne surgissent parmi le chaos sanguinaire. C'est à quoi l'on reconnaît la liberté, de ne jamais prendre de pause, de créer ses institutions au milieu du danger le plus immédiat. La liberté, la révolution, ne peuvent se défendre avec les moyens trouvés dans les placards des régimes tyranniques et bourgeois ; il faut improviser beaucoup, presque toujours, tout refaire. La ligne la plus révolutionnaire coïncide toujours, en temps de guerre civile, avec celle qui demande le maximum d'énergie, la politique du « Salut Public » et celle des réalisations révolutionnaires se rejoignent<sup>50</sup>.

<sup>48</sup> « I particolari della battaglia di Monte Pelato », *Giustizia e Libertà*, 11 septembre 1936.

<sup>49</sup> « Avanguardia eroica della rivoluzione italiana », *Giustizia e Libertà*, 4 septembre 1936. Texte original en annexe n°40, p. CLI (volume 2).

<sup>50</sup> « Momento supremo della rivoluzione spagnola », *Giustizia e Libertà*, 2 octobre 1936. Texte original en annexe n°41, p. CLI (volume 2).

On ne masque pas d'ailleurs, à l'image de Rosselli, son enthousiasme pour les traditions révolutionnaires espagnoles, celle de l'anarchisme catalan et du « communisme libertaire »<sup>51</sup>. Autrement dit, on se montre confiant dans le fait que, « dans la guerre, se crée un nouveau régime »<sup>52</sup>.

C'est du reste le caractère même de la guerre qui est comme transfigurée et pour laquelle les volontaires affichaient parfois littéralement leur contentement<sup>53</sup>.



**Figure 44 – Photographie des hommes de la Sezione Italiana de la colonne Ascaso, publiée dans l'édition du 11 septembre 1936 de *Giustizia e Libertà*<sup>54</sup>.**

La photographie participait pleinement à véhiculer certains fantasmes militants sur la guerre civile espagnole<sup>55</sup>, en montrant une image idéale des unités volontaires, solidaires, unies, voire même radieuses (fig. 44 à 47) : les soldats y sont ainsi représentés en uniforme, armés et souriants, fraternels, fiers. L'image renforçait assurément l'identification affective à ces volontaires. Ces photographies avaient ainsi une fonction de représentation essentielle pour la publicité du volontariat antifasciste auprès de potentielles recrues. Dessinant une iconographie où domine l'image d'un combattant héroïsé, heureux au sein de son bataillon, et aussi victorieux, elles participaient à la construction d'un imaginaire qui sublimait l'événement militaire : l'engagement armé en Espagne s'ancre ainsi dans un modèle de représentation du conflit où des combattants, cités ou anonymes<sup>56</sup>, deviennent des références pour la propagande

<sup>51</sup> « Catalogna baluardo della rivoluzione », *Giustizia e Libertà*, 6 novembre 1936.

<sup>52</sup> « In Spagna mentre si combatte si crea un nuovo regime », *Giustizia e Libertà*, 28 août 1936.

<sup>53</sup> Puecher (Mario), « Siamo tutti contenti e pieni d'entusiasmo », *Giustizia e Libertà*, 23 octobre 1936.

<sup>54</sup> « La colonna italiana alla vigilia dell'entrata in linea », *Giustizia e Libertà*, 11 septembre 1936.

<sup>55</sup> Sur l'emploi et le rôle de la photographie de presse pendant la guerre civile espagnole, voir : Fontaine (François), *La guerre d'Espagne. Un déluge de feu et d'images*, Paris, Berg International, 2003.

<sup>56</sup> À Paris, les rédacteurs de *Giustizia e Libertà* de se plaignait aussi souvent de ne pas recevoir les noms de tous les combattants photographiés.

antifasciste, là même où les *leaders* étaient originellement les seules figures incarnant le mouvement.



**Figure 45 – Photographie d’un groupe de nouveaux volontaires, arrivés en Catalogne le 12 septembre, publiée dans l’édition du 25 septembre 1936 de *Giustizia e Libertà*.**



**Figure 46 – Photographies de combattants volontaires dépêchés sur le front de Huesca pendant l’automne 1936, publiées dans l’édition du 23 octobre de *Giustizia e Libertà*.**





**Figure 47 – Photographie d’un groupe de combattants à *Monte Pelato*, publiée dans l’édition du 4 décembre 1936 de *Giustizia e Libertà*.**

Aussi malgré les difficultés de la guerre, le climat hostile<sup>57</sup>, ou encore l’éloignement des proches, le volontariat antifasciste est décrit et vécu comme une expérience de « fraternité »<sup>58</sup> où s’invente une société nouvelle :

Notre venue sur les champs de bataille espagnols acquiert son sens plein seulement si nous le considérons en relation directe avec la lutte que le peuple italien a engagée il y a quinze ans contre le fascisme mussolinien. Ici où nous combattons, un siècle nouveau prend forme ; ici, comment déjà sur les champs de bataille de Valmy commence pour le monde une nouvelle histoire et le peuple italien ne peut, ne doit en être absent. Pour son passé, mais, plus encore, pour son futur<sup>59</sup>.

L’impact médiatique d’une bataille telle que celle de *Monte Pelato* fut certainement plus important encore : les listes d’abonnement à l’hebdomadaire gielliste saisies par la police

<sup>57</sup> La comparaison avec le climat et le paysage africains revient ainsi souvent dans les correspondances de quelques-uns des volontaires, par exemple chez Rosselli et Berneri. Voir : Gazerano (Giuseppe), Perrone (Vincenzo), *Vita e lotte, esilio e morte dell’anarchico salernitano volontario della libertà in Spagna*, Salerne, Galzerano Editore, 1999, p. 107 ; Rosselli (Carlo), *Dall’esilio : lettere alla moglie 1929-1937, op. cit.*, p. 222.

<sup>58</sup> « La vita fraterna dei volontari italiani », *Giustizia e Libertà*, 18 septembre 1936.

<sup>59</sup> « Ma questo nostro accorrere sui campi di battaglia spagnoli acquista il suo pieno significato solo se lo consideriamo in rapporto con la lotta che il popolo italiano ha ingaggiata da quindici anni contro il fascismo mussoliniano. Qui dove noi combattiamo il secolo si rinnova ; qui, come già sui campi di Valmy incomincia per il mondo una novella storia e il popolo italiano non poteva, non doveva essere assente. Per il suo passato e, più ancora, per il suo avvenire. », dans « Il secondo scaglione dei militi italiani della Libertà », *Giustizia e Libertà*, 25 septembre 1936.

fasciste en 1938 dévoilent en effet tout un système de relations médiatiques entre « *Giustizia e Libertà* » et plusieurs journaux espagnols<sup>60</sup>. Cette activité d'influence est aussi essentielle pour relever le prestige militaire des combattants étrangers et faciliter la venue de nouveaux volontaires qui sont toujours plus nombreux à tenter la traversée des Pyrénées pour rejoindre l'Espagne<sup>61</sup>, comme en témoigne le gielliste Tulli dans une lettre à Camillo Berneri du 12 septembre<sup>62</sup>.

Ainsi, la vie au front, l'organisation des hommes « fraîchement » débarqués en Espagne, leur encadrement politique, sont autant de questions qui surgissent en même temps que les combattants pour l'antifascisme et la révolution affluent. Dans une de ses lettres à Marion, Carlo se félicite en effet de la « grande popularité » de la « colonne italienne »<sup>63</sup> qui compte, début octobre, entre deux cent cinquante et trois cents volontaires<sup>64</sup>.

Pour les giellistes qui rejoignirent l'Espagne d'août à octobre 1936, et les volontaires qui s'engagèrent dans les milices antifascistes, il fallut en effet organiser la continuité de la vie politique et militante, et manifester concrètement le caractère indissociable de l'antifascisme italien à la situation espagnole. Dès septembre, des sympathisants de « *Giustizia e Libertà* » se rassemblèrent ainsi pour tenir la première réunion de la « SIGLA en marche », lors de laquelle fut notamment discutée l'opportunité de rebaptiser le mouvement :

Le mot d'ordre « justice et liberté », qui, sans être original, était cependant suffisant au début de notre action, parce qu'il agissait comme un appel large et générique adressé à tous les hommes de bonne volonté n'est plus adapté maintenant que le mouvement a déterminé ses buts [...]. Il est temps de porter au premier plan ce que, dans le sein du mouvement, représente la *Sigla* : un rassemblement *jeune et ouvrier*, un élargissement

<sup>60</sup> Citons les journaux de Barcelone, Madrid et Valence : *La Vanguardia* ; *Solidaridad Obrera* ; *Manana* ; *La Humanitat* ; *La Rambla de Canaletas* ; *Treball* ; *La Noche* ; *ABC Madrid* ; *Frente Rojo Valencia* ; *Claridad Madrid* ; *Politica* ; *El Socialista* ; *Mundo Obrero* ; *La Libertad* ; *La Verdad. Diario comunista de Valencia* ; *Meraldo de Madrid* ; *Boletín de la CNT Barcelona* ; *Ahora Paseo* ; *Fragua Social* ; *Adelante Trinquete* ; *El Mercantil*. La bataille de « Monte Pelato » fut ainsi l'objet d'articles dithyrambiques dans la presse favorable au camp républicain et dans les journaux anarchistes ; sur ce point, voir Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 272.

<sup>61</sup> Le gouvernement de Madrid se montrait en effet, du moins au début du conflit, contraire au volontariat international, vécu comme une forme d'ingérence étrangère au sein d'un conflit national et interne à l'Espagne. L'internationalisation de l'événement, calculaient, en effet les républicains espagnols, pouvait également aider et favoriser les forces rebelles, avec l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie. Voir : Lettre d'Umberto Calosso à Camillo Berneri de Narbonne en 1936, citée dans Berneri (Camillo), *Epistolario inedito*, op. cit., vol. 2, p. 186-187.

<sup>62</sup> Lettre de Tullio Tulli à Camillo Berneri du 12 septembre 1936, citée dans Berneri (Camillo), *Epistolario inedito*, op. cit., p. 144.

<sup>63</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli du 16 septembre 1936, dans Rosselli (Carlo), *Dall'esilio : lettere alla moglie 1929-1937*, Casucci (Costanzo, éd.), Florence, Passigli, 1997, p. 233-234.

<sup>64</sup> Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 280.

vers les *sympathisants* [...] assuré par un type spécial d'organisation. [...] Calosso explique que le mot *Sigla*, [...] est en soi expressif et commode comme bannière : ce qui a toute son importance. Il rappelle ainsi que Gobetti, avant de trouver le titre "Révolution libérale", y réfléchit un mois durant [...]. *Sigla* signifie étymologiquement deux choses : "*signum*", drapeau, et "*sigillum*", au sens premier de ce mot, un sceau fait de sang que l'on donne à une idée. Sur ce mont baigné du sang de nos morts, les deux significations acquièrent toute leur valeur, et pas seulement sur le plan symbolique. En outre, le mot est né pendant le Moyen-Âge et non dans l'Antiquité romaine, une période pour laquelle nous avons logiquement quelques préventions. C'est aussi un mot international, utilisable dans toutes les langues, adapté pour ceux qui comme nous veulent lever de nouveaux drapeaux pour une liberté humaine et universelle. Il a enfin une valeur historique mystérieuse et symbolique qui est appréciée, puisque les grandes révolutions victorieuses – depuis les temps prophétiques et de ceux du communisme apostolique jusqu'à la "Giovine Italia" – en ont tenu compte [...].<sup>65</sup>

Les symboles et les rituels doivent encadrer la vie des volontaires, comme le sacré de l'expérience révolutionnaire. C'est qu'il s'agit, en effet, d'« entrer dans la révolution », physiquement et intellectuellement, comme l'illustre Rosselli, au moment d'endosser la *tuta*. Décrit par Rosselli comme « une géniale improvisation de l'esprit révolutionnaire »<sup>66</sup>, ce bleu de chauffe, que portaient miliciens et volontaires antifascistes, était devenu l'uniforme des combattants républicains et le symbole de cette armée populaire. « La guerre des travailleurs se fera en uniforme de travail » renchérit Rosselli dans son *Journal d'un milicien*, dont certaines parties furent éditées après sa mort par « *Giustizia e Libertà* » :

Fascistes, qui étudiez minutieusement la composition et les couleurs de l'uniforme ; Hitler, qui raconte dans *Mein Kampf* avoir discuté de ce propos des journées entières, et vous, les révolutionnaires insurrectionnels un peu trop programmatiques, voici comment surgit l'uniforme nouveau. [...] L'habit fait effectivement la révolution. L'intellectuel qui enfile pour la première fois la *tuta* éprouve un sentiment ineffable de bonheur<sup>67</sup>.

Revêtir le bleu de travail représentait une sorte d'« adoubement du milicien », comme l'a bien vu la chercheuse Sara Olivia Miglietti<sup>68</sup> ; un rituel de guerre comparable à l'acte liturgique du baptême, c'est-à-dire à la promesse d'une seconde naissance. Cet acte impliquait aussi le

<sup>65</sup> « La Sigla marciante. Verbale della prima seduta », *Giustizia e Libertà*, 25 septembre 1936. Texte original reproduit en annexe n°42, p. CLI (volume 2).

<sup>66</sup> « La vita fraterna dei volontari italiani », art. cité.

<sup>67</sup> « Fascisti, che studiate minuziosamente composizione e colori della divisa, Hitler, che racconta in *Mein Kampf* di averla discussa giornate intere col sarto, e voi, troppo programmatici rivoluzionari insurrezionisti, ecco come salta fuori l'uniforme nuova. [...]. L'intellettuale che s'infilta per la prima volta la tuta prova un sentimento ineffabile di letizia. – Ecco, mi spoglio del mio passato, delle mie abitudini e necessità borghesi per consacrarmi alla causa dei lavoratori. Entro nella rivoluzione col solo corpo e l'anima. Saremo fratelli, compagni in tuta. Ogni distinzione è sparita, come ogni grado. », dans Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*, op. cit., 1938, p. 20.

<sup>68</sup> Miglietti (Sara O.), « "Justice et Liberté". Des volontaires italiens en Catalogne (1936-1937), op. cit., p. 154.

sacrifice de son ancienne identité, pour se confondre totalement avec l'idéal révolutionnaire que l'engagement évoque dans l'imaginaire des militants antifascistes : « Me voilà, explique ainsi Rosselli, je me dépouille de mon passé, de mes habitudes, de mes nécessités bourgeoises pour me consacrer à la cause des travailleurs. Je rentre dans la révolution par le corps et par l'âme. Nous serons frères, camarades en bleu de travail. Toute distinction a disparu, aussi bien que tout grade »<sup>69</sup>.

Lors de son arrivée à Pedralbes, la fameuse caserne barcelonaise reconvertie, au lendemain du 19 juillet, en quartier général des milices révolutionnaires, Rosselli est alors frappé par l'élan créateur qui accompagne l'écroulement d'un régime, avant qu'un autre ne le remplace. Dans son journal, il consacre ainsi de longs passages à ce qu'il appelle « la jeunesse de la révolution », saisi à la fois par « tout son idéalisme et toute son innocence »<sup>70</sup>. Rosselli compare cette période à un « carnaval », un moment de fête où s'inventent des normes nouvelles ; « c'est un éblouissement », s'égayait-il, « tel est le tumulte des gens qui vont et viennent ». L'ancienne caserne est décrite comme « un pensionnat au moment de la récréation »<sup>71</sup>. On retrouve à plusieurs reprises, dans ces témoignages, le champ lexical du renouveau, figuré à travers le vocabulaire de l'enfance et de la jeunesse. Rosselli évoque ainsi la joyeuse inconscience du peuple espagnol, « ce peuple si généreux et jeune », qui « joue à faire la guerre comme un enfant »<sup>72</sup>.

Faire la guerre avait donc, au milieu de l'été 1936, quelque chose de joyeux ou de festif, et rappelait l'univers de l'enfance, avec tous ses possibles, donnant aux hommes le sentiment « enivrant » de pouvoir « se transformer, s'évader de la monotonie de la quotidienneté pour devenir à la fois auteurs et acteurs de son propre destin, contre toute norme et contre toute logique »<sup>73</sup>. Il n'est pas inutile de rappeler, à cet égard, le rôle anticipateur de l'insurrection dans les Asturies. Deux ans avant le début de la guerre civile, l'événement permet tout particulièrement d'éclairer un certain nombre d'enjeux de représentation et de symbolisation, qui révèlent la façon dont l'antifascisme gielliste choisit de négocier le partage entre ce qui

<sup>69</sup> « Ecco, mi spoglio del mio passato, delle mie abitudini e necessità borghesi per consacrarli alla causa dei lavoratori. Entro nella rivoluzione col solo corpo e l'anima. Saremo fratelli, compagni di tuta. Ogni distinzione è sparita, come ogni grado », dans Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia, op. cit.*, 1938, p. 20.

<sup>70</sup> « La giovinezza della rivoluzione, tutto il suo idealismo e tutta la sua innocenza. Il popolo gioca alla guerra come un bambino », dans Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia, op. cit.*, 1938, p. 19.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 15-16.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 27-28 : « Per un'avventura è un'avventura. [...] Eccoci qui, ora, in campo al mondo, anzi in fondo al mondo, a fare la guerriglia in Aragona. [...] Non c'è nulla di più inebriante che il sentirsi capaci di trasformazione, di evasione dal monotono quotidiano, autori ed attori assieme del proprio destino contro ogni regola e logica ».



relève de la force et de l'organisation de la discipline d'une part, d'une volonté révolutionnaire, libre et spontanée, d'autre part.

C'est qu'en effet, la révolte des mineurs des Asturies contre le gouvernement d'Alejandro Lerroux attira manifestement l'intérêt des antifascistes. Malgré la défaite, la résistance du peuple ouvrier face à une armée professionnelle était un événement riche d'enseignements, un sacrifice exemplaire et un modèle d'engagement pour les militants italiens en exil. Aussi quand le témoignage d'un mineur âgé de trente ans, dirigeant de l'insurrection asturienne en qualité de membre de l'Alliance ouvrière<sup>74</sup>, parut clandestinement en Espagne, le premier réflexe des giellistes fut de mettre la main sur le document et d'en publier l'intégralité, dans l'hebdomadaire du mouvement. Le journal de Manuel Grossi se présentait comme un rapport de guerre des Comités révolutionnaires, un résumé de la bataille livrée par « l'Armée rouge de la révolution », entre le 4 et le 19 octobre, jusqu'à la reddition des révolutionnaires. Paru au cours de l'été 1935, lorsque son auteur, incarcéré à Gijon, attendait le prononcé de sa condamnation à mort, ce témoignage présentait également un intérêt dramatique important pour les lecteurs. « À la lecture de ce livre, insistait le chroniqueur dans *Giustizia e Libertà*, on est comme saisi de stupeur et profondément ému »<sup>75</sup>.

Traduit dans le journal gielliste, sur un total de vingt-six numéros, entre le 3 janvier et le 14 août 1936, la diffusion de *L'Insurrection des Asturies* fonctionna donc comme un feuilleton, occupant du reste l'espace en bas de page de l'hebdomadaire. Ce récit à la première personne d'un soulèvement révolutionnaire, vu de l'intérieur, propose en effet un mode d'énonciation qui mêle à la dimension référentielle du quotidien raconté au jour le jour, un caractère romanesque évident – l'extraordinaire de l'événement et du drame. Autrement dit, on retrouve là tous les ingrédients d'une « écriture feuilletonesque », au sens qu'en a donné Georges Auclair<sup>76</sup>, capable de dramatiser le réel et de transformer en véritable aventure le quotidien ordinaire. C'est en effet dans ce type de source que l'idéal héroïque de « *Giustizia e Libertà* » puise ses références, très loin des portraits conventionnels du révolutionnaire ; soit un chef politique de grande envergure qui s'illustre par son extrême rigueur et un froid contrôle de soi,

<sup>74</sup> Grossi (Manuel), *La insurrección de Asturias : quince días de revolución socialista*, Barcelone, La Batalla, 1935.

<sup>75</sup> « La rivolta delle Asturie nel diario di uno dei suoi capi », *Giustizia e Libertà*, 25 octobre 1935. L'auteur invitait tous les sympathisants giellistes à découvrir le témoignage de Grossi, en concluant ainsi : « La lecture de ce livre est de la plus haute importance pour les Italiens, qui vont être appelés à la grande épreuve » [« *La lettura di questo libro è di somma importanza per gl'italiani, che stanno per essere chiamati alla grande prova* »].

<sup>76</sup> Auclair (Georges), *Le Mana quotidien : structures et fonctions de la chronique des faits divers*, Paris, Anthropos, 1970.

qui manifeste aussi, par son autorité et son prestige dans le commandement des affaires militaires, un écart maximal par rapport à la norme, et donc à la « masse », de laquelle il s'élève pour la dominer.

Au contraire de ce portrait typique du révolutionnaire, l'héroïsme anarchiste, duquel s'inspire le modèle gielliste, ne se définirait pas tant en termes d'exceptionnalité, mais en ceux d'exemplarité<sup>77</sup> : l'individualité n'est pas considérée comme un moyen d'affirmation de son autorité, au détriment d'autrui mais, comme un « principe d'action », qui révèle la valeur de l'initiative individuelle et qui rend ce « héros ordinaire », finalement susceptible d'être pris comme exemple par le groupe.

Ce héros gielliste n'est ni un chef et non plus une figure mythique ; il est simplement un homme, modeste – ouvrier et autodidacte à l'image de Manuel Grossi – ou bien un ex-intellectuel bourgeois abandonnant sa paire de lunettes et son costume pour enfiler le bleu de travail – comme Rosselli –, qui a su « aider l'œuvre de renouvellement en se renouvelant exemplairement soi-même »<sup>78</sup>, incarnant déjà une image de l'idéal humain auquel la révolution aspire. Un volontaire exilé d'Italie en mai 1934, et arrivé à Barcelone durant l'automne 1936, décrivait ainsi, dans *Giustizia e Libertà*, son impression littéralement bouleversée au sujet de Rosselli (fig. 48), qu'il rencontra pour la première fois en Espagne, après avoir seulement entendu parler de son évasion du *confino* :

[...] parler de Rosselli, de Nitti, de Salvemini, c'est comme chanter les louanges de Kerenski, Herriot ou Roosevelt. Ce sont des hommes d'une certaine valeur intellectuelle mais qui ne feront jamais rien pour soulever le peuple et le pousser vers ses buts les plus sacrés et les plus hardis. [...] Sur le long trajet de Marseille à Barcelone, des réflexions me venaient souvent à l'esprit. Est-il possible, me disais-je, que le bourgeois Rosselli veuille constituer une colonne italienne pour combattre le fascisme espagnol, quand cela n'est pas conforme aux intérêts de la bourgeoisie ? Mais la réponse était prête : folie et ambition peuvent bien être les mobiles de ses intentions. Il formera la colonne, l'enverra, naturellement, au feu pendant que lui, de Barcelone ou de Paris, fera sa belle spéculation journalistique.

J'arrive à Barcelone ; je reste trois jours à la caserne Pedralbes [...] ; puis, tous ensemble, nous partons pour le front. Rosselli était avec nous ; [...] Le 28 août, c'est-à-dire quatre jours après, les fascistes lancent cette terrible attaque sur notre position que désormais tout le monde connaît. C'est à cette occasion que mes idées et mes préjugés à l'égard de Rosselli ont changé radicalement. Calme et intelligent, il organisa la défense de manière impeccable, jusqu'à ce que, blessé à la poitrine, il descende à la caserne seulement pour se faire bander les yeux et organiser les renforts [...]. Cela fait, il est immédiatement revenu vers nous ; et maintenant, depuis plus de cinquante jours, il

<sup>77</sup> Miglietti (Sara O.), « “Justice et Liberté”. Des volontaires italiens en Catalogne (1936-1937), *op. cit.*, p. 157.

<sup>78</sup> « 1935 », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n°12, janvier 1935, p. 7.

partage avec nous sacrifices et privations. [...]. Il dirige avec habileté les travaux de tranchée, en s'intéressant, en même temps, à tout et à tous. [...]. Il n'existe pas de soldat, d'officier ou de commandement qui n'ait pas entendu sa parole amicale et experte ; c'est pourquoi il est maintenant aimé et estimé par tous, italiens ou espagnols. Sa conversation est recherchée, et son jugement est très apprécié. Il est l'esprit, l'âme de cette formation italienne qui combat le fascisme en terre d'Espagne ; et tous ici aspirent à se retrouver avec lui pour les futures luttes en terre bien plus aimée.<sup>79</sup>.



**Figure 48 – Photographie de Carlo Rosselli prenant la pose avec des volontaires antifascistes, sur le front de Huesca, publiée dans l'édition du 23 octobre 1936 de *Giustizia e Libertà*.**

Les représentations que nous avons rassemblées là nous permettent aussi de dégager quelques interrogations. On peut certes illustrer en effet l'opposition entre les deux catégories de guerre – celle conduite par le régime italien, en Abyssinie puis en soutien des nationalistes espagnols, celle qu'entament les antifascistes en Espagne – par la présentation polémique de l'affrontement entre partisans de la « révolution » et forces de la « réaction », mais il faut reconnaître aussi que les choses sont plus compliquées et se situent au premier stade de toute cette dramaturgie, dans la légitimité et la vérité des idéaux revendiqués, c'est-à-dire dans la constitution et l'organisation concrète de ces formes d'unité combattante.

<sup>79</sup> Pis., « Il capo della colonna », *Giustizia e Libertà*, 23 octobre 1936. Texte original reproduit en annexe n°43, p. CLII (volume 2).

### ***Organiser l'antifascisme en guerre : une militarisation contrariée***

Si des représentations effectives du milicien volontaire, on en vient à examiner d'un peu plus près les grandes options politiques et militaires de l'antifascisme en Espagne, à tout le moins dans le milieu gielliste, celles-ci demeurent problématiques. Car il faut, cependant, penser à « organiser la guerre », et « ajouter la technique à l'esprit révolutionnaire », comme l'exprime Rosselli vers la mi-novembre<sup>80</sup>. Une fois commandant de la section italienne de la colonne *Ascaso*, c'est-à-dire suite au décès sur le front de Mario Angeloni, lors de l'offensive rebelle sur Huesca, le contenu et le ton des courriers que Carlo adresse à Marion change du tout au tout. Le 19 août, il affirme être certain de la victoire des « forces populaires », dont l'enthousiasme et « l'esprit de sacrifice » suppléent aux « déficiences techniques et organisationnelles ». Le 23, ses sentiments sont encore dominés par l'excitation, l'ardeur qui règne entre volontaires :

La colonne italienne était encore quelque peu désorganisée à Barcelone, à la caserne Pedralbes, mais les choses se sont améliorées depuis que nous sommes cantonnés dans ce petit village. Vie saine, de guerre, mais non de guérilla, au milieu de la nature, de sentiments simples, mais essentiels, d'une fraternité reconfortante. Comment te décrire l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice de ce peuple si généreux et naïf ? Il vaut la peine de l'aider et lui offrir, et j'ai confiance dans notre capacité à le faire, un exemple d'organisation intelligente<sup>81</sup>.

Plus d'un mois plus tard, vers la mi-octobre, il observe cependant que le « problème essentiel » est celui du « commandement révolutionnaire »<sup>82</sup>. Et le 13 novembre : « Le problème de la guerre et de sa conduite efficace sous le contrôle des forces révolutionnaires, est désormais le problème central.<sup>83</sup> » De fait, la colonne *Ascaso*, au sein de laquelle avaient été regroupés les premiers volontaires italiens, était né de la dissolution de l'État républicain

<sup>80</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli du 12 novembre 1936, dans Rosselli (Carlo), *Dall'esilio : lettere alla moglie 1929-1937*, op. cit., p. 253-254.

<sup>81</sup> « La colonna italiana, ancora alquanto disorganizzata alla caserma Pedralbes a Barcellona, si è organizzata ottimamente nel piccolo villaggio nel quale siamo accantonati. Vita sana, di guerra non guerreggiata, intorno alla natura, ai sentimenti semplici fondamentali, ad una fraternità consolante. Come descriverti l'entusiasmo e lo spirito di sacrificio di questo popolo così generoso e fanciullo ? Vale la pena di aiutarlo e di offrirgli, come sono certo ormai che noi potremo offrirgli, un esempio di intelligente organizzazione. ». Voir : Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli du 23 août 1936, citée dans Rosselli (Carlo), *Dall'esilio : lettere alla moglie 1929-1937*, op. cit., p.223.

<sup>82</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli du 15 octobre 1936, dans Rosselli (Carlo), *Dall'esilio : lettere alla moglie 1929-1937*, op. cit., p.243-246.

<sup>83</sup> Lettre envoyée au comité politique mixte de la section italienne de la colonne *Ascaso* et aux compagnons du commandement datée du 13 novembre 1936, citée dans Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*, op. cit., p. 65-68.

espagnol et de son armée régulière<sup>84</sup>. Aussi la structure du commandement était des plus confuses : placé théoriquement sous l'autorité du conseiller à la Défense auprès du gouvernement catalan, en réalité, le principal organisateur militaire à Barcelone n'était autre que le chef de la CNT, García Olivier<sup>85</sup>. Du reste, giellistes et anarchistes divergeaient sur la question de l'organisation militaire des combattants antifascistes et leur unification politique. Camillo Berneri constatait ainsi avec amertume que les reportages publiés dans l'hebdomadaire giellistes ne traitaient jamais de la « section italienne », mais évoquaient toujours à ce propos « la colonne italienne », sans préciser que ses hommes appartenaient en fait aux milices de la CNT-FAI<sup>86</sup>.

De l'un à l'autre modèle, se retrouvait le choix essentiel qui avait conduit, en Catalogne, à la levée de milices affiliées à des partis, et qui étaient envisagées comme des entités participant pleinement du processus révolutionnaire. À l'inverse, se décelait, sous l'expression de « colonne italienne », l'idée de former une milice « populaire ». Le grand projet des giellistes, de Rosselli comme aussi de Lussu qui publia plusieurs articles sur le thème, était alors de constituer une « colonne formée de milliers d'hommes »<sup>87</sup>, mieux disciplinés, encadrés et organisés, à partir de la section italienne. Leur « légion » était donc envisagée comme une grande formation italienne antifasciste qui avait vocation, à terme, de combattre en Italie même. Présentée comme révolutionnaire, les giellistes la voulait cependant totalement indépendante des partis politiques. Or, cette position intermédiaire rencontra l'hostilité des partis du Front populaire comme celle des anarchistes. Une grande disparité d'opinion continuait donc de diviser les partis et les organisations de l'antifascisme, qui se disputaient le titre de révolutionnaire et la qualité de représentant du peuple.

Les premières dissensions éclatèrent dès octobre, à la suite des changements politiques intervenus le 4 septembre, à Madrid, avec la formation à Madrid d'un nouveau gouvernement. Le remplacement de José Giral par le socialiste Francisco Largo Caballero eut effectivement des répercussions importantes sur le système des milices catalanes. La restructuration de l'armée était en effet l'une des priorités du nouvel exécutif, qui adopta, dès le 30 septembre, deux décisions importantes, par décret, renforçant le contrôle de l'État-major sur l'ensemble

<sup>84</sup> Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 305.

<sup>85</sup> Thomas (Hugh), *La Guerre d'Espagne Juillet 1936-Mars 1939*, Paris, Robert Laffont, 1961, p. 248.

<sup>86</sup> Ordre du jour proposée par Camillo Berneri et fait approuver à la majorité par les membres de la section [septembre 1936], cité dans Berneri (Camillo), *Epistolario inedito*, op. cit., vol. 2, p. 274.

<sup>87</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli du 27 octobre 1936, citée dans Rosselli (Carlo), *Dall'esilio : lettere alla moglie 1929-1937*, op. cit., p. 247-250.

des officiers miliciens<sup>88</sup>. De la même façon, la Généralité de Catalogne tenta de reprendre la main sur les formations miliciennes, en procédant d'abord à la dissolution du comité des milices antifascistes, le 24 octobre.

Le processus de régularisation entamée à Madrid et à Barcelone venait donc clore la période initiale de la guerre, qui avait conduit, en Catalogne, à la formation de milices partisans. Il n'aboutira finalement qu'en 1937, avec la création de bataillons internationaux divisionnaires, au sein desquels furent concentrés progressivement les miliciens étrangers. Au sein de la *Sezione Italiana*, qui jouissait dans l'ancien système d'une certaine indépendance et d'un commandement autonome, ces changements furent âprement discutés et distendirent peu à peu les liens entre les différents groupes politiques qui la composaient. Chez les giellistes, par exemple, ces changements apparaissaient inévitables. Le 2 octobre, Calosso s'enthousiasmait déjà de constater la montée en puissance de « l'armée révolutionnaire », laquelle écrivait-il, « était encore dans un état d'organisation très relatif », mais commençait « à assumer une structure solide et acquérir une discipline d'autant plus appréciable »<sup>89</sup>. Les compagnons anarchistes désapprouvèrent, entre eux, l'accent exalté et le ton « militariste » de l'article ; eux qui, à l'image de Berneri, craignaient qu'au terme de ces manœuvres, la révolution ne tombe sous le contrôle de ses adversaires politiques<sup>90</sup>. Ces inquiétudes contrastaient avec l'attitude de la direction cénétiste, qui accepta de s'associer aux décisions du gouvernement national, en intégrant le gouvernement de Largo Caballero. Aussi lorsque la *Sezione Italiana* se réunit, le 30 octobre, pour voter à la majorité le rejet du décret de militarisation de la *Generalitat*, l'impression de mainmise des anarchistes italiens sur le groupe accentua les dissensions en interne.

La marginalité des milices dans le système de la guerre du gouvernement républicain et la situation minoritaire des anarchistes venaient étayer la position exprimée par Emilio Lussu dans *Giustizia e Libertà*, qui soutenait en effet que la colonne italienne ne devait dépendre d'aucun parti, mais « seulement du gouvernement de la République »<sup>91</sup>. Avec le recul, plusieurs militants giellistes, volontaires en Espagne, ont évoqué leurs doutes à ce moment de la guerre,

<sup>88</sup> Le premier décret prévoyait ainsi que tous les officiers et les sous-officiers devaient passer sous le contrôle de l'État-major espagnol. Le second soumettait les milices au Code de Justice militaire. Voir : Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 308.

<sup>89</sup> « L'attività bellica dei nostri », *Giustizia e Libertà*, 2 octobre 1936.

<sup>90</sup> Ses articles dans *Guerra di classe* sont cités dans Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 311.

<sup>91</sup> Lussu (Emilio), « La Legione italiana in Spagna », *Giustizia e Libertà*, 28 août 1936.

insistant sur « l'effort militaire qu'il fallait soutenir » et s'apercevant, sur ce point, des « limites » de « l'expérimentation révolutionnaire » en cours dans la Catalogne. Plus net encore, ce jugement d'un autre volontaire gielliste, Alberto Tibaldi :

Certains d'entre nous ont immédiatement senti qu'on ne pouvait pas faire la guerre comme ça. En face, nous avons un ennemi organisé, avec une armée, un commandement supérieur, etc. Il était nécessaire de déployer, nous aussi, une armée organisée<sup>92</sup>.

Que l'on adopte l'un ou l'autre point de vue, dans la réalité les choses se déroulèrent de façon légèrement plus complexe. Conscient de devoir améliorer l'organisation des forces combattantes volontaires, Rosselli se montrait également soucieux de conserver une certaine « autonomie de mouvement » et une « autorité d'action », à la tête de la section italienne.

Durant les quinze premiers jours de novembre, il enchaîna ainsi une série de rencontres importantes, à Paris et à Barcelone. En France, d'abord, Rosselli rencontra, le 4 novembre, les anarchistes du comité de la rue Mathurin, évoquant avec eux la possibilité d'organiser un recrutement « plus vaste » et plus « intensif »<sup>93</sup>. Le lendemain, il toucha un mot de ce projet aux giellistes présents à la réunion de la SIGLA, prenant dans un premier temps la parole, pour démentir les rumeurs de dissolution de la division *Ascaso*. Rosselli envisageait le recrutement de cinq à six cents nouveaux éléments, en France, en Belgique, en Suisse, en Amérique, et même en Italie.

Cependant, les moyens financiers manquaient. Du reste, aucune sorte d'unité n'existait avec les anarchistes, tant pour ce qui concerne le recrutement de volontaires que la mission d'assistance auprès de leur famille et de leurs proches dans l'exil<sup>94</sup>. Enfin, des alternatives se présentaient aux prétendants pour l'Espagne. Lors de ce séjour parisien, Rosselli s'entretint également avec Nenni, Grieco et Facchinetti pour réfléchir à une entente avec les éléments du bataillon italien, en formation à Albacete. Mais, comme on l'a rappelé plus haut, la moralité des

<sup>92</sup> « Alcuni di noi ebbero subito la percezione che non si poteva fare una guerra in quel modo. Di fronte avevamo un nemico organizzato, con un esercito, dal comando superiore al comando inferiore. Era necessario schierare un esercito organizzato », cité dans Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 307. Voir : Grimaldi (Fabio, éd.), *Memorie di una guerra civile. La Spagna del 1936 nella voce dei testimoni*, Rome, Manifestolibri, 2003.

<sup>93</sup> Lettre de Carlo Rosselli au comité politique mixte de la section italienne de la colonne *Ascaso* et aux compagnons du commandement du 9 novembre 1936, citée dans Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*, op. cit., p. 59-63.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 60-61.

individus recrutés ne semblait pas correspondre à ces attentes, sans compter que, parmi ces milliers d'hommes, la plupart étaient des communistes<sup>95</sup>.

Alors, de retour à Barcelone, Rosselli, entouré des autres commandants de la colonne *Ascaso*, Gregorio Jover et Domingo Ascaso, élabora un projet de réorganisation de la colonne à soumettre au secrétariat pour la Guerre. Le texte prévoyait ainsi que les éléments composant l'ancienne *Sezione Italiana* seraient reversés au sein de divisions légères et offensives, comparables à des divisions d'assaut<sup>96</sup>. Au type, ce type de réorganisation reflétait idéalement l'association plusieurs fois soulignées dans les interventions du dirigeant gielliste entre le volontariat international et les formations d'élite. Détaillant ce projet aux autres membres du commandement de la colonne *Ascaso*, Rosselli assurait que la division ne serait composée que d'éléments révolutionnaires volontaires et ne serait pas militarisée. « La discipline révolutionnaire serait assurée par des comités politiques de base », précisa-t-il, ajoutant ensuite :

Je suis convaincu que la réorganisation des colonnes volontaires sur des bases techniques plus sérieuses, mais en sauvegardant entièrement leur esprit révolutionnaire, s'impose comme une nécessité impérieuse. Il n'est pas possible de continuer avec le système actuel, encore supportable pour une guerre de position, mais pas pour une guerre offensive ou de mouvement. J'ajoute que même du point de vue politique – puisque la révolution est avant tout dirigée contre l'ancien appareil et l'esprit militaire – il est indispensable que les forces révolutionnaires se donnent une structure technique plus solide pour empêcher que les nouvelles formations régulières qui devraient se former vident complètement l'essence et la singularité des formations volontaires. Deux, trois divisions bien organisées, pénétrées par un esprit révolutionnaire, peuvent constituer le facteur décisif dans une guerre où le nombre compte moins que la qualité<sup>97</sup>.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 63. L'acte constitutif de formation de la nouvelle colonne fut signé entre républicains, communistes et socialistes, le 27 octobre 1936 à Paris. Le 12 novembre, le bataillon *Garibaldi* entre en action sur le front de Madrid.

<sup>96</sup> Sur ce point, voir : Sill (Edouard), *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, op. cit., p. 257.

<sup>97</sup> « Sono convinto che la riorganizzazione delle colonne volontarie su basi tecniche più serie, ma salvaguardandone interamente lo spirito rivoluzionario, si impone come una necessità imperiosa. Non è possibile continuare col sistema attuale, ancora sopportabile per una guerra o guerretta di posizione, ma non per una guerra offensiva o di movimento. Aggiungo che anche dal punto di vista politico – visto che la rivoluzione è prima e innanzi tutto diretta contro il vecchio apparato e spirito militare – è indispensabile che le forze rivoluzionarie si diano una più salda struttura tecnica per impedire che le nuove formazioni regolari che si dovrebbero costituire svuotino completamente le formazioni volontarie. Due, tre divisioni bene organizzate, penetrate da spirito rivoluzionario, possono costituire il fattore decisivo in una guerra in cui il numero conta meno della qualità ». Lettre de Carlo Rosselli au comité politique mixte de la section italienne de la colonne *Ascaso* et aux compagnons du commandement du 9 novembre 1936, citée dans Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*, op. cit., p. 65-69. La section italienne fut finalement réorganisée en détachements d'assaut dans un bataillon italien, parfois surnommé bataillon d'assaut *Cieri*, du nom de son chef Antonio Cieri.



Entre temps, l'offensive échouée pour prendre Almudévar eut finalement raison de la volonté de Rosselli de poursuivre la guerre en tant que commandant de division. Suite, à cet échec, Rosselli écrivit en effet un long rapport, soulignant pourquoi il lui apparaissait urgent de restructurer complètement le modèle des colonnes volontaires, regrettant notamment l'absence d'un commandement « unique » et la persistance d'un « égoïsme ridicule » entre les différents groupes politiques<sup>98</sup>.

Finalement, après sa démission de la *Sezione Italiana*, Rosselli annonça, dans une lettre du 16 décembre à Marion, son ambition de mettre sur pied un nouveau bataillon, « ouvert à tous », mais « fondé sur une discipline et une organisation sérieuse », et à l'exclusion de toute « forme de sectarisme »<sup>99</sup>.

À cet égard, la participation de « *Giustizia e Libertà* » à la guerre espagnole peut aussi se lire comme le lieu et le moment de la manifestation du paradoxe propre à ce mouvement, et qu'illustrent donc la démission de Rosselli du commandement de la section italienne, à la fin de novembre 1936. Ce sont, rappelons-le, ces défenseurs de la « spontanéité révolutionnaire » qui mettent en avant le rôle organisateur et créateur des élites. Ce sont donc ceux qui devraient le plus souffrir d'un encadrement militarisé et des contraintes de l'organisation, qui insistent au contraire le plus sur la nécessité non seulement d'appuyer la raison (antifasciste) au moyen de la propagande, mais encore de la rendre militante et de la soutenir par les armes et la technique. Rosselli, lorsqu'il témoignera de son expérience espagnole, en février 1937, devant un public français, il n'hésitera pas à déclarer :

La violence n'est pas nécessairement l'accoucheuse de l'histoire. Mais dans la lutte contre le fascisme, surtout contre un fascisme naissant, il arrive un moment où l'on est obligé d'accepter le combat sur le terrain même du fascisme – la force. Dans la lutte politique, il ne suffit pas d'avoir raison en théorie. Il faut l'avoir en pratique. Il faut au moins donner des armes à la raison, la rendre militante. Autrement la raison reste impuissante et devient même déraisonnable contre un phénomène politique où l'irrationnel, la passion, le fanatisme farouche ont une part si grande<sup>100</sup>.

Comment affirmer malgré tout, après cela, qu'« une guerre volontaire est très différente d'une guerre obligatoire »<sup>101</sup> ? Et, plus encore, comment continuer de défendre l'idée d'un futur

<sup>98</sup> Rosselli (Carlo), « Storia di una vittoria mancata », dans Id., *Oggi in Spagna, domani in Italia, op. cit.*, p. 78-95.

<sup>99</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli du 16 décembre 1936, citée dans Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia, op. cit.*, p. 99-100.

<sup>100</sup> Texte en français d'une allocution de février 1937 intitulé « Noi non siamo dei vinti : siamo dei combattenti », publié dans le recueil d'écrits, de lettres et de discours de Rosselli sur la guerre d'Espagne. Voir : Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia, op. cit.*, p. 123-124.

<sup>101</sup> *Ibid.*, p.124.

démocratique à l'horizon d'une révolution qui emprunte aux principes et aux méthodes de l'affrontement armé, et plus globalement au système organisé de la guerre ? Du reste, ces observations nous conduisent à remarquer que la question sur le caractère volontaire de la guerre, sur sa dimension populaire, de même que le rapport du militaire au politique se complique en effet très rapidement dans ces discussions par l'apparition d'une autre expression, utilisée en concurrence avec le mot de révolution : le thème de la guerre civile.

### Une guerre civile italienne en terres espagnoles

Le 6 décembre 1936, à l'image de leur dirigeant qui démissionnait de son commandement, les giellistes quittaient donc la *Sezione Italiana* et faisaient bientôt connaître leur intention de former une nouvelle unité internationale, le *Battaglione italiano Giacomo Matteotti*. Avec le *Batallón de la Muerte*, fondé en février 1937 autour de deux anarchistes italiens, l'ancien *ardito* Cando Testa, et Emilio Strafellini, un ancien *alpino*<sup>102</sup>, et le *Battaglione Garibaldi*, le groupe *Matteotti* devenait ainsi la troisième formation antifasciste italienne en Espagne, ce qui rajoutait de la confusion et une plus grande dispersion dans les filières en direction du front. Au lieu des mille combattants attendus, le bataillon *Matteotti* ne regroupa finalement qu'une cinquantaine de volontaires<sup>103</sup>, très loin des quelques 2 000 volontaires que comptait la XIIème brigade. Du reste, avant la réorganisation des Brigades internationales autour de formations nationales distinctes<sup>104</sup>, le bataillon *Garibaldi* incarnait une spécificité puisqu'il constituait le seul effectif homogène d'un point de vue national ou linguistique, si l'on excepte les bataillons français. Cette particularité était encore renforcée par les affiliations politiques très diverses de ses membres, que symbolisait la référence à Garibaldi, héros par antonomase du *Risorgimento* italien.

Avec environ 3 000 volontaires engagés, sur un total de 35 000 hommes encadrés et recrutés par les Brigades internationales, les Italiens représentaient l'un des plus gros effectifs, derrière la France, au sein du volontariat international en Espagne. En face, côté nationaliste, le régime

<sup>102</sup> Sill (Edouard), *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, op. cit., p. 120-121.

<sup>103</sup> Le bataillon *Matteotti* rejoignit le front d'Aragon, où il fut intégré au sein de la Division *Durruti* en tant que groupe de mitrailleurs. Voir : « Visita al gruppo Matteotti », *Giustizia e Libertà*, 23 avril 1937.

<sup>104</sup> « Dal battaglione Garibaldi alla Brigata Garibaldi », *Giustizia e Libertà*, 23 avril 1937.

italien apporta la contribution la plus importante en nombre de soldats, avec plus de 75 000 hommes au total, mais aussi en termes d'armements et de matériels techniques<sup>105</sup>.

Ainsi, pour les militants antifascistes de « *Giustizia e Libertà* », à l'image de Carlo Rosselli, les affaires d'Espagne présentaient tous les ingrédients pour être comparée à une « guerre civile européenne », avec ses multiples répliques, au sein de chaque corps national<sup>106</sup>. Même après leur départ de la *Sezione Italiana* et l'échec du bataillon *Matteotti*, les giellistes continuèrent aussi de suivre, avec attention, la situation de l'antifascisme italien en Espagne, car ils estimaient nécessaire d'engager la société italienne, dans un conflit dont les enjeux identitaires se révélaient finalement aussi importants que les questions strictement idéologiques.

**« *Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie* » : la révolution antifasciste, une guerre civile ?**

Dans l'histoire en cours de la guerre en Espagne racontée par la propagande de « *Giustizia e Libertà* », ce qui frappe, c'est l'intégration de l'épisode ibérique comme un élément déclencheur d'une probable « guerre générale en Europe » et la nécessité, pour chaque peuple, de s'y préparer : « Qui ne conçoit l'importance [pour les Italiens] de former une *Légion* italienne n'a aucune intuition politique »<sup>107</sup>, s'emporte Lussu dès le 9 octobre 1936. La « guerre civile » espagnole est aussi une figuration anticipée de la prochaine guerre européenne et de l'affrontement décisif entre fascistes et antifascistes. Or, dans le cas italien tout particulièrement, l'existence d'un fascisme « autochtone » pouvait conférer une valeur singulière à l'objectif d'étendre la révolution, ou de « transformer la guerre en révolution ». L'affirmation d'une intransigeance dans son opposition au fascisme, conjointe à une volonté de dépassement montre que le désir profond d'éradiquer les racines de l'Italie fasciste pouvait conduire à lier étroitement la révolution à la guerre civile, et ainsi souhaiter ardemment voir les événements espagnols se répliquer à l'identique sur l'autre rive de la mer Tyrrhénienne.

C'est le sens du message que Rosselli adresse aux Italiens, le 14 novembre, en prononçant une allocution sur les ondes de la radio catalane ; discours saisissant de l'antifascisme italien qu'il adresse également à Cianca pour l'imprimer en « Une » de l'hebdomadaire gielliste<sup>108</sup> et

<sup>105</sup> Matard-Bonucci (Marie-Anne), « Éthiopie, Espagne ou les prologues fascistes à la guerre », dans Aglan (Alya, dir.), Frank (Robert, dir.), *1937-1947 : la guerre monde, op. cit.*, p. 61-112.

<sup>106</sup> Garosci (Aldo), « *Giustizia e Libertà* nella guerra di Spagna », dans Istituto storico della Resistenza in Toscana et al., *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia, op. cit.*, p. 368.

<sup>107</sup> « La guerra civile in Spagna e la Legione Italiana », *Giustizia e Libertà*, 9 octobre 1936.

<sup>108</sup> Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli du 15 novembre 1936, dans Rosselli (Carlo), *Dall'esilio : lettere alla moglie 1929-1937*, p. 254-255.

en accroître l'audience. Grâce à la radio, les antifascistes comme Rosselli se prennent à rêver d'atteindre l'âme de chaque Italien, isolés du reste de l'opinion et de la surveillance policière, cet « Italien qui est loin », mais qui « écoute dans le silence de sa maison, la voix d'un frère exilé ». À cet Italien, ce « frère lointain », Rosselli demande ce qu'il a accompli pour l'Espagne et pour la Révolution, en lui intimant d'« oser » enfin, d'agir, de « combattre », car « l'heure de la libération est proche » :

Italiens d'Italie, Italiens dispersés parmi le monde, écoutez. – C'est un volontaire italien de l'armée de la liberté qui vous parle ce soir de la Radio de Barcelone. Finalement la radio ne sert plus uniquement à l'abêtissement et à l'asservissement des peuples. Contre la radio fasciste, la radio des Mussolini et des Hitler, il y a la radio antifasciste, la radio des hommes libres et justes. C'est une radio à ondes courtes, mais celles-ci atteindront bientôt des distances inestimables. Soyez-en sûrs, Italiens. Dans le silence de votre maison vous pouvez, que vous soyez un homme, une femme, une famille entière, écouter la parole des antifascistes, des exilés qui combattent comme volontaires pour l'Espagne prolétarienne. Si cette voix arrive trop forte et que vous craignez les oreilles indiscretes, tournez légèrement le bouton du régulateur sonore. Ce sera alors un entretien secret entre l'exilé et les frères dans la patrie.

Pourquoi sommes-nous venus combattre en Espagne, Italiens ? D'abord : pour apporter concrètement une preuve de solidarité à ce peuple merveilleux d'Espagne qui est en train d'enseigner au monde comme on lutte et on gagne contre le fascisme. Ensuite : pour démontrer à l'Espagne prolétaire qu'à côté d'une Italie officielle, fasciste, [...] une autre Italie existe – la vraie, l'Italie populaire et prolétaire [...]. Enfin : pour porter l'antifascisme italien, depuis trop de temps impuissant et paresseux, sur un terrain de lutte active, révolutionnaire, de lutte armée<sup>109</sup>.

Dans ce discours, l'expression de « guerre civile » est pudiquement laissée de côté ; on la retrouve cependant implicitement dans plusieurs passages, ainsi lorsque Rosselli invoque la « véritable Italie » :

J'ai dit : les Italiens. J'aurais dû en fait dire : cette partie des Italiens, jeunes ou vieux, que la dictature a envoûtée ou écrasée. Parce qu'il existe l'autre Italie, qui a enduré tant d'épreuves pendant toutes ces années : l'Italie des milliers et des milliers d'hommes qui ont combattu pour des idéaux et sont morts, des héros connus et surtout inconnus : ouvriers de Turin, artisans de Florence, paysans de Molinella, journaliers des Pouilles et de Sicile, intellectuels qui ont cassé leur plume pour l'honneur : vous, les douze mille condamnés du Tribunal spécial, les milliers de déportés auxquels nous envoyons un salut ému, vous, les centaines de milliers d'émigrés politiques, les millions d'Italiens qui avez dû quitter le pays incapable même de vous garantir le pain, vous armée secrète d'hommes qui ne plient pas et qui en secret espèrent et combattent<sup>110</sup>.

<sup>109</sup> « L'Italia sul fronte della libertà », *Giustizia e Libertà*, 20 novembre 1936. Texte original reproduit en annexe n°44, p. CLIII (volume 2).

<sup>110</sup> *Ibid.*

C'est qu'ils sont quelques-uns, depuis septembre, à émigrer aussi en Catalogne pour devenir des combattants de l'antifascisme : dans son édition du 9 octobre, *Giustizia e Libertà* affirme que « d'Italie également, [les] rejoignent de nouveaux volontaires »<sup>111</sup>. Leurs motivations restent toutefois imprécises, visiblement dominées par les questions matérielles, la désillusion qui a succédé à la victoire en Abyssinie, et moins par les enjeux politiques et idéologiques<sup>112</sup>.

Mais ce qui participe encore à rendre concret une certaine convergence des situations espagnole et italienne, et manifeste pleinement la continuité de l'une à l'autre, ce sont les envois de renforts matériels et, surtout, humains de l'Italie vers le camp rebelle et nationaliste<sup>113</sup>. L'Espagne devient aussi le terrain d'un affrontement direct entre Italiens, entre fascistes et antifascistes : « La guerre entre le *fascio* et l'*antifascio*, notre guerre, ouvre l'hebdomadaire gielliste le 15 janvier 1937, nous la combattons en Espagne depuis six mois désormais<sup>114</sup> » :

Nous ne croyons pas à une issue prochaine. La seule qui puisse advenir serait à l'avantage du fascisme. La révolution en guerre contre le continent fascisé ne peut que procéder de manière lente [...]. Il suffit de songer à ceci que l'armée révolutionnaire est en train d'émerger seulement maintenant. Jusqu'alors la guerre a été inégale : enthousiasme et nombre contre technique et armes ; volontaires contre professionnels. Le peuple espagnol se jeta dans la guerre sans le matériel de guerre suffisant. Les cadres de l'armée étaient tous de l'autre côté, avec le fascisme. Comme aussi les munitions, l'aviation, l'artillerie<sup>115</sup>.

Après leur départ de la section italienne de la colonne *Ascaso*, une poignée de giellistes organisait maintenant la mise sur pied d'un bataillon ouvert à « toutes les tendances de l'antifascisme » et qui devait porter le nom du député socialiste assassiné par les fascistes, Giacomo Matteotti. Cette expérience était aussi présentée comme une forme d'évolution nécessaire des « forces révolutionnaires » : « Le temps du volontariat absolu, [...] est sur le point d'être révolu. De nouvelles formations s'imposent qui permettront une meilleure

<sup>111</sup> « La Colonna continua a rinforzarsi. Anche dall'Italia giungono i volontari », *Giustizia e Libertà*, 9 octobre 1936.

<sup>112</sup> Pour un aperçu plus général des motivations de ces premiers volontaires, on pourra se reporter à la thèse d'Enrico Acciai qui a retrouvé plusieurs lettres envoyées par les Italiens partis en Espagne à leur famille, dans les archives du *Casellario Político Centrale*, comme celles d'un milicien et militant gielliste originaire de Vicence nommé Alessandro Boaretti. Voir : Acciai (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, op. cit., p. 246.

<sup>113</sup> Ces envois en renforts humains et matériels sont régulièrement documentés dans l'hebdomadaire gielliste à partir du mois de novembre 1936.

<sup>114</sup> « Sul corso della guerra », *Giustizia e Libertà*, 15 janvier 1937.

<sup>115</sup> *Ibid.* : « Non contiamo su una soluzione prossima. La soluzione prossima sarebbe fascista. La rivoluzione in guerra contro il continente fascizzato non può che procedere lenta, [...]. Basta riflettere a un fatto : che l'esercito rivoluzionario sta sorgendo solo adesso. Sinora la guerra fu impari ; entusiasmo e numero contro tecnica ed armi ; volontari contro professionali. Il popolo sapguolo si gettò nella guerra senza apparato di guerra. I quadri dell'esercito erano tutti di là, col fascio. Come di là erano le fabbriche di minuzioni, i possenti aeroplani, le artiglierie. ».

utilisation des capacités de chacun, et donneront un exemple d'organisation et de discipline librement consentie, mais profondément comprise et respectée. [...] vaincre en Espagne le fascisme pour l'attaquer demain en Italie.<sup>116</sup> »

Une telle correspondance entre guerre, révolution et guerre civile conduit aussi à vouloir rapprocher l'événement d'autres époques et moments bouleversants de l'histoire européenne : on pense naturellement à la révolution bolchévique de 1917, capable de séduire les résistants les plus âgés comme les plus jeunes. Sans doute faut-il bien s'entendre sur le sens de ce lien entre les événements : la guerre civile entre fascistes et antifascistes pouvait certes se concevoir comme une sorte d'aboutissement de la phase ouverte dans le premier après-guerre, lorsque la crise et les désirs de révolution enflammèrent le continent, mais une telle réminiscence est surprenante chez les membres de « *Giustizia e Libertà* ». Cette manière de lire les événements contemporains à partir de l'expérience passée de la révolution en Russie n'est pas seulement le résultat attendu de la politique soviétique en faveur de l'Espagne républicaine. Notons une fois encore que la propagande impose la fixation de positions nettes, qui permettent aussi de clarifier les choix et de délimiter chacun des camps qui se font face. Certains éditoriaux s'attardent à justifier ce souci de la simplification du message, montrer aux Italiens que le présent se réduit à ce genre d'alternative, et faire sentir, dans ce contexte, à travers quelles voies l'antifascisme doit se frayer un chemin s'il veut survivre et affirmer sa vitalité.

On chercherait aussi en vain une justification plus approfondie et globale de la référence au modèle soviétique. Ce genre de recours à l'antérieur n'apporte aucune sorte d'intelligibilité quant à la nature de la division qui est censée traverser la population italienne entre fascistes et antifascistes. À côté de ces modèles explicites que constituent la guerre civile et la révolution, on remarque aussi une sorte d'appréhension ou de refus de se laisser embarquer dans une description catégorique de la société italienne, or le rejet de l'analyse laisse aussi l'antifascisme, et donc les giellistes dans l'incertitude concernant l'identité de l'adversaire à combattre. Aussi la rupture qui est implicitement évoquée dans le choix de l'expression « guerre civile », et qui devrait poser le plus de problèmes et d'interrogations, est pourtant celle qui semble en poser le moins. Ajoutons qu'en l'espèce, dans le cas qui nous préoccupe, cette absence relative de questionnements et d'efforts d'intelligibilité est singulière ; dès la fin de l'année 1933, Salvemini tenait ainsi à rappeler à Rosselli qu'il leur était impossible de se désintéresser de ce

<sup>116</sup> *Ibid.* : « Il tempo del volontariato assoluto, della corsa generosa individuale sta per finire. Nuove formazioni si impongono che consentiranno una migliore utilizzazione delle capacità di ciascuno, fornendo un esempio di organizzazione e di disciplina liberamente consentita, ma seriamente intesa e praticata. ».

qui pouvait advenir à la chute du fascisme, car, écrivait-il, « dire que nous sommes d'accord pour transformer la guerre en révolution ne suffit pas. Car, cette révolution, que sera-t-elle ?<sup>117</sup> ». Pour l'historien également, l'expression s'incarnait concrètement dans le phénomène de la guerre civile – « pas la révolution marxiste, mais la “vraie révolution” » – ce qui revenait selon lui à supprimer tous « les responsables de la guerre ». Voici la position qu'auraient idéalement adoptée les giellistes dans une telle perspective : « Nous combattons résolument, même avec les mitraillettes si nécessaire, les communistes et les fascistes, et nous nous associerons à tous les groupes politiques qui entendront défendre le nouveau régime démocratique contre les communistes et les fascistes ». Il serait pourtant simpliste de penser que depuis cette période, le mouvement « *Giustizia e Libertà* » a épousé, sous la force des événements plus encore qu'intentionnellement, une position absolument contraire, en se plaçant entièrement du côté des prolétaires et du « peuple ». Entre ces deux descriptions antagonistes de la rupture, il existe en réalité une diversité de positions qui se définissent en premier lieu par leur ambiguïté et qu'illustre ce désordre des imaginaires politiques. On dirait presque que l'antifascisme a, sinon la puissance, du moins l'ambition de tout absorber. À ce trait se reconnaît certainement l'ambition « totale » de l'antifascisme.

### ***Guadalajara, un affrontement italo-italien : entre rupture et rédemption***

De tout ceci on pourrait encore donner un témoignage concret avec un épisode important de la fin de l'hiver 1937 : la « bataille de Guadalajara », du nom de ce petit chef-lieu de province situé à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Madrid. Guadalajara fut en effet décrite, dès cette époque, comme une grande victoire sur Mussolini<sup>118</sup>. Tous ces Italiens, volontaires et troupes régulières, qui avaient été envoyés en Espagne pour soutenir l'insurrection, avaient été en effet regroupés au sein d'une seule armée – le *Commando Truppe Volontarie* (CTV) – dirigée par le général Mario Roatta et qui combattait sur un front unique.

<sup>117</sup> « Di quel che avverrà fra 50 o 10 anni possiamo disinteressarci. Ma non di quello che può succedere fra cinque anni, o l'anno venturo se c'è una guerra. Dire che siamo d'accordo per trasformare la guerra in rivoluzione, non basta. Che cosa sarà la rivoluzione ? La rivoluzione marxista che il socialista della stretta osservanza aspetta sempre e non promuove mai, o la rivoluzione vera, cioè la guerra civile, cioè la soppressione fisica di tutti i responsabili della guerra ? Questa è la nostra risposta. Per i comunisti la guerra civile è la soppressione fisica dell'intera borghesia, cioè di chiunque si oppone alla dittatura del partito comunista sedicente dittatura del proletariato. Qui abbiamo di fronte due idee chiare. [...] I comunisti cercheranno di demolire il regime democratico. Noi combatteremo risolutamente, anche colle mitragliatrici se sarà necessario, comunisti e fascisti, e ci assoceremo con tutti quei gruppi politici che intenderanno difendere il nuovo regime democratico contro comunisti e fascisti. ». Voir : Lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 21 décembre 1933, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 178.

<sup>118</sup> Thomas (Hugh), *La Guerre d'Espagne Juillet 1936-Mars 1939*, op. cit., p. 463.

Début mars, trente-cinq mille Italiens lancèrent ainsi l'offensive sur Guadalajara : parmi les trois divisions qui composaient le CTV, l'une d'elle, la Division *Littorio* commandée par le général Bergonzoli, était en fait un détachement de l'armée régulière italienne qui avait été formée avec des conscrits, des travailleurs qui pensaient rejoindre l'Abyssinie et qui, malgré leur équipement moderne et avancé, manquaient totalement d'expérience au combat. Face à eux, le front était tenu par trois divisions républicaines, dont la 14<sup>e</sup> Division, qui comprenait notamment la 12<sup>e</sup> Brigade Internationale emmenée par le Bataillon Garibaldi. L'affrontement que livrèrent à cette occasion les hommes du Bataillon Garibaldi face à leurs compatriotes se conclut le 18 mars par un retrait des forces nationalistes, qui sonne comme une défaite italienne. On comprend aussi pourquoi le nom de Guadalajara, après celui du Monte Pelato, a fourni un argument de propagande considérable pour la République et l'antifascisme. Y compris pour le mouvement « *Giustizia e Libertà* » qui pourtant ne put prendre part à cet affrontement.

Au lendemain de la contre-offensive victorieuse des forces républicaines, Angelo Monti insista, dans l'hebdomadaire gielliste, sur le caractère « mortifiant » de cette offensive conduite principalement par les forces italiennes et dont le but était de donner une démonstration de la maîtrise fasciste dans les techniques modernes de guerre :

À propos de l'attaque dans le secteur de Guadalajara, *La Noche* écrit : « La concentration – deux cents camions flambants neufs – avait été remarquée par nos forces qui gardaient le secteur. De façon improvisée, au lever du jour, les camions se dirigèrent vers les lignes que nous occupions. Face à eux, ils venaient aussi une quarantaine de tanks. L'artillerie – une puissante artillerie jamais vue sur ce front – entra enfin en action. Ce n'étaient pas des troupes que nous avons l'habitude de combattre. Il s'agissait de plusieurs divisions italiennes, motorisées, qui n'avaient rien à voir avec le *Tercio* ni même avec les *Regulares* des précédentes guerres et qui ne procédaient pas en ordre serré comme les Allemands qui avaient donné l'attaque sur Majadahonda...<sup>119</sup>.

Plus importante sans doute, c'est la rencontre physique entre compatriotes, engagés chacun pour des idées irréconciliables, qui retient l'attention du chroniqueur :

Ainsi, et pour la première fois, les « volontaires » italiens fascistes se trouvaient face aux « volontaires » italiens de la liberté. Quel moment ce devait être ! D'un côté les factieux au service de la réaction la plus sinistre – volontaires de la faim – qui ont abandonné la

<sup>119</sup> Monti (Angelo), « Scrive "La Noche" raccontando l'attacco al settore di Guadalajara : "La concentrazione – duecento camions nuovissimi – era stata osservata dalle nostre forze che guarnivano questo settore. Improvvisamente, allo spuntar del giorno, i camions si lanciarono verso le nostre linee. Davanti ad essi venivano quaranta tanks. L'artiglieria – una potente artiglieria non mai vista su questo fronte – entrò in azione. Quelle non eran le truppe che ci combattono abitualmente. Si trattava di varie divisioni italiane, motorizzate al completo, che non avevano nulla a che vedere col "Tercio" nè con i "Regolari" della guerra precedente nè procedevano in ordine chiuso come i tedeschi che hanno dato l'attacco a Majadahonda... », dans « L'offensiva dei fascisti », *Giustizia e Libertà*, 19 mars 1937.



patrie, leur femme et leurs enfants pour s'exiler loin et faire pleurer d'autres épouses, d'autres mères, avec le but ultime d'imposer à un peuple libre le même joug sous lequel ils ploient comme des esclaves ; et de l'autre une assemblée d'hommes libres qui redonnent vie aux plus éclatantes traditions risorgimentales et accourent sur les tous les champs de bataille où on lutte pour instituer dans le monde un peu plus de liberté et de justice sociale [...]<sup>120</sup>.

Il faut cependant faire entrer une distinction importante : l'impossible conciliation idéologique entre fascistes et antifascistes n'est pas un obstacle au pardon ni à la rémission des hommes. Au cours des opérations pour le contrôle de Guadalajara, les pertes subies par les Italiens du gouvernement fasciste furent considérables : près de trois mille morts, quatre mille blessés et encore, huit cents prisonniers<sup>121</sup>, la plupart détenus à Valence où les approchèrent quelques sympathisants giellistes pour les interroger, découvrir qui étaient ces hommes et ce qu'ils pensaient<sup>122</sup>. Leur cas suscita aussi une attention toute particulière : « Les prisonniers sont traités avec fraternité, assurait-t-on le 26 mars ; ce qui favorise la confiance cordiale de leurs déclarations et le vœu, manifesté par beaucoup d'entre eux, d'être incorporés dans les troupes républicaines comme signe de leur rachat.<sup>123</sup> » (fig. 49).



**Figure 49 – Photographies de prisonniers italiens après la bataille de Guadalajara, publiée dans l'édition du 9 avril 1937 de *Giustizia e Libertà*.**

<sup>120</sup> *Ibid.* : « Così – per la prima volta – i “volontari” italiani fascisti si trovarono di fronte ai “volontari” italiani della libertà. Che momento dev’essere stato quello ! Da una parte i faziosi della più torva reazione -volontari per fame – che hanno lasciato la patria le loro donne e i loro figli per correr lontano a far piangere altre spose, altre madri, con lo scopo di imporre a un popolo libero quello stesso giogo che li fa schiavi ; - dall'altra un'accolta di uomini liberi che rinnovano le più fulgide tradizioni del risorgimento e accorrono su tutti i campi di battaglia dove si lotta per istituire nel mondo un pò più di libertà, un pò più di giustizia sociale [...]. ».

<sup>121</sup> On indique même le chiffre de 1 300 prisonniers au total dans un article paru début avril : Monti (Angelo), « Lezioni della battaglia di Guadalajara », *Giustizia e Libertà*, 2 avril 1937.

<sup>122</sup> Curzio [Carlo Rosselli], « Lettere di prigionieri », *Giustizia e Libertà*, 16 avril 1937.

<sup>123</sup> « I prigionieri sono trattati fraternamente ; ciò che spiega la fiduciosa cordialità delle loro dichiarazioni e il proposito, da molti di essi manifestato, di essere incorporati, per riscattarsi, nelle file repubblicane. », dans « La disfatta dei fascisti italiani a Guadalajara », *Giustizia e Libertà*, 26 mars 1937.

Le 23 avril, les giellistes décidèrent de publier les listes nominatives de six groupes d'une cinquantaine de prisonniers italiens, invitant les lecteurs « antifascistes » qui retrouveraient, parmi ces noms, un parent, un proche ou une simple connaissance, à se mettre en rapport épistolaire avec lui, tant pour démontrer la faiblesse et le manque d'unité des légions fascistes que pour souligner l'attitude magnanime du camp républicain<sup>124</sup>.

Sur le moment, le nombre important d'hommes faits prisonniers après Guadalajara, fut abusivement présenté comme une forme de « désertion » en masse du fascisme vers l'antifascisme :

Quand les prolétaires italiens, sous un faux uniforme de « volontaires », se sont retrouvés en face de l'indomptable résistance des républicains et en ont saisi les motifs profonds ; quand ils ont compris que, mercenaires plutôt que soldats, ils avaient donné leur vie au service d'une cause, qui n'est pas la leur, mais celle de leur ennemi de classe ; quand, à travers les appels des autres Italiens, combattants aux côtés du peuple espagnol [...] ils ont été convaincus que *leur* Italie, l'Italie véritable, luttait, généreuse et héroïque, dans les tranchées de l'autre côté du front ; alors ils ont retrouvé leur propre humanité et ont déposé les armes et ont refusé d'avancer. C'est à cet aune que doit être mesurée, dans toute son ampleur et sa profondeur, la défaite non pas italienne, mais fasciste de Guadalajara<sup>125</sup>.

On pourra remarquer ici le passage instantané du thème de la guerre civile à celui de la guerre de classe : en fait, celle-ci n'est qu'une composante de celle-là, laquelle embrasse des aspects politiques, moraux et idéologiques bien plus vastes. Le « prolétariat » est donc moins une catégorie sociale objective d'appartenance, qu'une sorte de raccourci idéologique<sup>126</sup>. Que l'on s'en tienne à des enseignements de type psychologique semble du même coup le meilleur moyen de faire percevoir une sorte de consonance entre la lutte antifasciste et l'affectivité révolutionnaire :

Qu'est-ce qui a failli sur le front de Guadalajara ? Pas le matériel italien, pas même la tactique ni le commandement. Ce qui est venu à manquer, complètement, ce sont les hommes : les soldats et les officiers italiens. [...] Certains de nos collègues ont voulu distinguer le peuple italien de l'Italie fasciste ; le premier est digne de toute notre

<sup>124</sup> « Tra i prigionieri italiani di Guadalajara » et « Primo elenco dei prigionieri italiani concentrati a Valenza », *Giustizia e Libertà*, 23 avril 1937.

<sup>125</sup> « Quando i proletari italiani, in falsa veste di "volontari", si sono trovati di fronte alla indomabile resistenza dei repubblicani e ne hanno intuito le ragioni profonde ; quando hanno compreso che, mercenari e non soldati, essi avrebbero dato la vita a servizio di una causa, che non è la loro, ma quella dei loro nemici di classe ; quando, attraverso le voci e i richiami degli altri italiani, combattenti per il popolo spagnuolo [...] si sono convinti che la loro Italia, l'Italia vera, lottava, generosa ed eroica, sulle opposte trincee ; allora hanno ritrovato la propria umanità e hanno depresso le armi o si sono rifiutati di avanzare. È sotto questo aspetto che deve essere misurata, in tutta la sua ampiezza e profondità, la sconfitta non italiana ma fascista di Guadalajara. », dans « Dopo le diserzioni », *Giustizia e Libertà*, 26 mars 1937.

<sup>126</sup> « Per l'unificazione del proletariato italiano. I. Sguardo d'insieme », *Giustizia e Libertà*, 19 mars 1937.

sympathie autant que la seconde mérite tout notre mépris. Inutile de dire que nous concordons exactement avec cette manière de voir, bien qu'elle ne soit pas totalement identique à notre façon de raisonner. Qui a failli à Guadalajara ? Le soldat italien ? Le soldat fasciste ? Et pourquoi pas le soldat italien en tant que fasciste ? Cette distinction peut sembler puérile, mais elle nous semble importante puisque s'y trouve peut-être le symptôme le plus évident de notre prochaine victoire. Celui qui a pris la fuite devant nos troupes, c'est le soldat italien devenu fasciste par force, qui ne ressent rien pour la cause fasciste, qui est spirituellement plus proche de nous que de ses compatriotes. [...] Il est possible que consciemment, ou quelques-uns inconsciemment, beaucoup de soldat portent à l'intérieur d'eux-mêmes les germes de la révolte contre le régime [...] Il est évident que ces germes pour se manifester ont besoin d'un climat favorable, comme la défaite [...]. Or c'est précisément sur le front de Guadalajara que s'est présentée cette première occasion depuis que le fascisme existe [...] comme le confirment du reste ceux qui sont passés dans notre camp et la facilité avec laquelle les prisonniers ont accueilli les rites de la révolution [...]. Comment est-il possible, avons-nous songé en lisant leurs déclarations, que ces hommes ont combattu contre nous avec autant de foi ? [...]. Ce vide qui est en fait constitutif de la puissante armée fasciste était autrefois un espoir non fondé. Aujourd'hui, [...], il est basé sur des faits réels [...] Nous approuvons cette analyse psychologique des fascistes italiens qui combattent en Espagne et espérons que les antifascistes sachent en tirer la leçon qu'elle contient [...]<sup>127</sup>.

Il faudrait pour finir interroger la capacité même de ce discours sur la guerre espagnole à anticiper la reconfiguration de l'antifascisme à la fin des années trente<sup>128</sup>, et donc aussi le destin des militants qu'il est censé instruire ; car ce qui détermine enfin l'interprétation que l'on peut en donner n'est-ce pas en effet le sens de l'avenir que la propagande gielliste prête à l'Italie, en prenant pour modèle la guerre civile ? La propagande antifasciste et les publications de « *Giustizia e Libertà* » sont sûres à cet égard que l'Espagne incarne un point de non-retour dans les trajectoires croisées du fascisme et de l'antifascisme : la guerre achève l'expansion du fascisme et en même temps symbolise la renaissance héroïque de l'antifascisme<sup>129</sup>.

La guerre civile espagnole sert à ce discours à la fois d'observatoire et d'aune. Rosselli est aussi peu soucieux de proposer de l'antifascisme un récit historique détaillé et fidèle ; l'histoire de l'antifascisme, comme celle de la révolution, est l'histoire d'une progression irrésistible où seules importent les étapes décisives de sa croissance. Aussi l'éclipse de l'enjeu interne à l'antifascisme, soit la caractérisation précise de la révolution et du futur italien trouve une forme d'équilibre rhétorique par la présence dominante d'un enjeu extérieur immédiat, celui de la guerre contre le fascisme<sup>130</sup>.

<sup>127</sup> « Lezioni della battaglia di Guadalajara », art. cité. Texte original en annexe n°45, p. CLIV (volume 2).

<sup>128</sup> Prezioso (Stéphanie), « "Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie". L'exil antifasciste italien et la prise d'armes révolutionnaire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/1, n° 93, p. 79-91.

<sup>129</sup> « Progresso antifascista », *Giustizia e Libertà*, 16 avril 1937.

<sup>130</sup> « Per una Guadalajara in terra italiana », *Giustizia e Libertà*, 23 avril 1937.

Est-ce à dire que les divisions intérieures à l'antifascisme soient complètement effacées ? Si l'exigence de donner naissance à une alliance populaire et révolutionnaire est ressentie par tout l'antifascisme organisé, les travaux historiographiques qui ont abordé les années situées entre l'engagement antifasciste en Espagne, et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, ont aussi démontré que celle-ci n'avait pas connu de progrès décisif après 1937.

### **Autour des morts de guerre : le martyrologe, un marqueur des tensions contraires à l'unification de l'antifascisme**

Pendant la guerre en Espagne, le nom de plusieurs dizaines de volontaires vint s'ajouter, dans l'hebdomadaire « *Giustizia e Libertà* », à la liste des individus qui s'étaient engagés contre le régime mussolinien, au prix de leur liberté et de leur vie. « *Giustizia e Libertà* » qualifiait tous ces morts de « martyrs », sans s'appesantir sur la question de leur appartenance partisane.

Du reste, l'assassinat de Carlo Rosselli, et de son frère Nello, le 9 juin à Bagnoles-de-l'Orne, suivit de près la mort de Gramsci, puis celle de Berneri. Cette double disparition s'insérait donc au cœur d'une séquence mémorielle importante pour l'antifascisme politique. Au-delà de l'apitoiement ou des revendications que ces morts pouvaient susciter, il fallait leur donner une signification et les intégrer au sein d'une narration, possiblement consensuelle et commune à toutes les organisations de l'arc antifasciste. Ainsi l'histoire de l'engagement contre le fascisme en Espagne, remaniée par la mémoire des disparus, offrait une possible mise en récit de l'unité de l'antifascisme pour la libération des italiens. Mais, étaient-ils tous également considérés comme les combattants d'une même et unique cause, défiant le fascisme et partageant des idéaux semblables ? Leur « sacrifice » conférait-il, finalement, une consistance à l'unité antifasciste ?

C'est que la mort des Rosselli a aussi coïncidé avec l'ébranlement du camp républicain en Espagne, symbolisé par la mort tragique de Camillo Berneri, à Barcelone. Aussi le contentieux politique entre les forces antifascistes s'est-il exprimé et déplacé sur le terrain mémoriel, malgré l'impression d'engagement commun censé relier l'« antifascisme » contre le « fascisme ».

Avec les assassinats inattendus et non élucidés de Berneri puis des Rosselli, éclatèrent toute sorte de spéculations et, avec elles, la question du statut mémoriel de ces hommes. Combattants de l'antifascisme ou victimes du sectarisme partisan ? Une convergence des mémoires était-elle envisageable sur ce point, en 1937, notamment entre communistes et giellistes ? Ces problématiques sont en fait au centre de l'élaboration d'un martyrologe antifasciste dont les

enjeux orientent différentes opérations mémorielles et politiques, finalement inconciliables entre elles.

***Le combattant volontaire antifasciste, héros idéaliste et martyr unificateur de la cause italienne***

La démission de Rosselli de la section italienne n'avait pas eu pour effet de pousser les giellistes à se retirer complètement de l'Espagne ; l'évolution de la guerre civile restait un événement trop important dans l'avenir de l'antifascisme pour être ignorée par un mouvement comme « *Giustizia e Libertà* ». Entre 1936 et 1937, ils sont ainsi plusieurs militants à se relayer pour continuer de relater la guerre, à témoigner mais aussi à s'impliquer dans les événements en cours. Il y a d'abord eu Umberto Calosso et Aldo Garosci, présents très vite aux côtés de Rosselli, dès le début des combats, et ensuite, Alberto Cianca, Enrico Giussani, ou encore Vittorio Santero.

Leur engagement constant voulait témoigner d'une solidarité antifasciste capable de surmonter les différences nationales comme les divergences politiques, soulignant au fond l'insignifiance, pour ces individus, des étiquettes partisans sous laquelle ils combattaient. Car, à leurs yeux, la guerre d'Espagne représentait l'occasion tant attendue, « après une longue période d'inertie forcée », de se retrouver « à combattre vis-à-vis de l'ennemi, sur le même terrain et avec les mêmes armes que celui-ci », expliquait Cianca.

Un jour les Italiens seront reconnaissants à cet antifascisme militant, qui a su comprendre avec une énergie généreuse sa tâche historique ; qui, dès le début du conflit dont il a immédiatement senti la portée universelle, a affirmé [...] sa politique d'intervention directe ; et qui, contre les « volontaires de la faim » et les soldats mussoliniens, trompés ou contraints, a opposé l'élan, sincèrement volontariste, de ses militants [...] <sup>131</sup>.

« Nous sommes de tous les partis » <sup>132</sup>, constatait Rosselli dans son journal, le 19 août 1936 au soir, lors du départ des hommes de la section italienne pour le front aragonais. Et de préciser : « Anarchistes, giellistes, communistes », comme pour souligner la participation commune de tous les Italiens antifascistes à la « révolution » espagnole. Il était encore plus explicite dans les

<sup>131</sup> « Un giorno gl'italiani saranno grati a questo antifascismo militante, che ha saputo intendere con generosa energia il suo compito storico ; che, subito dopo lo scoppio del conflitto di cui intuì immediatamente la portata universale, ha affermato [...] la sua politica d'intervento diretto ; che ai « volontari della fame » e ai soldati mussoliniani, ingannati o costretti, ha opposto lo slancio, sinceramente volontaristico, di militanti », dans Cianca (Alberto), « Volontariato antifascista in Spagna », *Giustizia e Libertà*, 5 mars 1937.

<sup>132</sup> Rosselli (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*, op. cit., p. 20.

pages de *Giustizia e Libertà*. Dès le 7 août, il écrivait par exemple : « Nous en avons fini avec les divisions de parti et de groupe ! Dorénavant, un antifascisme seul »<sup>133</sup>.

Et, sept mois après les débuts exaltants du volontariat antifasciste, Aldo Garosci, visitant les hommes du bataillon *Matteotti*, pouvait écrire à ce propos que, si les volontaires « port[aient] la trace de leurs conceptions politiques, et de leurs origines diverses », ils n'y tenaient plus tellement, chacun essayant de se conformer à la « grandeur morale de l'œuvre collective à laquelle ils sacrifiaient non seulement les commodités d'une vie ordinaire, mais sans doute bien plus encore »<sup>134</sup>.

Cet effacement des réflexes partisans était une nécessité politique pour les hommes de « *Giustizia e Libertà* ». Ils provenaient certes d'une organisation qui, désormais, possédait, comme les autres, sa propre logique, ses codes et sa culture, mais étaient aussi résolu à rompre avec un certain attentisme militant, en passant à l'action armée. À leurs yeux, celle-ci plaçait les différents courants de l'antifascisme face au choix suivant : unir toutes les forces italiennes au sein d'une même formation, pour encourager le recrutement de nouveaux volontaires et avoir un impact moral, en Italie même<sup>135</sup> ; ou bien, renoncer tout à fait à intervenir en Espagne. Le 10 février 1937, réagissant à quelques réflexions sceptiques de Salvemini quant à l'engagement précoce de « *Giustizia e Libertà* », Rosselli démontrait cependant que, soutenir l'unité des forces antifascistes n'était cohérent pour un mouvement minoritaire comme le sien, seulement parce que son intervention immédiate, dès août 1936, lui avait valu une position remarquable, faisant presque oublier le rachitisme de ses effectifs<sup>136</sup>. Car, en effet, comme on l'a vu plus haut,

<sup>133</sup> « Finite le divisioni di partito e di gruppo. Un antifascismo solo », dans « Agli ordini del popolo di Spagna », *Giustizia e Libertà*, 7 août 1936.

<sup>134</sup> « [...] portano impresso il segno delle concezioni politiche diverse, delle diverse provenienze, delle diverse regioni e delle diverse zone sociali dalle quali provengono. Ma probabilmente chi s'indugiassero così a scrutare i loro lineamenti parrebbe loro indiscreto, quasi li offenderebbe [...]. Quel che loro preme ora, nella varietà della personalità di ciascuno, è il significato morale dell'opera collettiva a cui hanno sacrificato non solo comodi e vantaggi della vita civile, ma ben più : possibilità di affermazioni personali, di incarichi più alti e soddisfacenti, che erano nel diritto di attendersi », dans Mag [Aldo Garosci], « Visita al Gruppo Matteotti », art. cité.

<sup>135</sup> Voir par exemple : Viola (Luigi) [Giuseppe Bifulchi], « L'Espagne d'aujourd'hui », *Le Libéraire*, 2 septembre 1937, cité dans Sill (Edouard), *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, op. cit., p. 299.

<sup>136</sup> « Ne sois pas si négatif, Gaetano. Je suis sûr que si tu avais pu vivre dans l'atmosphère espagnole des premiers mois ; sentir ce que c'est, un peuple qui se libère, même avec toutes les horreurs qui accompagnent le démantèlement d'un ordre social ; fraterniser avec les volontaires, humainement si sympathiques, Je suis sûr que tu serais toi aussi tellement ému et que tu mettrais à l'écart les réserves d'un monde qui n'est plus de *ce monde*. Le fascisme ne nous permet pas de choisir. Et plutôt que de rêver du juste milieu et du règne de la raison en temps de révolution, il vaut mieux vivre la révolution ou la préparer au maximum » (Traduction personnelle). Lettre de Carlo Rosselli à Gaetano Salvemini du 10 février 1937, citée dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 287-288.

la recherche de l'unité de l'antifascisme italien ne pouvait désormais se faire qu'au sein du bataillon *Garibaldi* des Brigades internationales<sup>137</sup>.

Concrètement, l'élaboration d'une histoire et d'une mémoire unitaire, à travers l'évocation des martyrs du volontariat italien en Espagne, répondait directement aux besoins politiques et idéologiques de la construction de ce nouveau volontarisme italien, lequel, rappelons-le, avait placé son horizon hors de l'Espagne, dans la libération future de l'Italie. La guerre contre le fascisme, la « révolution » antifasciste en Espagne, justifiait l'effacement des distinctions de parti ; l'épreuve du volontariat international auréolait l'antifascisme d'un prestige exceptionnel qui replaçait l'Italie comme l'une des nations majeures de la révolution. Ce contexte explique les gestes répétés, de la part de « *Giustizia e Libertà* », en faveur de l'unité, bien qu'il faille aussi apporter quelques nuances à ce tableau.

Mais, pour le moment, voyons quelques exemples illustrant la fonction du martyrologe antifasciste pendant la guerre civile espagnole, comme manifestation symbolique d'un idéal unitaire. La presse était, encore une fois, le canal principal à travers lequel la mémoire des morts de la « révolution » antifasciste fut transmise, en Espagne et auprès des communautés italophones. Depuis les premiers combats de la section italienne dans l'Aragon, quasiment toutes les notices nécrologiques parues dans *Giustizia e Libertà* étaient rédigées par un compagnon d'armes du milicien mort sur le champ de bataille. Chacun pouvait insister ainsi sur les vertus héroïques d'un homme qui leur était autrefois inconnu, en raison de leur éloignement géographique ou, plus souvent, idéologique et partisan. Cela nous apparaît avec évidence dans l'hommage écrit par un militant anarchiste, se faisant prénommer « Gigi », pour Filippo Pagani, un volontaire venu d'Italie et mort lors de la bataille d'Almudévar, à la fin de 1936 :

À son arrivée à la caserne Pedralbes [...], je crois avoir été parmi les premiers à faire la connaissance de Filippo Pagani. Malgré les différences idéologiques (lui socialiste fervent et moi anarchiste de longue date), nous avons sympathisé immédiatement. Nous nous sommes tout de suite compris ; moi qui, depuis 15 ans, avais été contraint d'abandonner ma famille, et lui qui, à la première annonce de la révolution espagnole, n'avait pas hésité à abandonner sa femme, pourtant réticente, et ses enfants, enfin la belle Turin pour s'enrôler [...]. Au-dessus des divergences doctrinales, nous étions tous

<sup>137</sup> À peine un mois après la création du bataillon Matteotti, des pourparlers étaient entamés pour unir le « bataillon » aux Brigades internationales, soit avant même qu'un décret du ministère de la Défense nationale n'oblige les combattants étrangers à rejoindre les Brigades internationales, en juin. Sur ce point, voir : Sill (Edouard), *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, op. cit., p. 115.

deux animés par un seul désir : celui de lutter jusqu'à la victoire complète contre la réaction fasciste internationale [...] <sup>138</sup>.

Au-delà des distinctions de groupe, c'est donc aussi l'intervention d'antifascistes ayant rejoint l'Espagne directement depuis l'Italie qui fut mis en avant. Dans ce cas, les risques engagés, pour ces volontaires et leurs proches, étaient d'autant plus importants, comme aussi les renoncements que ce choix impliquait. Un tel dévouement permit d'ériger quelques-uns de ces hommes en martyr, justifiant l'engagement volontariste en termes de sacrifice : sacrifice de volontaires, motivés seulement par un idéal dépassant toute notion d'intérêt égoïste ou partisan. Aussi pouvons-nous légitimement penser que les miliciens célébrés dans *Giustizia e Libertà* n'étaient pas pris au hasard des morts. Ils correspondaient à l'image idéale du volontaire international, construite par antithèse avec les modèles réprouvés du « mercenaire », recruté sous contrat ou de force, ou du « déclassé » et du « mort de faim ». C'est qu'ainsi, il semblait d'autant plus évident de multiplier les efforts et les sacrifices, en mémoire de ces amis partis trop tôt :

Ta mort, renchérit Gigi à propos de Pagani, ne sera pas vaine. La centurie d'amis et de compagnons espagnols, que tu conduisais à l'assaut, ainsi que tous les camarades et amis qui t'ont connu, se souviennent de toi avec affection. Tous admirent ton sacrifice, et tous sont animés par une seule volonté : celle de te venger et d'instaurer sur les décombres de la société fasciste internationale la nouvelle société de libres et d'égaux [...] <sup>139</sup>.

En termes de parcours exemplaire, celui du poète Piero Jacchia (fig. 50) avait bien sûr retenu toute l'attention des militants giellistes. En voici le portrait, publié dans les jours suivant sa mort, à Madrid.

<sup>138</sup> « Al suo arrivo alla caserma Pedralbes [...] credo di essere stato fra i primi a fare la conoscenza di Filippo Pagani. Malgrado le differenze ideologiche (egli socialista fervente ed io anarchico di lunga data), familiarizzammo immediatamente. Ci comprendemmo subito ; io che da 15 anni ero stato costretto ad abbandonare la mia famiglia, ed egli che al primo annuncio della rivoluzione spagnuola non aveva esitato ad abbandonare la moglie restia, e i suoi bambini, e la bella Torino per arruolarsi [...]. Al di sopra delle divergenze dottrinarie, eravamo mossi entrambi da un solo desiderio : quello di lottare fino alla vittoria completa contro la reazione fascista internazionale [...] », dans Gigi, « Ricordando Pagani », *Giustizia e Libertà*, 1<sup>er</sup> janvier 1937.

<sup>139</sup> *Ibid.* : « La tua morte non sarà stata vana. La centuria di amici e compagni spagnuoli, che tu guidavi all'assalto, come pure tutti i compagni ed amici che ti hanno conosciuto, ti ricordano con affetto. Tutti ammirano il tuo sacrificio, e tutti sono animati da una sola volontà : quella di vendicarti e d'instaurare sulle macerie della società fascista internazionale la nuova società di liberi e di eguali ».





**Figure 50 – Portrait de Piero Jacchia, publié dans l'édition du 5 février 1937 de *Giustizia e Libertà*.**

Né à Trieste, en 1884, Piero Jacchia incarnait aux yeux des hommes de « *Giustizia e Libertà* » cet « esprit noble et cultivé ». Poète à ses heures, écrivains et philologue, Jacchia était enseignant au lycée. Cet homme, décrit physiquement comme grand et maigre, et que l'on disait avoir vécu une existence « pure et inquiète », « dominée par un besoin insatiable de liberté et d'élévation [morale] », avait déjà été volontaire, au moment de la Grande Guerre. Aux yeux de cet irrédentiste, le premier conflit mondial fut en effet vécu comme un engagement combattant pour la libération de la Vénétie-Julienne. À son retour du front, il succomba à « l'illusion » du fascisme, convaincu que ce mouvement puisse « représenter une force de renouvellement nationale ». Il entra en rébellion ouverte contre le pouvoir au moment de l'assassinat de Matteotti. En 1927, il fut démis de sa charge d'enseignant, pour avoir refusé de jurer le serment de fidélité au régime. Son itinéraire, jusqu'à l'Espagne – résumé dans son portrait paru dans l'hebdomadaire gielliste – ressemblait à celui de tant d'autres intellectuels de « *Giustizia e Libertà* » :

Il avait une chaire d'enseignant ; il l'abandonna. Il renonça aux avantages de carrière, que le fascisme lui assurait en récompense d'une désertion morale. Il a affronté la misère et les persécutions, et puis, les dures épreuves de l'exil<sup>140</sup>.

Émigré en Hollande puis en Angleterre, il s'enrôla pour l'Espagne dès l'été 1936. Il se présenta, pour cela, au siège du mouvement « *Giustizia e Libertà* », à Paris. Face à ses

<sup>140</sup> « Aveva una cattedra ; la abbandonò. Rinunciò ai vantaggi di carriera, che il fascismo gli avrebbe assicurati in premio di una diserzione morale. Affrontò la miseria e le persecuzioni ; e poi, le dure prove dell'esilio », dans « Il poeta Piero Jacchia caduto sul fronte di Madrid », *Giustizia e Libertà*, 22 janvier 1937.

interlocuteurs, qui ne manquèrent pas, sur le coup, de lui faire remarquer son grand âge, il répéta sa volonté de combattre :

Il est venu à la rédaction, dans une tenue mi-sportive mi-militaire, avec deux sacs à l'épaule, dans lesquels il avait accumulé des vêtements, peu d'objets de nécessité et, parmi ceux-ci, quelques livres. Il nous semblait comme rajeuni : l'anxiété de se battre se lisait sur son visage, dans son regard et dans son sourire [...]<sup>141</sup>.

Une première fois blessé, début novembre, lors d'affrontements sur le front de Huesca, il fut transporté à l'hôpital de Lérida, puis à celui de Barcelone. Il rejoignit, enfin, les hommes du bataillon *Garibaldi*, sur le front de Madrid.

Le sacrifice de Piero Jacchia fut cité en exemple par Rosselli, qui insistait avec force et obstination, à la fin de janvier 1937, pour la formation d'une légion unique, qui « réunisse tous les volontaires » italiens :

Par milliers ils sont allés là-bas, les antifascistes italiens. Un sacrifice non pas de désespérés, mais de révolutionnaires réalistes qui, désormais, font l'histoire. Des hommes pour la plupart très jeunes, mais qui ont parfois les cheveux gris ou blancs comme Picelli ou Jacchia ; des hommes qui ont quitté leur profession, leur famille, des situations souvent excellentes, pour répondre présents : présents à la révolution qui arrive en Occident. L'Italie idéale d'Amendola, Matteotti, Gobetti, a finalement un bras pour agir. Antifascistes, c'est un fait historique. Les prophètes ne sont plus désarmés. Et les descendants des prophètes, le fusil à la main, ont acquis une conscience nouvelle. Au-dessus des divisions, élevons-nous à la hauteur de l'événement qui consacre l'affirmation d'un nouveau style et d'une nouvelle élite, et enterrons ensemble les rivalités, anciennes ou récentes<sup>142</sup>.

La guerre civile espagnole, dont la bataille de Guadalajara représentait, aux yeux des volontaires italiens, le point le plus haut d'un engagement transpartisan pour la liberté, réactivait, pour certains cas, des solidarités plus anciennes, certaines s'étant manifestées par

<sup>141</sup> *Ibid.* : « Venne a trovarci in redazione, in una tenuta tra lo sportivo e il guerriero, con due sacchi in spalla, nei quali aveva accumulato gli indumenti, pochi oggetti di necessità e, tra questi, alcuni libri. Ci parve come ringiovanito : l'ansia di battersi gli traluceva dallo sguardo e dal sorriso a cui, con insolita frequenza, si apriva la sua bocca, dai bianchissimi denti ».

<sup>142</sup> « A migliaia sono andati laggiù, gli antifascisti italiani. Sacrificio non di disperati, ma di rivoluzionari realisti che dalla piccola cronaca si inoltrano nella storia. Uomini per lo più giovanissimi, ma che talvolta hanno i capelli grigi o bianchi come Picelli<sup>142</sup> o Jacchia ; uomini che hanno lasciato mestiere, professione, famiglia, situazioni spesso ottime, per rispondere presente : presente alla rivoluzione che arriva in Occidente. L'Italia ideale di Amendola, Matteotti, Gobetti, ha trovato finalmente il suo braccio, l'azione. Grande fatto, antifascisti. I profeti non sono più disarmati. E i discendenti dei profeti, col fucile in mano, hanno acquistato una coscienza nuova. Al di sopra delle divisioni, eleviamoci all'altezza dell'evento che consacra l'affermarsi di un nuovo stile e di una nuova élite, e assieme seppelliamo le rivalità antiche e recenti », dans « Per l'unità dell'antifascismo italiano », *Giustizia e Libertà*, 22 janvier 1937.

exemple dès l'après-guerre, afin de résister à la montée du fascisme<sup>143</sup>. Mais, il s'agissait, sans aucun doute, d'un événement d'ampleur sans précédent, les années d'exil et de clandestinité ayant été prioritairement marquées par les divisions au sein du camp antifasciste.

À cette fonction unificatrice du martyrologe, s'ajoutait encore celle-ci : construire un mythe révolutionnaire édifiant, dans un contexte d'affrontement armé contre le fascisme et de révolution politique. Comment ? À côté de ces noms de volontaires morts sur le champ de bataille, l'on doit aussi retenir les commémorations d'autres grandes figures de l'engagement antifasciste italien, d'Antonio Gramsci à Carlo Rosselli. Contemporaines de la crise interne au camp républicain, ces célébrations nous montrent, cependant, la difficulté pour l'antifascisme italien d'élaborer un discours unitaire et rassembleur.

### ***Une commémoration symbolique : Antonio Gramsci célébré par « Giustizia e Libertà »***

À la fin du mois d'avril 1937, à quelques semaines de la bataille de Guadalajara, survient un événement majeur qui éclipse pour un temps la guerre civile espagnole en « Une » des journaux antifasciste : le décès à Rome, dans une chambre de la clinique Quisisana, d'Antonio Gramsci, membre fondateur du PCd'I (fig. 51).

<sup>143</sup> Antonio Cieri, militant anarchiste décédé en avril 1937 sur le front de Huesca, participa en 1922 à défendre la ville de Parme, avec notamment le socialiste Guido Picelli, lors de l'assaut tenté contre la ville par les groupes d'action d'Italo Balbo. Ce fait d'armes fut rappelé dans *Giustizia e Libertà*, suite à la mort de Cieri. « L'eroica morte di Antonio Cieri sul fronte di Huesca », *Giustizia e Libertà*, 16 avril 1937. Sur les événements de Parme du mois d'août 1922, plusieurs travaux évoquent ces affrontements : Alberghi (Pietro), *Il fascismo in Emilia Romagna : dalle origini alla marcia su Roma*, Modène, Mucchi, 1989 ; Bonardi (Pietro), *La violenza del 1922 nel Parmense*, Parme, Centro studi della Val Baganza, 1992 ; De Micheli (Mario), *Barricate a Parma*, Rome, Riuniti, 1960.

# GRAMSCI

(Justice et Liberté) ESCE IL VENERDI' DIREZIONE E AMMINISTRAZIONE 129, Boulevard St-Michel - PARIS 6<sup>e</sup> TELEFONO ODEON 98-47

## ANTONIO GRAMSCI E LA MORTE

dopo undici anni di atroci sofferenze nelle prigioni fasciste  
Il proletariato italiano non ha che un modo per commemorarlo :  
ACQUISTARE COSCIENZA DEL SUO COMPITO STORICO E BATTERSI

### Primo Maggio

Il nuovo maggio non è solo la giornata della fraternità proletaria. E' anche, e sopra tutto, la giornata della coscienza proletaria. Tra il mondo antico che sprofonda e il nuovo che sorge, il proletariato si inserisce come forza attiva.

Il pensiero di milioni di oppressi rompe gli angusti limiti del proprio stato per allargarsi nel tempo e nello spazio. Si rievocano le lotte andate, si anticipano le future, ci si lega a tutto ciò che di bello e di forte l'umanità ci ha dato e ci dà ; e da questo bagno nel divenire, si esce più sereni e sicuri, nel confetto di sentiri inseriti in una grande lotta collettiva.

Religione dell'uomo, dell'al di qua e di là della ragione, nella lotta, nella perfettibilità dell'uomo, nonostante ogni passaggio smarrimento. La sola immortaltà alla quale aspiriamo e nella quale crediamo è quella scaturita dalla solidarietà attiva coi nostri simili, dalla partecipazione allo sforzo collettivo di incivilimento, dalla lotta, eterna come la storia, per la verità, la libertà, la giustizia - questi ideali che gli uomini riconoscono e adorano solo quando la realtà li rinnega.

Ogni generazione, nella illusione della vita che perpetuamente rivede, giudica il tempo suo decisivo e si repenta eletta a destini eccezionali.

Ma come dubitare oggi della immensità degli eventi e della grandezza dei compiti ?

Nello spazio di una generazione abbiamo vissuto, stiamo vivendo, l'esperienza della più grande guerra, della più grande rivoluzione, della più grande crisi, della più grande reazione. Grandi non solo per imponenza di fatti e molteplicità di popoli, ma per l'insieme degli animi e le cose. Non c'è passaggio, ma contemporaneità. Guerra, rivoluzione, crisi, reazione, si intersecano inestricabilmente sino a darci l'impressione del caos, dello sfregio sociale. E' un cozzo gigantesco tra impresse e istinti, umanità e bestialità, socialità e egoismo, passato e avvenire. In ogni tutto, noi e ciascuno vedono l'inesistente in guiso i propri elementi primari.

Non c'è più nulla di sicuro, di acquisito, nel mondo moderno. Le valvole saltano una dopo l'altra. Vi viviamo sotto il segno dell'incertezza del provvisorio. Una provvisorietà che prolungandosi si trasforma in angoscia.

Folla del vecchio continente, pensa fialmo. Ma questa folla è contagiosa e il prodotto di una lotta assai chiara nei suoi motivi, anche se non nelle sue conseguenze ; lotta ardente e terribile, perché vede nei valori essenziali, tocca le basi del privilegio, precipita trasformazioni radicali.

Inutile invocare una lotta civile. Viviamo in un'epoca crudele. Per vincere, e anche solo per sopravvivere, bisogna combattere. L'umanità oggi si salva affrontando il demone sul suo terreno, l'Inferno fascista.

La società nuova, come la creatura, nasce nel dolore. Sembra che il passaggio ad una fase superiore di civiltà, non possa avvenire

### Lento assassino

Antonio Gramsci è morto. Dopo undici anni di asprezza. La sua clinica romana, liberata a vista dai poliziotti, negato alla famiglia fin negli spartiti dell'ergola.

Dopo l'assassinio di Malatesta quale è la politica italiana, il più grande delitto del fascismo. E il responsabile diretto è sempre lui, Mussolini.

Mussolini ha voluto, con raffinata calazione, la morte di Gramsci. Una era ostile, sfuggiva dalle cariche e viveva isolato. Fu qualche cosa di più : l'anima del partito, l'educatore dei suoi quadri, il capo animo del proletariato italiano, il più forte esponente del pensiero rivoluzionario, uno dei più alti, nobili, intelligenti italiani.

Gramsci come scrive il Comitato Centrale del Partito Comunista d'Italia - è il simbolo della affermazione di tutto un popolo che lotta instancabilmente per liberarsi. Gli amici della libertà non possono restare indifferenti alla memoria di Antonio Gramsci, per liberare non solo i suoi simili, ma per liberare tutta l'umanità.

Giustizia e Libertà si associa invitando in Antonio Gramsci, il cui pensiero si ripropone di studiare, uno dei maestri della nuova generazione rivoluzionaria.

Il fascismo, col suo assassinio, arriva questa volta troppo tardi. Il pensiero di Gramsci è fissato non solo nella carta ma nei cerebri e nella coscienza della classe rivoluzionaria. Opererà domani anche più fortemente di ieri.

Compagni che riflettono al destino di Gramsci, che restano nella guardia della scuola, la memoria dell'ingenuità, non abbiano dubbi. « Le vittime che assassinano Gramsci, ha la vita segnata. Ma Gramsci non amava le grandi folle ».

Possiamo ancora degli anni. Le condizioni del recluso si fecero così gravi da far temere gravissima la morte. Allora solo fu ordinato il trasferimento in clinica. Cio

### ANTONIO GRAMSCI

Pare venuto dalla campagna per dimenticare le sue tradizioni, per restituire l'eredità maiata dell'ancronismo sardo con uno sforzo che è inesorabile verso la modernità del cittadino. Porta nella persona il senso di questa rinascita, il senso di questa rinascita, il senso di questa rinascita, il senso di questa rinascita.

Dopo la guerra e la rivoluzione, la crisi economica. Mai gli uomini raggiungeranno nella miseria e nell'abbandono ; l'ironia insolente della loro vivere sociale. La miseria nell'abbandono ; l'ironia insolente della loro vivere sociale. La miseria nell'abbandono ; l'ironia insolente della loro vivere sociale.

La crisi, da eccezione, diviene regola ; si cronizza. La crisi è nel sistema, è il sistema. Sul piano capitalista non si risolve più. E' essa la più vera confutazione e sepoltura, lo stramento di una concezione socialista delle cose che domina i nostri stessi avversari e prepara il risveglio delle coscienze.

E infine il fascismo, questo tumore sociale prodotto ad un tempo dalla guerra, dalla crisi, dalla paura della rivoluzione, risucchio del vecchio mondo che muore e a cui si afferra in un sussulto estremo.

Ma Gramsci ha la testa di un rivoluzionario ; il suo ritratto sembra costruito dalla sua volontà, tagliato rudemente e fatalmente per una necessità intima, che dovrebbe essere accettata senza discussione : il cervello ha soverchiato il corpo. Il capo dominante, sulle membrature malate sembra costruito secondo i rapporti logici necessari per un pensiero sociale, e senza della storia una rotta aerea impensabile e solo gli occhi acuti e ingenui ma normati e nascosti dall'ambrosia interombrata talvolta con la bonità del pessimista il fermo vigore della sua razionalità. La voce è tagliente come la critica dialettica. Trova l'avvicina nel sarcasmo, il dogma vissuto con la tirannia della logica toglie la consolazione dell'uomo. C'è nella sua sincerità aperta il peso di un corretto malessere, la certezza della sua solitudine, la più forte della vita, pure come il destino della storia : la sua rivolta è lavoro il sentimento e talora il coraggio più profondo dell'uomo che non si può aprire se non con l'azione, che non può liberarsi dalla

### GRAMSCI e l'« Ordine Nuovo »

Gramsci, era già un vero capo, molto popolare tra le masse di Torino. La sua posizione morale, la sua esaltazione, per cui' dire, era costituita solidamente, mentre il pensiero di Gramsci si profilava essenzialmente all'esperienza del conflitto mondiale e della rivoluzione russa.

Questo appoggi il tema epistemologico di un'azione dell'Ordine Nuovo erano stati, più o meno alla stregua, intervenuti, eccettuato Carlo Taccià. Gramsci stesso, se non pubblicamente, certo intimamente, ricercava incombente una posizione di neutralità e dopo Gramsci si era, alla tesi di Serrati della non resistenza all'invasione. L'uomo che fu così tardi gli fu fatta vita del partito socialista nel corso della guerra, come collaboratore della stampa socialista di Torino, e fu tra i primi a valutare e a seguire la cura gli sviluppi teorici e pratici della rivoluzione russa. Nel 1919 fondò la rivista « l'Ordine Nuovo » con l'aiuto soprattutto di Taccià, il quale - ripeto - era il più grande dei suoi quadri, e a questo punto di vista era il più grande dei suoi quadri, e a questo punto di vista era il più grande dei suoi quadri.

Ma Gramsci non amava le grandi folle, ma i nodi, le mosse, i duelli, che vivono in Russia.

Gramsci era già un vero capo, molto popolare tra le masse di Torino. La sua posizione morale, la sua esaltazione, per cui' dire, era costituita solidamente, mentre il pensiero di Gramsci si profilava essenzialmente all'esperienza del conflitto mondiale e della rivoluzione russa.

Questo appoggi il tema epistemologico di un'azione dell'Ordine Nuovo erano stati, più o meno alla stregua, intervenuti, eccettuato Carlo Taccià. Gramsci stesso, se non pubblicamente, certo intimamente, ricercava incombente una posizione di neutralità e dopo Gramsci si era, alla tesi di Serrati della non resistenza all'invasione. L'uomo che fu così tardi gli fu fatta vita del partito socialista nel corso della guerra, come collaboratore della stampa socialista di Torino, e fu tra i primi a valutare e a seguire la cura gli sviluppi teorici e pratici della rivoluzione russa. Nel 1919 fondò la rivista « l'Ordine Nuovo » con l'aiuto soprattutto di Taccià, il quale - ripeto - era il più grande dei suoi quadri, e a questo punto di vista era il più grande dei suoi quadri.

PIERO GOBETTI (La Rivoluzione Liberale - Saglio sulla lotta politica in Italia - Cappelli editore, 1924 - pp. 85-87)

Figure 51 - « Une » de l'édition du 30 avril 1937 de Giustizia e Libertà.

La mort du théoricien politique et dirigeant communiste est l'occasion pour « Giustizia e Libertà » de réaffirmer son intention d'atteindre enfin à l'unification de l'antifascisme. Célébrant, une fois n'était pas coutume, le 1er mai et la fête des travailleurs, l'éditorial publié le



30 avril, trois jours après l'annonce de la disparition de Gramsci, en appelait vivement à l'union des antifascistes :

Avec la guerre d'Espagne, nous sommes désormais au centre du drame, peut-être à la veille de la solution. La lutte s'y fait chaque jour plus exemplaire. Chaque guerrier porte sur son fusil un monde. Les raisons particulières de chaque parti doivent céder devant la raison universelle. Entre le choc des canons et des bombes, les programmes disparaissent et on laisse seulement entendre quelques mots riches de toute l'espérance humaine : peuple, liberté, indépendance, socialisme. En ce premier mai, rouge du sang de tant de morts, nous saluons les combattants héroïques d'Espagne. Nous saluons les compagnons d'Italie, les prisonniers et les confinés, les frères de lutte et d'exil, la mémoire de Gramsci et des martyrs, l'armée infinie des travailleurs, des hommes libres et à libérer<sup>144</sup>.

C'est qu'au regard de la volonté monopolistique et extensive du Komintern pour organiser le volontariat international en Espagne, et de la force de frappe des communistes au sein de l'opposition italienne, tout projet de ce type nécessitait de trouver un point d'accord solide avec les héritiers de Gramsci. « Le parti communiste, auquel nous n'épargnons pas les critiques, est et reste une réalité avec laquelle nous devons tous compter », admettait par exemple Rosselli<sup>145</sup>. Non que la tactique dite la « réconciliation » soit considérée comme la meilleure politique contre le fascisme, ni que le caractère « centralisé, hiérarchique, presque militaire » du parti communiste soit désormais loué par le chef du gielliste. Mais enfin, celui-ci lui reconnaissait quelques qualités. D'abord, Rosselli concédait que l'antifascisme devait « sortir de l'atmosphère sectaire », pour « arriver, par tous les moyens, à reprendre le contact avec les masses » : « il doit sortir de son isolement, il doit mener une lutte politique réelle et pas seulement virtuelle »<sup>146</sup>. Ensuite, l'aspect rigide, structuré à l'extrême, et unidirectionnel du parti contribuait, en partie, à le renforcer et faisait l'admiration de Rosselli : « quand il adopte une politique, résumait-il, il l'adopte toujours pleinement, et à fond, l'amenant à ses

<sup>144</sup> « Con la guerra di Spagna ci troviamo ormai al centro del dramma, forse alla vigilia della soluzione. La lotta vi si fa ogni giorno più esemplare. Ogni guerriero porta sul suo fucile un mondo. Le ragioni particolari d'ogni partito debbono cedere dinanzi alla ragione universale. Tra lo schiocco dei cannoni e delle bombe scompaiono i programmi e solo si lasciano udire alcune parole ricche di tutta la speranza umana : popolo, libertà, indipendenza, socialismo. In questo primo maggio, rosso del sangue di tanti morti, salutiamo gli eroici combattenti di Spagna. Salutiamo i compagni d'Italia, i galeotti e i confinati, i fratelli di lotta e di esilio, la memoria di Gramsci e dei martiri, l'esercito infinito dei lavoratori, degli uomini liberi e da liberare », dans « Primo maggio », *Giustizia e Libertà*, 30 avril 1937.

<sup>145</sup> « Il partito comunista, cui noi non risparmiamo le critiche, è e resta una realtà con la quale dobbiamo tutti fare i conti », dans « Per l'unificazione politica del proletariato italiano IV. I partiti socialisti », *Giustizia e Libertà*, 23 avril 1937.

<sup>146</sup> *Ibid.* : « L'antifascismo deve uscire dall'atmosfera di serra chiusa per arrivare, con ogni mezzo, a riprendere il contatto con vaste masse [...] deve uscire dall'isolamento settario, deve svolgere una lotta politica reale e non solo e sempre virtuale ».

conséquences extrêmes par une méthode, une ténacité qui forcent »<sup>147</sup>. Serait-il possible de mêler une telle efficacité organisationnelle à la liberté critique dont pouvait finalement jouir chacun des sympathisants giellistes ? Rosselli en était convaincu :

[...] un nouveau parti uni du prolétariat dans lequel les communistes apportent leurs grandes vertus d'organisation, de discipline, d'enthousiasme, de travail, et trouvent cette liberté intellectuelle, ce ferment critique qui leur manque [...] <sup>148</sup>.

Rosselli et les giellistes, cependant, n'étaient certainement pas sans ignorer que l'autorité intellectuelle du philosophe sarde était encore loin d'être acquise en 1937, au sein de son parti<sup>149</sup>. En fait, célébrer la mémoire de Gramsci pouvait être interprétée comme une façon, pour « *Giustizia e Libertà* », de faire un pas en direction de l'unité antifasciste, sans se désavouer totalement auprès de ses sympathisants et de ses alliés de toujours. D'abord, ce n'était pas la première fois que les giellistes évoquaient l'œuvre du philosophe, lequel était lié, d'une certaine façon, à la trajectoire d'un autre intellectuel qui leur était sincèrement cher, au centre sans doute dans leur panthéon imaginaire : Piero Gobetti<sup>150</sup>. Et puis, à l'image de la disparition dramatique, douze ans plus tôt, de Giacomo Matteotti, ce fut la mort et le martyr d'une figure politique populaire que saluait avant tout le mouvement gielliste :

Après l'assassinat de Matteotti, c'est [...] le plus grand crime du fascisme. [...] Gramsci ne fut pas seulement et non plus tellement le chef du Parti communiste italien. (il fuyait les charges et vivait seul). Ce fut quelque chose de plus : l'âme du parti, l'éducateur de ses cadres, le chef aimé du prolétariat italien, le plus fort représentant de la pensée révolutionnaire, l'une des plus hautes et nobles intelligences italiennes<sup>151</sup>.

<sup>147</sup> *Ibid.* : « quando adotta una politica, l'adotta sempre in pieno, a fondo, portandola alle sue conseguenze estreme con un metodo, una tenacia davvero ammirevoli ».

<sup>148</sup> « [...] un nuovo partito unito del proletariato nel quale i comunisti portassero le loro grandi virtù di organizzazione, di disciplina, di entusiasmo, di lavoro, e trovassero quella libertà intellettuale, quel fermento critico che loro difetta, consentirebbe [...] di condurre con risolutezza e con frutto la nuova politica dai comunisti auspicata », dans « Per l'unificazione politica del proletariato italiano III. Il partito comunista », *Giustizia e Libertà*, 9 avril 1937.

<sup>149</sup> Portelli (Hugues), « Gramsci et la pensée politique italienne contemporaine », *Mélanges de l'École française de Rome*, 1978, 90-1, p. 401-421.

<sup>150</sup> L'article en question parut, comme on l'a précédemment rappelé, sous la signature de Calosso, dans un numéro des *Quaderni di Giustizia e Libertà* et fut republié à l'occasion de la disparition de Gramsci. *Giustizia e Libertà* fit également paraître dans ses colonnes un portrait écrit par Piero Gobetti dans son essai politique édité chez Cappelli en 1924, *La Rivoluzione Liberale*. Voir : Calosso (Umberto), « Gramsci e l'«Ordine Nuovo» », *Giustizia e Libertà*, 30 avril 1937.

<sup>151</sup> « Dopo l'assassinio di Matteotti questo è, in politica interna, il più grande delitto del fascismo. [...] Gramsci non fu solo e tanto il capo del Partito Comunista Italiano. (Non era oratore, rifuggiva dalle cariche e viveva solitario.) Fu qualch cosa di più : l'anima del partito, l'educatore dei suoi quadri, il capo amato del proletariato italiano, il più forte esponente del pensiero rivoluzionario, una delle più alte, nobili, intelligenze italiane », dans « Lento assassinio » *Giustizia e Libertà*, 30 avril 1937.

La mémoire de Gramsci fut ainsi élevée au statut de symbole et d'icône populaire<sup>152</sup>. Le 7 mai, « *Giustizia e Libertà* » s'associa donc à un appel commun, lancé conjointement avec les communistes, les socialistes, les républicains, l'association des anciens combattants, la LIDU, d'autres organisations caritatives comme le Secours rouge, le Fonds Matteotti, etc., au nom du « Comité unitaire italien pour la défense des victimes », pour la libération et l'annistie de tous les prisonniers politiques<sup>153</sup>. On fit également imprimer des séries de timbre, à l'effigie de l'ancien dirigeant communiste, et d'autres noms, dont certains étaient familiers aux giellistes, comme Riccardo Bauer et Ernesto Rossi. Le 22, enfin, Rosselli participa à un grand meeting commémoratif, organisé au gymnase Huyghens à Paris, aux côtés de Marcel Cachin, directeur de *L'Humanité*, Alexandre Bracke, son homologue au *Populaire*, César Campinchi, le président du groupe parlementaire radical, Jean Chauvet, membre du Secours populaire de France, et aussi Egidio Gennari, communiste, et Bruno Buozzi, socialiste<sup>154</sup>.

Le martyrologe de Gramsci n'eut donc pas d'abord de visée proprement idéologique, mais fut avant tout une tentative, de la part de G.L. comme du PCd'I, de célébrer une personnalité consensuelle, victime de la terreur et de la répression des pouvoirs publics italiens ; une figure en outre reconnue par le milieu ouvrier, et capable d'assumer une fonction identificatrice pour le prolétariat<sup>155</sup>. À ce compte-là, il est tout de même nécessaire de remarquer l'intérêt, semble-t-il sincère et pas uniquement opportuniste, des giellistes – au moins de certains d'entre eux – pour les idées de Gramsci, présenté comme l'« un des maîtres de la nouvelle génération révolutionnaire »<sup>156</sup>. Intellectuel qui s'était consacré à la cause des prolétaires, discutant d'égal à égal avec les ouvriers<sup>157</sup>, et définissant le problème essentiel de la politique et de la lutte révolutionnaire comme celui de la participation consciente des masses à la création des instruments de leur émancipation<sup>158</sup>, Gramsci représentait une sorte de devancier dont l'œuvre méritait finalement d'être redécouverte. On voyait ainsi s'établir, pour « *Giustizia e Libertà* », une autre fonction dans cette commémoration : celle de légitimer le giellisme comme un mouvement se revendiquant du « prolétariat ».

<sup>152</sup> *Ibid.* : « [...] è il simbolo della sofferenza di tutto un popolo che lotta instancabilmente per liberarsi ».

<sup>153</sup> « Un appello », *Giustizia e Libertà*, 7 mai 1937.

<sup>154</sup> « Grande meeting di omaggio alla memoria di Antonio Gramsci », *Giustizia e Libertà*, 21 mai 1937.

<sup>155</sup> Pierlandi, « Antonio Gramsci nei ricordi di un operaio », *Giustizia e Libertà*, 28 mai 1930.

<sup>156</sup> « Lento assassinio », *Giustizia e Libertà*, 30 avril 1937.

<sup>157</sup> Tasca (Angelo), « Ritorno a Gramsci e a Gobetti », *Giustizia e Libertà*, 7 mai 1937.

<sup>158</sup> « I consigli, la rivoluzione, l'Italia negli scritti di Antonio Gramsci », *Giustizia e Libertà*, 7 mai 1937.

***Combattant antifasciste ou victime de l'antifascisme ? Camillo Berneri, martyr problématique de la guerre civile***

Antonio Gramsci n'était pas mort sur le champ de bataille, mais son décès dans les geôles fascistes, après plus de dix années de réclusion forcée pouvait sans aucun mal être assimilé à un martyr. Qu'en était-il cependant d'autres personnalités majeures de l'antifascisme, tués dans des conditions plus obscures et complexes à démêler, à l'image d'abord de l'anarchiste Camillo Berneri, assassiné le 5 mai 1937 avec son camarade Francesco Barbieri ?

Dès l'hiver 1936, l'Espagne républicaine entrait dans une période de crise politique, marquée par une lutte pour le pouvoir entre les communistes et les anarchistes, et renforcée par l'exaspération du gouvernement de Valence face à son absence de contrôle sur les régions indépendantes comme la Catalogne et l'Aragon. La réaffirmation des prérogatives militaires étatiques impliquait de fait la régularisation des formations miliciennes. Le processus débuta en Aragon à partir de décembre 1936, avant d'atteindre la Catalogne entre avril et juin 1937, non sans susciter de violents débats en particulier du côté des formations de la CNT-FAI où la militarisation était considérée comme contre-révolutionnaire. Ainsi, après le départ des giellistes de la section italienne, ses membres, désormais tous anarchistes, refusèrent de se soumettre aux décisions du gouvernement républicain, soutenu par les communistes espagnols, et décidèrent de dissoudre définitivement leur groupe. La ligne du Komintern sur la situation espagnole, définie à partir de la fin de l'année 1936, était en effet très claire : l'aide soviétique à l'Espagne républicaine devait suivre la stratégie du front populaire, afin de faciliter le rapprochement diplomatique des soviétiques avec la Grande-Bretagne et la France, et d'éviter que les pays alliés du camp nationaliste n'accusent leurs adversaires de promouvoir une « République Communiste »<sup>159</sup>.

Lors des événements de Barcelone du mois de mai 1937, provoqués par une montée des tensions entre les forces du CNT et du POUM, opposées aux militants communistes du PSUC, Rosselli ne put s'empêcher, depuis la France, de renvoyer dos à dos les deux parties en lutte, appelant les uns et les autres à plus de responsabilité et d'unité. Ceux qui désiraient l'anéantissement complet du mouvement anarchiste « travaillaient pour l'ennemi » disait-il, mais les anarchistes qui « continu[ai]ent à parler de révolution » sans penser à organiser le front, lui semblaient tout aussi inconscients, « tandis que l'adversaire menace d'avaloir la révolution,

<sup>159</sup> Beevor (Anthony), *La guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, Calmann-Lévy, p. 344.



la démocratie et l'indépendance même du pays »<sup>160</sup>. Son désir d'un « retour à la sagesse » témoignait de sa difficulté à saisir tous les ressorts internes au conflit espagnol – l'Espagne demeurait, à ses yeux, le « champ de bataille du fascisme et de l'antifascisme » – et la profondeur de la haine opposant communistes et anarchistes<sup>161</sup>.

Or, c'est dans ce contexte de rupture et de vives hostilités que, début mai, l'anarchiste Camillo Berneri est retrouvé mort à Barcelone, après avoir été détenu par des hommes inconnus, mais qui, selon certains témoins, se seraient présentés comme des miliciens de l'UGT et des policiers. Si plusieurs thèses contradictoires existent toujours à propos de cet assassinat<sup>162</sup>, impliquant soit la police politique fasciste ou bien des staliniens du PSUC, on peut, de notre côté, constater la prudence du commentaire paru dans *Giustizia e Libertà*, une semaine après les faits :

Les journées sanglantes de Barcelone ont causé des victimes, également par les Italiens. Des voix différentes et contradictoires ont couru à ce sujet, et courent toujours. Nous nous garderons de les exposer ; soucieux de ne publier que les nouvelles qui ont été rigoureusement contrôlées et vérifiées : des informations concernant à la fois les causes directes des événements tragiques et les conséquences de ceux-ci en termes de pertes humaines et sur la situation politique<sup>163</sup>.

Aucun détail ne fut donc publié sur les circonstances dans lesquelles le corps avait été retrouvé ; l'unique certitude était que Berneri, présenté comme l'un des « combattants les plus sincères et passionnés de l'anarchisme », comptait parmi les morts de ces « journées sanglantes ». Quelques lignes, ensuite, pour résumer son engagement antifasciste et son parcours de militant anarchiste.

D'autres informations furent publiées sur l'assassinat, le 21 mai, soulignant le « caractère particulièrement atroce » de son exécution, et de celle de Francesco Barbieri : « Ils subirent d'abord deux perquisitions à leur domicile par un groupe d'hommes armés portant des bracelets rouges, développait la brève. Puis, mercredi matin, 5 mai, ils furent arrêtés et emmenés dans un

<sup>160</sup> « [...] mentre l'avversario incalza minacciando di inghiottire rivoluzione, democrazia e indipendenza stessa del paese », dans « Crisi in Spagna », *Giustizia e Libertà*, 21 mai 1937.

<sup>161</sup> Un seul article de fond paraît sur le sujet dans *Giustizia e Libertà*, un papier du journaliste Henry Noel Brailsford publié originellement dans la revue britannique *New Statesman*. Brailsford (H. N.), « Anarchici e comunisti in Spagna », *Giustizia e Libertà*, 4 juin 1937.

<sup>162</sup> Stiffoni (Giovanni), *Camillo Berneri (1897-1937) : Mythes, racines et réalités d'un intellectuel anarchiste*, *op. cit.*, p. 488-501.

<sup>163</sup> « Nelle sanguinose giornate di Barcellona, sono caduti anche degli italiani. Voci diverse e contraddittorie sono corse in proposito, e corrono tuttora. Noi ci guarderemo dal raccoglierle ; preoccupati di pubblicar soltanto le notizie che siano state rigorosamente controllate ed accertate : notizie riguardanti sia le cause dirette degli sciagurati avvenimenti sia le conseguenze da questi determinate nel campo delle perdite umane e nella situazione politica », dans « Dopo le giornate di Barcellona – Camillo Berneri », *Giustizia e Libertà*, 14 mai 1937.

lieu inconnu »<sup>164</sup>. Leur cadavre fut retrouvé à l'institut médico-légal de la ville, le lendemain matin, criblé de balles.

Cet assassinat inhumain fut aussitôt considéré comme insupportable par les hommes de « *Giustizia e Libertà* », tout à fait conscients qu'un tel déchaînement « de violences épouvantables » était le prix à payer de toutes les guerres civiles. Cependant, ils n'admettaient « aucune justification » pour un « crime aussi monstrueux », perpétré contre un homme qui avait « dédié toute son existence à la cause révolutionnaire », et qui, lors de l'assassinat, ne se trouvait non pas au plus près des affrontements, mais à son domicile. Si l'on pouvait ne pas « partager un aspect ou un autre des opinions et des activités politiques de Berneri », concluait l'article, il était toutefois impossible de méconnaître « l'idéalisme qui inspirait toute sa vie » et son œuvre.

La mort brutale de Berneri, bien que les giellistes n'en laissait finalement rien paraître, contrariait profondément toute tentative d'unification de l'antifascisme, car la guerre civile entre les communistes et les anarchistes interrogeait clairement le sens d'une histoire-propagande édifiante depuis le début des événements en Espagne. Comment, en effet, donner un sens à ces violences ? Si les mystères qui continuaient d'entourer le meurtre de Berneri ne permirent pas de lever l'ensemble des faux-semblants sur lesquels était finalement fondé le mythe d'un « front antifasciste », uni et solidaire contre le fascisme, les désaccords politiques de fond ne manquèrent pas de resurgir, après la disparition des frères Rosselli. Confronté au legs de son *leader* historique, le mouvement de « *Giustizia e Libertà* » prit paradoxalement ses distances avec la politique de rapprochement initié par celui-ci avant sa mort tragique, début juin 1937.

### ***La mémoire compliquée de Carlo Rosselli dans l'antifascisme italien***

Sans nul doute facilité par le manque de vigilance des giellistes et de Carlo Rosselli lui-même quant à l'infiltration du mouvement par les réseaux d'espionnage de la police politique

<sup>164</sup> « Essi subirono prima due perquisizioni a domicilio da parte di un gruppo armato che aveva dei bracciali rossi. Poi, mercoledì mattina, 5 maggio, vennero arrestati e portati in località ignota », dans « L'ultima lettera di Camillo Berneri », *Giustizia e Libertà*, 21 mai 1937.

fasciste<sup>165</sup>, l'élimination du chef de « *Giustizia e Libertà* » fut consciencieusement préparée par le régime italien, comme la documentation archivistique permet de le vérifier<sup>166</sup>.

Cette traque, constante depuis 1930, prit effectivement une ampleur inédite à compter de la guerre en Éthiopie, avec l'entrée en action des services du contre-espionnage<sup>167</sup>. Dès 1935, le colonel des carabinieri royaux, Santo Emanuele, désigna l'exilé comme un élément à « neutraliser »<sup>168</sup>. Dans les deux années qui suivirent, l'engagement de Rosselli en Espagne, bien que mineur sur un plan strictement militaire, mais d'une portée en fait bien plus importante, du fait de son intervention sur la radio catalane, et de l'activité de contre information accomplie au moment de la bataille de Guadalajara, renforça les intentions criminelles de certains hauts dirigeants fascistes, comme le ministre des Affaires étrangères, Gian Galeazzo Ciano. Des contacts furent ainsi établis, à l'automne 1936, entre les services du SIM et les membres du Comité secret d'action révolutionnaire, groupe français d'extrême-droite, mieux connu sous le nom de « Cagoule », pour assassiner le dirigeant du mouvement « *Giustizia e Libertà* ».

Le double assassinat se déroula le 9 juin 1937, en soirée, sur la route entre Alençon et Bagnoles-de-l'Orne. Carlo Rosselli s'y trouvait depuis le 28 mai pour soigner une phlébite, qui le faisait souffrir depuis son retour à Paris. Début avril, il confirma son intention de suivre une cure thermale dans la petite ville normande, et en informa Enrico Bricchetti. Cet ancien républicain, reconnu pour ses valeurs militaires<sup>169</sup>, était parti comme volontaire en Espagne, où il avait rejoint le bataillon *Garibaldi*. Aucun antifasciste ne soupçonnait ses liens avec la police politique du régime. Du reste, les services de renseignement fascistes avaient intercepté une lettre du 11 mars envoyée par Rosselli à son frère Nello, à Florence, qui faisait allusion à son prochain séjour en Normandie.

De leur côté, les hommes de l'OSARN surveillaient le moindre déplacement de Rosselli. À Tessé-la-Madeleine, l'un d'eux avait réservé une chambre dans l'hôtel situé en face de celui occupé par le militant antifasciste. Trois espions gravitaient ainsi en permanence autour de lui, pour se familiariser avec le cadre et étudier ses habitudes. Trois fois, également, à partir du 7

<sup>165</sup> Franzinelli (Mimmo), « All'ombra del delitto Rosselli », dans Giacone (Alessandro), Vial (Éric), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio, op. cit.*, p. 119-128.

<sup>166</sup> Franzinelli (Mimmo), *Il delitto Rosselli : anatomia di un omicidio politico*, Milan, Feltrinelli, 2017 ; Vial (Eric), *La Cagoule a encore frappé ! L'assassinat des frères Rosselli*, Paris, Larousse, 2010.

<sup>167</sup> Le *Servizio di Informazione Militare* (SIM) fut créé en octobre 1925 et placé, à partir de 1934, sous la direction du général Roatta. Ces services, dépendant du commandement militaire, travaillaient en collaboration avec la police politique.

<sup>168</sup> Franzinelli (Mimmo), « All'ombra del delitto Rosselli », dans Giacone (Alessandro), Vial (Éric), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio, op. cit.*, p. 121.

<sup>169</sup> Ancien capitaine de l'armée, combattant aux Argonnes, légionnaire fiumain, inscrit au PRI puis à l'ARS. Commandant du bataillon *Garibaldi*.

juin, les sicaires de la « Cagoule » tentèrent de mettre à exécution leur plan. Le 9, en soirée, la troisième tentative réussit : Carlo et Nello Rosselli, qui rentraient d'une visite à Alençon, tombèrent dans le traquenard tendu par leurs assaillants. Ils furent tués à coups de revolver, le visage lacéré au couteau. Leur corps furent ensuite jetés l'un sur l'autre, et abandonnés dans un bois, en lisière de la route.

Ce ne fut qu'après deux nuits et une journée entière qu'un habitant des lieux, découvrant par hasard le tableau macabre, fit un signalement à la police. À Paris, les proches et amis des victimes apprirent les faits par la presse. Le 11 juin, tandis que l'édition hebdomadaire de *Giustizia e Libertà* paraissait dans les kiosques, un journaliste du *Journal* fit irruption au siège du mouvement, communiquant ainsi la terrible information à Alberto Cianca. La même scène se répéta au domicile des Rosselli, où Marion s'inquiétait de ne plus avoir de nouvelles de son mari.

Vers 2 heures de l'après-midi du vendredi 11 juin, développait un article paru la semaine suivante dans *Giustizia e Libertà*, les journalistes vinrent apporter la nouvelle à la famille de Carlo Rosselli, et immédiatement après à certains de ses proches. La nouvelle foudroyante laissa tout le monde comme étourdi, et c'est dans ces conditions que Cianca et Magrini [Aldo Garosci] partirent pour le lieu du crime<sup>170</sup>.

Le même article détaillait les éléments recueillis sur la scène du crime pour établir les circonstances de l'assassinat. L'expertise permit en effet d'identifier le modèle du revolver utilisé par les tueurs, un pistolet de marque allemande appartenant à un lot d'armes destinés aux franchistes<sup>171</sup>. Mais, c'est le poignard, retrouvé dans les bois, qui intéressait davantage le chroniqueur gielliste :

Le poignard qui a été trouvée sur place et qui a peut-être servi au crime est probablement de marque florentine, et appartient sans nul doute à un *squadriste*<sup>172</sup>.

Ainsi, sans attendre les résultats de l'enquête judiciaire, confiée dans un premier temps à un juge de Domfront<sup>173</sup>, « *Giustizia e Libertà* » accusa directement Mussolini comme l'assassin

<sup>170</sup> « Verso le 2 del pomerriggio di venerdì 11 giugno, giungevano a Parigi le prime notizie circa l'assassinio di Carlo e Nello Rosselli. Furono dei giornalisti che portarono la notizia alla famiglia di Carlo Rosselli, e immediatamente dopo ad alcuni dei suoi intimi. La notizia fuminea lasciò tutti come storditi, ed è in queste condizioni di stordimento che Cianca e Magrini [Aldo Garosci] partirono per il luogo del delitto », dans « L'assassinio », *Giustizia e Libertà*, 18 juin 1937.

<sup>171</sup> Franzinelli (Mimmo), *Il delitto Rosselli : anatomia di un omicidio politico*, op. cit., p. 122.

<sup>172</sup> « Il pugnale che è stato trovato sul posto e che può aver servito al crimine è un pugnale che si dice di probabile marca fiorentina, e in ogni caso un pugnale di squadrista », dans « L'assassinio », art. cité.

<sup>173</sup> Violle (Nicolas), « La réception de l'assassinat des frères Rosselli dans la presse populaire parisienne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2000, 57, p. 42-49.

des frères Rosselli<sup>174</sup>. C'est que toutes sortes d'informations circulaient depuis l'annonce du meurtre. En Italie, l'affaire fut d'abord présentée comme une sombre histoire de vengeance, interne à l'opposition et aux milieux de « l'extrémisme politique antifasciste », pour reprendre l'expression de la *Gazzetta del Popolo*<sup>175</sup>. À Milan, le *Corriere della Sera* présentait Rosselli comme une « figure notoire » auprès des antifascistes italiens, mais aussi très contestée, mégalomane et avide de pouvoir, ce qui lui aurait valu une certaine antipathie de la part de ses congénères :

[Carlo Rosselli] ne jouissait pas de beaucoup de sympathie dans les milieux [antifascistes] eux-mêmes en raison de ses attitudes de petit dictateur ridicule, qu'il aimait prendre pour rappeler ses vastes possibilités financières<sup>176</sup>.

On retrouvait ce genre de discours, en France, dans certains journaux de droite. *L'Action française*, par exemple, le 12 juin, reliait l'affaire à l'intervention de Rosselli, en Espagne, aux côtés des premiers volontaires italiens, décelant dans cet assassinat la marque d'un attentat anarchiste, ou de quelques « groupes dissidents » du Front populaire<sup>177</sup>. Curieuse interprétation si l'on se souvient que les liens ne furent jamais rompus entre « *Giustizia e Libertà* » et les anarchistes, même après les dissensions de l'hiver 1936. Mais, la thèse n'était pas absolument extravagante pour autant, au regard des événements de Barcelone. Une autre hypothèse, qui spéculait à propos de la visite de Nello Rosselli à son frère, fut diffusée par différentes sources fascistes, notamment à Florence<sup>178</sup>. Cette version, rapidement reprise telle quelle par plusieurs journaux français, dont *Le Matin*, était sans doute plus renversante :

On dit [...] à Florence, que peu après la victoire italienne en Éthiopie, et plus précisément un mois après la prise d'Addis-Abeba, Carlo Rosselli avait demandé à son frère de sonder les autorités fascistes sur le traitement qui lui serait réservé dans le cas où il manifesterait le désir de rentrer en Italie et d'y offrir sa collaboration à M. Mussolini<sup>179</sup>.

Cette version des faits, examinée comme simple supposition par le journaliste du *Matin*, était, pour Jacques Doriot, dans *La Liberté* du 13 juin, un argument essentiel afin d'expliquer

<sup>174</sup> « Mussolini ha fatto assassinare in Francia Carlo e Nello Rosselli », *Giustizia e Libertà*, 18 juin 1937.

<sup>175</sup> « I delitti dei senzapatria », *Gazzetta del Popolo*, 12 juin 1937.

<sup>176</sup> « [...] non godeva di molte simpatie negli ambienti stessi per i suoi atteggiamenti da piccolo e ridicolo dittatore, che amava prendere per le sue vaste possibilità finanziarie. », dans « Misterioso dramma tra i fuorusciti in Francia », *Corriere della Sera*, 12 juin 1937.

<sup>177</sup> « Deux journalistes antifascistes italiens mystérieusement assassinés près de Bagnoles-de-l'Orne », *L'Action française*, 12 juin 1937.

<sup>178</sup> Franzinelli (Mimmo), *Il delitto Rosselli : anatomia di un omicidio politico*, op. cit., p. 125.

<sup>179</sup> « Double crime politique mystérieux. Un professeur italien Carlo Rosselli et son frère Nello sont exécutés près de Bagnoles-de-l'Orne », *Le Matin*, 12 juin 1937.

la mort de Rosselli. L'ancien dirigeant communiste soutenait, par exemple, que l'arrivée de Nello Rosselli avait provoquée l'action criminelle intentée contre son frère<sup>180</sup>.

En résumé, toutes les rumeurs occultant la responsabilité du régime italien avaient droit de cité, du côté fasciste et de certains courant d'extrême droite, en France, pour influencer l'enquête et conduire la police française à rechercher le meurtrier prioritairement dans les centres parisiens de l'antifascisme. Quant à elle, l'attitude générale de la presse d'information générale sur le sujet, en particulier les grands quotidiens parisiens, pouvait être rapportée à la méfiance de l'opinion concernant l'activité politique des réfugiés étrangers, une crainte renforcée par le contexte de la guerre d'Espagne<sup>181</sup>. Cette défiance se retrouvait aussi bien chez les gouvernants que dans une majorité de la classe politique, et surtout au sein de la haute administration, en particulier parmi le personnel de la sûreté générale<sup>182</sup>.

Marion Rosselli lutta donc avec beaucoup de courage, pour protéger et défendre la mémoire de Carlo, violée par les mensonges du régime italien que répercutait sans sourciller la majorité de la presse, à l'exception notable des titres classés à gauche, et de certaines feuilles locales<sup>183</sup>. Le 18 juin, elle lança un premier appel, très digne, en français, dans *Giustizia e Libertà* :

Contre la campagne diffamatoire du gouvernement fasciste, qui cherche désespérément un alibi, moi, la veuve de Carlo Rosselli, je déclare formellement que Carlo Rosselli a combattu le fascisme de toutes ses forces et jusqu'à la dernière minute, toujours fidèle en Italie, en Espagne et en France à son idéal de justice et de liberté.

Il est la victime de son idéal.

Il ne faut pas que l'humanité puisse croire une seule minute aux mensonges des agents fascistes, qui voudraient faire supposer une intention d'adhésion au fascisme. C'est un mensonge pire que criminel.

Je demande aux gens de bonne foi de respecter l'honneur d'un martyr du fascisme, celui de ses enfants et le mien<sup>184</sup>.

Annoncées pour le samedi 19 juin 1937, les funérailles représentaient une occasion unique pour le mouvement « *Giustizia e Libertà* » de mobiliser leurs soutiens et d'apporter la

<sup>180</sup> « Règlement de comptes entre antifascistes », *La Liberté*, 13 juin 1937.

<sup>181</sup> Schor (Ralph), *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, op. cit., p. 637.

<sup>182</sup> Guillen (Pierre), « La risonanza in Francia dell'azione di GL e dell'assassinio dei fratelli Rosselli », dans Istituto storico della Resistenza in Toscana et al., *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, op. cit., p. 254-256.

<sup>183</sup> Par exemple, *L'Ouest-Éclair*, organe des démocrates-chrétiens, *La Dépêche de Toulouse*, radicale-socialiste, ou *Le Progrès de Lyon*. Voir : Guillen (Pierre), « La risonanza in Francia dell'azione di GL e dell'assassinio dei fratelli Rosselli », dans Istituto storico della Resistenza in Toscana et al., *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, op. cit., p. 257.

<sup>184</sup> *Giustizia e Libertà*, 18 juin 1937.

démonstration de l'unité de l'antifascisme autour de la mémoire de Carlo. Accueillie dans un local de la Confédération générale du travail, la cérémonie fut suivie d'un défilé, entre les 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> arrondissements parisiens, pour rejoindre le cimetière du Père Lachaise, premier lieu de sépulture des Rosselli<sup>185</sup>. Les deux frères intégraient symboliquement un haut lieu de mémoire révolutionnaire, à proximité du mur des Fédérés, devenu également, depuis la moitié des années 1920, un panthéon miniature de l'antifascisme exilé. Carlo et Nello furent en effet inhumés aux côtés des dépouilles de Gobetti, de Turati, de Treves et d'Eugenio Chiesa.

La cérémonie des funérailles (fig. 52) fut donc pensée comme une manifestation politique, avec une intention propagandiste très forte. Les renseignements recueillis à l'époque, dans l'entourage des giellistes, par les espions du régime, l'indiquent clairement. Vincenzo Bellavia, l'homme de confiance de la police fasciste le plus important à Paris<sup>186</sup>, assurait ainsi, dans une note datée du 16 juin, qu'une double captation, visuelle et sonore, avait été envisagée par Cianca, pour une retransmission future dans les salles de cinéma, en France et en Amérique<sup>187</sup>. Ce projet, trop ambitieux pour les moyens à disposition des giellistes, ne fut qu'à moitié abandonné. En effet, Attilio De Feo, un sympathisant du mouvement, peintre et photographe de profession, se chargea de réaliser un reportage photographique, édité sous forme d'album et mis en vente quelques jours après la cérémonie, vers le début du mois de juillet<sup>188</sup>. Constitué d'environ cinquante photos, de format 12,5 cm x 17, et vendu plus d'une centaine de francs<sup>189</sup>, l'ouvrage parut également dans une édition « économique ».

<sup>185</sup> « I Funerali », *Giustizia e Libertà*, 18 juin 1937.

<sup>186</sup> Canali (Mauro), *Le spie del regime*, *op. cit.*, p. 230.

<sup>187</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, fascicoli personali, b. 79A Rosselli Carlo, f. 4, Note de l'indicateur n° 353 datée du 16 juin 1937.

<sup>188</sup> « L'album », *Giustizia e Libertà*, 9 juillet 1937. Il existe encore quelques copies de cet album, dont l'une est conservée à l'Institut piémontais pour l'histoire de la Résistance et de la société contemporaine « Giorgio Agosti » (Istoreto), une autre à la Fondation Feltrinelli de Milan, en plus des éditions en possession de la famille Rosselli. Certaines éditions ont été mises en vente, aux enchères, en Italie.

<sup>189</sup> Les informations fournies à ce sujet par les indicateurs, en l'occurrence par Pietro Francolini, divergent. Le prix de l'album fut d'abord évalué à cent francs la copie, selon un rapport du 10 juillet, puis à 230 francs, sept jours plus tard. Voir : ACS, MI DGPS, DPP, fascicoli personali, b. 79A Rosselli Carlo, f. 4, IV sottof., Note du 10 juillet 1937 ; ACS, MI DGPS, DPP materia, f. 1 « G. e L. Parigi – attività 1 gennaio al 31 dicembre 1938 », p. 127. Les services de renseignement se saisirent d'un exemplaire, afin d'identifier les militants giellistes présents à la cérémonie. Nous renvoyons, sur ces questions, au travail de Chiara Colombini : Colombini (Chiara), « L'album fotografica dei funerali di Carlo e Nello Rosselli. Rappresentazione e autorappresentazione di GL », dans Giaccone (Alessandro), Vial (Éric), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio*, *op. cit.*, p. 128-153.



**Figure 52 – Photographies de la cérémonie des funérailles des frères Rosselli, publiées dans l'édition du 25 juin 1937 de *Giustizia e Libertà*<sup>190</sup>.**

Nommer et célébrer les morts antifascistes dans l'espace public pour en garder la mémoire représentait sans doute la façon la plus simple d'afficher son soutien et son attachement à ce combat. En l'occurrence, la signification et la portée de cet hommage manifeste dépassaient le strict cadre du recueillement et du souvenir, pour atteindre une dimension politique. Car, en plus de dénoncer la nature criminelle du fascisme, et la responsabilité de Mussolini dans cet assassinat, la cérémonie voulait réaffirmer avec force et fierté les raisons politiques et idéales de l'engagement poursuivi par Rosselli depuis plus de dix ans, dont le point d'acmé avait été son départ comme volontaire en Espagne pour lutter contre le fascisme, les armes à la main. Ainsi, les militants de « *Giustizia e Libertà* » déposèrent, au pied de son cercueil, la tenue de milicien qu'il portait en Catalogne et dans l'Aragon.

Chaque symbole fut soigneusement étudié. En effet, la journée, qui était programmée sur trois étapes, entre la cérémonie des funérailles, le défilé et l'inhumation au Père Lachaise, donna lieu à un événement d'importance : une des plus importantes manifestations de rue<sup>191</sup> de l'antifascisme italien, à Paris. Encadrés d'un côté par les associations politiques placées en tête du cortège, et de l'autre par la foule qui fermait la marche, les militants de « *Giustizia e Libertà* » avaient certainement en tête les manifestations de l'année 1934, organisée en défense de la République, et qui avaient symbolisé la mobilisation du mouvement antifasciste en France. Suivant cette idée, on doit aussi remarquer la présence, aux côtés des formations italiennes<sup>192</sup>,

<sup>190</sup> « Dalla "Maison des Syndicats" al Père-Lachaise », *Giustizia e Libertà*, 25 juin 1937.

<sup>191</sup> Tartakowsky (Danielle), *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

<sup>192</sup> La LIDU, les socialistes, les maximalistes, plusieurs organismes communistes, le Secours rouge, les Patronages italiens, des groupes anarchistes, les républicains, des anciens combattants, le Fonds Matteotti, le Comité national des femmes contre la guerre et le fascisme. Voir : ACS, MI, DGPS, DPP, fascicoli personali, n. 79A Rosselli Carlo, Télégramme aux ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur du 19 juin 1937.



de quelques groupes politiques et associatifs français ainsi que de l'antifascisme allemand<sup>193</sup>. Quant aux militants antifascistes d'Italie, leur participation était suggérée par les couronnes florales déposées sur le véhicule qui précédait les deux voitures funèbres transportant les cercueils.

Mais, ce fut la présence massive du public, qui se mêla au reste du défilé et profita de l'événement pour investir les rues empruntées par le cortège, qui fut en priorité relevé, dans *Giustizia e Libertà*. Ces funérailles auraient ainsi rassemblé près de 150 000 manifestants. Une estimation bien sûr remise en cause par les chiffres de la police et le comptage effectué par les espions fascistes, mais que semblaient habilement confirmer les photographies prises en contre-plongée de la manifestation, et reproduites en similigravure dans le journal. Celles-ci construisaient, par leur distribution en série, un double récit visuel, appuyant le texte de l'article, et figurant de surcroît l'idée du rassemblement unitaire et populaire de l'antifascisme autour de la personnalité et du souvenir de Carlo Rosselli :

Vraiment, disait en effet l'article, Carlo Rosselli appartient désormais au prolétariat du monde entier<sup>194</sup>.

Opération démonstrative, manifestation symbolique de l'unité et de la force de l'opposition, les funérailles des Rosselli présentaient donc, du point de vue des dirigeants giellistes, une occasion de réconciliation et de concrétisation de l'unification politique de l'antifascisme. C'est qu'une attention particulière fut en effet apportée pour aplanir les dissensions, comme l'illustra l'intervention de Juan García Olivier. Prenant la parole lors de l'inhumation au Père Lachaise, entre l'oraison funèbre prononcée par Cianca et l'hommage de Georges Cognio<sup>195</sup>, le militant anarchiste, ancien Garde des Sceaux du gouvernement républicain espagnol de Francisco Largo Caballero, reçut la consigne expresse de ne faire « aucun commentaire politique »<sup>196</sup> sur les luttes intestines du camp révolutionnaire, en Espagne.

Cependant, il y avait encore loin de la coupe aux lèvres, pour que les bonnes intentions unitaires, affirmées avec conviction lors des funérailles de Rosselli, se réalisent. En fait, même parmi le reste de l'antifascisme, l'assassinat de Carlo et de Nello fut l'occasion de relectures

<sup>193</sup> Des groupes de la SFIO, de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), et les communistes allemands, rassemblés derrière un grand portrait d'Ernst Thaelmann, le président du parti incarcéré fin 1933.

<sup>194</sup> « Veramente, Carlo Rosselli appartiene ormai al proletariato di tutto il mondo », dans « Dalla "Maison des Syndicats" al Père-Lachaise », *Giustizia e Libertà*, 25 juin 1937.

<sup>195</sup> Membre du Comité central du Parti communiste français, rédacteur en chef de *L'Humanité*. Les autres intervenants étaient : Chaligné, Alexandre Bracke, Emile Kahn et Victor Basch.

<sup>196</sup> ACS, MI, DGPS, DPP, fascicoli personali, n. 79A Rosselli Carlo, Rapport de l'indicateur n°353 (Bellavia) du 19 juin 1937.

partisanes, dont les visées propagandistes ne convergeaient pas nécessairement avec celles du mouvement gielliste. Nous en avons un exemple très net avec l'opuscule imprimé par les communistes sous pseudonyme, qui incriminait directement les fascistes mais soutenait l'impossibilité pour le régime de répéter ce type d'opération avec un parti comme le PCd'I, suivi par les masses populaires et protégé de toute menace d'infiltration grâce au contrôle exercé sur ses militants. Les giellistes avaient failli pour leur absence de « vigilance révolutionnaire »<sup>197</sup> et en raison de leur éloignement des « masses ».

Le débat entre communistes et giellistes reprit donc dans les jours qui suivirent l'attentat contre les Rosselli, reconduit avec les termes et les expressions de la doxa stalinienne à propos des ennemis infiltrés en URSS et dans les organisations prolétariennes. Pour les dirigeants communistes italiens, imprégnés de ce vocabulaire, chaque faute constatée était en elle-même la preuve de l'infiltration par l'ennemi d'espions, de saboteurs et d'agents de diversion en tout genre parmi les masses prolétaires. On sait également le succès de l'expression « trotskiste » qui servit en fait à qualifier non pas seulement des trotskistes avérés mais tous les militants critiques contre l'URSS, qui soutenaient des opinions le plus souvent anarchisantes. Début juillet, Giuseppe Berti, dans *Il Grido del Popolo* compara ainsi le mouvement gielliste au mouvement populiste des *narodniki* :

Lénine, reprenait Berti, parlant des socialistes révolutionnaires russes et des *narodniki*, après avoir rendu hommage à leur esprit de sacrifice et à leur élan, remarqua que l'une des nombreuses raisons pour lesquelles une organisation révolutionnaire d'intellectuels ne peut être destinée à mener les masses à la victoire et est même vouée à l'échec est que, dans la pratique, elle se montre incapable d'une action révolutionnaire continue et efficace et se montre incapable de se défendre efficacement contre l'espionnage et la provocation<sup>198</sup>.

La réplique des giellistes, le 9 juillet, vaut d'être remarquée. Ils observèrent, en effet, les incohérences des propos de Berti, mettant ainsi en cause, bien qu'avec une relative prudence, la politique terroriste de Staline pour se débarrasser de ses opposants :

Le 1er décembre 1934, rappelait l'article de Justice et Liberté, Nicolaïev, d'un coup de feu, tua Kirov, membre du Comité central du parti communiste, et de surcroît, intime de Staline. On sait que Kirov était un petit-bourgeois, et un petit-bourgeois du parti

<sup>197</sup> Adami [Romano Cocchi], *Il delitto Rosselli*, Paris, Unione popolare italiana, 1937.

<sup>198</sup> « Lenin parlando dei socialisti rivoluzionari russi e dei narodniki, più volte, dopo aver reso omaggio al loro spirito di sacrificio e al loro slancio, ebbe a notare che uno dei tanti motivi per cui un'organizzazione rivoluzionaria di intellettuali non può essere destinata a portare alla vittoria le masse ed è anzi destinata a fallire è che, nella pratica, essa si dimostra incapace di un'azione rivoluzionaria continuativa ed efficace e si dimostra incapace di difendersi efficacemente dell'azione dello spionaggio e della provocazione », dans « I piccoli-borghesi... », *Giustizia e Libertà*, 9 juillet 1937.

bolchevique. Nous ne prétendons donner de leçons à personne sur la situation en Russie soviétique. Mais, depuis quelques années, la vie politique y est dominée par une vague ininterrompue, voire croissante, d'actes d'espionnage, de provocation, de sabotage, de terrorisme que tous les communistes, y compris les communistes italiens et Berti lui-même, attribuent aux trotskistes, en révolte contre le régime soviétique et ses dirigeants. Pourquoi les bolcheviks russes sont-ils incapables de se défendre contre tant d'embûches ? Parce qu'ils sont des petits-bourgeois, répond Berti<sup>199</sup>.

Au sein de l'antifascisme italien, rappelons que la polémique entre « *Giustizia e Libertà* » et les dirigeants du PCd'I se rapportait, toujours, à la politique dite de la « réconciliation », que concrétise la création de l'Union populaire italienne, plateforme unitaire, afin de tendre « fraternellement » la main en direction des « travailleurs italiens », quelle que soit leur « foi politique et religieuse »<sup>200</sup>. On a vu, plus haut, la position assez ambivalente de Rosselli sur le sujet. Aussi le point le plus brûlant pour les giellistes consistait, au lendemain du 9 juin, de s'entendre sur une position consensuelle, tout en étant la plus respectueuse des volontés stratégiques de feu leur *leader* historique.

Dès le 9 juillet, les militants lyonnais de « *Giustizia e Libertà* » apportèrent de nombreuses réserves quant à leur participation au rassemblement unitaire parrainé par l'UPI<sup>201</sup>. Au plus haut niveau de l'organisation gielliste, le débat fut d'abord traité par Silvio Trentin, dont les liens avec Rosselli s'étaient intensifiés au cours de la première année de guerre civile en Espagne<sup>202</sup>. « Les derniers événements tragiques, rappelait Trentin, évoquant les morts de Gramsci et des frères Rosselli, ont souligné l'urgence de conclure au regroupement organique [...] de toutes les forces révolutionnaires italiennes ». La fusion entre « *Giustizia e Libertà* » et l'*Azione Repubblicana Socialista* (ARS), à la mi-juin, avait été une première étape dans cette voie car, parallèlement, l'intégralité des organisations antifascistes, socialistes et communistes, convergeaient vers cette unité<sup>203</sup>. Pourtant, concédait l'article, de nombreux obstacles persistaient, révélant toujours l'incapacité des uns et des autres de « sacrifier une fois pour

<sup>199</sup> *Ibid.* : « Il 1° dicembre 1934, Nicolaiev, con un colpo di pistola, uccise Kirov, membro del Comitato Centrale del partito comunista, e per giunta, intimo di Stalin. È noto che Kirov era un piccolo-borghese e piccolo-borghese il partito bolscevico. Noi non pretendiamo dare lezioni a nessuno sulla situazione della Russia sovietica. Ma, da qualche anno, la vita politica vi è dominata da una seria ininterrotta, anzi crescente, di atti di spionaggio, di provocazione, di sabotaggio, di terrorismo che i comunisti tutti, compresi i comunisti italiani e lo stesso Berti, attribuiscono ai trotskisti, in rivolta contro il regime sovietico e i suoi esponenti. Perché i bolscevichi russi sono incapaci di difendersi da tante insidie ? Perché sono dei piccoli-borghesi, risponde Berti ».

<sup>200</sup> Tombaccini (Simonetta), *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, op. cit., p. 315.

<sup>201</sup> « Vita antifascista nel Lionese », *Giustizia e Libertà*, 9 juillet 1937.

<sup>202</sup> Rosengarten (Frank), « Carlo Rosselli e Silvio Trentin, teorici della rivoluzione italiana », dans Istituto storico della Resistenza in Toscana et al., *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, op. cit., p. 261-273.

<sup>203</sup> Trentin (Silvio), « Per l'unità rivoluzionaria (1) », *Giustizia e Libertà*, 16 juillet 1937.

toutes nos misérables disputes, pour nous unir, épaule contre épaule, non dans un geste impuissant de recul défensif, mais pour engager une volonté inexorable de passer à l'offensive »<sup>204</sup>.

La reconduction du pacte d'unité d'action entre socialistes et communistes, dans les semaines suivant le troisième congrès à l'étranger du PSI, ignoraient explicitement la présence d'autres formations fidèles à la tradition du socialisme, dont les maximalistes mais aussi « *Giustizia e Libertà* », rebaptisé, depuis la mort de Rosselli, « mouvement d'unification socialiste ». Emilio Lussu, dont l'influence sera croissante au sein du comité directeur de « G. L. » jusqu'à 1939, avait écrit en ce sens au comité central du PCd'I, le 5 juillet, se plaignant d'une telle absence :

Nous pensons que, vu la situation italienne, tous les éléments prolétariens ou révolutionnaires n'appartiennent pas aux deux partis historiques représentés par les sections de la IIème et de la IIIème Internationale [...] <sup>205</sup>.

Plus profondément, les giellistes considéraient le programme du « Front populaire contre la politique de guerre du fascisme et pour une Italie démocratique » – le nom officiel de l'alliance socialo-communiste – trop peu ambitieux, tant dans ses fins que dans ses moyens d'action. Sur ce point, en effet, fidèles à l'exemple de l'engagement interventionniste et volontaire de Rosselli, en Espagne, les militants de « *Giustizia e Libertà* » pensaient, dans leur grande majorité, que le fascisme pouvait seulement être abattu par les armes, et non par les moyens « légaux » à disposition des masses :

On dirait que le parti socialiste et le parti communiste ont totalement oublié l'exemple de Carlo Rosselli, que Mussolini a frappé justement parce qu'il représentait cette nécessité de l'action hardie, qui prévient et n'attend pas, prépare et secoue les masses ; l'exemple de la première colonne italienne en Espagne ; l'exemple de Guadalajara et de l'action garibaldienne [...]. La lutte des volontaires italiens de la liberté n'a été ni une lutte des masses, ni un combat exploitant les possibilités légales du régime, et pourtant

<sup>204</sup> « [...] sacrificare una buona volta le nostre miserabili beghe, per stringerci assieme spalla contro spalla, non già per allargare un gesto impotente di difesa, ma per potenziare una inesorabile risoluzione di attacco », dans Trentin (Silvio), « Per l'unità rivoluzionaria (2) », *Giustizia e Libertà*, 23 juillet 1937. Voir aussi : « Sugli obiettivi della rivoluzione antifascista », *Giustizia e Libertà*, 30 juillet 1937.

<sup>205</sup> « Noi pensiamo che data la situazione italiana non tutti gli elementi proletari o rivoluzionari appartengono ai due partiti storici rappresentando dalle sezione della II e III Internazionale ». Rapport écrit du 5 juillet 1937 de GL au comité central du Parti communiste d'Italie, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista 1927-1939*, op. cit., p. 346-347.

elle a plus fait, à notre avis, pour la résurrection des possibilités révolutionnaires de notre pays [...] <sup>206</sup>.

Autre point de mésentente, qui risquait de rendre plus préjudiciable encore la participation de « *Giustizia e Libertà* » à la plateforme unitaire de l'Union populaire, la décision d'annexer l'accord conclu entre le PSI et l'UPI au pacte d'unité entre les socialistes et les communistes :

Comment concilier la participation socialiste-communiste à l'Union et les principes républicains et révolutionnaires affirmés dans le même temps, bien qu'avec hésitation, comme directives de la lutte [antifasciste commune] ? <sup>207</sup>

De son côté, dans *Lo Stato Operaio*, Mario Montagnana rappelait que, du point de vue communiste, l'unique possibilité de conclure une alliance avec le mouvement gielliste était que celui-ci veuille bien renoncer, une bonne fois pour toutes, « à se qualifier [...] comme mouvement prolétaire » :

Au fond, plus G. L. s'efforcera d'étendre son influence dans le domaine du conservatisme réactionnaire, où ses mérites seront d'autant plus facile à faire valoir, et plus sa prétention à intégrer le Front populaire sera reconnue <sup>208</sup>.

L'« ultimatum » des communistes ne pouvait raisonnablement aboutir. Premièrement, parce que l'appel ressemblait davantage à une provocation agressive qu'à une offre sincère de collaboration. Ensuite, parce que les finalités du mouvement « *Giustizia e Libertà* » méconnaissaient totalement celles du « Front populaire », tel que l'entendaient les communistes :

Ce dernier, rappelait Montagnana, pour remplir sa tâche actuelle ne doit connaître aucune barrière à droite. Il n'y a vraiment aucune raison pour que dans son sein ne soit

<sup>206</sup> « Si direbbe che il partito socialista e il partito comunista hanno dimenticato in questo punto, e totalmente, l'esempio di Carlo Rosselli, che Mussolini ha fatto colpire proprio perchè rappresentava a questa necessità dell'azione ardimentosa, che previene e non attende, prepara e scuote le masse ; l'esempio della prima colonna italiana in Spagna ; l'esempio di Guadalajara e dall'azione *garibaldina* [...]. La lotta dei volontari italiani della libertà non è stata lotta nè di massa, nè di utilizzazione delle possibilità legali del regime, eppure essa ha più fatto, a nostro avviso, per la risurrezione delle possibilità rivoluzionarie del nostro paese », dans « L'Unità d'Azione fra socialisti e comunisti », *Giustizia e Libertà*, 6 août 1937. Voir aussi : « Giustizia e Libertà e il Fronte popolare », *Giustizia e Libertà*, 6 août 1937 ; « Ancora sull'Unità d'Azione e il Fronte Popolare », *Giustizia e Libertà*, 27 août 1937.

<sup>207</sup> « Come conciliare la partecipazione socialista-comunista all'Unione e la pregiudiziale repubblicana e rivoluzionaria affermata, sia pure con esitazione, come direttiva della lotta ? », dans « L'Unità d'Azione fra socialisti e comunisti », art. cité.

<sup>208</sup> « In fondo quanto più G. e L. si adopererà ad estendere la sua influenza nel campo del conservatorismo reazionario, tanto più facile riuscirà ad essa di far riconoscere e valere le sue benemerienze antifasciste e tanto più efficaci pertanto appariranno i titoli sui quali essa potrà fondare la sua pretesa di entrare a far parte del Fronte popolare », dans Trentin (Silvio), « Un ultimatum a "Giustizia e Libertà" », *Giustizia e Libertà*, 3 septembre 1937.

pas fait place même à une opposition monarchique ou à une dissidence cléricale ou peut-être fasciste<sup>209</sup>.

Enfin, parce que les giellistes ne pouvaient admettre les présupposés du PCd'I sur leur compte, sans ressentir un sentiment de déshonneur et de trahison quant à la mémoire de Carlo Rosselli :

[...] il est bon que G. L. sache que le chemin sur lequel elle s'est engagée, attaquait encore Montagnana, mène directement au trotskisme, dont le langage hypocrite est comme imprégné d'une « phraséologie de gauche » et qu'elle n'aura donc aucune raison de se plaindre si demain ses hommes seront traités comme le sont aujourd'hui les trotskistes, d'espions, de provocateurs, de bandits au service direct du fascisme. Un homme averti...<sup>210</sup>

Les deux principales organisations de l'antifascisme italien, giellistes et communistes, en restaient donc à point inchangé de leur relation<sup>211</sup>. L'instrumentalisation de la mémoire des victimes du fascisme fut insuffisante pour résoudre la profondeur des désaccords politiques et des incohérences idéologiques entre les programmes des partis et des organisations antifascistes. Un constat qui s'applique également au mouvement « *Giustizia e Libertà* », lequel fut tenté, après l'échec du rapprochement avec les partis du Front populaire, de conclure une alliance étendue aux républicains. Or, ces derniers, emmenés par Randolfo Pacciardi, et vers lesquels regardaient aussi de plus en plus d'anciens giellistes comme Alberto Tarchiani et même, Gaetano Salvemini, ne s'y retrouvaient plus tout à fait dans les discours et la rhétorique de « *Giustizia e Libertà* »<sup>212</sup>.

Il manquait, en réalité, beaucoup plus qu'une simple « formule » à l'antifascisme italien<sup>213</sup>. Cédant, pour sa part, à l'illusion d'incarner une idée et un monde totalement « neufs »<sup>214</sup>, les

<sup>209</sup> *Ibid.* : « Quest'ultimo per soddisfare al suo compito attuale non deve conoscere alcuna barriera a destra. A stretto rigore, non vi è proprio nessuna ragione perchè nel suo seno non sia fatto posto persino ad una opposizione monarchica o ad una dissidenza clericale o magari fascista ».

<sup>210</sup> *Ibid.* : « [...] è bene che G. e L. sappia che la strada sulla quale essa si è ingaggiata, che mena direttamente al trotskismo, il cui linguaggio ipocrita è come il suo tutto impregnato di una ricchissima "fraseologia di sinistra" e che perciò essa non avrà alcun motivo di lagnarsi se domani i suoi uomini saranno trattati come oggi i trotskisti : da spie, da provocatori, da banditi al servizio diretto del fascismo. Uomo avvisato... ».

<sup>211</sup> Magrini [Aldo Garosci], « Il Partito Comunista e Noi », *Giustizia e Libertà*, 10 septembre 1937.

<sup>212</sup> Lettre du Parti républicain à « *Giustizia e Libertà* », cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista 1927-1939*, op. cit., p. 360-361.

<sup>213</sup> « Occorre una formula precisa per la quale vi deve essere una interpretazione unica e comune. Progetto socialista di alleanza antifascista ». Voir : Rapport pour un projet socialiste d'alliance antifasciste du 22 juillet 1937, cité dans Zucaro (Domenico), *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista 1927-1939*, op. cit., p. 348-350.

<sup>214</sup> « Je ne suis pas pessimiste ; je suis plus que jamais énergique et ferme ; je sens que nous sommes sur la bonne voie, sur la vraie voie. J'ai tenu récemment, à Nice, Marseille, Lyon puis Paris quatre conférences. Si tu voyais comment notre position porte. Comment les gens sentent qu'il y a en nous une certaine flamme, du nouveau, du vrai » (Traduction personnelle). Lettre de Carlo Rosselli à Gaetano Salvemini du 15 octobre 1935, dans Rosselli (Carlo), Salvemini (Gaetano), *Fra le righe*, op. cit., p. 257-258.

giellistes restaient encore incapables, en 1938, de définir clairement leur politique révolutionnaire, et ainsi de conférer à l'antifascisme une coloration tout à fait inédite, émancipée des traditions politiques et des divisions partisans antécédentes à l'avènement du fascisme.

## CONCLUSION

# La mise à distance d'une pratique politique

Nous sommes la mi-juin 1934 lorsque Carlo Rosselli reçoit une lettre d'Ignazio Silone, qu'il a sollicité pour collaborer à l'hebdomadaire *Giustizia e Libertà* et ainsi contribuer à la propagande du mouvement. Expulsé du Parti communiste d'Italie (PCd'I) et réfugié à Zurich, celui-ci déclina la proposition, précisant qu'il ne publiait plus rien, « depuis quatre ans », dans les journaux italiens :

En quittant le parti communiste, je me suis dépouillé du costume de l'agitateur et il n'y a plus aucun prophète qui puisse me contraindre à parler de choses que je ne connais pas, ou de répéter des choses que d'autres, déjà, ont dites bien mieux que je ne le ferais. Avec beaucoup de difficultés, j'ai réussi à reprendre mes études, là où je les avais laissées avant de me consacrer à l'action de propagande. Or, cela aussi est une forme de « liberté en acte » et de résistance ; en somme, c'est aussi de « l'antifascisme ». En disant cela, je ne veux toutefois pas dire du mal de ceux qui font de la propagande et de l'agitation, choses également nécessaires et de grande valeur<sup>1</sup>.

Ainsi la propagande convoque-t-elle ici plusieurs traits dépréciatifs. C'est d'abord la « contrainte » d'une autorité ; ensuite la soumission à une ligne idéologique, voire à une vision « mystique » comme le dénote le mot de « prophète » ; enfin un travail constant exercé sur les consciences, ce qui semble contraire tant à l'idée de « liberté » qu'à l'émancipation de l'esprit – du *propagandeur* et du *propagandé*. La comparaison entre la propagande et l'éducation est du reste explicite dans ce témoignage.

Et pourtant, l'action de propagande est aussi perçue comme « nécessaire », indispensable, pour lutter contre le fascisme. La confrontation à distance avec le régime italien ne s'envisage d'ailleurs plus que par ce levier, au mi-temps des années trente. Cela ne signifie pas la fin des débats parmi l'antifascisme, sur l'efficacité de son action, mais signale la dimension essentielle du lien entre la pratique politique et la propagande, dans l'entre-deux-guerres. Plusieurs éléments de conclusion peuvent alors être convoqués, au moins pour ce qui concerne le mouvement « *Giustizia e Libertà* », terrain d'observation de cette recherche.

<sup>1</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 111-3, Lettre d'Ignazio Silone à Carlo Rosselli du 12 juin 1934.



Au long de ce travail, en effet, notre démarche a consisté à nous demander comment s'était constituée cette force collective, puis cette entité combattante, qu'a été « *Giustizia e Libertà* ». Quelles ont été ses motivations, ses ressorts intellectuels et émotionnels ? Quelles distinctions pouvions-nous relever dans l'affirmation et l'extension de ce militantisme antifasciste, défini tout à la fois par l'expression d'une intransigeance éthique, l'absence d'idéologie politique bien affirmée, la polémique presque constante avec l'univers communiste et, par prolongement, avec le phénomène contemporain, et déjà identifié comme tel, du « totalitarisme de masse » ? Contre ce modèle, il s'agissait aussi de comprendre et de montrer les logiques de l'appariement propres à « *Giustizia e Libertà* ». Répondre à ces questions signifiait pour nous prendre comme objet premier les pratiques propagandistes en usage au sein de ce mouvement, tout en cherchant à aller au-delà de ses formes premières de l'activité politique. Il s'est en effet agi, comme on l'a vu, de mettre en relief les réflexions et les débats qu'a fait naître le choix des méthodes de l'action. En quoi ces usages propagandistes pouvaient-ils nous informer sur ce qu'a incarné le giellisme ? Que disaient-ils de ce mouvement ?

### **Propagandes : usages pluriels d'une technique politique**

Le point de départ cette enquête historique, c'est l'hypothèse d'une polysémie des formes de « propagande ». L'on assisterait ainsi, au cours de la période de référence, à l'émergence et à la confrontation entre différentes conceptions sur la propagande au sein de l'antifascisme, ce que conforte l'idée d'une situation centrale de cette technique en matière de pratique politique. Issue de modèles étrangers les uns aux autres, ses contours sont d'emblée incertains.

Afin de poser un premier cadre, nous retiendrons ici trois foyers de problématisation de cette pratique. Premièrement, celui autour de l'engagement des intellectuels dans l'espace public ; à cet égard, l'expérience de Gaetano Salvemini a représenté un terrain d'observation privilégié de notre recherche. Au centre et à l'initiative de l'action de propagande, une figure élitare dont le message a pour vocation de s'adresser à une assemblée politique, en mobilisant pour cela un ensemble de valeurs universelles, comme la vérité et la liberté. Un deuxième foyer de signification et de formalisation apparaît avec la « nationalisation » ou l'encadrement de cette pratique par l'État, lors de la Première Guerre mondiale. Le moment fondateur de la Grande Guerre interroge directement l'engagement des intellectuels, la possibilité d'un lien sans contradiction entre l'éthique intellectuelle et la pratique du politique, *a fortiori* lorsque celle-ci se soumet au contrôle d'une autorité étatique. La position paradoxale de l'interventionnisme démocratique, prolongée dans l'après-guerre par le phénomène du *combattentisme*, a bien été

mise en évidence au début de cette recherche. Enfin, beaucoup plus éloigné de l'univers des futurs giellistes, mais qui agit comme une sorte de contrepoint conditionnant leurs usages propagandistes, le modèle dit « léniniste » de l'*agit-prop*. Appelé à forger une « conscience de classe », celui-ci participe de la construction d'une appartenance partisane fondée sur une proximité idéologique très forte entre les militants d'une même organisation politique.

La notion de « propagandes », au pluriel, paraît donc bien à ce sujet pertinente. Des aspects particuliers de cette technique s'expriment ainsi à chaque fois. Celle-ci n'apparaît pas en effet coupée du milieu au sein duquel elle émerge, sans pour autant s'y réduire tout à fait puisque le concept est assez solide pour permettre une approche comparée entre différentes configurations. Pourrait-on parler alors de propagande gielliste ? C'est tout l'enjeu de notre démarche, qui a consisté à étudier la structuration du mouvement gielliste, depuis ses prémisses, en la rapportant à l'évolution de ses méthodes de propagande.

### **La situation originale de « *Giustizia e Libertà* » dans l'antifascisme italien au prisme de sa propagande**

Le phénomène de l'antifascisme italien des années d'entre-deux-guerres transcende les frontières de la politique organisée et du militantisme partisan. L'alternative entre l'acceptation et le refus du fascisme ne s'est pas seulement imposée aux cadres et sympathisants des organisations politiques mais s'est aussi présentée à d'autres secteurs de la société italienne. Au début de notre parcours, nous avons ainsi tenté de repérer les indices d'une contestation de la domination fasciste en Italie, en particulier au sein de cette micro-société que constitue le monde des intellectuels. La naissance du mouvement « G.L. », conçu comme une organisation totalement indépendante des partis politiques existants, est en effet en partie liée à l'activité antérieure de premiers noyaux d'opposition au régime. Dans l'état transitoire de la période dite « semi-légale », déjà marquée par une surpolitisation des affrontements idéologiques et la rapide suppression de la liberté d'expression, ces groupes, certains composés de jeunes intellectuels passionnés par les débats sur le renouveau des traditions idéologiques et politiques, tentent d'opposer une voix et une action ferme contre le fascisme à travers les moyens dont ils disposent : une revue ou un journal pour certains, rapidement soumis aux règles de la censure ; un « cercle de culture » pour d'autres, également exposés aux menaces de répression que font peser les violences *squadristes* sur les opinions dissidentes. Quelques-unes de ces publications, quelques-uns de ces cénacles permettent de relayer la parole des proscrits et de ceux qui refusent les compromis avec le fascisme ; ils forment enfin des réseaux sur lesquels s'appuiera

l'antifascisme gielliste. C'est pourquoi nous avons souhaité faire débiter cette thèse avant l'année officielle de création de « *Giustizia e Libertà* ».

### ***Une stratégie de propagande d'abord focalisée sur l'action***

Au cours de ce premier âge de l'antifascisme, faire de la propagande représente tout autant une nécessité pour s'organiser qu'une incitation à *faire*, donc à agir, incarnant ainsi une fonction symbolique de résistance contre la volonté du gouvernement fasciste de censurer l'ensemble des voix dissidentes. On a aussi montré les impasses de ce primo-engagement, fondateur mais très vite limité, où l'action prime finalement sur tout le reste : le contenu est secondaire, tout au plus lui suffit-il de signifier, rapidement, son intention antifasciste. Mais, la propagande agit davantage comme un signe de reconnaissance, plutôt que comme un outil de persuasion et de conviction. Elle suppose aussi l'action de groupes resserrés autour d'un noyau d'activistes, qui tentent ainsi de se coordonner entre eux et de se mettre progressivement en mouvement, en capacité d'action.

Cela revient-il à constater un cloisonnement total entre ces clandestins antifascistes et le reste de la société ? Du côté des futurs giellistes, on a pu observer que les pratiques de clandestinité étaient moins abouties que pour les militants communistes par exemple, qui font l'objet de poursuites systématiques. Du reste, il existe dès ce premier moment de l'engagement antifasciste, un désir de s'étendre, ne serait-ce au début qu'au sein de ses milieux d'appartenance : familial, amical et professionnel. Aussi et de façon assez rapide, certains acteurs mesurent la nécessité de ne pas se couper du reste de l'opinion, mais d'agir sur elle. Il leur apparaît dès lors indispensable de mieux conceptualiser leur pensée, de réfléchir aux termes de leurs discours, et de définir ainsi les grandes lignes théoriques d'un programme politique, ou plus essentiellement encore de rappeler quelques principes cardinaux retenus comme fondateurs de la vie morale, mais dont la remise en cause par le gouvernement fasciste laisse pourtant indifférente la majorité.

### ***Action et propagande démonstrative : une logique de l'événement***

Faisant toutefois contraste avec cette intention d'explicitier les mobiles de son opposition et de convaincre par le seul registre de l'argumentation, les actions de type « démonstrative » ont occupé une place importante dans la constitution de « *Giustizia e Libertà* » : de l'évasion des Lipari au raid aérien, en passant par l'attentat contre des représentants de l'autorité, ou bien contre des établissements administratifs. Aussi y a-t-il une tentation de rapporter ces

agissements, cette stratégie, à de la « propagande par le fait », bien que la notion soit absente de la littérature antifasciste, y compris anarchiste. L'expression de propagande « spectaculaire » (*clamoroso*) est en revanche plus souvent évoquée. Quels enseignements pouvons-nous tirer de nos observations ? D'abord, que si la notion de « propagande par le fait » n'est pas citée dans les débats antifascistes, des similitudes existent, évidentes. Nous savons qu'elle apparaît dans les milieux anarchistes à partir de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les mouvements révolutionnaires de cette époque pariaient ainsi sur l'action concrète contre l'abstraction d'une pensée trop théorique afin de rendre plus facilement accessibles leurs idées, supposées sinon hors d'atteintes pour les catégories populaires.

Du reste la notion de « propagande par le fait » ou de « propagande insurrectionnelle » englobe tout un registre d'action, au-delà du seul attentat : des actions de désobéissance comme le refus de s'acquitter d'une taxe, les destructions de biens administratifs, etc. Davantage que le crime, c'est donc l'illégalité et la nature délictuelle de l'action qui définit la « propagande par le fait ». Or, c'est bien cette stratégie que déploie « *Giustizia e Libertà* », au début des années 1930 notamment, afin de créer un environnement instable, d'instiller la révolte en agissant sur les émotions et les réactions de l'opinion. Se fait jour un type de relation triangulaire, où il n'est plus simplement question de s'attaquer aux attributs du pouvoir ou à ses symboles, de mettre en question sa toute-puissance, mais bien de contester cette autorité en prenant à témoin le tiers social, à travers la figure du spectateur moral. En effet, nous avons assez insisté sur le fait que les giellistes recherchaient, par leur action, une plus grande visibilité et donc une médiatisation de leur cause. La volonté de « faire événement » doit ainsi s'entendre comme l'intention d'adapter ses méthodes d'action au régime scénaristique et narratif de la grande presse. Nous avons aussi montré l'importance des relais et des réseaux constitués à l'étranger par les réfugiés antifascistes, afin d'accroître leur audience ainsi qu'à des fins de légitimation.

En plus de la sphère médiatique, nous avons aussi montré l'importance de la scène judiciaire comme chambre d'écho de la propagande antifasciste. L'étude comparée des procès de giellistes face à des cours étrangères et devant les tribunaux d'exception instaurés en Italie, a toutefois permis de montrer des différences importantes au sein d'une stratégie de défense *a priori* commune à tous les militants. Entre la défense de la cause et la défense de sa personne, il y a ainsi un équilibre à trouver, différent pour chaque affaire comme pour chaque individu. Si les procès qui se déroulent à l'étranger sont souvent l'occasion d'une défense politique sans concession, la lourdeur des peines encourues en Italie, mais aussi la crainte de compromettre d'autres compagnons que soi-même incitent à mesurer son engagement, sinon à le renier

totalemment. Enfin, les aveux de militants accusés de terrorisme et obtenus contre des dirigeants giellistes au cours de la phase d'instruction, constituent une situation encore différente. Son étude a permis de montrer que le procès est aussi un moment instrumentalisé par le régime. Les réfugiés antifascistes mis en accusation sont ainsi conduits à se défendre d'actes qui tendent, par nature, à déformer leur cause, et dont la publicité permet d'appuyer des demandes diplomatiques pour l'application de mesures d'extradition.

### ***Effets et évolution d'une propagande activiste : les trois âges du giellisme***

Quel a donc été l'impact global de cette stratégie « activiste » au sein de l'antifascisme, tant à l'intérieur des frontières italiennes que dans les territoires de l'exil ? Premièrement, la survenue au sein du phénomène de l'antifascisme d'un mouvement original, transpartisan et insurrectionnel, tel que « *Giustizia e Libertà* », a exercé un effet immédiat sur la configuration et l'action de l'opposition démocratique, progressiste et non communiste contre le régime fasciste. Incontestablement, la vocation activiste de cette association forgée autour du triptyque générique du socialisme, de la république et de la liberté fut davantage destinée à supplanter le rassemblement interpartisan de 1926 plutôt qu'à fournir aux partis politiques reformés dans l'exil des possibilités nouvelles d'action en Italie. De ce fait, la création à Paris de « *Giustizia e Libertà* » ne constitue pas une continuité d'un processus préexistant dans la Concentration d'action antifasciste mais bien une initiative séparée qui s'est néanmoins insérée dans un élan similaire de rassemblement unitaire de l'opposition.

On ne peut cependant pas considérer que « *Giustizia e Libertà* » ait incarné un obstacle dans la diffusion des idées chères aux organisations membres de la réunion concentrationniste, surtout dans la Péninsule : le mouvement a au contraire été un instrument de facilitation de la remobilisation interne de l'antifascisme non communiste qui a ainsi répondu aux appels à l'unité et au rassemblement de quelques dizaines d'anciens militants républicains et socialistes, la plupart dispersés et sans structure d'appui capable de satisfaire leur désir d'action contre le régime.

Le projet de « *Giustizia e Libertà* » a donc su renouveler et dynamiser un antifascisme davantage théorique que véritablement actif sur des aspirations révolutionnaires et un objectif immédiat d'insurrection dont se sont emparés surtout une partie des élites politiques et intellectuelles associées à des individus majoritairement issus de la haute et la moyenne bourgeoisie. Contrairement au parti communiste, l'autre organisation active dans la clandestinité en Italie, le recrutement de « *Giustizia e Libertà* » a pu progresser – quoique de

façon beaucoup plus restreinte et limitée – parce que les ramifications de ce mouvement lui permirent d’associer d’anciens militants républicains ou socialistes et d’intégrer en son sein des individus isolés, regroupés dans des structures locales ou en rupture d’organisation. La diffusion du matériel de presse et de propagande eut dans ce contexte un rôle capital, avec des chaînes de diffusion qui touchaient au plus près de la société civile. En ce sens, l’intégration dans l’antifascisme gielliste résulte d’un choix et non d’une contrainte, encore moins d’un pari fait sur l’avenir.

Plusieurs époques, correspondant chacune à des cadres organisationnels objectifs ont été identifiées au fil de notre parcours. La première, de la création du mouvement en 1929 à son insertion dans le sein de la Concentration d’action antifasciste en 1931, fut déterminée par la volonté de réorienter l’action des réfugiés politiques en direction de l’Italie, et ainsi par la recherche constante de l’unité d’action qui aboutit à l’alliance réussie avec les socialistes mais reste, au fond, inachevée en raison des dissensions persistantes entre giellistes et républicains.

Le deuxième moment, à partir du début de l’année 1932, fut marqué par l’essoufflement de la stratégie activiste et volontariste dans le contexte des célébrations du dixième anniversaire de la « Révolution fasciste ». De fait, la transformation de « *Giustizia e Libertà* » comme organisation politique autonome correspond à une évolution empirique non anticipée et notamment au développement du mouvement au sein du contexte étudiantin et auprès des générations ayant grandi sous le fascisme, par exemple à Turin. Trois qualités ont ainsi directement contribué au nouvel essor du projet gielliste et de son influence grandissante dans l’antifascisme, largement supérieure à l’importance quantitative du phénomène. Premièrement, l’ajournement des programmes politique qui représente une exigence diffuse dans de nombreux secteurs de l’opposition au début des années trente. Deuxièmement, l’impulsion d’une dynamique éditoriale transpartisane mais également transnationales. Troisièmement, la multiplication des formats de publication – la revue théorique, le tract de propagande, le bulletin mensuel destiné aux premiers sympathisants – et leur intégration complémentaire au sein d’une initiative tout à la fois militante, culturelle et intellectuelle.

Il n’empêche. Le mouvement « *Giustizia e Libertà* » a aussi, en raison de son indétermination relative, été soumis à une diversité d’influences qui ont fonctionné de façon harmonieuse et convergente mais qui sont parfois aussi apparues comme contradictoires. C’est particulièrement vrai dans la troisième période identifiée, celle qui débute lors de la dissolution de la Concentration d’action antifasciste au printemps 1934.

### *Une propagande pour les « masses » ?*

Progressivement, au long de ces trois époques, un dialogue à distance s'est installé mettant face-à-face giellistes et communistes ; échanges polémique davantage que véritable discussion. L'un des objets essentiels de ce débat fut, comme on l'a vu, la forme de propagande en lien avec l'évolution des modes de diffusion de l'organisation de l'antifascisme, dans la Péninsule et à l'étranger, auprès de la population immigrée italienne.

Il ne s'agit pas, ici, de revenir dans les détails de cette confrontation. Remarquons toutefois qu'au lendemain de la « rafle » de l'automne 1930 déployée contre les groupes clandestins les plus actifs de « *Giustizia e Libertà* », la stratégie du mouvement qui consiste alors à opérer des actions de grande ampleur est de plus en plus discutée, y compris en son sein. Ces débats touchent directement la propagande de l'antifascisme, et donc aussi sa représentation dans l'opinion : les communistes, avec les socialistes, opposent l'attentat ou le geste « spectaculaire », héroïque mais solitaire, à la mobilisation harmonieuse du corps ouvriers, des prolétaires. Sans jamais se couper tout à fait de ses origines « activistes », le mouvement « *Giustizia e Libertà* » se convertit lui aussi au besoin d'étendre les ramifications de son réseau à de nouvelles couches sociales, par l'évolution de son discours et la recherche de collaborations inédites au sein des milieux syndicalistes et ouvriers.

Mais, ces dynamiques sont prioritairement internes, c'est-à-dire qu'elles proviennent des groupes actifs en Italie, lesquels impriment de cette façon leur indépendance vis-à-vis des organes directifs installés à Paris. Les évolutions qui touchent l'organisation du mouvement gielliste s'accompagnent aussi de tout un discours sur l'autonomie, la « spontanéité » du mouvement, marquant de façon très forte un refus de concevoir la propagande et l'organisation à la manière des communistes. Cette aspiration fonde en quelque sorte l'unité du giellisme ; on la retrouve au sein du groupe de Turin, bien sûr, mais aussi chez d'autres acteurs de cette époque, y compris des socialistes, majoritaires au sein du groupe milanais.

On a cependant assez insisté sur la difficulté pour la mettre en œuvre, concrètement, et c'est finalement, hors d'Italie, que « *Giustizia e Libertà* » élargit ses relais d'influence, du fait notamment de l'amenuisement progressif des groupes clandestins, exposés à une répression de plus en plus efficace des autorités policières. Ayant cependant échoué à faire oublier les anciennes affinités politiques, le groupe gielliste avait-t-il cependant les moyens de définir une nouvelle alliance révolutionnaire, et de construire une future unité antifasciste ?

Et du reste, cette unité devait-elle être encore mieux circonscrite : les débats concernant « l'après-fascisme » engageait en effet une vision plus large mais indéterminée de

l'antifascisme, qui n'était pas seulement la somme des acteurs de l'opposition au régime, mais se définissait aussi dans le rapport avec le reste des Italiens. Or, la reconfiguration de l'antifascisme, autour du printemps 1934, s'opère à un moment où la politique fasciste d'encadrement et de mobilisation des « masses » italiennes atteint un point culminant. Quelle position définir à l'égard de ces pans de la société qui ont rejoint les rangs des organisations fascistes ? Quel discours formuler contre le mythe de la puissance et de la grandeur nationale ? L'antifascisme doit-il se définir comme un nouvel universel ou lui faut-il se réapproprier l'idéal de la nation ? Comment attaquer le fascisme, critiquer la politique du régime italien sans laisser le sentiment d'accuser le peuple à travers le soutien, volontaire ou non, que celui-ci est conduit à manifester ?

Dès lors que ces interrogations se font plus pressantes, l'action même de propagande devient aussi un objet de questionnements pour l'antifascisme. Le principal apport de cette recherche est d'avoir montré comment ces problématiques travaillaient en particulier, de l'intérieur, tout le mouvement « *Giustizia e Libertà* ».

### **La propagande : d'une question pratique au questionnement éthique**

Le projet original et hors du commun qu'a incarné « *Giustizia e Libertà* » s'est donc caractérisé par la manifestation de difficultés et de contradictions inhérentes à la triple nature de l'association, à savoir : un mouvement d'action clandestine ne reniant jamais tout à fait les ambitions insurrectionnelles de ses débuts ; ensuite, un centre de réflexion destiné à penser la conception et l'application de futures réformes à la chute du fascisme ; enfin un rassemblement unitaire qui chercha à réunir autour de son action le plus grand nombre de sympathisants afin de renforcer son influence et surtout de supporter le coût financier important de ces différentes entreprises.

Ces complications éclatèrent au moment, surtout, où les cadres du mouvement tendaient à prendre conscience de l'emprise de la propagande fasciste sur les sensibilités et les consciences. Une influence qui agit, pour reprendre l'expression usitée par Chiaromonte, à la manière d'une « morale de lieux communs » et s'exerçait contre les cerveaux italiens telle une « tyrannie de la stupidité »<sup>2</sup>. Mais tandis que d'un côté, on insista pour opposer à cette tyrannie « totalitaire » les armes de l'intelligence, d'autres crurent au contraire nécessaire de renforcer les moyens de

<sup>2</sup> Sincero [Nicola Chiaromonte], « Ufficio stampa (dall'Italia) », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, n° 9, novembre 1933.



propagande de l'opposition. Car la survie de l'antifascisme, ou plutôt sa « renaissance », était suspendue aux possibilités concrètes de le sortir du cercle des convaincus pour gagner de nouveaux partisans dans la société. Aussi fallait-il d'abord informer, c'est-à-dire, littéralement, mettre en ordre une forme donnée de construction de la temporalité. Il fallait encore, à partir de là, rassembler et encadrer ce regroupement formé autour d'une commune conception de l'actualité, des événements du temps présent. Enfin, il fallait trouver le moyen d'organiser la continuité de l'engagement, par l'instruction des individus, leur « conversion » aux valeurs défendues par l'antifascisme. Le journal de masse fut alors présenté comme l'outil et le support essentiel qui devait rythmer chacune de ces entreprises. C'est à lui que l'on demanda de propager, d'ordonner, d'organiser, d'éduquer. Avec un succès inégal et aussi d'inévitables questionnements sur le contenu et le sens de la pratique, comme a permis de le mettre en évidence les discussions opposant Rosselli au groupe de Renzo Giua, Mario Levi, Andrea Caffi et Nicola Chiaromonte. La propagande était-elle le moyen le plus adapté pour s'adresser aux Italiens, tenter de les rassembler, et les faire adhérer aux principes défendus théoriquement par l'antifascisme, comme la démocratie ? Du reste, le défi était encore plus grand pour les giellistes, tant les divergences étaient profondes entre eux, en l'absence d'une ligne idéologique claire et imposée à l'ensemble de ses membres. De la délibération à la représentation, l'exercice de la propagande mettait à jour les contradictions inhérentes au projet gielliste.

Avec le recul, à quoi pourrions-nous donc finalement rapporter l'échec de « *Giustizia e Libertà* » ? Moins sans doute à la volonté de croire, qu'à la difficulté de rester dès lors dans la nuance. Ce fut aussi la décision d'engager la lutte avec le fascisme sur son propre terrain qui représenta pour certains militants un obstacle et les motiva à se retirer de « *Giustizia e Libertà* » : idéalement, si leur croyance dans un progrès possible se confondait avec leur engagement antifasciste, celui-ci mêlait aussi à la fascination pour l'élan révolutionnaire une forme de distance critique envers l'activisme comme à l'encontre de l'idéologie.

### **L'ombre portée du giellisme : propagande, histoire et mémoire**

Au moment de conclure cette recherche sur l'action du mouvement « *Giustizia e Libertà* » pendant les années d'entre-deux-guerres, il faut considérer sa place et son importance dans l'histoire de l'antifascisme, et, à une échelle plus longue, dans la mémoire italienne. Incontestablement, la mobilisation gielliste a représenté une expérience centrale au cœur de l'antifascisme italien et européen des années d'entre-deux-guerres.

Mais arrêtons-nous un instant sur ces catégories de l'action politique – « antifascisme » et « giellisme » – souvent admises et reprises telles quelles par l'analyste et l'historien : ont-elles une signification réelle et une solide valeur heuristique, ou nous engagent-elles finalement sur des voies trompeuses ? Dès les premières parties de la thèse, nous avons à plusieurs reprises été conduits à distinguer entre la mobilisation antifasciste de l'opposition démocratique, celle des communistes et l'univers propre au giellisme : nous avons ainsi mis en évidence les convergences qui se tissent entre les premiers cadres du mouvement « *Giustizia e Libertà* » au milieu des années vingt, qu'il s'agisse de polémiquer avec les organisations partisans réunies sur l'Aventin ou de s'inquiéter du danger communiste. C'est donc que l'entrée dans la mobilisation contre le fascisme se réalise sous des modalités à chaque fois différentes. À plusieurs reprises, cette recherche nous a donc conduit à interroger le giellisme comme une identité politique singulière, une forme d'appartenance culturelle et militante capable de mettre en communion les individus que son action et ses journaux agrègent au fil des années.

Il n'en reste pas moins que derrière ce terme se cachent en fait des réalités sociales incomparables entre elles. On touche ici à l'une des limites de ce travail de thèse : pour observer exactement l'ampleur et l'intensité de la mobilisation unitaire tentée par le mouvement « *Giustizia e Libertà* », il eut fallu s'intéresser avec plus de profondeur à la composition et à l'activité des groupes de sympathisants ; par conséquent, à chacune des manifestations locales du militantisme gielliste. Or nous avons seulement essayé de mesurer l'importance quantitative de ce rassemblement et sa diffusion géographique. Et nous avons constaté qu'elle était en fait infime, incomparable à celle du parti communiste par exemple, la dispersion géographique de ses différents sympathisants comblant difficilement leur faiblesse numérique.

Nous avons cependant réussi à reconstituer et montrer la diversité de leurs perceptions et de leurs sensibilités, de même que l'incroyable difficulté des cadres dirigeants du mouvement à utiliser les moyens de propagande, d'information et de communication à leur disposition comme les instruments d'une sorte de pédagogie de la représentation. Nous avons essayé également de rendre compte de la façon dont ce système avait évolué et comment l'articulation entre le mythe politique, la représentation des réalités sociales ou internationales et la pensée, avait aussi été au cœur de la conception et de la direction éditoriale du principal outil de diffusion du giellisme, à savoir son hebdomadaire. La singularité et la réussite de « *Giustizia e Libertà* » réside sans doute dans cette mise en œuvre d'un système de participation et d'engagement coopératif, qui n'enferme pas l'antifascisme dans un univers idéologique sectaire, sans pour autant donner le sentiment d'abandonner certains principes ou d'envisager des solutions de compromis avec le régime. L'intervention « pionnière » du mouvement en

Espagne, à la fin de l'été 1936, montre qu'une part considérable de sympathisants de « *Giustizia e Libertà* » avaient au fond parfaitement épousé l'idéal universel du mouvement, qui partageait le monde entre partisans de la liberté et le fascisme, à savoir une entité menaçante, nouvelle, irrésistible pour les démocraties qui refusaient de se réformer et de recourir à la force pour l'éliminer. La comparaison entre la situation espagnole et celle des premiers volontaires a donc transformé des événements propres à l'Espagne en une cause pour l'antifascisme et, de façon plus inédite encore, ils ont donné une occasion matérielle, concrète et directe à la volonté d'action, au désir de participation effective et au mot d'ordre du « combat contre le fascisme » sous la forme d'une « guerre des peuples » contre les tyrans.

Le choix de nous arrêter sur ce moment paroxystique de l'engagement antifasciste qu'incarne le volontariat armé de volontaires italiens en Espagne, tient ainsi précisément au fait que cet événement ne constitue pas, à nos yeux, une rupture mais confère une forme de consécration au discours mis en place au mi-temps des années trente, pendant la consolidation du régime fasciste en Italie et la reformulation de l'antifascisme, c'est-à-dire la redéfinition de son cadre d'action, de son programme, de même que son langage et de son style politique.

Pendant les années situées entre le début du conflit espagnol et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement « *Giustizia e Libertà* » revendiqua un rôle de première importance dans ce renouvellement, même si son influence auprès des masses tendait en fait à refluer et que l'organisation ne réussit véritablement jamais à conduire jusqu'au bout sa fonction d'encadrement et de préparation d'une nouvelle élite dirigeante, notamment sur le plan culturel et technique. De même, idéologiquement, la façon dont les giellistes perçurent la montée des tensions en Europe portait la trace des combats conjoints des antifascistes italiens et des républicains espagnols soutenus par l'Union soviétique.

Après la disparition de Rosselli, les giellistes continuèrent aussi à maintenir face aux communistes et aux socialistes une ligne étroite, qui consistait d'une part à tenir une position autonome en accentuant la distance et l'incompatibilité idéologique entre le mouvement et les deux partis, tout en essayant de donner vie à des initiatives concrètes de lutte commune. Dans ce contexte, il faut ainsi observer que le traité germano-soviétique d'août 1939 exerça un bouleversement considérable sur l'ensemble de l'antifascisme, « *Giustizia e Libertà* » compris, lequel interpréta même l'événement comme « la crise d'un idéal ».

C'est finalement moins la cohérence du discours et des idées que la mémoire de l'expérience de « *Giustizia e Libertà* » elle-même, portée après 1939 par une poignée de personnalités, qui continua d'exercer une influence sur une partie de la Résistance italienne, à partir de 1943.



## INDEX DES NOMS ET DES AUTEURS

### A

ABRAMOVITCH REIN, Raphael, 412  
ACCIAI, Enrico, 747, 757, 759, 761, 762,  
763, 764, 765, 772, 779, 780, 781, 787  
ADAMSON, Walter, 57, 129  
ADLER, Friedrich Wolfgang, 450, 451  
ADORNO, Theodor W., 24  
AGLAN, Alya, 515, 785  
AGNOLETTI, Anna Maria Enriques, LIX  
AGNOLETTI, Enzo Enriques, 201  
AGOSTI, Aldo, 469, 470  
AGOSTI, Giorgio, 65, 126, 467, 469, 470,  
813, XLV, LI  
AIMO, Giuseppe, 697, 699  
ALBASINI SCROSATI, Vittorio, 204, 414  
ALBERGHI, Pietro, 801  
ALBERTELLI, Luigi, 234  
ALBERTINI GIACOSA, Piera, 238  
ALBINI, Ettore, 271  
ALESSANDRONE PERONA, Ersilia, 134,  
148  
ALICATA, Mario, LII  
ALIETTA, Giovanni, 697  
ALLAIN, Jean-Claude, 569  
ALLASON, Barbara, 298, 300, 467, 468,  
577, XLI, XLV, XLVII, LII, CXIV  
ALOISI, Pompeo, 522, 641  
ALPINO, Enrico, 265  
ALTAVILLA, Francesco, 270, 271, 280  
AMADESI, Luigi, 471  
AMENDOLA, Giorgio, 19, 59, 101, 131,  
171, 188, 197, 265, 459, 470, 471, 473,  
482, 553, 800, XXXIII, LIV, LVI  
AMENDOLA, Giovanni, 16, 101, 154, 156,  
164, 171, 181, 182, 233, 288, XXXII,  
XXXV, XLIX, LXXIX, LXXX  
AMIGONI, Arturo, 586, 587, 588  
ANDREA, Panaccione, 242  
ANDREIS, Mario, 44, 435, 467, 474, 475,  
476, 477, 478, 480, 481, 482, 490, 495,  
XXXIX, XLV, LII, LXI

ANDRIULLI, Giuseppe A., 673  
ANGELL, Norman, 641  
ANGELONI, Mario, 778, XLIII  
ANRICH, Paul, 582  
ANSALDO, Giovanni, 124, 147, 271, 691  
ANTOLINI, Franco, 265  
ANTONICELLI, Franco, 467, 697, XLV,  
XLVII, XLIX, LI, LIV, LXXXIII  
ANTONINI, Giacomo, 48  
ANTONIOLI, Gabriele, 400  
AQUARONE, Alberto, 199, 212, 351  
ARAGON, Louis, 675  
ARENDETT, Hannah, 9, 55  
ARGAN, Giulio, 467  
ARMANI, Giuseppe, 72, 116, 305  
ARON, Raymond, 26  
ARRIGHI, Paul, 288  
ASCARELLI, Tullio, 204, 243, 247, 259,  
464  
ASCASO, Domingo, 782  
ASCOLI, Max, 193, 204, 257, 259, 459,  
484, 485, 535, 715, XLVI  
ASOR ROSA, Alberto, 58, 98  
ASTOR, Waldorf, 235  
ATTAL, Frédéric, 14, 53, 55, 63, 110, 136,  
628  
ATTUONI, Camillo, 189  
AUBAN, Achille, LX  
AUCLAIR, Georges, 775  
AUDARD, Catherine, 150  
AUDENINO, Patrizia, 547  
AUDIER, Serge, 130, 450  
AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, 71, 74  
AULARD, Alphonse, 296  
AUSENDA, Celestina, 586, 587, 588  
AVOGADRO, Paolo, 763

### B

BABINGTON MACAULAY, Thomas,  
596  
BADOGLIO, Pietro, 668, 669, 670, 689,  
690, 704, LX

- BAER, George W., 625  
 BAGNOLI, Paolo, 152, 157, 533  
 BAKER, Ernest, 387  
 BAKER, Philip, 564  
 BALABANOFF, Angelica, 404, XLVIII  
 BALBO, Italo, 152, 208, 358, 364, 801, XXXII  
 BALDESI, Gino, 120  
 BALDI, Vasco, 189  
 BALDWIN, Stanley, 642  
 BALLABIO, Romeo, 461, 468, 469  
 BANCHELLI, Umberto, 208  
 BANDET, Jean-Louis, 538  
 BANDINI, Franco, 755  
 BARATIERI, Oreste, 668  
 BARATONO, Adelchi, 259, 261  
 BARBAGALLO, Corrado, 137  
 BARBIERI, Francesco, 806, 807  
 BARBIERI, Luigi Alfonso, 189  
 BARBUSSE, Henri, 114, 115, 536  
 BARCLAY CARTER, Barbara, 277, 278, 279  
 BARILE, Paolo, 390  
 BARRÈRE, Camille, 420  
 BARTELLINI, Ermanno, 265, 369  
 BARTHOU, Louis, 580, 581  
 BARTOLI, Matteo, LI  
 BARZANI, Luigi, 420  
 BASCH, Victor, 365, 387, 683, 815  
 BASSANESI, Giovanni, 331, 332, 333, 334, 337, 338, 340, 341, 357, 362, 378, 379, 380, 381, 414, 430, 437, 438, 756, XXXVIII, XXXIX, XLVI, LXII, LXXXIII, CI, CII, CIII  
 BASSO, Antonio, 259  
 BASSO, Lelio, 252, 261, 265, 369, 458, LVI  
 BATTISTELLI, Luigi Libero, 492, 502, 504, 540, 592, 613, 614, XLIII, XLVI  
 BATTISTI, Cesare, 64, 65, 196, 204  
 BATTISTI, Gigino, 204  
 BAUDRILLARD, Jean, 24  
 BAUER, Otto, 529, 530  
 BAUER, Riccardo, 59, 155, 158, 159, 171, 191, 192, 193, 204, 243, 251, 271, 343, 346, 348, 349, 353, 358, 360, 390, 393, 394, 395, 397, 398, 439, 462, 464, 467, 495, 529, 530, 565, 651, 805, XXXIII, XXXIV, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XLVI, L, LIII, LXXXII, C  
 BECCARIO, Cesare, 171  
 BECCIOLINI, Giovanni, 202  
 BECHELLONI, Antonio, 152, 157, 547, 555, 564, 755  
 BECKER, Annette, 71, 74  
 BECKER, Jean-Jacques, 71, 526  
 BEDESCHI, Giuseppe, 57  
 BEEVOR, Anthony, 806  
 BÉHARD, Henri, 111  
 BELARDELLI, Giovanni, 115, 560  
 BELLADONNA, Simone, 670  
 BELLAVIA, Vincenzo, 47, 696, 813  
 BELLAVIA, Vincenzo ienne, 47, 696, 813  
 BELLIENI, Camillo, 79, 80, 81, L, LIV, LVII  
 BELLONI, Ersilio, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 409, 413, 418, 423, XLVI  
 BELLONI, Giulio Andrea, 464  
 BENAÏM, Angelo, 111  
 BENÈS, Edouard, 303  
 BEN-GHIAT, Ruth, 628  
 BENJAMIN, Walter, 57  
 BÉRAUD, Henri, 315, 316  
 BERENSON, Bernard, 232  
 BERENSON, Mary, 232, 233, 235  
 BERGAMINI, Alberto, 109  
 BERGAMO, Mario, 293  
 BERGONZOLI, Annibale, 790  
 BERGSON, Henri, 593, XLVIII  
 BERLINGUER, Luigi, 80  
 BERNARD, Albert, 673  
 BERNERI, Camillo, 204, 370, 371, 373, 405, 583, 730, 747, 761, 762, 767, 772, 779, 794, 806, 807, 808, XXXVIII  
 BERNSTEIN, Eduard, 488  
 BERSTEIN, Serge, 300, 368  
 BERTAUX, Pierre, LX  
 BERTIERI, Ugo, 189  
 BERTOLINO, Alberto, 128, 129  
 BEVILACQUA, Lidia, 360  
 BIANCHI, Mirco, 113  
 BIBBI, Gino, 404, 405, 414  
 BIFOLCHI, Giuseppe, 796, XLIII  
 BIGAZZI, Duccio, 242  
 BIGGINI, Carlo Alberto, 265  
 BINI, Livio, 47  
 BIONDI, Marino, 86  
 BISMARCK, Otto von, 304, 527  
 BISSOLATI, Leonida, 151, LV

- BISTONDI, Gino, 189  
 BLAHA, Marguerite, 400  
 BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, 547, 564  
 BLOCH, Jean-Richard, 376, 377, 387, 731, 732  
 BLOCH, Pierre, 733  
 BLUMEL, André, 372  
 BOARETTI, Alejandro, 787  
 BOBBIO, Norberto, 467, 496, XLVII, XLIX, LXXXIII  
 BOCCHINI, Arturo, 37, 38, 46, 243, 312, 358, 359, 383  
 BOCCONI, Alessandro, 431  
 BOLAFFIO, Roberto, 540, 542, 547, 548, 549, 551, 552, 553, 744, XLVII, LXII  
 BOLTON KING, Henry, 387  
 BOMBACCI, Nicola, 102, 103, 704  
 BONARDI, Pietro, 801  
 BONAZZI, Alfredo, 468, 469  
 BONOMI, Ivanoe, 120, 151, 220, 221, XLIX  
 BORDIGA, Amadeo, 216  
 BORELLA, Aldo, 47  
 BORGESÉ, Giuseppe Antonio, 58, 143, 146, 571, 715, XLVII  
 BORGOGNONE, Giovanni, 181  
 BORGONGINI-DUCA, Francesco, 419  
 BORNE, Dominique, 487  
 BOSWELL, Jessi, LIII  
 BOTTAI, Giuseppe, 599, XXXVII, XLI  
 BOUGLÉ, Célestin, 537  
 BOUISSY, André, 143, 146  
 BOURGIN, Georges, 488  
 BOVONE, Domenico, 399, 400, 402, 407, 408, 409, 411, 413, 414, 418, 421, 423, 561, XL  
 BOYANCÈ, Giuseppe, 271, 314  
 BRABANT, Gaston, 332  
 BRACCI TESTASECCA, Lucangelo, 65  
 BRACCI TESTASECCA, Margherita, 65  
 BRACCI, Lucangelo, 65, 75, 81, 204  
 BRACKE, Alexandre, 805, 815  
 BRAIVE, Gaston, 391  
 BRAUN, Emily, 12, 55  
 BRAVARO, Vincenzo, 104  
 BRECHT, Bertolt, 279  
 BRESCIANI, Marco, 14, 15, 23, 28, 567, 568, 622, 739  
 BRICHETTI, Enrico, 809  
 BRIGAGLIA, Manlio, 80, 320, 347, 353, 711  
 BRUNAZZI, Priamo, 78, 82, 83, 87  
 BRUNO, Giuseppe, 464  
 BUCCHI, Sergio, éd., 117  
 BUISSON, Ferdinand, 387  
 BULIZZA, Mariano, 189  
 BUONAIUTTI, Ernesto, 114  
 BUOZZI, Bruno, 712, 805, CXXXIII  
 BURNS, Cecil Delisle, 387  
 BURRESI, Piero, 189  
 BURRIN, Philippe, 26  
 BURZIO, Filippo, 164, 165  
 BUSAN, Ettore, 360  
 BUSINO, Giovanni, 67  
 BUSONI, Jaurès, 128, 129  
 BUTTICCI, Giulio, 183, 185  
 BUXTON, Noel E., 673  
 C  
 CABALLERO, Francisco Largo, 779, 780, 815  
 CABIATI, Attilio, 151, LVIII  
 CACHIN, Marcel, 805  
 CADORNA, Luigi, 67, 191  
 CAETANO, Gelasio, XLVIII  
 CAFFARENA, Fabio, 337  
 CAFFI, Andrea, 36, 135, 259, 260, 262, 524, 525, 738, 739, 740, 831, XLVII, LIII, LXIII, LXVI, LXXXI, LXXXII  
 CAIRNES, John Cairnes, LVIII  
 CAJUMI, Arrigo, XXXV, LI  
 CALACE, Vincenzo, 346, 360, 393, 395, 396, 398  
 CALAMANDREI, Piero, 22, 58, 64, 65, 126, 127, 128, 129, 130, 168, 169, 171, 172, 189, 197, 202, 228, XXXIII, XLV, XLVI, XLVII, XLVIII, LXII, LXVIII, LXXXVIII  
 CALDARA, Emilio, 558, 704  
 CALI, Vincenzo, 61  
 CALLONI, Marina, 112  
 CALOGERO, Guido, XLVII  
 CALOSSO, Umberto, 19, 592, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 709, 714, 720, 730, 759, 772, 773, 780, 795, 804, XLVIII, CLII  
 CAMBI, Franco, 28, 29  
 CAMPANELLA, Tommaso, 593, LV  
 CAMPINCHI, César, 805  
 CAMPOLMI, Mario, 189

- CAMPOLONGHI, Luigi, 302, 304, 365, 486, 676, 677  
 CAMURRI, Renato, 35, 485  
 CAMUS, Albert, XLVIII, XLIX  
 CANALI, Mauro, 36, 45, 47, 182, 813  
 CANDAR, Gilles, 526  
 CANEVASCINI, Guglielmo, 405  
 CANTAGALLI, Roberto, 209  
 CANTALUPO, Roberto, 631  
 CANTARELLA, Michele, 715  
 CANTARELLI, Vittorio, 410, 416, 423, 424  
 CANTIMORI, Delio, 599, LII  
 CANTONI, Raffaele, 347, 360  
 CAPELLO, Luigi, 68, XXXIV  
 CAPITINI, Aldo, XLVII, LXVIII  
 CAPORALI, Ernesto, 421  
 CAPPÀ, Alberto, 125  
 CAPRANI, Pietro, 360  
 CAPRIOGLIO, Sergio, 92  
 CARAMELLA, Santino, 135, 137, 259  
 CARDUCCI, Giosuè, 64, 65, 393  
 CARLI, Mario, 208  
 CARLINI, Armando, 134  
 CAROCCI, Alberto, 506  
 CAROCCI, Giampiero, 629  
 CAROLINI, Simonetta, 4, 42, 312  
 CARRARA, Angelo, 265  
 CARRARA, Paola, 467  
 CARRER, Piero, 189  
 CASADEI, Giulia, 271  
 CASALINI, Armando, 179  
 CASALINO, Leonardo, 440  
 CASATI, Alessandro, 213  
 CASINI, Simone, 507  
 CASORATI, Felice, 192, LIII  
 CASSESE, Sabino, 30, 145  
 CASSIRER, Ernst, 387  
 CASSOU, Jean, LX  
 CASTRONOVO, Valerio, 33, 139, 179  
 CASUCCI, Costanzo, 536, 772  
 CATALANO, Franco, 625  
 CATTANEO, Carlo, 140, 141, 148, 149, 230, L, LIX  
 CAVAGLION, Alberto, 468  
 CAVALLERA, Vindice, 477, 507, 508, 697, XLII, XLIII, LII, CXVII  
 CAVALLERO, Ugo, LVII  
 CAVIGLIA, Enrico, 712, CXXXIII  
 CECCONI, Ugo, 189  
 CELASCO, Carlo, 189  
 CESARI, Severino, 496  
 CEVA, Bianca, 360, 383, 384, 386  
 CEVA, Umberto, 171, 348, 357, 359, 360, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 395, 397, XCII, CIX  
 CHABOD, Federico, LI  
 CHAMBERLAIN, Austen, 629, 644  
 CHARTIER, Émile-Auguste dit Alain, 536  
 CHARTRAIN, Marcel, 574  
 CHATRIOT, Alain, 538  
 CHAUBET, François, 488  
 CHAUVET, Jean, 805  
 CHESSA, Gigi, LIII  
 CHIAROMONTE, Nicola, 19, 89, 327, 505, 506, 507, 508, 512, 592, 593, 598, 695, 703, 704, 705, 735, 739, 740, 741, 759, 830, 831, XLVIII, XLIX, LIII, LXIII, LXVI, LXXXI, LXXXIII, CXXVI  
 CHIESA, Eugenio, 365, 813  
 CHIESSA, Aurelio, 747  
 CHRISTOPHE, Charle, 53  
 CIANCA, Alberto, 16, 18, 280, 307, 319, 371, 372, 373, 389, 403, 423, 432, 734, 760, 761, 763, 785, 795, 810, 813, 815, XXXIII, XXXVII, XXXVIII, XLVI, XLIX, CXXXV  
 CIANO, Gian Galeazzo, 661, 809, XLI, XLIII  
 CIERI, Antonio, 782, 801  
 CIFARELLI, Michele, LI  
 CIMADORI, Alfredo, 48  
 CIRENEI, Marcello, 265  
 CIUFFOLETTI, Zeffiro, 113, 115, 130, 150, 164, 187, 193, 202, 206, 259, 260, 264, 274, 307, 312, 486, 546, 560, 570  
 CIVALLERO, Augusto, 697  
 CIVIDALLI, Gualtiero, 111  
 CLAFLIN, Charlotte Isabel, 744  
 COCCIA, Ugo, 432  
 CODIGNOLA, Ernesto, 64, 496, XLVII  
 COLAPIETRA, Raffaele, 154  
 COLARIZI, Simona, 154, 156, 256  
 COLE, George Douglas Howard, 153  
 COLLOTTI, Enzo, 517, 569, 627, 628  
 COLOMBO, Cesare, 577  
 COLOMBO, Paolo, 351  
 COLONNA, Nicola, 108  
 COLORNI, Eugenio, 139, LVI, LXVIII



- COMANDINI, Federico, LVII  
 CONSOLE, Gustavo, 203, 205, XXXV  
 CONSOLE, Luigi, 205, 234, XXXIV  
 CONTI, Giovanni, 173  
 CORLEONE, Franco, 112  
 CORRADINI, Enrico, 62, 112, 517, LVII  
 CORRIDONI, Filippo, 77  
 COSATTINI, Giovanni, 346  
 COSMO, Giandomenico, 477, LII  
 COSMO, Umberto, XLVII, LI, LVI  
 COVERDALE, John F., 756  
 CRAIN MEREZ, Naomi, 468  
 CREMONESI, Filippo, 312  
 CRESCIANI, Gianfranco, 51  
 CRESPI, Angelo, 311, 744  
 CRISPI, Francesco, 663, 668  
 CRISPO-MONCADA, Francesco, 37, 46  
 CRISTINI, Guido, 410, 423  
 CRISTOFANI, Raffaele, 189, XXXIII  
 CRISTOFOLETTI, Ugo, 360, 386  
 CROCE, Benedetto, 15, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 154, 171, 173, 384, 385, 495, 540, 560, 593, 684, XLV, XLVI, L, LI, LII, LIII, LIV, LX, XCV  
 CUCCUINI, Fernando, 189  
 D  
 D'ARAGONA, Luciano, LVI  
 DA BOVE, Lorenzo, 269, 271, 280  
 DAGNINO, Virgilio, 265  
 DAL PADULO, Fiorino, 412, 599  
 DAL PONT, Adriano, 42, 43, 194, 312  
 DALADIER, Édouard, 569  
 DALLA VOLTA, Riccardo, 151  
 DALSER, Ida, 209  
 DAMIANI, Alberto, 360  
 DAMIANI, Mario, 360, 393  
 DAMTEW, Desta, 670  
 D'ANNUNZIO, Gabriele, 103, 121, 174, 177, 190  
 DANTE CODA, Anton, 697  
 DARWIN SIMON, Ernest Emil, 564  
 DARWIN, Charles, 119  
 DAWSON, George, 235  
 DE AMBRIS, Alceste, 77, 229, 302, 304, 318  
 DE ANGELIS, Luigi, 189  
 DE BARBIERI, Augusto, 265  
 DE BEGNAC, Yvon, 88  
 DE Belgique, Albert Ier, 323  
 DE BELGIQUE, Maria-José, 323, 712, CXXXIII  
 DE BERNARDI, Alberto, 11, 23  
 DE BOCK, Paul Aloïse, 373, 374, 377  
 DE BONO, Emilio, 37, 46, 152, 195, 210, 654, 657, 666, 668, 669, XXXII  
 DE BOSIS, Adolfo, 341  
 DE BOSIS, Lauro, 35, 338, 340, 341, 349, 405, XXXIX  
 DE BUNSEN, Victoria Alexandrina, 564  
 DE CAPITANI, Patrizia, 320, 440  
 DE CECCATTY, René, 507  
 DE FELICE, Renzo, 10, 37, 57, 88, 91, 97, 123, 124, 153, 170, 173, 179, 197, 254, 256, 293, 625, 651, 756  
 DE GASPERI, Alcide, 220, 221, XLIX, LVI  
 DE GAULLE, Charles, LX  
 DE JOUVENEL, Henry, 566  
 DE LIGUORI, Achille, 189, XXXIII  
 DE LUNA, Giovanni, 10, 11, 14, 50, 51, 431  
 DE MAN, Henri, 448, 488, 494  
 DE MICHELI, Mario, 801  
 DE MONZIE, Anatole, 567, 568  
 DE RIVERO, Primo, 228, 303  
 DE RUGGERIO, Guido, 105  
 DE RUGGIERO, Antonio, 151  
 DE SANCTIS, Francesco, 63  
 DE SANTILLÁN, Diego Abad, 761  
 DEAKIN, Frederick W., 629  
 DÉAT, Marcel, 525, 526, 538, 568  
 DEBENEDETTI, Santorre, LI  
 DÉCIMO, Marc, 577  
 DEI CAS, Ina, 360  
 DEL BOCA, Angelo, 628, 629, 639, 643, 648, 649, 652, 654, 656, 670, 724, 725  
 DEL CORNO, Nicola, 253  
 DEL RE, Carlo, 358, 359, 383, 384, 385, 387, 395  
 DELBOS, Yvon, 387  
 DELCROIX, Carlo, 164  
 DELFINI, Luigi, 400, 405, 406, 414, 418  
 DELLA CHIESA, Giacomo Giambattista dit Benoît XV, 724  
 DELLA TORRE, Luigi, 304  
 DEPRETIS, Agostino, 628  
 DESCARTES, René, 593  
 DESCHAMPS, Bénédicte, 547, 564  
 DESCOURS, Paul, LX

DESJARDINS, Paul, 228, 488  
 DEZZANI, Camilla, LV  
 DI CESARÒ, Giovanni Antonio Colonna, 220  
 DIGENNARO, Saverio, 547, 548, 552, 553  
 DI GIORGIO, Antonino, 213  
 DI GIOVANNI, Antonio, 136  
 DI LAURO, Raffaele, 635  
 DI LEMBO, Luigi, 747  
 DI NOLFO, Ennio, 179, 366  
 DI SAVOIA, Umberto, 323, XXXVII  
 DI SAVOIA, Vittorio Emanuele III, 60, 75, 180, 182, 183, 212, 213, 214, 369, 713, XXXII, XXXVI, XXXVII, XLIII  
 DIGGINS, John Patrick, 235  
 DILETTOSO, Diego, 486, 487, 488, 567, 568  
 DIMITROV, George, 271, 279  
 DOBELLI, Emma, 311  
 DOLCI, Gioacchino, 311, 331, 334, 335, 339, 402, 430, 438, 483, 533, 534, 710, XXXVIII, LXII  
 DOLLFUSS, Engelbert, 528, 529  
 DONATI, Giuseppe, 123, 293, 721, 723  
 DORGELÈS, Roland, 387  
 DORIOT, Jacques, 811  
 DORMAGEN, Jean-Yves, 12  
 DORSO, Guido, L  
 DOUMER, Paul, 425  
 DOUMERGUE, Gaston, 580  
 DOZZA, Giuseppe, LIV  
 DRAPER, Ruth, 35  
 DREYFUS, Alfred, 138, 298, 486, 547, 564, 675  
 DREYFUS, Michel, 486, 547, 564  
 DRIEU LA ROCHELLE, Pierre, 732, 733  
 DRIGANI, Cesare, 189  
 DUBARRY, Albert, 303, 363  
 DUBIEF, Henri, 487  
 DUBREUIL, Hyacinthe, 592  
 DUBY, Georges, 54  
 DUGONI, Enrico, 265  
 DUHAMEL, Georges, 387  
 DUMAS, Alexandre, 116  
 DUMINI, Amerigo, 210, 213  
 DUPRONT, Alphonse, 90  
 DURAND, Pascal, 600  
 DURTAİN, Luc, 675  
 DUVERGER, Maurice, 429

## E

EBNER, Michael, 43  
 EDEN, Anthony, 643, 645, 647, XLII, CXXIV  
 EGIDI, Pietro, XLV  
 EINAUDI, Giulio, 496, 560, 697, 698  
 EINAUDI, Luigi, 126, 135, 151, 153, 355, 496, XXXIII, XLI, XLIX, LIII  
 ELLUL, Jacques, 24  
 EMANUELE, Santo, 809  
 EMERY, Luigi, 188, 244, 275, XLIX  
 ENTHOVEN, Marion, 311, 312  
 ERCOLE, Francesco, LV  
 ERIZZO, Paolo Francesco, 273, 274, 276, 278, 281  
 ERTOLA, Emanuele, 655  
 EVRARD, Jean-Luc, 69  
 EZIO, Leo, 466

## F

FABBRI, Luigi, 124, 404, 502, XLVI  
 FACCHINETTI, Cipriano, 307, 319, 396, 407, 408, 443, 760, 781, XXXVII, XXXVIII  
 FACTA, Luigi, 120, XXXII  
 FAGGI, Vico, 269, 272, 273, 274, 276, 277, 278  
 FANCELLO, Francesco, 58, 81, 100, 101, 102, 347, 360, 391, 464, 565, L  
 FARAVELLI, Giuseppe, 259, 345, 346, 414, 461, 469, 472, 555, 740, XXXIX, LIII, LVI  
 FARINACCI, Roberto, 222, 586  
 FARINELLI, Arturo, LI  
 FARNIER, René, 412, 415  
 FAVARO, Guido, 599  
 FAVILLI, Paolo, 90, 91, 119  
 FAVRE-COMMUNAL, Monique, 143, 146  
 FEDELE, Pietro, 228  
 FEDELE, Santi, 173, 229, 396, 545  
 FEDERZONI, Luigi, 195, 712, CXXXIII  
 FELTRINELLI, Carlo, 684  
 FERI, Paola, 747  
 FERNANDEZ, Ramon, 731, 732, 733  
 FERRAGU, Gilles, 420  
 FERRANDO, Guido, 203, 715  
 FERRARA, Mario, 259  
 FERRARI, Foscolo, 189

FERRARI, Francesco Luigi, 293, 391, 425, 718, 721, 723  
 FERRARI, Paolo, 11, 23  
 FERRATA, Giansiro, 146  
 FERRERO, Guglielmo, 66, 327, XXXIII, XXXIV, LVII  
 FERRERO, Leo, 111  
 FERRETTI, Gian Carlo, 496  
 FERRI, Enrico, 119  
 FESTORAZZI, Roberto, 48  
 FILIPPELLI, Filippo, 202, 210, 213, XXXIV  
 FILLE, Mario, 48  
 FINZI, Aldo, 210, 224  
 FIORE, Tommaso, 58, 108, 236, 241, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 263, 560, L, LII, LXXXII  
 FIORI, Giuseppe, 134, 448  
 FOÀ, Ettore, 697  
 FOÀ, Giuseppe, 697  
 FOÀ, Vittorio, 467, 477, 507, 509, 510, 511, 512, 697, XLII, XLVII, XLIX, L, LII, LIX, LXXXI  
 FOIS, Giuseppina, 80  
 FOLIGNO, Cesare, 236  
 FORESTA, Alessandro, 235  
 FORGES, Francesco, 552, 553  
 FORGES, Julien, LX  
 FORLIN, Olivier, 567  
 FORTUNATO, Giustino, 136, LV  
 FRACCAROLI, Giuseppe, LV  
 FRANCESCHINI, Ezio, LV  
 FRANÇOIS, Albert, 387  
 FRANCOVICH, Carlo, 30, 128, 131  
 FRANK, Robert, 515, 785  
 FRANZEL, Emil, 529  
 FRANZINA, Emilio, 367  
 FRANZINELLI, Mimmo, 37, 38, 46, 47, 127, 169, 189, 192, 194, 196, 199, 201, 202, 204, 209, 285, 358, 359, 360, 383, 384, 391, 393, 399, 400, 407, 408, 410, 418, 809, 810, 811  
 FRASSINELLI, Carlo, LI  
 FRÉTIGNÉ, Jean-Yves, 149  
 FRONTALI, Gino, 128, LXXXVIII  
 FUCCI, Franco, 338, 409  
 FULLER, Mia, 628  
 FURET, François, 13, 54  
 FURINI, Francesco, 555, 556  
 FUSCO, Michele, 417

## G

GADDA, Carlo Emilio, 313  
 GALANTE GARRONE, Alessandro, 126, 467  
 GALASSO, Giuseppe, 138  
 GALLANTE, Nicola, LIII  
 GALLIMARD, Gaston, 35, LXIII  
 GALLO, Luigi, 146, 706  
 GALLO, Niccolò, 146  
 GALLO, Ugo, 265  
 GALTIER-BOISSIÈRE, Jean, 678  
 GANDOLFO, Asclepia, LIV  
 GANGALE, Giuseppe, XLIX  
 GARCÍA OLIVIER Juan, 762, 779, 815  
 GARIBALDI, Giuseppe, 60, 64, 65, 105, 303, 350, 351, 410, 527, 782, 784, 790, 797, 800, 809, XLIII, LIII, CXXXII  
 GARIBALDI, Ricciotti, 173, 303  
 GARIN, Eugenio, 64, 117  
 GAROSCI, Aldo, 16, 19, 20, 47, 53, 112, 113, 128, 129, 152, 172, 177, 210, 227, 250, 255, 260, 266, 303, 305, 324, 348, 349, 352, 353, 390, 435, 467, 477, 483, 484, 486, 490, 493, 494, 507, 510, 532, 559, 560, 567, 568, 569, 584, 585, 592, 598, 599, 623, 711, 719, 720, 727, 734, 740, 742, 747, 749, 756, 759, 760, 762, 763, 785, 795, 796, 810, 820, XXXIX, XLVII, XLIX, LI, LII, LIII, LXVIII, LXXXI, LXXXIII, LXXXVIII  
 GAROSCI, Remo, 697  
 GARRIGOU, Alain, 90  
 GARZARELLI, Benedetta, 421, 599  
 GARZAROLI, Vincenzo, 194  
 GASPARI, Paolo, 100  
 GASSET, José Ortega, 81  
 GASTAUT, Yvan, 303  
 GATTI, Gian Luigi, 68  
 GAUCHET, Marcel, 71, 74  
 GAVAGNIN, Armando, 184, 185, 204, 265  
 GAZERANO, Giuseppe, 771  
 GENNARI, Egidio, 805  
 GENTILE, Emilio, 10, 12, 13, 26, 37, 55, 57, 61, 62, 76, 77, 87, 91, 93, 97, 98, 99, 119, 207, 257, 367, 517  
 GENTILE, Giovanni, 10, 12, 13, 26, 37, 55, 57, 61, 62, 68, 76, 77, 87, 91, 93, 97, 98, 99, 119, 122, 135, 140, 141, 147, 170, 207, 257, 367, 517, 540, LXXVIII  
 GENTILI, Dino, 348, 359, 360, 390

- GENTIZON, Paul, 704, 705  
 GEORGAKAKIS, Didier, 24  
 GERMANI, Giuseppe Mario, 204, 399, 400, 405, 409, 423  
 GERVASONI, Marco, 131, 133, 143  
 GEYMONAT, Ludovico, 467, 697  
 GHERSINA, Guido, 697  
 GIACCHETTI, Diego, 51  
 GIACONE, Alessandro, 311, 566, 567, 809, 813  
 GIANINAZZI, Willy, 77  
 GIANNINI, Alberto, 280, 389  
 GIAVI, Giovanni, 369  
 GIBSON, Violet, 610, XXXV  
 GIDE, André, 731, 732  
 GIDE, Charles, 593  
 GINZBURG, Leone, 58, 192, 467, 493, 494, 495, 496, 505, 509, 512, 560, 561, 577, 696, 698, XLI, XLV, XLVII, XLIX, L, LI, LII, LIV, LXVIII, LXXXIII, LXXXIV  
 GINZBURG, Natalia, 192, 467  
 GIOLITTI, Giovanni, 76, 116, 220, 221, 628, 704, LIX, LXIX, LXX  
 GIOPP, Giobbe, 407, 408  
 GIORGI, Tommaso, 189  
 GIORGI, Vittorio, LII  
 GIORGIERI-CONTRI, Cosimo, LVI  
 GIOVAGNOLI, Agostino, 724, 725  
 GIOVANA, Mario, 14, 50, 323, 324, 326, 343, 344, 346, 353, 358, 360, 373, 375, 376, 384, 388, 391, 394, 396, 463, 468, 477, 560, 577, 586, 696, 697, 699, 743  
 GIRAL, José, 779  
 GIRAULT, Jacques, 574  
 GIUA, Michele, 507, 633, 697, XLII, LII  
 GIUA, Renzo, 467, 613, 696, 711, 734, 740, 741, 831, LII, LIII  
 GIULIANO, Balbino, 109  
 GIUNTELLA, Vittorio Emanuele, 391  
 GIUSSANI, Enrico, 761, 795  
 GOALD, Harold, 312  
 GOBETTI, Ada, 32, 135, 136, 138, 140, 141, 143, 145, 467, 468, LXVII, CXIV  
 GOBETTI, Piero, 59, 107, 123, 124, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 153, 155, 158, 162, 163, 164, 165, 171, 173, 254, 255, 257, 259, 261, 262, 265, 468, 471, 476, 493, 495, 509, 619, 773, 800, 804, 805, 813, XXXIV, XXXV, XLV, XLVI, XLIX, L, LI, LIII, LV, LXV, LXXXI, LXXXII, CLII  
 GORGULOFF, Pavel, 425  
 GOSSET, Hélène, 391, 392  
 GOUESBIER, Yvan, 15, 136  
 GRAMSCI, Antonio, 29, 59, 80, 92, 123, 125, 133, 134, 135, 140, 142, 145, 146, 152, 162, 216, 255, 260, 476, 619, 794, 801, 803, 804, 805, 806, 817, XXXIV, XXXV, XXXVI, XLIV, XLVIII, LIII, LXXIV, LXXVI  
 GRANDI, Dino, 424, 516, 517, 518, 631, XXXVII, XL  
 GRASSET, Bernard, 499  
 GRASSI ORSINI, Fabio, 91, 115, 131  
 GRASSO, Alessandra, 464, 630, 631, 632  
 GRASSO, Giovanni, 170, 311, 447, 721, 723, 727  
 GRAY, Ezio Maria, 662  
 GRAZIANI, Rodolfo, 666, 668, 670  
 GRAZIANO, Manlio, 60  
 GREPPI, Antonio, 346  
 GRIECO, Ruggero, 705, 781, XLII  
 GRILICHES, Vera, LI  
 GROPPA, Bruno, 363, 449, 450, 455, 471, 555  
 GROSSI, Manuel, 775, 776  
 GUAITA, Giovanni, 577  
 GUARIGLIA, Raffaele, 643  
 GUASCO, Michele, LII, LIX  
 GUERNUT, Henri, 365  
 GUESDE, Jules, 527  
 GUILLEN, Pierre, 363, 364, 365, 369, 545, 569, 812  
 GUNDLE, Stephen, 25, 98  
 GURVITCH, Georges, 487, 537, 538  
 H  
 HALÉVY, Elie, 118, 365  
 HAY, Josslyn Victor comte d'Erroll, 632  
 HENRIOT, Philippe, 578, 579  
 HERR, Lucien, 487  
 HERRIOT, Édouard, 565  
 HITLER, Adolf, 333, 381, 514, 515, 523, 525, 526, 533, 566, 620, 639, 755, 773, 786, XL, CLIII  
 HOARE, Samuel, 645, 646, 688, CXXIII  
 HOBSON, Hogn Atkinson, 564  
 HOHENZOLLERN, Frédéric Guillaume de, 527

- HORN, Gerd Rainer, 15  
 HORNE, John, 71  
 HORTHY, Miklós, 519  
 HYNDMAN, Henry, 527  
 I  
 ISNENGGHI, Mario, 61, 67, 68, 70, 86  
 J  
 JACCHIA, Piero, 798, 799, 800  
 JACOMETTI, Alberto, 482, 483  
 JAHIER, Piero, 58, 68, 128, 172, 189, XXXIII, LXXXVIII  
 JAMES, William, 593  
 JANNACCONE, Pasquale, 151  
 JAURÈS, Jean, 299, 594  
 JAUSS, Hans Robert, 54  
 JELLINEK, Camilla, 387  
 JOLY, Gustave, 372  
 JOVER, Gregorio, 782  
 JUDRIN, Robert, 142  
 JÜNGER, Ernst, 73, 568  
 K  
 KALAMPALIKIS, Nikos, 24  
 KALIFA, Dominique, 574  
 KAMINSKI, Hans Erich, 524, 538  
 KANT, Emmanuel, 593  
 KANTOROWICZ, Ernst, 536  
 KARADORĐEVIĆ, Aleksandar ou Alexandre Ier de Yougoslavie, 580  
 KÁROLYI, Mihály, 538  
 KAUTSKY, Karl, 268, 301, 527  
 KELEMEN, Petrus, 582  
 KERENSKI, Alexandre Fiodorovitch, 776, CLII  
 KERR, Philip, 480  
 KOLLWITZ, Kathe, 387  
 KOSELLECK, Reinhart, 171  
 KOSSUTH, Lajos, 527  
 KRIEGEL, Annie, 11, 411  
 KRUMEICH, Gerd, 71  
 KULISCIOFF, Anna, 183, 270  
 KVATERNIC, Eugen, 582  
 L  
 LA MALFA, Luisa, 96  
 LA MALFA, Ugo, 468, XLV, LIV  
 LABANCA, Nicola, 517, 569, 627, 628, 664  
 LABIT, Henri, LX  
 LABRIOLA, Antonio, 148, 474, LVIII  
 LABRIOLA, Arturo, 151, 422, 448, 704, 705, L, LII  
 LABRIOLA, Lucio, 86, 474, 540, LVI  
 LAGROYE, Jacques, 90  
 LANDUYT, Anne, 169, 178, 180, 182, 216, 254, 528  
 LANGEVIN, Paul, 387  
 LANTINI, Amedeo, 421  
 LAPORTE, Stéphanie, 86, 92  
 LASKI, Harold, 535, 536  
 LATTES, Dino, 203, 205, XXXIV  
 LATTÈS, Samy, 365  
 LAVAL, Pierre, 581, 582, 688, XLII  
 LAVRIANO, Umberto Morra di, 204  
 LE MOAL, Frédéric, 420  
 LÉAUTEY, Yvonne, 486  
 LEGNANI, Massimo, 33  
 LEHMANN, Éric, 338  
 LEIBNITZ, Gottfried Wilhelm, 593  
 LEMAIRE, Monique, 143, 144  
 LÉNINE, Vladimir Ilitch, 304, 411, 480, 527, 708, 816, CXXVII  
 LENTI, Libero, 259  
 LEONE, Enrico, 151  
 LEOPARDI, Giacomo, 117  
 LEROUX, André, 580  
 LERROUX, Alejandro, 775  
 LETI, Giuseppe, 458  
 LETO, Guido, 37, 385  
 LEVI, Alberto, 697  
 LEVI, Alessandro, 116, 117, 120, 162, 203, 259, 327  
 LEVI, Carlo, 19, 278, 431, 435, 467, 477, 483, 486, 490, 491, 492, 493, 498, 499, 509, 510, 577, 697, XXXV, XLI, L, LII, LXXXII, LXXXIII  
 LEVI, Gino, 577  
 LEVI, Giuseppe, 192, 577, LIII  
 LEVI, Leo, 577, 697  
 LEVI, Mario, 19, 512, 560, 561, 562, 577, 710, 711, 734, 740, 741, 831, XLI, LII, LIII  
 LEVI, Nino, 153, 252, 253, 259  
 LEVI, Riccardo, 184, 185, 466, 490, 491, 577  
 LEVILLAIN, Philippe, 420  
 LIBOIS, Eugenio, 265  
 LILLINI, Luigi, 189  
 LIMENTANI, Ludovico, 128, 259, 261, LXXXVIII

- LOLLI SCAPPINI, Alessandra, 435, 486, 510  
 LOMBARDO-RADICE, Giuseppe, 69, 103, 135, 139  
 LOMBRASSA, Giuseppe, 601  
 LOMBROSO, Mario Ezechia dit Cesare, LVII  
 LONGHI, Mario, 204, 205  
 LONGHITANO, Claudio, 44  
 LORENZI, Lorenzo, 47  
 LORIA, Achille, 151, LIX  
 LORIN, Amaury, 425  
 LORY, Jacques, 391  
 LOSPINOSO, Guido, 370, 371, XLII  
 LOTTMAN, Herbert, 487  
 LUCATELLI, Luigi, 94  
 LUCHAIRE, Jean, 110, 111, 113, 114, 128, 365  
 LUCONI, Stefano, 564  
 LUGLI, Giuseppe, LIII  
 LUPERINI, Romano, 64  
 LUPO, Salvatore, 57, 77, 97, 124, 208, 209  
 LUPPE, Hermann, 387  
 LUSSU, Emilio, 12, 16, 26, 37, 45, 46, 57, 59, 62, 80, 87, 91, 97, 195, 208, 210, 265, 305, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 325, 326, 327, 347, 353, 373, 400, 401, 402, 403, 404, 422, 423, 425, 428, 432, 440, 483, 497, 515, 530, 558, 592, 601, 651, 654, 666, 668, 710, 711, 712, 764, 765, 766, 779, 780, 784, 785, 818, XXXII, XXXVII, XLIX, L, LIV, LVII, LXV, LXVII, LXIX, LXXI, LXXIII, LXXVII, LXXIX, LXXXII, LXXXIII  
 LUTI, Giorgio, 64, 390  
 LUZI, Alfredo, 630  
 LUZZATI, Vittorio, 278, 281  
 LUZZATTO, Fabio, 360  
 LUZZATTO, Gino, 204, 226, 237, 259, 524  
 LUZZATTO, Lucio, LVI  
 LUZZATTO, Sergio, 13  
 LYTTTELTON, Adrian, 90, 209, 294
- M
- MACDONALD, Dwight, XLIX  
 MACDONALD, James Ramsay, 153, 480, 518, 564, 641, CVI, CXXII  
 MACHIAVELLI, Niccolò di Bernardo dei, 318  
 MACIA, Francesco, 303  
 MAFFI, Bruno, 414  
 MAFFI, Fabrizio, 209  
 MAGINI, Manlio, 360  
 MAILLOT, Jean-René, 110  
 MALAGODI, Olindo, 121  
 MALAPARTE, Curzio, 59, 86, 92, 97, 499  
 MALET, David, 757  
 MALGERI, Francesco, 391  
 MALRAUX, André, XLIX  
 MALTONE, Carmela, 33  
 MALVANO, Laura, 609  
 MAMBRINI, Renzo, 47, 48, XLII  
 MANCI, Gianantonio, 204  
 MANCONI, Francesco, 347  
 MANGONI, Luisa, 58, 64, 136  
 MANN, Heinrich, 536  
 MANN, Thomas, 387  
 MANZITTI, Francesco, 265, 278  
 MARAVIGLIA, Maurizio, 207  
 MARCENARIO, Angelo, 265  
 MARCHESI, Concetto, LV  
 MARCHI, Giovanni, 81  
 MARIE, Françoise, 417  
 MARINO, Enrico, 68  
 MARINONI, Mario, 288  
 MARQUET, Adrien, 568  
 MARSHALL, Alfred, LVIII  
 MARSILI LIBELLI, Mario, 128, LXXXVIII  
 MARTINELLI, Luigi, 92  
 MARTINETTI, Piero, 697  
 MARTINI, Ferdinando, 658  
 MARTINI, Manuela, 100  
 MARTINO, Errico, 265  
 MARTOV, Julius, XLVIII  
 MARX, Karl, 119, 132, 134, 147, 149, 154, 156, 259, 263, 448, 449, 450, 464, 480, 527, 590, LVIII, CXXVII, CXXXII  
 MASCAGNI, Pietro, 332, XLVI  
 MASCOLO, Dionys, XLVIII  
 MASI, Giorgio, 586  
 MASINI, Eliseo, LIII  
 MASINI, Pier Carlo, 747  
 MASSEY, Isabelle, 311, 312  
 MASSIS, Henri, 674  
 MASTELLONE, Carlo, 152  
 MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, 4, 57, 98, 515, 785  
 MATHIEZ, Albert, 387, 594

- MATTEOTTI, Giacomo, 37, 152, 155, 156, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 170, 173, 179, 180, 181, 182, 183, 187, 191, 196, 202, 207, 208, 210, 213, 215, 218, 226, 249, 260, 270, 294, 303, 354, 400, 423, 439, 478, 553, 784, 785, 787, 796, 797, 799, 800, 804, 805, 814, XXXIII, XXXIV, L, LVI, LVIII, LIX, LXXVIII
- MATTEOTTI, Giancarlo, 405
- MATTEOTTI, Matteo, 405
- MATTEOTTI, Velia Titta, 405
- MATTIOLI, Raffaele, XLIX
- MATTONE, Antonello, 80
- MAURRAS, Charles, 674
- MAZZALI, Guido, LVI
- MAZZINI, Giuseppe, 64, 65, 72, 134, 139, 154, 157, 197, 211, 213, 230, 231, 301, 527, 534, 556, 564, 585, 738, XLVI, XLVII, XLIX, LI, LVI, LIX, LX, CXXXII
- MAZZOLI, Guido, 259
- McCULLOH, John Ramsay, LVIII
- MEHRING, Franz, 527
- MELETTA, Cédric, 110
- MELIS, Guido, 347
- MELOGRANI, Piero, 75, 84
- MELONI, Pietro, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 407, 409, 413, 423
- MENAPACE, Ermanno, 372, 373, 424, 447, XXXVIII
- MÉNARD-DORIAN, Louise-Aline, 486
- MENCZER, Bela, 538
- MENEGHETTI, Egidio, 204
- MENELIK, Sahle Maryam, 316
- MENZIO, Francesco, LIII
- MERCIER, Furet, LX
- MERCURI, Lamberto, 346
- MERIGGI, Marco, 242
- MERLI, Stefano, 242
- MEROLA, Alberto, 120, 717
- MESCHI, Alberto, 759
- MEUCCI, Ivo Carlo, 114
- MICHELET, Jules, 113
- MICKIEWICZ, Adam, 527
- MIGLIARDI, Pier Leone, 477, LII
- MIGLIETTI, Sara Olivia, 766, 773, 776
- MILA, Massimo, 48, 467, 496, 507, 697, XLII, XLIII, XLVII, XLIX, LII, LIV
- MILESCHI, Bertrand-Christophe, 320, 440
- MILL, John Stuart, 150, 157, LVIII
- MILLEFIORINI, Andrea, 26
- MILZA, Pierre, 20, 52, 57, 75, 88, 93, 98, 100, 229, 300, 302, 363, 364, 366, 367, 368, 449, 545, 567, 568, 609, 611, 746
- MIMITA LAMBERTI, Maria, 431
- MIRA, Giovanni, 78, 171, 240, 323, LVII
- MISSIROLI, Mario, 124, 127, 141, 181, 217
- MISURI, Alfredo, 208
- MODIGLIANI, Giuseppe Emanuele, 155, 202, 220, 221, 275, 306, 712, LIII, CXXXIII
- MODIGLIANI, Vera, 306, LIII
- MOLA, Alessandro, 346
- MOLA, Emilio, 768
- MOLEA, Giuseppina, 94
- MOLINARI, Alberto, 265, 369
- MONDANEL, Antoine, 581
- MONDOLFO, Rodolfo, 153, 259, LXVIII
- MONNIER, Frédéric, 580
- MONNOT, René, 114
- MONTAGNANA, Mario, 705, 819, 820
- MONTAGNON, Barthélémy Marius, 568
- MONTALEMBERT, Charles de, 722
- MONTANELLI, Giovanni, 189
- MONTELLA, Fabio, 405
- Montevideo, XLVI
- MONTI, Angelo, 591, 749, 790
- MONTI, Augusto, 58, 103, 104, 125, 126, 131, 144, 155, 467, 468, 592, 619, 699, 790, 791, XXXV, XLI, XLII, XLIII, XLVII, XLIX, LI, LII, LV, LVI, LX, LXVIII, LXXXIV
- MORANDAT, Yvon, LX
- MORANDI, Rodolfo, 346, 469, 470, 471, 472, 473, 474, LVI, LXVII, LXXXI
- MORAVIA, Alberto, 48, 507, XLIX
- MORELLI, Anne, 51, 324, 373, 374
- MORGAN, Kevin, 279
- MORI, Giorgio, 115, 173
- MORO-GAFFIERI, Vincent de, 380, 381
- MOSCA, Gaetano, 239
- MOSCOVICI, Serge, 24
- MOSLEY, Oswald, 632
- MOSSE, George, 57, 78, 99
- MOSSE, George L., 57, 99
- MOULIN, Léo, 414, 415
- MOUNIER, Emmanuel, 733
- MUGGIA, Giulio, 697
- MURRI, Renato, 81

MUSCETTA, Carlo, LII  
 MUSIELDLAK, Didier, 609  
 MUSSO, Stefano, 475  
 MUSSOLINI, Arnaldo, 181  
 MUSSOLINI, Benito, 10, 16, 21, 37, 43, 44, 45, 59, 75, 76, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 116, 120, 121, 123, 126, 153, 154, 155, 164, 170, 173, 176, 178, 179, 181, 182, 183, 187, 191, 193, 196, 197, 199, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 218, 221, 224, 226, 234, 235, 241, 245, 250, 269, 270, 290, 294, 295, 298, 303, 310, 311, 312, 318, 331, 333, 334, 337, 338, 340, 351, 354, 355, 359, 360, 362, 366, 370, 378, 383, 385, 389, 391, 393, 399, 400, 403, 405, 409, 410, 411, 412, 414, 416, 418, 419, 420, 421, 424, 425, 437, 438, 439, 454, 481, 510, 516, 517, 518, 520, 522, 523, 527, 529, 533, 537, 558, 564, 565, 566, 569, 573, 575, 578, 579, 596, 599, 601, 602, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 615, 620, 625, 628, 629, 630, 633, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 657, 661, 665, 666, 668, 670, 672, 675, 678, 679, 681, 682, 683, 686, 687, 688, 690, 691, 692, 698, 699, 706, 707, 708, 713, 717, 721, 722, 723, 727, 754, 755, 756, 768, 771, 786, 789, 794, 810, 811, 814, 818, 819, XXXII, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII, XXXIX, XL, XLII, XLIII, XLVII, LIV, LV, LXVI, LXX, LXXI, LXXII, LXXIV, LXXV, LXXVIII, LXXX, LXXXIII, C, CVII, CVIII, CXXII, CXXIII, CXXIV, CXXIX, CLI, CLIII

## N

NÉAU, Patrice, 538  
 NEBIOLO, Gino, 331, 333, 334, 337, 362, 378, 438  
 NEMO, Philippe, 140  
 NENNI, Pietro, 33, 250, 252, 253, 254, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 297, 299, 304, 326, 458, 461, 471, 472, 473, 474, 545, 705, 706, 781, XXXV, LXV, LXXIV  
 NERI, Filippo, LI  
 NERI, Mario, 265  
 NICCOLI, Alfredo, 130, LXXXVIII

NICCOLI, Nello, 128, 129  
 NICOLINO, Alberto, 128  
 NITTI, Francesco Fausto, 230, 280, 307, 309, 310, 311, 315, 319, 325, 326, 341, 401, 402, 403, 428, 483, 547, 776, XXXVII, LVI, LVII, LX, CLII  
 NITTI, Francesco Saverio, 116, 120, 365, 375, 459, LVI  
 NITTI, Vincenzo, 483, LVI  
 NOËL, Léon, 420  
 NOFRI, Gregorio, 148  
 NOLTE, Ernst, 54  
 NOVELLI, Claudio, 28  
 NOVENTA, Giacomo, LIII  
 NUDI, Francesco, 38, 342, 346, 359, 383, 384

## O

ODIN, René, 48  
 OJETTI, Ugo, 67, 69, 232, 496  
 OKEY, Thomas, 387  
 OLIVERA, Philippe, 488  
 OLIVETTI, Adriano, LIII  
 OLIVETTI, Angelo Oliviero, 77  
 OMODEO, Adolfo, 594, LI  
 OPPENHEIM, Emilio, 280, 283  
 ORLANDO, Vittorio Emanuele, 75, 76, 99, 120, 731  
 ORVIETO, Angiolo, LVII  
 ORVIETO, Laura, LVII  
 OSSIETZKY, Carl von, 538  
 OSTENC, Michel, 97  
 OTTANELLI, Fraser, 564  
 OTTOKAR, Nicola, 128  
 OVIGLIO, Aldo, 213  
 OXILIA, Italo, 271, 311, XXXV

## P

PACCIARDI, Randolpho, 173, 175, 177, 178, 179, 185, 314, 333, 405, 443, 760, 764, 820, XXXII, XLIII, LIX  
 PAGANI, Filippo, 797, 798  
 PAGGI, Mario, 369, XLVI  
 PAINLEVÉ, Paul, 365  
 PAJETTA, Gian Carlo, 510, XLVII  
 PALLA, Marco, 98, 128, 173, 209  
 PALMIERI, Enrico, 194  
 PANEBIANCO, Angelo, 52  
 PANNUNZIO, Mario, XLVI  
 PANUNZIO, Sergio, 90, 91  
 PAOLI, Cesare, LVIII



- PAPA, Emilio, 170, 171  
 PAPAFAVA, Novello, 111, 152, 155, 158, XXXIII  
 PAPINI, Giovanni, 63  
 PARAIN, Brice, 733  
 PARETO, Vilfredo, 124, 128, 145, 247  
 PARRI, Ferruccio, 59, 81, 171, 204, 243, 244, 251, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 281, 283, 311, 345, 348, 360, 565, XXXIV, XXXV, LVII, LVIII, LXXXIII, XCV, XCVII, C  
 PASCAZIO, Nicola, 367  
 PASQUALI, Camillo, 577  
 PASQUINUCCI, Daniele, 98  
 PASSERINI, Eugenio, 259  
 PASSERINI, Luisa, 97  
 PASSONI, Mario, 265  
 PASTORE, Annibale, XLVII  
 PAUL-BONCOUR, Joseph, 569  
 PAULUCCI, Enrico, LIII  
 PAVELIC, Ante, 582  
 PAVESE, Cesare, 467, 468, 496, 697, 698, XLI, XLIX, LI, LII, LIII, LIV, LVI  
 PEABODY GOOCH, George, 387  
 PEACOP, Marie-Louise, 311, 312  
 PÉCOUT, Gilles, 757, 766  
 PEDANI, Mario, 189  
 PEDONE, Franco, 183  
 PÉGUY, Charles, 487, 532, XLVIII  
 PELLEGRINI, Ernesta, 64  
 PENNI, Cassiano, 189  
 PERASSO, Girolamo, 189  
 PERELLI, Alfredo, 697  
 PERELLI, Giannotto, 142, 143, 697, 699  
 PÉRI, Gabriel, 339  
 PERRONE, Vincenzo, 771  
 PERSICO, Edoardo, LIII  
 PERTINI, Sandro, 269, 271, 314, 405, XXXV, LVI  
 PESCHANSKI, Denis, 20, 52  
 PETITOT, Jean, 140  
 PETTINATI, Ettore, 47  
 PEZZI, Domenico, LV  
 PIATTI, Sanzio, 592  
 PICCARDI, Giacomo, 128, 129  
 PICELLI, Guido, 800, 801  
 PIERACCINI, Piero, 189  
 PIETRO, Nenni, 259, 326  
 PILATI, Gaetano, 203, 224, XXXV  
 PINCHERLE, Bruno, 189, 204  
 PINCHERLE, Gabriele, LVII  
 PINI, Giorgio, 154  
 PINNA, Pietro, 51  
 PINO, Enrico, 313  
 PINTOR, Giaime, LII  
 PINTUS, Cesare, 347, 360, 391  
 PISTOCCHI, Mario, 760, 761  
 PITASSIO, Armando, 59  
 PIZZARDO, Battistina, 697  
 PLATON, 593  
 PLEKHANOV, Gueorgui, 527  
 POGGI, Giovanni, 203  
 POHL, Anni, XLIX  
 POMPEI, Manlio, 599  
 PORRONE, Innocente, 265, 369  
 PORTELLI, Hugues, 804  
 POUPAULT, Christophe, 315  
 POZZANI, Fernando, 148  
 POZZATO, Paolo, 313  
 POZZONI, Ivan, 136, 629  
 PRÉLOT, Marcel, 425  
 PRESSENSÉ, Francis de, 299  
 PRESTWICH SCOTT, Charles, 564  
 PREZIOSO, Stéphanie, 12, 58, 133, 177, 528, 793  
 PREZZOLINI, Giuseppe, 81, 90, 122, 131, 134, 138, 144, 146, 629, XLVIII, LVII  
 PRITCHARD, Bertha, 277, 311  
 PROCACCI, Giovanna, 313  
 PROCACCI, Ugo, 128, 129  
 PROCHASSON, Christophe, 71  
 PUCCI, Bruno, 189  
 PUGLIESE, Stanislao, 195  
 PUGLIONISI, Carmelo, 265  
 PÜNTER, Otto, 333, 381
- Q
- QUAGLIARIELLO, Gaetano, 52, 91, 107, 115, 117, 118, 137, 150, 298  
 QUAGLINO, Felice, 458, 546  
 QUAZZA, Guido, 21, 628  
 QUIDDE, Ludwig, 387
- R
- RACINE, Nicole, 107, 111  
 RADETZKY, Josef von, 316, 321  
 RAFFUZZI, Lazzaro, 340  
 RAGUSA, Andrea, 25, 28  
 RAINONI, Antonio, 697  
 RAMIERI, Giuseppe, 547, 548, 552

- RAMORINO, Tommaso, 128, 129, 188, 189, 203  
 RAPEZZI, Alfredo, 205  
 RAPINI, Andrea, 11  
 RAPONE, Leonardo, 21, 22, 23, 554, 747, 757  
 RASPINI, Alessio, 189  
 RATTI, Ambrogio Damiano Achille dit Pie XI, 321, 341, 419, 437, 712, 713, 719, 723, 724, 725, 726, 727, 728, XXXVII, XXXIX, XL  
 REALE, Egidio, 332, 334, 520, 600, 601  
 RÈBORA, Mario, 82  
 RECCHIONI, Emidio, 410, 416, 423, 424  
 REGAZZI, Augusto, 237  
 REICHEL, Peter, 57  
 RÉMOND, René, 11, 674  
 RENAUDO, Maria, 697, 699  
 RENDI, Renzo, 341, XXXVIII  
 RENIER, Rodolfo, LV  
 RESTELLINI, Camilla, XLVI  
 REVEL, Jacques, 49  
 REVELLI, Marco, 11  
 RHO, Anita, XLV  
 RICCI, Aldo, 435, 486, 510  
 RICHET, Isabelle, 311, 312  
 RICKETT, Francis W., 647, CXXIV  
 RICŒUR, Paul, 54  
 RIDOLFI, Maurizio, 25, 91, 98  
 RIESER, Enrico, 697  
 RIOUX, Jean-Pierre, 71  
 ROATTA, Mario, 789  
 ROBERTO, Bernardino, 360, 393, 395, 396, 398  
 ROCCO, Alfredo, 126, 183, 371, 382, 537, XXXV, XXXVIII, LIII  
 ROCHAT, Giorgio, 61, 67, 70, 86, 625, 638, 648, 666, 669, 670  
 ROCHAT, Luigi, 189, XXXIII  
 RÖHM, Ernst, 652  
 ROLLAND, Denis, 24  
 ROLLAND, Louis, 425, 426  
 ROLLAND, Romain, 115, 387, 558  
 ROMAINS, Jules, 675, 731, 732  
 ROMANO, Giovanni, 214  
 ROMANO, Ruggiero, 58, 97, 98  
 ROMANO, Sergio, 60, 64, 167  
 RONCONI, Renzo, 195  
 ROOSEVELT, Franklin Delano, 776  
 ROSA, Fernando De, 323, 324, 325, 326, 327, 341, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 440, 477, 547, XXXVII, XXXVIII  
 ROSAI, Ottone, 203  
 ROSENFELD, Oreste, 411, 412  
 ROSENGARTEN, Frank, 288, 817  
 ROSENSTOCK-FRANCK, Louis, 537, 538  
 ROSSELLI, Amelia, 112, 113, 114, 115, 164, 193, 202, 206, 260, 264, 274, 307, 448, 486, 507, 533, 546, 570, LVII, LXXXI  
 ROSSELLI, Carlo, 4, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 28, 30, 34, 35, 48, 53, 59, 107, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 127, 128, 130, 131, 132, 140, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 172, 183, 187, 188, 189, 191, 193, 197, 200, 201, 202, 203, 206, 209, 210, 211, 216, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 232, 233, 238, 243, 246, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 283, 298, 299, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 315, 316, 317, 319, 325, 326, 327, 332, 333, 334, 340, 343, 344, 345, 346, 348, 349, 352, 353, 358, 359, 365, 366, 369, 373, 375, 376, 379, 380, 381, 395, 398, 402, 403, 404, 408, 414, 422, 423, 424, 425, 426, 428, 430, 431, 432, 433, 435, 437, 438, 441, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 454, 455, 458, 459, 465, 467, 470, 474, 477, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 490, 491, 492, 493, 498, 499, 507, 509, 510, 515, 526, 527, 528, 530, 531, 533, 534, 535, 536, 537, 540, 541, 542, 546, 548, 551, 553, 555, 556, 557, 558, 560, 561, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 573, 575, 576, 577, 579, 583, 584, 585, 586, 588, 589, 590, 591, 592, 594, 599, 600, 601, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 626, 629, 633, 637, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 649, 654, 655, 658, 660, 661, 663, 665, 666, 668, 674, 675, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 691, 692, 697, 699, 700, 701, 703, 704, 705, 708, 709,

- 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 736, 740, 747, 749, 750, 753, 755, 756, 758, 759, 760, 761, 762, 764, 765, 766, 769, 771, 772, 773, 774, 776, 777, 778, 779, 781, 782, 783, 785, 786, 788, 789, 791, 793, 794, 795, 796, 800, 801, 803, 804, 805, 806, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 823, 831, 833, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVII, XXXIX, XLI, XLIII, XLIV, XLIX, L, LI, LII, LIII, LIV, LV, LVI, LVII, LVIII, LXI, LXII, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, LXXIV, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, LXXXIV, LXXXVIII, XCV, XCVI, C, CXV, CXVI, CXXVI, CXXXV, CLII
- ROSSELLI, Marion, 203, 236, 241, 269, 274, 277, 311, 312, 426, 448, 533, 772, 778, 779, 783, 785, 810, 812, LXXXI
- ROSSELLI, Sabatino dit Nello, 48, 111, 112, 113, 115, 130, 152, 157, 163, 172, 173, 188, 189, 197, 201, 203, 204, 205, 224, 243, 305, 311, 312, 360, 391, 448, 465, 517, 533, 555, 560, 570, 755, 794, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 817, XXXIII, XXXVI, XXXVII, XLIV, LII, LIII, LIV, LVII, LVIII, LIX, LXVI, LXXXI
- ROSSETTI, Raffaele, 173, 179, 180, 181, 236, 307, 311, 319, 396, 407, 408, 443, XXXVII, XXXVIII
- ROSSI, Ada, 32
- ROSSI, Cesare, 210, 213, 216, XXXIII
- ROSSI, Ernesto, 32, 36, 45, 59, 70, 71, 72, 73, 77, 84, 85, 86, 87, 94, 95, 96, 99, 114, 116, 121, 127, 128, 130, 132, 187, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 204, 205, 206, 210, 211, 213, 216, 217, 218, 226, 227, 228, 229, 233, 236, 238, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 251, 270, 305, 311, 314, 324, 328, 332, 343, 344, 345, 348, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 384, 390, 393, 394, 395, 397, 398, 400, 421, 429, 430, 440, 441, 442, 455, 462, 464, 495, 496, 565, 651, 805, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XLV, L, LII, LV, LVIII, LXIII, LXVI, LXVII, LXVIII, LXXIV, LXXXI, LXXXVIII
- ROSSI, Gian Franco, 697
- ROSSI, Paolo, 5, 14, 50, 133, 143, 181, 189, 215, 245, 265, 273, 281, 351, 405, 477, 478, 517, 533, 763, XLIX, LXV, LXVII, LXX, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXIX, LXXXI
- ROSSI-DORIA, Marco, LVIII
- ROSSINI, Giuseppe, 152, 622, 718, 719
- ROSTAGNI, Augusto, LI
- ROTA SPERTI, Pietro, 259
- ROUSSEAU, Jean-Jacques, 116
- RUDELLE, Odile, 300, 368
- RUEFF, Martin, 496
- RUFFINI, Francesco, LI, LII
- RUSCA, Luigi, 348
- RUSSELL, Alys, 232, 564
- RUSSELL, Bertrand, 153, 232, L
- RUSSO, Luigi, 68, 69, 81, LII, CXXIII
- S
- SABATELLI, Francesco, 265
- SABATINO LOPEZ, Roberto, 154
- SABBATUCCI, Giovanni, 69, 70, 71, 79, 80, 82, 84, 85, 95, 100, 101, 103, 164, 294, 301, 554
- SABBIONE, Paolo, 477, 478, LII
- SACCO, Nicola, 409
- SALA, Teodoro, 517, 569, 627
- SALANDRA, Antonio, 60, 76, 120
- SALSA, Carlo, 86
- SALVADORI, Joyce, LIV
- SALVADORI, Massimo, 243, 429, 464, 465, 466, 467, 628, 630, 631, 632, 635, LVIII, LXXXII
- SALVATI, Mariuccia, 124
- SALVATORELLI, Luigi, 123, 124, 125, 177, 323, 697, LII
- SALVEMINI, Gaetano, 16, 35, 45, 52, 55, 58, 63, 65, 84, 89, 91, 103, 105, 107, 108, 109, 110, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 125, 126, 127, 129, 130, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 140, 141, 143, 149, 150, 151, 160, 161, 163, 172, 187, 188, 193, 197, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 210, 215, 216, 217, 218, 219, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 246, 248, 249, 250, 252, 253, 254, 255, 256,

- 259, 260, 262, 263, 264, 267, 275, 285, 287, 295, 298, 299, 300, 301, 306, 311, 317, 319, 373, 387, 388, 437, 438, 439, 441, 442, 483, 485, 509, 520, 522, 523, 526, 528, 530, 531, 535, 536, 537, 541, 542, 548, 551, 553, 562, 563, 564, 565, 566, 568, 570, 571, 575, 584, 588, 592, 594, 595, 599, 615, 617, 621, 628, 629, 630, 637, 643, 644, 645, 646, 686, 687, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 728, 729, 730, 776, 788, 789, 796, 820, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVII, XLVII, XLVIII, XLIX, L, LII, LIV, LV, LVIII, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, LXXIII, LXXIX, LXXXIII, XCV, CLII
- SALVETTI, Patrizia, 260
- SANDRI, Faustino, 400
- SANFILIPPO, Matteo, 367
- SANTARELLI, Enzo, 628, 629, 630
- SANTERO, Vittorio, 795
- SANTI, Fernando, 278, 346
- SANTILLANA, Giorgio Diaz de, XLIX
- SANTUCCI, Luigi, 86
- SAPEGNO, Natalino, 144, 145
- SAPELLI, Giulio, 475, 478
- SARAGAT, Giuseppe, 259, 271, LIV, LVI
- SARDELLI, Giuseppe, 371, 372, 546, XXXVIII
- SARNO, Pasquale, 282
- SARRAUT, Maurice, 365
- SARROCCHI, Gino, 213
- SAVINO, Giuseppe, 369
- SBARBERI, Franco, 157
- SBARDELLOTTO, Angelo, 399, 407, 409, 410, 416, 417, 418, 419, 421, 423, 424, 425, 561, XL
- SCALA, Luigi, 44, 477, XXXIX, LII, LIX
- SCELLE, Georges, 388
- SCHIAVETTI, Fernando, 20, 304, 407, 584, 592, 743, 764, XLI, XLIX, LXXXIII
- SCHIAVI, Alessandro, 153, 183, 268, 289, 290, 292, 293, 297, 299, 301, 304, 314, 315, 341, 430
- SCHIRRU, Michele, 388, 389, 391, 408, 410, XXXIX, CVIII
- SCHLEICHER, Kurt von, 652
- SCHOPENHAUER, Arthur, 593
- SCHOR, Ralph, 303, 364, 365, 366, 367, 812
- SCIROCCO, Giovanni, 116
- SCOCCIMARRO, Mauro, 29, 80, XXXVI
- SCOTELLARO, Rocco, LIII
- SECCHIA, Pietro, 34
- SEGRE, Arturo, XLVII
- SEGRE, Attilio, 577
- SEGRE, Dino dit Pitigrilli, 45, 48, 545, 558, 696, XLII, LXV
- SEGRÉ, Maria, 497, LI, LII
- SEGRE, Mario, 577
- SEGRE, Sion, 468, 577, 696, XLI, XLV, LI, LII, LIII, LVI
- SEGRE, Umberto, 265
- SÉLASSIÉ, Haïlé Ier, 634, 638, 645, 647, 649, 669, 673, 674, 687, 690, CXXIV
- SERENI, Enrico, 153
- SERPIERI, Arrigo, 128, LXXI, LXXXVIII
- SERRA, Maurizio, 60, 92, 499
- SERRATI, Giacinto Menotti, XLVIII
- SERVADIO, Emilio, 265
- SESTAN, Ernesto, 128, 129
- SETON-WATSON, Hugh, 387
- SETON-WATSON, Robert William, 564
- SETTEMBRINI, Domenico, 27
- SETTIMELLI, Emilio, 208
- SFORZA, Carlo, 191, 202, 359, 365, 422, 520, 521, XXXIV
- SHAW, George Bernard, 298
- SIGHELE, Scipio, 112, LVII
- SIGNORI, Elisa, 20, 51, 52, 566, 743
- SILL, Edouard, 757, 762, 763, 782, 784, 796, 797
- SILONE, Ignazio, 29, 99, 661, XLIX
- SILVESTRI, Carlo, 271
- SILVESTRINI, Flavio, 134
- SIMMEL, Georg, 69, XLVII
- SIMON, John Allsebrook, 391, 641, CXXII
- SIMONINI, Augusto, 672
- SIRINELLI, Jean-François, 71
- SLATAPER, Scipio, XLVIII
- SOFFICI, Ardengo, 131
- SOLARI, Gioele, 697, XLV
- SOLDANI, Simonetta, 64, 115
- SOLDATI, Mario, 697
- SOLERI, Marcello, 180
- SONNINO, Sidney, 60, 75, 109
- SORANI, Aldo, 128, LXXXVIII
- SOREL, Georges, 132, 148, 161, LIV

- SOUDAN, Eugène, 375, 644  
 SOULA, Camille, LX  
 SOUTOU, Georges-Henri, 569  
 SOUVARINE, Boris, 536  
 SPAAK, Paul-Henri, 375, 377  
 SPENCER, Herbert, 119  
 SPINELLI, Altiero, LV, LVI, LVIII  
 SPINI, Valdo, 127  
 SPINOZA, Baruch, 593, L  
 SPIRITO, Francesco, 271, 280  
 SPIRITO, Ugo, 615  
 SPRIANO, Paolo, 133, 143, 215, 216, 239,  
 554, 557, 705  
 SRAFFA, Piero, 153  
 STALINE, Joseph, 279, 411, 816  
 STAMPINI, Ettore, LV  
 STEFANO, Merli, 470  
 STERN, Arno, 388  
 STERNHELL, Zeev, 77, 89  
 STIFFONI, Giovanni, 373, 807  
 STRACHEY, Ray, 232  
 STRAFELLINI, Emilio, 765, 784  
 STRAUSS, Leo, 52  
 STURANI, Mario, 467  
 STURZO, Luigi, 277, 311, 447, 721, 723,  
 724, 725, 726, 727, 728, 729, LXVI,  
 LXVII  
 SUARDO, Giacomo, 42  
 SULLIOTTI, Italo, 578, 579, 580  
 SUPINO, Camillo, 593  
 SUSMEL, Duilio, 93, 154, 170  
 SUSMEL, Edoardo, 93, 170, 207  
 T  
 TAGLI, Luigi, 585  
 TAGLIACOZZO, Enzo, 105, 109, 110,  
 117, 270  
 TAÏEB, Emmanuel, 26  
 TAIUTI, Alessandra, 485  
 TAMBURINI, Tulio, 121, 209  
 TARCHIANI, Alberto, 16, 234, 243, 248,  
 274, 275, 307, 311, 314, 315, 319, 320,  
 326, 328, 332, 333, 343, 344, 353, 355,  
 371, 372, 373, 379, 380, 381, 402, 403,  
 410, 416, 423, 424, 425, 426, 432, 434,  
 440, 442, 443, 450, 451, 469, 483, 485,  
 522, 523, 536, 541, 548, 549, 551, 571,  
 599, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 642,  
 686, 687, 711, 712, 744, 756, 820,  
 XXXVII, XXXVIII, XXXIX, LVII, LIX,  
 LXII, CXVI  
 TARCHIANI, Ilario, 278, 281  
 TARELLO, Mario, 265  
 TARTAGLIA, Giancarlo, 346  
 TASCA, Angelo, 30, 53, 54, 61, 62, 76, 89,  
 95, 96, 97, 134, 140, 733, 734, 805,  
 XLIX, LIII, LVI  
 TAWNEY, Richard Henry, 128  
 TCHAKHOTINE, Serge, 26  
 TEANI, Virgilio, 243  
 TEDESCHI, Vittorio, 265  
 TEL, Corrado, 189  
 TESIO, Giovanni, 103  
 TESORO, Marina, 20, 743  
 TESTA, Cando, 784  
 THAON DI REVEL, Paolo Emilio, 652  
 THEIS, Laurent, 569  
 TIBALDI, Alberto, 781  
 TILGHER, Adriano, 327, XLIX  
 TOBIA, Bruno, 301, 302, 303, 304, 307,  
 332, 438, 545  
 TOCCAFONDI, Dino, 189  
 TOGLIATTI, Palmiro, 80, 260, 428, 454,  
 470, 471, 482, 712, LXXIV, CXXXIII  
 TOMBACCINI, Simonetta, 332  
 TONELLI, Umberto, 414  
 TONOLO, Giancarlo, XLVII  
 TORRACA, Vincenzo, 81, 172, 347, LVII  
 TORRÈS, Henry, 372, 424, 582, 583  
 TORTORA, Michele, 584, 600  
 TOSCANINI, Walter, 314  
 TOYNBEE, Arnold, 387  
 TRANFAGLIA, Nicola, 113, 115, 150,  
 152, 153, 156, 162, 163, 164, 209, 278  
 TRAQUANDI, Fernando dit Nello, 173,  
 188, 189, 197, 201, 203, 204, 205, 216,  
 224, 243, 305, 360, 391, XXXIII, LIX  
 TRAVERSO, Enzo, 11, 12, 13, 757  
 TREBITSCH, Michel, 107, 111  
 TREMELLONI, Roberto, 253, XXXV,  
 LVI  
 TRENTIN, Silvio, 35, 45, 58, 287, 288,  
 291, 292, 293, 294, 296, 304, 350, 375,  
 376, 377, 515, 520, 521, 592, 629, 734,  
 817, 818, 819, XXXIII, XLVII, LV, LX,  
 LXXXI, LXXXIII, XCII, CV  
 TREVELYAN, George Macaulay, 232  
 TREVELYAN, Janet, 232, 233  
 TREVES, Claudio, 68, 69, 115, 155, 259,  
 263, 267, 268, 271, 280, 438, 448, 663,  
 813, LIII

TRINGALI CASANUOVA, Antonio, 393  
 TROTSKI, Léon, 135, 411, 499  
 TULLI, Tullo, 772  
 TURATI, Augusto, CVI  
 TURATI, Filippo, 55, 119, 120, 148, 151, 155, 182, 183, 220, 221, 232, 242, 244, 264, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 280, 281, 282, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 297, 298, 299, 301, 304, 310, 313, 314, 315, 316, 317, 341, 365, 430, 458, 515, 519, 617, 712, 813, XXXV, XL, LV, LVII, LVIII, LXVIII, LXXIV, XCV, XCVII, XCIX, CXXXIII  
 TURI, Gabriele, 63, 64, 170  
 U  
 UNANUMO, Miguel de, 228, 229  
 UTARD, Jean-Michel, 24  
 V  
 VAGLIA, Valeria, 265  
 VAILATI, Giovanni, 63  
 VAILLANT-COUTURIER, Paul, 731  
 VAÏSSE, Maurice, 569  
 VALERI, Antonio, 259  
 VALERI, Nino, 89, 120, 234, 717  
 VALÉRY, Paul, 575  
 VALIANI, Leo, 81  
 VALMAGGI, Luigi, LV  
 VALOIS, Georges, 230, 375, 376, 486, 487, 488, LXIV, LXV, LXVI  
 VANNUCCI, Dino, 189, 190, 197, 203, XXXIII  
 VANZETTI, Bartolomeo, 409  
 VANZETTO, Carlo, 189  
 VEGLIANTE, Jean-Charles, 277, 286, 368  
 VENTURI, Franco, 19, 467, 567, 592, XXXIX, XLVII, LI, LIII, LX  
 VENTURI, Lionello, 715, XLV, LIII, LX  
 VERATTI, Luigi, 472  
 VERATTI, Roberto, 346  
 VERCELLI, Carlo Mussa Ivaldi, 577  
 VERCELLINO, Mario, 353  
 VERNON, Lilian, 341  
 VERRI, Aldessandro, 171  
 VERRI, Pietro, 171  
 VIAL, Éric, 229, 302, 303, 311, 320, 547, 564, 566, 567, 700, 701, 809, 813  
 VIER, Vincent, 486, 487  
 VIEZZOLI, Giordano, 338, 393, 396, 398

VIGGIANI, Giuseppe, 203, 205, XXXIV  
 VIGLONGO, Andrea, 134  
 VILLARI, Luigi, 63, 234  
 VILLARI, Pasquale, 63, 136, 234, LVIII  
 VIMONT, Jean-Claude, 312  
 VINCENTI, Luigi, 604, 605  
 VINCIGUERRA, Mario, 259, 341, XXXIII, XXXVIII, LII  
 VIOLLE, Nicolas, 810  
 VISCIOLO, Simone, 151  
 VISCO, Sabato, 101  
 VITTORELLI, Paolo, 14, 50  
 VITTORINI, Elio, LIV  
 VIVANTI, Corrado, 58, 97, 98, 145  
 VIVARELLI, Pia, 435  
 VIVARELLI, Roberto, 57, 62, 75, 96, 97, 116, 134, 435  
 VOLPE, Gioacchino, 327  
 W  
 WALLAS, Graham, 387  
 WATERFIELD, Aubrey, 232  
 WATERFIELD, Lina, 233  
 WEBB, Beatrice, 153  
 WEBB, Sidney James, 153  
 WELLS, Herbert George, 247, 248  
 WERTH, Nicolas, 411  
 WICK, Gian-Carlo, XLV  
 WICKHAM STEED, Henry, 232, 234  
 WICKINSON, Ellen, 387  
 WIEGANDT-SAKOUN, Caroline, 367  
 WILDE, Osea, 72  
 WILLARD, Marcel, 279  
 WILLIAMS, Thomas Rhondda, 387  
 WILSON, Woodrow, 680  
 WODITZKA, Giovanni, 265  
 WOLIKOW, Serge, 526  
 WOOLF, Leonard, 387  
 Z  
 ZADEI, Guido, 103  
 ZAGARI, Guglielmo, 118  
 ZANARDELLI, Giuseppe, 282  
 ZANETTI, Piero, 265, 697, XXXV  
 ZANI, Luciano, 173, 174, 175, 177, 179, 193, XCII  
 ZANIBONI, Tito, 254, XXXIV  
 ZANOTTI-BIANCO, Umberto, 105, 109, 204, 236, 237, 240, 241, XLVIII  
 ZARI, Pietro, 348, 360, 393, 395, 397  
 ZASK, Joëlle, 24

ZIBORDI, Giovanni, 124  
ZINI, Carlo, 697  
ZINI, Zino, XLVII, LVI  
ZOLA, Emile, 299

ZUCARO, Domenico, 33, 45, 254, 256,  
261, 263, 454, 461, 471, 472, 473, 474,  
545, 558, 705, 706, 818, 820  
ZUFFI, Jonio, 265  
ZUNINO, Pier Giorgio, 125, 622, 718, 719

## INDEX DES LIEUX ET DES ORGANISATIONS

### A

- Addis-Abeba, Éthiopie, 633, 638, 639, 643, 644, 690, 695, 704, 756, 758, 811, XLIII, CXXII
- Adigrat, Éthiopie, 674
- Adoua, Éthiopie, 316, 638, 663, 666, 667, 668, 669, 674
- Aksoum, Éthiopie, 668, 669
- Albacete, Castille-La Manche, 766, 781
- Alençon, 809, 810
- Alexandrie, Piémont, 175
- Almudévar, prov. de Huesca, 783, 797, XLIV
- Ancône, Marches, 175
- Angers, Maine-et-Loire, 745
- Anncy, Haute-Savoie, 746
- Annemasse, Haute-Savoie, 743, 746, XLI, LIV
- Antony, Seine, 749
- Aoste, Vallée d'Aoste, 312, XLVI, XLIX
- Aprilia, prov. de Latina, 611
- Arcachon, Gironde, 746
- Argenteuil, Seine-et-Oise, 749
- Asmara, Érythrée, 644, 654, 666, CXXII
- Association des Écrivains et des Artistes Révolutionnaires (AEAR), 593
- Associazione Nazionale Combattenti e Reduci (ANCR), 77, 79, 80, 95, 178, 193
- Associazione Nazionale Mutilati ed Invalidi di Guerra (ANMIG), 78
- Associazione Ricreativa Lavoratori Italiani (ARLI), 585, 746
- Asturies, principauté en Espagne, 554, 558, 774, 775
- Audincourt, Doubs, 746
- Avellino, Campanie, 768, CLI
- Avenièrès, Isère, 746
- Aventin, 17, 169, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 185, 187, 202, 216, 220, 221, 222, 226, 229, 252, 253, 263, 270, 273, 288, 300, 302, 307, 485, 832, XXXIII, XXXIV, LIV, LVI
- Azione Repubblicana Socialista (ARS), 809, 817, XXVI

### B

- Bâle, Suisse, 387, 404
- Barcelone, Catalogne, 754, 759, 760, 761, 764, 772, 775, 776, 778, 779, 780, 781, 782, 786, 794, 800, 806, 807, 811, XXXIX
- Bari, Pouilles, 12, 27, 57, 64, 69, 75, 84, 86, 89, 97, 104, 105, 108, 109, 117, 124, 134, 154, 179, 181, 197, 208, 227, 232, 243, 265, 360, 464, 469, 517, 540, 560, 599, 628, 630, 652, 655, 756, L, LI, LXIV, LXVII, LXVIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX, LXXXI, LXXXII, LXXXIV
- Bassanne, Gironde, 746
- Beausoleil, Alpes-Maritimes, 369, 370, 747
- Bellinzona, Tessin, 331, 379, 400
- Belluno, Vénétie, 409, 410, XLVII
- Bergame, Lombardie, 242, 243, 360, XXXV, LVIII
- Berlin, Allemagne, 24, 46, 110, 298, 340, 424, 538, 686, XLIII, XLVII, LI, LII
- Berne, Suisse, 110, 333, 381
- Bezzecca, prov. de Trente, 350, 351
- Birmingham, Midlands de l'Ouest, 387, 564
- Bologne, Émilie-Romagne, 30, 36, 37, 51, 57, 61, 64, 67, 75, 76, 79, 91, 100, 112, 115, 119, 134, 152, 154, 163, 182, 254, 265, 342, 343, 351, 360, 400, 408, 409, 622, 633, 718, XXXV, XLIX, LXIV, LXVIII, LXX, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, LXXXIV
- Bordeaux, Gironde, 373, 589, 746



- Brescia, Lombardie, 103, 104, 126, 340, 360, LV, XCII, CI
- Brighton, Sussex, 232
- Bruxelles, Belgique, 11, 46, 71, 110, 290, 292, 323, 324, 326, 327, 328, 341, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 380, 391, 399, 410, 414, 415, 419, 422, 424, 426, 540, 679, XXXVII, XXXVIII, XLII, LXXVII, LXXXII
- Buenos Aires, Argentine, 46, 459, XLVI
- Buffalo, État de New York, 744
- Bureau International du Travail (BIT), 537
- C
- Cagliari, Sardaigne, 16, 80, 347, 353, 396, 400, 401, 419, 601, XLVI, LI, LIV, LXXXII, LXXXIII
- Calatafimi, prov. de Trapani, 350, 351
- Calvi, Corse, 269, 271
- Cambridge, Angleterre, 43, 57, 745
- Caserte, Campanie, 68
- Castelsardo, Sardaigne, LII
- Centre de Documentation Sociale (CDS), 537
- Chambéry, Savoie, 746, LIII
- Chiasso, Tessin, 405
- Côme, Lombardie, 271, 404, 405, 649, 654, XXXVI
- Comitè Central de Milícies Antifeixistes de Catalunya (CCMAC), 761
- Commando Truppe Volontarie (CTV), 789, 790, XXVI
- Concentrazione d'azione antifascista, 229, 268, 280, 285, 293, 301, 304, 307, 310, 314, 315, 318, 323, 324, 325, 326, 328, 332, 344, 346, 367, 369, 404, 407, 409, 412, 413, 414, 416, 421, 422, 423, 426, 430, 431, 438, 444, 458, 459, 485, 486, 543, 544, 545, 547, 552, 554, 556, 557, 559, 562, 571, 574, 620, 747, 827, 828, XXXVI, XXXVIII, XXXIX, XL, XLI, XLV, XLVI, LVII
- Condéferation Générale du Travail (CGT), 84, 268, 546, 813
- Confederación Nacional del Trabajo (CNT), 754, 762, 772, 779, 806, XXVI, XLIII
- Confederazione Italiana Generale del Lavoro (CGIL), 268, 449, 545, XXVI, XXXVI
- Constance, Bade-Wurtemberg, 9, 424, 462, XXXIX
- Corenc, Isère, 746
- Couëron, Loire-Atlantique, 745
- Crémone, Lombardie, 586, 587, XLIV
- Croix-Rouge, 687, 690
- D
- Dessié, Éthiopie, 687, 688
- Dijon, Côte d'Or, 746
- Djibouti, 673
- Dolo, Éthiopie, 670
- Domène, Isère, 746
- Doulezon, Gironde, 746
- E
- Esch sur Alzette, Luxembourg, 403
- F
- Faenza, prov. de Ravenne, 163
- Fasci italiani di combattimento, 101, 102, 131, 132, 175, 367, 553, CXXXII
- Federación Anarquista Ibérica (FAI), 761, 762, 779, 806, XXVI, XLIII
- Federazione Giovanile Socialista Italiana (FGSI), 160
- Federazione Nazionale fra i Lavoratori della Terra (Federterra), 100, XXVI
- Federazione Universitaria Cattolica Italiana (FUCI), 718, XXVI
- Finalmarina, prov. de Savone, 697
- Fiume, prov. du Carnaro, 75, 99, 138, 243, XCII
- Florence, Toscane, 4, 5, 11, 14, 15, 16, 20, 28, 30, 32, 45, 53, 57, 61, 63, 65, 72, 86, 93, 94, 95, 109, 111, 112, 115, 116, 121, 126, 127, 128, 129, 131, 148, 150, 151, 152, 154, 157, 163, 164, 170, 171, 172, 173, 183, 188, 190, 192, 193, 194, 197, 199, 201, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 213, 214, 215, 216, 224, 228, 232, 240, 241, 242, 243, 245, 253, 254, 260, 305, 311, 312, 327, 342, 343, 390, 391, 468, 496, 506, 517, 533, 536, 545, 560, 569, 633, 772, 786, 809, 811, XXXII, XXXIII, XXXIV, XXXVI, XLI, XLVII, XLVIII, LIII, LVII, LVIII, LIX, LXI, LXIII, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, LXX, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVIII, LXXIX, LXXX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, LXXXVIII, XCIII

Forlì, Émilie-Romagne, 91, 461, LIX  
Frosinone, Latium, 466

## G

Genalé Dorya, Éthiopie, 670  
Gênes, Ligurie, 32, 60, 151, 163, 175, 180,  
243, 260, 265, 269, 273, 278, 360, 401,  
408, 409, 761, XLII, LVII, LVIII,  
LXVII, LXXVI  
Genève, Suisse, 332, 340, 387, 519, 520,  
521, 522, 629, 633, 639, 641, 644, 647,  
676, 682, 683, 760, LXVI  
Gijon, Asturies, 775  
Giovane Italia, 265, 407, 408, XL, LII, LVI  
Gondar, Éthiopie, 635  
Gorizia, Frioul-Vénétie Julienne, 68, 396,  
XLVII, LV  
Grado, prov. de Gorizia, 396, XCII  
Grenoble, Isère, 320, 627, 664, 746,  
XXXVIII  
Guadalajara, Nouvelle-Castille, 789, 790,  
791, 792, 793, 800, 801, 809, 818, 819,  
XLIV, CLIV

## H

Huesca, Aragon, 770, 777, 778, 800, 801,  
XLVI, LIV

## I

Internationale Communiste (Komintern),  
50, 290  
Internationale Ouvrière Socialiste (IOS),  
290, 388  
Italia Libera, 173, 174, 175, 176, 177, 178,  
179, 180, 186, 187, 188, 189, 190, 192,  
193, 195, 196, 197, 199, 201, 202, 203,  
204, 303, 304, 370, XXXII, XXXIII, LV,  
XC, XCI, XCII

Ivrée, Turin, 163, 560

## L

La Baule, Loire-Atlantique, 745  
La Réole, Gironde, 746  
Lamothe-Landerron, Gironde, 746  
Le Pouliguen, Loire-Atlantique, 745  
Lecce, Pouilles, 175, 605, XCIV  
Leipzig, Saxe, 271, 279  
Ligue Italienne des Droits de l'Homme  
(LIDU), 229, 268, 302, 303, 318, 552,  
557, 563, 588, 805, 814, XXVI, XXXVI,  
XLVI, LX, LXXX, CXXI, CXXXVII,  
CXLI, CXLVI, CXLVII

Lipari, prov. de Messine, 113, 283, 309,  
310, 311, 312, 320, 324, 326, 341, 401,  
459, 565, XXXVII, LIV, LVII, LIX,  
LXII

Littoria (Latina), Latium, 611

Lodrino, Tessin, 331, 379, CI

Londres, Angleterre, 16, 57, 60, 122, 164,  
187, 209, 228, 232, 233, 298, 310, 312,  
410, 419, 424, 447, 516, 517, 518, 519,  
523, 564, 565, 638, 639, 641, 643, 644,  
645, 675, 686, 745, 754, XLIX, LIV,  
LVIII, LXXI, LXXVI, LXXVII

Lugano, Tessin, 244, 275, 333, 378, 379,  
380, 381, 385, 387, 399, 404, 405, 434,  
464, 561, 701, XXXIX, LIII, LVI

Lyon, Rhône, 46, 353, 585, 589, 683, 742,  
743, 746, 812, 820, LIII, LIV

## M

Madrid, Espagne, 760, 761, 768, 772, 779,  
780, 782, 789, 798, 799, 800, XXXIX,  
XLIII, XLIV, CLI

Manchester, Angleterre, 275, 277, 355, 387,  
564, 642, 643, 673, 681, LXXVIII, XCV,  
C, CXXII

Marina di Carrara, prov. de Massa Carrara,  
271

Marsale, prov de Trapani, 350

Marseille, Bouches-du-Rhône, 46, 47, 304,  
353, 370, 561, 562, 580, 581, 589, 747,  
748, 765, 776, 820, LIII, LIV, LXV,  
LXVI

Massaoua, Érythrée, 634, 635, 657, 658

Mekelé, Éthiopie, 668, 669

Mentana prov. de Rome, 350, 351

Menton, Alpes-Maritimes, 369, 747

Milan, Lombardie, 11, 14, 16, 22, 25, 32,  
33, 34, 38, 42, 45, 50, 51, 52, 69, 77, 82,  
86, 88, 90, 91, 94, 95, 98, 99, 101, 113,  
116, 120, 127, 128, 138, 139, 140, 142,  
146, 150, 151, 152, 163, 169, 170, 171,  
175, 181, 182, 185, 191, 202, 203, 204,  
209, 213, 223, 229, 234, 242, 243, 245,  
252, 253, 254, 256, 260, 265, 270, 278,  
280, 282, 283, 288, 306, 307, 312, 313,  
321, 323, 327, 331, 332, 333, 336, 337,  
338, 339, 342, 343, 346, 347, 348, 349,  
353, 358, 359, 360, 365, 369, 383, 384,  
393, 396, 402, 404, 407, 409, 414, 430,  
433, 437, 438, 444, 460, 461, 464, 466,  
468, 469, 475, 482, 485, 486, 507, 527,

- 558, 560, 561, 564, 601, 628, 649, 654, 663, 672, 684, 685, 697, 704, 718, 722, 724, 755, 809, 811, 813, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XLVI, LII, LV, LVI, LVII, LIX, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX, LXXX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, XCII, CI
- Milazzo, prov. de Messine, 350, 351, XCIV
- Modane, Savoie, 47, 681
- Modène, Émilie-Romagne, 32, 71, 461, 801, XLVIII, LVIII
- Mogadiscio, Somalie, 634, 644, CXXII
- Molinella, prov. de Bologne, 786, CLIII
- Monte Ceneri, Tessin, 682
- Muggio (vallée de), Tessin, 405
- Murville, Meurthe-et-Moselle, 403
- N
- Nakuru, Kenya, 631, CL
- Nancy, Meurthe-et-Moselle, 46, 655
- Nantes, Loire-Atlantique, 745
- Naples, Campanie, 101, 136, 163, 171, 175, 321, 408, 643, 656, 739, LVII, LXIV, LXVI, LXVIII, LXXV, LXXVII, LXXXI, LXXXIV, XCIII
- Neghelli, Éthiopie, 670
- New Rochelle, New York, 548
- New York, États-Unis, 110, 124, 275, 311, 314, 447, 540, 547, 548, 552, 628, 717, 721, 723, 727, 744, 745, 757, XLVII, LIV, LXV, LXVI, LXXXI
- Nice, Alpes-Maritimes, 46, 271, 275, 303, 363, 364, 367, 370, 371, 584, 585, 589, 600, 699, 743, 747, 763, 820, XLII, XLVI, LIII
- Njoro, Kenya, 631, 632
- O
- Opera Volontaria di Ripressione dell'Antifascismo (OVRA), 37, 38, 44, 47, 342, 359, 369, 383, 385, 386, 390, 407, 463, 465, 468, 509, 510, 545, 558, 577, 696, 697, XXVI, LI, LVI, LXI, LXV, LXXI
- Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire Nationale (OSARN), 809, XXVI, XLIV
- Ormea, prov. de Coni, 699
- P
- Padoue, Vénétie, 32, 64, 68, 70, 179, 202, 204, 265, 347, XLV, XLVII, LV, LXXVI, LXXVIII, XCII
- Palerme, Sicile, 163, 175, 606, XLVII, LV, XCIV
- Paris, France, 1, 4, 9, 12, 13, 14, 16, 20, 22, 24, 26, 35, 45, 46, 47, 49, 52, 53, 54, 57, 60, 61, 66, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 86, 90, 92, 98, 107, 110, 111, 113, 115, 121, 123, 136, 140, 142, 143, 171, 183, 192, 210, 224, 228, 230, 234, 245, 259, 267, 270, 277, 287, 296, 298, 300, 303, 307, 312, 314, 315, 319, 326, 328, 338, 343, 346, 353, 359, 365, 366, 369, 371, 372, 373, 375, 380, 387, 396, 399, 400, 401, 402, 403, 407, 408, 410, 411, 412, 413, 414, 416, 418, 419, 420, 422, 423, 424, 425, 426, 429, 444, 458, 461, 464, 468, 473, 474, 485, 486, 487, 496, 502, 507, 515, 521, 522, 526, 528, 540, 547, 548, 551, 552, 553, 554, 555, 557, 558, 560, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 577, 578, 579, 582, 585, 588, 589, 591, 592, 595, 599, 622, 635, 638, 643, 645, 651, 674, 675, 676, 679, 681, 688, 692, 696, 712, 721, 736, 737, 743, 746, 748, 754, 755, 757, 758, 760, 763, 765, 769, 775, 776, 779, 781, 782, 799, 805, 806, 809, 810, 813, 814, 816, 820, 827, XXXIV, XXXV, XXXVIII, XXXIX, XL, XLI, XLII, XLIII, XLVI, XLVIII, XLIX, LII, LIII, LIV, LV, LIX, LX, LXIII, LXIV, LXV, LXVI, LXX, LXXI, LXXIII, LXXV, LXXVI, LXXVIII, LXXIX
- Parme, Émilie-Romagne, 45, 78, 324, 360, 518, 801, LXXXII, XCIII
- Parti Républicain Syndicaliste (PRS), 488
- Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM), 762, 806, XXVI
- Partido Socialista Unificado de Cataluña (PSUC), 762, 806, 807, XXVII
- Partito Comunista d'Italia (PCd'I), 10, 13, 17, 29, 50, 80, 102, 123, 215, 237, 293, 366, 429, 464, 466, 470, 490, 491, 493, 497, 514, 555, 704, 721, 742, 743, 749, 803, 804, 815, 816, 818, 827, XXVI, XXXII, XXXV, XXXVI, XLI, XLV, L, LIII, LIV, LV, LVI, LVII, LXXX

Partito d'Azione (Pd'A), 14, XLV, XLVI, XLVIII, XLIX, L, LI, LII, LIV, LV, LVI, LVII, LVIII, LIX, LX  
 Partito Nazionale Fascista (PNF), 37, 97, 98, 124, 128, 151, 153, 154, 173, 181, 182, 206, 208, 210, 257, 280, 351, 425, 558, 717, XXVI, XXXII, XXXIII, XXXVII, XXXIX, XL, XLVI, LIV, LV  
 Partito Popolare Italiano (PPI), 721, 723, XXVI  
 Partito Repubblicano italiano (PRI), 173, 253, 345, 346, 422, 467, 809, XXVI, XXXVI, XL, XLI, XLVII, LVI, LVII, LXXIV  
 Partito Socialista dei Lavoratori Italiani (PSLI), 264, XXVI, XXXV  
 Partito Socialista italiano (PSI), 16, 84, 88, 93, 104, 107, 108, 114, 119, 121, 134, 135, 153, 154, 155, 180, 187, 204, 237, 248, 249, 251, 253, 254, 259, 264, 289, 324, 345, 346, 422, 432, 441, 444, 545, 547, 548, 554, 557, 706, 818, 819, XXVI, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXIX, XLI, XLVII, XLVIII, XLIX, L, LII, LIV, LV, LVI, LVII, LVIII, LIX  
 Partito Socialista Unitario (PSU), 155, 156, 172, 182, 187, 216, 237, 238, 253, 254, 265, 345, XXVII, XXXIII, XXXIV, XXXVI, L, LI, LVIII  
 Paterson, New Jersey, 548  
 Pecetto Torinese, commune de Turin, XLV  
 Philadelphie, Pennsylvanie, 548  
 Plaisance, Émilie-Romagne, 360, 461  
 Poissy, Seine-et-Oise, 749  
 Polizzi Generosa, prov. de Palerme, XLVII  
 Pontigny, Yonne, 228, 485, 488, 567  
 Pontinia, prov. de Latina, 611  
 Ponza, prov. de Latina, 312, 407, 465, XXXVII, LIX  
 Puteaux, Seine, 749  
 R  
 Rapolla, prov. de Potenza, XLIX  
 Ravenna, Émilie-Romagne, 461, XCIII  
 Redon, Ile-et-Vilaine, 745  
 Rhèges en Émilie, Émilie-Romagne, 215, 360, 461, LV, LVII, XCIII, XCIV  
 Rio de Janeiro, Brésil, 492, 540  
 Rochefort, Charente-Maritime, 745  
 Rome, Latium, 4, 11, 12, 14, 15, 16, 26, 27, 33, 35, 36, 44, 47, 48, 51, 54, 57, 58, 60,

62, 63, 64, 69, 75, 77, 88, 89, 95, 96, 97, 98, 105, 109, 117, 121, 124, 131, 134, 136, 152, 162, 163, 170, 173, 175, 177, 178, 179, 181, 188, 191, 194, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 213, 216, 229, 232, 233, 237, 243, 244, 252, 254, 268, 294, 298, 311, 312, 313, 315, 317, 318, 321, 324, 328, 332, 346, 349, 350, 351, 354, 355, 358, 360, 364, 371, 378, 382, 386, 388, 389, 391, 392, 393, 396, 398, 399, 401, 402, 404, 405, 410, 411, 412, 416, 418, 419, 420, 423, 424, 430, 433, 435, 460, 463, 464, 465, 466, 467, 496, 507, 516, 517, 522, 542, 553, 565, 566, 568, 578, 579, 587, 599, 611, 627, 628, 630, 633, 635, 638, 639, 643, 645, 649, 650, 652, 666, 670, 681, 684, 686, 697, 704, 717, 719, 724, 739, 743, 781, 801, 804, XXXII, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXIX, XL, XLII, XLIII, XLIV, XLV, XLVI, XLVII, XLIX, LI, LII, LIII, LIV, LV, LVII, LVIII, LIX, LX, LXI, LXII, LXIII, LXIV, LXV, LXVII, LXVIII, LXIX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX, LXXX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, XCIII, CVIII

Royan, Charente-Maritime, 745

## S

Sabaudia, prov. de Latina, 611  
 Saint-Fons, Rhône, 748  
 Saint-Nazaire, Loire-Atlantique, 745  
 Saint-Pétersbourg, Russie, XLVII  
 Saluces, prov. de Coni, XLV, LVI  
 Santu Lussurgiu, prov. d'Oristano, 400  
 Sassari, Sardaigne, 80, 81, 353, 697, LII, LIV, LXVII  
 Savone, Ligurie, 267, 270, 271, 272, 273, 276, 277, 280, 281, 283, 310, 576, 701, LVIII, XCIII  
 Seraing, prov. de Liège, 409  
 Servizio Informazioni Militare (SIM), 809, XXVII  
 Société des Nations (SDN), 109, 520, 521, 522, 526, 527, 537, 566, 569, 625, 634, 637, 638, 639, 640, 642, 645, 646, 647, 673, 679, 680, 682, 683, 687, 688, XL, XLII  
 Suez, Égypte, 641, CXXII  
 Sussak (Sušak), prov. du Carnaro, 243

## T

Terni, Ombrie, 461, 691  
 Tessé-la-Madeleine, Orne, 809  
 Toulouse, Haute-Garonne, 46, 589, 739, 765, 812, XLVIII, XLIX, LIII, LX  
 Trévise, Vénétie, 202, 265, XLVII, LX  
 Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato (TSDS), 42, 43, 44, 343, 359, 360, 382, 383, 387, 389, 390, 391, 393, 394, 395, 397, 398, 399, 400, 409, 411, 414, 415, 417, 419, 423, 425, 469, 476, 477, 478, 507, 508, 576, 577, 696, 699, 786, XXVII, XXXV, XXXVI, XXXVIII, XXXIX, XLI, XLII, XLV, LII, LVI, LIX, LXVI, CXVII  
 Trieste, Frioul-Vénétie Julienne, 47, 64, 65, 97, 204, 265, 342, 346, 349, 400, 408, 718, 799, XCII  
 Turin, Piémont, 10, 13, 14, 16, 32, 37, 47, 48, 57, 58, 64, 68, 80, 88, 97, 104, 115, 123, 125, 126, 131, 133, 134, 135, 139, 145, 146, 148, 150, 151, 163, 171, 175, 181, 183, 184, 195, 199, 204, 213, 216, 239, 242, 254, 255, 260, 265, 270, 285, 323, 337, 342, 343, 358, 360, 408, 409, 429, 431, 435, 448, 454, 467, 473, 474, 475, 476, 478, 479, 480, 482, 493, 496, 507, 509, 510, 511, 545, 558, 559, 560, 561, 577, 599, 606, 609, 622, 625, 630, 634, 638, 639, 649, 653, 666, 696, 697, 699, 705, 712, 756, 786, 797, 828, XXXV, XXXVI, XLII, XLIII, XLV, XLVII, XLVIII, XLIX, L, LI, LII, LIII, LIV, LV, LVI, LIX, LX, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII, LXXXIV, XCII

## U

Udine, Frioul-Vénétie Julienne, 65, 100, 313, 347, 358  
 Unión General de Trabajadoras y Trabajadores de España (UGT), 762, 807, XXVII  
 Unione Anarchica Italiana, 400  
 Unione goliardica per la libertà, 172  
 Unione Popolare Italiana (UPI), 743, 749, 817, 819, XXVII, XLVI, LXXX  
 Ustica, Sicile, 271, 273, 283, XXXVI, XXXVII, LVII, XCV, C

## V

Val Pusteria, prov. de Bolzano, 670  
 Valdagno, prov. de Vicence, 65  
 Valence, Espagne, 761, 772, 791, 806  
 Varèse, Lombardie, 271  
 Ventotene, prov. de Latina, XLVI, LVIII, LIX  
 Verceil, Piémont, 706, XLIII, LI, XCII  
 Vérone, Vénétie, 265, 329, 461, LV  
 Vicence, Vénétie, 461, 787  
 Vienne, Autriche, 46, 275, 337, 434, 514, 527, 528, 529, 737  
 Villard-de-Lans, Isère, 746  
 Villeurbanne, Rhône, 748  
 Viterbe, Latium, 466  
 Vittel, Vosges, 746  
 Voghera, prov. de Pavie, XLV, XCII

## W

Welwel (Ual-Ual), Éthiopie, 635, 636, 637, 638

## Z

Zara, prov., 461, 560  
 Zurich, Suisse, 388, 765

## TABLE DES SIGLES

### *Acronymes des organisations et institutions*

ANCR	<i>Associazione Nazionale Combattenti e Reduci</i>
ANMIG	<i>Associazione Nazionale Mutilati ed Invalidi di Guerra</i>
ARAC	<i>Association Républicaine des Anciens Combattants</i>
ARS	<i>Azione Repubblicana Socialista</i>
CCMAC	<i>Comitè Central de Milícies Antifeixistes de Catalunya</i>
CGIL :	<i>Confederazione Generale Italia del Lavoro</i>
CGT	<i>Confédération Générale du Travail</i>
CNT :	<i>Confederación Nacional del Trabajo</i>
CTV	<i>Commando Truppe Volontarie</i>
FAI :	<i>Federación Anarquista Ibérica</i>
Federterra	<i>Federazione Nazionale fra i Lavoratori della Terra</i>
FGSI	<i>Federazione Giovanile Socialista Italiana</i>
FUCI	<i>Federazione Universitaria Cattolica Italiana</i>
GL :	<i>Giustizia e Libertà</i>
LIDU :	<i>Lega Internazionale dei Diritti dell'Uomo</i>
OSARN	<i>Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire Nationale</i>
OVRA :	<i>Opera Volontaria di Ripressione dell'Antifascismo</i>
PCF	<i>Parti Communiste Français</i>
PCI :	<i>Partito Comunista Italiano</i>
PCd'I :	<i>Partito Comunista d'Italia</i>
PNF :	<i>Partito Nazionale Fascista</i>
POUM	<i>Partido Obrero de Unificación Marxista</i>
PPI	<i>Partito Popolare Italiano</i>
PRI :	<i>Partito Repubblicano Italiano</i>
PSI :	<i>Partito Socialista Italiano</i>
PSLI :	<i>Partito Socialista dei Lavoratori Italiani</i>

PSIUP :	<i>Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria</i>
PSU :	<i>Partito Socialista Unitario</i>
PSUC	<i>Partido Socialista Unificado de Cataluña</i>
SFIO	<i>Section Française de l'Internationale Ouvrière</i>
SIM	<i>Servizio Informazioni Militare</i>
TSDS :	<i>Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato</i>
UGT	<i>Unión General de Trabajadoras y Trabajadores de España</i>
UPI	<i>Unione Popolare Italiana</i>

*Acronymes des sources*

ACS :	<i>Archivio Centrale dello Stato</i>
AD :	<i>Archives Diplomatiques</i>
AN :	<i>Archives Nationales</i>
ANIMI :	<i>Associazione Nazionale per gli Interessi del Mezzogiorno Italiano</i>
APP :	<i>Archives de la Préfecture de Police</i>
CHSP	<i>Centre d'Histoire de Sciences Po</i>
CPC :	<i>Casellario Politico Centrale</i>
DAGR :	<i>Direzione Affari Generali e Riservati</i>
DGPS :	<i>Direzione Generale della Pubblica Sicurezza</i>
HAEU :	<i>Historical Archives of the European Union</i>
ISPAIC	<i>Istituto Pugliese per la Storia dell'Antifascismo e dell'Italia Contemporanea</i>
ISRT :	<i>Istituto Storico della Resistenza in Toscana</i>
MI :	<i>Ministero dell'Interno / Ministère de l'Intérieur</i>
MINCULPOP :	<i>Ministero della Cultura Popolare</i>

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 – L’organisation des services du renseignement et de la répression en Italie sous le fascisme. ....	41
Figure 2 – Gaetano Salvemini qui s’adresse aux soldats de la Brigade Murge, à Valdagno, le 9 juin 1918. ....	65
Figure 3 – « Une » du premier numéro de la revue <i>Noi Giovani</i> (1917). ....	112
Figure 4 – « La torre di Babele antifascista », caricature publiée dans <i>Il Popolo d’Italia</i> , le 20 février 1925. ....	169
Figure 5 – Les groupes de l’« <i>Italia Libera</i> » en Italie (1923-1925). ....	186
Figure 6 – Portrait de groupe de quelques-uns des fondateurs du <i>Non Mollare</i> à Florence (de gauche à droite : Nello Traquandi, Tommaso Ramorino, Carlo Rosselli, Ernesto Rossi, Luigi Emery, Nello Rosselli) ....	188
Figure 7 – « Une » du premier numéro du bulletin antifasciste publié clandestinement <i>Non Mollare</i> . ....	198
Figure 8 – Tract de propagande antifasciste, sans indication contextuelle mais diffusé vers 1927. ....	248
Figure 9 – Tract anticlérical du PSI « L’altro nemico », sans indication contextuelle mais diffusé vers 1927. ....	249
Figure 10 – Exemple de l’édition du 24 juillet 1926 de la revue de culture politique <i>Il Quarto Stato</i> . ....	258
Figure 11 – Portrait de groupe, le 13 décembre 1926 à Calvi (de gauche à droite : Lorenzo Da Bove, Filippo Turati, Carlo Rosselli, Sandro Pertini, Ferruccio Parri). ....	269
Figure 12 – « Une » de l’édition du 11 août 1929 de l’hebdomadaire antifasciste <i>La Libertà</i> après l’évasion de Carlo Rosselli, Emilio Lussu et Francesco F. Nitti de Lipari. ....	309
Figure 13 – Photographie de Nitti, Rosselli et Lussu pendant la traversée de Lipari vers la France. ....	309
Figure 14 – Bulletin de propagande de « <i>Giustizia e Libertà</i> » daté de novembre 1929, « Nous ne vaincrons pas un seul jour, mais nous vaincrons ». ....	322
Figure 15 – Bulletin de propagande de « <i>Giustizia e Libertà</i> » daté de janvier 1930, « Aux étudiants d’Italie ». ....	330



Figure 16 – Dessin de presse « Le raid sur Milan », paru dans <i>Il Becco Giallo</i> du 10-31 juillet 1930.....	336
Figure 17 – Dessin de presse « Décombres », paru dans <i>Il Popolo d'Italia</i> du 15 juillet 1930. .....	336
Figure 18 – Le premier réseau clandestin de « <i>Giustizia e Libertà</i> » en Italie, 1925-1931. .....	361
Figure 19 – Page de garde et quatrième de couverture de l'ouvrage de Silvio Trentin <i>Le Procès De Rosa</i> publié dans la collection « Suite politique italienne » aux éditions Valois, et préfacé par Jean-Richard Bloch. ....	376
Figure 20 – Reportage de Hélène Gosset à Rome pour le magazine illustré <i>Vu</i> paru le 17 juin 1931.....	392
Figure 21 – Route clandestine empruntée par Ersilio Belloni et Luigi Delfini pour rentrer en Italie.....	406
Figure 22 – Propagande « camouflée » avec l'emblème de « <i>Giustizia e Libertà</i> » et le slogan « Le vrai réparateur – Le vrai régénérateur » parue dans <i>La Tribuna</i> du 10 mai 1931 à la page des annonces publicitaires.....	436
Figure 23 – Dessin représentant des silhouettes d'hommes le bras droit levé, dans les teintes rouge et bleu.....	436
Figure 24 – Tract de propagande avec au recto l'emblème de « <i>Giustizia e Libertà</i> » et au verso les conseils pour constituer des groupes antifascistes clandestins. ....	446
Figure 25 – Tract de propagande de « <i>Giustizia e Libertà</i> » aux « ouvriers de tous les partis et de toutes les tendances ». ....	446
Figure 26 – Exemple du <i>Voci d'Officina</i> , journal clandestin publié à Turin en 1931... 476	
Figure 27 – Pages intérieures du premier numéro de la revue gielliste, les <i>Quaderni di Giustizia e Libertà</i> , avec la publication du « programme révolutionnaire » du mouvement. 489	
Figure 28 – Les contributeurs des <i>Quaderni di Giustizia e Libertà</i> (1932-1935), en nombre d'articles publiés sur les deux séries de six numéros. ....	539
Figure 29 – Exemple du 10 octobre 1931 de <i>Risorgere !</i> , le bulletin mensuel des groupes de « <i>Giustizia e Libertà</i> » aux États-Unis. ....	550
Figure 30 – Photographie d'Italo Sullioti aux côtés de francistes en exercice à Breuil-Bois-Robert, publiée dans l'édition du 5 octobre 1934 de <i>Giustizia e Libertà</i> .....	580
Figure 31 – « Il Duce : l'Intervento, la Guerra Vittoriosa, la Rivoluzione Fascista, la Ricostruzione ». Affiche de propagande parue dans <i>Il Popolo d'Italia</i> , le 28 octobre 1934. 602	

Figure 32 – Caricature et vignette de propagande pour l’assistance fasciste, parues originellement dans <i>Lavoro Fascista</i> et <i>L’Assalto</i> , republiées dans <i>Giustizia e Libertà</i> les 21 septembre et 23 novembre 1934.....	603
Figure 33 – Photo-montage réalisé à partir de « unes » de quotidiens italiens, publié le 22 juin 1934 dans <i>Giustizia e Libertà</i> . .....	608
Figure 34 – « Senilità », photo-montage publié dans <i>Giustizia e Libertà</i> , le 27 juillet 1934. ....	610
Figure 35 – Photographie de Mussolini, parue le 3 août 1934 dans <i>Giustizia e Libertà</i> ...	611
Figure 36 – « Pose oratoire », photo-montage paru le 15 juin 1934 dans <i>Giustizia e Libertà</i> . ....	612
Figure 37 – Montage photographique « La belle guerre », publié dans l’édition du 1 <sup>er</sup> mars 1935 de <i>Giustizia e Libertà</i> . ....	663
Figure 38 – Montage photographique « La civilisation fasciste aux colonies », publié dans l’édition du 6 septembre 1935 de <i>Giustizia e Libertà</i> . ....	676
Figure 39 – Tracts de propagande contre la guerre fasciste en Éthiopie signés, des comités ligures et lombards de « <i>Giustizia e Libertà</i> ». ....	702
Figure 40 – Recto-verso d’un tract de propagande contre la guerre en Éthiopie, détournant une vignette publiée en 1911 par Mussolini, afin de militer contre l’invasion de la Libye. ...	707
Figure 41 – Photographies d’un prêtre baisant la main de Mussolini, et du cardinal Schuster (archevêque de Milan) en compagnie de fascistes milanais. ....	722
Figure 42 – Liste de souscriptions parue dans <i>Giustizia e Libertà</i> , édition du 5 juin 1936. ....	748
Figure 43 – Carte de l’origine des souscriptions pour le compte de <i>Giustizia e Libertà</i> , en France - détail : région Île-de-France (cf. annexe 39, p. CXXXVII du volume II). ....	751
Figure 44 – Photographie des hommes de la <i>Sezione Italiana</i> de la colonne <i>Ascaso</i> , publiée dans l’édition du 11 septembre 1936 de <i>Giustizia e Libertà</i> . ....	769
Figure 45 – Photographie d’un groupe de nouveaux volontaires, arrivés en Catalogne le 12 septembre, publiée dans l’édition du 25 septembre 1936 de <i>Giustizia e Libertà</i> . ....	770
Figure 46 – Photographies de combattants volontaires dépêchés sur le front de Huesca pendant l’automne 1936, publiées dans l’édition du 23 octobre de <i>Giustizia e Libertà</i> . ....	770
Figure 47 – Photographie d’un groupe de combattants à <i>Monte Pelato</i> , publiée dans l’édition du 4 décembre 1936 de <i>Giustizia e Libertà</i> . ....	771
Figure 48 – Photographie de Carlo Rosselli prenant la pose avec des volontaires antifascistes, sur le front de Huesca, publiée dans l’édition du 23 octobre 1936 de <i>Giustizia e Libertà</i> . ...	777

Figure 49 – Photographies de prisonniers italiens après la bataille de Guadalajara, publiée dans l'édition du 9 avril 1937 de <i>Giustizia e Libertà</i> . .....	791
Figure 50 – Portrait de Piero Jacchia, publié dans l'édition du 5 février 1937 de <i>Giustizia e Libertà</i> . .....	799
Figure 51 – « Une » de l'édition du 30 avril 1937 de <i>Giustizia e Libertà</i> .....	802
Figure 52 – Photographies de la cérémonie des funérailles des frères Rosselli, publiées dans l'édition du 25 juin 1937 de <i>Giustizia e Libertà</i> . .....	814

## TABLE CHRONOLOGIQUE (1922-1937)

*Sont recensés ci-dessous les principaux événements politiques italiens et de l'histoire du giellisme, de la « marche sur Rome » au début de l'intervention de militants antifascistes italiens en Espagne.*

### **Contexte politique, social, culturel et diplomatique**

#### **1922**

– 27-28 octobre : les *quadrumviri* Cesare Maria De Vecchi, Italo Balbo, Michele Bianchi, Emilio De Bono dirigent la « marche sur Rome des chemises noires ». Le roi Victor Emmanuel III se refuse de signer le décret de proclamation de l'état de siège qui lui est présenté par le président du Conseil Luigi Facta. Mussolini est invité à former un nouveau gouvernement.

– 15 décembre : création de la Milice volontaire pour la sécurité nationale, au sein de laquelle confluent l'ensemble des escouades de « la révolution fascistes ».

#### **1923**

– Février : démantèlement du Parti communiste d'Italie suite à l'arrestation des principaux membres du comité central, de tous les secrétaires fédéraux et des organisations de jeunesse.

– 24 juin : première manifestation publique de l'association « Italia Libera » lors d'un discours de Mussolini aux anciens combattants à Rome. Créé à l'initiative de Randolfo Pacciardi, le mouvement bénéficie de l'appui de la quasi-totalité de la direction du Parti républicain.

– 21 juillet : adoption par la Chambre de la nouvelle loi électorale dite « Acerbo » qui prévoit la représentation proportionnelle avec prime à la liste majoritaire.

– 14 novembre : signature d'un pacte d'unité d'action entre le Parti national fasciste et l'Association des anciens combattants.

### **« Giustizia e Libertà » dans l'antifascisme italien : parcours humains et collectifs**

#### **1923**

– Février : à Florence, naissance, en tant qu'association, du « *Circolo di cultura* ».

– 12 décembre : le gouvernement suspend la publication de plusieurs journaux de l'opposition de gauche, comme *Lo Stato Operaio* et *L'Internazionale*.

– 26 décembre : à Rome, première agression de Giovanni Amendola, figure de l'opposition démocratique.

## 1924

– 10 janvier : constitution de la « Ceka » par Marinelli, sur les suggestions de Mussolini, pour espionner l'opposition politique et réprimer les adversaires jugés dangereux, jusqu'au sein du Parti fasciste.

– 30 mai : le député socialiste Giacomo Matteotti dénonce à la tribune du Parlement les violences et les malversations fascistes durant la dernière campagne électorale. Il est enlevé à Rome et assassiné le 10 juin.

– 13 juin : les députés de l'opposition, en signe de contestation, quittent l'hémicycle. L'Aventin est proclamé officiellement le 27, suite au retrait, le 18, du groupe parlementaire communiste. Des comités locaux réunissant les principales forces de l'opposition s'organisent.

– 27 décembre : publication par Amendola dans le journal *Il Mondo* d'extraits des mémoires du directeur de l'Office de presse, Cesare Rossi, engageant directement la responsabilité de Mussolini dans l'assassinat de Matteotti. Le 31, tous les journaux de l'opposition sont séquestrés par les préfets.

## 1924

– Juin : à Florence, organisation d'une section de « *L'Italia Libera* » par d'anciens combattants (Raffaele Cristofani, Achille De Liguori, Luigi Piani, Nello Traquandi) autour desquels se réunissent Enrico Bocci, Carlo Rosselli, Luigi Rochat, Ernesto Menichetti, Dino Vannucci, Ernesto Rossi, Piero Calamandrei.

– Juin : formation, dans plusieurs villes, des « groupes de la "*Rivoluzione Liberale*" » ; à Milan, c'est à l'initiative de Riccardo Bauer, à Florence, jusqu'en novembre 1924, de Nello Rosselli.

– Juillet : Carlo Rosselli, avec notamment Gaetano Salvemini et Piero Jahier, adhèrent au Parti socialiste unitaire.

– 18 novembre : Piero Calamandrei, Alberto Cianca, Nello Rosselli, Silvio Trentin signent le Manifeste de l'Union nationale des forces démocratiques et libérales, avec d'autres noms illustres comme Luigi Einaudi, Guglielmo Ferrero, Novello Papafava, Mario Vinciguerra.

– 31 décembre : le « *Circolo di cultura* » de Florence est mis à sac par un groupe de *squadristes*. Sa dissolution est décidée par les autorités préfectorales le 5 janvier suivant.

## 1925

– 3 janvier : Mussolini dit assumer, à l'occasion d'un discours devant les députés, la responsabilité « historique et morale » de la mort de Matteotti et annonce l'adoption d'une législation « *fascistissime* ». Le lendemain, l'ordre est donné aux préfets d'interdire toute manifestation publique et de placer sous stricte surveillance les associations et autres groupes « suspects » qui pourront être dissous. Le 12, le gouvernement présente un projet de loi pour encadrer l'activité des associations.

– 6 février : Antonio Gramsci, dans une communication au comité central du PCd'I déclare la voie insurrectionnelle comme « seul moyen d'expression de la volonté politique des masses »

– 1<sup>er</sup> mai : publication dans le journal démocrate *Il Mondo* d'« Une réponse des écrivains, professeurs et publicistes italiens, au manifeste des intellectuels fascistes », publié le 21 avril suite au premier Congrès pour « la culture fasciste ».

– 22 juin : discours de Mussolini à l'Augusteo au cours duquel est notamment érigé en principe d'action la négation de l'alternance

– Septembre : publication du dernier numéro de la revue *La Rivoluzione Liberale*, dirigée par Piero Gobetti.

– Le Parti socialiste italien officialise sa décision de sortir du rassemblement de « l'Aventin ».

## 1925

– Janvier : à Florence, début de la publication du journal clandestine *Non Mollare*.

– Février : le *Non Mollare* publie dans son cinquième numéro le mémoire à charge de Filippo Filippelli, ancien directeur du *Corriere Italiano*. Le tirage est estimé à plus de dix mille exemplaires.

– 3 mai : à Milan, publication du dernier numéro de la revue *Il Caffè*, de Riccardo Bauer et Ferruccio Parri. Le groupe, sur proposition de Bauer, décide de publier de brefs opuscules écrits par des intellectuels et politiques critiques du régime ou antifascistes comme Guglielmo Ferrero (*L'ultimo tentativo della oligarchia*), Carlo Sforza (*La politica estera di Mussolini ; L'anticroato*). Bauer publie lui-même un essai qu'il intitule *I casi d'Italia*.

– 2 juin : à Florence, ouverture du procès contre Console, Viggiani, Lattes et Rapezzi, accusés notamment pour infraction à la législation sur la presse et délit de lèse-majesté. Accusé dans le témoignage produit contre lui par l'imprimeur Renzo Pinzi, Ernesto Rossi s'exile à Paris avant sa mise en détention. Le 8, Gaetano Salvemini, dont le nom est également cité lors du procès, est placé en état d'arrestation à Rome.

– 4 août : Gaetano Salvemini se réfugié à Paris.

– 3 et 4 octobre : à Florence, les actes de violence commis par les *squadristes* commencés dès le 26 septembre culminent lors de la nuit dite « de la Saint-Barthélemy », lorsque ces escouades déclenchent plusieurs actes de représailles simultanés contre les individus identifiés comme antifascistes et/ou membres de la franc-maçonnerie, afin de venger le meurtre de l'un des leurs, Giovanni Luporini, tué lors d'une expédition punitive contre le franc-maçon

– 4 novembre : à Rome, arrestation du socialiste Tito Zaniboni et du général Luigi Capello, accusés de la préparation d'un attentat contre Mussolini. Dissolution du Parti socialiste unitaire (*Partito socialista unitario*, PSU), des loges maçonniques du *palazzo Giustiniani*.

– 26 novembre : adoption d'une loi encadrant l'activité des associations et des sociétés dites « secrètes ».

## 1926

– 16 février : mort à Paris de Piero Gobetti. Le 7 avril, Giovanni Amendola décède à Cannes.

– 3 avril : réforme syndicale du ministre Alfredo Rocco qui prévoit l'encadrement par l'État des rapports collectifs de travail, ainsi que la reconnaissance légale des syndicats fascistes, l'abolition du droit de grève, la naissance d'associations mixtes regroupant employeurs et salariés. Le 2 juillet, est institué le Ministère des Corporations.

– 31 octobre : à Bologne, attentat contre Mussolini. L'accusé, Anteo Zamboni, lynché par la foule, est le troisième individu identifié et arrêté pour avoir attenté à la vie du chef du gouvernement depuis le début de l'année, après Violet Gibson, en avril, et Gino Lucetti, en septembre.

– 8 novembre : à Rome, arrestation d'Antonio Gramsci, secrétaire général du Parti communiste d'Italia.

– 25 novembre : institution du Tribunal spécial pour la défense de l'État (*Tribunale speciale per la difesa dello Stato*, TSDS) et réintroduction de la peine de mort dans le code pénal italien.

Napoleone Bandinelli. Mort de Gaetano Pilati, figure importante du socialisme toscan, et distributeur du *Non Mollare*, comme aussi de l'avocat Gustavo Console.

– Octobre : à la faveur d'une mesure d'amnistie qui signifie l'abandon de toute poursuite judiciaire contre lui, Ernesto Rossi rentre en Allemagne. Il participe au concours de sélection des enseignants des instituts techniques. Reçu premier, il choisit d'intégrer l'Institut technique Vittorio-Emanuele II, à Bergame.

– 11 novembre : à Turin, la revue de Gobetti, *La Rivoluzione Liberale*, cesse toute publication. Menacé, son fondateur s'exile en France, début février. Ses « fidèles » comme Augusto Monti, Piero Zanetti, Arrigo Cajumi, Carlo Levi., membres des cénacles et des groupes d'amis proches de la revue gobettienne publient la revue de critique littéraire *Il Baretto*, diffusée jusqu'en 1928.

## 1926

– 27 mars : à Milan, publication du premier numéro de la revue « socialiste de culture politique » *Il Quarto Stato*, co-dirigée par Carlo Rosselli et Pietro Nenni. Le gérant désigné est l'économiste, proche des socialistes, Roberto Tremelloni. Les publications se poursuivent jusqu'à fin octobre, rendues ensuite impossible suite à nouvelles décisions votées après la nouvelle tentative d'attentat contre Mussolini.

– 21-22 octobre : à Milan, le groupe du *Quarto Stato* participe au congrès clandestin du Parti socialiste des travailleurs italiens (*Partito socialista dei lavoratori italiani*, PSLI).

– 11-12 décembre : à Milan, Ferruccio Parri, Carlo Rosselli organisent clandestinement, l'expatriation de Filippo Turati et d'Alessandro Pertini vers la Corse, sur un bateau à moteur conduit par Italo Oxilia. Parri et Rosselli sont

arrêtés le 14, détenus à la prison de Côme jusqu'en mai 1927.

### 1927

– Avril : formation à Nérac (Lot-et-Garonne) de la Concentration d'action antifasciste rassemblant le PSU, le PSI, le PRI, la CGIL et la LIDU.

– 22 avril : approbation de la « Charte du travail » par le Grand Conseil fasciste.

– 28 avril : suppression du Commissariat général de l'émigration et institution près le Ministère des Affaires étrangères d'une Direction générale des Italiens à l'étranger.

– 1<sup>er</sup> mai : publication du premier numéro de l'hebdomadaire *La Libertà*, journal de la Concentration d'action antifasciste.

– 21 décembre : instauration par décret d'une réévaluation de la lire et d'un taux d'échange lié à la livre sterling de 92,46 liras pour une livre sterling (« *quota 90* »).

### 1928

– 12 avril : explosion d'une bombe à Milan après le passage du cortège qui accompagne le roi Victor Emmanuel III, en visite dans le chef-lieu lombard.

– 17 mai : réforme sur la représentation politique.

– 28 mai : début du procès contre Antonio Gramsci et d'autres membres du comité central du parti communiste. Le 4 juin, le Tribunal spécial décide la condamnation de Terracini à plus de vingt-deux ans de prisons, de Gramsci, Scoccimarro et Roveda à vingt-ans.

– 26 juillet : institution dans les écoles élémentaires du royaume du « livre unique d'État ». La mesure entre en vigueur lors de l'année scolaire 1930-1931.

– 10 octobre : Mussolini indique aux soixante-dix directeurs de quotidiens les nouvelles directives

### 1927

– 3 juin : soupçonné de complicité et de contribuer financièrement à l'activité antifasciste de son frère, Nello Rosselli, détenu dans les prisons des *Murate* à Florence, est condamné à cinq ans de *confino*, sur l'île d'Ustica. En liberté conditionnelle à partir du 3 février 1928, il retourne à Florence puis s'installe momentanément à Turin, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1929.



concernant le régime de presse. Le monde de l'information doit s'aligner complètement sur le gouvernement.

– 9 décembre : promulgation de la loi qui constitutionnalise le Grand Conseil du fascisme, règle définitivement sa composition et ses prérogatives, parmi lesquelles la responsabilité de régler la question de la succession au trône, les attributs royaux, ainsi que la composition et le fonctionnement de la Chambre et du Sénat, enfin les pouvoirs du chef du gouvernement.

– 24 décembre : lancement par le régime de la « *bonifica integrale* » ou la politique d'assainissement des zones marécageuses du pays.

## 1929

– 11 février : signature du concordat qui doit régler les relations entre l'Italie et le Saint-Siège. Lesdits « accords du Latran » reconnaissent également la souveraineté du Pape sur le territoire de la Cité du Vatican.

– 24 mars : élections législatives qui voient un large succès du régime, avec plus de 98% de votes favorables. Lors de l'inauguration de la XXVII législature du royaume, le 20 avril, le roi adresse un discours chaleureux au fascisme.

– 12 septembre : profond remaniement ministériel avec, notamment, la nomination de Dino Grandi aux Affaires étrangères et de Giuseppe Bottai aux Corporations, ministère qui remplace en partie celui de l'Économie nationale dont les attributions sont également reversées au sein d'un Ministère de l'Agriculture et des Forêts.

## 1929

– 27 juillet : évasion de Carlo Rosselli, Emilio et Francesco Fausto Nitti, relégués sur l'île de Lipari. Le 7 août, Nello est quant à lui renvoyé à Ustica puis assigné, vingt jours plus tard, à Ponza. Le 4 novembre, Mussolini décide sa libération conditionnelle.

– Août : au cours d'une réunion au domicile parisien d'Alberto Tarchiani, à laquelle participent Carlo Rosselli, Alberto Cianca, Cipriano Facchinetti, Emilio Lussu, Francesco Fausto Nitti, Raffaele Rossetti et Gaetano Salvemini, est constitué officiellement le mouvement « *Giustizia e Libertà* » dont le premier comité exécutif est composé de Rosselli, Tarchiani et Lussu. En Italie, le mouvement s'appuie essentiellement sur le groupe clandestin dont le noyau s'organise à Milan, autour notamment d'Ernesto Rossi et de Riccardo Bauer.

– 24 octobre : à Bruxelles, lors des noces d'Humbert de Savoie avec la princesse Marie-José, Fernando De Rosa attente à la vie du prince héréditaire.

– 28 octobre : inauguration de l'Académie d'Italie, constituée initialement en 1926.

– 19 décembre : diminution du nombre de membres qui siègent au Grand Conseil du fascisme, dont les attributions sont également modifiées. Cette réforme est parallèle à celle qui voit l'approbation du nouveau statut du Parti national fasciste, lequel prend de l'importance dans la hiérarchie qui s'instaure entre les différents organes du pouvoir fasciste.

### 1930

– 8 janvier : à l'occasion des épousailles du prince héréditaire et de la princesse de Belgique, le gouvernement émet un projet d'amnistie qui exclut cependant les détenus politiques.

– 10 janvier : le bureau politique du PCd'I décide d'installer la direction de son parti dans la Péninsule, une orientation stratégique qui reflète la conviction des communistes que le régime fasciste, affaibli économiquement suite au krach de Wall Street de 1929 et ses répercussions, approche de l'issue fatale. La responsable du centre dit « interne », Camilla Ravera, est arrêtée le 10 juillet.

– 16 avril : réunification, dans l'exil, à Grenoble des deux partis socialistes.

– 7 septembre : signature d'un pacte d'union et d'action entre toutes les composantes de la Concentration d'action antifasciste. Le pacte ébauche un programme politique pour l'après-fascisme, avec le rétablissement d'un régime démocratique, l'instauration d'un gouvernement républicain qui prévoit de larges autonomies locales, et enfin la stricte séparation entre l'État et l'Église.

– 23 décembre : arrestation et condamnation par le Tribunal spécial à quinze ans de prison, des journalistes Mario Vinciguerra et Giuseppe

– Novembre : publication du premier numéro d'un bulletin de propagande intitulé « Giustizia e Libertà, mouvement révolutionnaire antifasciste » qui s'ouvre avec un article portant pour titre « Nous ne vaincrons pas en un seul jour, mais nous vaincrons ».

– 30 décembre : un agent provocateur du nom de Menapace tente d'engager, à Paris, les réfugiés politiques Camillo Berneri, Alberto Cianca et Alberto Tarchiani dans un projet d'attentat contre le ministre de la Justice Alfredo Rocco. Cianca, Tarchiani et le socialiste Sardelli sont arrêtés à Paris en janvier 1930, sur la dénonciation de l'Ambassade d'Italie.

### 1930

– 11 juillet : Giovanni Bassanesi et Gioacchino Dolci décollent de Suisse pour accomplir un raid aérien au-dessus de Milan et lancer des tracts antifascistes sur la ville. Organisée dans le secret, l'opération provoque la démission, en août, des deux républicains Facchinetti et Rossetti du mouvement *gielliste*.

– 25 septembre : ouverture, à Bruxelles, du procès contre De Rosa, condamné à cinq ans de réclusion.

– 30 octobre : arrestation, à Milan, des principaux membres du groupe clandestin de « *Giustizia e Libertà* » dans la Péninsule, dont ses deux figures principales, Ernesto Rossi et Riccardo Bauer.

Rendi, les principaux représentants du mouvement d'opposition en Italie de « l'Alliance nationale ».

### 1931

– 26 avril : Pie XI revendique les droits de l'Église en matière d'éducation et d'aide sociale dans une lettre adressée à l'archevêque de Milan Ildefonso Schuster. C'est une tentative de réponse directe au secrétaire du PNF, Giovanni Giurati, lequel appelait l'Action catholique, organe laïque au respect des articles du Concordat.

– 29 mai : à Rome, l'anarchiste Michele Schirru, accusé de projeter un attentat contre Mussolini, est fusillé à l'issue de son procès devant le Tribunal spécial.

– 1<sup>er</sup> juillet : entrée en vigueur des nouveaux codes pénal et de procédure pénale qui relègue l'ancienne conception individualiste de la peine pour reconnaître le caractère suprême des institutions qui régissent les intérêts du collectif, comme l'État, la famille, l'économie publique et la race.

– 28 août : le gouvernement impose aux professeurs et aux universitaires de prêter un serment de fidélité au régime fasciste. Une douzaine de professeurs, sur un total de mille deux cents, refusent de se soumettre à cette procédure.

– 3 octobre : Rome est survolée par Lauro De Bosis qui, parti de la Côte d'Azur, jette sur la capitale des milliers de manifestes de propagande antifasciste. Sur la voie du retour, l'aéronef disparaît en mer, avec à son bord De Bosis.

### 1931

– 28 mars : les membres groupe milanais de « *Giustizia e Libertà* », reconstitué sous la direction du socialiste Giuseppe Faravelli, sont arrêtés. Faravelli s'exile à Paris le 29 mai.

– 14 avril : à la suite de la proclamation de la République en Espagne, Rosselli, Tarchiani et Bassanesi se rendent à Barcelone et à Madrid pour rencontrer des figures du mouvement républicain espagnol.

– 29 et 30 mai : conclusion de la première phase du procès dit « des intellectuels », avec la condamnation de Rossi et de Bauer à une peine de vingt années de réclusion.

– 15 septembre-30 octobre : publication par un groupe d'étudiants turinois d'un journal clandestin à destination des ouvriers, portant le titre de *Voci d'Officina*. Les responsables de la publication sont arrêtés au cours du mois de novembre 1931. Aldo Garosci et Franco Venturi s'exilent à Paris. Les autres, Mario Andreis et Luigi Scala sont condamnés par le Tribunal spécial à huit ans de réclusion le 29 avril 1932.

– Novembre : abandon d'un nouveau projet de vol par Bassanesi, Rosselli et Tarchiani, depuis Constance, en Allemagne. Du 18 au 20 novembre, se tient à Lugano le procès contre les organisateurs du raid aérien au-dessus de Milan devant un tribunal fédéral.

Le même mois, entrée de « *Giustizia e Libertà* » au sein de la Concentration d'action antifasciste suite à l'accord conclu entre le mouvement et le PSI le 31 juillet.

**1932**

– 9 janvier : la réconciliation entre le régime italien et le Saint-Siège est manifesté symboliquement par la remise, par Pie XI, à Mussolini de la médaille l'Ordre de l'Éperon d'or. Mussolini est également reçu au Vatican au début de février.

– 19 mars : au cours de son IVème Congrès tenu dans l'exil, à Saint-Louis (Haut-Rhin), les membres du parti républicain délibèrent à la majorité des voix leur sortie de la Concentration. Le PRI met sur pied sa propre organisation clandestine, *La Giovane Italia*.

– 29 mars : mort, à Paris, de Filippo Turati, dirigeant historique du réformisme italien.

– 17 juin : exécution de Domenico Bovone et d'Angelo Sbardello, anarchistes condamnés à mort pour terrorisme et des projets d'attentat contre la vie de Mussolini.

– 20 juillet : une dizaine de jours après les conclusions de la Conférence de Lausanne qui aboutit à l'accord franco-britannique sur les réparations et les dettes de la guerre et l'isolement de l'Italie sur le sujet, Mussolini remplace Dino Grandi aux Affaires étrangères.

– 5 novembre : à l'occasion des manifestations et des célébrations pour le dixième anniversaire de la « Révolution fasciste », le gouvernement concède une nouvelle amnistie et la grâce pour les peines inférieures à cinq années. Fort de l'entrée de six millions de nouveaux inscrits au PNF, Mussolini inaugure l'Exposition de la Révolution Fasciste qui est fondée sur une lecture hagiographique de son mouvement, idéalement relié au *Risorgimento*.

**1933**

– 23 janvier : l'intervention directe de l'État dans le secteur industriel est réorganisée avec l'institution de l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI). Ses premières opérations d'envergure se déroulent l'année suivante avec le sauvetage des institutions de crédit comme la Banque commerciale, le Crédit italien et la Banque de Rome.

– 7 juin : signature du « pacte à Quatre » entre l'Italie, la France, l'Angleterre et l'Allemagne. L'accord, soumis par Mussolini au gouvernement anglais, prévoit l'engagement des quatre puissances pour le maintien de la paix en Europe.

**1932**

– Janvier : publication du premier numéro des *Quaderni di Giustizia e Libertà*, et du « Schéma d'un programme révolutionnaire ». Celui-ci prévoit l'instauration d'un régime républicain, la séparation de l'État et de l'Église, une réforme agraire, la socialisation des industries reconnues d'utilité publique.

- 2 septembre : l'Italie conclut un pacte quinquennal d'amitié avec l'Union soviétique.
- 14 octobre : l'Allemagne du nouveau chancelier Adolf Hitler se retire de la conférence sur le désarmement et abandonne son siège à la Société des Nations.
- 30 octobre : à Rome, et dans tout le Latium, se tient la célébration de plus de deux mille six-cents mariages à l'occasion du « Sacre de la nuptialité », manifestation censée symboliser les réussites de la politique démographique du régime qui accorde à chaque couple une somme d'un montant de cinq cents liras et une police d'assurance.

### 1934

- 5 février : adoption de la loi sur les corporations.
- 25 mars : manifestations organisées par le gouvernement pour la reconnaissance du plébiscite national.
- du 22 au 29 avril : à Florence, se tiennent les premiers *Littoriali della cultura e dell'arte*, manifestation promue par Giuseppe Bottai et Alessandro Pavolini à destination des jeunes et des étudiants membres des Groupes universitaires fascistes (GUF).
- 5 mai : dissolution de la Concentration d'action antifasciste. *La Libertà* cesse de paraître.
- 25 juillet : crise ouverte mais passagère entre l'Italie et l'Allemagne suite à la tentative des autrichiens favorables aux idées du parti national-socialiste de prendre le pouvoir et imposer l'union de leur pays avec l'Allemagne.
- 6 août ; à Annemasse (Haute-Savoie), se tient le premier congrès des « dissidents du parti

### 1934

- 3 mars : publication du numéro unique du *Giornale degli operai*, entreprise éditoriale entièrement financée par Carlo Rosselli.
- 11 mars : arrestation à Ponte Tresa de Mario Levi et de Sion Segre. Le premier parvient à s'exiler à Paris mais la police opère au démantèlement d'un premier groupe turinois associé à l'action de « *Giustizia e Libertà* » dans l'exil et animé par Leone Ginzburg. Sont notamment arrêtés Carlo Levi, Barbara Allason et Augusto Monti. Cesare Pavese remplace Leone Ginzburg à la direction de la revue *La Cultura*, publiée par la maison d'édition fondée en 1933 par Giulio, le fils de Luigi Einaudi. Ginzburg et Segre sont condamnés par le Tribunal spécial à quatre et trois ans de réclusion pour « appartenance au mouvement *Giustizia e Libertà* ».
- 18 mai : publication du premier numéro de l'hebdomadaire « *Giustizia e Libertà* », à Paris.

républicain », sous la direction de Ferdinando Schiavetti.

– 17 août : à Paris, signature du pacte d'unité d'action entre le parti communiste et le parti socialiste.

– 10 septembre : le Bureau de Presse institué près le chef du gouvernement est élevé au rang de sous-secrétaire pour la Presse et la Propagande, un an après la nomination de Galeazzo Ciano à sa direction. Le 24, le gouvernement institue une direction générale pour le cinématographe.

– 18 septembre : approbation de la loi sur la préparation militaire. L'entraînement des citoyens, confié à la Milice, doit commencer dès l'âge de huit ans.

– 25 septembre : adoption de nouvelles mesures d'amnistie pour les peines inférieures à deux ans de prison, suite à la naissance de la princesse Maria Pia.

### 1935

– 3 janvier : recours de l'Éthiopie devant la Société des Nations pour mettre un terme aux agressions italiennes dans la zone de l'Ogaden. Lancement d'une procédure d'arbitrage.

– 7 janvier : Mussolini et le ministre français des Affaires étrangères Pierre Laval stipulent les Accords de Rome.

– 5 février : début de la mobilisation des troupes pour l'Afrique orientale en Italie.

– du 11 au 14 avril : Conférence de Stresa entre l'Italie, la France et l'Angleterre pour réaffirmer le maintien de la paix et l'esprit du Pacte de Locarno de 1924.

– 16 mai : à Paris, ouverture d'une grande exposition sur l'art italien, quelques jours avant l'inauguration, à Rome, du premier Congrès corporatif franco-italien.

– 21 juin : à Paris, ouverture du Congrès des écrivains pour la défense de la culture.

– 24 et 25 juin : échec de la solution de compromis dans le différend italo-éthiopien, lors des discussions entre Mussolini et le Premier ministre britannique Anthony Eden.

– 3 octobre : début des opérations militaires italiennes en Éthiopie. La Société des Nations

### 1935

– 15 mai : à Turin, arrestations de Michele Giua, Massimo Mila, Augusto Monti, Vittorio Foà et Vindice Cavallera, tous reconnus comme membres du mouvement « *Giustizia e Libertà* ». Avec la collaboration du commissaire Guido Lospinoso, au Consulat général de Nice, le préfet de Gênes Giuseppe Murino et celui de Turin Giuseppe Stracca, le commissaire Renzo Mambrini, de la division de la police politique – grâce aussi à la collaboration décisive de l'écrivain Dino Segre, espion du régime – opère près de cinquante arrestations. Le 28 février 1936, le Tribunal spécial condamne Michele Giua et Vittorio Foà, chacun à quinze ans de

délibère l'application de sanctions contre le régime.

– 12-13 octobre : à Bruxelles, dans la foulée du Congrès d'Amsterdam, se réunissent à l'initiative des socialistes et des communistes les organisations antifascistes contre la guerre en Abyssinie. Ruggero Grieco lance son appel en direction des « frères en chemise noire ».

### 1936

– 5 mai : les Italiens entrent dans Addis-Abeba. Le 9, Mussolini annonce depuis le balcon du *palazzo Venezia*, à Rome, la « renaissance de l'Empire ». Le roi Victor Emmanuel III assume désormais le titre d'empereur d'Éthiopie.

– 17 juillet : en Espagne, insurrection de plusieurs officiers de l'armée et de membres de la Phalange contre le gouvernement élu en février. Le *pronunciamento* part des garnisons du Maroc et s'étend à la Péninsule les 18 et 19 juillet. C'est le début de la guerre d'Espagne.

– Août : le mensuel communiste *Lo Stato Operaio* lance un appel à la « réconciliation nationale ».

– 18 septembre : l'Internationale communiste prévoit de procéder au recrutement, « parmi les ouvriers de tous les pays », de volontaires « ayant une expérience militaire » en vue de leur envoi en Espagne. Sur place, le communiste Luigi Longo participe activement à l'organisation des premières Brigades internationales.

– 24 octobre : Galeazzo Ciano et le ministre allemand des Affaires étrangères Konstantin von Neurath signent à Berlin un accord qui engage notamment les deux pays à lutter contre le

prison, Vindice Cavallera à huit ans, Massimo Mila à sept années et Augusto Monti à cinq ans.

### 1936

– Juin : arrestation, à Turin, du groupe formé autour d'Almo Bertolini et Leopoldo Zaramella, avec des ramifications dans la région de Vercelli et de Carrare

– 23 et 24 juillet : attribuant aux événements espagnols un sens politique d'ampleur européenne, Rosselli propose aux partis antifascistes d'intervenir militairement aux côtés des républicains. Avec l'anarchiste Camille Berneri, le républicain Mario Angeloni, et les deux *giellistes* Luigi Battistelli et Giuseppe Bifulchi, il met sur pied une armée de volontaires d'environ cent-quarante hommes. Ceux-ci sont finalement insérés au sein d'une section italienne qui fait partie intégrante de la colonne anarchiste *Ascaso* de la CNT-FAI.

bolchévisme et ainsi leur soutien en faveur des forces franquistes.

– 27 octobre : les communistes, socialistes et républicains italiens décident, à Paris, d'envoyer des volontaires en Espagne. Ceux-ci intègrent le bataillon Garibaldi, composé majoritairement de volontaires Italiens, et commandé par le républicain Randolfo Pacciardi. En novembre, le bataillon prend part à la défense victorieuse de Madrid.

– 25 novembre : signature à Berlin entre le Japon et l'Allemagne du Pacte anti-Komintern. L'Italie le ratifie un an plus tard, le 6 novembre 1937.

### 1937

– 2 janvier : à Rome, l'Angleterre et l'Italie s'accordent sur le maintien du *statu quo* dans la zone de la Méditerranée, chaque puissance reconnaissant à l'autre le droit de défendre ses intérêts dans la région.

– du 8 au 18 mars : les Brigades internationales ralentissent l'avancée de Franco sur Madrid dans la région de Guadalajara.

– 27 avril : mort, à Rome, d'Antonio Gramsci.

– 20-22 novembre : après l'échec de l'offensive prévue sur Almodévar, Rosselli décide d'abandonner le commandement de la section italienne de la colonne *Ascaso*. Celle-ci est finalement dissoute en avril 1937 et ses éléments sont pour partie réintégrés au sein des Brigades internationales.

### 1937

– 9 juin : assassinat des frères Rosselli à Bagnoles de l'Orne par des individus affiliés à l'organisation terroriste de droite, l'OSARN.

– 20 août : arrestation du groupe gielliste de Crémone.



## INDEX BIOGRAPHIQUE

*Ne figurent dans cet index uniquement les hommes et les femmes ayant appartenu ou participé à l'activité du mouvement « Giustizia e Libertà » entre 1929 et 1937, et dont le nom a été évoqué au cours de ce travail. Est aussi précisé, le cas échéant, les engagements militants pris par ces individus dans les années de guerre et du second après-guerre. Enfin, cet index ne vise pas l'exhaustivité ; le nom de certains militants et sympathisants, de même que des informations biographiques, peuvent manquer.*

### **Agosti Giorgio (1910-1992)**

Né à Turin d'un père médecin officier durant la Grande Guerre et d'une mère diplômée en littérature française, il fréquente le lycée d'Azeglio avant de se diplômer en droit, en 1931. Membre fondateur du Parti d'Action, en 1942, il intègre le Comité de Libération Nationale (CLN) de l'Italie du Nord. Après la guerre, il reste proche d'Ernesto Rossi et défend l'héritage *gielliste* en participant à la fondation de la revue *Il Ponte*, aux côtés de Piero Calamandrei.

### **Allason Wick Barbara (1877-1968)**

Fille d'un général, née à Pecetto Torinese, dans la province de Turin, elle est diplômée en littérature allemande et devient enseignante. Intime de Piero Gobetti, elle est aussi membre de la *Società di cultura* (avec Pietro Egidi, Lionello Venturi), fondée par celui-ci. À la fin des années vingt, elle anime un salon privé où se rassemble l'antifascisme turinois non communiste. Son appui public aux positions de Croce sur les accords du Latran lui vaut d'être suspendue de son enseignement avant d'être arrêtée en 1934, avec les principaux animateurs du mouvement antifasciste dans la cité piémontaise (Leone Ginzburg, Sion Segre et sa nièce Anita Rho). Elle est libérée quelques mois plus tard, après avoir juré de ne plus participer à une quelconque activité clandestine. Malgré ce serment, elle demeure en contact avec les milieux antifascistes. Sans travail, elle vit à Rome, à Padoue, avec son fils Gian-Carlo Wick, poursuivant son travail de traduction d'auteurs classiques de la littérature allemande.

### **Andreis Mario (1907-1985)**

Né à Saluces, dans la province de Coni, il compte parmi les fondateurs du groupe *gielliste* de Turin en 1930. Arrêté dans l'hiver 1931, il est condamné en 1932 à huit années de réclusion par le Tribunal spécial fasciste. En 1942, il compte parmi les fondateurs du Parti d'Action et devient membre du Comité de Libération Nationale pour la région du Piémont.

### **Antonicelli Franco (1902-1974)**

Né à Voghera d'un père officier de carrière et d'une mère d'origine nobiliaire, il est diplômé de lettres (1924) et de droit, notamment à Turin, sous la direction de Gioele Solari (1931). Elève du lycée d'Azeglio, il est arrêté puis ostracisé du fait de son soutien apporté à Croce, en 1929, lors du vote sur les accords du Latran. Il réalise des traductions, collabore à la revue *La Cultura*, et dirige enfin la collection « Bibliothèque européenne » d'Einaudi. Arrêté en 1935, envoyé en relégation, il est libéré en mars 1936. En 1943, il entre dans la Résistance jusqu'à son arrestation le 6 novembre, et son incarcération dans la prison de *Regina Cæli*. Libéré le 18 avril, il intègre le Comité de Libération Nationale de la région du Piémont, en tant que représentant du parti libéral. Proche de Croce, il participe en effet, après la Libération, à la refondation de ce parti avant d'intégrer la Concentration républicaine et démocratique d'Ugo La Malfa, puis de se rapprocher, enfin, du parti communiste.

**Ascoli Max (1898-1978)**

Né à Ferrare, diplômé en droit et en philosophie, il enseigne à partir de 1927, d'abord à Camerino puis à Cagliari. Ancien collaborateur de la revue gobettienne *La Rivoluzione Liberale*, il obtient, en 1931, une *fellowship* de la Fondation Rockefeller. Aux États-Unis, il intègre la *New School for Social Research* en 1933. À la fin des années trente, il aide les intellectuels et universitaires opposés au régime fasciste à traverser l'Atlantique. Membre fondateur de la *Mazzini Society* (1940), il s'implique dès lors dans l'effort de propagande aux États-Unis pour soutenir la cause des démocrates italiens auprès du gouvernement américain.

**Bassanesi Giovanni (1905-1947)**

Né à Aoste dans une famille de tradition catholique, il travaille avec son père, propriétaire d'un magasin et d'un laboratoire de photographie. En 1927, il décide d'émigrer à Paris, à la grande stupeur de ses proches qui sans avoir pris leur carte au PNF n'en était pas antifasciste pour autant. En France, il se rapproche d'abord des milieux communistes qui l'accueillent avec méfiance puis de la Concentration antifasciste, après avoir adhéré à la section italienne de la Ligue des droits de l'homme. Dès 1928, il se fait remarquer par les services de la sûreté nationale suite à son geste démonstratif au théâtre de la Gaîté Lyrique, lors d'une représentation de Pietro Mascagni. C'est ensuite auprès de Cianca qu'il confie le projet d'un vol au-dessus de l'Italie. Après son expulsion de la Suisse, il s'établit en Belgique, avant de se fixer à Nice où il devient directeur de la section locale de la LIDU en janvier 1935. Le 3 juin 1937, de retour d'Espagne, il est arrêté par la police française, muni de faux papiers d'identité, et incarcéré à Perpignan. En juillet 1937, à Nice, il fonde une petite maison d'édition pour diffuser les idéaux pacifistes, et contrecarrer la propagande de l'Union populaire italienne (UPI). En 1939, il quitte définitivement la France et retourne à Aoste : il y conduit une propagande pacifiste et demande, en vain, l'autorisation de publier un journal intitulé *Pace, Giustizia e Libertà*. Arrêté le 1er septembre par la police fasciste pour avoir distribué des manifestes pacifistes avec sa compagne Camilla Restellini, ex-dirigeante socialiste, il est condamné à quatre ans de *confino*, à Ventotene. Libéré en 1942, il demeure isolé et oublié de tous dans une maison de santé et meurt en 1947 à Montelupo Fiorentino.

**Battistelli Luigi « Libero » (1893-1937)**

Avocat républicain exilé au Brésil, il collabore à la revue *Studi Sociali*, publiée à Montevideo et Buenos Aires par l'anarchiste Luigi Fabbri. En septembre 1936, il s'enrôle comme milicien volontaire au sein de la section italienne de la colonne *Ascaso*, qui combat les forces franquistes dans l'Aragon. Il décède le 22 juin 1937 des suites de ses blessures sur le front de Huesca.

**Bauer Riccardo (1896-1982)**

Sujet de l'empire des Habsbourg par son père, il s'engage pourtant dans l'armée italienne lors de la Première Guerre mondiale. Diplômé en sciences économique de l'université Bocconi, il est influencé dans ses idées à la fois par la tradition illuministe et démocratique de la capitale lombarde et l'historicisme crocien. Collaborateur à *La Rivoluzione Liberale*, il fonde, en 1924, la revue antifasciste *Il Caffè*. Arrêté en 1930, il intègre la Résistance dans les rangs du Parti d'Action. À la Libération, il fonde le journal *Realtà politica*, tout en collaborant à plusieurs journaux : *Lo Stato moderno* de Mario Paggi, *Il Mondo* dirigé par Pannunzio, et enfin *Il Ponte*, périodique fondé par Calamandrei. Retiré de la politique, il se consacre à la Société humanitaire et à la Ligue italienne des droits de l'homme, en tant que président de ces deux associations.

**Belloni Giulio Andrea (1902-1957)**

Né à Rome, il y étudie le droit. Auteur d'un bref essai de criminologie publié lors de ses années de formation, il est fidèle à la pensée de ses maîtres de l'école positiviste qu'il essaie de rapprocher de la culture issue du *Risorgimento*, en particulier la tradition politique du mazzinisme, de laquelle il retire le rigorisme éthique et la foi dans les valeurs morales. Jeune militant républicain, il en devient le secrétaire national en 1924 et dirige le journal *L'Alba repubblicana* jusqu'à l'adoption des premières mesures restrictives sur la presse. Il poursuit dès lors ses recherches en criminologie, écrit plusieurs articles pour la presse spécialisée de droit pénal et comparé. Ses liens avec l'antifascisme, et notamment le mouvement *gielliste* ne sont découverts que tardivement, vers 1940. Arrêté, il est emprisonné jusqu'en 1945. De cette expérience, il tire une vaste critique du régime carcéral en vigueur dans une étude de

psychologie criminelle intitulée *Lo specchio dell'Erinni* (1945). Élu secrétaire politique du parti républicain, il dirige à partir de 1946 *La Voce repubblicana* avant d'être élu député de Rome et du Latium, deux ans plus tard.

#### **Bobbio Norberto (1909-2004)**

Né à Turin, il est le fils d'un médecin chirurgien aisé philofasciste. Il fréquente le lycée d'Azeglio avant de se diplômer en droit sous la direction de Solari (« *Filosofia e dogmatica del diritto* », 1931) puis en philosophie avec une thèse sur la phénoménologie de Husserl (son directeur est Annibale Pastore). Au lycée, entre 1919 et 1927, il est l'élève de Umberto Cosmo, Arturo Segre, Zino Zini, Augusto Monti et subit l'influence de ses condisciples précocement engagés dans l'opposition au régime, de façon clandestine ou non : Leone Ginzburg, Massimo Mila, Gian Carlo Pajetta, Vittorio Foà et Franco Antonicelli. Inscrit au GUF, il fréquente également le salon de Barbara Allason mais, à l'inverse de ses camarades, ne s'engage pas dans la lutte active contre le régime. Arrêté en 1935, il est donc seulement gardé en prison une semaine. De crainte de voir sa carrière universitaire interrompue, il fait son autocritique (« *discolpa e adesione al fascismo* ») dans une lettre adressée à Mussolini. Il enseigne ensuite la philosophie à Camerico (1935-1938), Sienne (1938-1940) et Padoue (1940-1948), ce qui le conduit à fréquenter plusieurs groupes d'antifascistes et de connaître successivement Aldo Capitini et Guido Calogero Mario delle Piane, Antonio Giuriolo. Son entrée dans l'antifascisme actif date de 1939, à Sienne : bénéficiaire de la chaire de philosophie du droit après le départ de Felice Battaglia, il fréquente assidûment Aldo Capitini et Guido Calogero. En 1942, alors professeur à l'université de Padoue, il participe à la fondation du Part d'Action Vénète, à Trévise. Il fait alors la connaissance de Giancarlo Tonolo et Silvio Trentin. Arrêté le 6 décembre 1943, il rentre à Turin et s'engage dans la Résistance (fondateur du journal *L'Ora dell'Azione*). À la Libération, il collabore à *Giustizia e Libertà*, le périodique dirigé par Franco Venturi et au *Ponte* de Piero Calamandrei. Il adhère aussi à l'Unité populaire fondée par Codignola et au Parti socialiste unifié (1967).

#### **Bolaffio Roberto (1893-1977)**

Né à Gorizia, il émigre aux Etats-Unis dès 1923 et obtient la citoyenneté américaine. À New York, il maintient des relations avec les exilés politiques italiens, notamment Salvemini avec qui il noue une amitié profonde. Au début des années 1940, il compte parmi les fondateurs de la *Mazzini Society* et occupe le poste de trésorier de l'*Italian Emergency*, émanation de la première qui organise l'exil de milliers de juifs européens.

#### **Borgese Antonio Giuseppe (1882-1952)**

Poète, romancier, critique, Borgese naît à Polizzi Generosa (Palerme). Il accomplit ses études universitaires en lettres, à Palerme puis à Florence. En 1901, il collabore à l'*Archivio per lo studio delle tradizioni popolari*, avant d'intégrer les cercles du *Regno* et de *Leonardo*. Il assume la direction de la revue *Hermès* de 1904 à 1906 et enseigne la littérature allemande et l'esthétique à l'université. Il fonde aussi plusieurs revues, *La nuova cultura* en 1913 et *Il Conciliatore* en 1914. Exilé politique aux Etats-Unis (1931), il dénonce le régime fasciste dans *Goliath. On the March of Fascism* (1937) et *Common Cause* (1943). À travers ses essais, il tente de forger sa propre esthétique en orientant ses analyses sur les aspects psychologiques et idéologiques des textes littéraires : *Gabriele D'Annunzio* (1909). Son roman le plus célèbre est *Rubé* (1921) dans lequel il met en scène un avocat, Filippo Rubé, petit-bourgeois italien humilié après la Première Guerre mondiale, figure typique du contexte social post-guerre ayant favorisé l'avènement du fascisme dans la Péninsule.

#### **Caffi Andrea (1887-1955)**

Né à Saint-Pétersbourg de parents italiens originaires de Belluno, il fréquente l'école réformée de la capitale de l'Empire russe, très ouverte sur les différentes cultures du continent européen. La connaissance des conditions de vie et de travail des ouvriers et des membres des classes les plus humbles le conduit vers les idées socialistes ; en 1903, il agit de pair avec des typographes, clandestinement, pour faire œuvre de propagande politique. En 1904 et 1905, il est ainsi un acteur du mouvement révolutionnaire, favorable au programme menchévique. Emprisonné, il est libéré avant le terme de sa condamnation (trois ans) grâce à l'intercession de l'ambassade italienne (1907). Il accomplit ensuite ses études à Berlin, sous la tutelle de Georg Simmel avant de rejoindre Florence, où il se rapproche des

vociens Prezzolini et Scipio Slataper et, enfin, Paris, où il entre en contact avec les avant-gardes (Bergson, Péguy). Avec d'autres jeunes, il formule le projet ambitieux de rédiger une nouvelle encyclopédie pour embrasser et rendre compte de l'actualité du monde culturel, au XXe siècle. Engagé dans la Grande Guerre dans l'armée française puis italienne, il est marqué par l'échec des idéaux internationalistes, notamment dans le monde ouvrier. La cause de la France représente alors, à ses yeux, celle des peuples libres contre l'impérialisme allemand. Blessé, il est envoyé en Suisse, à l'office spécial chargé de conduire une action de propagande à l'intention des minorités nationales de l'Empire austro-hongrois. En lien étroit avec quelques intellectuels italiens, comme Umberto Zanotti-Bianco, il publie les revues *La vita delle Nazioni* (1919) et *La giovane Europa*, témoignant de ses convictions européistes, notamment contre les conclusions du traité de Versailles. Envoyé par le *Corriere della sera* en Russie (1920), il séjourne à Constantinople puis à Odessa mais renonce très vite à cette mission de journaliste qui le cantonne à un rôle d'« observateur ». Il intègre alors la mission de secours Nansen où il rencontre de vieux compagnons de lutte, certains partageant les aspirations et rêves bolchéviques, d'autres menchéviques ou libertaires. Proche de Martov, il critique l'autoritarisme des premiers. Engagé par l'Internationale communiste afin de constituer un bulletin comprenant des informations étrangères, il cherche par ce biais à diffuser des informations qui suggèrent un certain scepticisme dans l'esprit des lecteurs concernant les choix du nouveau pouvoir russe. En contact avec la délégation du PSI, dirigé par Serrati, alors à Moscou pour participer au congrès de la IIIe Internationale (1920), il est aussi accusé d'avoir fait pression sur les représentants italiens pour qu'ils renoncent à adhérer à celle-ci. Arrêté, il doit sa libération à l'intervention d'Angelica Balabanoff. Secrétaire de la première mission officielle italienne dans le nouvel État soviétique, il s'implique afin de faciliter l'expatriation d'individus persécutés par le gouvernement. De retour en Italie (1923), il est employé par le ministère des Affaires étrangères mais abandonne rapidement le poste, constatant la nouvelle situation politique italienne. Collaborateur du *Quarto Stato* et de *Volontà*, il diffuse également de la propagande antifasciste. Entre 1926 et 1929, il se trouve en France, à Versailles, avec la famille du prince Gelasio Caetani et s'occupe, entre autres, de la revue *Commerce*. À Paris, il donne des leçons privées, traduit quelques œuvres et travaille à la typographie Carozzo, menant un train de vie épuisant. Non isolé mais préférant conserver son autonomie à l'égard des milieux politiques émigrés, il tente de corriger la vision « provinciale » que ces derniers avaient du fascisme, convaincu que les événements en Italie étaient le signe d'un bouleversement de valeurs désormais dépassées, dans une Europe plongée dans une situation révolutionnaire depuis 1918. Défenseur d'un pacifisme intégral – il adhère à l'Association pacifiste des ex-combattants –, il n'accorde aucune concession aux actions guerrières, la violence, la terreur, révolutionnaire ou non. Attentif à la jeunesse italienne, il porte aussi constamment son regard sur la réalité de la Péninsule. L'itinéraire de la nouvelle génération est pour lui le résultat de situations contraignantes imposées par la conjoncture historique plus que de véritables choix individuels. Il invite ainsi à faire la distinction entre la ligne officielle du régime et le reste du pays, rappelant toujours les *fuorusciti* à saisir la signification qu'incarne la crise du monde démocratique occidental. Après sa rupture avec le mouvement *gielliste*, en 1935, il s'installe dans le Sud de la France où il noue des contacts avec les anarchistes italiens, notamment ceux de La Seyne-sur-Mer. En 1940, il est à Toulouse et renoue avec les éléments du parti socialiste. De retour à Paris après la Libération (1948), il se lie d'amitié avec Albert Camus et Dionys Mascolo et reste un ami intime de Nicola Chiaromonte.

### **Calamandrei Piero (1889-1956)**

Né à Florence et diplômé en droit, à Pise, en 1912, il est le fils d'un professeur de droit commercial, député républicain. Lui-même devient professeur de droit à Messine, avant d'être nommé, après la Grande Guerre, à Modène et Florence. Il adhère en 1919 à la Ligue démocratique salvéminienne, et collabore à *L'Unità* et à *La Rivoluzione Liberale*. Pour protéger sa carrière et les siens, il prête serment au régime et entre dans une forme de résistance « passive » et silencieuse, jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et son adhésion au Parti d'Action. En 1946, il est élu député dans la nouvelle assemblée constituante.

### **Calosso Umberto (1895-1959)**

Journaliste, critique littéraire et homme politique italien né à Turin, il collabore au journal fondé par Gramsci, *L'Ordine Nuovo*. Il est aussi l'auteur de plusieurs essais réflexifs sur la création littéraire (*L'anarchia di Vittorio Alfieri*, 1924 ; *Colloqui col Manzoni*, 1940). Emigré après l'avènement du

fascisme (1931), il devient un militant actif de l'antifascisme, en se rapprochant du mouvement « *Giustizia e Libertà* ». Engagé en Espagne pendant la guerre civile, il s'exile ensuite à Malte et en Egypte. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il conduit une activité de contre-propagande, depuis Londres.

#### **Chiaromonte Nicola (1905-1972)**

Fils d'un médecin antifasciste, né à Rapolla (Potenza), il passe la majeure partie de sa jeunesse à Rome, où il se diplôme en droit (1927). Pendant ses années universitaires, il se noue d'amitié avec Paolo Milano, Giorgio Diaz de Santillana, Dino Terra et Alberto Moravia. Il manifeste aussi un grand intérêt pour la philosophie et le théâtre et intègre, très jeune, le cénacle philosophique de Adriano Tilgher. Il collabore également dans ces années au *Mondo* (Giovanni Amendola), à *Conscientia* (Giuseppe Gangale) puis, en tant que critique cinématographique et essayiste, à *L'Italia Letteraria*, *Oggi* et *Solaria*. En 1932, pendant un séjour en France, il se rapproche du groupe *gielliste* ; identifié par la police fasciste, il décide de ne plus retourner en Italie. En France, il fréquente les milieux intellectuels de la « Rive gauche ». De fait, après s'être éloigné de « *Giustizia e Libertà* », il intègre, dans l'été 1936, l'escadrille formée par André Malraux pour aller combattre en Espagne. Le romancier campe son portrait dans le personnage de Scali, dans son roman *L'Espoir*. De retour en France, il côtoie le socialiste Angelo Tasca sans toutefois intégrer les rangs du PSI ; à partir de 1940, il se réfugie à Toulouse –nouvel exil durant lequel il perd sa femme (Anni Pohl) – avant de rejoindre les Etats-Unis (1941). Il collabore là à *L'Italia libera* (Salvemini) et *Politics* (Dwight Macdonald). En 1948, il retourne à Paris, est employé par l'Unesco et renoue avec Albert Camus (qu'il rencontra pour la première fois à Oran, pendant son exil vers les États-Unis). Au début des années cinquante, il retourne définitivement en Italie ; collabore au *Mondo*, à *L'Espresso* avant de créer, avec Ignazio Silone, la revue *Tempo presente* (1956).

#### **Cianca Alberto (1884-1966)**

Né à Rome et diplômé en droit, il devient rédacteur en chef du *Mondo*, le périodique fondé par Giovanni Amendola. Signataire du manifeste de 1925, il quitte l'Italie pour la France deux ans plus tard. Membre fondateur de « *Giustizia e Libertà* », il en devient un personnage éminent, surtout après la mort de Carlo Rosselli, avec Fernando Schiavetti, Emilio Lussu et Aldo Garosci. À la veille de 1940, il rejoint les Etats-Unis et la *Mazzini Society*. De retour en Italie en 1943, il adhère au Parti d'Action et devient ministre dans les gouvernements Bonomi puis De Gasperi. Il adhère, après la dissolution du Pd'A en 1947, au PSI.

#### **Einaudi Giulio (1912-1999)**

Né à Dogliani, le fils cadet de Luigi Einaudi a deux autres frères : Mario, antifasciste qui devient enseignant de sciences politiques aux États-Unis et Roberto, futur entrepreneur. Giulio fréquente le lycée d'Azeglio où il est un élève de Monti. Lié d'amitié à Bobbio, Pavese, Mila, Ginzburg, Fernanda Pivano, Antonicelli, Foà, il suivit de façon assez peu rigoureuse des études en sciences naturelles et en médecine à l'université de Turin. Il assume cependant, dès 1929, la direction de la *Riforma sociale* avant de fonder sa propre maison d'édition au troisième étage de la via Arcivescovado 7, autrefois le siège de *L'Ordine Nuovo*. Inspiré par l'œuvre de Gobetti, il est à l'initiative de la nouvelle série de la revue *La Cultura* (1934-5), ancien titre de la presse italienne « ressuscité » en 1929 par le banquier et mécène Raffaele Mattioli, également à l'origine du fameux symbole à l'autruche accompagné de l'inscription latine *spiritus durissima coquit*, qui peut signifier « l'esprit, en somme la culture, peut aider à traverser les époques les plus dures ». En s'appuyant sur un réseau de correspondants de talent, il parvient à faire de sa maison d'édition l'une des plus importantes de la Péninsule. Appelé sous les armes en 1940, il obtient un congé provisoire en raison de son activité professionnelle avant de partir en exil en Suisse et de s'engager comme partisan dans les brigades garibaldiennes du Val d'Aoste.

#### **Emery Luigi (1893-1979)**

Journaliste et traducteur italien né à Bologne, engagé pendant la Première Guerre mondiale après laquelle il intègre la rédaction du *Resto del Carlino*. Il collabore également à *L'Unità*, *La Voce* et les revues gobettiennes, *Energie Nove* d'abord puis *La Rivoluzione Liberale*. En 1925, il prend également part à l'expérience du *Non mollare* avant d'être radié de l'ordre des journalistes en 1927 et de s'exiler

en Allemagne où il avait été correspondant pour *La Stampa*. Il travaille alors comme traducteur pour différentes maisons d'édition.

### **Fancello Francesco (1884-1970)**

Né à Oristano, il est le fils d'un conseiller à la Cour de cassation. Son frère cadet Niccolò, proche du syndicalisme révolutionnaire, a participé aux luttes paysannes dans les Pouilles. Diplômé en droit, Francesco Fancello participe à la Grande Guerre, en tant que volontaire *ardito*. Membre du groupe *Volontà* et de la Ligue démocratique de Salvemini, il fonde avec Lussu et Bellieni le Parti sarde d'Action. Reconnu membre de « *Giustizia e Libertà* », il est renvoyé de l'administration romaine ; arrêté en 1930 et envoyé en relégation. Après la Seconde Guerre mondiale, il est adhérent du Parti d'Action et rallie l'aile gauche du parti incarnée par Emilio Lussu.

### **Foà Vittorio (1910-2008)**

Né à Turin, il est le petit-fils d'un rabbin, cousin de Primo Levi. Élève au lycée d'Azeglio, il découvre, sous l'influence de Leone Ginzburg, les grands auteurs libéraux, comme le philosophe Benedetto Croce. Proche de Carlo Levi, il reçoit également l'influence parallèle des gobettiens. Diplômé en droit (1931) après s'être engagé comme officier dans l'armée, il rejoint l'action du groupe turinois de « *Giustizia e Libertà* », en 1933. Arrêté puis incarcéré, il croise le chemin de Rossi et de Bauer. Engagé dans la Résistance, il devient membre du Parti d'Action et reste proche de la ligne socialiste de Lussu. Syndicaliste, membre du PSI, il rejoint le Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP) lors de la scission de 1964. Fasciné par l'URSS et le communisme, il se rapproche du PCI à la fin de sa vie.

### **Fiore Tommaso (1884-1973)**

Né à Altamura (Bari), il se diplôme à l'université de Pise (1903) après avoir suivi les leçons de Giovanni Pascoli et les théories de Pietro Gori, deux figures de premier plan du socialisme libertaire italien. Une idéologie par ailleurs très diffusée dans la région de Pise et de la Lunigiana. Il découvre également lors de son séjour pisan l'œuvre d'Arturo Labriola (*Materialismo storico*) et l'esthétique de Croce. À son retour dans sa région d'origine, marquée par une phase intense de luttes paysannes, il collabore à la *Rassegna pugliese*, développant entre autres la pensée de Tolstoï, son enseignement rationnel et humanitaire pour un anarchisme non violent. Sa polémique contre un député « philo-giolittien » dans les colonnes du journal local, le *Solco* manifeste déjà une forme de réaction morale contre le système politique en vigueur en Italie. Celle-ci se conclue notamment par un engagement dans la bataille conduite par les démocrate-interventionnistes, à l'image d'autres intellectuels méridionaux, espérant que la guerre soit « moralisatrice et libératrice » à la fois pour la nation italienne, comme Fiore l'écrivait lui-même dans *La Voce* (22 juin et 22 juillet 1915). En 1919, il manifeste aux côtés des anciens combattants et collabore à la revue de Salvemini, *L'Unità*, qu'il soutient lors des élections de 1919. Il devient lui-même maire d'Altamura et conseiller de la province de Bari entre 1920 et 1922. En 1923, débute sa collaboration à *La Rivoluzione Liberale* avec une série d'articles sur le Mezzogiorno et le fascisme, traçant une ligne de continuité entre ce dernier et ce qu'a pu incarner à ses yeux le giolittisme. Il collabore aussi à la *Critica politica* et à *Humanitas* ; il approfondit ainsi une vision politique antiautoritaire, se ressourçant dans l'héritage de Cattaneo. Engagé dans le PSU après le délit Matteotti, il subit plusieurs perquisitions à son domicile où il cache de la propagande antifasciste ; le préfet de Bari demande sa révocation de sa charge d'enseignant. Une partie des « lettres méridionales » qu'il envoyait à la revue de Gobetti sont ensuite publiées dans *Conscientia*. En 1926, il rejoint le groupe du *Quarto Stato*, manifestant sa proximité avec la pensée de Guido Dorso, auteur théoricien méridionaliste, libériste et antijacobin. Aspirant à l'unification des forces socialistes, il théorise également la seule stratégie possible à ses yeux pour lutter contre le fascisme : constituer un nouveau « bloc social », composé des paysans, des ouvriers mais aussi de tous les petits producteurs du monde rural et urbain. Il attire notamment l'attention de Rosselli, comme il l'avait fait avant à l'égard de Gobetti, sur la nécessité de développer et de cultiver une nouvelle réflexion sur les régions méridionales de la Péninsule. Dans les années trente, très surveillé par la police politique fasciste, il publie des études sur la littérature classique et notamment les poésies de Virgile. Il y traite notamment de l'indépendance du poète à l'égard du pouvoir politique (*La poesia di Virgilio*, Bari, 1930). En 1937, il obtient la chaire de latin et de grec au lycée classique de Molfetta et collabore avec Laterza. Il contribue à la diffusion des théories pédagogiques de Bertrand Russell (*L'educazione dei nostri figli*, trad. 1934), Spinoza (*L'Etica*, trad.

1934), Sainte-Beuve (*Studio su Virgilio*, trad.), A. G. Baumgarten (*Aesthetica*, trad. 1936). Il publie aussi des essais personnels, sur Thomas More (préface de la trad. *Utopia*, 1942) et Erasme (id. trad. *Elogio della pazzia*, 1943), insistant sur la double dimension critique et rationaliste de ces deux penseurs de la Renaissance européenne. La révision du libéralisme crocien et la nécessité de refonder le socialisme sur de nouvelles bases le conduit à théoriser, parmi les premiers, une conception libéral-socialiste (*Catechismo liberal-socialista del Partito d'Azione*, Putignano, 1945), se rapprochant de Capitini, Calogero, Ginzburg, Monti et Dorso. Cette proximité avec le groupe *gielliste*, les rencontres politico-culturelles auxquelles il participe dans les Pouilles attirent sur lui les yeux de l'OVRA. Envoyé au *confino*, il est libéré après quelques mois mais est de nouveau arrêté peu avant la chute du régime, renfermé dans la prison de Bari avec Calogero, De Ruggero, Cifarelli et d'autres personnalités du mouvement libéral-socialiste de la province de Bari. Leur libération advient à la fin juillet 1943. Promoteur des premiers congrès du comité de libération nationale, il est nommé directeur éducatif de Bari et s'engage pour la « défascisation » et le renouvellement de l'école et de la société, collaborant dans plusieurs journaux nationaux et méridionaux. Universitaire, il poursuit ses recherches sur la littérature classique tout en continuant de manifester son intérêt pour les problématiques méridionales et celles du socialisme. Il participe en 1970 à la fondation de l'Institut de la région des Pouilles pour l'histoire de l'antifascisme et de la Résistance.

### **Galante Garrone Alessandro (1909-2003)**

Né à Vercelli et frère de Carlo, il est le fils d'un professeur de lycée. Jeune, il manifeste son soutien à Francesco Ruffini agressé par des fascistes et se rapproche des antifascistes turinois comme Agosti et Garosci. Diplômé en droit sous la direction de Solari, il refuse cependant d'adhérer à l'action clandestine et se sent plus proche, sur ce point, d'un Croce ou d'un Omodeo. Pendant la guerre, il devient membre du Comité de Libération Nationale piémontais et adhère au Parti d'Action. Ensuite, il s'éloigne de la politique active et, conseillé par Chabod, devient professeur d'histoire du *Risorgimento* à Cagliari puis à Turin. À l'image de son maître ou de Venturi, ce spécialiste de Buonarroti était profondément attaché à l'esprit, la culture et la pensée du siècle des Lumières.

### **Garosci Aldo (1907-2000)**

Né à Meana di Susa, diplômé en droit (1929) à l'université de Turin sous la direction de Solari (mémoire sur Jean Bodin), il collabore à la revue *Il Baretto*, sans pour autant avoir connu Gobetti. Après son exil en France, en 1931, et son activité militante auprès de Rosselli, il se réfugie aux États-Unis, en 1940. Membre de la *Mazzini Society*, il retourne en Italie en 1943 et adhère au Parti d'Action. Dans les années qui suivent, il se rapproche des sociaux-démocrates et dirige le quotidien *Italia socialista*. Membre de l'Unité populaire, il est ensuite l'un des acteurs de l'unification socialiste et adhère au PSU. Également historien, il obtient en 1960 une chaire sur l'histoire du *Risorgimento*, à l'université de Turin.

### **Ginzburg Leone (1909-1944)**

Né à Odessa, il est le fils d'un industriel du papier d'origine juive. La famille connaît l'Italie depuis 1907, depuis un premier séjour en Toscane ; une nourrice d'origine italienne vit par ailleurs auprès des Ginzburg et enseigne aux enfants le français et l'italien. Cette nourrice, Maria Segré est la sœur du père naturel de Leone, Renzo Segre avec qui Vera Griliches, sa mère, a eu une relation. Favorable à la révolution bolchévique, les Ginzburg quittent toutefois la Russie pour s'établir à Turin, suivi d'un bref passage par Berlin (le père y reste, pour le travail), au début des années 1920. Leone vit alors déjà en Italie depuis 1914, entre Rome et Viareggio, chez sa nourrice. Doté d'une précocité intellectuelle étonnante, Leone rédige à six ans ses *Ricordi di un giornalista in erba*, avant de compiler des études littéraires sur Dante, Pouchkine, Mazzini. Élève d'Umberto Cosmo au lycée d'Azeglio, Leone s'inscrit, dans un premier temps, en lettres. Après une première rencontre avec Croce, en 1928, Leone décide de poursuivre ses études et de préparer une thèse sur Maupassant. Il est ainsi au contact de Filippo Neri, Augusto Rostagni, Arturo Farinelli, Matteo Bartoli, Santorre Debenedetti. Membre du groupe de la « *confraternità* », Leone collabore également au *Baretto* puis, à partir de 1929, à *La Cultura* dirigée par Filippo Neri. En 1931, Cajumi lui confie le soin de préparer un numéro spécial consacré à la personnalité et à l'œuvre de Fédor Dostoïevski. Son activité littéraire et culturelle s'étend aussi à d'autres initiatives éditoriales, conduites notamment avec Cesare Pavese : en collaboration avec la maison d'édition fondée par Carlo Frassinelli et dirigée par Antonicelli, il traduit ainsi plusieurs œuvres (*L'armata a cavallo* de

I. E. Babel, les romans de Franz Kafka, etc.). Apatride (il n'obtient la nationalité italienne qu'à sa majorité, soit en 1931), il refuse cependant de participer à des actions hostiles contre le régime ; en 1929, comme Pavese, il ne cosigne par la lettre rédigée par Cosmo, en soutien de Croce. En 1932, cependant, Leone obtient une bourse d'études pour séjourner à Paris. Il renoue ainsi avec Garosci, Croce et rencontre les *giellistes* Carlo Rosselli et Salvemini. De retour en Italie, il rejoint l'activité clandestine antifasciste en intégrant le groupe d'Andreis, Scala et Garosci. Il entreprend même ensuite de reconstituer le groupe turinois de « *Giustizia e Libertà* » autour de Monti, Carlo Levi, Barbara Allason, Mila, Carlo Mussa-Ivaldi, Michele et Renzo Giua, puis Foà, Mario Levi, Sion Segre, Carlo Muscetta et Tommaso Fiore. Leone collabore ainsi aux *Quaderni* sous la signature M.S. (en hommage à Maria Segré). À la charnière des années 1932-33, il tente d'organiser l'évasion d'Ernesto Rossi de la prison de Piacenza ; à la même époque il obtient la *libera docenza* en littérature russe et donne un premier cours sur Pouchkine à l'université de Turin. Contraint de jurer fidélité au régime, il renonce cependant rapidement à une carrière dans l'enseignement universitaire. Il continue donc ses collaborations auprès de plusieurs revues, dont *Illustrazione italiana* (1933), à la maison d'édition Einaudi et enseigne l'histoire et la philosophie à l'*Istituto magistrale Domenico Berti*. Arrêté en 1934, il passe ses années de détention entre *Regina Cœli* et *Civitavecchia* (où il rencontre et se lie d'amitié avec Mario Vinciguerra et un groupe de communistes slovènes). À sa libération, deux ans après, il tente de mettre sur pied des projets éditoriaux impliquant Nello Rosselli, Omedeo, Russo, Salvatorelli, Pavese, Debenedetti ; cependant il est très vite rattrapé par la répression, victime cette fois des lois raciales. Marié à Natalia Levi (12 février 1938), il est relégué pendant la guerre au *confino* de Pizzoli (L'Aquila). Il y rencontre un ouvrier communiste, V. Giorgi et tente, malgré les difficultés, de poursuivre son activité éditoriale (notamment par le biais des visites familiales et l'envoi de cartes postales, etc.). Il ne peut empêcher l'évolution de la maison d'édition, sous l'influence de collaborateurs plus jeunes tels Muscetta, Alicata, Pintor, Cantimori, hostiles à l'antifascisme de cette génération née avant le fascisme. Lors d'une permission, en novembre-décembre 1941, il fait la connaissance de certaines de ces personnalités, ainsi que de C. L. Ragghianti et participe à l'élaboration du futur programme, en « sept points », du Parti d'Action. Engagé dans la Résistance, Leone dirige la revue du Pd'A, *Italia libera*, mais, arrêté fin juin 1943 et donné aux Allemands, il succombe aux sévices que lui font subir ces derniers, en février de l'année suivante.

### **Giua Michele (1889-1966)**

Né à Castelsardo, fils d'un instituteur, il se diplôme en chimie à l'université de Rome (1911). Inscrit au PSI (1906), il collabore au journal *Gioventù socialista*, auprès de Leone et d'Arturo Labriola. Dans le cadre de sa thèse, il passe un semestre à Berlin, avant d'intégrer le laboratoire de la *Società d'incoraggiamento d'arti e mestieri* (Milan). De retour à Rome en 1915, il obtient une charge d'enseignement à l'université de Sassari. Il y reste jusqu'en 1920 avant de s'installer ensuite à Turin puis à Pérouse, mais, en 1926, sa carrière universitaire s'interrompt brusquement pour des motifs politiques. Il donne alors quelques cours à l'École d'application d'artillerie de Turin. Il adhère ensuite à la « *Giovane Italia* », une association antifasciste fondée à Turin le 27 février 1927, avec Carlo Levi et Francesco Ruffini. Membre de « *Giustizia e Libertà* », il est arrêté en 1935 puis est condamné, en 1936, à quinze ans de prison (*Regina Cœli* puis, *Castelfranco Emilia*, *Civitavecchia* et San Gimignano). Il n'en sort qu'en 1943. Après la guerre, il est nommé président de la Commission provincial d'épuration de Turin avant d'être élu conseiller municipal de cette ville (socialiste).

### **Giua Renzo (1914-1938)**

Né à Milan, il fréquente le lycée d'Azeglio où il est l'élève de Monti. À l'université, il se lie avec des éléments critiques contre le régime : Cavallera, Andreis, Giandomenico Cosmo, Perelli, Sabbione, Scala et Garosci, Carlo Levi, Migliardi, et fonde, avec ces trois derniers ainsi que le socialiste Poli et l'anarchiste Guasco, le journal *Voci d'Officina*. Destiné à pénétrer les milieux ouvriers, cet organe de presse a aussi pour ambition de former un front antifasciste rassemblant l'ensemble des forces politiques opposées au régime. Aussi, Giua s'engage-t-il lui-même dans la diffusion de documents de propagande socialistes et communistes. En janvier 1932, il est arrêté puis déféré devant le Tribunal spécial avec quelques-uns de ses condisciples. Le régime les accuse de complicité avec l'antifascisme organisé et notamment le mouvement « *Giustizia e Libertà* ». Relâché pour manque de preuves, il est une seconde fois alerté, en 1934, lors de l'arrestation de Leone Ginzburg. Il s'éloigne alors de Turin, rejoignant Balme



(Val d'Ala) et passe la frontière par la voie des glaciers de Lautaret. À Paris, il se rapproche de Mario Levi, Garosci et Venturi. Les quatre jeunes partagent un même « idéalisme crocien » mêlé à un certain ouvriérisme, enfin une identique remise en cause des vieilles formations politiques. Nicola Chiaromonte est également très proche de ce groupe qui entre en polémique ouverte avec Carlo Rosselli. Après sa rupture avec le mouvement *gielliste*, aux premiers mois de l'année 1936, Giua émigre en Suisse (Canton du Tessin) où il se met en relation avec Faravelli, Giuseppe Lugli et Eliseo Masini. Il retourne toutefois en France, les autorités suisses étant averties de sa présence par la police italienne, et poursuit son activité clandestine entre plusieurs villes : Paris, Chambéry, Lyon, Nice, Marseille et quelques autres localités. Lors de la guerre civile espagnole, il rejoint la colonne anarchiste *Durruti* puis est envoyé, après une blessure, à l'école d'officiers des Brigades internationales. Lieutenant, il est assigné au bataillon *Garibaldi* de la XII<sup>ème</sup> brigade avant de prendre le commandement, en tant que capitaine, de la troisième compagnie de la brigade *Garibaldi*. Il décède lors d'une offensive, à Zalamea de la Serena (front de l'Estrémadure), le 17 février 1938.

### Levi Carlo (1902-1975)

Né à Turin, fils d'un représentant d'une entreprise anglaise dans le textile (moyenne bourgeoisie juive) et, par sa mère, neveu du dirigeant socialiste Claudio Treves, il se diplôme en médecine en 1924, à Turin après être passé par le lycée Alfieri. Ami d'enfance de Gobetti, il collabore à *La Rivoluzione Liberale*. Il écrit également des articles sur la peinture dans *L'Ordine Nuovo*. Par l'intermédiaire de Gobetti, il devient l'élève de Felice Casorati ; bien intégré dans le milieu culturel piémontais, il fréquente Cesare Pavese, Giacomo Noventa, Antonio Gramsci, Luigi Einaudi puis Edoardo Persico, Lionello Venturi (il donne son appui, avec Persico, au lancement du groupe des « *Sei di Torino* » que formaient Levi avec Gigi Chessa, Nicola Gallante, Francesco Menzio, Enrico Paulucci, Jessi Boswell). Son art s'enrichit aussi de ses expériences à l'étranger ; à Paris, une première fois en 1923, il est influencé par le fauvisme. Il connaît également les frères Rosselli ; notamment Nello avec qui – et Riccardo Bauer –, en avril 1929, il projette de lancer un journal, *La Lotta politica*. L'année suivante, il accompagne Nello en Angleterre avant de rejoindre le groupe *gielliste*, en 1931. Ses allers et retours entre les deux pays, lui permettent de servir de lien entre le groupe des *fuorusciti* et celui de Turin. Arrêté une première fois à Alassio le 13 mars 1934, il est relâché deux mois plus tard mais à nouveau détenu, le 15 mai 1935 et condamné à trois ans de relégation à Grassano. Il y est rejoint par Paola, la femme de l'entrepreneur Adriano Olivetti qui partage son quotidien. Libéré en mai 1936, il est cependant victime des lois raciales et retourne en France jusqu'en 1941. De retour en Italie, en Toscane, il est arrêté et détenu entre juin et juillet 1943 aux *Nuove* (Turin) puis aux *Murate* (Florence). Il commence alors la rédaction de son roman inspiré de ses années au *confino*, *Cristo si è fermato a Eboli*. Co-directeur de *La Nazione del popolo* (août 1944), directeur de l'édition romaine de *L'Italia libera* (septembre 1945), il abandonne ensuite le Pd'A lors du congrès de Rome (1946). Proche des sociaux-démocrates, d'Aldo Garosci et du socialiste Rocco Scotellaro, il s'engage dans un premier temps pour le maintien de l'autonomie du parti vis-à-vis du PCI, avant de s'en rapprocher lui-même et d'y adhérer, à la fin des années soixante (sénateur communiste en 1968).

### Levi Mario (1905-1973)

Né à Florence, il est le fils de l'histologiste Giuseppe Levi. Installé avec sa famille à Turin depuis 1919, il fréquente le lycée d'Azeglio. Diplômé en sciences commerciales, il devient le directeur commercial de l'entreprise Olivetti. Ce statut lui permet de passer la frontière plusieurs fois l'année ; à partir de 1933, il se met en relation avec les *fuorusciti* et devient une sorte d'émissaire du mouvement *gielliste* à Turin. Arrêté le 11 mars 1934 à Ponte Tresa, il parvient à rejoindre Lugano, laissant son camarade Sion Segre aux mains des autorités fascistes. Cet événement entraîne toutefois la chute du groupe *gielliste* turinois, l'année suivante. À Paris, il collabore aux *Quaderni di Giustizia e Libertà* ainsi qu'à l'hebdomadaire du mouvement ; il consolide également une relation étroite avec Nicola Chiaromonte, Andrea Caffi et Renzo Giua. Enseignant à Courpière et éloigné de « *Giustizia e Libertà* », il collabore au *Nuovo Avanti* et à *La Lumière*. Entre 1938 et 1940, il initie, avec Angelo Tasca, le couple Modigliani, Andrea Caffi, Nicola Chiaromonte et Giuseppe Faravelli un programme radiophonique, destiné à la population émigrée italienne et transmis sur les ondes françaises. Déplacé à Toulouse à partir de 1940 et de l'occupation, il est arrêté par la police de Vichy en mars 1942, interné dans le camp du Vernet. Partisan au sein de la Résistance française, il se rapproche du Front national pour l'indépendance de la France, proche du PCF. Après la guerre, il obtient la citoyenneté française et travaille pour la radio et

l'Unesco. À partir des années cinquante, il apporte aussi son expertise au Centre d'études de politique étrangère.

### **Lussu Emilio (1890-1975)**

Né à Armungia, dans la province de Cagliari, dans une famille de petits propriétaires terriens, il se diplôme en droit en 1915 à Rome, tout en ayant, entre 1912 et 1913, été élève officier à Turin. Mobilisé en mai, il est sous-lieutenant de la brigade Sassari. Promu lieutenant, puis capitaine (1916), il combat presque tout le long de la guerre dans les tranchées et est récompensé, à la fin de celle-ci de quatre médailles. Après neuf mois passé à la présidence de l'association des anciens combattants de Cagliari (1919), il retourne dans une Sardaigne animée de vives tensions sociales et de revendications autonomistes exprimées par un « bloc social » hétérogène composé d'anciens combattants, d'intellectuels et de petits-bourgeois. La liste des anciens combattants remporte 23,4% des voix lors des élections de mai 1919. Ce groupe est toutefois partagé entre deux tendances ; l'une d'inspiration salvémینیenne, libériste incarnée par Bellieni, et l'autre davantage classiste, dans la pure tradition syndicaliste, influencée par les théories de Sorel. Lussu se reconnaît davantage dans cette dernière. Élu en 1920 au Conseil provincial de Cagliari, Lussu se présente, avec succès, aux élections politiques de mai 1921 dans les listes du Parti Sarde d'Action, créé par les anciens combattants sardes à l'issue du IV Congrès des 16 et 17 avril. L'enracinement du PSD'A dans l'île explique pourquoi la Sardaigne est l'une des dernières régions d'Italie où le fascisme réussit à s'implanter véritablement. Les positions du parti sarde sont, en outre, équivoques à l'égard du mouvement fasciste, ce qui poussa même Mussolini à confier au nouveau préfet de Cagliari, le général Gandolfo, la charge de conduire les tractations pour la fusion entre les deux partis. Dans ces négociations, la délégation sardiste est conduite par Lussu qui se dit alors favorable à ce rapprochement. Pour autant, Lussu refuse d'intégrer le parti fasciste, à la différence de nombre de ses compagnons sardistes. Aux élections de 1924, le PSD'A, en remportant encore 16% des voix, démontre qu'il est l'unique force politique capable de contraster l'avancée des fascistes en Sardaigne. Membre du comité de l'Aventin, Lussu est cependant de plus en plus exposé aux menaces des *squadristes* ; le 31 octobre 1926, sa maison est envahie et dévastée. Il s'en sort, tuant, par légitime défense, l'un de ses assaillants. Arrêté et envoyé à Lipari, il vit ensuite entre Paris, la Haute-Savoie (en 1934, pour se soigner d'une maladie pulmonaire), Londres et les États-Unis, notamment pendant la guerre. Membre fondateur de « *Giustizia e Libertà* » et représentant de l'aile socialiste du mouvement qu'il souhaite transformer en nouveau parti socialiste italien, Lussu se retire du comité central gielliste au début de 1935. Il prend l'initiative de rassembler les différents courants socialistes avant de renouer sa collaboration à l'hebdomadaire *gielliste* en 1936, en pleine guerre d'Espagne. De retour à Paris en 1937, il se rend en Espagne, sur le front de Huesca à la fin de mai. À la mort des frères Rosselli, il rentre en France, est désigné leader du groupe « G.L. ». Le 14 juin 1940, il se réfugie avec son épouse Joyce Salvadori dans la région des Pyrénées. Il va ensuite à Marseille pour organiser clandestinement le départ d'Italiens antifascistes de la France : dans le cadre de cette mission, il doit s'exiler à Lisbonne en juin 1941, où il rencontre des représentants du gouvernement britannique. Il tente de les rallier à son projet d'organiser le débarquement d'antifascistes en Sardaigne afin de déclencher un mouvement insurrectionnel. De son exil américain à New York, Lussu rentre clandestinement à Marseille durant l'été 1942 où il rencontre Amendola et rétablit ainsi les contacts avec les communistes, rompus depuis 1939. De Lyon, il tente de rentrer en Suisse mais est arrêté par les Allemands à Annemasse ; relâchés (avec Joyce), il conclut un pacte d'unité d'action avec les autres forces antifascistes (Saragat, Dozza, Amendola). Il rentre en Italie en août 1943. Après la Libération, il est le représentant de l'aile gauche du Parti d'Action, qui l'emporte sur l'opposition incarnée par Ugo La Malfa. Refusant l'alliance de centre-gauche, il participe ensuite à la fusion du parti socialiste qui conduit à la naissance du Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP), proche du PCI.

### **Mila Massimo (1910-1988)**

Né à Turin, fils d'un commerçant et d'une institutrice, il est élève au lycée d'Azeglio. Diplômé en lettres, il collabore au journal *Il Baretto*. Arrêté et détenu pendant quelques mois après avoir affiché son soutien à Croce, en 1929, il maintient toutefois son activité antifasciste tout en se consacrant à l'édition et à la traduction avec Antonicelli, Ginzburg et Pavese. Il est arrêté en 1935, condamné à sept de prison ; libéré en 1940, il est appelé aux armes et s'engage dans la Résistance en 1943. Membre du Parti d'Action, il collabore au *Politecnico* de Vittorini et se rapproche du PCI sans jamais y adhérer. Titulaire de la chaire

d'histoire et de musique à l'université de Turin, il est également membre de l'académie Sainte-Cécile (Rome).

### **Meneghetti Egidio (1892-1961)**

Né à Vérone d'un père médecin, il partage d'abord les idéaux patriotiques et libéraux-démocratiques de ce dernier avant de s'ouvrir aux problèmes que pose la question sociale. En 1908, il participe ainsi à la campagne électorale du candidat socialiste, se reconnaissant dans le réformisme de Turati ou encore de Bissolati. Diplômé en médecine à Padoue, interventionniste, il s'engage en mai 1915 (hôpital de camp, sur le Carso, près de Gorizia puis Asiago). Après la guerre, il part en Allemagne et à l'Institut Pasteur (Paris) avant de devenir lui-même enseignant en 1926, à Camerino. Entre temps, il adhère à « *Italia Libera* » refusant de se lier à l'Association nationale des anciens combattants, proche du PNF ; il participe ainsi à la diffusion du titre clandestin *Non mollare* dans les environs de Padoue. Son étude est cependant dévastée par des *squadristes* après l'attentat contre Mussolini du 31 octobre 1926. Menacé publiquement, abandonné par l'université qui refuse de le défendre, il part finalement à Palerme où un poste d'universitaire lui fut proposé. Dénoncé par le régime pour son attitude politique, il obtient la protection du recteur Francesco Ercole. Appelé à l'université de Padoue en 1932, avec l'appui du recteur Carlo Anti, il est directeur, entre 1933 et 1945, de l'Institut de Pharmacologie. Reconnu, notamment pour son ouvrage publié en 1934 (*Elementi di farmacologia e farmacoterapia* ; trois éditions), il adhère en 1943 au Parti d'Action avant d'être nommé recteur par Concetto Marchesi, à la chute du régime. Avec ce dernier et Silvio Trentin, il participe à la constitution, à Padoue, du Comité de Libération Nationale de la Vénétie. Tout en poursuivant ses activités liées à l'enseignement, il apporte sa contribution à l'œuvre de la Résistance, faisant de l'université le centre même de l'activité du mouvement de libération : il coordonne notamment l'activité du groupe « *Frama* » avec Marchesi, en Suisse, et Ezio Franceschini, à Milan. Arrêté le 7 janvier 1945, il est détenu au palais Giusti, transféré à la prison de Vérone puis, finalement, consigné aux Allemands qui souhaitent l'envoyer dans un camp de concentration en Allemagne. Il reste toutefois au camp de Bolzano, du fait de l'interruption des communications ferroviaires jusqu'à la libération. Il est élu, le 1er août 1945, recteur de l'université de Padoue. Élu conseiller communal pour le Pd'A, il adhère par la suite au PSI et au Mouvement fédéraliste de Spinelli et Rossi. Il est également l'un des fondateurs de l'Institut Vénète pour l'histoire de la Résistance.

### **Monti Augusto (1881-1966)**

Né à Monastero di Bormida, dans la province d'Asti (anciennement de Coni), il est le fils d'un commerçant. Après ses années d'études au lycée Cavour, il se diplôme en lettres et en philosophie : ses maîtres sont des professeurs de l'école positiviste italienne, Rodolfo Renier, Ettore Stampini, Luigi Valmaggi, Domenico Pezzi et l'helléniste Giuseppe Fraccaroli, sous la direction duquel il rédige une thèse sur le Satyricon. Enseignant en Sardaigne (Bosa, Nuoro), il se rapproche de la Fédération nationale des enseignants, engagé dans l'œuvre rénovatrice initiée notamment par G. Salvemini. Il collabore ainsi aux *Nuovi Doveri* de Giuseppe Lombardo Radice. Rentré à Chieri (Piemonte) où il épouse Camilla Dezzani, il publie aussi dans le journal socialiste *Il Grido del Popolo* et dans *La Voce*. Affecté au lycée Campanella, à Reggio Calabria, il prend alors contact avec les organisateurs de *l'Associazione nazionale per gli interessi del Mezzogiorno* (ANIMI), marqué, entre autres, par le travail et la personnalité de Giustino Fortunato. Interventionniste démocratique et anti-giolittien à l'image de ses condisciples de *La Voce* et de *L'Unità*, il s'engage le 15 mai 1917 ; fait prisonnier, il est déporté à la prison de Mauthausen. En 1919, enseignant à Brescia, il adhère à la Ligue démocratique salvéminienne. Deux ans plus tard, il rencontre Gobetti ; dès lors sa collaboration à *La Rivoluzione Liberale* (elle débute en 1921) et dans les autres revues du penseur piémontais prend le pas sur sa participation à *La Voce*. C'est auprès de Gobetti que, selon ses propres dires, Augusto Monti prit conscience de ses responsabilités en tant qu'intellectuel ; sa conception de la politique se rapproche en effet de la leçon gobettienne, c'est-à-dire, celle d'une discipline morale accomplie essentiellement par de petits groupes de publicistes. À la prise de ses responsabilités, de cet engagement, il oppose dans un écrit de 1929 la figure des « *sanssòssi* », au cœur de son œuvre littéraire dont la première partie est publiée à Milan, en 1929 (*Sanssòssi. Gli spensierati : cronaca domestica piemontese del secolo XIX*, Milano, 1929). Très critique à l'encontre du « vieux » mouvement socialiste, il partagea aussi les sympathies de Gobetti pour le tout nouveau parti communiste et le mouvement des conseils ouvriers dans les usines du Piémont. En 1922, est publié

à Turin l'une de ses œuvres maîtresses, *Scuola classica e vità moderna*. La même année, il est nommé professeur de lettres au lycée d'Azeglio (Umberto Cosmo, Zino Zini, Cosimo Giorgieri-Contri). C'est ensuite sa rencontre avec Einaudi père qui lui ouvre les colonnes du *Corriere della Sera*. Plus tard, le rapprochement avec Pavese est aussi déterminant, notamment pour la rédaction de son roman dont il publie, entre 1934 et 1935, une suite avec le diptyque *La storia di papà* (la première partie *Quel quarantotto* est récompensée par le prix Fucinato – la deuxième partie, *L'iniqua mercede*, est publiée le 15 mai 1935, jour de son arrestation). En 1934, l'arrestation de Sion Segre Amar à Ponte Tresa entraîne une première perquisition de son domicile. Monti est détenu aux *Nuove* pour quelques jours. Le 28 février 1936, il est condamné à sept années de prison (*Regina Caeli* puis *Civitavecchia* jusqu'au 1er mars 1939) ; sa peine est toutefois écourtée pour des raisons de santé. Il retourne à Turin où son domicile est placé sous la surveillance de l'OVRA et de la Milice. Il se transfère ensuite à Cavour puis dans le val Piana (hiver 1943-44) pour finalement revenir à Chieri où un ancien ouvrier antifasciste lui offre son domicile comme asile. Sous-intendant régional pour les missions éducatives auprès du Comité de Libération Nationale de la région Piémont, il se rapproche, dans le second après-guerre, du PCI, après avoir adhéré au Parti d'Action.

### **Morandi Rodolfo (1902-1955)**

Né à Milan d'un père aubergiste qui fut militant (mazzinien radical) actif lors de la crise de fin de siècle, il accomplit ses études au lycée Parini avant de se diplômer en droit à l'université de Pavie. Débute à cette époque son engagement politique dans les rangs du PRI et dans les groupes des étudiants socialistes. Il y rencontre notamment Lelio Basso et Giuseppe Faravelli, sans participer activement à l'activité politique. Entre 1921 et 1925, il se concentre effectivement sur les œuvres de Giuseppe Mazzini et se lance dans une tentative d'actualisation de la culture démocratique à partir des réflexions hégéliennes et des courants progressistes et socialistes les plus modernes. Toutefois, le délit Matteotti l'oriente vers un engagement plus direct : il fonde, avec Basso, un mouvement d'opposition, les « *Gruppi goliardici per la libertà* » et la revue *Pietre*, considérant la sécession de l'Aventin comme une grave erreur, inapte à combattre le fascisme. Il collabore ensuite au *Quarto Stato* et effectue un voyage d'études en Allemagne qui l'amène à adopter une idéologie plus marxisante et classiste. À la fin des années vingt, il rejoint l'action du mouvement *gielliste* et tente d'en rendre l'activité clandestine efficace tout en marquant de son empreinte « socialisante » le groupe milanais du mouvement. Après sa rupture avec Rosselli et « *Giustizia e Libertà* », et malgré les initiatives entreprises à son égard par Giorgio Amendola, il refuse de rejoindre le parti communiste dont il conteste le caractère « autoritaire ». Au milieu des années trente, après la signature du pacte d'action entre socialistes et communistes, Morandi est chargé de constituer le centre interne socialiste, en collaboration avec les représentants des différents courants internes du PSI comme Saragat, Tasca, Faravelli, Lucio Luzzatto, Eugenio Colorni. Il en profite pour procéder au renouvellement du profil idéologique du parti (notamment, la question concernant les classes moyennes). Arrêté en 1937, il est jugé par le Tribunal spécial, condamné à 10 années de réclusion, passées dans l'institution pénitentiaire de *Castelfranco Emilia* et à Saluces (1940-43). Il y approfondit sa réflexion sur le rôle de l'État et le passage d'une économie de type capitaliste à une société socialiste sans passer par la phase d'étatisme que connaissait l'Union soviétique. Directeur de *l'Avanti !*, il s'exile, après le 8 septembre, en Suisse (Lugano) où il est nommé secrétaire du comité de libération. Il rentre en Italie en juin 1944, répondant à l'appel de Sandro Pertini. Il fonde ensuite le périodique *Edificazione socialiste*, avec Angelo Saraceno et la revue officielle du PSI, *Politica di classe*, avec Basso et Guido Mazzali, confrontant sa pensée, notamment avec Spinelli, les membres du Parti d'Action et le PCI. Au sein du Comité de Libération Nationale de l'Italie du Nord (CLNAI) il est notamment en charge de la commission économique, tout en assurant le recrutement et la préparation militaire de l'organisation armée du parti. Fondateur de *l'Istituto di studi socialisti*, avec Roberto Tremelloni, il travaille notamment en collaboration avec Pasquale Saraceno. Ministre de l'Industrie dans le gouvernement De Gasperi, il participe à la création de la SVIMEZ, *Associazione per lo sviluppo industriale del Mezzogiorno*, avec Luciano D'Aragona.

### **Nitti Francesco Fausto (1899-1974)**

Né à Pise, combattant volontaire durant la Première Guerre mondiale, il est l'arrière-petit-fils de l'ancien président du Conseil Francesco Saverio Nitti et le fils d'un pasteur évangélique de l'Église épiscopale méthodiste. Vincenzo Nitti, son père, est aussi à l'initiative d'une société secrète, la « *Giovane Italia* »,

créé en 1924 à Rome et qui étend son activité à Milan, Naples et Florence. Celle-ci s'inspire ouvertement de l'idéalisme *risorgimental* et trouve ses fondements dans les groupes de la charbonnerie, dont elle adopte les codes et la structure. Condamné le 1<sup>er</sup> décembre 1926 à cinq ans de relégation, Francesco Nitti est envoyé à Lampedusa puis à Lipari d'où il prend la fuite, à l'été 1929, avec Rosselli et Lussu. En France, il se fixe à Périgueux. Pendant la guerre civile en Espagne, il s'enrôle comme volontaire antifasciste et commande un bataillon d'anarchistes catalans. Il y reste jusqu'en 1939, au moment de la retraite des forces républicaines, puis, blessé, retourne en France où il est interné au camp d'Argelès-sur-Mer. Libéré en 1940, il rejoint la Résistance en France, prend la tête d'un réseau d'espionnage et clandestin qui travaille pour le compte du Bureau central de renseignements et d'actions de la France Libre, le « réseau Berteaux ». Lors du démantèlement de ce dernier, en décembre 1941, Nitti est arrêté, interné puis condamné à la déportation. Lors de son transfert vers le camp de Dachau, il réussit à s'évader et retourne combattre aux côtés des partisans. Médaillé de la Résistance, il rentre en Italie, assume d'importantes responsabilités au sein du parti socialiste, en plus de la direction de l'*Associazione nazionale Partigiani italiani* (ANPI) et de son périodique *Patria indipendente*.

### **Parri Ferruccio (1890-1981)**

Né à Pignerol, diplômé en lettres, enseignant dans le secondaire et journaliste, il est dans un premier temps très proche de Prezzolini et de *La Voce*. En 1913, il fréquente pendant un an le collège des aspirants officiers près le 90<sup>e</sup> régiment d'infanterie, à Gênes et, le 15 mars 1914, sert comme sous-lieutenant de réserve dans le 14<sup>e</sup> régiment d'infanterie. En octobre, il est également nommé professeur d'histoire à l'école technique de Reggio Emilia. Mobilisé le 16 mai de l'année suivante, il reste sous les armes jusqu'au 2 juin 1919. Pendant la Grande Guerre, il est transféré au commandement suprême de l'armée italienne, en tant que premier collaborateur du colonel Cavallero, chef du Bureau des opérations, et collabore également à l'hebdomadaire *Volontà*, créé et dirigé par Vincenzo Torraca en juin 1918. À la fin des conflits, il prête service, pendant un an à l'*Opera nazionale combattenti* dans sa section d'assistance sociale, pour répondre à la demande de Giovanni Mira. Il s'engage en effet au sein de l'Association nationale des anciens combattants dont il assume, à partir de juin 1921, la codirection avec Federico Comandini et Camillo Bellieni. Il échoue toutefois à soustraire l'influence portée sur elle par le mouvement des faisceaux. En 1922, il s'installe à Milan et devient collaborateur au sein de la rédaction du *Corriere della Sera* où il fait la rencontre d'Alberto Tarchiani, le rédacteur en chef de ce grand quotidien. Enseignant comme professeur titulaire dans les classes de collège inférieur au lycée Parini, il demande à être mis en disponibilité avant la rentrée de 1924. Trois mois plus tôt, en juillet, il a pris part à la fondation du journal antifasciste *Il Caffè* et, le 1<sup>er</sup> novembre, intègre la rédaction de l'hebdomadaire antifasciste des combattants de Lombardie *La Patria*. Condamné en 1927 pour avoir organisé l'exil de Turati, il passe ses années de relégation à Ustica, puis à Lipari et enfin à Vallo della Lucania, dans la province de Salerne. En 1931, libéré, il est employé dans l'entreprise Edison. Pendant la Résistance, il joue un rôle actif comme membre du comité militaire de l'Italie du Nord. Nommé président du Conseil à la Libération, il fonde, avec La Malfa et après la scission du Parti d'Action, une Concentration républicaine et démocratique qui fusionne avec le PRI. Il adhère ensuite à l'Unité populaire (1953) avant de se rapprocher du PSI (1958) puis du PCI, par l'intermédiaire du groupe de la Gauche indépendante.

### **Rosselli Carlo (1899-1937)**

Né à Rome, il est le cadet d'une fratrie de trois garçons dont l'aîné meurt sur le front de la Grande Guerre, en 1916. Sa mère, la dramaturge Amelia Rosselli élève presque seule ses enfants, après la mort prématurée de son mari, Giuseppe Emanuele Rosselli, en 1911. Dans la formation intellectuelle et morale de Carlo, comme de son frère Nello, l'oncle, le sénateur Gabriele Pincherle, tient également une place importante. La famille est également en relation avec le couple Laura et Angiolo Orvieto – le fondateur de l'hebdomadaire *Il Marzocco* –, les Lombroso, l'historien Guglielmo Ferrero, des intellectuels nationalistes comme Scipio Sighele, Enrico Corradini, etc. Au début de la guerre, Carlo participe à des activités de volontariat et d'assistance auprès des familles de soldats, jusqu'en 1917. Il est alors intégré dans l'armée italienne en tant que sous-lieutenant du régiment des *alpini*, dans la région de la Valteline. Après la guerre, Carlo s'inscrit à l'*Istituto di scienze sociali* Cesare Alfieri où il soutient une thèse sur le syndicalisme. À cette époque, il entre aussi dans le comité de rédaction de la revue internationaliste et pacifiste *Vita* et assiste au XVII<sup>ème</sup> congrès du parti socialiste, celui de la scission.

Au cours de l'été et de l'automne 1923, il effectue un long séjour en Angleterre, où il noue des relations avec les milieux fabiens et étudie à la *London School of Economics*. Tous ces articles, ceux qu'il publie dans la *Riforma sociale* par exemple, sont dès lors imprégnés de ses lectures des économistes britanniques comme John Ramsay McCulloch, John Stuart Mill, John Elliot Cairnes, Alfred Marshall ou encore Arthur Cecil Pigou. À son retour en Italie, Attilio Cabiati le nomme assistant de l'Institut d'économie politique de la Bocconi, et il obtient, pour la rentrée 1924-1925 un poste à l'*Istituto superiore di scienze economiche e commerciali* de Gênes. À cette date, l'engagement antifasciste de Carlo est beaucoup plus affirmé que deux ans plus tôt, lors de la « marche sur Rome » : il a adhéré au Parti socialiste unitaire (PSU) après l'assassinat de Matteotti, et a continué d'animer et de participer aux réunions du *Circolo di cultura* de Florence, malgré les violences *squadristes* et la censure préfectorale. Cet engagement devient total entre janvier 1925, lorsqu'il fait publier un journal clandestin antifasciste, et 1927, année de son jugement au Tribunal de Savone pour avoir organisé l'expatriation de Filippo Turati. Il se poursuit dix années durant, avant de s'interrompre brusquement lors de son assassinat, et celui de son frère Nello, en juin 1937. L'affaire n'est jugée que dans le second après-guerre, au terme d'un processus judiciaire singulièrement long et complexe qui prend fin, en France, en 1948, et en Italie, en 1949.

### **Rossi Ernesto (1897-1967)**

Né à Caserte d'un père officier de carrière, il s'engage comme volontaire en février 1916. Entré à l'école militaire de Modène, il devient aspirant-officier et rejoint le front, le 28 juin, sur la ligne tracée par le fleuve Isonzo. Promu au grade de sous-lieutenant en 1918, il est finalement démobilisé le 29 mars 1919. À son retour, il s'inscrit à la faculté de droit, à Sienne (1920) et collabore ponctuellement au *Popolo d'Italia* et au *Giornale dei combattenti*. À compter de 1920, après une première rencontre avec Salvemini dans l'été 1919, il publie aussi ses premiers articles dans *L'Unità* et prend part, à Florence, à la fondation du « cercle de culture ». Secrétaire de l'Association agraire de Toscane, il abandonne son poste à l'automne 1921 et rejoint, sur les recommandations de Salvemini, l'*Associazione nazionale per gli interessi del Mezzogiorno* (ANIMI). Envoyé dans la région de la Basilicate, sa mission consiste à mettre sur pied un réseau d'écoles du soir à destination de la population, pour poursuivre leur éducation, ainsi qu'à l'étude de la réalité sociale locale, de ses problèmes et des moyens d'y remédier. Collaborateur à *La Rivoluzione Liberale* à partir de l'été 1922, il cesse alors d'écrire pour le *Popolo d'Italia*. À l'été 1925, placé sous mandat d'arrestation, il s'exile provisoirement en France jusqu'en 1926. Il est alors nommé en tant qu'enseignant à l'Institut technique de Bergame. En 1931, il est condamné à la réclusion puis à la relégation au *confino*. C'est ainsi, à Ventotene, qu'il fait la rencontre de Spinelli (co-auteur du manifeste intitulé « Pour une Europe libre et unie »), Rossi-Doria et Colorni. À la Libération, il dirige, de 1945 à 1958, l'*Azienda Rilievo Alienazione Residuati* (ARAR), une agence qui s'occupe de la gestion du matériel confisqué à l'ennemi. Il collabore successivement au *Mondo*, au *Ponte*, à *Italia socialista* puis à *L'Astrolabio*, le journal dirigé par Ferruccio Parri, et prend part à la fondation du Parti radical.

### **Salvadori Massimo (1908-1992)**

Né à Londres, il est le fils du comte Guglielmo (professeur de philosophie morale à l'université de Rome, positiviste et antifasciste). Diplômé de l'université de Gênes en sciences économiques et sociales, il s'engage dans le groupe romain de « *Giustizia e Libertà* ». Arrêté en 1932, il doit répudier son engagement pour être libéré. En 1933, il émigre en Angleterre et, le 24 mai 1934, part pour le Kenya. Après l'assassinat de Rosselli, il s'éloigne de « *Giustizia e Libertà* » en raison de l'évolution politique du mouvement, qu'il juge trop influencé par les idées socialistes. Au début des années quarante, il aide l'organisation des armées de la résistance en tant qu'agent du *Special Operations Executive* (SOE). Il fournit ainsi la Résistance en armes et tente de pousser les hommes du Parti d'Action à coopérer avec la monarchie italienne. Après la guerre, il enseigne au *Smith College* jusqu'au début des années soixante-dix, travaille également pour l'Unesco et le secrétariat de l'Alliance atlantique.

### **Salvemini Gaetano (1873-1957)**

Né à Molfetta, il vient s'installer à Florence à partir de 1890 et s'inscrit à l'*Istituto di studi superiori*. Ses premiers ouvrages, issus de ses travaux universitaires, sont consacrés à la société médiévale florentine (1896 et 1899), thème qu'il étudie sous la direction de Pasquale Villari puis de Cesare Paoli. Sa seconde étude sur le sujet est également influencée par ses lectures de Marx, d'Antonio Labriola et

d'Achille Loria. La même année, il publie *I partiti politici milanesi nel secolo XIX*, ouvrage qui témoigne de son intérêt pour l'étude du *Risorgimento*, à la suite de sa découverte de Cattaneo et de Giuseppe Ferrari. Six ans plus tard, il se consacre au mazzinisme dans *Il pensiero religioso, politico, sociale di Giuseppe Mazzini*. Critique – il était très méfiant quant à tout révolutionnarisme abstrait voire mystique et irrationnel comme il l'exprima à l'occasion de son étude sur la révolution française (1905) –, il n'en confirme pas moins, par la suite, son intérêt pour la question des rapports entre mazzinisme et socialisme ; un thème vers lequel il oriente notamment l'un de ses élèves, Nello Rosselli. En 1901, il obtient la chaire d'histoire moderne à l'université de Messine. Il enseigne ensuite à Pisa (1910) et à Florence (1916). Après le drame familial de 1908 qui le voit perdre ses proches lors d'un tremblement de terre à Messine, son engagement politique dans les rangs du PSI, qu'il avait rejoint depuis ses années de jeunesse, s'intensifie. Il se montre particulièrement critique contre le gouvernement Giolitti (*Il ministro della malavita*, 1910) et refuse l'intervention militaire en Libye. Mais c'est à l'étude de la question méridionale qu'il se consacre surtout. À partir de 1911, il s'éloigne du parti et fonde *L'Unità*, revue qui exerce une grande influence sur les jeunes générations d'intellectuels, à travers ses prises de position en faveur de la Ligue antiprotectionniste et du mouvement libériste, son interventionnisme démocratique enfin. Engagé volontaire, il est élu après la Grande Guerre député, figurant alors dans la liste des anciens combattants (1919). Arrêté en août 1925 pour sa collaboration au *Non mollare*, il conserve provisoirement sa liberté dans l'attente de son jugement et en profite pour s'exiler en France, puis en Angleterre où débute pour lui une intense activité de conférencier et de publiciste antifasciste. À partir de 1934, il rejoint définitivement les États-Unis, jusqu'en 1947, où il tient la chaire d'histoire de la civilisation italienne à l'Université d'Harvard. Réintégré au sein de l'université florentine en 1948, il reprend sa collaboration à diverses revues et journaux politiques (*Il Mondo*, *Il Ponte*, *Critica sociale*).

#### **Scala Luigi (1905-1945)**

Né à Forlì, il est diplômé en biologie à l'université de Turin et recruté comme maître assistant. Membre du groupe d'étudiants qui diffuse, au début des années trente, des écrits antifascistes et publie le journal ouvrier *Voci d'Officina*, il est condamné par le Tribunal spécial, le 29 avril 1932, à huit ans de détention. Libéré dès janvier 1935, il est à nouveau arrêté le 11 octobre 1936 avec d'autres anarchistes réunis autour de Michele Guasco pour diffusion de propagande antifasciste et en faveur de l'Espagne républicaine. Le 20 mars 1937, il est donc envoyé à la prison de *Castelfranco Emilia* dont il ne ressort qu'en août 1943, en même temps que d'autres détenus parmi lesquels Vittorio Foà. À Turin, Scala se lie au Parti d'Action et intègre le commandement régional des formations partisans de « *Giustizia e Libertà* ». Arrêté par les Allemands le 2 décembre 1943, en compagnie de sa cousine Marisa Scala, il est incarcéré aux *Nuove*, les prisons turinoises, puis déporté au camp de Mauthausen. Épuisé physiquement, il décède à Turin, dans sa chambre d'hôpital, le 21 juillet 1945.

#### **Traquandi Nello (1898-1968)**

Né à Florence, ancien combattant de la Grande Guerre, il occupe un poste d'employé du rail. Après l'assassinat du député socialiste Matteotti, il est nommé secrétaire du comité des oppositions de la cité toscane. En 1925, il prend part à la diffusion du *Non mollare*. Membre de « *Giustizia e Libertà* » à Florence, il est condamné par le Tribunal spécial en juin 1931 à sept années de réclusion : il est envoyé au *confino*, d'abord à Lipari puis est déporté à Ponza et à Ventotene. Condamné trois autres fois, il recouvre la liberté seulement à la chute du régime. Retourné à Florence, il rejoint alors le comité exécutif du Parti d'Action clandestin. Dans une Toscane encore sous la férule nazi-fasciste, Traquandi – sous le pseudonyme de « Satiro » – conduit la lutte clandestine en assistant les familles de partisans, recueillant des fonds pour la Résistance et récoltant, avec Anna Maria Enriques Agnoletti notamment, des informations pour les Alliés (par le biais de la *Commissione Radio* ou CO.RA.).

#### **Tarchiani Alberto (1885-1964)**

Né à Rome, il exerce la profession de journaliste, dans la rédaction de *La Tribuna* (Rome) Volontaire pendant la Grande Guerre, il met alors à contribution ses talents de publiciste au sous-secrétariat à la Propagande (*Ufficio Notizie del Sottosegretariato della Propaganda*). En 1919, il entre au *Corriere della Sera* (Milan) et en devient le directeur adjoint, aux côtés de Luigi Albertini. Antifasciste proche des amendoliens, il émigre à Paris, en 1925. Membre fondateur de « *Giustizia e Libertà* », il s'en éloigne à la moitié des années trente et se rapproche du républicain Pacciardi pour fonder le mouvement de la

« *Giovine Italia* » (1937). En 1940, il quitte la France pour les États-Unis où il prend part à l'activité propagandiste et de *lobbying* de la *Mazzini Society*. Retourné en Italie en septembre 1943, il s'engage dans le Parti d'Action et, avec Croce, tente d'obtenir un compromis avec la monarchie. Ministre des Travaux du second gouvernement Badoglio, il est ensuite nommé ambassadeur aux États-Unis.

#### **Trentin Silvio (1885-1944)**

Né à San Dona di Piave, près de Venise, dans une famille de la bourgeoisie terrienne, il enseigne le droit à Pise. Interventionniste et engagé dans la Grande Guerre, il est élu député, en 1919, sous l'étiquette de la *Democrazia sociale*. Opposé au fascisme, ses cours sont sans cesse perturbés par des groupes de *squadristes* ; résigné, il démissionne, vend ses biens et s'exile en France. Le 2 février 1926, il passe ainsi la frontière franco-italienne, accompagné de sa mère, de sa femme et de ses trois enfants, à Vintimille. Il s'installe dans le Gers pour y exploiter une petite propriété agricole. Cette tentative est toutefois un échec et il se rabat sur le métier de manœuvre, dans une imprimerie, à Auch. Il reste par ailleurs en contact avec ses compagnons d'exil, notamment les militants et dirigeants politiques et met à contribution ses connaissances juridiques pour publier des écrits dénonçant les récents événements en Italie. Il est également un éminent ambassadeur de la Ligue des droits et de l'homme et de sa sœur italienne, la LIDU. Avec l'aide de Camille Soula, professeur de médecine et sur les conseils de ses amis, il rachète, en 1935, le fonds de commerce d'une librairie, à Toulouse, grâce à l'aide de fonds collectés par ses amis en Vénétie et de contacts français. Responsable politique du mouvement « *Giustizia e Liberta* », il s'engage, en 1936, en Espagne ; sa librairie, de salon littéraire et politique, se transforme en véritable « consulat » des Italiens réfugiés en France qui souhaitent rejoindre l'Espagne pour se battre comme volontaire. Retourné en France après la défaite, il manifeste publiquement son indignation concernant les conditions d'internement des réfugiés espagnols, après avoir visité les camps de Saint-Cyprien et d'Argelès-sur-Mer, et adhéré au Comité d'aide aux exilés. Après l'armistice, son ami Achille Auban organise une réunion d'opposants à Vichy (31 juillet 1940), à laquelle participent Camille Soula, Paul Descours, Julien Forges, et lui-même. Sa librairie sert alors à nouveau de lieu informelle de rencontres d'intellectuels, de professeurs et de syndicalistes résistants : Pierre Bertaux, Jean Cassou, Francesco Nitti forment à ses côtés le premier noyau de Résistance à Toulouse. Entré en contact avec des agents de la France Libre à partir de juillet 1941, le groupe accueille ensuite Henri Labit et Furet Mercier, opérateur radio, au mois de septembre. Yvon Morandat, émissaire du général De Gaulle chargé d'établir des liens avec la résistance locale, y est même parachuté en novembre suivant. Peu après, la police de Vichy démantèle le réseau et fait arrêter Pierre Bertaux et Jean Cassou (en décembre 1941 ; ils sont détenus à la prison militaire de Furgole). En 1942, Trentin prend donc la tête du mouvement de résistance « Libérer et Fédérer » qu'il a créé ; le journal du mouvement, tiré à plus de 20 000 exemplaires, est imprimé chez les frères Lion. Trentin, caché depuis décembre 1942 dans le Lauraguais, rentre en Italie à la chute du fascisme et organise la Résistance dans la Vénétie. Arrêté en novembre mais gravement malade, il meurt à Trévise en mars 1944.

#### **Venturi Franco (1914-1944)**

Né à Rome, il est le fils de l'historien de l'art et sénateur, Lionello Venturi. Élève de Monti au lycée d'Azeglio, il s'exile à Paris en 1931, en même temps que son père qui refuse de prêter serment de fidélité au régime. Franco étudie dès lors en Sorbonne et se rapproche du mouvement « *Giustizia e Libertà* ». Dans l'hebdomadaire, il signe certains de ses articles du nom de Dalmazzo Francesco Vasco, un économiste et réformateur piémontais du XVIII<sup>ème</sup> siècle sur lequel il publie une étude en 1940. Un an plus tôt, il a publié un premier essai en français, aux éditions Albert Skira, sur la *Jeunesse Diderot* : un ouvrage historique dans lequel il s'intéresse à la naissance et à l'affirmation de nouveaux idéaux éthiques et politiques à travers l'œuvre philosophie « révolutionnaire » de l'encyclopédiste des Lumières. À cette époque, toute sa famille a déjà émigré aux États-Unis ; lorsqu'il se décide à les rejoindre, lors de l'occupation allemande, il est arrêté en Espagne, interné pendant un an et remis aux autorités italiennes en mars 1941. Incarcéré à Turin puis à Avigliano jusqu'en 1943, il devient ensuite un membre actif du groupe turinois du Parti d'Action et dirige la rédaction du supplément piémontais de *L'Italia libera*, l'organe de l'actionnisme. De 1947 à 1950, il est conseiller culturel à l'ambassade italienne à Moscou, où il rassemble le matériel qui sert à la rédaction de son œuvre sur le populisme russe. Il collabore également à la maison Einaudi puis est nommé directeur de la *Rivista storica italiana*. En 1958, il est élu à la chaire d'histoire moderne de l'université de Turin.



## SOURCES

### Sources non publiées

#### *Archivio Centrale dello Stato (Rome)*

##### **Direction générale de la Sûreté publique – *Divisione Affari Generali e Riservati* :**

Catégorie G1 [Associations italiennes et étrangères] : dossiers 265 ; 273 ; 274 ; 275 ; 276 ; 278 ; 279 ; 280 ; 281 ; 282 ; 283 ; 284 ; 285 ; 286 ; 287 ; 288 ; 289.

Catégorie H2 [Complots et attentats] : dossiers 37 ; 61 ; 71 ; 73 ; 79 ; 87 ; 99 ; 113 ; 161.

Catégorie par année : PS 1926, 79 ; PS 1929, 178 ; PS 1935, 2/J ; PS 1936, 18/B ; PS 1937, 38/B.

*Confino di polizia* : dossier 883.

*Casellario politico centrale* : dossiers 69 ; 117 ; 216 ; 220 ; 287 ; 537 ; 928 ; 958 ; 1 296 ; 1 694 ; 1 810 ; 4 319 ; 4 421 ; 4 422 ; 4 551 ; 4 649 ; 5 029 ; 5 329.

*OVRA* : dossier 3 ; 574.

##### **Direction générale de la Sûreté publique – *Divisione polizia politica* :**

*Fascicoli per materia* : dossiers 27 ; 33 ; 51 ; 69 ; 70 ; 76 ; 77 ; 81 ; 83 ; 85 ; 87 ; 88 ; 91 ; 93 ; 104 ; 105 ; 106 ; 111 ; 112 ; 113 ; 114 ; 115 ; 116 ; 117 ; 118 ; 119 ; 121 ; 122 ; 123 ; 124 ; 125, 126 ; 127 ; 128 ; 129 ; 130 ; 137 ; 143 ; 144 ; 145 ; 148.

*Fascicoli personali* : dossiers 1A ; 53 ; 58A ; 60 ; 96A ; 1 463 ; 1 160.

##### **Archives fascistes – *Tribunale speciale per la Difesa dello stato* :**

*Archivio generale* : dossiers 260 ; 261 ; 262 ; 372 ; 387 ; 396 ; 468 ; 542 ; 543.

##### **Archives fascistes – *Ministero della cultura popolare (MINCULPOP)* :**

*Reports* : dossier 7 ; 8 ; 18.

##### **Archives de personnalités :**

Fonds Mario Andreis

#### *Istituto storico della Resistenza in Toscana (Florence)*

##### **Archives de Giustizia e Libertà – Fonds Carlo Rosselli :**

Correspondances (1915-1937).

Manuscrits d'articles divers :

- Notes, discours et articles ;

- Correspondances avec les autorités françaises ;
- Fuite des îles Lipari ;
- Documents trouvés dans le porte-cartes de Rosselli lors de son assassinat ;
- Actes divers.

Nouvelles acquisitions :

- Correspondances (1914-1936) ;
- Guerre d'Espagne.

Personnes et organisations du monde *gielliste* :

- Giocchino Dolci.

### **Archives de Giustizia e Libertà – Fonds Alberto Tarchiani :**

Correspondances.

### **Archives de Giustizia e Libertà – Fonds Giustizia e Libertà :**

- Rapports, programmes, circulaires et manifestes ;
- Tractations entre la direction du mouvement et les autres partis et associations politiques (1930-1938) ;
- Correspondance avec les adhérents et les sympathisants ;
- Procès de Rome ;
- Giovanni Bassanesi ;
- Luciano, Selva et Bittis ;
- Rapports avec les adhérents et les sympathisants du mouvement aux États-Unis -1933-1934) ;
- Actes divers.

### **Archives de Giustizia e Libertà – Publications de Giustizia e Libertà :**

- Publications diverses ;
- Opuscules (1929-1934) ;
- Tracts du mouvement (1930-1933) ;
- *Risorgere !*, bulletin mensuel des groupes de G. L. (1931-1932) ;
- Publications « camouflées » (1929-1932).

### **Archives de Giustizia e Libertà – Documents de personnalités et d'organisations antifascistes diverses :**

- Antifascisme florentin (1925) ;
- Ligue des droits de l'homme (1932-1936).

### **Fonds Piero Calamandrei :**

Série « Politique, droit et cultura » :

- Écrits et interventions entre politique et droit : « Circolo di cultura » (UA12).

### **Fonds Roberto Bolaffio :**

Correspondances.

*Associazione Nazionale per gli Interessi del Mezzogiorno (Rome)*

**Fonds Andrea Caffi :**

Correspondances (1912-1928).

Manuscrits et notes (1912-1928).

Sous-fonds : documents en provenance du fonds Nicola Chiaromonte (1920-1977) :

- Manuscrits et notes (1920-1954).

*Institut universitaire européen (Florence)*

**Fonds Ernesto Rossi :**

Période de la Première Guerre mondiale jusqu'à la Libération de l'Italie :

- Correspondance du premier après-guerre.

Production journalistique et littéraire (1919-1920) :

- Première production journalistique de Rosse (1918-1920).

*Archives Nationales (Pierrefitte)*

**Archives du Ministère de l'Intérieur – Série F-F<sup>7</sup> :**

Police générale : dossiers 13 249 à 13 252 ; 13 423 ; 13 453 à 13 466 ; 13 965 ; 14 683 ; 14 684 ; 14 711 ; 14 744 à 14 748.

*Archives de la Préfecture de Police (Le Pré Saint-Gervais)*

**Cabinet du préfet – Séries B et W :**

Série B/BA [Documents émanant des renseignements généraux et de la sûreté] : 1 711 ; 1 983 ; 2 001 ; 2 019 ; 2 021 ; 2 028 ; 2 032 ; 2 166 ; 2 167 ; 2 387.

Série W/1W [Fonds contemporains] : 200 ; 616 ; 381 ; 456 ; 506 ; 509 ; 705 ; 717 ; 766 ; 795 ; 873 ; 877 ; 947 ; 949 ; 995 ; 1 026 ; 1 128 ; 1 157 ; 1 169 ; 1 278 ; 1 362 ; 1 399 ; 1 454 ; 1 480 ; 1 481. 1 543 ; 1 739.

Série W/77W [Renseignements généraux] : 370 ; 458 ; 472 ; 724 ; 742 ; 1 225 ; 1 261 ; 1 265 ; 1 348 ; 1 595 ; 2 456 ; 3 206 ; 5 048.

*Archives Diplomatiques (La Courneuve)*

**Unions internationales :**

Série E [Aéronautique] : Avion du Saint-Gothard (1930-1931) (429QO/214).

*Archives Gaston Gallimard (Paris)*

**Dossier « Gaetano Salvemini »**

*Centre d'histoire de Sciences po (Paris)*

**Fonds « Georges Valois » :**

Georges Valois éditeur : Collection « Suite politique italienne » (VA 33)

**Sources publiées**

*Recueils de sources et anthologies*

CEVA (Bianca), *Antologia del « Caffè »*. *Giornale dell'antifascismo 1924-1925*, Milan, Lerici, 1961.

CARUCCI (Paola), DOLCI (Fabrizio), MISSORI (Mario), *Volantini antifascisti nelle carte della Pubblica sicurezza 1926-1943*, Rome, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1995.

DAL PONT (Adriano), *Aula IV. Tutti i processi del Tribunale Speciale fascista*, Milan, La Pietra, 1976.

-, *L'Italia dissidente e antifascista. Le ordinanze, le sentenze istruttorie e le sentenze in camera di Consiglio emesse dal Tribunale Speciale fascista contro gli imputati di antifascismo dell'anno 1927 al 1943*, Milan, La Pietra, 1980.

FIORE (Tommaso), *Scritti politici 1915-1926*, GRASSI (Fabio, éd.), Bari, De Donato, 1980.

FRANZINELLI (Mimmo) *et al.*, *Non mollare, 1925 : riproduzione fotografica*, Turin, Bollati Boringhieri, 2005.

PARRI (Ferruccio), *Scritti 1915-1975*, COLLOTTI (Enzo, éd.), Milan, Feltrinelli, 1976.

ROSSELLI (Carlo), *Scritti politici*, CIUFFOLETTI (Zeffiro, éd.), Naples, Guida, 1988.

-, *Scritti dell'esilio*, vol. 1, *Giustizia e Libertà e la Concentrazione antifascista 1929-1934*, Turin, Einaudi, 1988.

-, *Scritti dell'esilio*, vol. 2, *Dallo scioglimento della Concentrazione antifascista alla guerra di Spagna 1934-1937*, Turin, Einaudi, 1992.

SABBATUCCI (Giovanni), *La stampa del combattentismo (1918-1925)*, Bologne, Cappelli, 1980.

SALVEMINI (Gaetano), *Opere di Gaetano Salvemini*, vol. 6, *Scritti sul fascismo*, vol. 1, Milan, Feltrinelli, 1966.

-, *Opere di Gaetano Salvemini*, vol. 6, *Scritti sul fascismo*, vol. 2, Milan, Feltrinelli, 1966.

- , *Opere di Gaetano Salvemini*, vol. 6, *Scritti sul fascismo*, vol. 3, Milan, Feltrinelli, 1974.
- SPRIANO (Paolo), *Opere complete di Piero Gobetti*, vol. 1, *Scritti politici*, Turin, Einaudi, 1997.
- ZUCARO (DOMENICO), *Lettere di una spia. Pitigrilli e l'OVRA*, Milan, Sugarco, 1977.
- , « *Il Quarto Stato* » di Nenni e Rosselli, Milan, Sugarco, 1977.
- , *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista : 1927-1939. Dalle Carte Nenni e dagli archivi di « Giustizia e Libertà » e del Partito Comunista Italiano*, Milan, Feltrinelli, 1988.

### *Périodiques*

#### **Revues**

- Energie Nove* (Turin, 1918-1920)
- Noi Giovani* (Florence, 1917)
- Il Quarto Stato* (Milan, 1926)
- La Rivoluzione Liberale* (Turin, 1922-1925)

#### **Journaux clandestins**

- Giustizia e Libertà* (Paris, 1929-1931)
- Non Mollare* (Florence, 1925)
- Voci d'Officina* (Turin, 1931)

#### **Journaux antifascistes**

- Avanti !* (Paris, 1929-1937)
- Il Becco Giallo* (Paris, 1927-1931)
- Giustizia e Libertà* (Paris, 1934-1940)
- La Libertà* (Paris, 1927-1934)
- Il Nuovo Avanti* (Paris, 1934-1937)
- Politica socialista : Rivista teorica del socialismo italiano* (Paris, 1934-1935)
- Problemi della Rivoluzione italiana* (Marseille, 1932-1934)
- Quaderni di Giustizia e Libertà* (Paris, 1932-1935)
- Risorgere* (New York, 1931-1932)
- Lo Stato Operaio* (Paris, 1929-1937)

### *Publications*

- LUSSU (Emilio), *La catena*, Paris, Respublica, 1930.
- , *Marche sur Rome... et d'autres lieux*, Paris, Gallimard, 1935.
- , *Les Hommes contre*, Paris, Austral, 1938.
- ROSSELLI (Carlo), *Socialisme libéral*, Paris, Librairie Valois, 1930.

- , *Oggi in Spagna, domani in Italia*, Paris, Edizioni di Giustizia e Libertà, 1938.
- ROSSI (Ernesto), *Una spia del regime*, Milan, Feltrinelli, 1955.
- SALVEMINI (Gaetano), *La Terreur fasciste 1922-1926*, Paris, Gallimard, 1930.
- , *Mussolini : diplomate*, Paris, Grasset, 1932.
- , *Under the Axe of Fascismo*, New York, Viking, 1936.
- , *Le origini del fascismo in Italia : Lezioni di Harvard*, Milan, Feltrinelli, 1966.
- TRENTIN (Silvio), *L'Aventure italienne : légendes et réalités*, Paris, Presses universitaires de France, 1928.
- , *Les transformations récentes du droit public italien : de la charte de Charles-Albert à la création de l'Etat fasciste*, Paris, Marcel Giard, 1929.
- , *Antidémocratie*, Paris, Librairie Valois, 1930.
- , *Le procès de Rosa : dépositions, plaidoiries et jugement*, Paris, Librairie Valois, 1930.
- , *Aux sources du fascisme*, Paris, M. Rivière, 1931.
- , *Le Code pénal fasciste*, Paris, Les Editions de la Ligue italienne des droits de l'homme, 1931.
- , *Où rechercher les supports d'une internationale européenne ?*, Paris, Librairie Valois, 1931.
- , *Le fascisme à Genève*, Paris, M. Rivière, 1932.
- , *La Crise du droit et de l'État*, Paris, L'Eglantine, 1936.
- , *Dix ans de fascisme totalitaire en Italie de l'installation du Tribunal spécial à l'établissement de l'empire*, Marseille, E.S.I.L., 1937.

### *Correspondances*

- BRESCIANI (Marco), « *Cosa sperare ?* » : *il carteggio tra Andrea Caffi e Nicola Chiaromonte*, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 2012.
- CALAMANDREI (Piero), *Lettere, 1915-1956*, GALANTE GARRONE (Alessandro, éd.), AGOSTI (Giorgio, éd.), Florence, La Nuova Italia, 1968, 2 vol.
- CIUFFOLETTI (Zeffiro), *Epistolario familiare : Carlo, Nello Rosselli e la madre 1914-1937*, Milan, Sugarco, 1979.
- FOÀ (Vittorio), *Lettere della giovinezza. Una scelta delle lettere dal carcere 1935-1943*, MONTVECCHI (Federica, éd.), Turin, Einaudi, 1998.
- GRASSO (Giovanni), *Luigi Sturzo e i Rosselli tra Londra, Parigi e New York : carteggio 1929-1945*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004.

-, *Luigi Sturzo-Gaetano Salvemini : carteggio 1925-1957*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2009.

GOBETTI (Piero), *Carteggio 1918-1922*, ALESSANDRONE PERONA (Ersilia, éd.), Turin, Einaudi, 1995.

-, *Carteggio 1923*, ALESSANDRONE PERONA (Ersilia, éd.), Turin, Einaudi, 2017.

GOBETTI (Piero), GOBETTI (Ada Marchesini), *Nella tua breve esistenza : lettere 1918-1926*, Turin, Einaudi, 2017.

LEVI (Carlo), *È questo il « carcer tetro » ? Lettere dal carcere 1934-1935*, FERRARO (Daniela, éd.), Gênes, Melangolo, 1991.

LUSSU (Emilio), *Lettere a Carlo Rosselli e altri scritti di « Giustizia e Libertà »*, BRIGAGLIA (Manlio, éd.), Sassari, Libreria Dessi, 1979.

MERLI (Stefano), « Il dibattito socialista sotto il fascismo. Lettere di Rodolfo Morandi e Carlo Rosselli (1928-1931) », dans *Rivista storica del socialismo*, VI, 19, 1963.

MILA (Massimo), *Argomenti strettamente famigliari : lettere dal carcere 1935-1940*, SODDU (Paolo, éd.), Turin, Einaudi, 1999.

MONTI (Augusto), *Lettere dalla Grande guerra : il fronte e la prigione 1917-1918*, Coni, Boves, 2007.

ROSSELLI (Carlo), *Dall'esilio : lettere alla moglie 1929-1937*, CASUCCI (Costanzo, éd.), Florence, Passigli, 1997.

ROSSI (Ernesto), *Guerra e dopoguerra : lettere 1915-1930*, ARMANI (Giuseppe, éd.), Florence, La Nuova Italia, 1978.

-, *Elogio della galera : lettere 1930-1945*, MAGINI (Manlio, éd.) et al., Rome, Castelvechi, 2019.

-, *Nove anni sono molti : lettere dal carcere 1930-1939*, FRANZINELLI (Mimmo, éd.), Turin, Bollati Boringhieri, 2001.

ROSSI (Erneso), SALVEMINI (Gaetano), *Dall'esilio alla Repubblica : lettere 1944-1957*, Turin, Bollati Boringhieri, 2004.

SALVEMINI (Gaetano), *Carteggio : 1921-1926*, TAGLIACOZZO (Enzo, éd.), Rome, Bari, Laterza, 1985.

SALVEMINI (Gaetano), *Lettere americane 1927-1949*, CAMURRI (Renato, éd.), Rome, Donzelli, 2015.

SIGNORI (Elisa), *Fra le righe. Carteggio fra Carlo Rosselli e Gaetano Salvemini*, Milan, FrancoAngeli, 2010.

TURATI (Filippo), *Filippo Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio : 1927-1932*, vol. 1, 1927-1928, Manduria, Lacaita, 1998.

*Mémoires et témoignages*

ANTONICELLI (Franco) *et al.*, *Trent'anni di storia italiana : Dall'antifascismo alla resistenza (1915-1945). Lezioni con testimonianze*, Turin, Einaudi, 1975.

ALLASON (Barbara), *Memorie di un'antifascista 1919-1940*, Rome, Edizioni U, 1946.

BAUER (Riccardo), *Quello che ho fatto. Trent'anni di lotte e di ricordi*, Bari, Laterza, 1987.

BOBBIO (Norberto), *Maestri e compagni : Piero Calamandrei, Aldo Capitini, Eugenio Colorni, Leone Ginzburg, Antonio Giuriolo, Rodolfo Mondolfo, Augusto Monti, Gaetano Salvemini*, Florence, Passigli, 1994.

BUTTICCI (Giulio), *Dal Risorgimento al Partito d'Azione : ricordi e cronache di un quarantennio*, Lanciano, R. Carabba, 1980.

CALOSSO (Umberto, éd.), Rossi (Ernesto, éd.), *No al fascismo*, Turin, Einaudi, 1963.

CEVA (Bianca), *1930. Retrosceca di un dramma*, Milan, Ceschina, 1955.

FOÀ (Vittorio), *Il Cavallo e la Torre. Riflessioni su una vita*, Turin, Einaudi, 1991.

GALANTE GARRONE (Alessandro), *I miei maggiori*, Milan, Garzanti, 1984.

GAROSCI (Aldo), *Vita di Carlo Rosselli*, Rome, Edizioni U, 1946, 2 vol.

-, *Storia dei fuorsuciti*, Bari, Laterza, 1953.

GAVAGNIN (Armando), *Vent'anni di resistenza al fascismo. Ricordi e testimonianza*, Turin, Einaudi, 1957.

GIUA (Michele), *Ricordi di un ex-detenuo politico : 1935-1943*, Turin, Chiantore, 1945.

GINZBURG (Natalia), *Lessico familiare*, Turin, Einaudi, 1963.

LEVI (Alessandro), *Ricordi dei fratelli Rosselli*, Florence, Centro editoriale toscano, 2002.

LEVI (Riccardo), *Ricordi politici di un ingegnere*, Milan, Vangelista, 1981.

MODIGLIANI (Vera), *Esilio*, Milan, Garzanti, 1946.

NITTI (Francesco Fausto), *Le nostre prigionie e la nostra evasione*, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 1946.

SALVADORI (Massimo), *Resistenza ed azione. Ricordi di un liberale*, Foggia, Bastogi, 1990.

SALVEMINI (Gaetano), *Memorie e soliloqui. Diario 1922-1923*, PERTICI (Roberto, éd.), Bologne, Il Mulino, 2001.

-, *Dai ricordi di un fuoruscito*, FRANZINELLI (Mimmo, éd.), Turin, Bollati Boringhieri, 2002.



## BIBLIOGRAPHIE

### **Instruments de travail : ouvrages collectifs de synthèse, dictionnaires et encyclopédies**

BEVILACQUA (Piero), CASTRONOVO (Valerio), LANARO (Silvio) *et al.*, *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi*, Turin, Einaudi, 1977, 20 vol.

DE BERNARDI (Alberto), GUARRACINO (Scipione) *et al.*, *Dizionario del fascismo : storia, personaggio, cultura, economia, fonti e dibattito storiografico*, Milan, Mondadori, 2003.

DE GRAZIA (Victoria, dir.), LUZZATTO (Sergio, dir.), *Dizionario del fascismo*, Turin, Einaudi, 2003, 2 vol.

SECCHIA (Pietro, dir.), *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, Milan, La Pietra, 1968-1989, 6 vol.

### **Ouvrages essentiels à la compréhension du contexte italien et européen de l'entre-deux-guerres**

*Sur l'histoire italienne de l'État libéral au régime fasciste*

CANCOGNI (Manlio), *Storia dello squadristico*, Milan, Longanesi, 1959.

CAROCCI (Giampiero), *Storia d'Italia dall'unità ad oggi*, Milan, Feltrinelli, 1990.

-, *Giolitti e l'età giolittiana*, Turin, Einaudi, 1961.

CATALANO (Franco), *Dall'unità al fascismo*, Milan, Varese Istituto Cisalpino, 1961.

-, *Potere economico e fascismo. La crisi del dopoguerra in Italia 1919-1921*, Milan, Lerici, 1964.

CORDOVA (Ferdinando), *Arditi e legionari dannunziani*, Rome, Manifestolibri, 2007.

D'ORSI (Angelo), *La rivoluzione antibolscevica. Fascismo, classi, ideologie 1917-1922*, Milan, FrancoAngeli, 1985.

GENTILE (Emilio), *E fu' subito regime. Il fascismo e la marcia su Roma*, Bari, Laterza, 2014.

MAIONE (Giuseppe), *Il biennio rosso. Autonomia e spontaneità operaia nel 1919-1920*, Bologne, Il Mulino, 1975.

PRETI (Luigi), *Le lotte agrarie nella valle padana*, Turin, Einaudi, 1955.

RIZZO (Franco), *Nazionalismo e democrazia alle origini del fascismo*, Bari, Laterza, 1960.

ROMANO (Sergio), *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, Paris, Seuil, 1977.

SABBATUCCI (Giovanni), *I combattenti nel primo dopoguerra*, Bari, Laterza, 1974.

SPRIANO (Paolo), *L'occupazione delle fabbriche*, Turin, Einaudi, 1973.

TASCA (Angelo), *Naissance du fascisme 1918-1922*, Paris, Gallimard, 1967.

TRANFAGLIA (Nicola), *Dallo Stato liberale al regime fascista. Problemi di ricerche*, Milan, Feltrinelli, 1973.

-, *La prima guerra mondiale e il fascismo*, Turin, Utet, 1995.

VALERI (Nino), *Da Giolitti a Mussolini. Momenti della crisi del liberalismo*, Milan, Il Saggiatore, 1967.

VIVARELLI (Roberto), *Il fallimento del liberalismo. Studi sulle origini del fascismo*, Bologne, Il Mulino, 1981.

-, *Storia delle origini del fascismo*, Bologne, Il Mulino, 2012, 3 vol.

#### *Sur le régime fasciste italien*

AQUARONE (Alberto), *L'organizzazione dello Stato totalitario*, Turin, Einaudi, 1966.

CANALI (Mauro), *Le spie del regime*, Bologne, Il Mulino, 2004.

CAROCCI (Giampiero), *La politica estera dell'Italia fascista 1925-1928*, Bari, Laterza, 1969.

CASSESE (Sabino), *L'amministrazione dello Stato : saggi*, Milan, Giuffrè, 1976.

CECCARINI (Vinicio), *Il Tribunale speciale per la difesa dello Stato*, La Spezia, Istituto storico della Resistenza, 1977.

COLOMBO (Paolo), *La monarchia fascista 1922-1940*, Bologne, Il Mulino, 2010.

COLLOTTI (Enzo) et al., *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922-1939*, Florence, La Nuova Italia, 2000.

DAL PONT (Adriano), *I lager di Mussolini. L'altra faccia del confino nei documenti della polizia fascista*, Milan, La Pietra, 1975.

DE FELICE (Renzo), *Mussolini il rivoluzionario : 1883-1920*, Turin, Einaudi, 1965.

-, *Mussolini il fascista. La Conquista del potere : 1921-1925*, Turin, Einaudi, 1967.

-, *Mussolini il fascista. L'Organizzazione dello stato fascista : 1926-1929*, Turin, Einaudi, 1968.

- , *Mussolini il duce. Gli anni del consenso : 1929-1936*, Turin, Einaudi, 1974.
- , *Mussolini il duce. Lo Stato totalitario : 1936-1940*, Turin, Einaudi, 1981.
- , *Mussolini l'alleato. L'Italia in guerra. Dalla guerra « breve » alla guerra lunga : 1940-1943*, Turin, Einaudi, 1990.
- , *Mussolini l'alleato. L'Italia in guerra. Crisi e agonia del regime : 1940-1943*, Turin, Einaudi, 1990.
- , *Fascismo, antifascismo, nazione. Note e ricerche*, Rome, Bonacci, 1996.
- , *Mussolini l'alleato. La guerra civile : 1943-1945*, Turin, Einaudi, 1997.
- FRANZINELLI (Mimmo), *I tentacoli dell'OVRA : agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Turin, Bollati Boringhieri, 2000.
- FUCCI (Franco), *Le polizie di Mussolini. La repressione dell'antifascismo nel « ventennio »*, Milan, Mursia, 1985.
- GAGLIARDI (Alessio), *Il corporativismo fascista*, Bari, Laterza, 2010.
- GALLO (Ettore), *Il Tribunale speciale per la difesa dello Stato e il suo ambiente politico-culturale*, Rome, Ministero della Difesa, 1980.
- GENTILE (Emilio), *Storia del Partito fascista, 1919-1922 : movimento e milizia*, Bari, Laterza, 1989.
- , *La via italiana al totalitarismo. Il partito e lo Stato nel regime fascista*, Rome, La Nuova Italia Scientifica, 1995.
- , *Fascismo : storia e interpretazione*, Roma, Laterza, 2002.
- LA FRANCESCA (Salvatore), *La politica economica del fascismo*, Bari, Laterza, 1972.
- LYTTELTON (Adrian), *The Seizure of Power : fascism in Italy 1919-1929*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1973.
- MARASTI (Fabrizio), *Il fascismo rurale. Arrigo Serpieri e la bonifica integrale*, Rome, Settimo Sigillo Eur., 2001.
- MARTINELLI (Franco), *L'OVRA. Fatti e retroscena della polizia politica fascista*, Milan, De Vecchi, 1967.
- MELOGRANI (Piero), *Gli industriali e Mussolini. Rapporti tra confindustria e fascismo dal 1919 e 1929*, Milan, Longanesi, 1972.
- MILLAN (Matteo), *Squadrisimo e squadristi nella dittatura fascista*, Rome, Viella, 2015.
- MILZA (Pierre), BERSTEIN (Serge), *Le fascisme italien : 1919-1945*, Paris, Seuil, 1980.
- SALVATORELLI (Luigi), MIRA (Giovanni), *Storia dell'Italia nel periodo fascista*, Turin, Einaudi, 1952.
- TRANFAGLIA (Nicola), *Fascismo e capitalismo*, Milan, Feltrinelli, 1976.

VIVARELLI (Roberto), *Fascismo e storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 2008.

*Sur la société italienne et les sociétés de l'exil et de l'émigration dans la première moitié du XXème siècle*

ALBERTONI (Ettore) et al., *La generazione degli anni difficili*, Bari, Laterza, 1962.

BERNABEI (Alfio), *Esuli ed emigrati italiani nel Regno Unito 1920-1940*, Milan, Mursia, 1997.

BLUMER (Giovanni), *L'emigrazione italiana in Europa*, Milan, Feltrinelli, 1970.

CECI (Lucia), *L'interesse superiore. Il Vaticano e l'Italia di Mussolini*, Bari, Laterza, 2013.

CIUFFOLETTI (Zeffiro), DEGL'INNOCENTI (Maurizio), *L'émigrazione nella storia d'Italia 1868-1975*, Florence, Vallecchi, 1978, 2 vol.

COLARIZI (Simona), *L'opinione degli italiani sotto il regime 1929-1943*, Bari, Laterza, 1991.

CRESCIANI (Gianfranco), *Fascismo, antifascismo e gli italiani in Australia 1922-1945*, Rome, Bonacci, 1979.

DEGL'INNOCENTI (Maurizio), *L'epoca giovane. Generazioni, fascismo e antifascismo*, Manduria, Lacaita, 2002.

-, *L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica*, Bari, Lacaita, 1992.

DOGLIANI (Patrizia), *Il fascismo degli italiani. Una storia sociale*, Turin, Utet, 2014.

GAMBETTI (Fidia), *Gli anni che scottano*, Milan, Mursia, 1967.

LANARO (Silvio), *Nazione e lavoro. Saggio sulla cultura borghese in Italia 1870-1925*, Venice, Marsilio, 1979.

MILZA (Pierre, dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, Ecole française de Rome, 1986.

MILZA (Pierre), SCHOR (Ralph), VIAL (Eric), *Italiani di Francia : l'emigrazione fra le due guerre*, Florence, Giunti, 1989.

MORELLI (Anne), *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio 1933-1940*, Rome, Bonacci, 1987.

PROCACCI (Giuliano), *La lotta di classe in Italia agli inizi del secolo XX*, Rome, Riuniti, 1970.

PERONA (Gianni), *Gli italiani in Francia 1938-1946*, Milan, FrancoAngeli, 1993.

QUAZZA (Guido), *Fascismo e società italiana*, Turin, Einaudi, 1973.

ROSOLI (Gianfausto), *Un secolo di emigrazione italiana*, Rome, CSER, 1977.

SCHOR (Ralph), *L'Opinion française et les étrangers 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

SORI (Ercole), *L'emigrazione italiana dall'Unità alla seconda guerra mondiale*, Bologna, Il Mulino, 1979.

*Sur les forces et les cultures politiques italiennes*

ARFÈ (Gaetano), *Socialismo e socialisti dal Risorgimento al fascismo*, Bari, De Bonato, 1974.

BOBBIO (Norberto), *La cultura italiana tra '800 e '900 e le origini del nazionalismo*, Florence, Olschki, 1981.

CARETTI (Stefano), *La rivoluzione russa e il socialismo italiano 1917-1921*, Pise, Nistri-Lischi, 1974.

FAVILLI (Paolo), *Storia del marxismo italiano : dalle origini alla grande guerra*, Milan, FrancoAngeli, 1996.

GAETA (Franco), *Il nazionalismo italiano*, Bari, Laterza, 1981.

GENTILE (Emilio), *Fascismo e antifascismo : i partiti italiani fra le due guerre*, Florence, Le Monnier, 2000.

MARRAMAIO (Giacomo), *Marxismo e revisionismo in Italia dalla « Critica sociale » al dibattito sul leninismo*, Bari, De Donato, 1971.

NATOLI (Claudio), *Fascismo, democrazia, socialismo. Comunisti e socialisti tra le due guerre*, Milan, FrancoAngeli, 2000.

PERFETTI (Francesco), *Il nazionalismo italiano*, Turin, Edizione del Borghese, 1969.

-, *Il nazionalismo italiano dalle origini alla fusione col fascismo*, Rocca San Casciano, Cappelli, 1977.

-, *Il movimento nazionalista in Italia 1903-1914*, Rome, Bonacci, 1984.

QUAGLIARIELLO (Gaetano), *Il partito politico nella Belle Epoque : il dibattito sulla forma partito in Italia tra '800 e '900*, Milan, Giuffrè, 1990.

QUAGLIARIELLO (Gaetano), GRASSI ORSINI (Fabio), *Il partito politico dalla grande guerra al fascismo : crisi della rappresentanza e riforma dello Stato nell'età dei sistemi politici di massa 1918-1925*, Bologna, Il Mulino, 1996.

RACINARO (Roberto), *La Crisi del marxismo nella revisione di fine secolo*, Bari, De Donato, 1978.

RAGIONIERI (Ernesto), *Socialdemocrazia tedesca e socialisti italiani 1875-1895. L'influenza della socialdemocrazia tedesca sulla formazione del Partito socialista italiano*, Milan, Feltrinelli, 1961.

RAPONE (Leonardo), *Da Turati a Nenni : il socialismo italiano negli anni del fascismo*, Milan, FrancoAngeli, 1992.

RIDOLFI (Maurizio), *Il partito della Repubblica. I repubblicani in Romagna e le origini del PRI nell'Italia liberale 1872-1895*, Milan, FrancoAngeli, 1989.

ROSENBERG (Arthur), *Democrazia e socialismo : storia politica degli ultimi centocinquat'anni 1789-1937*, Bari, De Donato, 1971.

ROSSINI (Giuseppe), *Modernismo, fascismo, comunismo : aspetti e figure della cultura e della politica dei cattolici nel '900*, Bologne, Il Mulino, 1972.

SANTARELLI (Enzo), *La revisione del marxismo in Italia : studi di critica storica*, Milan, Feltrinelli, 1977.

SPRIANO (Paolo), *Storia del partito comunista italiano. Da Bordiga a Gramsci*, Turin, Einaudi, 1967.

-, *Storia del partito comunista italiano. Gli anni della clandestinità*, Turin, Einaudi, 1970.

-, *Storia del partito comunista italiano. I fronti popolari, Stalin, la guerra*, Turin, Einaudi, 1970.

-, *Storia del partito comunista italiano. La fine del fascismo : dalla riscossa operaia alla lotta armata*, Turin, Einaudi, 1973.

-, *Storia del partito comunista italiano. La Resistenza : Togliatti e il partito nuovo*, Turin, Einaudi, 1975.

*Sur la propagande, les moyens modernes d'information et du divertissement de masse dans la première moitié du XXème siècle*

ALLOTTI (Pierluigi), *Giornalisti del regime. La stampa italiana tra fascismo e antifascismo 1922-1948*, Rome, Carocci, 2012.

ARGENTIERI (Mino), *L'occhio del regime. Informazione e propaganda nell'Italia contemporanea*, Florence, Vallecchi, 1979.

BORDONI (Carlo), *Cultura e propaganda nell'Italia fascista*, Florence, G. d'Alma, 1974.

BOSCA (Giovanni), *Duce. La propagande murale del regime fascista*, Boves, Araba Fenice, 2010.

BRUNETTA (Gian Piero), *Cinema italiano tra le due guerre*, Milan, Mursia, 1975.

-, *Il cinema italiano di regime. Da « La canzone dell'amore » a « Ossessione » 1929-1945*, Rome-Bari, Laterza, 2009.

CANNISTRARO (Philip V.), *La fabbrica del consenso. Fascismo e mass media*, Rome-Bari, Laterza, 1975.

CANOSA (Romano), *La voce del Duce : l'agenzia Stefani. L'arma segreta di Mussolini*, Milan, Mondadori, 2002.

CARABBA (Claudio), *Il cinema italiano nel ventennio nero*, Florence, Vallecchi, 1974.

CAVALLO (Pietro), *Immaginario e rappresentazione. Il teatro fascista di propaganda*, Rome, Bonacci, 1990.

CAVALLO (Pietro), IACCIO (Pasquale), *Vincere ! Fascismo e società italiana nelle canzoni e nelle riviste di varietà 1935-1943*, Naples, Liguori, 2003.

CASTRONOVO (Valerio), TRANFAGLIA (Nicola), *Storia della stampa italiana. La stampa italiana nell'età fascista*, Bari, Laterza, 1980.

CAVAROCCHI (Francesca), *Avanguardie dello spirito. Il fascismo e la propaganda culturale all'estero*, Rome, Carocci, 2010.

CORNER (Paul), *Italia fascista. Politica e opinione pubblica*, Rome, Carocci, 2015.

DEL BUONO (Oreste), *Eia, eia, alala ! La stampa italiana sotto il fascismo, 1919-1945*, Milan, Feltrinelli, 1971.

GARZARELLI (Benedetta), « *Parleremo al mondo intero* » : *La propaganda del fascismo all'estero*, Alessandria, Ed. dell'Orso, 2004.

GILI (Jean), *L'Italie de Mussolini et son cinéma*, Paris, H. Veyrier, 1985.

MIGNEMI (Adolfo), *Propaganda politica e mezzi di comunicazione di massa : tra fascismo e democrazia*, Turin, Gruppo Abele, 1996.

MONTELEONE (Franco), *La Radio italiana nel periodo fascista. Studio e documenti 1922-1945*, Venise, Marsilio, 1976.

MONTICONE (Alberto), *Il fascismo al microfono. Radio e politica in Italia 1924-1943*, Rome, Studium, 1978.

MURIALDI (Paolo), *Storia del giornalismo italiano*, Bologne, Il Mulino, 1996.

OTTAVIANI (Giancarlo), *La cattura del consenso. Aspetti della politica culturale del fascismo. Le veline 1935-1943*, Rome, Vertigo, 2014.

PRETELLI (Matteo), *Il fascismo e gli italiani all'estero*, Bologne, Clueb, 2010.

RIDOLFI (Maurizio, éd.), *Propaganda e comunicazione politica. Storia e trasformazione nell'età contemporanea*, Milan, Mondadori, 2004.

TRANFAGLIA (Nicola), *La stampa del regime 1932-1943. Le veline del Minculopo per orientare l'informazione*, Milan, Bompiani, 2005.

VIGEZZI (Bruno), *1919-1925, Dopoguerra e fascismo. Politica e stampa in Italia*, Bari, Laterza, 1965.

*Sur la vie culturelle italienne, ses institutions et ses élites, son rapport au politique et à la société italienne dans le premier XXème siècle*

ATTAL (Frédéric), *Histoire des intellectuels italiens au XXème. Prophètes, philosophes et experts*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

BATTISTA (Pierluigi), *Il partito degli intellettuali. Cultura e ideologie nell'Italia contemporanea*, Rome-Bari, Laterza, 2001.

BEDESCHI (Giuseppe), *La fabbrica delle ideologie. Il pensiero politico nell'Italia del Novecento*, Bari, Laterza, 2002.

BELARDELLI (Giovanni), *Il Ventennio degli Intellettuali. Cultura, politica, ideologia nell'Italia fascista*, Bologne, Il Mulino, 2004.

BEN-GHIAT (Ruth), *La cultura fascista*, Bologne, Il Mulino, 2004.

BERMANI (Cesare), *Gramsci, gli intellettuali e la cultura proletaria*, Paderno Dugnano, Colibri, 2007.

BETRI (Maria Luisa), *Leggere, obbedire, combattere. Le biblioteche popolari durante il fascismo*, Milan, FrancoAngeli, 1991.

BOBBIO (Norberto), *Trent'anni di storia della cultura torinese 1920-1950*, Turin, Cassa di Risparmio, 1977.

BONSAVER (Guido), *Culture, censorship and the state in twentieth century Italy*, Londres, Legenda, 2005.

-, *Censorship and Literature in Fascist Italy*, Toronto, University of Toronto Press, 2007. BRIGANTI A., *Intellettuali e cultura tra Ottocento e Novecento. Nascita e storia della terza pagina*, Padoue, Liviana Scolastica, 1972.

CALI (Vincenzo) et al., *Gli intellettuali e la Grande guerra*, Bologne, Il Mulino, 2000.

CARDUCCI (Fabrizio), *Gli intellettuali e l'ideologia americana nell'Italia letteraria degli anni Trenta*, Manduria, Lacaïta, 1973.

CHITI (Luca), *Cultura e politica nelle riviste fiorentine del primo novecento 1903-1915*, Turin, Loescher, 1979.

COFRANCESCO (Dino), *Intellettuali e potere. Capitoli di storia della cultura italiana del Novecento*, Gênes, Name, 1999.



- D'ORSI (Angelo), *La cultura a Torino tra le due guerre*, Turin, Einaudi, 2000.
- DE CASTRIS (Arcangelo Leone), *Egemonia e fascismo. Il problema degli intellettuali negli anni Trenta*, Bologne, Il Mulino, 1981.
- DOMBROSKI (Robert), *L'esistenza ubbidiente. Letterati italiani sotto il fascismo*, Naples, Guida, 1984.
- FALCO (Emilio), *Letteratura popolare fascista. I ricorsi della narrativa del consenso in Italia e in Calabria*, Cosenza, Periferia, 1984.
- FALQUI (Enrico), *La letteratura del ventennio nero*, Rome, Edizioni della Bussola, 1968.
- FEDI (Roberto), *Cultura letteraria e società civile nell'Italia unita*, Pise, Nistri-Lischi, 1984.
- FERNANDEZ (Dominique), *Il mito dell'America negli intellettuali italiani dal 1930 al 1950*, Rome, Sciascia, 1969.
- FORGACS (David), *L'industrializzazione della cultura italiana 1880-2000*, Bologne, Il Mulino, 1992.
- FORGACS (David), GUNDLE (Stephen), *Mass culture and Italia society from fascism to the Cold War*, Bloomington, Indiana University Press, 2007.
- GALFRÈ (Monica), *Il regime degli editori. Libri, scuola e fascismo*, Rome-Bari, Laterza, 2005.
- GARIN (Eugenio), *Intellettuali italiani del XX secolo*, Rome, Riuniti, 1974.
- , *La cultura italiana tra '800 e '900*, Rome-Bari, Laterza, 1976.
- GENTILE (Emilio), *Il mito dello stato nuovo. Dall'antigiolittismo al fascismo*, Bari, Laterza, 1982.
- , *Le origini dell'ideologia fascista 1918-1925*, Bari, Laterza, 1975.
- GRANA (Gianni), *La Rivoluzione fascista : avanguardia e tradizione, la cultura e gli intellettuali nel fascismo*, Milan, Marzorati, 1984.
- ISNENGGHI (Mario), *Intellettuali militanti e intellettuali funzionari. Appunti sulla cultura fascista*, Turin, Einaudi, 1979.
- KÖRNER (Axel), *Politics of culture in liberal italy : from unification to fascism*, Londres, Routledge, 2009.
- LUPERINI (Romano), *La crisi degli intellettuali nell'età giolittiana*, Messine, G. D'Anna, 1978.
- , *Gli esordi del Novecento e l'esperienza della Voce*, Rome-Bari, Laterza, 1976.
- MANACORDA (Giuliano), *Letteratura e cultura nel periodo fascista*, Milan, Principato, 1978.
- MILZA (Pierre), *Art et fascisme, Bruxelles, Complexe*, 1989.

OSTENC (Michel), *Intellettuels italiani et fascisme 1915-1959*, Paris, Payot, 1983.

PANICALI (Anna), *Le riviste del periodo fascista*, Messine, G. D'Anna, 1978.

SILVA (Umberto), *Ideologia e arte del fascismo*, Milan, Marzotta, 1973.

SETTEMBRINI (Domenico), *Storia dell'idea antiborghese in Italia 1860-1989 : società del benessere, liberalismo, totalitarismo*, Rome, Laterza, 1991.

STRAPPINI (Lucia), MICOCCI (Claudia), ABRUZZESE (Alberto), *La classe dei colti. Intellettuali e società nel primo Novecento*, Bari, Laterza, 1970.

TANNENBAUM (Edward Robert), *Fascism in Italy. Society and Culture 1922-1945*, Ney York, Basic Books, 1972.

THAYER (John A.), *Italy and the Great War : politics and culture 1870-1915*, Wisconsin, Wisconsin Press, 1864.

THOMPSON (Doug), *State control in Fascist Italy : culture and conformity 1925-1943*, Manchester, Manchester University Press, 1991.

TIOZZO (Enrico), *La pubblicistica italiana e la censura fascista. Dal delitto Matteotti alla caduta del regime*, Rome, Aracne, 2011.

TRANFAGLIA (Nicola), *Storia degli editori italiani : dall'Unità alla fine degli anni sessanta*, Rome-Bari, Laterza, 2000.

TURI (Gabriele), *Lo Stato educatore. Politica e intellettuali nell'Italia fascista*, Rome-Bari, Laterza, 2002.

-, *Storia dell'editoria nell'Italia contemporanea*, Florence, Giunti, 1997.

VITTORIA (Albertina), *Le riviste del Duce. Politica e cultura del regime*, Milan, Guanda, 1983.

ZUNINO (Pier Giorgio), *L'ideologia del fascismo. Miti, credenze e valori nella stabilizzazione del regime*, Bologne, Il Mulino, 1985.

#### *Sur la politisation et l'éducation de la société italienne*

BERTONE (Gianni), *I figli d'Italia si chiamano Balilla. Come e cosa insegnava la scuola fascista*, Rimini, Guaraldi, 1975.

BUSETTO (Natale), *Studenti universitari negli anni del duce. Il consenso, le contraddizioni, la rottura*, Padoue, Il Poligrafo, 2002

DURANTI (Simone), *Lo spirito gregario. I gruppi universitari fascisti tra politica e propaganda 1930-1940*, Rome, Donzelli, 2008.

GALFRÈ (Monica), *Una riforma alla prova. La scuola media di Gentile e il fascismo*, Milan, FrancoAngeli, 1983.

ISNENGI (Mario), *L'educazione dell'italiano. Il fascismo e l'organizzazione della cultura*, Bologne, Cappelli, 1979.

KOON (Tracy H.), *Believe, Obey. Fight. Political Socialization of Youth in Fascist Italy 1922-1943*, Caroline du Nord, Chapel Hill, 1985.

MATARD-BONUCCI (Marie-Anne), MILZA (Pierre), *L'homme nouveau dans l'Europe fasciste : 1922-1945. Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004.

OSTENC (Michel), *L'éducation en Italie pendant le fascisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980.

RADIUS (Emilio), *Usi e costumi dell'uomo fascista*, Milan, Rizzoli, 1964.

RIDOLFI (Maurizio), *Il circolo virtuoso. Sociabilità democratica, associazionismo e rappresentanza politica nell'Ottocento*, Florence, Centro editore Toscano, 1990.

SOLDATI (Simonetta), TURI (Gabriel), *Fare gli italiani : scuola e cultura nell'Italia contemporanea*, Bologne, Il Mulino, 1993, 2 vol.

### **Ouvrages sur l'antifascisme, le mouvement « *Giustizia e Libertà* » et l'héritage du socialisme libéral dans la société et la culture politique italienne de l'après-guerre**

#### *Sur l'antifascisme et les mouvements d'opposition au régime fasciste*

ALATRI (Paolo), *L'antifascismo italiano*, Rome, Riuniti, 1961, 2 vol.

APIH (Elio), *Italia : fascismo e antifascismo nella Venezia Giulia 1918-1943*, Bari, Laterza, 1966.

ARFÈ (Gaetano), COLARIZI (Simona), CRESCIANI (Gian Franco) *et al.*, *L'emigrazione socialista nella lotta contro il fascismo 1926-1939*, Florence, G. C. Sansoni, 1982.

COLARIZI (Simona), *I Democratici all'opposizione : Giovanni Amendola e l'Unione nazionale 1922-1926*, Bologne, Il Mulino, 1973.

-, *L'Italia antifascista dal 1922 al 1940 : la lotta dei protagonisti*, Bari, Laterza, 1976.

-, *Classe operaia e ceti medi. La Strategia delle alleanze nel dibattito socialista degli anni Trenta*, Venise, Marsilio, 1976.

DAL PONT (Adriano), *Giornali fuori legge : la stampa clandestina antifascista 1922-1943*, Rome, Associazioni nazionale perseguitati politici italiani antifascisti, 1964.

DE BERNARDI (Alberto), FERRARI (Paolo), *Antifascismo e identità europea*, Rome, Carocci, 2004.

DE LUNA (Giovanni), REVELLI (Marco), *Fascismo, antifascismo : le idee, le identità*, Florence, La Nuova Italia, 1995.

DE FELICE (Franco), *Antifascismi e Resistenze*, Rome, Carocci, 1997.

DOMINICI (Franco), *La stampa clandestina antifascista 1922-1930*, Arcidosso, C&P Adver, 2013.

FEDELE (Santi), *Storia della Concentrazione antifascista 1927-1934*, Milano, Feltrinelli, 1976.

FEDELE (Santi), SPADOLINI (Giovanni), *I Repubblicani di fronte al fascismo (1919-1926)*, Florence, Le Monnier, 1983.

-, *I Repubblicani di fronte al fascismo (1926-1940)*, Florence, Le Monnier, 1989.

FESTORAZZI (Roberto), *Uccidete il duce ! La congiura degli « Amici del popolo » e gli attentati a Mussolini*, Bresso, Hobby & Work Publishing, 2011.

FOGAR (Galliano), *L'Antifascismo operaio monfalconese tra le due guerre*, Milan, Vangelista, 1981.

FUCCI (Franco), *Ali contro Mussolini. I raid aerei antifascisti degli anni Trenta*, Milan, Mursia, 2006.

LANDUYT (Ariane), *La Comune di Viena e l'antifascismo italiano*, Cosenza, Lerici, 1979.

NERI SERNERI (Simone), *Democrazia e Stato. L'antifascismo liberaldemocratico e socialista dal 1923 al 1933*, Milan, FrancoAngeli, 1989.

ROGARI (Sandro), *L'Unione giornalisti italiani « Giovanni Amendola » 1927-1933*, Milan, Mursia, 1985.

VIAL (Éric), LIDU 1923-1934. *Une organisation antifasciste en exil. La Ligue italienne des droits de l'homme de sa fondation à la veille des fronts populaires*, thèse de doctorat en Histoire, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1968.

-, *L'Union populaire italienne 1937-1940 : une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, Ecole française de Rome, 2007.

ZUCARO (Domenico), « Il primo antifascismo clandestino a Torino e in Piemonte », *Rivista storica del socialismo*, n° 3, 1960.

-, « Nuovi documenti sul primo antifascismo a Torino e in Piemonte », *Rivista storica del socialismo*, n° 5, 1962.

-, *Cospirazione operaia. Resistenza al fascismo in Torino, Milano, Genova 1927-1943*, Turin, Circolo della Resistenza dell'Azienda Acquedotto Municipale di Torino, 1965.

*Sur « Giustizia e Libertà » : les acteurs, les idées et l'héritage*

Aa. Vv., *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia : attualità dei fratelli Rosselli*, Florence, Istituto storico della Resistenza in Toscana, 1977.

AGA ROSSI (Elena), *Il movimento repubblicano, Giustizia e Libertà e il Partito d'Azione*, Bologne, Cappelli, 1969.

AGOSTI (Aldo), *Rodolfo Morandi. Il pensiero e l'azione politica*, Bari, Laterza, 1971.

ARMANI (Giuseppe), *Ernesto Rossi. Un democratico ribelle : cospirazione antifascista, carcere, confino*, Milan, Kaos, 2001.

-, *La forza di non mollare : Ernesto Rossi dalla Grande guerra a Giustizia e Libertà*, Milan, FrancoAngeli, 2004.

ARRIGHI (Paul), *Silvio Trentin, un Européen en résistance 1919-1943*, Portet-sur-Garonne, Loubatières, 2007.

BAGNOLI (Paolo), *Rosselli, Gobetti e la rivoluzione democratica. Uomini e idee tra liberalismo e socialismo*, Florence, La Nuova Italia, 1996.

-, *Il liberalsocialismo*, Florence, Polistampa, 1997.

-, *The Liberal socialism : four essays on the political thought of Carlo Rosselli*, New York, S. F. Vanni, 1999.

-, *Carlo Rosselli : il socialismo della libertà*, Florence, Polistampa, 2002.

-, *Una famiglia nella lotta : Carlo, Nello, Amelia e Marion Rosselli dalle carte dell'archivio dell'Istituto storico della Resistenza in Toscana*, Florence, Polistampa, 2007.

-, *Carlo Rosselli : socialismo, giustizia e libertà*, Milan, Biblion edizioni, 2015.

BAGNOLI (Paolo), CIUFFOLETTI (Zeffiro), *Il pensiero politico di Carlo Rosselli*, Naples, Guida, 1988.

BAGNOLI (Paolo), GALANTE GARRONE (Alessandro), *Carlo Rosselli : tra pensiero politico e azione*, Florence, Passigli, 1985.

BATTAGLIA (Aldo), *Elogio dell'azionismo e del riformismo democratico*, Ed. del Clitunno, 2004.

BECELLONI (Antonio, dir.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, Milan, FrancoAngeli, 2001.

-, *Vittorio Foà. Note per una biografia*, Turin, Raineri Vivaldelli, 2020.

BIANCO (Gino), *Un socialista « irregolare » : Andrea Caffi, intellettuale e politico d'avanguardia*, Rome, Lerici, 1977.

-, *Socialismo e libertà : l'avventura umana di Andrea Caffi*, Milan, Jouvence, 2006.

-, *Nicola Chiaromonte e il tempo della malafede*, Manduria, Lacaïta, 1999.

BRESCIANI (Marco), *La rivoluzione perduta : Andrea Caffi nell'Europa del Novecento*, Bologne, Il Mulino, 2009.

-, *Quale antifascismo ? Storia di Giustizia e Libertà*, Rome, Carocci, 2017.

BRIGAGLIA (Manlio), *Emilio Lussu e Giustizia e Libertà*, Cagliari, Della Torre, 1976.

CIMIOTTA (Vittorio), *La « rivoluzione etica » : da Giustizia e Libertà al Partito d'azione*, Milan, Mursia, 2013.

COLOMBO (Arturo), *Riccardo Bauer e le radici dell'antifascismo democratico*, Forni, Sala Bolognese, 1979.

-, *Voci e volti della democrazia. Cultura e impegno civile da Gobetti a Bauer*, Florence, Le Monnier, 1990.

-, *Il coraggio di cambiare. L'esempio di Riccardo Bauer*, Milan, FrancoAngeli, 2002.

D'AMARO (Sergio), DE DONATO (Gigliola), *Un torinese del Sud : Carlo Levi. Una biografia*, Milan, Baldini Castoldi Dalai, 2005.

FANTONI (Franco), *L'ircocervo possibile : liberalismo e socialismo da « Critica sociale » ai « Quaderni di Giustizia e Libertà »*, Milan, FrancoAngeli, 2003.

FEDELE (Santi), *E verrà un'altra Italia. Politica e cultura nei « Quaderni di Giustizia e Libertà »*, Milan, FrancoAngeli, 1992.

FIORI (Giuseppe), *Il cavaliere dei Rossomori : vita di Emilio Lussu*, Turin, Einaudi, 1985.

-, *Una storia italiana : vita di Emilio Lusu*, Turin, Einaudi, 1997.

FRANZINELLI (Mimmo), *Il delitto Rosselli : 9 giugno 1937 : anatomia di un omicidio politico*, Milan, Mondadori, 2008.

GALASSO (Giuseppe), *Meridionalismo democratico e socialismo. La vincenda politica e intellettuale di Tommaso Fiore*, Bari, De Donato, 1979.

GIACONE (Alessandro), VIAL (Éric), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio*, Rome, Carocci, 2011.

GIACHETTI (Diego), *Per la giustizia e per la libertà : la stampa Gielle nel secondo dopoguerra*, Milan, FrancoAngeli, 2011.

GIOVANA (Mario), *Fernando de Rosa. Dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna*, Parme, Guanda, 1994.

-, *Giustizia e Libertà in Italia : storia di una cospirazione antifascista 1929-1937*, Turin, Bollati Boringhieri, 2005.

GRASSO (Alessandra), *Max Salvadori : appunti per una biografia politica*, Rome, Aracne, 2014.

INVERNICI (Franco), *L'alternativa di « Giustizia e Libertà » : economia e politica del gruppo di Carlo Rosselli*, Milan, FrancoAngeli, 1987.

MAIOCCHI (Maria Cristina), *Carlo Levi : gli anni di Parigi e i fuorusciti 1926-1933*, Ministero per i Beni e le Attività Culturali, 2003.

MANGONI (Luisa), *Pensare i libri. La casa editrice Einaudi dagli anni Trenta agli anni Sessanta*, Turin, Bollati Boringhieri, 1999.

MASTELLONE (Salvo), *Carlo Rosselli e la « rivoluzione liberale del socialismo »*, Florence, Olschki, 1999.

MATTONE (Antonello), *Sardismo e socialismo federalista in Emilio Lussu*, Cagliari, Della Torre, 1982.

MAURO (Florence), *Vita di Leone Ginzburg : intransigenza e passione civile*, Rome, Donzelli, 2013.

MAZZOLENI (Oscar), *Franco Antonicelli. Cultura e politica 1925-1950*, Turin, Rosenberg & Sellier, 1998.

NEBIOLO (Gino), *L'uomo che sfidò Mussolini dal cielo : vita e morte di Giovanni Bassanesi*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007.

PALADINI (Giannantonio), *Silvio Trentin e la Francia : saggi e testimonianze*, Venice, Marsilio, 1991.

PANIZZA (Cesare), *Nicola Chiaromonte, una biografia*, Rome, Donzelli, 2018.

PIPITONE (Daniele), *Alla ricerca della libertà : vita di Aldo Garosci*, Milan, FrancoAngeli, 2017.

POLESE REMAGGI (Luca), *La nazione perduta : Ferruccio Parri nel Novecento italiano*, Bologne, Il Mulino, 2004.

PUGLIESE (Stanislao), *Carlo Rosselli. Socialista eretico ed esule antifascista*, Turin, Bollati Boringhieri, 2001.

QUAGLIARIELLO (Gaetano), *Gaetano Salvemini*, Bologne, Il Mulino, 2007.

ROSENGARTEN (Frank), *Silvio Trentin dall'interventismo alla Resistenza*, Milan, Feltrinelli, 1980.

SBARBERI (Franco), *L'utopia della libertà uguale. Il liberalismo sociale da Rosselli a Bobbio*, Turin, Bollati Boringhieri, 1999.

SIGNORI (Elisa), TESORO (Marina), *Il Verde e il rosso : Fernando Schiavetti e gli antifascisti nell'esilio fra repubblicanesimo e socialismo*, Florence, Le Monnier, 1987.

TAGLIACOZZO (Enzo), *Gaetano Salvemini nel cinquantennio liberale*, Florence, La Nuova Italia, 1959.

TESIO (Giovanni), *Augusto Monti nel centenario della nascita*, Turin, Centro studi piemontesi, 1982.

TURI (Gabriele), *Casa Einaudi. Libri uomini idee oltre il fascismo*, Bologne, Il Mulino, 1990.

TRANFAGLIA (Nicola), *Carlo Rosselli. Dall'interventismo a Giustizia e Libertà*, Bari, Laterza, 1968.

TRANFAGLIA (Nicola), BOBBIO (Norberto), *L'itinerario di Leone Ginzburg*, Turin, Bollati Boringhieri, 1996.

TURI (Gabriele), *Casa Einaudi. Libri, uomini, idee oltre il fascismo*, Bologne, Il Mulino, 1990.

VISCIOLA (Simone), LIMONE (Giuseppe), *I Rosselli : eresia creativa, eredità originale*, Naples, Guida, 2005.



## ANNEXES

Annexe 1 : tract pour la réouverture du « <i>Circolo di Cultura</i> » de Florence .....	LXXXVIII
Annexe 2 : tract du groupe florentin de « <i>Italia Libera</i> ».....	XC
Annexe 3 table récapitulative des groupes membres de l'association « <i>Italia Libera</i> » .	XCII
Annexe 4 : portraits de Carlo Rosselli et Ferruccio Parri rédigés par Gaetano Salvemini pour le <i>Manchester Guardian</i> .....	XCIV
Annexe 5 : Filippo Turati, « Vincitori e vindici », <i>La Libertà</i> , 11 août 1929 .....	C
Annexe 6 : tract de propagande de « <i>Giustizia e Libertà</i> » imprimé suite au raid aérien sur Milan .....	CI
Annexe 7 : extraits du rapport du préfet du Gers du 13 octobre 1929 sur les exilés italiens, leurs liens avec les milieux politiques et associatifs locaux.....	CV
Annexe 8 : extraits de l'opuscule de propaganda « La conferenza di Londra e il fascismo », daté de mai 1930 .....	CVI
Annexe 9 : conclusion de l'opuscule de propaganda intitulé <i>Il processo di Lugano</i> et daté de janvier 1931, écrite par Rosselli et Tarchiani.....	CVIII
Annexe 10 : extrait de l'article « Schirru », publié dans <i>Il Becco Giallo</i> de janvier-février 1931 .....	CVIII
Annexe 11 : extrait de l'article « L'assente », publié dans <i>La Libertà</i> du 28 mai 1931...	CIX
Annexe 12 : extraits de l'opuscule de propaganda <i>Agli operai</i> , daté de mars 1931 .....	CX
Annexe 13 : extraits de l'article « Sul mancato volo di Costanza », publié en janvier 1932 dans les <i>Quaderni di Giustizia e Libertà</i> .....	CXII
Annexe 14 : extrait de l'article de Giorgio Amendola « Con il proletariato o contro il proletariato », paru dans <i>Lo Stato Operaio</i> du mois de juin 1931 .....	CXIII
Annexe 15 : extraits du témoignage écrit de Mario Andreis versé aux Archives centrales de Rome, non daté.....	CXIV
Annexe 16 : extraits de la lettre de Carlo Rosselli à Alberto Jacometti, datée du 23 février 1932.....	CXV
Annexe 17 : extraits de la lettre de Max Ascoli à Carlo Rosselli, datée du 30 décembre 1931 .....	CXV
Annexe 18 : extraits de la lettre de Carlo Rosselli à Alberto Tarchiani, non datée.....	CXVI

Annexe 19 : extraits de la lettre de Libero Battistelli à Carlo Rosselli, datée du 27 avril 1932 .....	CXVI
Annexe 20 : extrait de l'article de Leone Ginzburg « Il concetto di autonomia nel programma di G.L. », paru dans les <i>Quaderni di Giustizia e Libertà</i> en septembre 1932.....	CXVII
Annexe 21 : extraits des lettres envoyés par Nicola Chiaromonte à Vindice Cavallera, non datées.....	CXVII
Annexe 22 : extraits du mémoire manuscrit rédigé par Mario Levi et daté du 12 octobre 1934 .....	CXVIII
Annexe 23 : extrait de l'article de Francesco Furini « Lavoro di massa o inazione ? » publié dans <i>Lo Stato Operaio</i> daté d'octobre 1934.....	CXX
Annexe 24 : extrait de l'article de Carlo Rosselli « Si vuole rifare la Concentrazione ? », paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> du 16 novembre 1934.....	CXX
Annexe 25 : extrait de l'article de Carlo Rosselli « Il piano diplomatico di Mussolini » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 31 mai 1935.....	CXXII
Annexe 26 : extraits de l'article de Carlo Rosselli « La parte dell'Inghilterra » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 14 juin 1935.....	CXXII
Annexe 27 : extraits de l'article « Giorni decisivi » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 21 juin 1935.....	CXXII
Annexe 28 : extrait de l'article de Gaetano Salvemini « Il prossimo atto della commedia » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 30 août 1935.....	CXXIII
Annexe 29 : extrait de l'article « A letter to an English friend » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 19 juillet 1935.....	CXXIII
Annexe 30 : extrait de l'article « Rivalità imperialistiche in Etiopia » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 6 septembre 1935.....	CXXIV
Annexe 31 : extraits de l'article « Tre classi mobilitate » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 15 février 1935.....	CXXIV
Annexe 32 : extrait de l'article « Sul piano inclinato » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 5 juillet 1935.....	CXXV
Annexe 33 : lettre de Nicola Chiaromonte à Carlo Rosselli de décembre 1935.....	CXXVI
Annexe 34 : extrait de la lettre de Carlo Rosselli du 30 décembre 1935.....	CXXXIII
Annexe 35 : extrait de la lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 29 septembre 1935 .....	CXXXIII
Annexe 36 : extrait de la lettre de Carlo Rosselli à Angelo Tasca daté du 1 <sup>er</sup> mai 1934 .....	CXXXV

Annexe 37 : extrait de la lettre de Carlo Rosselli à Mario Levi et Renzo Giua du 11 mai 1935 .....	CXXXV
Annexe 38 : extrait du bulletin interne « Foglio di collegamento n°2 », s.d. mais de 1938 .....	CXXXVI
Annexe 39 : tableaux récapitulatifs de l'origine géographique des souscriptions pour le compte de « <i>Giustizia e Libertà</i> » .....	CXXXVII
Annexe 40 : extrait de l'article « Avanguardia eroica della rivoluzione italiana » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 4 septembre 1936.....	CLI
Annexe 41 : extrait de l'article « Momento supremo della rivoluzione spagnola » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 6 novembre 1936 .....	CLI
Annexe 42 : extrait de l'article « La Sigla marciante. Verbale della prima seduta » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 25 septembre 1936.....	CLI
Annexe 43 : extrait de l'article « Il capo della colonna » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 23 octobre 1936.....	CLII
Annexe 44 : extraits de l'article « L'Italia sul fronte della libertà » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 20 novembre 1936 .....	CLIII
Annexe 45 : extrait de l'article « Lezioni della battaglia di Guadalajara » paru dans <i>Giustizia e Libertà</i> daté du 2 avril 1937 .....	CLIV

## **Annexe 1 : tract pour la réouverture du « *Circolo di Cultura* » de Florence<sup>1</sup>**

Firenze, Febbraio 1923.

Viene da molti lamentata la mancanza nella nostra città di un centro di studi che, pur non tralasciando volutamente alcuno dei rami della attività intellettuale, sia orientato in specialmodo a quelli sociologici nel più largo senso della parola. È d'altronde universalmente ammessa l'incultura economica e sociale della cosiddetta classe colta italiana che troppo spesso sulla base di interessate e frammentarie informazioni giornalistiche ritiene di potersi fare un concetto dei complessi fenomeni contemporanei.

Allo scopo si eliminare progressivamente questa originaria lacuna aggravata dalla crisi attuale che minaccia di fare della cultura un articolo di lusso, si stia costituendo un CIRCOLO DI CULTURA apolitico, aperto a tutte le libere correnti del pensiero moderno. Esso dovrebbe, anzi deve allontanarsi dalle ibride forme di circoli ricreativi per rappresentare invece una modesta ma seria istituzione a carattere cooperativo che permetta anche alle borse meno fornite di seguire e studiare il movimento delle idee contemporanee nei suoi molteplici aspetti (economico, finanziario, storico, filosofico, politico, artistico) attraverso le sue fonti immediate : giornali, riviste, libri, italiani e stranieri.

Parallelamente si organizzeranno riunioni e discussioni tra i soci che dovranno avere carattere di scambi di idee su piede di assoluta eguaglianza, si promuoveranno conferenze periodiche su argomenti di attualità, si addiverrà gradualmente alla costituzione di una biblioteca coll'acquisto delle novità più significative.

Ci rivolgiamo particolarmente ai giovani alieni dalle forme e dalle istituzioni ufficiali di cultura che amino ritrovarsi in un centro vivace e fecondo assieme ad uomini maturi d'età e di esperienze ma pur sempre giovani spiritualmente. L'istituzione del Circolo potrà riuscire non del tutto inutile anche per coloro che, stanchi di una giornata di intenso lavoro, non invogliati allo studio e alla lettura, desiderino passare un'ora in amichevole conversazione colla possibilità di fruttuosi contatti intellettuali. Vorremmo infatti destinare una sala a questo scopo.

Non è il caso di diffondersi ulteriormente sul programma. Più che il programma confidiamo che varranno le opere. Non abbiamo di mira scopi grandiosi ; non ci proponiamo di

<sup>1</sup> ISRT, « Piero Calamandrei », 1.2.3-1, Manifeste portant sur la constitution d'un Cercle de Culture, signé par le comité promoteur de l'association, composé de Piero Calamandrei, Gino Frontali, Piero Jahier, Ludovico Limentani, Mario Marsili Libelli, Alfredo Niccoli, Carlo Rosselli, Ernesto Rossi, Arrigo Serpieri, Aldo Sorani, Florence, février 1923.

« rinnovare », di « riformare », di dar vita a « nuove correnti ». Tanto meglio se i timidi semi fruttificheranno. Mentre disdegneremo la facile critica esterna e corrosiva, saremo lietissimi d'ogni consiglio ed aiuto positivo da qualunque parte ci venga.

Possiamo intanto annunciare d'aver superato il pim grave ostacolo preliminare determinato dalla mancanza del locale. Il locale c'è e se anche non è vastissimo risponde però ai bisogni essenziali di un Circolo come il nostro. Fissando l'appartamento situato in un vecchio palazzo quattrocentesco (Borgo SS. Apostoli 27 p. p., angolo Piazza S. Trinita) anticipando la non piccola quota d'affitto, i promotori, aiutati in ciò da un gruppo d'amici, hanno voluto dare un pegno positivo della serietà delle loro intenzioni.

Superate così le difficoltà d'ordine più strettamente materiale non manca che il volentoso contributo ed appoggio non solo pecuniario ma anche morale di quanti accetteranno di far parte della nascente istituzione. È necessario che il Comitato possa contare sulla adesione sicura di un numero minimo. Ecco le condizioni di associazione :

SOCI ORDINARI : L. 30 semestrali (impegno annuale).

SOCI STUDENTI E CATEGORIE ASSIMILABILI : L. 15 semestrali (impegno annuale).

Saranno inoltre considerati soci azionisti coloro che oltre la quota ordinaria della loro categoria sottoscriveranno una o più azioni di impianto da L. 50.

Non si è stabilita una tassa anche minima d'ingresso per non aggravare troppo le borse più modeste. Si confida però nell'aiuto spontaneo dei Soci meno abbienti che dovrebbero tutti acquistare almeno un'azione.

Il Comitato intende procedere con la più grande alacrità ; col mese di Marzo il Circolo dovrà già essere in funzione. A chi ci accusa di eccessivo ottimismo, a chi con paterno scetticismo ci ripete le frasi fatte sulla impermeabilità dell'ambiente fiorentino ad iniziative del genere, speriamo in breve di poter dare una risposta coi fatti.

#### IL COMITATO PROMOTORE

Prof. PIERO CALAMANDREI – Prof. GINO FRONTALI – PIERO  
JAHIER – Prof. LUDOVICO LIMENTANI – Prof. MARIO MARSILI  
LIBELLI – AVV. ALFREDO NICCOLI – Dott. CARLO ROSSELLI –  
Dott. ERNESTO ROSSI – Prof. ARRIGO SERPIERI – Dott. ALDO  
SORANI.

**Annexe 2 : tract du groupe florentin de « Italia Libera »<sup>2</sup>**

I combattenti che aderiscono all'« Italia Libera » non pretendono a nessun privilegio politico e sociale (impieghi, cariche pubbliche, onorificenze, ecc.) per il solo titolo di essere stati combattenti : essi anzi lottano contro questo spirito combattentistico, che fu ed è una delle principali cause di confusione, ed uno dei più comuni motivi di speculazione per i peggiori arrivisti della nostra vita pubblica.

Gli aderenti all'« Italia Libera » vogliono l'eguaglianza di tutti i cittadini nei diritti e nei doveri.

Chi si iscrive all'« Italia Libera » non deve aspettare né onori né prebende ; ma assume l'obbligo di rivendicare, in qualunque occasione, a costo di qualsiasi sacrificio, la propria dignità e responsabilità di libero cittadino, e di contribuire con tutte le sue forze alla restaurazione di un regime di libertà e di giustizia per tutto il paese. I combattenti dell'« Italia Libera » vogliono :

Che sia sciolta la milizia nazionale e che il mantenimento dell'ordine sia nuovamente affidato a corpi indipendenti dai partiti, liberi da ogni vincolo di fedeltà personale a singoli uomini politici e soggetti solamente all'impero della legge ;

Che le elezioni politiche ed amministrative avvengano senza sofisticazioni e senza prepotenze, e chela Camera dei deputati sia reintegrata nel suo diritto di fare le leggi (abolizione dei decreti legge) e di licenziare i ministri quando questi abbiano perduto la sua fiducia ;

Che venga ristabilita la libertà di stampa ;

Che i reati siano imparzialmente ricercati dalla polizia e puniti dalla magistratura senza distinzione di partito fra i delinquenti ;

Che si ritorni al rispetto della libertà di riunione e di associazione.

I combattenti dell'« Italia Libera » sono antifascisti, perché è necessario riconquistare contro il fascismo le sopradette condizioni elementari della moderna civiltà, e perché non credono che il governo fascista, nato dalla sopraffazione armata, possa perdere questo suo carattere originario e garantire al paese una legge eguale per tutti.

<sup>2</sup> ISRT, Archivio di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », Appendice 1, Documents de personnalités et d'organisations antifascistes diverses, 1-7, Formulaire pour l'inscription au groupe des combattants de « Italia Libera », groupe florentin Nazario Sauro.

L'« Italia Libera » è formata esclusivamente di combattenti, perché i combattenti possono, in questo momento della vita pubblica italiana, più efficacemente di tutti gli altri cittadini, lottare contro l'equivoco del « combattentismo », e demolire la mistificazione colla quale il governo pretende di rappresentare l'Italia di Vittorio Veneto.

L'« Italia Libera » non è un partito politico permanente, né assumerà mai il carattere di comitato elettorale. Essa è la riunione temporanea di tutti i combattenti antifascisti allo scopo di raggiungere il programma innanzi indicato. Ottenuto questo scopo l'« Italia Libera » si scioglierà e ciascuno dei suoi iscritti, se vorrà ancora svolgere un'azione politica, dovrà farlo aderendo a quel partito che meglio corrisponde ai suoi sentimenti ed ai suoi interessi.

I combattenti dell'« Italia Libera » si rendono conto che il fascismo è un fenomeno doloroso specialmente perché è il risultato della scarsa maturità spirituale del Paese : il fascismo ha potuto travolgere tutte le istituzioni che garantivano la libertà e la dignità dei cittadini (parlamento - magistratura - scuola - esercito - polizia) perché, nello smarrimento del dopoguerra, troppi italiani hanno creduto di potersi assicurare il quieto vivere abdicando alla propria libertà ed alla propria dignità.

Contro questa vigliaccheria diffusa in tutti i ceti sociali bisogna reagire.

Non vogliamo essere considerati come un popolo di schiavi degni di essere dominati ed avviliti dalle violenze e dalle intimidazioni.

Annexe 3 table récapitulative des groupes membres de l'association « *Italia Libera* »<sup>3</sup>

LOCALITÉ	DATE DE CRÉATION	EFFECTIF	TENDANCE POLITIQUE
<b><u>PIÉMONT</u></b>			
<b>CONI</b>	Août 1924	50	Populaire
<b>CEVA</b>	Août 1924	20	Socialiste unitaire
<b>NOVARE</b>	Juillet 1924	200	Socialiste unitaire
<b>VERCELLI</b>	Juillet 1924	75	Divers
<b>ARONA</b>	Novembre 1923	12	Populaire
<b>TURIN</b>	Janvier 1924	300	Socialiste unitaire
<b><u>LOMBARDIE</u></b>			
<b>BRESCIA</b>	Septembre 1924	150	Républicain
<b>MILAN</b>	Décembre 1923	800	Républicain
<b>LEGNANO</b>	Novembre 1924	100	Divers
<b>DESIO</b>	Septembre 1924	20	Socialiste unitaire
<b>PAVIE</b>	Janvier 1924	30	Républicain
<b>VOGHERA</b>	Janvier 1924	20	Républicain
<b>VARESE</b>	Avril 1924	87	Républicain
<b><u>TRENTIN-HAUT-ADIGE</u></b>			
<b>TRENTE</b>	Novembre 1923	100	Républicain
<b>ROVERETO</b>	–	30	Républicain
<b><u>VÉNÉTIE</u></b>			
<b>PADOUE</b>	Septembre 1924	30	Divers
<b>TRÉVISE</b>	Septembre 1924	400	Divers
<b>CASTELFRANCO VENETO</b>	Septembre 1924	150	Divers
<b>VÉRONNE</b>	Août 1924	1 600	Divers
<b>VICENZA</b>	Juin 1924	100	Divers
<b>VENISE</b>	Janvier 1924	60	Divers
<b><u>FRIOUL-VÉNÉTIE JULIENNE</u></b>			
<b>FIUME</b>	Décembre 1924	–	Républicain
<b>TRIESTE</b>	Février 1924	70	Républicain
<b>GRADO</b>	Février 1924	10	Républicain
<b><u>LIGURIE</u></b>			
<b>GÈNES</b>	Décembre 1923	200	Républicain
<b>SAN REMO</b>	Septembre 1924	150	Divers
<b>DIANO MARINA</b>	Novembre 1924	30	Divers

<sup>3</sup> Tableau réalisé à partir de la monographie de Luciano Zani. Zani (Luciano), *Italia Libera*, op. cit.



ONEGLIA	Décembre 1924	15	Divers
<i>SAVONE</i>	Juillet 1924	300	Républicain
<i>SPEZIA</i>	Janvier 1924	80	Républicain
<b><u>ÉMILIE-ROMAGNE</u></b>			
<i>FERRARE</i>	Mai 1924	60	Républicain
<i>FORLÌ</i>	Décembre 1924	25	Républicain
RIMINI	Décembre 1923	28	Républicain
MODIGLIANO	Décembre 1924	20	Républicain
CESENA	Décembre 1924	20	Républicain
<i>MODÈNE</i>	Octobre 1924	110	Divers
<i>PARME</i>	Janvier 1924	30	Républicain
<i>POLA</i>	Septembre 1924	90	Divers
<i>RAVENNE</i>	Janvier 1924	100	Républicain
<i>REGGIO EMILIA</i>	Janvier 1924	15	Républicain
<b><u>TOSCANE</u></b>			
<i>FLORENCE</i>	Juin 1924	100	Divers
<i>MASSA MARITTIMA</i>	Août 1924	100	Républicain
<i>PISE</i>	Juillet 1924	30	Républicain
<i>SIENNE</i>	Août 1924	16	Divers
ASCIANO	Février 1924	6	Républicain
<b><u>OMBRIE</u></b>			
<i>PÉROUSE</i>	Novembre 1924	20	Républicain
NARNI	Septembre 1924	50	Républicain
ASSISI	Décembre 1924	20	Républicain
<b><u>MARCHE</u></b>			
<i>PESARO</i>	Août 1924	30	Républicain
URBINO	Novembre 1923	50	Républicain
<i>MACERATA</i>	Novembre 1924	20	Républicain
CIVITANOVA	Novembre 1924	26	Socialiste maximaliste
MARCHE			
<b><u>LATIUM</u></b>			
<i>ROME</i>	Juin 1923	1 200 (et 200 autres dans toute la province)	Républicain
<b><u>ABRUZZES</u></b>			
<i>PESCARA</i>	Septembre 1924	50	Républicain
<i>TERAMO</i>	Août 1924	115	Républicain
<b><u>MOLISE</u></b>			
<i>CAMPOBASSO</i>	Août 1924	50	Divers
<b><u>CAMPANIE</u></b>			
<i>NAPLES</i>	Novembre 1923	500	Socialiste maximaliste

CASTELLAMMARE DI STABIA	Novembre 1924	40	Divers
S. GIOVANNI A TEDUCCIO	Novembre 1924	40	Divers
<b>SALERNE</b>	Juillet 1924	50	Socialiste unitaire
<b><u>POUILLES</u></b>			
<b>LECCE</b>	Octobre 1923	20	Républicain
<b>TARENTE</b>	Août 1924	–	Républicain
<b><u>CALABRE</u></b>			
<b>CATANZARO</b>	Juin 1924	80	Divers
PETRIZZI	Septembre 1924	40	Divers
<b>REGGIO CALABRIA</b>	Mai 1924	30	Socialiste unitaire
<b><u>SICILE</u></b>			
<b>CATANE</b>	Novembre 1924	50 (trois sections)	Divers (républicain, socialiste unitaire)
<b>LICATA</b>	Juin 1924	40	Républicain
<b>MESSINE</b>	Novembre 1924	70 (deux sections)	Communiste et démocrate-socialiste
MILAZZO	Novembre 1924	15	Divers
<b>PALERME</b>	Décembre 1923	114	Républicain
POSTIGLIONE	Octobre 1924	30	Républicain
<b>SYRACUSE</b>	Juin 1924	50	Socialiste unitaire
MODICA	Juin 1924	20	Socialiste unitaire
<b>SCICLI</b>	Juin 1924	10	Socialiste unitaire
<b>TRAPANI</b>	Janvier 1924	100	Démocrate-socialiste

**Annexe 4 : portraits de Carlo Rosselli et Ferruccio Parri rédigés par Gaetano Salvemini pour le *Manchester Guardian*<sup>4</sup>**

2) Carlo Rosselli e Ferruccio Parri.

(G. Salvemini al « Manchester Guardian »,

15 settembre 1927.)

Vorrei aggiungere alcuni particolari alla lettera del Signor Turati pubblicata nel vostro numero dell'11 agosto.

Rosselli e Parri meritano di essere conosciuti dal pubblico inglese come due dei migliori campioni della gioventù italiana presente.

Il Signor Carlo Rosselli ha 29 anni. Combattè ~~valerosamente~~ nella guerra. Nel 1923, dopo la « Marcia su Roma, » si unì al movimento socialista, quando l'essere socialista significava affrontare la galera e anche la morte. Insegnò l'économia politica nella Scuola Superiore di Commercio di Genova. Nel 1926 lasciò questo posto per fondare un settimanale socialista di coltura politica, che fu soppresso dopo un'esistenza di pochi mesi.

Il Signor Ferruccio Parri non è mai stato socialista. È un democratico. Prima della guerra del 1915-18, insegnava nei licei. Chiamato al principio della guerra come sotto-tenente, combattè nelle battaglia più pericolose e prese parte a nove offensive. Per eccezionali meriti di guerra fu promosso al grado di capitano e poi di maggiore. Ferito quattro volte, fu decorato con quattro medaglie per eroismo descritto come « ammirevole » dal Comando supremo. Ricevè anche la « Croce di Guerra » e la « Croix de Guerre » francese. Il suo nome fu ricordato nei bollettini del Generale Nivelle. Dopo la guerra diventò redattore del « Corriere della Sera » fino al novembre 1925, quando il senatore Albertini fu costretto ad abbandonare la direzione del giornale che così passò in mano dei fascisti.

Quando furono arrestati come complici del Signor Turati nel suo delitto di « espatriazione non autorizzata », Rosselli e Parri avrebbero dovuto essere lasciati in « libertà provvisoria » secondo la legge italiana. Difatti, il giudice ordinò che fossero rilasciati. Invece vennero mandati a domicilio coatto sull'isola di Ustica. Dall'isola di Ustica, ammanettati come criminali comuni, passarono a Savona per il processo. Mentre Rosselli era ad Ustica, la sua giovane moglie, una inglese, dette nascita al primo bambino.

Chiedo scusa se occupo troppo del vostro spazio. Ma vi prego di pubblicare le « dichiarazioni » consegnate da questidue ~~eroei~~ giovani al giudice istruttore per « difendersi »

<sup>4</sup> ISRT, Archivio di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 5-3, *Il processodi Savona* : correspondance au *Manchester Guardian*, manuscrit de Gaetano Salvemini avec ses corrections.

dall'accusa. I documenti, ~~che~~ circolano clandestinamente in Italia, e mi sono capitati nelle mani pochi giorni fa.

Il signor Carlo Rosselli nella sua dichiarazione dice :

[*carattere più piccolo*]

Carcere di Savona, febbraio 1927.

Signor Giudice

~~nell'unico interrogatorio subito dissi, e confermo, che fu la ragione politica e non l'affetto e la solidarietà di partito a determinarmi o promuovere e organizzare l'evasione di Filippo Turati dalla prigione italiana. Mi consenta ora, sig. Giudice, nell'interesse della mia idea e della sua indagine, di chiarire il mio pensiero.~~

~~Alla giustizia che persegue una rete inesistente di complicità — e ancora trattiene persone estranee assolutamente al reato — non deve essere taciuti che il responsabile primo e unico che la coscienza degli uomini liberi incrimina, è il fascismo. Il fascismo che ha soppresso con violenze cieche e fulminato con leggi inique ogni possibilità di opposizione legale ; che in nome di una patria usurpata a pro della fazione, e di una solidarietà sociale che proprio esso ha lacerato, ha raso al suolo l'edificio di opere eretto in trent'anni di sacrifici dai lavoratori italiani ; che, con la legge del bastone, strumento della sua potenza e della sua memesi, ha inchiodato in servitù milioni di cittadini, gettandoli nella tragica alternativa della supina acquiescenza, o della fame, o dell'esilio, -~~

Esso, non altri, è l'autore di quel fuoruscitismo che male accusa di lesa patria.

Sconvolte le basi stesse, le più intime, della vita morale della Nazione, non restava ai capi dell'opposizione, dopo le rappresaglie di novembre [che un gesto solo da compiere : emigrare perché il mondo sentisse attraverso il tormento, lo sdegno, la ribellione degli esuli, il valore storico della civiltà europea. Battaglia che deve costringere gli italiani, cui sovrasta una secolare tradizione di fiacchezza e di servilismo, al loro tirocinio di nazione moderna, educandoli ad apprezzare quei supremi valori morali, che un popolo sa difendere solo quando ne ha pagato a duro prezzo la conquista : principio dell'autonomia del cittadino e delle classi ; odio contro ogni tirannia e demagogia ; libertà di sviluppo e di lotta che sia competizione e non rissa ; giustizia come meta suprema per gli individui e per le classi.

Lotta oggi disperata, perché non intesa dai più e combattuta contro una minoranza armata di tutta la potenza di uno stato ferocemente accentratore ; ma lotta bella, per gli uomini migliori, che non potranno mai tradire una causa fatta sacra dal sangue di Matteotti e di Amendola.

Li assiste la sicurezza della vittoria che essi affidano ai giorni di domani.

É per questa fede, sig. Giudice, è con questi intendimenti, che io ho leso volontariamente la legge fascista ; lieto anche di aver contribuito a dimostrare la absurdità e quindi la impotenza, propria di tutti gli eccessi del dispotismo.

Filippo Turati all'estero significava, per me e per il mio compagno, la protesta austera – cui danno solenne valore quarant'anni di vita al servizio della Nazione e della Umanità – contro il regime fascista. Voleva essere e fu un grido di allarme al mondo civile ; voleva offrire la definitiva prova della rottura tra due razze morali, tra due opposte concezioni di vita ; voleva segnare per gli oppositori l'inizio di un processo di selezione dal colpe antiche e dagli errori recenti.

In questo grande vecchio settantenne, superbo di una coerenza e di una dirittura morale che non può essere offuscata dagli inevitabili errori, costretto, come sempre altri grandi italiani in tempi di tirannia, a fuggire il paese perché in esso non è più possibile vita degna di questo nome, l'Europa troverà la dimostrazione della desolazione a cui il fascismo ha ridotto l'Italia.

Vengo, ora che il reato è fortunatamente perfetto, la repressione fascista darà a queste idee più vasta risonanza, giovando alla loro rinascita.

Socialista venuto al socialismo dopo la disfatta, con la convinzione che il riscatto dei lavoratori debba poggiare su incrollabili basi morali, e riprendere, integrandola, la tradizione di un Risorgimento rimasto patrimonio di pochi, sento oggi, con sicura coscienza, che la mia modesta azione si collega, per lo spirito che la informa, a quella dei grandi che combatterono per l'indipendenza italiana.

Mi è di conforto e di riprova pensare che questa sostanziale continuità che rivendico tra la lotta di oggi e quella di ieri trova un caratteristico riscontro nella storia della mia famiglia. Un Rosselli ospitava nascostamente in Pisa Mazzini morente, esule in patria. Era logico che un altro Rosselli, a mezzo secolo di distanza, provvedesse a salvare dalla furia fascista, uno degli spiriti più nobili e disinteressati del suo paese.

CARLO ROSSELLI

[*carattere normale*]

La dichiarazione del signor Ferruccio Parri è la seguente :

[*carattere più piccolo*]

Signor Giudice,

La mia volontaria meditata partecipazione all'espatrio clandestino dell'onorevole Turati è stata determinata come già le dichiarai, da moventi strettamente politici. ~~I quali tuttavia dalla deposizione che ho già reso in sue mani — su questo punto necessariamente sommaria — non risultano con quella assoluta chiarezza che deve essere attribuito e privilegio di un atto di così~~

~~piena consapevolezza. Mi consenta pertanto, Signor Giudice, di completare per questa parte le mie dichiarazioni.~~

Non mi hanno giudato ragioni di personale rancore contro il regime ; non ambizioni o delusioni o vendette da soddisfare ; insisto nel definire moventi strettamente secondari lo stesso sdegno del momento e la sollecitudine per l'uomo nobilestimo minacciato. Mi onoro di aver servito in pace ed in guerra lo Stato italiano con nobiltà ed abnegazione, di cui non sono mancati riconoscimenti ed elogi ; non ho mai seguito, ~~come Le dissi~~, movimenti di estrema ; alieno in genere di vita politica, e per questo rimasto sempre estraneo ai partiti, nessuna responsabilità ho certo da rimproverarmi rispetto agli anni terribili del dopo guerra.

Contro il fascismo non ho che una ragione di avversione : ma quest'ultima perentoria ed irreducibile, perchè è avversione morale ; è, meglio, integrale negazione del clima fascista. Nè sono solo ; il mio antifascismo non è fermentazione di solitaria acidità. Le mie idee sono di mille altri giovani, generosi combattenti ieri, nemici oggi del traffico di benemerienze e del baccanale di rettorica, che contrassegnano e colorano l'ora fascista.

Indenni di responsabilità recenti, intransigenti perchè disinteressati, intransigenti verso il fascismo perchè intransigenti con la loro coscienza, sono questi giovani i più veri antagonisti del regime, come quelli che hanno immacolato diritto ed erigersene giudici. Ad essi il fascismo deve e dovrà, rendere strettissimo conto delle lagrime e dell'odio di cui gronda la sua storia, dei beni morali devastati, della nazione lacerata...

~~Il regime li può colpire, perseguire, disperdere, ma non potrà mai avere ragione della loro opposizione, perchè non si può estirpare un istinto morale. Consapevoli custodi, essi sanno che alla loro coscienza è affidata per le speranze dell'avvenire la tradizione del passato.~~

~~Questa tradizione è nella aspirazione, perenne, nella nostra storia migliore, alla libertà ed alla giustizia, ragione ideale del nostro Risorgimento, ragione domani, ancora della nostra storia, della storia del mondo.~~

~~Chi, come il Fascismo ha fatto, oblia e — cieco — rinnega questa eredità ideale, perduti insieme freno e timone, fatalmente degrada il suo dominio politico a sopraffazione : menzogna e ipocrisia si fanno strumenti di governo e ragioni di corruzione e corrosione ; cade oggi norma e limite di moralità pubblica ; è consentita ogni offesa alla dignità personale ; si disfrena, serva padrona dei potenti, la bestialità umana.~~

~~Perchè questa buia parentesi di cattività sia chiusa ed espiata, occorre che l'esperimento fascista, percorso tutto l'arco del suo sviluppo secondo la logica del suo impulso e del suo peso, abbia maturato nella coscienza del popolo tutti i suoi frutti amari e salutari, restituendogli ansiosa sete dei beni perduti e ferma volontà di riconquista, e ferma volontà di difesa. Secondo~~

~~Risorgimento di popolo — non più di sole avanguardie — che solo potrà riallacciare il passato all'avvenire.~~

È in noi la certezza che libertà e giustizia, idee inintelligibili e mute solo ai tempi di supina servitù, ma non periture e non corruttibili perchè radicate nel più intimo spirito dell'uomo, che questi due valori civili primi debbano immutabilmente sostanziare ogni sforzo di liberazione e di ascensione di classi e di popolo.

Nella fede in queste idee noi ci riconosciamo ; nel dispregio di queste idee noi riconosciamo il fascismo. ~~Contro le nostre persone esso ha bastone e manette ; contro la nostra fede è inane. Non ha invero che i sofismi dei suoi retori e servi.~~

~~Esso ci bestemmia, ebro, antinazione. Ma io, Signor Giudice, che ho ereditato nel valor civile della storia nazionale che insegnavo in scuola, io che nel 1915 ho inteso combattere per la grandezza morale della Patria e per una idea augusta di libertà e di giustizia, io non potevo non sentire che l'esempio del Risorgimento e il dovere del 1916 erano ancora il dovere di oggi. Ho anche sentito, come in guerra, che ai più consapevoli spetta ineluttabilmente l'onore del esempio.~~

~~Quando il novembre [1926] ha portato la totale sommersione di ogni traccia e modo di resistenza, ed anzi di vita pubblica, nello sconforto e nell'accasciamento generale ho sentito degno e doveroso dar opera ad una protesta non sterile ed effimera, che rompendo il silenzio plumbeo fosse una riaffermazione di fronte all'avvenire di un'Italia migliore. Protesta e riaffermazione che ormai potevano vivere solo oltre confine, mentre la paura del regime con la minaccia delle sue leggi pretendeva vietare ciò che la sua stessa violenza rendeva necessario. Leggi nate dalla paura e dalla violenza, senza radici perciò nella coscienza civile, senza diritto quindi al rispetto, persuadenti anzi alla ribellione.~~

È da questa posizione, Signor Giudice, che deriva il mio atto, è questa diretta e consapevole coerenza con il mio passato che gli conferisce — io credo — una significazione particolare.

Ho invero con l'On. Turati un legame che vince ogni diversità di origine, ed ogni possibile discordanza dal passato ; un legame per oggi e per domani essenziale, qual'è quello della devozione a quelle idee, dell'avversione a questo clima. L'On. Turati, per l'altezza del suo animo e per la onoranda dignità della sua vita, poteva a buon diritto rappresentare, sopra ogni divisione o tendenza, di fronte alla civiltà europea, la condanna dell'ottenebramento italiano, la riaffermazione di quei principi ideali nei quali la storia moderna si riconosce, la riaffermazione anche di un'Italia, che sia patria libera ed equa a tutti gli italiani.

Nessuna iattanza e nessuna libidine di facile martirio da parte nostra. Ma poichè ora la legge fascista ci chiama a rispondere del nostro atto, con orgoglio ne rivendichiamo la prima e più diretta responsabilità, con tanto più orgogliosa coscienza oggi che nulla si oppone al trionfatori ;

oggi che è pregio delle coscienze più diritte percuotere l'accidia e l'ipocrisia della vita pubblica con l'esempio del sacrificio ; oggi che più bisogna sferzare la generale flaccidità, e schiaffeggiare la viltà delle classi dirigenti con un esempio di fedeltà alle idee ; oggi che è più veemente in noi, di fronte all'orizzonte più chiuso, la certezza dell'avvenire.

Signor Giudice, la legge della fazione, colpendoci, ci onorerà.

Ferruccio Parri

[*carattere normale*]

Permettetemi di aggiungere un altro particolare. Il maggio scorso [1927] il signor Mussolini, parlando nella Camera dei Deputati, versò ingenerosamente fango su le sue vittime, ~~leggende~~ e lesse le lettere di alcuni uomini mandati a domicilio coatto, che avevano ~~rinunciato~~ il sconfessato loro passato politico e chiesto grazia. Rosselli e Parri e un altro giovane coraggioso, Riccardo Bauer, che erano a domicilio coatto sull'isola di Ustica, scrissero al Duce che, se gli altri si erano pentiti del loro passato, essi non ne erano pentiti affatto, e ~~Anzi~~ non avrebbero mai domandato grazia.

Un paese, che produce questi uomini, non può perire. Un regime, che condanna questi uomini alla prigione e al domicilio coatto, deve perire.

(« Manchester Guardian », 15 settembre 1927)

**Annexe 5 : Filippo Turati, « Vincitori e vindici », *La Libertà*, 11 août 1929**

Tutto il mondo sa oggi ch'essi sono arrivati. [...] Fuggiaschi ? Dite piuttosto : tornati sotto le bandiere. Nella guerra civile, come in ogni guerra, uno è il dovere imperioso del prigioniero : tentare, ad ogni costo, la liberazione. Non è fuga, è esattamente il contrario, sottrarsi alla forzata ignavia, all'umiliazione, ai ceppi, alla morte, lenta ; ricongiungersi ai compagni in trincea ; resituirsi alla vita ed alla battaglia ; affrontando, per la salvazione propria ed altrui, l'agguato dei vigili, lo spionaggio dei riflettori, l'insidia dei posti di radio, il fuoco dei moschetti, dei cannoni, delle mitragliatrici, appostare in terra ed in mare ; sfidando - se il colpo fallisse - le atroci rappresaglie [...] Eccoli dunque arrivati. Vincitori e vindici. Sono i primi. Non saranno gli ultimi. Ma la loro evasione ha un senso, che eccede di grand lunga le loro persone. È la predica per l'esempio : la sola che abbia veramente virtù redentrice. È la prova tangibile di ciò che possa una grande fede tenace, contro cui non è ostacolo che a lungo resista. È il coraggio che comincia a riprendere, dopo il lungo stordimento delle mazzate sul cranio. Contagioso come la paura : destinato, come il terrore, a diventare epidemico.



**Annexe 6 : tract de propagande de « Giustizia e Libertà » imprimé suite au raid aérien sur Milan<sup>5</sup>**

« INSOGERE. RISORGERE »

GIUSTIZIA E LIBERTÀ

I centomila manifestini di « Giustizia e Libertà » gettati su Milano, nel suo eroico volo, dal fuoruscito Bassanesi, hanno suscitata l'ammirazione del mondo intero e sono scesi ad accendere una infinita speranza di liberazione in tutti gli italiani.

Piccola era la macchina, ardua la via, ma grande e saldo il cuore del giovane aviatore, da lungo tempo temprato, che nel campo di Lodrino, prima della partenza, abbandonava il paracadute per far posto, sullo scafo leggero, ad un nuovo pacco di manifestini.

E, sfidando la morte che la tempesta in agguato alle spalle e gli avversari gli minacciavano, venne sulla città della Patria contesagli ; girò da padrone per più di un quarto d'ora nel cielo deserto, ma sulle vie affollate di spettatori commossi e grati ; lanciò con olimpica calma la parola della speranza e del dovere, avidamente gelosamente, raccolta.

Un impacciato comunicato ufficiale, quando la caduta di Bassanesi sul Gottardo costrinse la stampa ad ammettere ciò che ormai tutti sapevano, ha detto che i cittadini si affrettarono a consegnare spontaneamente alle autorità i foglietti raccolti. Menzogna : alla sera stessa di venerdì i manifestini circolavano a Bergamo, a Brescia, a Como, a Pavia, in tutta la provincia, recati da quanti li avevano raccolti ..... ed evidentemente conservati.

Quale bisogno avrebbe avuto la P.S. e la milizia, subito mobilitata, di gettarsi per le vie e strappare, con la violenza e con minacce feroci, dalle mani dei passanti i foglietti incitatori ? quale bisogno avrebbe avuto di fermare gli operai all'uscita degli stabilimenti per frugarli ? di compiere nella notte centinaia e centinaia di perquisizioni domiciliari in tutti i quartieri ? di lanciare nugoli di spie a frutare l'esistenza di un solo manifestino ?

Vana fatica ; perchè il resto di essi veniva tramandato a memoria, tutti avevano sulla bocca il saluto e l'invito piovuti dall'alto

---

GIUSTIZIA E LIBERTÀ saluta Milano Città delle Cinque Giornate Insorgere ! Risorgere !

---

GIUSTIZIA E LIBERTÀ Movimento Rivoluzionario Antifascista Insorgere ! Risorgere !

<sup>5</sup> ISRT, Archivio di Giustizia e Libertà, « Pubblicazioni a stampa di Giustizia e Libertà », 3-19.

Il fascismo trascina l'Italia alla rovina : banche e industrie in gravissima crisi – 800000 disoccupati – 14000 fallimenti annui – 2 milioni di cambiali protestare – L'Italia è il paese più tassato del mondo : - in otto anni di fascismo le imposte sono passate da 12 a 21 miliardi, - negli ultimi trenta mesi : 5 miliardi di nuove tasse 5 miliardi di nuovi debiti – Gli italiani pagano : 60 cent. Su ogni chilo di pane ; 1,20 su ogni chilo di sale ; 5,32 su ogni chilo di zucchero – 17 lire su ogni chilo di caffè – La Capitale economica d'Italia sappia dire il suo basta. – Via i ladri ! – Un pensiero libero nell'Italia libera !

Il terzo manifestino dimostrava l'enorme esosità della pressione tributaria e incitava gli italiani, come prima forma di resistenza passiva a non fumare.

*Un comunicato dell'Agenda di Roma, pubblicato sui quotidiani del 16 luglio, afferma che nel mese di giugno si – registrata una maggiore vendita dei tabacchi nazionali. Questo è vero se si confronta il giugno col maggio ; ma il giugno in tutti gli anni è un mese di maggior consumo. Il confronto va fatto col giugno degli anni precedenti. Ecco le vendite, nel Regno, dei tabacchi nazionali, riportate dal Bolletino Mensile di Statistica :*

<i>Maggio</i>	1926	<i>Quintali</i>	25362	<i>Giugno</i>	1925	<i>Quintali</i>	27183
“	1927	“	25794	“	1926	“	29859
“	1928	“	26756	“	1927	“	29753
“	1929	“	26629	“	1928	“	28588
“	1930	“	17556	“	1929	“	21999

*Il consumo del tabacco nel giugno del 1930 segna dunque una contrazione del 23 per cento sul consumo del 1929, che era stata un mese di assai scarsa vendita in confronto al giugno degli anni precedenti.*

Il raid di Bassanesi ha colpito in pieno il fascismo, per la sua audacia, per il suo valore morale e politico.

Il « Popolo d'Italia » ha svelato ciò che il comunicato ufficiale aveva prudentemente taciuto ; che rapidi caccia cieli erano stati lanciati all'inseguimento, ma troppo tardi. Punizioni disciplinari son piovute a destra e a manca sugli aviatori nemici di non aver eseguito prontamente il comando partito dalla Prefettura : « inseguire l'apparecchio ed abatterlo a colpi di mitragliatrice »

Ma chi si meraviglierà, in regime fascista, di questo stato di disorganizzazione, invano smentito dal soffiatti ufficiali divulgato dalla stampa serva ?

Questa ha tentato di diminuire il valore della sfida superba, allineando contumelie volgari contro l'eroe, che solo alla sua robusta giovinezza deve se non ha pagato con la vita il gesto magnifico e il tentativo di salvare l'apparecchio a nuove imprese, dal sequestro da parte delle autorità svizzere. Una volta di più si è visto che il fascismo, chiuso ad ogni senso di umana generosità, (i fascisti non nascondevano che se Bassanesi avesse dovuto atterrare in territorio italiano sarebbe stato « sbranato ») è stupido settarismo : combatte il nemico ma lo insulta ; esalta la propria forza, ma nega quella dell'avversario ; come se grande fosse il merito di piegare gli inetti. È, in altra forma, la vecchia tradizione delle spedizioni punitive, dei centi armati contro un inerme, che continua e ritorna !

Ha tentato pure, la stampa fascista, di gabellare Bassanesi per un emissario prezzolato della Francia, inviato a seminare sfiducia tra le forze armate italiane, in vista di un possibile conflitto tra le due Nazioni. Questa è pura menzogna : Bassanesi è italiano, coadiuvato da soli italiani, ha volato con un apparecchio che i sacrifici degli italiani antifascisti in patria e fuori hanno pagato. L'ala di Bassanesi è strumento della lotta contro il fascismo, non strumento del militarismo straniero contro il militarismo nostrano.

I fascisti lo sanno e dicendo altrimenti mentiscono sapendo di mentire. Ultima triste risorsa per alleviare il brucio dello schiaffo ricevuto, della beffa subita.

Acerbo bruciore, perchè il raid ha avuto un significato preciso che agli italiani non è sfuggito. Esso ha chiarito come le forze d'opposizione non sono nè sparute malinconiche schiere, nè disorganica accozzaglia di delusi. Esse sono un blocco di forti e di generosi capace di uno sforzo organizzativo e finanziario cospicuo. Non si effettua una spedizione come quella di Bassanesi contro la necessaria ostilità delle autorità costituite di tre Stati diversi, senza una straordinaria capacità ; non si impegnano somme cospicue in un'azione dimostrativa se non si ha la certezza di ricevere nuovi mezzi. Questi affluiscono da ogni parte del mondo, dove è un italiano libero, affluiscono da ogni Provincia d'Italia dove il motto di Giustizia e Libertà si diffonde.

Il nerbo della lotta è il denaro e gli italiani che oggi sanno come contro il fascismo vi sia un centro capace ed audace sanno e sapranno far affluire ad esso i mezzi per rendere possibili sempre più ardite e vaste imprese.

Il volo di Bassanesi è stato accolto come il preannuncio di più decisive azioni contro il fascismo oppressore e dilapidatore. Una nuova speranza ha gonfiato il cuore di milioni di cittadini avviliti e immiseriti dal dispotismo.

Bisogna ch'essi sappiano con un raddoppiato sacrificio collettivo preparare gli strumenti della sua realizzazione.

*Italiani,*

Contribuite al fondo di guerra di « GIUSTIZIA E LIBERTÀ », diffondere le sue pubblicazioni, lanciata come una sfida sul viso dei vostri aguzzini il suo motto virile :

**INSORGERE – RISORGERE**

**Annexe 7 : extraits du rapport du préfet du Gers du 13 octobre 1929 sur les exilés italiens, leurs liens avec les milieux politiques et associatifs locaux<sup>6</sup>**

Du fait qu'ils sont exilés et malheureux, ils sont traités avec d'autant plus d'égards et de prévenance par nos populations et leurs coreligionnaires politiques, désireux de mettre à profit, pour leur propre action, le prestige de leur talent et l'auréole de martyr qui les nimbe, ne manquent pas une occasion de les associer à leurs manifestations électorales et, à la faveur de cette précieuse caution, de taxer de fascisme tous ceux qui appartiennent à des groupements conservateurs ou républicains de nuance plus pâle.

[...]

Fin lettré, orateur puissant, parlant notre langue avec la même aisance et grande élégance que sa langue maternelle, esprit clair, méthodique et précis, M. Trentin est évidemment d'un voisinage fort désagréable pour le représentant sur place du gouvernement italien [...] s'obstine à vouloir le combattre dans sa retraite et le diminuer dans l'esprit de ses partisans et admirateurs français, en le représentant sous un jour qui semble faux *a priori* parce que trop dégradant.

[...]

Je continuerai à agir discrètement près des Maires et des militants pour qu'ils renoncent à des attaques aussi contraires à notre intérêt national, au moment même où les représentants de l'Italie font cause commune avec les nôtres dans les conférences internationales ayant la paix pour objectif et pour qu'ils ne continuent pas à s'immiscer de la sorte dans la politique d'un pays ex-allié dont les nationaux apportent au département, si dépeuplé hélas, la main d'œuvre experte dont il ne peut plus se passer.

<sup>6</sup> AN, F7, 13 250.

**Annexe 8 : extraits de l'opuscule de propaganda « La conferenza di Londra e il fascismo », daté de mai 1930**

Tu avrai letto in quel pastone di menzogne, di falsi, di scemenze, di improntitudini e di turpitudini, che solo per una inveterata abitudine si continua a chiamare “stampa italiana“ - e che tu ben sai cosa sia – tu avrai letto, diciamo, in questa sozza pattumeria, che la conferenza di Londra è stato un “successo“ per l'Italia fascista. Ora, se il regime non ti ha ancora rimminchionito o incanaglito, tu, leggendo ciò, avrai certo pensato che la conferenza di Londra deve essere stata l'opposto, cioè un “insuccesso“ per l'Italia fascista. Lo è stata e dora te ne diremo il perchè.

[...]

Finalmente un giorno il pappagatto-burattino, pressato da Mac Donald, ha dichiarato che il fabbisogno minimo e indispensabile per l'Italia era... di avere tante navi quante ne ha la Francia. Tu ci dirai : - E non è giusto ? che diritto ha la Francia di avere una flotta superiore alla nostra ? Rispondiamo : - Nessun diritto, d'accordo. Nessuna egemonia, d'accordo. Ma questo lo possiamo dir noi che siamo contro le egemonie di tutti, i nazionalismo di tutti, gli imperialismi di tutti [...] ma che abbia a dirlo l'Italia fascista ; che abbia a insorgere contro la egemonia, pretesa o reale, della Francia, contro il suo imperialismo, contro il suo nazionalismo.

[...]

Con tutto questo, malgrado il gesto, degno di un pagliaccio da circo equestre, con cui ha gettato la casacca pacifista e societaria sopra la sua lorica di prode romano, il manovratore di Predappio -per dirla volgarmente, cioè alla fascista – è stato a Londra bellamente fregato.

[...]

“Siamo soli di fronte al mondo !“ ha commentato nel suo discorso agli ufficiali di Parma il retore e cantastorie della banda, il segretario del partito A. Turati. Soli di fronte al mondo. Così è. [...] “Siamo soli di fronte al mondo“ non perchè abbiamo cercato noi la solitudine, ma perchè alla solitudine ci ha condannato l'alta politica di Predappio. Il risultato della conferenza di Londra ha gettato uno sprazzo di luce sinistra su tutta questa politica e tu ne puoi vedere ora con chiarezza le direttive.

[...]

Così stando le cose tu ti consolerai pensando che la farsa dell'“uomo forte“ e della “nazione forte“ può andare avanti per un pezzo senza portare l'Italia a un disastro militare. Adagio. È qui, è proprio su questo punto che vogliamo richiamare oggi la tua attenzione. È una farsa, d'accordo, ma le farse durano di solito un atto solo. Quando si prolungano troppo non si sa

dove vadano a finire e non è escluso che possano finire anche in una tragedia. In altre parole :  
dove andiamo ? questa farsa non ci porterà, per avventura, ad una guerra.

[...]

Molti oppositori del fascismo ti risponderanno : - Ma che guerra : Mussolini fa del bluff, egli non si arrischiera mai a fare una guerra, che per lui sarebbe una carta troppo pericolosa [...]. Orbene noi ti invitiamo a diffidare di queste assicurazioni. Ciò può essere in esse della logica : ma questo poco conta, perchè nel fascismo non c'è mai stata, non c'è, e non ci sarà mai logica. Purtroppo in queste assicurazioni ci può essere qualche altra cosa, una comoda giustificazione per questi oppositori della loro inazione, della loro passività, della loro stessa rassegnazione.

**Annexe 9 : conclusion de l'opuscule de propagande intitulé *Il processo di Lugano* et daté de janvier 1931, écrite par Rosselli et Tarchiani**

Leggiamo sui giornali che il Consiglio Federale “senza subire pressioni da parte di potenze straniere“ ha deliberato unanime la nostra espulsione. [...] Pure in questa espulsione v'è qualcosa di oscuro e di triste, che non è sfuggito alla vigile coscienza dei Suoi concittadini. [...] Ciò che solleva riprovazione sono le circostanze che hanno preceduto e accompagnato il provvedimento, sono i motivi che lo hanno determinato, le giustificazioni che sono state addotte. [...] la espulsione viene dopo che la suprema Magistratura Svizzera aveva espressamente rifiutato, anche nei riguardi dell'imputato maggiore, di applicare la pena del bando reclamata dall'accusa ; cioè da Lei, Sig. Ministro. I giudici della Corte suprema sono eletti dal popolo. Nel loro alto giudizio si rifletteva la volontà del popolo svizzero. L'entusiasmo con cui il Paese e la stampa accolsero la sentenza, e le vivacissime proteste che il Suo provvedimento ha sollevate, dimostrano il reale sentimento della Svizzera. [...] Ma di una cosa, Sig. Ministro, possiamo assicurarla : che il Suo provvedimento non suscita in noi amarezza o rancore. Nella battaglia per la libertà d'Italia, noi portiamo nel cuore solo il ricordo della vibrante fraternità del popolo svizzero. I ministri passano. Il popolo resta.

**Annexe 10 : extrait de l'article « Schirru », publié dans *Il Becco Giallo* de janvier-février 1931**

Il giovane anarchico italo-americano, Michele Schirru, arrestato a Roma nelle tragiche circostanze che tutti conoscono, ha risolutamente ammesso che intendeva attentare alla vita di Mussolini. Era animato da una così formidabile volontà di agire, che ha sparato su quelli che lo arrestavano e ha poi tentato di uccidersi. Nella sua camera, la polizia ha trovato due micidialissime bombe. Molte anime pie fremevano di orrore al pensiero che il piano dello Schirru stava per essere messo in pratica ma moltissimi penseranno che l'anarchico non faceva che tradurre in azione i canoni di moralità politica che Mussolini per tanti anni – con la parola e l'esempio – ha predicati, propugnati, esaltati. [...] Lo Schirru, che abitava negli Stati Uniti, di cui era cittadino, non ha mai pensato ad attentare alla vita dei vari presidenti che hanno ultimamente abitato la Casa Bianca. Lo Schirru, che ha percorso in lungo e in largo l'Europa non ha mai pensato ad insidiare la vita di tanti capi di Stato e di governo che circolano liberamente per le strade di popolose e tranquille città. [...] Mussolini di un tempo avrebbe applaudito a questo puro eroe di una idea che egli giudicava sublime e degna dei più terribili sacrifici.



**Annexe 11 : extrait de l'article « L'assente », publié dans *La Libertà* du 28 mai 1931**

Sul banco degli accusati al Tribunale Speciale c'è questa volta un posto vuoto. È il posto del Martire. Il posto di Colui che per tema di danneggiare i propri compagni, di essere costretto, sotto le torture degli sgherri fascisti, ad accusare colui che Egli riteneva un fratello ed era invece la spia, ha gettato stoicamente la vita. [...] Non si può parlare del processo senza parlare del grande Assente. [...] Umberto Ceva, combattente fedele della Repubblica, annunciatore delle vittorie del domani immancabile è oggi presente in ispirito, nell'aula triste e piena di armati del Tribunale Speciale. [...] Il nome e l'esempio di Umberto Ceva corre oggi, come ad annunciare una prossima rinascita, per tutte le contrade d'Italia. E sveglia i dormienti, e incorreggia i timidi, e rincuora coloro che da anni si battono, ostinati e fedeli. Umberto Ceva. Questo è il vero giudice. Il giovane repubblicano eroico che per timore di essere debole [...] si è tolta la vita, ha indicato agli Italiani le vie del grande sacrificio. Ha detto ad essi che la libertà si conquista nel dolore, come nel dolore si accende la vita. Che la lotta è aspra e dura, che per essa bisogna saper offrire la propria esistenza, anche quando è giovane e piena d'avvenire, anche quando è rallegrata dal dolce sorriso di una sposa amata e dai richiami ingenui di due bimbi innocenti.

### Annexe 12 : extraits de l'opuscule de propagande *Agli operai*, daté de mars 1931

Per abbattere il regime delle camicie nere si impone la ferrea unità d'azione di tutti gli antifascisti. Le lotte tra i partiti sono una necessità ed un bene per i popoli liberi, mentre sono la peste per i popoli schiavi.

Nella divisione l'impotenza e la sconfitta, nell'unità la vittoria. “*Giustizia e Libertà*” è sorta appunto per imporre questa ferra unità nell'azione. Intendiamoci bene, operai italiani : unità non significa rinuncia ad avere ciascuno la propria idea. “*Giustizia e Libertà*” non vuole impedire a te, operaio socialista, di professare idee socialiste ; a te, operaio comunista, di professare idee comuniste ; a te, operaio repubblicano o democratico, di professare idee repubblicane o democratiche. No. “*Giustizia e Libertà*” rispetta tutte le idee e tutte le fedi, quando siano sinceramente professate. [...] si limata a chiedere a tutti gli antifascisti, nell'interesse supremo della rivoluzione, di mettere provvisoriamente da parte tutto ciò che divide e di mettere avanti tutto ciò che unisce. Il giorno che socialisti, comunisti, repubblicani, democratici e antifascisti si metteranno seriamente d'accordo per un grande sforzo in comune, quel giorno il fascismo sarà finito. Che cosa riunisce oggi e il socialista, e il repubblicano, e il comunista, e il democratico, e il semplice antifascista ?

1) L'*odio* al fascismo assassino e affamatore.

2) La *persecuzione* che tutti egualmente colpisce.

3) La *fame* che batte a tutte le porte.

4) La *guerra* che tutti minaccia.

5) La *libertà* per tutti negata e derisa.

6) Il *disastro economico* su tutti incombente. [...] Non vi pare, operai, che basti ? Dobbiamo ancora esitare ? [...] non vi pare che l'ora dell'accordo fraterno sia venuta ?

[...]

Non parliamo poi, operai, dei dolori infiniti che apporterebbe una rivoluzione comunista in Italia. Carestia, disoccupazione, fame, morte per milioni di persone, per milioni di autentici proletari. Dopo la tragedia della guerra e la tragedia del fascismo, il comunismo significherebbe per il popolo italiano una nuova e più terribile tragedia. Chi la sopporterebbe ? Alle prime inevitabili difficoltà il popolo si rivolterebbe e si precipiterebbe in una reazione fascista-clericale da cui non ci salveremmo più.

[...]

Sarebbe molto semplice rispondere : dobbiamo fare la rivoluzione, dobbiamo innalzare le barricate, dobbiamo ammazzare i fascisti. [...] Ma come ci si arriva ? Di dove si comincia ? È possibile da un giorno all'altro far passare il popolo dalla schiavitù alla insurrezione ?

[...]

La rivoluzione è il frutto di una paziente ed eroica opera di preparazione. Bisogna approntare i mezzi, gli uomini, gli spiriti. Bisogna che voi, soprattutto, operai, riesciate a uscire dallo stato di sottomissione in cui vi trovate e riacquistate progressivamente quella fiducia in voi stessi che per il passato vi fece vincere tante battaglie.

[...]

Giustizia e Libertà“ ha studiato una serie di piccole azioni per voi, operai delle fabbriche, [...] Queste azioni non richiedono in chi le compie nè un particolare eroismo nè un grande spirito di sacrificio. Richiedono solo un minimo di buona volontà e di spirito di iniziativa : qualità che non hanno mai fatto difetto per il passato agli operai italiani.

[...]

Tu sei oggi, operaio, in balia del padrone che, senza neppure preavvisare il sindacato, ti licenzia. Spesso il padrone ti licenzia per poterti riassumere a salario ridotto. Bisogna ribellarsi. Dapprima ribellarsi opponendo la resistenza passiva. Se per disgrazia sarai licenziato rifiutati assieme ai tuoi compagni licenziati, di abbandonare lo stabilimento, obbliga la direzione a cacciarti fuori di viva forza, fa il massimo scandalo.

[...]

Molti disoccupati, invece di passare tutta la giornata a giuocare al foot-ball o ad andare alla pesca dovrebbero fare delle *passeggiate sabotatrici* : tagliare ad esempio le linee telefoniche e telegrafiche, segare i pali ecc... Ogni operaio pratico può compiere con facilità molti piccoli atti di sabotaggio. Essi serviranno a indispettire i fascisti, a disorganizzare i servizi e a dar lavoro agli operai dei telefoni, dei telegrafi e delle altre categorie.

[...]

Giunto a questo punto, tu, operaio che ci leggi, ti domanderai : e poi ? Come si arriva alla rivoluzione ? Quale è il piano di “Giustizia e Libertà“ ? Noi rispondiamo : un passo alla volta. Comincia, operaio, a mettere in pratica il “Primo programma di azione“. Quando lo avrai messo in pratica insieme a molti tuoi compagni (e dà *tu* il buon esempio) avremo già fatto un bel progresso. [...] L'importante, oggi è che gli operai si sveglino dal letargo e comincino ad agire dimostrando coi *fatti* che il periodo della rassegnazione è finito. *Finchè voi, operai, non darete segni attivi di resistenza, “Giustizia e Libertà“ non potrà prendere una iniziativa rivoluzionaria.*

**Annexe 13 : extraits de l'article « Sul mancato volo di Costanza », publié en janvier 1932 dans les *Quaderni di Giustizia e Libertà***

Il *raid* aereo non deve più considerarsi da un punto di vista eroico-sportivo. Il *raid* aereo è, semplicemente, uno degli strumenti tecnici della lotta rivoluzionaria : è il mezzo per rompere la congiura del silenzio della stampa fascista, è il mezzo per far giungere l'organizzazione, i nostri consigli tattici, le nostre parole d'ordine in centri e in ambienti che altrimenti non si potrebbero raggiungere ; è, infine, il mezzo che permetterà di estendere fulmineamente un moto rivoluzionario.

[...]

Nessuno nega la obbiettiva e storica utilità della bomba e dell'attentato nella lotta rivoluzionaria. Ma bisogna guardarsi dalla illusione che con la "bomba" e l'"attentato" tutti i problemi siano risolti. La "propaganda" e l'"organizzazione", se fatti con spirito veramente rivoluzionario, non sono meno importanti della bomba e dell'attentato. Anzi questi ultimi non raggiungono il loro vero, finale obiettivo, che se nel Paese si è creata un'atmosfera attiva, rivoluzionaria, in continua fermentazione. E questa atmosfera è creata principalmente dalla stampa, dall'organizzazione e dall'azione di massa. La rivoluzione antifascista non è la lotta di una piccola schiera di illuminati e di eroi contro il tiranno. La rivoluzione antifascista è sommovimento di masse, lotta di un popolo che prende progressivamente coscienza di sé, della sua situazione, degli ostacoli e dei problemi che deve affrontare per liberarsi. In questa lotta il ruolo della stampa e dell'organizzazione è decisivo e insopprimibile.

**Annexe 14 : extrait de l'article de Giorgio Amendola « Con il proletariato o contro il proletariato », paru dans *Lo Stato Operaio* du mois de juin 1931**

Questi “liberali” sanno che una successione al fascismo deve essere tentata senza le masse e contro le masse : e si preparano a questo compito. [...] Il mezzo per impedire che il processo [di radicalizzazione ideologica] continui, e si approfondisca, lo offre la nuova organizzazione di “Giustizia e Libertà”. [...] Con un tenace sforzo organizzativo tutti gli elementi capaci d'azione dei vecchi partiti di sinistra, tutti i giovani intellettuali delle formazioni gobettiane, se non si sono già inseriti nell'azione del Partito Comunista, sono da “Giustizia e Libertà” avvicinati, ripresi. La mancanza d'azione, durata troppo tempo ; il desiderio di agire, di fare “qualche cosa”, i legami personali ed il timore di sembrare vigliacchi rifiutando una responsabilità, hanno spinto uomini, provenienti da diverse posizioni, nel movimento di “Giustizia e Libertà”. Costoro hanno dimenticato che moralità vuol dire coerenza tra pensiero ed azione. Farsi trascinare da un attivismo generico e sentimentale, e non chiarire invece il proprio pensiero, agendo logicamente in conseguenza, al di sopra di considerazioni sentimentali o personali, vuol dire tradire il proprio dovere. Necessariamente per mantenere sopra uno stesso terreno uomini di diverse provenienze e di diversa mentalità si deve evitare ogni discussione programmatica e garantire una totale confusione ideologica.

**Annexe 15 : extraits du témoignage écrit de Mario Andreis versé aux Archives centrales de Rome, non daté**

[...] cosa che si deve comprendere nel quadro di allora, nella necessità di risvegliare una certa fede, un certo entusiasmo quando in fondo per noi l'unico ricordo che sopravviveva era il ricordo di una sconfitta patita, sconfitta tanto piu umiliante che a torto o a ragione noi avevamo l'impressione che non fosse stata data la grande battaglia che si poteva dare contro il fascismo, a suo tempo [...] la nostra attività era diretta soprattutto sul terreno dell'organizzazione, noi tendevamo a rompere con certi schemi programmatici e dottrinari di un mondo prefascista che non condividevamo. noi non intendevamo accettare così in eredità tali e quali i concetti di libertà, di democrazia e di giustizia come ce li offrivano il vecchio mondo prefascista.

[...] i nostri punti di partenza, le nostre basi di reclutamento quali erano ? Erano ancora le scuole, l'università, arrivavamo persino alla scuola media superiore oltre all'università facevamo capo ai superstiti gruppi degli intellettuali torinesi che facevano capo alle case della Ada Gobetti e della nostra cara Barbara Allason [...] ma la nostra piu preziosa conquista fu allora veramente quella di un gruppo operaio che riuscimmo ad avvicinare attraverso ad elementi ex-anarchico sindacalisti che già si erano messi a lavorare con noi. riuscimmo così per la nostra stampa, per il nostro movimento a creare una modesta rete di corrispondenti, di diffusori, nei vari reparti della FIAT e in altre fabbriche minori di Torino.

**Annexe 16 : extraits de la lettre de Carlo Rosselli à Alberto Jacometti, datée du 23 février 1932<sup>7</sup>**

Coloro che avendoci diffamato – in *assoluta, pacchiana* malafede – per conservatori, monarchici, transazionisti, si ritrovano di fronte una GL più giovanile, più rivoluzionaria, più intransigente di prima : una GL che è assolutamente libera in *tutti* i suoi uomini – intendi ! – e che per nulla e nessuno è legata a una situazione conservatrice.

[...]

Voi dimenticate che GL, nata con le caratteristiche di un movimento di azione, non può e non vuole trasformarsi in partito, almeno sino a tanto che i partiti esistenti non le sbarreranno la strada e non le impediranno di svolgere la sua vitalissima e sempre più indispensabile funzione. GL è una cosa bella, ma pericolosa ! Ma anche la vita, nel suo divenire è pericolosa. Questo timore professorale del *po*, questo domandarsi ansiosamente dove andremo, questo voler prendere per mano la storia e i movimento e gli uomini, quasi fossero bambini, è non solo antistorico ma intrinsecamente conservatore.

[...]

Fare un programma astrattamente organico e legatissimo nelle sue part, è facilissimo. Ma quale rapporto ha poi con la realtà italiana. [...] noi non ci troveremo di fronte a una *tabula rasa* ; la rivoluzione porrà alcune fondamentali premesse economiche, politiche, psicologiche, ma le porrà in un ambiente sociale determinato, sul quale si può creare ex novo.

**Annexe 17 : extraits de la lettre de Max Ascoli à Carlo Rosselli, datée du 30 décembre 1931<sup>8</sup>**

Tutti i nostri più sostanziali problemi sono stati da voi ignorati e elusi. Che il fascismo sia fenomeno per buona parte internazionale, crisi di sviluppo delle democrazie, particolarmente accentuata nel mondo del dopo guerra, questo non l'avete mai voluto sentire. [...] è così che si ottiene il risultato di rendere inintelligibile il nostro movimento di fronte agli stranieri e di fronte agli italiani colti, perchè è inintelligibile il fenomeno cui si oppone. [...] Per contrapporre al regime che si nega un diverso piano politico e morale, bisogna appunto definire la sostanza di questo piano e non le sue etichette. [...] I comunisti si preparano, hanno perfino una rivista di idee : ma voi cosa avete fatto ? [...] “Giustizia e Libertà“ ha dato [...] degli slogans, e non delle idee. [...] Prima che cominciare la seria produzione, avete pensato alla distribuzione ; prima di cominciare la selezione dell idee chiare ed efficaci avete procurato di tener insieme il maggior numero possibile di quel magnifici tecnici della insurrezione [...]. Questa mentalità che porta

<sup>7</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », Sezione 11. Nuove acquisizioni, 1, 2-1.4.

<sup>8</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 3-2.

ad agire prima che a pensare, a diffondere motti prima che a sapere quale ne deve essere l'effettivo significato, a voler distruggere prima che a sapere come si ricostruirà, questo si chiama con un nome noto in Italia : si chiama fascismo.

**Annexe 18 : extraits de la lettre de Carlo Rosselli à Alberto Tarchiani, non datée<sup>9</sup>**

Fare, dar colpi, agire, sta bene. Ma cosa ? Come ? Insomma, in questa sede bisogna essere concretissimi, [...]. Bisogna anche avere il coraggio di fare un esame della situazione generale non solo della situazione nostra. Gli eccessi di volontarismo sono altrettanto nocivi degli eccessi di passivismo. Illudersi che noi quattro o cinque possiamo dall'estero, *rebus sic stantibus*, capovolgere la situazione è follia, ed è proprio la follia che può condurre il movimento al disastro. [...] Quanto più la situazione è statica in Italia e tanto più noi dobbiamo, accanto al lato pratico che resta, s'intende, il principale, sviluppare il lato ideale, appunto per darci una forza, un punto d'appoggio [...] anche per evitare che si alimentano intorno a noi quei miracoli, ma che poi ci divoreranno, che anzi già hanno cominciato a divorarci.

**Annexe 19 : extraits de la lettre de Libero Battistelli à Carlo Rosselli, datée du 27 avril 1932<sup>10</sup>**

Il "gusto del difficile", naturale e benefica reazione alla faciloneria imperversante, non è, né in politica né in arte, un criterio sicuro [...]. Rientrando nel campo della politica, mi sembra che certe difficoltà siate proprio andate a cercarle [...]. Temo che disconosciate l'importanza reale della "retorica" [...]. Son perfettamente d'accordo che, per l'organizzazione di una élite, essa deve esser bandita. Ma, una volta costituita l'élite, con l'unico mezzo a ciò idoneo : la selezione individuale, la propaganda pubblica si rivolge a delle masse. E le massi continuano a ritenere "più rivoluzionario" un mito retorico e magari infantile che non un programma concreto e, poiché concreto, fatalmente limitato [...].

<sup>9</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Alberto Tarchiani », 1, 51-8.

<sup>10</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1, 8-1.



**Annexe 20 : extrait de l'article de Leone Ginzburg « Il concetto di autonomia nel programma di G.L. », paru dans les *Quaderni di Giustizia e Libertà* en septembre 1932**

Il concetto di autonomia ha una accezione morale e una giuridica : la seconda apparendo quasi la forma storica della prima. Parlare di autonomia nel puro senso è affermare il valore morale della politica ; intendere che la lotta politica deve essere in Italia lo strumento di un rinnovamento di civiltà. La formula (così felice e autorevole) di *religione della libertà* ha appunto questo significato. Per questa religione, senza dogmi, né trascendenza, né culto positivo (i riti democratici diventano così facilmente idolatria), la lotta politica assume l'importanza creatrice e rinnovatrice che ebbero le grandi lotte religiose.

[...]

Opponendoci al fascismo e affermando concretamente la “religione della libertà” nessuno pensa di fare o preparare una azione di governo, ma ciascuno è consapevole di appartenere e di contribuire a formare quello che conta assai più di un governo, un *costume*.

**Annexe 21 : extraits des lettres envoyés par Nicola Chiaromonte à Vindice Cavallera, non datées<sup>11</sup>**

Vorrei che ci tenessimo in assiduo contatto, visto che c'è il mezzo. Con tutta prudenza, certo. Sarebbe desiderabile che ricevesti da te notizie sulla vita locale, con la massima regolarità possibile : qualunque frammento è prezioso. Non sprecare nulla : fatti, impressioni, voci, aneddoti. Evvidentemente per il momento non c'è molto da fare, se non stringere relazioni, senza pregiudizi con chiunque offra un barlume d'intelligenza e di carattere. Specia tra il popolo. Giacchè se ci sarà un'Italia di domani dovrà essere un'Italia popolare. [...]. L'importante è preparare dei nuclei, saldi uniti da legami più profondi che quelli della semplice comunanza di vedute politiche. Ogni gruppo dovrebbe crearsi i suoi vincoli di giustizia, realizzare in piccolo quella giustizia a cui si aspira in grande. Si tratta di vincoli che non esiterei a chiamare religiosi, di una religione non stoica di nunzia, ma di affermazione, di volontà di vita e di vittoria. Bisogna per questo trovare il modo di inoculare nel marasma italiano la volontà di rivolta, battendo non sugli avvenimenti politici, ma alla radice sull'avvilimento della dignità umana.

[...]

ti esorto alla massima spregiudicatezza, a non partire mai dalla politica ma dalle cose. Il nostro sforzo dev'essere di creare delle comunità attaccate alla vita e ai solidi problemi umani

<sup>11</sup> ACS, TSDS, Fascicoli processuali, b. 542, Fascicoli personali « Vindice Cavallera ».

e sociali, non delle entità fittizie. [...] Non bisogna aver l'ansia del giorno per giorno : "Quando si cadrà ?" ecc. Bisogna lavorare alla disgregazione sulla materia viva, con il sentimento di costruire qualcosa cioè di risvegliare interessi concreti, desideri di ordine e di decenza. [...] Il fascismo come ogni tirannia non è attaccabile di fronte, lo si deve mirare nei sotterranei, nelle viscere della vita dove per definizione esso non giunge [...] l'essenziale è che la nostra volontà sia una cosa indipendente dagli eventi superficiali, e non s'impantani al primo equivoco [...].

[...]

Non so se le idee che ti vengo esponendo sono sempre chiare. Una almeno spero che lo sia : fare non politica, ma vita, non organizzare gruppi ma creare comunità, ossia organismi viventi su tutti i campi e che comprendano tutti i vari interessi di un gruppo sociale concreto, dall'economico all'intellettuale, allo sportivo, al morale ecc. dai cenni di trasformazione di individui con proprie leggi costumi e magari riti, qualcosa di molto vicino alla comunità religiosa.

**Annexe 22 : extraits du mémoire manuscrit rédigé par Mario Levi et daté du 12 octobre 1934<sup>12</sup>**

La situazione di fatto è ancora più seria : se non il fascismo, almeno la reazione sembra trionfare in Francia e tutte gli emigrati politici si trovano di fronte alla prospettiva di dover cambiare fra pochissimo tempo. In questo caso non c'è da sperare di poter continuare a svolgere qui la nostra attività, in modo sia pure clandestino. A parte il fatto che molti membri di GL hanno famiglia, essi sono troppo noti alla polizia francese per poter pensare che possano vivere qui nascosti. D'altro lato bisogna tener presente il pericolo gravissimo che incorreranno d'ora innanzi i nostri elementi italiani nel venire a contatto con noi, essendo prevedibile che dopo i fatti di Marsiglia non tarderà a formarsi – se già non c'è – un'internazionale delle polizie anche per i politici.

[...]

[...] esistono in Italia certe formazioni antifasciste che non hanno nulla a che fare con i soliti partiti perché hanno carattere unitario cioè raggruppano elementi di tendenze politiche diversissime e anzi in fondo si può dire che i vincoli che uniscono questi elementi non sono politici, ma affinità culturali, amicizie, comuni ripugnanze e oltre a un certo desiderio piuttosto generico di approfondire la situazione. [...] in queste condizioni c'è da scommettere che il

<sup>12</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-2.

giorno che la situazione tornasse ad essere dinamica in Italia le vecchie formazioni si scomporrerebbero e se ne formerebbero delle nuove su delle basi interamente diverse.

[...]

Restare aperti, anzi diventare aperti. Utilizzare nei limiti del possibile la collaborazione dei pochi elementi di valore dell'emigrazione italiana che non fanno parte del nostro gruppo, riconoscendo ogni volta che qualcuno ci aiuterà nella ricerca di un livello di probità intellettuale e di conoscenza politica.

[...]

Le osservazioni contenute in questa postilla hanno lo scopo di dimostrare che lo scrivente non propone in alcun modo di diminuire l'attività di GL, ma unicamente di cambiare leggermente la forma e il tono della nostra stampa, cioè di renderlo più rispondente a quello che siamo noi e quella che è la situazione.

**Annexe 23 : extrait de l'article de Francesco Furini « Lavoro di massa o inazione ? » publié dans *Lo Stato Operaio* daté d'octobre 1934**

Le divergenze profonde fra l'antifascismo proletario, guidato dai comunisti, e il sedicente antifascismo piccolo-borghese, sul terreno teorico e politico, sono quindi sempre state accompagnate da un dissenso capitale sulla questione di compiere un lavoro rivoluzionario di massa in Italia. La questione è ancora oggi sul tappeto ed è discussa nella emigrazione. [...]. "Giustizia e Libertà" infatti, si difende dall'accusa di non aver fiducia nella massa ; ma la "fiducia" nella massa di "Giustizia e Libertà" è tutta per l'avvenire. Oggi "nei paese fascisti la classe lavoratrice non ha più coscienza di classe, è inerte, amorfa". Conclusione : "allo stato attuale delle cose in Italia *non è ancora possibile un vero lavoro di massa*". È proprio questo il punto di dissenso. [...]. Quando le masse scioperano, ogni demagogo è capace di dire che si deve scioperare. È certamente più difficile preparare vaste azioni di massa attraverso una dura lotta di anni ed una lunga serie di movimenti, anche limitati, dei quali è errato svalutare la importanza perchè attraverso ad essi si preparano le condizioni per quelle azioni più vaste che quelli di "Giustizia e Libertà" e certi socialisti aspettano automaticamente. I comunisti non pretendono che la lotta contro il fascismo sia semplice e facile. Una delle differenze fondamentali fra noi e "Giustizia e Libertà" è la seguente : che noi, partito della classe operaia, abbiamo naturalmente l'appoggio di questa [...] ; mentre la piccola borghesia che fornisce scarsi quadri e truppe a "Giustizia e Libertà" è soggetta a tutte le incertezze, i ritorni e gli scoraggiamenti che sono propri a questi strati eternamente oscillanti.

**Annexe 24 : extrait de l'article de Carlo Rosselli « Si vuole rifare la Concentrazione ? », paru dans *Giustizia e Libertà* du 16 novembre 1934**

Gli accordi tra partiti e gruppi emigrati servono a ben poco [...], giacchè in tal caso anzichè avvicinare l'emigrazione all'Italia l'allontanano, creando entusiasmi fittizii su parole d'ordine che non trovano rispondenza in Italia. È ciò che sta accadendo col patto socialista-comunista, pedissequamente ricalcato su quello francese. Il patto rischia di dar vita a una nuova Concentrazione, forse più a sinistra verbalmente dell'antica, ma ancora più impotente nell'azione. Almeno i partiti raccolti nella Concentrazione dichiaravano di concordare sugli obbiettivi essenziali ; avevano un Comitato permanente di direzione ; pubblicavano un settimanale in comune ; e negli ultimi anni si erano anche accordati per condurre insieme il lavoro in Italia. Invece i partiti socialista e comunista si sono accordati su quattro obbiettivi limitati che non concernono la lotta in Italia, lavorano separati in Italia e hanno fatto precedere il patto da una dichiarazione nella quale riaffermano l'esistenza di fondamentali dissensi ideologici e tattici. [...] [G.L.] non vuole cooperare a creare nelle masse nuove illusioni,

allontanandole dall'Italia e dalle lotta in Italia, cioè esiliandole una seconda volta. [...] Che cosa importa a un antifascista italiano sapere che i vecchi partiti italiani sono concordi a Parigi nel reclamare l'amnistia, nel protestare contro le minacce di guerra, nel denunciare le malefatte fasciste ? Ciò che importa in Italia è di sapere : a) se i vecchi partiti hanno imparato qualcosa e che cosa dalla esperienza fascista ; b) se sono capaci di condurre d'accordo, *d'accordo sulla sostanza*, la lotta in Italia [...]. Questa è la sola unità che conti, il resto è fumo. Ad assicurare la nostra unione in esilio può servire benissimo la LIDU, o un qualunque comitato di assistenza e di cultura, o un qualunque organo che assicuri, al di sopra di ogni distinzione di parte, la fraternità di tutti gli esuli. Ci siamo spiegati ?

**Annexe 25 : extrait de l'article de Carlo Rosselli « Il piano diplomatico di Mussolini » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 31 mai 1935**

Mussolini dunque *non cede*. E come potrebbe essere diversamente ? Non si mobilitano quattro classi, non si portano 100 000 uomini in regioni malariche e torride, non si spendono miliardi, per accorgersi dopo dieci mesi che si trattava di un equivoco. Mussolini è fantastico, impressionabile, pavido, ma non folle o stupido. Se ha ceduto terreno a Ginevra è stato per guadagnare tempo in Africa. [...] I diplomatici affermano che l'Italia fascista non può lanciarsi in una impresa africana della portata di quella etiopica con l'Inghilterra ostile. È probabile che esagerino. Certo la guerra diventerà per il fascismo più rischiosa. Ma, alla fin fine, che cosa può fare l'Inghilterra, specie l'Inghilterra di Simon e di MacDonald ? Chiudere il canale di Suez ? Non può farlo<sup>1</sup>. Affamare l'Italia ? Neppure. Dichiararle la guerra ?! Tanto meno. [...] Rimane la Lega. Anche qui non è difficile anticipare il piano di battaglia mussoliniano. Se non riesce a immobilizzarla, la pianterà con grande fracasso. Per restare isolato ? No. Per raggiungere la Germania con la quale nel frattempo il nuovo idillio che si profila [...] avrà avuto modo di svilupparsi.

**Annexe 26 : extraits de l'article de Carlo Rosselli « La parte dell'Inghilterra » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 14 juin 1935**

L'opposizione inglese (parliamo sempre di quella ufficiale) sarebbe insuperabile se obbedisse a motivi di principio. Ma obbedendo largamente a motivi di interesse, è probabile che finirà per adattarsi a un *modus vivendi*.

[...]

L'opposizione alla guerra e al regime non deve mai farci perdere il senso della verità e della realtà. Noi ci sentiamo vicini soltanto a quei gruppi, uomini, giornali inglesi – tra cui in primissima linea mettiamo il « Manchester Guardian » - che hanno sempre combattuto il fascismo nella sua essenza, che non se ne sono mai serviti e che non l'hanno mai aiutato, e che quindi oggi possono attaccare a fondo Mussolini per la guerra d'Africa.

**Annexe 27 : extraits de l'article « Giorni decisivi » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 21 juin 1935**

L'Italia è ancora oggi impegnata ad appoggiare l'azione diplomatica dell'Inghilterra volta a ottenere la concessione per lo sbarramento del Tsana e per la costruzione della strada Tsana-Sudan. [...] [...] l'Inghilterra è ancora oggi impegnata ad appoggiare l'azione diplomatica del governo italiano per ottenere la concessione di costruire la ferrovia Asmara-Mogadiscio e per vedersi riconosciuta una zona « esclusiva » di influenza all'ovest di Addis-Abeba.

[...]

Mussolini, agitando la minaccia di guerra, ha buon gioco verso l'Inghilterra che si è impegnata ad appoggiare vigorosamente le richieste italiane. O mi fai ottenere le concessioni, o faccio il finimondo.

[...]

Per quanto sia difficile penetrare i segreti degli Dei, ci sembra che Mussolini si trovi già in una situazione chiusa. Qualunque appoggio gli possa o gli debba dare il "Foreign Office" desideroso di evitare il peggio, la scelta si pone per lui tra la guerra e miserabili concessioni di forma destinate a sfumare in pochi anni o mesi. [...] Mussolini deve essere ormai convinto che la manovra diplomatica fallirà.

**Annexe 28 : extrait de l'article de Gaetano Salvemini « Il prossimo atto della commedia » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 30 août 1935**

La guerra – [Samuel Hoare] disse – sarebbe una calamità. Tutti i pacifisti del mondo si sentirono allargare il cuore a queste parole. Ma chi avesse letto con attenzione il discorso, avrebbe ben capito che sir Samuel con quelle parole non voleva dire che egli intendeva impedire a Mussolini di far la guerra all'Abissinia. Sir Samuel voleva semplicemente dire che la guerra è una calamità - cosa che tutti sanno. Dopo aver fatto questa bella scoperta, sir Samuel annuncio' che il governo inglese non intendeva agire per conto proprio [...]. Nell'anno di grazia 1935 il governo inglese intende sostenere l'autorità della Società delle Nazioni. Ora una delle leggi della Società delle Nazioni è che le sue decisioni, per essere... decisive, debbono essere prese all'unanimità. [...] Prendendo questa posizione, sir Samuel sapeva benissimo che il governo francese già nel gennaio 1935 si era impegnato a non contrastare Mussolini nella faccenda abissina.

**Annexe 29 : extrait de l'article « A letter to an English friend » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 19 juillet 1935**

We, Italian antifascists have taken up a clearly-defined position with regard to the Italo-Abyssinian conflict. [...] We are certain in so doing that we express the opinion of the great majority of the Italian people [...]. But even if the majority of the Italiens were in favour of the war, we would none the less oppose it, in order to remain faithful to the principles of justice and peace. A similar attitude has not unworth precedents in history. It was that of the Russian revolutionaries during the Russo-Japanese war, and of the English pacifists and of many Liberals during the Boer war.

[...]

We feel sure that the British pacifists, Liberals and Labour men will do even in this connection their full duty. But it seems to us that they are not always following the most efficient line of action. It seems to us that they should protest not only against Mussolini, but also against the British Government who has a certain share of responsibility in the unhappy Abyssinian affairs.

**Annexe 30 : extrait de l'article « Rivalità imperialistiche in Etiopia » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 6 septembre 1935**

È difficile stabilire fino a che punto il Foreign Office fosse a nozione del colpo che si preparava. E' certo che Eden non ne sapeva niente. Ma si può dire altrettanto per l'Intelligence Service, per i quadri permanenti del ministero degli Esteri, e soprattutto delle Colonie ? Vari fatti c'inducono a ritenere che al Foreign Office o al Colonial Office non si fosse del tutto ignari [...] Benchè riesca per ora difficile emettere un giudizio sul tortuoso affare, a noi sembra che il negus per quanto comprensibile sia la necessità dell'Abissinia di procurarsi fondi per la difesa contro l'imminente aggressione, abbia indebolito la posizione morale dell'Etiopia a Ginevra. [...] Dopo la concessione Rickett, il conflitto italo-etiopeo sta degenerando in una gara di rivalità tra gli opposti imperialismi. Coloro che come noi avversano risolutamente la guerra debbono mantenere una piena autonomia di posizione, lottando ad un tempo contro tutti gl'imperialismi.

**Annexe 31 : extraits de l'article « Tre classi mobilitate » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 15 février 1935**

Sono stato un poco sorpreso di non vedere che scarse manifestazioni di consenso (anzi mi è stato detto che vi è stata qualche sporadica manifestazione ostile e qualche arresto, ma non ho potuto però aver conferma della notizia).

[...]

È interessante notare come l'educazione ad un patriottismo esasperato, anzi la coercizione al patriottismo, sembra aver portato ad una svogliatezza e disinteresse quasi totali. Non voglio con questo dire che parte della popolazione (specie tra i giovani) non abbia accolto favorevolmente la notizia ; ma, ripeto, l'entusiasmo mi sembrò molto tiepido. Alcuni poi sono soddisfatti perchè vedono in questo avvenimento una via d'uscita alla disperata situazione. In qualche altro ambiente poi ci si rende conto delle non indifferenti difficoltà che attraverserà il paese e delle gravi incognite di carattere politica (anche di politica interna e finanziaria).



**Annexe 32 : extrait de l'article « Sul piano inclinato » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 5 juillet 1935**

In cinque mesi di propaganda tenace il fascismo non è riuscito a convertire gli italiani all'idea della guerra. La “guerra belle“, “la guerra che porta i popoli alla loro massima tensione ideale“, resta in Italia una boutade buona tutt'al più per l'Enciclopedia Treccani e per i fogli fascisti di avanguardia ; ma col popolo non attacca. [...] Perciò il fascismo è stato costretto a orientare diversamente la sua propaganda. Dell'impero, della guerra e delle eventuali operazioni militari parla il meno possibile ; mentre insiste enormemente sui 30 000 e più operai concentrati in Africa, sulle prime rimesse, sui grandi lavori in corso, e sulla diminuita disoccupazione in paese. – Speriamo non ci sia la guerra. Intanto prendiamoci questo poco di lavoro che viene come manna dal cielo. Qualche santo poi aiuterà. – Questo il ragionamento del povero diavolo, dell'affamato, del disoccupato, il ragionamento talvolta delle donne che non sanno più come sfamare i figlioli. Ragionamento umano, comprensibile, ma quanto mai pericoloso. Chi ragiona così è già sul piano inclinato della guerra, è già vittima della manvora aggirante del fascismo.

**Annexe 33 : lettre de Nicola Chiaromonte à Carlo Rosselli de décembre 1935<sup>13</sup>**

## FRANCA SPIEGAZIONE

Cari amici, come mi è stato più volte autorevolmente fatto notare, io sono un "intellettuale", e non un "politico".

Ora, l'intellettuale rassegnato al suo destino ha due esigenze principali: la chiarezza e la competenza.

L'esigenza della chiarezza si riassume nell'antico principio che una cosa è o non è, è così o non è così. Onde, all'«intellettuale», ogni confusione riesce intollerabile, in quanto gli appare come il segno profetico di tutte le sciagure.

Per competenza, intendo poi che l'«intellettuale» non ha nessun disprezzo di principio per le attività che sono fuori dal suo campo: le attività pratiche. Al contrario, direi che le rispetta per principio. Soltanto, per rispettarle, ha bisogno di convincersi che son condotte bene, con competenza e coerenza specifica. Che, insomma, dove si trattano idee si sappia che cosa sono le idee, e dove si fa azione politica, la si faccia sui fondamenti, nei modi e con la coerenza senza di cui ogni attività è un'attività rivolta ad ottenere risultati «pratici» in particolare, diventa, peggio che un gioco, una cosa poco seria. Nella fattispecie, uno dei presupposti dell'azione politica mi pare sia la rispondenza alla situazione nella quale la si svolge.

Fatto questo preambolo, vengo senz'altro ai punti sui quali son nati in me i dubbi intorno alla «politica» di GL, e quindi il mio dissenso con voi:

1) l'azione - Nessuno vuol diminuire il valore morale dell'impazienza di agire, cioè di **affrontare il nemico. Solo, bisogna che l'azione abbia un senso e sia fondata su basi concrete.** La sola base concreta di un'azione è la sua rispondenza alle condizioni di fatto; la sola garanzia della sua efficacia è la coscienza spietata delle circostanze e delle possibilità.

Si può persistere nell'affrontare il nemico anche in condizioni che sembrano temerarie. Affrontarlo su un terreno falso, è sciocco prima che nefasto.

Ora c'è un limite a tutte le illusioni. A parte il fatto che il potere mussoliniano era diventato "totalitario" nel 1926, nel 1928, al principio di GL, si poteva ancora credere -dato lo sconcerto generale e il persistere fatale delle illusioni- che la crisi del fascismo sarebbe venuta da un fermento d'azione che si trattava, appunto, di suscitare. Nel 1932, quando già nel regime fascista trionfante apparivano i primi segni di una crisi intema -cioè prodotta dalla sua propria logica,

<sup>13</sup> ISRT, Archivio di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-11.

mentre, dall'altra parte, la passività generale del paese toccava il limite- insistere nell'equivoco era assurdo. **Il compito di un movimento rivoluzionario dinanzi a un potere «totalitariamente» organizzato non poteva essere che quello di «preparare l'avvenire»; cioè di prepararsi e preparare il maggior numero di persone in vista del momento in cui la crisi decisiva sarebbe scoppiata. Un compito silenzioso, paziente, tenace - quanto mai ostile a ogni specie d'improvvisazione. I veri rivoluzionari, Marx nel '55, Plekhanof nel '90, Lenin nel '07, hanno sempre pensato così.**

**L'avvenire è in particolare il solo terreno su cui il fascismo -che ha per motto “durare” e per metodo il “giorno per giorno”- sia strategicamente indifeso.**

**Se si continua non a “lottare” (giacché non si può parlare di lotta là dove l'antagonista è, nel più felice dei casi, costretto nelle catacombe), ma a ripetere che “bisogna lottare”, allora si illude e ci si illude. L'emigrazione italiana, nel suo insieme, si trova oggi impreparata di fronte alla prima crisi grave del fascismo proprio perché, inchiodata in un atteggiamento di polemica quotidiana antifascista, non ha saputo realizzare nulla di veramente fattivo. Quindi, adesso, tutto quello che può fare, tranne casi isolati, è tentare di accelerare in qualche maniera, frettolosamente -e quindi in modo inconcludente- il ritmo delle improvvisazioni. Agitarsi.**

Ora, agli occhi almeno dell'«ipercritico intellettuale», agitarsi e agire non son sinonimi.

**Agire, sul terreno politico, e rivoluzionario, significa operare con metodo e coerenza in vista di uno scopo.** Per dei rivoluzionari italiani degni di questo nome, lo scopo non può essere la caduta del fascismo pura e semplice (che non è in nostro potere, e si produrrà -tutto, negli avvenimenti, ce lo dice- secondo la fatalità interna del potere mussoliniano nonché delle cose d'Italia e d'Europa), ma fare tutto ciò che è in noi perché la fine del fascismo sia l'inizio di **una vera trasformazione della società italiana.**

Agitarsi, invece, è, più o meno freneticamente, fare qualunque cosa, la prima o l'ultima che capiti, la più facile, la più azzardosa, o la più clamorosa. E il principio “fare qualcosa piuttosto che non far nulla” è il peggio fra tutti i principi; perché è il principio appunto del puro agitarsi, e significa il contrario di ogni azione reale, che è atto rigorosamente misurato da una necessità e da una logica.

Agire è una cosa assai grave -perché, prima o poi, in politica come nella vita personale, mette di fronte al dramma delle estreme decisioni e conduce, in un senso o nell'altro, a conseguenze e scioglimenti reali: ha, prima o poi, uno sbocco.

Agitarsi non porta a nulla, se non a dare il triste spettacolo di una turgida impotenza.

Per quello che ci riguarda, l'importanza indiscriminata che si dà a un comizio più o meno disordinato, a un manifesto più o meno squillante, a un volo di palloni o di altro arnese, a un "gesto" o "azione" non meglio specificati, è il segno tipico dell'agitazione sconnessa. Ed è quello cui il miraggio dell'«azione» conduce GL.

Giacché è questione di discernimento e di proporzioni: diffondere un foglietto può essere una cosa utile (e non sempre - perché bisogna ancora che il foglietto valga la pena di essere diffuso; e non basta - perché bisogna avere il coraggio di dire che spesso, anche quando val la pena, è cosa vana). Ma elevare un tale atto addirittura a "tappa" dell'azione significa compromettere tutta la serietà del movimento e dar l'impressione che si cercano delle soddisfazioni personali, e non di agire efficacemente. Una simile mancanza di discernimento non può poi venire se non dal fatto che l'azione di cui si parla non è seria. Perché i caratteri dell'azione seriamente condotta sono appunto il senso delle proporzioni e il discernimento tra il più importante e il meno importante, nonché la critica spietata delle azioni medesime che s'intraprendono. Altrimenti c'è, ripeto, improvvisazione senza controllo e senza responsabilità. Non c'è azione.

Quando si è rivoluzionari, bisogna avere il coraggio di ammettere che persino un atto terroristico o una sommossa possono, in determinate situazioni, essere un buco nell'acqua, e quindi dannosi. Perché proprio in politica, non è la sentimentalità che conta, ma solo l'adeguatezza alla situazione e ai fini che ci si propongono. In altre parole: o si è realisti sul serio, cioè si è capaci di fare i conti con la realtà dura e ostile; oppure si è molto al disotto del cosiddetto «sognatore» o «utopista» o "intellettuale": si è semi-utopisti e semi-intellettuali. Ciò che è molto peggio.

Riassumendo sull'azione:

io credo che, per un movimento rivoluzionario, l'azione non sia possibile che sulla base di due fattori già maturati: 1) un'organizzazione veramente coerente e capace di continuità nello sforzo - ciò che presuppone (mi dispiace insistere) la coerenza di un pensiero netto accompagnato da un continuo lavoro critico; 2) che ci sia già un'attività spontanea nell'ambiente sociale sul quale si vuole operare. Aggiungerò che se c'è solo il primo di questi fattori non c'è che un carro innanzi ai buoi.

Qui bisognerebbe esaminare in che misura queste due condizioni si trovino realizzate nei confronti della situazione italiana, e di GL in particolare. Per aver osato accennare la mia convinzione, sono già stato trattato, insieme a Selva, da "disfattista" e da "quietista". Mi contenterò dunque di una ritorsione e dirò che, rifiutandosi di esaminare questo problema nei suoi dati attuali, si rimane nel punto più cronico della deformazione ottica "antifascista",

inchiodati a quell'impotenza, a quell'uggioso lamento di vinti, a quello sconclusionato seguito di "proteste" vane e d'impotenti diverbi col nemico che schiaccia e massacra -che hanno fatto dell'antifascismo, nel suo complesso, un fenomeno così penoso.

E passo al secondo punto.

2) Il secondo punto è la nota tesi, che io sostanzialmente condivido:

"i vecchi partiti non hanno capito il fascismo, guardano al passato, non sanno identificare i problemi attuali". GL, "solo movimento creato dopo il fascismo", avrebbe dovuto affrontare con spregiudicatezza sia la situazione che i problemi. Voi sostenete di realizzare questa condizione. Io sostengo che, dopo un impulso iniziale giusto, GL non è riuscita che a segnare il passo (anche se con impazienza), in una posizione che non innova in nulla sulla mentalità antifascista "classica", mentalità che io giudico inconcludente, quindi nefasta. E non solo non innova, ma si rifiuta espressamente di uscirne, sotto pretesto di orrore per gli abissi del "nichilismo intellettuale".

Il compito di riprendere con assoluta spregiudicatezza i problemi italiani ed europei così come li imponeva la realtà presente sarebbe stato invero un compito assai degno. Ma a patto di assolverlo effettivamente. E, per assolverlo, bisognava comprenderne l'entità. Ora, non dico risolvere, ma semplicemente porre, un problema nei suoi giusti termini -sono dolente di batter sempre lo stesso tasto- è affare d'intelligenza in primo luogo, ma soprattutto di coscienziosa aderenza ai fatti. Ogni considerazione estranea, ogni preoccupazione momentanea compromettono irrimediabilmente l'impresa. Nessuna preparazione è mai abbastanza soda, nessuna capacità d'osservazione e di studio è mai abbastanza paziente, nessuna libertà di discussione è mai abbastanza completa quando si voglia davvero affrontare un problema sociale con la decisione di andare a fondo. Invece di questo e (quel che è peggio) credendo di far questo, GL rimane disperatamente attaccata all'attualità, all'exasperata e exasperante bisogna della polemica quotidiana col dittatore, dello sfruttamento minuto e miope degli avvenimenti del giorno. In certo senso, e con l'aggravante che si sta dalla parte degli incatenati, è un caso speciale di quella politica a la petite semaine che appesta da anni l'Europa. In questo modo, nonché esaminare spregiudicatamente i problemi nel loro aspetto generale, si viene ad essere una specie di partenaire obbligato in un gioco nel quale tutta l'iniziativa appartiene ai padroni del giorno: tutta l'abilità della monotona manovra si riduce a dirne male. Tra parentesi, così si finisce per fare di Mussolini qualcosa di molto più fittizio e irreale che il celebre pupazzo del «capitalista» di Scalarini: non si vede più il nemico; onde i colpi vanno a vuoto, spettacolo che sarebbe grottesco se non fosse lacrimevole - anche per lo sperpero di energie di ogni genere che comporta.

Questa tattica -che è vana e traduce, in effetti, un vero “complesso d'inferiorità” nei confronti dell'avversario - è poi anche assurda. Perché l'avversario, il quale è assolutamente padrone di fare quel che crede, segue un cammino le cui connessioni essenziali rimangono necessariamente nascoste; e, più appare «illogico» il cinematografo delle sue gesta, più è certo che vi sono delle realissime ragioni che lo costringono ad agire come agisce. Il cosiddetto “scoprire il gioco dell'avversario” -e relative profezie- son cose prive di senso. Perché il gioco dell'avversario lo si potrebbe scoprire solo standoci dentro. E noi ne siamo fuori per definizione. Quindi, siccome la nostra linea non può coincidere con la sua, seguendo i suddetti metodi non si fa, in realtà, che salterellare al di lui seguito. Sul terreno degli “avvenimenti del giorno”, infatti, il lavoro che si può svolgere con vera utilità non è tanto quello “polemic” quanto:

- 1) l'informazione precisa e scarna;
- 2) l'illustrazione chiara dei fattori essenziali della situazione.

Questo discorso vorrebbe costituire una riprova che non c'è altra posizione logica -oggi- per un rivoluzionario italiano, che quella di considerare avvenimenti e problemi nel loro complesso e in profondo, e non nella loro apparenza giornalistica. E sul terreno della coscienza chiara della realtà obiettiva che possiamo utilmente affrontare l'avversario, non su quello della “caccia” all'uomo e all'appiglio; sul quale siamo battuti in partenza. Ma, appena enunciata, si vede subito che questa è poi sempre stata la sola posizione e la sola linea conveniente a rivoluzionari seri.

Ora, i problemi dello Stato, del neo-capitalismo, dell'Europa e del posto dell'Italia in Europa, della situazione attuale del proletariato, della vitalità o morte definitiva del socialismo, o sono considerati seri, e allora bisogna andare a fondo; oppure si fa dello spirito in famiglia. Quel che è certo è che non si risolvono sul piano della polemica spicciola col fascismo da una parte, e con i “partiti” (per meglio dire: con gli uffici dei partiti) dell'emigrazione dall'altra. Su questo piano, anche Clement Vautel è capace di trattarli. Ora, c'è un solo modo di sapere veramente che la vita dell'esilio non è una consunzione nell'attesa, di aver la coscienza di “fare qualcosa” per il futuro, ed è di affrontare seriamente questi e gli altri problemi. Questo è anche il solo modo per non cadere nella facile presunzione di superiorità e di “superamento” nei confronti di formazioni politiche le quali, comunque sterilate o stanche o “in crisi”, hanno in ogni caso una storia molto seria che non si liquida con facili trovate polemiche.

Concludendo: quando GL è sembrata aver deciso di essere un luogo di libera, spregiudicata e seria discussione delle contraddizioni e dei nodi venuti al pettine col fascismo, bisognava che a ciò seguisse un lavoro di critica sistematica e iconoclasta (ricordo un appello “a tutte le eresie”). Un piccolo esempio di critica è il “Capitale” che conta un paio di migliaia di pagine, e ha costato 25 anni di lavoro. Senza voler emulare così grandi esempi, è però certo che né le

diatribe settimanali, né gli «spunti» colti a volo e manipolati in frasi, né gli abbozzi e gli accenni subito troncati, sono un contributo efficiente.

A ogni modo, anche a prescindere dall'ipotesi (per voi spaventosa) che GL fosse diventata un "centro di studi" - voler fare la critica salvando le apparenze, le opportunità, nonché i pregiudizi di questo o di quello, è un rompicapo senza soluzione. Allora, meglio rinunciare alla critica e affiancarsi ai movimenti esistenti, se non addirittura a qualche ben stabilita tradizione ufficiale.

Oppure, si può far della demagogia pura e semplice, e quindi servirsi di tutti i motivi che posson servire, senza curarsi della sostanza. Anche questa è un'arte abbastanza seria, quando la si voglia impiegare con deliberato proposito al suo scopo specifico, che è di asservire il maggior numero ai propri fini. Anche qui, non si può andare a casaccio.

Ma la condizione più misera è restare "nel limbo dei bambini" - cioè essere incapaci di far della semplice demagogia, e non aver la forza di andare fino in fondo nella critica, di voler ferocemente la verità e solo la verità. In questa ferocia sta il carattere. E' anche la base prima perché l'esilio abbia una dignità. In particolare poi per chi ambisca rappresentare il futuro del popolo italiano, questa ferocia nella verità è un'esigenza assoluta. Giacché, al polo opposto, nella debolezza, nel sentimentalismo, nella vile condiscendenza alle facili emozioni, nella confusione cronica, sta tutto il marciume nazionale.

Terzo ed ultimo punto, alquanto delicato:

3) l'intellettuale che vi parla è già un po' scosso dal fatto di non saper definire la vera natura di GL: non è un partito, è un movimento che aspira a diventar partito, e un partito che vuol restare movimento. Diciamo, per la più spiccia, che è un'associazione.

La gente si associa in base a qualche preciso criterio, e sapendo almeno in che cosa si accorda, e quale sarà la parte di ciascuno nel consorzio. Ora, fin dal principio, c'è stato in GL un grave equivoco. La base d'unione avrebbe dovuto essere la buona volontà di cooperare alla lotta antifascista da una parte, alla critica dall'altra. Ogni unione implica il rispetto dell'altro, e quindi l'assoluta eguaglianza. Se c'è un capo, o un qualsiasi areopago, importa saperlo fin da principio. E importa anche sapere se si cerca una comunità di voleri nell'assoluta ed intera parità di condizioni - oppure l'obbedienza a dettami superiori. In GL, questo punto non è mai stato chiarito. Non si sa se si ha a che fare con la riunione di uomini che hanno lavorato in Italia per motivi vari, con mentalità non uniforme, ma insomma con vero impegno e passione di rivolta - oppure con un'impresa molto particolare, che non si sa come definire esattamente, ma che purtroppo non sembra avere di stabile e di decisivo che la situazione personale di un certo numero di persone, soggetta (come tutte le situazioni personali e non oggettivamente definite)

a tutte le oscillazioni degli umori, a tutte le alee e a tutti i determinismi dei vari fattori personali. La specialità di GL son diventate certe decisioni dell'ultimo momento (improvvisate), inappellabili e al tempo stesso aleatorie, emananti da un noi che non si riesce a individuare, e le quali, in sostanza, nella loro successione, si riducono a un seguito di impuntature e di scatti d'umore incoerenti estremamente lontani da quella che si chiama una "linea politica".

Un cenacolo può esistere sulla base di una larga libertà di simpatie reciproche; una setta su un credo ben definito; un partito su una disciplina in cui sono egualmente precisati i doveri e i diritti. Ma quando tutto ciò manca, ed è surrogato da un certo arbitrio fluttuante, bisogna ammettere che non c'è più associazione. C'è un'accolta casuale. Su queste basi, si vorrebbero emanare disposizioni e imporre le "ferree esigenze dell'azione". E' assurdo.

C'è una confusione fondamentale, in fondo a tutto ciò. E il peggio si è che non si riesce nemmeno a individuarla in un motivo preciso. Ciò che fa supporre che sia proprio, irrimediabilmente, una confusione.

In questa confusione, GL è caduta naturalmente, in seguito al rifiuto, appunto di chiarirsi in un senso o nell'altro. Lì, essa, ben lungi dal poter parlare ai "giovani", finisce per essere il luogo dove si raccolgono tutti i residui che hanno già avvelenato la piccola borghesia nostrana: un sentimentalismo fatto di facili formule sovversive e di vecchie memorie del Risorgimento, di socialismo corretto dal culto di Cavour e di liberalismo giacobinizzato in omaggio al "successo" bolscevico, di Mazzini e di Marx, di Garibaldi, di Stecchetti, e magari di Malatesta - il tutto misto di commozioni perfettamente inutili.

E' uno spirito orribilmente simile a quello da cui è nato il programma del Fasci del '19.

Tra esso e la realtà veramente severa, anzi atroce, del giorno d'oggi, che si potrebbe esprimere solo con secca brutalità e fermezza, non vedo nessun nesso. Così non vedo nessun reale punto di contatto con il reale popolo italiano e quello che oggi esso può sentire e cercare confusamente. Meno che mai, vedo effettivi punti di contatto con la gioventù italiana d'oggi, la quale sarà spersa, confusa, sviata quanto si vuole, ma, formata sotto il peso di una realtà senza fiori né illusioni, e preda di insoddisfazioni molto gravi e profonde che non si risolvono con nessuna "mozione degli affetti"; ad essa una sola cosa può ispirare fiducia: sentire che si comunica nella coscienza di quella realtà.

Ho detto.

Luciano



**Annexe 34 : extrait de la lettre de Carlo Rosselli du 30 décembre 1935<sup>14</sup>**

Si può desiderare di avere un lungo tempo per elaborare certe idee, certe armi, certi piani ; ma se l'occasione si presenta di battersi, è assurdo continuare a preparare le armi. Noi potremmo attendere che esistano i tre fattori già maturati, che ora esigi per l'azione (« un'organizzazione veramente coerente e capace di continuità nello sforzo » - « coerenza d'un pensiero netto accompagnato da un continuo lavoro critico » - « un'attività spontanea nell'ambiente sociale in cui si deve operare ») ; potremmo attendere, e ancora a ogni momento si troverebbe qualcuno che con buone ragioni affermerebbe il pensiero non essere netto, l'organizzazione non coerente, l'ambiente non attivo ; ma se un'occasione si offre in cui l'ambiente si presenta meno sordo che per l'innanzi, in cui un uomo impaziente di agire può perdersi senza utilità, allora, a qualunque costo, bisogna passare su ogni circostanza sfavorevole, e cercare la battaglia nelle migliori condizioni possibili. È grazie a questo metodo che alcune centinaia di persone, e tu con esse, hanno abbandonato delle posizioni di attesa per porre subito il problema della rivoluzione nella sua pienezza e concretezza. [...] Si tratta soprattutto di dar l'esempio e la dimostrazione delle possibilità di chi vuol ribellarsi; senza di che, come si è visto, la gente starà ad aspettare che l'organizzazione sia coerente (poiché questa è la psicologia della gente ordinaria) che dimostri di essere la più forte. Se c'è un momento in cui importa dare questa dimostrazione, è proprio questo ; quando con la guerra, le condizioni di funzionamento della macchina fascista si fanno più difficili.

**Annexe 35 : extrait de la lettre de Gaetano Salvemini à Carlo Rosselli du 29 septembre 1935**

Avremmo dovuto nei due anni passati insistere risolutamente nella nostra posizione chiara e netta : repubblica, confisca dei beni dei responsabili, nazionalizzazione senza indennità delle industrie monopolistiche, rispetto della media e piccola proprietà coltivatrice [...] nonte socializzazione di *tutti* i mezzi di produzione e di scambio, niente dittatura del proletariato, superato il periodo delle demolizioni necessarie, ritorno *sincero* alla democrazia sia pure per via di trapassi gradualisti.

[...]

Se domani potrete tornare in Italia, vi troverete a destra il Ministero Caviglia – Federzoni – Pio XI – Maria-José – Buozzi e C.i ; e a sinistra Ercoli e Modigliani. Malvagità a destra e confusione a sinistra. Occorre qualcuno che sia un Filippo Turati intelligente e risoluto. Questo

<sup>14</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-9.

qualcuno non c'è. Gli uomini di G. e L. dovevano prendere questa posizione. Si sono sbadati. Sei rimasto tu solo a fare un lavoro da negro col tuo giornale, accompagnato da tre o quattro fessilli, di cui uno voga avanti mentre l'altro voga indietro, e lo stesso dopo aver dato un colpo di remo avanti ne dà uno indietro. [...] Quel che mi spaventa in voi è la *confusione delle idee*. Non siete né liberali né dittatoriali. Avete fatto un pasticcio dei due metodi in cui non è possibile veder nulla di chiaro.

**Annexe 36 : extrait de la lettre de Carlo Rosselli à Angelo Tasca daté du 1<sup>er</sup> mai 1934<sup>15</sup>**

[...] in ogni caso la vita e struttura di partito è, per un movimento rivoluzionario, un non senso, e che quel che di vivo essi contengono sfugge alla cornice organizzativa, anzi ne implica il superamento. Né tanto meno noi miriamo a tentativi « totalitari » che contraddirebbero a quell'opera di chiarificazione politica e di educazione di una nuova generazione italiana che rimane tra i nostri propositi più urgenti ed essenziali. Lavoreremo in profondità, non in superficie. Non ci perderemo in polemiche [...]. Il vostro partito, a meno di una trasformazione totale, sarà capace di distribuire molte tessere [...] ma non sarà mai capace, non dico di esercitare una funzione decisiva nella rivoluzione italiana, ma di esercitare una influenza profonda sulla nuova generazione italiana. Gli manca per questo la fede nella rivoluzione, la passione e la volontà della lotta, una vita attiva di pensiero, proprio quel « pizzico » di attivismo in tutti i campi che permette a degli ex-borghesi o presunti tali di trasformarsi progressivamente in rivoluzionari.

**Annexe 37 : extrait de la lettre de Carlo Rosselli à Mario Levi et Renzo Giua du 11 mai 1935<sup>16</sup>**

Sono due mesi che ci perdiamo in discussioni, urti, incomprensioni e soprattutto accademie. Io, Magrini e Cianca lavoriamo ; voi vi limitate di quando in quando a farci avere un articolone o una firma con la degnazione di chi possiede la verità e guarda con compassione gli altri perdersi nell'errore. Finché si arriva al colmo di Bittis che, dopo avere assunto spontaneamente degli obblighi precisi in materia di organizzazione, se ne frega allegramente di tutto e di tutti e giunge a dire ai compagni della Sigla coi quali doveva fare un modesto ma utile lavoro di propaganda che quelle sono manifestazioni da esercito della salute a cui, lui, maestro di rivoluzionarismo o di attivismo, non può aderire. [...] GL è e resterà un movimento politico con una disciplina e un minimo di solidarietà interna. Chi nega il movimento, chi se ne frega del lavoro pratico, chi, per correr dietro alle sue esperienze personali intellettuali o ai suoi disperati pessimismi, butta per aria quel poco che da anni facciamo tra difficoltà infinite, seconde me è meglio o che si tiri in disparte o dica ben chiaro che per l'avvenire egli si limiterà a fornire di quando in quando un articolo che la direzione del giornale pubblicherà se lo riterrà opportuno.

<sup>15</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Carlo Rosselli », 1-115.

<sup>16</sup> ISRT, Archivi di Giustizia e Libertà, « Giustizia e Libertà », 13-3.

**Annexe 38 : extrait du bulletin interne « Foglio di collegamento n°2 », s.d. mais de 1938**

[...]

ISTRUZIONI PER L'UNIFICAZIONE DELLA PROPAGANDA [...]

Molte volte è stato proposto a G. e L. di formare delle « scuole di propagandisti » del tipo di quelle del P.C.. G. e L. è un movimento non centralizzato nè autoritario che imponga ai compagni un modo di vedere uniforme ; il problema di creare dei propagandisti è perciò tanto più difficile, quanto è più difficile esprimere delle idee proprie che ripetere quelle imposte dall'alto. Perciò una « scuola » sarebbe una cosa più difficile da realizzare e più lunga da mettere in piedi e non si può per ora prendere in considerazione una tale proposta.

Tuttavia è necessario dare delle direttive per l'unificazione della propaganda in nesso all'antifascismo. [...].

G. e L. è un movimento nuovo, libero dalle ipoteche del passato e i compagni di tutti i gruppi devono sentire profondamente tale verità, però, se essi la sentono davvero e non solo a parole, la loro propaganda deve portarli soprattutto verso quegli elementi che ancora non sono stati toccati della propaganda antifascista, che sono suscettibili di venire al nostro movimento con pieno entusiasmo, senza pregiudizi di partito. La propaganda con tali elementi è però più difficile da fare, perchè si tratta non di sola propaganda, ma di vera e propria educazione e offre enormi difficoltà in Francia anche perchè non aver appartenuto a partiti politici è sempre un elemento di incertezza e provocatori di vario genere possono facilmente venire a contatto con noi. [...].

**Annexe 39 : tableaux récapitulatifs de l'origine géographique des souscriptions pour le compte de « Giustizia e Libertà »**

**France :**

LOCALITÉ	EFFECTIFS			SOUSCRIPTIONS POUR L'ESPAGNE	SI. GL. A.
	1934	1935	1936		
<b><u>ALSACE</u></b>					
CERNAY (HAUT-RHIN)	–	–	–	70	–
MONTREUX-LE-VIEUX (HAUT-RHIN)	–	1	1	–	–
MULHOUSE (HAUT-RHIN)	1	3	4	19	–
SAINT-LOUIS (HAUT-RHIN)	1	1	3	5	–
<b><u>AQUITAINE</u></b>					
BORDEAUX (GIRONDE)	1	–	1	Section LIDU	–
DOULEZON (GIRONDE)	–	1	–	–	–
FRANCESCAS (LOT-ET- GARONNE)	–	–	–	2	–
FRONSAC (GIRONDE)	–	–	–	1	–
GELOS (PYRENEES- ATLANTIQUES)	1	–	1	–	–
LA REOLE (GIRONDE)	–	–	1	–	–
LAMOTHE-LANDERRON (GIRONDE)	1	–	1	–	–
MONT-DE-MARSAN (LANDES)	–	–	–	1	–
PAU (PYRENEES- ATLANTIQUES)	1	–	–	–	–
SAUSSIGNAC (DORDOGNE)	–	–	–	1	–
<b><u>AUVERGNE</u></b>					
AUBIÈRE (PUY-DE-DÔME)	–	–	–	8	–
NERIS-LES-BAINS (ALLIER)	–	–	–	1	–
VICHY (ALLIER)	–	–	1	–	–
<b><u>BOURGOGNE</u></b>					
DIJON (COTE D'OR)	–	2	2	–	–
<b><u>BRETAGNE</u></b>					
BREST (FINISTERE)	1	7	21	2	–
MORLAIX (FINISTERE)	–	1	–	–	–
REDON (ILE-ET-VILAINE)	1	–	–	–	–

<b><u>CHAMPGNE-ARDENNE</u></b>					
RETHEL (ARDENNES)	–	–	–	1	–
TROYES (AUBE)	–	–	–	3	–
<b><u>CENTRE</u></b>					
CORMERY (INDRE-ET-LOIRE)	–	1	–	–	–
EGUZON-CHANTOME (INDRE)	–	–	–	5	–
NOYERS-SUR-CHER (LOIRE-ET-CHER)	1	–	–	–	–
TRUYES (INDRE-ET-LOIRE)	–	–	1	–	–
<b><u>CORSE</u></b>					
AJACCIO	1	–	–	–	–
ALERIA	–	2	2	5	–
FOLELLI	–	1	–	–	–
GIUNCAGGIO	–	1	–	–	–
PIEDICORTE	1	1	–	–	–
PORTO VECCHIO	1	–	2	–	–
SARTENE	–	–	1	–	–
<b><u>FRANCHE-COMTÉ</u></b>					
AUDINCOURT (DOUBS)	1	1	1	1	–
BELFORT	–	1	–	1	–
MONTBELIARD (DOUBS)	–	1	–	–	–
SAMPANS (JURA)	–	1	–	–	–
<b><u>ILE-DE-FRANCE</u></b>					
ARGENTEUIL (VAL D'OISE)	–	1	–	22	–
ASNIERES (HAUTS-DE-SEINE)	1	1	1	1	–
BEAUMONT (VAL D'OISE)	2	1	1	1	–
BOBIGNY (SEINE-SAINT-DENIS)	–	–	1	–	–
BONNEUIL (VAL-DE-MARNE)	–	–	–	39	–
BOULOGNE (HAUTS-DE-SEINE)	17	–	–	115	–
CHAMPROSAY (ESSONE)	–	–	1	–	–
CHATOU (YVELINES)	–	–	1	–	–
CLICHY (HAUTS-DE-SEINE)	–	–	–	1	–

CORMEILLES-EN-VEXIN (VAL D'OISE)	–	1	–	1	–
COURBEVOIE (HAUTS-DE-SEINE)	–	–	1	1	–
EPINAY (SEINE-SAINT-DENIS)	–	–	–	1	–
FONTENAY-SOUS-BOIS (VAL-DE-MARNE)	1	1	1	25	–
GRISY LES PLATRES (VAL D'OISE)	–	–	1	–	–
HOUILLES (YVELINES)	1	1	1	–	–
IVRY (VAL-DE-MARNE)	–	–	1	1	–
LA GARENNE (HAUTS-DE-SEINE)	1	–	–	–	–
LE VESINET (YVELINES)	–	–	1	–	–
MAISONS-ALFORT (VAL-DE-MARNE)	1	2	–	7	–
MEAUX (SEINE-ET-MARNE)	–	–	1	1	–
MELUN (SEINE-ET-MARNE)	–	–	1	1	–
MONTREUIL (SEINE-SAINT-DENIS)	–	–	–	2	–
MONTRouGE (HAUTS-DE-SEINE)	–	–	1	–	–
PANTIN (SEINE-SAINT-DENIS)	–	–	–	68	–
PARIS	75	env. 100	env. 100	210	Oui
POISSY (YVELINES)	–	–	–	33	–
PUTEAUX (HAUTS-DE-SEINE)	4	–	–	–	–
RUEIL-MALMAISON (HAUTS-DE-SEINE)	–	–	–	1	–
SAINT-DENIS (SEINE-SAINT-DENIS)	1	1	1	–	–
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (ESSONNE)	–	1	1	–	–
SAINT-OUEN (SEINE-SAINT-DENIS)	–	1	–	–	–
SAINT-SOUPPLETS (SEINE-ET-MARNE)	1	–	1	–	–
SARTROUVILLE (YVELINES)	–	–	1	–	–

SAVIGNY-SUR-ORGE (ESSONNE)	–	–	3	7	–
THIAIS (VAL-DE-MARNE)	2	–	–	–	–
VELIZY-VILLACOUBLAY (YVELINES)	–	–	–	1	–
VERSALLES (YVELINES)	–	–	–	1	–
VILLENEUVE-LE-ROI (VAL- DE-MARNE)	–	–	–	2	–
VINCENNES (VAL-DE- MARNE)	–	–	1	1	–
VIROFLAY (YVELINES)	1	1	1	–	–
<b><u>LANGUEDOC-ROUSSILLON</u></b>					
BEZIERS (HERAULT)	1	–	–	–	–
LUNEL (HERAULT)	–	–	–	1	–
<b><u>LIMOUSIN</u></b>					
BRIVE (LIMOUSIN)	–	–	–	1	–
GUERET (CREUSE)	–	–	1	1	–
LIMOGES (HAUTE-VIENNE)	–	–	1	–	–
SAINT-JUNIEN (HAUTE- VIENNE)	1	–	1	–	–
<b><u>LORRAINE</u></b>					
AUDUN-LE-TICHE (MOSELLE)	1	–	1	11	–
BOULIGNY (MEUSE)	1	1	1	30	–
CLOUANGE (MOSELLE)	–	–	–	40	–
EINVILLE (MEURTHE-ET- MOSELLE)	–	1	2	1	–
FLORANGE (MOSELLE)	–	1	2	2	–
HAYANGE (MOSELLE)	–	–	–	1	–
HOMECOURT (MEURTHE-ET- MOSELLE)	1	–	2	23	–
JOEUF (MEURTHE-ET- MOSELLE)	–	1	1	10	–
KNUTANGE (MOSELLE)	–	–	1	–	–
LANEUVEVILLE (MEURTHE- ET-MOSELLE)	–	–	1	–	–
LAXOU (MEURTHE-ET- MOSELLE)	1	1	–	–	–



LUNEVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE)	-	1	-	1	-
MALANCOURT (MEUSE)	1	1	-	-	-
MANCIEULLES (MEURTHE-ET-MOSELLE)	1	1	-	-	-
METZ (MOSELLE)	-	-	1	1	-
MEZIERES (MEUSE)	-	1	-	-	-
MONTMEDY (MEUSE)	-	-	-	1	-
MOYEUVRE GRANDE (MOSELLE)	-	-	1	-	-
NANCY (MEURTHE-ET-MOSELLE)	-	-	3	80	-
NILVANGE (MOSELLE)	-	1	-	21	-
PAGNY-SUR-MOSELLE (MEURTHE-ET-MOSELLE)	1	-	-	-	-
PIENNES (MEURTHE-ET-MOSELLE)	-	-	1	-	-
REHON (MEURTHE-ET-MOSELLE)	-	-	1	Section LIDU	-
SEREMANGE-ERZANGE (MOSELLE)	1	1	-	1	-
THONVILLE (MOSELLE)	-	-	1	-	-
TUCQUENIEUX (MEURTHE-ET-MOSELLE)	1	-	-	-	-
VITTEL (VOSGES)	1	5	1	-	-
<b><u>MIDI-PYRÉNÉES</u></b>					
AUCH (GERS)	-	1	-	-	-
BEAUMONT (GERS)	-	-	1	-	-
CASTELNAU D'AUDE (AUDE)	1	-	-	-	-
CONDOM (GERS)	-	-	-	1	-
CUGNAUX (HAUTE-GARONNE)	-	1	-	7	-
DIUPENTALE (TARN-ET-GARONNE)	1	1	-	8	-
GIMONT (GERS)	-	-	1	-	-
LABASTIDE (TARN)	-	-	-	?	-
MOISSAC (TARN-ET-GARONNE)	1	-	-	-	-
MONFORT (GERS)	-	-	-	1	-

PERPIGNAN (PYRENEES ORIENTALES)	-	2	2	-	-
ROUFFIAC (AUDE)	-	-	1	-	-
SAINT-ANDRE (PYRENEES-ORIENTALES)	-	-	14	-	-
SOUILLAC (LOT)	1	-	-	-	-
SAINT-LOUP CAUMMAS (HAUTE-GARONNE)	-	1	-	-	-
TOULOUSE (HAUTE-GARONNE)	-	1	-	10	-
VIC-FEZENSAC (GERS)	-	-	1	-	-
<b><u>NORD-PAS-DE-CALAIS</u></b>					
JEUMONT (NORD)	-	-	1	-	-
LENS (NORD)	-	1	1	-	-
<b><u>NORMANDIE</u></b>					
L'AIGLE (ORNE)	-	1	-	-	-
ALENÇON (ORNE)	1	1	-	-	-
DOZULE (CALVADOS)	-	1	-	-	-
TROUVILLE (CALVADOS)	-	-	-	1	-
<b><u>PAYS DE LA LOIRE</u></b>					
ANGERS (MAINE-ET-LOIRE)	4	6	6	23	-
CHATEAUBRIANT (LOIRE-ATLANTIQUE)	-	1	-	-	-
COUERON (LOIRE-ATLANTIQUE)	1	-	-	-	-
LA BAULE (LOIRE-ATLANTIQUE)	1	-	-	-	-
NANTES (LOIRE-ATLANTIQUES)	-	1	1	-	-
LE POULIGUEN (LOIRE-ATLANTIQUE)	-	-	1	-	-
SAINT-NAZAIRE (LOIRE-ATLANTIQUE)	-	-	1	-	-
TELOCHE (SARTHE)	-	1	-	-	-
<b><u>PICARDIE</u></b>					
PONT-SAINTE-MAXENCE (OISE)	-	1	2	60	-
<b><u>POITOU-CHARENTES</u></b>					

ROCHEFORT (CHARENTE-MARITIME)	–	1	–	1	–
ROYAN (CHARENTE-MARITIME)	–	–	–	1	–
<b><u>PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR</u></b>					
AIX-EN-PROVENCE (BOUCHES-DU-RHÔNE)	–	18	–	1	–
ANTIBES (ALPES-MARITIMES)	–	–	–	2	–
BEAUSOLEIL (ALPES-MARITIMES)	–	2	–	20	–
BRIGNOLES (VAR)	–	–	–	9	–
CANNES (ALPES-MARITIMES)	1	–	–	18	–
LA CELLE (VAR)	–	1	–	–	–
LA SEYNE-SUR-MER (VAR)	–	1	–	1	–
LA VALENTINE (BOUCHES-DU-RHONE)	–	–	–	6	–
LA BEDOULE (BOUCHES-DU-RHONE)	–	–	1	–	–
MARSEILLE (BOUCHES-DU-RHONE)	2	12	12	70	–
MARTIGUES (BOUCHES-DU-RHONE)	–	1	1	–	–
MENTON (ALPES-MARITIMES)	1	1	18	33	–
MONACO (ALPES-MARITIMES)	1	–	14	25	–
MONTECARLO (ALPES-MARITIMES)	–	1	–	14	–
NICE (ALPES-MARITIMES)	25	23	16	30	Oui
NOVES (BOUCHES-DU-RHONE)	1	–	–	–	–
SAINT-AUBAN (ALPES-MARITIMES)	2	–	1	1	–
SAINTE-MAXIME-SUR-MER (VAR)	–	–	1	1	–
SAINT-RAPHAEL (VAR)	–	–	–	1	–
SAINT-ROMAN-DE-BELLET (ALPES-MARITIMES)	–	–	–	1	–
SAINT-TROPEZ (VAR)	1	1	1	1	–

TOULON (VAR)	2	1	1	10	–
TRETS (BOUCHES-DU-RHONE)	–	1	–	–	–
VAISON-LA-ROMAINE (VAUCLUSE)	–	1	–	–	–
SAVINES-LE-LAC (HAUTES-ALPES)	1	–	–	–	–
<b><u>RHÔNE-ALPES</u></b>					
AIX-LES-BAINS (SAVOIE)	–	3	2	3	–
ALBERTVILLE (SAVOIE)	–	–	1	–	–
ANNECY (HAUTE-SAVOIE)	–	1	3	17	–
ANNEMASSE (HAUTE-SAVOIE)	–	?	–	1	Oui
LES AVENIERES (ISÈRE)	1	–	–	–	–
BOULIGNEUX (AIN)	–	–	–	2	–
CHAMBERY (SAVOIE)	2	22	2	8	–
CHAMONIX (HAUTE-SAVOIE)	–	–	–	1	–
CHATILLON-EN-MICHAILLE (AIN)	–	1	–	–	–
CORENC (ISERE)	–	1	1	–	–
DOMENE (ISERE)	–	1	1	–	–
EVIAN-LES-BAINS (HAUTE-SAVOIE)	1	–	1	–	–
FERNEY-VOLTAIRE (AIN)	–	–	1	–	–
GAILLARD (HAUTE-SAVOIE)	–	1	–	–	–
GRENOBLE (ISERE)	1	1	2	8	–
LA TRONCHE (ISERE)	–	1	–	–	–
LALLEY (ISERE)	–	–	2	–	–
LYON (RHONE)	21	?	41	45	Oui
MODANE (SAVOIE)	2	3	–	–	–
MONESTIER-DE-CLERMONT (ISERE)	–	–	–	1	–
MONTANGES (AIN)	–	–	–	1	–
MOUTIERS (SAVOIE)	–	–	1	–	–
OYONNAX (AIN)	–	–	1	–	–
ROUGELAND (AIN)	–	1	–	–	–

SAINT-CERGUES (HAUTE-SAVOIE)	-	1	-	1	-
SAINT-FONS (RHONE)	-	-	-	1	-
VALENCE (DRÔME)	1	1	1	-	-
VAULX-EN-VELIN (RHONE)	-	-	1	1	-
VILLARD-DE-LANS (ISERE)	-	1	1	-	-
VILLEURBANNE (RHONE)	7	4	1	-	-
VIZILLE (ISERE)	-	-	-	5	-

**Suisse :**

LOCALITÉ	EFFECTIFS			SOUSCRIPTIONS POUR L'ESPAGNE	SI. GL. A.
	1934	1935	1936		
<b><u>ARGOVIE</u></b>					
TURGI	-	-	1	-	-
<b><u>BALE</u></b>					
BALE	1	1	4	-	-
<b><u>BERNE</u></b>					
BIENNE	1	1	-	1	-
RECONVILIER	1	-	-	-	-
<b><u>FRIBURG</u></b>					
FRIBURG	-	1	1	1	-
<b><u>GENEVE</u></b>					
GENEVE	3	7	3	-	-
<b><u>GLARIS</u></b>					
HATZINGEN	-	-	1	-	-
NIEDERURNEN	-	-	1	-	-
<b><u>GRISONS</u></b>					
COIRE	-	1	1	-	-
SOGLIO	-	-	1	-	-
<b><u>NEUCHATEL</u></b>					
CHAUX-DE-FONDS	-	1	1	-	-
NEUCHATEL	-	-	1	-	-
<b><u>SAINT-GALL</u></b>					
SAINT-GALL	-	2	1	-	-

SANKT-MARGRETHEN	-	-	1	-	-
<b><u>SOLEURE</u></b>					
GRENCHE	-	1	-	Section LIDU	-
<b><u>TESSIN</u></b>					
AMBRI	-	-	1	-	-
BELLINZONA	1	1	1	-	-
BIASCA	-	-	1	-	-
LOCARNO	-	2	4	1	-
LUGANO	-	-	1	-	-
MASSAGNO	-	1	-	-	-
MURALTO	-	-	1	-	-
<b><u>THURGOVIE</u></b>					
AMRISWIL	-	1	-	-	-
ARBON	-	-	1	-	-
KREUZLINGEN	-	-	1	-	-
WEINFELDEN	-	1	-	-	-
<b><u>VAUD</u></b>					
CHÂTEAU D'OEX	-	1	-	-	-
LAUSANNE	-	1	1	-	-
<b><u>ZURICH</u></b>					
SCHONENBERG	-	1	-	-	-
WINTERTHUR	1	1	-	-	-
ZURICH	-	4	6	6	-

**Europe :**

LOCALITÉ	EFFECTIFS			SOUSCRIPTIONS POUR L'ESPAGNE	SI. GL. A.
	1934	1935	1936		
<b><u>ALLEMAGNE</u></b>					
BERLIN	-	-	1	-	-
<b><u>AUTRICHE</u></b>					
INNSBRUCK	-	1	-	-	-
<b><u>BELGIQUE</u></b>					
BRUXELLES	2	3	1	4	-
PHILIPPEVILLE	1	-	1	-	-

<u>GRECE</u>					
ATHENES	1	–	2	–	–
PAROS	–	–	1	–	–
<u>LETTONIE</u>					
RIGA	–	–	1	–	–
<u>LUXEMBOURG</u>					
DUDELANGE	–	1	–	–	–
LUXEMBOURG	–	–	2	–	–
<u>ROYAUME-UNI</u>					
BEXHILL-ON-SEA	–	–	–	1	–
CAMBRIDGE	1	2	2	3	–
LONDRES	3	10	6	20	–
				Section LIDU	
MELROSE	–	1	–	–	–
WATFORD	–	1	–	–	–
HYPHE	–	–	1	–	–
<u>SLOVENIE</u>					
MARIBOR	–	–	1	–	–

**Etats-Unis :**

LOCALITÉ	EFFECTIFS			SOUSCRIPTIONS POUR L'ESPAGNE	SI. GL. A.
	1934	1935	1936		
<u>CALIFORNIE</u>					
BOULDER CREEK	1	1	1	–	–
LOS ANGELES	–	1	–	–	–
SAN FRANCISCO	–	–	1	20	–
<u>CONNECTICUT</u>					
NEW HAVEN	–	1	–	–	–
<u>ILLINOIS</u>					
CHICAGO	3	1	3	1	–
SPRINGFIELD	1	1	1	–	–
<u>MASSACHUSETTS</u>					
BOSTON	2	3	2	1	–
CAMBRIDGE	1	–	1	1	–

NEW BEDFORD	–	2	2	–	–
NORTHAMPTON	–	2	–	3	–
<b><u>MICHIGAN</u></b>					
DETROIT	1	1	–	–	–
LANSING	–	1	1	1	–
<b><u>NEW HAMPSHIRE</u></b>					
PORTSMOUTH	–	1	–	?	–
<b><u>NEW JERSEY</u></b>					
HALEDON	–	1	1	–	–
HOBOKEN	–	1	27	40	Oui
NORTH BERGEN	–	1	1	–	–
PATERSON	2	–	–	?	Oui
<b><u>NEW YORK</u></b>					
BROOKLYN	–	4	3	15	–
FARNHAM	–	1	–	–	–
LONG ISLAND	1	–	–	–	–
HORNELL	–	6	6	5	–
NEW ROCHELLE	–	1	1	–	–
NEW YORK	8	18	38	120	Oui
SCHENECTADY	2	2	2	–	–
YONKERS	–	1	1	8	–
<b><u>OHIO</u></b>					
CLEVELAND	1	1	2	–	–
<b><u>PENNSYLVANIE</u></b>					
PHILADELPHIA	–	1	1	–	–
PITTSBURGH	1	1	–	–	–
<b><u>VIRGINIE</u></b>					
JAMESTOWN	–	–	1	–	–
<b><u>VIRGINIE OCCIDENTALE</u></b>					
CLARKSBURG	–	–	1	–	–
<b><u>WASHINGTON</u></b>					
EVERETT	1	–	–	–	–

**Australie :**



LOCALITÉ	EFFECTIFS			SOUSCRIPTIONS POUR L'ESPAGNE	SI. GL. A.
	1934	1935	1936		
<b><u>AUSTRALIE-OCCIDENTALE</u></b>					
BUNBURY	2	–	–	–	–
GWALIA WOODLINE	1	1	1	10	–
MANJIMUP	–	–	1	–	–
MULLALYUP	–	1	–	–	–
PERTH	–	1	–	–	–
<b><u>NOUVELLES-GALLES DU SUD</u></b>					
GRIFFITH	–	–	13	–	–
SAINT-IVES	–	1	–	5	–
<b><u>QUEENSLAND</u></b>					
APPLETHORPE	–	1	–	–	–
BERMERSIDE	–	11	–	40	–
GOOBURRUM	–	–	1	–	–
INGHAM	–	1	2	1	–
MAREEBA	–	–	2	–	–
MOSSMAN	–	1	1	–	–
NANNUP	–	–	–	1	–
<b><u>VICTORIA</u></b>					
VICTORIA ESTATE	–	1	1	–	–

**Reste du monde :**

LOCALITÉ	EFFECTIFS			SOUSCRIPTIONS POUR L'ESPAGNE	SI. GL. A.
	1934	1935	1936		
<b><u>AMERIQUES</u></b>					
BAHIA BLANCA (ARGENTINE)	–	–	–	2	–
BARRANQUILLA (COLOMBIE)	–	–	–	1	–
BUENOS AIRES (ARGENTINE)	2	16	5	2	–
GUALEGUAYCHU (ARGENTINE)	1	–	–	–	–
LIMA (PEROU)	3	1	–	–	–
MEXICO (MEXIQUE)	1	1	1	1	–

MONTEVIDEO (URUGUAY)	–	1	2	–	–
MONTREAL (CANADA)	–	–	–	90	–
RIO DE JANEIRO (BRESIL)	1	1	–	1	–
SANTIAGO (CHILI)				–	
SANTOS (BRESIL)	4	1	–	1	–
SAO PAULO (BRESIL)	2	2	–	–	–
TORONTO (CANADA)	1	–	–	–	–
<b><u>MAGHREB</u></b>					
AGADIR (MAROC)	1	–	–	–	–
ALGER (ALGERIE)	–	–	–	1	–
BISERTE (TUNISIE)	–	1	1	–	–
BONE (ALGERIE)	–	–	1	8	–
CASABLANCA (MAROC)	1	–	1	1	–
EL BIAR (ALGERIE)	–	–	–	1	–
GROMBALIA (TUNISIE)	–	–	1	–	–
RABAT (MAROC)	1	–	1	–	–
TANGER (MAROC)	1	–	–	–	–
TRIPOLI (LIBYE)	–	–	1	–	–
TUNIS (TUNISIE)	–	6	1	6	–
<b><u>AFRIQUE</u></b>					
ALEXANDRIE D'EGYPTE	–	1	–	–	–
BEIRA (MOZAMBIQUE)	–	1	1	–	–
NAKURU (KENYA)	1	1	–	–	–
PRETORIA (AFRIQUE DU SUD)	–	1	1	–	–
SPRINGS (AFRIQUE DU SUD)	–	1	–	1	–

**Annexe 40 : extrait de l'article « Avanguardia eroica della rivoluzione italiana » paru dans  
*Giustizia e Libertà* daté du 4 septembre 1936**

Mentre sul fronte di Irun – bagnato anch'esso da sangue italiano – le milizie popolari opponevano ai ribelli una resistenza, che, nel tempo, apparirà leggendaria ; la colonna antifascista italiana metteva in fuga, dopo cinque ore di lotta durissima, le truppe del generale Mola, mosse in forze all'assalto. [...] le vicende di questa guerra dimostrano a quali altezze possa giungere lo slancio eroico di chi non concepisce la vita se non in funzione dell'ideale. Immolarsi è lottare anche di là dalla morte, con l'irresistibile esempio del sacrificio cosciente. E la colonna antifascista italiana ha rinnovato questo esempio ; dando splendida prova di coraggio calmo e disciplinato, di una volontà di non cedere, fatta insieme di freddezza e di ardimentosa esaltazione. [...] Mussolini ha esaltato, l'altro giorno, ad Avellino, la potenza militare messa a servizio di fini imperialistici : il soldato che distrugge l'uomo, facendone lo strumento quasi meccanico di una volontà estranea al suo sentimento e al suo interesse, imposta col dogma nazionalistico e con la forza totalitaria. I combattenti di Catalogna incarnano, per concezioni e aspirazioni opposte, le tradizioni più pure del volontarismo italiano, il tipo del soldato che, nella libera offerta di se stesso a una causa ideale, innalza la propria umanità alle forme superiori e universali. È in questi combattenti che gl'italiani, domani, si riconosceranno.

**Annexe 41 : extrait de l'article « Momento supremo della rivoluzione spagnola » paru dans  
*Giustizia e Libertà* daté du 6 novembre 1936**

Mentre attorno a Madrid le colonne della legione straniera, dei mori e dei fascisti obbligano i repubblicani alla suprema difesa, la vita politica spagnola non è arrestata ; la rivoluzione realizza le sue conquiste sul terreno sociale e istituzionale, le linee della nuova Spagna sorgono dal caos sanguinoso. È il carattere distintivo della libertà di non avere mai sosta, di creare le sue istituzioni in mezzo al più urgente pericolo. La libertà, la rivoluzione, non possono difendersi con i mezzi trovati nell'armadio dei regimi tirannici e borghesi ; bisogna improvvisare molto, quasi sempre rifare tutto. La linea più rivoluzionaria coincide sempre, in guerra civile, con quella che domanda la massima energie, la politica della “salute pubblica“ e quella della realizzazione rivoluzionaria s'identificano.

**Annexe 42 : extrait de l'article « La Sigla marciante. Verbale della prima seduta » paru dans  
*Giustizia e Libertà* daté du 25 septembre 1936**

La parola d'ordine “giustizia e libertà“, che, senza essere originale, era però sufficiente all'inizio della nostra azione, perchè agiva come un largo e generico appello a tutti gli uomini di buona volontà, non è più adatta ora che il movimento ha determinato i suoi scopi

ripetutamente, e tanto meno in questo momento di lotta in armi e di impreveduti sviluppi. È tempo di portare in primo piano ciò che, nell'ambito del movimento, fu rappresentato dalla Sigla : un carattere di radunata *giovanile ed operaia*, un allargamento di orizzonte verso i *simpatizzanti* anche segreti, allargamento garantito e salvaguardato da uno speciale tipo d'organizzazione. [...] Calosso spiega che il nome Sigla, oltre alle sue origini operaie, giovanili e di simpatia in seno al movimento, è in sè espressivo e comodo come bandiera : il che ha la sua importanza. Ricorda che Gobetti, prima di trovare il titolo "Rivoluzione liberale", stette in pensiero un mese [...] Sigla significa etimologicamente due cose : "*signum*", bandiera e "*sigillum*", nel senso in cui questa parola veniva usata un tempo, come sigillo di sangue dato all'idea. Su questo monte bagnato dal sangue dei nostri morti, i due significati assumono tutto il loro valore non solo simbolico. Per di più, la parola è nata nel medioevo e non nell'antichità romana, contro cui noi abbiamo delle motivate prevenzioni. È per di più parola internazionale, usabile in tutte le lingue, adatta quindi a chi, come noi, vuol plantar un seme e alzar una bandiera di liberazione umana e cosmica. Ha inoltre un valore storico misteriosofico e simbolico che va apprezzato, poichè le grandi rivoluzioni vittoriose – dai tempi profetici e da quelli del comunismo apostolico fino alla "Giovine Italia" – ne hanno tenuto conto in certi limiti definiti ; [...].

**Annexe 43 : extrait de l'article « Il capo della colonna » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 23 octobre 1936**

[...] parlare di Rosselli, di Nitti, di Salvemini è come tessere le lodi di Kerenski, Herriot o Roosevelt. Sono uomini di un certo valore intellettuale ma che non faranno mai nulla per sollevare il popolo e spingerlo verso le sue più sacre e ardite mète. [...] Nel lungo tragitto da Marsiglia a Barcellona spesso mi si affacciavano alla mente delle riflessioni. È mai possibile, mi dicevo, che il borghese Rosselli voglia costituire una colonna italiana per combattere il fascismo spagnuolo, e con esso quello di tutto il mondo, quando ciò non entra nel gioco degli interessi borghesi ? Ma la risposta era pronta : Pazzia ed ambizione possono ben essere i moventi di queste sue intenzioni. Egli formerà la colonna, la manderà, naturalmente, al fuocò mentr'egli, da Barcellona o da Parigi, farà la sua bella speculazione giornalistica. Arrivo a Barcellona ; resto tre giorni alla caserma Pedralbes [...] ; e poi, tutti assieme, partiamo per il fronte. Rosselli era con noi ; [...] Il 28 agosto, cioè quattro giorni dopo, i fascisti sferrano quel formidabile attacco sulla nostra posizione che ormai tutti be conoscono. Fu in tale occasione che le mie idee e preconcetti nei riguardi di Rosselli cambiarono radicalmente. Calmo e intelligente, organizzò la difesa in modo impeccabile, finchè, ferito al petto, scese al Castello

solo per farsi bendare e organizzare quei rinforzi [...]. Ciò fatto, ritornò immediatamente da noi ; e ora da oltre cinquanta giorni divide con noi e sacrifici e privazioni. [...]. Dirige con perizia i lavori di trinceramento e di ricovero interessandosi, nel medesimo tempo, di tutto e di tutti. [...] non vi è soldato, ufficiale o comando che non abbia udito la sua parola d'amico o di competente ; ed è perciò che ora è amato e stimato da tutti, italiani o spagnoli che siano. La sua conversazione è ricercata, e molto apprezzato è il suo giudizio. Egli è lo spirito, l'anima di questa formazione italiana che combatte il fascismo in terra di Spagna ; e tutti, tutti qua anelano di ritrovarsi con lui per le future lotte in terra ben più amata [...].

**Annexe 44 : extraits de l'article « L'Italia sul fronte della libertà » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 20 novembre 1936**

Italiani d'Italia, italiani sparsi per il mondo, ascoltate. – È un volontario italiano nell'esercito della libertà che vi parla stasera dalla Radio di Barcellona. Finalmente la radio non serve più al ribecillimento e all'asservimento dei popoli. Contro la radio fascista, la radio dei Mussolini e degli Hitler, sta la radio antifascista, la radio degli uomini liberi e giusti. È una radio ad onde corte, ma diventeranno presto lunghissime. Siatene certi, italiani. Nel silenzio della vostra stanza voi potete, uomini, donne, famiglie, italiani, ascoltare la parola degli antifascisti, degli esuli che combattono come volontari per la Spagna proletaria. Se la voce giunge troppo forte e temete orecchie indiscrete, girate leggermente il bottono regolatore. Sarà un colloquio segreto tra l'esule e i fratelli in patria. Perché siamo venuti a combattere in Spagna, italiani ? Primo : per recare in modo concreto una prova di solidarietà a questo meraviglioso popolo spagnuolo che sta insegnando al mondo come si lotti e si vinca contro il fascismo. Secondo : per dimostrare alla Spagna proletaria che accanto all'Italia ufficiale fascista, [...] un'altra Italia esiste – la vera, l'Italia popolare e proletaria [...]. Terzo : per portare l'antifascismo italiano, da troppo tempo impigrato e impotente, su un terreno di lotta attiva, rivoluzionaria, di lotta armata.

[...]

Ho detto : gli italiani. Avrei dovuto dire : quella parte degli italiani, giovani o vecchi, che la dittatura ha stregati o schiacciati. Perché esiste l'altra Italia, formatasi attraverso le prove durissime di questi anni : l'Italia dei mille e mille che hanno combattuto per alti ideali e sono morti, degli eroi noti e soprattutto degli ignoti : operai di Torino, artigiani di Firenze, contadini di Molinella, braccianti delle Puglie e di Sicilia, intellettuali che hanno spezzato la penna pur di non prostituirsi ; voi dodicimila condannati del Tribunale speciale, migliaia di deportati a cui inviamo il nostro saluto commosso, voi, centomila emigrati politici, milioni di italiani che avete

dovuto lasciare il paese neppure capace di assicurarvi il pane, voi, schiera segreta di gente che non piega e che in segreto spera e combatte.

**Annexe 45 : extrait de l'article « Lezioni della battaglia di Guadalajara » paru dans *Giustizia e Libertà* daté du 2 avril 1937**

Che cosa è fallito sul fronte di Guadalajara ? Non il materiale italiano, non la tattica italiana, non i comandi italiani. Ciò che è venuto a mancare, completamente, sono gli uomini : i soldati e gli ufficiali italiani. [...] Alcuni nostri colleghi, in questi ultimi giorni, hanno voluto fare la distinzione tra popolo italiano e Italia fascista ; degno, il primo, di tutta la nostra simpatia, come la seconda merita tutto il nostro disprezzo. Non abbiamo bisogno di dire che concordiamo esattamente con questo modo di vedere e di sentire, sebbene non sia in stretto rapporto col nostro ragionamento. Chi è venuto meno a Guadalajara ? Il soldato italiano ? Il soldato fascista ? E perchè no il soldato italiano in quando fascista ? Questa distinzione può sembrar puerile, però, a parer nostro, ha grande importanza, tanto grande che, forse, vi è in essa il sintomo più chiaro della nostra prossima vittoria. Chi è fuggito davanti alle nostre truppe è il soldato italiano fatto fascista con la forza, che non sente la causa fascista, che è spiritualmente più vicino a noi che ai suoi compatrioti. [...]. È stato – o può essere stato – che, consciamente alcuni, inconsciamente altri, molti soldati italiani portano nel loro seno i germi della protesta contro il regime feroce che li schiaccia [...]. È evidente che questi germi, per manifestarsi, hanno bisogno del clima favorevole della sconfitta [...]. Ed ed appunto al fronte di Guadalajara che si è presentata questa prima occasione dacchè il fascismo esiste. Questa nostra supposizione non è affatto arbitraria. La confermano la moltitudine di evasi passati alle nostre linee, la facilità entusiasta con la quale i prigionieri hanno accolto i riti della rivoluzione, le loro dichiarazioni piene di franchezza e di amarezza. Come è possibile – abbiamo pensato leggendole – che questi uomini abbiano combattuto con fede contro di noi ? [...]. Questa tara fondamentale dell'esercito fascista era una volta una speranza basata unicamente su argomenti speculativi. Oggi, grazie all'ariete repubblicano, è una speranza basata su fatti reali. [...] Noi approviamo senza riserve questa analisi psicologica dei fascisti italiani combattenti in Spagna, e ci auguriamo che gli antifascisti sappiano derivarne la lezione che essa comporta [...].

# TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSISTER AU FASCISME SANS PERDRE SON ÂME, 1921-1937</b> .....	<b>2</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>4</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>9</b>
<b>FAIRE L'HISTOIRE D'UNE RÉSISTANCE ITALIENNE AU FASCISME : LE GIELLISME ET LA QUESTION DE L'ACTION ANTIFASCISTE</b> .....	<b>9</b>
<i>Un antifascisme antitotalitaire : histoire d'un projet utopique et hérétique</i> .....	<i>11</i>
<i>Les « enfants terribles » de l'opposition : l'antifascisme qui s'invente</i> .....	<i>15</i>
<i>L'expérience politique et le fait éthique : histoire d'un engagement</i> .....	<i>20</i>
<i>Les paradoxes d'une résistance : histoire d'une contre-propagande</i> .....	<i>24</i>
<b>LES SOURCES ET LA TRACE : « GIUSTIZIA E LIBERTÀ », AU CROISEMENT DES ARCHIVES</b> .....	<b>30</b>
<i>En quête d'archives : les sources d'un mouvement protéiforme</i> .....	<i>31</i>
Les archives de « <i>Giustizia e Libertà</i> » et de l'antifascisme.....	32
La matière documentaire et éditoriale .....	33
Une mémoire du giellisme à travers ses protagonistes .....	35
<i>Être antifasciste dans la clandestinité et l'exil : contextes et conditions de l'engagement contre le fascisme</i> .....	<i>36</i>
Les archives de la Direction générale de la Sécurité publique : surveiller, réprimer l'antifascisme .....	36
Les archives du Tribunal spécial pour la défense de l'ordre national de l'État : une violence « exceptionnelle » normalisée .....	42
Les antifascistes sous l'œil des polices étrangères .....	45
<b>MÉTHODOLOGIE ET CHOIX THÉMATIQUES</b> .....	<b>48</b>
<i>Jeux d'échelles et pluralité des contextes</i> .....	<i>48</i>
<i>Logiques d'action et approche socio-historique des organisations politiques</i> .....	<i>50</i>
<i>Phénomène générationnel et représentations collectives</i> .....	<i>53</i>
<b>PROLOGUE</b> .....	<b>56</b>
<b>L'INTERVENTIONNISME EN PARTAGE : LA GUERRE COMME EXPÉRIENCE FONDAMENTALE (1915-1921)</b> .....	<b>56</b>
<b>CHAPITRE PREMIER L'INTERVENTIONNISME, UNE IDÉOLOGIE COMBATTANTE PLURIELLE</b> <b>57</b>	
<b>UN PARTI DES INTELLECTUELS : L'INTERVENTIONNISME DE LA CULTURE</b> .....	<b>59</b>
<i>L'intervention décisive des artistes et des hommes de lettres en faveur de la guerre : le précédent de mai 1915</i> .....	<i>59</i>
<i>L'invention de « l'intellectuel » en Italie</i> .....	<i>62</i>
<b>GUERRE IDÉOLOGIQUE, GUERRE SPIRITUELLE : LA GRANDE GUERRE DANS LES CONSCIENCES</b> .....	<b>65</b>
<i>L'idéologisation du conflit mondial : justifier la Grande Guerre</i> .....	<i>65</i>
<i>Le Service P ou l'institutionnalisation de la propagande</i> .....	<i>67</i>
<b>LE SACRIFICE DE SOI : LA GUERRE D'ERNESTO ROSSI</b> .....	<b>70</b>

<i>Le rôle des officiers, courroie essentielle entre le haut-commandement et l'infanterie</i> .....	70
<i>Ernesto Rossi, officier militaire : une position équivoque</i> .....	71
<b>CHAPITRE II DE LA GUERRE AU FASCISME : LES ANCIENS COMBATTANTS À LA CROISÉE</b>	
<b>DES CHEMINS</b> .....	<b>75</b>
LA GUERRE APRÈS LA GUERRE : L'ENGAGEMENT POLITIQUE COMME NOUVEAU COMBAT .....	77
<i>Le rassemblement des anciens combattants : une organisation à vocation politique</i> .....	77
<i>Le mouvement ancien combattant : une idée morale de l'engagement</i> .....	81
<i>Le « combattentismo », un mouvement indéterminé qui bouscule les repères politiques italiens</i> .....	83
ACTION ET PENSÉE POLITIQUE APRÈS LA GUERRE : LA NAISSANCE DES FAISCEAUX DE COMBAT .....	88
<i>La révolution des faisceaux ou la confusion des idéologies</i> .....	88
<i>Les anciens combattants, la révolution et le problème de la violence</i> .....	98
<b>PREMIERE PARTIE</b> .....	<b>106</b>
UN ANTIFASCISME EN INVENTION : LE GIELLISME AVANT « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » (1921-1927) .....	<b>106</b>
<b>CHAPITRE III SALVEMINI, GOBETTI, ROSSELLI : ITINÉRAIRE D'UNE PENSÉE LIBÉRALE</b>	
<b>CONTRE LES DOGMATISMES MODERNES</b> .....	<b>107</b>
UN INTELLECTUEL LIBÉRAL QUI FAIT ÉCOLE : GAETANO SALVEMINI ET LES JEUNES VOLONTAIRES .....	108
<i>Salvemini face à l'abîme : un engagement en crise</i> .....	120
<i>La liberté répudiée, repenser le politique : le « Cercle de culture » de Florence</i> .....	127
RÉÉVALUATION D'UN MAGISTÈRE : UN NOUVEAU LIBÉRALISME ITALIEN .....	132
<i>Carlo Rosselli et l'idée d'un « libéralisme socialiste »</i> .....	150
<i>De la quête de l'idéal à l'engagement antifasciste : réflexion sur les buts et les fondements éthiques du politique</i> .....	156
<b>CHAPITRE IV PASSER À L'ACTION : DE L'ARCADIE POLITIQUE À L'ENGAGEMENT MILITANT</b>	
.....	<b>166</b>
COMMENCER À AGIR : LE COMBAT POUR LA LIBERTÉ AU TOURNANT .....	167
<i>Dans la tour de Babel antifasciste : une « insurrection de la raison »</i> .....	168
<i>« L'Italia Libera » : contre le fascisme, « se battre à nouveau »</i> .....	173
<i>Héritage interventionniste et antifascisme militant</i> .....	176
<i>Opposition en droit et résistance en fait</i> .....	180
LES PREMIERS PAS DANS L'ACTION ANTIFASCISTE, ENTRE SECRET ET PUBLICITÉ .....	187
<i>Des associations aux sociétés secrètes : « briser le cercle de la peur »</i> .....	188
<i>« Ne pas transiger, ne pas ralentir, ne pas faire preuve d'indulgence : ni envers les autres, ni, surtout, envers soi-même » : le Non Mollare à Florence</i> .....	197
<i>Les contre-feux de la contre-propagande, entre information et exhortation à la désobéissance :</i> <i>« dessiller les yeux, redresser les volontés »</i> .....	206
<i>Un contre-pouvoir insurrectionnel ? La question des ralliements</i> .....	216
<b>CHAPITRE V PENSER L'ACTION : UNE CERTAINE IDÉE DE L'ANTIFASCISME</b> .....	<b>226</b>



« ACTION ET PENSÉE » : QUE FAIRE ? QUE CROIRE ? .....	227
<i>Salvemini, une trajectoire brisée : comment poursuivre la lutte dans l'exil ?</i> .....	229
<i>Agir sur l'opinion, à l'intérieur</i> .....	236
<i>Entre exil et clandestinité : reconstituer un réseau d'action</i> .....	242
<i>Quand « dire "non" ne suffit plus » : l'action pour l'action en guise de programme</i> .....	246
UNE PENSÉE DANS L'ACTION : « ON NE PEUT QU'ÊTRE DES VOLONTARISTES » .....	249
<i>« Il faut se débarrasser des vieilles figures ; il faut reconquérir la nouvelle génération » : le contexte de la naissance du Quarto Stato</i> .....	253
<i>Un projet éditorial incertain : une revue entre « culture » et « politique »</i> .....	256
<i>Hiérarchie antifasciste : une nouvelle élite</i> .....	265
<i>Savone ou l'épreuve de légitimité de l'antifascisme</i> .....	267
<b>DEUXIEME PARTIE .....</b>	<b>284</b>
« GIUSTIZIA E LIBERTÀ » : PRIX ET LIMITES DE L'ACTION DIRECTE (1927-1932) .....	284
<b>CHAPITRE VI INVENTER UNE « PROPAGANDE DE LIBERTÉ » .....</b>	<b>285</b>
INTERPRÉTER, INFORMER, DÉNONCER : UNE « VÉRITÉ » IMPUISSANTE CONTRE LE FASCISME ? .....	285
<i>Ce qu'enseigne l'Italie : guerre, fascisme et héritage démocratique dans le discours des réfugiés politiques</i> .....	286
<i>Une contre-propagande antifasciste sans puissance de renouvellement</i> .....	295
<i>Un autre antifascisme : « écrire moins, agir plus »</i> .....	301
L'ACTION, LEVIER DE MÉDIATISATION .....	304
<i>Un mythe d'action</i> .....	305
<i>« Vainqueurs et vengeurs » : la construction médiatique du mythe</i> .....	308
<i>« S'insurger pour ressusciter » : l'insurrection comme programme d'une jeunesse rédemptrice</i> .....	318
<i>Soulèvement antifasciste : le raid aérien comme opération de propagande</i> .....	331
LES LIEUX ET LES FORMES DE L'ACTION DE « GIUSTIZIA E LIBERTÀ » EN ITALIE EN 1930 .....	341
<i>La formation des comités italiens de « Giustizia e Libertà » entre la fin des années vingt et le début des années trente</i> .....	343
<i>Propagande, terreur et conspiration : l'action clandestine de « Giustizia e Libertà »</i> .....	348
<i>La traque : l'appareil de répression fasciste à l'œuvre</i> .....	357
<b>CHAPITRE VII LES PROCÈS COMME TRIBUNE.....</b>	<b>362</b>
LES PROCÈS DE L'ANTIFASCISME À L'ÉTRANGER.....	363
<i>Intellectuels martyrs ou conspirateurs insurgés : « Giustizia e Libertà » et l'État français</i> .....	363
<i>Les procès de l'antifascisme à l'étranger : justifier l'insurrection</i> .....	374
LES PROCÈS ITALIENS AU TRIBUNAL SPÉCIAL : LA CONSTRUCTION D'UN ANTIFASCISME « TERRORISTE » .....	382
<i>À la veille du procès de Rome : une offensive de communication sans précédent</i> .....	382
<i>Une « propagande criminelle » : à Rome, le procès de la conspiration antifasciste contre l'État</i> .....	391
<i>Bovone et Sbardellotto, condamnés à mort : les procès d'un antifascisme « terroriste »</i> .....	399
Instruire le « maxi-procès » de l'antifascisme non communiste.....	400
Bovone, Sbardellotto : derrière les « criminels terroristes », atteindre l'antifascisme en exil .....	407

La mise en scène d'une justice « antiterroriste » .....	411
À Paris, quelles conséquences ? .....	418
<b>CHAPITRE VIII LA « NÉBULEUSE » : UN MOUVEMENT HORIZONTAL ET POLYCENTRIQUE . 428</b>	
« GIUSTIZIA E LIBERTÀ » AU LENDEMAIN DU PROCÈS DE ROME : UNE ACTION ET UNE PENSÉE ANTIFASCISTE	
SANS CADRES .....	430
<i>Le geste insurgé, trompe-l'œil d'une propagande démonstrative</i> .....	433
« Le fil tenu de la volonté » : une organisation aléatoire et fragile.....	443
<i>Socialiste et libérale : une pensée politique critiquée ou ignorée</i> .....	447
<i>Un programme d'action « modeste » : la propagande ouvrière de « Giustizia e Libertà »</i> .....	449
« UN MOUVEMENT PLUS JEUNE, PLUS RÉVOLUTIONNAIRE, PLUS INTRANSIGEANT » : ANCRAGES ET	
RECONVERSION DU GIELLISME .....	457
<i>La propagande et l'organisation : un encadrement faible</i> .....	460
<i>L'organisation révolutionnaire : une question de méthode</i> .....	468
<i>Une nouvelle génération de journaux clandestins : de l'université à l'usine, la brève expérience du</i>	
<i>Voci d'Officina</i> .....	474
« L'Italie réelle » : le programme « révolutionnaire » et l'origine du premier réseau des <i>Quaderni di</i>	
<i>Giustizia e Libertà</i> .....	482
LES <i>QUADERNI DI GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> OU LA FORMULATION D'UN ÉLITISME RÉVOLUTIONNAIRE .....	490
<i>Un espace de réflexion et de dialogue : la réception des Quaderni dans la clandestinité</i> .....	490
« <i>Della cara Italia – la cara lingua ell'é</i> » : une enquête à travers l'antifascisme .....	497
<i>L'antifascisme comme « viatique » : éducation et propagande</i> .....	505
<b>TROISIEME PARTIE..... 513</b>	
L'INTELLECTUEL, LA PRESSE ET LA RÉVOLUTION : LES MOYENS D'INFLUENCE	
CULTURELLE ET MÉDIATIQUE DE « <i>GIUSTIZIA E LIBERTÀ</i> » .....	513
<b>CHAPITRE IX QUE FAIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ? POUR UN ANTIFASCISME</b>	
INTERVENTIONNISTE.....	514
FACE À LA FASCISATION DE L'EUROPE : PENSER UNE NOUVELLE STRATÉGIE .....	515
<i>L'oxymore de la diplomatie fasciste : la guerre, une menace concrète ou rhétorique ?</i> .....	516
<i>Se préparer à l'action militaire ?</i> .....	524
DIFFUSION ET CIRCULATION DES <i>QUADERNI</i> : UNE AUDIENCE LIMITÉE .....	532
« Déprovincialiser » l'antifascisme : l'idéal humaniste et universel des <i>Quaderni giellistes</i> .....	532
<i>Une presse militante et exigeante difficile à financer</i> .....	540
<b>CHAPITRE X DE LA REVUE D'IDÉES AU JOURNAL DE MASSE : L'INFORMATION, OUTIL DE</b>	
<b>MOBILISATION..... 544</b>	
LA PRESSE, UN MODE D'INTERVENTION FINALEMENT PRIVILÉGIÉ.....	545
<i>Le journal comme moyen de rassemblement et d'organisation des émigrés italiens : l'exemple du</i>	
<i>bulletin mensuel Risorgere !</i> .....	547
<i>Dictature de classe et société de masse : la traduction politique d'une conception interventionniste de</i>	
<i>l'antifascisme</i> .....	554

<i>Isolement et crise de l'antifascisme : une intervention compromise</i> .....	558
« <i>Le gouvernement français devrait aussi avoir à faire avec nous</i> » : <i>la presse, instrument d'une diplomatie parallèle</i> .....	561
GIUSTIZIA E LIBERTÀ : JOURNAL D'INFORMATION, DE « CULTURE ET DE BATAILLE ».....	570
<i>La fabrique du journal : sources et finalités d'une information « antifasciste »</i> .....	573
<i>L'implication des lecteurs : des relais d'information, de diffusion et de communication</i> .....	583
« MORDRE SUR LA RÉALITÉ ITALIENNE » : LE JOURNAL COMME MODE DE SAISIE DE LA RÉALITÉ FASCISTE .....	595
<i>Témoigner de la vie italienne sous le fascisme</i> .....	597
<i>Un pays qui vit au rythme de la propagande</i> .....	606
<i>Prendre au sérieux l'opinion des Italiens ?</i> .....	613
<i>La propagande : du bon usage d'une arme moderne</i> .....	617
<b>QUATRIEME PARTIE.....</b>	<b>624</b>
<b>GUERRE « TOTALE » ET GUERRE CIVILE : LES TEMPS ÉQUIVOQUES DE L'ANTIFASCISME ET DE L'ANTITOTALITARISME (1935-1937) .....</b>	<b>624</b>
<b>CHAPITRE XI « GIUSTIZIA E LIBERTÀ » ET LA CRISE ITALO-ÉTHIOPIENNE : L'ANTIFASCISME CONFRONTÉ À UNE GUERRE « TOTALE » .....</b>	<b>625</b>
ANTIFASCISME ET ANTICOLONIALISME : LA REDÉCOUVERTE D'UN PROBLÈME À LA FAVEUR DE LA CRISE ITALO-ÉTHIOPIENNE .....	626
<i>La question coloniale dans l'antifascisme à la veille de l'affaire italo-éthiopienne : un angle-mort de la pensée gielliste ?</i> .....	627
<i>Le scepticisme des exilés giellistes sur les rumeurs de guerre</i> .....	632
« <i>Giustizia e Libertà</i> » et l'internationalisation d'une crise : un antifascisme entre interventionnisme, pacifisme et anticolonialisme .....	637
LES MOTIVATIONS IDÉOLOGIQUES DE L'INTERVENTION ITALIENNE : OPPOSER LES ARGUMENTS DE LA RAISON CONTRE UNE GUERRE ABSURDE .....	648
<i>L'antifascisme et la mobilisation des Italiens pour la guerre : une stratégie de contre-information..</i>	649
<i>Une contre-propagande aux effets limités</i> .....	658
<i>Le début des opérations militaires : une guerre idéologique et politique</i> .....	666
UNE « GUERRE TOTALE » : LES ÉVÉNEMENTS ÉTHIOPIENS ET L'ACTUALITÉ DU PHÉNOMÈNE TOTALITAIRE	671
<i>Fascisme et barbarie : une rhétorique du dévoilement</i> .....	671
<i>Difficile contre-information : le peuple italien, une victime non consentante</i> .....	677
<i>Une politique totalitaire au révéléteur de la guerre</i> .....	685
<b>CHAPITRE XII LE GIELLISME, ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ESPAGNE : DIVISIONS ET CONTRADICTIONS AUTOUR DE LA PROPAGANDE.....</b>	<b>694</b>
AUX LIMITES D'UNE STRATÉGIE ACTIVISTE ET INTERVENTIONNISTE : REPENSER LES MOYENS ET LA PORTÉE DE L'ANTIFASCISME .....	696
<i>Endiguement et répression de l'activité clandestine</i> .....	696
<i>Le « peuple », cible hors d'atteinte : les nouveaux circuits de la propagande</i> .....	700

L'ENJEU « TOTALITAIRE » : L'ÉVOLUTION D'UN MOUVEMENT ANTICONFORMISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE DES ANNÉES TRENTE .....	709
<i>Une Troisième voie illisible et polysémique</i> .....	709
<i>Un journalisme de délibération : l'exemple de la discussion sur l'Église catholique</i> .....	716
<i>« Giustizia e Libertà » ou le conflit de l'action et de la pensée</i> .....	730
<i>Ampleur de l'engagement gielliste : un effort de recrutement et de sélection limité</i> .....	741
<b>CHAPITRE XIII D'UNE GUERRE L'AUTRE : LA MOBILISATION GIELLISTE DANS LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE .....</b>	<b>753</b>
LA PARTICIPATION GIELLISTE À L'UNE DES PREMIÈRES FORMES ORGANISÉES DU VOLONTARIAT COMBATTANT ANTIFASCISTE EN ESPAGNE .....	754
<i>L'Espagne, une « occasion » de remobilisation</i> .....	755
<i>Le volontariat international selon « Giustizia e Libertà » : un engagement qualitatif, compétent et désintéressé</i> .....	762
<i>Enjeux de représentation et de symbolisation : la guerre, une construction idéologique</i> .....	767
<i>Organiser l'antifascisme en guerre : une militarisation contrariée</i> .....	778
UNE GUERRE CIVILE ITALIENNE EN TERRES ESPAGNOLES .....	784
<i>« Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie » : la révolution antifasciste, une guerre civile ?</i> .....	785
<i>Guadalajara, un affrontement italo-italien : entre rupture et rédemption</i> .....	789
AUTOUR DES MORTS DE GUERRE : LE MARTYROLOGE, UN MARQUEUR DES TENSIONS CONTRAIRES À L'UNIFICATION DE L'ANTIFASCISME.....	794
<i>Le combattant volontaire antifasciste, héros idéaliste et martyr unificateur de la cause italienne</i> ....	795
<i>Une commémoration symbolique : Antonio Gramsci célébré par « Giustizia e Libertà »</i> .....	801
<i>Combattant antifasciste ou victime de l'antifascisme ? Camillo Berneri, martyr problématique de la guerre civile</i> .....	806
<i>La mémoire compliquée de Carlo Rosselli dans l'antifascisme italien</i> .....	808
<b>CONCLUSION LA MISE À DISTANCE D'UNE PRATIQUE POLITIQUE .....</b>	<b>822</b>
PROPAGANDES : USAGES PLURIELS D'UNE TECHNIQUE POLITIQUE .....	823
LA SITUATION ORIGINALE DE « GIUSTIZIA E LIBERTÀ » DANS L'ANTIFASCISME ITALIEN AU PRISME DE SA PROPAGANDE .....	824
<i>Une stratégie de propagande d'abord focalisée sur l'action</i> .....	825
<i>Action et propagande démonstrative : une logique de l'événement</i> .....	825
<i>Effets et évolution d'une propagande activiste : les trois âges du giellisme</i> .....	827
<i>Une propagande pour les « masses » ?</i> .....	829
LA PROPAGANDE : D'UNE QUESTION PRATIQUE AU QUESTIONNEMENT ÉTHIQUE .....	830
L'OMBRE PORTÉE DU GIELLISME : PROPAGANDE, HISTOIRE ET MÉMOIRE .....	831
<b>INDEX DES NOMS ET DES AUTEURS .....</b>	<b>I</b>
<b>INDEX DES LIEUX ET DES ORGANISATIONS.....</b>	<b>XX</b>
<b>TABLE DES SIGLES .....</b>	<b>XXVI</b>

TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	XXVIII
TABLE CHRONOLOGIQUE (1922-1937).....	XXXII
INDEX BIOGRAPHIQUE.....	XLV
SOURCES .....	LXI
BIBLIOGRAPHIE .....	LXIX
ANNEXES .....	LXXXV
TABLE DES MATIÈRES.....	CLV